



HAL
open science

La influencia del falangismo sobre las elites políticas colombianas: del ocaso democrático al giro autoritario (1930-1958).

Sebastian Acevedo Ojeda

► To cite this version:

Sebastian Acevedo Ojeda. La influencia del falangismo sobre las elites políticas colombianas: del ocaso democrático al giro autoritario (1930-1958).. History. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2023. Español. NNT: 2023MON30008 . tel-04329594

HAL Id: tel-04329594

<https://theses.hal.science/tel-04329594>

Submitted on 7 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THÈSE

Pour obtenir le grade de
Docteur

Délivré par l'Université Paul Valéry Montpellier 3

Préparée au sein de l'école doctorale 58

Langues, Littératures, Cultures et Civilisations

Et de l'unité de recherche RESO: Recherches sur les Suds et les Orient

Spécialité : ETUDES ROMANES spécialité Etudes hispaniques
et hispano-américaines

ACEVEDO OJEDA SEBASTIAN

Sous la direction de Florence BELMONTE et Françoise
MARTINEZ

**La influencia del falangismo sobre las elites
políticas colombianas: del ocaso democrático al
giro autoritario (1930-1958).**

Soutenue le 19/06/2023 devant le jury composé de

Mme. Florence BELMONTE professeure Université Paul Valéry Montpellier 3	Directrice
M. Enrique FERNANDEZ DOMINGO professeur Université Paris 8	Rapporteur
M. David MARCILHACY professeur Sorbonne Université	Président du jury
Mme. Françoise MARTINEZ professeure Sorbonne Université	Co-directrice
Mme Manuelle PELOILLE professeure Université d'Angers	Rapportrice
M.Ivan OLAYA PELAEZ Docteur en Histoire et civilisations Université Le Havre- Normandie	Examineur

AGRADECIMIENTOS

Culminando con esta instructiva experiencia doctoral, quisiera de antemano agradecerles con mi gratitud eterna a mis dos directoras de tesis sin las cuales este trabajo de investigación no hubiera sido posible. En efecto, siendo una tesis que abarca dos países fui afortunado de tener dos directoras especialistas en diferentes áreas pero que se complementaban para el objeto de esta tesis: Florence Belmonte experta en temas del falangismo y del franquismo y Françoise Martínez en el ámbito latinoamericano. Ellas dos, por su gentileza, su calidad humana, por su buena disposición, por sus orientaciones, observaciones y consejos pertinentes, crearon las condiciones objetivas óptimas para poder llevar a cabo la presente investigación. Gracias a ellas dos guardaré un buen recuerdo de estos tres años y medio entre Francia, España y Colombia. También un fuerte agradecimiento para Ivan Olaya por haberme dedicado su tiempo para darme consejos y orientaciones valiosas.

A los jurados, David Marcilhacy, Enrique Fernández Domingo, Manuelle Peloille, por su gentileza de aceptar revisar mi tesis, mil gracias por dedicarme su tiempo, y tener el honor de poder ser leídos por tan eminentes especialistas en sus respectivos ámbitos de investigación.

A mi familia porque siempre me apoyó y me alentó en todo momento. Mil gracias a Santiago, a Aydée a Leydi, a Tania, a Sergio, a Danna Gabriela, a todos ellos por ser los baluartes de mi vida. Especial recuerdo para mi abuela Carmen, por su ejemplo de vida, que sin tener diplomas ni estudios, de manera autodidacta fue capaz de escribir libros y me mostró el bello camino de la lectura.

A mis colegas, a la Universidad Paul Valery, a la Universidad Sorbona, al CRIMIC, a la escuela doctoral 58, al equipo RESO y su director Fabrice Quero, a los miembros del CST Marie-Christine Autant-Mathieu y Sophie Sarrazin, muchas gracias por el acompañamiento, las formaciones y las múltiples actividades académicas.

A todo ese personal calificado y amable que trabajan en los archivos y las bibliotecas de Colombia, España y Francia, que con paciencia y destreza me guiaron por el laberinto de los archivos como por los pasillos de las bibliotecas.

Mil gracias a todos...

Titre : L'influence du phalangisme sur les élites politiques colombiennes : du crépuscule démocratique au tournant autoritaire (1930-1958).

Durant les années trente, sous la République libérale, la Colombie semble amorcer le chemin démocratique, comme le prouvent la consécration du suffrage universelle ; l'instauration de la carte d'identité pour voter ; l'implantation de la neutralité de l'armée ; la modernisation du processus électoral ; et la participation et la politisation des masses. Cela dit, dans les années quarante et cinquante, le pays sombre dans l'exercice de pratiques répressives et violentes desquelles découlera l'instauration de plusieurs régimes autoritaires qui se succèdent durant les années cinquante. Une question surgit alors : quels sont les événements survenus entre les années trente et cinquante qui puissent expliquer le tournant autoritaire de la vie politique colombienne ?

Rapidement, la recherche et l'analyse de sources diverses -archives diplomatiques colombiennes et espagnoles ; presse de l'époque ; annales du congrès colombien ; discours et correspondances privées des protagonistes de l'époque- révèlent une possible explication par la tentation phalangiste, c'est-à-dire l'influence et la propagation des idées du phalangisme espagnol durant les années trente et quarante, surtout à partir de la guerre civil espagnole, qui suscitera une véritable obsession médiatique des élites politiques, contribuant à la polarisation croissante du panorama politique colombien.

En effet, le phalangisme qui lutta au côté du camp national sortit renforcé de la guerre civile espagnole et ne tarda pas à attirer l'attention des droites colombiennes qui étaient à la recherche d'un modèle politique et idéologique rénovateur pour faire face à leur perte d'influence et de pouvoir dans le contexte colombien. C'est pourquoi ils trouvèrent dans le mouvement phalangiste une idéologie complète (syndicalisme vertical, corporatisme, démocratie organique, esthétisation de la politique, apologie de la violence régénératrice et de l'action directe, exaltation du passé catholique et impérial hispanique, nationalisation des masses) comme alternative et troisième voie au capitalisme mis à mal par la crise de 1929 et par le communisme qui se propageait à vive allure au sein des classes populaires latino-américaines. Dès lors, le phalangisme espagnol qui surplombait la coalition réactionnaire soutenant la dictature franquiste exerça en Colombie une influence multidimensionnelle décisive : du point de vue idéologique, diplomatique, politique, religieux et culturel. Il devint ainsi un allié de poids des élites politiques colombiennes pour saborder et abattre les expériences démocratique du réformisme social incarné par la «Révolution en Marche» de

Alfonso Lopez Pumarejo et de la démocratie sociale de Jorge Eliécer Gaitan, qui partageait toutes deux une certaine popularité en dominant le panorama politique démocratique par la voie électorale.

C'est pour cela que dans cette thèse, nous proposons de démontrer le «nexus causal», compris comme un lien de causalité ni rigide ni mono causal, entre l'imprégnation de l'influence phalangiste et le virage autoritaire et répressif des années quarante et cinquante. Dans cette optique, les régimes autoritaires colombiens qui se succèdent dans les années cinquante ne seraient que la mise en pratique des idées phalangistes après leur adaptation à la singularité colombienne. Ce phénomène toucha la vie politique colombienne en déclenchant une spirale de la violence multiforme que fera souffrir la Colombie durant la seconde moitié du XX^e siècle.

Mots Clés : Phalangisme, Corporatisme, National catholicisme, Mécontentement social, Autoritarisme.

Title: The influence of phalangism on Colombian political elites: from democratic twilight to authoritarian turn (1930-1958).

During the thirties, under the liberal Republic, Colombia seems to begin the democratic path, as evidenced by the consecration of universal suffrage; the introduction of the identity card to vote; the implementation of army's neutrality; modernization of the electoral process; and the participation and politicization of the masses. That said, in the forties and fifties, the country sank into the exercise of repressive and violent practices that will result in the establishment of several authoritarian regimes that succeed each other during the fifties. A question then arises: what are the events that occurred between the thirties and fifties that can explain the authoritarian turning point of Colombian political life?

Quickly, research and analysis of various sources - Colombian and Spanish diplomatic archives; press from this period; Annals of the Colombian Congress; Speeches and private correspondence between protagonists at that time reveal a possible explanation of the phalangist temptation, that is, the influence and spread of ideas of Spanish phalangism during the thirties and forties, especially from the Spanish Civil War, which will arouse a real media obsession of the political elites, contributing to the growing polarization of the Colombian political panorama.

Indeed, the phalangism that fought alongside the national camp emerged strengthened from the Spanish Civil War and soon attracted the attention of the Colombian right, which was looking for a renewing political and ideological model to cope with their loss of influence and power in the Colombian context. This is why they found in phalangist movement a complete ideology (vertical syndicalism, corporatism, organic democracy, aestheticization of politics, apology of regenerative violence and direct action, exaltation of the Catholic and Hispanic imperial past, nationalization of the masses) as an alternative and third way to capitalism undermined by the crisis of 1929 and by the communism that was spreading rapidly among the Latin American popular classes. From then on, the Spanish Falangism that dominated the reactionary coalition supporting the franquist dictatorship exerted a decisive multidimensional influence in Colombia: ideologically, diplomatically, politically, religiously and culturally. He thus became a strong ally of the Colombian political elites in scuttling and destroying the democratic experiments of social reformism embodied by Alfonso Lopez Pumarejo's «Revolution on the Move» and Jorge Eliécer Gaitan's social democracy, both of

whom shared a certain popularity by dominating the democratic political panorama through electoral means.

This is why in this thesis, we propose to demonstrate the "causal nexus", understood as a causal link neither rigid nor monocausal, between the impregnation of phalangist influence and the authoritarian and repressive turn of the forties and fifties. In this perspective, the Colombian authoritarian regimes that succeeded each other in the fifties would only be the implementation of phalangist ideas after their adaptation to the Colombian singularity. This phenomenon affected Colombian political life by triggering a spiral of multifaceted violence that Colombia suffered during the second half of the XXth century.

Keywords : Falangism, Corporatism, National catholicism, Social Discontent, Authoritarianism.

AGRADECIMIENTOS.....	3
ABREVIACIONES	14
INTRODUCCIÓN GENERAL.....	16
<i>I. Un periodo turbulento (1930-1958): el caldo de cultivo para la penetración falangista en Colombia.....</i>	<i>17</i>
1. Las elites políticas colombianas: un bipartidismo omnipotente.....	19
2. El falangismo desde España.....	24
3. El falangismo en Colombia.....	29
<i>II. Estado de la cuestión: un terreno investigativo fértil.....</i>	<i>31</i>
<i>III. De un lado al otro del Atlántico.....</i>	<i>40</i>
<i>IV. Una historia política, diplomática y cultural para aprehender un fenómeno multidimensional.....</i>	<i>42</i>
PARTE I. VIENTOS DE CONTESTACIÓN Y RENOVACIÓN POLÍTICA CONTRA LA HEGEMONÍA DEL BIPARTIDISMO ELITISTA (1930-1948).....	46
CAPÍTULO 1. LA EMERGENCIA DE UNA SOCIEDAD CIVIL CONTESTATARIA EMBRIONARIA EN LOS AÑOS TREINTA.....	48
1.1. <i>Una sociedad en acelerada mutación y transformación.....</i>	<i>49</i>
1.1.1. La crisis del modelo económico imperante.....	49
1.1.2. El florecimiento de nuevas tipologías sociales, con nuevas sensibilidades y perspectivas.....	52
1.1.3. Una relativa democratización del espacio público.....	54
1.1.4. La explosión periodística y la multiplicación de una prensa militante.....	58
1.2. <i>La politización de las masas.....</i>	<i>63</i>
1.2.1. El fortalecimiento del sindicalismo y la reacción elitista para controlarlo.....	66
1.2.2. El ascenso de los movimientos socialistas y la figura del militante popular.....	70
1.2.3. Las tendencias subversivas y movimientos campesinos.....	72
1.3. <i>Crisis de representatividad del elitismo bipartidista (1930-1946).....</i>	<i>74</i>
1.3.1. La modernización de la maquinaria electoral (1930-1940).....	75
1.3.2. Las tentativas democráticas de nuevos partidos (1930-1939).....	78
1.3.3. La ofensiva de los gremios oligárquicos como grupos de presión (1946-1959).....	80
CAPÍTULO 2. CONTESTACIÓN AL INTERIOR DE LOS PARTIDOS TRADICIONALES (1934-1946).....	83
2.1. <i>El fin de la política como “asuntos de caballeros”.....</i>	<i>83</i>
2.1.1. El predominio de las lógicas de consenso como instrumento de estabilización y dominación del orden oligárquico (1930-1949).....	84
2.1.2. El fin de los linderos ideológicos entre el elitismo de ambos partidos.....	87
2.1.3. La contestación de las lógicas de consenso bipartidista.....	89
2.2. <i>La fragmentación interna en el seno del Partido Liberal (1933-1946).....</i>	<i>93</i>
2.2.1. Las tres corrientes del Partido Liberal colombiano (1930-1946).....	94
2.2.2. Fuerzas centrifugas y antagónicas en el seno del liberalismo.....	98
2.2.3. El triunfo de la franja elitista y derechista del Partido Liberal (1938-1949).....	104
2.3. <i>Las tensiones internas en el seno de las fuerzas derechistas (1930-1939).....</i>	<i>108</i>
2.3.1. Un conflicto generacional: las querellas entre civilistas tradicionales y nacionalistas.....	109
2.3.2. No hay enemigo a la derecha (1939-1946).....	115
2.3.3. La renovación y revitalización de las doctrinas y métodos conservadores (1936-1946).....	119
CAPÍTULO 3. EL DESPERDICIO DEL CAMINO INSTITUCIONAL DEMOCRÁTICO Y LA GÉNESIS DE LA VIOLENCIA EN COLOMBIA (1934-1948).....	123
3.1. <i>Esperanzas y desilusiones de la Revolución en Marcha (1934-1944).....</i>	<i>123</i>
3.1.1. El espectro del reformismo de la Revolución en Marcha.....	124
3.1.2. ¿Un Frente Popular colombiano?.....	129

3.1.3. El reflujo de la Revolución en Marcha y el freno al reformismo lopista.....	132
3.2. <i>El fervor por la democracia popular y radical de Jorge Eliécer Gaitán (1933-1948)</i>	137
3.2.1. El ascenso vertiginoso de un caudillo popular frente a las oligarquías.	138
3.2.2. El temor de las élites ante la posibilidad de la conquista del poder por Gaitán.	141
3.2.3. El asesinato de Gaitán y el sepulcro de la opción del reformismo institucional democrático.....	145
CONCLUSIONES: DEL OCASO DEMOCRÁTICO A LA VIOLENCIA GENERALIZADA.....	149
PARTE II. LA REPRESENTACIÓN DE UN FALANGISMO IDEALIZADO EN COLOMBIA (1934-1946)	151
CAPÍTULO 4. UNA INTERPRETACIÓN ROMANTIZADA: EL DISCURRIR HEROICO HACIA LA GRANDEZA.	153
4.1. <i>La gesta de un pequeño núcleo en expansión que logró despertar la “España eterna” (1933-</i> <i>1936)</i>	155
4.1.1. Los primeros encuentros entre embriones precursores dispersos.	155
4.1.2. La unificación de dos fuerzas hacia una misión civilizadora y regeneradora.....	159
4.1.3. Tensiones internas y el auge de la figura de José Antonio Primo de Rivera.	162
4.2. <i>El falangismo como estandarte de la cruzada nacionalista y de la Nueva España (1936-1945).</i>	164
4.2.1. Un terreno fértil para la reacción conservadora española.	165
4.2.2. La consagración épica del falangismo durante la Guerra Civil.	170
4.2.3. La mitificación de la figura del ausente.....	176
4.3. <i>De la Falange idealizada a la Falange concretizada (después de 1945)</i>	181
4.3.1. La hegemonía del falangismo en el seno de FET y de las JONS.....	183
4.3.2. Instrumentalización o triunfo del falangismo durante el primer franquismo.....	188
4.3.3. ¿El triunfo de un falangismo moderado y pragmático?	193
CAPÍTULO 5. LAS RAÍCES INTELECTUALES Y POLÍTICAS DEL FALANGISMO ESPAÑOL.	201
5.1. <i>La reacción espiritual, cultural e intelectual que precedió la emergencia del falangismo. .</i> <i>203</i>	203
5.1.1. El espectro del irracionalismo: el asalto a la razón y la modernidad liberal.....	203
5.1.2. El sentimiento de decadencia y el regeneracionismo.	207
5.1.3. La Doctrina Social de la Iglesia: del humanismo tomista al Rerum Novarum de León XIII.....	211
5.2. <i>Las influencias políticas del falangismo español.</i>	214
5.2.1. El conservadurismo de Antonio Maura: La revolución desde arriba.....	214
5.2.2. La dictadura de Miguel Primo de Rivera y los primeros experimentos corporativistas.	216
5.2.3. La Unión Monárquica Nacional: el bautizo político de José Antonio Primo de Rivera.	218
5.2.4. El precedente del anarcosindicalismo en España.	219
5.3. <i>El falangismo y el auge del autoritarismo en Europa.</i>	222
5.3.1. Ambivalencia frente al fascismo.....	224
5.3.2. Cierta distancia con el nazismo.	230
5.3.3. La cercanía con el Estado Novo de Salazar.	233
CAPÍTULO 6. LOS GRANDES EJES DOCTRINARIOS DEL FALANGISMO.	237
6.1. <i>Una propuesta de tercera vía genuinamente española.</i>	239
6.1.1. Una pretensión renovadora de Revolución nacional.	240
6.1.2. Un rechazo rotundo al comunismo y al capitalismo.....	243
6.1.3. El nacionalsindicalismo como solución económica y social.	247
6.2. <i>La exaltación de un modelo autoritario y elitista.</i>	251
6.2.1. El culto del orden y la disciplina: una revolución desde arriba.	251
6.2.2. Un nacionalismo agresivo: la unidad nacional por encima de todo.	255
6.2.3. Embestida contra la democracia liberal y parlamentaria.	257
6.3. <i>Un modernismo reaccionario hispánico.</i>	261
6.3.1. La dimensión mística y espiritual: una proyección panhispánica y católica.	262
6.3.2. Legitimación de la violencia y la acción directa.	267
6.3.3. Estetización de la política.....	270
CONCLUSIONES PARTE II	273

PARTE III. LAS DINÁMICAS DIPLOMÁTICAS, POLÍTICAS Y CULTURALES DEL FALANGISMO EN COLOMBIA. 274

CAPÍTULO 7. ENTRE AMBICIOSAS PRETENSIONES Y REALIDADES LIMITADAS, LAS AMBIVALENCIAS DE LA POLÍTICA EXTERIOR (1936-1958). 275

7.1. <i>Una política exterior bajo timón falangista (1936-1945).</i>	275
7.1.1. Organización del Servicio Exterior de Falange (1934-1939).	276
7.1.2. El nacionalismo expansivo: una política agresiva y ambiciosa hacia Hispanoamérica (1939-1942).	280
7.1.3. Neutralidad cosmética durante la Segunda Guerra Mundial (1939-1945).	286
7.2. <i>Evolución de la política exterior del Nuevo Estado después de la Segunda Guerra Mundial.</i>	294
7.2.1. Acercamiento al bando occidental después de la Segunda Guerra Mundial.	294
7.2.2. América Latina, válvula de Escape al cerco internacional de posguerra.	300
7.3. <i>Hacia una política cultural (1945-1958): “la Hispanidad como instrumento de combate” en América Latina.</i>	304
7.3.1. De la Hispanidad imperial a una Hispanidad cultural.	306
7.3.2. La Hispanidad, fachada cultural de la política exterior española en América Latina.	308
7.3.3. La batalla contra la competencia del panamericanismo.	313

CAPÍTULO 8. FLUCTUACIONES DE LAS RELACIONES DIPLOMÁTICAS ENTRE ESPAÑA Y COLOMBIA. (1930-1958). 319

8.1. <i>Relaciones ambiguas durante la República Liberal (1930-1946).</i>	320
8.1.1. El apoyo simbólico a los republicanos bajo el gobierno de López Pumarejo (1934-1938).	320
8.1.2. Las contradicciones del liberalismo moderado y elitista bajo la presidencia de Eduardo Santos (1938-1942).	327
8.1.3. La diplomacia colombiana bajo la batuta del reaccionario liberal López de Mesa.	336
8.2. <i>La cuestión de la amenaza del Eje en Colombia (1942-1945).</i>	340
8.2.1. La presión norteamericana y la desfascistización de Colombia.	342
8.2.2. La psicosis de una Quinta columna en Colombia.	349
8.2.3. El falangismo víctima de la desfascistización.	354
8.3. <i>Acercamiento e intensificación de las relaciones bilaterales bajo los regímenes autoritarios conservadores (1946-1958).</i>	359
8.3.1. Consolidación de relaciones fraternas con el régimen de Franco.	359
8.3.2. Eduardo Carranza, el agregado cultural, emblema de la cercanía del conservatismo colombiano con el falangismo español.	369
8.3.3. Un aliado importante en la rehabilitación internacional de la imagen del régimen franquista.	373

CAPÍTULO 9. LOS FOCOS DE LA FALANGE EN COLOMBIA (1936-1958). 381

9.1. <i>La iglesia católica, bisagra reaccionaria de ambos lados del Atlántico.</i>	381
9.1.1. La Iglesia católica, aliado ferviente del falangismo y la causa nacionalista.	382
9.1.2. Trasegar bilateral del personal religioso católico.	386
9.1.3. La Iglesia católica y la propagación de las ideas reaccionarias españolas en Colombia.	390
9.2. <i>Los enclaves españoles como instrumentos ideológicos en Colombia.</i>	394
9.2.1. Radiografía de la comunidad española en Colombia.	394
9.2.2. El uso del emigrante español como instrumento geopolítico.	399
9.2.3. Los tentáculos del Servicio Exterior de la Falange en Colombia.	408
9.3. <i>Los reflectores colombianos del falangismo.</i>	415
9.3.1. Una extensa red de núcleos falangistas en Colombia.	417
9.3.2. El Partido Conservador Colombiano como catalizador de la infiltración de las ideas falangistas.	424

CONCLUSIONES PARTE III. 431

PARTE IV. LA VERTIGINOSA INCUBACIÓN DE LAS IDEAS FALANGISTAS EN COLOMBIA (1934-1946) 432

CAPÍTULO 10. ENTRE LA ESTRELLA POLAR NORTEAMERICANA Y EL FANTASMA COMUNISTA: EL ADVENIMIENTO DE LA ESTELA FALANGISTA. 433

10.1. <i>Unas elites en búsqueda de un nuevo modelo político e ideológico regenerador.</i>	434
10.1.1. El nacionalismo cosmopolita y la tendencia a la importación de modelos occidentales.	435
10.1.2. Omnipresencia de la influencia norteamericana.....	436
10.1.3. El desencanto hacia la estrella polar.....	439
10.2. <i>La amenaza de la infiltración socialista y comunista.</i>	441
10.2.1. El repudio unánime al comunismo.....	442
10.2.2. ¿Un fantasma comunista recorre Colombia?	447
10.2.3. Un Partido Comunista Colombiano respetuoso de las formas institucionales y democráticas.	451
10.3. <i>La importación de la Guerra Civil Española en Colombia.</i>	453
10.3.1. Obsesión por la Guerra Civil Española.	454
10.3.2. La colombianización de la Guerra Civil Española.	459
10.3.3. Un catalizador de las ideas falangistas para las derechas de Colombia.	463
CAPÍTULO 11. LOS IDEARIOS FALANGISTAS COMO INSTRUMENTOS DE COMBATE EN LA VIDA POLÍTICA COLOMBIANA (1934-1946).	467
11.1. <i>Vendaval antiparlamentario contra la democracia colombiana.</i>	467
11.1.1. La satanización del modelo democrático de corte liberal.	468
11.2.2. El asalto de la República Liberal.	473
11.2. <i>La regeneración nacional desde arriba.</i>	478
11.2.1. El espanto hacia la revolución social.	479
11.2.2. El desprecio del hombre masa.	482
11.2.3. La exaltación de una minoría voluntarista, vanguardista y culta.	484
11.3. <i>Los residuos del nacionalsindicalismo y el contagio de las nuevas formas de acción política.</i>	487
11.3.1. El corporativismo y la nacionalización de la cuestión social.	487
11.3.2. Elogio de la violencia regeneradora y de la acción directa.	492
11.3.3. La estetización de la política colombiana.	496
CAPÍTULO 12. ¿EL ADVENIMIENTO DE UN MODERNISMO REACCIONARIO COLOMBIANO?	503
12.1. <i>La revitalización doctrinaria y la tentación autoritaria.</i>	505
12.1.1. Las pretensiones revolucionarias y renovadoras de las derechas colombianas.....	506
12.1.2. Alegatos para la instauración por la fuerza de un Estado fuerte y autoritario.....	509
12.1.3. Apología de la democracia orgánica cristiana.....	513
12.2. <i>La instrumentalización de una tradición hispánica en Colombia.</i>	518
12.2.1. Una regeneración nacional, mística y espiritual.	520
12.2.2. La génesis de la decadencia: el olvido de la tradición.	523
12.2.3. La exaltación de las raíces hispanas.	525
12.3. <i>La consolidación de un nacionalismo reaccionario criollo.</i>	530
12.3.1. La nacionalización de las derechas colombianas.	531
12.3.2. El contraataque nacionalista: un nacionalismo agresivo con voluntad de reconquista.....	536
12.3.3. Un nacionalismo excluyente.....	539
<i>Conclusiones Parte IV.</i>	545
PARTE V. LA SEDIMENTACIÓN DE LAS IDEAS FALANGISTAS EN PRÁCTICAS AUTORITARIAS Y VIOLENTAS DE PODER (1946-1958).	547
CAPÍTULO 13. LAS CONSECUENCIAS DE LA BRUTALIZACIÓN DE LA VIDA POLÍTICA COLOMBIANA (1936-1949).	550
13.1. <i>La sociedad colombiana presa de una violencia multidimensional.</i>	550
13.1.1. La dialéctica “de los puños y de las pistolas” en Colombia (1936-1942).	550
13.1.2. No era tiempo para moderados.	556
13.1.3. El fin de la conversación entre caballero: la emergencia de la violencia política.	559
13.2. <i>Inclinación progresiva hacia prácticas autoritarias y represivas en tiempos liberales (1938- 1946).</i>	562
13.2.1. El debilitamiento y represión de la movilización social.	562
13.2.2. Los últimos estertores de un ejército republicano, neutral y no deliberante.	566

13.3. <i>La tragedia de “la Violencia” y el triunfo de las fuerzas del orden (1948).</i>	570
13.2.1. Unos impulsos violentos desatados.	570
13.2.2. El consenso de la elite frente la revolución social: los cimientos del Frente Nacional.	572
13.2.3. El triunfo de las ideas represivas y de la vía autoritaria.	574
CAPÍTULO 14. LA EXPERIMENTACIÓN DE RÉGIMENES AUTORITARIOS RADICALES CON VISOS	
NEOFALANGISTAS (1949-1957).	578
14.1. <i>La dictadura civil y la inclinación autoritaria (1946-1949).</i>	579
14.1.1. ¿Epígonos del falangismo en el poder?	579
14.1.2. Los visos falangistas del gobierno de Mariano Ospina Pérez.	582
14.1.3. El inicio de la dictadura civil a partir de 1949.	584
14.2. <i>La tentativa de consagrar un proyecto radical de Estado corporativo, hispanófilo y</i> <i>confesional (1950-1953).</i>	589
14.2.1. La falangización de la República.	590
14.2.2. La perspectiva de un Estado confesional reaccionario.	595
14.2.3. La experimentación de un régimen autoritario con residuos de democracia orgánica.	600
14.3. <i>Un neofalangismo populista y nacionalista bajo la dictadura militar del general Rojas</i> <i>Pinilla (1953-1957).</i>	607
14.3.1. Las tentativas de concreción de una Tercera fuerza.	609
14.3.2. ¿Una revolución nacional militarista en Colombia?.....	613
14.3.3. La dimensión populista y social de la dictadura.....	620
CAPÍTULO 15. EL FRENTE NACIONAL Y EL TRIUNFO DE UN RÉGIMEN AUTORITARIO MODERADO Y	
PRAGMÁTICO A PARTIR DE 1958.	627
15.1. <i>El triunfo del elitismo bipartidista.</i>	628
15.1.1. La conspiración de las elites.	629
15.1.2. El triunfo del bipartidismo y el fin de las fronteras ideológicas.	631
15.1.3. La propaganda de la restauración de la democracia.	634
15.2. <i>Un autoritarismo civil perfeccionado: la optimización del régimen autoritario tecnocrático</i> <i>y desideologizado.</i>	637
15.2.1. La apariencia institucional y la constitucionalización de un pluralismo limitado.	638
15.2.2. La desideologización de la política: el discurso tecnocrático y desarrollista como instrumento de	
dominación.....	643
15.2.3. La germinación de los cimientos del Terrorismo de Estado.	646
15.3. <i>Las Semejanzas del Frente Nacional con el segundo franquismo.</i>	650
15.3.1. ¿El modelo franquista pragmático y desarrollista como inspiración del Frente Nacional?	652
15.3.2. Dos variantes de regímenes autoritarios con pluralismo limitado.	654
15.3.3. Un consenso en torno a un mínimo denominador común.	657
CONCLUSIONES PARTE V.	664
CONCLUSIONES GENERALES.	666
1. LA SINGULARIDAD Y ESPECIFICIDAD DEL MOVIMIENTO FALANGISTA.	668
2. LA GUERRA CIVIL ESPAÑOLA, DETONANTE DE UNA EXPANSIÓN FALANGISTA.	670
3. INFLUENCIA MULTIDIMENSIONAL Y ESCALONADA DEL FALANGISMO EN COLOMBIA.	673
4. UN FENÓMENO CENTRAL Y CRUCIAL DE LA HISTORIA COLOMBIANA.	681
FUENTES PRIMARIAS	683
I. <i>Fuentes primarias en Archivos y Bibliotecas.</i>	684
II. <i>Periódicos.</i>	712
III. <i>Fuentes impresas de la época.</i>	743
IV. <i>Fuentes diversas.</i>	747
BIBLIOGRAFÍA.	749
ANEXOS.	760

Abreviaciones

- AGA:** Archivo General de la Administración (Alcalá de Henares)
- AGN:** Archivo General de la Nación (Bogotá)
- ANP:** Acción Nacionalista Popular
- ANDI:** Asociación Nacional de Industriales
- ANAC:** Asamblea Nacional Constituyente
- APEN:** Acción Patriótica Económica Nacional
- ATLAS:** Agrupación de Trabajadores Latinoamericanos sindicalizados
- BNC:** Biblioteca Nacional de Colombia
- BNE:** Biblioteca Nacional España
- BLAA:** Biblioteca Luis Ángel Arango
- BNC:** Biblioteca Nacional de Colombia
- BNE:** Biblioteca Nacional de España
- CEC:** Comisión de Estudios Constitucionales
- CTC:** Confederación de Trabajadores de Colombia
- FE:** Falange Española
- FE de las JONS:** Falange Española de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista
- FET y de las JONS:** Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista
- JONS:** Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista
- MAE:** Ministerios de Asuntos Exteriores de España
- MAN:** Movimiento de Acción Nacional
- MRE:** Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia
- PSR:** Partido Socialista Revolucionario.

UMN: Unión Monárquica Nacional

UNEC: Unión Nacional de Estudiantes Colombianos

UNIR: Unión Nacional Izquierdista Revolucionaria

UTC: Unión de Trabajadores de Colombia

Introducción general.

En la década de los años treinta, con el triunfo de corrientes democráticas, reformistas y socializantes en el panorama político colombiano, y debido a una intensificación de la politización de las masas, el sistema político colombiano parecía dirigirse hacia una consolidación democrática. Pero a pesar de varios avances democráticos significativos como la cédula de ciudadanía, el sufragio universal y la neutralidad política del ejército, progresivamente el sistema político colombiano se fue desviando cada vez más hacia posturas y prácticas autoritarias de poder a partir de los años cuarenta, culminando en la década de los cincuenta con el advenimiento de diferentes regímenes autoritarios. ¿Qué fue lo que pasó entre los años treinta y cincuenta que pudiera explicar el giro autoritario del sistema político colombiano?

Un análisis de la evolución histórica y la exhumación de las fuentes dejan entrever un posible origen en la consecuencia de la infiltración y propagación de las ideas falangistas en el espectro de las derechas colombianas, en proceso de radicalización. En efecto, se observa que, rápidamente fue germinando en el seno del bipartidismo colombiano amenazado, una reacción virulenta de las derechas colombianas que no aceptaban las transformaciones que atacaban el antiguo régimen censitario y oligárquico. Como corolario, la tradición autoritaria y elitista colombiana, en búsqueda de un modelo revitalizador, se abrevaba del modernismo reaccionario falangista para remozar las doctrinas e idearios de las derechas colombianas.

De hecho, para las elites colombianas, el falangismo era atractivo por ser la encarnación de un modernismo reaccionario español, entendido como la simbiosis paradójica y ambivalente de discursos renovadores en lo político, económico y tecnológico que contrastaba con la permanencia de valores y pensamientos retrógrados, antidemocráticos, antimodernos y antiliberales. Es cierto que, sin ser una simple contrarrevolución, los idearios falangistas catalizaban el espectro ideológico de las derechas españolas y colombianas, dándoles a sus sustratos doctrinarios un barniz regenerador y una apariencia revolucionaria, que requerían de forma apremiante para no parecer simples contrarrevoluciones o restablecimientos tradicionales. En efecto, a pesar de ese componente novedoso, el falangismo no se proponía destruir el pasado tradicional, sino que aspiraba a rescatarlo de cierto letargo para vivificarlo. De su lado, la elite colombiana, en crisis, no podía ni fundamentar su legitimidad en los valores del pasado, ni menospreciarlos. Ante esta

necesidad, es posible que la impronta reaccionaria española, permitiera la actualización de los programas políticos, de las doctrinas, de las tácticas de acción y estimulara el desarrollo y experimentación de instituciones y de prácticas autoritarias de inspiración falangista.

Por lo tanto, se impone el interés de un estudio profundizado sobre la interacción, infiltración y experimentación de las ideas falangistas en Colombia con el fin de rastrear una de las posibles causas de la ruptura democrática y del giro autoritario que supuso y facilitó esta permutación ideológica, política y cultural. El presente estudio apunta a proponer elementos susceptibles de conducir a una comprensión más profundizada de un fenómeno que parece hasta la hora subvalorado por la historiografía, pero que impactó de manera decisiva el panorama político colombiano, y cuyas secuelas perduraron en el tiempo a lo largo del siglo XX.

I. Un periodo turbulento (1930-1958): el caldo de cultivo para la penetración falangista en Colombia.

La influencia falangista en Colombia surgió con fuerza favorecida por una coyuntura colombiana turbulenta y singular, condicionada por el desarrollo de acontecimientos fundamentales en el periodo de entreguerras tales como el declive económico, la efervescencia social y la acentuación de una crisis de legitimidad de un orden oligárquico bipartidista colombiano. También, se benefició del momento particular europeo con el triunfo general de los fascismos y de las dictaduras de derechas autoritarias. Así pues, en esa atmósfera de entreguerras, surgió el falangismo español que, por otra parte, se iba fortaleciendo a nivel interno con su apoyo al triunfo del golpe de Estado del bando nacional durante la Guerra Civil Española y por su papel protagónico durante el régimen franquista. Con su estilo agresivo, con su simbología fulgurante, con sus métodos de acción y concepciones de la violencia regeneradora, con sus discursos palingenésicos, este movimiento logró captar y magnetizar la atención de las elites políticas colombianas.

Por consiguiente, el lapso de tiempo que transcurre entre 1930 y 1958, es sin lugar a dudas una de las épocas transcendentales de la historia de Colombia. Está claro que durante ese intervalo de tiempo se abonó un terreno fértil para la incubación, experimentación y confrontación de las grandes ideologías que atravesaron el siglo XX. Por ello, en este trabajo, se delimitó un periodo histórico preciso, insertado en dos fechas cruciales y simbólicas: desde el advenimiento de la República Liberal y la oficialización del Partido Comunista

Colombiano (1930) hasta la consagración del pacto oligárquico denominado Frente Nacional (1958).¹ En el transcurso de ese ciclo, emergieron una serie de acontecimientos agitados, que causaron estupor y preocupación en el seno de las elites políticas tradicionales colombianas, tanto por las coyunturas externas como internas.

En concreto, a nivel interno, la República Liberal en 1930-en teoría-²puso fin a la Hegemonía Conservadora que, tras la promulgación de la constitución conservadora y tradicional de 1886 se había prolongado 44 años. Este cambio desencadenó una profunda y enérgica reacción de los sectores nacionalistas, conservadores, y liberales de elite, acentuando su sentimiento de decadencia y de preocupación latente. A esto se agregó la emergencia de una incipiente sociedad civil inconformista y contestataria, conformada por una clase media intelectual descontenta con el viejo orden elitista y unas crecientes movilizaciones populares que fueron alentadas por las ideas socialistas y revolucionarias culminando con la formación del Partido Comunista Colombiano en 1930.

Desde el punto de vista exterior, este proceso de descontento social se intensificó con la crisis del 29, que resquebrajó el modelo de desarrollo imperante en el continente, dependiente de las inversiones y empréstitos extranjeros, sobre todo norteamericanos. Por otra parte, este modelo, que reposaba en gran parte sobre una economía monoexportadora, padeció del hundimiento de las demandas de materias primas y de la inversión extranjera después de la Gran Depresión.³

En este sentido, ha sido necesario en un primer momento, retratar los contornos de un contexto singular que facilitó las condiciones de la infiltración del falangismo en Colombia, cuyos pilares germinaron sobre todo a partir de 1930, y ello más allá de la mera constatación de una coincidencia cronológica de fenómenos comparables, ya que el falangismo nació en España como movimiento en 1933. De ahí que nos interesamos a un periodo de trastornos políticos, sociales y económicos, internacionales que a la postre fueron acelerando la crisis de autoridad de las elites dominantes. De hecho, ante la amenaza contra su hegemonía, la

¹Acuerdo político entre los dos partidos históricos -Partido Liberal Colombiano y Partido Conservador Colombiano- para poner fin a la dictadura de Rojas Pinilla, que consagró una alternancia en el poder y la repartición equitativa de los puestos públicos, acuerdo vigente entre 1958 y 1974.

² Desligándonos de la perspectiva dominante de una ruptura entre la Hegemonía Conservadora y la República Liberal y lejos del estereotipo de un Partido Liberal progresista y moderno enfrentado a un Partido Conservador anticuado y tradicional. En realidad, predominaron unas potentes lógicas de consensos, acuerdos y convivencia entre ambos partidos que asentaron cierta continuidad entre ambas épocas. Además, al interior del complejo Partido Liberal existían tendencias antagónicas y enfrentadas que provocaban que importantes franjas elitistas del liberalismo tenían más afinidad con el Partido Conservador que con las franjas sociales de su propio partido.

³ Palacios Rozo Marco. *Entre la legitimidad y la violencia*. Bogotá: Grupo Editorial Norma, 2003, p. 137.

reacción principal de las elites colombianas fue frustrar la experiencia democrática naciente y la desviación del sistema republicano hacia prácticas agresivas y represivas de poder, como lo demuestran a partir de los cincuenta, la instauración sucesiva de: las dictaduras civiles (1949-1953), la dictadura militar de Gustavo Rojas Pinilla (1953-1957) y la gestación del Frente Nacional a partir de 1957, que significó el triunfo y reconciliación de las elites bipartidistas como la consolidación de un régimen autoritario con pluralismo limitado.

Por ende, el tema del autoritarismo es crucial, ya que si este trabajo no pretende que la influencia falangista erigió regímenes totalitarios de estilo fascista en Colombia, plantea sin embargo la siguiente pregunta: ¿de qué manera esta influencia falangista pudo tener incidencia en las experiencias autoritarias y represivas de los años cincuenta? La elaboración de una respuesta exige examinar la tonalidad y la impregnación falangistas de estos regímenes autoritarios colombianos, englobando el concepto de régimen autoritario una variedad de sistemas políticos, ni democráticos ni totalitarios⁴; una distinción importante porque al no consagrarse un régimen totalitario de tipo fascista, ello pudo provocar una minimización del peso falangista en Colombia.

1. Las elites políticas colombianas: un bipartidismo omnipotente.

Desde el nacimiento de la “teoría de las elites” a finales del siglo XIX, en el seno de una rama de la sociología política, ha generado intensos y arduos debates sociológicos e historiográficos, incluso engendrando desconfianza en los historiadores de la segunda mitad del siglo XX sobre la pertinencia de su utilización para las investigaciones históricas. Sin embargo, el renacimiento en este campo de investigación con los avances de la sociología de los años setenta ha demostrado que el concepto de elite puede ser interesante para la investigación histórica, eso sí, teniendo en cuenta los rasgos singulares y particularidades de cada época y país.

La perspectiva esencial de trasfondo de la teoría de elite que presupone que una pequeña minoría controla el mayor poder en una nación es pertinente para el estudio del sistema oligárquico bipartidista colombiano de los años treinta, porque en ese entonces era claro que los grandes partidos fueron el centro neurálgico de la toma de decisiones global. Así pues, analizaremos en el panorama colombiano, la clase política hegemónica que manejaba

⁴ Linz, Juan J. «Una interpretación de los regímenes autoritarios». *Papers: revista de sociología*, 1978, Núm. 8, p. 13. Disponible: <https://doi.org/10.5565/rev/papers/v8n0.987> (consultado 12/06/2022)

todos los hilos del poder de Colombia desde la independencia, es decir, los dos partidos más antiguos del continente: el Partido Liberal y el Partido Conservador Colombiano.⁵ Estas dos colectividades lograron reforzar a lo largo de la historia un sistema político bipartidista elitista, que estructuró y dominó la vida del país.

Igualmente, como lo sugirió el sociólogo norteamericano Charles Wright Mills en el caso norteamericano, además de intereses económicos y políticos, la elite en el poder se caracterizaba por formar una homogeneidad de grupo, que se concretizaba en la similitud de los miembros que la integraban, tanto por sus afinidades sociales como psicológicas, en relaciones públicas u oficiales.⁶ Sin duda, esta uniformización de grupo la encontramos en los rasgos de las elites políticas colombianas de esos años. En efecto, los líderes del liberalismo y el conservadurismo que se estudiaron para esta investigación, se formaron juntos en una época cultural dorada de Bogotá, cuando esta era llamada la Atenas del sur,⁷ y se hablaba de la *República literaria*.⁸ Debido a eso, en su juventud política y años de formación, liberales y conservadores frecuentaban los mismos espacios públicos de socialización, estudiaban en las mismas universidades, se codeaban en los mismos círculos personales, concurrían a los mismos salones literarios o cafés -como el célebre Windsor de Bogotá-, en los cuales se organizaban tertulias literarias, políticas y culturales. Entonces se puede asegurar que eran cercanos, eran íntimos y no solo se frecuentaban por razones oficiales.⁹ Evidentemente, formaban una elite intelectual y política compacta, que compartía un alto capital cultural y el acceso a los altos círculos de poder.¹⁰ Por cierto, eran los tiempos de los presidentes poetas¹¹, apelativo que sugería que la clase política colombiana era polifacética, tenía un alto bagaje cultural y que escribía con profusión todo tipo de escritos.

No obstante, este alto bagaje cultural desembocó también en una forma de pedantería y sentimiento de superioridad, reforzando de cierta manera el blindaje elitista y la distancia frente a las clases populares.¹² Sin duda, como lo explicó el antropólogo colombiano Fernando

⁵ Roll David. *Rojo difuso y azul pálido. Los partidos tradicionales en Colombia: entre el debilitamiento y la persistencia*. Bogotá: Universidad Nacional, 2002, p. 13.

⁶ Wright Mills Charles. *La elite del poder*. México D.F: Fondo de Cultura Económica. México, 1957, p. 262.

⁷ Wilde Alexander. *Conversaciones de caballeros: la quiebra de la democracia en Colombia*. Bogotá: Ediciones Tercer Mundo, 1982, p. 107.

⁸ Vázquez Carrizosa Alfredo. *Historia crítica del Frente Nacional*. Bogotá: Foro Nacional por Colombia, 1992, p. 256.

⁹ Ver: Arias Trujillo Ricardo. *Los Leopardos: una historia intelectual de los años 1920*. Bogotá: Universidad de los Andes, Ediciones Uniandes, 2007, 436 p.

¹⁰ *Ibid.*, p. 37.

¹¹ Beckman Ericka, « Quand les présidents étaient poètes », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014, p. 9-10.

¹² Arias Trujillo Ricardo, *op.cit.*, p. 28.

Guillen Martínez,¹³ las elites colombianas heredaron del periodo colonial el espíritu de superioridad del “hidalguismo”, acuñando a pesar del tiempo unas estructuras mentales complacientes con la desigualdad y la necesidad de jerarquía. Esta distanciamiento de la minoría en el poder se reforzó debido al monopolio de una educación superior, restringida a unos pocos.¹⁴

Por todo esto, el historiador y político liberal Gerardo Molina afirmó que en Colombia mandaban esencialmente los dos partidos históricos y la iglesia.¹⁵ Lo cierto, era que entre los años veinte y treinta, el binomio liberal-conservador, con el soporte de la iglesia, controlaba todas las esferas de la sociedad y todos los resortes del poder de manera omnímoda. En suma, más que partidos políticos en el sentido moderno, eran dos grandes ventosas de cooptación de las elites del país: culturales, intelectuales, políticas, científicas, o académicas. Así pues, la gran mayoría de las elites colombianas, sea cual fuera su profesión o su ocupación, pasaron por los dos grandes partidos políticos, monopolizando de manera multidimensional el poder en Colombia. De hecho, los principales talentos colombianos, militares, empresarios, intelectuales, historiadores, escritores, pertenecieron a uno de los dos partidos. Esto fue una de sus fuerzas, puesto que desde las filas de ambos partidos se destacaron prominentes intelectuales, tecnócratas, políticos, periodistas, académicos, científicos que irradiaron el imaginario colombiano con su arte de la elocuencia, su manejo de la oratoria y su superioridad cultural y económica. Evidentemente, esta práctica de la cooptación resultó ser un importante instrumento de dominación y legitimación, ya que cuando hablamos de elites políticas en esta tesis, no nos referimos a profesionales de la política, sino que ponemos de relieve que la gran mayoría de la elite ilustrada colombiana, que pertenecía a uno de los dos partidos, tenía una influencia que no se limitaba al campo político.

Debido a eso, auténticas dinastías civiles perduraron en el tiempo hasta la actualidad. Basta con hacer un breve y sumario análisis de los nombres que han dominado la política colombiana en el siglo XX para entrever que, sean liberales o conservadores, los grandes

¹³Ver Fernando Guillén Martínez. *Estructura histórica, social y política de Colombia*. Bogotá: Carlos Valencia Editores, 1986, 243 p.

¹⁴ “Las tasas de escolarización también dejan al descubierto el carácter elitista de la educación: durante el primer tercio del siglo XX, tan solo el 30% de los niños entre los siete y los catorce años estaban matriculados en algún plantel educativo de primaria, de los cuales la inmensa mayoría (90%) estudiaba en el sector público, que ofrecía una enseñanza muy deficiente. La secundaria, por lo tanto, estaba reservada casi exclusivamente a los hijos de las elites (profesiones liberales, empresarios, financieros, altos funcionarios, algunos hacendados, pero también algunos profesores, comerciantes, pequeños funcionarios urbanos, etc.).” En: Arias Trujillo Ricardo, *op.cit.*, p. 52

¹⁵ Molina Gerardo. *Las ideas liberales en Colombia 1849-1959*. Bogotá: Universidad libre, 2006, p. 419.

apellidos se repiten constituyendo arraigadas dinastías civiles que monopolizaron los puestos públicos de importancia, empezando por la presidencia de la república. Por supuesto que los grandes apellidos como los Lleras, Santos, López, Gómez, Arango, Valencia o Pastrana acapararon el protagonismo político desde los años treinta. Por ejemplo, Eduardo Santos presidente entre (1938-1942), era tío abuelo del expresidente Juan Manuel Santos (2010-2018); Carlos Lleras Restrepo, uno de los presidentes emblemáticos del Frente Nacional fue el abuelo de un excandidato presidencial en 2018 y ministro en varias ocasiones, Germán Vargas Lleras; el antiguo presidente Andrés Pastrana Arango (1998-2002) era a la vez hijo de un presidente del Frente Nacional, Misael Pastrana, y nieto de un candidato presidencial liberal del entreguerras, Carlos Arango Vélez; el impulsor de la *Revolución en Marcha* Alfonso López Pumarejo, dos veces presidente en los años treinta y cuarenta, fue padre de otro presidente liberal Alfonso López Michelsen (1974-1978) y el tío abuelo de Clara López, ella misma varias veces candidata presidencial y ministra del trabajo al inicio de la segunda presidencia de Juan Manuel Santos en 2014; de su lado, el gran poeta y político conservador Guillermo Valencia, candidato a la presidencia dos veces, tuvo un hijo presidente bajo el Frente Nacional, Guillermo León Valencia, y este tuvo varios descendientes en la administración pública a todos los niveles; asimismo, uno de los presidentes que más promovió las ideas falangistas en Colombia, Laureano Gómez, tuvo un hijo congresista y candidato presidencial Álvaro Gómez Hurtado; finalmente, el presidente Iván Duque (2018-2022) es el representante de una dinastía regional de Antioquia, su padre fue gobernador de esta región, ministro y registrador nacional. Con este breve repaso en superficie, queda bien asentado, pues, que auténticas dinastías familiares han mantenido el poder político; prueba del triunfo de la restauración oligárquica y de un elitismo político arraigado en Colombia.

Pese a ello, el imaginario colectivo colombiano vehicula la imagen de un bipartidismo antagónico con valores, proyectos y formas de gobernar opuestas. Incluso, este protagonismo histórico “excesivo”¹⁶ suele opacar las alternativas y las fuerzas sociales que surgieron de manera recurrente para contrarrestar tal hegemonía. Por ende, esa división tajante debe ser matizada para comprender la formación de una coalición autoritaria de derechas -con participación de ciertos liberales, de los conservadores y los nacionalistas- en la cual permearon los idearios falangistas.

¹⁶Calvo Ospina, Hernando. *Colombia, laboratorio de embrujos democracia y terrorismo de Estado*. Madrid: Editora Foca, 2008, p. 5.

Sobre todo, a partir de 1910, ambas fracciones políticas parecieron dejar de lado las querellas sustanciales, y fueron moldeando una elite compacta, hermética y selecta, más allá de las variaciones y disensiones de superficie. Fue especialmente con el advenimiento de la cuestión social a inicios del siglo XX- con décadas de desfase comparado con los acontecimientos europeos- como las elites colombianas tomaron conciencia de su sentido como grupo, más allá de las diferencias que al fin de cuenta eran secundarias para ellas, frente al desafío de la efervescencia social y la politización de las masas que se acentuó en los años treinta. Por lo tanto, desde entonces las elites colombianas bipartidistas formaron un grupo compacto, en el cual, a pesar de algunas trifulcas o tensiones leves, estas se resolvían internamente. Como lo sugería la expresión de Alexander Wilde, la democracia oligárquica colombiana funcionaba como “una conversación entre caballeros”¹⁷, en la cual predominaban las lógicas de pactos y convivencias de una clase.

A pesar de ello, en el transcurso de los años veinte y treinta, la cuestión social y las movilizaciones populares quebrantaron esa aparente tranquilidad de la vida política colombiana, cohesionando con más fuerza la conciencia oligárquica. En reacción, las elites liberales y conservadores formaron lo que Vernon Lee Fluharty nombraba “un frente unido de oligarcas”, destacando con esto su capacidad en situaciones amenazantes de limar asperezas descartando temporalmente diferencias de partido.¹⁸ De hecho, para algunos historiadores, hasta 1948, frente al supuesto avance comunista, las fracciones dominantes adquirieron “una nueva conciencia de clase”.¹⁹ Sin embargo, el orden oligárquico conciliador se agrietó temporalmente con la emergencia de la *Revolución en Marcha* del liberal Alfonso López Pumarejo a partir de 1934. Sus intenciones reformistas y modernizantes, aunado al hecho de que contaba con el apoyo de las masas politizadas, de los sindicatos, del Partido Comunista y en general de amplias franjas de las masas movilizadas y de la clase media, provocaron tensiones y una creciente radicalización de las derechas. Estos acontecimientos sacudieron el avispero y forjaron una agresiva reacción por parte de un amplio espectro de las derechas tradicionales, reaccionarias y nacionalistas. Con todo, a partir de los años veinte, y sobre todo en los años treinta, se resquebrajó el orden oligárquico, tanto por el fortalecimiento de

¹⁷ Ver el libro: Wilde Alexander. *Conversaciones de caballeros: la quiebra de la democracia en Colombia*. Bogotá: Tercer Mundo, 1982. En el cual el autor analiza el proceso de quiebre de la democracia oligárquica en 1949 y su posterior restablecimiento durante el Frente Nacional.

¹⁸ Fluharty Vernon Lee. *La danza de los millones: régimen militar y revolución en Colombia (1930-1956)*. 4ª ed. Bogotá: Editora El Ancora, 1981, p. 11.

¹⁹ Cordi Galat J, Castellanos Álvarez O. Del fascismo al neofascismo: Colombia y la experiencia laureanista (1930-1953). *Universitas Humanística*, Vol. 24 Núm. 24 (2004), p. 120. Disponible: <https://revistas.javeriana.edu.co/index.php/univhumanistica/article/view/10237> (consultado 24/02/2021).

movimientos populares, y del liberalismo social, como por una contestación de los valores tradicionales.²⁰ Ante el espectro de la contestación social y una época cambiante y difícil, el sistema bipartidista fue incapaz de soportar el desafío, inclinándose lentamente hacia prácticas autoritarias y dictatoriales.²¹ En la Colombia de los años treinta, se manifestó claramente el quebranto de esa obediencia tradicional hacia un orden fundacional elitista erigido después de la independencia, fortalecido en la segunda mitad del siglo XIX.

2. El falangismo desde España.

El falangismo fue un movimiento ideológico y político español que surgió como partido oficialmente el 29 de octubre de 1933 con el célebre discurso de la comedia de José Antonio Primo de Rivera. Rápidamente, el falangismo buscó ampliar sus fuerzas uniéndose el 14 de febrero de 1934 con las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista (JONS), participando enérgicamente de la radicalización política de la época en el panorama español. Sin embargo, hasta el estallido de la Guerra Civil el 18 de julio de 1936, su existencia fue embrionaria, pero el conflicto español le permitió cobrar relevancia, siendo una milicia activa y destacada en los combates. Cuando el general Franco decidió aunar bajo su mando todas las fuerzas que combatían de su lado, con el Decreto de Unificación el 20 de abril de 1937, que instauró el Partido Único de la Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalistas (FET y de las JONS) quedaron bajo su autoridad todas las diferentes fuerzas del bando nacional, tanto falangistas como tradicionalistas. De esta manera, a pesar de las tensiones internas y las reticencias de ciertas corrientes radicales del falangismo como del carlismo, Francisco Franco supo mantener unidos, en torno a un proyecto común, diversas tendencias de las derechas españolas que cohabitaron en un compromiso autoritario permanente. Pese a ello, no todas las corrientes radicales renunciaron a la esencia doctrinaria o se sometieron sin rechistar a los designios del dictador.²² Entre esas franjas radicales, un falangismo enérgico jamás perdió la esperanza de implementar un proyecto revolucionario y regenerador en España.

En concreto, después del triunfo en la Guerra Civil el 1 de abril de 1939, los falangistas tuvieron un rol primordial durante los primeros años del régimen franquista hasta la derrota de los países del Eje en la Segunda Guerra Mundial. Después de esto, un Franco

²⁰ Pécaut Daniel. *Orden y Violencia: evolución socio-política de Colombia entre 1930-1953*. Bogotá: Editorial Norma, Bogotá, 2001, p.16.

²¹ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 10.

²² Pecharromán Julio Gil. Falange. Las culturas políticas del fascismo en la España de Franco. Espacio, tiempo y forma. Serie V, Historia contemporánea, ISSN 1130-0124, n° 27, 2015, p. 339.

aislado y en busca de la aprobación internacional, intentó una aparente “desfascistización” de su régimen, controlando la corriente falangista más extremista. No obstante, y aunque fueron moderando sus radicalismos a lo largo de la dictadura franquista, los falangistas siempre mantuvieron un protagonismo en numerosos ámbitos de la sociedad y del Estado y sus valores siguieron permeando la sociedad española. Con todo, es innegable que el falangismo fue uno de los pilares de la historia de España durante más de cuatro décadas, siendo un movimiento heterogéneo, pragmático que supo acomodarse a las fluctuaciones coyunturales de los diferentes contextos históricos. Por eso, hay que analizar este movimiento en sentido amplio, es decir, tanto en los radicalismos originarios de los inicios como con su tendencia al pragmatismo para acomodarse dentro de la dictadura franquista en permanente evolución. Siendo así, estas perspectivas, permiten considerar el falangismo como un movimiento cambiante en el tiempo, que tuvo continuidad durante el franquismo: evolucionando y adaptándose, por ello no se le puede reducir al falangismo originario y radical de los inicios ni a sus rasgos fascistizados. Esto es importante subrayarlo, puesto que, en el contexto colombiano, el no consagrarse un Estado de corte fascista y al no triunfar un partido de masas fascistizado, fueron pruebas para algunos de que las ideas fascistas y falangistas solo tuvieron un impacto marginal o accidental.

El diccionario de la Real Academia define el falangismo como un: “*Movimiento político español impulsado por la Falange, cuya ideología se inspiró en el fascismo y sirvió de base al régimen franquista.*”²³ Así pues, el falangismo fue mucho más que un partido político, como lo recordaba José Antonio Primo de Rivera en el discurso del Teatro de la Comedia el 29 de octubre de 1933, criticando mordazmente el parlamentarismo y sus sistemas de partidos que eran, según él, elementos disgregadores como los regionalismos y la lucha de clases.²⁴ Por ello, al hablar de falangismo, lo interpretamos en esta reflexión en sentido amplio, tanto como un movimiento ideológico con aspiraciones radicales, como por su praxis histórica maleable en el seno de una dictadura franquista que evolucionó con el tiempo.

De hecho, la gran mayoría de los estudios sobre falangismo y franquismo son posteriores al posfranquismo, de ahí que la historiografía sobre el franquismo y el falangismo intensificó su producción realmente a partir de los años setenta en torno al debate sobre la

²³ Definición real academia. Disponible: <https://dle.rae.es/falangismo>

²⁴ Discurso José Antonio Primo de Rivera, el 29 de octubre de 1933 en el Teatro de la Comedia, de Madrid, p. 10. Disponible en Biblioteca digital Hispánica: <http://bdh-rd.bne.es/viewer.vm?id=0000203092&page=1>

naturaleza política del franquismo²⁵ Por ello, las investigaciones sobre el falangismo han sido cambiantes y volubles, generando arduos debates entre historiadores.

En realidad, al mirar la historiografía española sobre el falangismo y la dictadura franquista, vemos una evolución conceptual e interpretaciones diversas. En tal sentido, dos posturas sobresalieron: la primera, que englobaba una gran mayoría de la historiografía, considera el franquismo como una dictadura de corte fascista o fascistizada; la otra corriente, desde los trabajos del sociólogo español Juan José Linz²⁶ representa la dictadura como un régimen autoritario con pluralismo limitado, sin ideología elaborada y orientadora, pero sí con una mentalidad distintiva.²⁷ Ambas perspectivas analizan épocas distintas de la dictadura, la primera no rendía cuenta de la evolución del régimen durante el segundo franquismo, mientras que la segunda aminoraba las tonalidades falangistas y fascistas que permanecieron, subvalorando la impronta y las cuotas de poder que mantuvo el falangismo después de la superficial “desfascistización”²⁸ del régimen en el transcurso de los años cuarenta, así como la supervivencia de valores retrógrados, de la violencia y de los lazos endogámicos que unían a los fieles apoyo de la dictadura.

En medio de este debate, en 1977, el historiador Manuel Tuñón de Lara respondió a la teoría de Juan José Linz, estableciendo sus 10 puntos para definir la cuestión del franquismo.²⁹ Entre los principales puntos se destacan los siguientes: la aseveración de la existencia de una crisis de hegemonía que se manifestaba a partir de 1917, y que no se había resuelto con la dictadura de Miguel Primo de Rivera; el surgimiento de una restauración oligárquica que no se contentaba con ser únicamente un restablecimiento de una situación anterior; la descripción de un régimen fascista singular que no se ajusta al modelo de masas; el reconocimiento de una evolución de un régimen totalitario de derecha a uno tecnocrático-autoritario entre 1957 y 1962. Por último, años más tarde, Tuñón de Lara asumió que la dictadura franquista pasó por dos fases: una dictadura como variedad fascista que duró doce

²⁵ Glicerio Sánchez Recio, « Dictadura franquista e historiografía del franquismo », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 05 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/308> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bhce.308>

²⁶ Importante sociólogo español reconocido, por su contribución al estudio de los regímenes autoritarios, diferenciándolos de los regímenes democráticos y de los regímenes totalitarios. Entre otras, fue el teórico que analizó la dictadura franquista como un régimen autoritario con pluralismo limitado.

²⁷ Linz Juan.José, *Totalitarian and authoritarian regimes*. Boulder: Lynne Rienner Publisher. 2000, p. 159.

²⁸ A partir de 1942 y sobre todo después de la Segunda Guerra Mundial, el régimen franquista intenta deshacerse de los símbolos y rasgos que lo vinculaban con las fuerzas del Eje y el partido fascista originario de Falange Española, fundado en 1933 por José Antonio Primo de Rivera, reforzando con esto el movimiento iniciado con el Decreto de Unificación de 1937 de consolidación del integrista católico como dique a las ambiciones de los camisas viejas o falangistas radicales.

²⁹Glicerio Sánchez, *op.cit.*, p. 72.

años después de la Guerra Civil y otro ciclo en el que fue más una dictadura de derecha. Lo importante retener es que Tuñón de Lara fortaleció la idea de una dictadura que evolucionó en el tiempo largo, siendo el puente o el hilo conductor³⁰ entre ambas fases, el movimiento falangista que se adaptó y se acomodó acorde con las variaciones de los contextos exteriores e interiores cambiantes.

Después de esos debates, continuaron las animadas discusiones en torno a célebres congresos de historiadores, como el que se organizó en octubre de 1984 en la Universidad de Valencia, del cual saldría el libro colectivo dirigido por Josep Fontana, *España bajo el franquismo*.³¹ También sobresale, en noviembre de 2011 en Zaragoza, otro importante congreso entre historiadores para dialogar sobre el desarrollo histórico de la Falange, del cual salió el libro colectivo *Falange, las culturas políticas del fascismo en la España de Franco (1936-1975)*.³² Entre otras cosas, una de las principales causas de los problemas sobre el debate y el estudio del falangismo residía en que algunos historiadores se dedican al estudio de la Falange originaria entre 1933 y 1939 y otros al periodo franquista posterior.³³ Entonces de esos debates historiográficos, despuntó la necesidad de tomar el falangismo como un todo y analizarlo en un tiempo largo desde sus inicios hasta los últimos estertores del régimen. Sobre eso, Josep Fontana aconseja estudiar el franquismo en un periodo de la historia amplia, que pudiera rendir cuenta de las evoluciones y transformaciones de un régimen que tuvo que adaptarse y acomodarse para sobrevivir a las presiones tanto internas como externas.³⁴ Asimismo, Miguel Ángel Carnicer apunta sobre la utilidad de estudiar el franquismo como un todo, insistiendo que había que dejar la hipótesis según la cual después de 1945 el falangismo fue un grupúsculo minoritario y atrincherado.³⁵ Al respecto, la metáfora del bus³⁶ que se suele usar es interesante para describir el deslizarse del falangismo por diversas épocas. Esta imagen ilustra que el falangismo era un movimiento en evolución, en el cual se subían y bajaban personas en el transcurso del trayecto. Esta óptica permite hacer una simbiosis de las dos grandes interpretaciones de los años setenta: ni la una ni la otra eran completas, ya que al final

³⁰ Gallego Margalef Fernando José. ¿Un puente demasiado lejano? Fascismo, Falange y Franquismo en la fundación y en la agonía del régimen. En: Ruiz Carnicer Miguel Ángel (ed.). *Falange. Las culturas políticas del fascismo en la España de Franco (1936-1975)*. Zaragoza: Institución Fernando el Católico, 2013, p. 93.

³¹ Glicerio Sánchez, *op.cit.*, p. 72.

³² Ruiz Carnicer Miguel Ángel (ed.). *Falange. Las culturas políticas del fascismo en la España de Franco (1936-1975)*. Zaragoza: Institución Fernando el Católico, 2013.

³³ Ellwood Sheelagh. *Historia de la Falange Española*. Barcelona: Editorial Crítica, 2001, p.16.

³⁴ Fontana Josep. *España bajo el franquismo*. Barcelona: Editorial Crítica, 1986, p. 9.

³⁵ Carnicer Miguel Ángel (ed.). *Falange. Las culturas políticas del fascismo...*, *op.cit.*, p. 7.

³⁶ Paxton Robert, *Franco's Spain in comparative perspective*. En: Ruiz Carnicer Miguel Ángel (ed.), *op.cit.*, p. 20

de los cincuenta, se vislumbra un régimen que sí había recorrido una transformación gradual rozando con el concepto de régimen autoritario, pero sin perder nunca sus raíces fascistas.³⁷ Incluso, para algunos historiadores, no hay diferencia sustancial entre los lineamientos del falangismo de preguerra con el corpus doctrinario del partido único de la dictadura franquista. Sobre esto, Francisco Morente, afirma que no se puede entender la elaboración teórica de FET y de las JONS, sin entender los discursos falangistas anteriores a 1937.³⁸ De todas formas, con frecuencia se habla de la desfalangización³⁹ del régimen después de 1945, para describir el proceso de desfascistización relativo.

Sin embargo, hay que precisar que el falangismo, mediante sus jerarcas y su organización estructurada, conservó importantes cuotas de poder, irradiando el discurrir del régimen a pesar de la pérdida de protagonismo. Muchos falangistas no amainaron su radicalidad y autenticidad por voluntad propia, siendo la moderación la condición indispensable para la supervivencia en “la *longue durée*”.⁴⁰ En este sentido, Robert Paxton teorizó esa idea del movimiento y del dinamismo de los fascismos, que evoluciona en fases distintas, creando un ciclo.⁴¹ En particular, al analizar el ciclo en España concluía que a pesar de la unificación de 1937, el falangismo siguió siendo una fuerza dominante en la coalición de FET y de las JONS.⁴² De su lado, Sheelagh Ellwood afirma que hubo una simbiosis fluctuante pero permanente entre el falangismo y el franquismo,⁴³ siendo imposible entender a cabalidad el régimen franquista sin el aporte falangista. Por otra parte, Ismael Saz sostiene que en el marco del régimen franquista surgió una coalición contrarrevolucionaria en la cual coexistieron en tensión e interacción permanente varias culturas políticas: la conservadora tradicionalista clásica, la fascista y la fascistizada.⁴⁴ Estas culturas políticas tuvieron un periodo de tentación fascista cuando les sirvió esta aproximación para recuperar sus prerrogativas puestas en peligro por la construcción democrática de la Segunda República. Por lo tanto, este acercamiento con el fascismo fue posibilitado por una comunidad de intereses de clase y una comunidad de valores retrógrados y reaccionarios. Con todo, estas

³⁷*Ibid.*, p. 23.

³⁸ Morente Francisco, *Rafael Sánchez Mazas y la esencia católica del fascismo español*. En: Ruiz Carnicer Miguel Ángel (ed.), *op.cit.*, p. 112.

³⁹Rodríguez Jiménez José Luis. *Reaccionarios y golpistas: la extrema derecha en España: del tardofranquismo a la consolidación de la democracia (1967-1982)*. Madrid: Editorial CSIC Press, 1994, p. 95.

⁴⁰ Paxton Robert, *Franco's Spain in comparative perspective*. En: Ruiz Carnicer Miguel Ángel (ed.), *op.cit.*, p. 21.

⁴¹ *Ibid.*, p. 14.

⁴² *Ibid.*, p. 16.

⁴³Ellwood Sheelagh, *op.cit.*, p. 16.

⁴⁴ Saz Campos Ismael. *Fascismo y franquismo*. Barcelona: Universitat de València, 2004, p. 90.

culturas políticas interactuaron y se contaminaron mutuamente, creando ideologías y doctrinas híbridas distintas. Por todo ello, la Falange fue una base importante del dispositivo franquista, por su aura intelectual, por su valor simbólico, y también para encuadrar y enraizar a las capas populares y segmentos importantes de la sociedad civil.⁴⁵

Por consiguiente, a pesar de ciertas evoluciones de la dictadura, no se debe perder de vista que los ingredientes del régimen no cambiaron. Si bien se produjo con menor intensidad que al inicio y con más moderación, indiscutiblemente se siguieron usando instrumentos fascistas a través de las organizaciones falangistas para obtener el consentimiento a la fuerza.⁴⁶ Y se ha demostrado que aunque Franco instrumentalizó el falangismo, nunca dejó que se consumiera su extinción, y solía premiar a los falangistas con puestos a todos los niveles, tanto fuera como dentro de la administración del partido y sus secciones.⁴⁷ Debido a eso, para retratar el desfase entre ideas radicales y prácticas políticas moderadas, se suele hablar de una falange idealizada y de una falange realizada. Ellwood Sheelagh, en su *Historia de la Falange Española* en 2001, divide la historia falangista en tres partes: la falange creada (1933-1939), la falange realizada (1939-1975), la falange idealizada (1939-1975). Otros distinguen más bien entre una falange radical y otra falange acomodada.⁴⁸ De manera que el falangismo acomodado fue aceptando la autoridad franquista y lo apoyó abiertamente, ajustando sus principios y postulados renovadores.⁴⁹ Con el Decreto de Unificación, los viejos falangistas “camisas viejas”⁵⁰ aceptaron lo que Alfonso Lazo Díaz llama “la castración de su proyecto revolucionario”.⁵¹ Esta dualidad entre las intenciones ambiciosas originarias y las realizaciones pragmáticas en el poder, también conciernen el franquismo en general: este en sus inicios antes de moderarse, libre de disfraces e interferencias, fue radical y ambicioso.⁵²

3. El falangismo en Colombia.

En este trabajo, se ha optado por privilegiar el término de falangismo por encima de fascismo español, porque queremos resaltar la especificidad fundamental del falangismo. Si bien no negamos el parentesco y las raíces fascistas del falangismo, era indispensable

⁴⁵ Paxton Robert, *Franco's Spain in comparative perspective*. En: Ruiz Carnicer Miguel Ángel, *op.cit.*, p. 21.

⁴⁶ Ruiz Carnicer, *op.cit.*, p. 8.

⁴⁷ *Ibíd.*

⁴⁸ Paxton Robert, *Franco's Spain in comparative perspective*. En: Ruiz Carnicer Miguel Ángel, *op.cit.*, p. 23.

⁴⁹ Ellwood Sheelagh, *op.cit.*, p. 17

⁵⁰ De esta manera se denominaba aquellos falangistas de los primeros tiempos, afiliados al falangismo con anterioridad a las elecciones de 1936.

⁵¹ Lazo Díaz Alfonso. *La Iglesia, la Falange y el fascismo: (un estudio sobre la prensa española)*. Sevilla: Universidad de Sevilla, 1999, p. 29.

⁵² Fontana Josep. *España bajo el franquismo...*, *op.cit.*, p. 9.

reafirmar los rasgos centrales que lo distinguía. En efecto, su elitismo, su origen intelectual, su dimensión mística y católica, su propuesta económica con una dimensión moral, su enraizamiento y respeto de las viejas tradiciones hispánicas y del humanismo cristiano, su propuesta renovadora e imperialista, fueron elementos claves que permiten explicar la razón por la que el falangismo pudo penetrar con más fuerza en Colombia que el fascismo o el nazismo. Por ejemplo, uno de los principales protagonistas y epígonos del falangismo en Colombia, Laureano Gómez, presidente entre 1950 y 1952, fue a su vez un crítico notable del fascismo y del nazismo por su oposición al humanismo cristiano,⁵³ mientras que, por otro lado, encomiaba el falangismo, el bando sublevado y el régimen franquista. Así pues, el historiador Javier Guerrero Barón, utiliza la expresión de falangización, para subrayar que la simpatía de la Falange Española fue la vía para que los fascismos europeos penetraran en los discursos conservadores en Latinoamérica y Colombia.⁵⁴ Por ende, la simpatía por la Falange Española fue una de las razones por la cual se infiltraron las ideas reaccionarias europeas en los discursos conservadores latinoamericanos, y Colombia no fue la excepción. Indudablemente, las elites conservadoras y liberales colombianas fueron paulatinamente impactadas por las ideologías que se afrontaban en el escenario europeo y mundial, sobre todo con la Guerra Civil Española que fue un laboratorio de los grandes antagonismos ideológicos.

Uno de los atractivos estímulos que poseía el falangismo para las derechas colombianas, era su capacidad de aunar una vertiente renovadora y modernizante en ciertos aspectos, sin desechar el abolengo histórico y tradicional. Como lo recuerda Ferran Gallego, el fascismo en general ofrecía aspectos de modernización como la: “*tensión militante, de atractivo juvenil y de llamada permanente a la nacionalización de masas, dando a su propaganda una singular vehemencia revolucionaria*”.⁵⁵ En el caso español, el falangismo le entregó al bando nacional y a la coalición autoritaria del franquismo una apariencia cosmética revolucionaria y atractiva. Sin ese aspecto, las demás derechas solo encarnaban el orden tradicional, un impulso contrarrevolucionario y un cierto conformismo conservador.

Indudablemente, en Colombia, la tradición autoritaria y reaccionaria necesitaba novedad para revitalizar sus doctrinas y sus postulados. Por esta razón, en medio del abanico abigarrado de derechas del bando sublevado, descolló el hálito novador de la Falange con su

⁵³ Ver los dos primeros capítulos sobre Hitler y Mussolini. En: Gómez Laureano. *El cuadrilátero Mussolini-Hitler-Stalin-Gandhi*. Bogotá: Librería colombiana Camacho Roldán, 1935.

⁵⁴ Guerrero Barón Javier. *El proceso político de las derechas en Colombia y los imaginarios sobre las guerras internacionales 1930-1940*. Tunja, Universidad pedagógica, 2014, p. 307.

⁵⁵ Gallego Margalef Ferrán. *El evangelio fascista: la formación de la cultura política del franquismo (1930-1950)*. Barcelona: Editorial Crítica, 2014, p. 16.

fuerza simbólica, estilística y militante. En particular, la exaltación de las pasiones, el fervor nacionalista y tradicional, esa tonalidad romántica y mística, se acoplaron con el ambiente caldeado y enardecido de los años treinta y cuarenta en Colombia. Con esto, no se afirma que no hubo penetración nazi⁵⁶ o fascista o de otros movimientos reaccionarios como el nacionalismo integral de Charles Maurras. Simplemente, se sugiere que estos no tuvieron ni la dimensión, ni la fuerza de la penetración falangista, sobre todo porque este movimiento cumplía con los requisitos implícitos de las elites colombianas: se enraizaba en las viejas raíces imperiales, hispánicas, católicas y al mismo tiempo ofrecía aspectos modernizantes, palingenésicos y revolucionarios necesarios para la revitalización de las ideas de la tradición autoritaria colombiana.

En todo caso, en Colombia, la palabra “Falange” no se usaba en el sentido reducido que se le puede dar hoy; después de décadas de estudios e investigaciones especializadas que fueron distinguiendo entre un falangismo originario y un falangismo pragmático, lo cierto es que en el contexto colombiano de la época el término “Falange” designaba el movimiento que lideró la España de la coalición reaccionaria y que luego dominó en el Nuevo Estado franquista. Por consiguiente, en Colombia se aprehendió el falangismo como un todo: tanto el grupúsculo que emergió en 1933 dirigido por José Antonio Primo de Rivera, como el partido único FET y de las JONS después del Decreto de Unificación de 1937, que impregnó a la sociedad española y que fue la base de la dictadura franquista que surgió después de la victoria del golpe de Estado contra la Segunda República.

II. Estado de la cuestión: un terreno investigativo fértil.

El tema de la influencia del falangismo o del franquismo en Colombia ha sido muy poco estudiado como objeto central de las investigaciones históricas, lo que sugiere la poca correlación que se presupone o que se intuye entre el falangismo español y su impacto ideológico y político en Colombia. La mayoría de los historiadores lo analizan de manera subsidiaria como un episodio o capítulo más en un estudio general de la historia colombiana, o como un evento puntual y marginal que desapareció rápidamente. En general, no se le considera un fenómeno transcendental que haya impactado de manera decisiva y durable la tradición autoritaria en Colombia. Sobre el particular, Carlos Ruiz Vázquez, uno de los pocos

⁵⁶ Ver: Galvis Silvia, Donadio Alberto. *Colombia nazi, 1939-1945: espionaje alemán, la cacería del FBI, Santos López y los pactos secretos*. Bogotá: Planeta, 1986, 367 p.

que le ha dedicado un libro completo al estudio central del fascismo genérico en Colombia, resaltó en *Leopardos y Tempestades. Historia del Fascismo en Colombia*:

Quando inicié la investigación sobre el fascismo en Colombia me tomé con un desconocimiento generalizado sobre el tema. Profesores universitarios, investigadores y académicos de las ciencias sociales que consulté, se mostraron en su momento bastante escépticos sobre la posibilidad de que hubiera existido un fascismo colombiano. Desconocían por completo la existencia del fenómeno en esas latitudes y yo, naturalmente, me incluía entre ellos.⁵⁷

La realidad es que en la historiografía de Colombia no existen obras de investigaciones dedicadas exclusivamente a la influencia del falangismo, y muy pocas sobre el influjo del fascismo genérico en Colombia.⁵⁸ En cuanto a eso, el historiador Javier Guerrero Barón subrayó que incluso existían muy pocos estudios sobre el fascismo en América Latina.⁵⁹ Así pues, a pesar de los datos objetivos disponibles, la influencia del falangismo como la incidencia del franquismo en Colombia son escasamente explorados y estudiados, como lo confirmaba un estudio en 2015: “*La proyección del franquismo en Colombia no es un tema que haya sido tratado en la historiografía local y mucho menos ha sido estudiado el franquismo jurídico.*”⁶⁰ De su lado, José Ángel Hernández, quien dedicó un libro al impacto de la Guerra Civil Española en Colombia, publicado en 2006, advertía que a pesar de la abundante historiografía sobre este conflicto, y salvo algunos apartados en obras más generales, los estudios sobre la influencia de la Guerra Civil Española en Colombia eran exiguos.⁶¹

A pesar de esta carencia historiográfica, se publicaron algunos estudios y libros que, aunque no lo trataran como asunto principal, sí contribuyeron de cierta manera a completar la historiografía sobre el tema. En relación con esto, podemos destacar la publicación de Javier Guerrero Barón, de 2014, *El proceso político de las derechas en Colombia y los imaginarios*

⁵⁷ Ruiz Vázquez Juan Carlos. *Leopardos y tempestades. Historia del fascismo en Colombia*. Bogotá: Javegraf, 2004, p. 8.

⁵⁸ Como los siguientes estudios: Valois Arce, Daniel. *Espiritualismo y fascismo*. Bogotá: Tipografía Voto Nacional, 1935; Octavio Castellanos Álvarez. *Del fascismo al neofascismo: Colombia y la experiencia laureanista (1930-1953)*. Bogotá, Pontificia Universidad Javeriana, 1985; Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*

⁵⁹ Guerrero Barón Javier, *op.cit.*, p. 43.

⁶⁰ Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015). Constitución y franquismo jurídico en la Colombia del siglo XX. *Verba Luris*, (34), p; 70. Disponible: <https://doi.org/10.18041/0121-3474/verbaiuris.34.19> (consultado 23/12/2021).

⁶¹ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia. Influencia del principal conflicto mundial de entreguerras en Colombia*. Bogotá: Editorial carrera 7, 2006, p. 9.

sobre las guerras internacionales 1930-1940.⁶² Igualmente, en el libro *Colombia nazi, 1939-1945: espionaje alemán, la cacería del FBI, Santos, López y los pactos secretos*, en 1986, Silvia Galvis y Alberto Donadio evocan ciertas actuaciones de falangistas en Colombia, pero considerándolos como agentes del Eje, que actuaron bajo la égida nazi, siendo elementos activos de una Quinta columna.⁶³ De su lado, Juan Carlos Vázquez analiza la impronta y las actividades falangistas, en el marco de un estudio general del fascismo en Colombia en su libro *Leopardos y Tempestades. Historia del Fascismo en Colombia* publicado en 2004.⁶⁴

Por su lado, las revistas especializadas sí han sido más dinámicas, explorando más a fondo el tema de la influencia del fascismo genérico o fascismo español en Colombia. Pero siempre de forma puntual, ciñéndose a un periodo limitado, centrándose en un aspecto en particular como sus rasgos fascistizados o tomando el fascismo de manera genérica, sin entrar nunca a focalizarse en la interrelación singular entre el fascismo español y las derechas colombianas.⁶⁵ Por eso, este trabajo intenta estudiar el impacto falangista no como un evento marginal, accidental o situado en un periodo corto, sino como un movimiento ideológico, político y cultural que fue trascendental para entender la historia de Colombia, puesto que posiblemente provocó efectos durables para el resto de la vida política colombiana del siglo XX.

Desde el punto de vista de la historiografía extranjera, tampoco se encuentran estudios profundizados sobre la influencia del falangismo en Colombia, solo mereciendo pequeñas menciones y espacios en estudios generales. Sin embargo, se observa que desde muy temprano Allan Chase, ya en 1943, había publicado un estudio sobre el falangismo en América, dedicando unas pocas páginas al tema de la Falange en Colombia.⁶⁶ Igualmente, es necesario destacar que en un primer momento, predominaron sobre este campo investigativo las tesis de Juan José Linz, teórico del régimen autoritario con pluralismo limitado; expuestas en los años setenta, estas aducían que en América Latina no había régimen fascista, sino

⁶² Ver al respecto Barón Guerrero Javier, *op.cit.* y Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*

⁶³ Galvis Silvia, Alberto Donadio, *op.cit.*

⁶⁴ Ver Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*

⁶⁵ Ver Hernández, J. Ángel. (2000). Los Leopardos y el fascismo en Colombia. *Historia Y Comunicación Social*, (5), p. 221-227; Gaitán Bohórquez, J., & Malagón Pinzón, M. (2009). Fascismo y autoritarismo en Colombia. *Universitas*, 58(118), p. 293-316; Ayala Diago, C. A. (2011). Trazos y trozos sobre el uso y abuso de la Guerra Civil Española en Colombia. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 38(2), p. 111-152; Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015). Constitución y franquismo jurídico en la Colombia del siglo XX. *Verba Iuris*, (34), p. 69-89; Cuenca Tovar, R. E., & Beltrán Ramírez, J. P. (2018). El fascismo español y su sombra en Colombia. *Ojas ablas*, (16), p. 113-128.

⁶⁶ Ver: Chase Allan. *Falange El ejército secreto del eje en América*. La Habana: Editorial Caribe, 1943, p. 201-207.

dictaduras oligárquicas antiliberales que se resistieron a un proceso de democratización.⁶⁷ Asimismo, estas perspectivas fueron complementadas por las investigaciones de Guillermo O'Donnell quien teorizó en 1972 sobre los regímenes burocráticos-autoritarios.⁶⁸ Ciertamente, estas concepciones permearon en un primer momento el panorama académico, relegando a un segundo plano los estudios sobre la penetración de los fascismos en América Latina. Sin embargo, los golpes militares que se multiplicaron en los años sesenta y setenta en el continente, interesaron de nuevo y fueron ocasión de actualizar las investigaciones sobre el fascismo en el continente, posponiendo las perspectivas autoritarias.⁶⁹ Prueba de ello, el sociólogo Agustín Cueva empezó a hablar de la fascistización de América Latina en 1976,⁷⁰ y el mismo año, Leopoldo Zea analizó el fascismo dependiente en el continente.⁷¹ En los tiempos más recientes, Eugenia Scarzanella en su libro *Fascistas de América del Sur*, publicado en 2000, analizaba la influencia fascista en Brasil, Argentina y Perú.⁷² A pesar de ello, hay que precisar que esta ebullición investigativa, se circunscribía a estudios que partían de las perspectivas de un fascismo genérico como un todo, sin dedicarse a un estudio diferenciado del falangismo.

Con todo, hay que advertir que en el campo investigativo de las relaciones exteriores del régimen franquista en América Latina, sí se encuentran más estudios profundizados. De hecho, reconocidos historiadores españoles han elaborado estudios avanzados sobre la diplomacia franquista en Latinoamérica; entre ellos podemos destacar: el conocido *Imperio de papel: acción cultural y política exterior durante el primer franquismo* de Lorenzo Delgado Gómez-Escalonilla en 1992⁷³, en 1994 el libro de Rosa Pardo Sanz *Con Franco hacia el Imperio. La política exterior española en América Latina 1939-1945*⁷⁴, y el texto de Celestino Del Arenal en 2011, *Política exterior de España y relaciones con América Latina. Iberoamericanidad europeización y atlantismo en la política exterior española*.⁷⁵ Para

⁶⁷ Linz Juan José. *Totalitarian and authoritarian regimes*, op.cit., p. 160.

⁶⁸ O'Donnell Guillermo. *Modernización y autoritarismo*. Buenos Aires: Editorial Paidós, 1972, 222 p.

⁶⁹ Trindade Helgio (1983). La cuestión del fascismo en América Latina, *Revista de Estudios Políticos* (Nueva Época) Núm. 30, Noviembre-Diciembre 1982, p 114.

⁷⁰ Ver: Cueva Agustín. La fascistización de América Latina, *Nueva Política* enero, marzo 1976. En: *El fascismo en América*, México D.F: Fondo de Cultura Económica, 1976, p. 153-162.

⁷¹ Zea Leopoldo: «Fascismo dependiente en Latinoamérica». En: *Nueva Política*, núm. 1, México, enero-marzo 1976 p. 149-151.

⁷² Sacarnazella Eugenia. *Fascistas en América del sur*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 2007, 352 p.

⁷³ Delgado Gómez-Escalonilla, Lorenzo. *Imperio de papel: acción cultural y política exterior durante el primer franquismo*. Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1992, 512 p.

⁷⁴ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el Imperio: la política exterior española en América Latina (1939-1945)*. Madrid: Editorial UNED, 1994, 368 p.

⁷⁵ Del Arenal Celestino. *Política exterior de España y relaciones con América Latina. Iberoamericanidad, europeización y atlantismo en la política exterior española*. Madrid: Siglo XXI de España Editores, 2011, 547 p.

profundizar sobre el tema destacamos dos estudios recientes, uno de Luis Velasco Martínez de (2019)⁷⁶ y otro de Ramón Ángel Simón Arce (2021)⁷⁷, que han reseñado el estado de la cuestión de los estudios sobre la Falange Exterior y la política exterior franquista en el continente. Sobre el particular, hay que subrayar que en América Latina, el país que más reseñas ha producido desde la década de los ochenta es Argentina⁷⁸. En menor medida, también existen varios estudios sobre la presencia falangista en Chile, Uruguay, Ecuador, y Perú.⁷⁹

Lo cierto es que la mayoría de los estudios sobre el fascismo en América Latina distinguen dos épocas: un primer periodo de penetración fascista en los años treinta y cuarenta, y otra fase neofascista con el auge de las dictaduras militares después de los setenta en donde se observaba un regreso con fuerza de las investigaciones sobre el fascismo.⁸⁰ En particular, Juan Cordi Galat y Octavio Castellanos, en el caso colombiano proponen diferenciar entre neofascismo primario y secundario: el primero se localiza entre los años treinta y los años cuarenta y el neofascismo secundario posterior a los sesenta en el marco de la Doctrina de la Seguridad Nacional.⁸¹ Sin embargo, los estudios citados anteriormente eluden que el falangismo tuvo un impacto singular y profundo en las estructuras mentales de las elites políticas latinoamericanas a diferencias de otros fascismos.

En términos generales, en el caso colombiano, esta escasez investigativa es sorprendente, teniendo en cuenta que existen abundantes fuentes y datos objetivos sobre la temática: archivos diplomáticos, prensa conservadora y nacionalista, correspondencias, discursos, que demuestran la intensa actividad falangista tanto espiritual como física en Colombia. Frente a esta paradoja nos surgió la pregunta del porqué esta veta investigativa fue tan poco explorada. Suponemos que este relativo olvido o carencia investigativa se puede atribuir a múltiples causas. La primera es la preeminencia en el imaginario colectivo del mito democrático, mediante el cual se considera a Colombia la democracia más estable y duradera del continente -salvo durante el intermedio rojista (1953-1957)-; inhabilitando, de cierta

⁷⁶ Velasco Martínez Luis (2019). Falangistas y Franquistas en América (1936-1975): Un Estado de la cuestión. Historia 369, Valparaíso, Número Especial, p. 1-18. Disponible: <http://www.historia396.cl/index.php/historia396/article/view/338>(consultado 21/03/2022)

⁷⁷ Simón Arce R. Ángel. (2021). Falange Exterior (1936-1945): Estado de la cuestión y líneas de investigación. *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 43, 351-374. Disponible: <https://doi.org/10.5209/chco.78184> (consultado 23/03/2022).

⁷⁸ *Ibid.*, p. 357.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 358.

⁸⁰ Trindade Helgio, *op.cit.*, p.114

⁸¹ Cordi Galat J, Castellanos Álvarez O, *op.cit.*, p. 108.

manera, la posible hipótesis de una influencia decisiva del movimiento falangista en Colombia, más allá de un simple y efímero epifenómeno. De hecho, ese espejismo institucional y democrático predominante hizo aparecer inverosímil a primera vista, que las ideas autoritarias y reaccionarias europeas del periodo de entreguerras hayan calado tan hondo de la vida pública colombiana.⁸²

Otra sólida razón fue la permanencia de un posible pacto del silencio al respecto. Desde luego, este periodo histórico y esta temática en particular, conciernen un segmento de la historia política sobre la cual -según algunos historiadores- reposaba un pacto del silencio.⁸³ Al respecto, el historiador César Ayala Diago aduce que es imprescindible desvendar la cuestión para favorecer la comprensión de la tradición conservadora y autoritaria que se heredó de esa época y afirma: “*Fascismo y fascistas, su marcha y su penetración en la estructura del poder político en Colombia, he aquí un macrotema para avanzar en la historiografía nacional*”.⁸⁴

Por otra parte, el historiador Javier Guerrero destacó una historiografía parcializada, debido a la omnipotencia de las narraciones de historiadores liberales y conservadores.⁸⁵ Así pues, los conservadores solían minimizar este influjo fascista, reduciéndolo a sus manifestaciones en pequeños grupúsculos fanáticos o presentándolo como una atracción momentánea acorde con las modas del momento. Los liberales, por su parte, tenían tendencia a considerar la dictadura de Laureano Gómez como un régimen de inspiración falangista, pero que no trascendió posteriormente, sobre todo durante el Frente Nacional, en el cual los liberales fueron parte activa. Por lo tanto, ambos partidos, al reconciliarse en el Frente Nacional, terminaron por sepultar de cierta manera el interés por el tema. Incluso, es posible afirmar que inferir sobre tales interrelaciones, puede constituir un enfoque que va en contra de la historia oficial.⁸⁶

Otro argumento de peso, fue que el estudio del fascismo ha sufrido profundas deformaciones producto de la invasión del perjuicio político en los análisis objetivos.⁸⁷ Esto se materializa en una multitud de perspectivas sobre el fascismo que fueron radicales y

⁸² Gaitán Bohórquez, *op.cit.*, p. 295.

⁸³ Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015), *op.cit.*, p. 69.

⁸⁴ Ayala Diago, C. A. (2011). Trazos y trozos sobre el uso y abuso de la Guerra Civil Española en Colombia, *op.cit.*, p. 149.

⁸⁵ Guerrero Barón, *op.cit.*, p. 28.

⁸⁶ Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015), *op.cit.*, p. 70.

⁸⁷ Cordi Galat J, Castellanos Álvarez O, *op.cit.*, p. 108.

exageradas, como lo resumían los historiadores Juan Cordi Galat y Octavio Castellanos Álvarez en un escrito de 2004:

Unos han pretendido dejar el fascismo en el pasado, como si la historia fuera un inmenso cementerio, y los historiadores sus sepultureros. Otros, por el contrario, pretenden verlo siempre donde hay represión, crimen y autoritarismo, vaciándole de toda precisa definición, conjugando panfleto e historia.⁸⁸

En resumidas cuentas, imperó un importante reduccionismo del concepto de fascismo,⁸⁹ sobre todo por parte de los sectores antifascistas, que lo usaron como un comodín genérico; lo que ha contribuido a opacar de cierta manera la tonalidad singular del modernismo reaccionario español. Por eso, la mayoría de los estudios sobre el fascismo parten de un concepto de fascismo genérico, incluyendo el falangismo como una derivación fascista de tinte español. Otros pocos, por el contrario, insisten en la noción de falangismo como un movimiento e ideología genuinamente española, resaltando su especificidad y sus rasgos particulares.

Ahora bien, a pesar de la escasez investigativa, tanto los estudios que se centraron sobre el fascismo español en Colombia como los que lo mencionan de forma colateral, coinciden en que sí hubo una presencia falangista en Colombia durante el periodo de entreguerras. La diferencia y el debate entre unos y otros, se sitúa acerca de la dimensión, del grado de intensidad, y el alcance y límite de las repercusiones de esta influencia. Para Juan Carlos Ruiz Vázquez, el fascismo dejó profundas huellas y raíces en las actitudes y comportamientos de una parte de las élites. Sin embargo, admite una influencia desigual y diferenciada, unos utilizaron integralmente los postulados fascistas, otros de manera selectiva.⁹⁰ Igualmente, Gerardo Molina habla de importación del fascismo, que fue un componente clave de la revolución doctrinaria conservadora.⁹¹ De su lado, el historiador norteamericano David Bushnell reconoce la aparición de una derecha radical que mostraba tolerancia hacia los movimientos fascistas y que era fanática seguidora de Franco y del bando sublevado.⁹² Por su parte, el historiador colombiano César Ayala Diago, asevera que “el alma colombiana” estaba dispuesta a asimilar el conflicto español, y que el triunfo del bando

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Trindade Helgio, *op.cit.*, p. 127.

⁹⁰ Ruiz Vázquez, *op.cit.*, p. 13.

⁹¹ Molina Gerado, *op.cit.* p. 622.

⁹² Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma, de los tiempos precolombinos a nuestros días.* Bogotá: Editorial Planeta, 1994.p. 262.

sublevado fortaleció la conciencia fascista y el ideario hispano.⁹³ Asimismo, el historiador español, José Ángel Hernández, expuso la existencia de una franja derechista inspirada en la doctrina falangista y las ideas de Maurras.⁹⁴ Además, la mayoría de los historiados reconocen el impacto intenso de la Guerra Civil Española, que contribuyó a enardecer la radicalización, y a catalizar la circulación de las ideas falangistas y reaccionarias españolas. De hecho, algunos argumentan que esa influencia tuvo efectos concretos. Se menciona, por ejemplo, que las propuestas autoritarias europeas se concretizaron en desarrollos programáticos en las propuestas de los movimientos de las derechas colombianas.⁹⁵ Para algunos, incluso, el fascismo español fue responsable y una de las causas principales de la violencia bipartidista en Colombia⁹⁶; aunque hay que tener presente, que si bien los ideales franquistas en Colombia con frecuencia no se presentaron como tales sino de manera disimulada, tácitamente sí eran asimilables a los postulados falangistas.⁹⁷ Adicionalmente, hay que mencionar que franjas enteras de las elites políticas colombianas fueron impregnados por una corriente del corporativismo inspirando en los modelos hispánicos y falangistas, como lo demuestran los proyectos corporativistas que quisieron implementar Laureano Gómez y otros en los cincuenta.⁹⁸

En todo caso, frente a estos dilemas, postulamos que el enfoque de la penetración del fascismo español en Colombia no es artificial ni subsidiario, se sustentan en datos objetivos, que insinúan la interrelación entre la dictadura franquista, los idearios falangistas y los gobiernos autoritarios colombianos de los cincuenta.⁹⁹ Sobre esto, el historiador colombiano César Ayala Diago evoca que los idearios hispánicos siguieron imperando, aun después de la Guerra Civil Española, puesto que lejos de ser depurados, los fascistas se adaptaron a las nuevas realidades, acomodándose en “*el sistema político colombiano a través de las puertas giratorias de las instituciones del Estado.*”¹⁰⁰ Es más, en un libro focalizado sobre las derechas colombianas, Javier Guerrero Barón utiliza el concepto de falangización para significar que la penetración de los fascismos en los discursos conservadores colombianos se hizo por la vía falangista, afirmando que la penetración fascista provocó que los partidos

⁹³ Ayala Diago, C. A. (2011). Trazos y trozos..., *op.cit.*, p. 112.

⁹⁴ Hernández, J. Ángel. (2000). Los Leopardos y el fascismo en Colombia..., *op.cit.*, p. 221.

⁹⁵ Gaitán Bohórquez, J., & Malagón Pinzón, *op.cit.*, p. 294.

⁹⁶ Cuenca Tovar, R. E., & Beltrán Ramírez, J. P. (2018), *op.cit.*, p. 126.

⁹⁷ *Ibíd.*

⁹⁸ Bushnell David, *op.cit.*, p. 262.

⁹⁹ Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015), *op.cit.*, p.70.

¹⁰⁰ Ayala Diago, C. A. (2011). Trazos y trozos..., *op.cit.*, p. 112.

políticos y sus líderes se dejaron llevar por “los facilismos autoritarios” renunciando a las dificultades de la construcción democrática.¹⁰¹

En el mismo sentido, la historiografía extranjera, en su mayoría, también reconoce la actividad falangista en Colombia. Para Allan Chase hubo una intensa actividad falangista en América Latina con el dinamismo de los agentes del servicio exterior en todos los países, recordando que para el antiguo subsecretario de Estado norteamericano, Mr. Summer Welles, la Falange Española era como “*la punta de lanza de Hitler en América.*”¹⁰² En medio de este panorama continental, con resultados desiguales, este flujo fue más importante en ciertos países que otros. En concreto, Chase exponía que la impronta de la Falange Española fue potente en Colombia.¹⁰³ De su lado, el académico norteamericano Alistair Hennessy explica que, en los años treinta, aparecieron varios grupos que se denominaron Falange en Colombia, y que, a diferencia de otros países donde era una cuestión nominal¹⁰⁴, en el caso colombiano sí hubo algunos paralelismos auténticos con el movimiento español.

En particular, uno de los meollos de los debates historiográficos más encarnizados, fue acerca de la naturaleza del régimen singular que intentó consolidar Laureano Gómez durante su presidencia (7 de agosto 1950-11 de noviembre 1951) y la posible adhesión de este último a los postulados falangistas. Para unos, la inspiración falangista era manifiesta, Malloy etiquetaba el periodo presidencial de Laureano Gómez como “cuasi-falangista”.¹⁰⁵ Alistair Hennessy, por su lado, proponía matices, afirmando que las ideas falangistas e hispánicas ejercieron cierta influencia sobre Laureano Gómez a finales de la década de 1930 y que existió un grupo falangista activo a principios de la década de 1940.¹⁰⁶ De todas formas, esta impronta manifiesta llevó algunos a teorizar sobre un fascismo en Colombia, encarnado por los sectores nacionalistas y personificado por políticos como Silvio Villegas o Gilberto Álzate Avendaño, y por sectores reaccionarios conservadores, siendo el ejemplo más citado la dictadura laureanista, asimilada a un régimen de inspiración fascista por algunos historiadores.

¹⁰¹ Guerrero Barón, *op.cit.*, p. 307.

¹⁰² Chase Allan, *op.cit.*, p. 8.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 201.

¹⁰⁴ Alistair Hennessy, “Fascism and Populism in Latin America”. En : Walter Laqueur (ed.). *Fascism: A Reader Guide*. Berkeley and Los Ángeles University of California Press, 1976, p. 258.

¹⁰⁵ Malloy James. *Authoritarianism and corporatism in Latin America*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press. 1977, p. 266.

¹⁰⁶ Alistair Hennessy, “Fascism and Populism in Latin America”, *op.cit.*, p. 289.

III. De un lado al otro del Atlántico.

Al inmiscuirnos para esta investigación en la búsqueda de fuentes primarias quedamos sorprendidos por la abundancia de documentación sobre el tema, muestra clara de que la influencia falangista en Colombia seguramente fue un fenómeno primordial y no secundario o periférico. Indudablemente, esa copiosidad de escritos de todo tipo se puede explicar por la tipología del político de la época que era totalmente diferente al de los políticos especializados y tecnócratas de hoy. En efecto, el bipartidismo omnipotente colombiano, al desbordar con creces el espacio político, permeó todas las esferas sociales y culturales colombianas. Como lo recordamos, estas colectividades políticas cooptaban todo el espectro del elitismo colombiano, y pocos historiadores, artistas, escritores, científicos de la época lograron emanciparse de ese destino político, al que cualquier colombiano de elite parecía estar destinado si quería destacarse. En efecto, al ser un instrumento de captación de elites de distintos horizontes profesionales, los rangos del bipartidismo eran ocupados por intelectuales polifacéticos que se caracterizaban por la pluriactividad: la mayoría combinaba la abogacía, el periodismo, la política y, en algunos casos, las “letras”.¹⁰⁷ Este punto acompañado con el gran bagaje cultural, y con un gusto pronunciado por la escritura y el arte de la elocuencia, hizo de ellos escritores prolíficos que dejaron tras ellos, una gran diversidad de documentos escritos. Aunque unos escribieron con más profusión que otros, en general dejaron un caudal abundante de textos de diferentes formatos. Ante este panorama nos encontramos con un abanico amplio de fuentes primarias: documentos diplomáticos, memorias, discursos políticos, tratados doctrinarios, ensayos polémicos, correspondencia, novelas, entrevistas. Además, como la mayoría de ellos ocuparon a lo largo de sus vidas puestos públicos-representativos, administrativos o diplomáticos-, dejaron su huella en numerosos documentos públicos como las intervenciones en el Congreso, las acciones de gobierno y una fuente primordial para esta tesis que fueron los archivos diplomáticos. De cualquier modo, el influjo falangista en Colombia, al ser multifacético, nos permitió aprehender gran número de documentos, de diversa procedencia y de distintos soportes, en búsqueda de esa interacción compleja. Esto nos permitió un fecundo cruce de fuentes, para obtener un trabajo más completo y un retrato más fidedigno, debido a que muchas veces las carencias de unas fuentes eran completadas por otras.

Al respecto, la primera fuente primaria consultada, y una de las más abundantes, fue la prensa. Cabe mencionar que, en medio de las transformaciones y cambios de todo tipo, se

¹⁰⁷Arias Trujillo, *op.cit.*, p. 22.

experimentó en esa época una verdadera explosión periodística a partir de los años veinte¹⁰⁸ que provocó una ebullición de la prensa, de todo tipo de diarios, tantos nacionales como regionales, y de diferente calidad, prestigiosos periódicos como pasquines de baja calidad. Por lo demás, esta efusión periodística se verificó en todo el espectro político colombiano, tanto entre los conservadores, como los liberales, los socialistas y hasta los comunistas. Por ello, Fray Mora Díaz, un clérigo reaccionario influyente, se lamentó sobre esta profusión: “*Para castigo de la sociedad, Dios permite la aparición de hojas periodísticas que como “La guillotina”, “Revista masónica”, “Unión Liberal”, vengan a hacer el azote de la moral y del honor.”*”¹⁰⁹ Gracias a esto, hemos recolectado y consultado fuentes periodísticas de la Biblioteca Nacional de Colombia, donde se conservan los archivos de los principales diarios del país en diferentes épocas. Con esto, hemos hecho el deber de consultar un gran número de diarios de diferentes tamaños y calidades, como de gran variedad ideológica. Así pues, hemos consultado prensa reaccionaria, nacionalista y conservadora; pero también diarios liberales, moderados y diarios de la izquierda para obtener un panorama global con visiones contrapuestas; aunque claramente hemos dedicado más tiempo a la prensa de derechas. A consecuencias por motivo de tiempo y de magnitud del corpus de estudio, hemos optado por metodologías diferentes de consulta. Algunos los hemos consultado de forma exhaustiva en todo el periodo que nos interesa, así fue para *El Siglo*, *El Tiempo*, *El Colombiano*, *El Liberal*, *Derechas*, y algunas revistas reaccionarias como la *Revista Javeriana*, la *Revista Colombiana* y la *Revista Tradición*. Los otros periódicos los hemos consultado acorde con fechas y épocas claves preestablecidas, esto fue el caso de importantes diarios como *La Patria*, *La Patria Nueva*, *El Espectador*, *Colombia Nacionalista*, *El Fascista*, *El Obrero Católico* y otros. En España, aunque con menos intensidad y abundancia, se han consultado diarios claves del falangismo o que lo inspiraron, como la revista *Acción Española*, la *Conquista del Estado*, *El Semanario de la Falange*, el diario *Arriba España*, e *Igualdad* de Onésimo Redondo. Por último, hemos consultado algunos diarios también favorables al régimen franquista, como el diario *ABC*.

Otra de las fuentes primordiales consultadas fueron los archivos diplomáticos de ambos países que pudimos explorar en el Archivo General de la Administración de Alcalá de Henares y el Archivo General de la Nación de Bogotá. Al respecto, para ser más preciso hemos consultado los archivos diplomáticos de la Legación española en Colombia en el

¹⁰⁸ *Ibid*, p. 20.

¹⁰⁹ Fray Mora Díaz. *El Cruzado*. Bogotá: Tony, 1934, p. 319.

primero y de la Legación colombiana en Madrid en el segundo. Además, para complementar se consultaron los archivos privados de protagonistas políticos de la época. Sobre esto, la Biblioteca Luis Ángel Arango de Bogotá fue de gran ayuda. En concreto, se tuvo acceso a las colecciones especiales de esta biblioteca que conserva los archivos personales donados de antiguos presidentes y políticos de primer rango: el Archivo Eduardo Santos, el Carlos Lozano Lozano, el Alfonso López Pumarejo, el Carlos Lleras Restrepo, el Alberto Lleras Camargo, el Ismael Perdomo. Estos archivos nos proporcionaron sobre todo correspondencias y documentos diplomáticos y políticos importantes. De la Biblioteca Nacional de Bogotá hemos consultado el archivo personal de Eduardo Carranza, poeta reaccionario y diplomático cultural en la España franquista. Por último, hemos examinado el archivo digital del dirigente comunista Ignacio Torres de la Universidad del Valle. Desde España hemos consultado algunas correspondencias del archivo Ernesto Giménez Caballero custodiado por la Biblioteca Nacional de España.

Finalmente, igual de abundante que el acervo periodístico, hemos analizado una gran cantidad de discursos y escritos de las elites políticas colombianas de la época. Con este fin, las colecciones compiladoras que compendian los discursos y escritos generales de esas personalidades fueron de gran ayuda. También se han analizado algunos debates clave del Congreso colombiano gracias a la consulta de la Hemeroteca del Congreso colombiano que guarda los anales del Senado y de la Cámara de Representantes.

Del lado español, también hemos consultado los escritos de reconocidas personalidades falangistas, José Antonio Primo de Rivera, Luis Arrese, Pedro Laín Entralgo, Ramiro Ledesma Ramos, Ernesto Giménez Caballero, Rafael Sánchez Mazas, Felipe Ximénez de Sandoval, Serrano Súñer y otros. También hemos analizado los libros teóricos, históricos, o culturales que nos permiten delimitar un área falangizada en donde se propagaron los idearios falangistas y del modernismo reaccionario español.

IV. Una historia política, diplomática y cultural para aprehender un fenómeno multidimensional.

Teniendo en cuenta la naturaleza del objeto de estudio y la tipología particular de los protagonistas, se optó por una metodología pluridisciplinar para captar la complejidad de este estudio. Efectivamente, en el transcurso de esta tesis analizamos una influencia multiforme: cultural, religiosa, política, ideológica y diplomática. Por esta razón, a lo largo de esta

investigación se intentó consultar una pluralidad de fuentes, de distintos orígenes y áreas, que permitieran retratar una atmósfera y realidad de la manera más exhaustiva posible.

En la práctica, esta tesis apunta a proponer un ensayo de historia política, diplomática y cultural; política porque analizaremos la penetración de la sombra falangista y las transformaciones que provocó en las ideologías, doctrinas y prácticas políticas de las elites políticas colombianas; social porque en el trasfondo de este relato histórico examinaremos una sociedad en ebullición y en plena transformación; diplomática porque intentamos rastrear las relaciones estrechas entre ambos países, y las actividades dinámicas de la política exterior falangista en Colombia desde el advenimiento del Estado Nuevo en España; por último, cultural porque nos adentraremos en la atmósfera de una época agitada, de un imaginario colectivo y de la producción y difusión de un significado nuevo con sus propias categorías de comprensión.

El enfoque de la presente investigación será cualitativo, porque se realizó básicamente con fuentes primarias documentales, de archivos, periodístico, discursivas y fuentes bibliográficas a partir de las cuales se intentó una interpretación de los hechos. Además, tiene características descriptivas porque se observa la evolución de un periodo con su sucesión de hechos y eventos. Adicionalmente tiene visos comparativos al analizar el fluir de una época en dos países distintos. También se pretende el uso de un método correlacional puesto que se intentará demostrar el nexo entre el falangismo y su repercusión decisiva en Colombia. Por último, será propositiva porque esbozaremos una proposición interpretativa según la cual el Frente Nacional fue un novedoso subtipo de régimen autoritario con pluralismo limitado inspirado en la dictadura franquista del periodo tecnocrático y desarrollista.

Teniendo en cuenta lo anterior, se plantean varias hipótesis de trabajo que a lo largo de esta tesis se intentan demostrar y examinar.

Primero. Ante el espectro de revolución social y crisis de legitimidad, se produjo una radicalización y reacción virulenta de la tradición autoritaria y elitista colombiana, que renovó y revitalizó sus métodos, sus programas y sus doctrinas inspirados e influenciados por los postulados del movimiento falangista.

Segundo. La influencia multidimensional del falangismo en Colombia fue un catalizador central y no marginal de la vida política colombiana, generando efectos y cambios

fundamentales- ideológicos, espirituales, culturales y políticos- que perduraron en el tiempo y trastocaron la vida nacional durablemente.

Tercero. El impacto de los idearios y los instrumentos conceptuales falangistas fueron decisivos en la inclinación y el giro autoritario del régimen político colombiano después de un periodo de tentativa de democratización de la vida política bajo timón liberal. Sucediéndose entre 1946 y 1958 diferentes tipos de regímenes autoritarios que de lejos o de cerca se inspiraron del falangismo y de la experiencia franquista.

Cuarto. La impronta falangista, transitó y se desarrolló en un área de falangización compuesta por distintas culturas políticas del espectro de las derechas colombianas, en la cual a base de discusiones e interacciones se contaminaron unas con otras, provocando una simbiosis ideológica y cultural, base del compromiso autoritario que culminó en la restauración oligárquica del Frente Nacional (1958).

Quinto. Demostrar la existencia de “un nexus causal”¹¹⁰, entendido como un lazo no rígido ni monocausal entre el influjo falangista y las prácticas autoritarias y represivas que surgen a partir de los años cincuenta en Colombia. Siendo sus remanentes- el advenimiento de un modernismo reaccionario colombiano y su brazo represivo, el terrorismo de Estado-, vestigios actualizados y evolucionados de un espíritu falangista absorbido, adaptado y experimentado en un contexto turbulento de polarización.

Para lograr estos objetivos interpretativos e investigativos, estructuramos este trabajo en cinco partes. En la primera y antes de examinar la incubación, polinización y experimentación de las ideas falangista en Colombia, se esboza un retrato de la atmósfera política y social agitada que explican en gran parte las coyunturas y las razones de la penetración profunda del falangismo en Colombia. En la segunda parte, se entrega una representación general de lo que fue el falangismo para las elites políticas colombianas, analizando como fueron interpretados, aprehendidos y comprendidos los grandes contornos ideológicos del falangismo y su evolución en el tiempo, desde las perspectivas y las categorías de las elites políticas colombianas. En una tercera parte se analizan las relaciones diplomáticas y culturales fluctuantes y dinámicas de ambos lados del Atlántico, creando un puente directo y

¹¹⁰Extrapolamos el concepto de Ernst Nolte de “nexus de causal”, entendido como el nexo no rígido ni de coacción entre el Gulag y Auschwitz. Ver NOLTE Ernst, FURET François. *Fascismo y comunismo*. Buenos Aires: Fondo de Cultura económica, 1998, p. 52-53.

una presencia física del falangismo en Colombia. En una cuarta parte veremos una primera fase de incubación falangista (1934-1946), en la cual la reacción conservadora autoritaria fue el espacio fértil para la vertiginosa polinización de las ideas falangistas en su vertiente radical. En la última, examinaremos cómo el impacto del falangismo no se limitó a una influencia abstracta, mística y cultural. Postularemos que este influjo se cristalizó en prácticas autoritarias del poder en Colombia (1946-1958), con varios experimentos dictatoriales y autoritarios -dictaduras civiles, dictadura populista y autoritarismo civil bajo el Frente Nacional- que recogían, después de un proceso de colombianización institucional, cada uno según sus prioridades, ciertos elementos fundamentales del falangismo y del franquismo en general.

Parte I. Vientos de contestación y renovación política contra la hegemonía del bipartidismo elitista (1930-1948).

Antes de analizar los efectos teóricos y prácticos de la incubación, polinización y experimentación de las ideas falangistas, es necesario realizar un retazo general del panorama colombiano de esa época agitada, un periodo crucial, que por múltiples factores forjó una coyuntura singular, en la cual se fue agrietando el viejo edificio oligárquico tradicional que había gobernado el país desde mucho tiempo. El orden tradicional bipartidista tambaleante, criticado por múltiples frentes, devenía el terreno fértil y el receptáculo complaciente para la germinación, entre otras corrientes de las ideas falangistas. Efectivamente, esta atmósfera de crisis incidió en las estructuras mentales de las elites colombianas, posibilitando las condiciones intelectuales y morales del sentimiento de decadencia indispensables para la penetración exitosa de los idearios radicales españoles.

A escala continental, Helgio Trindade calificaba de “crisis de la hegemonía oligárquica”¹¹¹, el fenómeno que ocurría en las sociedades latinoamericanas a partir de los años treinta, como resultado de la descomposición progresiva de las estructuras y condiciones socio-económicas que habían cimentado la dominación oligárquica en el marco del triunfo de un Estado tradicional. Concluía el autor que en esas grietas se infiltraba el ideario fascista y germinaba un fascismo latinoamericano.¹¹²En Colombia, a través de las hendiduras que resquebrajaron el sistema político tradicional oligárquico, penetró el influjo fascista en general, pero sobre todo y con más fuerza los postulados falangistas.

De esta manera, desde la aparición del partido comunista (1930) hasta la muerte de Gaitán (1948) distinguimos un periodo agitado, turbulento que causó estupor y preocupación en el seno de las elites políticas colombianas. Una época caracterizada por una estructura elitista debilitada, atenazada por sacudones coyunturales, como el declive del modelo

¹¹¹Trindade Hélgio, *op.cit.*, p. 121.

¹¹²*Ibíd.*

económico monoexportador de influencia norteamericana con la crisis del 29 y la infiltración de las ideas revolucionarias -de la revolución rusa 1917, de la revolución mexicana, y de la revolución universitaria argentina de 1918-, que soplaban como un vendaval sobre las brasas del malestar social, creando una crisis de autoridad y de legitimidad. En ese espacio de tiempo vislumbramos, pues, un bipartidismo elitista en aprietos, enjuiciado por múltiples frentes: tanto internamente -fuerzas centrífugas y novadoras al interior de los partidos tradicionales-, como externas con la politización de las masas, la democratización relativa del espacio público y la competencia exterior de partidos que pretendían competir contra la hegemonía política del bipartidismo.

Rápidamente, el peligro de transformación que temían las elites se tornó realista cuando reformadores sociales que contaban con el apoyo de las mayorías, como Alfonso López Pumarejo o Jorge Eliécer Gaitán, conquistaron o estaban a punto tomar el poder, respetando las reglas del juego institucional y democrático, para realizar los cambios estructurales y sociales anhelados por los sectores populares.

Capítulo 1. La emergencia de una sociedad civil contestataria embrionaria en los años treinta.

Los años treinta acentuaron e intensificaron las mutaciones y fracturas sociales. Las ondas de la crisis del 29 y la maduración política de las ideas de la revolución rusa y mejicana, moldearon una atmósfera generalizada de turbulencias y cambios sociales, que llegaban a ebullición en la década de los treinta. Para algunos especialistas como el sociólogo Daniel Pécaut, la crisis económica de 1929 no fue la génesis de la crisis oligárquica, sino que se inscribía en el panorama de una crisis social e institucional que la precedía, acelerada por las fuerzas sociales, que provocaban un derrumbamiento del Estado conservador.¹¹³ El conservador Mariano Ospina Pérez aseveró que se encontraban en: “(...) unos de esos periodos de intensa efervescencia y de transformaciones definitivas en la historia del mundo.”¹¹⁴

Estas tensiones sociales iban a desembocar en una crisis de legitimidad y representatividad del bipartidismo, posibilitando el resquebrajamiento interno de ambos partidos con fuerzas centrifugas en su seno, y externo por el advenimiento de tentativas políticas por fuera como la Unión Nacional Izquierdista Revolucionaria (UNIR), la Acción Patriótica Económica Nacional (APEN) y el Partido Comunista Colombiano. Asimismo, producto de los cambios económicos, políticos, culturales y sociales, surgía una nueva generación de intelectuales, periodistas y políticos que entendían la tonalidad tensa y crucial de la época, alimentando la lucha periodística y política para la renovación del espectro político.¹¹⁵

Podemos subsumir todos estos fenómenos y conceptualizarlos como la aparición por primera vez en la historia de Colombia de una sociedad civil contestataria, que opinaba, que criticaba y que esbozaba sus propias interpretaciones, perspectivas y soluciones, teniendo intereses y visiones distintas de las del bloque de las elites bipartidistas.

¹¹³Pécaut Daniel. *Política y sindicalismo en Colombia*. Bogotá: Editorial La Carreta, 1973, p. 109.

¹¹⁴«Paz Cristiana, justicia económica y equilibrio social». Conferencia del doctor Mariano Ospina Pérez, en el acto de posesión nueva junta directiva de la juventud católica de, Medellín, 16 de diciembre 1929. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selecta, primera parte*. Bogotá: Colección pensadores colombianos, Cámara de Representantes. 1982, p. 130.

¹¹⁵Arias Trujillo, *op.cit.*, p. 39.

1.1.Una sociedad en acelerada mutación y transformación.

La conjunción de varios fenómenos como la crisis económica mundial, la intensificación del éxodo rural o aún la progresión relativa de la educación, generaron verdaderas mutaciones estructurales que llegaban a su cenit en los años treinta. La situación propició un clima de metamorfosis general acarreado consecuencias prácticas palpables, que en conjunto bosquejaron los cimientos de la aparición de una sociedad civil contestataria embrionaria con la crisis del modelo económico imperante, una intensificación del proceso de urbanización que aceleraba cierta proletarización, el advenimiento de nuevos tipos de intelectuales con nuevas sensibilidades, el ascenso limitado de políticos de clase media y de extracto popular, una democratización relativa del espacio público.

1.1.1. La crisis del modelo económico imperante.

Uno de los eventos más trascendentales de finales de los años veinte fue la crisis del 29 que trastocó el sistema económico mundial. En América Latina como en Colombia, esta depresión económica mundial debilitaba el papel económico designado a los países latinoamericanos en la división internacional del trabajo, es decir como proveedores de materias primas. Asistimos entonces a una reestructuración del capitalismo mundial.¹¹⁶ Como resultado, el modelo monoexportador, dominante en el continente, entró en crisis con la baja sustancial de la demanda mundial de materia prima del centro hacia la periferia.

Esta crisis despertó brutalmente a la elite política colombiana, que había sido víctima en los años veinte de un espejismo del progreso originando un exceso de confianza, alentado por la expansión cafetera, los créditos internacionales y el pago de la indemnización norteamericana por la pérdida de Panamá, provocando lo que algunos historiadores denominaron *la danza de los millones*.¹¹⁷ Pero la gran Depresión había frenado las inversiones extranjeras y empréstitos, fuentes de la prosperidad efímera y de superficie. En 1930, una de las principales figuras conservadoras-Mariano Ospina-, admitía que negar el hecho de que los acontecimientos del 29 habían provocado en Colombia una grave crisis financiera y fiscal, era un gran error.¹¹⁸

¹¹⁶ Sáenz Rovner Eduardo. *La ofensiva empresarial: industriales, políticos y violencia en los años 40*. 2ª ed. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Ciencias Humanas, Centro de Estudios Sociales (CES), 2007, p. 13.

¹¹⁷ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*. 3ª ed. Bogotá: Editorial Latina, 1977, p.125.

¹¹⁸ «Las lecciones de la historia, Medellín» 1930. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas...*, op.cit., p. 137.

Como resultante de esa crisis, se desataba en Colombia -tanto desde orillas de derechas como de izquierdas-,¹¹⁹ una denuncia virulenta contra lo que se denominaba la escuela económica de Manchester y del “laissez faire”, es decir en contra del capitalismo de tinte anglosajón. Mariano Ospina alegaba que la libertad económica absoluta que pregona la escuela de Manchester pretendía haber encontrado los secretos de la felicidad humana y el progreso, pero que en realidad había provocado:

(...) el enriquecimiento creciente de unos pocos, al lado de la miseria de las grandes masas obreras, el trabajo se ha envilecido, el salario se ha depreciado hasta el máximo, la dignidad humana no existe en las grandes concentraciones industriales, el antagonismo entre empresarios y trabajadores parece fatal e inevitable.¹²⁰

En julio de 1934, el presidente liberal reformista Alfonso López Pumarejo confirmaba que el sistema de dependencia y de sometimiento del capital allende los mares estaba fracasado.¹²¹ De su lado, el político de la izquierda liberal Diego Montaña Cuéllar, diagnosticaba que este proceso había resultado en un endeudamiento acrecentado de la nación.¹²² Ante esta dinámica, las viejas concepciones liberales de un Estado gendarme fueron trastocadas poniéndole freno al proceso iniciado en los años veinte, de la mutación de una economía precapitalista a una economía capitalista.¹²³ Frente a la flaqueza de las concepciones económicas hegemónicas contestadas, penetraron los idearios de modelos económicos alternativos, como el socialismo, corporativismo y la promoción del proteccionismo que se impondrían después de los años treinta.

Como corolario a ello, las ideas proteccionistas tuvieron resonancia en la época y fueron defendidas por amplios sectores del espectro político colombiano. Desde el ala izquierdista del Partido liberal, Luis Eduardo Nieto Arteta -reconocido político y economista-,

¹¹⁹ Consideramos que el advenimiento del proyecto social, democrático y reformista de Alfonso López Pumarejo en 1934 trastocó el panorama político colombiano, dejando obsoleto el viejo paradigma bipartidista de liberales contra conservadores para comprender los acontecimientos. En cambio, nos parece más adecuado utilizar el esquema de izquierdas y derechas: en apoyo del proyecto reformista, la izquierda revolucionaria, la izquierda socialista y los liberales reformistas, en contra del reformismo lopista, las derechas nacionalistas, las franjas tradicionales reaccionarias y el elitismo liberal de derecha. Esta afirmación se sostiene por tres razones principales: 1) En la prensa y los textos de la época los protagonistas empezaron a utilizar con frecuencia esta terminología. 2) Al impregnarse de los antagonismos ideológicos europeos, las elites colombianas se apropiaron de la dialéctica de izquierdas contra derechas. 3) Porque el viejo dualismo de un bipartidismo rival no permite rendir cuentas de las fracturas internas y múltiples corrientes que aparecen con tensiones en el seno de ambos partidos tradicionales.

¹²⁰ Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 180.

¹²¹ Quincena XXXII, 15 de julio de 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas*. Bogotá: Colección Pensadores Políticos Colombianos-Cámara de Representantes. Imprenta nacional, 1981, p. 100.

¹²² Montaña Cuéllar Diego. *Colombia social: el proceso de formación de las clases en Colombia*. 1ª ed. Bogotá: Universidad Nacional, 1998. p. 362.

¹²³ Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 14.

que fue miembro de la UNIR¹²⁴ de Gaitán, promovía las ideas proteccionistas recordando el pensamiento del pensador Federico List sobre la infancia de las industrias, que a grandes rasgos esbozaba: una fase inicial proteccionista de la industrialización de las naciones para proteger las industrias embrionarias e incipientes de la competencia extranjera, siendo solo en un segundo momento con las industrias ya fortalecidas, que se podía acudir a la libertad total en el comercio exterior y el libre cambio.¹²⁵ Era tal el dinamismo de las perspectivas proteccionistas e intervencionistas, que en inicios de los años treinta, ambos partidos se querellaban sobre quien había introducido el proteccionismo en Colombia. La figura política conservadora Aquilino Villegas, en 1932, aducía que fue a partir de 1929, cuando un grupo de parlamentarios- sobre todo conservadores-, iniciaron los aranceles proteccionistas porque el nacionalismo y la protección formaban parte de la ideología conservadora.¹²⁶

En definitivas, como lo aseveraba el liberal Jaime Posada esta crisis estimuló el advenimiento de un proteccionismo para favorecer la industria nacional con capitales colombianos, de la cual se fue consolidando una burguesía nacional dispuesta a defender el mercado interno del mercado internacional y favorable a impulsar ciertas reformas en Colombia.¹²⁷ Los grandes sectores industriales incipientes se fortalecieron bajo el paraguas proteccionista y luego de disipada la crisis, rehusaron un retorno a la sencilla división internacional del trabajo.¹²⁸ Este impulso proteccionista fue reforzado por la Segunda Guerra Mundial que había favorecido el proceso de industrialización, por eso numerosos latinoamericanos afirmaban que era indispensable cuidar las industrias después de la guerra.¹²⁹ Ante esta tentación proteccionista hubo presiones norteamericanas para que Colombia suavizara el proteccionismo. El historiador Eduardo Sáenz Rovner revelaba que en una carta de la Embajada norteamericana dirigida a la Cancillería colombiana el 3 de mayo de 1946, en la cual se pedía al gobierno colombiano revisar sus tarifas sobre importaciones y que los industriales colombianos no necesitaban del proteccionismo arancelario para sobrevivir.¹³⁰

¹²⁴ Unión Nacional Izquierdista Revolucionaria, un partido político que existió entre 1933-1935 por iniciativa de Jorge Eliécer Gaitán como alternativa al bipartidismo.

¹²⁵ Nieto Arteta Luis Eduardo. *Obras selectas*. Bogotá: Colección Pensadores Políticos Colombianos, Cámara de Representantes, 1983, p. 31.

¹²⁶ «La política proteccionista», *La Patria*, 29 de marzo 1932. En: Villegas Aquilino. *Obras escogidas*. Manizales: Biblioteca de escritores caldenses, 1961, p. 112.

¹²⁷ Posada Jaime. *La República Liberal 1930-1946*. 2ª ed. Bogotá: Ediciones Universidad de América, 2008, p. 22.

¹²⁸ Sáenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p.13.

¹²⁹ Nieto Arteta Luis Eduardo, *op.cit.*, p.285.

¹³⁰ Sáenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p.136.

Paralelo con la expansión de la perspectiva proteccionista se propagaron los postulados hacia la defensa de la intervención del Estado en economía. Daniel Pécaut también destacaba la relación entre la reducción de la capacidad de importación que implicaba la crisis y uno de sus efectos que fue una nueva actitud hacia la industrialización nacional que a partir de 1934 acrecentaba el papel del Estado.¹³¹ Desde la derecha, varias figuras como Mariano Ospina resaltaban la necesidad de un intervencionismo estatal limitado en los asuntos sociales y económicos como lo pedía la doctrina social de León XIII.¹³² De la misma manera, el conservador nacionalista Álzate Avendaño en 1937 recordó que el intervencionismo económico era conforme a la doctrina social de la iglesia desde Santo Tomás, que afirmaba que la propiedad era más un deber que un derecho.¹³³ Igualmente, en el discurso para las instalaciones del Congreso en 1934 el liberal Alfonso López Pumarejo defendió la concepción del Estado intervencionista.¹³⁴

En general, la crisis del modelo dominante se resintió en las clases populares colombianas que agravó su situación de los años veinte, provocando el surgimiento con fuerza en el panorama colombiano de la cuestión social. Era claro que habían empeorado las condiciones de vida de las masas. Esta pauperización generalizada de las clases populares se mantuvo constante a lo largo del periodo estudiado. El 11 de marzo 1944, el *Obrero Católico* titulaba “salarios del hambre” para resaltar la insuficiencia de los salarios para cubrir las necesidades vitales de la mayoría de la población.¹³⁵ Por último, este declive permitió la penetración de las ideas socialistas y las concepciones corporativistas que pretendían ser alternativas a este modelo. El corporativismo fue una de las piedras angulares de las doctrinas falangistas que se propagaba en Colombia.

1.1.2. El florecimiento de nuevas tipologías sociales, con nuevas sensibilidades y perspectivas.

Desde la segunda mitad del siglo XIX se produjo una explosión demográfica en todo el continente.¹³⁶ Colombia no fue ajena a este fenómeno, Bogotá que a comienzos de siglo

¹³¹ Pécaut Daniel. Política y sindicalismo..., *op.cit.*, p. 104.

¹³² Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas. op.cit.*, p. 184.

¹³³ «La candidatura de Ospina Pérez», 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*. Bogotá: Banco de la República, 1984, p. 76.

¹³⁴ «Mensaje al Congreso en las instalaciones de sus sesiones ordinarias (1934)». En: Pumarejo López Alfonso. *Obras selectas: segunda parte*. Bogotá: Cámara de representantes, 1980, p. 25.

¹³⁵ «Salarios del hambre», *El Obrero Católico*, Medellín, 11 de marzo de 1944, p. 1.

¹³⁶ François Chevalier compartía una tabla gráfica de la ONU de 1976 que ilustraba claramente que la población se triplicó en América Latina entre 1850 y 1930, pasando de 30 495 000 millones a 61 012 000, y entre 1900 y

escasamente superaba los cien mil habitantes, a mediados de la década de 1930 contaba con un cuarto de millón, y en 1948 se había duplicado en tan solo veinte años.¹³⁷ Este fenómeno era visible, en menor o mayor grado, en el resto de las grandes ciudades colombianas.

La urbanización creciente acarreó consecuencias políticas. La revolución demográfica compaginada con un éxodo rural fuerte hacia las grandes ciudades colombianas, generaban efectos decisivos como el advenimiento de una clase media urbana incipiente, de la cual emergían las nuevas tendencias políticas. El historiador norteamericano David Bushnell apuntaba que este fenómeno favorecía a los liberales, porque concentraban cada vez más gente en las grandes ciudades donde predominaba el Partido Liberal.¹³⁸ Del lado conservador, con el auge del papel de las ciudades sobre la ruralidad, algunos políticos reaccionarios como Silvio Villegas¹³⁹ empezaron a denunciar la demagogia de las minorías urbanas sobre las mayorías campesinas oprimidas.¹⁴⁰

Por consiguiente, el revolcón provocado rebosaba los linderos políticos y transformaba a la sociedad en general. El historiador colombiano Ricardo Arias Trujillo, afirma que, aunque de manera limitada, la intensificación del proceso de urbanización e industrialización: “contribuyeron a alterar en las ciudades patrones culturales de muy vieja data, que cobijaban desde las formas de esparcimiento hasta las ideologías, pasando por valores éticos y creencias religiosas.”¹⁴¹

En concreto, se produjo una expansión de la educación durante el primer tercio del Siglo XX, aunque de manera restringida porque la educación en Colombia era limitada ya que solo un 30% de los niños entre 7 a 14 años se matriculaban en algún plantel educativo de primaria.¹⁴² Sin embargo, aunque reducida, esto permitió cierta movilidad social, generando modificaciones en la estrecha relación entre riqueza, conocimiento y poder político.¹⁴³ En pocas palabras, desde principios del siglo XX, la sociedad señorial colombiana donde el

1930 creció de 61 012 000 millones a 104 441 000 millones. En : Chevalier François, *L'Amérique latine de l'indépendance à nos jours*. Paris: Édition Presse Universitaires de France, 1977, p. 117.

¹³⁷ Abel Christopher. *Política, Iglesia y Partidos en Colombia: 1886-1953*. 2ª ed. Bogotá: FAES, Universidad Nacional de Colombia, 1987, p.152.

¹³⁸ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, op.cit., p. 271.

¹³⁹ Silvio Villegas, miembro insigne del grupúsculo de extrema derecha los *Leopardos* y político destacado del conservadurismo nacionalista y reaccionario colombiano. Senador, Representante a la Cámara y funcionario público, militó por la unión de las derechas y el giro autoritario en Colombia. De gran influencia teórica con sus libros, descollando en el panorama nacional con su célebre *No hay enemigos a la derecha*, que fue escrito en 1937.

¹⁴⁰ Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*. Manizales: Editorial Arturo Zapata, 1937, p. 215.

¹⁴¹ Arias Trujillo Ricardo, op.cit., p. 19.

¹⁴² *Ibid.*, p. 52.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 54.

origen y la fortuna eran criterios para puestos importantes, iba permitiendo una movilidad social restringida, producto de esa naciente industrialización y urbanización ¹⁴⁴

De este fenómeno surgían nuevos intelectuales y políticos, de extracto humilde o clase media, que empezaban a destacar en ambos partidos, como bien lo simbolizaban casos como la figura de Jorge Eliécer Gaitán del lado liberal o de Augusto Ramírez del lado conservador. Estas vetas nuevas, aportaban otras sensibilidades, siendo más conscientes de las problemáticas que provocaba la cuestión social y las pésimas condiciones de atraso del país. Miguel Ángel Urrego que estudió la evolución de los intelectuales en Colombia, resaltaba la relación entre las dinámicas estructurales de modernización y urbanización que impactó la transformación de los intelectuales. ¹⁴⁵

Por lo tanto, se puede afirmar que progresivamente a partir de la segunda década del siglo XX, emergía una generación de jóvenes intelectuales con idearios variados y novedosos, que llegaban a su plenitud política en los años treinta y cuarenta. Ese proceso de mutación social repercutió fuertemente en el campo de las ideas y doctrinas de todas las latitudes políticas. Tanto la izquierda se vio azuzada por las ideas comunistas y socialistas, como la derecha por pensadores reaccionarios. Este elemento es fundamental tenerlo presente porque de esta nueva clase de intelectuales emanarían las diversas contestaciones reformistas, socialistas, comunistas y también nacionalistas -de influencia falangista-. Partiendo de espectros políticos diferentes, las grandes figuras de esta nueva generación compartían la crítica frente al espejismo del progreso y del modelo de desarrollo implementado por la influencia anglosajona.

1.1.3. Una relativa democratización del espacio público.

Extrapolando la noción de espacio público burgués de Jürgen Habermas, salvaguardando las distancias, podemos aducir que a partir de los años veinte y sobre todo durante los años treinta, florecía en Colombia un fenómeno interesante de democratización relativa del espacio público y de diversificación de las formas de socialización, que tuvieron repercusiones políticas importantes. En este caso, esos espacios de intercambio de ideas y de debate fueron la cuna de divulgación de ideas nuevas. Esta relativa democratización del espacio público, provocó la aparición de nuevos áreas de socialización, entre las cuales Ricardo Arias Trujillo

¹⁴⁴*Ibíd.*, p. 51.

¹⁴⁵Urrego Miguel Ángel. *Intelectuales, Estado y Nación en Colombia: de la Guerra de los Mil días a la Constitución de 1991*. Bogotá: Universidad Central, Siglo del Hombre Editores, 2002, p. 83.

destacaba cuatro escenarios principales: los cafés, las asociaciones literarias, la universidad y la prensa.¹⁴⁶

Corolario con esto, fue brotando una opinión pública crítica que manifestaba perspectivas diferentes del bipartidismo. Es necesario recordar que como lo aducía el historiador y político liberal Gerardo Molina en 1915, todavía no existía opinión pública: “*La opinión pública equivale a la conciencia colectiva, y en nuestro país no existe. En esa materia no hemos salido del sistema feudal*”¹⁴⁷

En concreto, esta democratización del espacio público inició en las universidades a principios de los años veinte, como ecos de la reforma universitaria en Argentina en 1918, adaptada al contexto colombiano, también se empezaba a hablar de “reforma universitaria”, con una voluntad manifiesta de modernizar la universidad: entregándole mayor autonomía a los estudiante y universidades, consolidando la libertad de enseñanza y mejorando calidad del profesorado, adoptando una crítica de la educación tradicional y sus metodologías.¹⁴⁸ Esta voluntad de modernizar la educación impulsada por historiadores como el liberal Germán Arciniega tenía como fin la gestación del “estudiante ciudadano”, que no fuese simplemente el reflejo de la formación de académicos.¹⁴⁹

Por otra parte, a semejanza de la aparición de los salones y clubes parisinos como escenarios de debate en el siglo XVIII, en Bogotá durante los años diez, veinte y treinta, pulularon los cafés y las sociedades literarias. En estos espacios de socialización, se reunían los intelectuales de distintas generaciones y bordes políticos a debatir de temas diversos- filosofía, literatura, política-. Esto acarrea agitadas tertulias de intercambio y confrontación de ideas; simbolizado por las legendarias veladas que se dieron en el café Windsor de Bogotá.¹⁵⁰ Esos salones serían las primeras tribunas de las ideas tanto de la nueva izquierda - imbuida de las ideas socialistas, comunistas y de la revolución mexicana- y la nueva derecha impregnada de ideas del modernismo reaccionario europeo como el falangismo. Javier Guerrero Barrón inclusive emplea el término de “Revolución cultural política” de los años

¹⁴⁶Arias Trujillo Ricardo, *op.cit.*, p. 32.

¹⁴⁷Molina Gerardo. *Las ideas liberales en Colombia-1915-1934*. 1ª ed. Bogotá: Ediciones Tercer Mundo, 1974, p. 37.

¹⁴⁸Arias Trujillo Ricardo. *Los Leopardos...*, *op.cit.*, p. 65.

¹⁴⁹*Ibid.*, p. 67.

¹⁵⁰*Ibid.*, p. 33.

veinte y treinta, para calificar la euforia de la circulación de ideas novedosas: socialista y comunista por un lado y fascistas del otro.¹⁵¹

En paralelo, se desarrollaban los espacios públicos populares que sacaban la política a las calles y a la plaza pública.¹⁵² En efecto, las elites políticas comprendieron rápidamente la necesidad de los grandes mítines en la plaza pública. Así pues, empezaron a destacarse los grandes caudillos con oratoria expresiva, capaces de movilizar a las masas y hacer arder las plazas. En efecto, esta nueva tendencia de trasladar la política de los clubes a la plaza pública, implicó la emergencia de los grandes oradores de la talla de Jorge Eliécer Gaitán, Alfonso López Pumarejo, Laureano Gómez¹⁵³ y otros nacionalistas como Gilberto Álzate Avendaño.¹⁵⁴

Con esto, la población instruida o analfabeta, podía oír los discursos de los grandes caudillos. Asimismo, los relatos y noticias de los grandes mítines y discursos en la plaza pública inundaban las páginas de la prensa de la época. Desde el inicio de la República Liberal, se le dio un lugar central a la movilización de la plaza pública, su primer presidente Olaya Herrera en un discurso célebre el 24 de enero de 1930 en la plaza Bolívar de Bogotá, proclamaba arengas electrizantes ante miles de personas abarrotadas¹⁵⁵, y para su despedida el 6 de agosto de 1934, también logró congregarse a una multitud de tamaños similares.¹⁵⁶ *El Tiempo*, el 24 de enero de 1930, se felicitó de su gira triunfal por todo el país.¹⁵⁷ Al respecto, Aquilino Villegas, insigne representante del conservadurismo, en 1930 alertaba sobre el peligro de la demagogia populista: “*En muchas secciones del país se viene organizando el gobierno de la demagogia, de la plaza pública, del mitin populachero, del club político*”.¹⁵⁸

¹⁵¹ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 39.

¹⁵² Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 42.

¹⁵³ Figura cumbre del Partido Conservador Colombiano, jefe del partido, presidente de la República en 1950 y uno de los gestores del Frente Nacional con los liberales. Fue uno de los más importantes divulgadores de las ideas falangistas y reaccionarias españolas en Colombia, que puso en práctica con la tentativa de implementación de un proyecto de un Estado confesional y corporativo durante su presidencia.

¹⁵⁴ Tuta Alarcón, Carlos, y Helwar Figueroa Salamanca. 2005. «El estado corporativo colombiano: una propuesta de derechas. 1930-1953». *Anuario Colombiano De Historia Social Y De La Cultura*, n.º 32 (enero), p.110. <https://revistas.unal.edu.co/index.php/achsc/article/view/8191>. (consultado 22/01/2019)

¹⁵⁵ Posada Jaime, *op.cit.*, p. 18.

¹⁵⁶ Tirado Mejía Álvaro. *Aspectos políticos del primer gobierno de Alfonso López Pumarejo: 1934-1938*. 4ª ed. Bogotá: Universidad Nacional, 2018, p. 36.

¹⁵⁷ «La Gira triunfal del Dr. Olaya a lo largo de todo el país», *El Tiempo*, Bogotá, 24 de enero de 1934, p. 12.

¹⁵⁸ «La demagogia», *La Patria*, Manizales, 13 de septiembre de 1930. En: Villegas Aquilino. *40 años de opinión. Escritos políticos*. Manizales: Renacimiento, 1961, p. 37.

Con el gobierno de López Pumarejo a partir de 1934, las masas populares empezaban a manifestarse multitudinariamente, generando cierta presión.¹⁵⁹ La calle y la plaza pública serían tan importantes para López Pumarejo, que cuando fue víctima de un cuartelazo en Pasto en julio de 1944, fue la reacción popular virulenta quien evitó el golpe de fuerza, en las principales ciudades, protestaron unas plazas repletas de tumultos encolerizados que rechazaban el acto, logrando finalmente la libertad del presidente.¹⁶⁰ Como todo un símbolo, el embajador español contaba que, durante la sublevación popular después del golpe militar de Pasto, las masas enfurecidas gritaban “*mueras a la Falange y el nazismo.*”¹⁶¹

A decir verdad, las derechas que habían desestimado durante un tiempo estas manifestaciones populares a las que menospreciaron, comprendieron su error. La franja nacionalista y reaccionaria del Partido Conservador, aquella más proclive al falangismo, decretó la necesidad de un cambio de táctica alegando la urgencia del dominio de la calle, porque se le había entregado ese espacio vital a los liberales, que muy tempranamente se involucraron en la plaza pública con grandes mítines. Este cambio de estrategia era visible en los sectores más tradicionales del Partido Conservador, que en principio despreciaban las manifestaciones populares y de las “turbas”. En Cali, el caudillo conservador local, Primitivo Crespo, mostraba el ejemplo con las grandes concentraciones derechistas. En este sentido, *La Patria* titulaba “*La acción en la calle*”, para significar una reconciliación entre las masas y el Partido Conservador que se concretaron en las manifestaciones públicas de Primitivo Crespo, ejemplo de “caudillo enérgico y dinámico”.¹⁶² Igualmente, el 8 de agosto 1936, el Partido Conservador logró una concentración inmensa, con la congregación de más de sesenta mil personas por el aniversario de los cincuenta años de la Constitución conservadora.¹⁶³ Entre tanto, los pequeños grupúsculos falangistas colombianos, intentaban organizar imponentes concentraciones públicas, tanto en los pueblos como en las ciudades. Por ejemplo, el 26 de noviembre de 1937 la Falange Derechista del Norte Santander en el pequeño pueblo de Gramalote, en honor a la llegada de las tropas franquistas en Madrid, planeó un desfile de camisas negras con la bandera bolivariana, terminando con discursos incendiarios de uno de

¹⁵⁹Tirado Mejía Álvaro, *op.cit.*, p. 17.

¹⁶⁰Atehortúa Cruz, Adolfo León. (2009). El cuartelazo de pasto. *Historia Crítica*, (37), p. 159. Disponible: http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S012116172009000100010&lng=en&tlng=es. (consultado 21/06/2021)

¹⁶¹AGA. Fondo 15, Caja 54/03197. Bogotá, 17 de julio de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Asunto: da cuenta del levantamiento militar contra presidente. Nota n°139, p. 1.

¹⁶²«La acción en la calle», *La Patria*, Manizales, 28 de julio de 1936, p. 3.

¹⁶³Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado: Gilberto Álzate Avendaño sensibilidad leoparda y democracia. La derecha Colombia en los años treinta*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, 2007, p. 202.

sus líderes Ramón Cárdenas Silva.¹⁶⁴ Análogamente, la Acción Católica y los grupos políticos religiosos entendían sobre esta nueva necesidad de las grandes procesiones en la plaza pública. En agosto de 1938 se registraba un desfile monumental de la juventud católica “yocista”¹⁶⁵ en la capital, por lo que *El Siglo* exaltaba “la apoteosis de la juventud obrera católica de Colombia”.¹⁶⁶

El historiador Javier Guerrero Barrón concluía que se pasó de campañas por actos protocolarios de salón que luego se difundían por la prensa, a la plaza pública en donde el pueblo podía escuchar al orador.¹⁶⁷ Estos mítines que cautivaban a las clases populares, las incentivaban a participar directamente en política. Además, estos fenómenos fueron sobredimensionados por avances tecnológicos que revolucionaron la política, con la aparición de la radiodifusión y el megáfono.¹⁶⁸

1.1.4. La explosión periodística y la multiplicación de una prensa militante.

La nueva generación de intelectuales y políticos que se formaron en los años diez y veinte, que llegaban a maduración en los treinta y cuarenta, fomentaron una intensa actividad periodística. De esta manera, los periódicos complementaron los cafés, los círculos literarios, para la expresión de las nuevas corrientes de pensamiento. Desde los albores de la República Liberal, los diplomáticos españoles se dieron cuenta de esta politización y efervescencia periodística en Colombia, denunciando o recomendando ciertos diarios según sus afinidades políticas. En 1932 el embajador español, rechazó ciertos diarios reaccionarios, mientras elogiaba otros como *El Tiempo*, periódico favorable a la experiencia republicana en España.¹⁶⁹

En todo caso, se percibía un fuerte dinamismo periodístico de todos los espectros políticos. Del lado liberal, surgió en 1932 la revista *Acción liberal* que se denominaba como “mensual de difusión ideológica”, y en 1934, se volvía a publicar el periódico militante *El Liberal de Bogotá*. En particular, Alfonso López Pumarejo y su *Revolución en Marcha*,

¹⁶⁴«Fervorosa manifestación de Camisas Negras en Gramalote», *Derechas*, Bogotá, 27 de noviembre de 1936, p. 1.

¹⁶⁵Yocismo, apelativo con el que se conocían a las Juventudes Obreras Católicas, organización de la Acción Católica colombiana en los años treinta.

¹⁶⁶«La apoteosis de la juventud obrera católica de Colombia», *El Siglo*, Bogotá, 16 de agosto de 1938, p. 1.

¹⁶⁷ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 55.

¹⁶⁸*Ibid.*, p. 60.

¹⁶⁹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03087. Bogotá, 29 de abril de 1932, del encargado de negocios en Colombia al Ministro de Estado. Sobre “la conveniencia de cambiar los periódicos colombianos a que está suscrito el Ministerio.”

utilizaron intensamente los periódicos y la radio, para difundir los contornos de su proyecto político.¹⁷⁰

La izquierda liberal y la izquierda revolucionaria, también crearon sus medios militantes. Siendo así, se multiplicaban las revistas de tendencia comunista como *La humanidad* de Cali, *El bolchevique*, y sobre todo *Tierra* de Bogotá, considerado como el periódico oficial del Partido Comunista de Colombia, seguido por la Embajada republicana española, cuyo primer número se publicó el 1 de agosto de 1932.¹⁷¹ De igual modo, la UNIR de Gaitán utilizó el soporte de la prensa para propagar sus mensajes, teniendo varios medios: *Unirismo* en Bogotá, *Alma Libre* en el Socorro, *El Radical* en Chiquinquirá, *Horizontes* en Campo Alegre, Huila, *Crisol* en Medellín, *El Crisol* en Ibagué, *El Crisol* en Cali, *Pluma Libre* en Pereira, *El Socialista* en Barranquilla, *El Compañero* en Bogotá.¹⁷²

Asimismo, los grupos de presión, económicos e industriales, que financiaban la APEN -Acción Patriótica Económica Nacional-, a partir del 30 de abril de 1935, empezaron a tener su periódico oficial,¹⁷³ y, en 1936, con fondos de la APEN se fundó *La Razón*, diario de la derecha liberal dirigida por Juan Lozano Lozano. De su lado, la ANDI -Asociación Nacional de Industriales- creada en 1944, desde sus oficinas de Bogotá y Medellín acordaba utilizar la prensa como instrumento para influir sobre la opinión pública.¹⁷⁴

En relación con el tema objeto de esta tesis, interesa observar la vertiginosa proliferación de los diarios militantes de derecha en los años treinta, que se incrementaban de todos los formatos y calidades -desde grandes diarios como *El Siglo* a pequeños pasquines de baja calidad-. Por algo, en la Convención Conservadora de Caldas, el 7 y 8 de diciembre de 1936, se propugnaba ampliar los formatos de propaganda para complementar los periódicos de elites, aseverando que era necesario utilizar las hojas volantes, el cartel y el libelo para llegar hasta la última vereda.¹⁷⁵

A título ilustrativo, símbolo de esta efervescencia periodística reaccionaria, citamos en pie de página una lista no exhaustiva de diarios nacionalistas que surgieron en ese lapso de

¹⁷⁰ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 113.

¹⁷¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03104. Recortes de prensa de 1932. *Tierra*, primer diario del Partido Comunista de Colombia.

¹⁷² Ayala Diago, C. A. Trazos y trozos..., *op.cit.*, p. 121.

¹⁷³ Tirado Mejía Álvaro, *op.cit.*, p. 127.

¹⁷⁴ Sáenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p. 77.

¹⁷⁵ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 224.

tiempo, lista que realizó el historiador colombiano César Ayala Diago.¹⁷⁶ Podemos complementarla con los siguientes diarios o pasquines regionales: el Centro Simona Duque de Medellín creó su revista *Acción femenina*;¹⁷⁷ en Bucaramanga la organización fascista *Legión de extrema derecha* tenía su *Gaceta negra*¹⁷⁸ con una editorial “Camisas Negras”;¹⁷⁹ En Huila se encontraba el periódico *Ideal* de la Organización fascista de Neiva, *Juventud católica de Neiva*;¹⁸⁰ la Falange derechista de Sansón sacó a la luz su revista denominada *Alcázar*.¹⁸¹

Corolario con esto, se percibía una creciente presencia de la prensa falangista¹⁸² en América Latina y Colombia. En 1938, se publicaban 17 periódicos oficiales de Falange y se tenía el proyecto de crear publicaciones en todas las capitales que tuvieran núcleos del Servicio Exterior de Falange Exterior.¹⁸³ En 1938, el embajador republicano español en Bogotá, designó claramente la revista *Jerarquía* de Medellín como una revista facciosa y partidaria del falangismo.¹⁸⁴ En Cartagena una revista reaccionaria llamada *Acción Española* tuvo mucho éxito en el continente en general.¹⁸⁵ En las provincias colombianas existía también un pequeño periódico falangista llamado *Nueva España*.¹⁸⁶ En definitivas, si bien *La*

¹⁷⁶Enumera los siguientes diarios. *El País* Bogotá (1932), *El Pueblo* Ramiriquí (1933), *Revista Colombiana* Bogotá (1933), *El Pueblo* Medellín desde 1934, *Revista Javeriana* Bogotá (1934), *La Tradición* Medellín (1935), *Jerarquía* Medellín (1935), *Colombia Nacionalista* Medellín (1935), *Derechas* Bogotá (1935), *Trincheras Ibagué* (1935), *Tablero de las Derechas* Bogotá en *El País* desde mayo 11 de 1935, *Revista de la Universidad Católica Bolivariana* Medellín (1935), *Claridad* Popayán (1936), *El Clarín* Medellín (1936), *El Fascista* Bogotá (1936), *Orientación* Caicedonia (1936), *Banderas* Bogotá (1936), *El Derecho* Pasto (1936), *El Trabajo* Bogotá (1936), *El Alcázar* Sonsón (1936), *Fe y Doctrina* Cali en *Diario del Pacífico* (1936), *Ortodoxia* Manizales en *La Patria* (1936), *Presente* Medellín en *El Colombiano* (1936), *El Siglo* Bogotá (1936), *El Motor* Cali (1936), *Somatén* Bogotá (1937), *En el Frente* Bucaramanga (1937), *Flecha Azul* Bogotá (1937), *Somatén* Manizales en *La Patria* (1937), *Falange* Barranquilla (1937), *Defensa Social* Bogotá (1937), *Patria Nueva* Cartagena (1938), *Pregón* Manizales en *La Patria* (1938), *Amanecer* Popayán (1938), *Lucha* Manizales (1938), *El Nacionalista* Bogotá (1938), *Oriente Colombiano* Chinácota (1938), *El Derecho* Ibagué (1938), *Legión Femenina* Manizales (1938), *El Nacional* Cali (1939), *El Nacionalista* Aguadas (1939), *El Vigía* Tunja (1939), *El Deber* Bucaramanga (1939). En: Ayala Diago, C. A. Trazos y trozos..., *op.cit.*, p. 134-135.

¹⁷⁷«Centro Simona Duque y revista acción femenina», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, mayo 1939, n° 45, p. 1279.

¹⁷⁸ Pinzón Alfonso, «En Santander las derechas cobran fuerza arrolladora», *Derechas*, Bogotá, 25 de febrero de 1937, p. 1.

¹⁷⁹ Pinzón Alfonso, «La bancarrota de las izquierdas como sistema de gobierno», *Derechas*, Bogotá, 5 de febrero de 1937, p. 7.

¹⁸⁰ «El fascismo», *Derechas*, Bogotá, 29 de octubre de 1936, p. 1.

¹⁸¹«Actividades derechistas en todo el país, subordinados a la Acción Nacional Derechista», *Derechas*, Bogotá, 3 de diciembre de 1936, p. 4.

¹⁸² Aquella prensa propagandística impulsada desde los mismos órganos encargados de la política exterior falangista.

¹⁸³ Conocido comúnmente como, Falange Exterior, era un organismo del Partido Único FET y de las JONS, encargado de la coordinación de las delegaciones falangistas en el extranjero.

¹⁸⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 12 de diciembre 1938, de Rafael Ureña (ministro de España en Colombia) al Ministerio de Estado en Barcelona. Ayuda a España, nota n° 341.

¹⁸⁵, «América Española», *El Siglo*, Bogotá, 6 de noviembre de 1936, p. 5.

¹⁸⁶ Varela Fernando David. *Documentos de la embajada: 10 años de historia colombiana según diplomáticos norteamericanos (1943-1953)*. 1ª ed. Bogotá: Editorial Planeta, 1998, p. 26.

*Jerarquía*¹⁸⁷ era considerada como la publicación oficial de la Falange Española había centenares más, que, sin estar adscritas a la Falange, eran favorables a su ideario y divulgaban sus contornos ideológicos. Unos como *La Patria Nueva*, órgano que se reclamaba abiertamente falangista, tenían en sus líneas una sección especial llamada “páginas de la Falange”.¹⁸⁸ Otros como *El Siglo*, *La Patria*, *El Colombiano* y los demás sin declararse falangistas, usaban sus líneas para apoyar y difundir sus postulados. Por este motivo, desde España se elogiaban algunas revistas colombianas, como *la Revista Colombiana* laudada por Casariego el director del Alcázar de Madrid que merecía -según él-, el homenaje de las juventudes peninsulares.¹⁸⁹

Estos periódicos promovían y difundían los grandes eventos políticos del falangismo en Colombia. Por ejemplo, en la inauguración del Círculo Nacionalista de Bogotá en 1938, asistieron importantes diarios y medios de comunicación de derechas, como *El Siglo* de Bogotá, *La Patria* de Manizales, *El Diario del Pacífico* de Cali, la radio *La Voz Colombia* entre otros, quienes en definitiva fueron los grandes polinizadores de las doctrinas nacionalistas y falangistas en Colombia.¹⁹⁰ Al respecto, en el discurso de inauguración del Círculo Nacionalista de Bogotá, el jefe de la Falange en Colombia, Antonio Valverde Gil, elogió explícitamente la ayuda de la prensa de derechas colombiana, en su labor de difusión de las ideas del bando sublevado:

No quiero en estos momentos dejar de hacer pública nuestra mayor gratitud al diario *El Siglo*, “*La Patria*” de Manizales. “*El Diario del Pacífico*” y otros grandes diarios y semanarios colombianos quienes de una forma desinteresada y generosa han contribuido en Colombia a dar a conocer lo que es y lo que significa el movimiento nacional de España.¹⁹¹

En particular, esta inauguración del Círculo Nacionalista fue transmitida por la radio *La Voz Colombia* que se había convertido en la radio más potente del país, inaugurada el 8 de marzo de 1936.¹⁹² Junto con *El Siglo*, eran poderosas plataformas de difusión de las ideas reaccionarias españolas sobre todo falangistas. Inclusive, antes de esta inauguración, en junio

¹⁸⁷Calleja, E.G. (1994). El servicio exterior de Falange y la política exterior del primer franquismo: consideraciones previas para su investigación. *Hispania-revista Española De Historia*, 54, p. 284.

¹⁸⁸ Echeverri Lema, «Democracia y Falange», *La Patria Nueva*, Cartagena, 12 de marzo de 1938, p. 4.

¹⁸⁹ «De Madrid a Santa Fe de Bogotá», Carta del director de “El Alcázar”, J.E. Casariego, sobre Hispanidad y Misión de las juventudes de ahora a Guillermo Salamanca desde Madrid, agosto 1941. *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, diciembre de 1941, n°148, p. 590.

¹⁹⁰ «Discurso del Dr. Antonio Valverde Gil en el Círculo Nacionalista Español», *El Siglo*, Bogotá, 3 de febrero de 1938, p. 5.

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² *El Siglo*, Bogotá, 8 de marzo de 1936, p. 1.

de 1937, la emisora de radio *La Voz Colombia* y el diario *El Siglo* conducían un programa matutino como homenaje a la Falange de Primo de Rivera y sus ideas.¹⁹³ De igual manera, varios políticos colombianos defensores del bando nacional español, se expresaban en ambos medios, como el conservador Guillermo Camacho Montoya¹⁹⁴ que en las líneas de *El Siglo* y las ondas de *la Voz Colombia* defendía las intervenciones de Ginés de Albareda¹⁹⁵, considerándolo como un héroe que atestiguaba de los contornos del “horror rojo” en España.¹⁹⁶

Sin embargo, la fuerza del influjo falangista en los medios colombianos durante la Segunda Guerra Mundial, provocó una fuerte presión norteamericana para boicotear la prensa hostil a Estados Unidos y favorable al Eje, con la amenaza de transferencia publicitaria a medios más amistosos; un diario como *El Siglo* fue uno de los periódicos conminados a moderar su contenido.¹⁹⁷ En efecto, *El Siglo* fue claramente partidario de las ideas falangistas, en 1938 difundió los diversos mensajes de apoyo y felicitaciones de políticos conservadores, a lo largo y ancho del país por la apertura del Círculo Nacionalista, concluyendo la compilación con: “Arriba España, es el grito unánime.”¹⁹⁸ Además, frente a las acusaciones contra el Círculo de inmiscuirse en la política de la colonia española en Colombia, *El Siglo* se erigió en defensor negándolo y alegando que: “El Círculo Nacionalista tiene derecho a elevar mediante su institución el nivel moral de los españoles partidarios de la nueva España, y el saludo que profesan muestra su honra, orgullo y dignidad. A la que no puede oponerse ninguna nación”.¹⁹⁹ Ante eso, el encargado de negocios de España en Colombia describió el diario *El Siglo* como un decidido defensor del rebelde Franco, lanzando una persistente campaña de desprestigio contra el gobierno de López Pumarejo, acusándolo de connivencia con los “rojos” españoles.²⁰⁰

Por otra parte, la prensa derechista colombiana desempeñó un papel central en la recaudación de fondos y donativos para la causa nacionalista española desde Colombia

¹⁹³Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 221.

¹⁹⁴ Guillermo Camacho Montoya, importante intelectual y político conservador, uno de los teóricos y doctrinarios más influyentes de las derechas colombianas.

¹⁹⁵ Poeta y diplomático español, fue emisario de Franco en el Caribe, realizando varias giras por Colombia a finales de los años treinta.

¹⁹⁶ Camacho Montoya Guillermo, «Una transformación nacional», *El Siglo*, Bogotá, 14 de febrero de 1938, p. 5.

¹⁹⁷ Varela Fernando David, *op.cit.*, p. 28.

¹⁹⁸ «Gran entusiasmo en todo el país por la apertura del Círculo Nacionalista», *El Siglo*, Bogotá, 4 de febrero de 1938, p. 9.

¹⁹⁹ «Falange y la política interna», *El Siglo*, Bogotá, 26 de abril de 1938, p. 5.

²⁰⁰ AGA. Fondo 15, Caja 54/03113. Bogotá, 25 de febrero de 1938, de Climent Nolla (encargado de negocios de España) al Ministerio de Estado. Nota n°23.

durante la Guerra Civil Española. En sus páginas se multiplicaban los anuncios y llamados a la donación. *El Siglo* era uno de ellos, honraba a los suscriptores de la causa nacionalista, llamados “soldados de Franco” en Colombia.²⁰¹ En efecto, bajo la sección “suscripción para los soldados de Franco”, *El Siglo* fungía como plataforma de la recolección de auxilios para los rebeldes, alentando todo tipo de ayuda desde la financiera a las donaciones de víveres, como de café y cigarrillos.²⁰² En complemento, se hacía propaganda para una suscripción nacionalista, alegando que auxiliar a la España nacionalista era ayudarse a sí mismo, porque era contribuir al triunfo del orden sobre la anarquía, al triunfo de Europa sobre Asia.²⁰³ En cuanto a eso, el 5 de febrero de 1939, *El Siglo* elogió la colaboración aduciendo que todo el país contribuía a mandar café y cigarrillos a los campamentos.²⁰⁴

Toda esta pululación de los medios derechistas, ocasionó un efecto fundamental que fue azuzar la circulación de las ideas reaccionarias hispánicas y falangistas, que se impusieron con más intensidad después de la Guerra Civil Española. Fue tal su grado de penetración en las corrientes derechistas colombianas, que el historiador Helwar Figueroa Salamanca hablaba de la saturación de los medios conservadores con las ideas del hispanismo conservador a finales de los años treinta.²⁰⁵

1.2. La politización de las masas.

Durante gran parte del siglo XIX y principios del siglo XX, las opiniones políticas de los colombianos eran esencialmente cuestiones de tradición y legado familiar: la distinción política era un marcador de identidad. Se era liberal o conservador por herencia familiar, lazo comunitario o por obediencia a las prácticas del cacicazgo. Como bien lo destacaba Gilberto Álzate Avendaño, previamente a la politización de las masas, no se era liberal o conservador por carácter programático o político, sino en la sangre se heredaba:

En Colombia ordinariamente no se empadrona en cada partido tanto los individuos como los linajes. Se hereda el rótulo de un partido junto con el apellido. Es una especie de fidelidad ancestral. (...) Pero lo que primariamente determina el vínculo no son vanas casualidades racionales, sino la presión de las emociones hereditarias, el misterio

²⁰¹ «La suscripción nacional para los soldados de Franco», *El Siglo*, Bogotá, 17 de marzo de 1938, p. 7.

²⁰² «Café colombiano para la España Nacionalista», *El Siglo*, Bogotá, 4 de febrero de 1938, p. 1.

²⁰³ «Éxito de la suscripción nacionalista», *El Siglo*, Bogotá, 25 de febrero de 1938, p. 5.

²⁰⁴ «La suscripción nacional para los soldados de Franco», *El Siglo*, Bogotá, 5 de febrero de 1938, p. 1.

²⁰⁵ Figueroa Salamanca Helwar Hernando. *Tradicionalismo hispanismo y corporativismo: una aproximación a las relaciones non sanctas entre religión y política en Colombia*. 1ª ed. Bogotá: Universidad de San Buenaventura, 2009, p. 128.

educto de los sentimientos, la influencia de una memoria más profunda que la vida. Desde el fondo de la sangre surgen estos llamamientos.²⁰⁶

En cambio, el auge de los movimientos populares, despertó nuevas conciencias políticas en las masas. Este fenómeno de la politización de las masas fue uno de los elementos cruciales que germinó en el seno de las élites colombianas: la interpretación de una rebelión de las masas anárquicas, socializantes y caóticas. Esta politización de las masas, era visible en múltiples manifestaciones, sintomáticas de que ya no eran solo pasivas sino activas, puesto que por iniciativa propia se organizaban y estructuraban en sindicatos, partidos o inclusive en movimientos subversivos. El historiador César Ayala Diago aseveraba que entre 1932 y 1939, la gente estaba en la calle, la política era de masas como en el resto del continente y el mundo.²⁰⁷

Con esto, la opinión pública embrionaria conformaba un caleidoscopio de nuevas sensibilidades y perspectivas que ponían de manifiesto las condiciones de vida rudimentaria de las clases populares. Como resultante, todos los sectores políticos del panorama colombiano, cada uno a su manera, se interesaban por la condición de los proletarios y de los campesinos. Desde *el Manifiesto del Unirismo*, Gaitán alertaba sobre el olvido de las condiciones de vida miserables de las masas, denunciando que la gran mayoría del pueblo vivía: “(...) en la abyección, en la miseria, en la pobreza, en la suciedad, en la ignorancia.”²⁰⁸ Una de las figuras insignes del liberalismo moderado, Carlos Lozano Lozano - alto funcionario y ministro en diversas ocasiones-, subrayó en un discurso de 1943 que de nada servía garantizar la igualdad ante la ley, si en la práctica: “*seguía una monstruosa desigualdad del hombre en economía*”.²⁰⁹ Al retomar el poder los conservadores en 1946, el presidente Mariano Ospina admitía tomar consciencia de los cambios turbulentos y las peticiones sociales de las clases trabajadoras para mejorar sus niveles de vida.²¹⁰

En todo caso, vemos que la cuestión social y la politización social, estaban en el centro del debate político. En efecto, se agudizaron los problemas sociales provocando un auge y

²⁰⁶«La supervivencia de los partidos», *Diario de Colombia*, 18 de Marzo de 1953. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 249.

²⁰⁷Ayala Diago, C. A. (2007). La conquista de la calle y la resistencia conservadora a las reformas liberales del año 1936. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, (34), p 208. <https://revistas.unal.edu.co/index.php/achsc/article/view/8245> (consultado 18/03/2021)

²⁰⁸Manifiesto del Unirismo (1933). En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: primera parte*. Bogotá: Imprenta nacional, 1979, p.138.

²⁰⁹«Perennidad del liberalismo», conferencia pronunciada en el Teatro Municipal de Bogotá, marzo de 1943. En: Lozano y Lozano Carlos. *Escritos políticos*. Bogotá: Instituto colombiano de cultura, 1980, p. 107.

²¹⁰Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas..., op.cit.*, p. 249.

fortalecimiento del sindicalismo, de la fuerza proletaria e iniciando la era de las huelgas y protestas de trabajadores.²¹¹ Ese nuevo proletariado iba alcanzando mayor conciencia de clase movilizándose en defensa de sus derechos y de sus intereses propios.²¹² Sin embargo, hay que aclarar que la intensidad del fenómeno no era comparable con las proporciones que tomó en Europa. Como lo recordaba Daniel Pécaut, a pesar de la radicalización de la movilización a partir de 1944, las masas seguían expresándose parcialmente en términos de políticas tradicionales.²¹³

Por su lado, las derechas de todas las corrientes reconocían el advenimiento de las masas en la política nacional. Incluso, exagerando la realidad, utilizando a menudo la hipérbole retórica para justificar las ideas autoritarias en nombre del orden. Sobre esto, Silvio Villegas admitía que lo único cierto de esa época, era el movimiento ascensional de las masas obreras y la efervescencia social que ponía el país en presión, volcándolo hacia la disyuntiva entre: “(...) una férrea organización de derecha, bolivariana, cesarista, pero con un pleno sentido de lo justiciero, y una odiosa organización comunista, internacionalizante y anárquica.”²¹⁴

Como consecuencia, se reforzaron los discursos radicalizados del “complot comunista” y el miedo de la revolución social. Una lectura apasionada y dramatizada de los acontecimientos históricos, impregnada del prisma doctrinario del falangismo y del fascismo español, presentó esta politización de las masas no como manifestaciones populares nacionales, sino como el producto de una injerencia y amenaza bolchevique. Al respecto, un insigne intelectual y político conservador, Rafael Azula Barrera, ministro bajo la presidencia de Laureano Gómez en los cincuenta, aseguraba que este fenómeno de politización de las masas, era causado por la cantera moscovita, por la interpretación latinoamericana del marxismo de José Carlos Mariátegui, y los ecos de la revolución mexicana, introducidos por los intelectuales colombianos de izquierda, para remplazar los viejos cimientos de la estructura manchesteriana.²¹⁵

Sin embargo, es fundamental subrayar que, a pesar de la efervescencia social y movilización de las masas, estas seguían respetando los canales institucionales y el

²¹¹Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p.14.

²¹²Arias Trujillo Ricardo, *op.cit.*, p. 14.

²¹³Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo...*, *op.cit.*, p. 189.

²¹⁴ Lema Echeverri Rafael, «Acción Nacional Popular», 14 de febrero de 1938, Manizales, *La Patria*.

²¹⁵Azula Barrera Rafael. *De la Revolución al orden nuevo; proceso y drama de un pueblo*. Bogotá: Editorial Kelly, 1956, p. 49-52.

bipartidismo: querían cambios y reformas, pero en el marco institucional vigente. Como resumía Pécaut: “(...) *la movilización popular se efectuó en relación con ciertas transformaciones del Estado, aunque sin cuestionar al sistema político en su conjunto.*”²¹⁶ Por tanto, era remota la posibilidad de una revolución social tal como se describía en los diarios reaccionarios colombianos.

1.2.1. El fortalecimiento del sindicalismo y la reacción elitista para controlarlo.

Desde las sociedades de artesanos en el siglo XIX siempre habían existido embriones de movimientos sindicales o asociaciones afines, pero estos eran ilegales y estigmatizados. Progresivamente, al compás de una industrialización incipiente, pasamos según Daniel Pécaut, de un sindicalismo de artesanos a uno de obreros.²¹⁷ El historiador colombiano, Mauricio Archila Neira, identificó la gestación de la clase obrera entre 1910 y 1945.²¹⁸

En concreto, antes de los años veinte, germinaron antecedentes de pequeños núcleos de artesanos y obreros que leían libros y folletos del anarquismo español.²¹⁹ Para Ignacio Torres, figura insigne del comunismo colombiano, el primer gran representante de los intereses de las masas populares fue el senador liberal Rafael Uribe Uribe, asesinado a la salida del Capitolio nacional el 16 de octubre de 1914. Éste había dejado el primer esbozo de legislación social con la ley 57 de 1915 sobre accidentes de trabajo.²²⁰ Pero a pesar de estas manifestaciones elementales, no fue sino hasta 1919 cuando se desarrollaron asambleas de trabajadores que pudieran denominarse como nacionales.²²¹ Realmente fue en 1925 durante el Segundo Congreso Obrero, cuando nació la primera organización sindical obrera, la Confederación Obrera Nacional.²²² Ya para 1930, las organizaciones de trabajadores se habían cuadruplicado en 10 años, según datos de la Contraloría Nacional consultados por Ignacio Torres, de 26 organizaciones de trabajadores con personería en 1919 se acrecentaron a 78 en 1930.²²³

En todo caso, entre 1924 y 1929, surgió lo que algunos historiadores han denominado como “el periodo de huelgas espontáneas” que correspondía a un contexto de efervescencia

²¹⁶Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo...*, op.cit., p. 113.

²¹⁷*Ibid.*, p. 89.

²¹⁸ Ver: Archila Neira Mauricio, *Cultura e identidad obrera: Colombia 1910-1945*. Bogotá: Cinep, 1991. 475 p.

²¹⁹ Torres Giraldo Ignacio. *Los Inconformes historia de la rebeldía de las masas en Colombia, V 3*. Bogotá: Editorial Margen Izquierdo, 1974, p. 94.

²²⁰*Ibid.*, p. 109.

²²¹*Ibid.*, p. 101.

²²²Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo...*, op.cit., p. 94.

²²³Torres Giraldo Ignacio. *Los Inconformes...* op.cit., p. 103.

social y de intensificación de las huelgas en todos los ámbitos: obras, campos petrolíferos, huelgas campesinas. Esta convulsión social culminaría con la tristemente famosa masacre de las bananeras de 1928, retratada por Gabriel García Márquez en un célebre pasaje de *Cien años de soledad*, episodio en el cual la multinacional norteamericana *United Fruit Company*, en complicidad con las fuerzas públicas, ejecutaron una de las peores matanzas de la historia social colombiana. El líder popular Jorge Eliécer Gaitán quien empezaba a sobresalir, denunció con celo esta masacre en el Congreso.²²⁴ De hecho, existe cierto consenso para considerar la masacre de las bananeras como un hito en la historia sindical y laboral colombiana, que dejó entre 2000 y 4000 muertos²²⁵ marcando el inicio de la institucionalización de la represión estatal, imponiendo una legislación draconiana alineada contra el comunismo -como la ley Heroica de 1928-, que atacaban los derechos de asociación y de reunión.²²⁶

Cierto es que, en el ciclo de tiempo estudiado, se pueden vislumbrar varias fases en el sindicalismo colombiano. Entre 1930 y 1938, se produjo lo que Pécaut denominaba el reconocimiento del sindicalismo.²²⁷ Desde la primera presidencia de la República Liberal de Enrique Olaya, los sindicatos habían sido legalizados, esto provocaba en el campo de los conflictos políticos, la expresión constante de unas rencillas contra las clases dominantes y una atmósfera de lucha de clases.²²⁸ Desde entonces, en paralelo con la modificación de las funciones del Estado, luego de la crisis del 29, se fortalecía un sindicalismo ligado al Estado en coordinación con una política de industrialización nacional²²⁹.

Bajo el primer mandato del presidente López (1934-1938), este sindicalismo autónomo con fuerte influjo comunista apoyó decididamente el proyecto reformista de la *Revolución en Marcha*.²³⁰ No por nada, la poderosa Confederación de Trabajadores de Colombia (CTC) era creada bajo su gobierno el 10 de octubre de 1935. La sindicación de la CTC fue fulgurante, en 1936 ya contaba con más de 900 sindicatos afiliados y 100 000 trabajadores²³¹, logrando la hazaña de congregar entorno suyo a la gran mayoría de los

²²⁴ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 51.

²²⁵ Palacios Roza Marco. *Entre la legitimidad y la violencia: Colombia 1875-1994*. 2ª ed. Bogotá: Grupo Editorial Norma, 2003, p. 123.

²²⁶ *Ibid.*, p. 118.

²²⁷ Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo.... op.cit.*, p. 109.

²²⁸ Hernández Rodríguez Guillermo. *La alternación ante el pueblo como constituyente primario*. Bogotá: Editorial América Libre, 1962, p.82.

²²⁹ Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo.... op.cit.*, p. 113.

²³⁰ *Ibid.*, p. 163.

²³¹ Fluharty Vernon Lee. *op.cit.*, p. 68.

sindicatos colombianos de todas las ramas de producción y servicios: enclaves bananeros y petroleros, del río Magdalena, del tranvía, ferroviarios, de la empresa privada y de los servicios públicos.²³²

Hasta el 6 de mayo 1950, la CTC había realizado 10 congresos nacionales, logrando algunos avances sociales de importancia, como la ley 6 de 1945 que consagraba los principales derechos colectivos de los trabajadores, fruto de una ardua labor sindical entre 1936 y 1945.²³³ Por otra parte, consiguió tener un gran poder político como contrapeso, por su eficacia en el momento de organizar huelgas, protestas y manifestaciones, como las del 1 de mayo, para rechazar el fascismo o cuando encuadraron la protesta contra el golpe de Estado de López Pumarejo en julio de 1944.²³⁴ En todo caso, era tal el grado de agitación sindical y social, que en *El tiempo* en 1938 el hermano del presidente Eduardo Santos -Enrique Santos-, se quejó de la saturación de lo que denominaba “huelga para todo”:

Está llegando ya al grado de saturación el sistema de apelar a la huelga para todo. Huelga para imponer exigencias grandes y chicas, justas e injustas; huelga para oponerse a reformas y reglamentos, convenientes o no. Huelga de los estudiantes, de los profesores, de los chóferes, de los niños, de los mozos, de los viejos. Huelga de todo y para todo. Sin duda, mañana los aspirantes a suicidas declararán la huelga si no les conceden determinadas condiciones de publicidad.²³⁵

Sin sorpresa, el poderío de la Confederación de Trabajadores de Colombia (CTC), su apoyo al proyecto lopista, su concomitancia con algunos sectores izquierdistas, estimuló duros ataques y combates frontales de parte de las elites tradicionales de ambos partidos, que manifestaban su voluntad de contrarrestar su influencia. Como era de esperar, las fuerzas del orden se indignaron por la movilización social, estimulando una reacción punzante. En este sentido, la Acción Católica Colombiana alertó sobre la necesidad de alejar el obrerismo de la “fatídica vorágine”²³⁶ aseverando que las repetidas huelgas en 1938 era la prueba de que: “Colombia era prácticamente una sucursal del Soviet, por obra y gracia de un presidente dominado por el odio y la pasión y por las fuerzas internacionales del marxismo (...)”²³⁷

Indudablemente, el Congreso Sindical de Cali de enero 1938, fue particularmente luminoso sobre el malestar y el miedo de las derechas hacia la sindicalización de las masas.

²³² Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). El estado corporativo colombiano..., *op.cit.*, p. 111.

²³³ *Ibid.*, p. 112.

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ «Huelga para todo», *El Tiempo*, Bogotá, 24 de junio de 1938. En: Santos Montejo Enrique. *Calibán Danza de las Horas y otros escritos*. 1ª ed. Bogotá: Editorial Compañía Club de Lectores, 1969, p. 445.

²³⁶ «Un año», *La Patria Nueva*, Cartagena, 10 de diciembre de 1938, p. 4.

²³⁷ *Ibid.*

Sin cesar, denunciaron con vehemencia, un Congreso Sindical permeado por “intereses extranjeros”, destacando el saludo al gobierno de Azaña y el envío de representantes del sindicalismo mexicano.²³⁸ *El Siglo* titulaba, “la mascarada de Cali”²³⁹, reseñando un espectáculo “lamentable” preparado por el presidente López.²⁴⁰ A decir verdad, el Congreso Sindical no solo generó preocupación en las franjas derechistas sino también en fracciones moderadas del liberalismo. El 17 de febrero de 1938, en el Senado colombiano, senadores liberales considerados “progresistas” como José Mar, Alirio Gómez y Samper Sordo, comisionados para redactar una proposición de censura contra el Congreso Sindical de Cali, repudiaban algunos de sus procedimientos, rechazando las tesis comunistas que pregonaban exacerbar la lucha de clases.²⁴¹

En realidad, la ofensiva contra los sindicatos no empezó bajo gobiernos conservadores, sino con la República Liberal; sobre todo, desde la presidencia de Eduardo Santos, quien alegó que la paz social dependía del fin de la huelga.²⁴² A partir de Santos, en 1938, se intensificó desde la esfera estatal el debilitamiento de los sindicatos ocasionando una implosión en su seno, entre un ala liberal y el ala comunista, que se consumó cuando la franja aliada de Santos decidió no acudir al cuarto congreso de la CTC en Barranquilla en 1940.²⁴³ Por ende, con Santos se consolidó un proceso de control del sindicalismo, buscando revertir su autonomía y poderío, generando el rechazo de movimientos populares y del gaitanismo.²⁴⁴ En efecto, desde el regreso del elitismo liberal al poder en 1938, imperaba una táctica de confrontación contra los izquierdistas para expulsarlos de la CTC.²⁴⁵

Esta reacción liberal contra el sindicalismo se acentuó durante el intermedio de Alberto Lleras Restrepo, que, en una editorial en *El Tiempo* el 4 de diciembre de 1945, acusó el sindicalismo de ser el instrumento del comunismo.²⁴⁶ En 1945, se empezó a aplicar con todo rigor la legislación restrictiva contra la huelga y un control férreo del

²³⁸, «En el Congreso Sindical-Marxista de Cali no se aprueba saludo a Santos», *El Siglo*, Bogotá, 21 de enero de 1938, p. 1.

²³⁹*Ibíd.*

²⁴⁰«La mascarada de Cali», *El Siglo*, Bogotá, 21 de enero de 1938, p. 4.

²⁴¹ «El sindicato marxista de braceros provoca un nuevo conflicto en Barranquilla», *El Siglo*, Bogotá, 9 de enero de 1938, p. 1.

²⁴²Medina Medófilo. *Historia del Partido Comunista de Colombia. Tomo 1. Bogotá*: Editorial Colombia Nueva 1980, p. 345.

²⁴³Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo...*, *op.cit.*, p. 195.

²⁴⁴*Ibíd.*, p. 177.

²⁴⁵Oviedo Hernández, Álvaro Augusto, Ideología política y sindicalismo en Colombia. Inicios de la ofensiva contra el llamado sindicalismo político. *Mem.soc / Bogotá (Colombia)*, 12 (25):117-131 / julio-diciembre 2008, p.128.

²⁴⁶*Ibíd.*, p. 123.

sindicalismo.²⁴⁷Esta voluntad de dominio del sindicalismo y de depurarlo, se concretó con la ley 6 de 1945 que institucionalizaba los sindicatos, moldeando un marco de la acción sindical con un fuerte control del Estado.²⁴⁸

A partir de 1946 y luego de la derrota presidencial de liberales contra los conservadores, la represión sindical se acentuó, recrudeciendo su movilización en contraparte. Esto era visible en la proliferación de huelgas y manifestaciones de fuerza del sindicalismo colombiano entre 1946 y 1947.²⁴⁹Finalmente, el sindicalismo se volcó hacia Gaitán, que era la figura política ascendente; después de periodos de tensiones con Gaitán, las corrientes comunistas y gaitanistas se reconciliaron en 1947, dándole más fuerza a la movilización popular²⁵⁰, obteniendo con esto, un segundo aire para la acción sindical, antes de la inclinación autoritaria de los regímenes conservadores a partir de 1949, que finalmente debilitaron decisivamente la CTC.

1.2.2. El ascenso de los movimientos socialistas y la figura del militante popular.

Después de la Primera Guerra Mundial, empezaron a propagarse con fuerza las ideas de la revolución rusa. En los albores de los años veinte, se encontraban más de 60 periódicos socialistas en todo el país, además se multiplicaban las plataformas socialistas que tenían cierta resonancia como el Congreso de Honda el 19 de mayo de 1920.²⁵¹Con la emergencia de las ideas socialistas y la cuestión social, el liberalismo daba un giro importante bajo el timón del general Benjamín Herrera que, el 24 de marzo de 1922, operaba un cambio de estrategia integrando y conciliando las ideas progresistas con el liberalismo y explicitando la voluntad de conquistar las masas.²⁵²

De hecho, el 1 de mayo de 1924 se instaló el Congreso Nacional Obrero y la Conferencia socialista, siendo para el comunista Ignacio Torres, el inicio de la ofensiva de las masas en todo el país, con una serie de huelgas.²⁵³Lo cierto era que algo nuevo ocurría, las franjas socialistas antes de 1924 no se definían en sí como comunistas, pero después de estas manifestaciones obreras, los socialistas comenzaron abiertamente a reivindicarse como

²⁴⁷*Ibid.*, p. 122.

²⁴⁸Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo...*, *op.cit.*, p. 197.

²⁴⁹*Ibid.*, p. 211.

²⁵⁰*Ibid.*, p. 215.

²⁵¹Torres Giraldo Ignacio. *Los Inconformes...*, *op.cit.*, p. 137.

²⁵²*Ibid.*, p. 153.

²⁵³*Ibid.*, p. 176.

comunistas. Desde entonces, grandes figuras comunistas empezaron a destacarse como Tomás Uribe y Francisco de Heredia.²⁵⁴ Sin embargo, en 1924, un grupo nacionalista como los *Leopardos*, aducía que, aunque se escuchaban susurros bolcheviques en Colombia, todavía el sentimiento de clase no había despertado en el proletariado.²⁵⁵

Pese a ello, estas olas socializantes se aceleraron en 1926 con la creación del primer partido de tendencia socialista de la historia de Colombia, el Partido Socialista Revolucionario-PSR-, que nombró como primer secretario a Tomás Uribe Márquez representante del liberalismo socializante.²⁵⁶ Este primer momento, fue una sorpresa y una advertencia para las elites que veían por primera vez como un partido fuera de la estructura elitista, tenía la osadía, a sus ojos, de competir y cuestionar el bipartidismo dominante.²⁵⁷ El PSR, fue la tentativa de concretizar la idea de crear un tercer partido de ideología izquierdista, reagrupando fuerzas diversas -sindicales, comunistas, socialistas, anarquistas-, pero esta heterogeneidad creaba disenso y no lograron a largo plazo, ponerse de acuerdo sobre la estrategia.²⁵⁸

Después de las primeras tentativas de politización, la Gran Depresión excitó el descontento social, soplando sobre las brasas de las ideas socialistas y revolucionarias, que permeaban con fuerza los sectores populares politizados. Por tal motivo, los años treinta significaron la maduración de los movimientos comunista y socialistas, que, en una reunión convocada durante la Asamblea General Obrera de mayo de 1929, con numerosos militantes del PSR, decidió formalmente la fundación del Partido Comunista de Colombia, oficializado el 17 de julio de 1930 en sustitución del PSR. Este partido, se presentó por primera vez a las elecciones de 1934 con el candidato indígena Eutiquio Timoté.

Desde entonces, junto con un sector de izquierda del Partido Liberal y la concertación con el sindicato CTC, el Partido Comunista promovió un “frente antifascista,” y fue un apoyo popular de los intentos de reformismo institucional de la *Revolución en Marcha* de Alfonso López Pumarejo. Ese frente antifascista y esa alianza coyuntural, fueron uno de los argumentos claves de los sectores nacionalista y reaccionarios en apoyo a su teoría de la existencia de conspiraciones comunistas; como en España, denunciaban “un Frente Popular

²⁵⁴*Ibid.*, p. 180.

²⁵⁵ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 60.

²⁵⁶ Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo...*, *op.cit.*, p. 94.

²⁵⁷ Calvo Opsina Hernando. *Colombia, laboratorio de embrujos; democracia y terrorismo de Estado*, Madrid: Foca Ediciones, 2008, p. 36.

²⁵⁸ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia: influencia del principal conflicto mundial de entreguerras en Colombia*. 1ª ed. Bogotá: Editorial carrera 7, 2006, p. 56.

rojo”. Esta teoría fue reforzada por la nueva doctrina del Komintern, que durante su VII congreso en 1935, ante el auge del fascismo, toleró las alianzas con los socialistas en el marco de frentes populares, frenando temporalmente las querellas con los socialdemócratas. Por ende, el PCC, aunque débil electoralmente, empezaba a pesar en la vida política colombiana, encauzando el apoyo popular hacia el proyecto reformista institucional de López Pumarejo, que llegó a la presidencia en 1934.²⁵⁹

1.2.3. Las tendencias subversivas y movimientos campesinos.

Para comprender la magnitud del problema agrario, es necesario retener que la estructura económica colombiana era esencialmente agraria. En 1960 el jurista funcionario y política liberal, Hernán Toro Agudelo, afirmó que aún en esos tiempos, Colombia tenía una estructura económicamente agraria que generaba el 40 % del ingreso nacional, proveía gran proporción de materias primas, siendo la fuente del 80% de las divisas disponibles; además, empleaba, directa o indirectamente, al 70% de la población, lo que representaba el 55% de la población activa.²⁶⁰ Colombia, pues, era especialmente un país rural, con un campesinado que tardíamente vivía en condiciones miserables, así como lo reconocía el estadista liberal Carlos Lozano Lozano en una conferencia en 1949:

Nuestra población colombiana es eminentemente rural; sobre diez y medio millones de habitantes, por lo menos siete de ellos viven en el campo, o en la vereda y la aldea. Los habitantes de las ciudades constituyen una notoria minoría. Podemos, pues, afirmar que los trabajadores de Colombia, son en cuatro quinta partes, labriegos o peones. Esos labriegos vegetan casi a la intemperie. El tugurio miserable, el oscuro bohío, apenas lo defienden de la lluvia y del sol.²⁶¹

Por eso, como en el resto del continente, en Colombia el problema de la tierra fue una de las luchas más severas y que más antagonismo provocó. Según el periodista Hernando Calvo Ospina hubo un choque entre la ofensiva por la acumulación de tierras por parte de las oligarquías y la reacción indígena y campesina para contrarrestarla.²⁶² De hecho, el embajador español informaba desde enero 1933 que la cuestión agraria generaba álgidos debates y

²⁵⁹Medina Medófilo, *op.cit.*, p.163.

²⁶⁰«Planteamientos y soluciones del problema agrario », Universidad de Medellín, n°7, agosto de 1960. En: Toro Agudelo Hernán. *Obras selectas*, Bogotá: Imprenta Nacional, 1982, p. 12.

²⁶¹«Autoridad y libertad», Conferencia pronunciada en el instituto Benjamín Herrera en Bogotá, en mayo de 1949. En: Lozano y Lozano Carlos. *Escritos políticos*, *op.cit.*, p. 396.

²⁶² Calvo Ospina Hernando, *op.cit.*, p. 33.

tensiones en Colombia, catalizados por las denuncias de los sectores populares, que ponían en tela de juicio la situación agraria colombiana.²⁶³

No es casualidad que los primeros focos de subversión y resistencia se dieron en las zonas rurales, donde campesinos e indígenas mediante ligas campesinas y colectivos indígenas, acrecentaban los reclamos por la partición injusta de la tierra. En 1919, ya existían gérmenes de insurrección y resistencia popular campesina que protestaban contra el desalojo de campesinos, y contra la explotación abusiva por las multinacionales y los latifundistas.²⁶⁴ Esto se acompañaba con el fortalecimiento de la resistencia indígena, como la que encarnó Quintín Lame en los años 1914 y 1916, contra los atropellos “feudales”.²⁶⁵ Este último, sobre todo en los años veinte, simbolizó la lucha y protesta de los indígenas por sus derechos sociales y colectivos.²⁶⁶

Realmente, como en las ciudades, el campo y en las zonas apartadas, hervía el malestar social, lo que el político comunista Gilberto Vieira sintetizaba aduciendo que cuando se fundó el Partido Comunista los campesinos colombianos eran verdaderos “siervos de la gleba”.²⁶⁷ Hace falta recordar que, siendo Colombia un país exportador de materias primas, sus fuentes de riqueza se encontraban en realidad en las zonas rurales y no urbanas. Por eso, los militantes socialistas y anarquista obtuvieron mayores resultados en zonas mineras, petroleras y bananeras que en las ciudades.²⁶⁸ En este aspecto, Diego Montaña Cuéllar, una de las más resonantes figuras de la izquierda liberal del siglo XX, aseveró que el Partido Comunista comprendió esta explotación en determinadas zonas rurales -como la zona cafetera y las regiones indígenas y del Cauca-, penetrando con fuerza en esos lugares.²⁶⁹

Como se ha dicho, el problema de la injusticia de la repartición de la tierra, constituía uno de los grandes ejes de los debates de la época, siendo denunciada arduamente por las corrientes socializantes. En concreto, *el Manifiesto del Unirismo* de Jorge Eliécer Gaitán, establecía la urgencia de una división entre tierras cultivadas y no cultivadas, proponiendo que las no cultivadas lo fueran en un plazo de tiempo de cinco años, sin lo cual pasarían a

²⁶³ AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Bogotá, 25 de enero de 1933, del embajador Juan Arregui al ministro de Estado de España. Nota n°14.

²⁶⁴ Torres Giraldo Ignacio, *op.cit.*, p. 119.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ Palacios Rozo Marco, *op.cit.*, p. 122.

²⁶⁷ Harnecker, Martha. *Combinación de todas las formas de lucha. Entrevista a Gilberto Vieira*. Bogotá: Ediciones suramericanas, 1988, p. 10.

²⁶⁸ Palacios Rozo Marco, *op.cit.*, p. 42.

²⁶⁹ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 127.

propiedad del Estado.²⁷⁰También, con la *Revolución en Marcha*, se intentó una solución reformista a la cuestión agraria, mediante la ley 200 de 1936, que intentó impulsar una mejor repartición de la tierra. Pero como otras reformas abortadas posteriormente, esta fue limitada, poco tiempo después, mediante la ley 100 de 1944²⁷¹, generando el descontento rural y manifestaciones de protesta que fueron duramente reprimidas.

A decir verdad, la represión en zonas rurales se hizo evidente desde los años veinte. En particular, en 1927 el presidente Abadía con una ley de orden y defensa social “la ley heroica”, había calmado la agitación que los comunistas sembraban en algunas regiones del país desde 1927, causando una represión sangrienta en todo el país.²⁷²Esta coacción virulenta de los movimientos sociales se acentuó bajo la República Liberal, que iniciaba en 1930 con la presidencia de Enrique Olaya Herrera. Sobre esto, en un informe de 1933, el embajador español en Bogotá se refería al “conflicto agrario” que provocaba disturbios y amotinamientos con tonalidades comunistas, siendo duramente reprimidas durante la presidencia de Olaya Herrera, por intermedio de su ministro del Interior el general Agustín Morales Olaya, quien: “(...) amenazó que se halla dispuesto a reprimir con toda energía cualquier movimiento de esa naturaleza.”²⁷³

A pesar de ello, las presiones campesinas e indígenas se hacían sentir, mientras los indígenas se movilizaban por la recuperación de los resguardos, las ligas campesinas reivindicaban sus derechos contra la aparcería y la titulación de baldíos.²⁷⁴Además, para defenderse de la violencia que padecían, los grupos indígenas empezaban a crear milicias de defensa y los campesinos ligas de defensa. Sobre este punto, en 1941, el diario conservador *El Siglo*, denunció el proyecto de creación de una guardia rural republicana con intenciones defensivas, que consideraba peligrosa.²⁷⁵

1.3. Crisis de representatividad del elitismo bipartidista (1930-1946).

En el umbral de los años treinta, una conjunción de crisis y cambios dispares se agravó en la década de los treinta, provocando el resquebrajamiento del viejo edificio del orden oligárquico bipartidista. Las oleadas de la crisis del 29, las mutaciones estructurales y la

²⁷⁰ Manifiesto del Unirismo (1933). En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 144.

²⁷¹ Hernández García José Ángel, *op.cit.*, p. 26.

²⁷² «Paralelo histórico», *La Patria*, Manizales, 12 de agosto de 1944, p. 3.

²⁷³ AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Bogotá, 12 de agosto de 1933, del embajador Juan Arregui al ministro de Estado de España.

²⁷⁴ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 24.

²⁷⁵ «Proyecto peligroso», *El Siglo, Bogotá*, 30 de mayo de 1941, p. 4.

politización de las masas, aceleraron su desmoronamiento fortaleciendo el advenimiento de una sociedad civil contestataria. Este fenómeno desembocó en una verdadera crisis de autoridad de las viejas elites bipartidistas, que ya no eran percibidas de forma incontestable como las legítimas representantes de la sociedad, considerándolas incapaces de resolver los problemas modernos.

Al respecto, se puede hablar claramente de una crisis de la representatividad, visible en múltiples manifestaciones como las intenciones de reformar y modernizar el sistema electoral restrictivo y censitario, para democratizarlo volviéndolo más representativo de la sociedad; también era palpable por el surgimiento de numerosas fundaciones de nuevos partidos de todas las tendencias que manifestaban la voluntad de conquista del poder por fuera del bipartidismo; y por último, se vislumbraba por el contraataque político de unas elites económicas temerosas que sus intereses ya no sean protegidos en el marco del bipartidismo, ante los peligros que se avecinaban.

1.3.1. La modernización de la maquinaria electoral (1930-1940).

En el ocaso de la hegemonía conservadora a finales de los años veinte, era manifiesto que el viejo sistema político estructurado como un republicanismo elitista y una democracia censitaria y restrictiva, no eran sostenibles porque los representantes políticos no encarnaban las aspiraciones mayoritarias y populares. Luego de tomar el poder a partir de 1930, bajo timón liberal se lanzó una modernización general de la maquinaria electoral con un proyecto de cedulaación, el sufragio universal, el voto directo y la instauración de la no participación política de las fuerzas armadas. Este proceso de modernización fortaleció las nuevas tendencias reformistas y acarreado que el Partido Conservador fuese cada vez más minoritario en el panorama nacional electoral.

Una de las reformas importantes que generó controversia, tensiones y revuelo fue la consagración de la cédula de identidad como único documento oficial de identificación electoral. Aprobados bajo el gobierno de Olaya (1930-1934), el proceso de cedulaación y el censo electoral permanente fueron oficializados el 5 de mayo de 1934,²⁷⁶ y efectivos durante el gobierno de Alfonso López Pumarejo (1934-1938). Más exactamente, la creación de la cédula fue iniciativa del liberal Gabriel Turbay para sanear el camino del sufragio y consagrar la

²⁷⁶ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 208.

dignificación del elector.²⁷⁷ Gradualmente, este proceso fue institucionalizando con leyes en los primeros años de la República Liberal.²⁷⁸ De manera que en febrero de 1935 la presentación de la cédula para participar en los actos electorales era obligatoria.

Queda claro que el proceso de cedulación, permitía evitar fraude y artilugios electorales que falseaban el proceso democrático, alterando los resultados. Entre otros, el liberalismo de izquierda aducía que el gran avance consistía en evitar que los muertos sufragaran contra los vivos.²⁷⁹ En el mensaje de instalaciones al Congreso nacional en 1936, el presidente López Pumarejo dejó claro que a pesar de la reticencia de algunos sectores, la cedulación de todos los ciudadanos y la creación de un código electoral iban a ser una realidad, trasportando a las elecciones transparencia y evitando abusos oficiales.²⁸⁰ Al respecto, desde la Embajada española se informaba que, en el mensaje presidencial del 20 de julio de 1938, López Pumarejo justificó que con el proceso de cedulación se había logrado la liberación del elector, trastocando las viejas prácticas imperantes.²⁸¹

Sin embargo, una franja importante de las elites de derechas, se oponía a dichas reformas. Entonces, surgió una oposición virulenta hacia el proceso de cedulación, que era atacado por múltiples motivos en la prensa conservadora.²⁸² Incluso se le acusó de favorecer la fabricación de cedulas falsas, por ejemplo, Laureano Gómez alegaba que el Partido Liberal contaba con un millón ocho cientos mil de cédulas falsas.²⁸³ En definitivas como concluía el historiador Javier Guerrero Barrón, la oposición a la cédula se erigió en doctrina conservadora.²⁸⁴ Estas acusaciones contra el proceso de cedulación continuaron cuando los conservadores regresaron al poder, durante la presidencia de Mariano Ospina en 1946. En

²⁷⁷ Conferencia leída el día 28 de abril de 1945 desde la radio difusora “Nueva Granada” de Bogotá. En: Turbay Gabriel. *Las ideas políticas*. Bogotá: Editorial Minerva, 1946, p. 99.

²⁷⁸ Se institucionalizó progresivamente el proceso de cedulación con: la ley 31 de 1929 expedida el 12 de noviembre de 1929. Tiempos después, mediante la ley 7 de 1934 expedida el 8 de noviembre de 1934, se complementó este proceso exigiendo de manera obligatoria la presentación de la cédula de ciudadanía en actos electorales a partir de febrero de 1935.

²⁷⁹ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 130.

²⁸⁰ Mensaje del presidente de la República, doctor Alfonso López Pumarejo, al instalar las sesiones del Congreso Nacional de 1936. En: Pumarejo López Alfonso. *Obras selectas: segunda parte, op.cit.*, p.111.

²⁸¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 31 de Julio de 1938, de Rafael Ureña al ministro de Estado en Barcelona. Asunto: remite mensaje presidencial al Congreso de Colombia el 20 de Julio de 1938, p. 4.

²⁸² El 7 de julio de 1936, *El Siglo* acusaba a los funcionarios liberales de obstruir voluntariamente el acceso al proceso de cedulación a las poblaciones partidarias del conservatismo como en Antioquia. El 4 de febrero de 1936, el diario conservador denunciaba que según el directorio nacional conservador del proceso de cedulación desvirtuaba las bases de organización del país. De su lado, *El Colombiano* de Medellín, el 1 de noviembre de 1936, sentenciaba que se les negó a los conservadores el acceso a la cedulación para prohibirles el acceso a las urnas.

²⁸³ Sáenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p. 157.

²⁸⁴ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 108.

efecto, Mariano Ospina también acusó ante el Congreso Nacional, las irregularidades del proceso de cedulación:

La múltiple cedulación, la cedulación de menores y el abierto empleo de métodos violentos para hacer imposible el acceso de grandes masas de ciudadanos a las urnas, son hechos abominables que ha sido extremadamente difícil desarraigar de ciertas poblaciones, pero que será preciso seguir combatiendo sin desmayo hasta alcanzar su anulación definitiva.²⁸⁵

Por otra parte, se profundizaba en la modernización de la maquinaria electoral con varias reformas trascendentales. Entre ellas, en 1936 se consagró en Colombia el sufragio universal masculino de mayores de 21 años para la elección a la Cámara de Representantes y para la Presidencia de la República, rompiendo con las prácticas electorales censitarias y capacitarias.²⁸⁶ También a partir de 1945, los electores podían elegir directamente a los senadores dejando atrás el modo de escrutinio indirecto. Con estas reformas electorales, a partir de 1945 se volvía efectiva en Colombia el sufragio universal y la elección directa, para: Presidencia, Cámara de Representantes, Asambleas Departamentales y Concejos Municipales. Lo importante de esta expansión del sufragio y del modo de escrutinio, fue el aumento significativo de la base electoral liberal, por lo que el liberalismo devenía, de ahora en adelante, la mayoría electoral en el país. Como lo rememoraba el historiador liberal Germán Arciniegas en los años cincuenta, desde el final de la hegemonía conservadora en 1930, el liberalismo era mayoría y había triunfado en los últimos veinte años, en todos los debates electorales, dominando cuatro quintas partes de las ciudades importantes.²⁸⁷ En efecto, desde 1930, el Partido Conservador perdía todas las elecciones en las que se presentaba.²⁸⁸ Solo ganaron la presidencial de 1946, porque el liberalismo presentó dos candidatos, pero sumando los votos de ambos, seguía siendo ampliamente mayoritario. Esto quedó verificado, con la derrota “preocupante” en la legislativas de 1947, donde triunfaría el ala izquierdista del Partido Liberal encabezada por Gaitán. En todo caso, la modernización del sistema electoral,

²⁸⁵ «Los sagrados intereses de la Patria son permanentes» mensaje del presidente de la República, doctor Mariano Ospina Pérez, al instalar las sesiones del Congreso Nacional de 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas*, *op.cit.*, p. 337.

²⁸⁶ Antes, bajo una concepción híbrida del sufragio -capacitaria y censitaria- solo podían ejercer el voto los hombres de 21 años, que fueran alfabetizados y con propiedad raíz de 1000 pesos o renta anual de 300 pesos. Esto suponía una reforma decisiva, en un país mayoritariamente analfabeto y empobrecido, acrecentando vigorosamente el cuerpo electoral.

²⁸⁷ Arciniegas Germán. *Entre la libertad y el miedo*. 1ª ed. Bogotá: Planeta, 1996, p. 231.

²⁸⁸ El historiador Christopher Abel afirma que en las elecciones legislativas de 1943 y 1945 el voto conservador se había reducido a aproximadamente un 33% y en las cuatro elecciones de 1945 -Asamblea Departamental, Cámara de Representantes, Senado, Consejo Municipal-, la participación conservadora se situaba entre 43 y 45%. En: Abel Christopher, *op.cit.*, p. 140.

demostraban claramente un cambio de las dinámicas electorales nacionales, que ocasionaba que el conservadurismo ya no era electoralmente mayoría en Colombia.

Otra reforma importante de este proceso de modernización democrática, fue la declaración de no deliberación de las fuerzas públicas mediante la ley 72 de 1930.²⁸⁹ Esta tentativa de fortalecer una fuerza pública republicana y neutral, también generó la oposición y crítica de los conservadores, debido a que en su mayoría el ejército era conservador. Incluso, se intentó una demanda de inconstitucionalidad para invalidar los artículos de la ley, denegada por la Corte Suprema el 16 de septiembre de 1932.²⁹⁰

En consecuencia, sea cual sea, la reforma a la maquinaria electoral y democrática, automáticamente generaba la oposición virulenta de las franjas conservadoras, que lo consideraba como un ataque ilegítimo al antiguo sistema tradicional. Por eso, si bien el historiador, Alexander Wilde, argumentaba que hasta 1948 hubo cierto consenso en la elite política colombiana para considerar la elección como la base de la legitimidad.²⁹¹ Por el contrario, desde que los conservadores perdieron las elecciones en 1930, y cuando la modernización democrática progresiva los hizo devenir minoría, manifestaron constantes arremetidas, para deslegitimar el proceso electoral de múltiples formas: alegando fraudes, violencias, o vicios en el proceso electoral. Como el 9 de abril de 1937 cuando el Directorio Conservador de Cundinamarca acusó al presidente de favorecer fraudes liberales.²⁹²

1.3.2. Las tentativas democráticas de nuevos partidos. (1930-1939).

Unos de los rasgos explícitos de la contestación del sistema elitista hegemónico fue la pululación de partidos políticos de diversas corrientes. Ya evocamos el caso del Partido Socialista Revolucionario que había culminado con la creación del PCC en 1930. Desde la franja derechista, se gestó al interior del Partido Conservador una tentativa política nacionalista con la fundación de la Acción Nacionalista Popular el 20 de abril de 1935. También desde orillas liberales, Gaitán y Carlos Arango Vélez crearon un partido –UNIR– con pretensiones de tercera fuerza en 1933, que fue perseguido y reprimido hasta su desaparición

²⁸⁹ La Ley 72 de 1930 en su artículo 1, decretaba: “*La fuerza armada no es deliberante. En consecuencia, los miembros del Ejército, de la Policía Nacional y los cuerpos armados de carácter permanente o municipal, no podrán ejercer la función del sufragio mientras permanezcan en servicio activo.*”

²⁹⁰ Sentencia de la Corte Suprema de Colombia el 16 de septiembre de 1932.

²⁹¹ Wilde Alexander. *Conversaciones de caballeros: la quiebra de la democracia en Colombia*, op.cit., p. 28.

²⁹² «El directorio conservador de Cundinamarca denuncia al presidente los fraudes liberales», *El Siglo*, Bogotá, 9 de abril de 1937, p.1.

ya que finalmente, fracasó en las elecciones de consejos municipales de 1934, provocando su disolución y el regreso de sus cabecillas a la disciplina liberal.

Por último, hubo una tentativa compleja y esclarecedora del desmoronamiento del orden oligárquico, que se manifestó cuando las propias elites económicas dudaron de los dos partidos históricos. Por eso, ellas también intentaron formar un partido, la APEN -Acción Patriótica Económica Nacional-. En efecto, partir de los años treinta, ante una realidad nacional convulsa, las elites económicas preocupadas y descontentas con las políticas favorables a los sindicatos y trabajadores, impulsaron la APEN, un movimiento político con pretensiones políticas de tomar del poder, que aunaba los sectores políticos descontentos: desde liberales partidarios del orden a miembros de las ligas de extremas derechas como los *Leopardos*, integrando sobre todo a las oligarquías económicas -latifundistas, financieros, industriales, representantes de las multinacionales- preocupadas con los acontecimientos.²⁹³ Para el liberal de izquierda -Diego Montaña Cuéllar-, este movimiento nacía de la intranquilidad en el seno de las elites económicas, que despertaba el clima de efervescencia social y la incapacidad del bipartidismo por ofrecer soluciones.²⁹⁴ Para el conservador, Gonzalo Restrepo Jaramillo, la APEN fue un movimiento que tenía que llegar inexorablemente, debido a la creciente influencia “de Moscú y del Frente Popular” que conformó López Pumarejo.²⁹⁵ En realidad, como concluía el periodista Calvo Ospina, los clanes oligárquicos de ambos partidos se juntaron en la APEN aterrorizados por la política de las masas.²⁹⁶

Aunque su experiencia electoral fue un rotundo fracaso -en las elecciones parlamentarias del 5 de mayo de 1935 obtuvieron un duro revés con solo 850 votos-²⁹⁷, la APEN iniciaba un precedente importante con la intromisión y control de los sectores económicos en la vida política del país. A pesar de su derrota electoral, este grupo constituyó un importante núcleo de encuentros entre sectores económicos y políticos que tejieron una red de relaciones fundamentales que sería relevante para el futuro de la vida política colombiana. Prueba de ello, durante el Congreso liberal de 1938, para escoger al candidato presidencial

²⁹³ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 7.

²⁹⁴ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, *op.cit.*, p.131.

²⁹⁵ Restrepo Jaramillo Gonzalo. *El pensamiento conservador: ensayos políticos*. Medellín: Editorial Tipografía Bedout, 1936, p. 112

²⁹⁶ Calvo Ospina Hernando, *op.cit.*, p. 46.

²⁹⁷ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 156.

que sucedería a López, la APEN presionó para el nombramiento de Eduardo Santos por encima de Darío Echandía que pretendía continuar con el reformismo de López Pumarejo.²⁹⁸

En conclusión, cuando el Partido Conservador decidió no participar en las elecciones siguiendo la política de abstención decretada en 1935, los partidos que emergían al margen del bipartidismo, intentaron ocupar los espacios dejados por el conservadurismo.²⁹⁹ Sin embargo, ninguno de ellos logró derrotar o poner en peligro el bipartidismo imperante, pero fueron una muestra de la contestación creciente en contra del orden bipartidista tradicional. Al no tener la maquinaria política de los dos partidos históricos, no lograron resultados en las urnas, pero alimentaban el sentimiento de peligro y acecho que sentían las elites políticas.

1.3.3. La ofensiva de los gremios oligárquicos como grupos de presión (1946-1959).

Ante los movimientos de masas candentes y las reformas socioeconómicas favorables a los sectores sociales, se percibía una preocupación profunda de las oligarquías económicas que como vimos anteriormente habían intentado la vía política mediante la APEN. Frente a ello, se organizaba, pues, y consolidaba una nueva elite plutocrática menos partidista, en la cual confluían banqueros, cafeteros e industriales.³⁰⁰ Estos según las áreas y los sectores, se organizaron en potentes gremios que llegaron a ser poderosos grupos de presión sobre las jerarquías dirigentes.

El historiador norteamericano James Malloy, resaltaba que la mayoría de los grupos de interés colombianos o asociaciones gremiales patronales o económicas emergieron justo antes o durante el periodo de crisis republicana -entre 1946 y 1959-, periodo en el cual surgían regímenes autoritarios. En efecto, en ese lapso de tiempo aparecieron la Asociación Nacional de Industriales –ANDI- en 1944, la Federación Nacional de Comerciantes –FENALCO- en 1945, la Unión de Trabajadores de Colombia –UTC- en 1946, la Asociación Colombiana de las Micro, Pequeñas y Medianas Empresas –ACOPI- en 1951, y la Federación Agraria Nacional –FANAL- en 1959.³⁰¹

Estos importantes gremios, dudando de la capacidad del bipartidismo como guardián del orden, y teniendo como objetivo principal la salvaguarda de sus utilidades privadas sobre los intereses públicos, fueron moldeando dos armas eficaces: “*el control del Estado, a través*

²⁹⁸ Hernández García José Ángel, *op.cit.*, p. 38.

²⁹⁹ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 156.

³⁰⁰ Palacios Rozo Marco, *op.cit.*, p. 20.

³⁰¹ Malloy James, *op.cit.*, p. 274.

de sus representantes incrustados en él; y su influencia en los sindicatos, ligas campesinas y organizaciones sociales, con el apoyo irrestricto del confesionalismo sindical.”³⁰²

En general, obtuvieron un gran poder que la vía política no les había dado, logrando debilitar su principal enemigo el sindicalismo político de la CTC, apoyando el sindicalismo confesional de la UTC dirigida por jesuitas.³⁰³ Algunos de ellos como la ANDI, adquirieron una gran capacidad para influir de manera decisiva sobre la vida política del País. Tanto así, que la Embajada de los Estados Unidos creía firmemente que los industriales de la ANDI fueron unos de los instigadores del cuartelazo de Pasto en julio de 1944.³⁰⁴ Toda una paradoja, puesto que esta asociación fue creada durante el segundo mandato de López Pumarejo porque este deseaba superar la resistencia de los empresarios a su política.³⁰⁵

De hecho, el historiador Eduardo Sáenz Rovner quien estudió a partir de los archivos de la ANDI, mostró que en 1946 la ANDI dominaba tanto el Congreso colombiano como los gabinetes bipartidistas de Mariano Ospina en 1946, oponiéndose frontalmente a la franja liberal liderada por Jorge Eliécer Gaitán.³⁰⁶ En efecto, en 1946 cuando los liberales se opusieron a nuevas tarifas aduaneras que beneficiaban los industriales de la ANDI, estos últimos se aliaron con Mariano Ospina que a partir de 1949 con mano dura, cerró el Congreso y gobernó por decreto, favoreciendo sus intereses mediante una política proteccionistas.³⁰⁷ Luego adhirieron al régimen reaccionario de Laureano Gómez que pretendía acabar con el liberalismo político y la influencia izquierdista.³⁰⁸

En realidad, desarrollaron una política oportunista, a base de pragmatismo y de giros de conciencia sin remordimientos. Por ejemplo, después de apoyar a Laureano Gómez lo traicionaron, promocionando el nombramiento del general Rojas Pinilla, porque consideraban a Laureano Gómez y su sucesor Roberto Urdaneta Arbeláez responsables de la violencia y el desorden.³⁰⁹ Se aseguraron con el nombramiento de Roja Pinilla en 1953, obtener una política favorable a la empresa privada, salvaguardando sus intereses y manteniendo a raya la agitación laboral y de izquierda.³¹⁰ Pero al igual que con los anteriores, cuando el general

³⁰²Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). El estado corporativo colombiano..., *op.cit.*, p. 102.

³⁰³*Ibid.*, p. 107.

³⁰⁴Atehortua Cruz, Adolfo León, *op.cit.*, p. 167.

³⁰⁵Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo...*, *op.cit.*, p. 181.

³⁰⁶Sáenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p. 14.

³⁰⁷*Ibid.*, p. 18.

³⁰⁸*Ibid.*, p. 14.

³⁰⁹Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo...*, *op.cit.*, p. 249.

³¹⁰ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p.284.

Rojas Pinilla se tornó demasiado intervencionista y nacionalista en economía, fomentaron su caída organizando una huelga patronal monumental que paralizó la economía del país en 1957, orquestada en consonancia con las élites liberales y conservadores. Este acuerdo consagraría un régimen autoritario excluyente, elitista y represivo, que bonificaba y protegía los intereses de las élites económicas.

Capítulo 2. Contestación al interior de los partidos tradicionales (1934-1946).

El orden bipartidista también era cuestionado internamente en su propio seno, por nuevas corrientes al interior del liberalismo y del conservatismo que ponían en tensión los partidos tradicionales, amenazándolos de implosión. En verdad, la nueva generación política que se consolidó en los treinta, impulsó nuevas tendencias y perspectivas en el interior de los dos partidos hegemónicos. Los nacionalistas aparecían del lado conservador y las tendencias reformistas y socialistas emergían del lado liberal. Estas tonalidades nuevas que se abrevaban de las nuevas ideologías -falangismo, fascismo, nacionalismo integral del lado conservador, socialistas, comunistas y progresistas del lado liberal-, provocaron una fragmentación interna de cada colectividad política.

Por eso, apartándonos de la visión preestablecida de un bipartidismo antagónico, y partiendo de la tesis del predominio desde principios de siglo de las lógicas de consenso y conciliación entre ambos partidos, expondremos como internamente se iban fracturando tanto el Partido Liberal como el Partido Conservador. Estas nuevas corrientes ideológicas que atravesaban los dos partidos históricos, contribuyeron a desestabilizar las prácticas del consenso bipartidista que habían estructurado la vida política nacional, y que solo se restableció con el Frente Nacional en 1958.

2.1. El fin de la política como “asuntos de caballeros”.

Primero, es necesario matizar un mito presente en el imaginario colectivo colombiano: la representación de un bipartidismo antagonista. En efecto como veremos, lejos de existir una rivalidad maniquea entre dos partidos que habrían colisionado constantemente, en realidad siempre predominaron las lógicas de consenso y conciliación, prácticas que se fortalecieron desde principio de siglo con el gobierno autoritario del general Rafael Reyes Reyes, siendo los periodos de enfrentamientos excepciones y no la regla.

Si bien en el siglo XIX hubo numerosos conflictos fratricidas, pugnas por el poder entre ambas colectividades; la aparición de la cuestión social había atemperado estas tendencias rivales. En el siglo XIX, podían permitirse el lujo de reñir por cuestiones religiosas, por la laicización o sobre la mejor forma de organización del Estado -centralismo o federalismo-, ya que no había unas masas politizadas y azuzadas por ideologías

emancipadoras. Pero en el primer tercio del siglo XX, emergía con fuerza la cuestión social debido a un malestar campesino e indígena agudo, al éxodo rural acelerado, a una proletarización de las grandes urbes y un modelo de desarrollo excluyente. Se entiende que estas lógicas de consenso fueron un mecanismo de defensa frente al auge de las fuerzas sociales populares. A este propósito, el historiador Vernon Lee Fluharty insistía que en Colombia siempre existieron fuerzas revolucionarias sociales fuertes, pero siempre se vieron debilitadas por la capacidad de unión y de conformación de un frente unido oligárquico bipartidista para salvaguardar el statu quo, siendo capaz para ello de limar asperezas en tiempos de crisis.³¹¹ Gerardo Molina precisaba: “*Si a veces aparecían fricciones en el interior de esta, en seguida se restablecía el acuerdo, a base de excluir a las clases medianas y bajas y a las gentes inconformes, de toda posibilidad de participar de la riqueza y el mando.*”³¹² Las lógicas de consenso eran el símbolo de lo que Alexander Wilde llamaba “la política como asuntos de caballeros”, una práctica conciliatoria utilizada constantemente por las elites colombianas para salir de crisis y proteger sus intereses de clase.

2.1.1. El predominio de las lógicas de consenso como instrumento de estabilización y dominación del orden oligárquico (1930-1949).

Durante el primer tercio del siglo XX, lejos de haber una alternancia tajante y violenta entre periodos liberales y conservadores, en realidad recurrían al uso frecuente de los gobiernos de unión o conciliación nacional y las cohabitaciones políticas permanentes en la administración pública³¹³. Por ejemplo, cuando gobernaba un liberal había ministros y agentes del Estado conservadores a todos los niveles -nacional como regional- y viceversa. Por eso, en tiempos de gobiernos conservadores, numerosos liberales ocuparon puestos importantes en la administración pública, por ejemplo, el presidente Enrique Olaya había sido ministro de Colombia en Washington.³¹⁴ De igual manera, el político Conservador Abel Carbonell recordaba que varios ministros liberales de la República Liberal habían tenido puestos importantes bajo la Hegemonía Conservadora.³¹⁵

³¹¹ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 11.

³¹² Molina Gerardo. *Las ideas liberales en Colombia: 1915-1934*, *op.cit.*, p. 37.

³¹³ Desde principios de siglo, fue el general Rafael Reyes que ponía fin a los antagonismos sangrientos de la guerra de los mil días (1899-1902), lanzando una conciliación general sumando a los liberales en vez de perseguirlos, espíritu que retomo la Unión Republicana en 1910. En efecto, esta última, a partir de 1910, constituyó “una tentativa suprapartidista”, para poner fin a las querellas entre liberales y conservadores. La Unión Republicana logró obtener la presidencia con Carlos Eugenio Restrepo (1910-1914).

³¹⁴ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p.250.

³¹⁵ Quincena Política XXV, abril 1 de 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas*, *op.cit.*, p. 91.

En concreto, a lo largo del periodo estudiado, siguieron las lógicas de consenso, sucediéndose varios gobiernos de conciliación nacional. Nada más durante el periodo (1930-1958) se pueden destacar varios acuerdos de cohabitación pacífica: La Concentración Nacional de Enrique Olaya Herrera (1930), la Convivencia Nacional de Eduardo Santos (1938), la Unión Nacional de Mariano Ospina Pérez (1946) y el pacto elitista del Frente Nacional (1958). Además, bajo el segundo López (1942-1945) y sobre todo en el intermedio de Alberto Lleras (1945-1946), sin grandes acuerdos oficiales, existieron prácticas conciliatorias cuando este último nombró a tres ministros conservadores en mayo de 1945.³¹⁶ Por eso, políticos como Gerardo Molina invitaba a entender al grupo de las elites colombianas, como un conglomerado hermético, aduciendo que: “(...) en *el orbe político, los conservadores y fuertes estratos liberales estaban asociados en la empresa de constituir un solo nudo de influencias*”.³¹⁷ Asimismo, el político liberal Alejandro López destacaba que: “*Los partidos tradicionales son una coalición permanente de matices, que se acentúan o se atenúan según la marcha de los acontecimientos políticos y económicos, pero muy especialmente al influjo de los jefes de cada tendencia*”.³¹⁸ Ello corrobora que estas lógicas de consenso eran mecanismos prácticos para preservar el “statu quo” hegemónico del orden oligárquico.

La permanencia de estas lógicas de consenso constantes durante la República Liberal (1930-1946), permiten desacreditar uno de los mitos políticos colombianos más enraizados, que suele representar el advenimiento de la República Liberal en 1930 como una transición contundente respecto con la hegemonía conservadora. Nada de eso, porque la República Liberal no era uniforme, y existieron diferencias sustanciales entre gobiernos liberales sucesivos: las presidencias elitistas de Olaya y Santos diferían con respecto al proyecto reformista de López Pumarejo. En pocas palabras, surgía claramente un liberalismo de ruptura contra el sistema oligárquico bipartidista, pero también permaneció en las jerarquías liberales un liberalismo de conciliación, más cercano a los conservadores que a las franjas de izquierda de su propio partido, que contribuyó la preservación del bipartidismo.

Por eso, si la República Liberal pudo emerger tan pacíficamente en 1930 fue porque Enrique Olaya encarnaba un liberalismo de concordia, como lo simbolizaba su proyecto denominado “Concentración Nacional” que respetaba el influjo conservador en la

³¹⁶Pécaut Daniel. *Política y sindicalismo...*, *op.cit.*, p. 188.

³¹⁷ Molina Gerardo. *Las ideas liberales en Colombia: 1915-1934*, *op.cit.*, p. 37.

³¹⁸Carta abierta «El individualismo y el Partido Liberal», de Alejandro López a Luis Eduardo Nieto Caballero, Londres, diciembre de 1929. En: López Alejandro. *Obras selectas*. Bogotá: Imprenta nacional, 1983, p. 357.

administración.³¹⁹ Desde su acceso al poder, Olaya alegó que no representaba únicamente el liberalismo, y promovió la necesidad de un frente bipartidista. Concluía el historiador, Medófilo Medina, que la Concentración Nacional de Olaya fue el instrumento reformista mediante el cual las elites buscaron salir de la difícil coyuntura de 1929-1933.³²⁰ En el mismo sentido, Christopher Abel, esbozaba que Olaya era el candidato al que la clase alta escogió en un contexto estremecido por la crisis política y económica, por su gran capacidad calculadora en el momento de repartir eficazmente el equilibrio del poder.³²¹ Incluso, Vernon Lee Fluharty, aseguraba que Olaya era nominalmente liberal, pero tenía muchos rasgos conservadores.³²² Esta cercanía con posturas ortodoxas conservadores, le acarrearón a Olaya dificultades cuando tuvo que enfrentar el descontento social latente.³²³

En cambio, el panorama cambió con la llegada en 1934 de Alfonso López Pumarejo y su voluntad reformista, que representaba un liberalismo de ruptura con el espíritu de conciliación porque buscaba socavar los viejos valores y cimientos del sistema.³²⁴ Ante el peligro reformador, rápidamente las elites de ambos partidos empezaron a promover un candidato conciliador como Eduardo Santos para el regreso de las lógicas conciliatorias. Efectivamente, Santos fue escogido y elegido en 1938, porque encarnaba el freno al proyecto de López Pumarejo y porque preconizaba la política de la Convivencia Nacional con una mano tendida hacia conservadores.³²⁵

Como Olaya, Eduardo Santos también era un buen calculador que sabía mantener cierto equilibrio entre los intereses liberales sin ofender a los conservadores, de ahí que la elite formó un consenso a su alrededor.³²⁶ Por esta razón, el directorio conservador le mandó una carta a Santos en 1938, en tono amigable solicitándole al presidente el regreso de la política de convivencia política, que tanta estabilidad le había dado antaño para poner fin a la violencia partidista y la política de abstención.³²⁷ De igual modo, en un informe de política general de octubre 1938, el embajador español presentó la Convivencia Nacional como un

³¹⁹ Villegas Aquilino. *Obras escogidas*, *op.cit.*, p. 704.

³²⁰ Medina Medófilo. *Historia del Partido Comunista de Colombia*, *op.cit.*, p. 163.

³²¹ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 112.

³²² Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 57.

³²³ Martínez Herrera, Ó. F, *op.cit.*, p.341.

³²⁴ Ospina Rodríguez Ernesto, «La Reforma de 1939», *El Siglo*, Bogotá, 5 de junio de 1939, p. 4.

³²⁵ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 97.

³²⁶ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 129.

³²⁷ «El directorio nacional conservador se dirige al presidente Santos, Carta del 6 de agosto de 1938», *El Siglo*, Bogotá, 7 de agosto de 1938, p. 4.

noble ideal del presidente Santos para ser bien visto por conservadores.³²⁸Inclusive, la Embajada española en otro informe notificaba que, bajo el régimen de la convivencia, había un empeñamiento de Santos de no contrariar en lo más mínimo al Partido Conservador.³²⁹Para *El Siglo*, después del gobierno “sangriento” de López Pumarejo surgía la sabiduría de Santos que les devolvía su dignidad a los conservadores,³³⁰animándolos a regresar a las urnas³³¹En un encuentro cordial en septiembre de 1938 entre Eduardo Santos y Laureano Gómez, el presidente prometía mantener la política de convivencia por encima de todo.³³²Por ello, el 19 de septiembre de 1938, Santos y Carlos Lozano expedían una circular a las autoridades seccionales, oficializando la Convivencia Nacional aboliendo cualquier esbozo de sectarismo.³³³ Sin embargo, a pesar del empeño de Santos por su política moderada, este no logró poner fin a la crisis de autoridad latente.³³⁴

Finalmente, en consonancia con estas lógicas de concordia, cuando los conservadores recuperaron el poder en 1946, se consagró nuevamente otra práctica de conciliación, cohabitación o consenso denominada la Unión Nacional de Mariano Ospina, mediante la cual el presidente conservador manifestaba su voluntad de reunir en una administración virtuosa las figuras más eminentes de ambos partidos tradicionales.³³⁵Ante el Congreso, en 1947, Mariano Ospina elogió los gobiernos de consenso en la historia de Colombia, mientras criticaba a los que se dejaron llevar por la pasión sectaria.³³⁶

2.1.2. El fin de los linderos ideológicos entre el elitismo de ambos partidos.

La preeminencia de las prácticas de convivencia y conciliación bipartidista habían puesto en evidencia las pocas diferencias ideológicas que subsistían entre ambos partidos. Para el nacionalista Silvio Villegas, las lógicas de consenso habían provocado que las líneas

³²⁸ AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 26 de octubre de 1938, del ministro de España en Colombia al ministro de Estado en Barcelona. Remite texto oración pronuncia por el Excmo. Señor presidente de la República, p. 3

³²⁹.AGA. Fondo 15, Caja 54/03119. Bogotá, 25 de enero de 1939, de la Legación de España en Colombia al MAE. Sección ultramar y Asia n° 13.Asunto: Informe sobre actual situación política de Colombia, p. 1.

³³⁰«Sangre y más sangre», *El Siglo*, Bogotá, 21 de enero de 1939, p. 5.

³³¹«Los acuerdos de la convención», *El Siglo*, Bogotá, 2 de febrero de 1939, p. 4.

³³² «El presidente Santos y Laureano Gómez en el día de ayer tuvieron una conferencia en Bucaramanga», *El Siglo*, Bogotá, 30 de diciembre de 1938, p. 1.

³³³ «El presidente Santos ratifica su programa de amplitud republicana y convivencia nacional», *El Siglo*, Bogotá, 20 de septiembre de 1938, p. 9.

³³⁴«Crisis de autoridad», *El Siglo*, Bogotá, 22 de enero 1939, p. 5.

³³⁵«Respuesta de Mariano Ospina a la renuncia ministros liberales», Bogotá, 19 de noviembre 1946. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 276.

³³⁶ «Los sagrados intereses de la Patria son permanentes», mensaje del presidente de la república, doctor Mariano Ospina Pérez, al instalar las sesiones del Congreso Nacional de 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 331.

divisorias entre ellos se nublaran, y, en la administración pública, se alternaban casi sin notarse, liberales y conservadores.³³⁷A su vez, *La Patria*, el 14 de marzo de 1939, aducía que liberales y conservadores se confundían ideológicamente.³³⁸

En términos generales, es cierto que las luchas por el federalismo y el centralismo, las tensiones acerca de laicización o la cuestión religiosa, habían sido resueltas en lo fundamental, y solo subsistían pequeños desacuerdos accidentales y residuales. Por ende, las grandes temáticas que en el siglo XIX opusieron con cierta virulencia ambas colectividades, estaban desactualizadas, como lo reconocía el nacionalista Gilberto Álzate Avendaño:

La política se desplaza hacia otros problemas, que no encuentran definición en los desuetos programas de antaño. Las libertades públicas, las relaciones del Estado con la potestad eclesiástica, el arancel aduanero y la forma de organización, unitaria o federal, que constituyeron el elenco doctrinal de los partidos y dieron pretextos a los airados abuelos para desangrar bizarramente en las guerras civiles, son temas de controversia gastados sobrepasados.³³⁹

En realidad, la cuestión social era la gran temática del momento, acentuada por la crisis económica del 29 y el influjo de idearios socialistas. En *el Manifiesto del Unirismo en 1933*, Gaitán aseveró que, en los temas trascendentales contemporáneos, es decir en lo económico y social, había concordancia en lo esencial entre las elites de ambos partidos:

Hoy la actividad política no se asienta, repito, sobre los postulados filosóficos, en donde sí se diferenciaban las dos grandes fuerzas históricas: conservatismo y liberalismo, sino en problemas diversos: el económico y social. Y en éstos, liberales y conservadores dirigentes se hallan en acuerdo. De ahí el enorme desconcierto y la confusión de ideas. Con diversos rótulos que antes correspondían a diversos contenidos, pugnan dos fuerzas en el fondo absolutamente iguales; de ahí que la política y el cambio de los partidos se reduzcan a simple posesión del gobierno, a simple cambio burocrático.³⁴⁰

De esta manera, frente la efervescencia social las elites de ambos partidos concordaban en la necesidad del orden, la autoridad y en la contención de la politización popular. El político conservador Abel Carbonell alegó en 1934, que el sentido común denotaba la necesidad de conformar un frente común tan amplio como posible para salvaguardar la

³³⁷Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, *op.cit.*, p. 5.

³³⁸«El parasitismo democrático», *La Patria*, Manizales, 14 de marzo de 1939, p. 4.

³³⁹«La candidatura de Ospina Pérez», 7 de noviembre 1937: En Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas*, *op.cit.*, p. 78.

³⁴⁰Manifiesto del Unirismo (1933). En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: parte primera*, *op.cit.*, p. 136.

organización política social imperante que se encontraba en peligro.³⁴¹ Por eso numerosas voces empezaron a apuntar la necesidad de un reajuste político hacia el futuro. En 1937, Álzate Avendaño afirmó: “*El área ideológica de los antiguos partidos está rebasada. Se necesita un reajuste para dar cabida a los nuevos hechos sociales y adecuarse a su dinámica.*”³⁴² *El Colombiano* aseveraba que la política del futuro no iba a ser dominada por la simple división entre conservadores y liberales, que empezaba a perder su eficacia y a petrificarse.³⁴³ Asimismo, figuras como Alfonso López Pumarejo exponían que los partidos habían perdido los viejos linderos y sus mojones divisorios para tornarse en áreas comunes, se empezaba hablar de la posibilidad de un partido único, puesto que las fosas doctrinarias entre ambos partidos se habían rellenado.³⁴⁴ A diferencia de López Pumarejo, Mariano Ospina no creía en un partido único para lograr los cambios, más bien propuso una nueva concertación nacional que pretendía unir ambas colectividades bajo una lógica nacionalista.³⁴⁵ Como lo sostenía el historiador David Roll, con el Frente Nacional a final de los cincuenta culminaba este proceso de uniformización entre ambos partidos por la pérdida de identidad que los hacía ver como dos corrientes de un mismo partido.³⁴⁶

2.1.3. La contestación de las lógicas de consenso bipartidista.

Estas prácticas de consenso progresivamente iban a ser denunciadas y cuestionadas tanto dentro como por fuera, de las dos colectividades históricas. Desde el interior se elevaban personalidades políticas que repudiaban y manifestaban la necesidad de acabar con esas costumbres. Para Gerardo Molina era claro que había llegado la hora de un nuevo pacto social para remplazar los consensos de elite.³⁴⁷ Por ende, las lógicas de coalición nacional flaquearon por las radicalizaciones de ambos partidos, por un lado, el liberalismo giraba a la izquierda con Gaitán y el Partido Conservador se radicalizaba bajo Laureano Gómez y los nacionalistas.³⁴⁸

³⁴¹«Por la doctrina», *Diario del Comercio*, Barranquilla 1929. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 27.

³⁴²«La candidatura de Ospina Pérez», 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 71.

³⁴³«Nosotros frente al nacionalismo», *El Colombiano*, Medellín, 12 de abril de 1939, p. 5.

³⁴⁴«La candidatura de Ospina Pérez», 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 84

³⁴⁵Jácome, J. (2015). Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959. En: *Estados de excepción y democracia liberal en América del Sur: Argentina, Chile y Colombia (1930-1990)*. Bogotá: Pontificia Universidad Javeriana, p. 110.

³⁴⁶Roll David, *op.cit.*, p. 13.

³⁴⁷Molina Gerardo, *Las ideas liberales en Colombia: 1849-1959*. 5ª ed. Bogotá: Universidad Libre, p. 417.

³⁴⁸Jácome, J. G. (2015). Los estados de excepción y el auge del presidencialismo..., *op.cit.*, p. 112.

Igualmente, la opinión pública en general, empezaba a expresar recelo y hasta rechazo de esos hábitos que consideraba como residuos del elitismo. Fueron varias las voces que se elevaron pidiendo claridad ideológica, para que cada fuerza asumiera abiertamente su tonalidad ideológica; así lo pedía el senador Alirio Gómez Picos en 1938: “*Necesitamos, pues, que todas las fuerzas ocupen su respectiva posición, que cada una defienda sus postulados políticos y económicos, pero que no siga perpetuando este orden confuso de las cosas (...)*”.³⁴⁹

Sin duda, los llamamientos constantes a la unión y colaboración bipartidista, generaron una especie de reacción alérgica en las masas liberales, incluso cuando procedían de un presidente popular como López Pumarejo durante su segundo mandato.³⁵⁰ En efecto, si bien en 1934 un enérgico y entusiasta López Pumarejo, recién llegado a la presidencia para su primer mandato, fue uno de los primeros en fustigar contra el sofisma de la Concentración Nacional de Olaya, que pretendía superar,³⁵¹ paradójicamente, tiempos después, un López Pumarejo derrotado y más tradicionalista, esbozaría la necesidad de regresar a esas lógicas de consensos reforzándolas con un Frente Nacional o un partido único.³⁵² En las corrientes del liberalismo moderado también surgieron posturas que, frente a la uniformización, reafirmaban la necesidad de franqueza en las posturas. En ese orden de ideas, en 1946 el candidato a la presidencia Gabriel Turbay prometía, si era elegido, la autonomía del liberalismo para gobernar acorde con sus propios principios y con sus propias doctrinas.³⁵³

Desde la franja socialista y progresista del liberalismo, Jorge Eliécer Gaitán fue uno de los grandes contradictores contra esas lógicas de alianzas bipartidistas, subrayando que su única finalidad era la repartición del poder político entre la elite para conservar sus prerrogativas.³⁵⁴ Con esto, Gaitán había puesto de manifiesto la falta de transparencia en los idearios bipartidista, que claudicaban sus principios por prebendas o intereses políticos. Por el contrario, el líder popular, en mayo 1946, puso de manifiesto que una verdadera democracia necesitaba partidos con doctrinas claras, para el sano contraste y la necesaria confrontación de

³⁴⁹Anales del Senado, «Discurso del senador Alirio Gómez Picos sobre el Congreso Sindical», Bogotá, 9 de febrero de 1938, p. 1588.

³⁵⁰«La declaración de López» ,24 de junio de 1950. En: Forero Benavides Abelardo. *Por la conciliación nacional. Un testimonio contra la barbarie política*. Bogotá: Editorial los Andes, 1953, p. 32.

³⁵¹Quincena XXXV, septiembre 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 114.

³⁵²Abel Christopher, *op.cit.*, p. 111.

³⁵³«Discurso pronunciado en la plaza de Cisneros de Medellín», 24 de enero de 1945. En: Turbay Gabriel, *op.cit.*, p. 9.

³⁵⁴Jácome, J. (2015). Los estados de excepción y el auge del presidencialismo..., *op.cit.*, p. 112.

ideas, para él, la ausencia de ello significaba que uno de los dos partidos había entregado sus banderas.³⁵⁵

De su lado, la extrema derecha, nacionalista y reaccionaria del Partido Conservador también empezó a arremeter contra las prácticas conciliatorias y de colaboración. En un libro de 1937 que tuvo mucha resonancia en la época *No hay enemigos a la derecha*, Silvio Villegas justificó que una de las necesidades de la contrarrevolución era destruir con urgencia el puente tendido entre tradición y *Revolución en Marcha*, que había constituido la experiencia conciliadora del republicanismo.³⁵⁶ Según estos, la praxis conciliadora como la Concentración Nacional de Olaya, desmoralizó y corrompió de cierta manera a numerosos conservadores con el reparto de puestos y prebendas. Por ello, *La Patria* espetó en febrero 1938: “Efectivamente, se vieron ministerios, legaciones, privilegios, chanfainas, corbatas, distribuidos entre representantes y senadores, como si se tratara de confituras destinadas a satisfacer la panza de los niños glotones.”³⁵⁷ Del mismo modo, con el regreso de los liberales de derecha al poder con Eduardo Santos el 7 de agosto de 1938, los nacionalistas condenaban y advertían sobre los espejismos de la política de Convivencia Nacional que despertó el entusiasmo y la ingenuidad conservadora que lo consideraron como un ideal republicano, eludiendo los alarmantes informes que revelaban que la violencia contra los conservadores también se ejercía bajo el gobierno de Santos.³⁵⁸ Ante esto, *La Patria* que se inclinaba cada vez más hacia el nacionalismo, condenaba sin cesar a los conservadores partidarios de la convivencia, retratando como símbolos del conservadurismo decadente a los encomiadores de Eduardo Santos.³⁵⁹ Con el tiempo, las tensiones y hechos de violencia aumentarían las diatribas nacionalistas enconadas contra la colaboración de Laureano Gómez con el gobierno de Santos. El 11 de enero de 1939, la masacre de conservadores en un mitin en el pueblo de Gacheta, servía de coartada para una nueva arremetida contra la Convivencia Nacional, tildada despectivamente de “pluto-laureanismo” criticando la ingenuidad conservadora que aceptaba las explicaciones de Santos.³⁶⁰ Sin embargo, *La Patria*, el 23 de enero de 1939, decretó con alivio que “la convivencia había muerto”.³⁶¹

³⁵⁵«Los partidos políticos en Colombia», mayo 1946, En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 192.

³⁵⁶Villegas Silvio, *op.cit.*, p. 85.

³⁵⁷«Servicios y recompensas», *La Patria*, Manizales, 22 de febrero de 1938, p. 5.

³⁵⁸«Cosas de la convivencia», *La Patria*, Manizales, 6 de enero de 1939, p. 5.

³⁵⁹«Hay conservadores sin permiso», *La Patria*, Manizales, 7 de enero de 1939, p. 3.

³⁶⁰«Un sentido de la lucha», *La Patria*, Manizales, 11 de enero de 1939, p. 3.

³⁶¹«El espejo roto», *La Patria*, Manizales, 23 de enero de 1939, p. 5.

Este compromiso relativo con conservadores generó también rechazo y tensión en los sectores izquierdistas del Partido liberal. El embajador español, Luis Avilés y Tiscar describió al respecto el temor en los sectores progresistas sobre la posible unión entre Eduardo Santos y Laureano Gómez en 1938, puesto que obligaba la República Liberal a transigir con los conservadores, pidiéndole al jefe conservador cinco nombres para posibles ministerios.³⁶² Para el historiador Christopher Abel, bajo Santos, la Convivencia Nacional provocó el inmovilismo de los partidos, puesto que los conservadores se limitaban a una aceptación silenciosa y el lopismo se mantuvo pasivo.³⁶³

Ahora bien, una de las prácticas de conciliación que padeció las virulentas críticas, fue lo que se conoció como “el romanismo”, neologismo en el nombre del senador y representante a la Cámara antioqueña Román Gómez Gómez, político convencido de la necesidad de las políticas de la colaboración con los gobiernos liberales. Sobre esto, el conservador Abel Carbonell en 1934 habló de la traición del romanismo, puesto que estas alianzas podían cambiar el equilibrio de las relaciones de fuerza. Un ejemplo claro, ocurrió en noviembre de 1934 cuando en la cámara alta, las fuerzas estaban equilibradas con 28 conservadores contra 25 liberales, pero lo que no impidió que Román Gómez y dos conservadores romanistas se aliaran con el liberalismo, cambiando el eje del poder decisorio.³⁶⁴ Esto generó las reprobaciones de los senadores conservadores que consideraban intolerable que Román Gómez y los dos otros romanistas fueran elegidos con la etiqueta conservadora.³⁶⁵ *La Patria* concluía que el romanismo y el olayismo eran comparables, en ambas: “*El soborno de conciencia era el plato del día. Se fomento el iscariotismo como empresa que ofrecía grandes y tocinos divididos.*”³⁶⁶ Finalmente, de manera oficiosa, el directorio conservador de Boyacá condenó desde Tunja, el 20 de noviembre de 1942, el romanismo o la colaboración con el gobierno liberal, que se aprovechaban de la debilidad de algunos conservadores para socavar la unidad del partido.³⁶⁷

No obstante, en épocas de agitación descontrolada, voces de ambos partidos lamentaron la imposibilidad de acudir a las viejas lógicas de consenso y conciliación. El 25 de octubre de 1945, el congresista liberal Abelardo Forero Benavides, elogiaba la política de

³⁶² AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 14 de octubre de 1939, de Luis Avilés y Tiscar al MAE. Informe sobre situación política.

³⁶³ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 130.

³⁶⁴ Quincena XXXVIII, 1 de noviembre de 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 131.

³⁶⁵ *Ibid.*, p. 134.

³⁶⁶ «Servicios y recompensas», *La Patria*, Manizales, 22 de febrero de 1938, p. 5.

³⁶⁷ «El directorio Conservador de Boyacá condena el romanismo», *El Siglo*, Bogotá, 1 de diciembre de 1942, p. 1.

colaboración del intermedio de Alberto Lleras Camargo, que permitió restablecer el orden, advirtiendo que, en materia política solo había dos caminos, la conciliación o la represión: “*la mano tendida o el puño cerrado*”.³⁶⁸ Cuatro años después, el 7 de septiembre de 1949 ante el Congreso el liberal, frente el abismo en el que se encontraba la República, el mismo Abelardo Benavides advirtió que se avecinaba el peligro del surgimiento de un gobierno militar por la incapacidad de los partidos de ponerse de acuerdo.³⁶⁹ En el mismo sentido, Enrique Santos anunciaba en su crónica *Danzas de las horas*, que el fin de la Unión Nacional de Mariano Ospina como el de la Concertación Nacional de Olaya en los años treinta, eran los síntomas del preludio a la violencia.³⁷⁰

2.2. La fragmentación interna en el seno del Partido Liberal (1933-1946).

El liberalismo, lejos de ser un partido monolítico, era atravesado por fuerzas centrífugas que terminarían por llevarlo a la debacle electoral en 1946. Se segmentaba “grosso modo” en tres grandes tendencias: una derechista autoritaria partidaria del orden y de un liberalismo sobre todo en lo económico; una moderada que prefería las lógicas del consenso; y una tendencia de izquierda reformadora e influenciada por las ideas socialistas. Como concluía Silvio Villegas: “*Dentro del partido liberal actúan tres tendencias claramente definidas: derecha, centro e izquierda*”.³⁷¹ Esta pluralidad de corrientes era el reflejo de las mutaciones en curso que habían trastocado el partido. Hernán Toro Agudelo, político y jurista del Partido Liberal, recordaba que la *Revolución en Marcha* de López Pumarejo era la culminación del cambio de centro de gravedad del partido que había iniciado con el general Rafael Uribe Uribe. Este, bajo el empuje del surgimiento de las grandes masas populares y del socialismo, desvió el liberalismo hacia un objetivo de democracia social que las reformas progresistas de 1936 de López Pumarejo intentaron concretizar.³⁷²

Sin sorpresa, estos cambios programáticos y estratégicos provocaron una reacción crítica de las derechas colombianas. Desde sectores conservadores se fustigaba por las concesiones ideológicas de un liberalismo “acomplejado”, frente la presión de la izquierda y

³⁶⁸Discurso a favor de la colaboración conservadora en el gobierno de Alberto Lleras, pronunciado en la Cámara de Representantes el 25 de octubre de 1945. En: Forero Benavides Abelardo, *op.cit.*, p. 9.

³⁶⁹Discurso pronunciado en la Cámara de Representantes, anales del Congreso, 7 de septiembre de 1949. En: Forero Benavides Abelardo, *op.cit.*, p. 6.

³⁷⁰ *Danzas de las horas*, «Preludio de la tragedia», *El Tiempo, Bogotá*, 1 de marzo de 1948. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 601.

³⁷¹ Villegas Silvio, «La consigna salvadora», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 3.

³⁷², ¿«Tiene vigencia el liberalismo como Partido de izquierda?»», *Acción Liberal*, Bogotá, Agosto 1966, n°1. En: Toro Agudelo Hernán. *Obras selectas, op.cit.*, p. 104.

los extremistas.³⁷³ Para el conservador Abel Carbonell, el Partido Liberal se encontraba en una situación de anarquía ideológica, por haber perdido su esencia y encaminarse hacia tendencias revolucionarias contrarias a la libertad.³⁷⁴ Laureano Gómez en un célebre discurso de febrero de 1938, diagnosticó la bancarrota y la decadencia del liberalismo que abandonaba sus principios y valores históricos.³⁷⁵ De la misma manera, los nacionalistas lo interpretaban como un liberalismo en decadencia que había perdido su esencia ideológica, devorada por influencias extranjeras comunistas y socialistas. En 1937, Álzate Avendaño sentenció que: “No hay que equivocarse. Del antiguo liberalismo sólo queda el rótulo y un vago fondo mitológico, que tiene cierta vigencia sentimental para las muchedumbres.”³⁷⁶

En definitivas, es importante retener que estas diversas corrientes en el interior del liberalismo provocaron fuertes antagonismos y tensiones que explicaban en gran parte el fracaso de los proyectos reformistas de la *Revolución en Marcha*.

2.2.1. Las tres corrientes del Partido Liberal colombiano (1930-1946)

El advenimiento de la República Liberal en 1930 no consolidó la unificación del liberalismo. Por el contrario, rápidamente aparecieron divergencias, disensos y una gran diferencia de corrientes que transmitía la impresión de varios partidos en uno.

La franja derechista del Partido liberal era reaccionaria en ciertos aspectos, pertenecientes a las fuerzas del orden compartían con los conservadores numerosos diagnósticos, sobre todo en materia de cuestión social. Por ejemplo, el influyente liberal de derecha Juan Lozano, recogía y difundía las acusaciones de reaccionarios falangistas y nacionalistas, sobre la existencia de un socialismo democrático en Colombia permeado por instrucciones moscovitas.³⁷⁷ Incluso, *El Siglo* describía a Juan Lozano como elemento liberal cómplice con el Partido Conservador,³⁷⁸ ironizando sobre su capacidad de acomodo real con el clan político que dominaba el país.³⁷⁹ Pero, sin lugar a dudas, la figura insigne de ese liberalismo elitista de derecha, fue Luis López de Mesa que en una conferencia el 27 de agosto de 1937, pronunció un discurso derechista exaltando el espíritu y el nacionalismo

³⁷³ Plata Bermúdez Francisco, «Concesiones doctrinarias», *El Siglo*, Bogotá, 29 de noviembre de 1939, p. 10.

³⁷⁴ Carbonell Abel, «Anarquía ideológica», *El Siglo*, Bogotá, 16 de diciembre de 1938, p. 4.

³⁷⁵ «La bancarrota del liberalismo», Conferencia el 27 de noviembre de 1938 en La Convención conservadora de Cauca. En: Gómez Laureano. *Obras selectas: primera parte*. Bogotá: Cámara de Representantes, 1981, p. 820.

³⁷⁶ La candidatura de Ospina Pérez, 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 71.

³⁷⁷ «Prohibidos a los católicos formar parte de la “FEDETA”», *El Colombiano*, Medellín, 15 de septiembre 1944, p.8.

³⁷⁸ «El comunismo lanza manifiesto contra la candidatura de Santos», *El Siglo*, Bogotá, 21 de abril de 1938, p. 1.

³⁷⁹ «AH! Don Juan Lozano», *El Siglo*, Bogotá, 3 de noviembre de 1937, p. 5.

como dos postulados esenciales de los pueblos, que los salvaban del marxismo.³⁸⁰ A partir de julio de 1936, de esta corriente surgió una poderosa oposición liberal de derecha contra su propio presidente López Pumarejo, compitiendo con el conservadurismo por el privilegio de asestar golpes de descrédito contra el régimen liberal.³⁸¹ Básicamente se oponía a la *Revolución en Marcha* de López Pumarejo, tanto por su reformismo como por sus prácticas de conciliación y movilización con los sectores populares y de izquierda. Así lo confirmó el encargado de negocios de España en Colombia, informando que el ala derechista del Partido Liberal se oponía a la alianza con fuerzas populares:

La derecha liberal es enemiga de cualquier entendimiento entre el Partido Liberal y las organizaciones de los trabajadores en la lucha contra los conservadores que evolucionan rápidamente hacia las posiciones ideológicas del fascismo, y se opone, asimismo, a la política exterior del gobierno que ha sido de apoyo a la Liga de Naciones y a la España republicana y de repudio a las agresiones de los países totalitarios contra los pueblos débiles³⁸².

Adicionalmente, el liberalismo de derecha también disintió de las corrientes progresistas, en temas económicos, rechazando el intervencionismo económico. Como recordaba el político liberal, Alejandro López, eran adeptos del “laissez faire”, del individualismo que veía el Estado como un simple gendarme.³⁸³

Por otra parte, este liberalismo elitista tuvo numerosas posturas ambivalentes, como las posiciones contradictorias frente a las dictaduras europeas. Por ejemplo, Enrique Santos³⁸⁴, en 1933, fustigaba contra las dictaduras totalitarias, pero al mismo tiempo admiraba el régimen autoritario portugués de Oliveira Salazar:

Abomino de las dictaduras, pero me gustan las ideas y la personalidad de un dictador. Oliveira Salazar. El dictador de Portugal, es el menos espectacular de los jefes de Estado. El más modesto. El más reñido con la populachería, con la violencia y con la fuerza.³⁸⁵

³⁸⁰«El profesor López de Mesa critica la orientación marxista del gobierno», *El Siglo*, Bogotá, 28 de agosto de 1937, p. 1.

³⁸¹«la Oposición liberal», *El Siglo*, Bogotá, 7 de julio de 1936, p. 3.

³⁸² AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 31 de mayo de 1938, de Juan Climent Nolla (encargado de negocios de España en Colombia) al ministro de Estado. Asunto: Da cuenta de la situación política de Colombia, nota n°73.

³⁸³Carta abierta «El individualismo y el Partido Liberal», de Alejandro López a Luis Eduardo Nieto Caballero, Londres, diciembre de 1929. En: López Alejandro. *Obras selectas, op.cit.*, p. 355.

³⁸⁴Político y periodista liberal, hermano del presidente Eduardo Santos.

³⁸⁵«Oliveira Salazar», *El Tiempo*, Bogotá, 21 de marzo de 1933. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 435.

Lo cierto era que el liberalismo de derecha era más cercano de los conservadores que de sus copartidarios de izquierda, y podemos sintetizar los grandes contornos de sus lineamientos, de la siguiente manera: liberales en lo económico, autoritarios y elitistas en lo político, y tradicionales desde el punto vista de los valores.

En segundo lugar, existió una franja moderada del liberalismo, pero que frente a un contexto de radicalización tendía a desaparecer, conminada a tomar partido por un bando. A menudo las derechas acusaban el “jacobinismo” liberal de tener dominado al liberalismo moderado.³⁸⁶ En realidad, los moderados se encontraban atezados entre dos fuerzas, ante las cuales se mostraba perplejo y titubeante. Debido a esto, *El Colombiano* describió un liberalismo de centro vacilante en un intermedio “entre Cristo y Lenin, entre Roma y Moscú”.³⁸⁷ La poderosa figura del conservadurismo Guillermo Valencia calificaba la actitud del liberalismo moderado de bifronte comparándola al mitológico Jano: “(...) *mirando hacia adelante con la máscara de la sensibilidad política y hacia atrás con la acritud sectaria.*”³⁸⁸ De su lado, los moderados se veían presionados por las derechas que los acusaban de ser responsables del avance comunista, gracias a la complicidad velada de su gobierno.³⁸⁹ Así pues, *La Patria* criticó el oportunismo de los liberales moderados que en numerosas declaraciones repudiaban el sindicalismo de izquierda, pero luego conciliaban con esas corrientes sindicales, como ocurrió durante el Congreso Sindical de 1938, en el cual los socialistas profesaron un acto de fe por los santistas.³⁹⁰

Efectivamente, la figura simbólica y que más encarnaba esta actitud pretendidamente moderada, fue el presidente Eduardo Santos. Su ambivalencia era resonante en campaña, donde era capaz a la vez de criticar y coquetear con las franjas izquierdistas y sindicales, como con conservadores. Su propio hermano, Enrique Santos, ironizó sobre él en 1937 que, en menos de 15 días, había lanzado programas con distintos sabores ideológicos, abriendo así una rendija de esperanza en las corrientes marxista del liberalismo.³⁹¹ Ante estas ambivalencias de los discursos de Santos, el Partido Comunista Colombiano tuvo que cambiar de posiciones varias veces, primero apoyándolo, luego retirándole el apoyo declarándose en

³⁸⁶ «Los elementos moderados del liberalismo se hallan dominados por el jacobinismo», *El Siglo*, Bogotá, 29 de marzo de 1936, p. 1.

³⁸⁷ «Roma y Moscú», *El Colombiano*, Medellín, 21 de noviembre de 1936, p. 3.

³⁸⁸ Valencia Guillermo, «El Congreso Sindical de Cali», *La Patria*, Manizales, 1 de febrero de 1938, p. 3.

³⁸⁹ «El Centrisimo», *Derechas*, Bogotá, 5 de febrero de 1937, p. 3.

³⁹⁰ «Un argumento invulnerable» *La Patria*, Manizales, 3 de febrero de 1938, p. 5.

³⁹¹ «Calibán contra Eduardo Santos» *El Siglo*, Bogotá, 24 de marzo de 1937, p. 5.

total oposición con su discurso.³⁹²Al respecto, el conservador Guillermo Camacho Montoya declaró en torno a la ambivalencia de Santos, que, si bien coqueteaba con los conservadores con la gentileza de las formas, en realidad era un servidor sometido a todas las fuerzas ocultas del liberalismo aliadas con los revolucionarios comunistas.³⁹³

Se ve pues que liberalismo de centro al querer seducir a todos llegaba a la paradoja de disgustar a muchos. Santos por su doble discurso generaba por lo menos perplejidad. *El Siglo* denunciaba las incoherencias del régimen destacando “*El espectáculo de contradicción y de confusiónismo*” de la presidencia santista.³⁹⁴En suma, Santos fue decepcionando a muchos, desgastando el amplísimo crédito que tenía al llegar a la presidencia. ³⁹⁵ Siguiendo los pasos de Santos, la Embajada de España informaba que Alberto Lleras³⁹⁶ reanudó por el camino de la ambivalencia, puesto que en 1945 sorprendió y desorientó a todo el espectro político con un acto altamente simbólico cuando nombró en Viernes Santo a tres ministros conservadores.³⁹⁷

Por último, en la franja izquierdista o socializante del Partido liberal, a partir de los años veinte, se produjo lo que Gerardo Molina llamaba los “intentos de socialización del Partido Liberal”, mediante los cuales varias figuras impregnadas de nuevas perspectivas ideológicas querían que el partido luciera otros atavíos doctrinarios inspirados en el socialismo.³⁹⁸La socialización de una franja del liberalismo, se concretizaba sobre todo con el cambio de timón doctrinario que operaba el general Benjamín Herrera, quien permitió la absorción y cooptación de los elementos socialistas en 1922.³⁹⁹En efecto, fue a partir de la Convención liberal de 1922, cuando el partido se apartó progresivamente de su credo a base de federalismo, individualismo y libre competencia, optando por un intervencionismo estatal, el proteccionismo y el apoyo a los obreros.⁴⁰⁰

Sus adversarios percibieron esta socialización o giro a la izquierda. El estadista conservador Azula Barrera, aseveró en su libro *De La revolución al orden: proceso y drama*

³⁹²«El comunismo lanza manifiesto contra la candidatura de Santos», *El Siglo*, Bogotá, 21 de abril de 1938, p. 1.

³⁹³ Camacho Montoya Guillermo, «Eduardo Santos o la tragedia de los moderados», *El Siglo*, Bogotá, 16 de marzo de 1937, p. 4.

³⁹⁴ «Panorama de contradicción y de confusión», *El Siglo*, Bogotá, 3 de junio 1939, p. 4.

³⁹⁵*Ibíd.*

³⁹⁶ Gran figura del liberalismo colombiano. Estadista que fue presidente en dos ocasiones: durante el interinato después de la renuncia de López Pumarejo (7 de agosto 1945-7 de agosto 1946) y fue el primer presidente del Frente Nacional (1958-1962).

³⁹⁷AGA. Fondo 15, Caja 54/03197. Bogotá, 16 de abril de 1945, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Asunto: nombramiento ministerios alemanes conservadores, p. 1.

³⁹⁸Molina Gerardo. *Las ideas liberales en Colombia 1849-1959, op.cit.*, p. 389.

³⁹⁹ Marcos Palacios, *op.cit.*, p. 71.

⁴⁰⁰Gaitán Bohórquez, J., & Malagón Pinzón, *op.cit.*, p. 299.

de un pueblo que, influenciados por la época del Frente Popular de España y la política del segundo Roosevelt, los dirigentes liberales permeados por las ideas comunistas, emprendieron un viraje a la izquierda.⁴⁰¹ En efecto, también para Álzate Avendaño, con los prospectos de reformas sociales que presagiaban la era de López Pumarejo y sus aliados, la República se volcaba hacia a la izquierda.⁴⁰² *El Siglo* para describir esa corriente izquierdista del Partido liberal, hablaba de un “liberalismo socializante”.⁴⁰³ Por su lado, el embajador franquista utilizaba para calificar a los gobiernos liberales, el adjetivo despectivo de “izquierdizantes”.⁴⁰⁴

De inmediato, la izquierda liberal fue el blanco de las diatribas de las derechas colombianas que las designaban como responsables del caos, de la inestabilidad, y de la penetración comunista. Siempre se le acusaba de haber sido un problema para la convivencia bipartidista, restándole prestigio y fuerza al legado bipartidista.⁴⁰⁵ En este sentido, el conservador Restrepo Jaramillo acusaba el liberalismo de izquierda de ser la principal causa de la situación antirrepublicana y antipatriótica, por haber contribuido, decía, a dar lustre y decoro a los desmanes de la turba y al atropello de las autoridades.⁴⁰⁶ A menudo, la prensa derechista, designaban a los liberales de izquierda como “el caballo de Troya del liberalismo”.⁴⁰⁷ Sobre el particular, el 17 marzo de 1936, *El Siglo* acusó a dos figuras del liberalismo de izquierda, los senadores Gerardo Molina y Diego Luis Córdoba, de ser los máximos representantes del marxismo en Colombia y el símbolo de la captación de los sufragios populares.⁴⁰⁸

2.2.2. Fuerzas centrifugas y antagónicas en el seno del liberalismo.

Estas tendencias contradictorias generaron tensiones y debilitaron el Partido Liberal, que a la postre perdió por disensiones internas el poder adquirido en 1930, frenando con esto las intenciones modernizadoras y reformistas que había lanzado la *Revolución en Marcha* a partir de 1934, desaprovechando la ventaja de que, desde 1935 hasta 1936, ante la abstención electoral conservadora, el Congreso fue todo liberal. Los desacuerdos y querellas internas se

⁴⁰¹ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 54.

⁴⁰² «En nombre de la nación», 17 de enero de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 58.

⁴⁰³ «El liberalismo socializante», *El Siglo*, Bogotá, 24 de febrero de 1939, p. 4.

⁴⁰⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03197. Bogotá, 29 de octubre de 1945, de la Legación española en Colombia a MAE. Da cuenta de actos celebrados el día 12 de octubre. Nota n°194, p. 2.

⁴⁰⁵ Carta abierta «El individualismo y el Partido Liberal», de Alejandro López a Luis Eduardo Nieto Caballero, Londres, diciembre de 1929. En: López Alejandro, *op.cit.*, p. 357.

⁴⁰⁶ «Los liberales de centro», *El Siglo*, Bogotá, 5 de noviembre de 1936, p. 3.

⁴⁰⁷ «El Doctor Eduardo Vázquez Zafra habla del descalabro», *La Patria*, Manizales, 13 de julio de 1944, p. 1.

⁴⁰⁸ «Ser o no Ser», *El Siglo*, Bogotá, 17 de mayo de 1936, p. 3.

encontraban a todos los niveles y se expresaban en todos los soportes. Como sucedió del lado conservador, los diarios liberales de diferentes tendencias se enfrentaron ásperamente.

Con el transcurso de los años, ante las turbulencias sociales, se fueron radicalizando dos posturas, según el historiador norteamericano Bushnell, un liberalismo de elite y un liberalismo populista: “*la jerarquía oficial del partido y los rebeldes populistas encabezados por Gaitán*”.⁴⁰⁹ El propio presidente López Pumarejo, admitió ante el Congreso en 1936, que el abismo entre la izquierda y la derecha se marcaba cada día más.⁴¹⁰ En el mismo sentido, Jorge Eliécer Gaitán declaró en 1933 sobre el desfase entre una elite liberal del partido y las masas liberales: “*Con el paso del tiempo se fue creando un antagonismo entre el pensar de los dirigentes liberales y el sentir borroso de las masas que ha tratado de expresarse en las denominaciones de liberalismo machesteriano*⁴¹¹ *y liberalismo izquierdista*”.⁴¹² De su lado, *El Siglo* hablaba de una franja derechista y centrista, por un lado, y por otro, del sector izquierdista revolucionario, compuesto en su mayor parte por: “*los sindicatos y simpatizantes con una política de realizaciones socialistas y comunistas*”.⁴¹³

Sin embargo, hay que precisar que, si bien en 1945 el candidato presidencial liberal Gabriel Turbay aducía con orgullo que los colombianos podían ufanarse de la alternativa en el poder y el traspaso pacífico en 1930, sin una gota de sangre⁴¹⁴, en el primer gobierno de la República Liberal de Olaya (1930-1934), no se pretendió proceder a grandes reformas de estructura y más bien se dio un continuismo. En efecto, la administración de Olaya fue un periodo de transición entre el viejo orden y el nuevo orden de cosas, como lo señaló el ideólogo y político conservador Rafael Bernal Jiménez.⁴¹⁵

Cosa distinta ocurrió con la llegada al poder de López Pumarejo en 1934. Su proyecto de la *Revolución en Marcha*, tenía visos de reformismo y voluntad manifiesta de cambio. Con esto, inició una virulenta reacción de las derechas amenazadas por tal proyecto. Dentro de esas derechas se encontraba el liberalismo de elite que, junto con el Partido Conservador,

⁴⁰⁹ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 268.

⁴¹⁰ Mensaje al Congreso Nacional en las instalaciones de 1936. En: Pumarejo López Alfonso. *Obras selectas: segunda parte, op.cit.*, p. 96.

⁴¹¹ Las élites colombianas utilizaban a menudo ese término para etiquetar el liberalismo capitalista clásico del siglo XIX, de corte anglosajón.

⁴¹² Manifiesto del Unirismo (1933). En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 135.

⁴¹³ «Olaya y López», *El Siglo*, Bogotá, 14 de julio de 1938.

⁴¹⁴ Discurso pronunciado el 2 de febrero de 1945, en el Hotel Granada. En: Gabriel, *Las ideas políticas, op.cit.*, p. 31.

⁴¹⁵ Conferencia de Rafael Bernal Jiménez, «Una revolución de contrabando. La historia del Congreso Liberal de 1935 marca la trayectoria triunfante del marxismo criollo», *El Siglo*, Bogotá, 20 de abril de 1936.

fungió rápidamente como un opositor implacable. Por consiguiente, los primeros adversarios y críticos del gobierno reformista lopista, fueron los representantes del poderoso liberalismo elitista. En las líneas de *El Siglo* se podía leer, en abril 1936, que el liberalismo había sido traicionado por López Pumarejo, resaltando la necesidad de una reacción virulenta, no solo de las masas conservadoras sino de todos los partidos que todavía no se hubieran alistado bajo “la roja escarapela soviética”.⁴¹⁶

En definitivas, los retos modernos escindieron el liberalismo entre, por un lado, los que defendían la necesidad de dar respuesta a las demandas sociales, y otros que más bien manifestaban sus deseos de trazar distancias, privilegiando el fortalecimiento de una gobernabilidad en una alianza bipartidista. El 7 de septiembre 1936 el divorcio entre masas y elitismo liberal estaba consumado, en una manifestación sindical que se dirigió hacia el palacio de Nariño, las masas mostraron su apoyo a López Pumarejo y gritaron durante el cortejo muera a Olaya Herrera, a Alfonso Araujo, a Calibán, a *El Tiempo*.⁴¹⁷ Por el otro lado, en la Convención liberal, el 22 de julio de 1937, las franjas derechistas del partido protestaban y denunciaban la avenencia del izquierdismo con el presidente.⁴¹⁸ Por esta razón, López Pumarejo se quejó por la presión sobre su gobierno para que se inclinara hacia la izquierda o a la derecha:

La opinión se empeña en que el Gobierno entre a decidir una pugna artificial que se viene acentuando entre derechas e izquierdas. Cada día son más vivos los esfuerzos por precipitarlos como aliado de la unas o las otras. (...) con una misma política, el Gobierno aparece dirigiendo la extrema izquierda o estimulando los débiles arrebatos reaccionarios.⁴¹⁹

Sobre este punto, el célebre Congreso Sindical de Cali de 1938 fue el símbolo de estos antagonismos, generó muchos debates, revelando las asperezas y las profundas divisiones en el seno del liberalismo. Al respecto una figura descollante del Partido Conservador, Guillermo Valencia, aseguró que en el Congreso de Cali se vieron las dos tácticas del liberalismo enfrentadas: “*La liberal propiamente dicha, desteñida, desmayada, irresoluta (...) y la marxista audaz, agresiva, afirmativa, intransigente, calculadora, zorruna y militante.*”⁴²⁰ *El*

⁴¹⁶ *Ibid.*

⁴¹⁷ «fue ayer el palacio a ofrecer su apoyo a al presidente del Frente Popular», *El Siglo*, Bogotá, 8 de septiembre de 1936, p. 1.

⁴¹⁸ «Por orden de Santos la Convención Nacional Liberal», *El Siglo*, 22 de julio de 1937, p. 1.

⁴¹⁹ Mensaje al Congreso Nacional en las instalaciones de 1936. En: Pumarejo López Alfonso. Obras selectas: segunda parte, *op.cit.*, p. 91.

⁴²⁰ Valencia Guillermo, «El Congreso Sindical de Cali», *La Patria*, Manizales, 1 de febrero de 1938, p. 3.

Siglo concluyó que, en el Congreso de Cali, ante un concilio enteramente liberal, se confortó la ruptura entre los santistas y la izquierda.⁴²¹

De ese modo, estas dos grandes tendencias rivales fueron encarnadas por el duelo entre el antiguo presidente Olaya Herrera y López Pumarejo. Este enfrentamiento llegó a niveles enconados en enero 1937, lo que reflejan las páginas de *La Patria* que informó que la pugna entre olayistas y lopistas se acentuaba cada día más.⁴²² Con la muerte de Olaya, el enfrentamiento continuó entre López Pumarejo el reformista y Santos el moderado, el primero contaba con el apoyo popular, el segundo concentraba el amparo de los jerarcas del liberalismo y de las fuerzas conservadoras. Incluso, fue tal la hostilidad entre copartidarios, que *El Siglo* en 1937 comentó acerca de un supuesto complot del santismo contra López Pumarejo.⁴²³

Posteriormente, durante la campaña electoral de 1938, los liberales se dividieron entre izquierda y derecha: la izquierda apoyaba la candidatura de Darío Echandía mientras la derecha sostenía la de Santos.⁴²⁴ Esas elecciones reflejaron el grado de enfrentamiento en el seno del liberalismo entre un bloque antilopista y un lopismo aislado dentro de su propio partido, pero con un gran sostén popular. Finalmente, durante la gran Convención Liberal del 21 de julio de 1937 en el teatro Colón de Bogotá, se pretendió sellar la unión liberal repulsando los frentes populares e influencias socialistas, con el voto para designar candidato, triunfando finalmente Santos quien obtuvo 155 votos contra 46 para Echandía.⁴²⁵

Posteriormente, el inicio de su mandato, Santos buscó rápidamente distinguirse y demarcarse de la obra de López Pumarejo.⁴²⁶ En noviembre de 1941, ambos se reunieron para conversar y buscar soluciones a los antagonismos sin lograr reconciliación verdadera. *El Siglo* recalcó que no había acuerdo posible entre “el izquierdista y el moderado”, arguyendo por ejemplo que mientras el primero se apoyaba en los sindicatos obreros, el segundo los combatió, mientras el primero a punta de chantaje hizo una reforma del concordato, Santos evitaba las querellas religiosas.⁴²⁷ En cuanto a eso, la Embajada española analizó que Santos y su política de la Convivencia Nacional con los conservadores, fracturó dos tendencias: “*Como*

⁴²¹«La ruptura entre los santistas y los izquierdistas en el Senado» *El Siglo*, Bogotá, 11 de febrero de 1938, p. 1.

⁴²²«Pugna entre olayistas e izquierdistas», *La Patria*, Manizales, 23 de enero de 1937, p. 1.

⁴²³«Existe complot santista para derrocar al presidente de la República Doctor Alfonso López», *El Siglo*, Bogotá, 4 de abril 1937, p. 1.

⁴²⁴ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 118.

⁴²⁵ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 273.

⁴²⁶«Santos y López», *La Patria*, Manizales, 26 de abril de 1939, p. 1.

⁴²⁷«La unión en marcha», *El Siglo*, Bogotá, 23 de noviembre de 1941.

*V.E sabe, el Doctor Santos es partidario decidido de la convivencia política, al paso que muchos elementos del partido liberal continúan estimando que el gobierno debe seguir la política de partido que caracterizó el periodo del Doctor López”.*⁴²⁸

Como era de suponer, las pretensiones reeleccionistas de López Pumarejo que quería regresar al poder en 1942, generaron una punzante oposición. En 1940, el presidente Santos se enfrentó personalmente vetando la candidatura de López Pumarejo.⁴²⁹ A este propósito, el 31 de agosto de 1940, *El Siglo* tituló: “*Lopistas y antilopistas ahondan sus rencores*”.⁴³⁰ Incluso, senadores liberales del movimiento anti-reeleccionista contra López Pumarejo, amenazaron con que no habría paz si no renunciaba a la reelección, defendiendo a la par enérgicamente la candidatura del liberal Carlos Arango para enfrentar “el vandalismo” lopista.⁴³¹ Incluso estos resentimientos dividían a las familias de los liberales: a las querellas entre los hermanos Alfonso y Eduardo López Pumarejo, se sumaban las disputas en el parlamento entre los hermanos Lleras Camargo, -Felipe Lleras Camargo atacaba a Alberto Lleras Camargo que fungía como ministro de gobierno-.⁴³²

Entre tanto, la voluntad de regreso de López Pumarejo desató las iras de las elites liberales tanto la moderada de Eduardo Santos como la reaccionaria. Hasta Juan Lozano Lozano buscó un acercamiento con conservadores para crear un movimiento de resistencia nacional.⁴³³ De igual forma, Azula Barrera contó que, ante el proyecto de reelección de López Pumarejo, se fue constituyendo un pacto elitista que agrupaba a las fuerzas del orden conformadas por liberales y conservadores.⁴³⁴ La ruptura interna del liberalismo era cada vez más flagrante. Por algo, el candidato liberal de las elites a la presidencia, Carlos Arango Vélez, admitía que su partido estaba dividido en dos bandos irreconciliables sobre la sucesión presidencial de 1942.⁴³⁵ Confiado para la contienda electoral, Carlos Arango, aseguró que las dos terceras partes de la opinión estaban en contra de la reelección de López Pumarejo.⁴³⁶ Pero las elecciones de mayo de 1942 demostraron lo contrario, puesto López Pumarejo ganó

⁴²⁸AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 22 de octubre de 1938, del ministro de España al ministro de Estado en Barcelona. Remite discurso del Dr. Gabriel Turbay líder del liberalismo, p. 1.

⁴²⁹«El presidente Eduardo Santos veta candidatura del Sr. Alfonso López», *El Siglo*, Bogotá, 22 de septiembre de 1940, p. 1.

⁴³⁰«Lopistas y antilopistas ahondan sus rencores», *El Siglo*, Bogotá, 31 de agosto 1940, p. 3.

⁴³¹«No habrá paz ni unión en el liberalismo mientras López no retire su candidatura», *El Siglo*, Bogotá, 20 de noviembre de 1941, p. 1.

⁴³²«El parlamento liberal», *El Siglo*, Bogotá, 20 de octubre de 1937, p. 2.

⁴³³Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 134.

⁴³⁴*Ibid.*, p. 139.

⁴³⁵«El caos liberal», *El Siglo*, Bogotá, 14 de agosto de 1941, p. 4.

⁴³⁶*Ibid.*

ampliamente con casi el 59 % de los votos contra la candidatura de Carlos Arango quien contaba con el apoyo de las elites liberales y conservadoras ya que, el 3 de mayo de 1942 los principales jefes conservadores -Darío Botero Izasa, Laureano Gómez, Primitivo Crespo y otros - habían dado la orden de votar por Carlos Arango, siendo el candidato de Santos y de las elites contra esta reelección.⁴³⁷

Como era de esperar el triunfo rotundo de López Pumarejo para su segundo mandato no amainó la tensión. El 4 de septiembre 1942, en una primera plana publicaba en *El Siglo*, se mencionaba que el nuevo presidente consideraba a Eduardo Santos como un enemigo del gobierno.⁴³⁸ En octubre 1943, desde el mismo Partido liberal, se desató una crisis ministerial con la salida de Darío Echandía del gabinete ministerial.⁴³⁹ El 24 de septiembre de 1944, se publicó en la prensa la carta de renuncia a la dirección liberal de Eduardo Santos, alegando desencuentros con López Pumarejo, y acusándolo después del cuartelazo de Pasto, de actuar de manera dictatorial mediante decretos-leyes.⁴⁴⁰

Este antagonismo latente en el liberalismo se expandía a todos los niveles. Así lo confirmaban las disputas en la prensa que se pretendía liberal, como en agosto de 1941 cuando Calibán de *El Tiempo* criticó con virulencia a los redactores de *El Liberal*, por sus insolencias calificándolos como un grupo “rencoroso, intransigente y engreído”.⁴⁴¹ A su vez, el embajador español destacó la rivalidad de los lugartenientes de las cabecillas del liberalismo, como la que ocurrió por la sucesión del Ministerio de Relaciones Exteriores entre Gabriel Turbay y su sucesor Carlos Lozano Lozano, que eran rivales y que se miraban con recelo de reojo.⁴⁴² En Manizales, *La Patria* narra la existencia de una verdadera lucha de clases enconada entre los copartidarios liberales que hacía imposible la unidad.⁴⁴³

El liberalismo, pues, no logró conciliarse, a pesar de que hombres importantes entre sus líderes, como el candidato presidencial Gabriel Turbay, que en 1945 reclamaba la unidad liberal destruyendo las barricadas internas.⁴⁴⁴ Estas disensiones y querellas internas llevaron el

⁴³⁷*El Siglo*, 3 de mayo de 1942, p. 1

⁴³⁸«El presidente considera a Santos enemigo del gobierno», *El Siglo*, Bogotá, 4 de septiembre de 1942, p. 1.

⁴³⁹«Nueva crisis ministerial tiene que resolver López», *El Siglo*, Bogotá, 7 de octubre de 1943 p. 1.

⁴⁴⁰«Son dictatoriales los decretos-leyes dictados por López desde el 10 de julio, dice el Sr. Eduardo Santos al abandonar la jefatura», *El Siglo*, Bogotá, 24 de septiembre de 1944, p. 1.

⁴⁴¹«Era de represalias», *El Siglo*, Bogotá, 21 de agosto de 1941, p. 5.

⁴⁴²AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 2 de noviembre de 1943, de Gonzalo de Ojeda ministro de España al MAE. Asunto: Unión Continental Suramericana.

⁴⁴³«El Doctor Eduardo Vázquez Zafra habla del descalabro», *La Patria*, Manizales, 13 de julio de 1944.

⁴⁴⁴Conferencia leída el día 28 de abril de 1945 desde la radiodifusora “Nueva Granada” de Bogotá. En: Turbay Gabriel. *Las ideas políticas*, op.cit., p. 89.

liberalismo a perder el poder por presentar dos candidatos. El embajador de España en Colombia, el 9 de enero de 1946, presentó el triunfo conservador como el resultado de una querrela de egos y de las fracturas del Partido Liberal.⁴⁴⁵

2.2.3. El triunfo de la franja elitista y derechista del Partido Liberal (1938-1949).

Desde la elección de López Pumarejo se veía gestando en el seno del liberalismo una reacción de la mayoría de los jefes del Partido Liberal. Tanto el liberalismo moderado como el ala derechista, acusaban al liberalismo de izquierda de actuar de manera disimulada escondiendo su esencia. De ahí que, Enrique Santos lamentaba la política liberal de confusión: “*La política liberal se muere de confusión y de perfidia. Un poco de claridad y de franqueza varonil para sacarla de este pantano estancado en que se está hundiendo.*”⁴⁴⁶ Entre tanto, el senador liberal Alirio Gómez Picos, ante la tribuna del senado, retó a los izquierdistas del partido en 1938 que, si de verdad eran mayoritarios que compitieran francamente, sin disimulos de su ideología, sin esconderse detrás de la bandera liberal.⁴⁴⁷

En todo caso, como lo aseguró *La Patria*, las fuerzas del orden en el interior del liberalismo habían despertado: “*Otro gran fenómeno político ha sido la demostración perentoria de que en el seno del liberalismo hay fuerzas del orden que se opondrán al avance comunista en todos los momentos de peligro.*”⁴⁴⁸ En consecuencia, las elites liberales, como las conservadoras, compartían provechos comunes y concordaban en la necesidad de un frente de las fuerzas del orden, que congregara tanto a liberales y conservadores, como industriales y obreros, y en general todos los que luchaban contra lo considerado como la amenaza soviética.⁴⁴⁹

Por eso, desde muy temprano, las derechas pronosticaban que el centro del liberalismo inevitablemente se iba a enfrentar con la franja izquierdista porque cada día la amenaza se hacía más visible.⁴⁵⁰ Ante la victoria interna de la franja dirigida por Eduardo Santos en las elecciones de 1938, *El Siglo* anotó que “*la izquierda había sido aplastada por el centro*”.⁴⁵¹ En el mismo sentido, algunos diarios derechistas se felicitaban de la táctica de la

⁴⁴⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 9 de enero de 1946, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Situación Política. Nota. n° 31.

⁴⁴⁶ Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 518.

⁴⁴⁷Anales del Senado, Discurso del senador Alirio Gómez Picos, sobre el Congreso Sindical ,9 de febrero de 1938, p.1588.

⁴⁴⁸«Como nace una contrarrevolución», *La Patria*, Manizales, 16 de febrero de 1937..

⁴⁴⁹*Ibíd.*

⁴⁵⁰«Los liberales de centro», *El Siglo*, Bogotá, 5 de noviembre de 1936, p. 3.

⁴⁵¹ «La izquierda aplastada», *El Siglo*, Bogotá, 22 de febrero de 1938, p. 5.

abstención que según ellos había obligado a los liberales de centro y derecha a combatir ellos mismos el marxismo y las izquierdas.⁴⁵²

Por ende, con el triunfo de Santos en 1938, la reacción de la derecha liberal se hizo efectiva. *El Siglo* se alegró de la derrota del izquierdismo en la Convención liberal en julio de 1937, cuando se nombró a Eduardo Santos candidato oficial. Este, frente a senadores liberales que le pedían continuar con la *Revolución en Marcha*, reafirmó con firmeza que no pensaba seguir con la obra de López Pumarejo, encauzando su propio camino.⁴⁵³ De igual manera, en un informe de política general colombiana, el encargado de negocios español entreveía el giro conservador liberal con la elección de Santos:

Próximo al finalizar el mandato presidencial del Doctor Alfonso López, puesto que el día 7 de agosto ha de tomar posesión el presidente electo, se observa en el desarrollo de la política interior del país, un marcado movimiento hacia la tendencia liberal-conservadora del nuevo presidente, que se traduce en notorio debilitamiento del sector izquierdista.⁴⁵⁴

Bien se ve que su repudio de cualquier apoyo comunista o frente populista le valió la confianza de las elites conservadoras. De hecho, Eduardo Santos que, por otra parte, había criticado y fustigado el Frente Popular español, evitó desde el inicio de su presidencia cualquier alianza con los sectores comunistas y socialistas, rechazando cualquier compromiso desde que estaba en la dirección nacional en 1936.⁴⁵⁵ La *Revista Javeriana* mencionó que, con Santos, el marxismo empezó a tener horas difíciles, ya que a pesar de sus coqueteos era repudiado tajantemente por el mandatario liberal.⁴⁵⁶ Incluso, en 1939 un notorio liberal como Gerardo Molina denunció, con sarcasmo, que Santos representaba “*la encarnación de la reacción clerical y capitalista*”.⁴⁵⁷ Por ello, desde la Embajada española se subrayó la benevolencia con la que los conservadores aceptaron la elección del nuevo presidente Santos.⁴⁵⁸

Sin embargo, en el seno del conservadurismo, numerosos nacionalistas veían de reojo y con recelo la candidatura de Santos, dudando que fuese a encarnar un proyecto de derecha.

⁴⁵²«Como nace una contrarrevolución», *La Patria*, Manizales, 16 de febrero de 1937.

⁴⁵³ «Santos y López», *La Patria*, Manizales, 26 de abril de 1939, p. 1.

⁴⁵⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 10 de mayo de 1938, Juan Climent Nolla (encargado de negocios de España en Colombia) al Ministerio de Estado. Asunto: Elección del nuevo presidente de la República de Colombia.

⁴⁵⁵ Hernández García José Ángel, *op.cit.*, p. 66.

⁴⁵⁶ *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, n° 52, p.70.

⁴⁵⁷ *Ibid.*

⁴⁵⁸ AGA. Fondo 15, Caja, 54/03115, Bogotá, 10 de mayo de 1938, *op.cit.*

En tal sentido, la gran figura del nacionalismo colombiano, Gilberto Álzate Avendaño, avisó sobre lo que consideraba el “error” de los burgueses conservadores y liberales que confiaban en que el doctor Santos impusiera un nuevo rumbo.⁴⁵⁹ A pesar de esto, podemos asegurar que con la presidencia de Santos se abrió un reflujo elitista, que encauzó la derechización del Partido Liberal. Por eso, en nuestra periodización subrayamos que la reacción conservadora no empezaba con la reconquista del poder con Mariano Ospina en 1946, sino con el inicio de la presidencia de Santos en 1938. Éste logró aglutinar en su entorno las vertientes derechistas del Partido liberal y los diversos sectores inconformes de la elite conservadora.⁴⁶⁰

Se observa asimismo una derechización manifiesta durante la segunda presidencia de López Pumarejo quien, a pesar de haber sido elegido con el apoyo de las masas por su reformismo contra las elites agrupadas bajo la candidatura de Carlos Arango, ya no tenía el mismo voluntarismo reformador, ni el talante social comparable. En efecto, después de haber vencido en las elecciones, tras una pugna agotadora contra las elites de su propio partido, López Pumarejo se encontraba exangüe y decepcionado por los ataques permanentes que padecía, desvaneciéndose la energía suficiente para retomar y catalizar los grandes ejes reformistas. Por algo en mayo de 1942, el embajador de España en Colombia presagió que éste tendría problemas al gobernar en su segundo mandato, puesto que, a pesar de su victoria, la alianza conservador-liberal fue tácitamente encarnada por candidatura de Carlos Arango Vélez.⁴⁶¹

Finalmente, este proceso de derechización se concretizó con el auge de ciertas figuras del partido como López de Mesa, Enrique Santos, Juan Lozano Lozano y otros, que manejaban con excelencia el arte de la disimulación y el doble lenguaje. Sobre Enrique Santos, el diplomático franquista Gonzalo Ojeda y Brooke decía que su eventual nombramiento en la Legación en Madrid, podía ayudar a mitigar los ardores contra el régimen de Franco, tanto de su hermano, de la opinión liberal, como de algún diario progresista como *El Tiempo*.⁴⁶²

⁴⁵⁹La candidatura de Ospina Pérez, 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 72.

⁴⁶⁰ Martínez Herrera, Ó. F, *op.cit.*, p. 343.

⁴⁶¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03124. Bogotá, 6 de mayo de 1942, de Legación de España en Colombia al MAE. Asunto: reelección de Alfonso López como presidente República. Nota n°66.

⁴⁶²*Ibíd.*

Lo cierto era que este liberalismo de elite era excluyente y tenía como misión barrer a las otras corrientes del partido.⁴⁶³ Para lograr tal objetivo estaba dispuesto a dialogar y negociar con todas las franjas de las derechas colombianas, incluso las más extremistas y radicales. Por ejemplo, ante la política conservadora de abstención electoral encaminada Laureano Gómez, franjas de la elite liberal empezaron a acercarse y a dialogar con los jóvenes nacionalistas fascistas que, sí, estaban a favor de ir a las urnas, tornándose unos socios privilegiados en ese cometido.⁴⁶⁴ Tanto así, que, en 1938, en un artículo sobre nacionalismo colombiano, una de las figuras importantes de la derecha colombiana, Silvio Villegas, bosquejaba la posible inclusión de las “fuerzas regresivas” liberales como aliados del mañana.⁴⁶⁵

En el polo opuesto del partido, los liberales de izquierda acusaron el liberalismo elitista por su ambivalencia al permitir la formación de un cinturón fascista en Colombia. Además, era paradójico que franjas liberales sintieran miedo por el Congreso Sindical de Cali, mientras callaban frente a las diferentes reacciones conservadoras agresivas que se gestaban en el país.⁴⁶⁶

Por consiguiente, aunque no de manera oficial y tajante como durante el Frente Nacional en 1958, progresivamente se podía atisbar la derechización del Partido Liberal, que, sin estar de acuerdo con las ideas totalitarias y radicales, si eran favorables a la idea de un frente derechista de las fuerzas del orden que salvaguardara el “statu quo” elitista. Cuando el conservador nacionalista, Silvio Villegas, lanzó al espacio público el lema “No hay enemigos a la derecha”, de manera implícita incluía a las fuerzas liberales de derecha que se oponían a las corrientes izquierdistas de su propio partido, para la formación de un frente nacional anticomunista como lo había propuesto el conservador Gonzalo Restrepo Jaramillo.⁴⁶⁷

En todo caso, al unirse por debajo de cuerdas, las elites liberales ortodoxas y la oposición conservadora lograron entorpecer el reformismo liberal y las transformaciones estructurales.⁴⁶⁸ Diego Montaña Cuéllar, un importante protagonista del liberalismo de izquierda, concluía en sus memorias que esta elite liberal:

⁴⁶³ «El Doctor Eduardo Vázquez Zafra habla del descalabro», *La Patria*, Manizales, 13 de julio de 1944.

⁴⁶⁴ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, p.261.

⁴⁶⁵ Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p.5.

⁴⁶⁶ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 296.

⁴⁶⁷ Villegas Silvio, «La consigna salvadora», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 3.

⁴⁶⁸ Martínez Herrera, Ó. F, *op.cit.*, p. 345.

(...) detuvo el ímpetu del proceso democrático en Colombia, debilitó el espíritu de las reformas sociales, dividió a la clase obrera y condujo finalmente a la nefanda época de la violencia falangista que gobernó a partir de 1946 al producirse el triunfo de Ospina Pérez sobre la división liberal.⁴⁶⁹

2.3. Las tensiones internas en el seno de las fuerzas derechistas (1930-1939).

Como el Partido Liberal, el Partido Conservador experimentó turbulencias internas fuertes, sobre todo por parte de una joven generación nacionalista proclive a las ideas fascistas y falangistas. De hecho, las fisuras entre conservadores siempre existieron, como se vio durante la pugna por la designación del candidato presidencial conservador en 1930; recordemos que mientras el arzobispo Ismael Perdomo había escogido a su amigo Alfredo Vázquez Cobo⁴⁷⁰, Guillermo Valencia⁴⁷¹ había sido designado por los parlamentarios conservadores. Finalmente, se presentaron dos candidatos, hecho que provocó la derrota electoral, el fin de la Hegemonía Conservadora y el advenimiento de la República Liberal.⁴⁷² Para *el Siglo*, la “catástrofe sangrienta” de la República Liberal se debía a dos causas principales: el haberse dividido en las elecciones de 1930 y el hecho de que múltiples conservadores fueron “cómplices” de la instalación y consolidación del régimen de Olaya Herrera.⁴⁷³

Por otra parte, en el transcurso de los años treinta, surgió otro tipo de contestación interna en el seno del conservadurismo, que tenía una tonalidad nueva, con halitos antiparlamentarios, autoritarios, reaccionarios y agresivos. En efecto, así como se consolidaba una izquierda del Partido Liberal, en la derecha radical del Partido Conservador surgió una multiplicación de grupos nacionalistas con ecos falangistas y fascistas. Grupúsculos que, como lo recordaba el historiador Christopher Abel, fueron inspirados por el ejemplo de la violencia extra-constitucional española.⁴⁷⁴ Estas agrupaciones de derechas, a su manera cuestionaron el viejo orden tradicional que consideraban decadente, provocando la emergencia de dos posturas frente a la crisis conservadora: unos, como Laureano Gómez, querían derechizar el partido del interior y otros, como Francisco Fandiño Silva, manifestaban

⁴⁶⁹Montaña Cuéllar Diego. *Memorias*. Bogotá: Ediciones de la Universidad Nacional de Colombia, 1996, p. 186.

⁴⁷⁰ Militar y político conservador, candidato presidencial en 1930 y ministro en varias ocasiones: ministro de Relaciones Exteriores (1906-1908), ministro de Guerra (1908-1909), ministro de Instrucción Pública (1921).

⁴⁷¹Poeta y político conservador dos veces candidato presidencial (1918,1930). Padre del presidente Guillermo León Valencia (1962-1966).

⁴⁷²Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 57.

⁴⁷³«Sangre y más sangre», *El Siglo*, Bogotá, 21 de enero de 1939, p. 5.

⁴⁷⁴Abel Christopher, *op.cit.*, p. 118.

su voluntad de ruptura con el Partido Conservador, para encaminarse por un sendero nacionalista propio y autónomo.⁴⁷⁵

Ante la amenaza de fragmentación interna, varias figuras advertían el riesgo para las derechas. Al respecto, el intelectual y político conservador, Rafael Bernal Jiménez, subrayó el peligro de implosión y ruptura por la difícil situación interna en la que se encontraban los conservadores.⁴⁷⁶ De su lado, *El Siglo* escribió en 1939 que no había nada peor que el enemigo interno, puesto que a diferencia del adversario franco no se podía combatir de frente, destacando que en el seno de la propia colectividad se encontraban los gérmenes “del largo viacrucis” que padecía el partido desde 1930.⁴⁷⁷

Sin embargo, a diferencia de los liberales, los conservadores no exentos de dificultades, lograron recomponer la unidad para la reconquista del poder. Más allá de la unidad mantenida con voluntarismo y dificultad bajo el lema “No hay enemigo a la derecha”, la infiltración en el Partido Conservador del influjo del falangismo y de las ideas reaccionarias europeas, contribuyó, a la evolución y modificación de sus doctrinas, programas y métodos que, a la postre, culminaron con el ejercicio de prácticas autoritarias en el poder a partir de 1949.

2.3.1. Un conflicto generacional: las querellas entre civilistas tradicionales y nacionalistas.

Las nuevas generaciones políticas que llegaban a maduración en los años treinta, manifestaban la voluntad de relevar a la generación tradicional del centenario. Pero estas juventudes críticas contra el orden tradicional, no estaban exentas de antagonismos; en ellas afloraba una nueva fractura entre “la nueva derecha” y la “la nueva izquierda”, o entre “la extrema izquierda” y “la extrema derecha”.⁴⁷⁸

De la crisis general en el seno del Partido Conservador, surgía una juventud influenciada por las ideas fascistas y falangistas, que incubaron con los años la matriz ideológica y política de un nacionalismo reaccionario colombiano. Para el diario *Derechas* en 1936, todas las juventudes se encaminaban hacia las derechas nacionalistas.⁴⁷⁹ Indudablemente, el nacionalismo empezaba a generar miedo en todos los sectores políticos,

⁴⁷⁵ Hernández García José Ángel, *op.cit.*, p. 15.

⁴⁷⁶ Bernal Jiménez Rafael, «Que venga una convención nacional del partido», *El Siglo*, Bogotá, 22 de junio de 1937, p. 4.

⁴⁷⁷ «El enemigo interno», *El Siglo*, Bogotá, 3 de enero de 1939, p. 4.

⁴⁷⁸ Arias Trujillo Ricardo, *op.cit.*, p. 127.

⁴⁷⁹ Piñeros Suárez, Ignacio, «Dos místicas enfrentadas», *Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 2.

por su virulencia y expansión. Ante el avance de los nacionalistas falangizados, los comunistas reevaluaron la candidatura de Santos admitiendo la posibilidad de apoyarlo para batallar contra las fuerzas derechistas.⁴⁸⁰

A decir verdad, en 1932 se había consolidado la figura del adalid Laureano Gómez como máxima figura del Partido Conservador en la Convención Conservadora de Chía. Pero rápidamente se alzó una disidencia juvenil en el interior del partido contra la jefatura de Laureano Gómez. La Política de abstención electoral decidida por este en 1933, dividió el Partido Conservador, porque la generación más joven estaba irritada por esta postura defensiva, considerándola como una táctica de resignación pasiva que había desmovilizado a las fuerzas conservadoras en 1936.⁴⁸¹ Por el contrario, esta nueva juventud derechista, era ardiente, dinámica, y como los movimientos fascistas alentaba a la movilización, a la energía y a la exaltación de las emociones, capitaneada por fervientes grupúsculos radicales como los *Leopardos*. Muchas veces estas organizaciones lejos de ser pasivas y menos abstencionistas, tenían el propósito de revigorizar el espíritu conservador: “*tratando de imprimirle a la lucha política el sello de rebeldía y altivez*”.⁴⁸² En las líneas de *La Patria*, uno de ellos, Fernando Londoño Londoño, expresó los deseos de ruptura de estas corrientes virulentas: “*En la práctica, el grupo de los leopardos, apasionados mosqueteros del conservatismo, intrépidos, juveniles y resueltos, rompieron con sus lanzas, los lazos de la concordia política.*”⁴⁸³

En consecuencia, el Partido Conservador se veía confrontado con la colisión en su seno de dos líneas políticas en desacuerdo: los civilistas detrás de Laureano Gómez y los nacionalistas detrás de grupos de ultranacionalistas de tendencias fascitizadas como los *Leopardos*, cuyo nombre se inspiraba del propio Mussolini que designaba a los fascistas como “verdaderos leopardos”.⁴⁸⁴ Por eso, los sectores comunistas interpretaban la división conservadora como “*una riña entre tradicionalistas demócratas y fascistas desbocados*”.⁴⁸⁵

A estas confrontaciones, había que agregarle un ingrediente regional, que catalizó aún más el enfrentamiento ideológico y generacional. A escala local, las luchas políticas arreciaban, como la pugna que hubo en Caldas en 1937 entre Silvio Villegas, representante de ese ultra derechismo juvenil nacionalista, y Aquilino Villegas, símbolo de la vieja generación

⁴⁸⁰ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 262.

⁴⁸¹ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 118.

⁴⁸² «Se funda el centro derechista en Buga» *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936.

⁴⁸³ Londoño Londoño Fernando, «Lo mejor de la historia», *La Patria*, Manizales, 14 de abril de 1953, p. 4.

⁴⁸⁴ Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p.134.

⁴⁸⁵ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 240.

conservadora y civilistas.⁴⁸⁶ Al respecto, *El Siglo* de Bogotá consideraba que los enemigos internos del Partido Conservador en varios departamentos, eran subversivos y frenaban la restauración conservadora.⁴⁸⁷ En consecuencia, los regionalismos se concretizaban con hostilidades mordaces entre diarios derechistas, como entre *La Patria*-tribuna nacionalista de Manizales-y *El Siglo*-dirigido por civilistas en Bogotá-.⁴⁸⁸ Ante esta situación, *La Patria* y su director Silvio Villegas pidieron la descentralización del partido en junio de 1937, proponiendo un federalismo político del partido, dándoles más visibilidad a los jefes regionales.⁴⁸⁹

Si bien todos provenían de rangos conservadores, la fractura consumada culminó con la tentativa de empoderar una fuerza política nacionalista distinta del Partido Conservador. Esta voluntad nacionalista se hizo efectiva el 20 de abril de 1935, cuando importantes figuras, como Rafael Azula Barrera, crearon la Acción Nacional Derechista que se proclamaba como la vanguardia de las derechas colombianas, en lo moral, en lo económico y en lo político.⁴⁹⁰ El 6 de noviembre 1935 sacaron su periódico *Derechas*, pero este movimiento aún no se declaraba escindido del Partido Conservador, en una resolución aseguraron que no pretendían insurgencia contra las elites conservadora.⁴⁹¹ A pesar de ello, se empezó a hablar cada vez más fuerte, de la fractura creciente entre civilistas y nacionalista, que con el tiempo fue encarnada por la disputa entre el jefe nacionalista Gilberto Álzate Avendaño y el líder conservador Laureano Gómez, hecho ratificado por la Convención Nacional del 26 de octubre de 1935 en la que se reunieron los jefes conservadores como Laureano Gómez, Mariano Ospina, Abel Carbonell, Primitivo Crespo, Ignacio Rengifo, Miguel Jiménez López, Augusto Ramírez, Eliseo Arango y Álzate y otros, que aprobaron la táctica de desobediencia civil. Pero en ese entonces, se manifestó la oposición y contradicción de Gilberto Álzate Avendaño que denunciaba un giro hacia el personalismo.⁴⁹² Finalmente, el balance fue victorioso para Álzate Avendaño y los nacionalistas que triunfaron de cierta manera, evitando la jefatura única de Laureano Gómez con la elección de un directorio conservador que representaba todas las

⁴⁸⁶*Ibid.*, p. 234.

⁴⁸⁷«Hay conservadores sin permiso», *La Patria*, Manizales 7 de enero de 1930, p. 3.

⁴⁸⁸«Desarmando la convivencia», *La Patria*, Manizales, 7 de enero de 1939, p. 3.

⁴⁸⁹«La imaginación desbocada», *El Siglo*, Bogotá, 22 de junio de 1937, p. 5.

⁴⁹⁰Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 161.

⁴⁹¹*Ibid.*, p. 162.

⁴⁹²Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 177.

corrientes, con clara presencia nacionalista por la designación de Augusto Ramírez, calmando con esto los ardores juveniles por un tiempo.⁴⁹³

Sin embargo, a comienzos del año 1936, se intensificó la ya virulenta oposición derechista a la *Revolución en Marcha* de López Pumarejo. El 19 de marzo de 1936 se reunió en Medellín la Convención Departamental del conservatismo, que se opuso con vehemencia a su reformismo, catalogando su proyecto “*de atentado a las instituciones primordiales de Colombia*”.⁴⁹⁴ Además, en la cuna derechista por excelencia-el departamento de Caldas-, el 7 y 8 diciembre 1936, se llevaba a cabo la Convención Conservadora de Caldas, en la cual Gilberto Álzate Avendaño y los nacionalistas volvieron a fustigar contra el quietismo de la abstención de Laureano Gómez. En esa Convención los nacionalistas se impusieron, con la elección de un directorio departamental reaccionario conformado por nacionalistas como Gilberto Álzate Avendaño, Francisco José Ocampo y Fernando Londoño Londoño.⁴⁹⁵

El Año 1937, fue uno de los más decisivos para el nacionalísimo reaccionario. El 30 enero de 1937 se desarrolló la importante Convención Conservadora en un contexto de derechización del partido. Esa Convención era el reflejo de la fuerte penetración de las fuerzas nacionalistas a nivel nacional, con la elección de un Directorio mixto entre conservadores y nacionalistas conformado por hombres como Laureano Gómez, Primitivo Crespo, Augusto Ramírez Moreno, Eliseo Arango, Agustín Noriega, Pedro Justo Berrío y Víctor Dugand.⁴⁹⁶ Bajo este directorio dominado por nacionalistas, empezó desde el interior del partido la batalla por regresar a las urnas.⁴⁹⁷ *Derechas* se felicitaba de la Convención Conservadora de 1937, porque se declaró derechista, culminando con ello el triunfo de las ideas políticas de las nuevas juventudes nacionalistas.⁴⁹⁸

Sin embargo, el advenimiento de Álzate Avendaño como secretario nacional del Partido Conservador en 1937, provocó las denuncias de Aquilino Villegas, alegando una conspiración nacionalista desde el mismo directorio nacional Conservador permeado por reaccionarios.⁴⁹⁹ En todo caso, los nacionalistas no solo lograban exitosos resultados en el seno del partido, sino que concretizaban su expansión en las instituciones públicas, con la

⁴⁹³*Ibid.*

⁴⁹⁴*Ibid.*, p. 188.

⁴⁹⁵*Ibid.*, p. 224.

⁴⁹⁶*Ibid.*, p. 239.

⁴⁹⁷*Ibid.*, p. 259.

⁴⁹⁸«Las derechas frente único», *Derechas*, Bogotá, febrero 5 de 1937, p. 3.

⁴⁹⁹Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, op.cit., p. 266.

polémica participación de los nacionalistas Álzate Avendaño y Silvio Villegas en el Gran Concejo Electoral en junio 1937.⁵⁰⁰

Evidentemente, el auge de estas juventudes nacionalistas, ambiciosas y atrevidas, generó el repudio de los cabecillas civilistas conservadores, a pesar de las afinidades ideológicas que compartían con ellas. Por eso, se impulsó un contraataque contra los nacionalistas para depurar el partido de su influjo. En *La Patria* en diciembre de 1936, Silvio Villegas publicó una carta enviada por Aquilino Villegas el 23 de noviembre, en la que pedía la exclusión de los jóvenes derechistas de las columnas del periódico.⁵⁰¹ No era casualidad que el 27 de febrero de 1939, el mismo diario denunció la persecución que sufrían los nacionalistas, incluso por parte de los mismos conservadores.⁵⁰²

En realidad, las polémicas y acusaciones mutuas no cesaban. El 21 de junio de 1937, se acusó a Álzate Avendaño de suministrar documentos a *El Tiempo*.⁵⁰³ El mismo año, Silvio Villegas en su libro *No hay enemigos a la derecha*, inculpó a Laureano Gómez de barrer y depurar al Partido de elementos nacionalistas de peso, como Augusto Ramírez y Álzate Avendaño.⁵⁰⁴ Pero, el desencuentro definitivo entre Laureano Gómez y las juventudes derechistas, se produjo con la Convención Conservadora de julio de 1937. Como todo un símbolo el 23, Gilberto Álzate Avendaño renunciaba a la jefatura del directorio nacional Conservador,⁵⁰⁵ nombrándose en su lugar como secretario general al moderado Abel Carbonell quedando sin nacionalistas las jerarquías del partido.⁵⁰⁶

No obstante, ante tal persecución del Partido Conservador, la nueva generación derechista se rebeló, y el 7 de julio 1937 un diario liberal de importancia, *el Espectador*, anunció la escisión de un partido derechista del Partido Conservador con Álzate Avendaño como jefe, rodeado por un alto comando de la extrema derecha compuesto de Rodrigo Jiménez Mejía, Carlos Vesga Duarte, Alonso Pinzón y Carlos Oramas⁵⁰⁷. Así pues, se organizó la Convención Nacionalista el 24 de julio de 1937, en la cual participaron numerosos caudillos conservadores como Abel Naranjo Villegas, Salazar García, Juan Roca Lemus, Londoño Londoño, y otros, momento también en que se decidió cambiar el nombre del

⁵⁰⁰«Una voz Autorizada», *El Siglo*, Bogotá, 22 de junio de 1937, p. 4.

⁵⁰¹Villegas Silvio, *op.cit.*, p. 246.

⁵⁰²«Cara al sol con la camisa afuera», *La Patria*, Manizales, 27 de febrero de 1939, p. 3.

⁵⁰³Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 266.

⁵⁰⁴Villegas Silvio, *op.cit.*, p. 218.

⁵⁰⁵Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 274.

⁵⁰⁶*Ibíd.*

⁵⁰⁷*Ibíd.*, p. 285.

movimiento derechista a Acción Nacionalista Popular y se eligió oficialmente el 26 de julio de 1937 a Álzate Avendaño como jefe.⁵⁰⁸ Con esto iniciaba oficialmente, la tentativa de existencia política nacionalista con un partido nuevo, independiente del Partido Conservador. Ello no impidió que, en el Partido Conservador, a pesar de “la purga” del nacionalismo por lo civilistas, se mantuvieran fuertes tonalidades nacionalista y reaccionarias que, por otra parte, conservaban nexos constantes con los cabecillas nacionalistas.

Posteriormente, en el año decisivo de 1939, la Acción Nacionalista Popular y sus adalides se prepararon con entusiasmo, para las elecciones legislativas de marzo de 1939 que planeaban con mucho optimismo. *La Patria*, en tono tranquilizador, declaró entonces que los derechistas no debían temerle al nacionalismo que era, a sus ojos, simplemente “*una fuerza derechista de avanzada*.”⁵⁰⁹ De inmediato, sobre todo a partir de febrero 1939, empezaron las giras nacionalistas por el territorio nacional, encabezadas por figuras nacionalista descollantes como Silvio Villegas, Joaquín Estrada Monsalve, Evelio Henao Jorge Mejía Palacio; campaña descrita por *La Patria* como “*una verdadera marcha triunfal*”.⁵¹⁰ Se percibía que, durante los meses previos a las elecciones, los sectores nacionalistas exaltaban el fervor juvenil y el entusiasmo nacionalista. El 25 de febrero de 1939, comentando un mitin nacionalista en Buga, *La Patria* expresó: “*Es realmente increíble el entusiasmo de la juventud bugueña por el movimiento nacionalista*.”⁵¹¹ Incluso, *La Patria* comparó la concentración de Silvio Villegas de febrero de 1939 en Cali con un episodio famoso de las JONS españolas, refiriéndose a la conferencia del 2 de abril de 1932 de La JONS, dictada por Ledesma Ramos en el Ateneo de Madrid ante, según escribía, “*jovencitos perfumados y pedantes azañistas*”, en la cual criticó de frente al marxismo mientras elogiaba el fascismo; se le atribuía el mismo coraje a Silvio Villegas, que acababa de defender con fervor los nuevos valores nacionalistas frente a reacciones hostiles del auditorio y tentativas de abuchearle.⁵¹²

Sin embargo, el sector del nacionalismo no era exento de desacuerdos internos, y fue experimentado progresivamente tanto descalabros electorales como divergencias en su seno. En efecto, rápidamente, tras la Convención nacionalista de julio 1937, surgieron tensiones y acusaciones de traición. Dos vertientes sobresalían con distintas posturas en relación con el proyecto de creación de un partido independiente: una fracción de extrema derecha liderada

⁵⁰⁸*Ibíd.*, p. 293-294.

⁵⁰⁹« Como ve el futuro del movimiento nacionalista», *La Patria*, Manizales, 6 de mayo 1939.

⁵¹⁰«Fue de gran éxito la gira nacionalista en occidente», *La Patria*, Manizales, 2 de febrero de 1939.

⁵¹¹«Incontenible, entusiasmo nacionalista en Buga», *La Patria*, Manizales, 25 de febrero de 1939, p. 8.

⁵¹²«Una historia Oportuna», *La Patria*, Manizales, 6 de febrero de 1939, p. 5.

por Jiménez Mejía quería la emancipación, otro grupo, representado por Fandiño Silva, Carlos Echeverri Herrera y Francisco Plata Bermúdez, se mostraba más moderado.⁵¹³ Progresivamente, prófugos derechistas, como Rafael Azula Barrera, Francisco Fandiño Silva, y Guillermo Camacho Montoya, regresaron a la disciplina del partido, apoyando al nuevo directorio del Partido Conservador.⁵¹⁴ Con el tiempo, esta realidad aunada con los débiles resultados electorales, acarrearón el declive de la tentativa de un nacionalismo independiente del conservadurismo. En 1953, Álzate Avendaño, analizando el pasado, aseguró que habían sido víctimas de la fuerte oposición de las viejas figuras del Partido Conservador que desecharon los nuevos idearios, tachando las tesis nacionalistas de “*simple sarpullido fascistoide y jactancias verbales*”.⁵¹⁵

2.3.2. *No hay enemigo a la derecha (1939-1946).*

A partir de 1937 tras la publicación de un libro epónimo de Silvio Villegas, se había popularizado el lema “*No hay enemigos a la derecha*”. Con este eslogan Silvio Villegas sugería la necesidad de una unión amplia de las fuerzas derechistas:

Hay que eliminar todo lo que nos divida y afirmar todo lo que nos una. No llegaremos al gobierno sino cuando militen en el mismo campamento, para una gran campaña nacional contra las izquierdas ya maduras, el partido conservador, las derechas, las corrientes moderadas del liberalismo.⁵¹⁶

Y agregaba que: “*La frase No Hay Enemigos a la Derecha, no es un principio doctrinario sino una norma táctica. El Partido Conservador no conquistará el poder como partido político sino como centro de un movimiento contrarrevolucionario.*”⁵¹⁷ En definitivas, en el diario *Derechas*, Silvio Villegas precisó que la consigna buscaba evitar las excomuniones y los cismas a la derecha, denunciando a Laureano Gómez y sus métodos conflictivos en la jefatura del Partido, hasta catalogándolo como “*el sumo pontífice*” de la colectividad.⁵¹⁸

Rápidamente el lema y el libro se volvieron de moda en amplias franjas derechistas. El conservador Carlos Echeverri elogió la obra considerándola incluso con categoría de obra de

⁵¹³ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 250.

⁵¹⁴ *Ibid.*, p. 299.

⁵¹⁵ Doctrina social católica y pensamiento bolivariano. *Diario de Colombia*, 1953. En: Álzate Avendaño Gilberto. *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño*. Bogotá: Fondo Nacional Conservador, 1969, p. 86.

⁵¹⁶ Villegas Silvio, *op.cit.*, p. 225.

⁵¹⁷ *Ibid.*

⁵¹⁸ Villegas Silvio, «La consigna salvadora», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 3.

arte, tanto desde el punto de vista de la doctrina como del estilo.⁵¹⁹En consecuencia, la Convención Conservadora de 1937 aprobó sin protesta esta divisa, reconociendo con esto la “esencia” derechista del conservadurismo.⁵²⁰ Así, la Convención Conservadora de 1937 se convirtió para los medios nacionalistas en el sello de la reconciliación entre vieja guardia y juventudes derechistas que “*cruzaron sus manos en alto*”.⁵²¹Al respecto, Silvio Villegas se felicitó que su consigna fuera adoptada con entusiasmo, por las distintas fuerzas de derechas y conservadoras.⁵²²

Esto fortaleció la idea de una derecha unida en un bando único y claramente identificado. Un titular de *Derechas* en 1937 aseguró que, desde entonces, el enemigo estaba a la izquierda: “*No hay enemigos a la derecha; ¡el enemigo está en la izquierda!*”.⁵²³ Para *La Patria* tocaba evitar la balcanización de la política colombiana, como había ocurrido en España con la rivalidad entre Franco y Largo Caballero, siendo necesaria una clarificación que distinguiera solo dos bandos: izquierdas frente a derechas.⁵²⁴

Pero rápidamente el lema *No hay enemigo a la derecha* fue puesto a prueba con las elecciones de abril 1937 en donde el liberalismo ganó todos los escaños sin participación conservadora. Volvieron las tensiones y la voluntad de las fuerzas derechistas de emanciparse creando un partido ajeno al conservador.⁵²⁵Por ende, esta pugna entre ambas corrientes, y la voluntad de hostigamiento contra los nacionalistas, dejó durante algunos años la fórmula en letra muerta, hasta que varios acontecimientos la pusieron de nuevo al orden del día.

En primer lugar, el espejismo de la Convivencia Nacional entre Eduardo Santos y Laureano Gómez terminó en violencia con la masacre en Gacheta de conservadores a manos de liberales el 8 de enero de 1939. Los sectores nacionalistas lo interpretaron como una confirmación de sus premoniciones trágicas, anhelando la unión de las derechas: “*Hemos dicho que los colombianos de derecha deben unirse, formar un frente único. Que debemos triunfar con nuestros ideales y con nuestros hombres, sin odio sin mentiras. Que el Estado corporativo nos espera. Que Colombia necesita autoridad, justicia y trabajo.*”⁵²⁶

⁵¹⁹«Ideario de Derechas, Sobre una carta de Carlos Echeverri a Silvio Villegas», *La Patria*, Manizales, 13 de febrero de 1938, p. 5.

⁵²⁰«Roma o Moscú», *La Patria*, Manizales, 10 de febrero de 1937, p. 3.

⁵²¹*Ibíd.*

⁵²² Villegas Silvio, «La consigna salvadora», *Derechas*, Manizales, 21 de enero de 1937, p. 3.

⁵²³«No hay enemigos a la derecha; ¡el enemigo está en la izquierda!», *Derechas*, Bogotá, 28 enero de 1937, p.1.

⁵²⁴«La balcanización de la política», *La Patria*, Manizales, 17 de febrero de 1937, p.5.

⁵²⁵ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 248.

⁵²⁶«El Espejo Roto», *La Patria*, Manizales, 23 de enero de 1939, p. 5.

Otro elemento importante fue la derrota electoral nacionalista en marzo de 1939. Rebosantes de esperanzas, los nacionalistas se presentaron en las elecciones parlamentarias de marzo de 1939. Por lo tanto, la movilización en campaña de las fuerzas derechistas fue dinámica. En consonancia con esto, los nacionalistas y las falanges locales se reunían a menudo, como el 7 de marzo 1939, cuando Álzate Avendaño y Silvio Villegas viajaron a Medellín a petición de las falanges nacionalistas para hablar de la posibilidad de un cartel de derechas en Medellín.⁵²⁷ Así pues, *La Patria* se regodea de la implosión interna de los partidos tradicionales, porque a diferencia de ellos, los nacionalistas se presentaban en las urnas unidas y fuertes en varios departamentos como Caldas, en el Valle, en Antioquia, en Atlántico, en el viejo Cauca.⁵²⁸

Pese a las ambiciones y entusiasmos, sin la maquinaria política de los partidos tradicionales, la contienda terminó con una derrota electoral contundente. Los votos recolectados por los nacionalistas sirvieron apenas para un escaño en la Cámara de Representantes, gracias a la popularidad de Silvio Villegas, y uno en la asamblea de Caldas para Londoño Londoño, registrando en total a nivel nacional 14216 votos contra los 592283 del liberalismo y los 322825 de los conservadores.⁵²⁹ Después de la debacle en las urnas, los nacionalistas analizaron favorablemente la contienda electoral, excusándose por el contexto y culpando la mano dura conservadora quien persiguió sin cesar a los nacionalistas, designando como principal responsable a Laureano Gómez quien actuó, tal como dijeron, como un “*dictador omnipotente*”.⁵³⁰ En una declaración conjunta, los nacionalistas explicaron que no importaba el escaso resultado electoral obtenido, porque con sus gritos y esfuerzos el mensaje nacionalista de la colombianidad había cruzado los caminos de Colombia.⁵³¹ Incluso, *La Patria* reveló que la derrota conservadora era culpa de enemigos internos que colaboraron con el liberalismo para derribar al Partido Conservador.⁵³² De su lado, a pesar de su amplia derrota contra los liberales, los conservadores se alegraban de haber obtenido más votos que los nacionalistas.⁵³³ El propio Laureano Gómez regresó el 21 de marzo de 1939 a Colombia, reclamando como suyo el triunfo conservador sobre el nacionalismo.⁵³⁴

⁵²⁷ «Un cartel de derechas», *La Patria*, Manizales, 7 de marzo de 1939.

⁵²⁸ «La razón de nuestro triunfo», *La Patria*, Manizales, 15 de marzo de 1939.

⁵²⁹ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 477.

⁵³⁰ *Ibid.*

⁵³¹ «La ruta nacionalista», declaración del 23 de marzo de 1939 de Silvio Villegas, Álzate Avendaño, Fernando Londoño Londoño, Joaquín Estrada Monsalve», *La Patria*, Manizales, 29 de marzo de 1939.

⁵³² «A. López hablo sobre la caída del conservatismo», *La Patria*, Manizales, 25 de marzo de 1939.

⁵³³ «De nuevo a la lucha», *La Patria*, 24 de marzo de 1939.

⁵³⁴ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 479.

Meses después, el 6 de mayo de 1939, con la cabeza fría, *La Patria* dejó la derrota electoral atrás, pidió superar los lamentos, e insistió en la necesidad de impulsar la formación de un bloque compacto de las fuerzas de derecha para enfrentar la República Liberal y las fuerzas de izquierda respetando el lema: *No hay enemigos a la derecha* y siguiendo de esta manera los pasos de Doriot en Francia quien logró unificar las fuerzas opuestas al régimen - desde los partidarios de la monarquía hasta republicanos de derecha-.⁵³⁵ De ahí que, entre las franjas nacionalistas y reaccionarias, las voces de apaciguamiento se multiplicaban. El 12 de abril de 1939, *El Colombiano* de Medellín pidió a los conservadores suavizar las posturas agresivas contra los movimientos nacionalistas: “*Frente a los nacionalistas del departamento de Caldas, el conservatismo no puede continuar asumiendo una actitud repelente, agresiva y hostil, como si se tratara de un adversario histórico cuyas ideas merecen en todo instante una guerra sin piedad.*”⁵³⁶

En todo caso, poco a poco, los nacionalistas fueron regresando a las filas conservadoras. En 1939, retornó el nacionalista Augusto Ramírez después de su alejamiento del Partido Conservador, dejando de lado los resentimientos y defendiendo la unión del partido, ante todo.⁵³⁷ Al año siguiente, en septiembre de 1940, en un discurso ante el Senado, Laureano Gómez rechazó la idea de un conservadurismo dividido y que fuera un movimiento personalista.⁵³⁸ Sin sorpresa, en 1942, hasta el propio Silvio Villegas elogió a Laureano Gómez como adalid de la patria y la religión.⁵³⁹

Sin embargo, pese a cierto optimismo recobrado, no toda era armonía, en el espectro de las derechas permanecían y perduraban en el tiempo ciertas disensiones, aunque no con tanto ahincó como entre 1937 y 1939. Un ejemplo de esta rebeldía nacionalista, fue el rechazo de Ramírez Moreno a la rígida disciplina que Laureano Gómez imponía a los conservadores, tachándola de “*disciplina para perros*”.⁵⁴⁰ En efecto, *El Colombiano* el 17 de agosto de 1940, publicaba el telegrama con la consigna “la disciplina para los perros”, en el cual se acusó a

⁵³⁵*Ibid.*

⁵³⁶«Nosotros frente al nacionalismo», *El Colombiano*, Medellín, 12 de abril de 1939, p. 5.

⁵³⁷ «Vida Nacional», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, n.º 52, p.66.

⁵³⁸«No hay división en el conservatismo. Discurso pronunciado por el Doctor Laureano Gómez en el Senado de la República », *El Siglo*, Bogotá, 17 de septiembre de 1940, p. 4.

⁵³⁹«Laureano Gómez adalid de la patria y la religión», *El Siglo*, Bogotá, 23 de julio de 1942, p. 1.

⁵⁴⁰«Ramírez Moreno y el rechazo de la “disciplina para perros”». En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas. Tomo V: Memorias*. Bogotá: Escuela Superior de administración pública, 2008, p. 442.

Laureano Gómez de intentar imponer un sistema personalista, buscando la unión mediante la tiranía.⁵⁴¹

Todo ello demuestra que subsistían fuertes recelos tenaces entre personalidades fuertes del conservatismo. Por lo que, en marzo de 1941, en una circular telegrafada a varios directores conservadores de la dirección nacional Conservadora, se advertía que había dos formas de perjudicar al partido: la disidencia o la abstención.⁵⁴² Al año siguiente, 1942, Enrique Santos alias Calibán, sugirió que los hombres ilustres del partido Conservador-Urdaneta Arbeláez, Abel Carbonell, Augusto Ramírez Moreno, Eleuterio Serna, Francisco de Paula Pérez, Abel Naranjo Villegas- dejaron de apoyar al jefe Laureano Gómez, porque tenía el apoyo de extremistas como Primitivo Crespo y Silvio Villegas.⁵⁴³ De su lado, Laureano Gómez en las páginas de *El Siglo* del 16 de marzo de 1943, volvió a denunciar y condenar cualquier disidencia en el campo conservador.⁵⁴⁴ De esta manera, a pesar de la voluntad de unión, seguía “la depuración interna”, como, por ejemplo, el 24 de enero de 1943 cuando *El Siglo* informó de la expulsión de Abel Naranjo Villegas.⁵⁴⁵

Finalmente, el anticomunismo visceral y el repudio de las fuerzas de izquierda, estimuló de nuevo la unión de las derechas. En diciembre de 1944 regresaba de Ecuador Laureano Gómez, y agrupaba de nuevo a las diferentes corrientes del Partido Conservador, escondiendo sus diferencias, concentrándose en la cruzada anticomunista.⁵⁴⁶

2.3.3. La renovación y revitalización de las doctrinas y métodos conservadores. (1936-1946)

Más allá de las tensiones, de las rupturas y reconciliaciones en el seno del Partido Conservador, lo importante fue que el influjo nacionalista falangizado y fascistizado permeó las doctrinas conservadoras, dejando su impronta decisiva, contribuyendo así a modificar sus postulados, programas, idearios, métodos y hasta sus prácticas de poder. En efecto, si bien las franjas nacionalistas no lograron la conquista del poder de manera independiente, tampoco fueron expulsadas del conservatismo, regresando con el tiempo a la disciplina del Partido, aportándole sus perspectivas novedosas.⁵⁴⁷ Integrandolo los nuevos postulados al Partido

⁵⁴¹ *Ibíd.*, p. 443.

⁵⁴² «Toda disidencia es una deslealtad a la causa, dice el directorio nacional», *El Siglo*, Bogotá, 14 de marzo de 1941, p. 4.

⁵⁴³ «Unión Saludable», *El Tiempo*, Bogotá, 7 de marzo de 1942. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 530.

⁵⁴⁴ «El Dr. Laureano Gómez rechaza y condena cualquier disidencia», *El Siglo*, Bogotá, 16 de marzo de 1943, p. 1.

⁵⁴⁵ «Naranjo Villegas expulsado del conservatismo por su traición», *El Siglo*, Bogotá, 24 de enero de 1943, p. 1.

⁵⁴⁶ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 140.

⁵⁴⁷ «Vida Nacional», *Revista Javeriana*, Bogotá, n° 52, Tomo XI, febrero-junio de 1939, p.64.

Conservador, provocaron su inclinación hacia la extrema derecha deudora del falangismo. Por algo desde 1936, los nacionalistas anunciaban claramente sus intenciones:

Servimos a la esencia dogmática del Partido Conservador, pero lo hacemos desde su ángulo extremo. Somos el ala fascista de las derechas colombianas. La extrema derecha. Rechazamos de plano la contienda programática con las directivas tradicionalistas. El deber está en que nos unamos con ellas, para derrotar la fusilería imperturbable del régimen. Ciertamente, no hay enemigos a la Derecha.⁵⁴⁸

Esta derechización del Partido Conservador, se inspiró claramente en los idearios fascistas y falangistas que circulaban en abundancia en la época y que se habían infiltrado con intensidad en el pensamiento nacionalista colombiano. Al respecto, *Derechas* anunció en noviembre de 1936 que el fascismo era la brújula de las juventudes tradicionalistas colombianas.⁵⁴⁹ Por lo demás, hemos visto que, en 1938, el nuevo partido Acción Nacionalista Popular era un partido en expansión que se declaraba guiado por la Falange Española y las derechas europeas.⁵⁵⁰ También la organización fascista La Juventud Católica de Neiva, había manifestado que existía en Colombia: “*La uniformidad del pensamiento de la nueva generación nacionalista de Colombia, en el sentido de provocar un fuerte viraje hacia un fascismo nacional de honda raigambre histórica y bolivariana, se patentiza a cada momento con mayor intensidad.*”⁵⁵¹

En concreto, los jóvenes nacionalistas pusieron al orden del día los presentimientos de decadencia y anquilosamiento del Partido Conservador, azuzando los debates acerca de las necesarias renovaciones del credo e idearios conservadores. Ya en 1929, Augusto Ramírez exponía la urgencia de renovación del Partido Conservador, para rejuvenecerlo y acomodarlo a las nuevas formas del combate político.⁵⁵² Silvio Villegas recordó que ser revolucionario no significaba ser anticonservador, ser conservador no era anclarse en el pasado: “*Ser conservador no equivale a conservar para toda la vida una actitud inmodificable ante el devenir de los acontecimientos. En cuestiones sociales, la misma iglesia ha tenido que aceptar reformas en que el dogma no interviene para nada.*”⁵⁵³

⁵⁴⁸ Echeverri Herrera Carlos, «Fascismo y el Partido Conservador», *La Patria*, Manizales, 21 de noviembre de 1936, p. 3.

⁵⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁵⁰ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado ...*, op.cit., p. 381.

⁵⁵¹ «El fascismo», *Derechas*, Bogotá, 29 de octubre de 1936, p.1.

⁵⁵² «Idearios de la nueva generación», *El Espectador*, Bogotá, octubre 1929. En: Ramírez Moreno Augusto. *Obras selectas*. Bogotá: Cámara de Representantes, 1984, p. 73.

⁵⁵³ Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p.5.

Particularmente importante fue la Convención Conservadora de 1937, considerada como la confirmación oficial de la actualización de las doctrinas conservadoras bajo el influjo novador de corte derechista, falangista y nacionalista. En esa convención de 1937 se adoptó por unanimidad la moción que declaraba el partido derechista y hacía suyo el lema: *No hay enemigo a la derecha*.⁵⁵⁴El historiador colombiano César Ayala Diago, concluía que el programa conservador de 1937 retomó las bases del programa de 1931, introduciendo las voces críticas de los ismos -liberalismo, socialismo, populismo, fascismo, nacionalismo, conservatismo-.⁵⁵⁵Eran claros la nueva tonalidad y sabor que impregnaban los discursos conservadores, aunque *El Siglo* aclaró que los programas del Partido en 1937 mantenían los zócalos históricos del credo del partido: patria, familia, religión.⁵⁵⁶

Ciertamente, con el sacudón de la crítica nacionalista y el influjo reaccionario europeo, los sectores tradicionales y conservadores tomaron conciencia de que no podían mantener un simple regreso al pasado. El diario nacionalista *La Patria*, eufóricamente escribió sobre la Convención Conservadora de abril de 1938, en la que, según él, se habían quebrantado las viejas estructuras, mientras se consagraban los nuevos valores nacionalistas, encarnados por la nueva generación de oradores nacionalistas como Londoño Londoño, Estrada Monsalve, Álzate Avendaño y Silvio Villegas, que exaltaron los idearios renovadores ante un auditorio conservador “*con los Brazos en alto*.”⁵⁵⁷En 1939, la *Revista Colombiana*, aunque lo repudiaba, reconocía por su lado que en una amplia franja de las derechas se opinaba que el credo conservador debía sufrir modificaciones de estructura o variaciones en la sustancia⁵⁵⁸; y en abril de 1939, *El Colombiano* se felicitó por el remozamiento doctrinario visible en la declaración de principios promulgados por las directivas, en la cual por fin el Partido Conservador absorbía en sus programas las divisas mayores del nacionalismo.⁵⁵⁹

Por consiguiente, el Partido Conservador iniciaba un acercamiento a la extrema derecha, resumido de la siguiente manera por Diego Montaña Cuéllar:

La ideología fascistoide de señoritos derechistas que funcionaba antes de enfrentados a Laureano Gómez, fue desplazando poco a poco a los dirigentes conservadores cívicos

⁵⁵⁴ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 120.

⁵⁵⁵ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 313.

⁵⁵⁶ «El programa conservador», *El Siglo*, Bogotá, 1 de febrero de 1937, p. 14.

⁵⁵⁷ Yagari Luis, «Juremos!», *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

⁵⁵⁸ «La Unidad conservadora», *Revista Colombiana*, Bogotá, Vol. X, 1 enero de 1939, n°117, p. 255.

⁵⁵⁹ «Nosotros frente al nacionalismo», *El Colombiano*, Medellín, 12 de abril de 1939, p. 5.

que no aceptaban que el partido conservador renegara de sus profesiones de fe republicanas y abrazara las ideas y tácticas del fascismo.⁵⁶⁰

Del mismo modo, la Legación de España, en un informe de septiembre de 1940, también destacó la derechización del Partido Conservador que se tornaba cada vez más hacia posturas semejantes a la de los nacionalistas españoles:

Es evidente que, desde hace unos meses, el Partido Conservador colombiano ha asumido posiciones muy semejantes a las propugnadas por las ideas nacionalistas, absorbiendo muchos elementos que por sí solos no podrían enfrentarse a las fuerzas liberales del país a las que conjuntamente, nacionalistas y conservadores dan hoy la batalla apoyados en el ambiente creado por los contundentes resultados de la guerra actual.⁵⁶¹

⁵⁶⁰Montaña Cuéllar Diego. *Memorias, op.cit.*, p. 184.

⁵⁶¹AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 12 de septiembre de 1940, de Luis Avilés y Tiscar al MAE. Asunto: Informe sobre debate internacional. Nota n°98.

Capítulo 3. El desperdicio del camino institucional democrático y la génesis de la violencia en Colombia (1934-1948).

Los movimientos populares, las oligarquías económicas y las disidencias internas en los partidos -nacionalistas, socialistas- habían fracasado en su intento de tomar el poder. Sin embargo, el espectro de las transformaciones políticas y socioeconómicas que rechazaban las elites políticas, no solo quedó en estado de amenaza o intentona.

Ya se sabe que, para las elites conservadoras, el peligro de reformas estructurales y sociales se volvió posibilidad y realidad con el advenimiento del reformista López Pumarejo primero y luego con el avance y triunfos electorales del proyecto de democracia social de Gaitán. Para algunos historiadores como Alexander Wilde, a pesar de los obstáculos, el sistema logró mantenerse hasta 1946.⁵⁶² Sin embargo, se puede considerar que el advenimiento de la presidencia de López Pumarejo, y la posibilidad de una presidencia de Gaitán, fue considerado desde el conservadurismo como el mayor peligro para el viejo orden oligárquico. En efecto, la amenaza reformista social y democrática, no se iba concretizando de manera violenta, ni revolucionaria como lo denunciaban las derechas, sino respetando el marco institucional moldeado por el bipartidismo, ganando elecciones y obteniendo un amplio apoyo popular, todo ello sin necesidad de revoluciones violentas o golpes de Estado lo que dejaba sin sustancia el argumento del peligro de la rebelión de las masas que había teorizado la derecha. López Pumarejo y Gaitán encarnaron, pues, la posibilidad pacífica y legal, de responder a las necesidades y reivindicaciones populares realizando las reformas modernizantes y sociales, sin pretender destruir el orden existente. Tal dato nos parece particularmente importante porque se observa una inversión de situación ya que estas opciones democráticas de transformación social y política, fueron en realidad imposibilitadas por la rebelión de las elites que mediante una reacción conservadora virulenta lograron paralizar el éxito de un cambio gradual y progresivo, impidiendo la realización de estos dos proyectos, que, aunque diferentes, simbolizaban las primeras tentativas social-democráticas en Colombia.

3.1. Esperanzas y desilusiones de la *Revolución en Marcha* (1934-1944).

La *Revolución en Marcha* de López Parejo irrumpió en el panorama colombiano generando mucho ruido: para unos era la esperanza de un proyecto reformista y de justicia social, mientras que para las derechas era el símbolo de la penetración comunista en Colombia

⁵⁶²Wilde Alexander, *op.cit.*, p. 28.

y prueba de que el peligro de revolución social se hacía realidad, amenazando de destrucción el orden católico y tradicional. Además, el otro gran elemento que caracterizó el proyecto lopista, fue el fortalecimiento de la movilización popular y el acercamiento con las fuerzas de izquierda. Al respecto, Miguel Ángel Urrego Ardila, observó que con el advenimiento de la República Liberal surgían dos necesidades: la reforma política y la movilización de la población cuya participación política era imposible restringir.⁵⁶³ Con esto, López Pumarejo había logrado adquirir el apoyo popular y conquistar las mayorías democráticas. A pesar de lo que sostenían las derechas, es incuestionable el hecho de que el proyecto reformista de López tenía la aprobación de las mayorías electorales, visible en los múltiples triunfos democráticos, sobre todo en las presidenciales de 1942 para un segundo mandato, en las cuales logró derrotar con margen, al liberal Carlos Arango Vélez candidato que había logrado congregarse el apoyo de las elites conservadoras y liberales que se oponían a su reelección. Este apoyo se manifestaba también por su capacidad de movilización popular en las numerosas manifestaciones públicas que culminaban en demostrativos mítines abarrotados de gente. Incluso, cuando se intentó deponerlo mediante un intento de cuartelazo en Pasto en julio de 1944, las masas populares en todo el país salieron a las calles para apoyarlo e impedir la tentativa de golpe. Al respecto el embajador de España informaba al MAE que de inmediato estallaron manifestaciones de ciudadanías en apoyo al presidente López en varias ciudades, en las cuales con frecuencia se escucharon gritos de protesta e insultos contra la Falange y el nazismo.⁵⁶⁴

Sin embargo, en un balance global, si bien López Pumarejo generó grandes esperanzas, finalmente su *Revolución en Marcha* no logró colmar todas las esperanzas que había generado porque ante la virulenta reacción de los sectores oligárquicos, bajo presiones y amenazas constantes, sus impulsos progresistas resultaron neutralizados y sus reformas frenadas, generando desazón y decepción en las clases populares.

3.1.1. El espectro del reformismo de la Revolución en Marcha.

A diferencia de Enrique Olaya que era hombre de tradición y que no había procedido a muchas reformas, López Pumarejo representaba el ala progresista del liberalismo, que pretendía iniciar un cambio verdadero en diversos aspectos.⁵⁶⁵ Por eso obtuvo el apoyo de los

⁵⁶³ Urrego Ardila Miguel Ángel. *La crisis del Estado Nacional en Colombia*. 1ª ed. Morelia: Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, 2004, p. 61.

⁵⁶⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 17 de julio de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Sobre el levantamiento militar contra presidente. Nota n° 159.

⁵⁶⁵ Martínez Herrera, Ó. F, *op.cit.*, p. 342.

sectores sociales politizados como el Partido Comunista, los principales sindicatos como la CTC, las mayorías electorales y también adquirió la confianza de algunos liberales moderados y progresista, que estaban de acuerdo con la necesidad de emprender reformas.

Por esta razón, el primero gobierno de López Pumarejo generó entusiasmo y optimismo, el embajador colombiano en Madrid explayaba su optimismo sobre la *Revolución en Marcha* en las radios españolas y, el 4 de octubre de 1934, comentaba que el ejemplo desarrollado en Colombia era un modelo para el continente.⁵⁶⁶De hecho, el término de *Revolución en Marcha* con el cual se nombró la voluntad reformista de López Pumarejo, podía dar lugar a equívocos por la pretensión “revolucionaria” que distaba de ser violenta, significando más bien un reformismo moderado dentro del marco institucional y el orden imperante. Como bien lo expresaba el historiador Álvaro Tirado Mejía la *Revolución en Marcha* era una revolución legal.⁵⁶⁷En el mismo sentido, Vernon Lee Fluharty afirmaba que sería equivocado interpretar a López Pumarejo como un revolucionario, ya que fue más bien un hábil reformista de la burguesía liberal y un hábil administrador, su proyecto era ordinario a pesar de ser considerado radical por las oligarquías colombianas de la época.⁵⁶⁸El Propio Alfonso López Pumarejo, aseguró que para lograr el desarrollo de su revolución liberal no necesitaba estrellarse estrepitosamente contra el orden legal.⁵⁶⁹Siendo así, en las instalaciones del Congreso en 1936, explicó que distinguía entre la revolución y el movimiento constitucional dirigido a modificar las bases y organizaciones del Estado.⁵⁷⁰

El propio presidente de esta “Revolución” reformista resaltaba a menudo el aspecto constitucional y legal de sus proyectos. Es cierto que su reforma constitucional de 1936 se inspiraba más en el “constitucionalismo social”,⁵⁷¹que en las imitaciones de los revolucionarios franceses de 1848 o la emulación de las normas del “evangelio socialista” como lo denunciaban los conservadores.⁵⁷²Sobre este punto, Gerardo Molina precisó que la reforma constitucional de 1936 era marcadamente social e inspirada en las revoluciones soviéticas y mexicanas, por un lado, y la Constitución alemana de Weimar y la española de

⁵⁶⁶ AGN. Caja 282, folio 252, carpeta 22. Madrid, 4 de octubre de 1934. Palabras pronunciadas por Manuel Marulanda ministro de Colombia en España ante el micrófono de Transradio Española. Documento n°188, p. 1

⁵⁶⁷Tirado Mejía Álvaro, *op.cit.*, p. 20.

⁵⁶⁸ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 61.

⁵⁶⁹Quincena Política XXV, 1 abril de 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 92.

⁵⁷⁰Mensaje al Congreso Nacional en las instalaciones de 1936. En: Pumarejo López Alfonso. *Obras selectas: segunda parte, op.cit.*, p. 87

⁵⁷¹Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L. (2015), *op.cit.*, p. 72.

⁵⁷² Ospina Rodríguez Mariano, «La Reforma de 1939», *El Siglo*, 5 de junio de 1939, p. 4.

1931 por el otro lado.⁵⁷³ De su lado, David Bushnell exponía que, en materia de limitaciones de los derechos de propiedad a favor de los derechos y obligaciones sociales, tomaba inspiración en la constitución mexicana de 1917.⁵⁷⁴ Algunos historiadores sostienen que en diferentes aspectos la *Revolución en Marcha* fue inspirada por el *New Deal* de Franklin D. Roosevelt.⁵⁷⁵ Para otros, el reformismo lopista era el resultado de posturas liberales democráticas inspiradas en el intervencionismo estatal propuesto por el economista John Maynard Keynes.⁵⁷⁶ Por fin, según Álvaro Tirado Mejía, la concepción modernizante de López incluía la voluntad de fortalecer las estructuras bipartidistas inspirándose probablemente en el modelo inglés.⁵⁷⁷

Para determinar la tonalidad real del reformismo lopista es necesario ver a grandes rasgos en qué consistía su proyecto reformista. Uno de los aspectos que más irritó a las elites hegemónicas, fue su veta progresista, redistributiva que pretendía forjar los cimientos de un Estado benefactor embrionario, superando la concepción de simple gendarme. Según Vernon Lee Fluharty se intentó fundar un Estado benefactor en donde la asistencia pública fuese función del Estado.⁵⁷⁸ En definitivas, el proyecto reformista de López era una tentativa de proyecto de transformación social, que ambicionaba entre otros: la redistribución de las riquezas, industrialización en las ciudades, una ampliación tributaria para financiar proyectos de bienestar, una reforma agraria necesaria, y una transformación del modelo educativo que buscaba ampliar el acceso a escuelas primarias y a la universidad.⁵⁷⁹ En este sentido, el Acto legislativo 1 de 1936 que sintetizaba las aspiraciones reformistas, coronó una voluntad de legislación social fuerte. En su artículo 16 consagró que: “*La asistencia pública es función del Estado. Se deberá prestar a quienes careciendo de medios de subsistencia y de derecho para exigirla de otras personas, estén físicamente incapacitadas para trabajar.*”⁵⁸⁰ Y en su artículo 17 decretó que: “*El trabajo es una obligación social y gozará de la especial protección del Estado.*”⁵⁸¹

Igualmente, hubo conatos de reforma agraria en 1936 que tocaban uno de los temas más sensibles de la historia de Colombia que fue la repartición de la tierra que tantos

⁵⁷³ Molina Gerardo. *Las ideas liberales en Colombia 1849-1959*, op.cit., p. 565.

⁵⁷⁴ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, op.cit., p. 259.

⁵⁷⁵ Gaitán Bohórquez, J., & Malagón Pinzón, M, op.cit., p. 299.

⁵⁷⁶ Martínez Herrera, Ó. F, op.cit., p. 341.

⁵⁷⁷ Tirado Mejía Álvaro, op.cit., p. 72.

⁵⁷⁸ Fluharty Vernon Lee, op.cit., p. 69.

⁵⁷⁹ Abel Christopher, op.cit., p. 111.

⁵⁸⁰ El Congreso de Colombia. Acto legislativo 1 de 1936, art 16.

⁵⁸¹ El Congreso de Colombia. Acto legislativo 1 de 1936, art 17.

conflictos y pugnas habían provocado. A grandes rasgos, con su reforma moderada los terratenientes no perdieron la tierra, pero se consagró la posesión para los campesinos desposeídos que hubieran invadido porciones ociosas; además se decretó el impuesto del latifundio improductivo comprando en algunas regiones propiedades privadas y dividiéndolas luego entre campesinos agricultores.⁵⁸²

En lo económico el proyecto lopista desarrolló una importante reforma tributaria y fortaleció la función interventora del Estado. Sobre esto, la reforma tributaria de López impulsó el primer impuesto directo y progresivo sobre rentas, patrimonio y las utilidades.⁵⁸³ El cambio de timón hacia un Estado interventor se materializó con la consagración de la “función social de la propiedad privada”, que permitió, por interés público, la posibilidad de enajenación forzosa, mediante indemnización equitativa. Al respecto, *El Siglo* comparó con el código civil soviético por la introducción de nociones como “la función social” de la propiedad.⁵⁸⁴ Pero esta función social de la propiedad no implicaba la colectivización, se garantizaba la propiedad privada adosándole ciertas obligaciones y límites.⁵⁸⁵ También, con López Pumarejo, se intensificó la intervención del Estado en las industrias y empresas para racionalizar producción, distribución y consumo de la actividad económica.⁵⁸⁶ Además, fortaleció un proyecto económico con fuertes tintes nacionalistas en lo económico, que a veces se oponía a la sumisión con Estados Unidos.⁵⁸⁷

Por otra parte, la cuestión religiosa y la reforma concordataria, fue uno de los puntos que más tensión generó por la fuerza del catolicismo en Colombia. En efecto, la supresión de la invocación a Dios en el preámbulo de la constitución de 1886 y la consagración de algunas libertades, se enmarcaba en un proceso normal de laicización y de separación del Estado y la Iglesia.⁵⁸⁸ Con la reforma constitucional de 1936 se consagró un marco general laico, en el cual se protegía la libertad de conciencia y de culto⁵⁸⁹ y la libertad de enseñanza.⁵⁹⁰ Por ello, el conservador Abel Carbonell subrayó que los temas del concordato y la reforma de la constitución generaron vallas entre López y su oposición.⁵⁹¹

⁵⁸²Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 257.

⁵⁸³Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 71.

⁵⁸⁴«La función social», *El Siglo*, Bogotá, 11 de agosto de 1939, p. 4.

⁵⁸⁵Martínez Herrera, Ó. F., *op.cit.*, p. 343.

⁵⁸⁶Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L., *op.cit.*, p. 72.

⁵⁸⁷Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, *op.cit.*, p. 146.

⁵⁸⁸Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L., *op.cit.*, p.72.

⁵⁸⁹Acto legislativo 1 de 1936, art 13.

⁵⁹⁰Acto legislativo 1 de 1936, art 14.

⁵⁹¹Quincena XXXII Julio 15 de 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas*, *op.cit.*, p. 101.

Por último, una de las componentes decisivas del reformismo lopista fue la modernización de la maquinaria electoral que, como ya vimos anteriormente, fue intensificada bajo su mandato para socavar el modelo censitario y capacitario⁵⁹² creado en tiempos pasados, reforzando con esto, las mayorías democráticas para el liberalismo.⁵⁹³

En definitivas, bien se ve que lejos de ser un proyecto revolucionario de inspiración marxista, el proyecto lopista era un reformista moderado, que bebía en la fuente de la socialdemocracia, salvo algunos aspectos como la cuestión agraria inspiradas de las revoluciones mexicanas y rusa. La *Revolución en Marcha* y sus pretensiones de transformación política del Estado, de reformas sociales y renovación de las instituciones, lejos de ser un revolcón socialista, formaba parte de un proyecto de modernización nacional.⁵⁹⁴El historiador Vernon Lee Fluharty también destacaba que era un proyecto progresista no revolucionario, sus puntos esenciales apuntando hacia las necesidades de una época cambiante.⁵⁹⁵

Pero, para una gran mayoría de las derechas colombianas, la reforma constitucional de 1936, significaba un paso hacia el socialismo, particularmente visible por la enmienda a la propiedad privada y la supresión de garantías de la Iglesia católica.⁵⁹⁶*El Siglo* designó abiertamente la reforma constitucional como la “constitución bolchevique”.⁵⁹⁷*El Colombiano*, de su lado, la denominó como la “constitución roja”, que habría socavado el patrimonio civilizatorio que cimentaron los libertadores.⁵⁹⁸ En enero de 1939, Mariano Ospina fustigó contra la función social de la propiedad que habría convertido el Estado en dueño de todo y a los propietarios en simples empleados y funcionarios públicos.⁵⁹⁹ Por fin, del lado de las jerarquías eclesiásticas, para Monseñor Miguel Ángel Builes, el proceso de reforma constitucional era el proyecto de “constitución atea”⁶⁰⁰, y Fray Mora Díaz hablaba nada menos que de “la Prostituyente”.⁶⁰¹

⁵⁹² Requisito de capacidad intelectual, obligación de saber leer y escribir.

⁵⁹³ Abel Christopher, *op.cit.*, p 111.

⁵⁹⁴ Martínez Herrera, Ó. F, *op.cit.*, p. 337.

⁵⁹⁵ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 70.

⁵⁹⁶ «Hacia el socialismo», *El Siglo*, Bogotá, 8 de abril de 1936.

⁵⁹⁷ «La política conservadora», *El Siglo*, Bogotá, 18 de julio de 1936, p. 3.

⁵⁹⁸ «La constitución roja», *El Colombiano*, Medellín, 23 de febrero de 1936, p. 5.

⁵⁹⁹ «Reivindicación histórica de la obra del régimen conservador», discurso del doctor Mariano Ospina al abrir la campana electoral de Antioquia el 26 de enero de 1939. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte*, *op.cit.*, p. 152.

⁶⁰⁰ Carta pastoral del 11 de febrero de 1936, «Los atentados de la masonería». En: Builes Miguel Ángel. *Cartas pastorales*. Medellín: Editorial Bedout, 1958. p. 240.

⁶⁰¹ Mora Díaz Fray. *Chispas del Yunque*. Tunja: Editorial el Cruzado, 1942, p.143.

3.1.2 ¿Un Frente Popular colombiano?

Se ha visto que López Pumarejo presidente en dos periodos distintos (1934-1938) y (1942-1945), sufrió unos ataques constantes de las derechas. Sus reformas que implicaban trastocar ejes importantes del viejo orden oligárquico, fueron los alicientes para la enemistad enconada que padeció. Los medios reaccionarios colombianos no escatimaron en tinta para acusarlo de ser el artífice de un Frente Popular en Colombia. El influyente jesuita Félix Restrepo, alertó sobre el VII Congreso internacional del komintern (1935), en el cual el comunismo cambió de táctica permitiendo la participación en frentes populares para luchar contra el fascismo. Agregó que, en Colombia desde ciertas oficinas, ciertos periódicos, o aún ciertos comités de barrios, se promovían la idea de un Frente Popular proclamando la guerra contra la reacción.⁶⁰² Entre tanto, el estadista conservador Esteban Jaramillo había analizado la táctica de los frentes populares como nueva estrategia comunista que favorecía la alianza de todos los elementos de izquierda-radicales y socialistas-, con el fin de infundirles la mística subversiva y revolucionaria, provocando una revolución social.⁶⁰³ *El Siglo* sintetizó la táctica de los frentes populares como la consigna comunista de “todos los partidos de izquierda contra la derecha”.⁶⁰⁴ En abril de 1936, el mismo periódico denunció el manifiesto de “un frente liberal popular”, que era un llamamiento a todas las fuerzas de izquierda para combatir la reacción conservadora-clerical y defender el programa político del presidente López Pumarejo.⁶⁰⁵ Para las derechas quedaba claro, pues, que el gobierno de López Pumarejo no era un régimen liberal sino frente populista que había adoptado los métodos soviéticos de violencia.⁶⁰⁶ Según ellas, López Pumarejo había importado el Frente Popular de naciones como Francia en donde se había iniciado un ciclo “destrutivo y decadente”.⁶⁰⁷ De ahí que, las denuncias progresistas sobre una “supuesta” reacción conservadora y clerical eran refutadas por los sectores reaccionarios, como un pretexto comunista para sellar la conformación de un Frente Popular y la fusión, transitoria o permanente, de los liberales de centro, izquierda, extrema izquierda y marxistas.⁶⁰⁸

Con todo, las anatemas contra la *Revolución en Marcha* iban a llegar a niveles de violencia verbales inauditos, siendo la hipérbole discursiva un rasgo distintivo de la vida

⁶⁰² Restrepo Félix, «Frente Popular», *El Colombiano*, Medellín 28 de julio de 1936, p. 3.

⁶⁰³ «La política», *El Siglo*, Bogotá, 1 de febrero de 1936.

⁶⁰⁴ «Táctica comunista», *El Siglo*, Bogotá, 11 de julio de 1936.

⁶⁰⁵ «Manifiesto del Frente liberal popular a su copartidarios», *El Siglo*, Bogotá, 12 de abril de 1936, p. 2.

⁶⁰⁶ «Ante la oligarquía», *El Siglo*, 4 de enero de 1937, p. 4.

⁶⁰⁷ Anzola Nicasio, «Hacia el Frente popular», *El Siglo*, Bogotá, 11 de agosto de 1940, p. 4.

⁶⁰⁸ «Ser o no Ser», *El Siglo*, Bogotá, 17 de mayo de 1936, p. 3.

política de la época. Al respecto, el 13 de agosto de 1936, *El Siglo* llamó el liberalismo “la Celestina” del Frente Popular colombiano. Del mismo modo, en noviembre de 1936, con un discurso virulento, el grupúsculo nacionalista las *Camisas Negras de Gramalote*, se proponía limpiar la patria del Frente Popular:

Nuestro fin no solo será impedir la entrada al soviético, sino también limpiar nuestra patria de eso que se llama Frente Popular y que no es otra cosa que comunismo en pañales, compuesto de las izquierdas roídas por las miserias humanas y que son el escuadrón de asalto contra el edificio de los proletarios. El Frente Popular o los perros moscovitas son cachorros rebeldes y debemos oponer un ejército de jóvenes en la lucha, pero de raíces fuertes y vigorosas para ella.⁶⁰⁹

Finalmente, el famoso desfile del 1 de mayo de 1936 en el que López Pumarejo se mostró en el balcón presidencial acompañado de sindicalistas y de comunista, acentuó y agravó las acusaciones de voluntad de formar un Frente Popular en Colombia. Por supuesto, la aparición en el balcón presidencial de la figura comunista Gilberto Vieira amplificó los rumores de complot comunista.⁶¹⁰ Para Fray Mora Díaz, el 1 de mayo de 1936, el presidente aceptó el homenaje del Frente Popular, obteniendo el título del “*primer Camarada*”.⁶¹¹ De manera similar, el caudillo Conservador, Aquilino Villegas, adujo que ese 1 de mayo las organizaciones sindicalistas, socialistas y comunistas, declararon al “*Compañero Alfonso López como un nuevo Lenin*”.⁶¹² En consecuencia, el desfile del 1 mayo 1936 confirmó para *El Siglo* la entrada del comunismo dentro del liberalismo, por prueba, contó que, durante el acto, el presidente se dejó llamar “*el camarada López*”.⁶¹³

En el mismo sentido, la gran mayoría de las figuras del Partido liberal criticaron esa manifestación hasta José Mar, considerado como un liberal progresista; desde las columnas de *El Espectador*, espetó que esa movilización le dio al primero de mayo un tinte violentamente “rojo y socialista”. Enrique Santos de su lado, reconoció que el despliegue de las masas populares fue en agradecimiento a la obra social del presidente, pero reafirmó que sin duda, universitarios y obreros luchaban con entusiasmo por la formación de frentes populares.⁶¹⁴

⁶⁰⁹Discurso Cárdenas Silva, «Fervorosa manifestación de Camisas Negras en Gramalote», *Derechas*, Bogotá, 27 de noviembre de 1936.

⁶¹⁰Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 211.

⁶¹¹Mora Díaz Fray. *Chispas del Yunque*, *op.cit.*, p. 214.

⁶¹²«El compañero», *La Patria*, Manizales, 3 de mayo de 1936. En: Villegas Aquilino. *40 años de opinión*, *op.cit.*, p. 57.

⁶¹³«El conservatismo voila l’ennemi», *El Siglo*, Bogotá, 3 de agosto 1936, p. 5.

⁶¹⁴«Calibán contra los izquierdistas», *El Siglo*, Bogotá, 4 de mayo de 1936, p. 5.

Sin embargo, las acusaciones de frente populismo y de sumisión de López a agentes del comunismo internacional eran exageradas. Si bien López Pumarejo contaba con el apoyo de los liberales de izquierda, de los comunistas y de la mayoría de los sindicatos, era más que todo una adhesión a su voluntad reformista y la tonalidad social de la *Revolución en Marcha*. En ningún momento fue un acuerdo programático como en el marco de los frentes populares, ni siquiera un pacto electoralista como en los carteles de izquierda. Se le comparaba con el Frente Popular español, pero nunca existió un acuerdo. Salvo un apoyo moral, una simpatía social y popular, no había ninguna alianza oficial entre fuerzas comunistas y el presidente López Pumarejo. Incluso, como lo recordaba el historiador Álvaro Tirado Mejía, en los inicios, los comunistas habían visto a López Pumarejo como un agente del imperialismo norteamericano, y fue solo después de ver las reformas lopistas y de la VII conferencia del Komintern, cuando cambiaron de perspectiva sobre él.⁶¹⁵ El propio López Pumarejo había advertido que el Frente Popular en Colombia era una ilusión, ya que el comunismo era una fuerza insignificante en el país.⁶¹⁶ A ello se puede añadir que, en 1937, el dirigente comunista Ignacio Giraldo propuso al directorio liberal una alianza contra la reacción conservadora, pero Eduardo Santos rechazó la propuesta para evitar un amalgamamiento entre liberales, comunistas, socialistas, actitud ampliamente elogiada por el derechismo.⁶¹⁷

A fin de cuentas, más que un Frente Popular verdadero lo que hubo en Colombia fue una adhesión masiva de diferentes sectores populares a un proyecto que por primera vez, tomaba un cariz de transformaciones verdaderas y proponía soluciones al problema de la cuestión social y las necesidades de los sectores populares. El propio López Pumarejo recordó en su discurso del 7 de agosto de 1937 ante la Cámara de Representantes, que su objetivo fue siempre gobernar con la opinión pública.⁶¹⁸ Además, casi medio siglo después de los hechos, el dirigente comunista Gilberto Vieira justificó las razones del apoyo comunista a López Pumarejo no por acuerdo frente populista, sino simplemente por la tonalidad progresista y antifascista de su proyecto que tenía el apoyo de las masas populares.⁶¹⁹

⁶¹⁵Tirado Mejía Álvaro, *op.cit.*, p. 70.

⁶¹⁶ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 117.

⁶¹⁷Quincena LXXXV, 1 de enero de 1937. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 246.

⁶¹⁸«Mensaje del presidente al Senado 31 de mayo de 1937». Anales de la Cámara de Representantes, sesiones extraordinarias, Bogotá, 1 de junio de 1937, Serie 2, n° 82. Mensaje del presidente al Senado 31 de mayo de 1937, p. 835.

⁶¹⁹ «La experiencia revolucionaria y su importancia». Publicado en la “Revista Internacional”, n° 1, Praga. enero de 1978. En: Vieira Gilberto. *Frente amplio contra el despotismo*. Bogotá: Fondo Editorial Suramérica, 1979, p. 106.

El argumento frente populista era, pues, un instrumento más para desacreditar un proyecto que sin ser radical, ni revolucionario, trastocaba el orden oligárquico. Poco a poco, López Pumarejo devenía el blanco y el chivo expiatorio de la agresiva reacción de las derechas. Desde la tribuna del *Siglo* en abril 1936, se llamó a la conformación de un bloque nacional para enfrentar “*el Frente Popular colombiano*”.⁶²⁰

3.1.3. El reflujó de la Revolución en Marcha y el freno al reformismo lopista.

En su mensaje de renuncia a la presidencia en 1944, López Pumarejo lamentó que se le responsabilizaba de todos los males del país, hasta del asesinato del militante conservador Francisco Anastasio Pérez más conocido popularmente como *Mamatoco*.⁶²¹ Este famoso boxeador y militante había sido brutalmente apuñalado el 14 de julio de 1943 por tres policías, este caso fue para la derecha un símbolo de la represión liberal contra conservadores. En todo caso, López Pumarejo, tenía razón al subrayar que se le culpaba de todo, convirtiéndose en auténtico blanco de las elites. Incluso, a veces se le reprochaba por tratar de tener buenas relaciones con conservadores; en 1934, por ejemplo, Olaya denunció la amistad turbia, según él, entre López y Laureano Gómez.⁶²² Lo cierto era que lejos de romper y destruir el orden oligárquico, López pretendió reformarlo en paz y no en franca oposición con los conservadores.⁶²³

A pesar de estas intenciones, el programa reformista de López, desató la furia y el resentimiento de las elites bipartidistas.⁶²⁴ Apenas, surgieron las primeras grandes reformas de la *Revolución en Marcha*, de inmediato, según el liberal Carlos Lozano Lozano, las derechas: “*abrumaron el país con el vocerío de su inconformidad, se mostraron escandalizados hasta la desesperación y anunciaron el implementamiento en Colombia de los sistemas de la Rusa Soviética.*”⁶²⁵ Por consiguiente, como lo explicó el historiador Tirado Mejía, el gobierno de López Pumarejo fue atacado por varios flancos sobre todo por los grandes intereses del capital y la tierra.⁶²⁶ Con relación a eso, desde marzo 1935, la Embajada española en Colombia informó de la inquietud en las clases capitalistas por la política económica y fiscal que

⁶²⁰ Arcila González Antonio, «Bloque nacional», *El Siglo*, Bogotá, 12 de abril de 1936, p. 2.

⁶²¹ «Mensaje de renuncia del presidente López Pumarejo», Bogotá, 15 de mayo de 1944. En: Pumarejo López Alfonso. *Obras selectas: segunda parte, op.cit.*, p. 541.

⁶²² Quincena XXXV septiembre 1934. En: Carbonell Abel; *Obras selectas, op.cit.*, p. 119.

⁶²³ El historiador Christopher Abel recordaba que Alfonso López Pumarejo buscó la colaboración con conservadores, pero estos prefirieron la abstención. En: Abel Christopher, *op.cit.*, p. 113.

⁶²⁴ Fluharty Venron Lee, *op.cit.*, p. 73.

⁶²⁵ «Perennidad del liberalismo», Conferencia pronunciada en el Teatro Municipal de Bogotá marzo de 1943. En Lozano y Lozano Carlos. *Escritos políticos*. Bogotá: Instituto Colombiano de Cultura, 1980, p. 107.

⁶²⁶ Tirado Mejía Álvaro, *op.cit.*, p. 66.

anunció la nueva administración gravando fuertemente el capital y la industria.⁶²⁷ A finales de 1937, para la oposición, el balance de López Pumarejo era nefasto, tanto en el orden político, económico, fiscal y administrativo.⁶²⁸ Así pues, Diego Montaña Cuéllar destacó la alianza de las elites para cercar a López Pumarejo como sigue:

Sin embargo, la furiosa oposición conservadora ya comprometida sin embozo en la política fascista y el apoyo que le deparaban las fuerzas más poderosas del capital y sectores del liberalismo, crearon un asedio cada vez más estrecho al gobierno de López que se debatía en medio de una situación de crisis económica, resultado de los impactos de la guerra sobre el comercio exterior.⁶²⁹

Hay más, la salva de críticas acerbadas, no provenía únicamente de la oposición conservadora y nacionalista, sino de su propio partido, hecho que explicaba en gran parte el fracaso de su obra reformista. A este propósito, en un informe sobre política interna colombiana, el encargado de negocios español relató que el gobierno de López Pumarejo era claramente de corriente izquierdista, con una política orientada hacia la protección de las masas, pero que esta política social se veía estorbada por la poderosa ala derechista del Partido Liberal y el Partido Conservador.⁶³⁰ Abel Carbonell resaltaba él, que un influyente liberal como López de Mesa criticaba la voluntad de López Pumarejo de “*remover la historia nacional*”.⁶³¹ A su vez, el caudillo liberal Libardo López vituperó contra el insoportable estado social y la situación general desastrosa.⁶³² Dentro de la disidencia liberal en contra del proyecto reformista de la *Revolución en Marcha* estaba el propio hermano del presidente, Eduardo López Pumarejo, consumado derechista y opositor decidido del gobierno presidido por su hermano, acusándolo de ser apoyado por Moscú.⁶³³ En suma, las reformas institucionales y estructurales que lanzó, ni siquiera contaban con el apoyo de liberales moderados como Luis Cano que explicó que no creía que el desarrollo moral y material de Colombia ameritaba “*un cambio institucional*”.⁶³⁴ El propio López Pumarejo reconoció ante al Congreso esa fuerte resistencia interna en su partido:

Cada una de las cuestiones vitales que planteó mi Gobierno como tema de discusión y que sostuvo como programa de partido, provocó las resistencias entre sectores que se

⁶²⁷ AGA. Fondo 15, Caja 54/03107. Bogotá, 1 de marzo de 1935, del ministro de España en Colombia al Ministerio de Estado. Remite informe semestral Julio-diciembre 1934 n°35.

⁶²⁸ «El balance de un régimen», *El Siglo*, Bogotá, 8 de enero de 1938, p. 2.

⁶²⁹ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, op.cit., p. 146.

⁶³⁰ AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 31 de mayo de 1938, op.cit.

⁶³¹ Quincena LXXXV, 1 de enero de 1937. En: Carbonell Abel. *Obras selectas*, op.cit., p. 243.

⁶³² «Violencia crítica liberal por la situación actual», *El Siglo*, Bogotá, 30 de noviembre de 1944, p. 5.

⁶³³ Guerrero Barrón Javier, op.cit., p. 244.

⁶³⁴ Quincena Política XXV, abril 1 de 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas*, op.cit., p. 97.

llamaban antes liberales, por tradición, por herencia o por localización en el mapa de la República.⁶³⁵

Por ello, a pesar de contar, durante su primer gobierno, con una Cámara de Representantes totalmente liberal por la abstención conservadora, amplios sectores del liberalismo de derecha decidieron, pues, sabotear sus iniciativas legislativas y de reformas.⁶³⁶El problema que subrayó Christopher Abel fue que cualquier reforma tendría que pasar por una mayoría de propietarios en el Congreso.⁶³⁷Luego, la burguesía liberal que encarnaba Eduardo Santos, frenó el reformismo de la *Revolución en Marcha*, privilegiando el apaciguamiento con el Partido Conservador.⁶³⁸Por eso, con Eduardo Santos inició “la pausa” en las reformas sociales de la *Revolución en Marcha*, tranquilizando las oligarquías.⁶³⁹

Cuando uno se adentra en el estudio de la obra de López Pumarejo, surge de inmediato la sensación de que fue un hombre político constantemente acechado y presionado, que no tenía el talante ni el carácter aguerrido para soportar tal presión. Recordemos que varias veces tanto en su primer mandato como en el segundo intentó renunciar a la presidencia antes de su culminación, siendo efectiva su dimisión en su segunda presidencia. Pero desde su primer gobierno, acuciado por la reacción oligárquica, el 26 de mayo de 1937, había decidido presentar su dimisión ante el Senado de la República, que no fue aceptada.⁶⁴⁰Esa primera tentativa de renuncia ante la embestida de un frente de liberales de derecha y conservadores, no culminó debido al respaldo demostrativo de los sindicatos y las masas, con una huelga general.⁶⁴¹Pero durante su segundo gobierno (1942-1945), sin tener las intenciones reformistas del primer mandato, concentró no solo las críticas de las derechas, sino también de algunos sectores de izquierda y de las clases populares, renunciando finalmente amargado y desilusionado.

La tonalidad de sus cartas sobre la renuncia durante su segunda presidencia, denotaban una profunda decepción y cierta tristeza. En una comunicación de López Pumarejo a Carlos Lozano Lozano explicándose sobre su voluntad en enero de 1944, manifestó su deseo de retirarse a la vida privada, considerando que su permanencia en la administración ya no era

⁶³⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 31 de Julio de 1938, *op.cit.*, p. 4.

⁶³⁶ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 292.

⁶³⁷ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 114.

⁶³⁸Montaña Cuéllar Diego. *Memorias*, *op.cit.*, p. 186.

⁶³⁹Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, *op.cit.*, p. 141.

⁶⁴⁰Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 293.

⁶⁴¹Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 73.

necesaria.⁶⁴²El 15 de mayo de 1944, en su mensaje de renuncia, justificó sus razones políticas y familiares:

Lejos de Colombia pude ver con mayor claridad y precisión que mi permanencia al frente del Gobierno no es necesaria y que, por el contrario, razones de muy diversa índole justifican mi determinación de retirarme definitivamente de él. Unas son razones personales, otras políticas, otras de familias.⁶⁴³

El caso era que en 1942 cuando fue reelegido un López Pumarejo ya no era el mismo, había perdido el voluntarismo reformista del primer mandato, a pesar de haber hecho campaña prometiendo que defendería el legado de su primera administración.⁶⁴⁴Lo que conduce a Jorge González Jácome a comentar el segundo mandato de López en 1942 subrayando que estuvo “*desprovista de energía social*”.⁶⁴⁵En efecto, ya no contaba con la actitud necesaria para enfrentar la reacción derechista.⁶⁴⁶Sobre esto, el embajador de Estados Unidos había expresado que sentía a un López deprimido y nervioso.⁶⁴⁷ A decir verdad, en su discurso de renuncia ante el Congreso, se escuchó a un López Pumarejo derrotado que aseguró estar solo:

Una larga serie de hechos que el país no conoce todavía a cabalidad me advirtieron claramente en los primeros días de octubre del año pasado que no contaba ya con el mínimo apoyo de los jefes políticos del partido de gobierno que un presidente necesita para poder cumplir bien su tarea.⁶⁴⁸

Por eso, durante su segundo mandato, se empezó a retrotraer con argucias jurídicas y parlamentarias las principales reformas del primer mandato. Como lo demostraba el gran paso atrás dado en materia agraria con la ley 100 de 1944 que fue desvirtuando las modificaciones e innovaciones que había consagrado la ley 200 de 1936, como la presunción de que eran propiedad privada los fundos explotados económicamente y baldíos los demás, y que los predios mayores de 330 hectáreas no poseídos económicamente después de 10 años

⁶⁴²«Comunicación del presidente titular al ministro de Relaciones Exteriores (Carlos Lozano Lozano), sobre su retiro», Nueva York, enero de 1944. En: Pumarejo López Alfonso. *Obras selectas, segunda parte, op.cit.*, p. 474.

⁶⁴³Mensaje de renuncia del presidente López, Bogotá, 15 de mayo de 1944. En: Pumarejo López Alfonso. *Obras selectas, segunda parte, op.cit.*, p. 525.

⁶⁴⁴Atehortua Cruz, Adolfo León, *op.cit.*, p. 149.

⁶⁴⁵Jácome. J. (2015). *Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959, op.cit.*, p. 106.

⁶⁴⁶Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 146.

⁶⁴⁷Atehortua Cruz, Adolfo León, *op.cit.*, p. 167.

⁶⁴⁸Mensaje de renuncia del presidente Alfonso López Pumarejo, Bogotá, 15 de mayo de 1944. En: Pumarejo López Alfonso. *Obras selectas, segunda parte, op.cit.*, p. 527.

regresaban al Estado.⁶⁴⁹ Estos gestos conservadores, se acompasaban con el frenazo de Santos en 1938, que detuvo el impulso de las reformas sociales y a la postre provocó que las grandes reformas tuvieran efectos menos progresistas de lo esperado.⁶⁵⁰

Por ese viraje derechista y debido a no cumplir con el legado de su primer mandato a partir de 1945, López Pumarejo empezó a perder las fuerzas de los sectores sociales, puesto que las banderas sociales se trasladaron detrás de Gaitán que, con vigor y energía, cargaba contra la oligarquía y proponía la restauración moral de la República.⁶⁵¹ Incluso, desde 1944, López Pumarejo chocaba contra sus antiguos aliados sindicalistas, impidiendo la formación de organizaciones civiles de la Confederación de Trabajadores Colombianos, que habían organizado milicias temiendo una conspiración fascista-militar.⁶⁵² Finalmente, muchos colombianos progresistas, y los sectores populares que se habían entusiasmado con su proyecto, opinaban que López Pumarejo los había traicionado con su giro progresivo hacia el centro o hacia la oligarquía durante su segundo periodo.⁶⁵³

En todo caso, ya en un discurso en 1938 ante el Congreso, López Pumarejo admitió el desfase entre lo que se quiso hacer y lo que se hizo: “*Observo una desproporción muy notable entre lo que hemos querido hacer y lo que se hizo. No hay correspondencia entre nuestras aspiraciones y nuestras obras.*”⁶⁵⁴ Al respecto, muchos historiadores subrayan que la *Revolución en Marcha* quedó inconclusa, frenada por la reacción derechista. Christopher Abel se refería a “la revolución en reversa” para significar que el impacto de la política reformista había sido relativo e incompleto, resaltando que la *Revolución en Marcha* había decepcionado a muchos.⁶⁵⁵ En cuanto a David Bushnell, afirmaba que con su proyecto reformista, López Pumarejo, había despertado grandes expectativas y esperanzas, tal vez demasiado grandes para ser contentadas con rapidez, sin tener en cuenta la oposición de las elites liberales y conservadoras.⁶⁵⁶ Para Hernando Calvo Ospina, las reformas en su mayoría quedaron en papel y apenas “*rasguñaron los intereses de las oligarquías*”.⁶⁵⁷ El embajador español analizaba,

⁶⁴⁹ «Planteamientos y soluciones del problema agrario», Universidad de Medellín, agosto de 1960, n°7. En: Toro Agudelo Hernán. *Obras selectas, op.cit.*, p.13.

⁶⁵⁰ Jácome. J. (2015). *Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959, op.cit.*, p. 106.

⁶⁵¹ Atehortua Cruz, Adolfo León, *op.cit.*, p. 168.

⁶⁵² Abel Christopher, *op.cit.*, p. 140.

⁶⁵³ FluhartyVernon Lee, *op.cit.*, p. 83.

⁶⁵⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 31 de julio de 1938, *op.cit.*, p. 1.

⁶⁵⁵ Abel Christopher, Política, *op.cit.*, p. 121-122.

⁶⁵⁶ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 261.

⁶⁵⁷ Calvo Ospina Hernando, *op.cit.*, p. 45.

por su lado, que el freno al proyecto lopista, truncó y frustró la voluntad popular y el programa que deseaban las mayorías:

El resultado, pues, no ha podido ser más exiguo ni más desproporcionada la obra que se ha realizado con la que se quería elevar a cumplimiento, frustrándose con ello la voluntad popular que elevando al poder el Partido liberal pretendía ver la inminente aplicación del programa concreto de reformas prometido y que mejor respondía a las necesidades sociales del momento.⁶⁵⁸

3.2. El fervor por la democracia popular y radical de Jorge Eliécer Gaitán. (1933-1948)

Después de la decepción inspirada por la política de López Pumarejo, los sectores de izquierda y populares se esperanzaron nuevamente con la figura del líder popular Jorge Eliécer Gaitán. Este amenazó como nadie el orden oligárquico, expandiendo su popularidad, mitin tras mitin, y elección tras elección, a tal punto que antes de su asesinato, se consideraba como incuestionable su posible triunfo a la presidencia.

Gran orador y hombre culto, logró fascinar en las plazas, siendo una figura venerada por las mayorías, aún hasta nuestros días. Sin ser revolucionario, su proyecto político implicó un revuelco social mucho más avanzado que el de López Pumarejo, pero igualmente respetuoso de la institucionalidad, con la pretensión de conquistar el poder ganando elecciones y con el apoyo de las mayorías democráticas.

No era comunista, siempre tomó distancia con ellos con los cuales tuvo tensiones, siendo acusado por algunos marxistas colombianos, en un inicio de ser un fascista.⁶⁵⁹Tanto así que, varias veces, los comunistas prefirieron apoyar a candidatos oficiales de las elites liberales por encima de Gaitán. Siendo liberal en lo político y socialista en lo económico, se proponía llevar la democracia hacia su tercera liberación estableciendo una verdadera democracia social. Es decir, respetando la libertad política y la libertad de conciencia, proponía asegurar la libertad y seguridad económica, justificando que la libertad de palabra y de pensamiento eran meras entelequias si no estaban acompañadas de seguridad económica.⁶⁶⁰

⁶⁵⁸AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 31 de Julio de 1938, *op.cit.*, p. 2.

⁶⁵⁹ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 149.

⁶⁶⁰«Rusia y la democracia», 1942. En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p.301.

3.2.1. *El ascenso vertiginoso de un caudillo popular frente a las oligarquías.*

El historiador David Bushnell esbozaba que, si bien tanto López como Gaitán pretendían hablarles a las masas, el primero era un “aristócrata con espíritu público” que guardaba sus distancias con ellas, mientras el segundo se identifica y se fundía con la gente común.⁶⁶¹ Sobre el particular, el conservador Rafael Azula Barrera recordó que Gaitán no era un hijo de la elite, sino que era de procedencia humilde y popular: “*Nacido en un sencillo hogar bogotano conoció todas las privaciones y amarguras que la pobreza impone a la conquista de una noble ambición.*”⁶⁶² Por eso, Gaitán al no ser de abolengo burgués, no temía como López Pumarejo romper si necesario con las elites.

Joven abogado Jorge Eliécer Gaitán se había ilustrado con su oratoria denunciando la famosa masacre de las bananeras en el congreso (1928). Desde el inicio, a pesar de ser miembro del Partido Liberal, era claro que su perspectiva social chocaba con las elites liberales del partido. Por lo que Gaitán oscilaba tácticamente entre la disyuntiva de crear su propio movimiento independiente socialista o lograr sus objetivos conquistando el Partido Liberal.⁶⁶³ En un primer momento, se inclinó por el camino de la disidencia, renunciando al partido y formando el Partido UNIR con otro liberal Carlos Arango Vélez. En verdad, la UNIR nació en 1933 como una reacción al inmovilismo reformista del gobierno de Olaya, que no se comprometía con las necesidades de los sectores populares. A partir de entonces, emprendió un ascenso político en búsqueda de su espacio en el espectro político colombiano.⁶⁶⁴

Sin embargo, desde el principio este partido que desafiaba el elitismo, fue víctima de presiones, amenazas y persecuciones de las elites. Sus miembros fueron arrestados de forma arbitraria por la policía, y algunos fueron víctimas de asesinato político como en el caso de Pedro Elías en 1934. La experiencia del unirismo fue combatida por diversos sectores, el Primado de Colombia en una pastoral para cuaresma de 1935, condenó el programa socialista del unirismo.⁶⁶⁵ Como era de suponer, los sectores derechistas lo acusaban de ser comunista. Pero si bien Gaitán era un líder de izquierda, no era marxista; aunque reconocía un conflicto de intereses entre elites y las demandas populares, no consideraba la lucha de clases y la dictadura del

⁶⁶¹Bushnell David. Colombia una nación a pesar de sí misma..., *op.cit.*, p. 270.

⁶⁶²Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 55.

⁶⁶³Bushnell David. Colombia una nación a pesar de sí misma..., *op.cit.*, p. 270.

⁶⁶⁴ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 210.

⁶⁶⁵Carta pastoral «Los atentado de la masonería», 11 de febrero de 1936. En: Builes Miguel Ángel. *Cartas pastorales*, *op.cit.*, p. 251.

proletariado como la solución, creía más bien en una síntesis democrática que permitiera a las masas populares integrarse al aparato estatal.⁶⁶⁶

Después de la experiencia fallida de la UNIR, Gaitán regresó al Partido Liberal y empezó la conquista del partido desde dentro. Rápidamente, el 8 de junio de 1936, fue nombrado alcalde de Bogotá por el liberalismo, mandato en el cual empezó a vislumbrarse su capacidad movilizadora y polarizadora. En febrero de 1937, surgió la huelga de choferes de taxi desatada por un decreto peculiar de Gaitán que les prohibía el uso de la ruana. Después, de varios días, los manifestantes lograron frenar el decreto y el gobernador de Cundinamarca lo destituyó como alcalde de la capital, pero este episodio fue la prueba de la intensificación de la efervescencia social que iba creciendo en Bogotá, entre gaitanistas y anti-gaitanistas, que se concretizó en varias reyertas callejeras.⁶⁶⁷ A pesar de este episodio en la alcaldía, Gaitán inició su estrategia para dominar el Partido Liberal desde dentro, entablando una pugna con las elites del partido.

Esta lucha contra la derecha liberal llegó a su paroxismo en 1946. En efecto, en las elecciones presidenciales de 1946, frente al Conservador Mariano Ospina, por desacuerdos se presentaron dos candidatos presidenciales liberales, uno candidato oficial del Partido Liberal, Gabriel Turbay, y Jorge Eliécer Gaitán como disidente liberal. A la postre esa escisión, le costó la derrota al liberalismo, que perdió la contienda electoral, aunque sumando los votos de ambos candidatos liberales seguían siendo mayoría en el país, porque entre ambos liberales (Gaitán-Turbay) recolectaban aproximadamente el 60 % de los votos contra el 40% para Mariano Ospina. No obstante, el episodio no fue improductivo para el ascenso de Gaitán: una figura insigne del ala izquierdista del liberalismo, Diego Montaña Cuéllar, insistía sobre el impulso que este evento le dio a su carrera:

Derrotado el liberalismo en las elecciones presidenciales, el movimiento Gaitanista se convirtió en el aglutinante de todas las fuerzas populares dispersas. En un rápido movimiento táctico Gaitán recogió las banderas liberales abandonadas y comenzó a señalar la perspectiva de la recuperación del poder para el pueblo en una formidable movilización no sólo de los sectores de la clase media, de obreros y campesinos liberales, sino también de las masas conservadoras.⁶⁶⁸

⁶⁶⁶Jácome. J. (2015). *Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959*, op.cit., p. 111.

⁶⁶⁷«Se inicio con un grito de muera Gaitán el asesino», *La Patria*, Manizales, 17 de febrero de 1937, p. 1.

⁶⁶⁸Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, op.cit., p. 156.

Poco a poco, gracias a su carisma, oratoria y popularidad se fue imponiendo en el panorama político nacional. De forma unánime se reconocía su capacidad oratoria y de movilización. El reconocido historiador liberal, Germán Arciniega aseguró: “*En Suramérica no se recuerda el caso de otro político con tan extraordinario dominio de las masas como el que tuvo Jorge Eliécer Gaitán.*”⁶⁶⁹ En el mismo sentido, Azula Barrera, declaró que Gaitán era: “*Incontrastable en la plaza pública, poderoso como tribuno de la plebe, magnífico agitador de multitudes, en el sentido de embriagar con el ruido de sus palabras, aparecía disminuido ante las realidades concretas.*”⁶⁷⁰

Con este impulso desenfrenado, Gaitán llegó a la jefatura del partido ganando las parlamentarias de forma clara en 1947. En esas elecciones legislativas de marzo de 1947, Gaitán venció rotundamente en todos los aspectos: los liberales se impusieron con 801807 contra 651.223 para los conservadores, e internamente 448.848 votos fueron para los gaitanistas, frente a 352.959 votos para los santistas, es decir los libelares en conjunto obtenía más del 55 % de los votos.⁶⁷¹ Con esto, Gaitán logró invertir las tendencias de las presidenciales de 1946 en el seno del liberalismo, que había concluido con 441.199 votos para la candidatura de Turbay y 358.957 por la candidatura liberal disidente de Gaitán.⁶⁷² El camino hacia el poder -o sea, las presidenciales de 1950- estaba trazado.

Por consiguiente, el ascenso de Gaitán era inevitable a pesar de las reticencias de las elites, incluso de su propio partido. En relación con eso, la Embajada española en Colombia recalcó que: “*La última fase política del señor Gaitán es pretender la dirección del partido liberal a lo que se oponen solapadamente los ex presidentes Eduardo Santos y Alfonso López quienes ven en ella el fin de su oligarquía.*”⁶⁷³ En relación con eso, el historiador norteamericano David Bushnell, explicaba que el advenimiento de Gaitán en el seno del Partido Liberal se desarrolló a pesar del disgusto de la elite liberal, que no tuvo más alternativas que cerrar filas después de la derrota electoral por culpa de la división liberal contra Mariano Ospina en 1946.⁶⁷⁴

Como todo un emblema, sus discursos míticos en la plaza Bolívar abarrotada de gente, fueron el reflejo de su estela ascendente. Una de esas grandes concentraciones populares fue

⁶⁶⁹ Arciniegas Germán. *Entre la libertad y el miedo*, op.cit., p. 233.

⁶⁷⁰ Azula Barrera Rafael, op.cit., p. 345.

⁶⁷¹ *Ibid.*, p. 253.

⁶⁷² *Ibid.*, p. 252.

⁶⁷³ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 27 de mayo de 1946, de Gonzalo de Ojeda al MAE. Consecuencia política de la posición del ex candidato a presidencia Señor Gaitán, Informe n° 100.

⁶⁷⁴ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, op.cit., p. 277.

la “Manifestación del Silencio”, el sábado 7 de febrero 1948, marcha que Gaitán había organizado para protestar contra la violencia que padecían los suyos a manos de la fuerza pública del régimen de Ospina Pérez. En esa ocasión Gaitán, realizó la hazaña de reunir a más de 100 mil personas, según *El Tiempo*, Bogotá había vivido su manifestación multitudinaria “más impresionante de la historia colombiana”.⁶⁷⁵

3.2.2. El temor de las élites ante la posibilidad de la conquista del poder por Gaitán.

Ante el apagó progresivo del faro progresista lopista, Jorge Eliécer Gaitán se transformaba en el candidato de las mayorías populares y la personificación de la lucha contra las oligarquías. Como bien lo mencionaba David Bushnell, Gaitán fue quien impregnó en Colombia la palabra oligarquía con esa connotación negativa, que representaba al bipartidismo como una elite acechando el botín y el poder.⁶⁷⁶ Por eso, El liberal Carlos Lleras Restrepo criticó la dialéctica oligarquía-pueblo que Jorge Eliécer Gaitán había difundido mil veces en la plaza pública, utilizándola de manera “caprichosa”.⁶⁷⁷ En concreto, el 14 de marzo de 1944, en el teatro municipal de la capital, Gaitán arremetió contra las oligarquías que calificaba de “*camarillas*” que saqueaban el tesoro público y jugaban con los designios de Colombia.⁶⁷⁸ El caudillo popular pronunció esas diatribas ante un escenario abarrotado de gente, que impresionó *El Siglo* que escribió:

El escenario, la platea, los balcones de primera, segunda y tercera; la galería; la antesala; los pasillos, todo estaba abarrotado de público pertenecientes a todas las clases sociales de Bogotá. La carrera octava estaba repleta de gente que no logró entrar; (...) Todo este gigantesco volumen de masas humanas en el Teatro no se había presenciado en Bogotá desde hacía muchos años.⁶⁷⁹

Esta oposición virulenta contra las oligarquías de ambos partidos quedó consignada en su famoso discurso “País Político, país nacional”, pronunciado el 20 de abril de 1946, en el que teorizaba sobre dos países con lógicas y preocupaciones distintas: El país político, era el de las elites bipartidistas que se preocupaba por sus prerrogativas y por la preservación de su poder y privilegios, el país nacional, era el del pueblo que luchaba por salud, educación, por

⁶⁷⁵Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas. Tomo V: memorias, op.cit.*, p. 637.

⁶⁷⁶Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 269.

⁶⁷⁷Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas. Tomo V: memoria, op.cit.*, p. 471.

⁶⁷⁸«Venceremos a las camarillas que temen la elección directa del pueblo, dice Gaitán», *El Siglo*, Bogotá, 15 de marzo de 1944, p. 1.

⁶⁷⁹*Ibid.*

trabajo y otros derechos.⁶⁸⁰En el mismo discurso, arremetió de frente contra el régimen oligárquico imperante:

Quando en un país la política llega a extremos tales, de espalda a los intereses de la nacionalidad, podemos afirmar sin vacilaciones que se ha implantado el régimen oligárquico. (...) Oligarquía es la concentración de poder total en pequeño grupo que labora para sus propios intereses, a espaldas del resto de la humanidad.⁶⁸¹

Un mes después, en otro discurso grandilocuente, Gaitán, experto en el arte de la oratoria y de la hipérbole, lanzó una advertencia a las elites con un: “! ¡Pueblo! ¡Por la restauración moral, a la carga!, Pueblo! ¡Contra la oligarquía, a la carga!”⁶⁸²

En términos generales, Gaitán criticaba el régimen oligárquico confuso y ambivalente, que cambiaba de opinión de la noche a la mañana, contradiciendo en la práctica lo que prometían sus líderes en sus discursos:

El país político, tranquilo, que hace discursos y conversa de los problemas nacionales, pero que cambia de la noche a la mañana sus propósitos; que un día habla de las transformaciones sociales y al día siguiente presenta proyectos suprimiendo el derecho de huelga.⁶⁸³

Además, para Gaitán esta ambivalencia e hipocresía política se concretizaba en las lógicas de consenso bipartidista que por lo demás denunciaba con vehemencia. Por eso, a partir de 1946, fustigaba sin cesar contra la Unión Nacional de Mariano Ospina que representaba el mismo aparato burocrático repulsivo del país político, con cinco ministros liberales y cinco conservadores.⁶⁸⁴Por este motivo, en 1947, Gaitán como jefe del liberalismo, presionó para la renuncia de los ministros liberales de la coalición con Mariano Ospina, provocando una grave crisis ministerial.⁶⁸⁵Por consiguiente, como lo aseveraba Daniel Pécaut, Gaitán fue creando un movimiento al margen de los partidos tradicionales, combatiendo lo que él consideraba como el artificio de la oposición liberal-conservadora.⁶⁸⁶

⁶⁸⁰«País político y país nacional»,20 de abril de 1946. En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: primera parte*, *op.cit.*, p. 163.

⁶⁸¹*Ibíd.*

⁶⁸²«Los partidos políticos en Colombia», mayo 1946.En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: primera parte*, *op.cit.*, p. 202.

⁶⁸³ «País político y país nacional»,20 de abril de 1946. En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: primera parte*, *op.cit.*, p. 167.

⁶⁸⁴«Los partidos políticos en Colombia», mayo 1946. En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: primera parte*, *op.cit.*, p. 199.

⁶⁸⁵Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 277.

⁶⁸⁶Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo...*, *op.cit.*, p. 190.

En consecuencia, Gaitán despertó una oposición virulenta de las oligarquías de ambos partidos, la posibilidad incuestionable de su acceso certero al poder, espantó a las elites colombianas. Al respecto, la figura conservadora de Rafael Azula Barrera afirmó que Gaitán había roto las prácticas de consenso para demoler la oligarquía de ambos partidos destruyendo sus lógicas de concordia nacional “*de oligarcas con oligarcas*”.⁶⁸⁷ Por este motivo se representaba a Gaitán como un hombre peligroso y exaltado, *La Patria* sentenciaba: “*El doctor Jorge Eliécer Gaitán ha sido siempre un agitador violento y exaltado de las masas, un adalid de la huelga como herramienta de lucha política. No hay comarca del país que no haya sido víctima de sus perniciosas campanas.*”⁶⁸⁸

En verdad, la popularidad de Gaitán era tal que Azula Barrera reveló que hasta las figuras liberales se incomodaron de su éxito: “*Para Olaya Herrera, para López, para Santos, para toda la flor de la naciente oligarquía era, sin duda, un hecho incómodo el prestigio de este nuevo caudillo que se había formado a sí mismo sin protectora ayuda, ni compromiso con el patrocinio triunfante*”.⁶⁸⁹ Sin sorpresa, al igual que López Pumarejo, Gaitán tuvo que enfrentar una constante oposición de las elites de su propio partido. Enrique Santos despotricó contra Gaitán por ser un recién aparecido⁶⁹⁰, admitiendo que la popularidad de Gaitán, generó un grave dilema para el liberalismo: “*Tales y como van las cosas el doctor Gaitán matará al liberalismo; pero sin el doctor Gaitán el liberalismo se muere. ¿Por qué? Por la sencilla razón de que el doctor Gaitán tiene las masas; mueve el electorado; triunfa en las elecciones.*”⁶⁹¹ Por ello, en un discurso de enero de 1947 de Carlos Lleras Restrepo ante las jerarquías del liberalismo, le advirtió claramente a Gaitán, que era imposible luchar contra el Partido Conservador fuera del Partido Liberal.⁶⁹²

Igualmente, en su ascenso, Gaitán tuvo que batallar también contra las fuerzas de izquierda como los sindicatos y el Partido Comunista. En un informe de política general de mayo de 1945, la Embajada española comunicó que Gaitán era demasiado “*tibio y anfíbio*”

⁶⁸⁷ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 235.

⁶⁸⁸ «Némesis», *La Patria*, Manizales, 12 de febrero de 1937, p. 4.

⁶⁸⁹ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 55.

⁶⁹⁰ «Al oído del jefe», *El Tiempo*, Bogotá, 9 de diciembre de 1947. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 596.

⁶⁹¹ «Los arrebatos demagógicos», *El Tiempo*, Bogotá, 19 de diciembre de 1947. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 599.

⁶⁹² «La posición de los partidos políticos frente a los problemas colombianos». Discurso pronunciado en nombre de los asistentes al banquete ofrecido a los miembros de la dirección nacional, doctores Eduardo Santos, Darío Echandía y Adán Andrade, al abrirse la campaña de 1947. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas Tomo III: escritos políticos*. Bogotá: Escuela Superior de Administración Pública, 2008, p. 103.

para los comunistas.⁶⁹³ Además, frente al proceso de institucionalización del sindicalismo impulsado entre 1945 Y 1946, se escindía la CTC, entre una corriente que apoyaba al candidato de la elite liberal Gabriel Turbay, y las masas obreras que apoyaban el gaitanismo.⁶⁹⁴ Ante esta situación, Gaitán criticó fuertemente los sindicatos por su instrumentalización por parte del poder liberal, sobre todo durante el segundo mandato de López, puesto que este ya no impulsaba grandes cambios sociales ni reformas de estructura.⁶⁹⁵ Estas tensiones con las fuerzas de izquierdas llegaron a altos niveles de enemistad. En septiembre de 1945, la CTC calificó a Gaitán de fascista y falangista por el supuesto apoyo de Laureano Gómez.⁶⁹⁶ De igual manera, la Embajada española en Bogotá notó que Gaitán era descrito por sus enemigos cercanos -liberales o comunistas- como un fascista, falangista o totalitario.⁶⁹⁷ En las elecciones presidenciales de 1946, el candidato oficial del liberalismo Gabriel Turbay acusó al candidato disidente Gaitán de organizar manifestaciones callejeras con marcado sabor falangista, y que el programa que exponía se asemejaba mucho al de la Falange.⁶⁹⁸ Al respecto, de manera sorpresiva, Gaitán, figura popular de izquierda, generaba cierta admiración en algunos sectores reaccionarios colombianos y no era mal visto desde la Embajada de España franquista. De manera que, en 1946, la Embajada española le entregó una carta de representación para entrar a España.⁶⁹⁹

No obstante, hay que recordar que, en febrero de 1939, había regresado de Italia un Gaitán convulsionado por el fascismo y el totalitarismo, defensor convencido de la democracia.⁷⁰⁰ El 3 de febrero 1939, en el Teatro municipal dio una conferencia resonante titulada *Democracias y Dictaduras*, en donde dejaba claro que había que fortalecer los principios democráticos y hacerlos efectivos.⁷⁰¹ Por último, en 1947 Gaitán decretó sin ambages la lucha contra el fascismo y el falangismo, proclamando: “*El liberalismo luchará*

⁶⁹³ AGA. Fondo 15, Caja 54/03197. Bogotá, 7 de mayo de 1945, de Gonzalo de Ojeda a MAE. Asunto: información sobre campaña electoral presidencia, p. 1.

⁶⁹⁴ Pécaut Daniel. *Política y sindicalismo...*, *op.cit.*, p. 193.

⁶⁹⁵ *Ibid.*, p. 197.

⁶⁹⁶ *Ibid.*, p. 208.

⁶⁹⁷ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 27 de mayo de 1946, *op.cit.*

⁶⁹⁸ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá 14 de noviembre de 1945. Asunto informe sobre candidatos presidenciales de Gonzalo de Ojeda al MAE. Informe n°203.

⁶⁹⁹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 27 de mayo de 1946, *op.cit.*

⁷⁰⁰ «Jorge E Gaitán contra el fascismo», *Acción Liberal*, Bogotá, febrero 1939, n°58, p. 79.

⁷⁰¹ «Las democracias ante los gobiernos totalitarios», *El liberal*, Popayán, 3 de febrero de 1939, p. 1.

contra las fuerzas de la regresión que traten de imponer una política fascista o falangista en nuestro país”⁷⁰²

En definitivas, el fervor popular y el apoyo masivo de Gaitán eran incuestionables, incluso se puede aseverar que fue superior al entusiasmo que despertó López Pumarejo en sus mejores tiempos. Hasta sus contradictores reconocía su anclaje popular, y Enrique Santos a pesar de sus fuertes críticas contra Gaitán, admitía que, bajo su timón, el liberalismo iba a ganar las presidenciales: “*Sin duda alguna el partido obtendrá la victoria en las elecciones presidenciales, por el solo impulso de sus masas en movimiento.*”⁷⁰³ Asimismo, en un informe de política general de 1944, el diplomático franquista en Bogotá analizó que, ante la renuncia de López Pumarejo por escándalos, surgían dos candidaturas para sucederle: el candidato de la burocracia liberal Carlos Lleras Restrepo y líder popular Jorge Eliécer Gaitán quien se había ganado las simpatías de las masas obreras y campesinas.⁷⁰⁴ El propio López Pumarejo quien había sido distante con Gaitán, concedió que el pueblo que rodeaba a Gaitán era el mismo que lo respaldó a él en su momento.⁷⁰⁵ Del lado conservador, Azula Barrera también reconoció que el triunfo de Gaitán en las presidenciales de 1950 era inevitable.⁷⁰⁶ De igual modo, el comunista Gilberto Vieira manifestó que era indudable que Gaitán hubiera sido presidente.⁷⁰⁷ Por eso, para el historiador colombiano Eduardo Sáenz Rovner, desde su triunfo parlamentario en 1947 hasta su asesinato en 1948, Gaitán fue el político más importante de Colombia.⁷⁰⁸

3.2.3. El asesinato de Gaitán y el sepulcro de la opción del reformismo institucional democrático.

El 9 de abril de 1948, en plena Conferencia Panamericana, fue asesinado Jorge Eliécer Gaitán desatando una furia popular que incendió Bogotá con el llamado *Bogotazo*, que desencadenó irrupciones de manifestaciones de violencia en todo el país. A la postre, fue la causa del conflicto fratricida denominado como la *Violencia* que entre 1948 y 1953, originó la muerte de más de trescientos mil colombianos.

⁷⁰²«La plataforma de colon», enero de 1947. En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas primera parte, op.cit.*, p. 205.

⁷⁰³«*La actitud por asumir*», *El Tiempo*, 5 de diciembre de 1947. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 593.

⁷⁰⁴AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 11 de abril de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Informe política general, n° 72. Asunto: próximas elecciones a la Presidencia.

⁷⁰⁵«Cumpliré La totalidad de mis deberes dentro de los propósitos de concordia nacional de paz y de justicia», Mensaje del doctor Alfonso López Pumarejo a Mariano Ospina, Nueva York, 15 de abril de 1948. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas primera parte, op.cit.*, p. 493.

⁷⁰⁶Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 345.

⁷⁰⁷Harnecker Martha. *Combinación de todas las formas de lucha. Entrevista a Gilberto Vieira, op.cit.*, p. 8.

⁷⁰⁸Sáenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p. 148.

Oficialmente se inculpó a Juan Roa Sierra quien fue linchado por la turba enardecida, privilegiando la interpretación del asesinato como crimen aislado y no por móviles políticos. Pero la muerte de Gaitán generó todo tipo de teorías y complot que aún hasta el día de hoy nutren el imaginario colombiano. La atmósfera previa al asesinato favorecía estas teorías, puesto que reinaba en Colombia un clima angustioso y enrarecido. Poco antes de su muerte en septiembre de 1947, Gaitán había denunciado “la conspiración de los gases”, según la cual el gobierno de Mariano Ospina había importado gases lacrimógenos para establecer una dictadura; sin embargo, después de investigaciones se supo que era cierto y que había sido bajo el intermedio presidencial del liberal Alberto Lleras Camargo.⁷⁰⁹ Por consiguiente, todo ello confirmaba que los celos y la desconfianza entre las fuerzas políticas era pan cotidiano.

Lo cierto es que surgieron varias versiones del magnicidio de Gaitán. Los conservadores interpretaron su muerte como una acción premeditada e instigada por el comunismo internacional para desatar la anarquía. Las derechas conservadoras, nacionalistas y liberales suscribieron a esta tesis. Para Roberto Urdaneta era clara la culpabilidad de un “complot comunista” para sabotear la IX Conferencia Panamericana.⁷¹⁰ El Conservador reaccionario, Joaquín Estrada Monsalve, relató los acontecimientos desde su testimonio y su perspectiva, hablando del 9 de abril como de una tentativa de golpe de Estado comunista.⁷¹¹ También para Álzate Avendaño, eran incuestionable los designios soviéticos en el asesinato:

El abominable crimen, destinado a perturbar las deliberaciones de la conferencia panamericana en su desarrollo, revela la técnica terrorista de los agentes internacionales del caos. Esta no es una hipótesis gratuita, ni arbitraria conjetura, sino que el aserto está corroborado por indicios vehementes y pruebas aportadas por el servicio de inteligencia americano.⁷¹²

En el mismo sentido, desde el liberalismo, para Enrique Santos como Darío Echandía, el asesinato de Gaitán había desatado un ciclón comunista, y los responsables no eran los conservadores, sino los comunistas para sabotear la conferencia panamericana en

⁷⁰⁹ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 345.

⁷¹⁰ «Declaraciones sobre la situación política y el asesinato de Jorge Eliécer Gaitán», *El Espectador*, Bogotá, 16 de mayo de 1948. En: Urdaneta Arbeláez Roberto. *Escritos y discursos. Bogotá: pensadores políticos colombianos*, Cámara de representantes, 1985, p. 290.

⁷¹¹ Ver al respecto Estrada Monsalve Joaquín, *El 9 de abril en Palacio: horario de un golpe*. 3ªed. Bogotá: Granamerica, 1948.

⁷¹² «El nueve de abril», *Diario Colombia.*, Bogotá, 9 de abril de 1954. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 377.

Bogotá,⁷¹³exclamando que Jorge Eliécer Gaitán: “*Fue la primera e ilustre víctima de la política del politburó comunista*”.⁷¹⁴En general, Enrique Santos como la mayoría de las elites, llenas de certezas, pero sin pruebas, concordaron en acusar el comunismo:

Hay 99 % de probabilidades de que el asesino obrara bajo las órdenes de la organización comunista. Hay una probabilidad de que fuera un fanático conservador. Pero en esta última tendría que tratarse de un caso aislado. No como se pretende de un atentado oficial o político.⁷¹⁵

En oposición a esta postura, la izquierda liberal en general denunciaba la responsabilidad absoluta del Partido Conservador.⁷¹⁶Designando como responsables del crimen una conjura de las elites bipartidistas para evitar la conquista inevitable del poder por el gaitanismo que iba a trastocar el orden imperante. El propio Gaitán en 1942, había denunciado una supuesta conspiración dentro del Partido Liberal, organizada por destacados liberales como Echandía, Carlos y Juan Lozano Lozano, Carlos Lleras Restrepo, Sanz de Santamaría, García Peña, Alberto Galindo, Nieto Caballero, quienes reunidos en la casa de Luis Cano planeaban y promovían un movimiento de coalición liberal-conservadora contra él.⁷¹⁷

Otros le agregaban a la conjura bipartidista, la mano del imperialismo norteamericano, porque el proyecto gaitanista iba en contra de los intereses norteamericanos. En una entrevista posterior, el dirigente comunista Gilberto Vieira, adujo que el asesinato de Gaitán fue cometido en un contexto de agresivo viraje imperialista: “*Era el momento en que el imperialismo iniciaba la Guerra Fría y necesitaba que la Organización de Estados Americanos aprobara una política anticomunista que le sirviera de base para esta guerra fría.*”⁷¹⁸Al respecto, el periodista Hernando Calvo Ospina recordó que aún hoy en día, existe una reticencia de la CIA por revelar los archivos Gaitán, pese a que la ley estadounidense permite que sus ciudadanos, después de cierto tiempo, revisen documentos públicos como los de la CIA, el FBI y el Departamento de Estado; pero con el archivo Gaitán se niegan a abrirlo al público.⁷¹⁹

⁷¹³ «El Ciclón de Abril», *El Tiempo*, Bogotá, 17 de abril de 1948. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 612.

⁷¹⁴ *Ibid.*, p. 613

⁷¹⁵ «A la carga», *El Tiempo*, Bogotá, 18 de abril de 1948. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 617.

⁷¹⁶ Harnecker, Martha. *Combinación de todas las formas de lucha. Entrevista a Gilberto Vieira, op.cit.*, p. 8.

⁷¹⁷ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 266.

⁷¹⁸ Harnecker Martha. *Combinación de todas las formas de lucha. Entrevista a Gilberto Vieira, op.cit.*, p. 8

⁷¹⁹ Calvo Ospina Hernando, *op.cit.*, p. 5.

En todo caso, el *Bogotazo* casi logró derrocar el gobierno de Mariano Ospina que solo se mantuvo por la lealtad del ejército, por las negociaciones con las elites liberales, y gracias a una sangrienta represión por todo el país. Álzate Avendaño sentenciaba que “*Tal vez el nueve de abril sacó a la superficie las antítesis y contradicciones que latían en la profundidad del país, las cuales apenas ahora están siendo superadas.*”⁷²⁰

Unas de las consecuencias fue el triunfo de las ideas autoritarias y practicas represivas de poder, como elementos esenciales para luchar contra el “máximo peligro” de la nación que era supuestamente el comunismo. Muchos pensadores de derecha justificarían que el caos después del asesinato de Gaitán, era una prueba de que el comunismo no era una amenaza hipotética y que había que erradicarlo por todos los medios. En ese sentido, Azula Barrera manifestó: “*Establecido con lógica severa, el origen de este drama abominable; comprobado que el comunismo no es una amenaza hipotética, sino una realidad feroz, no es elemental ahora tomar todas las medidas del caso para eliminar el caos.*”⁷²¹

Pero lo crucial, como lo recordó Guillermo Hernández Rodríguez, era que el pueblo había sido fatalmente decepcionado: esperaban un gobierno de izquierda liberal con ideas socializantes que mejorara las condiciones de vida, pero al contrario obtuvieron una dictadura tropical de derecha, dirigida por una minoría que se mantendría en el poder a sangre y fuego.⁷²²El historiador colombiano, César Augusto Ayala Diago, concluía que, a diferencia de otros países latinoamericanos donde movimientos populistas pudieron reformar el Estado oligárquico, en Colombia el asesinato de Jorge Eliécer Gaitán imposibilitó la realización populista dentro del liberalismo, generando frustraciones en el seno de las masas esperanzadas.⁷²³

⁷²⁰«El nueve de abril», *Diario Colombia.*, Bogotá, 9 de abril de 1954. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 378.

⁷²¹Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 459.

⁷²²Hernández Rodríguez Guillermo, *op.cit.*, p. 89.

⁷²³Ayala Diago César Augusto. *La explosión del populismo en Colombia: Anapo y la participación política durante el Frente Nacional.* 1ª ed. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, 2011, p. 19.

Conclusiones: del ocaso democrático a la violencia generalizada.

En esta parte intentamos esbozar un retazo general del orden oligárquico tradicional resquebrajándose, víctima de una multiplicidad de vientos de renovación y contestación que lo ponía en tensión y lo debilitaban. Es fundamental para comprender la penetración de las ideas falangistas en Colombia, porque estas no se infiltraron de la nada, sino, tal como se ha visto, en un contexto muy particular de tensión, por las hendiduras de la agitación política y efervescencia social. A su vez, estos idearios fueron de gran ayuda para potenciar la embestida ideológica, política y cultural contra el régimen democrático colombiano.

En efecto, el orden bipartidista, en el cual las lógicas de consenso eran la regla y los enfrentamientos la excepción, ya no lograba responder a las expectativas y necesidad de la mayoría. El advenimiento de una sociedad civil contestataria, la politización de las masas, la crisis de representatividad, los riesgos de implosión interna del liberalismo y del conservadurismo, como el surgimiento de figuras progresistas que proyectaban grandes cambios conquistando el poder en el marco institucional vigente, eran síntomas de la crisis del orden tradicional oligárquico en Colombia.

Frente a la embestida social, popular y política, estas elites iban a reaccionar de forma violenta contraatacando las pretensiones y los proyectos, que aspiraban con interferir en sus privilegios y trastocar las estructuras económicas y sociales. Lograron finalmente su cometido, aprovechando el caos de la muerte de Jorge Eliécer Gaitán y las manifestaciones de ira que desencadenó, para establecer prácticas autoritarias, excluyentes y represivas de poder, de clara inspiración falangista, para aniquilar las intenciones reformistas y democráticas.

El estropeo de la vía institucional democrática encarnada por López Pumarejo y Gaitán, como vía pacífica, legal y gradual de impulsar cambios necesarios en momentos cruciales, fue desaprovechado por la rebelión de las elites que se rehusaron a la democratización y modernización de la vida política en Colombia, engendrando el ocaso democrático y consagrando a largo plazo la violencia como la forma principal de solución de los conflictos políticos, económicos y sociales. El asalto oligárquico a la *Revolución en Marcha* de López Pumarejo y el asesinato de Gaitán con el aniquilamiento posterior del proyecto que representaba, sepultaron en Colombia la vía institucional democrática, como forma racional, legal y pacífica de enfrentar los problemas sociales candentes.

Desde entonces, el recelo y la desconfianza ante la democracia y la institucionalidad, impregnaron la vida política colombiana. Tanto entre las elites que consideraban que el republicanismo democrático con sufragio universal y cualquier manifestación de descontento popular eran el preludio de una revolución violenta de inspiración comunista. Como para las mayorías partidarias de un cambio profundo, que habían creído y apoyado con fervor los proyectos reformistas democráticos, pero al ver el sabotaje de las derechas, dejaron de creer en la vía institucional que era instrumento de poder de las oligarquías para preservar sus intereses intactos.

Entonces a partir del sepulcro de la vía institucional democrática se instaló en Colombia una dialéctica negativa, entendida en el sentido adorniano⁷²⁴, es decir como un antagonismo que nunca se resuelve positivamente en una síntesis superior pacificadora, integradora. Potenciando una tensión y un enfrentamiento permanente entre dos bandos: las fuerzas del orden y defensoras del elitismo de un lado, las mayorías favorables a cambios estructurales sociales y económicos del otro.

Esta representación dialéctica no pretende esquematizar dos bandos homogéneos y monolíticos, sino dos fuerzas y posturas ante la historia, cada una de estas compuestas por múltiples fuerzas y corrientes heterogéneas que difieren en muchos aspectos entre ellas. Al proponer el choque entre fuerzas del orden y fuerzas del cambio queremos de cierto modo, superar las dialécticas reduccionistas que suelen dominar el imaginario colectivo colombiano, como la creencia en un enfrentamiento tajante entre un Partido liberal reformista y un Partido Conservador retrógrado, o las que privilegian la óptica de la pugna de clases entre oligarquías y masas populares.

De esta manera, desperdiciada la vía institucional democrática que hubiese permitido dirimir de manera pacífica, los antagonismos, no quedaba otra vía para la contradicción política sino la violencia. Desde entonces para las oligarquías atrincheradas en sus privilegios, había que reprimir mediante la violencia estatal o paraestatal cualquier atisbo de descontento social que en sus perspectivas era sinónimo de revolución social y de anarquía. Para las mayorías que pedían cambios, no quedaba otra forma que la violencia subversiva, como la violencia insurreccional que germinó en esta época con las primeras guerrillas liberales gaitanistas.

⁷²⁴ Ver Adorno Theodor. *Dialéctica negativa, la jerga de la autenticidad*. Madrid: Editorial Akal, 2005, 512 p.

Parte II. La representación de un falangismo idealizado en Colombia (1934-1946).

En la parte anterior, quedo claro que el orden bipartidista hegemónico empezó a tambalearse cuestionado y amenazado por múltiples causas que generaron miedo, preocupación y finalmente una reacción de las derechas colombianas contra la democratización de la vida política para frenarla. Así pues, por las fisuras del viejo orden oligárquico que se resquebrajaba se infiltraron las ideas falangistas que, a partir de 1934 y sobre todo desde la Guerra Civil Española, dominaron el panorama político de las derechas colombianas. Por eso, el estudio de la interacción e infiltración de las doctrinas falangistas en el acervo ideológico y doctrinario colombiano y su concreción en prácticas autoritarias de poder, requiere en un primer momento de un bosquejo general de cómo se percibió el falangismo en el seno las elites colombianas.

Con esto, en esta segunda parte, esbozaremos una representación singular del falangismo en una época precisa y en un lugar determinado, lo que implica de antemano destacar que será un retrato moldeado por las visiones de la época, con sus límites interpretativos, su sesgo político e instrumentalización ideológica. En pocas palabras nos insertaremos en las visiones de las elites políticas de la época para excavar los contornos y lineamientos generales del falangismo. Es decir, no como fueron descifrados por la historiografía posterior que fue afinándose con el tiempo, sino como fueron aprehendidos por las derechas colombianas que lo absorbieron y lo promovieron acorde con los desafíos y urgencias de un contexto preciso y en constante evolución. Retratemos entonces una perspectiva general del falangismo acorde con las mentalidades colombianas de la época.

Para lograrlo, se utilizó numerosos soportes escritos sobre el falangismo que circulaban en esa época en Colombia. Este movimiento empezó a ser divulgado en Colombia, desde sus inicios, pero proliferó con más intensidad a partir de la Guerra Civil Española, y en el contexto europeo de los años treinta y principios de los años cuarenta, favorable al advenimiento de las ideas autoritarias. Para ser más explícitos, cuando se habla de fuentes colombianas no queremos limitarnos únicamente a pensadores y políticos colombianos admiradores o epígonos del falangismo, también integramos los numerosos voceros e intelectuales españoles del falangismo, que tuvieron espacio y tribunas constantes en la prensa y revistas especializadas colombianas, en los cuales se expresaron con profusión.

Este interés por España no era de extrañar, como dijo el enviado de Franco en el Caribe, Ginés de Albareda, durante la Guerra Civil Española en Colombia los acontecimientos de España interesaron tanto como los locales.⁷²⁵ Por lo tanto, la polinización de las ideas falangista en Colombia se percibe en numerosos soportes escritos, que hemos integrado en una descripción general. Aunque, también hemos consultado fuentes adversas a este movimiento, que lo redujeron a una simple sucursal española del fascismo. Sin embargo, hemos privilegiado las voces de las derechas colombianas, principales propagadoras de los idearios falangistas. Estas tendieron a exaltar la figura de un falangismo idealizado, mitificado y ennoblecido. La abundante fuente escrita que hemos encontrado sobre este movimiento, permiten tantear y esbozar desde las lógicas reaccionarias una visión sólida, detallada y coherente del falangismo, de sus contornos ideológicos, de su origen y de su discurrir histórico.

⁷²⁵ «Despedida de Ginés de Albareda», *El Siglo*, Bogotá, 2 de marzo de 1938, p.5.

Capítulo 4. Una Interpretación romantizada: el discurrir heroico hacia la grandeza.

El interés por España y el movimiento falangista, fue profundo en Colombia. Los sectores, comunistas y progresistas, generalmente lo interpretaron de una manera superficial, sin profundizar en la materia, considerando este movimiento en el marco del fenómeno del fascismo genérico. Según estas interpretaciones, el falangismo no fue más que una simple manifestación española del fascismo internacional. Sin embargo, estas perspectivas provenientes en su mayoría de bordes políticos opuestos, sirvieron de contrapeso y de contrastes contra la visión evangelizada e idealizada que se percibía en los diarios reaccionarios, nacionalistas, tradicionalistas, católicos y conservadores.

En todo caso, esta atención hipertrófica, desde perspectivas derechistas, nacionalistas y reaccionarias, se concretizó en la existencia de un aluvión de textos sobre la Falange Española: tanto sobre sus raíces, como su ideología y su historia. Aunque, sean visiones sesgadas, instrumentalizadas y sometidas a designios ideológicos y políticos, es interesante reconstituir la interpretación histórica que realizaron las derechas colombianas de este movimiento, que impactó hondamente la vida política colombiana.

A decir verdad, en numerosos periódicos y revistas de derechas, se transcribían variados resúmenes o síntesis de la historia del falangismo. En un artículo de *La Patria* titulado “un evangelio de Grandeza” se recorrió el discurrir histórico de este movimiento que “salvó” España.⁷²⁶ De su lado, la *Revista Tradición* reprodujo un discurso de Giménez Caballero denominado “los hombres representativos de España”, en el cual se recopiló la marcha histórica de la Falange,⁷²⁷ basado en una concepción lineal y teleológica, narró el discurrir del falangismo desde su gestación hasta su rol activo durante el régimen de Franco.⁷²⁸ Un itinerario histórico que pasó por etapas intermedias, de forma similar a la vida y el desarrollo de un hombre, estructurando la narración con: la niñez de la Falange, la adolescencia de la Falange, la juventud de la Falange, y la conquista del Estado por una

⁷²⁶Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de Grandeza », *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

⁷²⁷Usaremos el término de Falange para designar en general el movimiento en su globalidad. Distinguiéndola de organizaciones precisas como Falange Española (FE) creada por José Antonio en 1933. Falange Española de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista (FE de las JONS) producto de la unificación entre Falange Española y las JONS en 1934. Por último, Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensivas Nacional Sindicalista (FET y de las JONS), partido mediante el cual Franco unificó las diversas corrientes del bando sublevado en 1937.

⁷²⁸Giménez Caballero Ernesto. «Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, Noviembre 1938, p.1091-1097.

Falange moza que auguraba una proyección optimista del futuro con un movimiento conquistador que salvaría el mundo.⁷²⁹ Por su parte, *La Patria* publicó en abril de 1938, un resumen de un breve relato de la Falange que fue leída en San Sebastián el 29 de octubre de 1936, durante el acto conmemorativo del discurso en el teatro la Comedia.⁷³⁰ El mismo mes, el diario de Manizales transcribió un sumario de la biografía de la Falange realizado por Giménez Caballero, que sintetizó el ciclo de la Falange desde el útero de la España tradicional hasta la madurez franquista.⁷³¹ Por ende, en los medios y textos colombianos de la época, se encontró un caudal abundante de referencias al falangismo, lo que nos permitió reconstituir una historia del falangismo bastante completa, solo a partir de fuentes colombianas que circulaban en la época.

Por lo cual, a lo largo de este capítulo, con base en gran parte de soportes documentales colombianos, hemos esbozado una restauración de la historia de la Falange como la narraron los círculos elitistas colombianos de la época. Con eso, partiendo de las perspectivas sesgadas e idealizadas de las derechas colombianas, esta determinación metódica tiene como objetivo retratar, captar y sintetizar lo que el falangismo fue para las elites colombianas, primer paso hacia la comprensión de la influencia falangista en las mentalidades colombianas.

Por ende, en este capítulo vamos a reconstituir las grandes etapas del relato de un movimiento en marcha, que se transformó con el tiempo. En su momento, Ernesto Giménez Caballero dijo que si algo caracterizaba el falangismo era su dinamismo, su vitalismo, su capacidad de crecer.⁷³² Por su parte, en 1952, otro importante falangista, Raimundo Fernández Cuesta, en un discurso en Murcia en mayo de 1952, arengó que la Falange siempre supo triunfar de las coyunturas históricas, manejando cada época con sus afanes y exigencias singulares.⁷³³ Para esquematizar esta evolución, fragmentaremos este periodo en tres: el primero, desde los inicios hasta el triunfo del Frente Popular en febrero 1936; el segundo, a partir de la sublevación del 18 de julio de 1936 hasta el triunfo nacionalista; finalmente, de su desarrollo fluctuante en el marco del régimen franquista.

⁷²⁹*Ibíd.*

⁷³⁰«Historia de la “Falange”», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 11.

⁷³¹«Una biografía de la Falange», *La Patria*, Manizales, 2 de abril de 1938, p. 5.

⁷³²Giménez Caballero Eduardo, «El Héroe», *La Tradición*, Vol.II, Medellín, 29 de noviembre de 1936, p. 1091.

⁷³³Fernández Cuesta Raimundo, «Discurso pronunciado por el Secretario General del Movimiento», en el teatro Villar de Murcia el 22 de mayo de 1952. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*. Madrid: Ediciones del Movimiento, 1953, p. 22.

4.1. La gesta de un pequeño núcleo en expansión que logró despertar la “España eterna” (1933-1936).

La historiografía tradicional sobre la génesis del falangismo, suele esbozar hasta el advenimiento de la sublevación del 18 de julio de 1936, una existencia difícil y laboriosa a la sombra de otros partidos de derecha más moderados y más aglutinantes como la Confederación Española de Derechas Autónomas (CEDA). Pero desde los sectores reaccionarios españoles y colombianos, esta fase embrionaria fue romantizada, descrita como la aventura heroica de un pequeño grupo de valientes que a partir de un núcleo reducido intentaron expandirse para despertar la “España eterna, católica e imperial”, del letargo y la decadencia causada por “los flagelos” de la modernidad. Una “valentía” y un despertar enérgico, que implicó un enfrentamiento contra todo tipo de desprestigios y anatemas, tanto de marxistas como de la derecha conservadora. Así pues, el poeta conservador colombiano Eduardo Carranza, quien fue agregado cultural de la Embajada de Colombia en España en los años cincuenta, con un romanticismo pronunciado, narró de la siguiente manera los inicios del falangismo:

Fueron en un principio unos pocos centenares de obreros, universitarios e intelectuales que se abrían paso con el corazón, con el coraje casi épico y con el puro diamante de su pureza, entre el ambiente envenenado de pasiones mezquinas y espeso de corrupción gubernamental. Los persiguió a tiros el desenfreno marxista en los años anteriores a la guerra, los calumnio y deformó y ridiculizó el sector de las derechas populistas y conservadoras. José Antonio en su oratoria cruzada de relámpagos poéticos, llena de sobria riqueza estilística, transida y agónica, en el sentido unamunesco del vocablo, obró el prodigio. Y España se puso nuevamente en pie sobre su cuadrado pavés.⁷³⁴

Por consiguiente, la exposición detallada en los medios de derechas colombianos de la historia del falangismo tuvo desde sus inicios una clara vocación de proselitismo político. Es decir, las elites colombianas tuvieron interés en divulgar la génesis de lo que consideraban como una gesta, un modelo para imitar, con el fin de promover un ideal de espíritu, sacrificio y de acción para la América Española.⁷³⁵

4.1.1. Los primeros encuentros entre embriones precursores dispersos.

Como prelude al advenimiento del falangismo, la prensa colombiana destacó a los principales precursores de este movimiento. Según *La Patria*, estos intelectuales pioneros,

⁷³⁴Carranza Eduardo, «José Antonio», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 9.

⁷³⁵Bustillo García Leonardo, «La historia de las JONS de guillén de Zelaya », *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, Mayo 1939, p. 1273.

cuyas ideas y palabras fueron ampliamente difundidas por los diarios colombianos, conscientes de la decadencia y los peligros que acecharon a la patria, empezaron a predicar con antelación a la creación de la Falange Española “un evangelio de grandeza” para la regeneración y salvación de España⁷³⁶En particular, *La Patria* explicó que desde la época de la dictadura primorriverista⁷³⁷, emergieron los cuatro apóstoles: Eugenio Montes, Rafael Sánchez Mazas, Giménez Caballero, Juan Aparicio.⁷³⁸En el mismo sentido, el conservador Guillermo Camacho Montoya, afirmó que en sus inicios aparecieron cuatro grandes precursores del falangismo, cada uno con su aporte particular citaba en especial a: Ramiro Ledesma Ramos que fue un escritor filosófico con una rara cultura; Maeztu quien impuso la necesidad de una regeneración; José Antonio Primo de Rivera el jefe nato por su inteligencia, por su apellido y por su condición natural de líder; por último, mencionó a Onésimo Redondo el caudillo agrarista de Castilla.⁷³⁹ De hecho, se solía destacar a menudo, el rol fundamental de Onésimo Redondo que se entregó apasionadamente en la lucha e innovó con la organización de las JONS.⁷⁴⁰Por ello, *La Tradición* de Medellín, llamó a Onésimo Redondo como el “Profeta del agro”, porque supo aportar al espacio falangista las preocupaciones rurales con sus Juntas Castellanas de Actuación Hispánica⁷⁴¹. En efecto, procedente de un medio rural y católico, fue un defensor ferviente de la primacía de los valores tradicionales y defensor de la sociedad rural de León y Castilla la vieja.⁷⁴²

Por otra parte, las derechas colombianas comprendieron que, la mayoría de los pioneros falangistas, tuvieron experiencias de aprendizaje ideológico en el seno de periódicos de derecha. *La Acción Española* fue frecuentemente citada como uno de los primeros periódicos que comprendió, con intuición y clarividencia, la tragedia espiritual en la cual se encontraba el país, y la semilla del descontento en toda la península.⁷⁴³En ella, se expresó uno de los precursores que influenció con más fuerza la Falange: Ramiro Maeztu. Igualmente, el enviado de Franco en la zona Caribe, Ginés de Albareda, recordó que José Antonio Primo de

⁷³⁶Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de Grandeza », *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

⁷³⁷ Fue el régimen político dictatorial que imperó en España desde el golpe de Estado del militar Miguel Primo de Rivera-padre de José Antonio Primo de Rivera-, el 13 de noviembre de 1923 hasta su dimisión el 28 de enero de 1930.

⁷³⁸*Ibid.*

⁷³⁹Camacho Montoya Guillermo, «El fin de la guerra», *La Patria*, Manizales, 2 de abril de 1939, p. 5.

⁷⁴⁰ « Onésimo Redondo», *El Siglo*, Bogotá, 19 de octubre de 1938, p. 5.

⁷⁴¹Bustillo García Leonardo, «La historia de las JONS de guillén de Zelaya », *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1271.

⁷⁴²Payne Stanley. *Franco y José Antonio el extraño caso del fascismo español*. Barcelona: Editorial Planeta, 1997, p. 143.

⁷⁴³Varela Fabio, «Elogio a Acción española y ciertas figuras», *La Patria*, Manizales, 1 de abril de 1938, p. 3.

Rivera empezó en Acción Española y de ella se nutrió.⁷⁴⁴ Por estas razones, Guillermo Camacho Montoya describió la Acción Española como la guía espiritual de la España naciente.⁷⁴⁵ Por esta razón, *La Patria de Manizales* resumió la importancia de los intelectuales falangista presentes en la Acción Española recalcando: que José Antonio Primo de Rivera fue “el estandarte de la España eterna”, Eugenio Montes “el brillante defensor de la catolicidad y de la raza”, José María Pemán la encarnación de “la lengua de la nueva hispanidad”, y Giménez Caballero “el ideólogo de la esencia española”.⁷⁴⁶

En particular, las derechas colombianas recalcaban que fue en un contexto de caos y de ruina moral, provocado sucesivamente por la monarquía y luego la Segunda República - descritos como incompetentes-, que surgió “el profeta” de la “cruzada restauradora”⁷⁴⁷ que creó la Falange Española el 29 de octubre de 1933, en el mítico teatro de la comedia en Madrid.⁷⁴⁸ De hecho, este célebre discurso de la comedia mediante el cual se fundó Falange Española, fue para Guillén Zelaya⁷⁴⁹ la concretización de la acción hecha fuerza y la síntesis de la ardua labor de la Acción Española.⁷⁵⁰ Incluso, *La Tradición*, se autoproclamó como la Acción Católica Colombiana en honor y admiración por la labor del periódico español.⁷⁵¹

Otro gran semanario considerado como una de los semilleros del falangismo fue *La Conquista del Estado*, que inició a finales de 1932, y que fue la tribuna de combate de las Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista (JONS), en el cual, se expuso el “nuevo evangelio” y las consignas de la revolución nacionalsindicalista por la voz de “sus profetas”.⁷⁵² Por algo, este diario fue promovido y apoyado por Ramiro Maeztu y Giménez Ernesto Caballero.⁷⁵³ De hecho, desde *La Conquista del Estado* se expresaron dos promotores del fascismo en España como Giménez Caballero y Ramiro Ledesma Ramos. Este último, como lo recuerda el historiador Stanley Payne fue el primero que definió un fascismo español relativamente claro y preciso.⁷⁵⁴ Sin embargo, lo más importante fue que desde sus columnas salieron las primeras

⁷⁴⁴Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo « Arriba España. El grito de Franco es el nuestro », *La Tradición*, Vol. III. Medellín, 11 de diciembre de 1937. n° 31, p.633.

⁷⁴⁵Camacho Montoya Guillermo, « El fin de la guerra », *La Patria*, Manizales, 2 de abril de 1939, p. 5.

⁷⁴⁶ Varela Fabio, «Elogio a Acción española y ciertas figuras», *La Patria*, Manizales, 1 de abril de 1938, p. 3.

⁷⁴⁷ Salazar García Gustavo, « Falange y España », *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 11.

⁷⁴⁸«Historia de la “Falange”», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 11.

⁷⁴⁹Un escritor, periodista e intelectual reaccionario hondureño influyente en Colombia.

⁷⁵⁰Bustillo García Leonardo, «La historia de las JONS de Guillén de Zelaya », *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1272.

⁷⁵¹*Ibíd.*

⁷⁵²*Ibíd.*, p. 1269.

⁷⁵³Payne Stanley, *op.cit.*, p. 140.

⁷⁵⁴*Ibíd.*, p. 135.

consignas para el movimiento nacionalsindicalista, dadas por figuras importantes, como Ramiro Ledesma Ramos, Ernesto Giménez Caballero, Onésimo Redondo, Juan Aparicio.⁷⁵⁵

Sin duda, otro precedente periodístico importante fue la creación de *El Fascio*,⁷⁵⁶ aunque duró poco tiempo, fue fundamental, porque permitió el encuentro entre franjas reaccionarias y nacionalistas de la derecha española y caudillos de Falange Española. En ese primer intento de congregación, colaboraron ilustres figuras del falangismo; muchos de ellos con el tiempo visitaron Colombia, gozando de un eco retumbante en ese país. En concreto, según el diario *El Colombiano*, en la experiencia de *El Fascio*, se pueden rastrear los orígenes de la Falange. A partir de ahí, interactuaron con regularidad nombres como José Antonio Primo de Rivera, Julio Ruiz de Alda, Alfonso García Valdecasas, Ernesto Giménez Caballero, Rafael Sánchez Mazas, Juan Apricio, Manuel Delgado Barreto y otros.⁷⁵⁷ Asimismo, se resaltó el importante diario *Arriba*, que fue creado el 21 de marzo de 1935, realizando desde entonces, una gran labor de difusión ideológica de las doctrinas falangistas por España.⁷⁵⁸

Después de la unión de la FE de las JONS el 15 de febrero de 1934, proliferaron constelaciones de semanarios y diarios por toda España, encargados de la difusión propagandística de los idearios falangistas. Estos fueron recopilados por *la Revista Javeriana de Bogotá*, que citaba al falangista español Francisco Narbona, enumerando entre otros: la revista mensual *JONS*, *Libertad* de Valladolid, *Revolución* de Zaragoza, *Unidad* de Santiago de Compostela, *El Combate* de Barcelona, y *Patria Nacionalsindicalista* de Valencia.⁷⁵⁹

En particular, un elemento importante para las derechas colombianas en la génesis falangista, fue el rol fundador de las JONS. Aunque se les consideró como unos primeros pasos imprecisos, fue un precedente crucial indiscutible, siendo interpretado como una verdadera vanguardia de la “España auténtica” que merecía el homenaje y el recuerdo.⁷⁶⁰ Siendo así, las JONS fueron para las derechas colombianas, los desbrozadores, los primeros en abrir la brecha; aguerridos y escandalosos, eran como los nombró *El Semanario Falange* “la primera guerrilla del estilo nuevo”.⁷⁶¹ De hecho, el jefe de las JONS fue Ramiro

⁷⁵⁵Gutiérrez Carlos Ariel, «Orígenes de la Falange española», *El Colombiano*, Medellín, 13 de abril de 1939, p. 3.

⁷⁵⁶ Diario madrileño de corta existencia, solo se publicó un número único el 16 de marzo de 1933 antes de ser clausurado por el gobierno republicano.

⁷⁵⁷Gutiérrez Carlos Ariel, «Orígenes de la Falange española», *El Colombiano*, *op.cit.*, p. 3.

⁷⁵⁸« Historia de la “Falange”», *La Patria*, *op.cit.*, p. 11.

⁷⁵⁹Narbona Francisco, «FE y JONS. en hermandad», *Revista Javeriana*, Bogotá, Tomo IX, febrero-junio 1938, p. 220.

⁷⁶⁰« Historia de la “Falange”», *La Patria*, *op.cit.*, p. 11.

⁷⁶¹Bustillo García Leonardo, «La historia de las JONS de Guillén de Zelaya », *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1269.

Ledesma Ramos -hombre adusto y ceñudo-, que generaba reacciones antagónicas, desde la admiración hasta el espanto.⁷⁶²

Por consiguiente, como lo escribió *La Tradición de Medellín*, con las JONS inició “*el milagro nacional*”, es decir el renacimiento de un pueblo anquilosado, que se puso en acción en los diferentes rincones del país, de la mano de figuras ilustres: como Onésimo Redondo en Valladolid, Francisco Bravo en Salamanca, Felipe Sanz en Bilbao y otros.⁷⁶³ De esta manera, las JONS y *la Conquista del Estado*, establecieron los cimientos del nacionalsindicalismo que fue la esencia doctrinaria del falangismo. Por otra parte, las JONS, también contribuyeron moldeando el estilo y la simbología falangista, como lo ilustraba el escudo legendario del falangismo con el yugo y las cinco flechas sobre fondo negro.

4.1.2. La unificación de dos fuerzas hacia una misión civilizadora y regeneradora.

Entre el 12 y 13 de febrero 1934, se discutió la unión entre Falange Española y las JONS, que fue presentada por los falangistas como una hermandad entrañable que costó pocos minutos de discusión para sellarse.⁷⁶⁴ En concreto fue una reunión en la que participaron los principales jefes del movimiento, con hombres de la talla de Ramiro Ledesma Ramos, Giménez Caballero, Onésimo Redondo, Javier Martínez de Bedoya, Felipe Sanz, Juan Aparicio, Andrés Candial, Juan Poblador, Santiago Montero Díaz y otros militares, José Antonio Primo de Rivera y Ruiz de Alda.⁷⁶⁵ De hecho, la *Revista Javeriana* resumió las principales pautas del acuerdo entre ambas entidades, destacando: la voluntad de forjar una personalidad distinta a la de los demás grupos derechistas; la afirmación de la acción directa revolucionaria en el marco del nacionalsindicalismo; la adopción de los símbolos provenientes de las JONS, es decir las flechas, el yugo y la bandera roja y negra; por último, la fijación de una línea económica dentro del programa ideológico del nacionalsindicalismo que asegurase la redención de la población obrera, campesina y de pequeños industriales.⁷⁶⁶

Por supuesto, en Colombia se insistió sobre la naturalidad de la unión, porque ambos movimientos si bien habían crecido en paralelo con autonomía, perseguían unos mismos fines, y encarnaban lo que “España necesitaba”.⁷⁶⁷ Aunque unidos por un destino común, todos los falangistas fueron conscientes que en realidad se aunaron dos espíritus con

⁷⁶²«FE y JONS», *Semanario de La Falange*, Madrid, 22 de febrero de 1934, p. 1.

⁷⁶³Bustillo García Leonardo, «La historia de las JONS de Guillén de Zelaya», *op.cit.*, p. 1271.

⁷⁶⁴«FE y JONS», *Semanario de La Falange*, Madrid, 22 de febrero de 1934, p. 1.

⁷⁶⁵Gutiérrez Carlos Ariel, «Orígenes de la Falange española», *El Colombiano*, *op.cit.*, p. 3.

⁷⁶⁶Narbona Francisco, «JONS. y FE en hermandad», *Revista Javeriana*, *op.cit.*, p. 219.

⁷⁶⁷Gutiérrez Carlos Ariel, «Orígenes de la Falange española», *El Colombiano*, *op.cit.*, p. 3.

diferencias y orígenes distintos. A decir verdad, con este acercamiento se combinó un movimiento de origen popular en su mayoría, combativo y de acción como las JONS, con la Falange Española, un grupo que venía de la elite intelectual y que aportaba su misticismo poético.⁷⁶⁸ En definitiva, en Colombia se resaltó que la Falange Española le aportó a su hermana de las JONS: el héroe providencial José Antonio Primo de Rivera y una serie de intelectuales y políticos de gran calidad como Julio Ruiz de Alda, Rafael Sánchez Mazas y Alfonso García Valdecasas, y detrás de estos prestigiosos hombres seguían unas masas universitarias y obreras.⁷⁶⁹

Por otro lado, hay que notar que la historiografía española reciente suele resaltar una difícil existencia entre 1934 y 1935, periodo en el que el falangismo pareció ignorado por la derecha española, incapaz de desplazar votantes de la derecha hacia sus filas e ineficaz en sus tentativas de conquistar los obreros de los sindicatos de izquierda con su nacionalsindicalismo.⁷⁷⁰ En cambio, para la prensa de derecha colombiana de la época, aunque admitió la difícil existencia de los primeros años, no lo interpretaron como una falta de apoyo popular, ni como la resultante de una marginalización de la vida política, sino como el fruto de una persecución del Estado que temió con su advenimiento. Al respecto, *El Semanario de la Falange* recordó el episodio de *El Fascio*, prohibido y secuestrado por el gobierno de Manuel Azaña.⁷⁷¹ Además, se mencionó la reunión de unificación entre Falange Española y las JONS, que tuvo que llevarse clandestinamente porque había sido vetada por la policía, realizándose en el último piso de un edificio de la gran vía en Madrid.⁷⁷² Por eso, *La Patria* de Manizales, retrató más bien a un movimiento “acosado, víctima de la violencia, de la persecución”, enumerando las decenas de “mártires falangistas” que proliferaron debido a la violencia política.⁷⁷³ En especial, *La Patria* compiló algunos hechos destacados para ilustrarlo, como el intento de atentado bomba al carro de José Antonio Primo de Rivera, su encarcelamiento “injusto”, además de la suspensión del diario *Arriba* en marzo 1936 y la declaración de ilegalidad de Falange Española de las JONS en mayo 1936.⁷⁷⁴ De esta manera, para *La Patria* el asedio empezó desde el mitin de la comedia, donde hubo heridos a bala “por

⁷⁶⁸Narbona Francisco, « F.E y JONS. en hermandad», *Revista Javeriana*, *op.cit.*, p. 218.

⁷⁶⁹*Ibíd.*, p. 221.

⁷⁷⁰Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX*. Madrid: Alianza editorial, 1997, p. 152.

⁷⁷¹«El hecho y el espíritu de la Falange Española», *Semanario de la Falange*, Madrid, 22 de febrero de 1934, p. 7.

⁷⁷²Gutiérrez Carlos Ariel, «Orígenes de la Falange española», *op.cit.*, p. 3.

⁷⁷³ «Historia de la “Falange”», *La Patria*, *op.cit.*, p. 11.

⁷⁷⁴*Ibíd*

voluntad de la policía para acallar a sus militantes”.⁷⁷⁵Una violencia que se intensificó con el triunfo del Frente Popular que de inmediato el 4 de marzo de 1936 dio la orden de detener a la junta política de FE de las JONS.⁷⁷⁶

Sobre este punto, el historiador español Luis Jiménez Rodríguez describe la Falange Española de las JONS a lo largo de 1935, como un partido débil numéricamente, con tensiones internas y con tendencia a la disminución militante y de la actividad política.⁷⁷⁷No obstante, en la época, los voceros del falangismo en Colombia no compartieron este diagnóstico y si bien admitieron que en un inicio, la Falange estaba corta en militantes, a su vez destacaron que el movimiento tenía una gran resonancia, por eso preferían hablar de una Falange: “*corta en hombres larga en audiencia*”.⁷⁷⁸En otro artículo se podía leer que, si bien no eran numerosos, lo que importaba era la calidad, y en este aspecto eran inigualables: “*No se desconcertaron por el número; sabían que la calidad era inigualable. Fueron militantes, no votantes; soldados, no jefes; idealistas, no políticos. Buscaban la historia, tenían que hacer la historia española.*”⁷⁷⁹Por ende, se asentó la representación “de una brigada ligera que supo avanzar con grandeza de corazón ante unos contextos difíciles”.⁷⁸⁰

Siendo así, se privilegió la visión de un movimiento con crecimiento exponencial, cuya audiencia se expandía crescendo. Sobre esto, el propio Giménez Cablero declaró que a pesar de los resquemores y las confusiones de los inicios, después de la unificación entre FE de las JONS, el movimiento paso de centenares de afiliados a miles militantes.⁷⁸¹Tanto así, que se describió el mitin de Madrid el 17 de noviembre de 1935, como un evento abarrotado de gente, cuyo recinto no pudo acoger a tantas: “*masas desengañadas*”.⁷⁸²En consecuencia, como lo aseguró en una entrevista de Raimundo Fernández Cuesta a *El Colombiano*, después de muerto, la doctrina de Primo de Rivera fue abrazada por todo un pueblo.⁷⁸³Entonces, para las derechas colombianas, después de un proceso combativo, se había consolidado el

⁷⁷⁵Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de Grandeza », *La Patria, op.cit.*, p.3.

⁷⁷⁶Entrevista con Raimundo Fernández Cuesta por A.R Antigüedad «José Antonio Primo de Rivera en la cárcel. El fundador de Falange Española llevó su disciplina hasta su propia prisión», *El Colombiano*, Medellín, 14 de abril de 1939, p.1.

⁷⁷⁷Rodríguez Jiménez José Luis, *op.cit.*, p. 157.

⁷⁷⁸«Historia de la “Falange”», *La Patria, op.cit.*, p. 11.

⁷⁷⁹Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de Grandeza », *La Patria, op.cit.*, p. 3.

⁷⁸⁰*Ibid.*

⁷⁸¹Giménez Caballero Ernesto, «Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición, op.cit.*, p. 1093.

⁷⁸²«Historia de la “Falange”», *La Patria, op.cit.*, p. 11.

⁷⁸³Entrevista con Raimundo Fernández Cuesta, «José Antonio Primo de Rivera en la cárcel. El fundador de Falange Española llevó su disciplina hasta su propia prisión», *El Colombiano*, Medellín, 14 de abril de 1939, p.1.

movimiento, augurándole un destino grandioso para el “renacer español”. De esta manera lo resumió *La Patria*:

Falange se fundó para salvar a España. Sus banderas y sus insignias ascienden jubilosas hasta el cielo que sembraron de estrellas de los caídos. En los campos de la muerte se unieron España y Falange. Por Falange, España vuelve a ser Una, Libre y Grandiosa.⁷⁸⁴

4.1.3. Tensiones internas y el auge de la figura de José Antonio Primo de Rivera.

A pesar del optimismo de la unión, rápidamente una fuerte división interna tensionó la FE de las JONS. De hecho, en su interior coexistieron varias tendencias que a veces colisionaban entre ellas, Jiménez Rodríguez identificó básicamente cuatro grandes tendencias:

(...)el grupo de intelectual madrileño nucleado en torno a Primo de Rivera y al que pertenecían figuras como Rafael Sánchez Mazas, Eugenio Montes, José María Alfaro, Dionisio Ridruejo y Agustín de Foxá; el núcleo agrarista castellano con, entre otros, Onésimo Redondo y José Antonio Girón; los jonsistas nacional revolucionarios liderados por Ledesma; y los monárquicos fascistizados, cuyo fascismo era operacional, sin un compromiso ideológico y con objetivos muy concretos (destrucción de la República).⁷⁸⁵

Desde los sectores derechistas colombianos, no se contempló un movimiento tan fragmentado, se podía leer en la prensa de la época básicamente dos tendencias distintas: los jonsistas recalcitrantes y los que aceptaron la jefatura de José Antonio Primo de Rivera. Así pues, *la Revista Javeriana* precisó que desde la unificación de FE de las JONS, emergieron en el triunvirato central de las JONS dos tendencias: la que era favorable a una plena unificación y la que deseaba una mera colaboración.⁷⁸⁶ Sobre eso, el falangista, Giménez Caballero, agregó que esas tensiones internas fueron agudizadas por la resistencia de una franja que no quería perder su autonomía, frente al organismo superior de Falange Española que deseaba una integración plena.⁷⁸⁷ Dentro de esa fracción indomable sobresalió la figura de Ramiro Ledesma Ramos quien sintió recelo frente los miembros de la Falange Española, que consideraba como “unos advenedizos sin espíritu”.⁷⁸⁸

⁷⁸⁴Salazar García Gustavo, « Falange y España», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 11.

⁷⁸⁵Rodríguez Jiménez José Luis, *op.cit.*, p. 157

⁷⁸⁶Narbona Francisco, «JONS. y FE en hermandad», *Revista Javeriana*, *op.cit.*, p. 218.

⁷⁸⁷Giménez Caballero Ernesto, Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1093.

⁷⁸⁸*Ibíd.*

Pese a todo, con el aura unificadora José Antonio Primo de Rivera, el falangismo empezó a recibir movimientos de toda procedencia, de derechas, jesuitas, militares, nacionalistas. De ahí que, por oponerse contra esa tendencia unificadora, cayeron los jonsistas recalcitrantes.⁷⁸⁹ Desde entonces, en el seno del movimiento de manera natural y necesaria, se fue imponiendo la jefatura de José Antonio Primo de Rivera. Para las derechas colombianas, él encarnó la personalidad que necesitaba el falangismo: un joven fino, culto, espiritual, universitario, dotado de una profunda cultura, con la capacidad de despertar a las juventudes y la exaltación nacional para “la resurrección de España”. Como concluyó Giménez Caballero, “José Antonio” era el hombre providencial.⁷⁹⁰ Asimismo *La Patria* resaltó un jefe y caudillo natural, genuino, que llevaba “*la credencial de su puesto de mando en la sangre.*”⁷⁹¹

Indudablemente, la derrota de las derechas españolas en las elecciones de febrero de 1936, que sentenciaron el triunfo del Frente Popular, terminó de convencer los sectores reaccionarios y nacionalistas de ambos lados del Atlántico de la ineficacia de la Confederación Española de Derechas Autónomas (CEDA). Desde entonces, amplias franjas reaccionarias consideraron que la CEDA era incapaz de llevar cabalmente la contrarrevolución, en medio de un país bajo el dominio de “pistoleros y asesinos”.⁷⁹² Ya en 1935, la Legación de Colombia en España advirtió a su canciller, que la CEDA con su tendencia a la moderación -para infundir confianza a los republicanos-, cedió en muchos aspectos con la política socializante y agraria que intranquilizaba a las clases opulentas.⁷⁹³ Por su parte, en Bogotá, *Derechas* inculcó la CEDA de la derrota electoral de 1936, debido a sus “resabios” democráticos y liberales, por ser un puntal de la burguesía y por una actitud mesurada que fue considerada como un grave error, en un contexto que ameritaba más que el cortejar a la burguesía, la necesidad de conquistar a las clases populares: “*Sólo movimientos orientados hacia clases tradicionalmente populares -obreros o campesinos-pueden hacer grandes promociones políticas.*”⁷⁹⁴

Por ello, desde tierras colombianas, se pedía que se cediera la jefatura de las fuerzas derechistas a un fascista integral, autoritario como Primo de Rivera.⁷⁹⁵ No cabe duda, que frente a la debilidad de la CEDA y las derechas republicanas y tradicionales, José Antonio

⁷⁸⁹*Ibid.*, p. 1094.

⁷⁹⁰*Ibid.*

⁷⁹¹Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de Grandeza», *La Patria*, *op.cit.*, p. 3.

⁷⁹²Salazar García Gustavo, «Falange y España», *La Patria*, *op.cit.*, p. 11.

⁷⁹³AGN. Caja 282, folio 235, carpeta 23. Madrid, 7 de marzo de 1935, de Manuel Marulanda al MRE. Documento n° 2144.

⁷⁹⁴«La derrota derechista en España», *Derechas*, Bogotá, 13 de Marzo de 1936, p. 1.

⁷⁹⁵*Ibid.*

Primo de Rivera encarnó un nuevo estilo, agresivo y atrayente para contrarrestar los abusos de “la plebe embrutecida”, consagrando la famosa táctica de “los puños y de las pistolas”.⁷⁹⁶ En consecuencia, José Antonio Primo de Rivera, personificó un proyecto alternativo a la ruta conformista que propusieron las derechas tradicionales, que habían decepcionado a los radicales colombianos, que no cesaron de fustigar contra las derechas “timoratas” de Gil Robles.⁷⁹⁷ Porque mientras Gil Robles fue capaz de conciliación y miraba al día siguiente, por el contrario, Primo de Rivera “se proyectaba al porvenir”.⁷⁹⁸

Evidentemente, en ese panorama político español, en constante radicalización, se acrecentó el protagonismo de José Antonio Primo de Rivera. En especial, Guillermo Camacho Montoya lo citó como una de las cuatro figuras descollantes de las derechas, junto a Antonio Goicoechea, José Calvo Sotelo y José María Gil Robles.⁷⁹⁹ Poco a poco, brilló con más fulgor, la figura carismática del joven político español:

Al otro lado del mar Atlántico, José Antonio Primo de Rivera, Jefe de Falange Española y caudillo joven de España levanta el brazo como quién señala una estrella. La estrella del eterno destino español que ahora se está jugando sobre el tapete cuadrado de la Península.⁸⁰⁰

Por consiguiente, el falangismo de la mano de la figura “luminosa” de José Antonio Primo de Rivera se había convertido en la bandera de la *Nueva España*: joven, católica y totalitaria.⁸⁰¹ En una conferencia dictada en la Radio Nacional de Madrid y transcrita por *La Tradición* en honor al quinto año del aniversario de su fusilamiento, bajo el título “*El profeta del imperio*”, Eugenio Montes proclamó que fue “José Antonio” el que puso en marcha la rueda de la nueva historia de España.⁸⁰²

4.2. El falangismo como estandarte de la cruzada nacionalista y de la Nueva España (1936-1945).

En el imaginario colectivo de las derechas colombianas, el falangismo devino progresivamente el símbolo de la *Nueva España*, que retomó los designios del Cid y miró hacia el futuro de la mano de José Antonio Primo de Rivera. Así concluyó *Derechas* al

⁷⁹⁶Salazar García Gustavo, « Falange y España», *La Patria*, 16 de abril de 1938, p. 11.

⁷⁹⁷«Figura de la Nueva España: Primo de Rivera», *Derechas*, 7 de febrero de 1936, p. 1.

⁷⁹⁸Camacho Montoya Guillermo, « Primo de Rivera precursor», *La Tradición*, Vol. III. Medellín, 10 de agosto de 1937, p. 458.

⁷⁹⁹*ibíd.*

⁸⁰⁰«Figura de la Nueva España: Primo de Rivera», *Derechas*, 7 de febrero de 1936, p. 1.

⁸⁰¹*Ibíd.*

⁸⁰²Montes Eugenio, «El profeta del imperio», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, diciembre de 1941, p. 593.

respecto: “Imagen de esta alborada es la silueta de este falangista de tiernos años que con su brazo en alto, en una calle de Sevilla, aparece a señalar el horizonte de un mundo mejor, redimido por el fascio y la cruz.”⁸⁰³ Si bien los escritos colombianos derechistas, manifestaron que después de la unificación de la Falange Española de las JONS, el movimiento cobró protagonismo; se destacaba sobre todo que fue después de la derrota de las derechas en la contienda electoral de febrero 1936, que resultó siendo un catalizador para el falangismo. Sobre eso, el diario *El Siglo*, analizando un artículo de *ABC*, argumentó que las derechas tradicionales, al no incluir las candidaturas falangistas en las listas de derechas, cometieron un tremendo error al debilitar la unión sagrada que debía prevalecer ante la amenaza revolucionaria.⁸⁰⁴

De hecho, la historiografía española resaltó que realmente fue con la radicalización de los antagonismos durante el Frente Popular y la lucha ferviente durante la Guerra Civil, que la Falange se transformó en símbolo e insignia de “la cruzada libertadora y civilizadora” de las fuerzas nacionalistas. En tal sentido, para el historiador español José Luis Jiménez Rodríguez, hasta febrero de 1936 la Falange fue un movimiento marginal, y fue solo tras la victoria del Frente Popular y la Guerra Civil que el partido empezó una fase completamente diferente.⁸⁰⁵

Lo cierto era que el movimiento falangista empezó a sobresalir con más fuerza, en un contexto de fuerte radicalización de la política española, donde descollaban los extremos en detrimento de la existencia de los moderados. Como lo sugería *La Patria*, las épocas radicales no toleraban compromiso, ante los golpes de la historia “ser de centro era abdicar”.⁸⁰⁶ Sobre este punto, *la Revista Colombiana* mencionó el ejemplo del moderado Alejandro Lerroux y del Partido Radical, quienes fueron declarados enemigos tanto de la izquierda revolucionaria, como de las derechas reaccionarias.⁸⁰⁷ Por todo eso, *La Razón* de Bogotá, sentenció que iniciado la Guerra Civil Española, los sectores dispersos de la reacción conservadora, monárquica y clerical se agruparon bajo la bandera común del fascismo.⁸⁰⁸

4.2.1. Un terreno fértil para la reacción conservadora española.

Previamente a la sublevación nacional, germinaba en las derechas españolas una reacción conservadora contra la República. Pese a que en un inicio, el advenimiento de la

⁸⁰³ «La nueva España», *Derechas*, Bogotá, 22 de octubre de 1936, p. 1.

⁸⁰⁴ «Las elecciones en España», *El Siglo*, Bogotá, 16 de febrero de 1936, p. 1.

⁸⁰⁵ Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX*, p. 206.

⁸⁰⁶ «Defensa de la Hispanidad», *La Patria*, Manizales, 22 de julio de 1936, p. 3.

⁸⁰⁷ «Génesis de la Guerra civil », *Revista Colombiana*, Vol. VIII, Bogotá, 15 de Marzo de 1937, n°89 y 90, p.159.

⁸⁰⁸ «La experiencia de España», *La Razón*, Bogotá, 21 de septiembre de 1936, p. 7.

Segunda República generó esperanza en ciertos sectores, muy pronto empezó a causar preocupación y fue denunciada por las derechas españolas, que la acusaron de haber sido contaminada por idearios marxistas y soviéticos.⁸⁰⁹ Ante esto, frente a la joven República, se germinó una voluntad manifiesta de parte de algunos partidos de derechas -Acción Española, Acción Popular, Renovación Española- para coordinar una acción fuerte para restaurar la “verdadera España”. Sin embargo, seguían siendo solo tímidas intenciones, faltaban acciones decididas y una voluntad radical.⁸¹⁰ Progresivamente, el malestar hacia la Segunda República que se manifestó durante el primer bienio (1931- 1933), se agudizó después de la victoria del Frente Popular en febrero de 1936. Esta sobrepuja reaccionaria culminó con la sublevación nacional el 18 de julio de 1936. Así lo analizaba *La Razón* de Bogotá, relacionando explícitamente la rebelión nacionalista como la resultante de una reacción conservadora que se gestó con antelación.⁸¹¹

De manera más precisa, en Colombia se explicaba este proceso de radicalización, debido a las pretensiones revolucionarias de las izquierdas, como de la debilidad y complacencia de las derechas tradicionales y moderadas. Sobre este punto, el político Alcalá Zamora, símbolo de un republicanismo conservador y presidente de la República -entre diciembre 1931 y abril 1936-, fue retratado como un ingenuo cuya debilidad y complacencia empujó España hacia los peores extremos, desatando una rivalidad a muerte entre “*dos razas políticas antagónicas dos ideologías diferentes, dos temperamentos en marcha hacia la conquista de sus ideales*”.⁸¹² En particular, con frecuencia se subrayaba la actitud de Alcalá-Zamora frente al triunfo de la coalición de derechas lideradas por la CEDA en las elecciones del 19 de noviembre 1933. En ese entonces, para formar el gobierno sin contrariar a las izquierdas y negando la voluntad popular, Alcalá-Zamora prefirió llamar a Manuel Portela Valladares en vez de Gil Robles, evitando con esto la consolidación una república conservadora y tradicionalista.⁸¹³ Con esto, las derechas se encontraron ante una encrucijada, Gil Robles espetó que solo había dos vías posibles para España:

⁸⁰⁹«Mirando a España», *El Siglo*, Bogotá, 1 de agosto de 1936, p. 3.

⁸¹⁰Henao Mejía Gabriel, «España y su guerra», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, agosto 1938, p. 951.

⁸¹¹«Sobre la Dictadura», *La Razón*, Bogotá, 8 de noviembre de 1936, p. 3.

⁸¹²«La situación de España», *Derechas*, Bogotá, 17 de abril de 1936, p. 3.

⁸¹³«Génesis de la Guerra civil », *Revista Colombiana, op.cit.*, p. 160.

Para unos, nuestra nación va necesariamente a organizarse en tipo fascista o nacional socialista, a semejanza de Italia o Alemania. Para otros, España retornara a un sistema constitucional parlamentario, un poco diferente del instaurado en 1931.⁸¹⁴

Ahora bien, en un informe de política general del embajador de Colombia en España de 1935, Manuel Marulanda comunicó al MRE que ese clima de polarización fue el producto de la polarización extrema de las fuerzas políticas, retratando: por un lado, las derechas y sectores monárquicos drásticos que engrosaron las filas de Renovación Española y de la FE de las JONS; mientras que al polo opuesto, Largo Caballero provocó la radicalización del partido socialista.⁸¹⁵ Concluía el informe con la descripción de un gobierno minoritario y débil, sometido a la derecha, que al querer complacerla, engendró el descontento de la extrema izquierda revolucionaria, precipitando España al borde del advenimiento “de un gobierno fuerte de mayoría derechista”.⁸¹⁶ Asimismo, *La Patria* reveló una carta del embajador de Colombia en España, Carlos Uribe Echeverri, en la que alertaba sobre el peligroso entorno sectario y antiliberal que reinaba: “*Realmente el ambiente es sectario y recalcitrante y es necesario hablar para tratar de reaccionar contra este ambiente antiliberal, tan lejos de la república que hemos soñado*”.⁸¹⁷

Por otra parte, Gil Robles alegó en la prensa colombiana que la radicalización de las derechas fue totalmente justificada debido a “los excesos de las izquierdas en el poder”, sobre todo en tiempos del Frente Popular a partir de febrero de 1936, cuando pusieron en marcha una revolución social radical insostenible, en muy poco tiempo: proclamaron una ley de amnistía que liberó los condenados por crímenes durante las revueltas de 1934; se apoderaron de la presidencia y destituyeron a Alcalá-Zamora; y por último persiguieron a militares y funcionarios que no eran del Frente Popular, promulgando una ley en las cortes que destituía ciertos magistrados y jueces.⁸¹⁸ Por ello, destacando la obstaculización e instrumentalización de la vía democrática y legal, Gil Robles justificó que la vía institucional ya no era una opción plausible para las derechas españolas.⁸¹⁹

⁸¹⁴Gil Robles José María, «La República Española y su futura forma política», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 15 de diciembre de 1937, n°104, p. 241.

⁸¹⁵AGN. Caja 282, folio 252, capeta 22. Madrid, 5 de febrero de 1935, de Manuel Marulanda (Legación de Colombia en España) al MRE. Informe política general, documento n°1567, p. 1.

⁸¹⁶*Ibíd.*, p. 2.

⁸¹⁷«Una Carta de Uribe Echeverri a Uribe Márquez», *La Patria*, Manizales, 23 de enero de 1937, p. 1.

⁸¹⁸Gil Robles José María, «La República española. Desde febrero de 1936 hasta julio de 1936», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 1 de diciembre de 1937, n°103, p. 211.

⁸¹⁹*Ibíd.*, p. 213.

Con todo, de forma unánime, las derechas colombianas concordaron que el triunfo del Frente Popular en febrero 1936 acentuó más esas rivalidades. Algunos diarios liberales elitistas sostenían que el orden reaccionario y despótico era el rebote natural al panorama de descomposición del gobierno “bolchevique”, acreditando las acusaciones de infiltración comunista en el Frente Popular.⁸²⁰ Al polo opuesto, una revista del liberalismo de izquierda, sentenció que lo que hubo en España fue una reacción fascista mundial en contra del Frente Popular, con la intervención de potencias extranjeras, y que sin esa ayuda la rebelión hubiera sido derrotada rápidamente.⁸²¹

Hay que mencionar, que los resultados de las elecciones de febrero de 1936 desconcertaron en Colombia, en donde se había pronosticado una victoria segura de la derecha, de las fuerzas del orden y de la tradición.⁸²² Tiempo atrás, se había mencionado la gestación de una unión contrarrevolucionaria poderosa de las derechas tradicionales y católicas, lideradas por Gil Robles, Antonio Goicoechea y Calvo Sotelo, para vencer el “izquierdismo marxista”.⁸²³ Lo cierto es que esta derrota sorprendió a las clases conservadoras, provocando cambios estratégicos de parte de las derechas españolas, quienes ya no añoraron con tomarse el poder mediante las instituciones republicanas. Este giro se concretizó con un cambio de liderazgo en la derecha española, que pasó de Gil Robles a José Calvo Sotelo.⁸²⁴ Este último, en un primer momento, representó un cambio radical para las derechas, unificando alrededor suyo las fuerzas reaccionarias del país: tradicionalistas, terratenientes, grandes capitalistas, conservadores, falangistas, ejércitos, con intenciones cada vez más marcadas hacia la subversión.⁸²⁵ No obstante, con su muerte el 13 de julio de 1936 y el surgimiento del conflicto español, fue el partido único FET y de las JONS fundado en 1937, el encargado de aunar estas fuerzas dispersas. Por ello, en una conferencia transcrita por la *Revista Javeriana*, el reconocido escritor falangista español José María Pemán, confirmó que, aunque fragmentada en múltiples sectores, estas fuerzas dispersas- ejército, Falange, requetés-

⁸²⁰« La experiencia de España», *La Razón*, Bogotá, 21 de septiembre de 1936, p. 7.

⁸²¹Guizado Rafael, «De España a América», *Acción Liberal*, Bogotá, Enero 1938, n° 52, p. 59.

⁸²²«Política española», *El Siglo*, Bogotá, 1 de febrero de 1936.

⁸²³«Las elecciones españolas», *El Siglo*, Bogotá, 10 de febrero de 1936.

⁸²⁴« Las verdaderas causas de la revolución española», *La Razón*, Bogotá, 9 de noviembre de 1936, p. 4.

⁸²⁵*Ibíd.*

progresivamente se fueron organizando en un partido único FET y de las JONS,⁸²⁶ recogiendo la sustancia nacional y logrando la conquista del Estado.⁸²⁷

Efectivamente, en los medios colombianos también, se consolidó con fuerza la perspectiva de que el falangismo con la Guerra Civil, se apropió de la dirección y liderato de la contrarrevolución española. *Derechas* adujo que las fuerzas reaccionarias se aglutinaban en torno a José Antonio Primo de Rivera para encaminar la cruzada del *Nuevo Orden*.⁸²⁸ Igualmente, se divulgó que José Antonio Primo de Rivera, en su discurso del 17 de noviembre de 1935, propuso un frente nacional, en el cual, la Falange Española de las JONS sería el partido de vanguardia.⁸²⁹ Por esta razón, en Colombia se empezó a hablar de la conformación de un frente nacional español, en el cual el falangismo tenía un rol de primer plano. Al respecto, la *Revista Javeriana* confirmó que el 8 de junio de 1936, en una gran logia de París, se reunieron José María Albiñana, Calvo Sotelo, Domínguez, Arévalo, Gil Robles, Goicoechea, Primo de Rivera, Ventosa, para proyectar la conformación de ese frente, para enfrentar al peligro inmediato que era acabar con el destructivo Frente Popular.⁸³⁰ También, según el biógrafo del Generalísimo- Joaquín Arrarás-, José Antonio Primo de Rivera, junto a Franco y el general Emilio Mola, tuvieron un encuentro en Madrid meses antes del estallido de la revuelta.⁸³¹ En pocas palabras, las conspiraciones de las derechas estaban al orden del día, en el marco de una reacción conservadora, en la cual el falangismo tenía un papel político activo y dinámico.

De hecho, fue un rol importante, que no se ceñía al ámbito político, también conllevó una gran labor ideológica y doctrinaria de parte de los intelectuales falangistas. Sobre esto, la historiadora Rosa Pardo Sanz esbozó que, a pesar del escaso éxito inicial de la FE de las JONS como partido hasta 1936, pronto los ensayos y discursos de prominentes intelectuales falangistas como -Giménez Caballero, Onésimo Redondo, José Antonio Primo de Rivera y otros-, contribuyeron a divulgar elementos doctrinarios fascistas en los otros partidos de la

⁸²⁶ Falange Española Tradicionalista y de la Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista, fundada el 20 de abril de 1937 como Partido Único del régimen franquista.

⁸²⁷ «Pemán José María « *La Falange Española Tradicionalista y de la JONS*», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 194.

⁸²⁸ «Santiago y cierra, España», *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936.

⁸²⁹ «Historia de la “Falange”», *La Patria, op.cit.*, p. 11.

⁸³⁰ «Cartas de España», *Revista javeriana*, Tomo VI, Bogotá, julio-noviembre de 1936, p. 285.

⁸³¹ Crespo Primitivo, «La resurrección de España», *Revista Colombiana*, Vol. X, Bogotá, junio 15 de 1938, n°111 p. 116.

derecha española.⁸³² Por consiguiente, el falangismo alimentó y fue un catalizador de la reacción conservadora latente en proceso de radicalización.

De todas formas, aminorando el rotundo fracaso electoral que había obtenido el falangismo en las elecciones de febrero de 1936, la prensa colombiana recalcó la intuición premonitrice del falangismo, quien comprendió rápidamente “la farsa democrática” de las elecciones, denunciando el sufragio de febrero de 1936 y siendo el único partido precursor que contempló como solución alternativa para implementar un orden nuevo, el uso de la fuerza y la lucha.⁸³³ Después del asesinato de Calvo Sotelo el 13 de julio de 1936, que las derechas atribuyeron al Frente Popular, *El siglo* publicó la última entrevista de Calvo Sotelo, en la cual afirmaba que la Falange había logrado “una formidable plenitud en la conciencia española”, contribuyendo a producir “la más gigantesca de las evoluciones espirituales que jamás haya conocido país alguno”.⁸³⁴

Indudablemente, para las derechas colombianas el falangismo fue un actor trascendental de la rebelión española, siendo parte activa de la sublevación nacionalista española. El conservador Gabriel Henao Mejía, evocó que en los albores del renacer español brillaban tres figuras:

Tres grandes figuras descuellan en la lucha nacional empeñada. El precursor, José Antonio Primo de Rivera, quien con su Falange preparó el camino de la redención, el protomártir, José Calvo Sotelo, quién alumbró con su sangre la primera aurora de la revolución, y el caudillo, Francisco Franco, la mano experta que dirige el movimiento; bella estampa de héroe, genio militar y civil, estadista de alto vuelo, que ha revelado ser digno émulo de los grandes conductores modernos.⁸³⁵

4.2.2. La consagración épica del falangismo durante la Guerra Civil.

Desde orillas colombianas, el 18 de julio 1936, no fue solo un levantamiento de militares, sino el surgimiento de un movimiento nacional que rechazó un quinquenio de “vergüenzas e injusticias”. Incluso, *la Revista Javeriana*, en su sección “Cartas de España”, divulgó extractos de cartas que probaban la “supuesta” adhesión y entusiasmo de la España

⁸³² Pardo Sanz Rosa. *Con Franco Hacia el Imperio: la política exterior española en América Latina 1939-1945*. Madrid: Editorial UNED, 1994, p. 23.

⁸³³ Henao Mejía Gabriel, «España y su guerra», *La Tradición*, op.cit., p. 953.

⁸³⁴ «El último reportaje a José Calvo Sotelo. La situación Política en España», *El Siglo*, Bogotá, 14 de julio de 1936, p. 6.

⁸³⁵ Henao Mejía Gabriel, «España y su guerra», *La Tradición*, op.cit., p. 955.

nacionalista con la cruzada en curso.⁸³⁶ Igualmente, *La Patria Nueva* de Cartagena, analizó las chispas que causaron la Guerra Civil, identificando a tres principales: una anomalía electoral que distorsionaba el resultado electoral, el asesinato de José Calvo Sotelo y la bolchevización del Frente Popular.⁸³⁷

Por estos motivos, de forma cuasi unánime, los medios colombianos de derecha contestaron y denigraron las elecciones de febrero 1936. La *Revista Javeriana* subrayó la absurdidad del sistema democrático español, en el que, a pesar de obtener más votos que la izquierda, las derechas consiguieron menos diputados que el Frente Popular.⁸³⁸ Gil Robles, cuyas interpretaciones se difundían con profusión en los medios colombianos de derechas, fustigó contra el sistema electoral injusto de mayoría y minoría.⁸³⁹ En concreto, vituperó contra una ley electoral que beneficiaba a “los extremismos” con la prima a la mayoría, que dividía en circunscripciones electorales muy desiguales, beneficiando los focos favorables a las izquierdas como las grandes ciudades.⁸⁴⁰ De su lado, *La Patria Nueva*, explicó detalladamente en qué consistía la deformación y anomalía, argumentando que: el sistema electoral favorecía los centros industriales cargados de masas izquierdistas, razón por la cual, el Frente Popular a pesar de lograr doscientos mil votos menos, obtuvo 60 diputados más.⁸⁴¹ De su parte, la *Revista Colombiana* también culpó un sistema electoral defectuoso que no materializó el triunfo derechista, negando la realidad que la gran mayoría de los electores eran “de derecha, de centro y antimarxistas”.⁸⁴² Asimismo, *El Siglo* reprodujo el discurso del falangista Antonio Valverde Gil el día de la inauguración del Círculo Nacionalista español de Bogotá a principios de 1938, en el cual justificaba el levantamiento por dos motivos fundamentales: el vicio democrático de las elecciones de febrero 1936 y el extremismo con el que gobernó el Frente Popular. Con esto, frente a un auditorio compuesto sobre todo de colombianos, Valverde Gil negó que las mayorías hayan ganado las elecciones en España, puesto que, según él, la derecha y el centro tuvieron 4.910.000 frente a los 4.356.000 de las izquierdas.⁸⁴³

⁸³⁶ «Cartas de España», *Revista Javeriana*, Tomo VI, Julio-noviembre de 1936, p. 285.

⁸³⁷ Elizalde Octavio, «Los culpables de la tragedia española», *La Patria Nueva*, Cartagena, 28 de marzo de 1939, p. 5.

⁸³⁸ «Gil Robles explica porque no conquistaron mayoría absoluta», *Derechas*, Bogotá, 24 de abril de 1936, p. 2.

⁸³⁹ *Ibid.*

⁸⁴⁰ *Ibid.*

⁸⁴¹ Elizalde Octavio «Los culpables de la tragedia española», *La Patria Nueva*, *op.cit.*, p. 5.

⁸⁴² «Génesis de la Guerra civil », *Revista Colombiana*, Vol. VIII, Bogotá, 15 de marzo de 1937, n°89 y 90, p. 162.

⁸⁴³ «Discurso del Dr. Antonio Valverde Gil en Círculo Nacionalista Español pronuncia el 29 de enero de 1938», *El Siglo*, Bogotá, 3 de febrero de 1938, p. 5.

A su vez, además de poner en tela de juicio una ley electoral injusta, Gil Robles denunció en la prensa colombiana, las irregularidades electorales y las presiones. Por eso, después de desmontar la naturaleza de las elecciones de febrero de 1936, cuestionó si ante tales atropellos, las derechas podían conservar “la fe en la democracia”.⁸⁴⁴En el mismo sentido, Valverde Gil acusaba un régimen de terror soviético que intensificaba las persecuciones, incendios, robos y asesinatos.⁸⁴⁵Adicionalmente, Pío Baroja, subrayaba la arrogancia y vanidad del Frente Popular, quien en vez de iniciar una política de cautela, se lanzó hacia una política revolucionaria, caracterizada por una intolerancia con las oposiciones, que azuzó la irritación de los vencidos.⁸⁴⁶

Siendo así, numerosos diarios colombianos exaltaron la sublevación defensiva, que era la única respuesta lógica y útil al asesinato de Calvo Sotelo, puesto que lo grave hubiera sido no reaccionar.⁸⁴⁷Una de las personalidades insignias del nacionalismo reaccionario conservador colombiano, Augusto Ramírez Moreno, sentenció que “el ejército español había cumplido con su deber, sublevándose para salvar a la Madre Patria”, puesto que hacía rato que España “inspiraba lástima”.⁸⁴⁸En el mismo sentido, la *Revista Colombiana* alegó que esta reacción conservadora no tuvo otra opción que la rebelión, ya que en 1933 se le negó su posibilidad democrática, cuando Gil Robles y la CEDA ganaron las elecciones de 1933.⁸⁴⁹Así pues, en Colombia los diarios conservadores y uno cuantos liberales, legitimaban, de cierta manera, la sublevación, retomando las justificaciones de las derechas españolas, con lo cual buscaron inducir la simpatía de la población colombiana hacia el bando sublevado.⁸⁵⁰De esta manera, para *Derechas* el estallido de la revolución nacional tenía un asidero legal que le confería una justificación.⁸⁵¹Incluso, el jesuita colombiano, Félix Restrepo, dijo que antes de la rebelión, España vivía bajo la dictadura del Frente Popular, y era apremiante socorrer a la patria de la voluntad y exigencias de la turba.⁸⁵²La *Revista Javeriana* apelaba a la doctrina

⁸⁴⁴Gil Robles José María, «La República española. Desde febrero de 1936 hasta julio de 1936», *Revista Colombiana, op.cit.*, p. 211.

⁸⁴⁵«Discurso del Dr. Antonio Valverde Gil en Círculo Nacionalista Español pronuncia el 29 de enero de 1938», *El Siglo, Bogotá*, 3 de febrero de 1938, p. 5.

⁸⁴⁶«Los errores de la República», *El Siglo, Bogotá*, 12 de noviembre de 1936, p. 3.

⁸⁴⁷«Defensa de la Hispanidad», *La Patria, Manizales*, 22 de julio de 1936, p. 3.

⁸⁴⁸ Ramírez Moreno Augusto, «Nación y ejército, socialismo y antipatria», *La Patria, Manizales*, 27 de julio de 1936, p. 3.

⁸⁴⁹«Génesis de la Guerra Civil », *Revista Colombiana, op.cit.*, p. 160.

⁸⁵⁰«Las verdaderas causas de la revolución española», *La Razón, Bogotá*, 9 de noviembre de 1936, p. 4.

⁸⁵¹«Las derechas frente único», *Derechas, Bogotá*, 5 de febrero de 1937, p. 3.

⁸⁵²Félix Restrepo, S.J, « España mártir en el primer aniversario de la revolución », *Revista Javeriana*, Tomo VIII, julio-noviembre 1937, p.91.

tomista sobre el derecho a la rebelión contra la injusticia, alegando que en el contexto español era una cuestión de vida o muerte:

Por lógica fatal de los hechos no le quedaba a España más que esta alternativa: o sucumbir en la embestida definitiva del comunismo destructor, ya planeaba y decretaba, como ha ocurrido en las regiones donde no triunfó el movimiento nacional, o intentar y salvar los principios fundamentales de su vida social y de sus características nacionales.⁸⁵³

Ciertamente, en la atmósfera enrarecida que antecedió la Guerra Civil, como consecuencia de la radicalización del escenario político español, pulularon los enfrentamientos entre las milicias socialistas y las milicias nacionalistas. En medio de los choques callejeros, sobresalían las milicias falangistas, con sus militantes juveniles y disciplinados, que rápidamente se impusieron como una fuerza de choque efectiva. De ahí que, para los liberales colombianos el falangismo contribuyó a la intensificación del clima de violencia extrema, siendo protagonista pasivo o activo de una multitud de asesinatos, atentados y trifulcas callejeras.⁸⁵⁴ Esto llegaría a su paroxismo en los días previos al levantamiento, en tanto que el asesinato de un oficial de las guardias de asalto instructor de las milicias sociales, conllevó al asesinato de Calvo Sotelo en represalia, siendo el pretexto para el inicio de la Guerra Civil.⁸⁵⁵ En todo caso, con las escaramuzas diarias y en combate, poco a poco, se iban “luciendo” las milicias falangistas.⁸⁵⁶

Por ello, se puede afirmar que con el inicio del conflicto fratricida se consagraba el falangismo como un actor primordial y destacado de la sublevación nacional. En un discurso en Chamartín ante una concentración falangista el 29 de octubre de 1953, Franco elogió el papel histórico de la Falange durante la sublevación que fue clave con el ejército, destacándola junto con los carlistas como “las dos agrupaciones más puras del Movimiento Nacional”.⁸⁵⁷ Otra figura falangista de renombre, Raimundo Fernández Cuesta, en un discurso del 7 de junio de 1953, proclamó que la Falange había entrado por la puerta grande de la

⁸⁵³«Cartas de España», *Revista javeriana*, *op.cit.*, p. 385.

⁸⁵⁴«Las verdaderas causas de la revolución española», *La Razón*, Bogotá, 9 de noviembre de 1936, p. 4.

⁸⁵⁵*Ibid.*

⁸⁵⁶Giménez Caballero Ernesto, «Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1095.

⁸⁵⁷Discurso ante la concentración falangista en Chamartín, 29 de octubre de 1953. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*. Madrid: Dirección General de Información Publicaciones Españolas, 1955, p. 411.

historia contribuyendo de manera decisiva a la victoria, y no como otros “por intrigas cortesanas o por el pasillo parlamentario”.⁸⁵⁸

Desde Colombia también se exaltó el papel del falangismo en el conflicto español. Al respecto, el caudillo conservador de Cali, Primitivo Crespo, cuyo hermano luchó del bando nacional, aseveró que, la Falange, el ejército y requetés resucitaron España desde la decadencia y la muerte.⁸⁵⁹ El viernes 24 de julio de 1936, *El Siglo* resaltó que José Antonio Primo de Rivera avanzaba sobre Madrid con 12000 fascistas apoyados por el General Mola.⁸⁶⁰ Así pues, el sacrificio de numerosos jóvenes falangista, víctimas de la radicalización política y de la lucha armada, acrecentó el mito de falangista y acentuaba su aura mística como “mártires heroicos”, capaces de sacrificar la vida por España. *La Patria* sintetizó la “épica” actuación falangista de la siguiente manera: “*Falange lucha y sus muertos suman cada día una cifra mayor, pero sus adherentes se multiplican. La noble juventud, no por el título, sino por la misión, se federa bajo sus banderas.*”⁸⁶¹

A decir verdad, los primeros mártires aparecieron mucho antes de la Guerra Civil, como lo atestiguaba el caso de José Ruiz de la Hermosa, que fue presentado por *La Patria* como el primer caído falangista, asesinado por un militante socialista el 2 de noviembre de 1933.⁸⁶² Desde entonces, y sobre todo durante el primer semestre de 1936, los falangistas no cesaron de ser presentados como “mártires de la cruzada” y víctimas de la opresión del régimen republicano. Debido a esto, el 17 de abril de 1936, *El Siglo*, informó que, todos los dirigentes falangistas de todas las provincias habían sido arrestados y puestos a disposición del ministro del Interior.⁸⁶³ De su lado, *La Tradición* narró los crímenes horrendos el 22 de agosto de 1936, donde perecieron en la cárcel modelo Fernando Primo de Rivera y Julio Ruiz de Alda.⁸⁶⁴ Constantemente, se denunciaban las muertes de los falangistas, que pagaron un pesado tributo a la causa nacionalista. Sus principales figuras cayeron uno tras otro, después

⁸⁵⁸Discurso pronunciado en la concentración falangista de Colmenar Viejo, Madrid, el 7 de junio de 1953. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Vieja y nuevas consignas*. Madrid: Ediciones del Movimiento, 1953, p. 138.

⁸⁵⁹Crespo Primitivo, «La resurrección de España», *Revista Colombiana, op.cit.*, p. 116

⁸⁶⁰«J. Antonio Primo de Rivera avanza sobre Madrid con 12.000 fascistas apoyado por fuerzas del General Mola», *El Siglo*, Bogotá, 24 de Julio de 1936. p. 4.

⁸⁶¹Salazar García Gustavo, «Falange y España», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 11.

⁸⁶²Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de grandeza» *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

⁸⁶³«Arresto de fascistas en España», *El Siglo*, Bogotá, 17 de Abril de 1936.

⁸⁶⁴«Una noche Roja en Madrid», *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 21 de mayo de 1938, n°35, p. 776.

de las muertes de José Antonio Primo de Rivera y Ledesma Ramos, Onésimo Redondo murió en una escaramuza el 24 de julio de 1936.⁸⁶⁵

En todo caso, el 18 de julio 1936, con el estallido de la guerra, despegaba la labor combativa de la falange. En efecto, en los campos de batalla no solo se destacaban los falangistas por su coraje, sino por su camaradería y el fortalecimiento de la comunión entre ellos.⁸⁶⁶ Al respecto, Guillermo Camacho Montoya, manifestó que: “*la sangre selló la hermandad; primero en las calles y luego en los campos de batalla*”.⁸⁶⁷ *La Patria Nueva*, de su lado aducía con romanticismo que “*La Falange nacionalista fue la pequeña grieta abierta sobre el infinito. Por allí pasaron hacia la inmortalidad las legiones de Franco*”⁸⁶⁸ A su vez, Primitivo Crespo sentenció que: “*El alzamiento no es otra cosa que la voz de José Antonio hecha carne y las batallas de hoy son hijas de los adelantados de la Falange.*”⁸⁶⁹ Para el diario *La Razón*, el triunfo de Franco se debía a que supo incendiar de manera impecable dos hogueras: “*Fascismo en tierra andaluces y el tradicionalismo navarro*”.⁸⁷⁰ De su lado, Gil Robles afirmaba que Falange Española hacía parte de las cuatro principales fuerzas que apoyaban al ejército, junto con Requetés, Acción Popular, Renovación Española.⁸⁷¹ En conclusión, como lo narraba Giménez Caballero, el estallido del 18 de julio provocó que “el espíritu vital de la Falange se extendiera por todas partes”, con miles de jóvenes que se afiliaban.⁸⁷²

A decir verdad, avanzada la Guerra Civil, no quedaba duda en Colombia, ni siquiera desde perspectivas liberales, sobre la importancia de la Falange en el bando nacionalista y su liderazgo creciente. En diciembre de 1936, *La Razón* aseguraba que del lado rebelde, pugnaban por el mando supremo tres grupos, los militares, los terratenientes y los falangistas, destacando que:

(...) los falangistas sobrepasarán a los militares en su promedio de tres a uno, y sus planes son diametralmente opuestos a los de los terratenientes y los militares. Ellos quieren que se establezca en España un estado corporativo, y llevarían a cabo la idea de Franco de dividir las tierras y someter a la iglesia. Ya hay fuertes indicaciones de que

⁸⁶⁵Rodríguez Jiménez José Luis, *op.cit.*, p. 207.

⁸⁶⁶Salazar García Gustavo, «Falange y España», *La Patria*, *op.cit.*, p. 11.

⁸⁶⁷Montoya Camacho Guillermo, «El fin de la guerra», *El Siglo*, Bogotá, 2 de abril de 1939, p. 5.

⁸⁶⁸«La plenitud del héroe», *La Patria Nueva*, Cartagena, 14 de abril de 1939, p. 3.

⁸⁶⁹*Ibid.*

⁸⁷⁰«Las verdaderas causas de la revolución española», *La Razón*, *op.cit.*, p. 4.

⁸⁷¹Gil Robles José María, «La República Española y su futura forma política», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 15 de diciembre de 1937, n°104, p. 241.

⁸⁷²Giménez Caballero Ernesto, «Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1095.

el generalísimo está inclinado a aceptar los deseos de estos hombres de la clase media elevada. Pero Franco teme que al fin ellos resulten tan extremistas como él cree que los izquierdistas españoles han sido. Ya los falangistas se han declarado en contra del capitalismo en la forma aceptada.⁸⁷³

4.2.3. *La mitificación de la figura del ausente.*

La violencia fratricida provocó pérdidas de ambos lados, unos quedaron en el anonimato de las cifras, otros resaltaron por su importancia intelectual, política o cultural. Nombres de la talla Ramiro Maeztu, García Lorca fueron víctimas resonantes; pero el asesinato de José Antonio Primo de Rivera tuvo un eco particular en los sectores reaccionarios colombianos, siendo considerado como el mártir insigne del falangismo. Su muerte provocó un verdadero proceso de divinización de ambos lados del Atlántico. A partir de su calvario y muerte, su nombre empezó a engrandecerse, transformándose en un verdadero mito, incluso se le empezó a llamar “el ausente”.

Sin duda, los seguidores del falangismo en Colombia contribuyeron a nivel local, a la mitificación de la estampa de José Antonio Primo de Rivera. En los escritos colombianos reaccionarios de la época, rara vez se encontró una figura tan elogiada, tan admirada, tan sacralizada como la de “José Antonio”. Su muerte ocasionó una indignación y tristeza nacional en tierras colombianas. *El Colombiano* tituló en primera plana “*Indignación mundial por la muerte de Primo de Rivera*”.⁸⁷⁴ Un reconocido representante del nacionalismo reaccionario del Partido Conservador Colombiano, Juan Roca Lemus -que escribía bajo el apodo de Rubayata-, manifestó sus lamentaciones por la muerte de “José Antonio”, sentenciado que “se había vaciado la sangre más preciada” y que su partida provocaba las “lágrimas en todo el mundo”.⁸⁷⁵ Abel Naranjo Villegas⁸⁷⁶, un miembro notable del Partido Conservador Colombiano, afirmó que, José Antonio Primo de Rivera era un héroe no solo para la Falange Española sino para todas las derechas del mundo:

⁸⁷³«El general Francisco Franco, jefe supremo de la rebelión española», *La Razón*, Bogotá, 24 de diciembre de 1936, p. 6.

⁸⁷⁴ «Indignación mundial por la muerte de Primo de Rivera», *El Colombiano*, Medellín, 21 de noviembre de 1936, p. 1.

⁸⁷⁵Roca Lemus Juan “Rubayata”, «Guía de venganzas », *El Colombiano*, Medellín, 21 de noviembre de 1936, p. 5.

⁸⁷⁶ Reconocido político e intelectual del Partido Conservador Colombiano que ocupó distintas funciones claves como ministro de educación, embajador en Chile, magistrado de la Corte Suprema de Justicia y rector de la Universidad Nacional.

El nombre de José Antonio Primo de Rivera cuya vida acaba de inmolarse en Alicante, queda vinculado eternamente a la historia de España y a las juventudes derechistas que en todo el mundo estamos convertidas en trincheras contra la barbarie roja. (...) La Falange española está de duelo y con ella las derechas universales que en todas partes llevamos la antorcha de la cultura perforando la oscuridad tremenda de estos días.⁸⁷⁷

Siendo así, por toda Colombia, la muerte de José Antonio desataba manifestaciones de tristeza y condolencias, incluso se desarrollaban actos y misas en su honor. Por ejemplo, el Haz femenino de Medellín, acordó una ceremonia para el descanso eterno del “ilustre mártir”.⁸⁷⁸ Era tanto su estela que llegó a generar mitos y rumores misteriosos, como el 22 de enero de 1937, cuando *El siglo* sugirió que Primo de Rivera se hallaba vivo y oculto en Alicante, puesto que su fusilamiento por los “rojos” habría sido solo una simulación.⁸⁷⁹

Por otro lado, la diplomacia colombiana insistía sobre la inmensa popularidad de su figura póstuma, que trascendió el círculo reducido de su agrupación y afiliados.⁸⁸⁰ Para las elites colombianas era claro que, como Ramiro Maeztu, Calvo Sotelo y tantos otros mártires, aunque Primo de Rivera no logró sobrevivir para vivir “el júbilo de la victoria”, su espíritu permeó la Nueva España y guió la reconstrucción nacional.⁸⁸¹ Al respecto, *La Tradición* aseguró que con el traslado de sus restos, José Antonio Primo de Rivera entraba en el panteón de los inmortales:

El ausente vivirá todos los días. Es eterno, como las rocas calcinadas de Sierra Morena, como la tizona del Cid, como la pluma de Cervantes, como el asta de sus toros de lidia, como el pandero de Pastora Imperio (...). Al paso de las cenizas de José Antonio, se estremecen veinte siglos de historia y sollozan todos los corazones de la España libertad.⁸⁸²

De su lado, el poeta conservador Eduardo Carranza expresó que:

Ahora José Antonio es el Genial ausente de la Nueva España; el invisible arquitecto de su glorioso destino, el ardiente vigía sobre su lucero, el timonero del corazón español, el invisible capitán que, sentado a la diestra del Cid, hace flamear las banderas y sopla

⁸⁷⁷Naranjo Villegas Abel, «José Antonio Primo de Rivera», *La Tradición*, Medellín, 29 de noviembre de 1936 n°20, Vol. II, p. 248

⁸⁷⁸«Últimas actividades del Haz Godo», *El Colombiano*, Medellín, 27 de noviembre de 1936, p. 3.

⁸⁷⁹«Dicen que Primo de Rivera se halla vivo y oculto en Alicante», *El Siglo*, Bogotá, 22 de enero de 1937, p. 1.

⁸⁸⁰AGN. Caja 284, folio 109, carpeta 35. Madrid, 3 de noviembre de 1939, de Francisco Umaña Bernal para el Luis López de Mesa (ministro de relaciones exteriores). Documento n° 535, p. 1.

⁸⁸¹Salazar García Gustavo, «José Antonio Primo de Rivera fundador de la falange española», *El Siglo*, Bogotá, 20 de noviembre de 1941, p.4.

⁸⁸²«El paso del Mártir», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, abril 1939, n° 44, p. 1215.

el viento en cuya cima vuelan los himnos. Yo creo que José Antonio tiene ya su lugar en la gran mitología española, al lado del Cardenal Cisneros y don Juan de Austria.⁸⁸³

En particular, en Colombia se destacaban las grandes manifestaciones y homenajes que generaba José Antonio Primo de Rivera. En concreto, el embajador colombiano en Madrid, Francisco Umaña Bernal, impresionado, informó al canciller López de Mesa, sobre la apoteósica ceremonia que trasladó los restos de José Antonio Primo de Rivera al monasterio de San Lorenzo de El Escorial en noviembre de 1939:

En momentos en que escribo esta comunicación, acaba de culminar en una ceremonia apoteósica, digna de un héroe legendario la impresionante peregrinación de la Falange que ha recorrido a pie media España, caminando diez días con sus noches, para traer hasta El Escorial el cuerpo de José Antonio Primo de Rivera, el joven abogado y poeta que incitó al movimiento nacionalista español actual y a quien se considera como su precursor.(...) Dejando para más tarde , cuando pueda hacerse con mejor perspectiva y ambiente más sereno, el análisis de la interesante figura de José Antonio y de su significación en la historia de los últimos diez años en España, hay que limitarse por ahora a registrar el hecho de su enorme popularidad póstuma , no solo entre los afiliados a la Falange sino también entre algunos de los grupos que no está definitivamente incorporado a ella.⁸⁸⁴

Asimismo, *El Colombiano* de Medellín, asombrado por el desfile de la victoria en 1939, afirmó que, era el más impresionante despliegue de Europa, contado con más de 2 millones de personas.⁸⁸⁵Un día después, Rubayata diría que “unas multitudes dignas”, honraban la memoria de José Antonio Primo de Rivera.⁸⁸⁶De hecho, el recuerdo y la fuerza de José Antonio Primo de Rivera seguía viva cuatro años después de su muerte. *El Siglo* narró en 1940, que cientos de miles de españoles le rindieron homenaje y que un decreto oficial que aparecía en el Boletín oficial le concedía la condecoración póstuma de la Palma de Oro, creada por el mismo para celebrar el heroísmo, siendo el primero en recibirla.⁸⁸⁷En 1941, cinco años después de su muerte, Gustavo Salazar García expresaba que todavía el espíritu y sus doctrinas impregnaban

⁸⁸³ Carranza Eduardo, «José Antonio», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 9.

⁸⁸⁴ AGN. Caja 284, folio 109, carpeta 35. Madrid, 3 de noviembre de 1939, de Francisco Umaña Bernal para el Luis López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Documento 535, p.1.

⁸⁸⁵ «La marcha de la victoria. Más de dos millones de personas presenciaron el desfile de la victoria», *El Colombiano*, Medellín, 19 de mayo de 1939, p. 1.

⁸⁸⁶ Rocas Lemus Juan “Rubayata”, «La victoria », *El Colombiano*, Medellín, 29 de mayo de 1939, p. 3.

⁸⁸⁷ «Póstuma condecoración al fundador de la Falange, José Antonio », *El Siglo*, Bogotá, 21 de noviembre de 1940, p. 9.

los hombres encargados de realizar el anhelo común de la *Nueva España*.⁸⁸⁸ En definitiva, para las derechas colombianas, la *Nueva España* era el flamante amanecer que se realizó sobre el sacrificio de grandes mártires como Calvo Sotelo y Primo de Rivera.⁸⁸⁹ Estos “mártires” de España fueron admirados y alabados por todas partes. Incluso, según Raimundo Fernández Cuesta, el papa le confesó su admiración por Primo de Rivera cuando visitó el Vaticano.⁸⁹⁰

En todo caso, en la prensa colombiana abundaban los retratos elogiosos y lisonjeros sobre “el ausente” como se le empezaba a denominar. Como todo un símbolo, se subrayaba que José Antonio Primo de Rivera caía a los 33 años, y sus seguidores más fieles, como Fernández Cuesta, efectuaban un paralelo con el Cristo.⁸⁹¹ *Derechas* hablaba del milagro de la *Nueva España* que él encarnó y simbolizó, esperando que algún día surja en Colombia un hombre que también pudiese generar hazañas como el líder español.⁸⁹² En la *Revista Tradición*, se encomiaba el milagro en sí mismo que representaba “José Antonio”, calificándolo como “la figura más maravillosa de la *Nueva España*”.⁸⁹³ También, en una conferencia reproducida en la *Revista Colombiana*, Eugenio Montes, retrataba a Primo de Rivera como el “Profeta del imperio”, considerándolo de la estirpe de los grandes de España, de la misma calaña que el Amadís de Gaula.⁸⁹⁴ Por eso, Guillermo Camacho Montoya manifestó que honrar a Primo de Rivera era honrar a España, ya que fue el hombre capaz de sacrificar su vida por los valores nacionales, sin claudicar ni pactar.⁸⁹⁵ En el mismo sentido, *La Patria* decía de él que, fue el verdadero artífice de la reconquista:

Al frente de los ejércitos de Franco combate el espíritu profético de José Antonio, que ha sido el verdadero artífice de la reconquista. El ausente señaló el único camino seguro para una España resurrecta, mientras los viejos políticos se asociaban para defender la convivencia de la muerte y de los curules.⁸⁹⁶

⁸⁸⁸Salazar García Gustav, «José Antonio Primo de Rivera fundador de la falange española», *El Siglo*, Bogotá, 20 de noviembre de 1941, p. 4.

⁸⁸⁹Misas Uribe Alfonso, «España y su herencia en América », *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, noviembre 1942, n°157, p. 918.

⁸⁹⁰«Fernández Cuesta va en busca de los restos de Primo de Rivera», *El Siglo*, Bogotá, 2 de abril de 1939, p.1.

⁸⁹¹Fernández Cuesta Raimundo entrevistado, «José Antonio en la Cárcel la modelo. Testimonio de su secretario», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, 25 de marzo 1939, n° 43, p. 1188.

⁸⁹²«El fascismo por José Antonio Primo de Rivera », *Derechas*, Bogotá, 20 de marzo de 1936.

⁸⁹³Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo, « Arriba España. El grito de Franco es el nuestro», *La Tradición, op.cit.*, p.633.

⁸⁹⁴Montes Eugenio «El profeta del imperio», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, diciembre de 1941, n°148, p 293.

⁸⁹⁵Camacho Montoya Guillermo, «Primo de Rivera precursor», *La Tradición*, Vol.III, Medellín, 10 de agosto de 1937, p.458

⁸⁹⁶«Aire de España», *La Patria, Manizales*, 14 de enero de 1939, p. 9.

De todas maneras, José Antonio Primo de Rivera, más que líder y un político, tenía una mística, era descrito como el poeta de la revolución nacional.⁸⁹⁷ Prueba de ello, *Derechas* lo retrató de la siguiente manera: “*Poseído de una mística hispanista, orador fulminante, con una palabra, arrolladora por su altura intelectual, Falange Española, que hoy cuenta el plano de peligro en las luchas de la guerra, nació del calor de su entusiasmo generoso.*”⁸⁹⁸ Entonces fue considerado como la encarnación de un auténtico líder en toda la extensión de la palabra: “*Guapo de estampa, valeroso hasta la temeridad, con el valor que dan la convicción y la fe, y con aurora de irresistible simpatía, estaba predestinado para conducir multitudes.*”⁸⁹⁹

Adicionalmente, se explicaba como “su grandeza” preocupaba y estorbaba el poder, por ello lo encerraron en la cárcel. Pero ni siquiera en ella pudieron apagar su aureola. Todo lo contrario, de acuerdo con estas perspectivas, el cautiverio hizo brillar su sencillez, su halo de luz. En particular, Ginés de Albardea narró una escena en donde al salir al patio de la cárcel, los presos se pusieron de pie, y lo saludaron con el brazo derecho en alto.⁹⁰⁰ En efecto, siendo un hombre “lleno de virtudes y cualidades”, hasta en la cárcel era disciplinado; ya que lejos de sumirse al ocio penitenciario, dispuso un plan de vida, lo que le permitió dirigir a las falanges desde el cautiverio,⁹⁰¹ hecho que confirmó Raimundo Fernández Cuesta.⁹⁰²

Por consiguiente, para las derechas colombianas, con su sacrificio y su ejemplo, “José Antonio”, ascendió a la categoría de los inmortales, transformándose en un héroe para las juventudes de esos tiempos.⁹⁰³ Para conmemorar los cinco años de su muerte, Gustavo Salazar García en las líneas *El Siglo*, bosquejó un cuadro apologético de la figura de José Antonio que sintetizaba la admiración que las elites reaccionarias colombianas sentían por el “ausente”:

Todo es magnífico en la vida de José Antonio Primo de Rivera: su ascendencia, su niñez y su juventud, sus experiencias universitarias, ejercicio profesional, su acción política y su actividad en el parlamento, su lucha heroica y su propio sacrificio, que no

⁸⁹⁷« ¡Arriba España!», *Derechas*, Bogotá, 3 de septiembre de 1936, p. 4.

⁸⁹⁸« Primo de Rivera ha sido condenado a muerte», *Derechas*, Bogotá, 19 de noviembre de 1936, p. 1.

⁸⁹⁹Entrevista de Ginés de Albardea con Benigno Acosta Polo, «Arriba España. El grito de Franco es el nuestro », *La Tradición, op.cit.*, p.635.

⁹⁰⁰*Ibid.*

⁹⁰¹«Aire de España», *La Patria*, Manizales, 14 de enero de 1939, p. 9.

⁹⁰²Fernández Cuesta Raimundo entrevistado, « José Antonio en la Cárcel la modelo. Testimonio de su secretario», *La Tradición*, Medellín 25 de marzo 1939, n° 43, Vol. IV, p. 1192.

⁹⁰³Salazar García Gustavo, «José Antonio Primo de Rivera fundador de la falange española», *El Siglo*, Bogotá, 20 de noviembre de 1941, p. 4.

culminó como lo hubiera deseado, en una trinchera o sobre una barricada. Joven, fuerte y magnífico, se le ofrecieron los medios para gozar de comodidad, sin fatigas y sin desvelos. Muy pocos podrían considerar protegidos en esa forma por la fortuna. Pero trocó tan holgada posición por el puesto difícil de los reconstructores que comienzan a predicar su credo, a aleccionar a las gentes y a infundirles espíritu de lucha con su propio ejemplo. En esas circunstancias se perfiló su personalidad de caudillo y de conductor. Estaba dotado de las mejores virtudes para corresponder a esa misión. Por derecho propio alcanzó la jefatura plena al verificarse la unión de la Falange Española y de las fuerzas de las JONS. Se le calificó como un futuro César o como un paladín cristiano.⁹⁰⁴

4.3. De la Falange idealizada a la Falange concretizada (después de 1945).

Como habíamos recalado en la introducción, la historiografía española en general suele poner de manifiesto el desfase entre las aspiraciones doctrinales radicales del falangismo originario, con su posterior actuación pragmática y maleable durante el franquismo. En cierta medida, los idearios radicales falangistas, si bien fueron fundamentales en el régimen franquista, se toparon con el principio de realidad y para sobrevivir y mantenerse, tuvieron que adaptarse, acomodarse con una realidad concreta mucho más compleja. De ahí surgen los debates sobre un primer franquismo y un segundo franquismo, o querellas alrededor de la naturaleza del régimen y el impacto real que tuvo el falangismo. Todos estos debates historiográficos emergen, sobre todo de manera posterior a los hechos y décadas después de la caída del régimen franquista.

Pero en esta parte, lo que nos interesaba era reconstituir una representación de un discurso histórico del falangismo tal como había sido interpretado por las derechas colombianas en la época. Teniendo en cuenta esto, la idea de una Falange idealizada y otra realizada, o de una Falange radical y otra acomodada, casi no se dieron en territorio colombiano por múltiples razones. Primero porque los análisis colombianos dependían en gran parte de las fuentes e interpretaciones falangistas o de sectores reaccionarios, quienes promovían la versión de un triunfo del falangismo con el advenimiento de la dictadura franquista. La segunda porque las elites colombianas de la época, enfrascadas en una crisis de legitimidad, se encontraban en una óptica militante acerca de los acontecimientos españoles y necesitaban confeccionar un ideal tipo que sirviera de modelo para implementar en Colombia. Por último, porque sinceramente las elites colombianas de la época no vislumbraron una

⁹⁰⁴*Ibid.*

brecha tan grande entre falangismo originario y sus adaptaciones en el marco del régimen franquista.

En efecto, desde ópticas colombianas, el transcurso entre el surgimiento la Falange Española originaria y la consolidación del régimen franquista, no hubo ruptura, sino más bien una continuidad con ciertos cambios, acomodados y actualizaciones. Por lo tanto, en la narración colombiana se vislumbraba un recorrido lineal desde un falangismo romantizado e idealizado, hasta su triunfo posterior como vanguardia de la sublevación nacional, asentándose progresivamente en un poder conquistado que requería de cierto pragmatismo. A decir verdad, las elites colombianas eran conscientes que no todo era consenso y unanimidad, pero se interpretaban estas fluctuaciones y crisis como los síntomas de las tensiones naturales que tiene todo movimiento en su evolución, puesto que en Colombia también hubo querellas en el seno de las derechas entre tradicionalistas y nacionalistas, pero que al final lograron superar.

Además, los principales falangistas españoles de la época también así lo interpretaban. En 1942, el teórico falangista Julián de Pemartín, declaró que había una continuación indiscutible entre el movimiento fundado por José Antonio Primo de Rivera y su maduración con la FET y de las JONS como partido único cuyo jefe era Franco.⁹⁰⁵ En 1939, Raimundo Fernández Cuesta afirmó que, después de la victoria solo importaban dos cosas: el reconocimiento del Caudillo y a la aceptación de los 26 puntos de la Falange que había que elevar en normas de Estado.⁹⁰⁶ De hecho, el propio Franco en 1953, en un discurso ante una concentración falangista, encumbró la Falange, reconociendo que en esos 16 años de altos y bajos, contribuyó decisivamente a los grandes designios de España:

En todos los momentos de prueba y de peligro, en los duros y dilatados días de la cruzada, en los de la guerra universal, en los campos de Rusia, frente a la conjura internacional en 1946, en los días del referéndum, en todas las ocasiones, en los campos, en el mar, el taller, la fábrica o en la Universidad, la Falange ha venido siendo el aglutinante de la conciencia cívica española.⁹⁰⁷

⁹⁰⁵Pemartín Sanjuán Julián. *Teoría de la Falange*. Madrid: Editorial Nacional, 1942, p. 47.

⁹⁰⁶Fernández Cuesta Raimundo, Montes Eugenio. *29 de octubre consignas políticas*. Madrid: Ediciones Arriba, 1939, p. 47.

⁹⁰⁷Discurso de Franco ante la concentración falangista en Chamartín, 29 de octubre de 1953. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*, op.cit., p. 412.

4.3.1. La hegemonía del falangismo en el seno de FET y de las JONS.

En las interpretaciones colombianas de la época, se vislumbraba con optimismo la unificación en 1937, con la cual se congregaron las diversas fuerzas del bando nacional, consolidándose en un partido único denominado: Falange Española Tradicionalista y de las JONS. Según estas versiones, el falangismo fue el baluarte del nuevo régimen, y fue preponderante desde la unificación de FET y de las JONS como partido único. Así pues, con el decreto de unificación el 19 abril de 1937, según Giménez Caballero, se había consumado la conquista del Estado por parte del movimiento falangista.⁹⁰⁸ Era tal su influencia que, para las derechas colombianas, era incuestionable que el partido único absorbió las doctrinas políticas que Primo de Rivera había dejado.⁹⁰⁹

Siendo así, tanto para los sectores colombianos favorables al bando sublevado como los afines con los republicanos, el franquismo era una continuidad del falangismo, con ciertos retoques y actualizaciones. Con esto, José Antonio Primo de Rivera se había convertido en un estandarte, una bandera que se alzó,⁹¹⁰ y que Franco había empuñado. A menudo, se relacionaba el triunfo de Franco gracias a la labor precursora de José Antonio Primo de Rivera, sin el cual nada hubiera sido posible.⁹¹¹ Una prueba de este reconocimiento, para ellos, fue el traslado suntuoso y simbólico de los restos de Primo de Rivera que ordenaba Franco en noviembre de 1939, rodeado de la mayoría de los ministros, de la junta política del Consejo de la Falange, y de las autoridades civiles, militares y religiosas.⁹¹²

Sin embargo, las élites colombianas eran conscientes que existían tensiones naturales entre diferentes sectores, tanto al interior del falangismo, como entre los aliados que conformaron el bando nacional. De hecho, a principios de 1937, al interior del falangismo aparecieron tres tendencias: la primera y más importante, era la liderada por Manuel Hedilla; la segunda tendencia, fue encarnada por Agustín Aznar y los “legitimistas” seguidores de José Antonio Primo de Rivera en sentido estricto, se oponían a cualquier cambio en la organización y conspiraban contra la jefatura de Hedilla; la tercera facción en el seno de la Falange era compuesta por los recién llegados, oportunistas, antiguos conservadores,

⁹⁰⁸Giménez Caballero Ernesto, «Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1096.

⁹⁰⁹Crespo Primitivo, «La resurrección de España », *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 117.

⁹¹⁰Varela Fabio, «Elogio a Acción española y ciertas figuras», *La Patria*, Manizales, 1 de abril de 1938, p. 3.

⁹¹¹Camacho Montoya Guillermo, «Primo de Rivera precursor», *La Tradición*, Vol.III, Medellín, 10 de agosto de 1937, p. 259.

⁹¹² «Una marcha triunfal será el traslado de los restos de Primo de Rivera hasta el Escorial», *El Siglo*, Bogotá, 20 de noviembre de 1939, p.1.

clericales, monárquicos y los tecnócratas pseudo fascistas, partidarios de un corporativismo conservador, cuyo programa consistía en apoderarse del partido para darle una nueva forma más conservadora.⁹¹³

De hecho, en tierras colombianas, se veía la sucesión de Manuel Hedilla a Primo de Rivera en la jefatura de la Falange Española, como el ascenso de un obrero y de un gran líder en medio de un contexto tenso.⁹¹⁴ Efectivamente, Hedilla contaba con el apoyo de la mayoría de los jefes provinciales y de todos los intelectuales, como el famoso sacerdote propagandista de Pamplona Fermín Yzardiaga.⁹¹⁵ Finalmente, en ese clima tenso, se produjo la crisis de Salamanca 16 de abril de 1937, descrito por Rodríguez Jiménez, como un “enfrentamiento armado entre grupos falangistas opuestos el 16 de abril de 1937.”⁹¹⁶ Básicamente, lo que ocurrió durante la crisis de Salamanca fue que, cuando Hedilla fue elegido jefe de la Falange, esa misma noche el cuartel proclamaba la unificación de las fuerzas nacionales en un partido único. Con esto, mientras Franco se declara jefe del nuevo partido, Hedilla era nombrado presidente de la nueva Junta Política de FET y de las JONS, pero este se rehusó y fue detenido el 25 de abril, acusado de haber organizado una conspiración contra el Caudillo.⁹¹⁷

Ahora bien, las tensiones internas al falangismo no fueron el único escollo para este movimiento. Además, tuvieron que batallar por la hegemonía contra las diferentes franjas nacionalistas, aliadas durante el conflicto español. Evidentemente, Franco tuvo que manejar tres grupos que peleaban por el control: terratenientes, militares y falangistas.⁹¹⁸ Sobre eso, *El Siglo*, enumeraba los tres grandes movimientos que conformaban la España nacionalista, citando: Falange española, cuyo jefe era Manuel Hedilla; carlistas, bajo el mando de Manuel Fal Conde; Renovación Española, partidaria de la restauración de Alfonso XIII, que tenía a su frente a Antonio Goicoechea, antiguo ministro de la monarquía.⁹¹⁹ De su lado, la Embajada colombiana de Madrid, en 1940, sugirió que los distintos movimientos que conformaron el bando nacional desde la Guerra Civil se habían polarizado en dos bandos cada vez más antagónicos, conservadores y revolucionarios, conformados de la siguiente manera:

Militan en la primera todos los antiguos elementos conservadores, los monarquistas y

⁹¹³ Payne Stanley. *Falange. Historia del fascismo español*. Madrid: Sarpe, 1985, p. 161-162.

⁹¹⁴ «Manuel Hedilla», *Derechas*, Bogotá, 5 de Febrero de 1937. p. 3.

⁹¹⁵ Payne Stanley, *Historia del fascismo español, op.cit.*, p. 161.

⁹¹⁶ Rodríguez Jiménez José Luis, *op.cit.*, p. 216.

⁹¹⁷ Payne Stanley. *Falange. Historia del fascismo español, op.cit.*, p174-175.

⁹¹⁸ «El general Francisco Franco, jefe supremo de la rebelión española», *La Razón*, Bogotá, 24 de diciembre de 1936, p. 6.

⁹¹⁹ «El Nuevo Estado español se reconstruye sobre los programas ideológicos de la Falange Española de Primo de Rivera», *El Siglo*, Bogotá, 5 de octubre de 1937, p.10.

las antiguas derechas, la mayor parte de los tradicionales caracterizados o “requetés”, el grupo de “Renovación Española” de intelectuales de derecha, la aristocracia, los grandes industriales, los banqueros y propietarios agrícolas y todos los elementos liberales y liberalizantes. En la segunda se encuentran los falangistas viejos y nuevos, los elementos sindicalistas de derecha, la mayor parte de la juventud universitaria y estudiantil y una masa bastante importante de profesionales y obreros, que militaban antes en los partidos revolucionarios de izquierda y que, no sin razón, ven en la Falange un vehículo para la realización de muchas de sus aspiraciones colectivistas.⁹²⁰

A pesar de estas diferencias, la unificación entre las diversas fuerzas nacionalistas en el marco del partido único se logró mediante un acuerdo en lo fundamental entre tradicionalistas y la falangistas, en un ambiente de concordia benéfica, que contrarrestaba “la venenosa” campaña de odio y desunión que intentaban algunos.⁹²¹ Según el historiador Stanley Payne, previamente, el comité falangista y el cuartel general habían pactado un compromiso según el cual: los falangistas acataban la jerarquía, a cambio del compromiso de implementar después de la guerra, los contornos del programa nacionalsindicalista.⁹²² Por ello, públicamente, varias personalidades falangistas, de peso, abogaban por cierta apertura. En 1940, José Luis Arrese advertía sobre el peligro de convertir a la Falange en un movimiento recortado y chiquitito, por el contrario, defendía la necesidad de ensancharlo, para que puedan caber en el cauce político falangista no solo los hombres de buena fe dispuestos a servir la revolución nacional, sino que también tuviera en cuenta las iniciativas y orientaciones de otras corrientes que en nada vulneren los principios doctrinales del movimiento.⁹²³

Del otro lado del Atlántico, los sectores colombianos elogiaban esa unificación que se realizó a pesar de todos los embates. En particular, se regodearon del fracaso de las tentativas de la masonería de sembrar cizaña entre las fuerzas unificadas de Requetés y Falange.⁹²⁴ En definitivas, la unificación permitió sellar el acoplamiento, en acción y pensamiento, de las tres corrientes principales de derechas en torno a las ideas de José Antonio Primo de Rivera, que fueron sintetizadas en los 26 puntos del programa de las FET y de las JONS.⁹²⁵ Rápidamente,

⁹²⁰BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejó. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 5 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal a López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Informe de política Interior de España en el mes de agosto y septiembre de 1940. Documento Mss/563/1/8/543, p. 2.

⁹²¹«Antología de José que la derecha y centro tuvieron, 4910000 frente a los 4356000 de las izquierdas», *La Patria Nueva*, Cartagena, 13 de abril de 1939, p. 3.

⁹²²Payne Stanley. *Falange. Historia del fascismo español*, op.cit., p. 180.

⁹²³Discurso de inauguración del I Consejo Nacional de Jefes Provinciales del Movimiento. Madrid, Palacio del Consejo Nacional, 12 de diciembre de 1943. En: Arrese José Luis. *Nuevos escritos y discurso*. Madrid: Ediciones de la vicesecretaría de Educación Popular, 1945, p. 91.

⁹²⁴«La obra de la masonería», *El Siglo*, Bogotá, 8 de enero de 1938, p. 2.

⁹²⁵«La unificación de la Falange», *El Siglo*, Bogotá, 20 de abril de 1938., p. 5.

para consolidar el movimiento, Franco se encargó de depurar cualquier elemento que pudiera contravenir contra su autoridad y la unidad. Por ejemplo, el líder de los carlistas, jefe de los Requetés Manuel Fal Conde, fue desterrado a Portugal en enero 1937.⁹²⁶

En todo caso, para las derechas colombianas, era indudable que el falangismo era el principal protagonista y actor del régimen franquista, por encima de las otras franjas que conformaron FET y de las JONS. Su dominio era tan grande que en octubre de 1937, *El Siglo* reveló que los sectores carlistas, alfonsinos y conservadores, se preocupaban del auge de la influencia falangista en el Estado.⁹²⁷ Al respecto, el embajador de Colombia en Madrid, comunicó al canciller López de Mesa, que mediante el decreto del 31 de julio de 1939 la Junta política de FET y de las JONS estaría formada por diez miembros, de los cuales la mayoría eran falangistas: Ramón Serano Súñer presidente, Rafael Sánchez Mazas, vicepresidente, además de la designación como miembros de José Luna Meléndez, José Finat, Dionisio Ridruejo, Miguel Primo de Rivera y otros. Concluía el embajador que no había un equilibrio entre los miembros de la junta directiva, con una predominancia notable del falangismo, incluso de elementos radicales con los llamados “camisas viejas”.⁹²⁸

Pero el falangismo no solo se destacaba por su triunfo en lo político, *La Patria* narraba que descollaron, también, por sus intelectuales brillantes.⁹²⁹ Entre los cuales brillaban los nombres de Eugenio Montes, Giménez Caballero, José María Pemán, quienes con sus discursos impregnaron el ambiente y alentaron “la cruzada” y el esfuerzo nacionalista. En el mismo sentido, lo confirmaba Guillermo Camacho Montoya, para él los intelectuales falangistas eran los que adoctrinaban a la España nacional.⁹³⁰ Por ende, para las derechas colombianas era indudable que los filones doctrinarios de la Falange abastecieron el pensamiento de la España en rebeldía. Por eso, les parecía natural que después del triunfo, sus ideas se tornaran por preceptos normativos y que su programa inaugural se convirtiera en ley.⁹³¹ Según *La Patria*, después de dos años y medio de lucha y de gesta “heroica,” las

⁹²⁶ «Franco destierro a Portugal a Manuel Fal Conde, el líder carlista jefe de los requetés», *El Siglo*, Bogotá, 22 de enero de 1937, p. 1.

⁹²⁷ «Fernández de la Falange Española», *El Siglo*, Bogotá, 13 de octubre de 1937, p. 11.

⁹²⁸ AGN. Caja 284, folio 109, carpeta 35. Madrid, 3 de noviembre de 1939, de Francisco Umaña Bernal a Luis López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Documento 535, p. 7.

⁹²⁹ «Franco el reconstructor», *La Patria*, Manizales, 1 de febrero de 1938, p. 3.

⁹³⁰ Camacho Montoya Guillermo, «La cobardía de los intelectuales», *El Siglo*, Bogotá, 22 de febrero de 1939, p. 5.

⁹³¹ Plata Bermúdez Francisco. «Nacional-Sindicalismo», *El Siglo*, Bogotá, 14 de junio de 1939, p. 5.

profecías de José Antonio Primo de Rivera se habían cumplido, del dolor y la tragedia renacía España.⁹³²

Sin embargo, el triunfo político y su hegemonía dentro del nuevo partido de Franco, no erradicó las disidencias y las tensiones que seguían latentes. En noviembre de 1939, el embajador franciscano Umaña Bernal, informó al MRE que debido a la crisis económica había grandes tensiones y críticas entre falangistas, Requetés y al interior mismo del partido FET y de las JONS.⁹³³ También, mencionó un discurso de Serrano Súñer el 31 de octubre de 1939, en el cual se afirmaba el inicio de medidas disciplinarias al interior del partido único, para socavar las críticas y los descontentos.⁹³⁴ Pero unos meses más tarde, en 1940, el mismo embajador le dijo al canciller, que los problemas internos y tensiones habían mejorado con la falangización del régimen que impulsó Serrano Súñer, poniendo en ministerios importantes, dos falangistas por dos militares. Esto suponía un triunfo de la tendencia falangista y el fin de la política de equilibrio de Franco entre las dos facciones en pugna, inclinándose a favor del falangismo.⁹³⁵ De ahí que, en 1939, el jesuita Francisco José González, atestiguó en las páginas de *la Revista Javeriana*, que si algo saltaba a la vista en España era el vuelo que había tomado el falangismo en todas las capas sociales.⁹³⁶

Pero como lo recordaba el historiador Stanley Payne, en realidad no todo era color rosa, al interior del falangismo se exacerbaban las fuertes tensiones entre camisas nuevas y camisas viejas, que se acentuó con el cambio de gobierno el 9 de agosto de 1939, que oficializó el auge de Serrano Súñer en detrimento del “camisa vieja” Raimundo Fernández Cuesta, quien fue, de cierta manera, alejado del poder cuando fue enviado como embajador a Río de Janeiro.⁹³⁷ Ya en su momento, el falangista Arrese advertía a la vieja guardia falangista sobre el error de querer consolidar una agrupación cerrada y anquilosada en el pasado, porque más bien debían ser los adelantados de la España nueva; para ello, postulaba una posición intermedia, ni intransigente, ni derrotista:

Pero camaradas de la Falange, las revoluciones se pierden en los pueblos por dos razones: por vileza o por debilidad; porque los que mandan se entregan a toda clase de

⁹³²«La victoria del Ebro», *La Patria*, Manizales, 17 de noviembre de 1938.

⁹³³AGN. Caja 284, folio 109, carpeta 35. Madrid, 3 de noviembre de 1939, de la Legación de Colombia en Madrid a Luis López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Documento 535, p. 2.

⁹³⁴*Ibid.*

⁹³⁵AGN. Caja 285, folio 176, carpeta 39. Madrid, 7 de diciembre de 1940, de la Legación de Colombia en Madrid a López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Confidencial No.1172/40/M.162, p. 1.

⁹³⁶González Francisco José S.J., «A nuestros amigos de España», *Revista Javeriana*, Bogotá, Tomo XII. Julio- Noviembre 1939, p. 55.

⁹³⁷Payne Stanley. *Falange. Historia del fascismo español*, op.cit., p. 206.

desafueros y convierten la norma en arbitrariedad, la autoridad en tiranía, el orden en opresión, o porque, a fuerza de querer ser ecuanímenes y justicieros, a fuerza de querer ser aplaudidos por la mayoría, acaban, de transigencia en transigencia, por entregar el poder a sus enemigos. Estos dos peligros tenemos que esquivar también en la Falange: ni jabalinismo ni transigencia; ni cerrar hoscamente contra todo, por el mero hecho de existir, ni creer que transigiendo se llega a otro fin que a la liquidación por almoneda.⁹³⁸

4.3.2. Instrumentalización o triunfo del falangismo durante el primer franquismo.

Una franja importante de la historiografía suele poner de manifiesto una instrumentalización del movimiento falangista por Franco en el transcurso evolutivo del régimen. Sobre esto, en 1939, el embajador de Colombia en Madrid advirtió sobre una posible manipulación de la figura de José Antonio Primo de Rivera por Franco, quien fue utilizado como un símbolo, con fines de propaganda para distraer la opinión pública excesivamente preocupada con la situación económica delicada, que amenazaba el orden, con posibles disturbios y tensiones internas.⁹³⁹ De esta manera, el arsenal ideológico heredado de la Falange fue clave para longevidad de Franco; puesto que, sin acervo ideológico definido, este utilizó el falangismo para disimular la vacuidad ideológica de conservadores y militares.⁹⁴⁰

Del lado falangista, se aminoraba esta instrumentalización, según Giménez Caballero, los intentos de adulteración no fructificaron, los charlatanes que intentaron abusar y usar el nombre sagrado de “José Antonio” para detener la etapa triunfal integradora de la Falange, fracasaron.⁹⁴¹ Se hablaba más bien de una adecuación y armonización de las ideas falangistas con la realidad del poder. Por eso, Ramón Serrano Súñer recordaba por ejemplo que en la disputa entre elementos radicales como Dionisos Ridruejo y Franco, si bien doctrinariamente era más cercano al primero, su lealtad era con Franco, porque su misión era hacer compatible la jefatura del Caudillo con las ideas y estilo de la Falange.⁹⁴² Al fin y al cabo, como lo arengó Raimundo Fernández Cuesta en el teatro Villar de Murcia en mayo de 1952, los falangistas debían demostrar que servían tanto para tiempos de guerra como en los tiempos de paz:

⁹³⁸Discurso de la imposición de medallas de la vieja guardia. Santander 19 de septiembre de 1943. En: Arrese José Luis. *Nuevos escritos y discurso*. Madrid: Ediciones de la Vicesecretaría de Educación Popular, 1945, p. 79.

⁹³⁹AGN. Caja 284, folio 109, carpeta 35. Madrid, 3 de diciembre de 1939, de Francisco Umaña Bernal (Legación de Colombia en España) a Luis López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores), documento 535, p. 1.

⁹⁴⁰Payne Stanley, Falange. Historia del fascismo español, *op.cit.*, p. 202.

⁹⁴¹Giménez Caballero Ernesto, «Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1096.

⁹⁴²Saña Heleno. *El franquismo sin mitos conversaciones con Serrano Súñer*. Barcelona: Ediciones Grijalbo, S.A., 1982, p. 152.

Vosotros, camaradas, tenéis que demostrar que la Falange sirve para los momentos de lucha y para los momentos de paz; para derribar un orden caduco y contrario a España, lo mismo que para construir otro nuevo enraizado con su historia, que sois aptos no solo para las ocasiones de riesgo físico, sino también para las tareas de la inteligencia y del trabajo (...).⁹⁴³

Lo cierto era que para una parte importante de falangistas insignes, la continuidad entre el falangismo y el *Nuevo Estado* franquista era incuestionable, puesto que el segundo era la consagración y el triunfo del movimiento originario. Sobre este punto, Julián Pemartín afirmó que, con la victoria de 1939 Francisco Franco fue erigido como caudillo de España y jefe nacional de la Falange.⁹⁴⁴ Igualmente, Francisco Franco, en un discurso el 17 de marzo de 1943, ratificó que mediante la política de unificación y la creación del Consejo Nacional de FET y de las JONS, se definió de manera decisiva el papel moral, filosófico y jurídico del *Nuevo Estado*.⁹⁴⁵ Por añadidura, en 1953, Raimundo Fernández Cuesta aseguró que, a pesar de los avatares, el movimiento cumplía veinte años exitosos de existencia, siguiendo con el mismo entusiasmo y lealtad para servir España y el caudillo.⁹⁴⁶ Por algo, tanto Franco como FET y de las JONS, se apropiaron el estilo novedoso y de la simbología falangista, utilizando la estética y la cosmética falangista como la camisa Azul, el brazo en alto, el himno *Cara al sol*.⁹⁴⁷

Por consiguiente, las principales figuras de los falangistas creían y difundían la certeza que los principios y valores del falangismo se impusieron en el nuevo régimen en construcción. En tal sentido, el 12 de diciembre de 1943, José Luis Arrese confirmó que a FET y de las JONS se le concedió el monopolio de la acción política sobre el Estado, para lograr la unidad política.⁹⁴⁸ No quedaba duda, pues, de la máxima autoridad de Franco sobre el Estado, quien era comparado, por el enviado franquista en el Caribe -Ginés de Albareda-

⁹⁴³Discurso pronunciado por el Secretario General del Movimiento, el camarada Raimundo Fernández Cuesta en el teatro Villar de Murcia, el 22 de mayo de 1952. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, op.cit., p. 19.

⁹⁴⁴Pemartín Julián. *Teoría de la Falange*, op.cit., p. 52.

⁹⁴⁵Discurso pronunciado en la sesión inaugural del día 17 de marzo de 1943. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes de S.E. el Jefe de Estado a las cortes españolas (1943-1961)*. Madrid, Sucesores de Rivadeneyra, 1961, p. 11.

⁹⁴⁶Palabras pronunciadas en la inauguración de la jefatura provincial de Santander, el 13 de agosto de 1953. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, op.cit., p. 154.

⁹⁴⁷Pemán José María «Discurso de un reconocido escritor falangista en las hojas de la javeriana», *Revista Javeriana*, Bogotá, Tomo XI, febrero-junio de 1939, p. 195.

⁹⁴⁸Discurso de inauguración del I Consejo Nacional de Jefes Provinciales del Movimiento. Madrid, Palacio del Consejo Nacional, 12 de diciembre de 1943. En: Arrese José Luis. *Nuevos escritos y discurso*, op.cit., p. 88.

como un verdadero César.⁹⁴⁹ Por ello, Giménez Caballero sentenció que, con la unificación, la FET y de las JONS, fue el nervio y fuerza de España, sometiéndose devotamente a su Caudillo Franco.⁹⁵⁰ En particular, para Giménez Caballero, hubo una evolución falangista entre José Antonio Primo de Rivera y Franco, pero sin romper la continuidad; la Falange llegó a su madurez con el Decreto de Unificación, mediante el cual, el movimiento ya no era dirigido por un estudiante y jefe civil sino por un general, “un adalid de la guerra universal”.⁹⁵¹ Agregaba que Franco, sin lugar a dudas, tenía las cualidades del buen falangista, por su disciplina sagrada y su sometimiento a Dios.⁹⁵² Incluso, en una entrevista concedida en el Palacio de Burgos, el propio Franco, invocaba el recuerdo de Primo de Rivera, manifestando la voluntad de realizar sus designios:

Todos los españoles unidos en el recuerdo de José Antonio, único que vio claro desde antes de la contienda y sacrificó su bella juventud en holocausto a las ideas que sustentamos. De todos los políticos españoles solo el profeta y mártir glorioso de nuestra cruzada percibió el estilo y severidad de nuestro movimiento en toda su plenitud. Yo aspiro a encarnar la voz de mando que él añoraba para lanzar a España por los caminos del Imperio, por la patria, el pan y la justicia.⁹⁵³

De igual manera, desde Colombia no quedaba duda de la continuidad ideológica y política. *El Siglo*, divulgó el discurso de Serrano Súñer del 2 de abril de 1938 en Burgos, en el cual planteaba que los grandes lineamientos del *Nuevo Estado* serían guiados por la Falange Española, cuya misión era encauzar el renacer de España.⁹⁵⁴ En el mismo sentido, se recalcaba que uno de los primeros actos oficiales de Franco fue consagrar este legado, considerando los falangistas como “los precursores de la España resurrecta”.⁹⁵⁵ Igualmente, *El Siglo* transcribió el 2 de abril de 1939 un discurso de Franco, en el que exaltaba el falangismo, y situaba la aparición de las JONS y su posterior unión a la Falange Española como uno de los momentos fecundos en el discurrir hacia el “despertar nacional”.⁹⁵⁶ En otro discurso de junio 1939, Franco elogió a las mujeres cercanas a los falangistas notorios; en concreto, destacaba con

⁹⁴⁹ Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo « Arriba España. El grito de Franco es el nuestro », *La Tradición*, Vol. III. Medellín, 11 de diciembre de 1937. n° 31, p.635.

⁹⁵⁰ Giménez Caballero Ernesto « Franco y Falange: España! », *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, abril 1939, n°44, p. 1247.

⁹⁵¹ Giménez Caballero Ernesto, « Los hombres representativos de España Nacionalista », *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1096.

⁹⁵² *Ibid.*

⁹⁵³ « Entrevista de dos horas con Franco caudillo de España », *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, abril 1939, p. 1241.

⁹⁵⁴ « Serrano Súñer define los perfiles del nuevo Estado nacionalista español ayer en Sevilla », *El Siglo*, Bogotá, 3 abril de 1938.

⁹⁵⁵ « La plenitud del héroe », *La Patria Nueva*, 14 de abril de 1939, p. 3.

⁹⁵⁶ « Discurso nacionalista de Franco », *El Siglo*, 2 de abril de 1939, p. 4.

admiración la figura de Pilar Primo de Rivera, creadora de la Falange femenina y hermana de “José Antonio” y a Mercedes Sanz Bachiller, viuda de Onésimo Redondo.⁹⁵⁷ Como lo dejaba claro en una entrevista divulgada por la *Revista Javeriana*, para Franco la España nacionalista era indudablemente falangista y tradicionalista, y el partido único recogía esa falangización de la sociedad española.⁹⁵⁸

En definitivas, en los textos colombianos de la época, predominaba la visión de que no existió una instrumentalización del falangismo en los albores del franquismo, sino una continuidad constructiva, flexible y maleable con las realidades y los contextos cambiantes. *La Patria Nueva* retrataba el general Franco como la consagración de un movimiento que habían iniciado con una serie de precursores mártires: desde Ramiro Maeztu el profeta solitario, pasando por Calvo Sotelo el pensador de la revolución fascista y Primo de Rivera el visionario.⁹⁵⁹ No por nada, *Derechas* afirmó que, sobre la memoria de “José Antonio” se iba a edificar y levantar el edificio futuro del Estado de Franco.⁹⁶⁰ De su lado, Juan Roca Lemus, sentenció que, en la España de Franco se impondría el testamento de la Falange.⁹⁶¹ Igualmente, *La Patria* insertaba a Primo de Rivera y Franco tras la estela de Fernando el Católico, ya que con ellos, España podía retomar su destino imperial y católico.⁹⁶² Para el caudillo conservador y reaccionario Primitivo Creso, era indudable que Franco tomó los elementos esenciales del credo de la Falange de “José Antonio” para impregnar la FET y de las JONS.⁹⁶³ También, en *El Siglo* se confirmaba que la obra profética de “José Antonio” fue continuada por intelectuales de la talla de Giménez Caballero, Eugenio Montes y José María Pemán.⁹⁶⁴ Finalmente, entusiasta con la victoria de Franco, Carlos Ariel Gutiérrez⁹⁶⁵ clamó que la Falange Española había triunfado con su caudillo.⁹⁶⁶

De todas maneras, el legado del falangismo no era solo mítico y espiritual, era concreto con una base doctrinaria y un programa sólido, que sirvió como zócalo para la

⁹⁵⁷ «La mujer española», *El Siglo*, 1 de junio de 1939.

⁹⁵⁸ «La España libertada». Declaraciones de Franco a Ricardo Sáenz Hayes, representante de “*La Prensa*” de Buenos Aires», *Revista Javeriana*, Tomo IX, Bogotá, febrero-junio 1938, p. 214.

⁹⁵⁹ «La plenitud del héroe», *La Patria Nueva*, Cartagena, 14 de abril de 1939, p. 3.

⁹⁶⁰ «Primo de Rivera ha sido condenado a muerte», *Derechas*, Bogotá, 19 de noviembre de 1936, p. 1.

⁹⁶¹ Roca Lemus Juan, «Santiago y abre España, Franco y cierra España!», *El Colombiano*, Medellín, 6 de febrero de 1939, p. 3.

⁹⁶² De Montemar Félix, «Sobre la originalidad y el estilo de la Falange», *La Patria*, Manizales, 4 de enero de 1939, p. 6.

⁹⁶³ Creso Primitivo, «La resurrección de España », *Revista Colombiana*, op.cit., p. 117.

⁹⁶⁴ «Que son los sindicatos verticales», *El Siglo*, Bogotá, 20 de enero de 1939, p. 5.

⁹⁶⁵ Periodista e intelectual reaccionario que escribía en diferentes diarios nacionalistas de importancia como *El Colombiano* de Medellín.

⁹⁶⁶ Gutiérrez Carlos Ariel, «Orígenes de la Falange española», *El Colombiano*, op.cit., p. 3.

edificación del régimen franquista. Como lo menciona el historiador Stanley Payne, el falangismo no entregó solamente a Franco un acervo doctrinario, también le confeccionó unos instrumentos burocráticos y logísticos de poder: como por ejemplo la idea de sindicatos nacionales para encuadrar el proletariado,⁹⁶⁷ o como la sección femenina de la Falange dirigida Pilar Primo de Rivera, con lo cual se hizo con el control de todos los servicios sociales.⁹⁶⁸

En este sentido, en Colombia, *El Siglo*, aseguró que, la base doctrinaria del partido único, era el viejo programa de la Falange de José Antonio Primo de Rivera, y sentenciaba que a finales de 1937, era notoria la preponderancia del falangismo en las altas esferas de la estructura franquista, hecho manifiesto por el auge de figuras como Raimundo Fernández Cuesta y Serrano Súñer.⁹⁶⁹ A su vez, la *Revista Javeriana* también señaló esa continuidad doctrinaria del credo de la Falange en el *Nuevo Estado*; citando palabras del propio Franco el 18 de abril de 1937, anunciaba que su programa retomó gran parte del credo falangista.⁹⁷⁰ De su lado, Gustavo Salazar García precisaba que, el programa de la Falange Española era el patrón de la constitución del *Nuevo Estado*, símbolo del triunfo del espíritu de José Antonio Primo de Rivera.⁹⁷¹ En efecto, el proyecto de *Nuevo Estado*, que contemplaba el partido único de Franco, recogía 26 puntos de los 27, que había proclamado la Falange Española.⁹⁷² Por ello, *La Patria* insistía en que los 26 de puntos de la Falange fueron aceptados por Franco y fueron la base del *Nuevo Estado*.⁹⁷³ Según Francisco Plata Bermúdez,⁹⁷⁴ Franco había afirmado que el nacionalsindicalismo sería la nueva concepción política de España.⁹⁷⁵ En conclusión, *El Colombiano*, auguraba que con el triunfo franquista surgiría la España nacionalsindicalista.⁹⁷⁶

En paralelo, las derechas colombianas subrayaban a menudo el papel importante de los intelectuales falangistas para la continuidad de la ideología falangista en la experiencia del régimen franquista. En concreto, *La Patria* manifestó que, para lograr el arduo objetivo de reconstruir España, Franco contaba con la ideología de la Falange, pero además con un Estado

⁹⁶⁷Payne Stanley. *Falange. Historia del fascismo español*, op.cit., p. 203.

⁹⁶⁸*Ibíd.*, p. 204.

⁹⁶⁹«El nuevo Estado español se reconstruye sobre los programas ideológicos de la Falange Española de Primo de Rivera», *El Siglo*, Bogotá, 5 de octubre de 1937, p. 10.

⁹⁷⁰R.S.Lamadrid, «La España libertada, un año de legislación », *Revista Javeriana*, Tomo IX, Bogotá, febrero-junio 1938, p. 47.

⁹⁷¹Salazar García Gustavo, «Falange y España», *La Patria*, 16 de abril de 1938, p. 11.

⁹⁷²«En tanto Franco, desde el comienzo de la guerra, dominó la política del país», *El Colombiano*, Medellín, 14 de junio de 1939, p. 1.

⁹⁷³Gutiérrez Carlos Ariel, «Falange española y el pueblo», *La Patria*, Manizales, 3 de febrero de 1938, p. 3.

⁹⁷⁴Influyente Congresista y político Conservador colombiano.

⁹⁷⁵Plata Bermúdez Francisco, «Nacional-Sindicalismo. Francisco», *El Siglo*, Bogotá, 14 de junio de 1939, p. 5.

⁹⁷⁶«España en Europa», *El Colombiano*, Medellín, 30 de marzo de 1939, p. 5.

Mayor de estadistas, letrados y pensadores, donde se destacaban figuras como Eugenio Montes, José María Pemán, José Pemartín, Giménez Caballero, Fernández Cuesta y otros.⁹⁷⁷

4.3.3. *¿El triunfo de un falangismo moderado y pragmático?*

El falangismo no fue un movimiento monolítico, ni antes ni después, de la unificación. Siempre se vislumbraron varias tendencias en las que destacamos dos: por un lado, un falangismo auténtico que no perdía la esperanza de implementar el proyecto inicial maximalista; y por el otro, un falangismo pragmático y moderado, conciliador y maleable. A pesar de las intenciones y las conspiraciones del falangismo radical, con el tiempo fue prevaleciendo un falangismo pragmático, que era capaz de acomodarse con la evolución del régimen franquista y compaginarse con la época desarrollista y tecnocrática posterior. Aunque contuvo los extremismos doctrinales de los inicios y los ardores de ciertos sectores nostálgicos, el falangismo logró mantenerse con el tiempo en cuotas importantes de poder.

Esto no era para nada sorprenderse, todos los fascismos en general fueron ambivalentes al momento de ejercer el poder. De ahí que, una gran parte de sus postulados o diatribas quedaron en letra muerta y tuvieron que ser ponderados en todos los aspectos. Los falangistas no fueron la excepción, rápidamente se adaptaron y acomodaron su vehemencia ideológica originaria con las realidades coyunturales. El propio Francisco Franco, en un discurso ante una concentración falangista, alentó la capacidad integradora de la Falange, recordando que desde su cuna, fue un movimiento capaz de fusionarse con otros movimientos paralelos como las JONS.⁹⁷⁸ De cierta manera, eran conscientes de la necesidad vital de la adaptación para perdurar. Prueba de ello, el 29 de octubre de 1952, Fernández Cuesta advertía, en un discurso que las metas de la Falange no podían permanecer petrificadas:

Y dijimos también que las metas de la Falange no son permanentes ni definitivas, ni pueden quedar petrificadas, sino que son tanteo, posibilidades de alcanzar a otras más altas, camino mismo: el que habría de llevarnos a una Patria entera, aunque fuese difícil y áspero y aunque aquellos que lo emprendieran supieran de antemano que muy pocos lo habrían de terminar.⁹⁷⁹

Pero según algunos historiadores, si bien José Antonio Primo de Rivera y su Falange fueron la inspiración que impregnó con su aura el nuevo régimen, sus postulados originarios

⁹⁷⁷«Nacionalismo español», *La Patria, Manizales*, 29 de marzo de 1939, p. 3.

⁹⁷⁸Discurso ante la concentración falangista en Chamartín, 29 de octubre de 1953. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*, op.cit., 1955, p. 411.

⁹⁷⁹«Afirmación de nuestro movimiento», *Libertad*, Valladolid, 29 de octubre de 1952. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*. Madrid: Ediciones del Movimiento, 1953, p. 53.

no se realizaron idénticamente; para ellos, nada de lo que se hacía en la *Nueva España* era leal al pensamiento “*Joseantoniano*”.⁹⁸⁰ En verdad, con el tiempo, fue predominando una postura conciliadora y moderadora del falangismo. Ramón Serrano Súñer reconocía que la mayoría de los falangistas, radicalizados y antifranquistas de los inicios del régimen, se convirtieron en franquistas incondicionales.⁹⁸¹ Siendo así, numerosos falangistas justificaron el abandono o la edulcoración de las posturas, defendiendo que Franco era el legítimo jefe de la Falange en la *Nueva España*. En 1944, ante la sección femenina de la Falange, José Luis Arrese reiteraba con firmeza la unidad sustancial entre el Caudillo y la Falange:

Vosotras sabéis, porque yo os lo he dicho alguna vez, que tan absurdo sería una Falange sin Caudillo, como un Caudillo sin Falange. Un Jefe sin doctrina nos llevaría a la dictadura personal más inútil y decimonónica, y una doctrina sin Jefe nos llevaría a la utopía; y nuestro Movimiento, ni se ha hecho para mero regocijo de investigadores teóricos, ni para servir de plataforma a ambiciones segundonas.⁹⁸²

No obstante, algunos falangistas aceptaban el acomodo, otros no. Por ejemplo, algunas camisas viejas como Rafael Sánchez Mazas, Miguel Primo de Rivera, José María Alfaro, Manuel Valdés, luego de ser liberados de prisión, se sometieron integralmente al franquismo; mientras que otros, como Raimundo Fernández Cuesta, intentaban mantener la línea originaria frente a las desviaciones oportunistas.⁹⁸³ En 1952, el mismo Raimundo Fernández Cuesta, exclamaba en un discurso que, si bien la revolución nacionalsindicalista había fluctuado al compás de ritmos más rápidos y otros más lentos, seguía inevitablemente su marcha.⁹⁸⁴ Ante estas ambivalencias sobre el papel de la Falange en el nuevo régimen, rápidamente surgía un conflicto entre “camisas viejas” sobrevivientes del falangismo originario y las “camisas nuevas” militantes posteriores, cuyos enfrentamientos fueron frecuentes a lo largo de la historia del falangismo. Esta dio lugar a importantes pugnas por el poder, como la que ocurrió en mayo de 1941 entre Serrano Súñer y Luis Arrese, que se jugó a favor del segundo, triunfando con esto la franja moderada y conciliadora. Con la victoria de Luis Arrese se consolidaba una moderación del régimen y el predominio de un falangismo

⁹⁸⁰Payne Stanley, *Falange...*, *op.cit.*, p. 203.

⁹⁸¹Saña Heleno, *op.cit.*, p. 144.

⁹⁸² «El caudillo y la Falange», Lección pronunciada en El Escorial ante la sección femenina, 7 de julio de 1944 en Arrese José Luis. *Nuevos escritos y discurso*. Madrid: Ediciones de la Vicesecretaría de Educación Popular, Madrid 1945, p. 135.

⁹⁸³Payne Stanley. *Falange. historia del fascismo español*, *op.cit.*, p. 206.

⁹⁸⁴«Declaraciones hechas al director de “Arriba”», 18 de julio de 1952. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, *op.cit.*, p. 35.

depurado de elementos revolucionarios y radicales.⁹⁸⁵ Con el tiempo, la revolución pendiente de los ideales primigenios, se volvió pura retórica, o como lo definía el historiador Jiménez Rodríguez: “*un aburrido recurso del que se echaba mano en las grandes celebraciones y en los actos necrológicos.*”⁹⁸⁶

Ciertamente, estas tensiones restaron prestigio al relato sacralizado que predominó en el falangismo. Por eso, Giménez Caballero, a pesar de ser consciente de que había hostilidades entre camisas viejas y camisas nuevas, pregonaba por la conciliación y unidad, exclamando: “*Ni camisas viejas, ni nuevas: sino camisas limpias y puras; ¡es lo que hay que tener!*”⁹⁸⁷ Sobre eso, el historiador Stanley Payne resaltaba que Franco supo instrumentalizar y manipular el falangismo en momentos cruciales, resolviendo las distintas tensiones entre camisas viejas y nuevas, como entre militares y falangistas.⁹⁸⁸

No obstante, el escollo de la implosión interna no era el único obstáculo que el falangismo debía superar, también tenía que enfrentarse a tensiones con el mismísimo Franco y con los demás sectores derechistas. En 1940 desde la Embajada Colombiana, se ponía de manifiesto que el auge de la influencia falangista dentro del Estado franquista, visible por la nueva ley sindical que le daba más poder a la Falange, había generado la hostilidad y el descontento de una parte de las derechas.⁹⁸⁹ A principios de 1941, el principal líder falangista Ramón Serrano Súñer se encontraba frente a la disyuntiva: o retomar el control de la FET y de las JONS o entregarse a los sectores conservadores y reaccionarios.⁹⁹⁰ En un informe sobre la política general de la Embajada de Colombia en España, se describían las numerosas tensiones y dificultades que enfrentaba Franco en 1943. En concreto, se mencionaba, entre otras, la carta de Juan de Borbón-pretendiente al trono-, muy crítico con el régimen; además, el informe revelaba un documento firmado por 27 personalidades pidiéndole a Franco la restauración monárquica en las que se encontraba el Duque de Alba, Antonio Goicoechea y

⁹⁸⁵Ver el capítulo XVI «La política del régimen durante la Segunda Guerra mundial». En: Payne Stanley, *Falange: historia del fascismo español, op.cit.*, p. 219-231

⁹⁸⁶Rodríguez Jiménez José Luis. *op.cit.*, p. 280.

⁹⁸⁷Giménez Caballero Ernesto, «Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1096.

⁹⁸⁸Ver el capítulo XVI «La política del régimen durante la Segunda Guerra mundial». En: Payne Stanley, *Falange: historia del fascismo español, op.cit.*, p. 219-231

⁹⁸⁹AGN. Caja 285, folio 176, carpeta 39. Madrid, 7 de diciembre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación de Colombia) a López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Confidencial, n.º.1172/40/M.162, p. 4.

⁹⁹⁰Payne Stanley. *Falange: historia del fascismo español, op.cit.*, p. 222.

algunos falangistas como Manuel Halcón miembro del Consejo Nacional de la Falange.⁹⁹¹ Por último, concluía que cada día era más evidente que una gran mayoría de la opinión española manifestaba el deseo de que el régimen se modifique sustancialmente, aunque reconocía que no se atisbaban intentos de golpe de Estado.⁹⁹²

De ahí que *El Siglo*, retomando fuentes de diplomáticos londinenses, explicaba que las diferencias entre los falangistas de vieja guardia y Franco se hacía cada día más visible. Por eso en 1944, Franco amenazó de destitución a todos los falangistas miembros del gobierno-Arrese, secretario general de la Falange, y Miguel Primo de Rivera, de agricultura; demostrando con esto, que en paralelo con la pérdida de prestigio como consecuencia de las derrotas del Eje, la Falange perdía el dominio absoluto que tenía desde hace un tiempo.⁹⁹³ A decir verdad, esta desfascistización del régimen había iniciado desde los últimos meses de 1943 cuando las derrotas del Eje se multiplicaron, Franco activó una propaganda dinámica en la prensa, para diferenciarse del régimen nazi y fascista: tanto en lo político, como en el campo doctrinal.⁹⁹⁴ En consecuencia, esta maleabilidad y capacidad para resolver las crisis diversas, fortaleció el franquismo. Así lo confirmaba un informe de política interior sobre España de 1944, en el cual la diplomacia colombiana le comunicaba a la Cancillería que se había fortalecido la posición del gobierno y del Generalísimo que fue capaz de superar con creces las crisis y tensiones.⁹⁹⁵

En todo caso, estas rivalidades mermaron progresivamente el dominio falangista sobre el *Nuevo Estado*. Indudablemente, desde 1941, la pérdida progresiva de poder del falangismo era manifiesta. En efecto, el 17 de julio de 1942, Franco advertía sobre la creación de un sistema de cortes corporativas que iban a actuar como representantes del pueblo, superando el sistema de representatividad de partidos.⁹⁹⁶ Al respecto, *El Siglo* exponía que la Falange fue privada de su poder a favor de las cortes españolas.⁹⁹⁷ Esta pérdida de poder progresiva justificó, en las corrientes falangistas, la necesidad de mayor medida y moderación. Sobre este

⁹⁹¹AGN. Caja 285. folio 178, carpeta 45. Madrid, 29 de julio de 1943, de Francisco Umaña Bernal (Legación de Colombia) para el señor Gabriel Turbay (ministro de Relaciones Exteriores). Informe sobre la política interior y exterior de España en los meses de junio y julio 1943, p. 1-2.

⁹⁹²*Ibid.*, p. 3.

⁹⁹³ «Se acentúa la diferencia de Franco con la Falange», *El Siglo*, Bogotá, 4 de octubre de 1944, p. 1.

⁹⁹⁴AGN. Caja 286, Carpeta 48, Folio 232. Madrid, 23 de marzo de 1944, de Francisco Umaña Bernal (Legación de Colombia) a Carlos Lozano Lozano (ministro de Relaciones Exteriores). Sobre política interior de España, p. 2. Confidencial n° 293/44/M.38

⁹⁹⁵*Ibid.*, p. 1.

⁹⁹⁶«Franco anuncia la formación de las Cortes Corporativas», *El Siglo*, Bogotá, 18 julio de 1942, p. 1

⁹⁹⁷« La Falange será privada de su poder y se robustecerá el de las Cortes Españolas», *El Siglo*, Bogotá, 21 de diciembre 1943, p. 1.

punto, la Embajada de Colombia en Madrid, había enviado al MRE recortes de prensa del semanario falangista *El Español* de Madrid, en los cuales la Falange justificaba el acomodo de sus ideales filosóficos y políticos debido a la evolución del contexto internacional, con el propósito de asegurar la permanencia del régimen.⁹⁹⁸

En consecuencia, múltiples manifestaciones explícitas demostraron la moderación creciente de parte del régimen. Por una parte, se procedió a la democratización de los sindicatos mediante el decreto 17 de julio de 1943, que establecía -aunque con límites- la elección electiva para la designación de los dirigentes.⁹⁹⁹ Paralelamente, en 1943, se concretizó el cambio de rumbo de FET y de las JONS cuando está anunció: la disolución de sus milicias; el alejamiento del fascismo y el nacionalsocialismo; la entrega de la palma de oro a Franco de parte de Arrese; y sobre todo en un discurso de Luis Arrese, este expresaba que si bien en un primer momento las circunstancias excepcionales ameritaron medidas transitorias y ocasionales, la Falange ya no quería consolidar una dictadura de partido único, sino un sistema basado en instituciones.¹⁰⁰⁰ Finalmente, la Embajada colombiana en Madrid, comunicó a la Cancillería, el mensaje leído por Franco en 1955, que fue recibido de forma positiva en el mundo occidental, en el cual el Generalísimo reclamaba para España un sistema orgánico de democracia y se postuló como uno de los baluartes de la lucha anticomunista.¹⁰⁰¹ El propio Serrano Súñer admitía que a partir del 25 de febrero de 1957 se le entregaba cada vez más poder al Opus Dei en detrimento de la Falange, que se tornaba cada vez más decorativa.¹⁰⁰² Por ello, el historiador José Luis Rodríguez Jiménez, anotaba que como reacción a la moderación y tecnocratización del régimen, emergía una disidencia falangista.¹⁰⁰³

A pesar de esas versiones que dictaminaban una pérdida creciente del poder por el falangismo, desde Colombia se ponderaba estas visiones demostrando que el falangismo era todavía un pilar del nuevo régimen. En este sentido, en 1944, el encargado de negocios de Colombia en España, en una nota al canciller, confirmaba que el poder de Franco radicaba en

⁹⁹⁸AGN. Caja 285, folio 178, carpeta 45. Madrid, 21 de julio de 1943, de Francisco Umaña Bernal (Legación de Colombia) al MRE. Envío de recortes relacionados con la evolución de la política interior de España.

⁹⁹⁹AGN. Caja 286, folio 232, carpeta 48. Madrid, 23 de marzo de 1944, de Francisco Umaña Bernal (Legación de Colombia) a Carlos Lozano Lozano MRE. Confidencial n° 293/44/M.38, Sobre política interior de España, p. 3.

¹⁰⁰⁰«Libertad de prensa y supresión de organismos de la falange española», *El Siglo*, Bogotá, 21 de diciembre 1943.

¹⁰⁰¹AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 18 de mayo de 1955, de Jaime Madriñan Díaz (consejero Embajada de Colombia en Madrid) al MRE. Nota n°39, p. 1.

¹⁰⁰²Saña Heleno, *op.cit.*, p. 335.

¹⁰⁰³Rodríguez Jiménez, *op.cit.*, p. 322.

la Falange, y que la restauración monárquica no fue fructífera, por el rechazo de este al predominio político de FET y de las JONS.¹⁰⁰⁴ Diez años después del final de la Guerra Civil, en un discurso del 13 de abril de 1949, Juan Roca Lemus recordó que el Generalísimo realizó con éxito los deseos de José Antonio Primo de Rivera: tanto en lo social, en la acción sindicalista, y el cumplimiento del destino español en lo universal.¹⁰⁰⁵

De hecho, pese al intento de amainar el rol del falangismo, este siguió ocupando grandes cuotas de poder. Por ejemplo, todos los puestos secundarios de la administración local fueron ofrecidos como recompensa política a falangistas.¹⁰⁰⁶ Además, cuando el nuevo vicesecretario de la FET y de las JONS, Rodrigo Vivar Tellez quiso disolver el partido único, Franco rechazó para no perder el espíritu de cruzada.¹⁰⁰⁷ Así lo informó la Embajada de Colombia en Madrid, subrayando que en un contexto donde se presagiaba la evidente la disolución de las FET y de las JONS, Franco había manifestado la solidaridad del régimen con el movimiento falangista en un discurso en Valladolid.¹⁰⁰⁸ Con eso, en 1944, el encargado de negocios aclaró que en España seguía imperando un régimen dictatorial, en donde la prensa ensalzaba una concepción falangista del Estado, que se sostenía por los dos pilares: ejército y Falange.¹⁰⁰⁹

De todos modos, los jefes falangistas como Raimundo Fernández Cuesta proclamaban en varios discursos que la fuerza de la Falange seguía más viva que nunca. El 27 de abril 1953 en un discurso en Valladolid, Fernández Cuesta aseguró que, después de recorrer y visitar las fuerzas en todo del país, podía sostener que el enorme poder proselitista de la Falange se mantenía latente, conservando la intensidad de sus mejores tiempos.¹⁰¹⁰ Asimismo, en un discurso en Badajoz en 1953, avisó:

Por eso a los que piensan que el ciclo falangista está cerrado, que hemos recorrido ya nuestra parábola política, hay que decirles que están profundamente equivocados. La

¹⁰⁰⁴AGN. Caja 286, carpeta 48, folio 232. Madrid, 19 de septiembre 1944, Fidel Peláez Trujillo (el encargado de negocios de Colombia en España) a Carlos Lozano Lozano (ministro de Relaciones Exteriores). Confidencia n°565/44/M.81, p. 5.

¹⁰⁰⁵Roca Lemus Juan, « El pueblo español repitió su voluntad inquebrantable contra el bolchevismo. (discurso de Franco el 11 de abril 1949)», *El Colombiano*, Manizales, 13 de abril de 1949, p. 3.

¹⁰⁰⁶Payne Stanley. *Falange: historia del fascismo español, op.cit.*, p. 204.

¹⁰⁰⁷*Ibid.*, p. 236.

¹⁰⁰⁸AGN. Caja 286, carpeta 48, folio 232. Madrid, 23 de mayo 1943, de Fidel Peláez Trujillo (encargado de negocios de Colombia en España) para el MRE. Documento n°176/45/E.20.

¹⁰⁰⁹AGN. Caja 286, carpeta 48, Folio 232. Madrid, 19 de septiembre 1944, Fidel Peláez Trujillo (encargado de negocios de Colombia en España) a Carlos Lozano Lozano (ministro de Relaciones Exteriores). Confidencia n°565/44/M.81, p. 9.

¹⁰¹⁰Discurso pronunciado en Don Benito (Badajoz) el 27 de abril de 1953, en la conmemoración del Viaje de José Antonio a Extremadura. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas, op.cit.*, p. 120.

Falange, como idea y como actitud, ha quedado incorporada a nuestro vivir. Podrá cambiar lo externo; pero el fondo, la sustancia, no.¹⁰¹¹

Por otra parte, hay que precisar que la moderación ideológica no erradicó las tensiones, que siguieron apareciendo ocasionalmente, ocasionado grandes crisis al interior del régimen. Prueba de ello, en 1955, desde la Embajada de Colombia en Madrid se avisaba al canciller colombiano, que una nueva pugna se desató entre falangista y monarquistas por la declaratoria de Franco que anunciaba la posibilidad de restaurar la monarquía después de su magistratura vitalicia; propuesta rechazada por los falangistas por considerar que esto quebrantaba las doctrinas de José Antonio Primo de Rivera, quien había sentenciado que la monarquía tuvo una muerte gloriosa.¹⁰¹²Incluso, el embajador colombiano mencionaba que en una conmemoración de José Antonio Primo de Rivera, algunos falangistas silbaron a Franco.¹⁰¹³Por otro lado, en 1956, la diplomacia colombiana rendía cuentas sobre las pugnas entre un falangismo denominado liberal por su voluntad de tolerancia hacia los antiguos enemigos y, un falangismo más intransigente. Finalmente, en 1956, como consecuencia del remplazo de los ministros de Educación Nacional Joaquín Ruiz Giménez y el secretario general del Movimiento Raimundo Fernández Cuesta, por dos falangistas doctrinarios como Jesús Rubio García y José Luis Arrese, cedía el ala liberal: *“De todo ello resulta que en esta pugna sorda de la Falange sale robustecida en la misma proporción en que se debilita la fuerza denominada liberal que luchaba por conseguir mayores posiciones dentro del poder.”*¹⁰¹⁴

En todo caso como bien lo sintetizaba Raimundo Fernández Cuesta, a pesar de los altos y bajo, la Falange como movimiento fue “el alma y espíritu” del régimen franquista:

En un régimen político las realizaciones de tipo material son necesarias, pero no bastantes (...). Necesita de un contenido doctrinal que le imprima carácter, que le fije una meta, que le dé una personalidad, que le distinga de los otros, y un ideal por el cual se luche, se triunfe y hasta se muera si preciso. Pues bien, ese contenido político y social se lo ha dado al régimen español la doctrina de la Falange. Sin ella quedaría

¹⁰¹¹*Ibíd.*

¹⁰¹²AGN. Caja 287, Folio 276, carpeta 59. Madrid, 18 de febrero de 1956, de Jaime Madriñan Díaz (encargado de negocios de Colombia en España) al MRE. Asunto: remoción de los Ministros de Educación Nacional y Secretario General del Movimiento. Nota n° 41, p. 1.

¹⁰¹³*Ibíd.*, p.2.

¹⁰¹⁴*Ibíd.*

reducido a un cuerpo todo lo fuerte que se quiera, pero sin alma, sin espíritu, y lo mismo podría moverse hacia la derecha que hacia la izquierda o estarse quieto.¹⁰¹⁵

¹⁰¹⁵Discurso pronunciado en Colmenar Viejo, Madrid, el 7 de junio de 1953 en la concentración falangista de Colmenar viejo. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, op.cit., p141.

Capítulo 5. Las raíces intelectuales y políticas del falangismo español.

En este capítulo analizaremos, un aspecto subvalorado pero imprescindible, para comprender la penetración cultural e ideológica del falangismo en Colombia: la dimensión intelectual de este movimiento. Importante, tanto por la naturaleza de sus fundadores, como por el profundo y novedoso análisis cultural, filosófico, sociológico y económico, que efectuó de la época en la que surgió.

Efectivamente, cuando se habla de falangismo en América Latina, se suele reducir este movimiento a sus elementos fascistizados, subestimando que, en sus orígenes, la Falange Española -con sus precursores aunados alrededor de José Antonio Primo de Rivera-, fue esencialmente un movimiento compuesto por jóvenes intelectuales de elite. Uno de los falangistas más prominentes durante el franquismo, José Luis Arrese recordó en enero de 1945, que José Antonio Primo Rivera había reclutado a sus huestes más numerosos y aguerridos entre el elemento universitario, destacando que Falange y la universidad se abrazaban y se entendían en una voluntad común ascética.¹⁰¹⁶

Por este motivo, en la prensa colombiana se insistió sobre la veta intelectual en la génesis del falangismo. Particularmente, se recalca que su fundador y figura descollante, José Antonio Primo de Rivera, a pesar de no haber plasmado su pensamiento en libros, ni haber entregado a la prensa versos y novelas, se le consideraba como un inmenso intelectual. Siendo así, *La Tradición* de Medellín afirmó que era un pensador que: “*manejó una cultura de proyecciones ideológicas.*”¹⁰¹⁷ En complemento, los diarios de derecha colombianos resaltaron que la FE de José Antonio Primo de Rivera recibió un aluvión de lo mejor de la juventud pensante y estudiada, que se sumaron a sus cuadros.¹⁰¹⁸

Ciertamente, esta dimensión intelectual y cultural del movimiento fue crucial para que sea atractivo en el seno de elites colombianas -que poseían un alto bagaje cultural-. Por eso, en la prensa colombiana de la época, se percibía la admiración por las prominentes plumas falangistas, que fueron continuamente citadas, elogiadas, analizadas y entrevistadas en los diarios colombianos. Así pues, el 2 de abril de 1939, en las líneas de *La Patria* de Manizales,

¹⁰¹⁶«Universitarios y falangistas». Prólogo del facsímil de *Haz Madrid*, enero de 1945. En: Arrese José Luis. *Nuevos escritos y discurso*, op.cit., p. 55.

¹⁰¹⁷Camacho Montoya Guillermo, «Primo de Rivera precursor», *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 10 de agosto de 1937, p. 259.

¹⁰¹⁸«Onésimo Redondo», *El Siglo*, Bogotá, 19 de octubre de 1938, p. 5.

se podía leer retratos lisonjeros de los intelectuales falangistas, según los cuales: Eugenio Montes era aquel ideólogo “que matizaba su doctrina con poesía”, José María Pemán era el poeta “que ponderaba la poesía con la filosofía”, y Giménez Caballero era presentado como el escritor “emotivo, paradójico, que retalucía sin cesar”.¹⁰¹⁹ De su lado, *La Tradición* subrayaba que la nueva generación de excelsos intelectuales falangistas, personificadas por José María Pemán, Giménez Caballero, Eugenio Montes y otros, recobraron la dignidad de España, incluso expandiéndola al mundo hispano.¹⁰²⁰ Por algo, *El Siglo* destacó que Franco había enviado los prestigiosos hombres de letras de la Falange, por toda América:

A Argentina y Chile envió a Eugenio Montes. Consideramos a Eugenio Montes, a la par de Giménez Caballero, uno de los estilistas logrados a mayor cabalidad entre los nuevos prosistas españoles. A Ginés de Albareda el cuartel general de Salamanca, le asignó Colombia, Panamá, Costa Rica, Venezuela y las Antillas.¹⁰²¹

Realmente, las derechas colombianas que bebieron de las interpretaciones de los pensadores españoles, no redujeron el falangismo a una simple fuerza de choque o un movimiento fascistizado eficaz en la contención del comunismo, aunque consideraban importantes y útiles estos aspectos ante el peligro “rojo”¹⁰²² y la efervescencia social. De manera más amplia, el falangismo era para ellos un elaborado corpus doctrinario, filosófico, político repleto de conceptos valiosos para comprender, interpretar y explicar la realidad colombiana en una época turbulenta y desbocada. En concreto, a pesar de sus tonalidades revolucionarias e innovadoras, en Colombia se comprendió que este movimiento no negaba su pasado, por el contrario, se alimentaba de la tradición contrarrevolucionaria y reaccionaria europea que emanó con fuerza en el siglo XIX, y que fue muy crítica contra el legado del Siglo de las Luces, de la Revolución francesa, y los residuos materialistas que propiciaron tanto liberalismo como el comunismo. Igualmente, el falangismo fue impactado por experiencias políticas e ideológicas contemporáneas en la Europa del periodo de entreguerras, como en el contexto agitado español. Por eso, es necesario analizar las raíces intelectuales y políticas que influyeron en el falangismo, elementos que resultaron cruciales para unas derechas colombianas que también cuestionaron la modernidad liberal, que apartó la patria de su cauce histórico, hispánico y católico.

¹⁰¹⁹ «Una biografía de la Falange», *La Patria*, Manizales, 2 de abril 1938, p. 5.

¹⁰²⁰ Hena Mejía Gabriel, «España y su guerra», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, agosto 1938, p. 950.

¹⁰²¹ «Despedida de Ginés de Albareda», *El Siglo*, Bogotá, 2 de marzo de 1938, p. 5.

¹⁰²² Como veremos de aquí en adelante, los sectores falangizados colombianos retomaban los elementos de lenguaje de sus pares españoles, adosándoles a los republicanos españoles el término de “rojo” para significar que eran agentes del comunismo internacional.

5.1. La reacción espiritual, cultural e intelectual que precedió la emergencia del falangismo.

El falangismo fue el continuador de una reacción conservadora cultural, intelectual e ideológica de la tradición española y europea que surgió con fuerza en el siglo XIX como contraposición a la modernidad liberal heredera de la Revolución francesa. Por eso, las derechas colombianas insertaron el falangismo, en un despertar reaccionario español, que se irguió contra los residuos materialistas del siglo XIX y sus derivados políticos e ideológicos. Por ende, el falangismo renegó de la modernidad liberal, reivindicando una dimensión intelectual y espiritual que se abrevaba en raíces tan alejadas como la teología escolástica de Santo Tomás de Aquino y el imaginario nostálgico del imperialismo de los Reyes Católicos, como en la los flujos contrarrevolucionarios y reaccionarios del siglo XIX.

5.1.1. El espectro del irracionalismo: el asalto a la razón y la modernidad liberal.

En su libro *El asalto a la razón*, Georg Lukács, en el contexto alemán, intentó indagar desde *Schelling* a Hitler, sobre la trayectoria de la filosofía irracionalista, crisol del pensamiento reaccionario que se opuso a la filosofía del iluminismo, a la Revolución francesa y sus hijas: la razón y el entendimiento.¹⁰²³ Por la resonancia que tuvo en toda Europa, esta influencia irracionalista impactó hondamente en España, gestando un flujo reaccionario que fue la génesis de la extrema derecha española.¹⁰²⁴ En efecto, el historiador Ricardo Chueca sostiene que en el siglo XIX se entablaba una vieja lucha contra los reaccionarios tradicionales, hostiles a cualquier expresión progresista encarnada por el liberalismo.¹⁰²⁵

Por ende, para comprender el falangismo y encontrar sus raíces, es inevitable rastrear en el pensamiento reaccionario del siglo XIX. Por ejemplo, Salvador De Brocà encontró en la crisis del liberalismo español, desde la constitución de Cádiz hasta la Segunda República, las fuentes principales del falangismo.¹⁰²⁶ En concreto, precisó que pensadores irracionalistas como José Ortega y Gasset, Antonio Maura, Henri Bergson, Rudolf Stammler, Georges Sorel, Joaquín Costa, Oswald Spengler y Unamuno, influenciaron a José Antonio Primo de Rivera; mientras, Nietzsche, Krause, Hartmann, Scheler, Heidegger impactaron el pensamiento de

¹⁰²³Ver al respecto, Lukacs Georg. *El asalto a la razón*. 2ª ed. Barcelona, Ediciones Grijalbo, 1968. 702 p.

¹⁰²⁴Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX, op.cit.*, p. 20.

¹⁰²⁵Chueca Ricardo. *El fascismo en los comienzos del régimen de Franco. Un estudio sobre FET-JONS*. Madrid: Centro de Investigación Sociológica, 1983, p.22.

¹⁰²⁶Ver Capítulo 1 « la crisis del liberalismo español». En: De Brocà Salvador. *Falange y filosofía*. Tarragona: Editorial Universitaria europea, 1976, p 9-47.

Ramiro Ledesma Ramos.¹⁰²⁷ Asimismo, Gonzalo Sobejano, en su libro *Nietzsche en España*, manifestó en sus capítulos finales, la influencia de este pensador sobre figuras importantes del falangismo. Por su parte, el historiador Stanley Payne, enumeró como fuentes directas o indirectas que inspiraron al falangismo: a Spengler, Keyserling, pero también a Ortega y Gasset, Unamuno y Eugenio d'Ors.¹⁰²⁸ Además, José Luis Jiménez Rodríguez nos reveló que Ledesma Ramos fue influenciada por la filosofía irracionalista como Costa, Unamuno, Ortega y Gasset, Nietzsche y Heidegger.¹⁰²⁹

Estos hechos, permiten ponderar algunas interpretaciones marxistas que solían reducir la emergencia de los fascismos europeos, simplemente como instrumento del capitalismo en contraposición y reacción al comunismo internacional. Efectivamente, no solo fueron movimientos que se opusieron al comunismo, sino que se oponían de manera más amplia y profunda contra la modernidad en general: desde el Iluminismo y la Revolución francesa. Con ello, retomaban las críticas de corrientes filosóficas que emergieron en el siglo XIX y principios del siglo XX, que rechazaban y criticaban rotundamente el proceso de racionalización intensivo desde la ilustración hasta el positivismo. Un racionalismo que generó un positivismo exacerbado que conducía al relativismo de los valores y a una destrucción de lo eterno y de lo espiritual. Por algo, en 1940, el político conservador colombiano Gonzalo Restrepo Jaramillo¹⁰³⁰ concluyó que: *“Europa paga hoy pecados filosóficos. La ciencia positivista tenía que conducir a la destrucción positiva. Todo relativismo implica un relajamiento y en todo relajamiento hay un germen de desintegración.”*¹⁰³¹

Esto fue fundamental, ya que los modernismos reaccionarios bebieron de las fuentes irracionalistas. De ahí, por ejemplo, extraían esa concepción novedosa de la política emocional y pasional, la estetización de la política, en la cual primaban los sentimientos, las emociones, la pasión, la tradición mística y espiritual, sobre la razón y el universalismo. Esa savia irracionalista, la encontramos subyacente en el pensamiento del falangismo originario que se opuso contra una concepción de la humanidad desencarnada, desarraigada y materialista, que tendía a reducir el hombre a simples realidades económicas. No por

¹⁰²⁷Ver Capítulo 1 « la crisis del liberalismo español». En: De Brocà Salvador. *Falange y filosofía*, *op.cit.*, p. 1-43.

¹⁰²⁸Payne Stanley. *Falange: historia del fascismo español*, *op.cit.*, p. 10.

¹⁰²⁹Rodríguez Jiménez José Luis. *op.cit.*, p. 136

¹⁰³⁰Importante político, intelectual, conferencista conservador colombiano divulgador de las ideas reaccionarias europeas en Colombia.

¹⁰³¹Gonzalo Restrepo Jaramillo. «Lo que paga Europa», *El Siglo*, Bogotá, 1 de mayo de 1940, p. 4.

casualidad en el periódico español *El Fascio* -que congregó varias figuras falangistas y reaccionarias-, se designó explícitamente a sus aliados y a sus enemigos. Por un lado, en diferentes artículos se elogiaba el fascismo y el nazismo, en otros se consolidaba ataques y críticas contra los tres grandes enemigos gestados por la modernidad materialista: socialismo, liberalismo y comunismo.¹⁰³² De tal manera, en uno de los primeros textos que escribió *El Fascio* de Madrid, se entreveía el asecho y ataque frontal contra el liberalismo: “*El Estado liberal no cree en nada, ni siquiera en su destino propio, ni siquiera en sí mismo. El Estado liberal permite que todo se ponga en duda, incluso la conveniencia de que él mismo existe.*”¹⁰³³

Sin lugar a dudas, numerosos autores falangistas de la época destacaron la nocividad del liberalismo y los flagelos materialistas que provocó. Ernesto Giménez Caballero anatemizaba despectivamente contra “*esos tiempos, liberales, demoniacos y herejes*”.¹⁰³⁴ En Colombia se retomaba esta argumentación y se acusaba el liberalismo de haber socavado y atomizado la autoridad tradicional, adoptando las doctrinas anarquistas de la Revolución francesa.¹⁰³⁵ Con eso, el teórico y político conservador colombiano Gonzalo Restrepo Jaramillo, espetó que el liberalismo propició la destrucción de la fe y de lo eterno en Europa, favoreciendo desde entonces la glorificación de nuevos ídolos temporales y materialistas, que precipitaban la civilización hacia “*fauces hambrientas que amenazaban con devorarla*”.¹⁰³⁶

Por lo tanto, este empuje irracionalista permeó en los epígonos colombianos del falangismo; quienes conocían y empuñaban para la defensa de sus argumentaciones, nociones de movimientos tan variadas como el romanticismo, el vitalismo de Bergson, el existencialismo de Soren Kierkegaard, los maestros de la sospecha -Marx, Freud y Nietzsche- y los movimientos artísticos irracionalistas como el dadaísmo y el surrealismo. Por ello, Laureano Gómez, junto con figuras importantes del ala nacionalista y reaccionaria del Partido Conservador Colombiano -Silvio Villegas, Álzate Avendaño,¹⁰³⁷ Augusto Ramírez¹⁰³⁸ y otros,

¹⁰³²Ver el primer y único número de *El Fascio*, Madrid, publicado el 16 de marzo 1933.

¹⁰³³Primo de Rivera José Antonio, «*Hacia un nuevo Estado*», *El Fascio, Madrid*, 16 de marzo de 1933, p. 4.

¹⁰³⁴Giménez Caballero Ernesto. *Genio de España*. 4ª ed. Zaragoza: Ediciones Jerarquía, 1938, p. 8.

¹⁰³⁵Camargo Escobar Andrés «*Autoridad y anarquía*», *Revista Colombiana*. Vol. XIII, Bogotá, Julio 1942, n°154, p. 774.

¹⁰³⁶Gonzalo Restrepo Jaramillo, «*Lo que paga Europa*», *El Siglo*, Bogotá, 1 de mayo de 1940, p. 4.

¹⁰³⁷Gilberto Álzate Avendaño, una de la figuras reaccionarias y nacionalistas más prominentes de la historia del Partido Conservador Colombiano, claramente influenciado por el fascismo y el falangismo. Ocupó puestos claves en la institucionalidad como el ser representante a la Cámara, senador y embajador de Colombia ante el régimen de Franco. Impulsó una tentativa nacionalista de extrema derecha a finales de los años treinta con el movimiento Acción Nacionalista Popular, pero al no fructificar regresó en el seno del Partido Conservador.

rastrearon las fuentes de la decadencia colombiana desde: la importación de las ideas de la Ilustración, de los conceptos revolucionarios y los derechos humanos; semillas según estos, del ateísmo, del materialismo, del individualismo y de la “conspiración judeomasónica.”

Siendo así, en Colombia las derechas tradicionales y reaccionarias compartían e integraban esos diagnósticos y esa oposición virulenta a la modernidad liberal, responsable en gran parte, de “los flagelos materialistas” cuyos efectos “nefastos” padecían las naciones. Incluso, en una revista conservadora, una importante figura política del Partido Conservador, Álvaro Gómez Hurtado,¹⁰³⁹ culpó de todos los males “la plaga de las tres R”: Renacimiento, Reforma y Revolución:

Pero el hombre del Renacimiento pecó contra Dios. La reforma fue una insubordinación contra la Iglesia. La Revolución francesa fue un movimiento anticristiano. El mundo moderno perdió la fe y con ello dinamitó los cimientos de su propia cultura. El dolor, el llanto, la injusticia y la sangre con que se ha tenido que pagar el lujo de la libertad han extenuado al mundo. Ante el costoso fracaso de la razón autónoma, el racionalista siente dolor de pensar.¹⁰⁴⁰

En consecuencia, el pensamiento reaccionario ponía fin al optimismo heredado del siglo XVIII de los pensadores de la ilustración, basado en el poder de la razón individual y del progreso humano.¹⁰⁴¹ Ante esto, el falangismo era presentado en Colombia como una respuesta heroica y gallarda de la “España auténtica y grande”, frente a las “plagas” del siglo XIX y XX, que habían arrancado España de sus raíces originarias. Numerosos escritores falangistas exponían ese profundo sentimiento de desarraigo, sentenciando que España había sido apartada de su caudal histórico católico e imperial. Por ello, las elites colombianas asimilaron que el antagonismo que devoraba la España de la Guerra Civil era la consecuencia natural del siglo XIX. En tal sentido, la *Revista Colombiana*, recordaba que:

Tanto la revolución comunista como la cruzada por el resurgimiento de España católica e imperial tienen en sus fuentes ideológicas que arrancan, para señalar algún límite, de

¹⁰³⁸ Augusto Ramírez Moreno, destacada figura parlamentaria del Partido Conservador Colombiano, perteneció a “los leopardos” y fue una de las voces más virulentas del ala nacionalista del Partido Conservador Colombiano, incluso contestando la hegemonía de Laureano Gómez en la jefatura del Partido.

¹⁰³⁹ Álvaro Gómez Hurtado, abogado y político, hijo de Laureano Gómez, es considerado una de las figuras más influyentes de la historia política colombiana. Congresista, funcionario público y candidato presidencial del Partido Conservador, fue asesinado en 1995.

¹⁰⁴⁰ Álvaro Gómez Hurtado, «*Razón cristiana de nueva Hispanidad*», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, agosto 1942, n°155, p. 818.

¹⁰⁴¹ Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX*, op.cit., p. 21.

mediados del siglo pasado, cuando se estableció la llamada “monarquía democrática”.¹⁰⁴²

5.1.2. El sentimiento de decadencia y el regeneracionismo.

Las perspectivas anteriores consideraban los trastornos, las turbulencias sociales, el desorden y el caos del entreguerras, como producto de los efectos destructores de “la triple R”, de la modernidad y sus productos materialistas que provocaron la decadencia de la civilización occidental y “su grandeza espiritual y católica”. Ante este diagnóstico sombrío se propagó un sentimiento de pesimismo y de acidez en la intelectualidad europea. Una crisis de civilización, que justificaba su apremiante regeneración y una reacción virulenta para encaminarla por el sendero correcto.

Hay que decir, que en la España de finales del siglo XIX, la humillante derrota en la guerra hispano-americana y la pérdida de los últimos reductos imperiales en 1898 provocaron una profunda sensación de devastación, simbolizada por el pesimismo de la generación del 98. Además de las pérdidas de las colonias, los cambios sociales entregaron más protagonismo al proletariado, y el afán regeneracionista acentuó el desfase entre una España decadente empeñada en mantener el statu quo y una España vitalista con aspiraciones renovadoras, lo que Ortega y Gasset llamaba “España oficial y la España real”.¹⁰⁴³

Entonces, una serie de filósofos, escritores, novelistas, manifestaron con fuerza la profunda crisis moral, política y cultural de España. Esta generación en la que descollaron nombres significativos como Miguel de Unamuno, Pío Baroja, Ramón María del Valle Inclán, Antonio Machado y otros, influyeron fuertemente a las elites falangistas y las derechas colombianas. Uno de los falangistas más prominentes, Ernesto Giménez Caballero, decía que los falangistas eran nietos del 98, reconociendo el legado de esta generación que fue la que desenvainó un grito de alarma contra la decadencia y destrucción de España.¹⁰⁴⁴ El diagnóstico de decadencia y declive, era usado con fuerza por aquellos movimientos como el falangismo, que pretendían ser renovadores, postulándose como los salvadores de la patria y de la cultura hispánica. Indudablemente, la propaganda falangista insistió en la decadencia de las instituciones y de la nación, como lo recuerda el historiador Stanley Payne:

¹⁰⁴²Sánchez Álvaro, «Los escritores españoles y su influencia en la revolución», *Revista Colombiana*, Vol.XII, Bogotá, diciembre 1940, n°138, p. 150.

¹⁰⁴³De Brocà Salvador, *op.cit.*, p. 36.

¹⁰⁴⁴ Giménez Caballero Ernesto. *Genio de España*, *op.cit.*, 1938, p. 29.

La propaganda falangista denunciaba incansablemente, en tono mordaz y burlón, la “decadencia” de las democracias occidentales. Se censuraba la “traición” de los liberales españoles de los siglos XVIII y XIX para exaltar las virtudes de la Monarquía absoluta del siglo XVI. Se condenaban el liberalismo y el relativismo, la duda y la incertidumbre filosófica; únicamente la fe ciega y el principio de autoridad eran las normas de vida aceptables. Los españoles debían estar persuadidos de que el Caudillo iba a crear el mejor de los mundos.¹⁰⁴⁵

A pesar de la influencia notable de la generación del 98, no todos tuvieron el mismo impacto, algunos fueron criticados con más dureza que otros, que, por el contrario, fueron ensalzados. En efecto, la consideración elogiosa hacia el adalid de la Hispanidad Ramiro Maeztu no era la misma que la valoración crítica del legado Ortega y Gasset o Unamuno. Estos últimos y otros fueron considerados culpables, según Giménez Caballero, de ser los causantes, en cierta manera, de la decadencia española.¹⁰⁴⁶

En Colombia se difundió y promovió con profusión por medio de la prensa, de conferencias o libros, las ideas de la generación del 98. Hispanófilos fervorosos, en su gran mayoría, retomaron y compartieron los diagnósticos y posturas críticas de estos autores. De hecho, estas elites de pensamiento abstracto, místico y especulativo, creían fuertemente en la incidencia de los intelectuales en los procesos políticos y sociales. Por eso, inculparon a ciertos intelectuales del siglo XIX-desde Sanz del Río y la Institución Libre de enseñanza hasta la generación del 98-, de abonar el terreno para el declive español. Según esta óptica, esos letrados se olvidaron de la grandeza de la patria para dedicarse a atacar violentamente su historia, sembrando la discordia y destrozando las más sagradas conquistas de la nacionalidad hispana.¹⁰⁴⁷No por nada, la *Revista Colombiana* achacó a la cátedra de don Julián Sanz del Río y de la Institución Libre de Enseñanza, de ser “la antesala de la tragedia izquierdista”, responsable de la propaganda de “ideas subversivas, anticristianas y paganas”.¹⁰⁴⁸Con más precisión, la revista *La Tradición* clasificó la intelectualidad española en cuatro grupos: Los socialistas representados por figuras como Fernando de los Ríos, Julián Basteiro y Luis Jiménez de Asúa; el núcleo que se formó en torno a la Institución Libre de Enseñanza; el tercero conformado por la generación del 98 capitaneada por José Ortega y Gasset, Azorín, Pío Baroja y otros; el cuarto que reagrupaba los defensores de la catolicidad y de la Hispanidad, era el de *Acción Española* en el que se expresaron intelectuales precursores o

¹⁰⁴⁵Payne Stanley. *Falange: historia del fascismo español*, op.cit., p. 205.

¹⁰⁴⁶Giménez, Caballero. *Genio de España*, op.cit., p. 8

¹⁰⁴⁷Heno Mejía Gabriel, «España y su guerra», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, agosto 1938, p. 950.

¹⁰⁴⁸Sánchez Álvaro, «Los escritores españoles y su influencia en la revolución», *Revista Colombiana*, Vol.XII, Bogotá, diciembre 1940, n°138.p. 150.

falangistas como Ramiro Maeztu, Giménez Caballero, José Antonio Primo de Rivera, Calvo Sotelo, José María Pemán, y que tuvieron una honda influencia en la esfera universitaria española.¹⁰⁴⁹ Los dos últimos grupos, tanto la generación del 98 como los intelectuales de Acción Española fueron las referencias predominantes de las derechas colombianas, tanto para interpretar la realidad española como la colombiana.

Recordemos que al igual que lo sucedido con la Segunda República en España, en Colombia se consideró que la República Liberal, que tomó el poder en 1930, había generado un ciclo destructivo.¹⁰⁵⁰ Por lo tanto, en tierras colombianas, se propagó la visión de un sistema decaído y corrupto que desembocó en el caos español, por ejemplo la *Revista Colombiana* afirmaba que la monarquía española cayó por culpa de agentes internos.¹⁰⁵¹ Así pues, tanto el olvido de los pilares de la monarquía -el credo, la corona y la aristocracia-, junto con un envejecimiento de los políticos, que ya no cumplían con sus deberes, eran factores causantes del declive. Por esta razón, la revolución del 12 de abril de 1931 se hizo contra esos organismos decaídos y exangües. En noviembre 1936, el diario *La Patria* de Manizales, rememoró una sentencia pesimista de Miguel de Unamuno que sugería que incluso antes del inicio de la Guerra Civil, España ya era una nación desesperada.¹⁰⁵² Mas explícitamente, en la inauguración del Centro Nacionalista español de Bogotá, Laureano Gómez dictaba un discurso célebre denominado “Decadencia y Grandeza de España”, en el cual acusó la tribuna del Ateneo Republicano y las columnas de *El Sol* de ser una comparsa de intelectuales que se habían mofado y despreciado la esencia española. Es decir, menospreciaron lo que España había sido, desechando los pilares que cimentaron su grandeza en la historia universal, apartándose de “*la luminosa claridad de San Isidoro y los padres de Trento, de Suárez y Vitoria y Mariana*”.¹⁰⁵³

Por otra parte, uno de los grandes pensadores españoles que tuvo una profunda resonancia en Colombia fue Ortega y Gasset. De él, se retenía la necesidad del elitismo y el peligro de la rebelión de las masas, que inspiraron la concepción de “una revolución desde arriba” del falangismo, revitalizando con esto, el pensamiento reaccionario colombiano. Fue tan importante Ortega y Gasset para los colombianos, que el día de su muerte la Embajada de

¹⁰⁴⁹Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo « Arriba España. El grito de Franco es el nuestro», *La Tradición*, Vol. III. Medellín, 11 de diciembre de 1937. n° 31, p.636-638

¹⁰⁵⁰Gómez Hurtado Álvaro, «La afirmación de Portugal?», *Revista Colombiana*, Vol. X, Bogotá, 15 de diciembre de 1938, n°116, p. 241.

¹⁰⁵¹Allais Pierre, «La revolución española», *Revista Colombiana*, Vol. IV, Bogotá, 15 de octubre 1934, n°38, p. 46.

¹⁰⁵²«La dictadura militar», *La Patria, Manizales*, 12 de noviembre de 1936, p. 3.

¹⁰⁵³Gómez Laureano, «Decadencia y grandeza de España», *El Siglo*, Bogotá, 30 de enero 1938.

Colombia en Madrid se vanaglorió de ser la delegación que más honores le rindieron al pensador en su sepelio.¹⁰⁵⁴ Asimismo, el embajador colombiano de turno en Madrid, Gilberto Álzate Avendaño, mandó una carta a la viuda de Ortega Gasset, manifestando el vivo sentimiento de pesar que sentía la nación colombiana.¹⁰⁵⁵ Para culminar estos honores la Embajada le entregó a la viuda de Ortega y Gasset la insignia de la Orden de San Carlos prestigiosa distinción otorgada por el MRE.¹⁰⁵⁶ Entre tanto, *La Patria* recordó que, en la formación cultural de José Antonio Primo de Rivera, se encontraban los inspiradores de su doctrina, encarnados por Rafael Sánchez Mazas, las JONS y Ortega y Gasset.¹⁰⁵⁷ Sin lugar a dudas, el nacionalismo extremo de Primo de Rivera fue inspirado en el nacionalismo orteguiano.¹⁰⁵⁸ De manera singular, la enseñanza de la rebelión de las masas como causa principal de la decadencia y la apología de un elitismo virtuoso fue asimilada en Colombia, repitiendo contantemente el argumento que con el auge del Frente Popular español se propició la muerte de la democracia y la coronación de la peor de las dictaduras: “*La dictadura de la chusma*”.¹⁰⁵⁹

Sin embargo, estos dictámenes pesimistas, no se reducían únicamente a diagnósticos fatalistas o nihilistas, asimismo proponían una regeneración como forma de superación de los tiempos oscuros. El conservador colombiano, Abel Naranjo Villegas afirmó que Ramiro Maeztu y Acción Española resucitaron una generación adormecida, y que detrás de esta excelsa generación de pioneros seguía la joven generación capitaneada por “José Antonio”.¹⁰⁶⁰ Según estas visiones, ante el estado urgente de decadencia, el gesto coherente e inevitable para redimir España era la sublevación, como cumbre del regeneracionismo español. Por eso, con valentía y ardor, la rebelión de la España nacionalista era narrada en los medios colombianos, como la resurrección frente a un estado patético y trágico. *La Patria* con lirismo redactaba:

Pero un día la nación en marasmo sintió todas sus vértebras conmovidas por el desplome de la monarquía de los Carlos y los Felipe. Sobrevino un ritmo nuevo, una

¹⁰⁵⁴ AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. De Eduardo Carranza (agregado cultural) al MRE, sobre las actividades de actividades culturales de la embajada, Informe mes de octubre 1955, p. 1.

¹⁰⁵⁵ AGN. Caja 287, Carpeta 58, folio 225. Madrid, 5 de noviembre de 1955, carta de condolencias del embajador de Colombia en Madrid Gilberto Álzate Avendaño a la viuda de Ortega y Gasset, Rosa Spottorno Topete e hijos.

¹⁰⁵⁶ AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225, Recortes de prensa de los diarios *ABC*, *Arriba* y “*Ya*”. (1935)

¹⁰⁵⁷ Carlos Ariel Gutiérrez, « Rafael Sánchez Mazas », *La Patria*, Manizales, 12 de febrero de 1935, p. 5.

¹⁰⁵⁸ Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, op.cit., p. 77.

¹⁰⁵⁹ Félix Restrepo, « España mártir en el primer aniversario de la revolución », *Revista Javeriana*, Vol. VIII, Bogotá, Julio-Noviembre 1937, p. 91.

¹⁰⁶⁰ Naranjo Villegas Abel, « Semblanza mística de Ramiro Maeztu », *La Tradición*, Vol.III, Medellín, 18 de junio de 1938, n°36, p. 818.

combustión histórica, un brusco sacudimiento que trajo a la superficie las viejas virtudes sumergidas.¹⁰⁶¹

De acuerdo con estas perspectivas, esta España que resurgía de la agonía de un conflicto fratricida, le debía a José Antonio Primo de Rivera, pero también a Ramiro Maeztu quien permitió el regreso pujante de la Hispanidad.¹⁰⁶²

Ante este panorama oscuro, poco a poco, la opción falangista se presentó como la vía moderna y atractiva para realizar ese regeneracionismo. Giménez Caballero declaró que España se encontraba en una encrucijada ante la posibilidad de escoger entre tres banderas con senderos diferentes: “Moscú, Ginebra y Roma”, es decir, entre comunismo, democracia y fascismo.¹⁰⁶³ En Colombia se subrayó que cuando José Antonio Primo de Rivera empezó a invocar el despertar de la patria, esta se encontraba en ruina moral y desanidad.¹⁰⁶⁴ Con ese despertar, *El Colombiano* exclamaba que se frenaba el fin de la decadencia en España.¹⁰⁶⁵ Por lo tanto, había llegado la hora del momento temido pero inevitable de la cruzada para libertar España.¹⁰⁶⁶

5.1.3. La Doctrina Social de la Iglesia: del humanismo tomista al Rerum Novarum de León XIII.

Las turbulencias sociales y los cambios abruptos del siglo XIX provocaron que en el espectro de las derechas españolas, se alzara un catolicismo social que absorbía las ideas neotomistas y los postulados sociales de León XIII, cuyo objeto era ofrecer una doctrina social cristiana como alternativa a las organizaciones sindicales de izquierda.¹⁰⁶⁷

Siguiendo esta tendencia, numerosos autores falangistas ensalzaban el pasado católico, y el Medioevo, que era presentado de manera idealizada como un periodo de armonía. Pero esta glorificación no implicaba un querer regresar a los viejos tiempos tal como eran, sino más bien extraer de aquellos tiempos magnificados, la sabiduría y la esencia que le dieron a España “su grandeza”. Sobre este punto, Giménez Caballero recordaba los dos baluartes de la

¹⁰⁶¹«La España resurrecta», *La Patria*, Manizales, 5 de febrero de 1936, p. 3.

¹⁰⁶²«España redimida», *El Colombiano*, Medellín, 28 de enero de 1939, p. 5.

¹⁰⁶³Giménez Caballero Ernesto. *Genio de España*, *op.cit.*, p. 261.

¹⁰⁶⁴«Antología de José Antonio», *La Patria Nueva*, Cartagena, 13 de abril de 1939, p.3.

¹⁰⁶⁵Roca Lemus Juan, «Santiago y abre España, Franco y cierra España!», *El Colombiano*, Medellín, 6 de febrero de 1939, p. 3.

¹⁰⁶⁶Irazabal Quinito, « España es grande hasta en sus tragedias », *El Colombiano*, Medellín, 22 de agosto de 1936, p. 5.

¹⁰⁶⁷Rodríguez Jiménez José Luis. La extrema derecha española en el siglo XX, *op.cit.*, p. 50.

dominación hispánica en su época de esplendor: “*Dar a César lo que es de César. Y a Dios lo que es de Dios. He ahí la raíz elemental de la que fue grandeza española*”.¹⁰⁶⁸

Sin sorpresa, los intelectuales colombianos de derechas, en sus textos, retomaron esa representación idealizada de una época anterior a la Ilustración, que había logrado transportar a la humanidad por un sendero espiritual. Esta sublimación de la Edad Media y del pasado de dominación católica, provocaba la necesidad de desenterrar del olvido histórico, el “exitoso” modelo de organización social orgánico y de corporaciones. Iniciaba entonces, en esa época, una apología vehemente de las corporaciones de la Edad Media que habían evitado con acierto la lucha de clases:

Durante la Edad Media y hasta fines del siglo XVIII actuó en la Europa cristiana el sistema económico-social de la organización profesional sobre la base de las corporaciones, o sea familias en las cuales convivían en unión fraternal y permanente los aprendices, obreros y patronos, con la mira puesta, sobre todo, en el bien y progreso de la profesión respectiva. En aquellos tiempos no se tenía ni idea de la lucha de clases. Empleados y empleadores se entendían perfectamente y en amistad cordial realizaban progresos estupendos, como puede comprobarse, por ejemplo, observando las catedrales góticas de la época, que constituyen la maravilla y la cumbre del arte, junto con el asombro y el pasmo de los siglos.¹⁰⁶⁹

A diferencia de este pasado armónico, los resultados desiguales de la industrialización y las contradicciones del capitalismo habían puesto de manifiesto las condiciones difíciles de los explotados y los olvidados del progreso. La urbanización y la proletarización creciente, alertaron los sectores católicos de la necesidad de pensar “la cuestión social” y esbozar una doctrina social para remediar contra la influencia del marxismo, socialismo y anarquismo, sobre las masas populares. La reflexión católica sobre la cuestión social junto al humanismo tomista inspiró el pensamiento de la intelectualidad falangista respecto a la necesidad de justicia social, y sobre la urgencia del regreso a una organización social armónica y orgánica, postulando modelos políticos, económicos y corporativos inspirados en una Edad Media embellecida. Como lo sugiere el historiador español José Luis Rodríguez Jiménez, esto se enmarcó en el contexto europeo de los años veinte y treinta, durante el cual las ideas corporativas con el viento en popa, fueron adaptadas a los tiempos modernos proponiendo a

¹⁰⁶⁸Giménez Caballero Ernesto. *Genio de España, op.cit.*, p. 267.

¹⁰⁶⁹Uría José María S.J, «la organización social», *Revista Javeriana*, Tomo.VI, Bogotá, julio-noviembre 1936, p. 89.

grandes rasgos: la supresión de la libertad sindical, la intervención del Estado en gran parte de asuntos económicos y sociales, un régimen autoritario y derechista de corte tecnocrático.¹⁰⁷⁰

En Colombia, los sectores reaccionarios y tradicionalistas se interesaron con intensidad en la difusión del corporativismo, que valoraban como una sabia construcción política para resolver los grandes conflictos, y que respetaba el legado de la Edad Media y de la justicia social de Cristo.¹⁰⁷¹ Sobre eso, la *Revista Colombiana* recordó que, a pesar de las dificultades de la Edad Media, esta había logrado una regularización completa de las actividades sociales en el marco de la armonía de la jerarquía y del respeto a los valores del cristianismo.¹⁰⁷² Esta resurgencia de las visiones corporativas, se apoyaba en la doctrina social del papa León XIII, que tuvo un impacto fundamental de ambos lados del Atlántico. Por ejemplo, la *Revista Javeriana* de Bogotá, destacó la tonalidad social de la encíclica “*Rerum Novarum*” del papa León XIII, que llamaban “el gran papa de los obreros”,¹⁰⁷³ y que simbolizaba según ellos, el intento de restaurar los gremios antiguos, después de actualizarlos a los nuevos tiempos.

En consecuencia, de la decadencia, del pesimismo, y de este interés por el pasado del Medioevo, afloraron las reinterpretaciones de Santo Tomás y de la Doctrina Social de la Iglesia, como vetas de esperanza en tiempos considerados como oscuros. Una de las voces católicas colombianas más reaccionarias de la época, Fray Mora Díaz, se refería a Santo Tomás “como un faro”, “un foco encendido” para dirigir a la humanidad “*en medio de las tinieblas del error y durante la noche de la duda*”.¹⁰⁷⁴ Para el conservador Gonzalo Restrepo Jaramillo, la crisis contemporánea era causada en gran parte por el olvido de *La Suma Teológica* de Santo Tomás, sin la cual, se rompió la unidad católica y se produjo “el divorcio entre ciencia y moral”, permitiendo las hendiduras, entre las cuales se filtraron “*el materialismo sociológico de los evolucionistas, el anarquismo de Bakunin, el materialismo histórico de Marx*”.¹⁰⁷⁵

En Colombia, tierra fervorosamente católica, las doctrinas tomistas circularon con profusión. Debido a esto, los lineamientos de sus doctrinas eran explicados en la prensa,

¹⁰⁷⁰ Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX*, *op.cit.*, p. 93.

¹⁰⁷¹ «Las nuevas formas de democracia», *Revista Colombiana*. Vol. X, Medellín, 15 de diciembre de 1938, n° 116, p. 223.

¹⁰⁷² Gómez Hurtado Álvaro, «La afirmación de Portugal?», *Revista Colombiana*, Vol.X, Bogotá, 15 de diciembre de 1938, n° 116, p. 239.

¹⁰⁷³ Uría José M. S.J, « En torno a la idea corporativa». *Revista Javeriana*, Tomo.VII, Bogotá, febrero-junio de 1937, p. 356.

¹⁰⁷⁴ Fray Mora Díaz, «Santo Tomás de Aquino», *El Siglo*, Bogotá, 7 de marzo 1943, p. 4.

¹⁰⁷⁵ Restrepo Jaramillo Gonzalo, «La crisis contemporánea», *El Siglo*, Bogotá, 28 de junio de 1941, p. 5.

revistas y libros, en las que se defendía la concepción de democracia orgánica inspirada en Santo Tomás, quien abogaba por una participación del pueblo acorde con los principios cristianos.¹⁰⁷⁶ Sin embargo, Laureano Gómez precisó que esta participación del pueblo no significaba como lo pensaban los demócratas “el gobierno de la mayoría”, puesto que podía ser corrompida y obtenida de cualquier modo.¹⁰⁷⁷ Por el contrario, la verdadera democracia orgánica solo surgía con el fortalecimiento de una minoría capacitada para cuidar a la comunidad, el bien común y preservar los principios eternos del cristianismo. De ahí que, las corrientes reaccionarias distinguían entre dos formas distintas de concebir el gobierno del pueblo. Por ejemplo, la *Revista Javeriana* diferenciaba entre el espíritu democrático católico de Santo Tomás regido por la ley natural, por un lado, y la tiranía de la mayoría permeada por la voluntad general de Rousseau, del otro.¹⁰⁷⁸ Para las derechas colombianas, la perspectiva tomista respetaba las nociones orgánicas de armonías entre cuerpos sociales con cierta participación del pueblo, pero distanciándose de los peligros de las concepciones de la voluntad popular que podía ser “corrompida” y devenir “la tiranía de la mayoría”.¹⁰⁷⁹

En realidad este regreso al pasado tenía tres objetivos estratégicos: resaltar la necesidad de espiritualidad frente los avances materialistas; ofrecer soluciones sociales y económicas a la cuestión social mediante el corporativismo; y esbozar otra forma de organización social y política que pretendía exaltar la democracia orgánica como alternativa a las democracias liberales.

5.2. Las influencias políticas del falangismo español.

A finales del siglo XIX y sobre todo durante el primer tercio del siglo XX, ocurrieron en el escenario político español, experiencias políticas que fueron antecedentes significativas para el pensamiento falangista. Analizaremos los cuatro proyectos políticos, que, en mayor o menor medida, influyeron en el falangismo y en el pensamiento político colombiano.

5.2.1. El conservadurismo de Antonio Maura: La revolución desde arriba.

A finales del siglo XIX se resquebrajaba el régimen de la restauración organizado por Antonio Cánovas del Castillo, asaltado, criticado y asediado, por distintas fuerzas

¹⁰⁷⁶Orientaciones, «El católico ante el problema del mundo actual», *Revista Javeriana*. Tomo.XIX, Bogotá, febrero-Junio.1943, p. 145.

¹⁰⁷⁷Gómez Laureano, «El tomismo y la crisis de la cultura. Fragmento del discurso del senador Laureano Gómez en la sesión 28 de octubre de 1942», *El Siglo*, Bogotá, 31 de octubre de 1942.

¹⁰⁷⁸Orientaciones, «El católico ante el problema del mundo actual» *Revista Javeriana*, *op.cit.*, p. 145.

¹⁰⁷⁹*Ibid.*

disgregadoras, tanto sindicalistas y anarquistas, como por fuerzas regionales, sobre todo en Cataluña y País Vasco.¹⁰⁸⁰ Esta desintegración progresiva del orden tradicional, alentó una proliferación de los movimientos extremistas. A la derecha se vislumbraba el auge de movimientos derechistas autoritarios, que retomaron los discursos regeneracionistas y los postulados de la generación del 98, que se teñían progresivamente de nacionalismo y de autoritarismo.

En ese contexto emergía la efigie de Antonio Maura como una de las figuras sobresalientes y renovadoras del conservadurismo español. Inclusive, su deseo intenso de regeneracionismo lo llevó a chocar contra el sistema de partidos. La importancia de Antonio Maura radicaba en que fue el primer político conservador que predicó una forma nueva de hacer política apelando a las masas.¹⁰⁸¹ Como lo advertía Luis Jiménez Rodríguez, Maura generó dos fenómenos fundamentales para el discurrir de las derechas españolas.¹⁰⁸² Por un lado, fomentó un proceso de renovación y modernización de la derecha española, combatiendo por ejemplo el viejo caciquismo local, azuzando las derechas para la conquista de las masas. Por el otro, y aunque sus postulados no lograron concretarse, *el maurismo* sí logró dejar una impronta en la derecha española, visible con la aparición de dos grandes tendencias: el surgimiento de un catolicismo social politizado encarnado por Ángel Osorio y un nacionalismo autoritario comandado por Antonio Goicoechea.¹⁰⁸³ Aunque Antonio Maura nunca apoyó un “maurismo extremo”, los jóvenes mauristas fueron el grupo juvenil más significativo de las agrupaciones juveniles politizadas, que promovieron un gobierno fuerte, antiparlamentario y una agresividad belicosa.¹⁰⁸⁴

En Colombia, se recordaba a Antonio Maura por su capacidad renovadora y regenerativa. *El Siglo* comparaba Antonio Maura con José Vicente Concha,¹⁰⁸⁵ presidente conservador colombiano entre 1914 y 1918, que a pesar del cerrado sistema hegemónico conservador al que perteneció, fue capaz de vivificar la doctrina conservadora con elementos novedosos, a tal punto que logró la adhesión de ciertos sectores liberales para conquistar la presidencia. Por ello, Maura era descrito como un patricio y conductor del conservatismo español que había dejado plasmado una frase fundamental para el planteamiento de la libertad

¹⁰⁸⁰ Ver al respecto: Capítulo 2: Derechos y extrema derecha a comienzos del siglo XIX. En: Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX*, op.cit., p. 37-71.

¹⁰⁸¹ Ver al respecto, Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX*, op.cit., p. 51-71.

¹⁰⁸² *Ibid.*, p. 53.

¹⁰⁸³ Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, op.cit., p. 87.

¹⁰⁸⁴ *Ibid.*, p. 88.

¹⁰⁸⁵ «Mirando a España», *El Siglo*, Bogotá, 1 de agosto de 1936, p. 3.

desde puntos de vista conservadores: “*la libertad se había hecho conservadora*”.¹⁰⁸⁶ En todo caso, “El maurismo” había propagado las ideas nacionalistas autoritarias, con estilo agresivo en un contexto tenso y de radicalización.

5.2.2. La dictadura de Miguel Primo de Rivera y los primeros experimentos corporativistas.

Frente al clima de desorden y anarquía que impregnaba la atmósfera política española con el auge de la izquierda revolucionaria, los oficiales del ejército se inclinaron cada vez más hacia posturas más autoritarias y nacionalistas.¹⁰⁸⁷ Fue en este contexto que el 13 de septiembre de 1923 surgió el pronunciamiento que derrocó el gobierno constitucional de turno con el apoyo de Alfonso XIII, inaugurando el primer gobierno militar del siglo XX en España.¹⁰⁸⁸ Un gobierno que contó en su inicio con el apoyo y el alivio de los moderados y los liberales, incluso alguien como Ortega y Gasset defendió el golpe.¹⁰⁸⁹

Más allá de ser el padre del fundador del falangismo, la dictadura de Miguel Primo de Rivera fue la antesala de la experimentación de nociones embrionarias que perfeccionaría la doctrina falangista. En efecto, buscando quebrantar el viejo sistema de partidos tradicionales canonistas, la dictadura de primorriverista fue sumamente antiliberal, antidemocrática y antiparlamentaria. Ensayó en numerosos campos, sobre todo respecto al corporativismo y la superación de los sistemas de partidos, con el establecimiento de un partido único con rasgos de fascistización denominado la Unión Patriótica. Todo esto, de cierta manera, inspiró el nacionalsindicalismo posterior.

En particular, Miguel Primo de Rivera planteó una organización corporativa moderna en España, que se concretó con la Organización Corporativa Nacional. Mediante ella se organizaron las profesiones según sus especializaciones para conformar corporaciones y comités paritarios de obreros y patronos-tanto a nivel nacional como local-, que tenían como fin la conciliación en los conflictos sociales entre patronos y obreros.¹⁰⁹⁰ En este orden de ideas, por intermedio del decreto del 26 de noviembre de 1926 se dividía la economía española en veinte corporaciones y se establecía una organización corporativa del trabajo.¹⁰⁹¹ Pero estos esbozos de corporativismo no se ceñían únicamente al campo económico y social, también se implementaban en el plano político, con la conformación de

¹⁰⁸⁶«La libertad se ha hecho conservadora», *El Siglo*, Bogotá, 8 de septiembre 1944, p. 4.

¹⁰⁸⁷Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, *op.cit.*, p. 92.

¹⁰⁸⁸*Ibid.*, p. 94

¹⁰⁸⁹*Ibid.*

¹⁰⁹⁰Rodríguez Jiménez José Luis, *op.cit.*, p. 94.

¹⁰⁹¹De Brocà Salvador, *op.cit.*, p. 56.

una asamblea corporativa para la reforma constitucional, y los anuncios en junio 1929 de los veinte puntos que promovían una organización totalmente corporativa de los sistemas políticos y económicos.¹⁰⁹² Por ende, la nueva constitución de julio de 1929 creaba un parlamento semicorporativo unicameral, en el cual la mitad de sus miembros eran elegidos por lógicas corporativas.¹⁰⁹³

Por otra parte, con el nacimiento de la Unión Patriótica en 1925, se creaba un partido único con la voluntad de sanear la unión nacional al margen de los partidos. Para intentar congregarse en su seno la tan anhelada unidad nacional, Primo de Rivera pretendía crear un movimiento de centro.¹⁰⁹⁴ Por ende, la tentativa de su padre inspiraría el ultranacionalismo de José Antonio Primo de Rivera, que no cesaba de profesar la defensa de unidad nacional, superando las divisiones de los partidos, de la lucha de clases y de los regionalismos, siendo una de las vértebras de su doctrina. Pero a diferencia del falangismo, la Unión Patriótica era un partido sin ideología, sin doctrina precisa y sistematizada, era más bien una colección amorfa de elementos conservadores que aceptaban el régimen dictatorial.¹⁰⁹⁵ Esta falta de ideología fue uno de las carencias del régimen. Sin capacidad para esbozar un proyecto global y completo, provocó a la postre el divorcio del régimen y de los intelectuales, que, salvo Ramiro Maeztu, abandonarían el régimen.¹⁰⁹⁶

Por otro lado, la dictadura de Primo de Rivera fue acusada frecuentemente de fascismo. Pero la realidad es que podríamos hablar, más que todo, de un Régimen fascistizado. El propio Miguel Primo de Rivera, en una entrevista, manifestó su deseo que España siguiera los pasos del fascismo italiano. Sin embargo, posteriormente, en repetidas ocasiones, el dictador negó que el fascismo fuera su principal inspiración. Además, miembros prominentes de la Unión Patriótica, se esforzaron constantemente por distanciarse del movimiento italiano subrayando sus diferencias.¹⁰⁹⁷

En su globalidad, la dictadura de Primo de Rivera, tomada como un primer bosquejo, fue bien valorada por falangistas. En el diario colombiano *Derechas*, el falangista español Eugenio Montes elogiaba la dictadura de Primo de Rivera, en la cual cada quien estaba en su

¹⁰⁹²Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, *op.cit.*, p. 105.

¹⁰⁹³*Ibid.*, p. 106.

¹⁰⁹⁴De Brocà Salvador, *op.cit.*, p. 56.

¹⁰⁹⁵Payne Stanley. *Falange: historia del fascismo español*, *op.cit.*, p. 15

¹⁰⁹⁶De Brocà Salvador, *op.cit.* p 57.

¹⁰⁹⁷Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, *op.cit.*, p. 96-98.

lugar.¹⁰⁹⁸Incluso, desde Colombia, *La Tradición*, resaltó que el meritorio sistema de la dictadura fue subvalorado e incomprendido, pronosticando en 1938, que un régimen con más fuerza e inspirado en ella saldría de las ruinas de la Guerra Civil.¹⁰⁹⁹

5.2.3. La Unión Monárquica Nacional: el bautizo político de José Antonio Primo de Rivera.

Después de la caída de la dictadura primorriverista, las fuerzas conservadoras y de derechas estaban disgregadas y fraccionadas. En consecuencia, en 1930 aparecieron y emergieron distintas agrupaciones políticas que fracasarían en su intento de revitalizar la derecha de su letargo, entre las cuales podemos citar: “Unión Monárquica Nacionalista (1930), Acción Monárquica (1930), Partido Nacionalista Español (1930), Partido Laborista Nacional (1930), Partido Socialista Monárquico Alfonso XIII, Acción Castellana (1930) y, entre otros, Reacción Ciudadana (1931).”¹¹⁰⁰

En particular, la Unión Monárquica Nacional (UMN) incorporó numerosos cuadros de la Unión Patriótica y varios colaboradores de la dictadura primorriverista, contando con el propio hijo del dictador José Antonio Primo de Rivera, que fungía como secretario del movimiento. Igualmente, se alistaron en el movimiento gente como Ramiro Maeztu, José M. Pemán, Yanguas Messia, el conde de Guadalhorce, el conde Vallengano y Calvo Sotelo.¹¹⁰¹Por consiguiente, si bien el movimiento no tuvo trascendencia política, fue el bautizo político del fundador de la Falange, mediante el cual se codeó con futuros falangistas y con importantes figuras de las derechas española.

Además, de defender la memoria de la dictadura primorriverista, la UMN reivindicaba un modelo corporativo, la restauración de los valores tradicionales, el nacionalismo y el uso de la “violencia sagrada” para la consecución de objetivos precisos, imitando la retórica de Giovanni Gentile y de los fascistas italianos.¹¹⁰²Al respecto, hay que mencionar que la UMN admiraba el fascismo e intentaba imitar algunos aspectos del estilo fascista, entre los cuales: “*mítines de masas, una retórica heroica y violenta y esfuerzos por conseguir una*

¹⁰⁹⁸Montes Eugenio, «La democracia no es un síntoma de juventud, sino de decadencia», *Derechas*, Bogotá, 3 de abril de 1936.

¹⁰⁹⁹De la Riva Agüero José, «Origen, Desarrollo e Influencia del Fascismo», *La Tradición*, Vol. III, Medellín 5 de febrero de 1938, p. 669.

¹¹⁰⁰Rodríguez Jiménez José Luis, *op.cit.*, p. 100.

¹¹⁰¹*Ibid.*, p. 101.

¹¹⁰²*Ibid.*

organización paramilitar".¹¹⁰³ Asimismo, eran sumamente elitistas y disciplinados, como ocurrió con el maurismo y luego en el falangismo, se animaba una juventud dispuesta al sacrificio por sus ideales, para dar "una batalla heroica" y "una gesta salvadora por la patria".¹¹⁰⁴

Por último, la UMN creó un núcleo conformado con varias organizaciones de derechas radicales, autoritarias y antiparlamentarias. Sus nexos más cercanos e importantes fueron con el Partido Nacionalista Español de José María Albiñana, con la cual compartió dos rasgos distintivos que influyeron en el falangismo: la exaltación del imperialismo español y la formación de una milicia política denominada "Los Legionarios de España".¹¹⁰⁵ Aunque en su intento de ganarse el apoyo popular la Unión Monárquica Nacional fracasó, este espacio político fue importante para que algunos falangistas se contagiaron de "una visión radical-nacionalista-autoritaria".¹¹⁰⁶

5.2.4. El precedente del anarcosindicalismo en España.

El filósofo español, Salvador de Brocà, sintetizaba que el falangismo brotó de una triple fuente:

La revolución nacional, núcleo del pensamiento de Ledesma Ramos, a la cual incorpora la dimensión sindicalista del movimiento proletario –la CNT–, el radicalismo castellanista de Onésimo Redondo, y el tema de España como "unidad" de destino definida por José Antonio Primo de Rivera.¹¹⁰⁷

En consecuencia, una de las vertientes importantes del falangismo que se concretaba en el nacionalsindicalismo, era la nacionalización y despolitización de los sindicatos, mediante la cual se proponía una posible solución a la cuestión social y la unidad nacional. Si bien el sindicalismo vertical¹¹⁰⁸ era diferente al anarcosindicalismo, la experiencia organizativa y subversiva de estas asociaciones proletarias y campesinas, sirvieron para el falangismo como precedentes interesantes, en su objetivo general de utilizar el sindicalismo para nacionalizar las masas desde arriba.

¹¹⁰³Payne Stanley, *Franco y José Antonio ...*, *op.cit.*, p. 115.

¹¹⁰⁴Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX*, *op.cit.*, p. 101.

¹¹⁰⁵Payne Stanley. *Franco y José Antonio ...*, *op.cit.*, p. 114

¹¹⁰⁶*Ibid.*, p. 115.

¹¹⁰⁷De Brocà Salvador, *op.cit.*, p. 56.

¹¹⁰⁸ Entendido como un modelo de sindicalismo que imperó en la España franquista, de corte corporativista alternativo a la lucha de clases que pregonó la sindicación única y obligatoria como instrumentos del Estado para lograr la reconciliación entre patrones y obreros.

De la misma manera, en tierras colombianas, las nociones corporativas y las reflexiones diversas acerca de los sindicatos estaban en plena ebullición. En el centro de las preocupaciones de las derechas colombianas durante todo el periodo, se atisbaba la amenaza por el sindicalismo revolucionario permeado por los lineamientos comunista. Siendo así, desde la *Revolución en Marcha* del presidente Alfonso López Pumarejo, este se apoyó en el sindicalismo de izquierda para impulsar su proyecto reformista. A la inversa, las derechas colombianas, que se esforzaban por despolitizar los sindicatos, catolizándolos o amainando sus ardores mediante conceptos conciliadores inspirados del corporativismo, observaron y analizaron con atención la solución falangista nacionalsindicalista.

A decir verdad, comparado con otros países como Francia y Alemania, el sindicalismo español se consolidó tardíamente. El derecho de asociación y de reunión fue consagrado desde 1868, pero el sindicalismo solo fue reconocido en 1887 con la ley de asociaciones. En realidad, el auge del sindicalismo en España transitó por dos frentes: el anarquismo con la Confederación Nacional del Trabajo (CNT), y el socialista con la Unión General de Trabajadores (UGT). Con ellos, el sindicalismo español encuadró la agitación social en España durante el reino de Alfonso XIII, provocando algunos episodios trágicos como la Semana Trágica en Barcelona (1909), y la huelga general de 1917.¹¹⁰⁹ Sin embargo, aunque la revolución rusa galvanizó el movimiento obrero y socialista en España, esto no se concretizó en una penetración comunista decisiva al interior de los dos grandes sindicatos.

Esta situación era conocida en el seno de las elites colombianas. El importante diario conservador de la capital, *El Siglo*, escribió que el movimiento social español tenía una tradición antimarxista que se remontaba a los albores del movimiento social en España bajo el influjo pujante del anarquista ruso Mijaíl Bakunin, quien había tenido sus desavenencias y desacuerdos con el marxismo, provocando su expulsión de la Asociación internacional de trabajadores en septiembre de 1872.¹¹¹⁰ Teniendo en cuenta esto, *El Siglo* concluía que este conflicto entre marxistas y anarquistas se resolvió en España a favor de los anarquistas, ya que en respuesta a la exclusión del anarquista ruso, los poderosos sindicatos de España se solidarizaron con el refugiado ruso opositor de Marx.¹¹¹¹

Por ende, desde esa época, bajo el influjo primero de Bakunin y luego de Kropotkin, las fuerzas obreras españolas tomarían el sendero del anarquismo, profundamente apolítico y

¹¹⁰⁹De Broca Salvador, *op.cit.*, p. 35.

¹¹¹⁰ «El comunismo en España», *El Siglo*, Bogotá, 7 de agosto de 1937, p. 7.

¹¹¹¹*Ibid.*

antiparlamentario.¹¹¹² Por este motivo, la franja socialista de la UGT no aceptó la filiación con la Segunda Internacional fragmentándose por ello, y la CNT que fue la primera fuerza de asociación del país era hostil al marxismo.¹¹¹³ Por lo que *El Siglo* diferenciaba la CNT y la UGT, enfatizando que antes de julio de 1936, a diferencia de la insignificante UGT, solo la CNT que se inspiraba en la Federación Anarquista Ibérica (F.A.I.), era la única organización sindical poderosa, y era totalmente antimarxista.¹¹¹⁴

En general, las elites reaccionarias colombianas, como los pioneros del falangismo en España, estuvieron muy atentos a los movimientos anarquistas y sindicalistas, y encontraron en España una de las tierras más fértiles para las ideas de Bakunin, sobre todo en su versión italiana desde la llegada de Giuseppe Fanelli¹¹¹⁵ a tierras españolas en noviembre de 1868. Por lo que la franja sindical del falangismo, encarnada por Ramiro Ledesma Ramos y las JONS, estuvo muy atenta y analizó con profusión estos movimientos que tuvieron un eco rutilante en España. En realidad, fueron críticos y se distanciaron de estos experimentos, pero aprendieron de estos antecedentes útiles para formular un contramodelo sindicalista.

Por otra parte, el sindicalismo español fue infiltrado por el sindicalismo revolucionario soreliano que influenció en dos aspectos cruciales la doctrina falangista. Por un lado, demostró, según ellos, el peligro de las revoluciones de masas, que sin el liderazgo de una elite, terminaban en caos y baño de sangre, como se verificó en la Semana Trágica en Barcelona (1909). Por otra parte, extraían de la filosofía de Sorel, una cierta legitimación de la violencia regeneradora.¹¹¹⁶ Por algo, según narraba Raimundo Fernández Cuesta en una entrevista a *El Colombiano*, el libro fundamental *Reflexiones sobre la violencia*, figuraba entre los libros que José Antonio Primo de Rivera tuvo en la cárcel de Alicante.¹¹¹⁷ Indudablemente, sobre este punto compartieron esta filiación con el fascismo italiano. De hecho, el periodista reaccionario Andrés Révész en *el Semanario de la Falange* afirmó que Mussolini le había revelado que el pensador que mayor influencia había ejercido sobre él era

¹¹¹²*Ibíd.*

¹¹¹³De Brocà Salvador, *op.cit.*, p. 35.

¹¹¹⁴«El comunismo en España», *El Siglo*, Bogotá, 7 de agosto de 1937, p. 7.

¹¹¹⁵Anarquista italiano pionero del anarcosindicalismo español.

¹¹¹⁶Para profundizar al respecto ver Sorel George. *Reflexiones sobre la violencia*. trad. al español por Ruiz Luis Alberto, 8ª ed. Buenos Aires: La Pléyade, 1978, 301 p.

¹¹¹⁷Entrevista con Raimundo Fernández Cuesta por A.R. Antigüedad «José Antonio Primo de Rivera en la cárcel. El fundador de Falange Española llevó su disciplina hasta su propia prisión», *El Colombiano*, Medellín, 14 de abril de 1939, p. 10.

Sorel, calificándolo como gran tercio del sindicalismo, adversario del socialismo y de la democracia parlamentaria.¹¹¹⁸

Estos postulados sobre la violencia, fueron adaptados bajo el falangismo para legitimar la acción directa y violenta, como medios para asegurar la consolidación de una revolución nacional, que era el fin último del falangismo. Por ejemplo, el historiador Stanley Payne recuerda que Ledesma Ramos promovió un nacionalsindicalismo en el marco de un Estado autoritario, anticapitalista, imperialista que exaltaba la acción, juventud, y subrayaba la importancia de la violencia.¹¹¹⁹ De su lado, José Antonio Primo de Rivera insistió en supeditar la violencia a unas finalidades precisas; es decir, no era partidario de una violencia gratuita. Aunque con la radicalización y polarización de la Guerra Civil Española, se impondría cada vez con más intensidad la lógica de “los puños y de las pistolas”. Como veremos en la parte IV, esta legitimación de la violencia renegadora es clave para explicar la agresividad creciente de las derechas colombianas en el transcurso de los años treinta y cuarenta.

5.3. El falangismo y el auge del autoritarismo en Europa.

Sin lugar a dudas, el falangismo tuvo afinidad y fue influenciado por los fascismos y los demás autoritarismos europeos. De hecho, aunque España no ingresaría en la Segunda Guerra Mundial, sino que afirmaría oficialmente una posición de neutralidad o de no beligerancia activa, era clara su simpatía y su apoyo moral a los países del Eje. De manera que, el régimen franquista se inscribió en la serie de dictaduras de derecha que tomaron el poder democráticamente o por la fuerza durante el periodo de entreguerras. Pero no por eso, se puede reducir el falangismo como una simple imitación del fascismo. Si bien poseía en su interior elementos fascistizados -como Giménez Caballero, Ledesma Ramos y otros-, y similitudes con ciertos aspectos de la visión fascista, también se distinguía por sus raíces y tonalidad netamente hispánica. Su doctrina e ideología se enraizaban en la tradición filosófica y la historia española. Por consiguiente, partiendo de una afinidad clara con el fascismo, el falangismo esbozó un modernismo reaccionario hispánico original.

En Colombia, si bien una franja no distinguió y asimiló el falangismo como un fascismo español, otro importante sector de las elites notó la tonalidad genuinamente hispánica de la propuesta falangista. Es más, podemos aseverar que fue justamente por ese

¹¹¹⁸Révész Andrés, «Italia se transforma en Estado Corporativo», *Semanario de la Falange*, Madrid, 11 de enero de 1934, p. 11.

¹¹¹⁹Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, *op.cit.*, p. 142.

carácter singular, que los postulados falangistas encajaron tan bien en las estructuras mentales de las elites políticas colombianas. Tanto la afinidad cultural, la lengua, la historia común, el catolicismo, la perspectiva panhispánica, la dimensión mística y poética, cautivaron el interés de las derechas colombianas hacia el falangismo en particular. Es decir, en Colombia, entre los modelos autoritarios triunfantes, se le otorgó un privilegio al falangismo por encima del fascismo y el nazismo. Por lo que el modelo falangista de organización social, económica y política, se impuso en Colombia como una alternativa confiable al poderío norteamericano y el influjo soviético.

Era claro que las ideas fascistas en general y las falangistas sobre todo impregnaban con fuerza el panorama político, ideológico y cultural colombiano. De ahí que, en la tribuna del Senado de la República colombiano, en febrero de 1938, el senador José Vicente Combariza, más conocido como José Mar, pronunció un célebre discurso titulado “Colombia ante el fascismo”. En este, el político liberal alertaba sobre el peligro fascista que acechaba a Colombia, recordando que el fascismo ya era victorioso en el mundo europeo.¹¹²⁰ Por algo, la mayoría de los diarios y de las revistas reaccionarias, en su gran mayoría, se entusiasmaron por el triunfo de los regímenes autoritarios de derecha en Europa. Por ejemplo, *La Tradición*, órgano de difusión derechista en Medellín, destacó el éxito “esplendoroso” de Benito Mussolini que se expandía por toda Europa. Además, a menudo, en complemento del brillo italiano, se citaba la regenerada Alemania de Hitler, la Austria corporativa de Dollfuss, el Portugal de Oliveira Salazar, y hasta la Hungría de Horthy y la Polonia de Pilsudski.¹¹²¹ Incluso, el periódico *Derechas* se entusiasmaba con lo que calificaba como el “acontecimiento más trascendente de nuestra época”,¹¹²² resaltando con esto la aparición en varias naciones europeas de regímenes autoritarios y nacionalista que con mano de hierro consolidaron el orden social, fuente de la verdadera libertad y del bien común. En el mismo sentido, el diario reaccionario *La Patria* de Manizales, enmarcaba el auge del nacionalismo reaccionario español en la coyuntura europea del triunfo acelerado de los nacionalismos de derecha; tanto así que, según este diario, hasta las democracias liberales debilitadas empezaban a aceptar las soluciones fascistas.¹¹²³ Por su lado, *Derechas*, con euforia, sentenció

¹¹²⁰Mar José, «Colombia ante el fascismo», Discurso pronunciado en el Senado de la República y reconstruido especialmente para Acción liberal », *Acción Liberal*, Bogotá, febrero 1938, n°53, p. 11.

¹¹²¹De la Riva Agüero José. «Origen, Desarrollo e Influencia del Fascismo », *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 5 de febrero de 1938, p. 669.

¹¹²²«El fascismo », *Derechas*, Bogotá, 29 de octubre de 1936, p. 1.

¹¹²³«Nacionalismo español», *La Patria*, Manizales, 29 de marzo de 1939, p. 3.

que el ensayo fascista se impondría en todas las naciones del orbe, “en defensa de la civilización cristiana contra las hordas marxistas”.¹¹²⁴

5.3.1. Ambivalencia frente al fascismo.

En la introducción mencionamos que todavía hoy en día, existen fuertes debates historiográficos sobre la naturaleza del falangismo, de la dictadura franquista y de sus tonalidades fascistas. En la época estudiada, tanto en España, pero sobre todo en Colombia, sobresalían dos posturas: las que afirmaban que el falangismo era una manifestación española de un fascismo genérico, y otros que si bien reconocían un parentesco, distanciaban el movimiento español del fascismo o el nazismo. Por ejemplo, en el caso español se percibían ambivalencias en el seno mismo del falangismo: entre elogios y distanciamientos, entre facciones del partido claramente fascistizadas y otras que eran más críticas y que reivindicaban la singularidad española del movimiento.

En esta investigación partimos del presupuesto que es incuestionable que el fascismo inspiró a todos los autoritarismos europeos, incluido el falangismo. Sin embargo, a diferencia de los demás fascismos, el falangismo poseía claramente unas especificidades estructurales - lengua, raza, catolicismo, visión histórica-, y coyunturales- su abolengo elitista e intelectual; una praxis histórica de rebelión y de toma del poder violenta y exitosa contra un régimen democrático; cierta distancia con el racismo-. Como vemos, estos rasgos distintivos no fueron aspectos decorativos o secundarios, sino cruciales para comprender el porqué este movimiento español impactó con mucha más fuerza las estructuras mentales de las elites colombianas que lo hicieron el fascismo y el nazismo, que eran vistos con recelo por su radicalismo. Como concluía el historiador español, José Luis Jiménez Rodríguez, el fascismo era básicamente más extremista en todos los sentidos: “*estridentes en su nacionalismo, más plebeyos en composición y estilo, menos respetuosos con la tradición y valores establecidos y más violentos en su comportamiento político.*”¹¹²⁵

Por eso, desarrollaremos en este trabajo, el postulado que el falangismo indudablemente recibió un influjo del fascismo, pero por su particularismo y singularidad, logró bosquejar una ideología y alternativa distinta. De antemano podemos mencionar que algunos presidentes conservadores colombianos de la época, como Laureano Gómez, Mariano Ospina, Roberto Urdaneta, valoraron con elogios al falangismo, pero criticaron y se

¹¹²⁴ «El fascismo », *Derechas*, Bogotá, 29 de octubre de 1936, p. 1.

¹¹²⁵Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX, op.cit.*, p. 134

distanciaron del fascismo y del nazismo. De manera similar, el intelectual falangista Giménez Caballero afirmó que si bien el comunismo y la democracia no servían para España, el fascismo sí, pero no bajo las órdenes de Mussolini y Hitler, sino con un fascismo adaptado al contexto español, siendo, por lo tanto, necesariamente católico, porque: “*Para España, la bandera del fascismo no es el fascio, sino Roma.*”¹¹²⁶ Además, otro falangista importante durante el franquismo, José Luis Arrese, rechazó el uso abusivo del término genérico de fascismo, etiqueta que se le adosaba indiscriminadamente a todos los regímenes que tenían como denominador común ser reacciones contra el comunismo, como contra el capitalismo.¹¹²⁷ Del mismo modo, según el político falangista Sigfredo Hillers de Luque, el falangismo y fascismo fueron dos doctrinas diferentes, dos modos de entender la vida y la muerte.¹¹²⁸ También, en unas conversaciones con Heleno Saña otro falangista de importancia, Ramón Serrano Súñer, reveló que el 19 de diciembre de 1934, José Antonio Primo de Rivera en una nota a la prensa rechazó participar en el congreso fascista de Montreux, esquivando la idea de formar parte de un fascismo internacional, reivindicando con esto, el carácter genuinamente español de su movimiento.¹¹²⁹ El propio Ledesma Ramos, aunque calificaba el fascismo italiano y el nacionalsocialismo alemán como hechos “geniales”, aducía que los “jonsistas” auténticos españoles se negaban a llamarse ellos mismos como fascistas.¹¹³⁰ En definitiva, para importantes figuras falangistas, sin duda el fascismo compartía rasgos similares con el falangismo, pero se distanciaba de este en rasgos fundamentales.

Sin embargo, de manera indiscutible el falangismo tenía una veta fascista en su interior. El propio falangista, Julio Ruiz de Alda, afirmó que José Antonio Primo de Rivera y la Falange Española, en el mitin de la comedia el 29 de octubre de 1933, recogieron la atmósfera prefascista que predominaba en España.¹¹³¹ En efecto, entre los intelectuales que luego integrarían el movimiento falangista se encontraba importantes difusores del fascismo en España. Como lo recordó el *Semanario de la Falange*, el fascismo hacía parte del espíritu de la Falange encarnada por hombres como Rafael Sánchez Mazas y Ernesto Giménez

¹¹²⁶Giménez Caballero Ernesto, *op.cit.*, p. 148.

¹¹²⁷Luis Arrese José Luis. *Capitalismo, comunismo, cristianismo*. Madrid: ediciones Radar, 1947, p. 100.

¹¹²⁸Ver: Hillers Sigfredo de Luque. *Falange y Fascismo: Dos doctrinas diferentes. Dos modos distintos de entender la vida y la muerte*. 3ª ed. Madrid: Galland, 2012.

¹¹²⁹Saña Heleno. *El franquismo sin mitos: conversaciones con Serrano Súñer*, Barcelona: Ediciones Grijalbo S.A., 1982, p. 165.

¹¹³⁰Ledesma Ramos Ramiro. *Escritos políticos Jons (1933-1934)*. Madrid: Rivadeneyra, 1985, p. 74.

¹¹³¹De Alda Julio Ruiz, «Unas palabras de Julio Ruiz de Alda», *Semanario de la Falange*, Madrid, 7 de diciembre de 1933, p. 3.

Caballero.¹¹³² Este último, hizo su profesión de fe hacia el fascismo en las líneas de la *Gaceta literaria*, en donde pregonó que, para lograr un fascismo hispánico había que profundizar e ir más allá de lo que había realizado la dictadura de Miguel Primo de Rivera.¹¹³³ Además, hay que recordar que en el diario *El Fascio* de Madrid, que fue prohibido el 24 de agosto de 1934 por el gobierno republicano, participaron importantes falangistas como Giménez Caballero, Rafael Sánchez Mazas Juan Aparicio, Ledesma Ramos y José Antonio Primo de Rivera, y en el cual se exaltó la figura de Hitler y de Mussolini.¹¹³⁴ Otro gran diario en donde se difundió la doctrina fascista, fue la *Conquista del Estado*, nombre utilizado en imitación del semanario italiano fascista de Curzio Malaparte *La conquista dello Stato*.¹¹³⁵

Por otra parte, la filiación fascista era visible en otros sectores de las derechas, no únicamente en el falangismo. En particular, una de las figuras claves de las derechas españolas, José Calvo Sotelo, se declaraba fascista o más bien partidario de un Estado con rasgos fascista para hacer frente a la esterilidad de la Segunda República. Así pues, *La Tradición* de Medellín difundía el último discurso de José Calvo Sotelo en el cual se declaraba fascista.¹¹³⁶ Igualmente, en ciertos sectores de las cúpulas militares del bando sublevado había cierta penetración fascista. En este sentido, la *Revista Javeriana* mencionaba que, en un discurso del 11 de septiembre de 1937, el general Millán-Astray defendía la instauración de una democracia con corte fascista, impulsada por FET y de las JONS.¹¹³⁷

Desde los sectores derechistas colombianos, aunque reconocieron que ciertas franjas del bando nacionalista, como los falangistas, tenían una clara afinidad con el movimiento italiano;¹¹³⁸ no por ello, los consideraron como una simple reacción fascista, como se les acusaba desde los sectores de izquierdas. Sin embargo, algunos sectores colombianos más extremistas, los partidarios de un nacionalismo reaccionario, asociaban fascismo, nazismo y falangismo. De ahí que, el periódico *Derechas* de Bogotá publicó extractos del prólogo al libro de Benito Mussolini *El Fascismo* escrito por José Antonio Primo de Rivera, en el que realizaba un retrato elogioso del Duce, describiéndolo como un hombre sencillo, accesible,

¹¹³²«El hecho y el espíritu de la Falange Española», *Semanario de la Falange*, Madrid, 22 de febrero de 1934, p. 7.

¹¹³³Payne Stanley. Franco y José Antonio..., *op.cit.*, p. 133.

¹¹³⁴Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en el siglo XX*, *op.cit.*, p. 146.

¹¹³⁵Payne Stanley. Franco y José Antonio..., *op.cit.*, p. 133.

¹¹³⁶Calvo Sotelo José, «Yo me declaro fascista», *Revista La Tradición*, Vol. IV, Medellín, agosto de 1938, n°38, p. 920.

¹¹³⁷«Fragmentos del discurso del general Millán-Astray», *Revista Javeriana*. Tomo IX, Bogotá, febrero-junio 1938, p. 277.

¹¹³⁸Félix Restrepo, S.J, «España mártir en el primer aniversario de la revolución », *Revista Javeriana*, Tomo VIII, Bogotá, julio-noviembre 1937, p. 90.

trabajador y entregado a su pueblo al que pudo conocer en un encuentro en el palacio de Venecia en Roma.¹¹³⁹ Por su parte, *La Patria* expuso un retrato lisonjero de Hitler, Mussolini y Franco, considerándolos como “héroes de Europa”, recalcando que el fascismo “*irrumpió como la eficaz terapéutica contra el bolcheviquismo que es la última etapa de la democracia liberal*”.¹¹⁴⁰

En efecto, en el ambiente anticomunista de las derechas colombianas y españolas, se defendió y difundió con profusión, la visión de un fascismo como defensa y dique contra la expansión “roja”. Para *La Patria* el fascismo era la respuesta contemporánea al problema comunista, subrayando que en la Guerra Civil Española se vio claramente que el fascismo defendió la civilización romana-cristiana.¹¹⁴¹ Por eso, el nexos anticomunista y elitista que compartían la gran mayoría de las elites conservadoras y liberales colombianas, provocó que incluso en los sectores críticos con los totalitarismos, se percibiera el fascismo como un mal necesario y preferible a la revolución bolchevique. Como bien lo recordaba la *Revista Javeriana*, hasta el diario más moderado y derechista del liberalismo clásico, *La Razón* de Bogotá, había declarado que el espíritu liberal se encontraba ante dos catástrofes: la del comunismo criollo o el fascismo extranjero, dilema ante el cual se debía preferir el segundo a “la plaga” comunista.¹¹⁴² Asimismo, el político conservador, Silvio Villegas, caudillo del nacionalismo reaccionario, afirmó que no eran ni simpatizantes del fascismo ni del hitlerismo, pero que en todo caso era preferible el orden, la propiedad y la patria, al caos y la anarquía, puesto que de todas maneras:

El ensayo fascista acabará por imponerse en todas las naciones del orbe, necesitadas de gobiernos que en vez de discusiones y regateos construyan afirmaciones rotundas que opten por la acción decidida abandonando la palabrería promesera y ante todo, que pongan a salvo la civilización cristiana, dejando fuera de combate a las hordas marxistas y a las siniestras agrupaciones judío-masónicas tan disimuladas como terribles.¹¹⁴³

Desde la tribuna de *Derechas*, se complementaba esa visión anticomunista, aduciendo que el fascismo era también una reacción contra los sistemas democráticos, “llenos de vicios y

¹¹³⁹Primo de Rivera José Antonio, «El fascismo» *Derechas*, Bogotá, 20 de marzo de 1936.

¹¹⁴⁰«Creer, obedecer, luchar», *La Patria*, Manizales, 29 de marzo de 1939, p. 3.

¹¹⁴¹*Ibid.*

¹¹⁴²*La razón*, Bogotá, 21 de junio de 1937. En: Restrepo Félix, «España mártir en el primer aniversario de la revolución», *Revista Javeriana*, Tomo VIII, Bogotá, Julio-Noviembre 1937, p. 90.

¹¹⁴³Villegas Silvio, «Silvio Villegas repudia el fascismo y el nazismo», *Derechas*, 13 de marzo de 1936.

en bancarrota”, sentenciando que las nuevas generaciones ya no querían democracia.¹¹⁴⁴Sobre eso, Félix Ángel Vallejo, miembro del movimiento nacionalista Asamblea Popular Nacional,¹¹⁴⁵defendió que Mussolini salvó Italia del envilecimiento de la democracia liberal devolviéndole su grandeza a Italia.¹¹⁴⁶

Al polo opuesto, sobre todo en el sector comunista y el ala de izquierda del Partido Liberal Colombiano, se promovió la interpretación del fascismo como reacción y defensa del capitalismo.¹¹⁴⁷En realidad, los sectores liberales o de izquierdas, trataron el fascismo como un todo, en el que englobaban a Franco, Hitler y Mussolini, interpretándolos como las adaptaciones nacionales de un mismo fenómeno fascista. Debido a eso, en su trato de la información, a menudo se ponían de relieve la cercanía de Franco con Hitler. Por ejemplo, *El Liberal* de Popayán recordó que Hitler felicitó con entusiasmo a Franco por su triunfo en Cataluña¹¹⁴⁸, y años más tarde el mismo diario se refería a los tres dictadores aliados “Hitler, Mussolini y Franco”.¹¹⁴⁹Igualmente, el esquema de dos totalitarismos antagónicos- nocivos y peligrosos-, tuvo bastante eco en las interpretaciones más moderadas colombianas, por eso el padre Vicente Andrade hablaba de “totalitarismo negro y rojo”.¹¹⁵⁰

Sin embargo, a pesar de las semejanzas, existieron rasgos y características que distanciaban el falangismo del fascismo, dándole un estilo original y auténticamente hispano. Uno de los elementos de discordancia esencial era su relación problemática con el catolicismo. Aunque el falangismo negaba una cierta concepción del Estado confesional, con intromisiones de la iglesia, si aceptaba que el pilar fundamental de “la España eterna” y de la Hispanidad era el catolicismo. Al respecto, en el seno de las elites en Colombia surgía un debate sobre un posible divorcio o una alquimia entre fascismo y catolicismo. En concreto, el virulento Fray Mora Díaz espetó que fascismo y catolicismo eran dos vocablos excluyentes y contradictorios, puesto que el fascismo era una especie de blasfemia que remplazaba a Dios por el Estado, como lo demostraba el aforismo de Mussolini “*Todo dentro del Estado; nada fuera del Estado; nada contra el Estado; nada sobre el Estado y nadie más alto que el*

¹¹⁴⁴«El fascismo », *Derechas*, Bogotá, 29 de octubre de 1936, p. 1.

¹¹⁴⁵ Un movimiento nacionalista falangizado que intentó consolidar una corriente derechista independiente del Partido Conservador Colombiano a finales de los años treinta.

¹¹⁴⁶ Vallejo Félix Ángel, « Religión y patria», *La Tradición*, Vol. III, Medellín 11 de diciembre de 1937, p. 621.

¹¹⁴⁷«Colombia ante el fascismo José mar. Discurso pronunciado en el Senado de la República y reconstruido especialmente para Acción Liberal», *Acción Liberal*, Bogotá, febrero 1938, n°53, p. 17.

¹¹⁴⁸«El dictador Adolfo Hitler felicita al general Franco», *El Liberal*, Popayán, 28 de enero de 1939, p. 1.

¹¹⁴⁹«Hitler, Mussolini y Franco », *El Liberal*, Popayán, 19 de junio de 1940, p. 1.

¹¹⁵⁰Andrade Vicente, « Nazismo y comunismo (el totalitarismo negro y rojo)», *Revista Javeriana*, Tomo XIII. Bogotá, febrero-junio 1940, p.4.

Estado”.¹¹⁵¹ En consonancia con esto, cuando en 1943 se quebrantó el Estado fascista, *El Siglo* habló de la lección de Italia,¹¹⁵² infiriendo que la debacle italiana era la consecuencia de que Mussolini había actuado contrariando la filosofía cristiana y los más íntimos sentimientos del pueblo italiano. En definitiva, las derechas colombianas explicaban que fue por sus principios materialistas que el régimen fascista no perduró en el tiempo.

Lejos de esta postura, Félix Ángel Vallejo se sublevó contra los que denunciaban un divorcio entre fascismo y catolicismo, argumentando que el Estado fascista al ser totalitario invadía los predios de Cristo.¹¹⁵³ Por el contrario, argumentó que las tensiones entre fascismo y catolicismo se resolvieron por el acuerdo del 2 de septiembre de 1931 entre el Vaticano y la Italia fascista.¹¹⁵⁴ Además, expresó su deseo que la unidad entre fascismo y catolicismo triunfara en Colombia, porque como lo enseñaba de Giménez Caballero “el fascismo era la nueva catolicidad del mundo”.¹¹⁵⁵ En el mismo sentido, *La Tradición* publicó un texto de Giménez Caballero sobre el héroe, donde se mitificaba la figura de Mussolini, recordando que la iglesia romana lo había calificado como “un hombre providencial” enviado por dios.¹¹⁵⁶

De forma concomitante, aquellos que defendieron la experimentación fascista, alegaron que no se podía reducir el movimiento italiano a un régimen corporativo, antiparlamentario y anticomunista. Destacando, sobre todo, que fue una revolución moral compatible con la regeneración espiritual.¹¹⁵⁷ Por lo tanto, para los admiradores del fascismo en Colombia, esta experiencia fue un éxito tanto desde el punto de vista de la espiritualidad como la materialidad. Por ejemplo, desde las páginas de *El Siglo*, se destacaba los éxitos de la revolución fascista tanto en lo espiritual, como en lo político, de un régimen que logró la consolidación de un Estado corporativo que servía de paradigma.¹¹⁵⁸

Sin embargo, producto de estos debates, en un sector importante de las elites políticas colombianas emergió una postura original que se impuso con el tiempo, que por un lado, condenaba y fustigaba los regímenes totalitarios como el fascismo y el nazismo, pero, por otro lado, alababa el falangismo y el régimen de Franco. Demostrando con esto, que para una parte importante de la intelectualidad colombiana el falangismo a pesar de sus semejanzas no era un

¹¹⁵¹Fray Mora Díaz, «La iglesia y Mussolini», *La Patria Nueva*, Cartagena, 18 de junio 1938, p. 2.

¹¹⁵²«La lección de Italia», *El Siglo*, Bogotá, 27 de julio de 1943, p. 4.

¹¹⁵³Vallejo Félix Ángel, «Religión y patria», *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 11 de diciembre de 1937, p. 621.

¹¹⁵⁴*Ibid.*

¹¹⁵⁵*Ibid.*, p. 622.

¹¹⁵⁶Giménez Caballero Eduardo, «El Héroe», *La Tradición*, Vol. II, Medellín, 29 de noviembre de 1936, p. 236.

¹¹⁵⁷De la Riva Agüero José. «Origen, Desarrollo e Influencia del Fascismo », *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 5 de febrero de 1938, p. 669.

¹¹⁵⁸Costa Magna Carlos, «Ordenación del Estado corporativo », *El Siglo*, Bogotá, 28 de octubre de 1937, p. 7.

totalitarismo fascista. La personalidad transcendental de este periodo que mejor encarna esta posición fue Laureano Gómez, gran admirador del falangismo y de Franco, pero crítico acérrimo del fascismo y del nazismo. En honor a su instinto premonitorio *El Siglo*, recordó en 1943, que el caudillo conservador desde 1935 en artículos y libros¹¹⁵⁹ había advertido sobre el peligro totalitarista de estos regímenes.¹¹⁶⁰ Su hijo Álvaro Gómez Hurtado que seguía el patrón de conducta del padre -de admiración por el falangismo y el *Estado Novo* portugués acompañado con una crítica mordaz al fascismo y nazismo-, aseguró que los totalitarismos de derecha no habían podido sanar la decadencia, porque sus tonalidades revolucionarias los llevaban frecuentemente a excesos y extremos.¹¹⁶¹ Ya en 1936, *El siglo* ponía de manifiesto esa tonalidad totalitaria y extremista que compartían el fascismo y el comunismo, comparando los discursos de Largo Caballero con los de Mussolini.¹¹⁶²

Teniendo en cuenta lo anterior, se puede decir que por su tonalidad católica y el abandono de pretensiones totalitarias y revolucionarias en el transcurso del régimen franquista, el falangismo fue aceptado en Colombia con mucho más eco que el fascismo y el nazismo, siendo visto como un modelo ideológico completo pero maleable con capacidad de adaptación a las coyunturas históricas cambiantes. Esto se intensificó cuando Francisco Franco abandonó los objetivos de revolución fascista, inclinándose hacia un autoritarismo de derecha.¹¹⁶³

5.3.2. Cierta distancia con el nazismo.

Efectivamente, existió cierta penetración nazi en Colombia,¹¹⁶⁴ que generó tensiones y psicosis, sobre todo durante la Segunda Guerra Mundial, por una posible Quinta columna. Sin embargo, es importante retener que esta penetración germánica, no fue tan profunda como la huella falangista en Colombia.

En España, las interacciones fueron numerosas con el nazismo, tanto por el apoyo logístico clave durante la Guerra Civil, como por la colaboración en la lucha contra el comunismo, en el marco del Pacto Antikomintern firmado por España el 27 de marzo de

¹¹⁵⁹ Para profundizar ver Gómez Laureano. *El cuadrilátero Mussolini-Hitler-Stalin-Gandhi*. Bogotá: Librería Colombiana, 1935.

¹¹⁶⁰ «Que opinaba Laureano Gómez desde 1935 sobre los totalitarismos, el fascismo y la conquista de pueblos débiles e indefensos», *El Siglo*, Bogotá, 21 de diciembre 1943, p. 3.

¹¹⁶¹ Gómez Hurtado Álvaro, «La afirmación de Portugal?», *Revista Colombiana*, Vol. X, Bogotá, 15 de diciembre de 1938, p. 241.

¹¹⁶² «Fascismo y socialismo », *El Siglo*, Bogotá, 2 de febrero de 1936, p. 3.

¹¹⁶³ Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, *op.cit.*, p. 131.

¹¹⁶⁴ Para profundizar ver Galvis, Silvia, Donadío Alberto. *Colombia nazi, 1939-1945: espionaje alemán, la cacería del FBI, Santos, López y los pactos secretos*. Bogotá: Planeta, 1986.

1939. No por nada, en las líneas de *El Siglo*, el líder falangista Miguel Primo de Rivera, hablaba del cariñoso recibimiento que le dio Hitler en la Cancillería, estrechándole calurosamente la mano y confesándole que con frecuencia recordaba a su hermano “José Antonio”.¹¹⁶⁵ Sin embargo, a pesar de esas simpatías subsistían claros elementos irreconciliables con el falangismo que los distanciaban. Aunque en el falangismo existía una vertiente filonazi simbolizada por Serrano Súñer, esta no era una filiación de sumisión, recordemos que Serrano Súñer trabajó para que España no entrara en guerra al lado del Eje.

En Colombia, los problemas del nazismo con el catolicismo le granjearon la desconfianza de amplios sectores de la población. En tal sentido, varias voces religiosas colombianas, apuntaban sobre la distancia abismal entre el catolicismo con el movimiento alemán. En su condena del totalitarismo, Fray Mora Díaz amalgamaba fascismo, nazismo y comunismo, como enemigos que atacaban la iglesia; destacando al nazismo como el peor de todos:

El fascismo la quiere someter a su dirección; el comunismo trabaja por su destrucción total y el nazismo aspira a envilecerla, peor que el comunismo es el nazismo; aquel es enemigo declarado; este es solapado y traidor. Por lo tanto, el catolicismo debe atacar con más ímpetu el gobierno de Hitler.¹¹⁶⁶

Asimismo, la *Revista Javeriana*, en la cual se expresaban muchos jesuitas, sentenciaba sin ambages que el católico no podía bajo ningún aspecto congeniar con el nazismo, ya que este era un sistema pagano, destructor de cristianismo.¹¹⁶⁷ Por este motivo, en la prensa derechista, se insistía de forma recurrente sobre la tonalidad anticatólica del nazismo, describiendo con frecuencia los hechos de persecución y afrentas contra católicos. Sobre esto, *El Siglo*, en febrero 1936, recalca que el nazismo no solo se contentaba con atormentar a los judíos, sino que también perseguía de forma violenta a los católicos alemanes, lanzando a prisión varios de ellos. Además, se denunciaba la voluntad del régimen alemán de dividir a la comunidad católica en dos clases: entre los favorables y los opuestos.¹¹⁶⁸ Por eso, si bien, mediante el concordato del 20 de julio de 1933 -acordado entre el vaticano y el régimen alemán-, hubo cierta conciliación entre ambas partes; la *Revista Javeriana* publicó la encíclica del papa Pío XI, en la cual se recordaba que esa negociación fue inevitable para salvar a los

¹¹⁶⁵Primo de Rivera Miguel, «Miguel Primo de Rivera habla sobre la acogida que tuvo en Alemania», *El Siglo*, Bogotá, 1 de mayo de 1939, p.1.

¹¹⁶⁶Fray Mora Díaz, «La Iglesia y Mussolini», *La Patria Nueva*, Cartagena, 18 de junio 1938, p. 2.

¹¹⁶⁷Orientaciones, «El católico ante el problema del mundo actual», *Revista Javeriana*, Tomo XIX, Bogotá, febrero-junio.1943, p. 3

¹¹⁶⁸«Persecución del catolicismo en Alemania», *El Siglo*, Bogotá, 12 de septiembre de 1938, p. 4.

católicos alemanes de angustias y sufrimientos, “en la medida de lo posible”.¹¹⁶⁹En su momento, el Papa había decretado la guerra del cristianismo contra las dictaduras, designando explícitamente los dos enemigos que eran la dictadura alemana y la rusa; aunque precisó que no podían ser equiparados ambos modelos.¹¹⁷⁰

De hecho, si bien el falangismo se distanciaba del fascismo por las relaciones tensas con el catolicismo y los radicalismos totalitarios, con el nazismo había que agregarle la discordia procedente de la cuestión racial. El falangismo y los sectores reaccionarios eran defensores y retomaban el concepto “de raza” de la Hispanidad, indisociable del mestizaje. En relación con eso, Ramón Serrano Súñer aseguraba que cuando tuvo la oportunidad de discutir con Alfred Rosenberg –importante político y teórico del nazismo-, le opuso a su racismo la generosidad del catolicismo español.¹¹⁷¹Por su parte, Giménez Caballero también rechazó el racismo y antisemitismo nazi, por eso, si bien defendía una concepción del fascismo panlatino, en gran medida era crítico con el nazismo.¹¹⁷²Indudablemente, para numerosos falangistas las diferencias con el nazismo eran notables, siendo para ellos perjudicial asimilarse con el movimiento alemán. A Propósito, en *la Revista Javeriana* el sacerdote español falangista Fermín Yzurdiaga Lorca, que fue delegado nacional de Prensa y Propaganda de FET y de las JONS, advirtió con fuerza:

Como tantas veces, puede acontecer un peligro para la Falange. El de siempre. Mezclarnos o igualarnos con el fascismo y nacionalsocialismo, en todas sus orientaciones (...) Temo también que la locura del racismo se nos achaque ahora para encerrar a la Falange en un manicomio.¹¹⁷³

Por este motivo, buena parte del falangismo destacó la incompatibilidad del racismo con su movimiento, porque esa doctrina iba en contra de la grandeza de la raza hispánica. A menudo, los falangistas recalcaban que los conceptos de *ius sanguinis*, encadenaban la grandeza de un pueblo a la pobreza de sus arterias y de sus venas. Igualmente, se insistía que jamás José Antonio Primo de Rivera exaltó lo español como raza o nociones biológicas.¹¹⁷⁴Del mismo modo, el sacerdote falangista Fermín Yzurdiaga Lorca recordó con fuerza en la prensa colombiana, que: “A *la esencia racista que exige exclusión de otros*

¹¹⁶⁹ « La iglesia y el nazismo» *Revista Javeriana*, Tomo VIII. Bogotá, julio-noviembre 1937, p 80.

¹¹⁷⁰«El cristianismo ante las dictaduras», *El Siglo*, Bogotá, 14 de septiembre de 1937, p. 5.

¹¹⁷¹Saña Heleno, *op.cit.*, p. 165.

¹¹⁷²Payne Stanley. Franco y José..., *op.cit.*, p. 134

¹¹⁷³Yzurdiaga Lorca Fermín « Falange y Raza», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 254.

¹¹⁷⁴*Ibid.*

pueblos en la mezcla de sangre, opone España su generosidad de cruce con todas las gentes y razas conquistadas".¹¹⁷⁵ Por ende, según ellos, el falangismo no podía ser racista, y como lo había determinado José Antonio Primo de Rivera, si bien había algunos problemas con los judíos, no era nunca por cuestión de raza, sino por cuestiones de fe.¹¹⁷⁶

En Colombia, aunque hubo claramente franjas racistas y una cierta tendencia al eugenismo¹¹⁷⁷, el grueso de la clase política era consciente de la imposible adecuación de las teorías puristas alemanes en una nación multirracial si se quería reconquistar a las clases populares colombianas. En un artículo de 1943 en las hojas de *El Siglo*, Alfonso Junco¹¹⁷⁸ al intentar distanciar el movimiento falangista del nazismo, recordó todos los puntos de desavenencias entre ambos movimientos. En particular, resaltó que la Falange nunca fue racista y que el catolicismo fue un rasgo distintivo del falangismo con respecto al nazismo y fascismo.¹¹⁷⁹ Además, contó un episodio ocurrido en una conferencia pronunciada el 20 de marzo de 1943, en la cual uno de los fundadores de la Falange Julián Pemartín Sanjuán, ante mil quinientos miembros de las milicias universitarias, se había distanciado del fascismo y de la doctrina nazi del racismo, clamando que:

¡En España se es Católico o no se es Nada! Nuestra unidad nuestra fraternidad, la encontramos dentro del catolicismo. Allí encontramos también nuestra concepción del mundo y de la vida. Este carácter católico bastaría para distinguir del estadismo mussoliniano o del racismo hitleriano nuestra Revolución Española, que es una vuelta integral a la verdadera España.¹¹⁸⁰

5.3.3. La cercanía con el Estado Novo de Salazar.

Sin los tamices, ni las críticas que pudieron conocer el fascismo y el nazismo, el *Estado Novo* portugués y la figura de Antonio de Oliveira Salazar, generó de forma unánime en los sectores religiosos, nacionalistas, fascistizados y tradicionales colombianos, una admiración total. Desde entonces, el ejemplo portugués se convirtió en un modelo de Estado exitoso para resolver los problemas del periodo de entreguerras.

¹¹⁷⁵*Ibid.*, p. 255.

¹¹⁷⁶*Ibid.*

¹¹⁷⁷ Para profundizar sobre el eugenismo en Colombia ver la tesis de doctorado: Olaya Ivan. Eugénisme et politiques de population en Amérique latine : réseaux épistémiques transnationaux, desseins panaméricains en Amérique latine et visées locales. Le cas de la Colombie (1912-1955). Histoire. Université Paris Cité, 2020.(NNT:2020UNIP723).

¹¹⁷⁸Escritor y académico mexicano miembro de la Academia de Lengua colombiana y defensor de la revolución nacional española y del régimen franquista.

¹¹⁷⁹Junco Alfonso, «Verdad de España», *El Siglo*, Bogotá, 3 de julio de 1943.

¹¹⁸⁰*Ibid.*

En efecto, como ejemplo para los cristianos en búsqueda de modelos políticos, Álvaro Gómez Hurtado promovía el corporativismo cristiano portugués de Salazar, que era descrito como un éxito total en todos los campos: tanto filosófico, político, administrativo y político.¹¹⁸¹ *La Tradición*, consideraba que, en 1938, el Portugal de Salazar era el inmediato arquetipo más asequible para la América española, en proporcionalidad con sus hábitos y costumbres.¹¹⁸² De su lado, *El Siglo* sentenciaba que en una atmósfera de tragedia, donde reinaba la demagogia y la anarquía, el gobierno fuerte, anticapitalista y anticomunista, que propugnaba Oliveira Salazar era la solución para las derechas espirituales de Colombia.¹¹⁸³

Algo que en Colombia llamó la atención sobre la experiencia portuguesa, era que el *Estado Novo* y el régimen corporativo cristiano se establecieron en relativa paz y tranquilidad, lo que contrastaba con la catástrofe fratricida en España. De esta manera, la *Revista Javeriana*,¹¹⁸⁴ narra el discurrir del modelo portugués, que inició con un gran movimiento nacional el 28 de mayo de 1926, en el cual las fuerzas conservadoras implementaron una dictadura militar que puso rápidamente fin a la anarquía y el desorden. Pronto desde el Ministerio de Hacienda surgió la figura del profesor de economía de la Universidad de Coímbra, Oliveira Salazar que, progresivamente, fue adquiriendo el poder central, hasta lograr implementar a partir de 1933 el *Estado Novo*: un ejemplo de Estado corporativo cimentado en el respeto y el seguimiento de los pilares de la moral cristiana y la unidad, bajo la batuta del partido único *Unión Nacional*. Con esto, según Stanley Payne, Salazar logró la “hazaña” de introducir la primera constitución corporativa de Europa, antecediendo la de Austria de un año.¹¹⁸⁵

A decir verdad, esta admiración por el Portugal de Salazar, no era únicamente espiritual o ideológica, era también material, respaldada según los admiradores colombianos, por resultados exitosos en todos los campos. Para ellos, el *Estado Novo* era la concreción práctica, de un régimen autoritario de derecha y católico virtuoso, que logró la tan anhelada reconciliación entre capital y trabajo,¹¹⁸⁶ que había trasnochado el nacionalsindicalismo y los corporativistas colombianos. Con esto, algunos sectores reaccionarios y nacionalistas que se

¹¹⁸¹Gómez Hurtado Álvaro, «La afirmación de Portugal?», *Revista Colombiana*, Vol. X, Bogotá, 15 de diciembre de 1938, n°116, p. 243.

¹¹⁸² De la Riva Agüero José, «Origen, Desarrollo e Influencia del Fascismo », *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 5 de febrero de 1938, p. 669.

¹¹⁸³Dávalos Martino, «Portugal, un ejemplo», *El Siglo*, Bogotá, 28 de agosto de 1941, p. 5.

¹¹⁸⁴Lara Carlos, «El nuevo estado corporativo portugués», *Revista Javeriana*, Tomo VIII, Bogotá, julio-noviembre 1937, p. 278.

¹¹⁸⁵Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, *op.cit.*, p. 122.

¹¹⁸⁶*El Siglo*, Bogotá, 28 de agosto de 1941, p. 5.

expresaban en la revista *Derechas*, alabaron lo que consideraban como una situación envidiable, en la cual se había restaurado una autoridad enérgica y fuerte, saneado las finanzas, y resuelto el problema social reconciliando los sectores obreros y patronos.¹¹⁸⁷ A raíz de esto, el adalid del nacionalcatolicismo en Colombia, Lucio Pabón, encomió la concepción del Estado de Salazar, que según él, era extraída del evangelio, asegurando que: “*Contra todos los errores del liberalismo, el ejemplo de la reacción íntegramente salvadora, por que se lleva por cauces católicos, es el que nos da el jefe del gobierno portugués Antonio Oliveira Salazar.*”¹¹⁸⁸ Siendo así, la *Revista Javeriana* habló del milagro portugués, que no solo obtuvo triunfos urbanos, sino también en el mundo rural, como lo atestiguaba el ejemplo de *las casas de povo*, exitosas organizaciones corporativas del trabajo rural.¹¹⁸⁹ Sin lugar a dudas, para los sectores reaccionarios colombianos, este corporativismo portugués era compatible con Colombia, teniendo en cuenta las numerosas afinidades estructurales entre ambos países.¹¹⁹⁰

Pero por encima de todo, para las derechas colombianas, uno de los logros más importantes de Salazar, fue haber logrado erradicar y vencer el comunismo en Portugal. La revista *Derechas*, resaltó que Salazar había logrado la proeza de domeñar el comunismo y la anarquía.¹¹⁹¹ Desde la *Revista Javeriana*, se recordaba que mientras en España se iniciaba el alzamiento nacional, en Portugal existía preocupación por la penetración comunista desde tierras ibéricas, y la propagación de una “plaga” que ya se había logrado contener.¹¹⁹²

De hecho, los medios colombianos insistían que este proyecto “grandioso” no hubiera sido posible sin la grandeza de un hombre como Antonio de Oliveira Salazar. En las fuentes periodísticas colombianas de la época, como ocurría con las figuras de José Antonio Primo de Rivera y Franco, existían apologías y panegíricos sobre la figura del líder portugués. Álvaro Gómez Hurtado resaltaba su humildad y falta de ambición, describiendo “un dictador a pesar de sí mismo”, que lo había sido por deber.¹¹⁹³ Entre tanto, *El Siglo* retrataba un sabio en el poder, de espíritu excepcional que entraría en la leyenda de la historia.¹¹⁹⁴ También, se destacaba su capacidad intelectual, recordando que era un profesor ilustre de economía, que a

¹¹⁸⁷«El fascismo », *Derechas*, 29 de octubre de 1936, p. 1.

¹¹⁸⁸Pabón Nuñez Lucio, «Oliveira Salazar o el Modelo de Estadista cristiano », *El Siglo*, Bogotá, 3 de julio de 1943, p. 9.

¹¹⁸⁹«Vida nacional, del 15 octubre 1938 al 15 de enero 1939», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 19.

¹¹⁹⁰Lara Carlos, «El nuevo estado corporativo portugués», *El Siglo*, Bogotá, 13 de octubre de 1937, p. 7.

¹¹⁹¹«Oliveira Salazar y el Comunismo », *Derechas*, Bogotá, 27 de noviembre de 1936, p. 2.

¹¹⁹²«Oliveira Salazar: Un profesor», *Revista Javeriana*, Tomo XII, Bogotá, julio-noviembre 1939, p. 54.

¹¹⁹³Gómez Hurtado Álvaro, «La afirmación de Portugal?», *Revista Colombiana*, Vol. X, Bogotá, 15 de diciembre de 1938, n° 116, p. 243.

¹¹⁹⁴«Oliveira Salzar Dictador, Un sabio en el poder», *El Siglo*, Bogotá, 12 de marzo de 1936.

pesar de sus galones fue sumamente “humilde”, siendo retratado a menudo, como “un asceta que vivía en el aislamiento y la austeridad”.¹¹⁹⁵ Debido a eso, Lucio Pabón quien admiraba su inteligencia, lo tildó de “Catedrático del mundo”.¹¹⁹⁶

En definitivas, las elites reaccionarias colombianas simpatizantes con los regímenes autoritarios de derecha, pero recelosas con los totalitarismos, fueron admirativas y tomaron como ejemplo tanto al falangismo pragmático de la dictadura franquista, como el Estado implementado en Portugal. Por eso, se insistía en que Oliveira Salazar rechazó la idea del Estado totalitario y ese fue su gran éxito, puesto que según las derechas colombianas, Salazar logró la consolidación de un Estado corporativo superando el régimen de partidos sin caer en el totalitarismo.¹¹⁹⁷ Con eso, los admiradores del portugués en Colombia desmarcaban la experiencia portuguesa de los regímenes totalitarios italianos y alemanas. Debido a que Salazar era un católico ferviente que subordinaba el Estado fuerte a la moral cristiana, Lucio Pabón Núñez concluía que, a diferencia de Hitler y Mussolini, no era adecuado llamarlo “dictador”.¹¹⁹⁸ A pesar de estos elogios y admiración intensa por el régimen portugués, Colombia no tenía con Portugal ni la afinidad cultural, ni los contactos intelectuales, ni el pasado común, ni la lengua que sí compartía con España, lo cual impedía que fuera una influencia preponderante en tierras colombianas.

Igualmente, hay que mencionar que el ejemplo portugués también fue un modelo para el falangismo y las derechas españolas. Ciertamente, cuando el régimen de Franco empezó a abandonar los radicalismos y los aspectos totalitarios de su régimen, siguió la estela de Portugal. Inclusive, en *La Tradición* se transcribía una entrevista, en la cual Franco expresó su admiración por el Portugal de Salazar, manifestando el deseo de estrechar y de mantener relaciones siempre cercanas entre los dos países ibéricos.¹¹⁹⁹ Asimismo, Salazar desde 1938 mandó un representante a España en plena Guerra Civil.¹²⁰⁰

¹¹⁹⁵«Oliveira Salazar: un profesor», *Revista Javeriana*, Tomo XII, Bogotá, julio-noviembre 1939, p. 53.

¹¹⁹⁶Pabón Núñez Lucio, «Salazar, catedrático del mundo», *El Siglo*, Bogotá, 27 de septiembre de 1941, p. 9.

¹¹⁹⁷Lara Carlos, «El nuevo estado corporativo portugués», *Revista Javeriana*, Tomo VIII, Bogotá, julio-noviembre 1937, p. 278.

¹¹⁹⁸ Pabón Núñez Lucio, «Salazar, catedrático del mundo», *El Siglo*, Bogotá, 27 de septiembre de 1941, p. 9.

¹¹⁹⁹«Entrevista de dos horas con Franco caudillo de España», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, abril 1939, p. 1239.

¹²⁰⁰«Portugal y la guerra de España», *El Siglo*, Bogotá, 21 de marzo de 1938, p. 5.

Capítulo 6. Los grandes ejes doctrinarios del falangismo.

El interés notorio por los acontecimientos españoles y por el falangismo en Colombia, se concretó en Colombia con una difusión intensiva y constante de las doctrinas falangistas. De forma recurrente, en los diarios y revistas colombianas, se analizaron sus postulados, se publicaron sus puntos programáticos y en los cuales los intelectuales falangistas se expresaban con profusión. En pocas palabras, era innegable la penetración intensa de las ideas falangistas en Colombia. Como bien lo recordó el poeta conservador Eduardo Carranza: “Ningún movimiento político ha estado tan cerca de nuestro corazón como la Falange Española.”¹²⁰¹

Por este motivo, los 26 puntos de FET y de las JONS, que podían ser considerados como el programa oficial del fascismo español, según algunos historiadores,¹²⁰² fueron divulgados en los periódicos derechistas colombianos. Con esto, para promover el credo de la Falange, *Derechas* transcribía los 26 puntos del falangismo en 1936.¹²⁰³ Del mismo modo, en honor al año cumplido desde la unificación de la FET y de las JONS, el importante diario conservador, *El Siglo*, publicó los 26 puntos del programa falangista.¹²⁰⁴ Por su parte, la *Revista Javeriana* no solo publicó esos puntos programáticos, sino que los explicó, punto por punto.¹²⁰⁵ En el mismo sentido, *La Patria* comentó, uno a uno, los 26 puntos falangistas.¹²⁰⁶ Dos años más tarde, el mismo diario, para honrar la memoria de José Antonio Primo de Rivera, imprimió integralmente los 27 puntos de la FE de las JONS expuestos el 30 de noviembre de 1934 y que sirvieron de base doctrinaria al partido único FET y de las JONS.¹²⁰⁷

Por otra parte, también se transcribían los discursos de reconocidos falangistas como José Antonio Primo de Rivera, Giménez Caballero, Serrano Súñer y otros. Por ejemplo, *La Patria* reprodujo en 1938 el famoso discurso del teatro de la comedia del 29 de octubre de 1933 en Madrid, considerado como el acto fundador de Falange Española.¹²⁰⁸ *Derechas*

¹²⁰¹Carranza Eduardo, «José Antonio», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 9.

¹²⁰²Rodríguez Jiménez José Luis. La extrema derecha española en el siglo XX, *op.cit.*, p. 155.

¹²⁰³«El credo de falange española», *Derechas*, Bogotá, 10 de diciembre de 1936, p. 2.

¹²⁰⁴«La unificación de la Falange», *El Siglo*, Bogotá, 20 de abril de 1938, p. 5.

¹²⁰⁵Narbona Francisco, «JONS. y FE en hermandad», *Revista Javeriana*, Tomo IX, Bogotá, febrero-junio 1938, p. 219-221.

¹²⁰⁶«El Credo de la Falange», *La Patria*, Manizales, 22 de noviembre de 1936, p. 7.

¹²⁰⁷«A la memoria de José Antonio Primo de Rivera-El Ausente-», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 9.

¹²⁰⁸«discurso de José Antonio Primo de Rivera en el teatro de la comedia de Madrid, el 29 de octubre de 1933», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 10.

también publicó ese discurso, que fue percibido como la primera aparición oficial de José Antonio Primo de Rivera presentado su nuevo movimiento.¹²⁰⁹ En 1937, *El Siglo* editó un número especial sobre el movimiento nacionalista español, en el cual, un falangista de Cuba, Gregorio Prendes, precisó los lineamientos de la doctrina falangista e hizo un análisis de algunos discursos claves de José Antonio Primo de Rivera, como por ejemplo el discurso de Cine Madrid el 19 de mayo de 1935.¹²¹⁰ De su lado, la *Revista Javeriana* retomó un discurso de Franco del 18 de abril de 1937, en el cual el Generalísimo anunciaba que el credo de la Falange sería central en el *Nuevo Estado*, resumiendo los grandes contornos que retomaba de esa doctrina como la oposición a los materialismos -liberalismo como marxismo-, la exaltación del espíritu tradicional, el regreso de la autoridad, la preocupación central por el patriotismo y la justicia social, y la preeminencia del espíritu católico.¹²¹¹ En este orden de ideas, el historiador Stanley Payne sostiene que estos puntos programáticos fueron la base del Estado franquista, siendo “los instrumentos ideológicos del nuevo régimen.”¹²¹²

En conclusión, podemos conjeturar con total certeza que las derechas colombianas, a través de la prensa que usaban como órganos de difusión propagandística, conocían a la perfección y con bastante profundidad el credo falangista, aprehendiendo sus grandes lineamientos y su evolución histórica. Prueba de ello, el 19 de marzo de 1938 uno de los movimientos nacionalistas más importantes de Colombia, guiado por el movimiento Acción Nacionalista Popular, publicó su programa en el que retomaba explícitamente los grandes ejes del programa falangista, es decir: desintegración de los partidos, repudio del capitalismo y del comunismo, retornos a las doctrinas sociales de la iglesia y la proclamación de ser nacionalsindicalistas.¹²¹³

Por tal razón, se puede decir que los principales postulados falangistas revitalizaron y modificaron las doctrinas anquilosadas de las derechas colombianas. Con este fin, es necesario comprender la interpretación colombiana de los grandes contornos ideológicos del falangismo que estructuramos en tres grandes ejes: una pretensión de tercera vía genuinamente española con su nacionalsindicalismo; la exaltación de un modelo elitista, autoritario y nacionalista; y la propuesta de un estilo político renovado y original.

¹²⁰⁹Primo de Rivera José Antonio, «Programa del fascismo española», *Derechas*, Bogotá, 27 de agosto de 1936, p. 1.

¹²¹⁰Prendes Gregorio, « El movimiento nacionalista español», *El Siglo*, Bogotá, 13 de octubre de 1937, p. 7.

¹²¹¹R.S. Lamadrid, «La España libertada, un año de legislación », *Revista Javeriana*, Tomo IX, Bogotá, febrero-junio 1938, p. 47.

¹²¹²Payne Stanley. *Falange: historia del fascismo español*, op.cit., p 205.

¹²¹³«Acción Nacionalista Popular», *La Patria Nueva*, Cartagena, 19 de marzo de 1938, p. 3.

6.1. Una propuesta de tercera vía genuinamente española.

Ciertas tendencias ideológicas achicaron los fascismos a sus facetas violentas y represivas, retratándolos como fuerzas de choque de la burguesía para enfrentar la amenaza bolchevique. Tenían razón en resaltar la oposición furibunda de estos movimientos al comunismo, como su reivindicación de la violencia y en subrayar la importancia de las alianzas pragmáticas con las derechas y las oligarquías económicas- sin las cuales no hubieran logrado ese protagonismo político preponderante-. Pero, por otra parte, solían aminorar las pretensiones regeneradoras y revolucionarias de estas ideologías, que no solo pretendían ser un dique o una contrarrevolución, sino que abogaban por una revolución cultural, una refundación política, un renacer espiritual y nacionalista de la sociedad. Además, no solo se oponían a las ideas comunistas, también reprobaban la democracia liberal y la modernidad liberal, burguesa y conformista.

Ante los vientos renovadores que soplaban en Colombia en los años treinta y cuarenta, una franja importante de las derechas colombianas, en búsqueda de un modelo interpretativo innovador, fueron atraídas por la dimensión regeneradora del proyecto falangista, que pretendía posicionarse como una tercera vía alternativa a la tenaza de los dos sistemas dominantes. En efecto, en sus postulados originarios el falangismo arremetía contra esos maniqueísmos que quebrantaban la unidad nacional. De hecho, Giménez Caballero denunció que la bifurcación izquierda y derecha fue un invento de la modernidad para disgregar el cuerpo social nacional en secciones antagónicas y hostiles, recordando que en el siglo XVI -cumbre del poderío español-, nadie hablaba de izquierdas ni de derechas.¹²¹⁴ Igualmente, *Derechas* aseguró que incluso para José Antonio Primo de Rivera, las nociones de derecha e izquierda no tenían sentido.¹²¹⁵ *La Patria Nueva*, también evidenciaba esta característica del falangismo como movimiento antipartido: ni de izquierda y ni de derecha.¹²¹⁶ Al fin de cuentas, para el falangismo, ambos bandos, tanto las corrientes socialistas, como las derechas conformistas y apátridas, “bastardearon” a su manera “la España verdadera”.¹²¹⁷ En consonancia con esto, *La Tradición* reprodujo un párrafo, en el cual Primo de Rivera expresaba la difícil labor del falangista que era a su vez acechado por revolucionarios como

¹²¹⁴Giménez Caballero Ernesto. *Genio de España, op.cit.*, p. 120.

¹²¹⁵«Primo de Rivera enemigo del voto femenino», *Derechas*, Bogotá, 3 de abril de 1936, p. 1.

¹²¹⁶«Antología de José Antonio», *La Patria Nueva*, Cartagena, 13 de abril de 1939, p. 3.

¹²¹⁷Giménez Caballero. *Genio de España, op.cit.*, p. 251.

por contrarrevolucionarios.¹²¹⁸ Así pues, el falangismo se reivindicó como una vía genuinamente española que asumía un ultranacionalismo que exaltaba la originalidad y singularidad española. En cuanto a eso, Umaña Bernal desde la Legación española declaró que, debido a la singularidad española, esta ameritaba sus propias doctrinas, y no ser la simple imitación de modelos extranjeros.¹²¹⁹

6.1.1. Una pretensión renovadora de Revolución nacional.

El 1 de diciembre de 1934, en el diario *ABC* ilustrado, aparecían los 27 puntos de FE de las JONS, en el cual, figuraba explícitamente el término de “revolución nacional”. El uso de la palabra revolución, significaba la aspiración de cimentar un orden nuevo y la destrucción del orden vigente que había, según el falangismo, socavado la unidad española y despreciado el pasado milenar. Por consiguiente, a diferencia de la tradición y de la contrarrevolución, el falangismo miraba hacia el futuro, sin cortar tajantemente con el pasado tradicional, imperial y católico. Por este motivo, los falangistas reivindicaban ser la vanguardia encargada de la apremiante renovación y regeneración de la patria. Al respecto, Raimundo Fernández Cuesta, distinguía entre el régimen y el movimiento: mientras el primero era rígido, debido a la necesidad de disciplina y a la responsabilidad, el segundo tenía más espontaneidad y libertad, por eso el falangismo era el encargado de impulsar y vitalizar.¹²²⁰ En este aspecto, el falangista José Antonio Giménez Arnau recalca la necesidad de renovar el movimiento siempre mirando hacia delante:

Estamos en trance inminente de ver convertidos a los 26 puntos de la Falange y a los axiomas nacionalsindicalistas en una estatua de sal que se haya quedado mirando atrás. No, nosotros somos un Movimiento, y tenemos que andar, y andar mirando hacia adelante. Basta ya de citar a José Antonio, envolviendo sus palabras en bronce y mármoles.¹²²¹

Indudablemente, el falangismo no fue solo un movimiento contrarrevolucionario que pretendía ser una simple restauración del pasado, y por eso fue tan atrayente y caló tan hondo en tierras colombianas. Si bien los falangistas retomaron y exhumaron la grandeza pasada

¹²¹⁸«Un párrafo escrito por José Antonio Primo de Rivera», *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 21 de mayo de 1938, n.º 35, p. 782.

¹²¹⁹AGN. Caja 286, carpeta 48, folio 232. Madrid, 23 de marzo de 1944, de Francisco Umaña Bernal (Legación de Colombia) a Carlos Lozano Lozano (ministro de Relaciones Exteriores). Sobre política interior de España. Confidencial n.º 293/44/M.38

¹²²⁰Palabras pronunciadas en el colegio mayor “San Felipe y Santiago”, Madrid, el 9 de junio de 1953. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, op.cit., p. 145.

¹²²¹ Ridruejo Dionisio, Giménez Arnau José Antonio. *29 de octubre consignas políticas*. Madrid: Ediciones Arriba, 1939, p. 40.

imperial y católica de España y respetaron en general la tradición, ellos pretendieron ante todo, moldear un modelo renovador que permitiera resolver los grandes problemas de la modernidad. Por algo, el nacionalista colombiano, Juan Roca Lemus, expresaba que la *Nueva España* no iba a ser reconstruida con “los cánones burgueses y feudales”.¹²²² Puesto que el “Ausente” que era considerado como el verdadero artífice de la reconquista española, había advertido que para la resurrección española, era necesario romper con los viejos políticos, que se asociaban para defender los curules.¹²²³

Pero la voluntad renovadora y revolucionaria, no implicaba la destrucción total de la España tradicional y eterna, esa que dominó el mundo en tiempos imperiales y de un catolicismo hegemónico. Onésimo Redondo desde muy temprano en 1931 enunciaba que el carácter revolucionario no significaba desechar el pasado, por el contrario, a diferencia de la “cobardía europeizante y del derrotismo individualista”, consistía más bien, en restaurar la fe en el destino grandioso histórico de la raza y de las costumbres cristiano-españolas, incluso sentenciaba: “*Con ese credo conservador y restaurador ya tiene la nueva política un magnífico contenido revolucionario.*”¹²²⁴

Por lo tanto, la Falange era a la vez el pasado y el porvenir de España, decía Giménez Caballero.¹²²⁵ Según el falangista José Antonio Giménez Arnau, el propio Primo de Rivera hubiera querido la actualización del movimiento y hubiera rechazado “*ser un Josué moderno encargado de paralizar la historia*”.¹²²⁶ De igual manera, Franco en un discurso publicado en *El Siglo*, sentenció que:

No queremos a un España vieja(...)queremos un Estado donde la pura tradición y sustancia de aquel pasado ideal español se encuadre en las formas nuevas, vigorosas y heroicas que las juventudes de hoy y de mañana aportaban a este amanecer Imperial de nuestro pueblo.¹²²⁷

Con más precisión, Raimundo Fernández Cuesta destacó que la sublevación nacional de 1936, puso fin a una situación caótica y anárquica, porque unió el instinto de conservación

¹²²²Roca Lemus Juan, « La Nueva España », *El Colombiano*, Medellín, 30 de marzo de 1939, p. 3.

¹²²³«Aire de España», *La Patria, Manizales*, 14 de enero de 1939, p. 9.

¹²²⁴Hacia una nueva política ¿Reaccionarios o revolucionarios?, *Libertad* n°29, 28 de diciembre de 1931. En: Redondo Onésimo. *Textos políticos*. Madrid: Doncel, 1975, p. 139.

¹²²⁵Giménez Caballero Ernesto, «Franco y Falange: España!», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, abril 1939, n°44, p. 1247.

¹²²⁶Rodríguez Dionisio, Giménez Arnau José Antonio, *op.cit.*, p. 41.

¹²²⁷«Discurso nacionalista de Franco», *El Siglo*, Bogotá, 2 de abril 1939, p. 4.

de un pueblo frente al abismo, con una voluntad de renovar ideas y actitudes.¹²²⁸ De manera que, en un discurso en Chamartín en 1953, Franco aseguraba que: “*Con la creación de la primera Falange Española no surgió una doctrina extraña ni importada, sino la de las sabias tradiciones españolas actualizadas por el genio e intuición de José Antonio.*”¹²²⁹

Incluso, los que eran críticos con el falangismo reconocían la tonalidad nueva que presentaron esos movimientos fascistas. *La Razón* de Bogotá hablaba del regreso de la vieja tradición española pero con el nuevo ropaje del fascismo. Ginés de Albareda en una entrevista a *La Tradición*, declaraba que ante las ideas revolucionarias destructoras no había que oponerles un simple instinto de conservación, sino ideas revolucionarias, pero constructivas.¹²³⁰ En definitiva, la España nacionalista sabía que no podía ofrecer un elemental regreso al pasado, sino que necesitaba “una moderna revolución de unidad, autoridad y liderazgo”.¹²³¹ En esta óptica, la sublevación nacional española no fue un simple golpe militar o pronunciamiento como en el siglo XIX, sino que era “un movimiento de salvación y renovación para España y la cultura occidental”.¹²³²

Por consiguiente, en Colombia circulaba la certidumbre, que entre las fuerzas heterogéneas que se aliaron en el bando sublevado, el que mejor encarnaba ese rasgo renovador era el falangismo. *La Patria Nueva*, recordó que, quien consideraba el falangismo como un movimiento reaccionario se equivocaba, porque era profundamente revolucionaria pero no en el sentido comunista.¹²³³ En tal sentido, José Antonio Primo de Rivera era presentado como un visionario innovador. *La Patria* afirmaba que “*hasta José Antonio no hay político que haya acertado dar a España un sentido y una valoración en la historia universal*”.¹²³⁴ Del mismo modo, Primitivo Crespo¹²³⁵ ponía de relieve, que:

¹²²⁸Palabras pronunciadas en el colegio mayor “San Felipe y Santiago”, Madrid, el 9 de junio de 1953. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, op.cit., p. 145.

¹²²⁹Discurso ante la concentración falangista en Chamartín, 29 de octubre de 1953. En: *Franco Francisco. Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*, op.cit., p. 411.

¹²³⁰Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo «Arriba España. El grito de Franco es el nuestro», *La Tradición*, Vol. III. Medellín, 11 de diciembre de 1937. n° 31, p.631.

¹²³¹Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, op.cit., p. 138.

¹²³²Gil Robles José María, «La República española. Desde febrero de 1936 hasta julio de 1936», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 1 de diciembre de 1937, n° 103, p. 211.

¹²³³Lema Echeverri, «Democracia y Falange», *La Patria Nueva*, Cartagena, 12 de marzo de marzo de 1938, p. 4.

¹²³⁴De Montemar Félix, «Sobre la originalidad y el estilo de la Falange», *La Patria*, Manizales, 4 de enero de 1939, p. 6

¹²³⁵Influente caudillo conservador, jefe nacionalista y reaccionario del Valle del Cauca, cuyo hermano murió luchando en la Guerra Civil Española del lado nacionalista.

Un joven arrogante, de viril elocuencia, comprendió las urgencias de su pueblo y sin resabios de extranjerismos articuló (...) una doctrina autóctona, y fundó la Falange, cuyo impulso creador en España empieza a amanecer.¹²³⁶

Igualmente, en la prensa colombiana, se destacaba el nuevo papel de la mujer con el falangismo, que ocupaba funciones reconstructivas y directrices, como lo demostraba Pilar Primo de Rivera y su organización “novedosa” de la Sección Femenina de la Falange.¹²³⁷

En todo caso, estas tonalidades novadoras fueron atractivas y estimulantes para los numerosos colombianos que venían a España. En 1953 el agregado cultural de la Embajada colombiana en Madrid, Eduardo Carranza, no podía ocultar su entusiasmo por la atmósfera vibrante que presenciaba en España:

Yo apenas empiezo mi curso europeo. Me ha tocado asistir a un crepúsculo febril e incesante. Pero por todos los poros se respira cultura e historia. Hay además en España algo vital, arrogante y optimista que nos mueve a no desesperar del todo del porvenir.¹²³⁸

6.1.2. Un rechazo rotundo al comunismo y al capitalismo.

El falangismo retomó las críticas reaccionarias contra la modernidad y sus productos materialistas, como el liberalismo y el comunismo. Como la mayoría de los fascismos, el falangismo pretendió ofrecer una ruta alternativa a estos dos sistemas. *El Semanario de la Falange* lo dejaba muy claro al afirmar que los horrores del liberalismo y el comunismo eran dos “engendros” del mismo mal: el individuo renacentista.¹²³⁹ Entre tanto, el falangista Luis Arrese dictaminó que no quedaba dudas que el capitalismo conducía inevitablemente al comunismo.¹²⁴⁰

Desde orillas colombianas, el conservador Álvaro Gómez Hurtado, expresó que la autodestrucción del sistema liberal fue acelerada con el comunismo.¹²⁴¹ No por nada, en el célebre discurso de la inauguración del Círculo Nacionalista de Bogotá, de tendencia falangista, Laureano Gómez afirmó que España tenía dos grandes enemigos contra el espíritu:

¹²³⁶Crespo Primitivo, «La resurrección de España», *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 113.

¹²³⁷«La mujer en la Falange», *El Siglo*, Bogotá, 23 de febrero de 1938, p. 5.

¹²³⁸BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 22 de mayo de 1953, carta de Eduardo Carranza a Belisario Betancur, p. 1.

¹²³⁹«Ni capitalismo ni marxismo», *Semanario de la Falange*, Madrid, 18 de enero de 1934, p. 7.

¹²⁴⁰Luis Arrese José Luis. Capitalismo, comunismo, cristianismo, *op.cit.*, p. 59.

¹²⁴¹Gómez Hurtado Álvaro, «La afirmación de Portugal?», *Revista Colombiana*, Vol. X, Bogotá, 15 de diciembre de 1938, n°116, p. 239.

“el liberalismo y la amenaza tártara”.¹²⁴²Efectivamente, en Colombia, el principal elemento unificador de los diversos sectores de las elites, fue la lucha contra el comunismo y la amenaza de una revolución social. Por tal motivo, en el acervo doctrinario falangista, encontraron argumentos sobre la cuestión social y el anticomunismo, que reutilizaron frecuentemente, a veces con más intensidad que en España. Para ellos, era claro que si bien José Antonio Primo de Rivera rechazó el comunismo y su revolución proletaria, también comprendía los orígenes de tal malestar en las contradicciones del capitalismo. Además, según *El Siglo*, Primo de Rivera había dicho que en el mundo solo había una disyuntiva posible: o fascismo o comunismo, todas las demás ofertas “eran paliativos y recursos artificiales”.¹²⁴³

Por consiguiente, de ambos lados del Atlántico, el comunismo se convirtió en un chivo expiatorio responsable de todos los males: tanto de la agitación social, como de la Guerra Civil y de la violencia en general. En Colombia, a menudo, se especulaba sobre la bolchevización de España.¹²⁴⁴En efecto, según varios diarios de la época, el marxismo y el Komintern eran los responsables del caos por el asesinato del político Calvo Sotelo, que fue considerado como uno de los detonantes del conflicto fratricida.¹²⁴⁵En consecuencia, se narró en los medios colombianos que el triunfo del Frente Popular en las elecciones de 1936 había sido financiado por el Komintern desde Rusia.¹²⁴⁶De igual manera, en su momento, los sucesos de Cataluña y Oviedo fueron explicados como el resultado de la infiltración comunista.¹²⁴⁷Además, el bienio liderado por Manuel Azaña, llamado “bienio bolchevizante”, fue criticado por haber permitido la presencia de políticos revolucionarios en el gobierno y de haber armado los obreros e instaurado “un régimen de terror”.¹²⁴⁸Frecuentemente, se denunciaba una táctica de los soviets de instalarse en España para destruir el catolicismo. *La Patria* concluía que la ofensiva de Moscú era contra la catolicidad,¹²⁴⁹y que el triunfo de

¹²⁴²Gómez Laureano, «Grandeza y Decadencia de España», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 1 de febrero de 1938, n°105, p. 261.

¹²⁴³«Las elecciones en España», *El Siglo*, Bogotá, 18 de febrero de 1936.

¹²⁴⁴Elizalde Octavio, «Los culpables de la tragedia española», *La Patria Nueva*, Cartagena, 28 de marzo de 1939, p. 5.

¹²⁴⁵«Un bárbaro crimen del marxismo español. Calvo Sotelo ha sido asesinado», *El Siglo*, Bogotá, 14 de julio de 1936; «El sacrificio de Calvo Sotelo», *El Siglo*, Bogotá, 13 de julio de 1942; « José Calvo Sotelo: un caudillo», *La Patria*, Manizales 20 de julio de 1936, p. 2.

¹²⁴⁶«Cartas de España», *Revista javeriana*, Tomo VIII, Bogotá, julio-noviembre 1937, p. 384.

¹²⁴⁷S Sarasola, «Crónica de España», *Revista javeriana*, Tomo III, Bogotá, 11 febrero de 1935, p. 40.

¹²⁴⁸«Génesis de la guerra civil española», *Revista Colombiana*, Vol. VIII, Bogotá, abril de 1937, n°91, p 182-186.

¹²⁴⁹«La táctica de los soviets para instalarse en España, como explicación de la guerra presente», *La Patria Nueva*, Cartagena, 24 de septiembre de 1938, p. 4.

Franco logró salvar la España católica de “los bolcheviques y de sus horrores”.¹²⁵⁰ Al respecto, la Embajada de Colombia en Madrid, sentenciaba que el miedo al comunismo era el sostén del régimen de Franco en tiempos difíciles.¹²⁵¹

Por tal motivo, desde Colombia se vio con cierto alivio la victoria nacionalista, considerada como la victoria de las derechas universales sobre el comunismo.¹²⁵² Abel Naranjo Villegas, un célebre político conservador, pedía a los colombianos tomar de ejemplo el coraje de las milicias de derechas españolas y su combate valiente contra el “abyecto” comunismo.¹²⁵³ De manera que, *La Patria* caricaturaba el conflicto español como el enfrentamiento entre “la España del Cid contra la patrulla roja de Moscú”.¹²⁵⁴ Por eso, durante la Guerra Civil, abundaban en los escritos colombianos los relatos sobre acontecimientos “horrendos y horripilantes” cometidos por los republicanos, a quienes se les etiquetaba a todos sin matices de “rojos”. La prensa y las revistas colombianas, retrataban intensamente la tragedia de “una España bajo la hoz comunista”.¹²⁵⁵ En este orden de ideas, *Derechas* denunciaba el contagio comunista que padecía España, ya que los “rojos” lograron avasallar a la izquierda republicana a su servicio.¹²⁵⁶ De su lado, la *Patria Nueva* responsabilizaba el régimen republicano de todos los horrores cometidos.¹²⁵⁷ En un célebre discurso Primitivo Crespo advertía que Lenin había dicho que después de Rusia vendría España.¹²⁵⁸ Ciertamente, para muchos sectores colombianos el Frente Popular y las izquierdas españolas obedecían órdenes de Lenin.¹²⁵⁹ De hecho, un pensador que se citaba mucho era Miguel de Unamuno, quien también promovió las tesis que la influencia comunista era la responsable de la destrucción de España.¹²⁶⁰

Pero detrás de esta designación de un enemigo común, se escondían propósitos estratégicos como el de unificar unas derechas heterogéneas contra un enemigo común. Hay

¹²⁵⁰Fray Mora Díaz, «Franco victorioso», *La Patria Nueva*, Cartagena, 22 de octubre de 1938, p. 2.

¹²⁵¹AGN. Caja 286, carpeta 48, folio 232. Madrid, 19 de septiembre 1944, de Fidel Peláez Trujillo (encargado de negocio de Colombia en España) a Carlos Lozano Lozano (ministro de Relaciones Exteriores). Confidencia n°565/44/M.81, p. 4.

¹²⁵²«La victoria del Ebro», *La Patria*, Manizales, 17 de noviembre de 1938, p. 1.

¹²⁵³Naranjo Villegas Abel «Generalísimo Franco», *La Tradición*, Vol. II, Medellín, 29 de noviembre de 1936, n°20, p. 225.

¹²⁵⁴«Aire de España», *La Patria*, Manizales, 14 de enero de 1939, p. 9.

¹²⁵⁵«España bajo la hoz comunista. Horripilantes relato de la abominaciones cometidas por rojos en la península», *Derechas*, Bogotá, 25 de febrero de 1937, p. 2.

¹²⁵⁶Cardona Jaramillo Alberto, «España Contemporánea», *Derechas*, Bogotá, 20 de agosto de 1936, p. 2.

¹²⁵⁷«La intensificación del terror en la España Roja», *La Patria Nueva*, Cartagena, 24 de enero de 1939, p. 5.

¹²⁵⁸Crespo Primitivo, «La resurrección de España », *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 115.

¹²⁵⁹Gil Robles José María, «La República española. Desde febrero de 1936 hasta julio de 1936», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 1 de diciembre de 1937, n°103, p. 212.

¹²⁶⁰«Una entrevista en Salamanca con Miguel de Unamuno », *El Siglo*, Bogotá, 17 de octubre de 1936, p. 3.

que recordar que el falangista, Manuel Aznar, expresó que la designación del enemigo comunista fue muy útil para concentrar los elementos reaccionarios dispersos.¹²⁶¹ Por algo, los gobiernos autoritarios de derecha que se impusieron en Europa en la época, se presentaron como diques con la ola “roja”. Sobre esto, *El Colombiano* aseguró que Franco, Mussolini y Hitler eran la barricada humana contra lo que Charles Maurras llamaba “la clientela asiática de la barbarie”.¹²⁶² A decir verdad, esta preocupación de las elites colombianas por el comunismo, se inscribía en la psicosis generalizada del fantasma comunista en América. No por nada, se acusaba el comunismo de querer derribar gobiernos en América Latina.¹²⁶³ Un peligro agravado en Colombia, puesto que las derechas colombianas consideraban que la mayor parte del continente estaba inmunizado contra “el flagelo comunista”, salvo Colombia y México.¹²⁶⁴

Pero como ya hemos recordado reiterativamente, en la doctrina falangista originaria, el comunismo no era sino una manifestación de la modernidad y de la propagación del materialismo. Para el falangismo, el capitalismo y el liberalismo también eran enemigos materialistas. Incluso, se le incriminaba al liberalismo económico, con sus desastrosos efectos sociales, de haber precipitado los obreros hacia el comunismo. *El Siglo* recordó que el papa había condenado el comunismo, pero que la economía liberal era el preludio del comunismo destructor, cuyos tristes frutos se concretaron en las tragedias de México, España y Rusia.¹²⁶⁵ Aunque acérrimo enemigos del comunismo y sus soluciones, el falangismo compartía sus diagnósticos sobre el origen de la injusticia social, provocada por un capitalismo despiadado. Con todo, *La Patria* afirmó que José Antonio Primo de Rivera supo comprender que, al querer defenderse contra el capitalismo, el obrero se descarrió hacia el materialismo y el socialismo.¹²⁶⁶ Por ello, se culpaba, sin complacencia, a los conservadores cómplices con el sistema capitalista. Sobre este punto, *La tradición* evocó que Franco había criticado los conservadores que congeniaban con los principios capitalistas.¹²⁶⁷

En consecuencia, era necesario romper con la modernidad liberal y con el individualismo disgregador. De ahí que, tanto en el pensamiento de Primo de Rivera, como el

¹²⁶¹ Aznar Manuel, «La imposible mediación», *La Patria*, Manizales, 9 de enero de 1939, p. 9.

¹²⁶² Naranjo Villegas Abel, «Generalísimo Franco», *La Tradición*, Vol. II, Medellín, 29 de noviembre de 1936, n°20, p. 226.

¹²⁶³ «El “Fantasma comunista” en América », *La Razón*, Bogotá, 16 de febrero de 1938, p. 3.

¹²⁶⁴ Salazar García Elías, «Roma sí, Moscú, nó!», *Derechas*, Bogotá, 10 de septiembre de 1936, p. 1.

¹²⁶⁵ «La Cátedra infalible del Vaticano condena las doctrinas materialistas de Carlos Marx», *El Siglo*, Bogotá, 23 de abril 1937, p. 1.

¹²⁶⁶ «Antología de José Antonio», *La Patria Nueva*, Cartagena, 13 de abril de 1939, p. 3.

¹²⁶⁷ «Francisco Franco Bahamonde», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, noviembre 1938, n°41, p. 1077.

de Ledesma Ramos y otros dirigentes falangistas, se intercedía insistentemente por la reubicación del individuo lejos de sus intereses egoístas, como un servidor de los designios nacionales y el bienestar común.¹²⁶⁸

6.1.3. El nacionalsindicalismo como solución económica y social.

Dos grandes problemáticas estructuraron la doctrina falangista: el tema de la unidad nacional y el de la justicia social. Como bien lo evocaba Ginés de Alabarda, la unión de FE de las JONS en 1934, simbolizó la armonización entre la tradición de la patria y la justicia social.¹²⁶⁹ Con la doctrina nacionalsindicalista, el falangismo pretendía ofrecer respuestas socioeconómicas a los problemas concretos, siendo una componente importante de la ideología global. Por eso, en 1953, Raimundo Fernández Cuesta declaró que el falangismo y el nacionalsindicalismo no eran dos cosas distintas, sino el todo y la parte.¹²⁷⁰ Para las derechas colombianas, el nacionalsindicalismo iba a ser la brújula del régimen franquista. Sobre este punto, la *Revista Javeriana* reportaba que en 1938 Franco había dicho que el Estado de la *Nueva España* sería nacionalsindicalista y su andamiaje esencial las corporaciones.¹²⁷¹

De hecho, el nacionalsindicalismo ofrecía una respuesta auténtica a la cuestión social, partiendo del reconocimiento de los abusos del capitalismo y del liberalismo. En el discurso del teatro de la comedia, José Antonio Primo de Rivera afirmó comprender la aparición del comunismo, que considerada “*como una reacción legítima contra aquella esclavitud liberal*”.¹²⁷² Pero difería con este sobre los métodos para subvertirlo, para José Antonio Primo de Rivera la revolución del proletariado no era una opción. En sustancia, su rechazo de la solución comunista radicaba en dos aspectos: su repudio de la lucha de clases que fragmenta la unidad nacional y su concepción elitista de la política que negaba que las masas puedan salvarse a sí mismas. Por consiguiente, partiendo de las inquietudes de la lucha de clases, el falangismo confeccionó un corpus doctrinario preciso denominado nacionalsindicalismo. Con

¹²⁶⁸Rodríguez Jiménez José Luis, *op.cit.*, p. 148.

¹²⁶⁹Entrevista de Ginés de Alabarda con Benigno Acosta Polo « Arriba España. El grito de Franco es el nuestro », *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 11 de diciembre de 1937. n° 31, p.632.

¹²⁷⁰Palabras pronunciadas para la inauguración de los nuevos locales de la jefatura provincial de F.E.T y de las JONS de Santander, 13 de agosto de 1953. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, *op.cit.*, p. 150.

¹²⁷¹«La España libertada», declaraciones de Franco a Ricardo Sáenz Hayer, representante de “*La Prensa*” de Buenos Aires, *Revista Javeriana*, Tomo IX, Bogotá, febrero-junio 1938, p. 212.

¹²⁷²Discurso pronunciado por el Jefe Nacional de Falange Española de las JONS. José Antonio Primo de Rivera el día 29 de octubre de 1933, en el Teatro de la Comedia, de Madrid, p. 7. Disponible biblioteca Digital hispana: <http://bdh-rd.bne.es/viewer.vm?id=0000203092&page=1>

esto, el falangismo absorbió en sus programas, la preocupación por resolver la lucha de clases.¹²⁷³ Así pues, mediante su nacionalsindicalismo, el falangismo proyectaba nacionalizar la cuestión social. Sobre este punto, José María Pemán aseguró que el falangismo logró reconciliar el sentido nacional con la cuestión social, porque si bien las derechas tradicionales poseían el sentido nacional les faltaba integrar la cuestión social.¹²⁷⁴

En efecto, el falangismo no solo aportó propuestas nacionalistas, espirituales y místicas, también propuso soluciones concretas para el contexto español. Por eso, el nacionalsindicalismo constituía una propuesta ideológica genuinamente hispánica, nacionalista y corporativista, que brindaba soluciones determinadas a los problemas contemporáneos. Por ende, las propuestas falangistas fueron presentadas como avanzadas y novedosas para la época, tanto en materia económica, política pero también en lo social. Con esto, propusieron una alternativa precisa y sistemática al sindicalismo revolucionario de izquierda o anarquistas, que de cierta manera, habían tenido el monopolio sobre la cuestión social.

Sin sorpresa, en tierras colombianas se loaba la tonalidad social del falangismo. *La Patria* de Manizales destacó la gran obra social falangista, que había logrado “reconstruir una patria con pan y con honor”.¹²⁷⁵ En el mismo sentido, el jesuita colombiano, José Francisco González, contó en la *Revista Javeriana*, que un carlista le había confirmado que muchos jóvenes veían en las actividades sociales de la Falange una respuesta concreta y pragmática a las necesidades de la hora.¹²⁷⁶ También el político español Gil Robles calificó el programa social de la Falange de “extraordinariamente avanzado”.¹²⁷⁷ En el mismo sentido, el historiador Stanley Payne confirmó que, para la mayoría de la población, el falangismo tenía un programa social adelantado.¹²⁷⁸ En concreto, partiendo del antecedente de la creación de la Central Obrera Nacional sindicalista creada por la FE de las JONS en 1935, el falangismo buscó competir contra el sindicalismo de izquierda, en materia de cuestión social. Posteriormente, una de las propuestas novedosas del nacionalsindicalismo fue la creación de

¹²⁷³Gil Robles José María, « La República española y su futura forma política », Vol. IX, 15 de diciembre de 1937, *Revista Colombiana*, n°104, p. 244.

¹²⁷⁴Pemán José María, «La falange española tradicionalista y de las JONS», *Revista Javeriana*, Tomo XI, febrero-junio de 1939, n° 52, p. 328.

¹²⁷⁵«La paz en España», *La Patria*, Manizales, 26 de marzo de 1939, p. 9.

¹²⁷⁶González Francisco José S.J, «A nuestros amigos de España», *Revista Javeriana*, Tomo XII, Bogotá, julio-noviembre 1939, p. 55.

¹²⁷⁷Gil Robles José María, «La República Española y su futura forma política», *Revista Colombiana*, Vol. IX, 15 de diciembre de 1937, n°104, p. 241.

¹²⁷⁸Payne Stanley, Falange: historia del fascismo español, *op.cit*, p. 166.

un sindicato vertical inspirado de los idearios corporativistas y fascistas, que encuadraba obreros y empresarios bajo el control del Estado, mediante una afiliación generalizada y obligatoria, siendo la única organización sindical tolerada durante la dictadura franquista. Esta estuvo bajo el mando de la FET y de las JONS, como lo estipulaba la ley del 26 de enero de 1940, que consolidaba los soportes sindicales establecidos en 1938 por el Fuero del Trabajo. Por ello, *El Siglo* pronosticaba en 1939, que el sindicalismo vertical español aprobado por la carta del fuero de trabajo, erradicaría la lucha de clases.¹²⁷⁹ Con más precisión, el falangista Raimundo Fernández Cuesta, explicaba con detalle, que el sindicalismo vertical surgió para dar solución a la proletarización de las sociedades, producto de la destrucción del sistema gremial, y como alternativa a las propuestas comunista y capitalista.¹²⁸⁰ Incluso, Fernández Cuesta se desmarcó del sindicalismo del fascismo, considerando que el nacionalsindicalismo no buscaba instrumentalizar los sindicatos como simple aparato del Estado, sino que eran un fin en sí mismo, un modo de organización para resolver los grandes flagelos económicos de la modernidad.¹²⁸¹

En todo caso, esta doctrina eminentemente corporativista, benefició del auge de los idearios del corporativismo durante el periodo de entreguerras. En efecto, en España y Colombia se empezaron a difundir las tesis corporativistas con intensidad. El reconocido intelectual, Víctor Emilio Jara, en *Derechas*, rindió una apología del corporativismo, felicitándose de su expansión por el mundo, citando como prueba de ello, su triunfo en Alemania, Italia, Portugal, España.¹²⁸² Para las derechas, colombianas el corporativismo que se inspiraba en el viejo sistema de corporaciones de la Edad Media, emergía con fuerza como una alternativa salvadora contra los sistemas económicos y sociales dominantes. Como bien lo recordaba Félix Restrepo, uno de las maneras más eficaces de consagrar la unidad de la patria y combatir la lucha de clases, era consagrando un régimen corporativo.¹²⁸³

Sin sorpresa en Colombia, el nacionalsindicalismo fue presentado como un sistema exitoso que había hecho sus pruebas durante la dictadura franquista. En *El Siglo*, Francisco Plata Bermúdez, elogió la aspiración de la Falange de fortalecer un Estado nacionalsindicalista, que integraba la articulación y participación del pueblo, por intermedio

¹²⁷⁹«Que son los sindicatos verticales», *El Siglo*, Bogotá, 20 de enero de 1939, p. 5.

¹²⁸⁰Cuesta Fernández Raimundo, «Sindicalismo vertical», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 260.

¹²⁸¹*Ibid.*

¹²⁸²Jara Víctor Emilia, «Hacia el corporativismo», *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936.

¹²⁸³Restrepo Félix, «Corporativismo y democracia», *Revista Colombiana*, Vol. X, Bogotá, 1 de diciembre de 1938, n° 115, p. 204.

de las corporaciones y ciertos espacios colectivos como la familia, el municipio y el sindicalismo.¹²⁸⁴ Por eso, en la *Revista Javeriana*, se encomiaba el régimen de subsidios familiares del Estado franquista, que permitió fortalecer la célula básica, destacando que desde el decreto del 25 de abril de 1938 el nacionalsindicalismo se centró en la justicia social.¹²⁸⁵ Del mismo modo, *La Patria Nueva* ensalzó la “grandiosa” obra social a favor del campesino y del obrero que había realizado Franco siguiendo los postulados nacionalsindicalistas; logrando en poco tiempo, “una transformación social radical” que se concretizaron con las leyes sobre el salario mínimo del campesino y el obrero.¹²⁸⁶ Asimismo, *El Siglo* también se felicitaba de la labor social de Franco,¹²⁸⁷ y de la justicia social que se estaba repartiendo en la España nacionalista.¹²⁸⁸

Por otra parte, el nacionalsindicalismo, que no se reducía a su propuesta económica, poseía una fuerte dimensión espiritual. Era un modelo económico que se había acompasado a la perfección con el espíritu católico. Sobre este punto, el sacerdote falangista, Fermín Yzurdiaga, afirmó que el nacionalsindicalismo se apoyaba tanto en “César como Dios”.¹²⁸⁹ De su lado, *La Tradición* resaltaba que el falangismo había logrado reconciliar la materia social y el espíritu divino.¹²⁹⁰

Además, hay que recordar que en los tiempos de desfascistización de la dictadura franquista, fue en su vertiente sindical, que el falangismo conservó sus porciones de poder más fuertes. Desde Colombia, se sabía que el falangismo mantuvo importantes cuotas de poder, como el control del sistema sindical español. Por ejemplo, la Embajada de Colombia en Madrid, confirmó que el sistema sindical español mixto y vertical era dirigido por el falangismo, y dentro de él se coordina las fuerzas del capital y del trabajo, siendo en el sistema “el nervio del régimen”.¹²⁹¹ Además, los medios colombianos resaltaban con

¹²⁸⁴Plata Bermúdez Francisco, «Nacional-Sindicalismo», *El Siglo*, 14 de junio de 1939, p. 5.

¹²⁸⁵« “El régimen de subsidio familiar”, Comunicado de la secretaria general de intercambio y propaganda exterior», *Revista Javeriana*, n° 52, Tomo XI, febrero-junio de 1939, p. 257.

¹²⁸⁶«La grandiosa obra social de la Falange Española», *La Patria Nueva*, Cartagena, 12 de febrero de 1938, p. 4.

¹²⁸⁷«La labor social de Franco», *El Siglo*, Bogotá, 2 de octubre de 1937, p. 5.

¹²⁸⁸«Revolución y sinceridad», *El Siglo*, Bogotá, 24 de julio de 1938, p. 5.

¹²⁸⁹Yzurdiaga Lorca Fermín, «Falange y Raza», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 254.

¹²⁹⁰Bustillo García Leonardo, «La historia de las JONS de guillén de Zelaya », *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, Mayo 1939, p. 1274.

¹²⁹¹AGN. Caja 286., carpeta 52, folio 198. Madrid, 19 de mayo de 1948, de Eduardo Caballero Calderón al MRE. Informe n° 38, p. 3.

frecuencia, el papel fundamental de la Sección Femenina de la Falange de Pilar de Primo de Rivera, como un instrumento de encuadramiento social eficaz.¹²⁹²

6.2. La exaltación de un modelo autoritario y elitista.

El falangismo proponía un sistema político autoritario de poder que defendía un elitismo salvador y necesario. El elitismo y la necesidad de un modelo autoritario eran rasgos esenciales del falangismo como lo recordaba Stanley Payne:

José Antonio y la Falange, a lo largo de la génesis y desarrollo del movimiento, reafirmarían en todo momento su firme creencia en la necesidad de instrumentación de unos métodos autoritarios de reforma, a partir de la dirección de una reducida minoría, la elite directamente extraída de la obra de Ortega, siempre reticente a la referencia que a él hacían los jóvenes ilustrados del falangismo.¹²⁹³

En verdad, ante la efervescencia social, el caos y las turbulencias, las elites españolas y colombianas se erigieron en defensoras del orden. Un sinfín de propuestas autoritarias, fueron justificadas por las derechas colombianas y españolas. *La Patria*, adujo que, si bien una república conservadora y atemperada era el ideal, la dictadura militar podía ser necesaria en épocas determinadas.¹²⁹⁴ Para justificar la necesidad de un sistema autoritario, *El Siglo* reprodujo un discurso de Pío Baroja en San Juan de Luz el septiembre 12 de 1936, en el cual sostenía que todos los países vivían en una dictadura más o menos disimulada y que para España era preferible una dictablanda, que una dictadura roja.¹²⁹⁵ En el mismo sentido, en la *Revista Colombiana* se reveló que, según Gil Robles, los cuatro pilares doctrinarios de la *Nueva España* eran: el robustecimiento de autoridad, el concepto orgánico de democracia, la desaparición de la lucha de clases, y la unidad nacional.¹²⁹⁶

6.2.1. El culto del orden y la disciplina: una revolución desde arriba.

Para el falangismo, el orden, la disciplina, la verticalidad fueron pilares de su doctrina. Por ello, José María Pemán, recordaba que la verticalidad organizativa era importante en el pensamiento de José Antonio Primo de Rivera, como el medio eficaz para orientar una

¹²⁹²Primo de Rivera Pilar, «La mujer en la Nueva España», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, 20 de julio de 1938, n° 37, p. 45.

¹²⁹³Payne Stanley. *Falange: historia del fascismo español*, op.cit., p. 11.

¹²⁹⁴«La dictadura militar», *La Patria*, Manizales, 12 de noviembre de 1936, p. 3.

¹²⁹⁵Baroja Pío, «Los errores de la República Española», *El Siglo*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 3.

¹²⁹⁶Gil Robles José María, «La República española y su futura forma política», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 15 de diciembre de 1937, n° 104, p. 243.

sociedad.¹²⁹⁷ Asimismo, José Luis Arrese en una lección pronunciada en la Academia Nacional de Mando en 1945, mencionó que los principios de unidad y jerarquía, eran cruciales para una sociedad ordenada:

Toda sociedad ordenada gira siempre alrededor de dos circunstancias obligadas: unidad y jerarquía. Un pueblo no empieza a formarse hasta que no siente el imperativo de la unidad; y no empieza a construirse hasta que no acepta el principio de la jerarquía.¹²⁹⁸

Por esta razón, el falangismo en general, se quejaba de la Edad Moderna, que, en nombre de la libertad destruyó la jerarquía y el orden. Para Onésimo Redondo, la modernidad había resquebrajado tanto la unidad religiosa, como la unidad social y la unidad política:

La Edad Moderna se caracteriza, en cambio, por la subversión y el desorden. En el fondo, no es otra cosa que la ruptura de las tres unidades que aspiraba a conseguir. Primero fue Lutero el que, levantando la bandera de la libertad religiosa, rompió la unidad espiritual y dejó sueltos los frenos de la materia. Después fue Rousseau el que rompió la unidad de los pueblos en nombre de la libertad política, que trajo individualismo anárquico y el sistema de partidos, y, por último, fue Marx el que, sacando las últimas consecuencias de la disgregación, rompió la unidad social con la lucha de clases.¹²⁹⁹

Para remediar a eso, el falangismo proponía un autoritarismo elitista para erradicar la violencia y el caos. A diferencia de otros fascismos, esta dimensión elitista del falangismo fue una de las razones, de peso, que favoreció su exitosa penetración en las estructuras mentales colombianas, sumamente apegadas a la jerarquía y el abolengo. En efecto, las oligarquías liberales y conservadoras colombianas eran hondamente elitistas y exclusivistas, y le temían con pavor a la politización de las masas.

Por este motivo, en Colombia se realizaba el origen intelectual y elitista del falangismo. Sus figuras insignes fueron presentadas como hombres desilusionados de las altas esferas culturales e intelectuales, que buscaron un nuevo destino renovador y regenerador, mediante el falangismo, al que adhirieron fervorosamente.¹³⁰⁰ *Derechas* insistía en la estirpe aristocrática de la Falange, que era presentado como un movimiento de señoritos y unos cuantos obreros, siendo la mayoría de sus cabecillas de origen aristocrático o miembros de las

¹²⁹⁷Pemán José María, «La Falange Española Tradicionalista y de las JONS», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-Junio de 1939, nº 52, p 263.

¹²⁹⁸«Movimiento Nacional como sistema político», lección pronunciada en la Academia Nacional de Mandos del frente de juventudes, Madrid, 5 de julio de 1945. En: Arrese José Luis. *Nuevos escritos y discurso*, op.cit., p. 254.

¹²⁹⁹*Ibid.*, p. 256.

¹³⁰⁰Gutiérrez Carlos Ariel, «Rafael Sánchez Mazas», *La Patria*, Manizales, 12 de febrero de 1939, p. 5.

elites.¹³⁰¹ Un elitismo que no debía ser la antigua oligarquía conformista y tradicional, quienes participaron del caos y la tragedia. En efecto, el falangismo culpaba el vagabundeo ideológico de la Segunda República de haber abandonado la autoridad, provocando la anarquía y rebelión de las masas.¹³⁰² En tal sentido, en la prensa colombiana, el escritor español José María Pemán insistía en la necesidad de una elite y un partido único, como garantes de la adhesión a los principios absolutos y nacionales, como en las grandes democracias de la antigüedad, en las cuales unas elites reducidas eran las que regían la vida de la polis.¹³⁰³

En particular, el miedo a la rebelión de las masas, heredado de las enseñanzas de Ortega y Gasset, inundaba las discusiones políticas y filosóficas de la vida política colombiana. El periódico *Avanzada* hacía hincapié en la teoría de Ortega y Gasset, que situó el origen de la degeneración occidental con el advenimiento de la democracia liberal; en oposición, defendía la necesidad de jerarquía para salvar Occidente de la rebelión de las masas.¹³⁰⁴ No era sorpresa que la *Revista Javeriana* se preocupaba que América Latina fuera un terreno propicio para la incubación de la revolución proletaria de las masas.¹³⁰⁵

A decir verdad, el argumento del orden era potente en periodos de agitación social. En un informe general de 1934, el ministro de España en Bogotá reveló que era casi unánime el rechazo de la prensa colombiana contra los acontecimientos revoltosos de Asturias y Cataluña.¹³⁰⁶ Mientras que el embajador de Colombia en Madrid, Manuel Marulanda, advertía que las fuerzas reaccionarias españolas, utilizaban el pretexto de la infiltración socialista y comunista en las turbulencias de Asturias y Cataluña, para pedir un golpe de Estado y una solución fuerte y autoritaria.¹³⁰⁷ Además, después de la Guerra Civil los voceros de las derechas españolas, como Gil Robles, legitimaban la necesidad de una dictadura provisional mientras se asentaba el orden.¹³⁰⁸ Estas peticiones y súplicas para la implementación de un orden autoritario, retomaban los análisis del nacionalismo autoritario embrionario de 1890, que pedía la entronización de una dictadura y de un caudillaje fuerte para realizar la

¹³⁰¹ «Manuel Hedilla», *Derechas*, Bogotá, 5 Febrero de 1937, p. 3.

¹³⁰² «Nacionalismo español», *La Patria, Manizales*, 29 de marzo de 1939, p. 3.

¹³⁰³ Pemán José María, «Discurso de un reconocido escritor falangista en las hojas de la javeriana», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 196.

¹³⁰⁴ Gutiérrez Fael, «José Ortega y Gasset», *Avanzada*, Bogotá, 16 de octubre de 1948, p. 6.

¹³⁰⁵ Andrade Vicente S.J., «Democracia, demagogia Totalitarismo. Pueblo y masa», *Revista Javeriana*, Tomo XXIII, Bogotá, febrero-junio 1945, p. 261.

¹³⁰⁶ AGA. Fondo 15, Caja 54/03107. Bogotá, 1 de marzo de 1935, de Legación de España en Bogotá al Ministerio de Estado de España. Remite memoria semestral, julio-diciembre, 1934, n°35.

¹³⁰⁷ AGN. Caja 282, capeta 22, folio 252. Madrid, 27 de octubre de 1934, de Manuel Marulanda al MRE, Documento n° 1925, p. 1.

¹³⁰⁸ Gil Robles José María, «La República española y su futura forma política», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 15 de diciembre de 1937, n°104, p. 241.

regeneración, siendo explícitas en dos obras influyentes: *El problema nacional* de Ricardo Macías Picavea y *Problemas del día* de César Silio Cortes.¹³⁰⁹

Por lo tanto, para evitar el advenimiento de la rebelión de las masas y de la dictadura de “la chusma” como se decía en la época, era necesaria la defensa de la jerarquía, la verticalidad y la acción de una minoría regeneradora y valiente, salvadora de la patria. Con este fin, se promovió la necesidad de una minoría, capacitada para superar una supuesta neblina de las pasiones que solía engeguer a las mayorías. Como lo enseñaba Santo Tomás, lo más importante era el bien común y no el capricho del pueblo.¹³¹⁰ En definitivas, como proclamaba *La Patria*, eran las minorías intrépidas las que movían la historia y las masas solo seguían.¹³¹¹ Sin duda, para las elites colombianas, el espectro de la rebelión de las masas no era únicamente una argucia teórica, se había concretizado en la tragedia española. En una entrevista a *La Tradición*, el falangista Ginés de Albareda, confirmó que después de las elecciones de febrero 1936, “las chusmas” tomaron el poder.¹³¹²

Según estas perspectivas, ante el caos y el desgobierno el único camino era el levantamiento armado. Por ello, se recalcaba que el Frente Popular carecía de autoridad y fuerza, elementos indispensables para todo poder.¹³¹³ Ante los disturbios e incidentes violentos en España, *El Siglo* comparaba a Manuel Azaña como un Kerensky, y Largo Caballero como el Lenin de España.¹³¹⁴ Sin duda, el retrato de una España entregada a la anarquía desde el advenimiento republicano era el primer paso para glorificar un regreso a la autoridad.¹³¹⁵

En Colombia también se pedía erigir un dique contra “las masas peligrosas y analfabetas”.¹³¹⁶ Después de la victoria nacionalista esta tensión interna siguió vigente. La Legación de Colombia en Madrid ironizaba que en España era muy interesante observar que el llamado régimen autoritario y totalitario, tropezó con las mismas dificultades y deficiencias que se achacaron a los regímenes democráticos y parlamentarios.¹³¹⁷

¹³⁰⁹Payne Stanley. *Franco y José Antonio...*, *op.cit.*, p. 84.

¹³¹⁰Vallejo Félix Ángel, «La sinrazón de la democracia», *La Tradición*, Vol. II, Medellín, 29 de noviembre de 1936 n°20, p. 223.

¹³¹¹«Nacionalismo español», *La Patria*, 29 de marzo de 1939, p. 3.

¹³¹²Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo, « Arriba España. El grito de Franco es el nuestro », *La Tradición*, *op.cit.*, p.633.

¹³¹³J« La verdad sobre España», *El Siglo*, Bogotá, 28 de octubre de 1936, p. 11.

¹³¹⁴«Graves desordenes en España bajo nuevo régimen», *El Siglo*, 21 de febrero de 1936, p. 1.

¹³¹⁵«Cartas de España», *Revista javeriana*, Tomo VIII, Bogotá, julio-noviembre 1937, p. 383.

¹³¹⁶Andrade Vicente S.J, « Democracia, demagogia y totalitarismo. Pueblo y masa», *Revista Javeriana*, Tomo XXIII, Bogotá, febrero-junio 1945, p. 262.

¹³¹⁷BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejos. Documentos y colecciones especiales. Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 febrero de 1942, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa (ministro de Relaciones

Sin embargo, con respecto al regreso del orden, la labor de Franco fue valorada positivamente en Colombia. El embajador de Colombia en Madrid declaró en 1939 que, a pesar de los errores de Franco y las limitaciones que padecía el pueblo español, la gente aceptaba las limitaciones por temor al caos y la anarquía, por miedo al regreso de la agitación social, la anarquía y la inseguridad que según él reinaron durante casi todo el periodo republicano.¹³¹⁸ En 1944, la Embajada de Colombia admitía que, en materia de orden, Franco había logrado su objetivo, puesto que los españoles pensaban que Franco los había salvado del cataclismo y empezaban a agradecerse.¹³¹⁹ En Colombia, los falangistas y Franco fueron percibidos como salvadores frente a la marea roja y la semilla del caos.¹³²⁰ Por ello, se consideraba que Franco había consagrado el sistema de autoridad, de jerarquía y de orden, que había propuesto Primo de Rivera.¹³²¹

6.2.2. Un nacionalismo agresivo: la unidad nacional por encima de todo.

En numerosos textos y discursos de José Antonio Primo de Rivera y de otros falangistas, se vislumbraba la importancia que acordaron al tema de la unidad nacional, que según ello, fue quebrantada por distintos enemigos. En efecto, tanto la lucha de partidos, como la lucha de clase, como los regionalismos y las tendencias separatistas, asolaron la unidad nacional provocando: “*Una España en ruina moral, una España dividida por todos los odios y por todas las pugnas*”.¹³²² Por eso, ni el comunismo que dividía entre clases, ni la democracia liberal que separaba entre partidos y sectores productivos, ni las pretensiones regionales que tensionaron España, podían ser soluciones aceptables.

Evidentemente, el falangismo pretendía encarnar una propuesta renovadora, diferente de las anteriores, para cimentar la tan desgastada unidad nacional. *La Patria* insistía que el fin supremo del falangismo no era el regreso al pasado, ni una avanzada hacia las fuerzas del capitalismo, sino la promoción de una revolución nacional.¹³²³ Para *El Siglo* el falangismo era

Exteriores). Informe sobre la política interior de España en el segundo semestre de 1941 y primer semestre de 1942. Documento n° Mss/563/1/8/586, p. 2.

¹³¹⁸AGN. Caja 284, folio 109, carpeta 35. Madrid, 3 de noviembre de 1939, de Legación de Colombia en Madrid Francisco Umaña Bernal Luis López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Documento 535, p. 5.

¹³¹⁹AGN. Caja 286, carpeta 48, folio 232. Madrid, 23 de marzo de 1944, de Legación de Colombia de España, Francisco Umaña Bernal a Carlos Lozano Lozano (ministro de Relaciones Exteriores). Sobre política interior de España. Confidencial n° 293/44/M.38 p. 1.

¹³²⁰ «Franco el reconstructor», *La Patria*, Manizales, 1 de febrero de 1938, p. 3.

¹³²¹Discurso pronunciado por el Jefe Nacional de Falange Española de la JONS. José Antonio Primo de Rivera el día 29 de octubre de 1933, en el Teatro de la Comedia, de Madrid, p. 9. Disponible: <http://bdh-rd.bne.es/viewer.vm?id=0000203092&page=1>. (consultado 21/03/20)

¹³²²*Ibid.*, p. 10.

¹³²³Gutiérrez Carlos Ariel, «*Falange Española y el pueblo*», *La Patria*, Manizales, 3 de febrero de 1938.

un movimiento estructurado ideológicamente en la nobilísima doctrina de la redención nacional.¹³²⁴ Por todo esto, Guillermo Camacho Montoya, evocó que los grandes protagonistas de la derecha nacionalista, como José Antonio Primo de Rivera, Calvo Sotelo y Goicoechea, predicaban enérgicamente por la unidad nacional por encima de todo y en contra de los regionalismos disolventes que creaba tensiones y fricciones.¹³²⁵

Por ende, para lograr la tan anhelada unidad nacional, se azuzó un nacionalismo agresivo, intransigente, que pretendía aniquilar cualquier elemento disgregador. Serrano Súñer lo dejó claro, cuando consagró que los nuevos pilares del *Nuevo Estado* eran: la designación precisa de enemigos internos, la eliminación de las enemistades, el advenimiento de un nuevo régimen autoritario de inspiración nacional, porque el fin último debía ser el aniquilamiento de cualquier antagonismo político, cultural o económico.¹³²⁶

Esta designación de enemigos contra el resurgimiento nacional también se manifestó en Colombia. En ambos países se designa el marxismo, al judaísmo y la masonería como enemigos internacionales.¹³²⁷ En un discurso, Ginés de Albareda dejó claro que la *Nueva España* era una realidad exenta de discusión y de ventilaciones partidistas, una nación sin relatividades.¹³²⁸ Para lograr este fin, José María Pemán defendía la instauración de un partido único para canalizar el movimiento nacional e instaurar una articulación entre poder y sociedad.¹³²⁹ Igualmente, el diario *Arriba* declaró que, con el triunfo nacionalista durante la Guerra Civil, España había logrado encauzar el camino de la unidad nacional, resolviendo su drama político de desintegración, de lucha de clases, de discordia entre las regiones, de pugna entre los grupos partidistas.¹³³⁰

Este nacionalismo excesivo desembocó en una exaltación de la originalidad hispánica y de la singular manera de ser español. José Antonio Primo de Rivera había proclamado que no bastaba con autodenominarse español, había que serlo, encarnando una manera especial de ser español, que el falangismo pretendía representar.¹³³¹ Para consolidar su originalidad, el

¹³²⁴Salazar García Gustavo, «José Antonio Primo de Rivera fundador de la Falange Española», *El Siglo*, Bogotá, 20 de noviembre de 1941, p. 4.

¹³²⁵Camacho Montoya Guillermo, «La rebelión de la unidad», *El Siglo*, Bogotá, 23 de junio 1937.

¹³²⁶«Serrano Súñer define los perfiles del Nuevo Estado nacionalista español ayer en Sevilla», *El Siglo*, Bogotá, 3 de abril de 1938.

¹³²⁷«La España grande», *El Siglo*, 1 de junio de 1939, p. 5.

¹³²⁸«Discurso de Ginés de Albareda», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 1 de febrero de 1938, n°105, p. 264.

¹³²⁹Pemán José María «Discurso de un reconocido escritor falangista en las hojas de la javeriana», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 196.

¹³³⁰«Ni comunismo ni fascismo», *Arriba*, Madrid, 13 de enero de 1944.

¹³³¹ De Montemar Félix, «Sobre la originalidad y el estilo de la Falange», *La Patria*, Manizales, 4 de enero de 1939, p. 6.

falangismo se demarcaba de los dos modelos dominantes-capitalismo y comunismo-, pero también de los demás autoritarismos de derecha. Esto constituía una cuestión interesante, que fue lo que más atrajo una franja importante de las elites políticas colombianas, obnubiladas por el carácter místico, católico, hispánico del proyecto falangista, es decir, por aquellos elementos originales del falangismo afines con los rasgos culturales colombianos. Por esto, desde España, el agregado cultural Eduardo Carranza, observando el ejemplo nacionalista español, infería que el nacionalismo creador, revolucionario y espiritual era la única forma de oponerse al comunismo:

Por mi parte sigo creyendo que la única, fórmula viva y creadora, la única fe posible para oponer al comunismo, particularmente en Suramérica, es el nacionalismo creador y espiritualista, un nacionalismo revolucionario que preste su dinámica a la solución filosófica y temporales del cristianismo en cuya órbita nos movemos y habremos de movernos siempre.¹³³²

6.2.3. Embestida contra la democracia liberal y parlamentaria.

La exaltación del orden, de la jerarquía y de un régimen autoritario y elitista, chocaba de frente contra el prototipo de la democracia liberal. Además del comunismo, el sistema democrático de corte liberal fue uno de los grandes enemigos del falangismo. De manera constante, el falangismo exponía los efectos nefastos de la democracia liberal y del sistema parlamentario. Esta crítica no era novedosa, puesto que existía desde finales del siglo XIX. Por ejemplo, Joaquín Costa, emblema del regeneracionismo en los últimos años del siglo XIX, acusaba el régimen parlamentario en manos de oligarcas de ser el principal freno de la modernización del país.¹³³³

Para desprestigiar la democracia liberal y el régimen parlamentario, los intelectuales falangistas y sus aliados reaccionarios, desataron una satanización de la Segunda República, siendo retratada como la gran culpable del drama español. En concreto, se acusaba la República de torcer el destino histórico de España, forzando un sendero contrario a la naturaleza y el espíritu español.¹³³⁴ También, se les recriminaba a las derechas tradicionales españolas de haber cometido un grave error, cuando en tiempos agitados participaron del juego republicano, en vez de apoyar el poder para aplastar al marxismo y el

¹³³² BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 13 de diciembre de 1951, de Eduardo Carranza a Carlos Urdaneta Holguín, p. 1.

¹³³³ De Brocà Salvador, *op.cit.*, p. 16.

¹³³⁴ « Cartas de España», *Revista javeriana*, Tomo VIII., Bogotá, julio-noviembre 1937, p. 383.

separatismo.¹³³⁵ Así pues, en su afán revolucionario por destruir rápidamente el legado de la España eterna y espiritual, los republicanos iniciaron un reformismo acelerado que provocó una reacción agresiva. Por ejemplo, el embajador de Colombia en Madrid, interpretó la agitación social en España -simbolizada por la revuelta en Asturias-, como la consecuencia del reformismo social acelerado de Azaña.¹³³⁶ De su lado, *La Patria* de Manizales, expresaba con hipérbole que la República española había sido “el peor de los gobiernos de la historia”.¹³³⁷ Para las derechas colombianas, los que confiaban en la Segunda República se veían, tarde o temprano, castigados. Por ejemplo, la destitución de Alcalá-Zamora era el fruto de su política inconsciente de confianza en la República y la democracia, y el no haber llamado a Gil Robles a formar gobierno cuando la derecha ganó las elecciones en 1933.¹³³⁸

Por otra parte, se representaba el régimen parlamentario como un régimen hipócrita, corrupto y viciado. En un especial sobre la historia de la Falange, el diario *La Patria* criticaba las elecciones en España que fueron fraudulentas e inútiles. De hecho, el falangismo, en múltiples ocasiones, advertía que el triunfo final no saldría de las urnas, ya que estas podían ser adulteradas.¹³³⁹ Además, Guillermo Camacho Montoya mencionó que José Antonio Primo de Rivera había criticado el sistema de partidos, puesto que había reforzado el caudillaje local y regional que tanto mal había causado en España.¹³⁴⁰

Según estas perspectivas, las democracias liberales eran fácilmente manipulable, porque practicaban la democracia de acuerdo con sus conveniencias, no siendo más que un simple cartel electoral, que hacía creer al pueblo, de manera ilusoria, que gobernaba.¹³⁴¹ Fundándose en el ejemplo español, Laureano Gómez afirmó que la democracia era la antesala y el trampolín de la revolución comunista.¹³⁴² Según esta perspectiva, los comunistas alegaban la legalidad y la democracia para llegar al poder, pero luego no aplicaban sus reglas cuando controlaban el poder. Para demostrarlo se designaba las zonas de España controladas por republicanos, en donde según las derechas colombianas, se produjo una clara ruptura de la

¹³³⁵ «Santiago y cierra, España», *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936.

¹³³⁶ AGN. Caja 282, carpeta 22, folio 252. Madrid, 10 de octubre de 1934, de la Legación de Colombia en España, Manuel Marulanda al MRE. Documento n°1904, p. 1.

¹³³⁷ «La Contra-Revolución», *La Patria*, Manizales, 18 de julio de 1936, p. 3.

¹³³⁸ «La crisis española», *El Siglo*, Bogotá, 9 de abril 1936.

¹³³⁹ «Historia de la “Falange”», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1938, p. 11.

¹³⁴⁰ Camacho Montoya Guillermo, «Primo de Rivera precursor», *La Tradición*, Vol. III. Medellín, 10 agosto de 1937, p. 459.

¹³⁴¹ «La democracia liberal», *La Patria*, Manizales, 12 de enero de 1939, p. 5.

¹³⁴² «Laureano Gómez en el Círculo fascista español», *El Colombiano*, Medellín, 1 de febrero de 1938, p. 5.

institucionalidad y de la legalidad.¹³⁴³ Además, las derechas colombianas ponían en tela de juicio las pretendidas causas filántropas y principios humanitarios de la democracia. Para *La Patria*, la democracia no era más que: “*patraña solemnizada por la literatura de los derechos del hombre y del ciudadano, que han sido hasta el presente uno de los más horrendos espejismo retóricos para flirtear las masas y lanzarlas al despotismo de sus instintos.*”¹³⁴⁴

Por ende, una parte importante de las elites derechistas colombianas y españolas de la época, estaban convencidas de la decadencia y el fin de las democracias liberales. Eugenio Montes clamaba que la democracia no era síntoma de juventud sino de decadencia.¹³⁴⁵ El hijo falangista de Gregorio Marañón hablaba de “la bancarrota de los sistemas liberales” y de las democracias en el mundo.¹³⁴⁶ No por nada, *La Patria Nueva* exaltaba a Spengler que había advertido que el cesarismo podría salvar occidente de las plutodemocracias, alentando el uso de la fuerza para salvar las naciones en ruinas; como lo demostraban los ejemplos “salvadores” de Mussolini, Hitler y Franco.¹³⁴⁷ Ante el avance del fascismo y los regímenes autoritarios, Juan Roca Lemus proclamaba el fin de las democracias fratricidas que provocaban anarquía y caos.¹³⁴⁸ De su lado, el estadista conservador Rafael Azula Barrera, catalogó la democracia como una aristocracia de oradores, insistiendo en la crisis del sistema democrático que ya no tenía sino “partidarios románticos”.¹³⁴⁹

Pero detrás de este asalto a la democracia liberal, se escondían razones estratégicas para preparar el abono a la consagración de nuevo régimen político. La idea abstracta de democracia implicaba un amplísimo espacio para interpretaciones diversas, aprovechado por falangistas y sectores reaccionarios. *Derechas* manifestaba que Gil Robles criticó el sistema de partidos y el sufragio universal inorgánico, promoviendo como opción la organización corporativa del Estado.¹³⁵⁰ A decir verdad, el falangismo intentó arrebatarle al liberalismo el monopolio teórico sobre democracia, ofreciendo otra interpretación. Denunciando, por ejemplo, que la verdadera democracia había sido alterada y pervertida. Por el contrario,

¹³⁴³ «Los rojos españoles invocan hoy la “legalidad” y la “democracia”», *El Colombiano*, Medellín, 14 de febrero de 1938, p. 7.

¹³⁴⁴ « Madrid, Roma y Berlín », *El Colombiano*, Medellín, 9 de noviembre de 1936, p. 3.

¹³⁴⁵ Montes Eugenio, «La democracia no es un síntoma de juventud, sino de decadencia», *Derechas*, Bogotá, 3 de abril de 1936.

¹³⁴⁶ Marañón Moya Gregorio, «La bancarrota de los sistemas liberales», *La Patria*, Manizales, 2 de octubre de 1938, p. 3.

¹³⁴⁷ «La plenitud del héroe », *La Patria Nueva*, Cartagena, 14 de abril de 1939, p. 3.

¹³⁴⁸ Roca Lemus Juan (Rubayata), «Una España Grande Libre!», *El Colombiano*, Medellín, 16 de mayo de 1939, p. 3.

¹³⁴⁹ Azula Barrera Rafael, «La democracia he ahí el enemigo», *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936.

¹³⁵⁰ Jara Víctor Emilia, «Hacia el corporativismo», *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936.

proponía otra interpretación de “la verdadera democracia” y del gobierno del pueblo, desviándola de la interpretación de Rousseau, quien había posibilitado que esta decayera en “la tiranía de la plebe”.¹³⁵¹ De esta manera, “la bandera de Ginebra”, como la llamaba Giménez Caballero, devenía el más grave peligro de todos.¹³⁵² Asimismo, Gil Robles alegaba que había que terminar con el monopolio de las democracias liberales antidemocráticas, y abogaba por un concepto de democracia orgánica donde el individuo podía integrarse a la sociedad mediante el intermedio de corporaciones.¹³⁵³

Entonces, el falangismo reinterpretaba y reajustaba el concepto de democracia. Frente al dominio sin responsabilidad de “la chusma”, la Falange defendía un sentido riguroso y exacto de la democracia, puesto que la democracia no era el gobierno de “la turba” y la entrega del poder a las masas, sin control ni técnica.¹³⁵⁴ Igualmente, *El Colombiano* concluía que la revolución española era un auténtico movimiento democrático, porque recogía y traducía el más hondo sentir de la nación española.¹³⁵⁵ En consonancia con esto, *La Patria Nueva* agregaba que la verdadera antidemocracia no estaba del lado de las organizaciones fascistas, sino de los regímenes liberales o democráticos.¹³⁵⁶ A su vez, Laureano Gómez también explicó que Franco proyectaba para la *Nueva España*, no una democracia parlamentaria, sino una democracia directa y autocrática.¹³⁵⁷ En conclusión, en oposición a la democracia liberal, en España como en Colombia, empezó a defenderse un concepto de democracia orgánica, cristiana, jerárquica inspirada en tiempos medievales y la mística católica hispana.¹³⁵⁸

Por eso, en paralelo a esto, los falangistas defendieron la institucionalidad y legalidad del nuevo Régimen, que según ellos, no se emancipaba de las reglas de derecho, simplemente se asentaba en nuevas normas y reglas. Por eso, el Falangista Raimundo Fernández Cuesta en 1952 insinuaba que el Estado de derecho, no solo era posible en el marco de un Estado liberal.¹³⁵⁹ De ahí que, Franco siempre se vanaglorió del ropaje institucional legítimo de su

¹³⁵¹Orientaciones, «El católico ante el problema del mundo actual», *Revista Javeriana*, Tomo XIX, Bogotá, febrero-junio.1943, p. 145.

¹³⁵²Giménez Caballero Ernesto. *Genio de España*, op.cit., p. 263.

¹³⁵³Gil Robles José María, «La República española y su futura forma política », *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 15 de diciembre de 1937, n °104, p. 243.

¹³⁵⁴Lema Echeverri, «Democracia y Falange», *La Patria Nueva*, Cartagena, 12 de marzo de 1938, p. 4.

¹³⁵⁵Botero Arias Arturo, «La democracia cristiana», *El Colombiano*, Medellín, 28 de enero de 1939, p. 3.

¹³⁵⁶Lema Echeverri, «Democracia y Falange», *La Patria Nueva*, Cartagena, 12 de marzo de 1938, p. 4.

¹³⁵⁷«Laureano Gómez en el Círculo fascista español», *El Colombiano*, Medellín, 1 de febrero de 1938, p. 5.

¹³⁵⁸Camacho Montoya Guillermo, «La democracia organizada», *Derechas*, Bogotá, 28 Enero de 1937, p. 3.

¹³⁵⁹ Palabras pronunciadas en la sede del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Madrid, el 30 de junio de 1952. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, op.cit., p. 27.

“democracia orgánica”. Efectivamente, negando el carácter despótico del *Nuevo Orden*, Franco recordaba que se llevaron a cabo numerosas elecciones corporativas seguidas: elecciones sindicales y corporativas, elecciones locales para renovar las corporaciones provinciales, siempre respetando el nuevo código de Administración local.¹³⁶⁰Incluso, en 1955, el caudillo español se felicitó de la eficacia de las Cortes: “*Las cuatro legislaturas anteriores han venido demostrando la eficacia de las Cortes en la elaboración de la Nación. Al estudio y análisis de los proyectos por el Gobierno, ha seguido el periodo de publicación y de conocimiento público (...)*”.¹³⁶¹

6.3. Un modernismo reaccionario hispánico.

El falangismo fue un movimiento auténticamente español, y en medio de los demás fascismos europeos, logró distinguirse por una serie de rasgos singulares como su veta espiritual y mística, su elitismo e intelectualismo, su defensa del abolenjo católico, y su anhelo de imperialismo hispánico. Como bien lo definió *El Siglo*, si bien existió una atmósfera genérica, reaccionaria y fascista, esta se ramificó en varios movimientos nacionales que reflejaban el alma genuina de cada pueblo.¹³⁶²Entre estos, el falangismo realizó esfuerzos constantes para distinguirse del fascismo, a pesar de sus similitudes, reivindicando su propia autenticidad y originalidad.¹³⁶³ En 1939, Salvador Minguijón un catedrático de Historia del derecho de la Universidad de Zaragoza, reafirmó, sin ambages, que el movimiento que acaudillaba Franco, era un movimiento auténticamente español.¹³⁶⁴ Por su parte, el escritor y político falangista Manuel Halcón, expresó que una mística hispánica singular, teñía la Falange.¹³⁶⁵De su lado, Gil Robles advirtió que, si bien los comunistas acusaron el régimen de fascismo, en España no podían triunfar las doctrinas fascistas, no por malas, sino por ser inadecuadas con las necesidades españolas.¹³⁶⁶

¹³⁶⁰Discursos pronunciados en la sesión inaugural del día 14 de mayo de 1946. En: Franco Francisco. Discursos y mensajes de S.E. el Jefe de Estado a las cortes españolas (1943-1961). Madrid: Sucesores de Rivadeneyra, 1961, p. 23.

¹³⁶¹ Discurso pronunciado en la sesión inaugural del día 16 de mayo de 1955. En: Franco Francisco, *op.cit.*, p. 128.

¹³⁶²«La Falange es Católica», *El Siglo*, 9 de enero de 1938, p. 8.

¹³⁶³Pemán José María, « La Falange Española Tradicionalista y de las JONS », *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, n° 52, p. 261.

¹³⁶⁴Minguijón Salvador, «Un movimiento espiritualista y religioso », *La Patria*, Manizales, 1 febrero de 1939, p. 6.

¹³⁶⁵Halcón Manuel, José Antonio o la nobleza heredada y transmitida», *Revista Colombiana*, Vol. XIII., Bogotá, diciembre de 1941, n°148, p. 594.

¹³⁶⁶Gil Robles José María, «La República Española y su futura forma política», *Revista Colombiana*, Vol. IX, 15 de diciembre de 1937, n°104, p. 242.

En realidad, al igual que los demás modernismos reaccionarios, el falangismo acompañaba elementos del pasado y proyecciones renovadoras, aunando tradición y vanguardia ideológica. Como bien lo definía el historiador Jiménez Rodríguez, el falangismo logró combinar postulados reaccionarios y contrarrevolucionarios, con modernos sistemas de lucha, anticonservadores, dinámicos y novedosos.¹³⁶⁷ En consecuencia, si bien el falangismo instrumentalizó un pasado católico, imperial e hispánica, también propuso lineamientos políticos, ideológicos renovadores, que pretendieron superar la modernidad liberal desbocada. Por ende, como los demás fascismos europeos, moldeó un nuevo estilo para hacer política, transformando sus manifestaciones, con el adorno de símbolos, himnos, lemas y emblemas que eran conocidos de memoria, de ambos lados del Atlántico. En Colombia se promovió con profusión ese estilo original y auténtico. *La Patria* espetó que la Falange y “José Antonio” habían impuesto un nuevo “estilo de vida y de lucha”.¹³⁶⁸ Por consiguiente, en retratos emotivos y apasionados de España, el falangista era representado como un militante que luchaba con ardores por la Patria. Por eso, el falangismo más que un modelo político e ideológico, era una norma de vida, que realizaba una armonización de una serie de principios ortodoxos con las nuevas exigencias económicas del tiempo.¹³⁶⁹

6.3.1. La dimensión mística y espiritual: una proyección panhispánica y católica.

La característica mística y espiritual del proyecto falangista era fundamental y fue poco analizada en Colombia. De hecho, esta dimensión fue uno de los elementos claves, que permitía distinguirlo de otros proyectos ideológicos como el fascismo, el comunismo o el capitalismo liberal. En una tierra tan católica como Colombia, las especulaciones espirituales y místicas fascinaban a numerosos intelectuales locales. En concreto, gran impacto generó en Colombia, el respaldo que recibió el bando sublevado de parte del Vaticano, quien en su alocución del 16 de abril de 1939 felicitaba la victoria nacionalista como un triunfo del cristianismo.¹³⁷⁰ Así pues, en *La Patria*, el catedrático de historia, Salvador Minguijón, retrató el falangismo como un movimiento novedoso, espiritual y religioso que se enroló en la continuidad del tradicionalismo español, pero sin reducirse a él.¹³⁷¹ Sin sorpresa, desde muy temprano el régimen franquista intentó congeniar con las fuerzas religiosas españolas. En la

¹³⁶⁷Rodríguez Jiménez José Luis, *op.cit.*, p. 150.

¹³⁶⁸Gutiérrez Carlos Ariel, «*Falange Española y el pueblo*», *La Patria*, Manizales, 3 de febrero de 1938, p. 4.

¹³⁶⁹«España redimida», *El Colombiano*, Medellín, 28 de enero de 1939, p. 5.

¹³⁷⁰«Alocución a España», *Revista Javeriana*, n° 52, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 215.

¹³⁷¹Minguijón Salvador, «Un movimiento espiritualista y religioso», *La Patria*, 1 febrero de 1939, p. 6.

práctica, la diplomacia colombiana en Madrid, informó en octubre de 1939 que Franco restableció el presupuesto del clero con ley del 9 de noviembre de 1939, después de abolir el divorcio mediante la ley del 23 de septiembre de 1939.¹³⁷²

Por consiguiente, el falangismo bosquejó una perspectiva nueva para solucionar el problema español, pero situándolo en el caudal de la tradición imperial, hispánica y católica.¹³⁷³ Por cierto, desde el traumatismo de las pérdidas de los últimos reductos coloniales en 1898, la cuestión hispanoamericana fue una constante del pensamiento español y un componente esencial en el proceso de construcción de un imaginario nacional reaccionario. Con este fin, el falangismo retomó algunos aspectos del pesimismo, decadentismo y derrotismo del siglo XIX, junto a una mitificación del pasado imperial y católico, para proponer una proyección ultramarina panhispánica como elemento catalizador y regenerador de la nación. De hecho, la mayoría de los regímenes autoritarios y fascistas europeos, manifestaron pretensiones imperiales, como una estrategia propagandística, cultural y mística que tenía como propósito desempolvar los ardores nacionales de las masas, en torno a un designio imperial. Sin embargo, hay que precisar que se utilizó la palabra “imperio”, no tanto como un dominio territorial, geográfico, sino más bien en el sentido de una aspiración cultural y espiritual de imperar en el pensamiento ecuménico.¹³⁷⁴ En pocas palabras, era necesario el reconectar con la grandeza pasada, para renacer.

Por lo tanto, el falangismo reivindicó una vocación universalista, postulándose como el restaurador del imperio católico hispano. Con la creación de FET y de las JONS, se acrecentaron esas pretensiones de restauración católica e imperial.¹³⁷⁵ Como lo invocó Fermín Yzurdiaga, la Falange tenía “una misión imperial y universal” para expandir el espíritu por el mundo.¹³⁷⁶ Al respecto, el falangista Eugenio Montes recordaba que el filósofo alemán, Hermann von Keyserling, había dicho que en medio de la decadencia, España podía ser por sus valores espirituales la gran reserva moral del mundo.¹³⁷⁷ De esta manera en las líneas de *El*

¹³⁷²BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejos. Documentos y colecciones especiales. Fondo 046, MRE, Caja 0008. Madrid, 11 de enero de 1940, de Legación de Colombia en España al Señor López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Documento n° Mss/563/1/8/501.

¹³⁷³De Montemar Félix, «Sobre la originalidad y el estilo de la Falange», *La Patria*, Manizales, 4 de enero de 1939, p. 6.

¹³⁷⁴*Ibíd.*

¹³⁷⁵Bustillo García Leonardo, «La historia de las JONS de guillén de Zelaya », *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, mayo 1939, p. 1276.

¹³⁷⁶Yzurdiaga Lorca Fermín, «Falange y Raza», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 255.

¹³⁷⁷Montes Eugenio, «La democracia no es un síntoma de juventud, sino de decadencia», *Derechas*, Bogotá, 3 de abril de 1936.

Siglo, Serrano Súñer aseguró que la misión espiritual era parte de la esencia del falangismo que se fundaba sobre una doctrina moral sincera.¹³⁷⁸

En Colombia, en un contexto de repudio del materialismo, los argumentos espirituales tuvieron mucho peso. Gonzalo Restrepo Jaramillo, afirmó que sin ley moral se favorecía la decadencia, como lo demostraban los países que siguieron los pasos de Manchester y Moscú.¹³⁷⁹ En una entrevista de Franco con uno de los voceros de la Hispanidad en América, este último manifestó su orgullo por el apoyo de América Latina a los cruzados españoles, calificándolo como “un plebiscito de amor de sus hijas americanas”.¹³⁸⁰ Según estas perspectivas, la cruzada había logrado salvar la civilización sobre la tragedia de un pueblo ensangrentado, en el cual se había manifestado una vez más la vitalidad de la raza hispánica. Por eso, Giménez Caballero justificaba la misión universal de España, después de salvarse a sí mismo, ahora debía liberar al mundo, mediante un imperialismo hispano.¹³⁸¹ De esta manera lo resumía *El Siglo*: “*La empresa actual de España es universal, señalada por la Providencia para salvar el Mundo, al Imperio y a la Cristiandad.*”¹³⁸²

Pero para triunfar, el impulso espiritual debía enfrentarse a la expansión del materialismo. Por esta razón, el falangismo propuso frente a las fuerzas del materialismo, tanto capitalista como comunista, un regreso al espíritu y los valores eternos. *La Patria* presentó ese antagonismo en la península española, como la titánica lucha entre dos ideologías irreconciliables: “*la concepción espiritualista de la vida y el materialismo histórico, Cristo y Lenin.*”¹³⁸³ Más explícitamente *El Siglo* afirmó que:

España vuelve a su legendario papel, que no ha sido impulsar el predominio de la industria, ni aumentar la riqueza material, ni extender el comercio, ni acumular el oro en las arcas fiscales a los sótanos de los ricos. La misión en España es la lucha por el espíritu.¹³⁸⁴

¹³⁷⁸«Serrano Súñer define los perfiles del nuevo Estado nacionalista español ayer en Sevilla», *El Siglo*, 3 de abril de 1938.

¹³⁷⁹Restrepo Jaramillo Gonzalo, «La crisis contemporánea», *El Siglo*, Bogotá, 28 de junio de 1941, p. 5.

¹³⁸⁰Cuadra pablo Antonio, «España para ejemplo de América», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, enero de 1942, n° 149, p. 624.

¹³⁸¹Giménez Caballero Ernesto, «Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición*, op.cit., p. 1097.

¹³⁸²«El problema nacional La hora de España», *El Siglo*, Bogotá, 21 de enero de 1939, p. 5.

¹³⁸³«Un sentido de la lucha», *La Patria*, Manizales, 11 de enero 1939, p. 3.

¹³⁸⁴«Arriba España! », *El Siglo*, Bogotá, 9 de noviembre 1936, p. 3.

Con esta exaltación del espíritu de cruzada, la glorificación de la Hispanidad se tornaba como un escudo cultural e ideológico contra “la penetración asiática”.¹³⁸⁵ Según Laureano Gómez, con la reacción y cruzada nacionalista, España volvía a ser grande, salvando “la divina civilización de Cristo” frente a la furiosa acometida de “la barbarie”.¹³⁸⁶ *El Siglo* insistía que ante la disyuntiva espíritu o materia, el falangismo siempre escogió el camino religioso porque no aceptaba que la vida fuera un mero juego de factores económicos. Por eso rechazó la interpretación materialista de la vida, defendiendo a la inversa, el espíritu como factor decisivo de la vida de los pueblos.¹³⁸⁷ En resumidas cuentas, esta “cruzada” permitió demarcar la ciudad del bien y la ciudad del mal: siendo la primera de talante espiritual y defensora del orden, de la patria, de dios, de la civilización tradicional, y la segunda eminentemente materialista, marxista, comunista y anarquista.¹³⁸⁸

De manera que, para el falangismo, los progresistas del siglo XIX habían desarraigado las raíces hispánicas de su fe, sus tradiciones, su historia de “grandeza”, de su pasado imperial, aniquilaron su personalidad para convertirla en la imitadora servil de un positivismo de ultra pesos.¹³⁸⁹ Puesto que, durante dos siglos, las izquierdas españolas vivieron de préstamos a Francia, a Inglaterra y a Alemania, pero menos mal, la España franquista logró reconectar con su espíritu tradicional verdadero.¹³⁹⁰ Por consiguiente, la revolución nacional falangista era “la resurrección del alma española de su espíritu caballeresco de antaño”.¹³⁹¹ En un discurso celebré, José María Pemán declaró que el bando sublevado español representó, en esencia, “la reacción de los viejos valores espirituales que se pusieron de pie el 18 de julio”.¹³⁹² Igualmente, Julio Ruiz de Alda aseveró que el falangismo no quería únicamente consolidar un *Nuevo Estado*, sino instaurar un nuevo espíritu.¹³⁹³ Este regreso del espíritu acarrea una nueva interpretación de la libertad, que giraba alrededor del hombre como portador de valores eternos.¹³⁹⁴ De acuerdo con esto, José María Pemán resaltó que la principal

¹³⁸⁵ «Franco el reconstructor», *La Patria*, Manizales, 1 de febrero de 1938, p. 3.

¹³⁸⁶ Gómez Laureano, «Grandeza y Decadencia de España», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 1 de febrero de 1938, n°105, p. 261.

¹³⁸⁷ «La Falange es Católica», *El Siglo*, Bogotá, 9 de enero de 1938, p. 8.

¹³⁸⁸ «Cartas de España», *Revista javeriana*, Tomo VIII, Bogotá, julio-Noviembre 1937, p. 386.

¹³⁸⁹ Sánchez Álvaro, «Los escritores españoles y su influencia en la revolución», *Revista Colombiana*, Vol. XII, Bogotá, diciembre 1940, n°138, p. 150.

¹³⁹⁰ «Nacionalismo español», *La Patria*, Manizales, 29 de marzo de 1939, p. 3.

¹³⁹¹ «España y Colombia», *El Colombiano*, Medellín, 28 de julio de 1936, p. 3.

¹³⁹² Pemán José María, «Discurso de un reconocido escritor falangista en las hojas de la javeriana», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 195.

¹³⁹³ Alda Julio Ruiz, «Unas palabras de Julio Ruiz de Alda», *Semanario de la Falange*, Madrid, 7 de diciembre de 1933, p. 3.

¹³⁹⁴ Yzardiaga Lorca Fermín « Falange y Raza», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 255.

base de FET y de las JONS, fue la reintegración del hombre con los pilares tradicionales: Dios, la casa, la familia.¹³⁹⁵

Peso a todo, la sacralización del falangismo, creó ciertas tensiones con la Iglesia católica española. Por ejemplo, mucho ruido generó el incidente de mayo 1940 entre el arzobispo de Sevilla, Monseñor Pedro Segura, debido a que este se negó a aceptar una petición de las jerarquías falangistas, de grabar en los muros de los templos, en lugares visibles y prominentes, los nombres de José Antonio Primo de Rivera y los falangistas más ilustres fusilados durante la Guerra Civil.¹³⁹⁶

Sin embargo, las derechas colombianas ponían de relieve, que de José Antonio Primo de Rivera a Franco brotó de nuevo la mística hispana.¹³⁹⁷ Para ellas, los “héroes” falangistas que iniciaron la reconquista, eran los descendientes de los grandes colosos de la España imperial y católica, como fueron los Reyes Católicos, Fray Luis de León, Felipe II, Teresa de Jesús y otros”.¹³⁹⁸ Claramente, desde Colombia se elogiaba ese regreso de la grandeza pasada de España que tuvo su apogeo bajo los Reyes Católicos.¹³⁹⁹ Igualmente, *Derechas* afirmó que sin duda, la Falange fue la prolongación de la España imperial de Felipe II.¹⁴⁰⁰ En Cartagena, *La Patria Nueva* ensalzó “la España auténtica” que con sus muertos, de manera “heroica” enderezaba España por su cauce auténtico.¹⁴⁰¹ Sobre todo, la personificación del regreso de la mística de la Hispanidad, fue sin lugar a dudas Ramiro Maeztu, intelectual muy comentado en Colombia. Abel Naranjo Villegas, lo retrataba de manera virtuosa como una figura inmortal de la *Nueva España* que supo elevar la Hispanidad como un valor espiritual y universal.¹⁴⁰² En consecuencia, el triunfo de Franco y sus soldados, era percibido como un acontecimiento glorioso no solo para España sino para todo el mundo civilizado.¹⁴⁰³

¹³⁹⁵ Pemán José María, «La Falange Española tradicionalista y de las JONS », *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, n° 52, p. 329.

¹³⁹⁶ BLAÁ. Archivo Eduardo Santos Montejó. Documentos y colecciones especiales Fondo 046, Caja 0008. MRE, Madrid, 8 de mayo de 1940, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa ministro de Relaciones Exteriores. La Política exterior de España durante los meses de marzo y abril de 1940. Documento n° Mss/563/1/8/524, p. 4.

¹³⁹⁷ Roca Lemus Juan (Rubayata), «Una España Grande Libre!», *El Colombiano*, Medellín, 16 de mayo de 1939, p. 3.

¹³⁹⁸ Roca Lemus Juan, «Santiago y abre España, Franco y cierra España!», *El Colombiano*, Medellín, 6 de febrero de 1939, p. 3.

¹³⁹⁹ «Derechas e izquierdas», *El Colombiano*, Medellín, 18 de julio de 1936, p. 8.

¹⁴⁰⁰ «Manuel Hedilla», *Derechas*, Bogotá, 5 Febrero de 1937, p. 3.

¹⁴⁰¹ «Como morirán los hijos de la España auténtica», *La Patria Nueva*, Cartagena, 3 de septiembre de 1938, p. 5.

¹⁴⁰² Naranjo Villegas Abel, «Semblanza mística de Ramiro Maeztu», *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 18 de junio de 1938, n°36, p. 819.

¹⁴⁰³ «Cayó Barcelona, Arriba España!», *La Patria*, Manizales, 29 de enero de 1939, p. 5.

Por último, un elemento que se destacaba con insistencia en Colombia, era la presentación de la Falange como defensora de la catolicidad y del cristianismo. Frente a las acusaciones de paganismo y materialismo, el falangismo siempre destacó su sentido religioso de la vida y el respeto a la Iglesia católica.¹⁴⁰⁴Indudablemente, el falangismo se erigió en protector de “una catolicidad azotada”, puesto que según *El Siglo* desde el principio de la era cristiana no se recordaba una persecución comparable como la que le asestaba el Frente Popular.¹⁴⁰⁵Para las derechas era importante insistir sobre el hecho que el nuevo régimen era un Estado fundado sobre la catolicidad.¹⁴⁰⁶Por este motivo, en su despedida de Bogotá, Ginés de Albareda mencionó que Franco se rendía “a las fuerzas del espíritu y al concepto cristiano de la vida”.¹⁴⁰⁷En relación con esto, Juan Roca Lemus subrayaba que Franco había consolidado la fortaleza de un verdadero Estado Católico.¹⁴⁰⁸Del mismo modo, en junio 1939, la *Revista Javeriana* recordaba el testamento que José Antonio Primo de Rivera escribió poco antes de morir, en el cual “se traslucía el verdadero espíritu cristiano del héroe”, prueba de su conformidad con el catolicismo, y siendo un ejemplo de la dignidad cristiana antes de morir.¹⁴⁰⁹En el mismo sentido, José María Pemán, declaró que con la legislación falangista y los pilares del *Nuevo Estado* demostraban una lealtad con el pasado católico.¹⁴¹⁰ Esto se confirmaba con hechos concretos que destacaba la prensa colombiana. Por ejemplo, el 3 de mayo de 1938, el régimen demostraba su tonalidad católica con el restablecimiento de la Compañía de Jesús.¹⁴¹¹

6.3.2. Legitimación de la violencia y la acción directa.

Como los demás fascismos europeos, el falangismo retomaba la idea soreliana de la violencia regeneradora. Acorde con esto, difundieron una nueva concepción de la violencia, que ya no era satanizada, sino glorificada. A decir verdad, el falangismo justificaba la violencia como medio legítimo para lograr fines superiores como la revolución nacional, la

¹⁴⁰⁴Pemán José María, « La Falange Española Tradicionalista y de las JONS », *Revista Javeriana*, Bogotá, Tomo XI, febrero-junio de 1939, n° 52, p. 261.

¹⁴⁰⁵«los mártires de España», *El Siglo*, Bogotá, 3 de mayo de 1940, p. 4.

¹⁴⁰⁶«Revolución y sinceridad», *El Siglo*, Bogotá, 24 de julio de 1938, p. 5.

¹⁴⁰⁷«despedida de Ginés de Albareda», *El Siglo*, Bogotá, 2 de marzo de 1938, p. 5.

¹⁴⁰⁸Roca Lemus Juan, «El pueblo español repitió su voluntad inquebrantable contra el bolchevismo. (discurso de Franco el 11 de abril 1949)», *El Colombiano*, Medellín, 13 de abril de 1949, p. 3.

¹⁴⁰⁹Cosas de España «El testamento hológrafo de José Antonio Primo de Rivera», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 249.

¹⁴¹⁰Pemán José María, « La Falange Española Tradicionalista y de las JONS », *Revista Javeriana* n° 52, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, p. 262

¹⁴¹¹Minguijón Salvador, «Un movimiento espiritualista y religioso », *La Patria*, Manizales, 1 febrero de 1939, p. 6.

unidad y el nacionalsindicalismo. En el *Semanario de la Falange*, Julio Ruiz de Alda defendía que la violencia podía ser útil si obedecía a grandes fines.¹⁴¹² Teorizada en inicio por los sectores jonsistas, fue un instrumento central de las reflexiones falangistas, en 1931 Ramiro Ledesma Ramos dejaba claro, la legitimidad de la violencia:

En las horas supremas en que un pueblo efectúa su Revolución, las frases pacifistas deben ser condenadas como contrarrevolucionarias. De igual modo, que se fusila en tiempos de guerra a los derrotistas cobardes, hoy el pueblo español tiene derecho a exigir la última pena para los que opongan a la marcha de la Revolución.¹⁴¹³

De su lado, Onésimo Redondo argumentaba que en ciertas ocasiones era justificado una violencia defensiva: “*Y el uso de la violencia en las luchas políticas, por iniciativa de una facción, da derecho a los demás a defenderse o prevenirse adecuadamente para mantener su libertad política frente al agresor*”.¹⁴¹⁴

El argumentario falangista sobre la violencia regeneradora era conocido y difundido en Colombia. *La Tradición* evocaba que la dialéctica de “los puños y las pistolas” nació con Ramiro Ledesma Ramos y las JONS, en un famoso banquete en el cual defendió: “*la conquista del cuerpo tradicional de España, con la fuerza de las pistolas verdaderas*”.¹⁴¹⁵ Así pues, según *La Patria*, la sublevación nacional en España era el ejemplo típico de que la violencia a veces, era un camino legítimo.¹⁴¹⁶ Además, se recordaba a menudo, que para José Antonio Primo de Rivera era necesario defender la patria “con la pluma y con el puño”.¹⁴¹⁷ Por su parte, Gabriel Mejía Henao, resaltaba que uno de los éxitos del falangismo, fue haber sido el primer movimiento en vislumbrar la necesidad de la lucha directa, ardiente y combativa para realizar la revolución nacional.¹⁴¹⁸

De este modo, la exaltación de la violencia se insertaba en la sacralización general del nuevo espíritu falangista, caracterizado por el fervor agresivo, por lo combativo, por lo gallardo y lo valiente. El camino que tomaba el falangismo, no era un lugar para “los

¹⁴¹²De Alda Julio Ruiz, «Unas palabras de Julio Ruiz de Alda», *Semanario de la Falange*, Madrid, 7 de diciembre de 1933, p. 3.

¹⁴¹³Ledesma Ramos Ramiro. *¡Hay que hacer la revolución hispánica, carta al comandante Franco!* Madrid: Editorial Albero, 1931, p. 15.

¹⁴¹⁴«Hacia una nueva política, justificación de la violencia», *Libertad*, n°28, 21 de diciembre de 1931. En: Redondo Onésimo. *Textos políticos*, Madrid: Doncel, 1975, p. 131.

¹⁴¹⁵Bustillo García Leonardo «La historia de las JONS de guillén de Zelaya », *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, Mayo 1939, p. 1269.

¹⁴¹⁶Augusto Ramírez Moreno, « Nación y ejército, socialismo y antipatria», *La Patria*, Manizales, 27 de julio de 1936, p. 3.

¹⁴¹⁷Varela Fabio, «Elogio a Acción española y ciertas figuras», *La Patria*, Manizales, 1 de abril de 1938, p. 3.

¹⁴¹⁸Henao Mejía Gabriel, «España y su guerra», Vol. IV, *La Tradición*, Medellín, agosto 1938, p. 953.

tímidos”, sino el sendero de “los héroes”, de los “apóstoles” de la lucha.¹⁴¹⁹ En particular, José Antonio Primo de Rivera espetó que la revolución no requería de tácticas tibias, por el contrario, exaltó las actitudes enérgicas y extremas, y reafirmó que era indispensable encontrar otro camino que el de las elecciones para regenerar España.¹⁴²⁰

Entre tanto, hay que recordar que fue por su conformismo y debilidad de acción, que los falangistas criticaron a las derechas tradicionales españolas. Al respecto, Eugenio Montes reprochaba a burgueses y conservadores, de ser los que más obstáculos opusieron a los que tomaban acciones fuertes.¹⁴²¹ Sin lugar a dudas, la victoria del bando sublevado, radicalizó la intransigencia, que cerraba los espacios para la mediación o negociación.¹⁴²²

De manera que, por su coraje y acción durante la Guerra Civil Española, los falangistas fueron un ejemplo para las juventudes colombianas, como alternativa al inmovilismo peligroso.¹⁴²³ *El Siglo*, confirmó que, con “sus mártires y jóvenes heroicos”, los falangistas irradiaron una nueva forma de hacer política.¹⁴²⁴ Con esto, una apología de la violencia y de la acción intrépida se expandía en el seno de las derechas colombianas. En 1939, el encargado de negocios de España en Colombia, de filiación republicana, advirtió que las derechas colombianas utilizaban las mismas tácticas agresivas que las derechas españolas, mientras que el gobierno liberal solo hacía concesiones para no disgustar el Partido Conservador.¹⁴²⁵

Se vislumbraba entonces como corolario a esta glorificación de la violencia como método legítimo, una exaltación del mártir que se sacrificaba por la patria o por una causa universal.¹⁴²⁶ Esa martirilogía se divisaba en la importancia que se les acordaba a los mártires españoles como Maeztu, José Antonio, o Calvo Sotelo, quienes habían facilitado con su muerte “el despertar y la redención de su patria”.¹⁴²⁷ *La Patria*, hablaba del falangismo como del movimiento más admirable de la humanidad, cuya breve historia estaba henchida de sacrificio, de dolor, de fe, de mística y encendimiento emocional por España.¹⁴²⁸ De su lado,

¹⁴¹⁹ «España redimida», *El Colombiano*, Medellín, 28 de enero de 1939, p. 5.

¹⁴²⁰ «El Cartel. Discurso de José Antonio Primo de Rivera», *La Patria*, Manizales, 2 de abril de 1938, p. 5.

¹⁴²¹ Salazar García Elías, «Roma sí, Moscú, no!», *Derechas*, Bogotá, 10 de septiembre de 1936, p. 1.

¹⁴²² Aznar Manuel, «La imposible mediación», *La Patria*, Manizales, 9 de enero de 1939, p. 9.

¹⁴²³ Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de Grandeza », *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

¹⁴²⁴ «Discurso nacionalista de Franco », *El Siglo*, Bogotá, 2 de abril de 1939, p. 4.

¹⁴²⁵ AGA. Fondo 15, Caja 54/03119. Bogotá, 25 de enero de 1939, De la Legación de España en Colombia al MAE. Asunto: Informe sobre actual situación política de Colombia 1939. Nota n°13, p. 3.

¹⁴²⁶ «Epístolas del Falangista», *Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 2.

¹⁴²⁷ Crespo Primitivo, «La resurrección de España », *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 116.

¹⁴²⁸ Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de Grandeza », *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

El Siglo engrandecía a los falangistas que se irguieron y destacaron apunta de “golpes de audacia, martirio, guerra, y acciones enérgicas”.¹⁴²⁹ Pero no solo se ensalzaba a los miembros insignes de la Falange, también a los de abajo. Por ejemplo, *Derechas* glorificaba a un joven falangista Jacinto Valentín Gamazo que dejó un diario y que murió con gloria en Ceuta.¹⁴³⁰

En definitivas, las derechas colombianas no solo elogiaron a los jerarcas y figuras falangistas por brillantes, también por su compromiso y militancia activa; en particular, se ponía de relieve que varios de los precursores devinieron mártires de la España nacionalista, muertos por la causa. Por lo tanto, estas figuras tenían una doble calidad: intelectuales excelsos y milicianos combativos, como Víctor Pradera, teórico del *Nuevo Estado* y muerto en combate.¹⁴³¹

6.3.3. Estetización de la política.

Los estudios culturales sobre los fascismos en general notaron que estos movimientos manejaron a la perfección una nueva estética política, barnizada de una fachada cosmética atrayente, que propendía a glorificar las emociones y las pasiones. Así pues, la escuela de Frankfurt ya había teorizado sobre la estetización de la política como rasgo particular de los movimientos fascistas. Efectivamente, estos movimientos supieron estilizar la política mediante la propaganda, los lemas, los símbolos, las imágenes, un manejo de la oratoria y de los gestos, con el fin despertar las emociones y las pasiones nacionales. De hecho, el falangismo más que un movimiento político encarnaba un sentimiento repleto de pasión y emociones, como decía José Antonio Primo de Rivera “la Falange era un movimiento poético” que levantaba a España.¹⁴³²

En consecuencia, su estilo original, rodeado de coloridos emblemas, himno y símbolos, hizo emerger un nuevo tipo de hombre político, el militante falangista. Por ello, *La Patria* de Manizales destacó el estilo original de la Falange,¹⁴³³ sentenciando que con el falangismo emergió un nuevo tipo de político, caracterizándolos de la siguiente manera: “*Fueron militantes, no votantes; soldados, no jefes; idealistas, no políticos. Buscaban la*

¹⁴²⁹«Revolución y sinceridad», *El Siglo*, Bogotá, 24 de julio de 1938, p. 5.

¹⁴³⁰ Epístolas del falangista, *Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 2.

¹⁴³¹Bustillo García Leonardo «La historia de las JONS de guillén de Zelaya », *La Tradición*, *op.cit.*, p. 1271.

¹⁴³²«El Cartel. Discurso de José Antonio Primo de Rivera», *La Patria*, Manizales, 2 de abril de 1938, p. 5.

¹⁴³³De Montemar Félix, «Sobre la originalidad y el estilo de la Falange», *La Patria*, Manizales, 4 de enero de 1939, p. 6.

historia, tenían que hacer la historia española".¹⁴³⁴ De hecho, para el conservador colombiano Abel Naranjo Villegas, "José Antonio" fue el que mejor encarnó lo que debía ser el "nuevo Hombre", a la vez heroico, místico y poeta.¹⁴³⁵

Sin lugar a dudas, este nuevo espíritu miliciano de la Falange, inspiró numerosos grupos nacionalistas de derecha en Colombia. *La Patria* confirmó que los nacionalistas adoptaron la ética miliciano falangista, porque este movimiento despertaba los ánimos.¹⁴³⁶ El 14 de enero de 1937, *La Patria* publicaba los votos de la Falange que demostraba "la abnegación del movimiento", destacando los siguientes juramentos: voto de oscuridad, voto de rectitud, voto de pobreza, voto de humildad.¹⁴³⁷ De su lado, *Derechas* el 28 de enero 1937, transcribía el juramento de la Falange, que fue presentado como un canto a la obediencia, a la lealtad, al sacrificio y la jerarquía.¹⁴³⁸

Por ende, el falangismo se arropó de una estética llamativa y agresiva que propiciaba la expresión frenética de las pasiones y emociones. Como los demás fascismos, el falangismo, desde los núcleos originarios de las JONS hasta su madurez en el régimen franquista, se arropó con una serie de lemas, himnos, gestos y de símbolos. Además de su valor representativo, este simbolismo era extraído de la memoria auténticamente española y de su historia más profunda, como las legendarias flechas y el yugo que se remontaban a la época de los Reyes Católicos. Por eso, se insistía que el falangismo era una manera de ser genuina, distinta a cualquier otro movimiento. Esta autenticidad generaba un orgullo manifiesto. En una entrevista que el enviado de Franco, Ginés de Albareda, dio en Barranquilla, este recibió al periodista luciendo la camisa azul, con el bolsillo derecho estampado con el escudo de la Falange, con un retrato de Franco en el escritorio.¹⁴³⁹

En la prensa Colombia se resaltó la importancia simbólica del falangismo, por ejemplo, después de la Victoria se narró que el Caudillo bordó en sus guerreras el yugo y las

¹⁴³⁴Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de Grandeza », *La Patria*, 18 de abril de 1938, p. 3.

¹⁴³⁵Naranjo Villegas Abel, «José Antonio Primo de Rivera », *La Tradición*, Vol. II, Medellín, 29 de noviembre de 1936 n°20, p. 249.

¹⁴³⁶ «Unos partidos sin fe», *La Patria, Manizales*, 18 de marzo de 1939.

¹⁴³⁷«Votos de la Falange Española», *La Patria*, 14 de enero de 1937.

¹⁴³⁸«Juramento de Falange española», *Derechas*, Bogotá, 28 Enero de 1937, p. 2.

¹⁴³⁹Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo «Arriba España. El grito de Franco es el nuestro », *La Tradición*, Vol. III. Medellín, 11 de diciembre de 1937. n° 31, p.632.

flechas.¹⁴⁴⁰ Sin sorpresa, el nuevo Círculo Nacionalista inaugurado en 1938 adoptó en su portada el emblema del yugo y las flechas.¹⁴⁴¹

Además de los símbolos, una serie de lemas impregnaron los gritos del bando sublevando, ayudando a intensificar las emociones y el alma guerrerista. Juan Roca Lemus destacó el ingrediente simbólico y enérgico que la Falange agregó al bando nacionalista, como los desfiles, los símbolos, la música y los brazos en alto. Está claro que, para las derechas colombianas, la Falange logró aunar el culto intelectual y la acción guerrera.¹⁴⁴² Sin sorpresa, una serie de lemas del falangismo se volvieron célebres como el grito de “*¡Arriba j*”, “*España una, grande y libre*”, y la consigna “*Por la patria, el pan y la justicia*”.¹⁴⁴³

En Colombia, los grupos nacionalistas y reaccionarios más falangizados, adoptaron la mayoría de los símbolos y lemas falangistas, como la camisa azul, los gritos “Arriba España!”, el brazo izado y otros.¹⁴⁴⁴ Por algo, en 1938 el líder conservador Laureano Gómez terminó su discurso en el Círculo Nacionalista de Bogotá clamando: “*Arriba España imperial y católica*”.¹⁴⁴⁵ De hecho, en las líneas de *La Patria Nueva*, se explicaba con detalle, los símbolos y metáforas, verso por verso, del himno “legendario” de la Falange el *Cara al sol*, enalteciendo sus significados.¹⁴⁴⁶ Por su parte, la *Revista Javeriana*, narraba, paso a paso, el proceso de creación del himno falangista que, después del discurso de José Antonio en Cine Madrid el 17 de noviembre de 1935, fue escrito entre bastidores por varios miembros ilustres del falangismo como José Antonio Primo de Rivera, José María Alfaro, Agustín de Foxá, Mourlane Michelena y Dionisio Ridruejo.¹⁴⁴⁷

¹⁴⁴⁰Pemán José María, «La Falange Española Tradicionalista y de las JONS », *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, n°52, p. 262.

¹⁴⁴¹«Discurso Ginés de Albareda», *Revista Colombiana*, Vol. IX, 1 de febrero de 1938, n°105, p. 264.

¹⁴⁴²Roca Lemus Juan, «Santiago y abre España, Franco y cierra España!», *El Colombiano*, Medellín, 6 de febrero de 1939, p. 3.

¹⁴⁴³Rodríguez Jiménez José Luis, *op.cit.*, p. 152.

¹⁴⁴⁴«Nuevos órganos nacionalistas», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, 20 julio 1938, n° 37, p. 47.

¹⁴⁴⁵Gómez Laureano, «Grandeza y Decadencia de España. », *Revista Colombiana*, Vol. IX, n°105, 1 de febrero de 1938, p. 262.

¹⁴⁴⁶Pinilla Antonio, « Historia himno de la Falange Española », *La Patria Nueva*, Cartagena, 5 Febrero de 1938, p. 4.

¹⁴⁴⁷Bravo Martínez Francisco, «La canción de guerra y amor de la Falange», *Revista Javeriana*, Tomo IX, Bogotá, febrero-junio 1938, p 179.

Conclusiones Parte II

En esta segunda parte, buscamos adentrarnos en el imaginario político, cultural e ideológico de las elites colombianas, centrándonos en las representaciones que desarrollaron del falangismo. Con este fin, utilizando fuentes cruzadas tanto colombianas como españolas, se realizó un bosquejo general de esas interpretaciones, retratando cómo fue percibido y aprehendido el falangismo en Colombia entre 1936 y 1946, y no cómo es interpretado hoy en día después de décadas de desarrollo historiográfico.

Con todo, se pudo determinar que las derechas colombianas fueron muy atentas al discurrir histórico del falangismo y que conocían a la perfección sus grandes ejes doctrinarios. Entonces, mediante la prensa difundieron con intensidad su recorrido histórico desde su génesis hasta su desenvolvimiento en el marco del régimen franquista. No obstante, estas interpretaciones que partían de orillas ideológicas reaccionarias, fueron sesgadas, moldeando una representación romantizada del falangismo, concebida como una gesta heroica de un pequeño foco vanguardista que logró la conquista del poder.

A decir verdad, las derechas colombianas fueron conscientes de que el falangismo no emergió de la nada. Al tener un conocimiento detallado de sus contornos ideológicos y culturales, entendieron el falangismo como un movimiento que tuvo raíces intelectuales en el siglo XIX y las reacciones virulentas que se gestaron contra la modernidad liberal, heredada de la ilustración y la Revolución Francesa de 1789. Por ende, movimientos como el romanticismo, el irracionalismo y los postulados contrarrevolucionarios, influenciaron el falangismo que como los demás modernismos reaccionarios europeos pretendieron encaminar otra modernidad. Sin duda, las derechas colombianas se reconocieron en esta dimensión mística y en estas críticas virulentas contra la modernidad liberal, porque consideraron que Colombia también había sido apartada de su caudal histórico, hispánico y católico por la influencia materialista y liberal. De hecho, las elites colombianas retomaron muchas de esas argumentaciones reaccionarias, adaptándolas a la historia colombiana.

Por consiguiente, a diferencia de las demás derechas españolas, el falangismo ofreció un modelo doctrinario completo y renovador, que postuló soluciones en todos los ámbitos - morales, religiosos, ideológicos, sociales y económicos -, configurando una brújula ideológica atrayente para las derechas colombianas.

PARTE III. Las dinámicas diplomáticas, políticas y culturales del falangismo en Colombia.

Anteriormente, se vio que las elites colombianas tenían un extenso y profundo conocimiento de la historia y de los idearios del falangismo español. Ciertamente, sin sorpresa, aquellas elites de gran bagaje cultural captaron, adaptaron y aclimataron, las ideas falangistas a la realidad colombiana, lo cual fomentó un influjo multidimensional: intelectual, cultural, ideológico y político. No obstante, esta influencia no circuló por sí sola, necesitó de flujos diplomáticos bilaterales dinámicos y de la acción enérgica de fervientes simpatizantes colombianos y españoles, que en suelo colombiano fungían como polinizadores de las doctrinas falangistas. Por este motivo, es necesario interesarse en esos vectores, que propiciaron y alimentaron la penetración falangista en toda Colombia. Indudablemente, contribuyeron, de manera decisiva, tanto la acción coordinada de diplomáticos y agentes españoles del Servicio Exterior de Falange, como también la colaboración efectiva de la colonia española y de partidarios colombianos. Estos divulgadores, en conjunto, voluntariamente o no, tejieron una prolija red de focos falangistas o falangizados en todo el territorio.

Por esta razón, principalmente basándose en los archivos diplomáticos de ambos países¹⁴⁴⁸ y de la prensa de derecha colombiana, trataremos de responder al interrogante ¿cómo y mediante qué canales transitaron los idearios falangistas en Colombia? Para tal efecto, en el capítulo 7, se analizará la política exterior del régimen franquista y la acción del Servicio Exterior de Falange, que variaron al ritmo de las coyunturas internacionales, oscilando entre intenciones ambiciosas y acciones pragmáticas y mesuradas. Por otra parte, en el capítulo 8, esbozaremos un compendio diacrónico evolutivo, entre 1930 y 1958, sobre las dinámicas diplomáticas fluctuantes entre España y Colombia, que fueron condicionadas por los cambios de regímenes políticos abruptos, en ambos países. Por último, en el capítulo 9, se pondrán de relieve los focos y núcleos del falangismo en Colombia, que fueron indispensables para la fertilización de su pensamiento, doctrinas y métodos.

¹⁴⁴⁸Se consultaron los archivos diplomáticos de las embajadas de España en Colombia y de España en Colombia, entre (1930 y 1958).

Capítulo 7. Entre ambiciosas pretensiones y realidades limitadas, las ambivalencias de la política exterior (1936-1958).

Después del triunfo del bando sublevado en 1939, el nuevo régimen intentó desarrollar una política exterior dinámica, pero que fue condicionada por el contexto internacional voluble, alternando coyunturas favorables para las pretensiones totalitarias e imperialistas del régimen en tiempos de las victorias del Eje durante los primeros años de la Segunda Guerra Mundial, con otros ciclos adversos que limitaron su accionar y presionaron a la dictadura, como en el marco del aislamiento internacional que padeció España después de la Segunda Guerra Mundial.

En todo caso, se observa el contraste entre unos discursos legitimadores ambiciosos y unas prácticas diplomáticas internacionales moderadas y pragmáticas que se moldeaban a la par de las coyunturas internacionales cambiantes. De hecho, para numerosos historiadores, en realidad el régimen español no tenía la capacidad movilizadora, ni los recursos suficientes para concretizar unos planes tanto ambiciosos como utópicos en aquel contexto histórico.¹⁴⁴⁹ Así pues, se confirmaba lo que el historiador Lorenzo Delgado Gómez-Escalonilla denominó como un “imperio de papel”, para sintetizar la realidad de un discurso grandilocuente pero hueco porque estaba asociado a un proyecto político sobrevalorado y muy por encima de los medios de los que disponía España, tanto a nivel interno o como externo.¹⁴⁵⁰

Por consiguiente, en un primer momento, antes de entrar de lleno en las relaciones bilaterales y directas entre España y Colombia, es necesario bosquejar un retrato general de los grandes contornos de la política exterior falangista y su accionar ambiguo hacia Hispanoamérica entre 1936 y 1958.

7.1. Una política exterior bajo timón falangista (1936-1945).

En su esencia doctrinal, el falangismo que, a menudo, exaltaba el pasado glorioso, imperial y católico de España, llevaba implícitas en sus intenciones y discursos, grandes

¹⁴⁴⁹ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista y política cultural hacia iberoamerica.1939-1953*. Madrid: Consejo superior de investigaciones científicas centro de estudio histórico departamento de historia Contemporánea, 1988, p. 77.

¹⁴⁵⁰ Ver: Delgado Gómez-Escalonilla, Lorenzo. *Imperio de papel: acción cultural y política exterior durante el primer franquismo*. Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1992, 512 p.

ambiciones geopolíticas. Esta avidez fue potenciada en el contexto de entreguerras y los primeros años de la Segunda Mundial, periodo favorable para los idearios fascistas. En consecuencia, en un principio, desde la Guerra Civil Española hasta finales de la Segunda Guerra Mundial, la política exterior del régimen franquista, bajo égida del Servicio Exterior de la Falange, fue agresiva y voluntarista. Pero fue, sobre todo, con Ramón Serrano Súñer a la cabeza del Ministerio de Asunto Exteriores que la acción falangista conoció su punto álgido. En efecto, este falangista, amigo de juventud de José Antonio Primo de Rivera, reconocido por su filonazismo y su voluntad de encumbrar a la Falange en la cúspide del poder, impulsó una política exterior dinámica en el marco de la Segunda Guerra Mundial y agresiva hacia Hispanoamérica, con el objetivo de recobrar el papel tutelar de España sobre sus antiguas colonias. En su toma de posesión en 1940, Serrano Súñer había reafirmado su intención de utilizar el Servicio Exterior de Falange como estandarte de una renovación que rompiera con la inercia de la diplomacia clásica anterior, promocionando en su lugar una acción exterior más combativa para darle nuevo brío a la ambición imperial del *Nuevo Estado*.¹⁴⁵¹

Pero esta vehemencia voluntarista no implicaba una política descabellada e impulsiva, por el contrario, requería pragmatismo y cierta disimulación. Por eso, el régimen franquista condujo una política ambivalente durante la Segunda Guerra Mundial, fomentando una neutralidad cosmética, que conllevaba un rol cambiante y ambiguo frente al desarrollo del conflicto y hacia los dos bandos enfrentados.

En todo caso, en esta coyuntura singular para la dictadura franquista, la Falange Exterior, como se le denominaba comúnmente, desde su fundación en 1936 hasta su disolución el 10 de diciembre de 1945, tuvo un rol preponderante en el accionar ambicioso del régimen franquista en el exterior.

7.1.1. Organización del Servicio Exterior de Falange (1934-1939).

Para el historiador, Eduardo Calleja, en una primera fase embrionaria hasta el estallido de la Guerra Civil, el proceso de gestación del Servicio Exterior de Falange siguió un camino tortuoso, caracterizado, tanto en Europa como América Latina, por una multiplicación de células falangistas espontáneas que carecían de formación doctrinal, y sin contactos organizados entre ellas, ni control por parte del partido.¹⁴⁵² Sin embargo, ya antes del inicio de la Guerra Civil Española, los núcleos falangizados en el exterior, sin estructuración ni

¹⁴⁵¹ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 49.

¹⁴⁵² Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 296.

organización, desarrollaron una labor activa, sobre todo recaudando fondos y pertrechos para el bando nacional, y haciendo proselitismo político y propaganda ideológica.

Durante la Guerra Civil, progresivamente se fortaleció un proceso de unificación de esos núcleos mediante la creación del Servicio Exterior de FE de las JONS, que devino con el tiempo una organización centralizada y jerárquica. En realidad, se puede decir que el Servicio Exterior de Falange, nació en Milán el 1 de enero de 1936, ideado José Antonio Primo de Rivera durante un viaje para entrevistarse con Mussolini en mayo de 1935, para fortalecer núcleos falangistas en el norte de Italia.¹⁴⁵³ Pero si bien las células falangistas fueron creadas primero en Europa, fue en América Latina donde más se propagaron: Argentina en 1936; Chile, Puerto Rico y Uruguay en 1937, y Cuba en julio de 1938.¹⁴⁵⁴ En efecto, debido a la ayuda recibida - víveres, ropa, medicina-, de América Latina, en una reunión en Sevilla el 6 de octubre de 1936, Manuel Hedilla decidió favorecer la constitución de organismos falangistas en la República Argentina, Cuba y otros países de la región para prestar apoyo a los grupos falangistas en Europa.¹⁴⁵⁵ Además, en febrero de 1937, Hedilla nombró para tal misión a Felipe Ximénez Sandoval jefe del Servicio Exterior de la Falange.¹⁴⁵⁶ Sandoval que fue uno de los biógrafos de José Antonio Primo de Rivera, era uno de los pocos “camisas viejas” del cuerpo diplomático.¹⁴⁵⁷ Bajo su batuta, el Servicio Exterior de la Falange, evolucionó de simple captora de ayuda extranjera, a devenir una verdadera estructura de intervención política con departamentos especializados y ramificaciones.¹⁴⁵⁸

En realidad, la institucionalización oficial del Servicio exterior de Falange se consolidó con el decreto Unificación nº 255 182/1937 del 20 abril de 1937, mediante el cual se convirtió en la Delegación Nacional del Servicio Exterior de Falange, quedando encuadrada en el partido único FET y de las JONS.¹⁴⁵⁹ Esto significaba que la Delegación Nacional del Servicio Exterior de Falange era dependiente del partido unificado y fue encargada, desde entonces, de coordinar y organizar misiones puntuales como la de incorporar el ideario nacionalsindicalista en el seno de los españoles expatriados, y proceder a

¹⁴⁵³Iván Garnelo Morán, « El Servicio Exterior de Falange y la diplomacia franquista después de 1945. Bases para una investigación », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, p.2.[En ligne], 54 | 2020, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 18 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/2783> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bhce.2783>

¹⁴⁵⁴Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 297.

¹⁴⁵⁵*Ibid.*, p. 281.

¹⁴⁵⁶*Ibid.*, p. 282.

¹⁴⁵⁷ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco Hacia el Imperio...*, *op.cit.*, p. 197.

¹⁴⁵⁸Eduardo González Calleja. *El Servicio Exterior de Falange...*, *op.cit.*, p. 282.

¹⁴⁵⁹ Garnelo Morán Iván, « El Servicio Exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 2.

la formación de focos falangistas en el extranjero, a los que guiaba en sus actividades.¹⁴⁶⁰ Por ello, esta Delegación Nacional mantenía una comunicación directa y constante con los jefes locales falangistas en el exterior.¹⁴⁶¹ Con esto, se cumplía con el anhelo de Franco que desde su Primer Consejo Nacional de FET y de las JONS, celebrado en Burgos el 12 de diciembre de 1937, apeló a reavivar la profunda hermandad entre países hispanoamericanos.¹⁴⁶² Por consiguiente, esta organización fue fundamental en las aspiraciones imperiales y culturales de la dictadura hacia Hispanoamérica, centrándose en tres ejes para lograrlo: el control de las antiguas colonias, la vigilancia de los exiliados republicanos y el objetivo de estrechar lazos con los movimientos políticos afines del otro lado del Atlántico.¹⁴⁶³

Un paso crucial para la eficacia de la acción exterior falangista, fue la unificación de FET y de las JONS en 1937, que permitió subsanar la atomización partidista reinante hasta entonces, al favorecer la centralización de los medios de comunicación. De ahí que, a partir de 1938, se intensificó la homogeneización de las áreas de propaganda ideológica y cultural. Desde el Ministerio de Educación Nacional, con Pedro Sainz Rodríguez a su frente, se articuló un modelo cultural en torno al binomio patria y religión que aseguraba la legitimación ideológica del bando sublevado en el exterior. Además, bajo la dirección de Ramón Serrano Súñer en el Ministerio del Interior, se profundizó en 1938 la estructuración organizativa y las funciones de los diferentes aparatos propagandísticos.¹⁴⁶⁴

Sin embargo, en general esta primera fase embrionaria fue muy prudente y minimalista. José del Castaño, quien reemplazó a Ximénez de Sandoval el 15 de agosto de 1937, como delegado nacional de la Falange Exterior, dictó normas precisas y rígidas respecto a la necesidad de mantener la estructura falangista en el marco de la legalidad de cada república: prohibiendo las milicias y absteniéndose de fundar filiales en los lugares en los cuales las agrupaciones extranjeras fueran prohibidas, y en general se rechazaba las medidas coercitivas.¹⁴⁶⁵ Por otra parte, durante la Guerra Civil, la escasez económica y la administración rudimentaria de Burgos permitieron solo una incipiente diplomacia. A decir verdad, al inicio, la diplomacia falangista, débil y embrionaria, priorizó las relaciones europeas, relegando América Latina a un segundo lugar. Por lo tanto, aunque existían

¹⁴⁶⁰Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 297.

¹⁴⁶¹Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, p. 74.

¹⁴⁶² González Calleja Eduardo. *La Hispanidad como instrumento de combate: Raza e imperio en la prensa franquista durante la Guerra Civil española*. Madrid: CSIC Centro de estudios históricos, 1998, p. 77.

¹⁴⁶³Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 279.

¹⁴⁶⁴Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 41.

¹⁴⁶⁵ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, *op.cit.*, p. 73.

dinámicas en América Latina, estas no eran la prioridad de la diplomacia de Burgos. En esos primeros años, las grandes cuestiones en materia de aprovisionamiento, de apoyo militar y diplomático se dirimían sobre todo en Europa.¹⁴⁶⁶ La poca importancia otorgada a Hispanoamérica, se vislumbraba por la escasa actividad económica y comercial. Sobre este punto, la Embajada de Colombia en Madrid resaltaba que, a pesar del interés manifestado por Franco por el continente, ningún acuerdo se había firmado con esos países hasta principios de 1940.¹⁴⁶⁷

Otro escollo importante que frenó las aspiraciones diplomáticas del régimen, fue que no había unanimidad de criterio sobre la acción general que se debía llevar a cabo en Hispanoamérica. Al respecto, fuentes diplomáticas colombianas expresaban que dos posturas se enfrentaron en los cuadros directivos del nuevo régimen: por un lado, unos preconizaban la política de atracción con propaganda y acercamiento cultural, otros más radicales defendían la posibilidad de intervención en la política interior de estos países, por medio de la propaganda y la actividad falangista, para favorecer el advenimiento de gobiernos simpatizantes en el continente.¹⁴⁶⁸

En realidad, la euforia de la victoria nacionalista en el conflicto español, hizo anhelar desde España proyectos ambiciosos en América Latina que superaban las posibilidades concretas del nuevo régimen. Por consiguiente, a no ser factible una política de fuerza, de poder militar y económico, Franco privilegió “una política del prestigio”, aunque sin renunciar a una intervención de otro tipo más tarde, que consagrara una preponderancia política, cultural y económica a largo plazo.¹⁴⁶⁹

En realidad, estas pretensiones ambiciosas, quedaron en palabras, con muy poca labor oficial hasta 1940, cuando empezó una intensa acción diplomática.¹⁴⁷⁰ Sin duda, a partir de 1940, inició un giro agresivo hacia el bloque latinoamericano. La Legación de Colombia en Madrid, en repetidas ocasiones, revelaba los planes que elaboró el gobierno español para

¹⁴⁶⁶ *Ibid.*, p. 45.

¹⁴⁶⁷ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 de marzo de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). La política exterior de España durante los meses de enero y febrero de 1940. Documento ° Mss/563/1/8/512, p. 3

¹⁴⁶⁸ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 6 de mayo de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). La Política exterior de España durante los meses de marzo y abril de 1940. Documento, n° Mss/563/1/8/523, p. 7.

¹⁴⁶⁹ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco Hacia el Imperio...*, *op.cit.*, p. 31.

¹⁴⁷⁰ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 30 de abril de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). Fundación en Madrid de l Asociación Cultural Hispano-Americana. Documento, n° Mss/563/1/8/522, p. 2.

fomentar una vasta campaña hispanófila en los países de América Latina. En concreto, la creación de la Asociación Cultural Hispano América, junto a las misiones especiales, fueron las encargadas de organizar y adoctrinar a los españoles residentes en el extranjero, siendo para el embajador colombiano, una prueba de que los discursos se estaban llevando a la práctica.¹⁴⁷¹

7.1.2. El nacionalismo expansivo: una política agresiva y ambiciosa hacia Hispanoamérica (1939-1942).

Precedentemente, desde los albores del siglo XX, se enfrentaron en España visiones diferentes sobre las relaciones que debía tener España con Hispanoamérica. Básicamente, había dos corrientes antagónicas: el panhispanismo agresivo e imperial y el hispanoamericanismo progresista.¹⁴⁷² De hecho, el triunfo de las corrientes reaccionarias durante la dictadura primorriverista, radicalizaron las posturas sobre el papel de España en América hacia planteamientos nostálgicos y conservadores, generando una interpretación ultranacionalista e imperialistas de la Hispanidad, que progresivamente fue impregnado los incipientes movimientos fascistas españoles en el continente.¹⁴⁷³

De manera distinta, durante el paréntesis republicano, se continuó con el anhelo de estrechar relaciones con Hispanoamérica, pero desde perspectivas e interpretaciones liberales y democráticas, basadas en el respeto de las relaciones internacionales y los postulados pacifistas de la Sociedad de las Naciones.¹⁴⁷⁴ El embajador colombiano precisaba en mayo de 1935 que, durante los debates parlamentarios de la República española, numerosos diputados abogaron por una política de neutralidad y entendimiento con los países latinoamericanos.¹⁴⁷⁵

Pero con el triunfo nacionalista y el advenimiento del *Nuevo Estado* franquista, se consolidó una tendencia agresiva y voluntarista hacia América Latina. Como lo advertía Celestino del Arenal, en el transcurso del siglo XX la interpretación radical y metahistórica del panhispanismo, gestó una tercera corriente más agresiva de la *Hispanidad*, que se impondría tras la Guerra Civil como uno de los pilares filosóficos del nuevo régimen.¹⁴⁷⁶ El advenimiento del falangista, Serrano Súñer, como ministro de Asuntos Exteriores, agudizó

¹⁴⁷¹ *Ibid.*

¹⁴⁷² Del Arenal Celestino. *Política exterior de España y relaciones con América Latina...*, *op.cit.*, p. 23.

¹⁴⁷³ *Ibid.*, p. 27.

¹⁴⁷⁴ *Ibid.*, p. 28.

¹⁴⁷⁵ AGN. Caja 282, carpeta 23, folio 235. Madrid, 23 de mayo de 1935, de Manuel Marulanda (Legación) al MRE, Documento n°2310.

¹⁴⁷⁶ Del Arenal Celestino. *Política exterior de España y relaciones con América Latina...*, *op.cit.*, p. 25.

esas concepciones falangistas imperiales. Desde entonces, no cesaron de pulular declaraciones impetuosas sobre las intenciones del régimen en Hispanoamérica. En mayo de 1940, el subsecretario de Prensa y Propaganda, José María Alfaro, aseveró que ante “la locura europea”, España junto a “sus hijas americanas” debían ser la reserva del mundo viejo.¹⁴⁷⁷ Meses más tarde, la Legación colombiana transmitía al canciller¹⁴⁷⁸ López de Mesa, una declaración de Serrano Súñer, en la cual llamaba a difundir “el nuevo orden europeo” en la América española.¹⁴⁷⁹ Hasta 1942, este impulso imperial fue canalizado por el mandato rígido falangista, que buscaba desempolvar el papel tutelar de España sobre el mundo hispanoamericano.¹⁴⁸⁰ Para ello, los falangistas urdieron un entramado político compuesto por el Servicio Exterior de la Falange y del Consejo de la Hispanidad; este último creado en 1940, debía encauzar la política exterior agresiva, difundiendo un imperialismo cultural de la mano de intelectuales falangistas de peso.¹⁴⁸¹ En todo caso, para la diplomacia colombiana, una prueba de este giro de agresividad, fue el discurso que hizo Serrano Súñer el 16 de septiembre de 1940, en vísperas de una gira por Berlín y Roma, en el cual el ministro planteó las aspiraciones españolas sobre la futura organización política del mundo, las distribuciones coloniales y la repartición de zonas de influencias, ambicionando para España la América española.¹⁴⁸²

Progresivamente, las nociones de imperialismo, presente en el falangismo originario, se infiltraban en la política exterior del Estado franquista; el ideal ecuménico de unificación política de Hispanoamericana figuraba entre los objetivos franquistas, al menos sobre el papel.¹⁴⁸³ Sobre todo, durante el año 1941, numerosas personalidades falangistas expresaban, clara y explícitamente, los apetitos imperiales de la *Nueva España*. Dionisio Ridruejo, entonces eminente figura del falangismo, en un discurso pronunciado el 17 de mayo de 1941, ante la Delegación Provincial de Educación de la Falange recordó que el “Ausente” había alertado sobre los peligros internacionales para los intereses de España, entre los cuales

¹⁴⁷⁷BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 6 de mayo de 1940..., *op.cit.*, p. 6.

¹⁴⁷⁸ En Colombia y algunos países latinoamericanos se utiliza el término de canciller para designar al ministro de Relaciones Exteriores.

¹⁴⁷⁹BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de diciembre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). Informe de política Exterior de España. Documento n° Mss/563/1/8/561, p. 5.

¹⁴⁸⁰Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 46.

¹⁴⁸¹Gonzales Calleja, E. «El Servicio Exterior de la Falange...», *op.cit.*, p. 299.

¹⁴⁸²BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). Informe de política exterior de España en el mes de agosto y septiembre de 1940, Relaciones con los países hispanoamericanos. Documento, n° Mss/563/1/8/539, p. 1.

¹⁴⁸³ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 63.

citaba:

El peligro de la influencia británica sojuzgando la fraterna independencia de Portugal, la codicia yanqui acechando sobre la vida de las naciones hispánicas de América, la natural posesión del Atlántico africano y la vergüenza de la guerra británica sobre el propio territorio español en el estrecho de Gibraltar.¹⁴⁸⁴

También desde la sociedad civil emanaron posturas agresivas sobre América Latina. Jesús Evaristo Casariego, el director de *El Alcázar*, confesaba al senador Conservador colombiano Guillermo Salamanca, que la España imperial y católica esperaba cobijar bajo sus banderas victoriosas a los pueblos de América.¹⁴⁸⁵ Al respecto, el historiador Lorenzo Delgado Escalonilla mencionó que intelectuales de la talla del profesor universitario Santiago Magariños, miembro del Consejo de la Hispanidad, esbozaban sin tamiz las pretensiones americanistas del régimen, vaticinando el final de la democracia en el continente a favor de regímenes políticos con métodos de disciplina, autoridad y orden.¹⁴⁸⁶ Igualmente, en un estudio publicado el 7 de diciembre de 1940 en el *Mundo*, después de denunciar “los flagelos del liberalismo y de la democracia que habían destruido el imperio”, se invitaba a los pueblos hispanos a unirse al régimen de Franco para “reanudar la misión providencial”.¹⁴⁸⁷

Por lo tanto, en los hechos, en un estrecho lapso de tiempo, corto, pero activo, se impulsó una política exterior imperialista hacia América Latina, vertebrada entre las tentaciones de imperialismo político y una acción cultural e ideológica intensa. Básicamente, para lograrlo se utilizaron dos instrumentos: el Servicio Exterior de Falange dirigido por el falangista Ximénez de Sandoval, encargado de establecer secciones en los países latinoamericanos y el Consejo de la Hispanidad¹⁴⁸⁸, quien se ocupaba de la propaganda cultural. Al respecto, para la diplomacia colombiana, el Consejo de la Hispanidad con el lema “unificación de la cultura, de los intereses económicos y de poder”, retomó en sus potestades y atribuciones, las disposiciones de los primeros programas de acción del movimiento

¹⁴⁸⁴BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 3 de junio de 1941, De Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Sobre política exterior de España en lo que respecta a países Hispanoamericanos. Documento Mss/563/1/8/569, p. 3.

¹⁴⁸⁵«De Madrid a Santa Fe de Bogotá», Carta del director de “El Alcázar”...». *Revista Colombiana*, op.cit., p. 589.

¹⁴⁸⁶ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, op.cit., p. 64.

¹⁴⁸⁷BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de diciembre de 1940, op.cit., p. 5.

¹⁴⁸⁸ Mediante la ley del 2 noviembre de 1940, se creó el Consejo de la Hispanidad.

falangista.¹⁴⁸⁹De hecho, este Consejo se dividió en varias secciones, sobresaliendo la de Relaciones políticas autorizada, entre otras cosas, para estudiar los problemas políticos de cada uno de los pueblos hispánicos, a fin de dar a conocer a las juventudes españolas y americanas el ideal común.¹⁴⁹⁰Pero el artículo más revelador de la injerencia de este Consejo de la Hispanidad en asuntos internos fue el artículo 29, que establecía que los embajadores y ministros plenipotenciarios de España en América, fueran los representantes del Consejo en esos países, con la misión de crear secciones en dichos países.¹⁴⁹¹ Sobre el particular, el embajador colombiano informó que, ante diplomáticos sudamericanos el 10 de octubre de 1940, un miembro del Consejo Nacional de la Falange habló sin tapujos de fomentar movimientos revolucionarios en estas naciones; sin embargo, reconoció que la mayoría del Consejo no se inclinó por esa tesis y manifestó preferencia por un sistema de propaganda ideológica y cultural.¹⁴⁹²

Lo cierto era que, como otras instituciones importantes del nuevo régimen, el Consejo estaba dominado por representantes del falangismo, puesto que, de los cinco cancilleres del Consejo, todos eran miembros de FET y de las JONS, de los cuales sobresalían intelectuales de valía como Manuel Halcón, Antonio Tovar, Francisco García Pavón y Manuel Aznar, en su mayoría literatos y periodistas conocidos, que estaban totalmente identificados con la línea política impulsada por Serrano Súñer.¹⁴⁹³ Asimismo, era indudable que el Consejo de la Hispanidad fue sometido al Ministerio de Asuntos Exteriores, mediante la orden del 7 de enero de 1941, favoreciendo una falangización de la diplomacia con la presencia de numerosos consejeros nombrados directamente por FET y de las JONS.¹⁴⁹⁴ Por ello, en febrero de 1942, para la Legación colombiana en Madrid, no había duda de que la situación política de España se asemejaba a la de los países gobernados por “regímenes totalitarios”, especialmente Italia y Alemania.¹⁴⁹⁵

¹⁴⁸⁹BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de abril de 1941, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). Documento confidencial, n° Mss /563/1/8/ 567, p. 2.

¹⁴⁹⁰*Ibid.*

¹⁴⁹¹*Ibid.*

¹⁴⁹²BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 5.

¹⁴⁹³Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales BLAA Fondo Ministerio Relaciones Exteriores 046, Caja 0008. Madrid 14 de abril de 1941, *op.cit.*, p. 2.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de abril de 1941, *op.cit.*, p. 2.

¹⁴⁹⁴ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 66.

¹⁴⁹⁵BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 febrero de 1942, *op.cit.*, p. 5.

Por otra parte, según la diplomacia colombiana, esta política ambiciosa y hegemónica hacia la América hispánica, generaba cierta unanimidad entre los diversos elementos que fueron parte de Movimiento Nacional.¹⁴⁹⁶ Incluso, existían franjas falangistas más ambiciosas aún que la liderada por el propio Serrano Súñer. Según la diplomacia colombiana hubo un encuentro de falangistas el 1 de mayo de 1940, en el que se esbozó la posibilidad de una Confederación de las Nacionalidades Hispánicas, rechazada por el propio Serrano Súñer por considerar que “la identidad de sangre y del espíritu, no podía moldearse en una Confederación”.¹⁴⁹⁷ Lo cierto era que esta política falangista, implicaba también fuertes actividades propagandísticas. Al respecto, Francisco Umaña Bernal denunció que, en marzo de 1941, en un discurso de Ramón Serrano Súñer, se proyectó la creación de una Gran Agencia Oficial española de noticias, que demostraba la voluntad del *Nuevo Estado* de difundir por el continente los lineamientos de la “Revolución española”, usando de los medios oficiales de propaganda.¹⁴⁹⁸

Pero estas perspectivas ambiciosas no eran únicamente intencionales o discursivas y se traducían en hechos concretos. Desde finales de 1939, la Legación colombiana advertía que la Delegación de la Falange del Exterior intentó reorganizar a los simpatizantes americanos residentes en España en un movimiento unificado denominado “Falange Americana”.¹⁴⁹⁹ Por otra parte, a pesar de las limitaciones, se vigorizó la centralización de los diversos núcleos falangistas, fortaleciendo las redes de contacto con la aparición en 1941 del boletín informativo de la Delegación Nacional del Servicio Exterior¹⁵⁰⁰, que posteriormente, en 1946, pasó a formar parte del boletín informativo del Servicio Exterior del Movimiento.¹⁵⁰¹

Además de eso, bajo la política serranista se azuzaron las interacciones entre la metrópolis y las antiguas colonias, creando un flujo constante de ambos lados del Atlántico, sobre todo entre la Delegación Nacional y sus filiales falangistas en América Latina. Constantemente se reorganizaban las directivas de las filiales: o cambiando sus jefes locales de la Falange como en Brasil y Uruguay, o mandando a varios agentes confidenciales con

¹⁴⁹⁶BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 4.

¹⁴⁹⁷BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 3 de junio de 1941, *op.cit.*, p. 1.

¹⁴⁹⁸AGN. Caja 285, carpeta 38, folio 231. Madrid, 5 de marzo de 1941, Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Nota n°230, p.5.

¹⁴⁹⁹AGN. Caja 284, carpeta 35, folio 109. Madrid, 30 de noviembre de 1939, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Nota n°561, p. 3.

¹⁵⁰⁰ Una miscelánea, de noticias, reportajes y secciones diversas

¹⁵⁰¹Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 284.

misiones políticas precisas, como Sáenz Agüero a México y el aviador Pombo a Colombia.¹⁵⁰² También, los jefes de las filiales de la Falange venían a España a recibir instrucciones y órdenes de sus directores, como lo ejemplifica la visita en 1939 del delegado de la Falange en Buenos Aires.¹⁵⁰³

En definitivas, a finales de 1941, la política agresiva se encontraba en su paroxismo, el propio Serrano Súñer hablaba explícitamente de “un redescubrimiento de América”, afirmando que, para lograr tan vasta y clara misión, no se podía regatear en medios.¹⁵⁰⁴ En diciembre de 1941, se felicitó abiertamente de la elaborada y estructurada acción exterior hacia Hispanoamérica, organizada en torno a tres “batutas”: el Consejo de la Hispanidad, la Falange Exterior y el Ministerio de Asuntos Exteriores.¹⁵⁰⁵

Sin embargo, esta política hispanoamericana fue frenada a finales de 1941, con la entrada en guerra de los Estados Unidos. Ante la psicosis de una posible “Quinta columna” en América Latina, se restringieron o prohibieron las actividades políticas e ideológicas de las secciones exteriores del régimen nazi, del régimen fascista italiano y de FET y de las JONS.¹⁵⁰⁶ Finalmente, la destitución de Serrano Súñer y su sustitución por Francisco Gómez-Jordana y Sousa¹⁵⁰⁷ modificó el tono ofensivo de la política anterior,¹⁵⁰⁸ encauzándola hacia una influencia cultural, pero sin abandonar totalmente las ambiciones ideológicas y políticas sobre las antiguas colonias.

En consecuencia, los vientos favorables, tanto en el orden internacional como interno, cambiaron de sentido. El Eje ya no era tan arrollador en los campos de batalla, y en un contexto de pugna entre carlistas y falangistas, se produjo el atentado del santuario de Begoña¹⁵⁰⁹ que provocó la caída Serrano Súñer en 1942, lo cual moderó la dinámica exterior del régimen.¹⁵¹⁰ De hecho, para algunos historiadores como Eduardo González Calleja, esta

¹⁵⁰²BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 de marzo de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE) .La política exterior de España durante los meses de enero y febrero de 1940. Documento, n° Mss/563/1/8/512, p. 5.

¹⁵⁰³AGN. Caja 284, carpeta 35, folio 109. Madrid, 30 de noviembre de 1939, *op.cit.*, p. 3.

¹⁵⁰⁴BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 3 de junio de 1941, *op.cit.*, p. 2.

¹⁵⁰⁵*Ibid.*, p. 1.

¹⁵⁰⁶Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 302.

¹⁵⁰⁷ Hombre militar, político y diplomático español, más conocido como el general Jordana.

¹⁵⁰⁸Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. Diplomacia franquista..., *op.cit.*, p. 77.

¹⁵⁰⁹ Atentado a la bomba perpetrado el 16 de agosto de 1942 por el falangista Juan Domínguez Muñoz contra un acto carlista en el santuario de Begoña, considerado como un episodio paroxístico de las tensiones entre carlistas y falangista que provocó una de las peores crisis internas del régimen franquista.

¹⁵¹⁰Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 302.

política agresiva fracasó por las disensiones internas en el aparato franquista, las penurias de los medios y la escasa receptividad de los interlocutores ultramarinos.¹⁵¹¹

Por lo tanto, si bien existían intenciones ambiciosas hacia América Latina, estas fueron frenadas cuando la diplomacia falangista se percató que las de fuerzas reales del régimen no lo permitían. Por esto, sobresalía en la política hispanoamericana del régimen una duplicidad entre palabra y hechos, entre intenciones y actos. En tal sentido, desde la Legación colombiana en Madrid, Francisco Umaña Bernal advertía al Ministerio de Relaciones Exteriores, del desfase entre declaraciones oficiales y reales intenciones hacia Hispanoamérica, aduciendo que algunas posturas oficiales en España en 1941, tenían la misión de tranquilizar la opinión latinoamericana reacia a un imperialismo hispánico, pero que en realidad ocultaban las verdaderas intenciones, que eran más agresivas.¹⁵¹² Para la diplomacia colombiana la política exterior hispanoamericana del régimen era sin lugar a dudas, “ambivalente” y “poco precisa” y la sintetizaba de la siguiente manera:

De una parte hay hechos y declaraciones que se pueden aducir para probar que se trata en realidad de un noble y generoso anhelo de acercamiento espiritual y de estrechamiento de relaciones culturales, sin objetivos políticos de ninguna índole. De otro lado pueden traerse también hechos y declaraciones que confirmen la tesis contraria, es decir la que toda esta campaña de Hispanidad tiene propósitos definidos de intervenir en la política interior de los países de Hispanoamérica y de influir, en determinado sentido, en su orientación internacional.¹⁵¹³

7.1.3. Neutralidad cosmética durante la Segunda Guerra Mundial (1939-1945).

Esta ambivalencia en materia de política exterior también se verificó en las actuaciones del régimen franquista durante el conflicto mundial. Efectivamente, los decisivos acontecimientos de la Segunda Guerra Mundial, desnudaron las contradicciones del régimen en política exterior. Prueba de ello, fue que el régimen franquista trató de mantener una neutralidad ambigua y cosmética, que con oportunismo, pudo dejar de lado los principios y los valores que pregonaba la dictadura.

¹⁵¹¹*Ibid.*, p. 279.

¹⁵¹²AGN. Caja 285, carpeta 39, folio 176. Madrid, 3 de junio de 1941, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Nota, n° 509/41/M.86, p. 2.

¹⁵¹³AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 26 de febrero de 1942, de Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa Señor (MRE). Asunto: La política exterior de España en lo que se refiere a las relaciones con los países de Hispanoamérica, durante el último semestre de 1941 y primera semana de 1942. Nota, n° 178/42/m.17 p. 2.

Para comprender a cabalidad “la pretendida” neutralidad española, es necesario analizar, entre otros elementos, los cambios de mando a la cabeza del Ministerio de Asuntos Exteriores (MAE) que alteraron, de manera significativa, la orientación diplomática: una cosa era el accionar diplomático bajo el general Gómez-Jordana y Sousa -mejor conocido como general Jordana-¹⁵¹⁴, otra muy distinta bajo el falangista Ramón Serrano Súñer.¹⁵¹⁵ En los albores de la Segunda Guerra Mundial, el encargado de la política exterior fue el general Jordana, quien representaba el tradicionalismo conservador, con una inclinación hacia la vía diplomática de neutralidad formal, normalizando relaciones con la mayoría de países, incluyendo las naciones Hispanoamericanas. Durante su primer periodo en el mando del MAE hasta agosto de 1939, sus logros en asuntos exteriores habían sido escasos: si bien se habían restablecido relaciones diplomáticas con numerosos países, las antiguas colonias seguían divididas y retraídas.¹⁵¹⁶ Progresivamente, los vientos favorables del totalitarismo, arreciaron las posturas falangistas en detrimento de las perspectivas más moderadas como la de Jordana. Así pues, desde el Ministerio de Gobernación, surgió la figura de Ramón Serrano Súñer que simbolizaba otra vía diplomática, más agresiva y activa, que abogaba por una inclinación progresiva hacia las fuerzas del Eje.¹⁵¹⁷ Estas dos posturas desembocaron en un enfrentamiento entre Jordana y Serrano Súñer, culminando con el triunfo del segundo, siendo Jordana depuesto en agosto de 1939.¹⁵¹⁸ Sin embargo, en un primer momento, Franco nombró a otro militar, Juan Luis Beigbeder, en el MAE, evitando con esto nombrar al falangista germanófilo Serrano Súñer, para preservar el tan anhelado equilibrio entre las fuerzas políticas que lo apoyaban.¹⁵¹⁹ En efecto, como lo evocó la diplomacia colombiana en sus informes, era bien sabido que en las altas esferas del gobierno franquista se dirimía una fuerte pugna entre elementos conservadores y falangistas. Tal enemistad intensa entre dos tendencias eran encarnadas por el ministro del Interior Ramón Serrano Súñer y el coronel Beigbeder ministro de Asuntos Exteriores, y sus respectivos partidarios.¹⁵²⁰

¹⁵¹⁴ ministro de Asuntos exteriores durante dos periodos durante el primer franquismo: entre enero 1938 y agosto 1939 para el primero, y entre septiembre 1942 y agosto 1944.

¹⁵¹⁵ Figura falangista importante de la corriente radical de los “Camisas Viejas”, ministro de Asuntos Exteriores entre octubre de 1940 y septiembre de 1942.

¹⁵¹⁶ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el Imperio...*, *op.cit.*, p. 129.

¹⁵¹⁷ *Ibid.*

¹⁵¹⁸ *Ibid.*, p. 25.

¹⁵¹⁹ *Ibid.*, p. 131.

¹⁵²⁰ Con Ramón Serrano Súñer y la Falange estaban el ministro de Educación, José Ibáñez Martín, y el ministro sin Cartera, Gamero del Castillo; al coronel Beigbeder lo apoyaban especialmente el ministro del Ejército, General Varela, y el ministro de Industria y Comercio, Alarcón de la Lastra. En: BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 5 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 3.

Finalmente, el ala falangista triunfó con el nombramiento el 16 de octubre de 1940 de Serrano Súñer al MAE, favoreciendo con esto, una política más ofensiva, ultranacionalista, y de mayor acercamiento con el Eje. Esto rápidamente se tradujo en hechos concretos, con acciones tan comprometedoras como el aprovisionamiento de combustible y materias prima a las fuerzas alemanas, y la autorización del uso de radares o actividades de espionajes.¹⁵²¹ En consecuencia, en el transcurso de 1940, los falangistas “duros” habían tomado la ventaja y dominaban las estructuras del *Nuevo Estado*. Como todo un emblema, el 8 de mayo de 1940, el embajador de Colombia expresaba su sorpresa por el impresionante mitin en Valencia que reunió a más de cien mil falangistas que aclamaron al ministro del Interior, Serrano Súñer.¹⁵²² Además, las victorias del Eje fortalecieron el régimen franquista, y sobre todo reforzaron la franja falangista simpatizante con la ideología fascista y el gobierno nazi.¹⁵²³ Este clima favorable para el falangismo radical se concretó con una campaña de “depuración” del partido de gobierno, de aquellas personalidades a las que no se les consideraba como adictas al movimiento, y que podían ser consideradas como enemigas en contra de la implementación del *Nuevo Orden*.¹⁵²⁴

No obstante, todo no era favorable al falangismo, como bien lo manifestaba la Legación de Colombia, puesto que esta acción diplomática no generó unanimidad, provocando una fuerte oposición de sectores capitalistas industriales a la política tanto exterior como interior del falangismo.¹⁵²⁵ Rápidamente, los proyectos ambiciosos de Serrano Súñer se empantanaron en un marasmo a partir del otoño 1941, frenados por la situación económica del país y los conflictos internos. Igualmente, Serrano Súñer fue debilitado en la primavera de 1942, por la caída en desgracia de su colaborador cercano Ximénez de Sandoval, que perdía su sillón en el Consejo de la Hispanidad y en el cuerpo diplomático, víctima de las riñas entre falangistas y monarquistas.¹⁵²⁶ A pesar del desplome de sus hombres más cercanos, Serrano Súñer, conservó el control del MAE.¹⁵²⁷ Sin embargo, en los últimos

¹⁵²¹ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, p. 192.

¹⁵²² BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales Fondo 046, Caja 0008. MRE, Madrid, 8 de mayo de 1940, *op.cit.*, p. 2.

¹⁵²³ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. San Sebastián, el 10 de agosto de 1940, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa (MRE). La Política interior de España durante los meses de junio y julio de 1940. Documento, n° Mss/563/1/8/537, p. 1.

¹⁵²⁴ *Ibid.*, p. 2.

¹⁵²⁵ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales Fondo 046, Caja 0008. MRE, Madrid, 8 de mayo de 1940, *op.cit.*, p. 1.

¹⁵²⁶ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, *op.cit.*, p.199.

¹⁵²⁷ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, el 23 de mayo de 1941, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al presidente y MRE. Documento, n° Mss/563/1/9/275, p. 1.

meses de su mandato, ralentizó la acción agresiva y regresó hacia una línea más moderada, como la de Jordana.¹⁵²⁸ Aun así, era demasiado tarde, numerosos informes del embajador de Colombia en Madrid, alertaban sobre un movimiento opositor en auge, que señalaba cada vez más la figura divisoria de Serrano Súñer, considerándolo como el responsable de todas las deficiencias de la política oficial falangista.¹⁵²⁹ Finalmente, el general Jordana regresaba al mando del Ministerio de Asuntos Exteriores, el 3 de septiembre de 1942 poniendo fin definitivamente a la línea serranista.

Esta inestabilidad alteró las posiciones volubles de España durante la conflagración mundial. Rosa Pardo Sanz aduce que, frente a la Segunda Guerra Mundial, el régimen se encontró ante dos opciones: “(...) *O una neutralidad coloreada por la hipoteca de las deudas de guerra con Alemania e Italia o la posición de alianza incondicional con el inminente Eje Roma-Berlín*”.¹⁵³⁰ En la jerga diplomática esto se traducía en una política neutralidad formal o la “no beligerancia”. Ante este panorama, España osciló entre posturas de neutralidad inquebrantable, y periodos de tensión donde se podía presagiar su entrada en guerra inminente. Como prueba, el 4 de mayo de 1940, la Legación de Colombia en Madrid afirmó que, según fuentes británicas, España preparaba un ataque contra Gibraltar y los Marruecos franceses.¹⁵³¹

La realidad era que, en un primer momento, frente al conflicto mundial, la postura franquista fue una neutralidad sesgada, que consistía en una adhesión espiritual y moral con el Eje, pero eludiendo cualquier acto material que pudiera ser interpretado como una intervención en la lucha armada.¹⁵³² Sobre el particular, en 1940, la Legación colombiana remarcó la voluntad del gobierno español por mantener la neutralidad española a pesar de sus afinidades obvias con el Eje.¹⁵³³ Por eso, hasta abril de 1940 se mantuvo la neutralidad ambivalente, es decir una neutralidad formal aderezada con simpatías pro germanas.¹⁵³⁴ La Legación de Colombia agregó que, en España, se consideraba que con el triunfo de Alemania

¹⁵²⁸ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, op.cit., p. 200.

¹⁵²⁹ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 febrero de 1942, op.cit., p. 2

¹⁵³⁰ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, op.cit., p. 22.

¹⁵³¹ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, el 4 de mayo de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al presidente y MRE, Documento, n° Mss/563/1/9/124. p. 1.

¹⁵³² BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 15 de julio de 1941, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). La política exterior de España ante el conflicto europeo. Documento, n° Mss/563/1/8/575. p. 1.

¹⁵³³ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 6 de mayo de 1940, op.cit., p. 1.

¹⁵³⁴ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, op.cit., p. 131.

se salvaguardaría el predominio de la dictadura española y del movimiento falangista por muchos años, mientras un triunfo aliado significaría un cambio hacia el regreso monárquico.¹⁵³⁵

No obstante, el régimen franquista recibió fuertes presiones tanto de los aliados como del Eje: los primeros pidiéndole mayores garantías de neutralidad, los otros insistiendo para que colaborara más en el conflicto.¹⁵³⁶ Para los diplomáticos colombianos, era claro que una franja falangista y militar, exaltaba la intervención y presionaba para la entrada en guerra de España.¹⁵³⁷ Pero a pesar de sus simpatías por el Eje, y sus agradecimientos por la mano dada durante la Guerra Civil, Serrano Súñer defendió firmemente en el escenario internacional la “no beligerancia”.¹⁵³⁸ Con esto, más que de una neutralidad había que hablar de “no beligerancia”.¹⁵³⁹

Al fin y al cabo, podemos resumir que al principio España adoptó la neutralidad porque no tenía la capacidad bélica y anímica de inmiscuirse en un conflicto de tales dimensiones. Sin embargo, con los avatares circunstanciales de la guerra se fue actualizando una política del oportunismo. Para Lorenzo Delgado Gómez-Escalonilla, con el avance de las fuerzas alemanas y la entrada en guerra de Mussolini el 12 de junio de 1940, el Estado español abandonó oficialmente la actitud “de estricta neutralidad” por la de “no beligerante”.¹⁵⁴⁰ En este orden de cosas, el discurso del 17 de julio de 1941 de Franco ante el Consejo Nacional de FET y de las JONS, era la prueba irrefutable para los diplomáticos colombianos del cambio de postura del régimen hacia la colaboración plena y efectiva con el Eje.¹⁵⁴¹ A decir verdad, el régimen no negaba el apoyo moral, ideológico y espiritual hacia el Eje, pero si tenía cuidado al realizar actos materiales que pudieran ser interpretados como una intervención en la lucha armada.

¹⁵³⁵BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales Fondo 046, Caja 0008. MRE, Madrid, 8 de mayo de 1940, *op.cit.*, p. 3.

¹⁵³⁶BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 6 de mayo de 1940, *op.cit.*, p. 2.

¹⁵³⁷*Ibid.*

¹⁵³⁸Archivo Eduardo Santos Biblioteca Luis Ángel Arango 046 MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES. CAJA 0008. Legación de Colombia en España a López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores de Francisco Umaña Bernal) .Mss/563/1/8/544. Madrid, el 5 de octubre de 1940. Informe de política exterior de España en el mes de agosto y septiembre de 1940. Actitud ante el conflicto europeo, p. 1.

Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales BLAA. Fondo Ministerio Relaciones Exteriores, 046, Caja 0008. Madrid, el 5 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 1.

¹⁵³⁹AGN. Caja, 285. Folio 184, carpeta 41. Madrid, 10 febrero de 1942, de la Legación de Colombia en España al doctor Luis López de Mesa. Informe sobre la política Exterior de España en lo referente a la Guerra Mundial durante el segundo semestre de 1941 y primera semana del año 1942. Nota n°122/42/m.12, p. 4.

¹⁵⁴⁰Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. Diplomacia franquista..., *op.cit.*, p. 48.

¹⁵⁴¹Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales BLAA. Fondo Ministerio Relaciones Exteriores 046, Caja 0008. Madrid, el 22 de julio de 1941, *op.cit.*, p. 2.

En la práctica, la política recelosa y prudente frente al conflicto mundial, se desenredó con la declaratoria de guerra de Alemania a la URSS, a partir de la cual se multiplicaron los actos materiales de colaboración de España con las fuerzas del Eje.¹⁵⁴² Este apoyo no era solo ideológico, también era concreto. Para la Embajada colombiana, desde el inicio de la tentativa de conquista del territorio soviético, España había claramente terciado a favor de los países totalitarios: con la División Azul y el envío de quince o veinte mil hombres -según la diplomacia colombiana-, de los cuales el 70% pertenecía al ejército regular.¹⁵⁴³

Asimismo, España se aprovechó de su posición neutral para venderle suministros al Eje de manera discreta. Los diplomáticos colombianos informaban sobre quejas formales y amenazas de sanciones de Estados Unidos e Inglaterra, por la ayuda española al Eje como las maniobras de sabotaje y espionaje de los alemanes en territorio español, la permanencia de la División Azul en el Este y la venta de Wolframio (metal) a Alemania.¹⁵⁴⁴ Además, se destacaba que Alemania obtenía de España muchos víveres y artículos de primera necesidad, sobre todo para la industria, la agricultura y otros ámbitos.¹⁵⁴⁵ No sobra recordar, que España había contraído con Alemania importantes deudas durante la Guerra Civil.

Con el tiempo, las primeras derrotas y el estancamiento de las fuerzas del Eje, se modificó la postura, dejando de lado “la tentación española” de involucrarse en la guerra; con un cálculo frío, Franco evitó que el país se comprometiera en la batalla.¹⁵⁴⁶ La historiadora, Rosa Pardo Sanz, confirma que Franco, ante la poca reacción de los alemanes por su ofrecimiento de entrar en guerra y los problemas internos, el régimen, hizo un giro defensivo y se inclinó por una postura de espera, hasta estar más seguro del desenvolvimiento definitivo del conflicto mundial.¹⁵⁴⁷ Mientras tanto los países iberoamericanos, también contribuyeron al mantenimiento de la no intervención española. Sobre esto, la diplomacia colombiana contó que el Portugal de Salazar, Brasil y los países hispanoamericanos cooperaron para que España mantuviera su posición de neutralidad.¹⁵⁴⁸ En el mismo sentido, el 18 de diciembre de 1942,

¹⁵⁴² Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales BLAA. Fondo Ministerio Relaciones Exteriores 046, Caja 0008. Madrid, el 15 de julio de 1941, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa ministro de Relaciones Exteriores. La política exterior de España ante el conflicto europeo, Documento Mss/563/1/8/575, p.1.

¹⁵⁴³ Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales BLAA. Fondo Ministerio Relaciones Exteriores 046, Caja 0008. Madrid, el 15 de julio de 1941, *op.cit.*, p. 2.

¹⁵⁴⁴ AGN. Caja, 286, carpeta 41, Folio 184. Madrid, 28 de marzo de 1944, De Umaña Bernal para Carlos Lozano Lozano ministro de Relaciones Exteriores, p. 1.

¹⁵⁴⁵ AGN. Caja, 285. Folio 184, carpeta 41. Madrid, 10 de febrero de 1942, *op.cit.*, p. 4.

¹⁵⁴⁶ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 52.

¹⁵⁴⁷ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco...*, *op.cit.*, p. 191.

¹⁵⁴⁸ AGN. Caja, 285. Folio 184, carpeta 41. Madrid, 10 de febrero de 1942, *op.cit.*, p. 4.

El Siglo declaró que España y Portugal formaron un bloque para mantener la absoluta neutralidad firmando un tratado de amistad y ayuda mutua.¹⁵⁴⁹

A pesar de ello, para las elites políticas colombianas la política internacional franquista durante la Segunda Guerra Mundial, confirmó de qué lado se inclinaba a pesar de fachadas neutralistas. Por ende, consideraban como un hecho incuestionable que el régimen franquista iba a seguir los pasos de Italia y Alemania, puesto que las orientaciones antiparlamentarias que pulularon durante el periodo de entreguerras, contagiaron a todos los países, incluso los países con raigambre republicanos.¹⁵⁵⁰ Estos vientos favorables para las ideas totalitarias, para la diplomacia colombiana, auguraban la consolidación en España de un régimen autoritario de larga duración con el predominio cada vez más fuerte de la tendencia falangista.¹⁵⁵¹

Hasta el final de la guerra, como prueba de la cercanía del régimen franquista con los países del Eje, España fue la encargada de salvaguardar y defender los intereses del Eje en los países Hispanoamericanos, tomándose muy en serio su papel, nombrando a secretarios y agregados para tal misión.¹⁵⁵² Al respecto, en una nota verbal a la Embajada de Alemania en España, las autoridades alemanas agradecían las gestiones diplomáticas españolas a favor de los intereses alemanes en Colombia en 1942.¹⁵⁵³ En los archivos generales de la Administración de Alcalá de Henares¹⁵⁵⁴, se encuentran cajas enteras de la intensa labor de protección diplomática, realizada por la Embajada española a favor de los intereses de los países del Eje en Colombia, tanto de italianos, como alemanes e inclusive japoneses. En efecto, con la ruptura de relaciones de Colombia con el Eje, España se arrojó las funciones diplomáticas delegadas, siendo intermediaria de los países del Eje, asumiendo funciones como las gestiones de repatriación, la defensa de intereses de esos países, el envío de pasaportes, la recaudación de derechos consulares y los certificados de exención, o la transferencia de fondos de súbditos de países del Eje. Ante las críticas, *El Siglo* informó que España defendía

¹⁵⁴⁹ « España y Portugal formaran bloque para mantener absoluta neutralidad», *El Siglo*, 18 de diciembre de 1942, p. 1.

¹⁵⁵⁰ AGN. Caja 282, Carpeta 22, Folio 252. Madrid, 5 de febrero de 1935 de Manuel Marulanda al Señor ministro de Relaciones Exteriores., Informe de política general, p. 2.

¹⁵⁵¹ Archivo Eduardo Santos Montejó. Documentos y colecciones especiales BLAA Fondo Ministerio Relaciones Exteriores, Caja 0008. Madrid, 10 de junio de 1940, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa ministro de Relaciones Exteriores. Informe sobre la política interior de España en el mes de mayo 1940. Documento Mss/563/1/8/532, p. 1.

¹⁵⁵² AGN. Caja 285, Carpeta 41, Folio 184. Madrid, 26 de febrero de 1942, *op.cit.*, p. 7.

¹⁵⁵³ AGA Fondo 15, Caja 54/03121, Orden 494, nota verbal de la Embajada de Alemania en España agradeciendo las gestiones a favor de los intereses alemanes en Colombia (1942).

¹⁵⁵⁴ Véase: AGA. Fondo 15, Caja 54/03116; AGA. Fondo 15, Caja 54/03120 y AGA. Fondo 15, Caja 54/03122; AGA. Fondo 15, Caja 54/03121; AGA. Fondo 15, Caja 54/03121.

la tonalidad humanitaria de haber asumido la protección de los intereses de Alemania, Italia y el Japón. En particular, alegaba para su defensa, que era un caso de protección delegada admitida universalmente por los tratados de derecho internacional, que habían sido aplicados de manera constante en tiempo de guerra por todos los Estados, fundándose en razones de humanidad y en el espíritu caballeresco, para brindarle protección diplomática a sujetos que carecían de ello.¹⁵⁵⁵

En todo caso, como vemos a pesar de sus afinidades claras por el Eje y la tentación de inmiscuirse en el conflicto, el régimen supo contener los ardores radicales y actuó más bien con pragmatismo, aparentando una neutralidad formal. Por consiguiente, fue lejos de ser una política exterior coherente con los principios originarios falangista, y más bien conviene hablar de un accionar internacional paradójico y pragmático. Esa doble postura o doble lenguaje, se verificó en muchos ejemplos. En particular, en marzo de 1940, mientras la prensa oficial y dirigencia española alababan Alemania y fustigaban contra Francia e Inglaterra, por debajo de cuerdas, debido a las dificultades económicas, negociaron con estos últimos acuerdos económicos y comerciales.¹⁵⁵⁶ Igualmente, pactaron acuerdos con Estados Unidos, a pesar de acusarlos con virulencia de ser la causa de los problemas de aprovisionamiento de España.¹⁵⁵⁷

En definitivas, es preciso advertir que el régimen debilitado del inicio, buscó múltiples formas de consolidación. En diversos informes de la diplomacia colombiana, se destacaba la imbricación estrecha entre la política exterior y la política interior del régimen, contribuyendo la primera a la legitimación del nuevo régimen en el orden interno. Por ejemplo, la Legación colombiana en Madrid, en varias ocasiones, explicó que los diversos viajes que realizaba la diplomacia falangista a Italia y Alemania eran cruciales para dirimir las pugnas internas del régimen entre falangistas y conservadores, considerando que las actuaciones de Serrano Súñer fortalecían a los primeros.¹⁵⁵⁸ Por otra parte, los éxitos alemanes iniciales, favorecieron la tendencia falangista más extremista, que simpatizaba con la Alemania nazi,¹⁵⁵⁹ puesto que los

¹⁵⁵⁵ « España protesta por los cargos que hacen a sus diplomáticos» *El Siglo*, 3 de noviembre de 1942, p. 6.

¹⁵⁵⁶BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 de marzo de 1940, *op.cit.*, p. 3

¹⁵⁵⁷ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 22 de julio de 1941, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Documento, n° Mss/563/1/8/576, p. 2.

¹⁵⁵⁸BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 5 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 3.

¹⁵⁵⁹BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 10 de junio de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Informe sobre la política interior de España en el mes de mayo 1940. Documento, n°Mss/563/1/8/532, p. 2.

triumfos alemanes acallaban las críticas y descontentos al interior de España.¹⁵⁶⁰

7.2. Evolución de la política exterior del *Nuevo Estado* después de la Segunda Guerra Mundial.

Para poner de relieve la ambivalencia de la política exterior franquista, la Legación de Colombia en España, la definió como una política guiada por “el *criterio oportunista*.”¹⁵⁶¹ Este oportunismo se hizo todavía más notorio después de la Segunda Guerra Mundial, con el desplome de los regímenes fascistas y con el aislamiento internacional que padeció España. En realidad, la precaria situación española le impidió al régimen ser dueño de su destino exterior, más bien sobrellevó las circunstancias internacionales cambiantes, adaptando su política exterior con pragmatismo, a pesar de la tonalidad ambiciosa de sus discursos.¹⁵⁶² Por eso, tanto en el contexto europeo como hispanoamericano, predominó la imprecisión diplomática española. Desde muy temprano, la diplomacia colombiana había resaltado la estrategia de la vaguedad del régimen franquista hacia América Latina, caracterizada por una intencionalidad que se situaba en el terreno de la oscuridad, “sujeta a todas las interpretaciones”.¹⁵⁶³

De este modo, después del final de la Segunda Guerra Mundial, se puede afirmar que la política exterior general de la *Nueva España* fue contradictoria, voluble y ambivalente en todos sus aspectos. Esta gradualmente se ladeó hacia una política internacional moderada que se encaminó hacia el privilegio de la acción cultural e ideológica, y una voluntad de integrarse al bando occidental, sobre todo en el contexto de Guerra Fría.

7.2.1. Acercamiento al bando occidental después de la Segunda Guerra Mundial.

En realidad, incluso durante el conflicto mundial, nunca hubo una ruptura total entre los aliados y el régimen franquista, más bien las relaciones alternaron periodos de tensión y otros de acercamientos. Si bien hubo tensiones, protestas y presiones, los canales diplomáticos y de negociación, siempre fueron dinámicos y abiertos. En pocas palabras, permanecieron abiertas conversaciones y negociaciones entre el régimen franquista y los aliados. Por

¹⁵⁶⁰*Ibíd.*, p. 1.

¹⁵⁶¹AGN. Caja 285, carpeta 39, folio 176. Madrid, 15 de julio de 1941, de la Legación de Colombia en España a Luis López de Mesa (MRE). Nota, n°674/41/M114, p.5.

¹⁵⁶²BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 5 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). Informe de política exterior de España en el mes de agosto y septiembre de 1940. Documento, n° Mss/563/1/8/544, p. 3.

¹⁵⁶³BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 3 de junio de 1941, *op.cit.*, n°Mss/563/1/8/569, p. 4.

ejemplo, el 7 de diciembre de 1940, la diplomacia colombiana le informó al canciller colombiano López de Mesa, sobre un acuerdo avanzado con Inglaterra y Estados Unidos para modificar las restricciones del bloqueo a España.¹⁵⁶⁴ En el mismo sentido, la diplomacia colombiana comunicó en el otoño de 1941, sobre el mejoramiento de las relaciones de España con los Estados Unidos e Inglaterra, lo que auguraba un cierto equilibrio diplomático que no ponía en peligro la postura de “no beligerante” de España.¹⁵⁶⁵

En verdad, a pesar de su cercanía ideológica y espiritual con los países del Eje, era lejos de ser una política exterior totalmente sumisa. Existía, más bien, una diplomacia acomodaticia que negociaba, pactaba y conversaba con ambos bandos. Esta política exterior oportunista fue destacada en varios informes de la diplomacia colombiana en Madrid. El 12 de diciembre de 1940 Umaña Bernal aseveró que, mientras los acercamientos con el *Führer* se acentuaron con el nombramiento del germanófilo Serano Súñer, discretamente se seguía negociando con Gran Bretaña y Estados Unidos: firmando con el primero, un importante acuerdo comercial, mientras que con el segundo se adelantaban negociaciones de créditos y adquisición de materias primas y artículos alimenticios.¹⁵⁶⁶ Asimismo, la diplomacia colombiana aseguró que Estados Unidos negoció la neutralidad a cambio de abastecimiento.¹⁵⁶⁷ También, en octubre 1940, España concordó con Inglaterra, un acuerdo para aliviar los bloqueos de la gasolina, el trigo y el algodón, productos de urgente necesidad en la península.¹⁵⁶⁸

De todas formas, como bien lo destacaba Rosa Pardo Sanz, en los últimos meses de 1941 se abandonaba el discurso agresivo, y se retornó hacia la línea más católica, culturalista y anticomunista de 1939. Pero fue sobre todo con el regreso de Francisco Gómez Jordana y luego bajo el mando José Félix de Lequerica, cuando cambió de tonalidad y de ruta la política exterior española, dejando de lado la política zigzagueante. Con este giro, se privilegiaba el fortalecimiento de un bloque de neutrales y se retiró la División Azul del frente del Este. A pesar de la resistencia de reductos falangistas, el lema de la nueva política exterior se ceñía en

¹⁵⁶⁴AGN. Caja 285, carpeta 39, folio 176. Madrid, 7 de diciembre de 1940, *op.cit.*, p. 1.

¹⁵⁶⁵AGN. Caja, 285, carpeta 41, Folio 184. Madrid, 10 de febrero de 1942, *op.cit.*, p. 2.

¹⁵⁶⁶BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 12 de diciembre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Informe de política Exterior de España en el mes de octubre y noviembre de 1940. La actitud de España ante el conflicto europeo. Documento, n° Mss/563/1/8/558, p. 1.

¹⁵⁶⁷BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 6 de diciembre de 1940, de Legación de Colombia en Madrid, al presidente y MRE. Documento, n° Mss/563/1/9/233.

¹⁵⁶⁸BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 5 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 2.

torno a un proyecto minimalista anclado en dos pilares: el anticomunismo y el catolicismo.¹⁵⁶⁹ En tal sentido, la destitución de Serrano Súñer en 1942 y la nueva limitación al poder de la Falange, fue interpretada por Estados Unidos como un presagio de cambio favorable, de un regreso hacia la órbita las democracias occidentales.¹⁵⁷⁰

Indudablemente, el régimen trató de suavizar su imagen con los países aliados. Sobre este punto, Stanley Payne resalta que, cuando Luis Arrese se hizo con el control de FET y de las JONS en 1942, y a pesar de las presiones de Hitler, el régimen empezó a hacer verdaderos esfuerzos por borrar toda afinidad comprometedora con ideologías extranjeras: ya no se hablaba en España de apoyar el fascismo internacional, y solo se persistía en la retórica guerrera contra la Unión Soviética, justificada por la necesidad de “defender la civilización cristiana”.¹⁵⁷¹ Igualmente, a partir de septiembre de 1942, con el regreso de Jordana al MAE, se impulsó la voluntad de cortar los nexos estrechos con el Eje, buscando revertir la imagen negativa que dejaba la gestión serranista.¹⁵⁷² Pero este viraje de Jordana no implicaba una sumisión hacia Occidente, más bien pretendía fortalecer una postura equidistante entre los dos enemigos, sin violentar los principios ideológicos defendidos por la España nacionalista.¹⁵⁷³ Con todo esto, a partir de 1943, España se quería presentar como una gran potencia neutral y pacífica. En unas instrucciones al embajador español en Argentina -José Muñoz Vargas-, Franco le recomendaba no intervenir ni tomar partido sobre los acontecimientos internos, porque era la neutralidad lo que le daba crédito y prestigio a España.¹⁵⁷⁴

Por supuesto, el anticomunismo del régimen también fue una baza útil en las relaciones internacionales. Por ejemplo, Inglaterra sabía que una División Azul española se aprestaba a combatir en Rusia y lo toleraba con cierta complacencia.¹⁵⁷⁵ Asimismo, las derechas colombianas alentaron el acercamiento entre Francia e Inglaterra con la España nacionalista para fortalecer “un frente anticomunista”.¹⁵⁷⁶ Por este motivo, desde que Franco adhirió al pacto Anti-Komintern el 27 de marzo de 1939, se empezó a retratar el régimen

¹⁵⁶⁹ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, *op.cit.*, p. 267.

¹⁵⁷⁰ «Favorable a las democracias del nuevo gabinete de España», *El Siglo*, Bogotá, 4 de septiembre de 1942, p.1.

¹⁵⁷¹ Payne Stanley. *Falange. Historia del fascismo español*. Madrid: Sarpe, 1985, p. 233.

¹⁵⁷² Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, *op.cit.*, p. 264.

¹⁵⁷³ *Ibid.*, p. 269.

¹⁵⁷⁴ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 304.

¹⁵⁷⁵ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 3 de julio de 1941, de Legación de Colombia en Madrid, al presidente y ministro de Relaciones Exteriores. Documento Mss/563/1/9/281, p. 2.

¹⁵⁷⁶ «Camino de Salvación», *La Patria*, Manizales, 6 de febrero de 1939, p. 5.

hispanico como un dique contra la amenaza soviética, lo que le generó apoyos importantes, hasta en sectores que no eran afines a las ideas franquistas.¹⁵⁷⁷ Hay que decir, que esta representación de barrera contra el comunismo, era bastante eficaz en el orden interno también. Sobre eso, la Legación colombiana en Madrid, analizó que, a pesar del descontento de los españoles contra el régimen al finalizar la guerra, era superior el “miedo” al regreso de un gobierno de extrema izquierda que Franco había logrado espantar.¹⁵⁷⁸ Así pues, para las derechas colombianas, la España franquista fue ante todo un escudo contra el comunismo: según ellas, Franco no hizo sino contener “la barbarie mongólica y salvar la civilización occidental”.¹⁵⁷⁹ La presentación de la España de Franco como uno de los baluartes de la lucha contra el comunismo era moneda corriente en la prensa colombiana de la posguerra, edulcorando con esto la imagen del régimen. Como todo un emblema, en abril de 1949, durante los desfiles que celebraron los diez años de la “Victoria”, Franco declaró a la España nacionalista como el mayor enemigo del comunismo, siendo una empalizada sólida contra “la amenaza roja”.¹⁵⁸⁰

Ante esto, en mayo de 1943 la diplomacia colombiana argüía que Franco se aprovechaba de las vacilaciones de la comunidad internacional, sobre todo de la disminución de las presiones anglo-americanas.¹⁵⁸¹ Por otra parte, en los círculos diplomáticos, y por declaraciones del jefe de Estado y colaboradores cercanos, se rumoreaba que Franco confiaba que Estados Unidos e Inglaterra estaban satisfechos con la situación española y ya no deseaban cambio. Franco pensaba que solo bastaba con algunas modificaciones leves en sus orientaciones internas como internacionales, para contar, si no con el apoyo, por lo menos con la aquiescencia del bando occidental.¹⁵⁸² Por eso, en diciembre de 1943, en una entrevista del Generalísimo con el periodista Henry Taylor, corresponsal de *thescripps Howard newspaper*, Taylor concluyó que la próxima gran revolución en España sería la reducción del poder de la “fastidiosa” Falange y el robustecimiento de las Cortes, porque en España ni los ricos querían de la Falange por su falta de tradición, ni los pobres por su corrupción.¹⁵⁸³

¹⁵⁷⁷ «Franco suscribió el pacto anticomunista», *El Colombiano*, Medellín, 9 de abril de 1939, p. 1.

¹⁵⁷⁸ AGN. Caja 286, carpeta 49, folio 126. Madrid, 7 de mayo de 1945, de Fidel Peláez Trujillo (Legación) a Carlos Lozano Lozano (MRE), Confidencial n°158/45/M.25, p. 1.

¹⁵⁷⁹ Uribe Masas Alfonso, «El conservatismo colombiano y la Hispanidad», *El Siglo*, Bogotá, 16 de marzo de 1944, p. 4.

¹⁵⁸⁰ Roca Lemus Juan, «El pueblo español repitió su voluntad inquebrantable contra el bolchevismo. (Discurso de Franco el 11 de abril 1949)», *El Colombiano*, Medellín, 13 de abril de 1949, p. 3.

¹⁵⁸¹ AGN. Caja 286, carpeta 48, folio 232. Madrid, 23 de mayo 1943, *op.cit.*, p. 1.

¹⁵⁸² AGN. Caja 285. folio 178, carpeta 45. Madrid, 29 de julio de 1943, *op.cit.*, p. 4.

¹⁵⁸³ « La Falange será privada de su poder y se robustecerá el de las Cortes Españolas», *El Siglo*, Bogotá, 21 de diciembre 1943, p. 1.

De todas formas, al finalizar la Segunda Guerra Mundial, este acercamiento hacia el bando occidental, progresivamente se avecinaba a una clara integración, aunque no exenta de ciertas dificultades. De ahí que, en la Conferencia de San Francisco en 1945, se oficializó el aislamiento de España, excluyéndola de las Naciones Unidas. Sumado a este primer escollo, en 1948 cayeron como ducha fría en España las declaraciones de Marshall que excluía a España de la ayuda norteamericana a Europa, mientras que la prensa había hecho amplia propaganda optimista sobre el hecho de que España sería cobijada por el plan Marshall.¹⁵⁸⁴ Pero para el embajador colombiano esta exclusión solo era transitoria y, por el contrario, retomando la hipótesis que se sostenía en los círculos oficiales, enunció la versión según la cual Estados Unidos no incluyó España en el plan Marshall, por la inminencia de las elecciones italianas, y a Estados Unidos no le convenía mostrar a las izquierdas internacionales la rápida evolución de su opinión acerca de Franco. El embajador no dudaba que, una vez pasadas las elecciones italianas, seguramente el tema de la inclusión de España en el plan Marshall, volvería a ser de interés primordial.¹⁵⁸⁵

Lo cierto era que para el bando occidental, la renuncia de Franco ya no era una condición indispensable. No obstante, el embajador colombiano manifestó que, entre las exigencias primordiales reclamadas por los Estados Unidos a la España franquista, figuraba la disolución o transformación de la Falange, abandonando su estatus de partido único, pasando a ser un partido con iguales derechos y ejercicios políticos que todos los que quisieran intervenir en la vida pública de la nación; también la exigencia del restablecimiento del ejercicio de los derechos individuales postergaba el retiro de Franco o la cuestión de su permanencia en el poder en un segundo rango.¹⁵⁸⁶

De todos modos, en 1948 se veía que a nivel mundial el régimen de Franco estaba afianzado, y cada vez más integrado al bloque occidental. La Guerra Fría había provocado que la dictadura franquista se volviera cada vez más tratable. Esto era palpable por múltiples acuerdos con países occidentales durante ese año. Por ejemplo, con Francia se pactó un acuerdo comercial y la apertura de la frontera, que estuvo cerrada por varios años.¹⁵⁸⁷ También se intensificaron las conversaciones con el Reino Unido para la regularización del comercio

¹⁵⁸⁴AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 7 de abril de 1948, de Eduardo Caballero Calderón (Legación) al MRE, Nota n°30, p. 8.

¹⁵⁸⁵*Ibid.*, p. 2

¹⁵⁸⁶AGN. Caja 286, carpeta 49, folio 126. Madrid, 7 de mayo de 1945, de Fidel Peláez Trujillo (Legación) a Carlos Lozano Lozano (MRE), Confidencial n°158/45/M.25, p. 2-3.

¹⁵⁸⁷AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 19 de mayo de 1948, Eduardo Caballero Calderón (Legación) a MRE. Informe política general, Nota n°38, p. 2.

entre ambos países interrumpida por años, como el intercambio de carbón a las siderurgias de Bilbao contra el envío de frutas de España a Inglaterra.¹⁵⁸⁸

No cabe duda de que el régimen franquista manifestaba una voluntad de complacer las potencias occidentales. Ante las acusaciones de los demócratas norteamericanos de que el Consejo de la Hispanidad era un organismo de penetración del falangismo en América Latina, se restringieron sus labores a actos culturales.¹⁵⁸⁹ De manera que, el diplomático Francisco Umaña Bernal concluyó que la dictadura de Franco parecía inamovible, reforzada por los acercamientos progresivos con los países anglosajones como Estados Unidos y Reino Unido.¹⁵⁹⁰ Ciertamente, hubo una estrategia del franquismo por moldear una fachada institucional que consiguió evitar la condena internacional y el posterior aislamiento.¹⁵⁹¹ Por eso, mantuvo una actividad exterior limitada, hasta que la Guerra Fría permitió su acercamiento con los Estados Unidos.¹⁵⁹²

Para complacer a los vencedores Aliados y con el objetivo de mejorar su imagen, el franquismo invirtió en fuertes campañas de propaganda, en sustitución de la democratización del sistema político que no se concretó. Por ello, la diplomacia colombiana notaba que, tanto en los diarios oficiales del Movimiento como en algunas declaraciones públicas de las autoridades españolas, se vislumbraba sobre todo una intensa campaña para establecer una clara diferencia entre las doctrinas del régimen español y la ideología nazi y fascista.¹⁵⁹³

Ya para la década de los cincuenta era incuestionable la integración del régimen franquista en el bando occidental. En tal sentido, la Legación colombiana transmitía al Canciller el 12 de noviembre de 1953, el acuerdo de defensa mutua entre los gobiernos de España y Estados Unidos. El propio Franco juzgó trascendental ese acuerdo militar y económico para la paz y seguridad de Occidente.¹⁵⁹⁴ Con la designación del enemigo soviético como principal amenaza en el contexto de Guerra Fría, el régimen español quedaba incorporado al bloque occidental.¹⁵⁹⁵ No obstante, este acuerdo militar había sido precedido

¹⁵⁸⁸ *Ibíd.*

¹⁵⁸⁹ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 304.

¹⁵⁹⁰ «En España no existe posibilidad próxima de un cambio de régimen », *El Siglo*, Bogotá, 4 de mayo de 1944, p. 3.

¹⁵⁹¹ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 8.

¹⁵⁹² *Ibíd.*

¹⁵⁹³ AGN. Caja 285, carpeta 45, folio 178. Madrid, 29 de julio de 1943, *op.cit.*, p. 4.

¹⁵⁹⁴ «Declaraciones a la *United Press*», 5 de noviembre de 1953. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*, *op.cit.*, p. 421.

¹⁵⁹⁵ AGN. Caja 286, carpeta 54, folio 286. Madrid, 12 de noviembre de 1953. De la Embajada de Colombia en España a Evaristo Sourdis (MRE). Convenio entre los gobierno de Estados Unidos y España.

por convenios particulares permitidos por el gobierno de Estados Unidos, quien en 1948 autorizó a los bancos privados americanos la apertura de créditos a los importadores españoles.¹⁵⁹⁶

Por su lado, la prensa colombiana se regodeó de la integración de la España de Franco al “mundo libre occidental”. Sin sorpresa, en Colombia se celebró con júbilo la aceptación de España como miembro de la Unesco en noviembre de 1952, con 48 votos a favor, 4 en contra, 7 abstenciones y 3 ausentes¹⁵⁹⁷, y los periódicos conservadores colombianos destacaron la actitud amistosa de países latinoamericanos hacia España, contribuyendo a su adhesión en la Unesco.¹⁵⁹⁸

Evidentemente, la diplomacia colombiana era consciente de ese cambio de percepción del régimen español en el mundo occidental. Por eso, recalcó el mensaje leído por Franco el 15 de mayo de 1955, en la sesión inaugural de la quinta etapa legislativa de las Cortes de España, que fue recibido favorablemente por el mundo político occidental.¹⁵⁹⁹ En esa ocasión el jefe de Estado español resaltó tres elementos esenciales: primero exaltó al régimen imperante en su país que definía como un sistema orgánico de democracia representativa; además, reafirmó su anticomunismo visceral, destacando que había sido uno de los ejes sobresalientes del régimen durante 18 años sin nunca cambiar de línea como otros; y por último, pronunció palabras halagadoras por las buenas relaciones con los Estados Unidos.¹⁶⁰⁰

7.2.2. América Latina, válvula de Escape al cerco internacional de posguerra.

Desde el final de la Guerra Civil Española hasta el inicio de la Segunda Guerra Mundial, los países iberoamericanos tuvieron para España, a pesar de los discursos, una importancia secundaria, comparado con los nexos estrechos con los países del Eje y las relaciones activas con las grandes potencias aliadas.¹⁶⁰¹ A pesar de esto, con los bloqueos y las sanciones de los aliados durante la guerra y el posterior aislamiento diplomático de posguerra, las antiguas colonias recobraron progresivamente un interés estratégico para el régimen franquista. Desde entonces, frente a unas coyunturas políticas difíciles, los países latinoamericanos devinieron una fuente fundamental de legitimación para la *Nueva España*, tanto en el orden interno como internacional. Como bien lo recuerda Lorenzo Delgado

¹⁵⁹⁶AGN. Caja 286, Carpeta 52, Folio 198. Madrid, 19 de mayo de 1948, *op.cit.*, p. 4.

¹⁵⁹⁷«España aceptada como miembro de la Unesco», *La Patria*, Manizales, 20 de noviembre de 1952, p. 1.

¹⁵⁹⁸«Jubilo en España por la admisión en la “Unesco”», *La Patria*, Manizales, 20 de noviembre de 1952, p. 3.

¹⁵⁹⁹AGN. Caja 287, carpeta 57, Folio 198. Madrid, 18 de mayo de 1955, *op.cit.*, p. 1.

¹⁶⁰⁰*Ibid.*

¹⁶⁰¹ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, *op.cit.*, p. 200.

Gómez-Escalonilla, la política de “la Hispanidad” que buscó el impulso de las relaciones entre España e Iberoamérica fue uno de los canales más utilizados por la *Nueva España* en su afán de tener protagonismo y rango internacional a nivel externo, y en el orden interno le sirvió como instrumento propagandístico para la legitimación de la dictadura.¹⁶⁰²

Este interés, fue impulsado por la voluntad de articular un proyecto nacional que fuese capaz de recomponer el agrietado consenso nacional, y la recuperación del prestigio exterior, que era un elemento movilizador clave.¹⁶⁰³ Sobre este punto, en 1940, el cónsul colombiano de Lisboa defendía el anhelo de España de querer enaltecer su posición histórica, puesto que, imposibilitada militarmente para una conquista efectiva, había que dejarle el regocijo de sus deseos de grandeza espiritual e imperial, que eran más que todo un instrumento estratégico para su consolidación en el orden interno.¹⁶⁰⁴ De cualquier manera, América Latina devenía un objetivo central esencial del nuevo régimen. En una entrevista a un medio colombiano en abril de 1939, el propio Caudillo, aseveró que meditaba mucho sobre las relaciones con América Latina y sobre los fines que debía cumplir la diplomacia española en el continente para concretizar el deseo de renovar la llamada política hispano-americana.¹⁶⁰⁵

Lo cierto era que, en tiempos de crisis y presión, España necesitaba materialmente de Hispanoamérica, como válvula de escape en la geopolítica internacional. Por eso, fue precavida en sus relaciones con estos países, para no contrariarlos. Siendo así, para disimular, la política exterior de la dictadura cuidaba la fachada espiritual para esconder sus reales intenciones. Inclusive, un falangista radical como Serrano Súñer que fue conocido por la tonalidad agresiva de su política exterior hacia América Latina, siempre se cuidó de no manifestar explícitamente sus intenciones demasiado pretensiosas. En una entrevista con el nuevo embajador de Argentina a finales de 1940, Serrano Súñer le aseguró que excluía toda intención de dominación material sobre el continente, circunscribiéndose al estrechamiento de los vínculos intelectuales y espirituales.¹⁶⁰⁶ De la misma manera, la prensa falangista fustigó constantemente contra las acusaciones que sugerían la voluntad del régimen franquista de implementar un imperialismo violento y directo. A tal efecto, el diario *Arriba* en abril de 1941

¹⁶⁰² Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p 9.

¹⁶⁰³ *Ibid.*, p. 24.

¹⁶⁰⁴ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 24 de junio de 1940, del consulado de Colombia en Lisboa a la Legación de Colombia en Madrid. Documento, n° Mss/563/1/8/534, p. 2.

¹⁶⁰⁵ «Entrevista de dos horas con Franco caudillo de España», *op.cit.*, p. 1239.

¹⁶⁰⁶ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de diciembre de 1940, *op.cit.*, p. 1.

se indignó por las declaraciones del periódico mexicano *Excelsior*, que culpó el régimen Franco de querer reanudar proyectos de conquista de América del Sur.¹⁶⁰⁷

Sin embargo, recordemos que, en sus discursos y proyecciones, el falangismo tenía como ambición recobrar la grandeza imperial pasada. Por eso, el Consejo de la Hispanidad que absorbió las aspiraciones ambiciosas del nacionalismo expansivo, intentó encaminar parte de ese influjo hacia el subcontinente americano, puesto que según estas posturas, España estaba llamada a convertirse en eje ideológico del mundo.¹⁶⁰⁸ Por algo, en el Preámbulo de la ley del 2 de noviembre de 1940, que promulgó el Consejo de la Hispanidad, se explicitaba la ambición de la institución, proclamando España como “*Eje espiritual del mundo Hispánico*”, destinada a vivificar con vigor y empuje “*la empolvada política hispano-americana*”.¹⁶⁰⁹ Por otro lado, cuando el Eje empezó a ser derrotado, la diplomacia franquista avivó esa grandilocuencia oratoria por Hispanoamérica, magnificando sus vínculos históricos, culturales y espirituales con ese bloque.¹⁶¹⁰ Por consiguiente, la derrota del Eje supuso una inflexión de la política de Franco, puesto que desde la Conferencia de San Francisco, el régimen quedó progresivamente aislado, culminando en 1946 con la retirada de diplomáticos de varios países y la expulsión de España de organismos internacionales.

Por este motivo, en medio de un contexto internacional hostil de posguerra, la España franquista encontró apoyo en algunos países latinoamericanos como Argentina, Costa Rica, República Dominicana, Ecuador, El Salvador y Perú.¹⁶¹¹ Un caso concreto de colaboración importante entre países hispanoamericanos, fue la ayuda peronista a la España franquista en 1948 y la visita simbólica de Eva Perón en 1947. En efecto, para aliviar el profundo sentido de fracaso por no ser cobijado por el plan Marshall, la propaganda falangista encomió el pacto comercial con la Argentina peronista-300 millones de dólares en productos agrícolas-, presentándolo como un plan Marshall criollo, agradeciéndole por la ayuda a Juan Domingo Perón con rimbombantes muestras de gratitud.¹⁶¹² Asimismo, Argentina fue un modelo de cercanía y apoyo al régimen de Franco. Por eso, en octubre de 1948, desde España se elogió

¹⁶⁰⁷ *Ibid.*

¹⁶⁰⁸ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, p. 56.

¹⁶⁰⁹ Boletín Oficial del Estado, Núm. 312, Jefatura del Estado, Ley de 2 de noviembre de 1940 por la que se crea el Consejo de la Hispanidad, p. 7649. Disponible: <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1940/312/A07649-07649.pdf>

¹⁶¹⁰ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, p. 9.

¹⁶¹¹ Fernández Vargas Valentina, “La emigración y la relación es España Iberoamérica.” En: Vives Pedro, Vega Pepa, Oyambúru Jesus, (coords.), *Historia general de la emigración española a Iberoamérica*. Madrid: historia 16, 1992, p. 619.

¹⁶¹² AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 7 de abril de 1948, *op.cit.*, p. 1.

la actitud de Argentina, que encabezó un grupo de países latinoamericanos que intentaron lograr la admisión de España en la ONU.¹⁶¹³ Además, en medio del aislamiento español, se realizó en julio de 1946 el famoso congreso XIX de la Pax Romana, organizado por universitarios católicos y dirigida por Joaquín Ruiz Giménez -una figura importante del régimen-, en la que acudieron jóvenes latinoamericanos; encuentro que favoreció la creación del Instituto Cultural Iberoamericano y el impulso decisivo al Instituto de Cultura Hispánica, que ya existía sobre el papel.¹⁶¹⁴

Por otra parte, la Hispanidad no podía sustentarse únicamente en los conceptos de raza e imperio, requería de una base material como la promoción de una comunidad de intereses, para complementar el aura espiritual. Por este motivo, el régimen franquista manifestó, en repetidas ocasiones, la necesidad de fortalecer una comunidad de países para potenciar el bloque hispanoamericano, que fragmentado tenía poco peso frente a las potencias extranjeras.¹⁶¹⁵ Pero esta conciencia unitaria no podía solamente sostenerse con una verborrea espiritual, requería de un soporte material indispensable. Al respecto, el 14 de diciembre de 1940, el diplomático Umaña Bernal recordó que, en *Mundo* -el órgano de la política exterior de la Falange-, se promovía:

(...) una “alianza espiritual” de los países hispanos “basado, claro es, en fuerzas materiales”: para la conservación y extensión de la cultura hispana que hoy, en quiebra tantos falsos valores, se muestra como una firme esperanza de regeneración en un mundo enfermo de liberalismo y democracia.¹⁶¹⁶

En consecuencia, en un contexto difícil, el régimen necesitó de sus antiguas colonias como apoyo y para tener prestigio en el panorama internacional. Por este motivo, para legitimarse en el mundo hispanoamericano, impulsó con profusión la idea mesiánica de España como pueblo encargado de una “misión providencial” de propagar y salvar el catolicismo en el mundo, repudiando el liberalismo y la democracia.¹⁶¹⁷ Ya en 1938 se podía entrever las intenciones de Franco de recobrar un papel protagónico para España en el mundo, que consistían:

En restaurar el prestigio de una raza. En alumbrar de nuevo al mundo con los resplandores de nuestra cultura. En labrar la grandeza y poderío de nuestra nación. En

¹⁶¹³«España y América», *Avanzada*, Bogotá, 9 de octubre de 1948, p. 9.

¹⁶¹⁴Fernández Vargas Valentina, “La emigración y la relación...”, *op.cit.*, p. 619.

¹⁶¹⁵ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p 24.

¹⁶¹⁶BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de diciembre de 1940, *op.cit.*, p. 5.

¹⁶¹⁷ *Ibid.*

extender por el universo el crédito de la Nueva España. En recoger y fundir, en un camino de exaltación, a la patria, con los millones de españoles perdidos en el mundo. En dar a España la universalidad olvidada y en ofrecer a América, en el solar español, un orgullo de raza y una restauración de estirpe.¹⁶¹⁸

De ahí que, el embajador colombiano en Madrid concluía en 1943 que a pesar de sus declaraciones, la dictadura franquista tenía la suprema aspiración de alcanzar la dirección espiritual y política de los países hispanoamericanos, razón por la cual fomentó el triunfo en el continente latinoamericano de grupos antidemocráticos, antiliberales, y partidarios del totalitarismo.¹⁶¹⁹ Es decir, detrás del mito de la Hispanidad seguía un proselitismo ideológico y político, mediante la cual régimen franquista divulgaba los ejes de su doctrina. Según la diplomacia colombiana, estos objetivos y aspiraciones fueron compartidos por un número importante de la opinión pública española, que consideraba que toda influencia en el continente que no fuese la hispánica debía ser combatida.¹⁶²⁰

7.3. Hacia una política cultural (1945-1958): “la Hispanidad como instrumento de combate” en América Latina.

En el primer tercio del siglo XX, de la radicalización ideológica creciente en España, surgieron dos concepciones antagónicas sobre las relaciones que debían fomentarse con las antiguas colonias: una inspirada en Maeztu con pretensiones hegemónicas que pregonaba un modelo conservador-reaccionario de comunidad Iberoamericana; y otra de origen liberal inspirada en los postulados de Unamuno.¹⁶²¹ Esta última, ponía de relieve una comunidad de pueblos que compartían una afinidad cultural y una hermandad igualitaria lejos de un infundado sentimiento de superioridad por parte de los españoles.¹⁶²² Con el triunfo de las fuerzas franquistas, se impuso una interpretación de la Hispanidad tradicional y reaccionaria, que reivindicaba una misión histórica y espiritual para España.¹⁶²³ En efecto, desde entonces predominó el mito universal de la Hispanidad basado en una concepción teleológica y providencialista de la historia, que situaba España como un pueblo escogido por la divinidad,

¹⁶¹⁸ «La España libertada. Declaraciones de Franco a Ricardo Sáenz Hayer...», *op.cit.*, p. 217

¹⁶¹⁹AGN. Caja 285, carpeta 45, folio 178. Madrid, 2 de junio de 1943, la Legación de Colombia en Madrid a Gabriel Turbay (MRE). Asunto: La política internacional de España hacia los países de Hispanoamérica, Nota n°396/43/M96, p. 3.

¹⁶²⁰*Ibíd.*

¹⁶²¹ Del Arenal Celestino. *Política exterior de España y relaciones con América Latina...*, *op.cit.*, p. 30.

¹⁶²² Roberts S.G.H. "Hispanidad": el desarrollo de una polémica noción en la obra de Miguel de Unamuno. : *Cuadernos de la Cátedra Miguel de Unamuno*, ISSN 0210-749X, N° 39, 2004, p.64. Disponible: <https://revistas.usal.es/dos/index.php/0210-749X/article/view/1551/1615>, (consultado 25/03/2022).

¹⁶²³Del Arenal Celestino. *Política exterior de España y relaciones con América Latina...*, *op.cit.*, p. 30.

encargado de la defensa y propagación del catolicismo en el mundo.¹⁶²⁴A su vez, de esta visión tradicional y reaccionaria de la Hispanidad surgían dos concepciones de imperialismo: una de corte espiritual que insistía sobre la necesidad de conformar un imperio de la fe promovido por Maeztu y José Antonio Primo de Rivera, otra con visos fascistas que reivindicaba el derecho de España de recuperar su pasado imperial en términos políticos e incluso territoriales.¹⁶²⁵

En todo caso, estas ambiciones posibilitaron la amenaza de un imperialismo fuerte y conquistador. Por ello, en Latinoamérica muchas voces se elevaron para protestar contra un imperialismo hispánico en la región. Ante esta desconfianza generalizada, numerosas autoridades españolas ponderaron el clima de suspicacia con discursos tranquilizadores. En particular, el enviado de Franco en el Caribe, Ginés de Albareda, suavizaba los ánimos caldeados, afirmando que la regeneración imperial de España era solamente cultural y espiritual.¹⁶²⁶Incluso, antes del triunfo en la Guerra Civil Española, a modo de prevención, Franco apaciguaba las preocupaciones latinoamericanas refutando las pretendidas intenciones de un imperialismo agresivo. En 1938, la revista *Javeriana* de Bogotá, se transcribía unas declaraciones apaciguadoras de Franco al periodista argentino Ricardo Sáenz Hayer, en las que afirmó:

Hermanos de raza, hermanos en la mayoría de los casos, de pensamiento, nuestro deseo de compenetración con los pueblos hispanos, en este momento, es parte esencial de nuestro programa, de nuestra mirada hacia el futuro. Cuando termine la guerra, no intentaremos la empresa de redescubrir América, sino de acercarnos a ella y tender nuestros brazos hacia las naciones salidas de nuestra entraña, como hijas a quienes se ve luego del camino áspero y largo con más amor que antes, con una comprensión más viva y más abierta de los mutuos afanes, dolores e ideales.¹⁶²⁷

En concreto, si bien al principio, bajo timón falangista, la política exterior española mostró un cariz agresivo, con el curso del tiempo, teniendo en cuenta consideraciones estratégicas, fue privilegiando la actuación cultural e ideológica, en detrimento de la acción directa. De cualquier manera, la conquista cultural fue más eficaz que las políticas imperiales prodigadas bajo Serrano Súñer y Ximénez de Sandoval, puesto que fueron mejor recibida en el seno las elites latinoamericanas, quienes en general aceptaban el legado hispánico, más no intromisiones extranjeras hegemónicas. Por eso, retomando una idea de Eduardo González

¹⁶²⁴*Ibid.*, p. 31.

¹⁶²⁵*Ibid.*, p. 33.

¹⁶²⁶ «Discurso Ginés de Albareda», *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 265.

¹⁶²⁷ «La España libertada. Declaraciones de Franco a Ricardo Sáenz Hayer...», *op.cit.*, p. 217.

Calleja en su libro *La Hispanidad como instrumento de combate, Raza e imperio en la prensa franquista durante la Guerra Civil española*¹⁶²⁸, se puede afirmar que la defensa de la Hispanidad y la política cultural franquista, se convirtieron, al fin de cuentas, en instrumentos de combate y armas eficaces, para la propaganda ideológica.

7.3.1. De la Hispanidad imperial a una Hispanidad cultural.

No pretendemos segmentar esquemáticamente la acción exterior del régimen franquista, distinguiendo entre un periodo imperial y otro cultural, puesto que ambas dimensiones impregnaron la política exterior española durante todo el periodo estudiado. Inclusive, en las épocas ofensivas del inicio, se defendía la acción cultural como complemento. Sin embargo, si podemos notar una diferencia de gradación en la intensidad y naturaleza de la acción diplomática exterior.

En concreto, hasta la creación del Consejo de la Hispanidad el 2 de noviembre de 1940, los asuntos culturales con Hispanoamérica fueron el monopolio del Servicio Exterior de Falange -órgano de FET y de las JONS-, luego el Consejo de la Hispanidad la complementó como una entidad difusora del imperialismo cultural tan anhelado por los intelectuales falangistas.¹⁶²⁹ Es cierto que nombres como Manuel Halcón, Antonio Tovar, Dionisio Ridruejo, Felipe Ximénez Sandoval, Santiago Magariños, enfatizaron sobre la necesidad de la estrategia cultural para acompañar la acción diplomática y política en Hispanoamérica. De su lado el Consejo directivo del Sindicato Español Universitario alentaba la voluntad de reconstituir un imperio espiritual y de reunir bajo un mismo haz a todos los pueblos de la hispanidad.¹⁶³⁰

Después de la caída de Serrano Súñer y Sandoval, con el regreso de Jordana, se inició una canalización de la política exterior hacia un liderazgo más cultural menos virulento en lo ideológico. Es decir que se buscaba impulsar el proyecto de la Hispanidad, pero sin medidas agresivas, respetando la soberanía de las naciones latinoamericanas. Lo cierto era que, en América Latina, la estrategia cultural tuvo más eficacia que las tentativas de infiltrarse en la política interior, mal vistas por las elites y por los Estados Unidos, que mantenían un estrecho control sobre la región, sobre todo después de su entrada en la Segunda Guerra Mundial.

¹⁶²⁸ González Calleja Eduardo. *La Hispanidad como instrumento de combate, Raza e imperio en la prensa franquista durante la Guerra Civil española*. Madrid: CSIC Centro de estudios históricos, 1998.

¹⁶²⁹ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 299.

¹⁶³⁰ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 de marzo de 1940, *op.cit.*, p. 4.

En este orden de ideas, el privilegio dado al impulso cultural fue una necesidad apremiante impuesta por el contexto, cuando la política falangista en América Latina tuvo una crisis por la *desfascistización* del continente a partir de finales de 1941. En ese entonces, salvo en algunas excepciones, la mayoría de sus organizaciones fueron proscritas, estas tuvieron que actuar bajo la clandestinidad o disimuladas por entidades culturales y asistenciales.¹⁶³¹ Manuel Halcón canciller del Consejo de la Hispanidad, uno de los voceros más destacados de acotar la política exterior española a labores culturales y espirituales, propuso la supresión en América del Sur de la Falange Exterior. Decía al respecto que el movimiento hispánico no tenía: “(...) *más ambición que la defensa, conservación y natural crecimiento de la cultura hispánica.*”¹⁶³² Entonces, el giro del general Jordana a partir de 1942, tenía como propósito sanear el descrédito que había tenido el régimen en Hispanoamérica con la postura agresiva de una hispanidad beligerante, prefiriendo circunscribir la nueva política exterior a los pilares religiosos y culturales.¹⁶³³ Sobre esto, la Legación de Colombia, el 2 de junio de 1943, confirmaba que el canciller del Consejo de la Hispanidad, amoldándose a las tesis del General Jordana dio la orden a varios diplomáticos de encauzar la diplomacia por senderos culturales y espirituales.¹⁶³⁴ A su regreso de Brasil, el falangista Raimundo Fernández Cuesta, siguiendo estas posturas reafirmó que la orientación de la política de la Hispanidad era puramente espiritual y cultural, siendo calumniadores los que denunciaban una supuesta intención imperialista.¹⁶³⁵ Asimismo, en enero de 1942, en una entrevista con uno de los voceros latinoamericanos de la Hispanidad, el nicaragüense Pablo Antonio Cuadra, Franco afirmó que no tenía intención de conquista, sino el anhelo de promover un imperio cultural y espiritual.¹⁶³⁶

Lo cierto era que la Hispanidad, en su versión cultural y espiritual, tenía un gran número de seguidores en las élites latinoamericanas, porque las raíces culturales españolas eran una fuente inagotable de atracción y cercanía. Ante esto, los partidarios latinoamericanos de la España franquista, negaban la posibilidad de una dominación violenta sobre el continente. En 1941, Fray Eugenio Ayape,¹⁶³⁷ declaró que el imperio al que se referían el

¹⁶³¹ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 302.

¹⁶³² AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 26 de febrero de 1942, *op.cit.*, p. 3.

¹⁶³³ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, *op.cit.*, p. 269.

¹⁶³⁴ AGN. Caja 285, Carpeta 45, folio 178. Madrid, 2 de junio de 1943, *op.cit.*, p. 1.

¹⁶³⁵ *Ibid.*, p. 2.

¹⁶³⁶ Cuadra pablo Antonio, « España para ejemplo de América», *op.cit.*, p. 626.

¹⁶³⁷ Fraile perteneciente a la Orden de los Agustinos Recoletos en Colombia, nació en España (Navarra) y se fue a vivir a Colombia en 1928, donde terminó su formación con un doctorado en Derecho canónico e la Universidad Javeriana de Bogotá, siendo un escritor y docente reconocido miembro de la Academia Colombiana de Historia.

Generalísimo y Serrano Súñer, jamás significó dominio físico o desconocimiento de la independencia de países hispanos, y solo buscaba estrechar lazos con los países de la Hispanidad en torno a la concepción de una comunidad de espíritu.¹⁶³⁸ Para ellos, la Hispanidad era un concepto universal espiritual, no constituía ningún tipo de imperialismo o proselitismo político, sino la unión de los pueblos hispanos alrededor de sus costumbres y raíces.¹⁶³⁹

Más tarde, en plena Guerra Fría el interés por España siguió latente. Como lo escribió *La Patria* en 1950:

España es y será siempre un tema apasionante para los americanos del sur. Como todos nos sentimos un poco españoles, en el análisis de nuestros vicios y nuestras virtudes vamos siempre en busca de esas fuentes que desembocan en el territorio de Don Quijote, Sancho, Santa Teresa y don Miguel de Unamuno.¹⁶⁴⁰

Incluso, en 1957, *El Colombiano* subrayó que gran parte de los males que habían perturbado a los pueblos americanos, eran la consecuencia del alejamiento o rechazo de la civilización hispánica, que provocó una inestabilidad en sus costumbres y en muchas de sus instituciones políticas.¹⁶⁴¹ Por eso, el reconocido intelectual y político conservador colombiano, Guillermo Camacho Montoya, criticó la oposición que algunos establecían entre hispanismo e Hispanidad, según la cual el primero era el estudio de la cultura de España mientras que el segundo obedecía a consignas políticas extranjeras e intereses momentáneos. Según él, esta postura implicaba aceptar el error que la Hispanidad era peso muerto en la historia, algo fugaz y pasajero. Por el contrario, destacó que la Hispanidad era una expresión concreta en función de la vida y de la acción, con una misión ecuménica en todo el territorio que antaño formó el imperio español.¹⁶⁴²

7.3.2. La Hispanidad, fachada cultural de la política exterior española en América Latina.

Cuando, después de la Segunda Guerra Mundial, la acción exterior española abandonó sus visos imperialistas, encauzando su diplomacia hacia dinámicas culturales y espirituales, como todo un símbolo, el Instituto de Cultura Hispánica reemplazó en diciembre de 1945 al

¹⁶³⁸ Fray Eugenio Ayape, « Pilares de la Hispanidad. » *Revista Colombiana*, Vol. XII, Bogotá, Enero 1941, n° 139, p. 199.

¹⁶³⁹ «Día de la Hispanidad», *El Colombiano*, Medellín, 12 de octubre de 1957, p. 3.

¹⁶⁴⁰ Londoño Bernardo, «Un peregrino a bordo “España por dentro”», *La Patria*, Manizales, 25 de julio de 1950.

¹⁶⁴¹ «Día de la Hispanidad», *El Colombiano*, Medellín, 12 de octubre de 1957, p. 3.

¹⁶⁴² Camacho Montoya Guillermo, «Antiguo hispanismo, nuevo hispanismo», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, enero de 1942, n° 149, p. 628.

Consejo de la Hispanidad por orden el ministro de Asuntos Exteriores, Alberto Martín Artajo. Con esto, quedaba demostrado el viraje hacia una política más sutil y menos agresiva, que se concentraba en torno a una cuidadosa labor editorial y cultural, de gran importancia para la difusión de la cultura hispánica. Pero este cambio de actitud en realidad no supuso una pérdida de interés ni de ambición hacia América Latina, falangistas y católicos siguieron siendo muy activos e intentaron institucionalizar esas relaciones culturales.¹⁶⁴³

No obstante, a pesar de ciertas declaraciones que insistían en que España no tenía otra ambición que fortalecer lazos culturales y espirituales con Hispanoamérica, la Legación colombiana seguía perpleja. Al respecto, exponía una serie de indicios que dejaban presagiar las reales intenciones políticas. En 1942 evocó el caso de Genaro Riestra que fue retirado del consulado de la Habana por petición cubana, debido a su injerencia en asuntos internos, pero que a su llegada a España fue premiado con la gran Cruz de Isabel la Católica y nombrado secretario general del Servicio Exterior de FET y de las JONS.¹⁶⁴⁴ Igualmente se recordaba que las repetidas invitaciones de personalidades hispanoamericanas al Consejo de la Hispanidad para las comisiones de estudios de las doctrinas de la Hispanidad, eran selectivas y obedecían a criterios políticos, privilegiando a personalidades afines con las ideas del régimen franquista.¹⁶⁴⁵ Por eso, en varios informes y comunicaciones, el embajador colombiano en Madrid advertía que este discurso hispánico escondía de manera subyacente, claras intenciones políticas e ideológicas. Según él, esta vitrina ideal de la Hispanidad tenía como objetivo crear en Hispanoamérica, corrientes de opinión proclives al orden instaurado en la *Nueva España*, con la esperanza de tener una influencia decisiva política y social que pudiese permitir la implementación de sistemas políticos similares en esos países.¹⁶⁴⁶ Siendo así, desde 1940, la Legación de Colombia denunció un vasto plan de propaganda cultural y artística, de envío de conferencistas, de películas cinematográficas, compañías teatrales, exposiciones de pintura y otras manifestaciones culturales, aparentemente depuradas de toda intención política, pero que en realidad recelaban designios ideológicos y de propaganda.¹⁶⁴⁷ En este sentido, en una nota confidencial de junio 1940, el diplomático colombiano Umaña Bernal avisó sobre las intenciones reales de una entidad cultural como Asociación cultural Hispano-Americana de Madrid:

¹⁶⁴³Fernández Vargas Valentina. *La emigración y la relación España Iberoamérica...*, op.cit., p. 616.

¹⁶⁴⁴AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 26 de febrero de 1942, op.cit., p. 4.

¹⁶⁴⁵*Ibid.*

¹⁶⁴⁶BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 de marzo de 1940, op.cit., p. 5.

¹⁶⁴⁷*Ibid.*

Tuve ocasión de manifestar entonces los temores que abrigaba sobre la índole de dicha sociedad, fatalmente destinada a convertirse en centro de propaganda político ya que es bien sabido que los regímenes totalitarios, como el que se está implantando en España, consideran las actividades culturales y aun las simplemente literarias artísticas como una parte de esta propaganda.¹⁶⁴⁸

Indudablemente, numerosas entidades se escondían detrás de las apariencias culturales, para ocultar unas claras actividades de proselitismo. Por ejemplo, se denunciaba que detrás del supuesto intercambio cultural que promovía la Asociación Cultural Hispano-Americana, se ampararon acciones de propaganda ideológica y política.¹⁶⁴⁹ En todo caso, la diplomacia colombiana se preocupó mucho por ese doble lenguaje falangista, denunciando que cuando los falangistas hablaban de influjo moral, en realidad había que entender la voluntad de expansión política. Para la Embajada colombiana en Madrid, el objetivo final era claro:

El influjo moral, no hay que dudarlo, es para ellos influencia política. Se quiere influir en los países americanos para buscar un cambio en su orientación política, para hacer que los regímenes liberales y democráticos que tienen hoy se cambien por un sistema fascista y totalitario. Se pretende restaurar el prestigio de la cultura española, cuya más alta expresión es para los directores de la España actual el totalitarismo.¹⁶⁵⁰

En 1943, como prueba de esa voluntad política oculta, la Legación colombiana en Madrid citó el ejemplo de dos intelectuales españoles reaccionarios del nuevo régimen, que en libros revelaron elementos probatorios sobre sus actividades ideológicas durante unos viajes a la Argentina y otros países del continente. Se trataba de José María Pemán con su libro *El Paraíso y la Serpiente* y Eduardo Aunós¹⁶⁵¹ con su *Viajes a la Argentina*, de los cuales el diplomático colombiano decía:

Los dos coinciden en la exaltación de los pequeños grupos políticos de tendencias totalitaria y fascista que existen tanto en la Argentina como en otros países americanos, a los que consideran llamados a salvar la civilización cristiana en América del Sur y por cuyo predominio hacen fervientes votos. Ambos atacan a los regímenes

¹⁶⁴⁸BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejó. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 10 de junio de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Sobre Asociación cultural Hispano Americana de Madrid, Nota confidencial n° Mss/563/1/8/528, p.1.

¹⁶⁴⁹BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejó. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 30 de abril de 1940, *op.cit.*, p. 4

¹⁶⁵⁰BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejó. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, *op.cit.*, p.2.

¹⁶⁵¹ Escritor, periodista y político teórico del corporativismo en España, nombrado por Franco ministro de Justicia en febrero de 1943.

democráticos y liberales y condenan en términos bastantes agrios nuestra orientación internacional.¹⁶⁵²

Por lo tanto, queda demostrado que, para lograr sus objetivos, el régimen franquista desarrolló un doble lenguaje, logrando confeccionar un discurso atractivo que aunaba los postulados renovadores falangistas con la espiritualidad imperial de la doctrina de la Hispanidad. Por esto, con voluntad manifiesta de captación ideológica de las elites latinoamericanas hispanófilas, se fraguó un brebaje ideológico compendiado por el fomento de un culto a la Hispanidad y la incitación al nacionalismo local, aderezando el todo con una exaltación religiosa y una crítica al imperialismo norteamericano.¹⁶⁵³ Al fin de cuentas, la Hispanidad fue un instrumento muy útil para Franco porque le permitió aglutinar, bajo un mismo estandarte, conceptos tan dispares como Patria, Nación, Estado, Raza, Imperio y Religión.¹⁶⁵⁴ Detrás de la fachada cultural desideologizada se escondía un instrumento eficaz del integrista católico, que propició la promoción de ideas ultraderechistas en América Latina. En el Primer Congreso de la Hispanidad, desarrollado en Salta, el arzobispo de Salta, Monseñor Roberto José Tavella, advirtió sobre la urgencia de salir de “las mentiras de la Revolución francesa” y regresar “al sentido católico de la vida” que legó España a los países hispánicos.¹⁶⁵⁵

También, la acción cultural y espiritual, permitió al régimen redorar el blasón de una imagen enternecida por la Segunda Guerra Mundial. Por eso, para Guillermo Camacho Montoya, desde el final de la guerra, el régimen franquista empezó una campaña de rehabilitación como nación creadora de conceptos espirituales, contando para ello, con la Hispanidad y el idioma, como mejores instrumentos transmisores de la cultura hispánica en el continente.¹⁶⁵⁶ Al respecto, hay que precisar que numerosos intelectuales latinoamericanos consideraban que España era víctima de “una leyenda negra”.¹⁶⁵⁷ Un diplomático y político conservador colombiano, Francisco Fandiño Silva, denunció que la propaganda “saxoamericana” contra el movimiento hispanista se acrecentaba día a día:

Para mejor realizar este fin inventaron, desde fines del siglo pasado, el Panamericanismo, que es como decir Antihumanismo. Por desgracia, muchas son las

¹⁶⁵² AGN. Caja 285, Carpeta 45, Folio 178. Madrid, 2 de junio de 1943, *op.cit.*, p. 3.

¹⁶⁵³ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 56.

¹⁶⁵⁴ González Calleja Eduardo. *La Hispanidad como instrumento de combate...*, *op.cit.*, p. 8.

¹⁶⁵⁵ Monseñor Roberto J Tavella, «Primer congreso de la Hispanidad», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, marzo 1942, n° 181, p. 699.

¹⁶⁵⁶ Camacho Montoya Guillermo, «El fin de la guerra », *El Siglo*, Bogotá, 2 de abril de 1939, p. 5.

¹⁶⁵⁷ Velasco Hugo. *Retorno a la Hispanidad*, Bogotá: Editorial Cosmos, Instituto Colombiano de Cultura Hispánica, 1953, p. 15.

gentes ingenuas de la América Española que, todavía, prestan confianza a esta burda añagaza. Panamericanismo e Hispanismo son dos términos antitéticos. Se excluyen, y ninguno de los dos podrá adquirir vigencia en el futuro sino a costa de la eliminación de su contrario.¹⁶⁵⁸

Como consecuencia de aquello, la España franquista no cesó de apoyar y alentar institutos y encuentros de corte hispánico en su suelo. Eduardo Carranza, agregado cultural colombiano en Madrid, relató sobre la primera asamblea de universidades hispánicas entre el 3 al 12 de octubre de 1954, destacando que, el 10 de octubre de 1954, en sesión plenaria en Salamanca, se proyectó la creación de la Universidad Hispánica, planeada como un instituto supranacional hispanoamericano.¹⁶⁵⁹ Estos eventos hispánicos adquirirían significado y reverencia de ambos lados del Atlántico. En 1953, para la fiesta de la Hispanidad y la raza en Madrid, Eduardo Carranza, se vanaglorió que por iniciativa suya fue invitado el escritor colombiano Rafael Maya a pronunciar el discurso central en el acto, en presencia del jefe de Estado español, el Generalísimo Franco y su gobierno.¹⁶⁶⁰ En Colombia, fueron varios los ejemplos, de entidades culturales hispánicas que fueron permeadas ideológicamente. Sobre el particular, hay que destacar el papel de la Academia Colombiana de la Lengua, una de las más antiguas instituciones del continente, a la que se vincularon importantes intelectuales iberoamericanos y españoles. Esta fue dirigida durante la época estudiada, entre otros, por personajes reaccionarios como Luis López de Mesa y el jesuita Félix Restrepo, siendo una institución importante que azuzó la penetración de la cultura y las ideologías conservadoras españolas en Colombia.¹⁶⁶¹

Igualmente, la historiografía sobre la política exterior franquista en América Latina, también resalta esa fachada cultural del discurso franquista. Para la historiadora española Rosa Pardo Sanz, el discurso de la misión católica y espiritual del falangismo, fueron mecanismos de legitimación para aminorar las miserias y la tragedia de un país dividido después de la Guerra Civil.¹⁶⁶² De su lado, Lorenzo Delgado Gómez-Escalonilla mencionó que esta técnica o estrategia propagandística de disimulación bajo fachadas culturales, se asemejaba al proyecto del diplomático nazi Von Faupel, quien a partir de 1938 encarnó la

¹⁶⁵⁸ Fandiño Silva Francisco, «Bolívar y la Hispanidad. Replica al señor J.E. Casariego», *Revista Colombiana*, Vol.XII, Bogotá, marzo de 1941, n°141, p. 305.

¹⁶⁵⁹ BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 29 de abril de 1954. De Eduardo Carranza a José Vicente Castro Silva (rector del Colegio Mayor Nuestra Señora del Rosario), p. 2.

¹⁶⁶⁰BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 29 de mayo de 1954, de Eduardo Carranza a Reinaldo Muñoz rector de la Universidad del Cauca.

¹⁶⁶¹Abellán José Luis, Moclus Antonio, *El pensamiento español contemporáneo y la idea de América II. Pensamiento del exilio*. Barcelona: Editorial Antrophos, 1989, p. 308.

¹⁶⁶² Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, *op.cit.*, p. 195.

intención del Reich de una penetración gradual, que permitiese la inclinación de los mandos militares y la elite política latinoamericana hacia concepciones totalitarias o por lo menos hacía posturas de una neutralidad benevolente.¹⁶⁶³Efectivamente la política cultural en torno a la Hispanidad fue un refugio en el plano internacional para tratar de maquillar la gran debilidad del régimen que carecía de todo, solo tolerada porque la Europa conservadora prefería Franco a un frente popular.

7.3.3. La batalla contra la competencia del panamericanismo.

Desde muy temprano, en un discurso del 17 de mayo de 1941, Dionisio Ridruejo advertía que, después de la Segunda Guerra Mundial, el mundo volvería a ser repartido en unas pocas entidades raciales y culturales, y que la misión de España era liderar una de esas entidades dominantes.¹⁶⁶⁴De hecho, posteriormente, ante el panorama de los grandes bloques durante la Guerra Fría, los falangistas postularon que España debía posicionarse y liderar el bloque de países hispanoamericanos. El 24 de agosto de 1953, el intelectual falangista Ernesto Giménez Caballero culminaba una serie de tres conferencias en Bogotá, con una disertación sobre “El genio de Madrid”, en la cual invocaba la era de las grandes confederaciones, definiendo y enumerando: “La Confederación eslava de todos los pueblos de la URSS, la Confederación de las estrellas americanas del norte, las del Commonwealth inglés, la pequeña, pero “magnífica” de los Estados suizos, y la que soñaba con la Europa de Estrasburgo con el Consejo de Europa”. Ante esa realidad de grandes bloques, Giménez Caballero alentaba cumplir el sueño de Bolívar de una unidad de los pueblos hispanoamericanos, fortaleciendo la comunidad del bloque de 23 o 24 países iberoamericanos para hacer frente a los peligros contemporáneos, como la amenaza bolchevique y otras pretensiones hegemónicas.¹⁶⁶⁵En Colombia, las derechas también defendían la necesidad de una tercera fuerza en el mundo como alternativa. Al respecto, el periódico *Avanzada* de Bogotá promovió la consolidación de una tercera fuerza de espíritu hispano:

España y América deben buscar juntas su futuro. Comunidad de lengua, de raza y de cultura las une. Comunidad de propósitos debe vigorizarlas. Ante el mundo presente, sometido a una lucha cruel entre el capital absorbente que aniquila las fuerzas del espíritu y la horda izquierdizante, materialista y atea, urge la revaluación de una tercera

¹⁶⁶³ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 57.

¹⁶⁶⁴ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 3 de junio de 1941. Documento Mss/563/1/8/569, *op.cit.*, p. 3

¹⁶⁶⁵ Giménez Caballero Ernesto, Conferencia “el Genio de Madrid”, 24 de agosto de 1953, en el salón de actos de la Biblioteca Nacional de Colombia, Bogotá. Disponible: <https://cms.radionacional.co/historia/conferencia-del-senor-ernesto-gimenez-caballero-1899-1988-el-24-de-agosto-de-1953>

fuerza: la del mundo hispánico que sobre los sillares de la dignidad, del espíritu y de la tradición luce por salvar a la humanidad.¹⁶⁶⁶

Por eso, desde su victoria, *la Nueva España* azuzó la promoción de las ideas sobre un espacio singular iberoamericano, que debía concretizarse con la conformación de una comunidad de países unidos, como se lo había propuesto el Consejo de la Hispanidad en el preámbulo de la ley que lo fundaba.¹⁶⁶⁷ Esta meta debía lograrse animando los focos falangistas en América española, apoyando a emisarios, filiales locales, representaciones diplomáticas y residentes españoles del extranjero, con el fin de conquistar prestigiosos nativos que ayudaran a imponer un predominio español frente a otras hegemonías como los Estados Unidos.¹⁶⁶⁸ De hecho, el 14 de abril de 1941, Francisco Umaña Bernal advirtió al canciller colombiano, sobre la reorganización del Consejo de la Hispanidad, con la creación de una “Sección de Relaciones Políticas”, cuya finalidad era el estudio de los problemas políticos de cada uno de los pueblos que constituían la Hispanidad, y divulgar a las juventudes españolas y americanas el ideal común.¹⁶⁶⁹

Para darle fuerza a su proselitismo, los voceros de la Hispanidad defendían el argumento de la seguridad, presentando la comunidad de naciones hispánicas como una protección indispensable, frente a los peligros internacionales. Inclusive, en 1941 el periodista español de pensamiento carlista, Jesús Evaristo Casariego, le había advertido al senador colombiano conservador Guillermo Salamanca que:

Quando lo británico y lo germánico y lo eslavo y lo nipón luchan ferozmente por la hegemonía del mundo, es admisible que los pueblos hispánicos permanezcan fraccionados y en ebullición, más atentos a las “fobias” de un partidismo decadente, que a su propio robustecimiento? No es hora de que tengamos una sensibilidad común para que nos duela Gibraltar y la isla de la Trinidad y las Islas Malvinas y Belice y todas las tierras hispánicas que usurpa con sus garras insaciables del imperialismo anglosajón?¹⁶⁷⁰

Por cierto, la exaltación cultural y espiritual de la Hispanidad fue un arma poderosa para enfrentar la influencia de Estados Unidos en el continente. Indudablemente, para estos

¹⁶⁶⁶«España y América», *Avanzada*, Bogotá, 9 de octubre de 1948, p. 9.

¹⁶⁶⁷ Boletín Oficial del Estado, n° 312, Jefatura del Estado, Ley de 2 de noviembre de 1940 “por la que se crea el Consejo de la Hispanidad”, p. 764. Disponible: <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1940/312/A07649-07649.pdf>

¹⁶⁶⁸BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejó. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 4.

¹⁶⁶⁹BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejó. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de abril de 1941, *op.cit.*, p. 1.

¹⁶⁷⁰«De Madrid a Santa Fe de Bogotá», *Revista Colombiana*, agosto 1941, *op.cit.*, p. 591.

sectores, era evidente que América Latina y Estado Unidos no tenían vínculos históricos y ni tradicionales:

Lo único que pone en contacto las dos Américas es el dólar, es decir, la materia; todo lo demás es motivo de repulsión, de rechazo y de antagonismo. Ni por raza, idioma, religión, cultura, costumbres o ideales son afines los hispano-americanos con los yanquis. Hay más nexos espirituales con España, Francia e Italia.¹⁶⁷¹

Por tanto, la España franquista no cesó de declarar que el gran enemigo opuesto a la penetración española en el subcontinente, eran las naciones anglosajonas, tanto del punto de vista político, económico como cultural.¹⁶⁷² Por eso, acorde con una visión de la Hispanidad ultranacionalista y agresiva frente a los peligros extranjeros, Casariego designaba explícitamente a los enemigos de la Hispanidad: “*el imperialismo judío, y la validez socarrona de Saxo América*”.¹⁶⁷³

Entonces, inició una lucha cultural e ideológica contra el panamericanismo y la influencia norteamericana. Rosa Pardo Sanz asevera que, desde 1939, chocaron las aspiraciones franquistas y norteamericanas en América Latina, porque tanto el *Estado Nuevo* como los Estados Unidos salían de la gran depresión, y ambos buscaban relanzar su impronta en la región.¹⁶⁷⁴ Esta lucha se insertó en la diatriba falangista que atacaba todas las usurpaciones extranjeras en América española, por ejemplo también se combatía el legado francés y las ideas de la Revolución francesas, del liberalismo y del sentimiento democrático.¹⁶⁷⁵ Siendo así, en 1940, se notaba una campaña falangista enérgica en la prensa para luchar contra la influencia norteamericana, inglesa y francesa; particularmente visible en la defensa virulenta que hizo la prensa falangista, por las pretensiones de Guatemala sobre Belice para recuperarlo.¹⁶⁷⁶ En efecto, los roces entre Guatemala y Gran Bretaña por Belice eran visto como un símbolo de la lucha entre la América hispánica y el imperialismo anglosajón.

Para el combate ideológico y cultural contra el panamericanismo, el gobierno español podía contar con aliados de peso en la prensa latinoamericana. Por ejemplo, el reconocido

¹⁶⁷¹ Fray Mora Díaz, « Panamericanismo. » *La Patria Nueva*, Cartagena, 10 de diciembre de 1938.

¹⁶⁷² González Calleja Eduardo. *La Hispanidad como instrumento de combate...*, *op.cit.*, p. 72.

¹⁶⁷³ De Madrid a Santa Fe de Bogotá», *Revista Colombiana*. Volumen XIII, diciembre de 1941, *op.cit.*, p. 589.

¹⁶⁷⁴ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, *op.cit.*, p. 74.

¹⁶⁷⁵ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 2.

¹⁶⁷⁶ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 6 de mayo de 1940, *op.cit.*, p. 7.

escritor Alfonso Junco, designó explícitamente el panamericanismo como el enemigo de la Hispanidad.¹⁶⁷⁷ *El Siglo* defendió el aura de la Hispanidad, que más que “un pensamiento reaccionario y oscurantista” como se le catalogaba, solo protegía la esencia espiritual de la civilización americano-española, fortaleciendo un bloque contra “la civilización materialista de América del Norte”, en la cual:

La mayoría de los habitantes de aquel pueblo pertenece a la secta protestante, regada en múltiples ramificaciones; y de cómo los países donde prevalece el rito luterano han combatido la unidad soberana del Papado, y su benéfica influencia en la sociedad (...)¹⁶⁷⁸

El mismo día en otro artículo, *El Siglo* comentaba que: “Hispanidad es amor a la patria. Por eso, los directores, fervorosos patriotas, se han esforzado en que el ambiente de Hispanidad no sea ajeno a las tendencias de este gran diario, puesto al servicio de los intereses de Colombia.”¹⁶⁷⁹

Incluso, el periodista y político conservador colombiano, Francisco Fandiño Silva, iba más lejos, decretando que panamericanismo e hispanismo eran dos términos antitéticos que se excluían, y solo podía tener vigencia en el continente uno de los dos en detrimento del otro.¹⁶⁸⁰ Evidentemente, para los ponentes de la Hispanidad en Colombia, era claro que la Hispanidad y panamericanismo eran dos espíritus antagónicos y enemigos:

Tenemos pues, panamericanismo yanqui y metodista en abierta oposición a la Hispanidad. Resumiendo, encontramos: panamericanismo y protestantismo contra hispanidad y catolicismo. Monroe contra Bolívar. Lutero contra Cristo. Washington contra Roma.¹⁶⁸¹

Pero el panamericanismo también contaba con sus adeptos y defensores. En el caso colombiano, el diario liberal *La Razón* proclamó en 1941 que nacía la nueva civilización panamericana, destacando que con el panamericanismo el continente creaba por primera vez una cultura distinta al resto del mundo.¹⁶⁸² El 10 de junio de 1940, el ministro de Colombia España respondía a Don Daniel García Mansilla -presidente de la Junta Patronal de la Asociación Cultural Hispanoamericana de Madrid-, sobre un documento denominado “Puntos

¹⁶⁷⁷ Junco Alfonso, «La Hispanidad» *Revista Colombiana*, Vol. XII, Bogotá, noviembre 1940, n°137, p. 119.

¹⁶⁷⁸ «Mas sobre la Hispanidad», *El Siglo*, Bogotá, 14 de marzo de 1941, p. 4.

¹⁶⁷⁹ Lombana Víctor, «El sentimiento de un pueblo » *El Siglo*, Bogotá, 14 de marzo de 1941, p. 10.

¹⁶⁸⁰ Fandiño Silva Francisco, «Bolívar y la Hispanidad...», marzo de 1941, *op.cit.*, p. 305.

¹⁶⁸¹ Velasco Hugo. *Retorno a la Hispanidad*, *op.cit.*, p. 68.

¹⁶⁸² «La civilización panamericana», *La Razón*, Bogotá, 11 de octubre de 1941, p. 4.

de vista sobre Hispano-América”, en el que se criticaba el liberalismo y el panamericanismo, rechazando el contenido de ese documento por considerar que una franja importante del panorama político colombiano era liberal y que la base de la orientación principal de la política exterior colombiana era el panamericanismo.¹⁶⁸³

Debido a la fuerza del panamericanismo, Lorenzo Delgado Escalonilla explica que, en su objetivo de desplazar a Estados Unidos de la región, el Consejo de la Hispanidad y la política exterior falangista fracasaron en general.¹⁶⁸⁴ Sin embargo, el régimen franquista había tenido cierto éxito en algunos aspectos, como lograr la adhesión y las simpatías de una franja importante de las élites latinoamericanas, la seducción de unos aliados diplomáticos en el panorama internacional y algunos logros en la colaboración continental.

En todo caso, diez años después de la Guerra Civil, una de las voces más virulentas de las derechas colombianas, Juan Roca Lemus, felicitaba la labor de Franco y de la *Nueva España* en el terreno internacional, logrando moldear una ruta autónoma que permitió fortalecer un bloque compacto y una política fraternal para el hispanoamericanismo y el entendimiento con el mundo árabe.¹⁶⁸⁵ En concreto, en 1949 nació la comunidad hispánica de naciones como alternativa hispánica de los grandes bloques anglosajones y soviéticos. Asimismo, en 1955, la diplomacia colombiana en Madrid, mencionó un anteproyecto adoptado por el Consejo de ministros de España, bajo la presidencia del jefe de Estado, para celebrar futuros convenios con los países latinoamericanos sobre nacionalidad creando un “estatus” de privilegio entre los pueblos de origen hispánico.¹⁶⁸⁶ Como todo un emblema, en septiembre de 1957, Blas Piñar, director del Instituto de Cultura Hispánica inició una gira hacia Latinoamérica, pasando por Bogotá el 6 de septiembre de 1957, con el fin de incrementar el intercambio cultural y establecer mayores conexiones con las instituciones hispánicas en el continente.¹⁶⁸⁷ Una visita no anodina teniendo en cuenta las opiniones de Blas

¹⁶⁸³BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 10 de junio de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a Daniel García Mansilla (presidente de la Junta Patronal de la Asociación Cultural Hispanoamericana de Madrid), Documento Mss/563/1/8/530, p. 2.

¹⁶⁸⁴ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 69.

¹⁶⁸⁵ Roca Lemus Juan, « El pueblo español repitió su voluntad inquebrantable contra el bolchevismo (discurso de Franco el 11 de abril 1949) », *El Colombiano*, Medellín, 13 de abril de 1949 p. 3.

¹⁶⁸⁶AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 12 de septiembre de 1955, del embajador Gilberto Álzate Avendaño al MRE, Asunto Tratado sobre nacionalidades con España.

¹⁶⁸⁷AGN. Caja 288, carpeta 69, folio 195. Madrid, 21 de agosto de 1957, del embajador Gilberto Álzate Avendaño al MRE, Asunto: viaje a Colombia del Director del Instituto de Cultura Hispánica.

de Piñar¹⁶⁸⁸ sobre la influencia de Estados Unidos en Latinoamérica. Efectivamente, en un artículo en el diario *ABC* de 1962, este expresó una mordaz crítica sobre la política de Estados Unidos en el mundo, al que tachaba de “hipócritas”.¹⁶⁸⁹

¹⁶⁸⁸ Fue un periodista, político y doctor en derecho español, militante en su juventud de Acción católica, luego fue nombrado por Franco como miembro del consejo nacional del Movimiento y procurador de las cortes, fue también director general del Instituto de Cultura Hispánica (1957-1962). De tendencia ideológica nacional católica, miembro del partido único FET y de las JONS fue un fiel del franquismo, incluso durante la transición fundó un movimiento Fuerza Nueva que se oponían aún cambio hacia el régimen parlamentario.

¹⁶⁸⁹ Piñar Blas, «Hipócritas» *ABC*, Madrid, 19 de enero de 1962, p.3.

Capítulo 8. Fluctuaciones de las relaciones diplomáticas entre España y Colombia. (1930-1958).

A la par de los avatares de la geopolítica mundial y continental, las dinámicas relaciones diplomáticas bilaterales entre Colombia y España alteraron periodos de tensión y otros de acercamiento fraterno.

Sobre España, tanto liberales como conservadores colombianos, en su gran mayoría, reconocían la importancia del legado hispánico en todas sus vertientes. En este orden de ideas, en 1942, el embajador colombiano Umaña Bernal, que fue muy crítico con el falangismo radical, reconoció, sin embargo, que la única tradición cultural que valía la pena cultivar era la española y por eso se debía favorecer su fortalecimiento, conservando las características esenciales de la cultura española.¹⁶⁹⁰ Sin embargo, según el embajador, la naturaleza misma del régimen franquista era un obstáculo para la fraternidad cultural:

Es el principal la índole misma del régimen de gobierno que se quiere establecer ahora en España y que como su nombre mismo-de “totalitarismo”- lo indica y lo demuestra la práctica no permite ninguna labor cultural, interna o externa, que no tenga intención de propaganda política y, en el caso de nuestras relaciones con España, de propaganda política contraria a nuestra bien definida orientación en esta materia. Es sabido además que una de las características de estos regímenes es la aspiración a intervenir e influir en la política interna de los demás países.¹⁶⁹¹

En todo caso, las relaciones diplomáticas y culturales de ambos lados del Atlántico siempre fueron vivas e intensas, aunque, como era natural, fueron más estrechas cuando regresaron al poder los gobiernos autoritarios conservadores, que durante la República Liberal. Por eso, hemos dividido el periodo estudiado en tres grandes fases: una primera fase que abarca las relaciones ambiguas durante la República Liberal hasta 1942; luego un intermedio entre 1942 y 1945, que fue una fase difícil para las aspiraciones falangistas, en un contexto de psicosis quintacolumnista y con la desfascistización de América Latina bajo presión de Estados Unidos; finalmente, a partir de 1946, con el regreso de los conservadores en el poder, cuando se desarrolla un progresivo acercamiento entre las autoridades colombianas y la España franquista, hasta desembocar en relaciones armónicas entre ambos países.

¹⁶⁹⁰ AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 26 de febrero de 1942, *op.cit.*, p. 1.

¹⁶⁹¹ *Ibid.*

8.1. Relaciones ambiguas durante la República Liberal (1930-1946).

En el imaginario colombiano, una de las ideas más trilladas acerca de la República Liberal (1930-1946), fue representarla durante el conflicto español como incondicionalmente del lado de los republicanos y totalmente opuesta al bando nacionalista y el fascismo en general. Por ejemplo, algunos historiadores aseveran que el Partido liberal, tanto con López Pumarejo como con Santos, apoyó sin reservas al gobierno republicano, favoreciendo incluso la llegada de exiliados republicanos.¹⁶⁹²

Los hechos son mucho más complejos y, en este acápite, analizaremos que, en realidad, estos vínculos fueron más ambiguos que lo que aparentaban. Debemos tener en cuenta que comparando con otros países latinoamericanos, Colombia no tuvo ni el compromiso incuestionable de México con los republicanos españoles, ni tampoco desarrolló la estrecha colaboración que tuvo la Argentina con la España nacionalista y el falangismo. En efecto, el apoyo dado por el presidente Lázaro Cárdenas a los republicanos españoles no tuvo punto de comparación con la actitud asumida por los gobiernos liberales colombianos, sobre todo bajo el liberalismo elitista de Eduardo Santos y Alberto Lleras Camargo.

Por ello, antes que todo, es necesario aclarar que no hay que interpretar la República Liberal -que formalmente duró entre 1930 y 1946-, como un periodo uniforme y monolítico. En el seno mismo del liberalismo coexistían varias tendencias en tensión cuyas posturas colisionaban. Una cosa era la presidencia del primer gobierno de Alfonso López Pumarejo, otra cosa fueron los gobiernos liberales después de la presidencia de Eduardo Santos.

8.1.1. El apoyo simbólico a los republicanos bajo el gobierno de López Pumarejo (1934-1938).

Desde los inicios de la Segunda República española y hasta el estallido de la Guerra Civil Española, existió un periodo de cordialidad en el campo de las relaciones bilaterales, con clara muestras de respeto y simpatía hacia las autoridades españolas. En Bogotá, el 20 de junio de 1931, el Senado de la República envió al ministro de España en Colombia, Juan Manuel de Aristegui Vidaurre, su expresivo saludo a la Nación Española con motivo de la implantación de la República.¹⁶⁹³ Un mes más tarde, el 31 de agosto de 1931, el ministro de Asuntos Exteriores de Colombia, Roberto Urdaneta Arbeláez, respondió favorablemente a la

¹⁶⁹²Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, op.cit., p. 72.

¹⁶⁹³AGA. Fondo 15, Caja 54/03101. Bogotá, 20 de junio de 1931, de la Legación de España en Colombia al MAE. Correspondencia variada sobre proclamación de la República española y situación política en España.

petición española que solicitaba el apoyo de los delegados colombianos en la asamblea general de la Sociedad de Naciones, para la reelección de España como miembro del Consejo de la Sociedad de Naciones.¹⁶⁹⁴ En el mismo sentido, el 16 de abril de 1936, el Senado colombiano le comunicó al encargado de negocio de España en Bogotá, en honor al aniversario de la República, la fórmula de votos para la paz y el progreso de “la gran nación” que presidía la comunidad de los países de origen hispano.¹⁶⁹⁵ Por ello, el embajador colombiano se alegró ante el MRE de la buena acogida que generó en España la resolución del Congreso Colombiano, que felicitaba a la República española en su aniversario.¹⁶⁹⁶ Esta actitud benevolente hacia la República española, provocó desde la oposición conservadora, una reacción virulenta que fustigaba contra un saludo juzgado de mal gusto, síntoma de una deriva del senado liberal hacia “el izquierdismo comunista y antirreligioso”.¹⁶⁹⁷

Estas buenas relaciones bilaterales se complicaron con el inicio de la Guerra Civil que provocó ciertas tensiones diplomáticas entre los dos países, ocasionando varios incidentes por motivos políticos, sobre todo con las autoridades republicanas. En julio de 1936, el diplomático colombiano Carlos Uribe Echeverri informó que la Legación de Colombia en Madrid había sido apedreada.¹⁶⁹⁸ Al parecer el ataque fue perpetrado por milicias republicanas porque el dueño del edificio era de derechas aunque, según el embajador, no era militante del bando sublevado.¹⁶⁹⁹ También, en Barcelona el cónsul colombiano de esa ciudad manifestó que su vida estaba amenazada, porque se acusaba el consulado de Barcelona de expedir falsos pasaportes para simpatizantes del bando sublevado, por lo que las autoridades locales le pidieron que se fuera ya que no podían garantizarle la vida.¹⁷⁰⁰ Pero el paroxismo de las tensiones acaeció en agosto de 1936, con la muerte de siete colombianos pertenecientes a la orden Hospitalaria de San Juan de dios-en formación religiosa en tierras españolas-, que fueron fusilados por milicianos republicanos, acontecimiento que indignó de forma unánime a

¹⁶⁹⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03087. Bogotá 31 de agosto de 1931, del MAE a la Legación de España en Bogotá.

¹⁶⁹⁵ AGA. Fondo 15, Caja 54/03107. Bogotá, abril 16 de 1936, de la secretaria del Senado a Juan Climent Nolla (encargado de negocio de España en Colombia). Expediente relativo a celebraciones de aniversario de la República española. 1934-1936.

¹⁶⁹⁶ AGA. Fondo, Caja 15/03108. Bogotá, 24 de julio de 1936, de Embajada de España a MAE. Nota n°42. Sobre “Proposiciones simpatía Gobierno español parlamento Colombiano”.

¹⁶⁹⁷ *El Siglo, Bogotá*, 16 de abril de 1936, p. 1.

¹⁶⁹⁸ «El ministro de España protesta contra una caricatura de Azaña», *El Colombiano*, Medellín, 3 de julio de 1936, p. 5.

¹⁶⁹⁹ AGN. Caja 283, carpeta 25, folio 244. Madrid, 9 de agosto de 1936, de la Legación de Colombia en España al MRE. Cablegrama, documento n° 96.

¹⁷⁰⁰ AGN. Caja 283, carpeta 25, folio 244. Madrid, 10 de agosto de 1936, de la Legación de Colombia en España al MRE. Documento n°97.

toda la clase política colombiana, tanto liberal como conservadora.¹⁷⁰¹ Por ese incidente, *El Siglo* anunció que Colombia pensaba romper relaciones con el gobierno republicano.¹⁷⁰² Oficialmente, la Embajada colombiana expresó su protesta enérgica por la muerte de los siete colombianos, y las autoridades republicanas de Barcelona respondieron con la promesa de hacer lo humanamente posible para que el crimen no quedara impune.¹⁷⁰³ El encargado de negocios de Colombia en España denunció que esos crímenes fueron cometidos en los primeros días de la revolución “por milicias desbandadas y sin control alguno”, favorecidos por “el desinterés” de las autoridades.¹⁷⁰⁴ Finalmente, después de una paciente negociación, el gobierno español le entregó al cónsul de Colombia en París, la cantidad de doscientos cincuenta mil pesos por la indemnización de la muerte de los ciudadanos colombianos para entregarles a las familias.¹⁷⁰⁵

Pero no solo civiles colombianos padecían violencia, múltiples funcionarios colombianos fueron fusilados, encarcelados o tuvieron que huir, en una serie de incidentes destacados que se acumularon. Con esto, el 17 de septiembre de 1936, ante la desaparición repentina del embajador colombiano Carlos Uribe Echeverri, la colonia colombiana en Madrid desprotegida se quejó de la situación en un cablegrama a la Cámara de Representantes y el Ministerio de Relaciones Exteriores.¹⁷⁰⁶ El diplomático colombiano justificó su necesidad de huir en una nota el 9 de agosto de 1936, describiendo la grave situación de Madrid por los atropellos perpetrados por “milicias republicanas incontrolables” que no respetaban la seguridad de las personas, disparando la noche anterior en una azotea próxima a Legación.¹⁷⁰⁷ También, el 11 de junio de 1937 el Cónsul colombiano de Bilbao, José Duque Parra, fue acusado de haber vendido pasaportes colombianos a españoles del bando sublevado siendo condenado y fusilado por las autoridades leales a la República.¹⁷⁰⁸ El mismo día, el cónsul Ad-honorem de Alicante, Haroldo Perres, fue arrestado en los primeros días de la Guerra Civil por actividades en contra del gobierno local, posteriormente fue juzgado y fusilado por las

¹⁷⁰¹ *Ibid.*

¹⁷⁰² «Colombia Romperá Relaciones diplomáticas con el régimen de Manuel Azaña », *El Siglo*, 17 de agosto de 1936.

¹⁷⁰³ AGN. Caja 283, carpeta 25, folio 244. Madrid, 27 de septiembre de 1936, de la Legación de Colombia en España al MRE. Documento n° 154.

¹⁷⁰⁴ AGN. Caja 283, carpeta 26, Folio 224. Madrid, 9 de diciembre de 1936, de Gabriel Melguizo Gutiérrez (encargado de negocios de Colombia en España) a Jorge Soto del Corral (MRE). Documento n° 223, p. 2.

¹⁷⁰⁵ AGA. Fondo 15 Caja 54/03113. Bogotá, 24 de febrero de 1938, de Legación de Colombia en Madrid a Gabriel Turbay (MRE), nota n°4.

¹⁷⁰⁶ AGN. Caja 283, carpeta 25, folio 244. Madrid, 27 de septiembre de 1936, de la Legación de Colombia en España al MRE. Nota, documento n° 462.

¹⁷⁰⁷ AGN. Caja 283, carpeta 25, folio 244. Madrid, 9 de agosto de 1936, documento n° 96, *op.cit.*

¹⁷⁰⁸ AGN. Caja 283, carpeta 27, folio 272. Madrid, 20 de abril de 1937, del encargado de negocios ante el gobierno español al ministro de Relaciones Exteriores. Asunto: Memoria general, p. 4.

autoridades republicanas.¹⁷⁰⁹ Asimismo, en una note el 22 de octubre de 1936, el consulado de Colombia en Madrid informa el MRE, de los “*graves y molestos incidentes*” en los diversos consulados que funcionan en las ciudades españolas, citando un incendio en el consulado de Vigo, el asalto al consulado de Barcelona, la detenciones de algunos cónsules de nacionalidad española¹⁷¹⁰ en la ciudad de Almería y el incendio ocasional de la residencia del cónsul colombiano en Málaga.¹⁷¹¹ Así concluía la nota, sobre la situación general de la protección de los consulados:

La Dirección General de Seguridad ha otorgado, a todos los consulados, la respectiva vigilancia, siempre que al frente se encuentre un funcionario responsable y debidamente reconocido por el Ministerio de Estado y que tenga, en consecuencia, su correspondiente “*exequátur*”; pero olvidándose de concederla a aquéllos, que por distintos motivos, ocasionalmente estaban dirigidos por individuos sin ninguna credencial, cuya nacionalidad española, podía propiciar la adopción por partes de tales personas de actitudes y resoluciones, que lógicamente debían engendrar sospechas e infundir serios temores al Gobierno.¹⁷¹²

Pero a pesar de las tensiones, el apoyo hacia los republicanos españoles por parte del gobierno de López Pumarejo y su mayoría en el Congreso, se manifestó en actos diplomáticos y expresiones simbólicas de simpatía. Efectivamente, el 23 y el 24 de julio de 1936, la Cámara de Representantes y luego el Senado colombiano, emitieron declaraciones favorables a la República. Ambos órganos declararon su admiración por la lucha heroica del gobierno de Manuel Azaña por la democracia contra la amenaza contrarrevolucionaria de la sublevación.¹⁷¹³ Al respecto, *El Siglo* criticaba el “*aplauzo del parlamento de Colombia al Frente Popular español*”.¹⁷¹⁴ Además, en 1936, Alfonso López Pumarejo y su canciller Soto del Corral, generaron polémica y fueron acusados por las derechas de haber roto la tradición de asilo, cuando repelieron a tres nacionalistas que se refugiaron en la Embajada colombiana en Madrid, escudándose que no existía convenio de asilo entre España y

¹⁷⁰⁹ AGN. Caja 283, carpeta 27, folio 272, del encargado de negocios ante el gobierno español al ministro de Relaciones Exteriores, Recorte de prensa. El diario nacional junio 11 de 1937.

AGN. Caja 283, Carpeta 27, Folio 272. Madrid, 11 de junio de 1937, del encargado de negocios ante el gobierno español al MRE. Recorte de prensa: *El diario nacional*.

¹⁷¹⁰ Por cuestión de prácticas en algunas ciudades los consulados eran asegurados por cónsules de nacionalidad española.

¹⁷¹¹ AGN. Caja 283, carpeta 26, folio 224. Madrid, 22 de octubre de 1936, de la Legación de Colombia en España al MRE. Nota n° 198.

¹⁷¹² *Ibid.*

¹⁷¹³ AGA. Fondo 15, Caja 54/03108. Bogotá, 24 de julio de 1936, de Legación de España a MAE. Sobre «Proposiciones simpatía Gobierno español parlamento Colombiano», nota n° 42.

¹⁷¹⁴ «El aplauzo del parlamento de Colombia al Frente Popular español», *El Siglo*, Bogotá, 14 de agosto de 1936, p 1.

Colombia.¹⁷¹⁵ Asimismo, un acto fuerte fue la votación a favor de la reelección de España para el Consejo de la Sociedad de las Naciones en 1937, hecho elogiado por la prensa republicana española, porque otros países del continente no lo hicieron.¹⁷¹⁶ En el mismo sentido, de la mano de Eduardo Santos¹⁷¹⁷, Colombia votó en Ginebra a favor del gobierno de Valencia sobre la cuestión española, siendo con México los únicos del continente que aprobaron el informe.¹⁷¹⁸ *El Siglo* lamentó ese voto del 5 de octubre de 1937, deplorando que la Cancillería colombiana se encontraba bajo influjo de la España “roja y de México”; recordando que, por el contrario, la mayoría de los países hispanoamericanos sí guardaron la neutralidad como lo probaron los ejemplos de Argentina, Chile, Venezuela, Bolivia y Uruguay que se abstuvieron de votar dicha resolución.¹⁷¹⁹ Sobre eso, el influyente senador liberal Armando Solano mencionó en un artículo que Colombia había defendido a la República española en Ginebra, por patriotismo y para prevenir una posible reacción fascista en Colombia.¹⁷²⁰ Otro acto relevante, fue cuando el 27 de agosto de 1937, el gobierno de Colombia desechó la propuesta de Uruguay de realizar una declaración conjunta de todos los gobiernos americanos para declarar el reconocimiento de beligerancia a favor de los dos bandos que luchaban en la Guerra Civil Española. Colombia se rehusó alegando el principio de no intervención, que implicaba abstenerse de todo acto que pudiera acelerar o retardar el turno de un proceso político de orden interno.¹⁷²¹ Además, la Cancillería colombiana aclaró que estaba fuera de su incumbencia reconocer derechos de beligerantes a los insurgentes.¹⁷²²

Pero en su gran mayoría, las muestras de apoyo eran figurativas y pasivas. Por ejemplo, el día de la muerte de José Antonio Primo de Rivera, los sectores derechistas colombianos decretaron un día de duelo en honor a ese “paladín heroico”, y denunciaron que el gobierno colombiano “de milicianos rojos” ni siquiera por cortesía, se sumó a la petición que hicieron los gobiernos amigos de América del Sur, para pedir que se perdonara la vida del “Ausente”.¹⁷²³ De la misma manera, en 1936, ante el ultraje proferido por el diario *El Siglo* a

¹⁷¹⁵ «Dos tesis: la de Colombia y la de López. », *El Siglo*, Bogotá, 26 de junio de 1939, p. 4.

¹⁷¹⁶ AGN. Caja 283, carpeta 27, folio 272. Madrid, 25 de septiembre de 1937, de Gabriel melguizo Gutiérrez (encargado de negocios ante el gobierno español) al ministro de Relaciones Exteriores. Documento n°1, p. 1.

¹⁷¹⁷ En ese entonces diplomático representante del gobierno de López Pumarejo en la Sociedad de naciones

¹⁷¹⁸ «Eduardo Santos vota a favor del gobierno de Valencia en Ginebra », *El Siglo*, Bogotá, 3 octubre 1937, p. 1.

¹⁷¹⁹ «Colombia y la política latinoamericana» *El Siglo*, Bogotá, 5 de octubre 1937, p. 8.

¹⁷²⁰ Solano Armando, « El fascismo colombiano», *Acción Liberal*, Bogotá, enero 1938, n° 52, p. 41.

¹⁷²¹ AGN. Caja 283, carpeta 27, folio 272. Madrid, 11 de septiembre de 1937, del ministro de Relaciones Exteriores de Bogotá Gabriel Turbay al ministro de Relaciones Exteriores de la República Oriental del Uruguay, p. 1.

¹⁷²² *Ibid.*, p. 2.

¹⁷²³ Naranjo Villegas Abel, «José Antonio Primo de Rivera», *La Tradición*, Vol. II, Medellín, 29 de noviembre de 1936, n°20, p 249

Manuel Azaña por una caricatura, el ministro de Relaciones Exteriores de Colombia, Jorge Soto del Corral, solicitó al procurador General de la Nación que interviniera en el asunto, a lo cual la Embajada de España en Colombia respondió renunciado a la posibilidad de exigir responsabilidades, puesto que le bastaba con las manifestaciones de simpatía del gobierno del presidente López.¹⁷²⁴

En contraste, en el campo militar, la ayuda fue casi nula para los republicanos, mientras que en suelo colombiano, amplios núcleos falangista dinámicos y activos, recolectaron fondos y ayuda para el bando rebelde. Incluso, en septiembre de 1936, desde el Congreso se le solicitó al ministro de Guerra si era verdad que mandaba armas al gobierno de Azaña, lo que este rechazaba rotundamente.¹⁷²⁵ Respecto a ello, el diario nacionalista *Derechas* advirtió que ayudarles con armas a los republicanos sería una traición y un delito de lesa majestad.¹⁷²⁶ Esta actitud se acompañaba con la pasividad generalizada de las democracias occidentales que no prefirieron intervenir frente a la Guerra Civil, mientras que al mismo tiempo, las fuerzas del Eje sí se entrometían decisivamente. *Acción liberal* criticó esta ambivalencia de numerosas democracias que fueron responsables de cierta manera de la tragedia republicana, desarmando al régimen legal con el bloqueo de ventas de armas. Por eso, *Acción Liberal* concluía que los factores fundamentales del triunfo de Franco fueron: “*la intervención extranjera, el acaparamiento de las riquezas nacionales por gobiernos extraños, y la absoluta pasividad de las democracias amigas ante los actos ilegales internacionalmente*”.¹⁷²⁷ Sobre esto, hay que resaltar que varios gobiernos tuvieron actuaciones contradictorias y ambiguas. Por ejemplo, el 6 de octubre de 1937 el diario anarquista español *Castilla Libre*, denunció a las embajadas que servían de refugios para fascistas enemigos revelando que muchas de ellas eran legaciones que, aunque no habían reconocido a Franco por conveniencia internacional, sí lo apoyaban moral y materialmente con disimulo.¹⁷²⁸

Igualmente, en el caso concreto del primer gobierno de López Pumarejo, múltiples actos se prestaron para ambigüedades y contradicciones en política exterior, unos más explícitos que otros. En una nota del 21 de junio de 1937, el encargado de negocios de España, Climent Nolla manifestó su sorpresa por la actuación de la Cancillería colombiana

¹⁷²⁴AGN. Caja 292, carpeta 105, folio 97. Madrid, 31 de julio de 1936, de la Legación de España en Bogotá a Jorge Soto del Corral ((ministro de Relaciones Exteriores)

¹⁷²⁵«Colombia envía armas a España», *Derechas*, Bogotá, 17 de septiembre de 1936, p. 1.

¹⁷²⁶*Ibid.*

¹⁷²⁷ Guizado Rafael, «De España a América», *Acción Liberal*, n° 52, Bogotá, Enero 1938, p. 60.

¹⁷²⁸ AGN. Caja 283, carpeta 29, folio 190, Recortes de prensa. El periódico *Castilla Libre*, 6 de octubre de 1937.

ante el acuerdo de adhesión a la República, unánimemente declarado por el Congreso Colombiano; porque el ministro de Relaciones Exteriores de Colombia apartándose de la costumbre, en vez de trasladar esta decisión por escrito a la Legación lo hizo simplemente en forma verbal.¹⁷²⁹ Otros hechos fueron más turbios como el encuentro amistoso entre el antiguo presidente liberal Enrique Olaya -que fungía como embajador ante la Santa Sede- y Mussolini en Roma el 2 de junio de 1936.¹⁷³⁰ Ambivalente también fue el nuevo acuerdo comercial suscrito entre Colombia e Italia el 5 de mayo de 1938.¹⁷³¹ Asimismo, se escuchaban rumores y habladurías diplomáticas que se prestaban para equívocos. Por ejemplo, en abril de 1937, las radios facciosas españolas anunciaron que Colombia estaba dispuesta a romper relaciones con el Gobierno republicano de España.¹⁷³² De la misma manera, en noviembre de 1937, el encargado de negocios republicano en Colombia pidió permiso al Ministro de Estado, para obstaculizar la gestión del “rebelle Franco” que estaba interesado en adquirir un destructor colombiano.¹⁷³³

Por otra parte, frente al proselitismo falangista en Colombia, las autoridades liberales fueron bastante tolerantes. Si bien en 1938 los sectores reaccionarios acusaban al gobierno de López Pumarejo de prohibir la entrada de propaganda de derecha del extranjero¹⁷³⁴, en la práctica predominó la pasividad del gobierno, frente a las actividades falangistas en territorio colombiano. Así pues, el vicecónsul español de Barranquilla informó el 11 de septiembre de 1937, que el enviado de Franco en el Caribe, Ginés de Albareda, había llegado en un barco a vapor, recibido en una atmósfera hostil por los sindicatos locales que habían enviado buses repletos de obreros, que enérgicamente, pero sin violencia, molestaron al enviado de Franco. Sin embargo, en esa ocasión, el enviado de Franco contó con la protección de las autoridades, que enviaron varios escoltas de policías que resguardaron los autos de los falangistas.¹⁷³⁵ Por otra parte, el 2 de febrero de 1938, *El Siglo* denunció que el senador liberal Felipe Lleras Camargo promovió en el Senado, un proyecto de ley contra el enviado de Franco,

¹⁷²⁹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03083. Bogotá, 27 de diciembre de 1937, de Climent Nolla (encargado de negocios en Colombia) al MAE, p. 6.

¹⁷³⁰ «Olaya fascista?» *EL Siglo*, Bogotá, 2 de junio de 1936, p. 5.

¹⁷³¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03115, Bogotá, 5 de Mayo de 1938, de Juan Climent Nolla a MAE. Información política general 1938.

¹⁷³² AGN. Caja 283, Carpeta 27, Folio 272. Madrid, 20 de abril de 1937, Legación de Colombia del encargado de negocios ante el gobierno español al señor ministro de Relaciones Exteriores, asunto: Memoria general. p. 4.

¹⁷³³ AGA. Fondo 15, caja 54/03083. Bogotá, 26 de noviembre de 1937, de Juan Climent Nolla (encargado de negocios de España en Colombia) al Ministerio de Estado. Asunto negociación para la compra de destructor colombiano, p. 4.

¹⁷³⁴ «El gobierno y la propaganda Derechista», *La Patria Nueva*, Cartagena, 18 de junio de 1938, p. 3.

¹⁷³⁵ AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Barranquilla, 11 de septiembre de 1937, del Viceconsulado de España Barranquilla a Juan Climent Nolla (encargado de negocios en Colombia).

contemplando la expulsión del territorio colombiano de su enviado Ginés de Albareda.¹⁷³⁶ La realidad era que el proyecto ley en cuestión, era dirigido contra cualquier intervención extranjera, posibilitando la expulsión en el término de 14 horas de cualquier forastero, que interviniera o hiciera campaña pública a favor o en contra de determinadas ideas políticas o formas de gobierno. A su vez, ese proyecto fue también ideado pensando en los enviados de Moscú y México, que eran el meollo principal de las preocupaciones internacionales parlamentarias, así lo dejaba claro Felipe Lleras Camargo en la tribuna del Senado:

Pero sobre todo el comunismo extranjero. Por eso el proyecto tiende a impedir entre nosotros la labor de los agitadores de fuera, sean comunistas, o, por reacción, vengan de las filas fascismo; porque nosotros no somos esclavos de Roma, como ya lo pudimos demostrar, pero tampoco de Moscú.¹⁷³⁷

En conclusión, si bien los sectores reaccionarios criticaron con virulencia una actitud de postración y sumisión hacia “la ignominiosa” República española en contra de la opinión de la mayoría de los colombianos¹⁷³⁸, podemos matizar que más bien fue simbólico, con muestra de simpatía y apoyo moral, pero con pocos actos contundentes. A pesar de su postura progresista y republicana, Alfonso López Pumarejo tuvo que ser prudente porque la República española tenía mala prensa en los sectores conservadores y en el viejo aparato liberal.¹⁷³⁹

8.1.2. Las contradicciones del liberalismo moderado y elitista bajo la presidencia de Eduardo Santos (1938-1942).

Con la elección de Eduardo Santos en 1938, regresó el liberalismo de elite en el poder, frenando el reformismo de *la Revolución en Marcha* de López Pumarejo. Este viraje desencadenó tensiones con las fuerzas de izquierda que habían apoyado la *Revolución en Marcha* y alteró las relaciones exteriores colombianas, modificando las opiniones y posturas políticas sobre la Guerra Civil Española. Por eso, desde la elección de Santos, el encargado de negocios de España se declaró escéptico y prudente frente a la actitud incierta que esperaba del gobierno Santos, aduciendo:

Es aventurado predecir cuál será la posición que asuma Colombia bajo la dirección del Doctor Santos ante la República Española. Es conocido su actitud en la Sociedad de

¹⁷³⁶AGN. Caja 283, carpeta 30, folio 172. Recorte de prensa *El Siglo*, 2 de febrero de 1938. Un proyecto en el Senado de Felipe Lleras Camargo contra Ginés de Albareda.

¹⁷³⁷ «Discurso del Senador Felipe Lleras Camargo, para sustentar su proyecto de ley sobre extranjería». Anales del Senado, Relaciones de debates del día 1 de febrero de 1938. Hemeroteca Cámara de Representantes, n°0309, p. 1449.

¹⁷³⁸ «Cancillería colombiana», *La Patria Nueva*, Cartagena, 30 de julio de 1938, p. 5.

¹⁷³⁹ José Ángel Hernández García. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 40.

Naciones como jefe de la Delegación colombiana, y en anteriores despachos he podido dar cuenta a V.E. de ciertas manifestaciones y acuerdos a nuestro favor surgido del Congreso Nacional y de las organizaciones del liberalismo colombiano. No obstante, conviene a mi juicio, no olvidar, que los dirigentes de la política del país y la casi totalidad de miembros de ambas Cámaras, son personas de ideas extremadamente moderadas, casi conservadoras, y profundamente religiosas. Sobre todo, esta última característica les coloca, a menudo, ante nuestra República, en una actitud de recelo y desconfianza. Varios de los senadores y representantes que defendieron a nuestra causa lo hicieron con salvedades por razón de los fanáticos radicalismos que suponen entregada la República española.¹⁷⁴⁰

Esta prudencia y ambivalencia se verificó cuando estalló la conflagración mundial. Generalmente, se suele afirmar que la postura de Santos, durante la Segunda Guerra Mundial, fue diáfana, siendo un partidario del panamericanismo, respetando la política del *Buen Vecino* y rechazando contundentemente el fascismo. Pero con los hechos se puede ponderar tales representaciones. En efecto, en medio de la psicosis por la invasión fascista o quintacolumnista y la presión norteamericana para actuar contra las actividades de partidarios del Eje y falangistas en territorio colombiano, Santos no tomó partido por ninguno de los dos bandos hasta 1941, porque apreciaba la contribución económica de la colonia alemana.¹⁷⁴¹ Sin embargo, las relaciones diplomáticas con Alemania empezaron a tensarse por un incidente en noviembre de 1938. En esa ocasión, el embajador colombiano en Berlín, Jaime Jaramillo Arango, el secretario Rafael Rocha Schloss y el agregado Henao Toro, recorrieron las calles de Berlín en automóvil y tomaron algunas fotografías de los saqueos e incendios de los almacenes judíos, motivo por el cual fueron arrestados varias horas.¹⁷⁴² El gobierno alemán se negó a castigar a los policías que decomisaron las cámaras de los diplomáticos, mediante las cuales se habían tomado fotos de sinagogas y otros edificios quemados.¹⁷⁴³ Finalmente, Eduardo Santos dio instrucciones de no insistir en la devolución del rollo, y les pidió a sus agentes diplomáticos hacerse discretos en Berlín.¹⁷⁴⁴

En este orden de cosas, la postura prudente hacia el Eje, condicionó una práctica diplomática *santista*, pragmática y paradójica hacia la España franquista. Esto favoreció una

¹⁷⁴⁰ AGA. Fondo 15, Caja, 54/03115. Bogotá, 10 de mayo de 1938, *op.cit.*

¹⁷⁴¹ Galvis Silvia, Donadio Alberto. *Colombia Nazi 1939-1945....., op.cit.*, p 177.

¹⁷⁴² AGA. Fondo 15, Caja 54/03137, Bogotá, 24 de noviembre de 1938, de Rafael Ureña Sanz (ministro de España en Colombia) al ministro de Estado en Barcelona. Sobre incidente del retiro de la representación diplomática de Colombia en Berlín, p. 2.

¹⁷⁴³ «Culminó anoche el rompimiento de relaciones de Colombia y Alemania», *La Patria*, Manizales, 23 de noviembre de 1938, p. 1.

¹⁷⁴⁴ «El Colombiano que le plantó cara a Hitler», *Revista Semana*, , disponible: [https://www.semana.com/nacion/articulo/el-colombiano-que-le-planto-cara-a-adolf-hitler/202100/\(consultado 7/12/2021\)](https://www.semana.com/nacion/articulo/el-colombiano-que-le-planto-cara-a-adolf-hitler/202100/(consultado%207/12/2021))

actitud ambivalente respecto al proselitismo español en suelo colombiano, dado que al momento de castigar, el gobierno de Santos era severo y rígido hacia las actividades republicanas, comunistas y de izquierdas, mientras que se tornaba más tolerante con el activismo de derechas. Por eso, numerosas actividades de propaganda que realizaron los focos del falangismo¹⁷⁴⁵ en Colombia, beneficiaron de tolerancia de las autoridades republicanas, como el caso del Círculo Nacionalista de Bogotá que el Partido Liberal controlaba pero sin prohibirlo a pesar de sus actividades explícitamente proselitistas. En este sentido, el 2 febrero de 1938 ante el Senado, Felipe Lleras criticó a su propio hermano -el ministro de Gobierno Alberto Lleras Restrepo- por no expulsar al enviado de Franco a pesar de su proselitismo manifiesto, así resumía *El Tiempo* su intervención:

Dice que las tesis de América, para los americanos ha sido reformada y por el enviado del general Franco, quien habla de la España Imperial y de sus colonias. Lamenta que no esté presente su hermano el ministro de Gobierno para interpelarlo porque no ha expulsado al tal Ginés de Albareda (aplausos).¹⁷⁴⁶

En cambio, en febrero de 1938, los republicanos no se demoraron en expulsar el comunista yugoslavo Jack Lavich, catalogado por *El Tiempo* como “un agitador comunista”, quien había venido a asistir al Congreso Sindical de Cali en febrero 1938.¹⁷⁴⁷ Estas ambivalencias no eran para nada sorprende, porque para Santos, como para las élites del liberalismo, en el fondo era más peligrosa la corrientes de izquierda que el Partido Conservador.

En concreto, esta neutralidad ambigua, se materializó en un cambio de actitud manifiesto hacia el bando republicano. Al respecto, el encargado de negocio de España, Juan Climent Nolla, declaró en 1938 que el Ministerio de Relaciones Exteriores ya no usaba, respecto a la Legación de España, la diligencia normal que observaba antes de la guerra, mencionando:

(...) que así como antes de la guerra las personalidades salientes del liberalismo acudían a las invitaciones de que eran objeto con motivo de las fiestas republicanas, ahora se abstienen de hacerlo, los hombres del “santismo” únicamente vienen a la legación por asuntos particulares.¹⁷⁴⁸

¹⁷⁴⁵ Trataremos de esta cuestión en capítulo 9 de la parte III de la presente tesis.

¹⁷⁴⁶ «Senado», *El Tiempo*, Bogotá, 2 de febrero de 1938, p. 11.

¹⁷⁴⁷ «Un agente del comunismo expulsado del país por disposición del gobierno», *El Tiempo*, Bogotá, 30 de enero de 1938, p. 1.

¹⁷⁴⁸ AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 10 de mayo de 1938, *op.cit.*

Más revelador fue un cablegrama del 7 de diciembre de 1939, en el cual el presidente Santos pidió a la Legación colombiana tener cuidado con el proceso de visación para que no se filtraran agentes soviéticos:

Corren rumores con incierto fundamento sobre posibles venidas de agentes soviéticos destinados fomentar campaña agitación. Sírvanse dar instrucciones terminantes consulados para que pongan máximo cuidado en visación pasaportes fin de no, concederla sino a personas insospechables y sobre datos comprobados, e informarme cualquier sospecha.¹⁷⁴⁹(Escrito para formato cablegrama y telegrama)

Como respuesta, en un cablegrama del 9 de diciembre 1939, la Legación de Colombia en España le daba crédito a las sospechas:

Doy instrucciones Consulares. Estimo rumores tienen fundamento, pues sabese Komintern ha resuelto intensificar propaganda todas partes gastando ingentes sumas. Este respecto permítome llamar respetuosamente atención vucencia necesidad vigilar, controlar actividades refugiados españoles y alemanas, aún judíos, que en Francia han resuelto comprometidos espionaje propaganda comunista nazi.¹⁷⁵⁰ (Escrito para formato cablegrama y telegrama)

De hecho, él que mejor ilustró el espejismo de la neutralidad de las elites liberales, fue Enrique Santos Montejo, hermano del presidente y reconocido periodista. En efecto, sin defender a los sublevados, retomaba las justificaciones propagandísticas que los nacionalistas españoles utilizaban para legitimar el golpe del 18 de julio, destacando la supuesta amenaza comunista y el caos republicano. Por eso, esta postura que defendió el hermano del presidente frente al conflicto español, fue burlada por *El Siglo*, caricaturizándolo “como un acróbata o saltimbanqui” del periodismo, sin pensamiento estable, teniendo “más firmeza y carácter una gelatina”.¹⁷⁵¹

Lo cierto era que, en repetidas ocasiones, el gobierno de Santos impulsó una serie de actos oficiales contra los republicanos españoles. El 13 de febrero de 1939, en un encuentro con Cipriano de Rivas Cherif -cuñado y colaborador de Manuel Azaña-, este le recomendó al embajador colombiano en París el recibimiento de tres altos mandos militares republicanos que deseaban trasladarse a Colombia -general Juan Hernández Garavía, comandante

¹⁷⁴⁹ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 7 de diciembre de 1939, de Legación de Colombia en Madrid al presidente Santos. Documento n° Mss/563/1/9/106.

¹⁷⁵⁰BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 9 de diciembre de 1939, De Legación de Colombia en Madrid al presidente Santos. Documento n° Mss/563/1/9/106.

¹⁷⁵¹«El danzarín neutral», *El Siglo*, Bogotá, 23 de julio de 1937, p. 5.

Francisco García Mellado, ambos de cuerpo artillería, y el coronel Julio Parra Alfaro de infantería,- destacando que eran profundamente anticomunistas y de conducta irreprochable.¹⁷⁵² Pese a esto, la Embajada colombiana rechazó la solicitud de acoger a los militares, por republicanos.¹⁷⁵³ Igualmente, el embajador de Santos en Madrid, así como propuso vigilar las actividades de las filiales falangistas en Colombia, también aconsejaba prohibir las asociaciones similares de refugiados republicanos españoles, alegando los estrechos vínculos que los dirigentes de la República española conservaban “con el Komintern y el gobierno bolchevique”.¹⁷⁵⁴ En verdad, después del triunfo franquista, el gobierno liberal de Santos no acogió de manera abierta a los exiliados republicanos, sin condiciones y de manera desinteresada como se cree. En realidad, Eduardo Santos y su ministro de Relaciones Exteriores -el ferviente anticomunista Luis López de Mesa-, cambiaron las directrices migratorias, condicionado con una clara y exigente selectividad, el ingreso de exiliados republicanos: solo pudieron ingresar figuras prominentes y destacadas, como el abogado y político republicano José Prat.¹⁷⁵⁵ Pero con el tiempo, incluso estas figuras republicanas comenzaron a padecer problemas. El nuevo embajador Luis Avilés y Tiscar el 2 de febrero de 1940, informó al MAE que algunos republicanos españoles de renombre como Ernesto Zuleta o el antiguo embajador republicano Rafael Ureña y Sanz, que gozaban de especiales consideraciones en Colombia, con buenos cargos y cátedras bien retribuidas, empezaron en 1940 a tener dificultades para mantenerse en esos cargos por presiones externas.¹⁷⁵⁶ Más demostrativo, fue la destitución inmediata en México del embajador colombiano Jorge Zawadzky, debido a una carta que había enviado al último embajador republicano en Colombia -el señor Rafael Ureña y Sanz-, en la cual le contaba su participación en un banquete dado por refugiados republicanos, y en donde pronunció un discurso de apoyo a favor del gobierno de Azaña.¹⁷⁵⁷

¹⁷⁵²BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Paris, 13 de febrero de 1939, Legación de Colombia en Francia al presidente Santos. Documento n° Mss/563/1/8/590, p. 2.

¹⁷⁵³BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Paris, 16 de febrero de 1939, Legación de Colombia en Francia al presidente Santos. Documento n° Mss/563/1/8/591, p. 1.

¹⁷⁵⁴AGN. Caja, 284, carpeta 35, folio 109. Madrid, 30 de noviembre de 1939, Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Nota n°561, p. 4.

¹⁷⁵⁵ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p 11.

¹⁷⁵⁶AGA. Fondo 15, Caja 54/03132. Bogotá, 19 de junio de 1940, de Luis Avilés y Tiscar al MAE. Cumplimento orden circular n° 137, de 2 de febrero, sobre el trato que se da a españoles en esta república. Documento n°64.

¹⁷⁵⁷ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092, Bogotá, 22 de Julio de 1942, del embajador Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Informe n° 115. Destitución de ministro Colombia en Méjico.

Por otra parte, no hay que olvidar que los liberales retomaron ciertos elementos discursivos nacionalistas. Prueba de ello, es que ayudaron a difundir las tesis falangistas, como que la crisis general del régimen franquista se explicaba por las derivas y los errores del gobierno anterior. De la misma manera, el embajador colombiano en Madrid en un informe de política general de 1939, retomando palabras de Serrano Súñer, acreditó que la mala situación económica del país después del triunfo nacionalista, era responsabilidad de los tres años de Guerra Civil, porque en zona republicana el régimen “anarco-comunista” había destruido el tejido industrial y las plantaciones.¹⁷⁵⁸ Naturalmente, el gobierno republicano en Barcelona estaba perfectamente enterado de estas prácticas, como lo demuestra que su embajador en Colombia le remitió, el 26 de octubre de 1938, un discurso del presidente Eduardo Santos transmitido a la nación por radio la víspera, en el cual formulaba una crítica severa contras las actuaciones republicanas: “(...) *horrendo drama español nacido precisamente de que la aurora del 14 de abril, fue muy fugaz y de que la República se dejó arrastrar por el desenfrenado sectarismo y una inacabable pugna política sin convivencia y sin misericordia.*”¹⁷⁵⁹ Inclusive, este vocabulario de los nacionalista se vislumbraba, a menudo, en los textos diplomáticos colombianos, como se comprueba en una nota del 14 de marzo de 1939, en la cual, la Legación colombiana anunciaba el final de la “*rebelión comunista*” y la probable liberación de muchos presos políticos, como el cónsul colombiano de Vigo encarcelado en Valencia.¹⁷⁶⁰

En definitivas, el encargado de negocios de España, en un informe de política general de enero de 1939, sentenció que el apoyo de Santos solo fue aparente, no se acompañó de ninguna medida práctica. En ese sentido, contaba que, a pesar de sus requerimientos incesantes, nunca adoptó un gesto práctico a favor de la república española, como ejecutar el acuerdo de la Cámara de Representantes de destinar una cantidad de dinero para socorrer la población no combatiente, proyecto que quedó en las manos de Santos.¹⁷⁶¹

Además, lejos de una ruptura de relaciones entre el gobierno de Franco y Santos, los contactos fueron numerosos, siendo hasta bastante cordiales y respetuosos. El proceso para el reconocimiento demuestra la actitud pragmática del gobierno de Santos. A partir de febrero de 1939, la diplomacia colombiana observó la actuación de las otras potencias antes de reconocer la legitimidad del gobierno de Franco. En efecto, desde el 19 de febrero de 1939, Argentina -

¹⁷⁵⁸ AGN. Caja 284, carpeta 35, folio 109. Madrid, 3 de noviembre de 1939, *op.cit.*, p.4.

¹⁷⁵⁹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 26 de octubre de 1938, *op.cit.*, p. 2.

¹⁷⁶⁰ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. 048, Caja 0009. Madrid, 14 de marzo de 1939, de Legación de Colombia en Madrid al presidente y MRE. Nota n°Mss/563/1/9/12.

¹⁷⁶¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03119. Bogotá, 25 de enero de 1939, *op.cit.*, p. 2.

como cabeza del bloque sureño- propuso a Colombia -cabeza del bloque norteño de América Latina-, este reconocimiento de Franco, tan pronto lo hicieran Inglaterra y Francia. El ministro de Relaciones Exteriores, López de Mesa, era favorable a tal sugestión, pero esto le acarreó tensiones con Juan Lozano Lozano-otra figura del liberalismo de derecha-, más bien partidario de un statu quo.¹⁷⁶² Por eso, en un primer momento, sin reconocer al régimen de Franco, el gobierno de Colombia declaró “inexistente” el gobierno republicano, por la renuncia de Manuel Azaña y la negativa del señor Martínez Barrio de sucederle.¹⁷⁶³ Sobre este punto, los sectores conservadores apoyaron con entusiasmo esa determinación de inexistencia adoptada por el gobierno colombiano.¹⁷⁶⁴ Finalmente, el 11 de marzo de 1939, varios países habían reconocido a Franco *de jure* como Guatemala, Salvador, Italia, Alemania, Nicaragua, Santa Sede, Japón, Manchukuo, Hungría Portugal, Checoslovaquia, Irlanda, Suiza Uruguay, Polonia, Perú, Egipto, Bolivia, Venezuela, Argentina, Gran Bretaña, Francia, Lituania, Brasil.¹⁷⁶⁵ Ante esta realidad, después de una postura expectante y prudente, la diplomacia colombiana fue más activa, incitó con otros gobiernos como los de Ecuador, Panamá, Costa Rica y Chile, al reconocimiento de Franco el 1 de abril de 1939.¹⁷⁶⁶ En verdad, Colombia que pretendía ser un líder importante regional no que quería actuar de forma individual, privilegiando un reconocimiento conjunto de países hispanoamericanos.¹⁷⁶⁷ Después de todo, el 1 de abril 1939, se declaró el reconocimiento colombiano, por parte del canciller López de Mesa al general Jordana en términos corteses:

Tengo el honor de manifestar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de Colombia reconoce que el Gobierno presidido por el Excelentísimo Señor General Francisco Franco tiene la representación internacional del Estado Español. Mi Gobierno está dispuesto a acreditar un representante de Colombia ante el Gobierno de Vuestra Excelencia, inspirándose en el espíritu que ha animado siempre al pueblo y Gobierno de Colombia respecto a España.¹⁷⁶⁸

¹⁷⁶²«Argentina invitó a Colombia a reconocer el gobierno de Franco», *La Patria*, Manizales, 19 de febrero de 1939, p. 4.

¹⁷⁶³ «Colombia suspende relaciones con el gobierno republicano español», *El Siglo*, 10 de marzo de 1939, Bogotá, p. 1.

¹⁷⁶⁴ Américo Latino, « Colombia y España », *El Siglo*, Bogotá, 11 de marzo de 1939, p. 11.

¹⁷⁶⁵BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Paris, 11 de marzo de 1939, de Legación de Colombia en Paris al presidente. Documento n° Mss/563/1/8/611.

¹⁷⁶⁶AGN. Caja 314. Bogotá, 28 de marzo de 1939. Cablegrama del presidente y MRE a la Embajada de Colombia en Washington. Documento n° 95.

¹⁷⁶⁷AGN. Caja 314. Bogotá, 7 de marzo de 1939. Telégrafo del presidente y MRE a la Legación de Colombia en Santiago de Chile.

¹⁷⁶⁸BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Paris, 1 de abril de 1939, de Luis López de Mesa (ministro de Relaciones exteriores de Colombia) al General Conde Jordana ministro de Estado. Mss/563/1/8/637.

Sin embargo, se demoró la acreditación del ministro designado para España -el funcionario Francisco Umaña Bernal-, a pesar de la voluntad manifiesta de parte colombiana por regularizar la situación. Para *el Siglo* esta situación era entendible:

A nosotros no nos extrañaría que la España nacional quisiera ejercer alguna sanción con aquellos países que le fueron hostiles, especialmente en relaciones oficiales. En Burgos, se lleva, con rigor laudable, contabilidad fiel sobre las cuestiones atañedoras a las relaciones internacionales de España. Colombia, en sus clases populares, fue franquista desde el principio, no así la prensa liberal y el sector de opinión influido por esta.¹⁷⁶⁹

Finalmente, el 23 de abril de 1939 los periódicos colombianos anunciaron positivamente la nominación de Francisco Umaña Bernal en la Legación de Madrid.¹⁷⁷⁰ En suma, era notorio que con la presidencia de Eduardo Santos, las relaciones con la España franquista mejoraron, incluso mostrando cierto interés por los contornos del nuevo régimen español. Por eso, siguiendo órdenes del ministerio de economía, el superintendente de cooperativas Jorge Padilla, manifestó la disposición de Colombia de conocer la legislación de la dictadura en relación con el movimiento cooperativo, solicitándole al Estado español publicaciones oficiales o particulares.¹⁷⁷¹ En otro acto revelador, el otro hermano del presidente Santos, Gustavo Santos que fue alcalde de Bogotá, el 10 de septiembre de 1938 después de ciertas resistencias, decidió aceptar el escudo franquista como regalo de parte del falangista Antonio Valverde Gil -jefe del Círculo Nacionalista de Bogotá-, en honor al cuarto centenario de la fundación de Bogotá por Jiménez de Quesada.¹⁷⁷² También hay que mencionar que la Legación colombiana mostró su alivio por la victoria franquista y la llegada de las tropas a Madrid, como lo evidenciaba una nota el 28 de marzo de 1939: “*Junta terminó labor, tropas retiráronse frentes en orden. Reina entusiasmo ciudad. Esta tarde entrarán tropas nacionales. Estamos bien.*”¹⁷⁷³ De la misma manera, la Legación colombiana en Madrid mostraba su satisfacción por el reconocimiento del gobierno de Franco, el 3 de abril

¹⁷⁶⁹ «Que hay con España?», *EL Siglo*, Bogotá, 18 de abril de 1939, p. 5.

¹⁷⁷⁰ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 23 de abril de 1939, de presidente Eduardo Santos a Legación de Colombia en España. Documento n° Mss/563/1/9/23.

¹⁷⁷¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 24 de octubre de 1941, de Jorge Padilla (superintendente de cooperativa a la embajada de España en Colombia).

¹⁷⁷² Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia, op.cit.*, p. 104.

¹⁷⁷³ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 28 de marzo de 1939, de Legación de Colombia en Madrid al presidente y MRE. Nota n° Mss/563/1/9/15.

de 1939: “*Muy satisfecho sus disposiciones sobre normalización de las cordiales relaciones, siempre sostenidas con nuestra Madre Patria.*”¹⁷⁷⁴

Incluso pocos meses después del reconocimiento, el gobierno franquista ya solicitaba favores al gobierno de Eduardo Santos. Siendo así, el 4 de julio de 1939 el gobierno de Franco pidió el voto de Colombia para su candidato a la Corte de la Haya el señor González Ontoria.¹⁷⁷⁵ Igualmente, el 10 de julio de 1939, la diplomacia colombiana informó al presidente que “amistosamente” el gobierno español pidió el cambio del cónsul colombiano en Barcelona.¹⁷⁷⁶ De su lado, el presidente Eduardo Santos gestionaba la intermediación de la diplomacia colombiana ante el régimen franquista para impedir fusilamientos de colombianos, alegando los siguientes motivos:

Ha causado aquí muy dolorosa impresión fusilamientos nuevos personajes españoles y atendiendo peticiones muy valiosas ruégole estudiar si podrían hacerse gestiones para obtener alguna medida de clemencia, si aun fuere posible, que, estoy seguro, serian acogidas aquí en toda América Latina con honda complacencia y facilitarían acercamientos estas Repúblicas con la Madre Patria.¹⁷⁷⁷ (Escrito para formato cablegrama y telegrama)

Por otro lado, hay que decir que prominentes intelectuales colombianos cercanos al falangismo tenían cierta influencia sobre la diplomacia de Santos. Por ejemplo, en enero de 1940, respetados intelectuales como Juan María Pemán y Jacinto Benavente, solicitaron a la diplomacia colombiana un cargo para el ciudadano colombiano Lucio Gori, para recompensarlo por su contribución con el bando nacional durante la Guerra Civil, y por haber defendido enérgicamente tanto el prestigio de Colombia, como la reputación de la España nacionalista.¹⁷⁷⁸

¹⁷⁷⁴ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 3 de abril de 1939, de Gabriel Melguizo (Legación) al presidente y MRE. Nota n° Mss/563/1/9/17.

¹⁷⁷⁵ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. San Sebastián, 4 de julio de 1939, de Legación de Colombia al presidente y MRE. Nota n° Mss/563/1/9/54.

¹⁷⁷⁶ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. San Sebastián, 10 de julio de 1939, de Legación de Colombia al presidente y MRE. Nota. Mss/563/1/9/56.

¹⁷⁷⁷ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 23 de octubre de 1940, del presidente a la Legación de Colombia en Madrid. Documento n° Mss/563/1/9/204.

¹⁷⁷⁸ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 15 de enero de 1940, de Francisco Umaña Berna (Legación) a López de Mesa (MRE). Nota confidencial n° Mss/563/1/8/503.

Por consiguiente, lejos de promover una acción exterior clara, la diplomacia bajo Santos fue bastante ambigua, ambivalente e impredecible, podía pasar de un lado al otro del ajedrez político por pragmatismo y cierta flexibilidad. Eduardo Santos contó con el apoyo del ala elitista y moderada del Partido liberal que, si bien expresaron cierta admiración por la República Liberal y burguesa de Azaña, también sentían repulsión por la República radicalizada del Frente Popular. Por eso, a nivel interno, les dejaron muy claro a los comunistas y sindicalistas colombianos que no iba a haber ningún Frente Popular a la española.¹⁷⁷⁹ Esta perspectiva, se concretó en prácticas diplomáticas prudentes, siendo muy críticos y reticentes contra una República española, que según ellos, había perdido la cordura y el rumbo con el Frente Popular. Como bien lo sentenció el encargado de negocios español, entre los amigos de la República en Colombia no se encontraban los santistas.¹⁷⁸⁰ Más exactamente, el encargado de negocios achacó esta actitud paradójica del gobierno Santos a la política de convivencia que llevaba en el orden interno, buscando no disgustar a las franjas conservadoras de la política colombiana.¹⁷⁸¹ Puesto que, como bien lo recuerda el historiador José Ángel Hernández García, la República española tenía mala prensa tanto en el bando conservador, como en el “viejo aparato” del Partido Liberal.¹⁷⁸²

8.1.3. La diplomacia colombiana bajo la batuta del reaccionario liberal López de Mesa.

Luis López de Mesa ocupó el puesto de ministro de Relaciones Exteriores durante toda la presidencia de Santos entre el 12 de agosto de 1938 y el 7 de agosto de 1942. Aunque se hubiera podido incluir su acción dentro de la política de Santos, su figura singular y contradictoria -sabio descollante, como un antisemita notorio-, ameritaba un acápite aparte, porque bajo su timón las relaciones exteriores con España y el Eje van a tomar un rumbo singular, reflejo de la paradoja del liberalismo de derecha frente al falangismo y el régimen franquista. Así pues, el 2 de abril de 1939, *La Patria* expuso una serie de revelaciones sobre los entresijos del reconocimiento de Franco por parte del gobierno colombiano. En efecto, el diario manizaleño reveló que López de Mesa acaba de recibir al jefe de la Falange Española en Colombia -Luis Roldán Moreno-, encuentro en el cual el falangista le agradeció por el reconocimiento del régimen de Franco y los dos reafirmaron la unión incuestionable entre

¹⁷⁷⁹ AGA. Caja 3098, 10 de mayo de 1938, de Juan Climent Nollá (encargado de negocios en Colombia) al ministerio de Estado en Barcelona. Citado en Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 40

¹⁷⁸⁰ AGA. Caja 3098, 19 de octubre de 1938, carta de Ureña a Ministerio de Estado. Citado en Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 40.

¹⁷⁸¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03119. Bogotá, 25 de enero de 1939, *op.cit.*, p. 1.

¹⁷⁸² Bushnell David. *Eduardo Santos y la política del Buen Vecino*. 2ª ed. Bogotá: Ancora editores, 1984, p. 55.

España y las Américas.¹⁷⁸³ Igualmente, durante la entrevista, el canciller alardeó que Colombia había sido el promotor del reconocimiento por parte del bloque Caribe conformado por Ecuador, Panamá, Venezuela, Centroamérica y las Antillas.¹⁷⁸⁴ Por eso, en agradecimiento, el Embajador de España lo invitó el 12 de julio de 1940, al acto de izar la bandera roja y gualda como motivo de la Fiesta Nacional de España.¹⁷⁸⁵ El 15 de julio 1940, el Ministerio de Relaciones Exteriores colombiano aceptaba y elogiaba dicha invitación, felicitando al gobierno español.¹⁷⁸⁶

De igual modo, López de Mesa también se destacó por sus consideraciones turbias hacia el nazismo y el fascismo. Sobre esto, Silvia Galvis y Alberto Donadio, revelaron que según la Office of Strategic Services (OSS) -antecesora de la CIA-, López de Mesa tomó decisiones favorables hacia los nazis en Colombia.¹⁷⁸⁷ Las sucesivas actuaciones diplomáticas confirmaron esas acusaciones. De manera que, en septiembre de 1941, a raíz del hundimiento de barcos mercantes por parte de submarinos alemanes, se volvió difícil para Santos y López de Mesa negar la existencia de actividades subversivas nazi en Colombia. El 11 de septiembre el propio Franklin Delano Roosevelt en un discurso por radio denunció las agresiones contra su país y el descubrimiento de campos de aterrizaje secretos en Colombia en cercanías al Canal de Panamá.¹⁷⁸⁸ Ante estos hechos, el Senado citó a López de Mesa quien negó los hechos, mientras el embajador norteamericano en Bogotá advertía que fue Laureano Gómez, quien manipuló a López de Mesa para que negara las acusaciones.¹⁷⁸⁹ A pesar de los constantes ataques hacia embarcaciones colombianas, estas agresiones no desataron la declaratoria de guerra de la dupla Santos- López de Mesa. Incluso, después del ataque alemán a la pequeña goleta *Resolute* el 23 de junio de 1942, el canciller Luis López de Mesa le solicitó amistosamente al embajador español en Bogotá -Gonzalo de Ojeda de Brooke-, si estaba a su alcance informarle del objeto o la intención de ese ataque contra los intereses pacíficos de Colombia, que costaron la muerte de varios colombianos.¹⁷⁹⁰ No fue sino durante el segundo gobierno de López Pumarejo, más exactamente el 17 noviembre de 1943, cuando

¹⁷⁸³ «López de Mesa recibió al jefe de la Falange», *La Patria*, Manizales, 2 de abril de 1939, p. 1.

¹⁷⁸⁴ *Ibid.*

¹⁷⁸⁵ AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 12 de julio de 1940, de la Legación de España en Colombia a Luis López de Mesa (MRE). Invitación Fiesta nacional 18 de julio 1940. Documento n°20

¹⁷⁸⁶ AGA. Fondo 15, Caja 54/03136, Bogotá, 15 de julio de 1940, de Luis López de Mesa (MRE) a Legación de España en Colombia. Invitación Fiesta nacional 18 de julio 1940.

¹⁷⁸⁷ Coordinador of information R & A Report 156, diciembre 1 de 1941, microfilm, RG 59, NA. Citado en Galvis Silvia, Donadio Alberto, *Colombia Nazi 1939-1945...*, *op.cit.*, p.183.

¹⁷⁸⁸ Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 186.

¹⁷⁸⁹ *Ibid.*

¹⁷⁹⁰ AGA. Fondo 15, Caja 54/03139. Bogotá, 30 de junio de 1942, Carta de Luis López de Mesa a Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España en Colombia).

Colombia declaró la guerra al Eje, a raíz del hundimiento de la goleta *Ruby*. Como consecuencia de estos acontecimientos, la marina colombiana sumergió submarinos alemanes y ciudadanos alemanes fueron concentrados en el hotel Sabaneta de Fusagasugá durante la guerra.¹⁷⁹¹

Por otra parte, hay que recordar que, el antisemitismo del canciller Luis López de Mesa, era bien conocido. Estas posturas antisemitas de López de Mesa fueron plasmadas en un libro *Memorias de Relaciones Exteriores en 1940*, donde el canciller reconocía que se había expedido el decreto 1723 de 1938 para restringir la inmigración, con el fin de evitar que el país se viera inundado de gentes que pudiesen conformar una minoría juzgada inconveniente.¹⁷⁹² Este decreto, de cierta manera, apuntaba a los judíos, puesto que impedía a los funcionarios consulares, salvo autorización: “*visar pasaportes de individuos que hayan perdido su nacionalidad de origen, o que no la tengan, o cuyos derechos civiles y políticos hayan sufrido limitaciones de cualquier especie que dificulten o estorben su regreso al país de origen (...)*”.¹⁷⁹³ Por ende, bajo la batuta del canciller López de Mesa, Colombia ejerció una política de inmigración discriminatoria. Por ejemplo, frente a la petición de instrucciones del embajador de Berlín -Jaime Jaramillo Arango-, sobre las solicitudes de inmigración judía, el gobierno colombiano pidió prudencia, alegando que podían acarrear la obligación de traerlos a Colombia o darles amparo indefinidamente.¹⁷⁹⁴ Esta política antisemita contra los judíos fue confirmada el 30 de enero de 1939, mediante una circular enviada por López de Mesa a las legaciones colombianas, en la que se declaraba que “*cinco mil judíos actualmente establecidos en Colombia, constituyen (sic) ya un porcentaje (sic) imposible de superar(...)*”.¹⁷⁹⁵ Además, en una carta a los cónsules de Berlín, Hamburgo y Varsovia el 30 de enero de 1939, el MRE pedía a sus consulados oponer todas “las trabas humanamente posibles” a la Visación de nuevos pasaportes a elementos judíos, sin establecer entre ellos distinciones privilegiadas por razón de su origen o nacionalidad.¹⁷⁹⁶ Por último, según las revelaciones de los historiadores Silvia Galvis y Alberto Donadio, ante la solicitud de la Unión Panamericana -antecesora de la OEA-, para que Colombia acogiera refugiados de todas las nacionalidades, López de Mesa respondió que solo iba a permitirlo, “*si eran inmigrantes*

¹⁷⁹¹ Adolfo León Atehortúa Cruz, *op.cit.* p. 156.

¹⁷⁹² Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 244.

¹⁷⁹³ Decreto 1738 de 1938, Presidencia de la República de Colombia, artículo 1. Disponible: <http://www.suin-juricol.gov.co/viewDocument.asp?id=1337483>

¹⁷⁹⁴ Jaramillo a Santos noviembre 12 de 1938, AMRE. Citado en Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 239

¹⁷⁹⁵ Carta a cónsules en Berlín, Hamburgo y Varsovia, enero 30 1939, oficio AC/XI/25/39, AMRE. Citado en Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 240.

¹⁷⁹⁶ *Ibid.*

de buena índole racial y social”,¹⁷⁹⁷ no como los judíos a los que criticaba por tener “una orientación parasitaria de la vida”.¹⁷⁹⁸

Santos también participó de esa política selectiva y discriminatoria. El 10 de septiembre de 1938, el propio presidente ordenó:

Encarézcole proceder con la mayor actividad a dar instrucciones terminantes a todos los Cónsules para que se abstengan de visar pasaportes a inmigrantes judíos mientras no reciban instrucciones precisas que están elaborándose, agregándoles que deben consultar a las legaciones cada caso dudoso que se presente y poner el mayor esmero en este asunto. Existe aquí intensa alarma por noticias publicarse y aunque personalmente duéleme infinito situación existe, considero imprescindible tomar medidas de defensa que eviten aquí situaciones desagradables y perjudiciales.¹⁷⁹⁹(Escrito para formato cablegrama y telegrama)

En el mismo sentido, esta política discriminatoria, afectó a muchos refugiados exiliados republicanos que no eran figuras destacadas. López de Mesa implementó fuertes trabas a la emigración republicana porque veía a republicanos españoles como terroristas en potencia.¹⁸⁰⁰ Poco a poco, también, la vida de los republicanos exiliados de renombre se vio afectada por la nueva política frente a los inmigrantes españoles. Por ello, se puede decir, que con Santos y López de Mesa las relaciones con los republicanos españoles se enfriaron, mientras devenían cada vez más cordiales con los representantes franquistas. Siendo así, *La Patria* desveló, en 1939, que las legaciones de Colombia y Chile servían como mediadoras entre los antiguos diplomáticos republicanos y sus sucesores franquistas.¹⁸⁰¹ En efecto, el MRE se había convertido en un interlocutor preferencial con los representantes falangistas. Prueba de esto, en marzo de 1939 el jefe de la Falange Española en Colombia, Luis Roldán, pidió al Canciller Luis López de Mesa que interviniera en el cuidado de los bienes de la Legación española en Colombia, porque algunos republicanos como el antiguo embajador Rafael Ureña y Sanz y Martínez Dorrien querían trasladarlos al Ateneo republicano.¹⁸⁰²

De esta manera, entre 1938 y 1942, Colombia adquirió un rol de interlocutor

¹⁷⁹⁷ López de Mesa a Gabriel Turbay, octubre 11 de 1940, AMRE. Citado en Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 245.

¹⁷⁹⁸ López de Mesa Luis. *Memoria Relaciones Exteriores*, 1940, p. 19. Citado en Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 245.

¹⁷⁹⁹ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 10 de septiembre de 1938, de presidente Eduardo Santos a la Legación de Colombia en Madrid. Documento, n° Mss/563/1/9/3.

¹⁸⁰⁰ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 40.

¹⁸⁰¹ «López de Mesa recibió al jefe de la Falange». *La Patria*, Manizales, 2 de abril de 1939, p. 1.

¹⁸⁰² «Se planea el saqueo de la Legación de España por Ureña y Martínez Dorrien», *El Siglo*, Bogotá, 1 de marzo de 1939, p. 1.

destacado con el régimen franquista. De hecho, desde la Cancillería, López de Mesa había propuesto una acción conjunta a las demás cancillerías del continente para gestionar la libertad de los americanos detenidos por el gobierno español, acusados de cometer delitos políticos durante la Guerra Civil.¹⁸⁰³ Por este motivo, la diplomacia colombiana logró amainar y suavizar las posturas implacables del franquismo contra aquellos colombianos que participaron en la resistencia al movimiento nacionalista. En concreto, como lo demuestra el que la diplomacia negoció trámites revisados, para los compatriotas José Villaveces Vásquez y el famoso caricaturista Franklin Cárdenas¹⁸⁰⁴, condenados a prisión por el régimen franquista.¹⁸⁰⁵ Las negociaciones surtieron efecto, el 23 de octubre de 1940, el ministro del Ejército de España -el General Varela-, confirmó la conmutación de la pena por la expulsión de Villaveces y del caricaturista.¹⁸⁰⁶

Esta cercanía de un liberal como López de Mesa con falangistas, nacionalistas y conservadores, no era sorprendente porque López de Mesa como tantos otros miembros del elitismo liberal, pertenecía en el espectro político de las derechas colombianas, partidarios de un liberalismo en lo económico, pero conservadores en lo social y lo político. Por eso, múltiples figuras de ese liberalismo no repudiaron a Franco y su influencia y adherían a la interpretación del embajador liberal el 5 de octubre de 1940, según la cual Franco era más un político que un dictador, que logró mantener, con talento, un equilibrio entre las diversas tendencias que lo apoyaban.¹⁸⁰⁷

8.2. La cuestión de la amenaza del Eje en Colombia.(1942-1945)

Las dinámicas falangistas en Colombia beneficiaron de un contexto venturoso hasta finales de 1941 y principios de 1942, favorecidos por la expansión de las ideas autoritarias en Europa, del prestigio de las victorias iniciales del Eje y con autoridades liberales colombianas tolerantes frente las actividades de las filiales falangistas. Como lo analizó *La Patria* en 1936,

¹⁸⁰³ «Es una gestión comedida y respetuosa la que adelante Colombia ante España», *El Siglo*, Bogotá, 24 de marzo de 1940, p. 1.

¹⁸⁰⁴ En 1937, trabajo como caricaturista de la revista Solidaridad Obrera en Barcelona, órgano de la CNT.

¹⁸⁰⁵ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 28 de febrero de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Sobre ciudadanos presos en Barcelona. Documento n° Mss/563/1/8/506, p. 1.

¹⁸⁰⁶ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 23 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Sobre ciudadanos presos en Barcelona. Documento n° Mss/563/1/8/547, p. 1.

¹⁸⁰⁷ BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 5 de octubre de 1940. Documento n° Mss/563/1/8/543, *op.cit.*, p. 3.

en Colombia abundaban las condiciones objetivas para el fascismo.¹⁸⁰⁸ Desde el auge de los regímenes autoritarios o fascistas en Europa, los sectores reaccionarios colombianos defendían la progresión de estos regímenes autoritarios de derecha. En tal sentido, *El Colombiano* aseveró en julio de 1936 que en:

(...) Portugal y en los países del centro de Europa los regímenes dictatoriales restauran la paz, activan el progreso y mantiene el orden. Es que hay dictaduras que infunden respeto, así como otras son verdaderamente detestables.¹⁸⁰⁹

En este contexto, se multiplicaron los elogios hacia los gobiernos autoritarios en detrimento de los regímenes democráticos de corte liberal. En el espectro latinoamericano era claro que progresaban las simpatías falangistas. En 1941, la diplomacia colombiana constató que en España, muchos diplomáticos suramericanos acreditados ante el gobierno español, manifestaban su conformidad con las pretensiones hegemónicas falangistas sobre el continente, algo reforzado por los medios españoles, que con profusión escribían que Hispanoamérica se inclinaba cada día más hacia las fuerzas del Eje.¹⁸¹⁰ En Colombia, el senador José Mar lamentó en 1938 que:

La América española, con excepción de dos o tres países, es un continente gobernado por dictadores más o menos tropicales. Elementos fascistas. No. Pero al fin y al cabo dictadores que van encariñándose poco a poco con una ideología de orden y jerarquía como la del fascismo, dictadores cuyo sentido de la autoridad los va haciendo ambicionar los medios técnico de sostenerse, que se le ofrece precisamente el fascismo, rodeándose generalmente de la adhesión más o menos incondicional de un ejército.¹⁸¹¹

Por lo tanto, en su célebre discurso en la tribuna del Senado en febrero de 1938, alertó con preocupación sobre la penetración fascista en América Latina y Colombia exclamando que:

Pero yo sostengo que el fascismo mira inexorablemente hacia la América Latina. Lo sostengo, porque es una necesidad económica de esos regímenes totalitarios. En primer lugar, la América Latina es un emporio de riqueza de materia prima infinitamente superior al África; en segundo lugar, la recuperación de las colonias africanas por Alemania, no le aseguraría abundantes y copiosos mercados para su producción industrial y manufacturera. En cambio, las grandes naciones hispanoamericanas sí le

¹⁸⁰⁸ Echeverri Herrera Carlos, «Fascismo y el Partido Conservador», *La Patria*, Manizales, 21 de noviembre de 1936, p. 3.

¹⁸⁰⁹ «Derechas e izquierdas», *El Colombiano*, Medellín, 18 de julio de 1936, p. 8.

¹⁸¹⁰ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 3 de junio de 1941, *op.cit.*, p. 5.

¹⁸¹¹ Mar José, « Colombia ante el fascismo... », *op.cit.*, p. 20.

representa ese mercado. Otra ventaja para que las naciones fascistas europeas miren hacia la América Latina está en que precisamente aquí no necesitan hacer la guerra de conquista armada de los territorios; aquí no se repetiría, porque no es necesario, el caso de Abisinia; aquí basta con que el fascismo logre penetrar en las clases dominantes, comprometer los intereses de las oligarquías que más o menos dominan en estas deficientes democracias, infiltrarse en los ejércitos nacionales, para conseguir todo lo que deseen.¹⁸¹²

Por consiguiente, el espectro fascista era obviamente latente. Por este motivo, en un discurso a finales de 1940, Eduardo Santos justificó la protección de la solidaridad panamericana y la política del *Buen Vecino*, debido a que la oposición estaba infiltrada por ideologías totalitarias con el fin de extender sus doctrinas por el continente.¹⁸¹³ Laureano Gómez le respondió en tono amenazante, que Franco había comenzado la lucha sin respaldo ni recursos.¹⁸¹⁴ Como consecuencia, el encargado de negocios republicano en Colombia, Juan Climent Nolla, contó que, ante la amenaza fascista, se activaron numerosas organizaciones de trabajadores y liberales en contra el fascismo en el país.¹⁸¹⁵ *Acción Liberal* hablaba del dilema de la lucha a muerte entre fascismo y democracia, que se inscribían en la polarización creciente entre fuerzas conservadoras y fuerzas progresistas.¹⁸¹⁶

8.2.1. La presión norteamericana y la desfascistización de Colombia.

Progresivamente, con la entrada en guerra de los Estados Unidos en 1941, el contexto favorable para las ideas fascistas se fue diluyendo. Desde entonces, ante el miedo del peligro fascista y de una Quinta Columna en el continente, Estados Unidos empezó a ejercer una presión intensa para la desfascistización, cuya resonancia afectó la vida política colombiana. Es cierto que la crisis de la gran Depresión, y luego los acontecimientos europeos, habían desviado, de cierta manera, Estados Unidos de una hegemonía “dura” en América Latina. El breve descuido norteamericano hacia el continente, había propiciado la proliferación de modelos ideológicos, políticos y económicos alternativos en suelo latinoamericano, entre otros, las ideas fascistas y falangistas, la defensa de modelos autoritarios de gobierno y el interés por el corporativismo circularon enérgicamente.

Pero después de este interludio, Estados Unidos manifestaba nuevamente intenciones ambiciosas sobre el continente. De hecho, se aceleró en la región el ciclo de las grandes

¹⁸¹² *Ibid.*

¹⁸¹³ Varela Fernando David, *op.cit.*, p. 25.

¹⁸¹⁴ *Ibid.*

¹⁸¹⁵ AGA. Fondo 15, Caja 54/03083. Bogotá, 26 de noviembre de 1937, *op.cit.*, p. 4.

¹⁸¹⁶ Ávila Francisco, «Democracia o fascismo», *Acción Liberal*, Bogotá, abril y mayo de 1939, n°60, p. 42.

conferencias panamericanas o interamericanas, con el fin de consolidar un bloque americano compacto.¹⁸¹⁷ De estas conferencias, la de Lima (1938) fue la más destacada, porque ratificó la voluntad de cooperación internacional contra injerencias exteriores y delimitó la ejecución de esa solidaridad internacional, en caso de amenaza contra cualquier país americano.¹⁸¹⁸ Igualmente importante, fue la consulta de ministros exteriores en la Habana en julio de 1940, en la cual se determinó que un ataque extra continental, sería considerado como un ataque a cualquiera de las Repúblicas americanas. Esta reunión de la Habana generó la ira y diatribas interminables de la prensa falangista, que fustigaba contra el panamericanismo y el imperialismo yanqui.¹⁸¹⁹ Bajo presión norteamericana, López de Mesa ya había advertido el Senado antes de la declaración de la Habana, que Colombia tenía la obligación espiritual y formal de defender el canal y el continente en caso de agresión.¹⁸²⁰

Sin embargo, realmente solo se puede hablar de una verdadera inflexión en contra de las fuerzas fascistas y falangistas en América Latina, desde la entrada en guerra de Estados Unidos en 1941. Y el proceso de desfascistización se intensificó con la Conferencia de Río de Janeiro de enero 1942, con la cual la mayoría de los países latinoamericanos rompieron las relaciones políticas, económicas y financieras con el Eje. Esto provocó que varios países prohibieran las actividades de las secciones nazis, fascistas italianas y falangistas.¹⁸²¹ Gradualmente, los norteamericanos apretaron, cada vez más, la tuerca en América Latina, cerrando oportunidades para todo experimento fuera del liberalismo capitalista. Esta estrategia inició con la consagración de la solidaridad americana en la Conferencia Panamericana de Lima 1938, como una búsqueda de garantía contra la invasión fascista.¹⁸²² Este proceso se consolidó con la Conferencia de Chapacultec el 8 de marzo de 1945, cuando encabezada por el Subsecretario del Estado Will Clayton, la diplomacia norteamericana reafirmó que los países latinoamericanos debían centrar su fe en el libre

¹⁸¹⁷La VII Conferencia Panamericana de Montevideo que se desarrolló en 1933, consagraba la política del *Buen Vecino*. Luego se sucedieron varias Conferencia Interamericanas. La primera de ellas, fue la Conferencia de Consolidación de la Paz de Buenos Aires (1936) que adoptaba el principio de consulta intergubernamental en caso de guerra internacional.

¹⁸¹⁸«López de Mesa expuso pensamiento de Colombia sobre liga americana», *El Tiempo*, Bogotá, 15 de diciembre 1938, p. 1.

¹⁸¹⁹. BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. San Sebastián, el 10 de agosto de 1940. Documento, n° Mss/563/1/8/539, *op.cit.*, p. 2.

¹⁸²⁰ Bushnell David. *Eduardo Santos y la política del Buen Vecino...*, *op.cit.*, p. 49.

¹⁸²¹Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 302.

¹⁸²²Samper Darío, «Democracia y fascismo en América » *Acción Liberal*, Bogotá, marzo de 1939, n° 59, p. 14.

comercio y el capitalismo privado de libre empresa, evitando los escollos del intervencionismo estatal y otros ensayos.¹⁸²³

Pero el bloque panamericano era lejos de formar un todo armonioso. La revista *Acción Liberal* advertía desde 1938 que, en la Conferencia de Lima, se exhibieron visiones antagónicas: algunos países como los del bloque Caribe se inclinaron hacia Estados Unidos, mientras la Argentina buscó fortalecer relaciones con países como Italia.¹⁸²⁴ Al final, esta conferencia obtuvo el acuerdo por unanimidad para una declaración que condenaba cualquier injerencia extranjera, sancionando de inmediato con restricciones las actividades nazi-fascistas en Argentina, México y Cuba.¹⁸²⁵ Pero *La Patria* comentaba que, en la Conferencia de Lima, fue derrotado un plan de defensa mutua que planeaba EE.UU, puesto que, solo hubo una declaración conjunta, más no un tratado como querían los Estados Unidos.¹⁸²⁶ Asimismo, las fuerzas reaccionarias españolas que estuvieron muy atentas a este proceso, se regodearon de otro fracaso norteamericano en la Conferencia de Río en 1942, que pretendía subir un escalón más hacia la lucha contra el fascismo en el continente. Desde la Delegación Nacional del Servicio Exterior FET y de las JONS, se relató que para la Conferencia de Río desarrollada del 8 al 15 de enero de 1942, Estados Unidos llevó un programa máximo y un programa mínimo: mientras la proyección más optimista aspiraba a una declaración colectiva de guerra de todas las Repúblicas hispanoamericanas contra los enemigos de Norteamérica, la otra preveía una ruptura de relaciones diplomáticas y comerciales entre esas mismas repúblicas y los Estados extra americanos en guerra con Washington, finalmente triunfó la segunda.¹⁸²⁷

En todo caso, con este viraje, Estados Unidos empezó a ejercer una fuerte presión sobre los países latinoamericanos, para, entre otros, fortalecer la lucha contra el enemigo fascista.¹⁸²⁸ En verdad, esta preocupación era de dimensión mundial: Churchill alertó en octubre 1938 sobre los planes alemanes en Brasil, y Roosevelt tomó en serio la posibilidad de una conquista nazi en el continente.¹⁸²⁹ En la Conferencia continental de Lima, los Estados

¹⁸²³ I.Pike, Fredrick B. "Corporatism and Latin American-United States Relations." *The Review of Politics*, vol. 36, no. 1, 1974, p 159. *JSTOR*, www.jstor.org/stable/1406081. Accessed 29 Sept. 2020.

¹⁸²⁴ Samper Darío, « Democracia y fascismo en América », *op.cit.*, p. 14.

¹⁸²⁵ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, p. 80.

¹⁸²⁶ «Fue derrotado en Lima el plan de defensa mutua de EE.UU», *La Patria*, Manizales, 13 de septiembre de 1938.

¹⁸²⁷ AGN. Caja 285, Carpeta 41, Folio 184. Madrid, 21 de enero de 1942. Boletín Informativo de la Delegación Nacional del Servicio Exterior de F.E.T y de las JONS, n° 34, «Hispanidad y la conferencia de Rio de Janeiro», p. 1.

¹⁸²⁸ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 300.

¹⁸²⁹ Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 40.

Unidos manifestaron a los demás países su preocupación por una “invasión desde dentro” es decir más que conquistas territoriales, los Estados Unidos se preocupaban por los ejércitos ideológicos que penetraron con fuerza en América Latina.¹⁸³⁰

Colombia no fue la excepción. En un principio, el gobierno decretó formalmente la neutralidad frente al conflicto mundial, lo cual agradó a los sectores conservadores como el diario *El Siglo* que encomió tal postura.¹⁸³¹ En efecto, en el inicio del conflicto mundial, los sectores conservadores y nacionalistas colombianos eran partidarios de una neutralidad intransigente; incluso si los Estados Unidos se comprometían en ella, por eso hablaban de “una neutralidad sin adjetivos”.¹⁸³² Sobre este punto, *el Siglo* teorizaba dos conceptos de neutralidad: “la neutralidad elástica” y “la absoluta neutralidad”.¹⁸³³ La primera, a diferencia de la segunda, consideraba posible el respaldo a las decisiones de Estados Unidos; sin embargo, el diario capitalino aseguró que la neutralidad elástica no era mayoritaria en Colombia.¹⁸³⁴

De hecho, no fue sino con el ataque a Pearl Harbor, que el gobierno liberal colombiano se alineó de manera más franca con Estados Unidos, rompiendo relaciones con Japón el 8 de diciembre de 1941. De inmediato, el presidente informó a la Legación colombiana en Madrid, que como consecuencia del ataque a un país americano, el Senado, con 37 votos a favor contra 6 negativos, aprobó las medidas del gobierno nacional contra el imperio japonés.¹⁸³⁵ Días más tarde, el gobierno colombiano anunció que en nombre de la solidaridad continental rompían relaciones con Italia y Alemania.¹⁸³⁶ Por este motivo, a partir de 1942 se empezó a denunciar los planes expansionistas de Wilhem Von Faupel director del Instituto Ibero-Americano de Berlín y reconocido colaborador de Franco y del falangismo, que pretendían controlar las fuentes de materia prima de América Latina, asesorando y promoviendo organizaciones subversivas. En diversos documentos se vislumbraba un verdadero temor de la Embajada norteamericana y del gobierno liberal, por las actividades favorables al Eje, como las que realizaron el periódico *El Siglo* y del Partido

¹⁸³⁰ «El escabroso camino de Lima», *La Patria*, Manizales, 27 de noviembre de 1938, p. 3.

¹⁸³¹ «La neutralidad de Colombia» *El Siglo*, Bogotá, 19 de julio de 1941, p. 4.

¹⁸³² «Neutralidad sin adjetivos», *El Siglo*, Bogotá, 24 de mayo de 1940, p.4.

¹⁸³³ «Nuestra posición internacional», *El Siglo*, Bogotá, 31 de mayo de 1940, p. 4.

¹⁸³⁴ *Ibid.*

¹⁸³⁵ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 10 de diciembre de 1941, de presidente Santos a Legación de Colombia. Documento n° Mss/563/1/9/317.

¹⁸³⁶ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 19 de diciembre de 1941, de presidente y MRE a Legación de Colombia. Documento n° Mss/563/1/9/324.

Conservador.¹⁸³⁷No por nada, ante la amenaza fascista, Estados Unidos conminó al gobierno colombiano a actuar prontamente, viéndose obligado a dictar órdenes contundentes: como romper relaciones con el Eje y constituir campos de confinamiento de ciudadanos alemanes, italianos y japoneses como el de Fusagasugá.¹⁸³⁸De hecho, el decreto 2643 de 1943 del 30 de diciembre de 1943 “*por el cual se dictan algunas medidas sobre control e internamiento de extranjeros*” permitió esas concentraciones de gentes, ya que, entre otras cosas, en su artículo 1 determinaba que:

El Gobierno Nacional, por resoluciones posteriores, establecerá lugares de residencia fija para aquellos nacionales alemanes que en su concepto deban ser objeto de una vigilancia especial, en sitios que garanticen su aislamiento, la imposibilidad de participar en acciones de cualquier género que puedan ser perjudiciales para los intereses de la defensa nacional, y el control de sus actividades por funcionarios de Policía, especialmente designados por la dirección de la Policía Nacional, para este efecto.¹⁸³⁹

En varios documentos diplomáticos se corrobora la existencia de ese campo para alemanes, entre esos, una carta del 9 de agosto de 1944, en la que un trabajador de una fábrica de municiones pedía al ministro de Guerra colombiano que interviniera a favor del señor Georg Hiller director del albergue alemán donde se hospedaba, porque iba a ser dirigido al campo de confinamiento de Fusagasugá.¹⁸⁴⁰

Indiscutiblemente, la atmósfera política colombiana, fue tensada por los antagonismos internos, pero se radicalizó aún más por el espectro de la amenaza fascista internacional. En diciembre de 1939, Laureano Gómez se levantó en la tribuna del Senado contra los peligros de la declaración de Panamá, así lo resumía *El Siglo*:

En reciente intervención en el Senado de la república, el doctor Laureano Gómez llamó la atención sobre la gravedad que entrenaba para la nación colombiana la declaración de Panamá; demostró como, el señalamiento de una nueva extensión o medida para el mar territorial americano, no constituía una simple declaración principios, más o menos ideales o utópicos, sino una profunda modificación de una regla de derecho

¹⁸³⁷Varela Fernando David, *op.cit.*, p. 24.

¹⁸³⁸ Revista Cromos, abril 1944. Citado en Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p 75.

¹⁸³⁹ Decreto ley 2643 de 1943, del presidente de la República. “Por el cual se dictan algunas medidas sobre control e internamiento de extranjeros.” Disponible en <https://www.suin-juriscal.gov.co/>

¹⁸⁴⁰AGA. Fondo 15, Caja 54/03127, Carpeta 757 A. 9 de agosto de 1944, albergue Alemán Cachipay. Del súbdito alemán Rudolf Rabitz al ministro de Guerra colombiano Domingo Espinel.

internacional, cuyo cumplimiento implica poderosa responsabilidad y nuevos y gravosos deberes.¹⁸⁴¹

Igualmente, en septiembre 1941, simultáneamente el ministro de Guerra José Castro Martínez era citado a debate en la Cámara de Representantes, y el canciller Luis López de Mesa en el Senado; a ambos se les interrogó acerca de una posible policía secreta norteamericana en Colombia, que fue negada rotundamente por los interesados.¹⁸⁴² En paralelo, se empezó a gestar en el Congreso colombiano, un proyecto por medio del cual se autorizaba la disolución de las organizaciones comunistas, y algunos liberales pidieron que se extendiera el proyecto a sociedades de carácter fascista para socavar el movimiento de extrema derecha en Colombia.¹⁸⁴³

Obviamente, las corrientes reaccionarias colombianas negaban y se burlaban del temor a un “supuesto”, para ellas, fantasma fascista. Para el político conservador José de la Vega, la amenaza fascista y defender la democracia, no eran más que una coartada, una distracción que agitaba la izquierda periódicamente para:

(...) distraer la sana opinión pública de los avances y audacias del comunismo internacional que en todas partes conspira contra los fundamentos de la civilización cristiana. (...) Con un criterio análogo y por causas tal vez menos justificativos, los liberales colombianos contribuyeron a realizar el único ensayo de gobierno fascista o totalitario que ofrecen nuestros anales. En este sentido son los precursores indiscutibles del fascismo criollo, y para asumir el papel de apóstoles de la democracia tienen, por lo tanto, que destruir o falsificar la historia.¹⁸⁴⁴

De igual modo, *El Siglo* hablaba “*del peligro imaginario que es el fascismo*”, y se indignó cuando “un hombre de corazón cristiano” como el presidente Santos, equiparó “el sistema fascista y el horror bolchevique”, algo incomparables para el diario conservador, porque: “*Piénsese lo que se quiera de Mussolini, su dictadura lleva el sello latino de las dictaduras de César y Napoleón. La de Stalin suma las monstruosidades asiáticas, como si, en el comisario rusos, se hubiesen reencarnado los Cambises y Jerjes de la barbarie persa.*”¹⁸⁴⁵

¹⁸⁴¹ «La zona de seguridad americana» *El Siglo*, Bogotá, 19 de diciembre de 1939, p. 4.

¹⁸⁴² Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 43.

¹⁸⁴³ «Fascismo criollo», *La Razón*, Bogotá, 24 de febrero de 1938, p. 5.

¹⁸⁴⁴ De la Vega José « Los precursores del fascismo », *Revista Colombiana*, Vol. X. Bogotá, Mayo 15 de 1938, n°110, p. 35.

¹⁸⁴⁵ «Dictadura del proletariado, Estado fascista y República Liberal», *El Siglo*, Bogotá, 14 de marzo de 1938, p.4.

Del bando opuesto, frente a estas acusaciones de instrumentalización del peligro fascista, el senador liberal José Mar reafirmó, en la tribuna del Senado, que estas acusaciones no eran producto de una hiperestesia de la izquierda, sino eran demostradas por una serie de hechos internacionales y continentales, que dejaban presagiar que la democracia colombiana no podía descansar muy tranquila.¹⁸⁴⁶

Sin embargo, ante la creciente presión norteamericana, los sectores reaccionarios, en un impulso nacionalista virulento, fustigaron contra la entrega antipatriota del país a manos estadounidenses. *La Patria* acusaba que bajo la bandera de la democracia, se suspiraba en realidad por “una anexión” con Estados Unidos, por el contrario el diario manizaleño reivindicaba:

Y si nosotros predicamos la necesidad de organizar en Colombia un nacionalismo procesional y arrollador, que liquide los partidos, es porque conocemos el peligro que para la permanencia de la patria encierran ideas materialistas, que bajo la alcahuetona bandera de la democracia, suspira por un internacionalismo iluso y sin grandeza.¹⁸⁴⁷

De su lado, esto declaraba Fray Mora Díaz al respecto:

La solidaridad continental ante el peligro de una invasión fascista no es más que un pretexto de los yanquis para imponer su dominio militar en los pueblos hispanoamericanismo. El imperialismo económico hace más de un siglo que lo ha implantado en el Nuevo Mundo: solo nos faltaba la hegemonía militar. Quien va creer en la sinceridad del protectorado de los Estados Unidos sobre la América Hispana?¹⁸⁴⁸

En la práctica, el acercamiento entre Colombia y los Estados Unidos era una realidad. La política del *Buen Vecino* que promovió Roosevelt estrechó los lazos, concretizándose en acuerdos militares y comerciales, que fueron fuertemente vilipendiados desde la oposición, siendo uno de los puntos de desencuentro más importante entre la administración Santos y la oposición conservadora.¹⁸⁴⁹ Aunque hay que precisar, que una franja conservadora apoyó la política exterior pro americana encabezada por Roberto Urdaneta, quien recogió firmas de varias docenas de conservadores prominentes durante los últimos meses de 1941, para apoyar la política exterior del Gobierno.¹⁸⁵⁰ Desde España también se contribuía a esta crítica de la sumisión latinoamericana a Estados Unidos. En un mensaje difundido en los micrófonos de la

¹⁸⁴⁶ Mar José, «Colombia ante el fascismo...», *op.cit.*, p. 17.

¹⁸⁴⁷ «Las izquierdas y la antipatria», *La Patria*, 2 de octubre de 1938, p. 3.

¹⁸⁴⁸ Fray Mora Díaz, «Panamericanismo» *La Patria Nueva*, Cartagena, 10 de diciembre de 1938.

¹⁸⁴⁹ Bushnell David, *Eduardo Santos y la política del Buen Vecino*, *op.cit.*, p. 37.

¹⁸⁵⁰ Bushnell David, *Eduardo Santos y la política del Buen Vecino*, *op.cit.*, p. 140

radio Nacional de España, transcrito por *el Siglo*, Eugenio Montes se dirigió a las juventudes hispanoamericanas, rechazando la entrega de soberanía de algunos países como Uruguay bajo el argumento de la defensa continental, presentándolo como una verdadera “entelequia”, ya que nadie amenazaba la América Hispana.¹⁸⁵¹

8.2.2. *La psicosis de una Quinta columna en Colombia.*

Antes de la guerra, cuando Estados Unidos era teóricamente neutral, su Embajada seguía con interés las actividades del Eje y de la España franquista en Colombia; alertando, en repetidas ocasiones, sobre siniestros planes para implementar una cabeza de puente fascista en el hemisferio.¹⁸⁵² Pero con la entrada en guerra de los Estados Unidos, la vigilancia y el interés se convirtieron en una verdadera política exterior de presión. El miedo a la influencia del Eje, se transformó en una obsesión por una “supuesta” Quinta columna. El caso colombiano ilustraba este fenómeno, por eso, Estados Unidos repartió mucho dinero a informantes, a lo largo y ancho del país, para rastrear la maquinación nazi-fascista.¹⁸⁵³ Rápidamente y de forma constante, los rumores de golpe de Estado del Eje en Colombia, concentraron la atención de la vida política colombiana. El embajador norteamericano Spruille Braden quien ocupó el cargo hasta 1942, afirmó que en Colombia se fraguaba una tentativa de desestabilización nazi, con el fin de derrocar el gobierno liberal y establecer uno conservador, para poder recuperar el Canal de Panamá para Colombia o Alemania.¹⁸⁵⁴ En mayo de 1940, *el New York Herald Tribune* titulaba: “Colombia pone en peligro la democracia cerrando los ojos ante la amenaza nazi.”¹⁸⁵⁵

De inmediato, en respuesta, diversos voceros de las derechas colombianas rechazaron y se burlaron de lo que consideraban como una verdadera psicosis. Para ellos, se llegó al absurdo de considerar que cualquier incidente menor era indicio o prueba de esa Quinta Columna.¹⁸⁵⁶ Incluso, *El Siglo* consideraba que las suposiciones de una Quinta columna era “un ridículo estupendo” del régimen liberal, declarando:

La existencia de una “Quinta columna” alemana en esta altiplanicie, no pasa de ser un folletín con algunos lectores. Es verdaderamente increíble que a estas horas se está creyendo en esa clase de asociaciones que supondría la posibilidad de una invasión

¹⁸⁵¹ Montes Eugenio, «Juventudes de Hispanoamérica», *El Siglo*, Bogotá, 20 de enero de 1941.

¹⁸⁵² Varela Fernando David. *Documentos de la embajada*, *op.cit.*, p. 24.

¹⁸⁵³ Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 120.

¹⁸⁵⁴ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 461.

¹⁸⁵⁵ *New York Herald Tribune*, 16 de septiembre de 1940. Citado en Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 181.

¹⁸⁵⁶ «La otra Quinta Columna», *El Siglo*, Bogotá, 21 de noviembre 1940, p. 4.

alemana a este continente, un poco retirado del campo de guerra y cuya neutralidad no se podrá romper, a pesar de todo.¹⁸⁵⁷

De su lado, el periodista Rafael Perico Ramírez ironizó sobre la leyenda de la Quinta columna, que se propagaba con furor de los cafés y las conversaciones callejeras a las instituciones.¹⁸⁵⁸ De hecho, *El Siglo*, que rechazó el pretendido complot del Eje en Colombia, definió la Quinta columna de la manera siguiente:

La famosa Quinta columna, es sencillamente la infiltración en campo enemigo, de núcleos de combatientes disimulados bajo apariencias pacíficas, los cuales en el momento preciso arrojan sus máscaras y atacan por la espalda a los defensores de una ciudad.¹⁸⁵⁹

Por este motivo, para los sectores reaccionarios el fantasma imaginario del peligro fascista o quintacolumnista no era más que un artilugio para contentar las posiciones de izquierda y capitalizar los votos socializantes.¹⁸⁶⁰ Según, *El Siglo*, la Quinta columna nazi-fascista era un embeleco para esconder la verdadera Quinta columna comunista, visible, por ejemplo, en la educación, en la que se propagaba el “*virus marxista*”.¹⁸⁶¹

Igualmente, partidarios del gobierno Santos, consideraron como una exageración las acusaciones quintacolumnistas en Colombia. El propio presidente Santos sentenció que los rumores de actividades alemanas peligrosas en Colombia no se sustentaban en motivos serios.¹⁸⁶² Durante un debate de alta de tensión en el cual se citaron a varios ministros sobre supuestas actividades de la Quinta columna nazi en Colombia, el ministro de Economía, Jorge Gartner de la Cuesta, confirmó las palabras de Eduardo Santos, asegurando que no existía en Colombia una Quinta columna organizada, ni cosa que se le pareciera.¹⁸⁶³ Finalmente, el propio embajador norteamericano Braden admitió que no había ningún peligro serio para su gobierno, salvo algunas dudas. Evidentemente, el diplomático norteamericano sabía que Colombia era tan dependiente de Estados Unidos en lo económico y la seguridad, que sería absurdo que el Partido Conservador colombiano realmente se aventurase en semejante

¹⁸⁵⁷«La “Quinta columna.”», *El Siglo*, Bogotá, 22 de mayo de 1940, p. 10.

¹⁸⁵⁸ Perico Ramírez Rafael, «La quinta columna en el parlamento», *El Siglo*, Bogotá, 15 de agosto de 1941, p. 5.

¹⁸⁵⁹, *El Siglo*, Bogotá, 7 de mayo de 1940, p. 8.

¹⁸⁶⁰«Dictadura del proletariado, Estado fascista y República Liberal», *El Siglo*, Bogotá, 14 de marzo de 1938, p. 4.

¹⁸⁶¹«La otra Quinta Columna», *El Siglo*, Bogotá, 21 de noviembre 1940, p. 4.

¹⁸⁶²BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 23 de mayo de 1940, de presidente a Legación colombiana en Madrid, Documento, n° Mss/563/1/9/126.

¹⁸⁶³«Cosas el régimen», *El Siglo*, Bogotá, 22 de noviembre 1940, p. 5.

empresa.¹⁸⁶⁴

En contraposición a estas posturas, *Acción Liberal* sentenció que los que negaban el peligro fascista en América, o pertenecían a la reacción o lo hacían por ignorancia.¹⁸⁶⁵ Por el contrario, alentaba una unión contra el fascismo: “*De aquí, que la labor de todas las clases anti-fascistas de América sea señalar claramente a estos grupos y formar contra ellos el bloque monolítico que echa por tierra las bastardas aspiraciones de los “duce” criollos*”.¹⁸⁶⁶

En todo caso, exageración o realidad, los rumores quintacolumnistas generaron una verdadera persecución o caza de brujas en Colombia. Producto de ese ambiente sofocante, surgían los escándalos por las listas negras. En efecto, sin estar Estados Unidos en guerra, el 17 de julio de 1941, el subsecretario Summer Welles decidió un bloqueo sobre las naciones del Eje, confeccionando al sur del Río Grande, una lista de personas de las que se sospechaba que actuaban a favor del Eje.¹⁸⁶⁷ Esto significó que nadie en Colombia podía comerciar con quienes figuraban en la lista, fuese colombiano o extranjero.¹⁸⁶⁸ Por eso, algunos historiadores, destacaron que el FBI tuvo una importante labor en el descubrimiento de espías, saturando las listas negras colombianas.¹⁸⁶⁹

Pronto, numerosos políticos de las derechas colombianas se opusieron contra las listas negras que eran una imposición directa de los Estados Unidos, en las cuales fueron inscritos extranjeros y colombianos, por reales o presuntas simpatías hacia el Eje. Un caso célebre fue el del laboratorio Román de Cartagena, quien fue la primera empresa incluida en la lista Negra, originando un debate en el Senado colombiano en la que intercedieron, sin obtener resultados, eminentes conservadores como Laureano Gómez, José de la Vega, y el presidente Eduardo Santos quien entregó personalmente la carta de Gómez y De la Vega.¹⁸⁷⁰ En otro debate tenso, el senador Uribe Cualla denunció que la policía violó su correspondencia, y que un pariente del conservador Evaristo Sourdis fue allanado por buscar un ciudadano alemán.¹⁸⁷¹ Igualmente, eminentes nacionalistas como Gilberto Álzate Avendaño, Fernando Londoño y Silvio Villegas vituperaron con vehemencia contra las listas negras.¹⁸⁷² Por tal

¹⁸⁶⁴ Varela Fernando David., *op.cit.*, p. 25

¹⁸⁶⁵ Ávila Francisco, «Democracia o fascismo», *Acción Liberal*, *op.cit.*, p. 45.

¹⁸⁶⁶ *Ibid.*, p. 47.

¹⁸⁶⁷ Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 106.

¹⁸⁶⁸ *Ibid.*, p. 107.

¹⁸⁶⁹ *Ibid.*, p. 55.

¹⁸⁷⁰ *Ibid.*, p. 107.

¹⁸⁷¹ «El senador Jiménez López inicia el debate sobre la quinta columna», *El Siglo*, Bogotá, 22 de noviembre 1940, p. 1.

¹⁸⁷² Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 119.

motivo, el 20 de noviembre de 1941 por consenso, el Senado aprobó un informe para salvaguardar los intereses de ciudadanos colombianos que no podían ser afectados sin razón por una potencia amiga, puesto que Colombia suscribió el principio de la solidaridad panamericana, que imponía a sus signatarios la obligación de consultar antes de tomar medidas coercitivas.¹⁸⁷³ Un año más tarde, el 9 de noviembre de 1942 por unanimidad en el Senado se condenaron las listas negras que iban en contra del principio de neutralidad, una conquista del derecho internacional.¹⁸⁷⁴

Además de las listas negras, se acrecentó la presión sobre las colonias de los países del Eje en Colombia. En su boletín semanal para embajadas, consulados y Legación, el MAE español informó sobre el decreto 21940 de 1941 del gobierno colombiano, que posibilitaba el internamiento y desplazamiento de ciudadanos extranjeros, siendo claramente los ciudadanos del Eje los blancos.¹⁸⁷⁵ Concretamente, el decreto en sus artículos 3 facultaba la policía nacional para la vigilancia inmediata y directa de los extranjeros residentes en el país.¹⁸⁷⁶ Así pues, la policía tenía varias facultades, como la de señalar a los extranjeros lugares de residencia fija o transitoria, y otras más que se enumeran en el art 3 del decreto.¹⁸⁷⁷ En el mismo, se purgaba y reglamentaba rígidamente la actividad radiofónica, prohibiendo -salvo permiso- “la retransmisión habitual de estaciones radiodifusoras extranjeras”.¹⁸⁷⁸ En complemento, el decreto 1500 del 25 de junio de 1942 sobre el control de los bienes de extranjeros, regulaba el congelamiento de sus bienes y cuentas.¹⁸⁷⁹

Por ende, estas tensiones generaron incidentes peligrosos para Colombia. Mucho más graves que el escándalo de la pista clandestina que había denunciado el presidente Roosevelt,

¹⁸⁷³ «Las listas negras», *El Siglo*, Bogotá, 20 de noviembre de 1941, p. 4.

¹⁸⁷⁴ «Las listas negras en el senado», *El Siglo*, Bogotá, 9 de noviembre de 1942, p. 4.

¹⁸⁷⁵ AGA. Fondo 15 54/03139. Bogotá, 2 de julio de 1942, MRE boletín semanal de noticias para las embajadas, legaciones y consulados. Documento n°412, p. 3.

¹⁸⁷⁶ decreto 2190 de 1941, El presidente de Colombia, «sobre seguridad pública», Artículo 3.

¹⁸⁷⁷ decreto 2190 de 1941, El presidente de Colombia, «sobre seguridad pública», Artículo 4, dice: “*La Policía Nacional tendrá, además de sus facultades preventivas ordinarias, las de señalar a los extranjeros lugares de residencia fija o transitoria, en los casos previstos en el artículo anterior; determinar requisitos para su movilización dentro del país; prohibir o disolver reuniones públicas o privadas convocadas por elementos extranjeros o al servicio de éstos, cuyos fines se presuman contrarios al orden interno nacional, y disolver o impedir asociaciones o clubes que se hallen en las mismas condiciones; impedir el uso en las costas y mares territoriales de la República de embarcaciones privadas de propiedad extranjera, y prohibir o cerrar restaurantes, hoteles, casinos, expendios de licores, casas de tolerancia, etc., administradas por extranjeros o en que éstos tengan interés en los sitios donde lo crea conveniente y especialmente en las proximidades de cuarteles del Ejército y la Policía, institutos militares, campos de aterrizaje o acuatizaje, centrales eléctricas, plantas y represas de acueducto, malecones, puentes, estaciones transmisoras de radiotelefonía y radiotelegrafía y oficinas de telégrafos.*”

¹⁸⁷⁸ *Ibid.*, Artículo 8.

¹⁸⁷⁹ AGA. Fondo 15 54/03139. Bogotá 2 de julio de 1942, *op.cit.*, p. 7.

fueron los hundimientos por submarinos alemanes de barcos norteamericanos y la destrucción de goletas de bandera colombiana.¹⁸⁸⁰ En efecto, las tensiones alcanzaban su paroxismo el 23 de junio de 1942 con el hundimiento del *Resolute* una goleta de apenas 3 toneladas.¹⁸⁸¹ También, el 30 de julio de 1942, el presidente Santos anunció que submarinos alemanes hundieron buques americanos frente a Cartagena.¹⁸⁸² Igualmente, el periódico *Colombia Nacionalista*, advirtió que la importante empresa de aviación Scadta, aunque tenía un buen número de accionistas colombianos, era controlada por alemanes, y en caso de guerra no sería descabellado pensar que la Scadta pudiera estar bajo las órdenes de Hitler como cualquier empresa de transportes de Berlín.¹⁸⁸³

Poco a poco, después de la ruptura de relaciones con el Eje, se fueron designando a los agentes falangistas como potenciales emisarios del Eje. El influyente diplomático norteamericano John C. Campbell escribió en la famosa revista *Foreign Affairs* en abril de 1942 un artículo titulado “Los extremos políticos en Sur América”, donde declaró que era por intermedio de la propaganda hispánica, que como se expandía la infiltración del nazismo, y que los nacionalistas colombianos sentían más temor por América del Norte que por el nazismo.¹⁸⁸⁴

Lo cierto era que el 31 de agosto de 1943, el congresista comunista Gilberto Vieira, reveló ante la Cámara de Representantes, las actividades quintacolumnistas en suelo colombiano: tanto de agentes la Falange, como de alemanes nazistas y de italianos fascistas. Entre otras cosas, Vieira delató la presencia de cuatrocientos nazis que fomentaron una organización secreta subversiva en los puertos de Colombia, y que tenían amigos influyentes en Colombia.¹⁸⁸⁵ En su interpelación, destacó nombres de agentes subversivos: como el espía Schwartz, enviado personalmente por Hitler; el notable Adolfo Held quien había acumulado mucho poder en Barranquilla, siendo su sobrino Walter Held el encargado de las finanzas alemanas; un tal Walter Pilgrim que todavía seguía libre y desarrollando sus actividades subversivas a pesar de estar en la lista negra; por último mencionaba a un reconocido nazi, un tal Swartz, quien logró sorpresivamente la nacionalidad colombiana, siendo un notorio simpatizante del Tercer Reich.¹⁸⁸⁶ De igual manera, el político comunista si bien admitía que

¹⁸⁸⁰ Galvis Silvia, Donadio Alberto, *op.cit.*, p. 213.

¹⁸⁸¹ *Ibid.*, p. 216.

¹⁸⁸² «En Aguas colombianas se han librado acciones de guerra», *El Siglo*, Bogotá, 30 de julio de 1942, p. 1.

¹⁸⁸³ «Colombia bajo los Nazis », *Colombia nacionalista*, Bogotá, 18 de agosto de 1939, p. 2.

¹⁸⁸⁴ «No hay contradicción», *El Siglo*, Bogotá, 6 de julio de 1942, p.4.

¹⁸⁸⁵ « Vieira hizo ayer nuevas revelaciones sobre espionaje», *El Tiempo*, 1 de septiembre de 1943, p. 7.

¹⁸⁸⁶ *Ibid.*

en su mayoría la colonia italiana era antifascista, existían quintacolumnistas fascistas peligrosos, como Gaetano de Lucca y Vicente Volppe.¹⁸⁸⁷ Sin embargo, para Gilberto Vieira, más peligroso que los quintacolumnistas nazi e italiano eran los falangistas, porque Colombia entretenía relaciones cordiales con España. Por eso, insistió en que el sueño falangista era restaurar el imperio español en América. También recordó que la Legación de España en Bogotá protegía los intereses del Eje y que promovió una campaña contra los dirigentes de las democracias amigas de Colombia.¹⁸⁸⁸ Por este motivo, culpó al agregado cultural falangista, José Pla de Zabala -marqués de la Torre de San Braulio-, íntimo de los conservadores colombianos, de ser un criminal responsable de múltiples asesinatos en España, por haber sido un antiguo guardaespaldas del propio Serrano Súñer.¹⁸⁸⁹

8.2.3. *El falangismo víctima de la desfascistización.*

Varios historiadores expusieron el influjo negativo que causó el miedo al peligro fascista y quintacolumnista en la región, para los intereses falangistas. Eduardo González Calleja subraya que la Falange Exterior se vio confrontada a un contexto desfavorable, marcado por el empuje norteamericano, que promocionó la militancia antifascista, obligándolos en las postrimerías de la guerra a reducir su actividad al ámbito cultural.¹⁸⁹⁰ Por su parte, Rosa Pardo Sanz, esboza que Franco decidió una política ambiciosa hacia América Latina en el peor momento, debido a que la lucha activa contra el fascismo se intensificó en el continente en el marco de un claro panorama de desfascistización, salpicando también a los partidarios de los italianos y alemanes, como las filiales falangistas.¹⁸⁹¹

Lo cierto era que, hasta la entrada en guerra de los Estados Unidos, las ideas falangistas eran promovidas enérgicamente en Colombia, tanto en discursos, periódicos, actos públicos, como desde la tribuna del Congreso. Durante esos primeros años, los epígonos del falangismo no escondían sus simpatías con el ideario falangista, y las expresaban explícitamente en todos los soportes escritos y manifestaciones públicas. Sin embargo, la desfascistización implicó una presión sobre los círculos falangista en América. Desde 1938, el senador liberal José Mar advirtió que América Latina debería armarse para defenderse contra la posible invasión fascista, sobre todo si se concretizaba el triunfo de Franco en España.¹⁸⁹² El

¹⁸⁸⁷ *Ibíd.*

¹⁸⁸⁸ *Ibíd.*

¹⁸⁸⁹ *Ibíd.*

¹⁸⁹⁰ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 279.

¹⁸⁹¹ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio ...*, *op.cit.*, p. 80.

¹⁸⁹² Mar José, «Colombia ante el fascismo...», *op.cit.*, p. 30.

nerviosismo se acrecentó, cuando numerosas voces alertaron sobre los nexos entre la Falange Exterior y el Eje. Según el historiador David Bushnell, el propio Hermann Göring había declarado que la España falangista era la aliada más importante en América, era la llave entre los dos continentes; por eso, para Estados Unidos no quedaba duda que el falangismo era “la punta de lanza de Hitler” en el continente.¹⁸⁹³

En consecuencia, desde la Embajada norteamericana en Colombia, se consideró que la retórica de la Hispanidad era una maniobra para ocultar una acción nazi que tenía como fin quebrantar la solidaridad hemisférica. Al respecto, según documentos oficiales norteamericanos, el ministro de Relación Exteriores confirmó al embajador norteamericano que el gobierno español había realizado gestiones diplomáticas para impulsar la política de la Hispanidad, dirigida sobre todo contra Estados Unidos.¹⁸⁹⁴ En términos generales, se acrecentó la propaganda norteamericana para culpabilizar FET y de las JONS de ser la punta de lanza quintacolumnista en América Latina. El gabinete de Información Técnica del MAE, dirigido por Jose Maria Doussinague, en un informe de 1942, advirtió la intensa labor propagandística emprendida por la administración Roosevelt, para asignar al falangismo ese rol de “Quinta columna” del fascismo europeo.¹⁸⁹⁵ También se acusó el Consejo de la Hispanidad de ser permeado por el nacionalsocialismo alemán, símbolo que España era un puente entre Europa y América, y una pieza pilar para el *Nuevo Orden* que proyectaban los alemanes.¹⁸⁹⁶ Por eso, con más ahínco desde el comienzo de la Segunda Guerra Mundial, los Estados Unidos empezaron a vigilar las agrupaciones derechistas en Colombia, sobre todo las de tendencias falangistas, considerando la Embajada española como el meollo de la agitación fascista en el país.¹⁸⁹⁷

Con esto, rápidamente, las filiales falangistas tuvieron que enfrentar el antifascismo, padeciendo las primeras expulsiones y prohibiciones en México y Cuba, a partir de abril de 1939.¹⁸⁹⁸ A decir verdad, la propaganda anti-falangista se intensificó en todos los países, y las asociaciones creadas por la República servían de plataforma para las acciones antifascistas.¹⁸⁹⁹ El miedo a la penetración fascista era palpable, y desde la Legación colombiana en Madrid, Umaña Bernal sentenció que existía el temor que la Hispanidad

¹⁸⁹³ Bushnell David. *Ensayos de historia política de Colombia: siglos XIX y XX*. Medellín: La Carreta, 2006, p. 84. Citado en Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 279.

¹⁸⁹⁴ Varela Fernando David. *Documentos de la embajada...*, *op.cit.*, p. 27.

¹⁸⁹⁵ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 303.

¹⁸⁹⁶ Fernández Vargas Valentina, “La emigración y la relación...”, *op.cit.*, p. 618.

¹⁸⁹⁷ Hernández García José Ángel, *op.cit.*, p. 76.

¹⁸⁹⁸ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, *op.cit.*, p. 81.

¹⁸⁹⁹ *Ibid.*

sirviera para abonar el camino en América, para las ideas fascistas y facilitara los planes internacionales de Alemania.¹⁹⁰⁰Claramente, el régimen franquista era designado como un aliado peligroso del Eje. En efecto, se acusó al Servicio Exterior falangista de estar bajo tutela alemana, potenciando y fortaleciendo el papel cultural y político de España en la zona, con el fin de crear regímenes satélites favorables al Eje.¹⁹⁰¹Para la diplomacia colombiana en Madrid, en 1940 era flagrante que la *Nueva España* quería convertir a los países hispanoamericanos al totalitarismo y el fascismo, actuando con el apoyo alemán, y usando para ello su aura histórica y mística en el continente.¹⁹⁰² Al respecto, el 3 de junio de 1941, Umaña Bernal declaró que:

Lo único claro y definido en esta política es el propósito de aprovechar la influencia espiritual y los vínculos que España tiene en Sur América, para la propaganda antidemocrática y antiliberal y para favorecer el “Nuevo Orden”, o la política internacional del Eje totalitario.¹⁹⁰³

Es cierto, que múltiples actuaciones de la diplomacia española en Colombia, avivaron esas sospechas, como el día de la inauguración del Círculo Nacionalista, cuando el jefe provincial de la Falange en Colombia, saludó con fervor el apoyo y la presencia de los representantes de Alemania e Italia.¹⁹⁰⁴ Por otra parte, la diplomacia franquista es cierto que tuvo un rol activo como intermediaria del Eje en Colombia. Además de asumir la delegación de actividades diplomáticas de las embajadas del Eje, como se mencionó anteriormente, asimismo ejerció un papel dinámico para evitar los campos de confinamiento de ciudadanos alemanes en Colombia. El 21 julio de 1944, Gonzalo de Ojeda comunicó que, si bien las gestiones ante las autoridades colombianas para evitar concentraciones de alemanes no dieron resultados, iba a velar entonces para que el confinamiento se diera en condiciones de vida digna.¹⁹⁰⁵Tampoco hay duda de que el embajador español en Colombia contribuyó al canje de alemanes residentes en Colombia por colombianos residentes en Alemania.¹⁹⁰⁶

¹⁹⁰⁰AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 26 de febrero de 1942, *op.cit.*, p. 7.

¹⁹⁰¹Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 299.

¹⁹⁰²BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de diciembre de 1940, *op.cit.*, p. 5.

¹⁹⁰³BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 3 de junio de 1941, *op.cit.*, n°Mss/563/1/8/569, p. 4.

¹⁹⁰⁴«Discurso del Dr. Antonio Valverde Gil», *El Siglo*, *op.cit.*, p. 5.

¹⁹⁰⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03127, carpeta 408. Bogotá, 21 de julio de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Asunto: Informe sobre situación súbditos alemanes en Colombia, n°152.

¹⁹⁰⁶AGA. Fondo 15, Caja 54/03129. Bogotá, 12 de marzo 1943, de Gonzalo Ojeda a MAE. Sobre canje de alemanes residentes en Colombia por colombianos residentes en Alemania.

Por actuaciones como estas fue que se empezó difundir en América Latina la imagen del falangismo como “como testafarro de las potencias fascistas”.¹⁹⁰⁷ Con esto, para justificar su política en el orden interno como acorde con los intereses de España, el régimen franquista difundió el retrato de una América Latina que se inclinaba hacia el fascismo. Por este motivo, el embajador de Colombia en Madrid, destacó en 1941, la intensa labor de propaganda de la prensa oficial falangista, para convencer la opinión pública española que Hispanoamérica se inclinaba cada vez más hacia las fuerzas Eje.¹⁹⁰⁸

En definitivas, este clima agobiante, afectó directamente la vida de numerosos residentes españoles en Colombia, ya que, desde el 1 de febrero de 1938, de manera oficial, el senador Felipe Lleras Camargo presentó un proyecto de ley sobre extranjería, para contrarrestar a los agitadores extranjeros, apuntando sobre todo a los residentes españoles:

Por eso he sometido este proyecto a la consideración del Senado, para que en sabiduría lo estudie, y para que cada señor Ginés de Albareda que se presente aquí a sostener críticas y conceptos sobre el Gobierno de Colombia, y a hablarnos de la necesidad de mantener y restaurar el trono imperial de España, se vaya mejor a su tierra a luchar al pie de las falanges españolas contra los tercios del Gobierno republicano, pero no venga a Colombia a hacerla teatro a sus hazañas magníficas, ni hacer la apología del imperio en esta tierra democrática.¹⁹⁰⁹

En el transcurso de la Segunda Guerra Mundial la situación para los españoles empeoró. El 4 de junio de 1943, el embajador español en Bogotá -Gonzalo de Ojeda y Brooke-, se quejó al MAE, que la policía Nacional colombiana había dado la orden de conminar a varios españoles de la costa Atlántica para que abandonaran las ciudades, obligándolos a residir en la capital, en donde la policía podía vigilarles con mayor facilidad.¹⁹¹⁰ Concluía el diplomático español que, ante el mutismo de las autoridades sobre los hechos, se podía inferir que se les perseguía por ser españoles y por haber sido caracterizados como falangistas, recordando el hecho de que el director general de la Policía Nacional de Colombia tenía la costumbre de solicitar al Ateneo Republicano español de Bogotá, informes sobre los residentes españoles que simpatizaban con el falangismo.¹⁹¹¹ Además, en una carta del embajador español al MAE el 26 mayo de 1943, se criticó la

¹⁹⁰⁷ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 306.

¹⁹⁰⁸ AGN. Caja 285, carpeta 39, folio 176. Madrid, 14 de abril de 1941, de la Legación de Colombia en España a Luis López de Mesa. Nota n°508/41/M86, p. 5.

¹⁹⁰⁹ «Discurso del Senador Felipe Lleras Camargo, para sustentar su proyecto de ley sobre extranjería». Anales del Senado, *op.cit.*, p. 1449.

¹⁹¹⁰ AGA. Fondo 15, Caja 54/03097. Bogotá, 4 de junio de 1943, de Gonzalo Ojeda y Brooke a MAE. Asunto: persecución españoles por Policías colombiana. Documento n° 77

¹⁹¹¹ *Ibid.*

inclusión de españoles falangistas en las listas negras; insistiendo sobre las graves consecuencias que acarrearía para un español ser inscrito en estas listas, en muchos casos por denuncias de republicanos, siendo imposible salir de ellas, así se hubiese demostrado la inocencia.¹⁹¹²A menudo, en las correspondencias entre autoridades españolas y extranjeras¹⁹¹³sobre medidas persecutorias de la Policía Nacional colombiana, se apilaban numerosas denuncias y quejas de ciudadanos españoles sobre los atropellos y las violencias que padecían de parte de las autoridades colombianas. De igual manera, en los archivos de Alcalá de Henares se encuentran carpetas que recopilan documentación sobre los centenares de casos de españoles residentes en América Latina, que sufrieron el problema de ser incluidos en las listas negras de Estados Unidos.¹⁹¹⁴En todo caso, en el clima generalizado de preocupación por una Quinta columna, se observa que se recelaba de los residentes españoles y se culpaba claramente a los ciudadanos españoles falangistas de ser un eslabón de la maquinación nazi.¹⁹¹⁵

A pesar de la propaganda, de cierta persecución, al fin y al cabo, el objetivo de erradicar la influencia del falangismo fue limitado, ya que sus manifestaciones simplemente se hicieron más disimuladas y discretas. En consecuencia, a pesar del proceso de desfascistización impulsado con intensidad por Estados Unidos, el gobierno colombiano seguía manifestando actos de buena voluntad y cortesía hacia el gobierno de Franco. Por ejemplo, el 16 de marzo de 1943, día de la celebración de la muerte de don Alfonso XIII, el Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia, tuvo la deferencia de comisionar al embajador español para asistir al acto; atención que fue muy apreciada por la concurrencia y por el propio Gonzalo de Ojeda y Brooke. Dado el momento político, este afirmaba que podía ser considerado como expresión de buena disposición de este gobierno hacia España.¹⁹¹⁶A su vez, en un telegrama de septiembre de 1945, el Ministerio de Asuntos exteriores le pidió a la Legación española en Bogotá, usar todos los recursos y mover a las personas influyentes en el

¹⁹¹²AGA. Fondo 15, Caja 54/03142. Bogotá, 26 de mayo de 1943, carta de Gonzalo de Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Documento n°71.

¹⁹¹³ Ver AGA. Fondo 15, Caja 54/03091. Correspondencia con Autoridades Españolas y extranjeras sobre medidas persecutorias de la Policía Colombiana. (1942).

¹⁹¹⁴AGA. Fondo 15, Caja 54/03121. Correspondencia con consulados españoles y extranjeros acerca de españoles incluidos en lista negra publicadas por los Estados Unidos y sobre visado de pasaporte a otros países de súbditos españoles, (1942).

¹⁹¹⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03136, Bogotá, 22 de mayo de 1940, de Luis de Avilés y Tiscar a MAE. Informe sobre política colombiana. Documento n°53.

¹⁹¹⁶AGA. Fondo 15, Caja 54/03123. Bogotá, 16 de marzo de 1943, de Gonzalo de Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Asunto: Celebración del funeral por eterno descanso su magstad Don Alfonso XIII. Documento, n°26.

gobierno colombiano para que este apoyara la voluntad de varios países de no tratar la cuestión española en la conferencia de cancilleres de Río de Janeiro.¹⁹¹⁷

8.3. Acercamiento e intensificación de las relaciones bilaterales bajo los regímenes autoritarios conservadores (1946-1958).

A partir de 1943, al verse en vía de derrotados los modelos alemanes e italianos, las fuerzas reaccionarias colombianas concentraron su interés hacia los estables modelos autoritarios de España y Portugal. La mayoría de ellos, después de la capitulación del Eje, renegaron de las doctrinas de Hitler y Mussolini que habían considerado con complacencia en el pasado. Entre ellos, Silvio Villegas abjuró ante la Cámara de Representantes de las doctrinas totalitarias alemanas e italianas que había defendido en el pasado.¹⁹¹⁸

Así pues, si bien durante las últimas presidencias de la República Liberal¹⁹¹⁹, los gobiernos liberales sobresalieron por la ambigüedad hacia el régimen de Franco, una vez consumado el regreso de los conservadores al poder en 1946, se aceleró el acercamiento entre Colombia y España, tornándose rápidamente en relaciones estrechas, fraternas y cordiales. Por lo tanto, desde 1946 hasta 1958, con la secuencia de las dictaduras civiles conservadoras¹⁹²⁰, de la dictadura militar populista de Gustavo Rojas Pinilla y de la consagración del Frente Nacional, se estrecharon exponencialmente las relaciones entre ambos países. Todos estos gobiernos, cada uno a su manera y en grados distintos, demostraron, de cerca o de lejos, cierta afinidad con el falangismo y con el régimen de Franco.

8.3.1. Consolidación de relaciones fraternas con el régimen de Franco.

Aunque el acercamiento bilateral se embolsó cuando los conservadores regresaron al poder, en realidad desde el reconocimiento de Franco en 1939, se podía hablar de una aproximación progresiva entre las derechas colombianas y el régimen franquista. Por algo, el anuncio de la aceptación del régimen franquista había generado euforia entre los sectores conservadores colombianos.¹⁹²¹ Para el año 1943, aún en tiempos de mandatos liberales, los

¹⁹¹⁷ AGA Fondo 15, Caja 54/03141. Telegrama de Madrid el 20 de septiembre de 1945, de MAE al ministro de España en Bogotá.

¹⁹¹⁸ Gaitán Bohórquez, J., & Malagón Pinzón, *op.cit.*, p. 313.

¹⁹¹⁹ La Presidencia de Eduardo Santos (1938-1942), el segundo mandato de López Pumarejo (1942-1945) y el corto periodo de Alberto Lleras Restrepo (1945-1946)

¹⁹²⁰ Presidencias de Mariano Ospina (1946-1950), Laureano Gómez (1950-1951), Roberto Urdaneta Arbeláez (1951-1953).

¹⁹²¹ «Al fin!» *El Siglo*, Bogotá, 10 de marzo de 1939, p. 5.

sectores reaccionarios calificaban los nexos con España de excelentes, en particular la *Revista Colombiana* se explayó con efusión sobre “las magníficas” relaciones oficiales que existía entre Colombia con España.¹⁹²² Lo cierto era que, durante los últimos gobiernos de la República Liberal, los conservadores habían abonado el terreno para la fraternización posterior con el régimen franquista.

Esto provocó que la situación de los republicanos españoles en Colombia fuera cada vez más difícil, como lo probó el luminoso caso de la visita, entre mayo y junio de 1943, de dos célebres republicanos españoles -el General Miaja y Diego Martínez Barrios,¹⁹²³ que fueron vilipendiados por las derechas colombianas, y a los que *El Siglo* calificó de “oportunistas y calculadores.”¹⁹²⁴ Hasta oficiosamente, en mayo de 1943, Gonzalo de Ojeda y Brooke protestó ante el MRE colombiano por la visita de los Sres. Martínez Barrios y Miaja, considerando como un acto inamistoso hacia España “cualquier agasajo” que se les diera.¹⁹²⁵ El Ministerio de Relaciones Exteriores respondió que no tenían intención alguna de realizar acto de homenaje a Martínez y Miaja.¹⁹²⁶ Finalmente, el resonado episodio terminó con manifestaciones entusiastas del embajador español, quien confirmó que los dos republicanos se fueron a Panamá sin que se les rindiera homenaje alguno, demostrando la voluntad del gobierno colombiano de mejorar las relaciones con España.¹⁹²⁷

A decir verdad, para contrarrestar la influencia republicana y lograr esta armonización de las relaciones bilaterales, una de las armas culturales más eficientes que empuñó la política exterior falangista, fue la de invitar conferencistas e intelectuales hispanoamericanos a España y recíprocamente mandar propagandistas y eminencias culturales españolas a América.¹⁹²⁸ Por eso, en 1941 la invitación de acérrimos opositores al régimen liberal, generó alerta en la diplomacia colombiana en Madrid, quien informó que los conservadores Guillermo Camacho Montoya, Francisco Fandiño Silva y Álvaro Gómez, fueron invitados por la Cancillería del

¹⁹²² «Desagravio a España», *Revista Colombiana*, Vol.XIV, Bogotá, mayo 1943, n° 160, p. 72.

¹⁹²³ Hombre de Estado español de la Segunda República. Antiguo presidente de las Cortes Españolas, varias veces ministro en diferentes ministerios y presidente de la República interino entre abril y mayo 1936.

¹⁹²⁴ «El “defensor” de Madrid», *El Siglo*, 25 de junio de 1943, p. 4.

¹⁹²⁵ AGA. Fondo 15, Caja 54/03097. Bogotá, 11 de mayo de 1943, de Gonzalo Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Correspondencia con el Ministerio de Estado sobre actitud del Gobierno Colombiano ante la visita de los Sres. Martínez Barrios y Miaja. Telegrama, n°77.

¹⁹²⁶ AGA. Fondo 15, Caja 54/03097. Bogotá, 26 de mayo de 1943, de Gonzalo Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Correspondencia con el Ministerio de Estado sobre actitud del Gobierno Colombiano ante la visita de los Sres. Martínez Barrios y Miaja. Telegrama n°89.

¹⁹²⁷ AGA. Fondo 15, Caja 54/03097. Bogotá, 29 de junio de 1943, de Gonzalo de Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Correspondencia con el Ministerio de Estado sobre actitud del Gobierno Colombiano ante la visita de los Sres. Martínez Barrios y Miaja. Telegrama n° 114.

¹⁹²⁸ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 30 de abril de 1940, *op.cit.*, p. 5.

Consejo de la Hispanidad para participar a las comisiones de estudio sobre doctrina de la Hispanidad.¹⁹²⁹ Dos días después, el presidente Eduardo Santos dio la orden de protestar ante las autoridades españolas, porque esos invitados eran hostiles a su gobierno.¹⁹³⁰

Por otra parte se observa que, en las postrimerías de la República Liberal, se multiplicaron las muestras de deferencia española hacia la intelectualidad conservadora. Por ejemplo, el diplomático Umaña Bernal, en un reportaje de Camacho Montoya, mencionó con admiración el gran homenaje que le hizo la intelectualidad española al poeta y político conservador Guillermo Valencia.¹⁹³¹ Particularmente significativa, fue la invitación hecha en 1941 por Manuel Halcón -Canciller del Consejo de la Hispanidad-, al célebre líder conservador Álvaro Gómez Hurtado¹⁹³², con un traslado financiado en su totalidad por el mismo Consejo de la Hispanidad.¹⁹³³ Sobre este punto es necesario precisar, que el Consejo de la Hispanidad facilitó la movilidad de políticos conservadores colombianos, bajo la coartada de invitaciones culturales. Con esto, el 11 de marzo de 1942, se invitó a España a Víctor Narváez, descendiente de una importante familia conservadora colombiana, precisando que era: “*propósito de este Consejo mantener el diálogo permanente con las figuras americanas de la Hispanidad en la tarea común de renovar ante el mundo la presencia de nuestra cultura en Común.*”¹⁹³⁴ Por ende, en tiempos liberales, el flujo de colombianos conservadores hacia España fue constante. En particular, el 19 de junio de 1945 se registró la muy comentada visita del importante periodista conservador Fernando Gómez Martínez -del periódico *El Colombiano*-, que fue gobernador de Antioquia. A su llegada a tierras españolas, el periodista fue recibido con pomposos honores y el gobierno español que necesitaba autoglorificarse lo trató durante quince días como su huésped oficial, agasajándolo con detalles, a lo cual el periodista respondió en declaraciones a la prensa, con elogios hacia el régimen.¹⁹³⁵ Sin sorpresa, el 6 de julio de 1945, ante el diario *Arriba*, Fernando Gómez Martínez declaró su

¹⁹²⁹BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 23 de octubre de 1941, de la Legación de Colombia a presidente y MRE. Documento n° Mss/563/1/9/308.

¹⁹³⁰ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Bogotá, 25 de octubre de 1941, de presidente Santos a Legación de Colombia en Madrid. Documento Mss/563/1/9/310.

¹⁹³¹«En España no existe posibilidad próxima de un cambio de régimen », *El Siglo*, Bogotá, 4 de mayo de 1944, p.3.

¹⁹³²*Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, octubre de 1941, n° 147, p. 559.

¹⁹³³*Ibíd.*, p. 560.

¹⁹³⁴AGA. Fondo 15, Caja 54/03091. Madrid, el 11 de marzo de 1942. Correspondencia con el Ministerio de Estado, Autoridades españolas y extranjeras, Consulados y Viceconsulados de España y Particulares, (1938-1945). Invitación del canciller del Consejo de la Hispanidad a Víctor Caro de Narváez para viaje a España.

¹⁹³⁵AGN. Caja 286, Carpeta 49, Folio 128. Madrid, 12 de julio de 1945, de la Legación de Colombia en España a MRE. Asunto: Visita a España del periodista colombiano don Fernando Gómez Martínez, Nota n°266/45/M 41.

aprobación por la situación de España y el esfuerzo realizado por el régimen, augurando con optimismo un porvenir “radiante para la *Nueva España*”.¹⁹³⁶

Por todo ello, se puede decir que la elección del conservador Mariano Ospina el 5 de mayo de 1946, no hizo sino azuzar aún más los nexos que los conservadores tejieron en tiempos liberales. Esto se verificó por lazos amistosos en todos los aspectos tanto diplomáticos, como políticos, económicos y culturales. Desde ese entonces, a pesar de la sucesión de gobiernos autoritarios conservadores diferentes, a veces opuestos unos con otros, esta inestabilidad no afectó la cercanía constante hacia el régimen franquista. En todo el periodo, con el regreso de los gobiernos conservadores, numerosos políticos reaccionarios colombianos ocuparon roles fundamentales en la diplomacia colombiana. Sobre esto, el historiador colombiano César Ayala Diago subraya los ejemplos de Lucio Pabón Núñez en Portugal -al que se le tildaba de “Pequeño Salazar”-, los nombramientos de grandes figuras conservadoras y nacionalistas como Guillermo León Valencia y Gilberto Álzate Avendaño en España, además de Francisco Fandiño Silva que fue embajador en la Argentina y luego en Suiza.¹⁹³⁷

Por tanto, durante un encuentro el 23 de febrero de 1955, la Embajada de Colombia le recordó al ministro de Asuntos Exteriores español que Colombia enviaba a sus “mejores hombres a representar a Colombia en la Madre Patria.” Prueba de la importancia y el respeto que España significaba para Colombia, puesto que en el país caribeño se consideraba el nombramiento en esa Embajada, como una antesala de los más altos honores que concedía la República a sus hijos “más insignes”.¹⁹³⁸ Para reforzar su argumento, el diplomático colombiano enumeró al ministro español, los ilustres personajes de la vida política colombiana que fueron enviados a España en los últimos tiempos, citando: la designación del destacado estadista Roberto Urdaneta Arbeláez -quien más tarde ocupó la Presidencia de la República-; el nombramiento de Guillermo León Valencia, que sonaba en Colombia como posible sustituto de Laureano Gómez a la presidencia en 1951; por último, resaltó la figura de Gilberto Álzate Avendaño conspicuo caudillo del bando nacionalista y del Partido

¹⁹³⁶Arriba, 6 de julio de 1945.

¹⁹³⁷Ayala Diago, C. A. (2011). Trazos y trozos, *op.cit.* ,p. 149.

¹⁹³⁸AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 23 de 1955, de Jaime Madriñan Díaz (encargado de negocios) al MRE, Informa diplomático, p. 1.

Conservador en el país, cuya nominación fue elogiada por el ministro de Asuntos Exteriores de España.¹⁹³⁹

Por consiguiente, unas relaciones bilaterales estrechas se fortalecieron bajo mandato conservador, marcadas por muestras de afecto y deseos de colaboración constantes, en todos los aspectos. Siendo así, a su llegada en Madrid el 9 de abril de 1955, el nacionalista y reaccionario Álzate Avendaño, quien tomó el puesto de embajador, fue acogido por singulares demostraciones de júbilo y afecto.¹⁹⁴⁰ En agradecimiento, en mayo de 1955, ante la inminencia de la visita a Colombia de Javier Martín Artajo, personalidad destacada en España -antiguo diputado y hermano del ministro de Asuntos Exteriores-, Álzate Avendaño exigió que se le diera una acogida decorosa.¹⁹⁴¹ Igualmente, durante el Congreso Iberoamericano de Educación de Quito del 15 de marzo de 1955, el ministro de Educación español –Joaquín Ruiz Giménez-, elogió la actuación de la Legación de Colombia.¹⁹⁴² A su vez, el ministro Ruíz Giménez había sido invitado a Colombia en repetidas ocasiones, sobre todo durante el gobierno de Mariano Ospina Pérez (1946-1950).¹⁹⁴³

En particular, el año de 1955, fue uno de los más fructíferos en intercambio bilateral de todo tipo. En febrero de 1955, el gobierno español, bajo la insistencia del Instituto de Cultura Hispánica y personalidades oficiales, cedió un terreno para que Colombia pudiera construir el Colegio Mayor Miguel Antonio Caro.¹⁹⁴⁴ También en 1955, la Sección Femenina de FET y de las JONS, invitó por intermedio de la Universidad Femenina de Antioquia, a un grupo de muchachas colombianas a visitar y estudiar la organización del Servicio Social en España.¹⁹⁴⁵ Asimismo, a principios de 1955, el encargado de negocios de Colombia en Madrid organizó una pomposa reunión, en la cual invitaron a miembros de la Sección Femenina de FET y de las JONS y del Instituto de Cultura Hispánica.¹⁹⁴⁶ Como todo un emblema, Álzate Avendaño y su esposa ofrecieron el 13 junio 1955 “una brillante” recepción

¹⁹³⁹*Ibid.*

¹⁹⁴⁰AGN. Caja 287, carpeta 57, Folio 198. Madrid, 14 de abril de 1955, de Jaime Madriñan Díaz (encargado de negocios) al MRE. Informe diplomático actividades de la Embajada de Colombia en España, p. 2.

¹⁹⁴¹AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 20 de mayo de 1955, del embajador Álzate Avendaño para el MRE. Asunto: Visita a Colombia de Javier Martín Artajo.

¹⁹⁴²AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 14 de abril de 1955, *op.cit.*, p. 1.

¹⁹⁴³AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 17 de noviembre de 1955, del embajador Álzate Avendaño para el MRE. Asunto: Ciclo de conferencias y cursillos universitarios a los escritores José María Pemán y Dionisio Ridruejo, p.1.

¹⁹⁴⁴AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 23 de febrero de 1955, de Jaime Madriñan Díaz (encargado de negocios de Colombia en España) al MRE. Informa diplomático, p. 2.

¹⁹⁴⁵AGN. Caja 287, Carpeta 59, Folio 276. Madrid, 23 de febrero de 1955, de Embajada de Colombia en Madrid al MRE. Relaciones de las actividades sociales de la embajada de Colombia en España durante los meses de diciembre de 1954 y enero y febrero de 1955.

¹⁹⁴⁶*Ibid.*

en la Embajada, a la que concurrieron destacados españoles de las letras, de la sociedad, del mundo diplomático español, políticos falangistas y miembros prestigiosos de la colonia colombiana, entre los cuales sobresalieron importantes nombres como Darío Echandía, Leopoldo Panero, Luis Hergueta, Dionisio Ridruejo, Luis Rosales, Eugenio Montes.¹⁹⁴⁷

De hecho, de ambos lados del Atlántico, se honraron mutuamente a ilustres figuras con las más prestigiosas condecoraciones de ambos países. Por ejemplo, en 1949, el cónsul colombiano de Madrid, el historiador conservador Guillermo Hernández de Alba, fue galardonado con el “premio de la raza”, por su obra *Teatro del Arte Colonia*, además se le designó como miembro de la Real Academia de Bellas Artes.¹⁹⁴⁸ En el mismo sentido, el 23 de julio de 1955, *ABC* informaba que fue condecorado con la Cruz de Isabel la Católica, el ministro colombiano Evaristo Sourdis, por el embajador de España en Colombia, José María Alfaro.¹⁹⁴⁹ Lo cierto era que los premios hacia los diplomáticos colombianos no cesaron. En junio de 1959, por sus servicios “diligentes y desinteresados”, Álzate Avendaño fue premiado por el gobierno de Franco con la banda de Isabel la Católica, con la que se distinguían a jefes de Estado y personalidades destacadas.¹⁹⁵⁰

Del lado colombiano, la tendencia a la condecoración de figuras del régimen franquista, fue aún más ostensible. El mismo Franco en su discurso del 8 de febrero de 1951, al recibir las condecoraciones brasileras y colombianas, daba las gracias al pueblo y al presidente colombiano, regodeándose de haber recibido la Gran Cruz y banda de la Orden de Boyacá, recordando el gran amor que sentía España por sus hijos hispanoamericanos, satisfecho del amor recíproco manifestó:

En nuestra cruzada -porque fue una verdadera cruzada- sentimos en todo momento el calor de los pueblos de América. Y así lo demostraron en las ciudades como en los pueblos, en la montañas o en los valles, las cartas, las suscripciones, las pruebas y demostraciones que de afecto de todas aquellas gentes y aquellos pueblos volaron hacia la Madre Patria.¹⁹⁵¹

¹⁹⁴⁷ AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Madrid, 13 Junio 1955, Embajada de Colombia en España al MRE. actividades sociales de Colombia y ceremonias protocolarias, p. 2.

¹⁹⁴⁸ AGN. Caja 286, Folio 198, carpeta 52. Madrid, 9 de noviembre de 1949, de Gabriel Carreño Mallarino (encargado de negocios de Colombia) al MRE. Informe general.

¹⁹⁴⁹ AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 23 de julio de 1955, de Embajada de Colombia en España al MRE. Recorte de prensa, *ABC*.

¹⁹⁵⁰ «En Colombia todo esta devaluado», *La Patria*, junio de 1959. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas pensamiento político*. Bogotá: Cámara de representantes, 1984, p. 143.

¹⁹⁵¹ Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*, op.cit., p. 31.

De manera similar, en enero de 1954, la dirigente falangista Pilar Primo de Rivera se quejó ante la Embajada colombiana, que durante su viaje a Colombia -invitada expresamente por el gobierno colombiano-, en su Hotel en Medellín fue víctima del hurto de su equipaje en el cual iba la Orden de Boyacá con la que había sido condecorada con el grado de Gran Oficial; ante esta situación el encargado de negocios colombiano de Madrid sugería al MRE reponerle la condecoración a “tan eximia persona”.¹⁹⁵²También, el 27 de octubre de 1955, Álzate Avendaño en la Embajada colombiana de Madrid, premió a dos reconocidos escritores e intelectuales falangistas: Pedro Laín Entralgo y Antonio Tovar.¹⁹⁵³ Igualmente, en la Legación colombiana el 21 de agosto de 1955, se le otorgó a Pío Baroja la condecoración de la Orden de San Carlos, por su obra y en homenaje a la alta inteligencia española.¹⁹⁵⁴Un mes después, el 10 de septiembre de 1955, Colombia recompensó a los “más cimeros valores” de la intelectualidad española, honrando con la Orden de San Carlos: a don Ramón Menéndez Pidal, Gregorio Marañón y Ortega y Gasset.¹⁹⁵⁵

Interesa destacar que el embajador Álzate Avendaño solicitó el 6 de julio de 1956 al director General del Protocolo de la Orden de Boyacá -Alfredo Ángel Tamayo-, la lista de los condecorados por la prestigiosa condecoración. El 12 de julio de 1956, se le transmitió a la Embajada colombiana una lista en la que figuraban como condecorados numerosas personalidades falangistas y reaccionarias españolas, entre las cuales podemos destacar: Gonzalo de Ojeda y Brooke, Gran Oficial por el decreto 2873-1946; el Generalísimo Francisco Franco, Gran Cruz Extraordinaria por el decreto 2676 de 1950; Ginés de Albareda, Comendador por decreto 1173 de 1951; Joaquín Ruiz Giménez Gran Cruz, por el decreto 3002 de 1954; Antonio Tovar, Gran Oficial por decreto 1701 de 1955; Pilar Primo de Rivera, Gran Oficial por decreto 1034 de 1951; Federico Diez y de Isasi, Gran Oficial por decreto 1174 1951; Reverendo padre Carlos Izu, Caballero por decreto 770 de 1949; Blanca de los Ríos de Lampérez, Caballero por decreto 561 de 1951; Reverendo P.J.M Pérez de Alba,

¹⁹⁵² AGN. Caja 286, Folio 166, carpeta 55. Madrid, 22 de enero de 1954, de Álvaro Pineda de Castro (encargado de negocios de la Embajada) a Evaristo Sourdis (MRE). Extravió de condecoración. Documento n°2.

¹⁹⁵³ AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225, Madrid, 31 de octubre de 1955, de Eduardo Carranza (agregado cultural Embajada Eduardo) al MRE. Actividades Culturales de la Embajada de Colombia durante el mes de octubre de 1955, p. 2.

¹⁹⁵⁴AGN. Caja 287, folio 276, carpeta 59. Madrid, 10 de septiembre de 1955, de Embajada de Colombia en España al MRE. Informe de las actividades culturales de la embajada de Colombia en el mes de agosto de 1955. Condecoración a Pío Baroja, p. 1.

¹⁹⁵⁵AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Madrid, 10 de septiembre de 1955, de Embajada de Colombia en España al MRE. Asunto: envió del informe sobre actividades culturales de la Embajada, correspondiente al mes de noviembre 1955, p. 1.

Caballero por decreto 2843 de 1952, Gregorio Marañón Moya, Gran Oficial decreto 1701 de 1955.¹⁹⁵⁶

Finalmente, este progresivo mejoramiento de las relaciones bilaterales llegó a la cúspide del buen entendimiento en los años cincuenta, apogeo del franquismo, consolidando un ir y venir dinámico entre intelectuales conservadores, reaccionarios y falangistas, de ambos países. Muchos ejemplos lo demostraron. En este orden de ideas, el premio nobel español de literatura Camilo José Cela -quien trabajaba con el régimen franquista-, fue invitado junto a Otto Morales Benítez por el Ministerio de Educación en junio 1953.¹⁹⁵⁷ En 1954, el agregado cultural de la embajada de Colombia en España, el poeta conservador Eduardo Carranza fue el único hispanoamericano invitado a actuar en la comisión organizadora del congreso de la poesía.¹⁹⁵⁸ El 11 de febrero de 1955, en una mesa redonda hispanoamericana en el Ateneo de Madrid, el escritor colombiano Eduardo Caballero Calderón dictó una elogiada conferencia en presencia del político liberal Darío Echandía y el encargado de negocios de Colombia.¹⁹⁵⁹ El 23 de febrero de 1955, en la cripta del Quijote, en presencia de Giménez Caballero, el encargado de negocios colombiano dio una alocución que entusiasmó al auditorio, en la cual se exaltó la figura del libertador y los lazos de unión entre España y América.¹⁹⁶⁰ En septiembre de 1955, el ministro de Educación de Colombia, Gabriel Betancur Mejía, hizo “una magnífica” disertación sobre el tema de “Cultura y técnica en la educación colombiana”, en el salón de honor de la Cátedra Ramiro Maeztu presidida por el ministro Joaquín Ruiz Giménez.¹⁹⁶¹

Como todo un símbolo de esas relaciones entrañables, Álzate Avendaño manifestó que numerosos intelectuales falangistas de peso habían expresado su intención y entusiasmo por visitar Colombia, si se les invitaba oficialmente. Por consiguiente, el diplomático colombiano resaltó la importancia para el país de las venidas recientes de intelectuales y falangistas

¹⁹⁵⁶AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Bogotá, 12 de julio de 1955, del director general del protocolo de la Orden de Boyacá Alfredo Ángel Tamayo al embajador de Colombia en Madrid.

¹⁹⁵⁷«Llegada Camilo José Cela acompañado de Otto Morales Benítez», *La Patria*, Manizales, 29 de junio de 1953, p. 1.

¹⁹⁵⁸ AGN. Caja 286, carpeta 55, folio 166. Madrid, 9 de julio de 1954, de Eduardo Carranza (agregado cultural) a Evaristo Sourdis (MRE).

¹⁹⁵⁹ AGN. Caja 287, carpeta 59, Folio 276. Madrid, 11 de febrero de 1955, de Eduardo Carranza (agregado cultural) al MRE. Sobre algunas actividades de la embajada de Colombia en España durante los meses de febrero y marzo de 1955, p. 1.

¹⁹⁶⁰AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Madrid, 23 de febrero de 1955, de la Embajada de Colombia en Madrid al MRE. Actividades sociales de la Embajada de Colombia en España durante los meses de enero y febrero de 1955.

¹⁹⁶¹AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 14 septiembre de 1955, de Gilberto Álzate Avendaño en Madrid al MRE. Asunto: Informe sobre las actividades culturales de la embajada durante el mes de septiembre 1955, p. 1.

ilustres como Laín Entralgo, Julián Marías, José Luis Aranguren, José María Pemán, y Antonio Tovar; notables e influyentes representantes de una brillante generación de jóvenes pensadores educados a la sombra de Ortega y Eugenio D'Ors.¹⁹⁶² Ya desde 1940, la diplomacia colombiana comunicaba con entusiasmo, los deseos manifestados en repetidas ocasiones por el intelectual falangista José María Pemán de visitar Colombia, país que había alabado en diversos escritos.¹⁹⁶³

En el mismo sentido, en el campo económico, también se profundizó el intercambio bilateral. Tanto así que el 14 de abril de 1955, la diplomacia colombiana informó de la ampliación de los vuelos de Avianca entre ambos países.¹⁹⁶⁴ Asimismo, hay que recordar que el 7 de febrero de 1948, el secretario de Asuntos Exteriores de España presentó un acuerdo comercial entre España y Colombia, que tenía como condición el arreglo de la deuda congelada por Colombia durante la guerra, que se le debía al comercio español.¹⁹⁶⁵

De igual forma, se intensificaron las interacciones y colaboraciones bilaterales en materia de seguridad, como era de esperarse entre dos gobiernos particularmente sensibles al orden. En el diario *Madrid*, el 4 de junio de 1955, el periodista J. Esteban Blanco había hecho un retrato elogioso del presidente Rojas Pinilla por “su patriótico y exitoso empeño” por exterminar los últimos reductos de violencia en Colombia que se habían intensificado a principios de los cincuenta en el marco del periodo conocido como *La Violencia*.¹⁹⁶⁶ En concreto, el 25 de mayo de 1955, se negoció el envío de 20 alumnos de la escuela de cadetes General Santander de Bogotá, para que recibieran instrucción en técnicas policiales en Madrid.¹⁹⁶⁷

Con esta “luna de miel” bilateral, no sorprende que las tierras españolas se convirtieron en un terrero de peregrinaje o de acogida privilegiado de las elites colombianas. La mayoría de ellos, liberales o conservadores, se rindieron varias veces a tierras ibéricas, y en momentos difíciles, como lo era el exilio, escogían a España como primera opción de

¹⁹⁶²AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 17 de noviembre de 1955, *op.cit.*, p. 2.

¹⁹⁶³BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 4 de mayo de 1940, *op.cit.*

¹⁹⁶⁴AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 14 de abril de 1955, *op.cit.*, p. 1.

¹⁹⁶⁵AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 1 de febrero de 1949, de Gabriel Carreño Mallarino (encargado de negocios de Colombia) al MRE. Informe, n° 16, p 2.

¹⁹⁶⁶AGN. Caja 287, Carpeta 57, Folio 198. Madrid, 7 de junio de 1955, del embajador Álzate Avendaño al MRE. Informe general.

¹⁹⁶⁷AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 25 de mayo de 1955, del embajador Álzate Avendaño para MRE. Asunto: envío de detectives para especializarse en la Escuela General de Policía y contrato de especialistas en técnicas policial.

expatriación. Por ello, el importante caudillo conservador Laureano Gómez estuvo expatriado 4 años en España durante la Dictadura de Gustavo Rojas Pinilla.¹⁹⁶⁸ El 11 de mayo de 1957, el General Rojas Pinilla, depuesto, solicitó de inmediato la visa a España, para exiliarse con sus familiares.¹⁹⁶⁹ Por último, fue en territorio español donde las elites conservadoras y liberales, encabezadas por Laureano Gómez y Alberto Lleras Camargo, empezaron a negociar la conformación de un Frente Nacional, con el pacto de Benidorm en 1956.

Estas fraternidades manifiestas entre españoles y colombianos, desembocaban en íntimas amistades, como lo ilustró la relación cercana entre el ideólogo falangista Giménez Caballero y el futuro presidente del Frente Nacional Guillermo León Valencia -hijo del reconocido poeta conservador Guillermo Valencia-. El 2 de mayo 1962, Giménez Caballero lo felicitó en tono afable y lisonjero por su mandato:

Hace tiempo que sigo su lucha por salvar el gran destino de Colombia desde la más alta magistratura de la Nación y al ver que sus esfuerzos van cobrando ámbito, posibilidades, quiero enviarle desde este entrañable Paraguay, mi ánimo, mi aplauso, mi recuerdo y mi fiel amistad, así como los de mi familia. Y con este motivo recordar aquella iniciación del bolivarismo en España que hicimos ud y yo en la cripta de los libertadores en Levante, donde están ya todos en bronce.¹⁹⁷⁰

En la misma misiva, Giménez Caballero le confesó al político conservador colombiano, que su amistad mutua determinó su decisión de mandar a sus propios hijos a Colombia:

Quiero recordar su inolvidable discurso aquel día instaurando a la efigie del Héroe, y quiero recordar que prendido yo por su entusiasmo y su amistad mandé a mis propios hijos para que dieran nietos colombianos, y ahí están los dos mayores, en Madrid hoy, nacidos en Bogotá y que cuando les preguntan si son españoles dicen que antes son colombianos.¹⁹⁷¹

Ambos cultivaron una gran amistad y no dudaron en ayudarse mutuamente. El 2 de agosto de 1951, Giménez Caballero le pedía favores personales a Guillermo León Valencia, porque el Ministerio de Educación Nacional le había conferido su representación para

¹⁹⁶⁸AGN. Caja 288, carpeta 69, folio 195. Madrid, 1 de noviembre de 1957, de la Embajada de Colombia en Madrid para el MRE. Recorte de prensa diario "Madrid".

¹⁹⁶⁹AGN. Caja 288, carpeta 65, folio 174. Madrid, 11 de mayo de 1957, Cablegrama de Carlos Sanz de Santamaría ministro de Relaciones Exteriores a la Embajada de Colombia en Madrid.

¹⁹⁷⁰BNE. Archivo Giménez Caballero Arch GC/32/16. Correspondencia con Guillermo León Valencia. Asunción, 2 de mayo de 1962.

¹⁹⁷¹*Ibid.*

conmemorar Isabel la Católica en el Instituto de Cultura hispánica en Bogotá; por eso le solicitó su intermediación para facilitarle el viaje de su hija a Colombia, ya que:

Es una promesa de padre, a mi hija el llevarla. La he hecho americanista y bolivariana. Y fracasaría en mí mismo si no me acompañase. Y sintiese al unisonó mi entusiasmo por Colombia ¡Ojala se enraizara allí!¹⁹⁷²

8.3.2. Eduardo Carranza, el agregado cultural, emblema de la cercanía del conservatismo colombiano con el falangismo español.

Después de haber sido agregado cultural en Chile (1945-1947) y director de la Biblioteca Nacional de Colombia (1948-1951), el poeta y político conservador colombiano Eduardo Carranza, fue a España a principios de 1951, donde realizó una importante labor, cultural, política y diplomática hasta 1958 como agregado cultural. Su actividad, que desbordaba ampliamente los ámbitos culturales, fue un claro ejemplo de la fraternidad, afinidad y cercanía entre elites conservadoras colombiana y los jerarcas falangistas, por eso es esclarecedor interesarnos en él.

Desde los primeros meses de su estancia en Madrid, Carranza se regodeó del trato honroso que gozó de parte del gobierno español y el MAE: *“Este gobierno en los seis meses de mi residencia en España me ha cubierto literalmente de honor, de distinciones y deferencias que desbordan por completo mi modesta condición de secretario de Embajada.”*¹⁹⁷³ Como prueba de ello, el 13 de diciembre de 1951, enumeró las manifestaciones de deferencia hacia su persona, recibidas en los últimos meses: fue invitado a dictar una conferencia en el Primer Congreso Hispano-Americano Femenino; en otra ocasión, se le convidó a dictar un discurso en la Escuela de Mandos José Antonio Primo de Rivera, institución en la cual se preparaban los futuros jerarcas falangistas del Estado; también fue solicitado para viajar a Roma, siendo huésped del Palacio España, para dictar allí una conferencia en el Instituto Español; por último, el Instituto de Cultura Hispánica editó una antología de su obra.¹⁹⁷⁴ Además, Eduardo Carranza mantenía una estrecha relación con la mismísima Pilar Primo de Rivera, siendo encomendado por ella para dar un discurso ante un auditorio femenino por motivo del Conejo Nacional de la Sección Femenina de Falange

¹⁹⁷²BNE. Archivo Giménez Caballero Arch GC/32/16. Guadalquivir, 2 de agosto de 1951, de Ernesto Giménez Caballero a Guillermo León Valencia.

¹⁹⁷³BNC. Fondo Carranza, archivo nº3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 13 de diciembre de 1951, de Eduardo Carranza a Carlos Urdaneta Holguín, p. 1.

¹⁹⁷⁴*Ibid.*

Española sobre poesía.¹⁹⁷⁵Evidentemente, Eduardo Carranza se sintió tan agasajado con tantas muestras de afecto, que, en agosto de 1953, después de un banquete que ofrecieron insignes protagonistas de la alta cultura española, exclamó:

Aquella noche se dijo -por boca de personas de tan alta significación hispánica de tan lúcida y exigente inteligencia como Joaquín Ruiz Giménez, ministro de Educación Nacional y primera figura del gabinete español, Pedro Laín Entralgo, rector de la Universidad Central y primera figura del pensamiento español y Dionisio Ridruejo, soldado, político y gran poeta- que mi gestión en España, como acto de presencia cultural de un país, no tenía precedentes acá y dijo y se repitió que el homenaje que esa noche se me tributaba “no tenía precedentes en la Península Ibérica”, como un homenaje a un escritor no español.¹⁹⁷⁶

Halagado e ilusionado por tales honores “sin precedentes”, se deleitaba con orgullo sobre su situación envidiable: *“Personas oficiales y particulares dicen ya con la frecuencia de un tópico, que ningún diplomático escritor, sea cual fuere su rango, y si se exceptúa a Rubén Darío, logró en España una situación tan brillante como la mía.”*¹⁹⁷⁷

Estas relaciones afectuosas fueron recompensadas con varias condecoraciones que el poder franquista le entregó al poeta colombiano, recibiendo a lo largo de su vida numerosas distinciones prestigiosas, más allá de su tiempo como agregado cultural en Madrid. Desde el primer año de servicio en suelo español, recibió dos condecoraciones: la primera el 12 de octubre 1951 de las manos del Generalísimo Franco; luego se le entregó “la Encomienda Alfonso el sabio” en un acto solemne presidido por el ministro de Educación Nacional.¹⁹⁷⁸Adicionalmente, en una carta de enero de 1953, Eduardo Carranza contó con entusiasmo que en diciembre de 1952 su amigo falangista José Antonio Elola -jefe del Frente de Juventudes-, lo condecoró con la honrosa insignia de las Flechas de Oro de la Falange.¹⁹⁷⁹ Décadas más tarde seguían llegando los reconocimientos: el 15 de noviembre de 1979, el

¹⁹⁷⁵BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 22 de enero de 1954, de Eduardo Carranza a su madre Mercedes de Carranza (Bogotá), p. 1.

¹⁹⁷⁶BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 28 de agosto de 1953, de Eduardo Carranza a Evaristo Sourdis (Bogotá), p. 2.

¹⁹⁷⁷*Ibid.*, p. 3.

¹⁹⁷⁸BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 13 de diciembre de 1951, *op.cit.*, p. 1.

¹⁹⁷⁹BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 9 de enero de 1953, de Eduardo Carranza a Jorge Luis Arango (Bogotá).

embajador Emilio Martín, le rendía homenaje en un discurso apologético concediéndole la Gran Cruz de la Orden de Isabel la Católica.¹⁹⁸⁰

Ciertamente, las relaciones culturales fueron un punto de encuentro importante, el poeta colombiano aprovechó que la literatura colombiana era muy apreciada en España. Al propósito, Eduardo Carranza recordó que, en 1953, se organizó en Madrid un importante homenaje de parte de escritores españoles, al poeta y político conservador colombiano Guillermo Valencia, y en marzo del mismo año en la radio nacional de Madrid se transmitió una exposición sobre la historia de la literatura colombiana.¹⁹⁸¹ Por otra parte, Carranza destacó una invitación prestigiosa por la Embajada de España de Roma, para dar un ciclo de conferencias sobre los Reyes Católicos en el Instituto de Estudios Eclesiásticos de España en la capital italiana; siendo una clara señal para Carranza de la consideración que gozaba la inteligencia colombiana, puesto que por España solo fueron llamados cuatro o cinco personalidades presididas por el maestro Ramón Menéndez Pidal, y por América Latina solo dos figuras.¹⁹⁸²

Pese a esto, el poder de Eduardo Carranza no era solo cultural, desde la Embajada colombiana había tejido una extensa red de influencias políticas, con eminentes personajes falangistas. Como muestra de esto, el 7 de noviembre de 1954, Carranza reveló que participó, junto a Álvaro Gómez Hurtado y el argentino Juan Carlos Goyeneche -como observadores-, a una importante reunión, de políticos militares y periodistas europeos, a la cual participaron hombres como el archiduque Otto de Habsburgo.¹⁹⁸³ Era claro, que la cercanía con la élite falangista superaba el ámbito oficial, el 8 de abril de 1953, en Semana Santa, Eduardo Carranza era llamado por el ministro de Educación Joaquín Ruiz Giménez en Semana Santa, para un retiro espiritual en el Real Monasterio de Nuestra Señora de Guadalupe.¹⁹⁸⁴

En todo caso, esta proximidad cultivada por Eduardo Carranza, en muchos casos se convirtió en auténticas e íntimas amistades con varios protagonistas prominentes del

¹⁹⁸⁰ BNC. Fondo Carranza, archivo n°24. Bogotá, 15 de noviembre de 1979. Palabras pronunciadas por el embajador de España don Emilio Martín, con motivo de la imposición de la Gran Cruz de la Orden de Isabel La Católica al poeta Eduardo Carranza.

¹⁹⁸¹ BNC. Fondo Carranza, archivo n°8, Correspondencia de varios remitentes y destinatarios. Madrid, 30 de diciembre de 1953, de Eduardo Carranza al señor coronel Carlos Rojas Pinilla ministro de Colombia en España.

¹⁹⁸² BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 17 de agosto de 1951, de Eduardo Carranza para Gonzalo Restrepo Jaramillo ministro de Relaciones Exteriores.

¹⁹⁸³ BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 7 de septiembre de 1954, de Eduardo Carranza a su madre Mercedes de Carranza (Bogotá), p. 1.

¹⁹⁸⁴ BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 8 de abril de 1953, de Eduardo Carranza a Víctor Emilio Jara (Nueva York), p. 1.

falangismo. De hecho, cultivó una amistad cercana con el periodista falangista director del diario *Arriba*, Rafael Serrano García que, en febrero de 1954 le remitió personalmente su libro *Bailando hasta la cruz del Sur*, con una dedicatoria amigable.¹⁹⁸⁵ Igualmente, en 1954, le aseguró a un amigo en Colombia, que su hija no tendría problemas para inscribirse en la Universidad Central de Madrid, debido a que mantenía “espléndidas” relaciones con el mundo universitario español, especialmente con su director el falangista Pedro Laín Entralgo.¹⁹⁸⁶ Debido a esas relaciones inmejorables, le preocuparon ciertas habladurías¹⁹⁸⁷ sobre supuestas palabras o intenciones suyas, que pudieran ensombrecer con chismes la magnífica situación suya y el prestigio de la Embajada en Madrid, recordando que entres sus mejores amigos de orden político se contaban los jerarcas de la Falange Española.¹⁹⁸⁸ Tiempo después, el martes 30 de agosto de 1983, el embajador español en Bogotá, Manuel García Miranda, durante un almuerzo que ofrecía en honor a Eduardo Carranza ante personalidades importantes como el expresidente Carlos Lleras Restrepo, recordó algunos de los grandes amigos y admiradores del poeta y diplomático conservador en España, enumerando a hombres de primer plano del falangismo como el poeta Leopoldo Panero, el escritor Eugenio montes, el escritor Agustín de Foxá, Eugenio D’Ors, Dámaso Alonso, José María Souviron, Ildefonso Manuel Gil, Dionisio Ridruejo, Pedro Laín Entralgo, y otros.¹⁹⁸⁹

En suma, Eduardo Carranza fue un elemento esencial en el dispositivo de las relaciones bilaterales, que coordinaba y alentaba las venidas de los principales intelectuales falangistas a Colombia. El 18 de septiembre de 1954, Carranza le pidió al director del Instituto colombiano de Cultural Hispánica, Rafael Azula Barrera, que recibiera con honores y cordialidad al poeta falangista Leopoldo Panero, en su gira por varias ciudades colombianas.¹⁹⁹⁰ Azula Barrera le respondió que era un gran admirador del poeta y que se

¹⁹⁸⁵BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 23 de febrero de 1954, carta de Eduardo Carranza a Rafael Serrano García.

¹⁹⁸⁶ BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 13 de septiembre de 1954, de Eduardo Carranza a Ismael Romero (Bogotá).

¹⁹⁸⁷ En diciembre de 1951 Llegaron quejas a la cancillería, según la cual Eduardo Carranza estaba ‘haciendo antifranqusimo’, negándolo rotundamente, destacando que quienes lo conocían no podían creer tales chismes en BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, Madrid, 13 de diciembre de 1951, *op.cit.*, p. 1.

¹⁹⁸⁸*Ibid.*, p.2.

¹⁹⁸⁹BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Bogotá, 30 de agosto de 1983. Palabras del embajador de España don Manuel García - Miranda en honor del maestro don Eduardo Carranza.

¹⁹⁹⁰ BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 18 de septiembre de 1954, carta de Eduardo Carranza a Rafael Azula Barrera(Bogotá).

ocuparía personalmente de sus conferencias y gira por todas las ciudades.¹⁹⁹¹ Ante el éxito notable de la gira de Leopoldo Panero, Eduardo Carranza convocó una cena para celebrar en Madrid, con numerosos jerarcas falangista con los que tenía una entrañable amistad, siendo invitados en concreto: Pedro Laín Entralgo, Dionisio Ridruejo, Luis Rosales Camacho y Manuel Sánchez Camargo.¹⁹⁹² En el mismo sentido, el 27 de septiembre de 1954, le escribía al gran vocero del nacionalismo colombiano, Silvio Villegas, contándole con orgullo que se había reunido con sus grandes amigos falangistas -Leopoldo Panero, Luis Rosales, Agustín de Foxá-, advirtiéndole de la visita el 11 de octubre de 1954 a Colombia, de dos eminencias del régimen: Pedro Laín Entralgo rector de la Universidad Central y Joaquín Giménez ministro de Educación.¹⁹⁹³ Sobre esto, le contaba a su madre, el 2 de noviembre de 1954, que esa gira de Pedro Laín Entralgo y Joaquín Ruiz Giménez, fue un éxito total, como lo reseñaba la prensa colombiana y española.¹⁹⁹⁴

8.3.3. Un aliado importante en la rehabilitación internacional de la imagen del régimen franquista.

Después de la Segunda Guerra Mundial, desde la Conferencia de San Francisco, el 26 de junio 1945, se apartó el régimen franquista de las Naciones Unidas por sus relaciones turbias con los países del Eje durante el conflicto. Por este motivo, la dictadura lanzó una campaña de propaganda para rehabilitar su imagen en la comunidad internacional y contrarrestar el aislamiento. Con el transcurso de los años, esta política dio sus frutos: la dictadura franquista empezó a ser aceptada, ayudada por su anticomunismo ferviente en el contexto de la Guerra Fría, en la cual el enemigo ya no era el fascismo sino el comunismo.

Paso a paso, la propaganda internacional que satanizaba el régimen franquista fue amainando sus críticas hacia Franco. Este nuevo clima era perceptible en el cambio de actitud de Estados Unidos, que realizó un verdadero giro, comparado con los tiempos de psicosis quintacolumnista. Sobre este punto, Gilberto Álzate Avendaño se refería a un “flirt” internacional para calificar “la luna de miel” entre España y Estados Unidos, recordando que la geopolítica internacional española se estabilizó sostenida por la tríada conformada por: la

¹⁹⁹¹ BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 13 de octubre de 1954, de Eduardo Carranza a Leopoldo Panero (Ciudad Trujillo), p. 3.

¹⁹⁹² BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 18 de marzo de 1955, de Eduardo Carranza a Leopoldo Panero.

¹⁹⁹³ BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 27 de septiembre de 1954, de Eduardo Carranza a Silvio Villegas (Bogotá).

¹⁹⁹⁴ Biblioteca Nación de Bogotá, Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 2 de noviembre de 1954, de Eduardo Carranza a su madre Mercedes de Carranza (Bogotá).

comunidad de pueblos hispánicos, el mundo árabe y la amistad con Estados Unidos.¹⁹⁹⁵ Ya desde 1948, el encargado de negocios de la Embajada colombiana en Madrid -Eduardo Caballero Calderón-, afirmó que en lo diplomático se observaba un estrechamiento de las relaciones entre los países hispanoamericanos con el gobierno español.¹⁹⁹⁶ Estos cambios coyunturales, coincidieron con las palabras del antiguo embajador norteamericano en España Carlton Hayes, quien en 1946 mitigó las opiniones negativas sobre el régimen franquista, afirmando que España no tenía ambiciones políticas en América Latina, sino las de fortalecer un imperio cultural.¹⁹⁹⁷ Evidentemente, Carlton Hayes fue una de las voces que más contribuyó al mejoramiento de la imagen del régimen, insistiendo en que había que ser implacable con el enemigo principal que era el comunismo, mientras que, por otro lado, afirmó que la dictadura española no era un totalitarismo, sino una dictadura militar y tradicional de estilo hispanoamericano.¹⁹⁹⁸ Palabras importantes, puesto que las dictaduras y los regímenes autoritarios latinoamericanos, que pulularon durante la Guerra Fría, se legitimaron como garantes de la lucha contra el comunismo, declarándose deudoras y admiradores del régimen franquista.

En definitivas, el “repelente comunista” permitió a la dictadura de Franco ser considerado como un aliado estratégico, incluso por aquellos sectores que a priori no sentían simpatías por sus doctrinas. En este sentido, el 8 de agosto de 1946, el Señor Zuleta Ángel, expresidente de la Asamblea General de Naciones Unidas, reveló que el diplomático norteamericano Spruille Braden,- director de Asuntos Sudamericanos del Departamento Estado-, durante una gira por los Estados Unidos, le confesó que, aunque no simpatizaba con el régimen español defendería la no intervención en la cuestión española, para no favorecer los intereses soviéticos.¹⁹⁹⁹

Los medios colombianos conservadores, conscientes de esto y para rehabilitar la dictadura, difundieron en la prensa, las voces occidentales a favor de España. Desde 1950, *La Patria*, destacó que las democracias occidentales, sobre todo Estados Unidos, Francia e

¹⁹⁹⁵AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 20 de octubre de 1955, del embajador Álzate Avendaño al MRE. Asunto: Declaraciones del embajador Urrutia Holguín. Madrid, p. 2.

¹⁹⁹⁶AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 19 de mayo de 1948, Eduardo Caballero Calderón (Legación) a MRE. Informe política general, Nota n°38, p. 4.

¹⁹⁹⁷ Pattée Ricardo, «La cuestión española y el libro del ex embajador Hayes», *Revista Javeriana*, Tomo XXV, Bogotá, Febrero a Junio 1946, p. 105.

¹⁹⁹⁸*Ibid.*, p. 102-103.

¹⁹⁹⁹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 8 de agosto de 1946. Cablegrama del embajador Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE.

Inglaterra, empezaban a considerar la posibilidad del ingreso de España en la ONU.²⁰⁰⁰ De su lado, *El Colombiano* transcribía la voz del secretario de Estado norteamericano, Dan Acheson, cuando criticó la resolución 39 de 1946 de la ONU, defendiendo la necesidad de apoyar la integración de España al bloque occidental. También resonaron en Colombia las posturas críticas el senador norteamericano Pat MC Carran, por el trato de Estados Unidos hacia un país que luchó “valientemente” contra el comunismo.²⁰⁰¹

Con el auge del sentimiento anticomunista en plena guerra fría, en Colombia se acrecentó el interés por el modelo autoritario franquista que perduró y logró acompañar ese anticomunismo fogoso con el discurso de la protección de los valores eternos católicos, que las derechas colombianas supuestamente atesoraban. En verdad, la dictadura de Franco fue representada como un arquetipo de democracia cristiana orgánica, baluarte de defensa de la civilización católica contra el comunismo.²⁰⁰² El 18 de julio de 1950, *La Patria* confirmó que, sin lugar a dudas, Colombia hacía parte de los países que apoyaban a España, manifestándole una “irrestricada admiración, adhesión y simpatía”.²⁰⁰³ Este interés revitalizado por la España franquista, no solo se vio en corrientes conservadoras, también se vislumbró en franjas liberales de derecha. Por ejemplo, en la correspondencia de la Embajada de España en Colombia, se desvela que, el 7 de junio de 1943, el director de *El Liberal*, solicitó a la Legación española datos biográficos y fotográficos de personalidades españolas, aduciendo un interés manifiesto.²⁰⁰⁴ Definitivamente, si bien la aproximación inició en los últimos tiempos de la República Liberal, el regreso de los conservadores al poder en 1946 catalizó esos avances. En 1948, el diario español *ABC* se alegraba del triunfo de Mariano Ospina Pérez en Colombia, recordando que los conservadores colombianos fervientes católicos no eran entusiastas partidarios de las Naciones Unidas, ni de los acuerdos de Chapultepec.²⁰⁰⁵

De cualquier manera, después de la guerra y el fin de la desfascistización, los intelectuales falangistas ya no eran percibidos como una amenaza imperialista de conquista. Para contrarrestar “la leyenda negra” que había difundido “el izquierdismo”, la *Revista Javeriana* promovía los libros de Carlton Hayes como *Wartime misión in Spain*, en el cual de “manera valiente” se retrataba otra versión “en contracorriente del izquierdismo y

²⁰⁰⁰ «La Hora de España», *La Patria*, Manizales, 18 de julio de 1950, p. 4.

²⁰⁰¹ «La cuestión española es un caso típico europeo», *El Colombiano*, Medellín, 7 de mayo de 1949, p. 8.

²⁰⁰² «La Hora de España», *La Patria*, Manizales, 18 de julio de 1950, p. 4.

²⁰⁰³ *Ibid.*

²⁰⁰⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03124. Bogotá, 7 de junio de 1943, el director *El Liberal* pide al embajador de España fotografías y biografías de personajes de España.

²⁰⁰⁵ *ABC*, 7 de mayo de 1948, p. 19.

frentepopularismo” de los acontecimientos españoles, defendiendo, en particular, que la dictadura de Franco no era un régimen totalitario y con la cual había que mantener buenas relaciones, ya que el enemigo principal era comunismo.²⁰⁰⁶ Por otro lado, en una famosa conferencia dictada, el 24 de agosto de 1953, en la Biblioteca Nacional de Bogotá, el intelectual falangista Ernesto Giménez Caballero, entre vítores y aplausos del público colombiano, recordó que el régimen de Franco era el que mejor había realizado los sueños de Bolívar: un presidente fuerte, vitalicio y con derecho a elegir sus sucesores.²⁰⁰⁷

En concreto, Colombia contribuyó enérgicamente en los escenarios internacionales para la rehabilitación del régimen franquista. Durante un viaje a Italia, el encargado de negocios de Colombia en Madrid, Eduardo Caballero Calderón, explicó que la difícil situación y caos de posguerra en Italia favorecía el auge del comunismo, mientras que en España el régimen de Franco, con su estabilidad y anticomunismo ferviente, era una garantía contra una invasión comunista.²⁰⁰⁸ Asimismo, el antiguo embajador colombiano ante la ONU, Guillermo Hernández Rodríguez, admitió que, si bien España tenía una ideología adversa a la ONU, después de la guerra cambió el enemigo: la amenaza ya no era el fascismo del Eje sino la rusa comunista, y por eso, las democracias debían entender que España era más cercanas a ellas que el peligro ruso.²⁰⁰⁹

Pero el apoyo colombiano no solo fue simbólico y discursivo. Realmente, fue uno de los países que más arduamente trabajó por la reintegración de España en la ONU, así lo demostraron las actuaciones diplomáticas colombianas. En este orden de ideas, como dijimos anteriormente, en junio de 1945 la Asamblea de la ONU tomó la decisión de dejar fuera de las Naciones Unidas a los países como España cuyos gobiernos habían tenido complicidades ideológicas con el nazi-fascismo de la Alemania de Hitler y de la Italia de Mussolini. La delegación mexicana encabezada por Luis Quintanilla contribuyó decisivamente en la decisión, argumentado que la Italia fascista y la Alemania nazi colaboraron para poner Franco en el poder.²⁰¹⁰ Esto dio inicio a lo que se conoció como *La cuestión española* en la ONU que, hasta 1955, dividió a sus miembros. Al comienzo, mediante la resolución 39 del 12 de

²⁰⁰⁶ Pattée Ricardo, «La cuestión española y el libro del ex embajador Hayes», *op.cit.*, p. 100.

²⁰⁰⁷ Giménez Caballero Ernesto, Conferencia “el Genio de Madrid”, 24 de agosto de 1953, en el salón de actos de la Biblioteca Nacional de Colombia, Bogotá. Disponible: <https://cms.radionacional.co/historia/conferencia-del-senor-ernesto-gimenez-caballero-1899-1988-el-24-de-agosto-de-1953>

²⁰⁰⁸ AGN. Caja 286, Carpeta 52, Folio 198. Madrid, julio 10 de 1948 de Legación de Colombia en España Eduardo Caballero Calderon al MRE. Documento n°59, p. 2.

²⁰⁰⁹ Namen William, « España ante la ONU » *Avanzada*, 9 de octubre de 1948, p. 11.

²⁰¹⁰ Sola Ayape, Carlos. (2015). América Latina ante la Spanish question: el régimen franquista como eje de la discordia en la onu (1945-1950). *Latinoamérica. Revista de Estudios Latinoamericanos*, p. 66.

diciembre de 1946, se aprobó la recomendación para los países miembros de retirar inmediatamente a sus embajadores y ministros plenipotenciarios acreditados en Madrid.²⁰¹¹ En esa ocasión, Colombia se abstuvo de votar e intercedió para consagrar posturas más moderadas hacia el régimen español. En efecto, en esa sesión plenaria, Colombia presentó una moción de censura desestimada, en la cual promovía una medida mesurada respecto al caso español.²⁰¹² Esto confirmó las declaraciones y posturas del delegado colombiano en las Naciones Unidas, Roberto Urdaneta Arbeláez, quien, en 1947 manifestó en reiteradas declaraciones, que el régimen de Franco no constituía una amenaza para la paz, ni tampoco un foco de inquietud internacional.²⁰¹³ Además, Roberto Urdaneta avisó que tales medidas solo fortalecían a Franco y que la resolución de diciembre de 1946 constituía una verdadera sanción contra España que carecía de fundamento jurídico.²⁰¹⁴

No obstante, en 1949, Colombia junto a Brasil, Bolivia y Perú formuló un proyecto A/C.1/450 del 4 mayo de 1949, defendiendo la libertad de los Estados miembros de la ONU para manejar soberanamente sus relaciones con España.²⁰¹⁵ Acto crucial para la futura Resolución 386 de 4 de noviembre de 1950, en la cual la Asamblea de las Naciones Unidas resolvió revocar la recomendación de retiro de embajadores y ministros acreditados en Madrid, y derogar la recomendación que impedía a España ser miembro de los organismos de las Naciones Unidas, y en la cual obviamente Colombia votó a favor.²⁰¹⁶

En Colombia, las derechas apoyaron ampliamente la reintegración de España en el concierto de las naciones. El sábado 9 de octubre de 1948, el diario reaccionario *Avanzada*, recapituló las impresiones de figuras importantes de la escena política colombiana sobre la llamada “cuestión española” en la ONU²⁰¹⁷. Desde orilla conservadora, se expresaron claras posturas a favor de la España franquista. Para Eliseo Arango²⁰¹⁸, los tiempos habían cambiado:

El caso español en el momento presente para las grandes potencias, no es un problema moral ni doctrinario es ante todo estratégico. La situación de España, con sus posiciones de Marruecos, las islas Baleares y lo que esto significa para el control del

²⁰¹¹ Resolución A/RES/39(I) del 16 de diciembre de 1946.p 58.

²⁰¹² Sesión Plenaria de la Asamblea de la ONU, 12 de diciembre de 1946, A/PV.59, p. 241.

²⁰¹³ Sola Ayape, Carlos, *op.cit.*, p. 70.

²⁰¹⁴ *Ibíd.*, p. 76.

²⁰¹⁵ *Ibíd.*, p. 71.

²⁰¹⁶ Resolución 386 del 4 de noviembre de 1950, Asamblea de la ONU.

²⁰¹⁷ Namen William, « España ante la ONU » *Avanzada*, 9 de octubre de 1948, p. 11.

²⁰¹⁸ antiguo ministro y diplomático ante la ONU y figura sobre saliente del conservatismo colombiano.

Mediterráneo, se desplaza del campo político moral a una cuestión esencialmente de predominio y seguridad militar.²⁰¹⁹

La importancia estratégica era un argumento de peso porque como lo definía *El Colombiano*, España tenía las llaves del Mediterráneo.²⁰²⁰ Para Joaquín Estrada Monsalve,²⁰²¹ la ONU estaba “en mora para incorporar a España”.²⁰²² De manera similar, el senador conservador por Antioquia, -Fernando Gómez Martínez, manifestó su incompreensión por el hecho de que aún quedaran naciones como España fuera de la organización.²⁰²³

Desde el liberalismo surgieron voces discordantes, entre figuras que se oponían y otras que lo veían como un paso favorable. Por eso, mientras que políticos como Carlos Lleras Restrepo²⁰²⁴ y Alfonso Palacio Rudas²⁰²⁵, rechazaron el ingreso de España en la ONU por no respetar las normas de las organizaciones internacionales, otros liberales, como Delio Jaramillo Arbeláez²⁰²⁶ y Álvaro García Herrera, aprobaron el posible ingreso español en nombre de la paz, aseverando que ningún miembro debía ser excluido. Además, agregaron que el contacto de España con democracias podía constituir una influencia benigna para futuros cambios.²⁰²⁷

Se, ve pues, que, la diplomacia colombiana cooperó, ampliamente, para preparar el camino de la integración del régimen franquista en la ONU. Finalmente, el acto decisivo que puso fin a la cuestión española, fue la Resolución 995 del 14 de diciembre de 1955, en la que se aceptó a España como miembro de la ONU, y en la cual Colombia votó a favor, a diferencia de México y Bélgica que se abstuvieron.²⁰²⁸ Para el embajador Gilberto Álzate Avendaño, el ingreso de España a la ONU en 1955, significaba la rectificación de la política hostil hacia España, un reajuste de sus relaciones con las llamadas democracias occidentales,

²⁰¹⁹ Namen William, « España ante la ONU » *Avanzada*, 9 de octubre de 1948, p. 11.

²⁰²⁰ « España es una potencia militar de primer orden y posee las llaves del mediterráneo », *El Colombiano*, 17 de abril de 1939, p. 1.

²⁰²¹ Político e intelectual, figura descollante doctrinaria del conservatismo, antiguo parlamentaria y ministro de educación bajo gobiernos conservadores.

²⁰²² Namen William, « España ante la ONU » *Avanzada*, 9 de octubre de 1948, p. 11.

²⁰²³ *Ibíd.*

²⁰²⁴ Figura clave del liberalismo, diplomático, político, intelectual y presidente durante el Frente Nacional (1966-1970)

²⁰²⁵ Figura descollante del liberalismo, Diputado, contralor General de la República, ministro de Hacienda, gobernador de Tolima y alcalde Bogotá.

²⁰²⁶ Parlamentario liberal y ministro del trabajo.

²⁰²⁷ Namen William, « España ante la ONU », *Avanzada*, 9 de octubre de 1948, p. 11.

²⁰²⁸ Sesión Plenaria de la Asamblea de la ONU, 14 de diciembre de 1949, A/PV.555, p. 480.

su consagración en el bloque anticomunista, y, como lo declaró el propio Franco, “una victoria moral española”.²⁰²⁹

Por ello, desde España se destacó y se agradeció la ayuda colombiana a su incorporación. El 15 de marzo de 1955, en una recepción organizada por el Instituto de Cultura Hispánica después del Congreso Iberoamericano de Educación de Quito, los diplomáticos colombianos informaron que el ministro de Asuntos Exteriores de España - Alberto Martín Artajo-, reiteró su reconocimiento y elogio hacia el gobierno colombiano por la forma generosa e inteligente como se comportaron sus representantes diplomáticos, contribuyendo para que su país pudiera ocupar de nuevo el puesto que le correspondía en los distintos organismos internacionales.²⁰³⁰ De la misma manera, ese mismo día, la Embajada colombiana comunicó el importante agradecimiento de la diplomacia española a Colombia por su posición a favor en las Naciones Unidas, elogiando su apoyo sincero para tal ingreso²⁰³¹. El agradecimiento y la gratitud del gobierno español hacia Colombia, se concretizó el 10 de abril de 1955, con las condecoraciones del presidente de la Delegación de Colombia en la ONU, Francisco Urrutia Holguín y al Canciller de Colombia, Doctor Evaristo Sourdis.²⁰³² De ahí que, el conservador Francisco José Urrutia Holguín, confirmó en unas declaraciones de 1955 a la prensa española, el rol activo y exitoso de la diplomacia colombiana para obtener el voto favorable de las repúblicas americanas y diversos países asiáticos para el reingreso de España en la ONU.²⁰³³

Por consiguiente, en los albores de los años cincuenta, la gran mayoría de las elites colombianas reconocían como incuestionable la legitimidad del régimen franquista. De ahí que algunas franjas de las elites liberales se acomodaron con la actitud conservadora, y fueron condescendientes con la normalización de la dictadura franquista en el orden internacional. Incluso, en 1951, Eduardo Santos lamentó el aislamiento español, que había provocado el rompimiento de los lazos con la “Madre Patria”.²⁰³⁴ Como todo un emblema de esta banalización del régimen franquista, el antiguo presidente Alfonso López Pumarejo -al que se le solía comparar como el “Azaña” colombiano- decidió pedir asilo en la España franquista. En efecto, en mayo de 1952, Eduardo Santos recibió la visita de López Pumarejo

²⁰²⁹AGN. Caja 287, Carpeta 58, Folio 225. Madrid, 20 de octubre de 1955, *op.cit.*, p. 2.

²⁰³⁰AGN. Caja 287, Carpeta 57, Folio 198. Madrid, 14 de abril de 1955, *op.cit.*, p. 1.

²⁰³¹*Ibid*, p. 1.

²⁰³²*Ibid*, p. 2.

²⁰³³AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 20 de octubre de 1955, *op.cit.*, p. 1.

²⁰³⁴«En la diplomacia», *El tiempo*, 30 de enero de 1951. En: Santos Montejo Enrique. *Calibán Danza de las Horas y otros escritos*. Bogotá; Editorial Club de lectores, 1969, p. 628

quien le manifestó su intención de instalarse en España, mostrándose sorprendido de tal actitud: *“No me explico qué va hacer en España con el franquismo, con las escuelas ultra confesionales y con el calor de los cuatro meses que vienen.”*²⁰³⁵ A lo último, Santos sentenció en una carta dirigida a Carlos Lleras Restrepo en mayo de 1953, que esta decisión de López Pumarejo era el síntoma que ya no se podía contar con él en la lucha contra la dictadura en Colombia: *“Creo que hay que renunciar definitivamente a que López nos acompañe en cualquier cosa. El mismo hecho absurdo de escoger a España para pasar su asilo político muestra su decisión de no luchar contra el gobierno.”*²⁰³⁶

Finalmente, en agosto de 1958, después del derrocamiento del general Gustavo Rojas Pinilla y la elección del liberal Alberto Lleras Camargo como primer presidente del llamado Frente Nacional, las relaciones armoniosas con el régimen franquista, se mantuvieron intactas a pesar del cambio de gobierno. Prueba de ello, el 9 de agosto de 1958, el diario *ABC* se felicitó de la calurosa acogida de la misión diplomática española en la posesión del presidente colombiano Alberto Lleras Camargo.²⁰³⁷ El mismo día, en una sesión de la Academia Colombia de Lengua, su director -el jesuita Félix Restrepo-, recibió honrosamente y con halagos al embajador español:

En una sesión de la Academia Colombiana de Lengua Félix Restrepo le dio la bienvenida al embajador extraordinario en términos de insuperable cordialidad y superación. Luego le rogó que transmitiera al gobierno español la gratitud de Colombia por haber enviado como embajador permanente a un diplomático de la inteligencia, el saber y la entrega a la solidaridad hispánica de D. Germán Baraibar.²⁰³⁸

²⁰³⁵ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 20 de mayo de 1952, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (México), p. 2.

²⁰³⁶ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 20 de mayo de 1953, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris), p.3.

²⁰³⁷ BNC. Fondo Carranza, archivo 57. Recorte de diario ABC. Madrid, 9 de agosto de 1958, «presencia de España en Colombia», *ABC*, p. 24.

²⁰³⁸ *Ibid.*

Capítulo 9. Los focos de la Falange en Colombia (1936-1958).

Lo que denominamos como un proceso de falangización en Colombia, fue la penetración e incubación de las ideas falangistas en el espectro de las derechas colombianas. Por ello, compartimos la postura del historiador, Javier Guerrero Barrón que afirma: “*la simpatía por la Falange Española fue la vía por la cual, los fascismos europeos, penetraron en los discursos conservadores latinoamericanos, y Colombia no fue la excepción*”.²⁰³⁹ En pocas palabras, los idearios falangistas circularon activamente en territorio colombiano y la impregnación falangista no hubiera sido posible sin la acción decidida de unos focos falangistas enérgicos y organizados. Por lo cual, podemos dividir estos núcleos o agentes de divulgación en tres clases: las comunidades religiosas y el personal de la Iglesia católica, los enclaves de ciudadanos y emisarios españoles y por último los núcleos colombianos conformados por los epígonos y admiradores colombianos, tanto los emuladores como los impregnados. Uno de los primeros que se interesó, con respaldo documental, en las actuaciones dinámicas de los agentes falangistas en América Latina como punto de lanza del Eje, fue Allan Chase en su libro publicado en 1943, *Falange, el ejército secreto del Eje en América*, en el cual sostenía que: “*El “dossier” sobre la Falange Española en la América Latina, se pone al rojo vivo cuando toca a Colombia, la estratégica nación que limita por el sur con el Canal de Panamá*”.²⁰⁴⁰

9.1. La iglesia católica, bisagra reaccionaria de ambos lados del Atlántico.

Uno de los pilares de la política ideológica y cultural falangista fue su vertiente católica, vector fundamental de ideas reaccionarias, tanto en España como en Colombia. La comunidad católica de ambos lados del Atlántico formó puentes entre las elites de ambos países, que aceleró el tránsito de los idearios reaccionarios y falangistas de España a Colombia.

Por lo tanto, el ala religiosa reaccionaria fue una parte integrante del andamiaje general de la política exterior falangista, sobre todo en países tan religiosos y católicos como las naciones hispanoamericanas. De hecho, bajo el MAE dirigido por Serrano Súñer, se creó el “Consejo de Misiones Religiosas Españolas en el extranjero”, organización en la que

²⁰³⁹ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 307.

²⁰⁴⁰ Chase Allan. *Falange El ejército secreto del eje en América*, *op.cit.*, p. 201.

estaban representadas todas las órdenes y misiones españolas valiosas, cuya misión era mantener el sentido de la Hispanidad, de la raza, del idioma y de la religión, sobre todo en los países hispanoamericanos.²⁰⁴¹ Además, el MAE acompañó esta acción religiosa con la creación de la Junta de Patronato de la Asociación Cultural Hispano-Americana.²⁰⁴²

9.1.1. La Iglesia católica, aliado ferviente del falangismo y la causa nacionalista.

Todavía hoy en día, Colombia es uno de los países más católico del continente. Por eso, no era sorprendente, que, en esa época, la Iglesia católica o las comunidades religiosas, ejerciera una influencia decisiva, por su autoridad moral al momento de transmitir ideologías y valores o promover modelos políticos.

Indudablemente, desde muy temprano, el apoyo de la Iglesia católica al bando sublevado fue crucial también en la percepción colombiana del falangismo. Es cierto que la autoridad moral del Vaticano y sus actuaciones tenían fuertes repercusiones en Colombia, país en el cual se seguía con fidelidad la ruta señalada por Roma. Así pues, ya desde el 4 de mayo de 1938 el Vaticano reconoció el gobierno de Franco como el único legítimo. Al respecto, *El Siglo* describió el alborozo que generó el reconocimiento de Franco en los sectores católicos colombianos, confirmando para ellos que el movimiento nacionalista encarnaba la restauración de los altos valores del espíritu en España.²⁰⁴³ Por ello, alegando la defensa de la civilización cristiana se justificaba la victoria del bando nacionalista:

Fue para defender el ideal de una fe y de la civilización cristiana por lo que una gran parte del pueblo español se levanto valerosamente, y con la ayuda de dios, resistió victoriosamente a las fuerzas disolventes de la nacionalidad y enemigos de Cristo.²⁰⁴⁴

En términos generales, la Iglesia católica adhirió a la dinámica ultraconservadora y asumió públicamente el mensaje tradicionalista y católico de la Hispanidad, de esta manera en su seno se realizó una interacción permanente entre fascismo, tradicionalismo católico e hispanismo mesiánico.²⁰⁴⁵

En concreto, ya durante la famosa denuncia sobre la amenaza fascista que hizo el senador liberal José Mar en febrero de 1938, este alertaba sobre el rol activo de la Iglesia en

²⁰⁴¹BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 30 de abril de 1940, *op.cit.*, p. 2.

²⁰⁴²*Ibid.*

²⁰⁴³«El Papa y Franco», *El Siglo*, Bogotá, 18 de mayo de 1938, p. 5.

²⁰⁴⁴«Mensaje de S.S Pio XII al pueblo español», *El Siglo*, Bogotá, 17 de abril 1939, p. 11.

²⁰⁴⁵ Del Arenal Celestino. *Política exterior de España y relaciones con América Latina...*, *op.cit.*, p. 33.

Colombia para promover el falangismo y la causa nacionalista. Añadía que lejos de estar destruida, la Iglesia católica colombiana tenía un extraordinario poder que ponía al servicio ideológico nacionalista.²⁰⁴⁶ Citaba el ejemplo del departamento de Boyacá, en el cual no había hogar campesino que no tuviera al lado de la imagen de la Virgen el retrato del Generalísimo Franco, y que, en cada uno de los 800 municipios del país, no había domingo en las iglesias en que no se pronunciaran mensajes místicos de alabanza por los héroes de “la cruzada” en España.²⁰⁴⁷

Centenares de acciones más demostraron que la Iglesia y los centros religiosos en Colombia fungían como plataforma de apoyo a la causa nacionalista española y sus doctrinas. Muchas iglesias colombianas manifestaron su apoyo por el triunfo de Franco. Por ejemplo, en la Santa Iglesia de la Candelaria de los reverendos, se rindió una misa emotiva muy comentada en memoria de los hermanos, tanto españoles como colombianos, muertos en el campo de batalla en febrero de 1938.²⁰⁴⁸ El 24 de abril de 1939 el Dr. Álvaro Sánchez, pronunció en la Catedral primada de Bogotá una oración que celebró y honró el triunfo de la España Católica y nacionalista de Franco, resaltando la lucha maniquea que se jugó en terreno español:

La muerte y la vida se batieron en duelo gigantesco. La tradición cristiana contra la barbarie comunista; la justicia contra la violencia; el espíritu contra la materia; la verdad y la conciencia en empuje heroico contra las negaciones y los errores; la persona humana contra la tendencia que envilece y degrada hasta convertirla en unidad de una especie.²⁰⁴⁹

Asimismo, en la Iglesia de San Antonio de Medellín, regentada por los padres franciscanos españoles, la Falange local encabezada por su jefe Rodríguez Cuesta y la colonia española, celebraron el triunfo de Franco durante tres días -11, 12,13 de mayo de 1939-, aprovechando los solemnísimos cultos de acción de gracias para honrar las victorias nacionalistas. Esos cultos eran ocasiones en que se movilizaban y participaban activamente numerosas comunidades y congregaciones católicas, como los padres del Corazón de María, los agustinos, los franciscanos y las carmelitas.²⁰⁵⁰ Inclusive, existieron ciertas tentativas de unificar las fuerzas católicas para organizar manifestaciones grandiosas. Al respecto, la

²⁰⁴⁶ Mar José, «Colombia ante el fascismo...», *op.cit.*, p. 29.

²⁰⁴⁷ *Ibid.*

²⁰⁴⁸ «Círculo Nacionalista español», *El Siglo*, Bogotá, 21 febrero 1938, p. 1.

²⁰⁴⁹ «Oración gratulatoria por el triunfo del Gral. Franco», *El Siglo*, Bogotá, 24 de abril de 1939, p. 8.

²⁰⁵⁰ «Conmemoración del triunfo de la España católica en Medellín», *El Colombiano*, Medellín, 20 de mayo de 1939, p. 5.

Congregación de la misión San Vicente de Paul expresó en una carta al embajador español en Bogotá, su voluntad de unir a todos los españoles nacionalistas para “celebrar el aniversario del glorioso levantamiento triunfal del “Generalísimo” Francisco Franco, sabio constructor de la Nueva España imperial”.²⁰⁵¹

En verdad, fueron tan numerosas las movilizaciones que *El Colombiano* de Medellín declaró que no pensaba que fueran tan arraigadas las simpatías por los nacionalistas españoles en Medellín.²⁰⁵²

A pesar de tensiones, incidentes, denuncias y protestas de sectores liberales y comunistas, las comunidades religiosas en Colombia no escondieron, ni amainaron su militancia política. En la práctica, en Barranquilla, el 11 de septiembre de 1937, ante la negativa de la asociación de empleados del comercio de prestar su teatro para la visita de Ginés de Albareda, la congregación de los hermanos de las escuelas cristianas le facilitó, en remplazo, la sede de su colegio Biffi de Barranquilla.²⁰⁵³ Sin sorpresa, pues, en 1940, estalló el escándalo del hallazgo de cartas de clérigos y conservadores que felicitaban a Franco por el aniversario de la caída de Madrid. Los medios liberales argumentaron que era la prueba reina de la conspiración que se gestaba en Colombia por agentes falangista y alemanes, con sus cómplices conservadores y religiosos.²⁰⁵⁴ Adicionalmente, en otro alboroto de 1943, se acusó al párroco de San Pedro –Bolívar-, de haber violado el decreto 2643 de 1943 que permitía internar ciudadanos alemanes, italianos y japoneses en recintos específicos como se hizo en Fusagasugá en Cundinamarca, pero el religioso se defendió alegando que no estaban incluidos los españoles.²⁰⁵⁵

Incuestionablemente, la Iglesia católica colombiana y las comunidades religiosas fueron un aliado de peso para el falangismo y el franquismo en el continente. Como en el resto del continente, participaron decisivamente en la defensa y rehabilitación de la imagen de la *Nueva España*, tranquilizando los temores, difundiendo que “ni América aceptaba la dominación española, ni España pretendía tal fantasía”.²⁰⁵⁶ De ahí que, la defensa del régimen

²⁰⁵¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, el 17 de julio de 1940. De la Congregación de la misión San Vicente de Paul a Luis de Avilés y Tiscar (Legación de España). Fiesta nacional, 18 de julio 1940.

²⁰⁵² «Comemoración del triunfo de la España católica en Medellín», *op.cit.*, p. 5.

²⁰⁵³ AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 11 de septiembre de 1937, del Viceconsulado de España en Barranquilla a Juan Climent Nolla (encargado de negocios en Bogotá).

²⁰⁵⁴ Varela Fernando David. *Documentos de la embajada*, *op.cit.*, p. 26.

²⁰⁵⁵ AGA. Fondo 15, Caja 54/03095. Cartagena, 5 julio de 1943. Carta del padre Amadeo Álvarez al ministro de España en Colombia.

²⁰⁵⁶ «La Hispanidad y los Estados-Unidos. Carta de un católico norteamericano al director de The Commonwealth Nueva York», *Revista Javeriana*, Tomo XV, Bogotá, Febrero-junio en 1941, p. 208.

franquista por parte del clero en América Latina no fue para nada sorprendente, porque como lo mencionó la Legación colombiana en Madrid, desde su conquista del poder, el régimen franquista buscó una acción conciliadora con la Iglesia católica. Esto fue explícito por acciones concretas: el favorecimiento del regreso de las comunidades religiosas, la devolución de sus bienes y haberes que la República había confiscado y el restablecimiento de numerosos fueros y prerrogativas.²⁰⁵⁷

A decir verdad, las autoridades liberales de Colombia sabían perfectamente la militancia política de estas comunidades. Frente a esta realidad, la Legación de Colombia en Madrid no solo recomendó la vigilancia de las actividades de los refugiados españoles republicanos, también aconsejó controlar los religiosos españoles que habían ido a América después del triunfo nacionalista, clarificando que el régimen solo daba visas a sujetos de confianza, es decir a personas seguramente simpatizantes del régimen de Franco.²⁰⁵⁸

El panorama religioso colombiano, pues, estaba totalmente conquistado por la Hispanidad y la causa nacionalista, esto no solo se expresaba en discursos, sino que se manifestaba en actos políticos visibles, de los cuales quedaron múltiples pruebas. Un caso típico fue el influyente obispo Santa Rosas de Osos, Miguel Ángel Builes, del cual, la FEDETA catalogó como “*a Cristo en policía de la Falange*”.²⁰⁵⁹ En el mismo sentido, el 14 de mayo de 1942, el director del reconocido colegio salesiano le envió a Gonzalo de Ojeda y Brooke una carta expresando su entusiasmo por la España nacionalista y su “libertador Franco”.²⁰⁶⁰ Por otra parte, frente a las protestas oficiales de la Embajada española en Bogotá por los internamientos de alemanes en los campos de confinamiento de Fusagasugá, la diplomacia española contó con el apoyo irrestricto de religiosos colombianos como el jesuita Félix Restrepo, rector de la Universidad Javeriana, quien organizó manifestaciones estudiantiles de apoyo a los alemanes internados.²⁰⁶¹ Como todo un símbolo, en la inauguración del Círculo Nacionalista de Bogotá, participaron el jefe del Partido Conservador

²⁰⁵⁷AGN. Caja, 284, carpeta 35, folio 109. Madrid, 30 de noviembre de 1939, *op.cit.*, p. 4.

²⁰⁵⁸AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 26 de febrero de 1942, *op.cit.*, p. 7.

²⁰⁵⁹«Prohibidos a los Católicos formar parte de la “FEDETA”», *El Colombiano*, Medellín, 15 de septiembre 1944, p. 8.

²⁰⁶⁰AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 14 de mayo de 1942, de Armando Jaramillo (director del Colegio salesiano de León XIII de Bogotá) a Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España en Colombia).

²⁰⁶¹Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 99.

Laureano Gómez y una de las figuras insignias de la iglesia colombiana, Monseñor González Arbeláez, arzobispo coadjutor de Bogotá.²⁰⁶²

Sin embargo, el catolicismo en Colombia no formaba un todo compacto y monolítico. Por eso, Juan Carlos Ruiz Vásquez hablaba de las tres líneas dentro de la Iglesia católica colombiana, cada una con rasgos distintivos: una corriente que seguía las encíclicas papales sobre corporativismo y acción social de la Iglesia, otra más tradicional que seguía los postulados antiliberales del siglo XIX, y la tercera que se caracterizó por defender el franquismo y los nacionalistas durante la Guerra Civil Española.²⁰⁶³ Esta última corriente, encarnada por monseñor González Arbeláez, se acercó cada vez más hacia el falangismo, organizando en Colombia un clero militante, que logró hilvanar una extensa red entre las grandes ciudades y las comunidades rurales.²⁰⁶⁴ Incluso, Juan Carlos Ruiz Vásquez dice que existieron investigaciones del FBI y del Servicio de Inteligencia Británico sobre monseñor González Arbeláez, a quien se le acusaba de haber formado un grupo extremista denominado *Acción Colombiana de la Hispanidad*, de tendencia fascista para adquirir armas y repartirlas a sus socios en el resto del país.²⁰⁶⁵ Pero a pesar de la diferencia de gamas entre las diversas franjas, la mayoría de ellas, de lejos o de cerca, se acordaban en la necesidad del advenimiento de un régimen autoritario católico para “socavar el caos”. Por este motivo, la prensa colombiana en general siempre resaltó el apoyo de la Iglesia católica y del clérigo español al bando sublevado de Franco-a veces justificándolo por sentido común y no solo por una fe ciega-; sin duda para muchos las quemadas de iglesias y las violencias en contra de símbolos católicos por parte de republicanos españoles, horrorizaron a las elites colombianas, incluyendo gran parte de los liberales.²⁰⁶⁶

9.1.2. Trasegar bilateral del personal religioso católico.

Uno de los flujos de personas más importantes entre España y Colombia fue el de las comunidades y del personal religioso católico. Antes del triunfo de los nacionales en España, ya existían flujos bilaterales constantes del personal religioso de ambos países, por múltiples razones. Por ejemplo, el influyente sacerdote jesuita Félix Restrepo obtuvo su doctorado en teología en ciudad española de Oña en 1920. Sin embargo, después de la victoria de Franco,

²⁰⁶²«Laureano Gómez defiende la democracia conservadora y Ginés de Albareda la dictadura del fascismo en España. La inauguración del Circulo Nacionalista Español», *La Razón*, 30 enero de 1938.

²⁰⁶³Ruiz Vásquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 105-106.

²⁰⁶⁴*Ibid.*, p. 118.

²⁰⁶⁵*Ibid.*, p. 118-119.

²⁰⁶⁶«Nueva intriga de los rojos españoles», *El Siglo*, Bogotá, 30 de mayo de 1941, p. 5.

estos flujos se intensificaron. El régimen franquista consciente de esta dinámica, la instrumentalizó para sus designios. En un informe sobre la política exterior de España en octubre 1940, Francisco Umaña Bernal alertó, que, en la campaña de propaganda falangista en Hispanoamérica, el régimen contaba con la complicidad de las comunidades religiosas que mantenían flujos constantes hacia este continente, siendo las que ofrecían mayores seguridades al régimen, por su adhesión completa con la España nacionalista.²⁰⁶⁷ De este modo, el 28 de agosto de 1938, se comunicó el viaje a países de América del Sur, de una misión nacionalista presidida por el obispo de Cartagena, de la cual formó parte el célebre canónigo magistral de Salamanca, Aniceto Castro Albarán.²⁰⁶⁸ De forma similar, las grandes figuras religiosas colombianas como Juan Manuel Arbeláez González, Ismael Perdomo, Félix Restrepo, por múltiples motivos realizaron constantes viajes a Europa, y muchos pasaban por tierras españolas. Evidentemente, la acción propagandística religiosa fue encuadrada por instituciones religiosas, pero también por el Estado franquista. Así pues, en 1955, ante la Conferencia General Episcopal Latinoamericana de Río de Janeiro en 1955, el muy católico ministro de Asuntos Exteriores, Martín Artajo²⁰⁶⁹, promovió el envío de misiones religiosas a las repúblicas latinoamericanas para azuzar la carencia de vocaciones sacerdotales en América y evitar la decadencia del catolicismo ante el auge de “las sectas exóticas”.²⁰⁷⁰

Por otra parte, sobresalía un flujo incesante de cartas y comunicaciones entre las comunidades de ambos países. Incluso, la *Revista Javeriana* en su formato presentó una sección “Cartas de España”, en la cual se difundían las misivas colectivas a favor de la España nacionalista, enviadas por los obispos españoles.²⁰⁷¹ De forma similar, muy seguida y comentada fue la conferencia que hicieron 50 intelectuales católicos en España en septiembre de 1957, de la cual llegaron muchos escritos a territorio colombiano.²⁰⁷²

En todo caso, a través del vector religioso, la España nacionalista ejerció una influencia decisiva en Colombia. A este respecto, el 23 de febrero de 1940, el diplomático español en Bogotá, Luis Avilés y Tiscar, solicitó información a dos clérigos españoles-los

²⁰⁶⁷ Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales BLAA. Fondo Ministerio Relaciones Exteriores, 046, Caja 0008. Madrid, el 10 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 5.

²⁰⁶⁸ «Una misión nacionalista viene a los países de América del Sur», *El Siglo*, 28 de agosto de 1938, p. 1.

²⁰⁶⁹ Miembro de la Asociación Nacional de Propagandistas, presidente de la Junta técnica de Acción Católica, nombrado ministro de Asuntos Exteriores entre 1945 y 1957, por la voluntad del régimen nombrar a un católico.

²⁰⁷⁰ AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 20 de octubre de 1955, del embajador Alzate Avendaño al MRE. Asunto: discurso del ministro de Asuntos Exteriores de España con ocasión del día de la Raza, p. 2.

²⁰⁷¹ «Cartas de España», *Revista Javeriana*. Tomo VIII, Bogotá, julio-noviembre 1937, p. 381.

²⁰⁷² «Interesantes conferencias realizan 50 intelectuales católicos en España», *El Colombiano*, Medellín, 8 de Septiembre de 1957, p. 18.

hermanos españoles Pablo José Puignero e Inocencio Valderraban-, de la Orden de los Hermanos Cristianos Superiores, sobre una pretendida actitud crítica de religiosos franceses contra españoles.²⁰⁷³ Estos le contestaron, sin ambages y con entusiasmo, que la situación en Colombia era inmejorable para los hermanos españoles, precisando que nada más en la capital eran cuatro hermanos españoles, y todos ocupaban funciones directivas: los dos suscritos eran directores de dos casas importantes, el tercero era prefecto de disciplina de un establecimiento prestigioso y el cuarto era gran profesor en las clases superiores del primer Colegio de la Congregación en Colombia.²⁰⁷⁴ En consecuencia, negaron rotundamente, la supuesta actitud crítica de los hermanos superiores franceses, que, por el contrario, celebraron, honraron y defendieron en público y en las clases, “la justicia y el patriotismo del Generalísimo”.²⁰⁷⁵

Un punto importante sobre esta veta religiosa, que menciona el historiador Eduardo González Calleja, era que la mayoría del clero americano era de origen español.²⁰⁷⁶ Esto se confirma en el caso colombiano. Por ejemplo, en la ceremonia de la muerte don Alfonso XIII, el embajador español contó que se había elegido la Iglesia de San Agustín de Bogotá, porque la comunidad de los padres Agustínianos estaba compuesta enteramente de españoles.²⁰⁷⁷ En relación con esto, el 2 de mayo de 1935 en la Universidad Javeriana de Bogotá, el Padre Jesuita Eduardo Ospina, dictó una conferencia titulada *El Clero Extranjero*, en la cual bosquejó, a grandes rasgos, el panorama del clero extranjero en Colombia.²⁰⁷⁸ Esta conferencia se desarrolló en contra de la asamblea de directores de educación reunidos en Bogotá que, el 9 de mayo 1935, pidieron la cancelación de contratos firmados por el gobierno con las misiones de sacerdotes, que desde hacía más de cuarenta años educaban y catequizaban a los indígenas y el campo.²⁰⁷⁹ Para luchar contra “aquellos enemigos de la Iglesia” que declaraban inútiles las intromisiones religiosas en el terreno social, el Padre Ospina realizó un recuento de la fundamental labor civilizadora de las comunidades y congregaciones religiosas en Colombia. Con esto, demostró que estas comunidades religiosas lograron tejer una extensa red por el amplio y despoblado territorio colombiano -se hablaba de una extensión de territorio de más

²⁰⁷³ AGA Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá 23 de febrero de 1940. Correspondencia acerca de la situación de los hermanos de las Escuelas Cristianas.

²⁰⁷⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 15 febrero de 1940 de los hermanos españoles Pablo Jose Puignero e Inocencio Valderrabano responden a Luis Avilés y Tiscar. Correspondencia acerca de la situación de los Hermanos de las Escuelas Cristianas.

²⁰⁷⁵ *Ibid.*

²⁰⁷⁶ González Calleja Eduardo. *La Hispanidad como instrumento de combate...*, *op.cit.*, p. 79.

²⁰⁷⁷ AGA. Fondo 15, Caja 54/03123. Bogotá, 16 de marzo de 1943, *op.cit.*

²⁰⁷⁸ Ospina Eduardo, «El clero extranjero », *Revista javeriana*, Tomo III, Bogotá, junio 1935, n° 15, p 345.

²⁰⁷⁹ *Ibid.*

de 800000 kilómetros-.²⁰⁸⁰ También, evidenció que estas comunidades diseminadas por toda Colombia, en su gran mayoría, fueron representadas por religiosos españoles, que, según él, respondieron “al llamado civilizador”, por eso defendía su labor:

Los enemigos de la Iglesia han atacado a los misioneros como inútiles para el progreso social y material de Colombia y nosotros queremos defender a nuestros misioneros en el terreno social y material. Los centenares de iglesias y capillas levantadas, los millares de matrimonios contraídos o legitimados, los millones de bautismos, confesiones y comuniones, la elevación de las costumbres y la salvación de las almas, es decir, todos esos bienes relacionados con el espíritu inmortal del hombre, no valen nada para los enemigos del catolicismo.²⁰⁸¹

Era claro, que las comunidades eclesiásticas y el clero regular -como por ejemplo los Jesuitas, los Claretianos, los Franciscanos y otros-, guardaban fuertes vínculos con las congregaciones hermanas, sobre todo con las españolas. De ahí que vehicularon las ideas reaccionarias españolas dominantes, irrigándolas por Colombia.²⁰⁸² Además, estas comunidades religiosas y la Embajada española comunicaban permanentemente sobre el ir y venir de los ciudadanos españoles que en su mayoría era clérigos; como el 14 de noviembre de 1932, cuando el padre Procurador de los PP. Agustinos Recoletos, informó a la Legación en Bogotá que un joven de la Orden de Agustinos Recoletos -Alejandro Jiménez Grandes-, natural de la Provincia de Logroño, llegaba para servir como sacerdote de la Arquidiócesis de Popayán.²⁰⁸³

Finalmente, el triunfo de Franco y la consolidación de su régimen intensificaron estos flujos bilaterales de religiosos entre España y Colombia. Por ejemplo, como lo destaca, Juan Carlos Ruiz Vásquez, entre 1949 y 1952, varias misiones de españoles, especialmente de Franciscanos, llevaron a cabo una evangelización del norte del Departamento del Valle del Cauca y del occidente del Departamento del Tolima, en momentos cruciales después de que

²⁰⁸⁰*Ibid.*, p. 347.

²⁰⁸¹Ospina Eduardo, «El clero extranjero », *Revista javeriana*, Tomo III. N° 15, junio 1935,p 349. Enumera las siguientes comunidades religiosas repartidas por Colombia:«*los PP. Capuchinos para las misiones de la Guajira, Sierra Nevada y Motilones en 1888, para el Caquetá en 1896 y más tarde para las Islas de San Andrés y Provincia en 1926; los PP. Agustinos Recoletos para los llanos de Casanare en 1890 y para el litoral de Tumaco en 1899; los PP.de la Compañía de María para los Llanos de San Martín en 1903; los PP. Lazaristas para Tierradentro en 1905 y para Arauca en 1916; los Misioneros del Corazón de María para el Chocó en 1908; Los PP. Carmelitas para Urabá en 1918; los PP. Jesuitas para las riberas del Magdalena entre los ríos Ermitaño y César en 1918; Los Misioneros del Seminario de Burgos para el valle del SAN Jorge en 1924,y los PP. Eudistas para la misión del Sarare en 1926*»

²⁰⁸²Ruiz Vásquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 92.

²⁰⁸³AGA. Fondo 15, Caja 54/03085. Bogotá, el 14 de noviembre 1932, del padre Procurador de los PP. Agustinos Recoletos al encargado de negocios de España en Colombia.

La Violencia se desató por el asesinato del líder popular Jorge Eliécer Gaitán en abril 1948.²⁰⁸⁴

En consecuencia, existía una relación estrecha entre los presbíteros españoles y los colombianos, no solo por una identificación ideológica o cultural, sino también por apoyo fraterno durante el conflicto español. En efecto, el soporte de las comunidades religiosas y del episcopado colombiano no era solo espiritual, moral y simbólico, también conllevaba una ayuda material importante. Por tal motivo, la Conferencia Episcopal colombiana, encabezada por el obispo de Manizales, Luis Concha Córdoba, atendía el llamado del Cardenal Goma, arzobispo de Toledo y Primado de España, para que las dádivas y limosnas de los colombianos, ayudaran a la restauración de los templos destruidos y los daños causados debido a *“los horribles crímenes que contra las personas, lugares y cosas sagradas y aun los más elementales principios de moral y humanidad, se están perpetrando en el suelo español(...).”*²⁰⁸⁵ En la misma pastoral reconocían que hay católicos colombianos que fueron a combatir a España recordando que a los atentados *“se suma el martirio de nobles religiosos colombianos”*.²⁰⁸⁶ Igualmente, los obispos colombianos en una pastoral del 11 de abril de 1940, acordaron: *“Ayudar decididamente, con santo entusiasmo y en la medida de sus fuerzas, con la restauración religioso-material de la madre España.”*²⁰⁸⁷

9.1.3. La Iglesia católica y la propagación de las ideas reaccionarias españolas en Colombia.

Se ha visto que el personal religioso español, como el colombiano, declaró desde el inicio su lealtad absoluta con el bando nacionalista. El prelado colombiano y sus intelectuales no escondieron sus simpatías falangistas, por el contrario las defendieron con entusiasmo y fervor en todos los ámbitos. El padre jesuita Félix Restrepo, importante doctrinario reaccionario y falangista en Colombia, en varios de sus libros como *España Anárquica* (1938), *España Mártir* (1937) o *Corporativismo* (1939), dejaba claramente expuesto su simpatía por el bando nacionalista, por las ideas falangistas y el corporativismo. De la misma manera, el Episcopado de la República de Colombia, congregado en Bogotá el 12 de octubre de 1936, en una pastoral, ya manifestó su admiración por: *“los heroicos sacrificios que con ejemplar abnegación, para gloria de Dios y bien de la Iglesia católica, realizan el*

²⁰⁸⁴Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 110.

²⁰⁸⁵ Conferencia Episcopado de la República de Colombia, Pastoral «Por el episcopado español ». Bogotá, 12 de octubre de 1936.

²⁰⁸⁶ *Ibid.*

²⁰⁸⁷ Conferencia Episcopado de la República de Colombia, Pastoral «Sobre auxilio para la restauración del culto Divino de España ». Bogotá 11 de abril de 1940.

Episcopado, el clero y el pueblo católico español en estos días trágicos para la Madre Patria".²⁰⁸⁸ Estas perspectivas eran confortadas por las posiciones del vaticano cuando se inclinó hacia los rebeldes, posturas ampliamente divulgadas por la prensa colombiana. De ahí que, el 22 de junio de 1939, *El Colombiano* comentó que el Santo Padre recibió el 11 de junio de 1939 a tres mil soldados españoles y los bendijo en "una oración conmovedora".²⁰⁸⁹

Es preciso recordar que, con el advenimiento de la Segunda República española, y sobre todo a partir de la llegada del Frente Popular al poder en 1936, múltiples religiosos españoles habían buscado refugio en América Latina, denunciando en sus países de acogida, lo que consideraban la barbarie de la laicización y el peligro de la arbitrariedad que cometían los republicanos.²⁰⁹⁰ A raíz de esto, a través de las revistas, periódicos y espacios de expresión, los religiosos colombianos y españoles difundieron de manera cotidiana su versión de los horrores que padecían los sacerdotes y los católicos en España. Se entiende pues, que los intelectuales católicos y revistas religiosas tuvieron una labor trascendental en la divulgación de las ideas falangista en todos sus aspectos. Retomando las ideas de León XIII y sus seguidores sobre la cuestión social, y comentando las ideas del nacionalsindicalismo y del corporativismo español, nutrieron la reflexión doctrinaria en Colombia. Sin duda, las comunidades religiosas en Colombia, se encargaron de interpretar las ideas reaccionarias y falangistas que provenían de España. Sobre esto, hay que aclarar que los clérigos católicos no solo destacaron por su reflexión teológica o sus actividades eclesíásticas, también fueron intelectuales teóricos e ideológicos. Eduardo González Calleja explicó que numerosos intelectuales latinoamericanos que apoyaron al régimen franquista, eran clérigos de la talla de Félix Restrepo en Colombia, Julio Meinvielle en Argentina, Gustavo Francheschi Uruguay, el agustino Alfonso Junco Cuadra en México.²⁰⁹¹

En Colombia, los religiosos poseían plataformas periodísticas importantes. Por ejemplo, mediante la *Revista Javeriana*, se difundieron con intensidad las ideas corporativistas por intermedio de influyentes teólogos e intelectuales jesuitas: como el padre Joaquín Azpiazu quien escribió sobre el Estado corporativo; el padre Carlos Lara quien promovió el sistema corporativo portugués de Salazar; Félix Restrepo gran teórico del

²⁰⁸⁸ Conferencia Episcopado de la República de Colombia, Pastoral «Por el episcopado español», *op.cit.*

²⁰⁸⁹ «El santo padre recibió ayer a tres mil soldados españoles», *El Colombiano*, Medellín, 22 de junio de 1939, p. 1.

²⁰⁹⁰ Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 108.

²⁰⁹¹ González Calleja Eduardo. *La Hispanidad como instrumento de combate...*, *op.cit.*, p. 78.

corporativismo de corte hispánico.²⁰⁹² Al respecto, la *Revista Javeriana* recordó la obra trascendental que realizó el padre jesuita Félix Restrepo, para restablecer “la verdad” sobre los acontecimientos españoles deformados por la propaganda de izquierda, con publicaciones como *España anárquica* y *España mártir*.²⁰⁹³ De igual forma, dos notables sacerdotes de implacable ortodoxia, Daniel Jordán Contreras y Álvaro Sánchez, asumieron como editorialistas de *El Siglo*, contribuyendo con la difusión ideológica.²⁰⁹⁴

Otro punto importante fue que los focos nacionalistas religiosos alentaron, con la propaganda de sus escritos y discursos, la movilización de combatientes colombianos para que se enrolaran en “la cruzada” del bando nacional. Es bueno recordar, que entre los numerosos colombianos participaron a la Guerra Civil Española del lado falangista, figuraban muchos católicos fervientes. Gran número de ellos, fueron convertidos en mártires como el 4 de octubre de 1936, cuando se anunció el fusilamiento del “mártir” colombiano Jesús Aníbal Gómez junto con otros trece religiosos.²⁰⁹⁵ También, desde la Embajada colombiana de España, se reveló sobre cuatro compatriotas católicos, que se enrolaron en las milicias nacionalistas.²⁰⁹⁶ A su vez, hubo el caso de los siete colombianos de la Orden Hospitalaria que fueron asesinados en agosto 1936, causando gran estupor en Colombia, que desencadenó las diatribas más acerbadas de los medios de derecha como *El Siglo* que titulaba: “*Ocho colombianos asesinados por el Frente Popular español*”.²⁰⁹⁷

En este sentido, ante la violencia, se fomentó un verdadero culto a los mártires, mediante el cual se defendía la apología del guerrero falangista. *El Colombiano*, el 19 de mayo de 1939, promovió el libro *El legionario* del jesuita Camilo Guzmán Cabal, en el cual se hacía el elogio de los legionarios colombianos muertos durante “la cruzada” de la España como el caso de Luis Crespo Guzmán: “*El “Legionario” es la vida, a la vez atormentada y gloriosa, del capitán colombiano, Luis Crespo Guzmán, muerto en España al servicio de la restauración caballeresca y cristiana.*”²⁰⁹⁸ Muerte que resonó hasta en la prensa española en donde se valoró el sacrificio de ese capitán de origen colombiano.²⁰⁹⁹ Por ello, *La Patria*

²⁰⁹²Al respecto ver Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). El estado corporativo colombiano: una propuesta de derechas. 1930-1953, p 119-131.

²⁰⁹³González Francisco José S.J, «A nuestros amigos de España» *Revista Javeriana*, Tomo XII. julio-noviembre 1939, p. 55.

²⁰⁹⁴Meléndez Sánchez Jorge. *Lucio Pabón: el nacionalismo católico en Colombia*. Bogotá: Editorial el Búho. 2004, p. 74.

²⁰⁹⁵«Otro colombiano asesinado por las milicias Rojas en España», *El Siglo*, Bogotá, 4 de Octubre 1936, p. 1.

²⁰⁹⁶AGN. Caja 283, carpeta 27, folio 272. Madrid, 20 de abril de 1937, *op.cit.*, p. 4.

²⁰⁹⁷«Ocho colombianos asesinados por el Frente Popular español», *El Siglo*, Bogotá, 13 de agosto de 1936, p. 1.

²⁰⁹⁸«El legionario», *El Colombiano*, Medellín, 19 de mayo 1939, p. 5.

²⁰⁹⁹«La prensa española y la muerte de Luis Crespo», *El Siglo*, Bogotá, 18 de enero de 1937, p.5.

afirmó: “*De las noticias de España ninguna que registremos con más orgullo y alborozo que la que se refiere a la gloriosa hazaña del capitán Luis Crespo Guzmán.*”²¹⁰⁰ Rápidamente, se convirtió en el ícono de los mártires, instrumentalizado constantemente por los sectores reaccionarios colombianos. Su muerte en combate en España fue sublimada, a lo ancho y largo del país, se contaban “sus proezas y su coraje”. Luis Crespo Guzmán, era hermano de un caudillo conservador importante de Cali, el político Conservador y nacionalista Primitivo Crespo, quien, en junio de 1938, celebró una conferencia en la que expresó un sentido homenaje por el sacrificio de su hermano, terminando el acto con un canto legionario español y el grito: “*¡Arriba Franco!*”.²¹⁰¹

Otro punto crucial para la divulgación ideológica, fue el monopolio educativo que ejercían los enclaves religiosos católicos con gran presencia española. En un informe importante de los Hermanos Cristianos residentes en Colombia a la Embajada española, estos aseguraron que era falso que fueran perseguidos por la República de Eduardo Santos. Todo lo contrario, aseguraron categóricamente que gozaban de la protección del actual presidente de la República, quien se educó con ellos en el colegio de la Salle, donde hizo el bachillerato, por lo que Santos sentía especial cariño por esos Hermanos.²¹⁰² Adicionalmente, subrayaron que el Instituto de los Hermanos de las Escuelas Cristianas benefició en toda la República colombiana, de estima y prestigio. Sobre todo, por la labor del sacerdocio en la enseñanza, resaltando que esta comunidad religiosa contaba con el mayor número de Colegios, en los cuales recibían instrucción los hijos de las familias más distinguidas del país, afirmando que no existía “*capital o pueblo de importancia que carezca de Colegio regido por los Hermanos de este Instituto*”.²¹⁰³

En conclusión, estas pequeñas comunidades religiosas con gran impronta española extendieron la cultura y la tradición católica hispánica, muchas veces creando espacios favorables y preparando las mentalidades para la falangización de la República. El 10 de mayo de 1943, el Reverendo Fray José María Ametler, director de los Hermanos de San Juan de Dios, informó al diplomático Gonzalo de Ojeda y Brooke, sobre su voluntad de extender las tradiciones españolas en estas tierras:

²¹⁰⁰ «El capitán Luis Crespo Guzmán», *La Patria*, 11 de septiembre de 1936, p. 5.

²¹⁰¹ Crespo Primitivo, «La resurrección de España», *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 118.

²¹⁰² AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá 19 de septiembre de 1939, del secretario interdiocesano de educación católica Arturo Santana de la Arquidiócesis Primada de Bogotá al ministro de España en Colombia Luis Avilés y Tiscar. Correspondencia acerca de la situación de los Hermanos de las Escuelas Cristianas

²¹⁰³ *Ibid.*

Que animados por el deseo de extender las tradiciones españolas en estas tierras, heredadas de la religión, lenguaje y cultura de la vieja y grande España, nos hemos empeñado en la tarea de levantar, (...) una Ermita consagrada al Niño Jesús de Granada, advocación auténticamente española y cuyo origen y raigambre han de pretender fácilmente el corazón de este religioso pueblo, extendiendo así, tanto entre campesinos y labriegos como entre las gentes urbanas, una de las tradiciones más castizas y cristianas de que puede ufanarse nuestra España.²¹⁰⁴

9.2. Los enclaves españoles como instrumentos ideológicos en Colombia.

Naturalmente, como era de esperar, uno de los difusores más importantes en territorio colombiano, fueron los enclaves y la presencia de ciudadanos españoles. Si bien anteriormente se analizó que, en las comunidades religiosas, había numerosos españoles, en este capítulo se estudiarán a los otros núcleos españoles tanto expatriados, como residentes en Colombia y agentes del régimen franquistas, que fueron importantes instrumentos geopolíticos.

9.2.1 Radiografía de la comunidad española en Colombia.

Antes de iniciar cualquier análisis, es necesario bosquejar una radiografía general de las colonias de españoles en Colombia y su migración, durante la época estudiada. En primer lugar, es notorio que entre 1880 y 1930, hubo claramente un aluvión migratorio español hacia América Latina. Al respecto, la historiadora Consuelo Naranjo escribe que en el transcurso de ese periodo se observa un ciclo migratorio en aumento continuo, de España hacia ese continente, desde las crisis de subsistencias (1881-1885), dejando un saldo general de, 3685932 ciudadanos que salieron de España.²¹⁰⁵ Sin embargo, hay que aclarar que estos flujos fueron fluctuantes, alternando una fuerte tendencia alcista en la década de 1920, y otra bajista a partir de 1930 con la crisis económica y las políticas migratorias restrictivas, impuestas por los gobiernos latinoamericanos que frenaron el éxodo masivo.²¹⁰⁶

Por otro lado, esa emigración española no se repartió de manera homogénea en todo el continente. Así pues, desde el punto de vista del género, fue más masculina con un 77 % de hombres españoles que migraron.²¹⁰⁷ Además, en el momento de escoger el lugar de destino,

²¹⁰⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, el 10 de mayo de 1943, del RVD Fray José María Ametler (director de los hermanos de S. Juan de Dios) a Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España en Colombia).

²¹⁰⁵ Naranjo Consuelo, "Análisis cuantitativo". En: Vives Pedro, Vega Pepa, Oyamburu Jesus, *Historia general de la emigración...*, *op.cit.* p. 180.

²¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 181.

²¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 192.

ciertos países latinoamericanos fueron privilegiados por la emigración española como Argentina, Brasil, Uruguay y Chile.²¹⁰⁸

En el caso de Colombia, según un informe de la Embajada española de Bogotá de 1933, la estructura demográfica de la colonia española Colombia era de 1548 residentes repartidos en todo el territorio: 556 en Bogotá, 746 Barranquilla (Atlántico), 200 en Cartagena (Bolívar); 9 Cúcuta; 34 Popayán; 3 Pasto.²¹⁰⁹ De los cuales la mayoría eran hombres, solo había 133 mujeres, y una representación desigual según las profesiones: el 50 % eran religiosos y el resto comerciantes, industriales y obreros -mecánicos, mineros, constructores-.²¹¹⁰ Es claro, que hubo una clara preponderancia católica en el conjunto de la colonia española. Por algo, *El Siglo* recordó en 1936 que, según palabras de Eduardo Santos en el parlamento, existían muy pocos extranjeristas anticatólicos en Colombia.²¹¹¹ Recordemos, que según un censo general de población en 1938, Colombia contaba con 8697041 de habitantes. En 1938, la colonia española en Colombia era de 2773 ciudadanos, y con el inicio de la Guerra Civil se fue politizando, repartiéndose en bandos antagónicos por afinidades ideológicas; según José Ángel Hernández García, el falangismo fue la corriente mayoritaria en el seno de los residentes españoles.²¹¹² De acuerdo con Rosa Pardo Sanz, durante la Guerra Civil Española, en las colonias con más españoles -como Argentina, Brasil, Cuba, Chile, Venezuela-, las simpatías se inclinaban mayoritariamente a favor de los republicanos; por el contrario, en países como México y Uruguay fue más parejo, siendo México el que más donativos envió al bando franquista. Mientras que en las demás donde había menos de 4000 españoles-como Colombia-, solo una minoría fue partidaria de la República.²¹¹³

A pesar de ser minoritarios, desde tiempos republicanos la comunidad española en Colombia, fue bien representada por una red de viceconsulados presentes en todo el país. Lo que confirma una circular informativa de 1939 dirigida de la Embajada en Bogotá a todos los vicecónsules y encargados de negocios en todo el país, en la que se vislumbra claramente que la Legación española poseía una red bien constituida y anclada en toda Colombia: con

²¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 186.

²¹⁰⁹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03087. Bogotá, 8 de junio de 1933. Estadísticas sobre españoles residentes y estadísticas para el inventario general de intereses españoles en el extranjero, p. 1.

²¹¹⁰ *Ibid.*

²¹¹¹ «El Día Parlamentario», *El Siglo*, 5 de febrero de 1936.

²¹¹² Hernández García José Ángel, *op.cit.*, p. 75.

²¹¹³ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, p. 68.

viceconsulados repartidos en Cali, Buenaventura, Medellín, Bucaramanga; y encargados presentes en Barranquilla, Santa Marta, Cartagena y Honda.²¹¹⁴

Lo cierto era que esta migración española debió enfrentarse a coyunturas internacionales volubles durante el periodo de entreguerras. Sobre todo, a partir de la década de los años treinta, las crisis económicas y las políticas gubernamentales restrictivas latinoamericanas, obstaculizaron la migración española. Como muchos países, Colombia conoció dificultades económicas durante ese periodo. Por eso, en varias oportunidades, la Legación española en Bogotá, advertía a sus ciudadanos sobre la grave crisis que atravesaba el país. Efectivamente, desde octubre de 1931 el Gobierno colombiano había dado instrucciones a sus cónsules para que negaran el visado a los pasaportes de aquellas personas, que no contaban con medios de vida propios, empleo u ocupación fija en Colombia concertados antes de emprender viaje.²¹¹⁵ En el mismo sentido, en 1931, la Embajada española en Colombia avisó a los interesados en emigrar a tierras colombianas, que el país padecía una intensa penuria de trabajo que había provocado la repatriación de un buen número de compatriotas que no pudieron procurarse medio de subsistencia alguna.²¹¹⁶ Incluso, en 1934, un informe semestral de la Legación española, alertó que en Colombia había muchos españoles indigentes, sobre todo en Barranquilla.²¹¹⁷ Por eso, ante una solicitud de información sobre el trabajo, el comercio y en general sobre Colombia, la Legación española en Bogotá respondió a un ciudadano español, que ese país como casi toda América, sufría una coyuntura difícil, tanto para los nacionales como para los extranjeros, que ya no encontraban manera de desarrollar sus actividades, acarreado para la Legación española la problemática de repatriar a buen número de compatriotas indigentes.²¹¹⁸

De hecho, en octubre de 1938 se endurecieron aún más las condiciones de entrada, porque se presentó en el Senado un proyecto de ley autorizando el presidente para decretar medidas restrictivas sobre inmigración impidiendo a los consulados que visaran todo tipo de

²¹¹⁴AGA. Fondo 15, Caja 54/03098. Bogotá 16 de enero de 1939, del ministro de España a los distintos vicecónsules y encargados en toda Colombia informándole de las operaciones militares en la Guerra Civil. Circular n°16.

²¹¹⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03087. Bogotá, 10 octubre de 1931, de Embajada de España en Colombia a Miguel Cámara Liria (Almería). Informes a españoles que deseen emigrar a Colombia.

²¹¹⁶AGA. Fondo 15, Caja 54/03087.11 de Octubre 1931, la Embajada de España en Colombia informa a varias remitentes en Cuba, Costa rica, Gran Bretaña. Informes a españoles que deseen emigrar a Colombia.

²¹¹⁷AGA. Fondo 15, Caja 54/03107. De la Embajada española en Colombia al MAE Informe semestral n°1 de enero a junio 1934.

²¹¹⁸AGA. Fondo 15, Caja 54/03118. Bogotá , 23 de Octubre de 1936, de Embajada de España en Bogotá al señor Ángel Decorpas .Correspondencia sobre condición de emigración a Colombia. Carta n° 358.

pasaportes.²¹¹⁹Siendo así, el 3 de febrero de 1939, el embajador español contestó a un ciudadano español interesado en emigrar a Colombia que, según las últimas disposiciones dictadas en esta República, para poder entrar en territorio colombiano, se requería hacer un depósito previo de 500 pesos²¹²⁰ por persona, los cuales se devolvían después de 2 años de residencia, siempre y cuando se acreditara el haber establecido un negocio honorable, que le permita atender a su subsistencia.²¹²¹

Naturalmente, en 1939, la derrota progresiva del bando republicano, acrecentó la emigración española. El 24 de febrero de 1939, *El Tiempo* previno sobre el flujo migratorio de exiliados que causaría el triunfo nacionalista, recordando que Franco había anunciado que dos millones de españoles fueron fichados como enemigos de su política.²¹²² Desde las líneas de *El Siglo* se fustigó contra la llegada de esos exiliados a los que se les llamaba despectivamente “los evadidos.”²¹²³ Desde orillas liberales -sobre todo su franja elitista y de derecha-, también se mostró disgusto por esa emigración republicana. En tal sentido, en febrero de 1939, Enrique Santos, hermano del presidente Eduardo Santos, conocido por sus artículos bajo el pseudónimo de Calibán, lanzó su inconformidad por el aluvión migratorio español que consideraba perjudicial para el país, fustigando que, desde Francia, asilados que huyeron de España, sobre todo anarquistas y comunistas, querían viajar a México o Colombia.²¹²⁴

A decir verdad, *El Siglo* ya en 1937, había denunciado que, que por petición expresa del presidente Alfonso López Pumarejo, se traía a Colombia a Luis Zuleta distinguido republicano español, como asesor técnico del Ministerio de Educación y profesor de la Universidad Nacional.²¹²⁵ Y es cierto que dentro del flujo migratorio de los que lograron expatriarse, llegaron importantes figuras republicanas como el jurista político afiliado al PSOE José Prat exiliado en Colombia en 1939. El mismo diario se quejó en 1939, que bajo el argumento de que España había costado unas becas de la Academia de San Fernando de Madrid para aficionados a la pintura, se abrió la inmigración a núcleos “rojos peligrosos”, que “*además del peligro político que significa la presencia entre nosotros de esos núcleos rojos*

²¹¹⁹ «la inmigración», *El Siglo*, Bogotá, 30 de octubre de 1938, p. 5.

²¹²⁰ Una suma importante. En comparación, en el sistema censitario colombiano de la época, podían ser elegidos presidente y representante a la Cámara de forma indirecta, los ciudadanos que tuvieran una propiedad raíz superior de 1000 pesos o renta anual superior de 300 pesos.

²¹²¹ AGA. Fondo 15 Caja 54/03098. Archivo del Representante Rojo. Bogotá, 3 de febrero de 1939, del ministro de España en Colombia a Nicolás Oliver (Sidney Australia). Carta n°39.

²¹²² «Los posibles inmigrantes», *El Tiempo*, Bogotá, 24 de febrero de 1939, p. 4.

²¹²³ «Inmigración indeseable», *El Siglo*, Bogotá, 17 de abril 1939, p. 4.

²¹²⁴ «Ni anarquistas ni comunistas», *El Siglo*, Bogotá, 24 de febrero de 1939, p. 5.

²¹²⁵ «Con el presidente López», *El Siglo*, Bogotá, 2 de marzo de 1937, p. 5.

con ello se está llevando el hambre a los hogares colombianos.”²¹²⁶ Este descontento por la inmigración, fue palpable en todas las regiones colombianas. En Medellín, *El Colombiano* anunció el 20 de mayo de 1939, que el triunfo “afortunado” del general Franco, provocó la emigración de centenares de familias e individuos, siendo a veces personas honorables que había que acoger, pero que en muchos casos se trataba de “agitadores y revolucionarios” que deseaban trasplantar en Colombia los problemas y odios que “flagelaron a España”.²¹²⁷ Desde Cartagena, el periódico falangista *La Patria Nueva*, arremetió contra la apertura a favor de la inmigración “roja” o anarcosindicalista, subrayando que paralelamente, se le iba cerrando las puertas en “todas las naciones civilizadas”. El periódico agregaba que sería un crimen atroz aceptar esa inmigración indeseable, teniendo en cuenta que:

Permitir esta inmigración indeseable sería un crimen atroz que no le perdonaría el país al gobierno. Las patrullas rojas de la España soviética superan en crueldad y en barbarie a las tribus caníbales del África ecuatorial.²¹²⁸

También hay que mencionar, que la colonización vasca encabezada por 200 familias, que adquirió extensos territorios baldíos del departamento de Bolívar, preocupaba a los sectores reaccionarios que alegaron que esto podría favorecer “una infiltración de ideas disolventes”.²¹²⁹

Sin embargo, se observa que la enemistad y hostilidad hacia la emigración española flaqueó con el regreso de los conservadores al poder a partir de 1946. Al respecto, el 10 de febrero de 1949, el encargado de negocios de Colombia en España, formuló algunas observaciones sobre la ley 161 de 1948 -por medio de la cual se organizaba el departamento administrativo de inmigración y colonización- que, según la prensa española iba a favorecer a la inmigración española, italiana y suiza en la producción de ciertos bienes. Para él, era totalmente justificado y deseable privilegiar la inmigración española, “debido a la unidad religiosa, de costumbres, de principios capitales, de idioma y de raza, que compartía con Colombia”.²¹³⁰ Además, testificó que de manera recurrente se recibían en la Legación en Madrid, solicitudes debidamente documentadas de personas honorables y capaces, que deseaban viajar a Colombia con el ánimo decidido de establecerse allí con su familia y de

²¹²⁶«Los refugiados españoles», *El Siglo*, Bogotá, 7 de julio de 1939, p. 5.

²¹²⁷ Botero Arias Arturo, «Invasión de agitadores y maleantes», *El Colombiano*, Medellín, 20 de mayo de 1939, p. 3.

²¹²⁸«La plenitud del héroe », *La Patria Nueva*, Cartagena, 14 de abril de 1939, p. 3.

²¹²⁹«Colonización vasca», *La Patria Nueva*, Cartagena, 1 de febrero de 1939, p. 3.

²¹³⁰AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 1 de febrero de 1949, *op.cit.*, p. 1.

aportar a la economía colombiana sus conocimientos y esfuerzos de forma estable y permanente.²¹³¹

Por otra parte, el 20 de octubre de 1955, el embajador en Madrid, Gilberto Álzate Avendaño, remarcó que la percepción sobre la corriente migratoria, también cambió desde la óptica del régimen español. En efecto, en un principio, la dictadura franquista y las figuras representativas del movimiento falangista, convencidas de que el aumento demográfico era uno de los supuestos de la recuperación de España, fueron reacias a fomentar un éxodo de “remanentes humanos” hacia América, después de las pérdidas demográficas de millones de españoles que había causado la Guerra Civil y el exilio.²¹³² Pero en 1955, España se iba recuperando de la hemorragia de la guerra y, poseía anualmente un excedente demográfico de 300 000, cuya capacidad de trabajo no alcanzaba a absorber el país ibérico.²¹³³ Adicionalmente, Álzate Avendaño explicó que este cambio no era solo cuestión de estadísticas demográficas, sino también por motivos políticos y económicos.²¹³⁴ Sobre esto, el diplomático colombiano precisó que, ante la competencia de las grandes corrientes migratorias italianas y germanas, era urgente que España mantuviera su parentesco de “consanguinidad mayoritaria” con los pueblos hispánicos. Igualmente, argumentó que los emigrantes españoles en América permitían irrigar la economía española de jugosas divisas, que el director del Instituto de Cultura Hispánica había calculado en unos seis millones de pesetas. Por último, Álzate Avendaño analizó que para Franco esta emigración no debía ser espontánea, sino dirigida mediante un estudio especializado, ya que:

La tesis que me expuso personalmente el generalísimo Franco fue que el emigrante solitario era una carga para el país que lo recibe y para el estado español que a la postre tiene que repatriarlo. Por eso se requiera, a su juicio, un emigración dirigida.²¹³⁵

9.2.2. El uso del emigrante español como instrumento geopolítico.

En numerosos informes, la diplomacia colombiana en Madrid, denunció que desde el MAE, se impulsaba una estrategia para fomentar el falangismo en el seno de las colonias de residentes españoles en el extranjero; estableciendo conexiones cada vez más estrechas entre estos grupos y los núcleos políticos afines de cada nación con el fin último de influir por todos

²¹³¹AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 10 de febrero de 1947, de Gabriel Carreño Mallarino (encargado de negocio de Colombia) al MRE, p.1.

²¹³²AGN. Caja 287, Carpeta 58, Folio 225. Madrid, 20 de octubre de 1955, *op.cit.*, p. 1.

²¹³³*Ibid.*

²¹³⁴*Ibid.*, p. 2.

²¹³⁵*Ibid.*

los medios posibles en su política interna e internacional, hasta lograr que se impusieran las orientaciones ideológicas de la dictadura franquista.²¹³⁶ Por este motivo, en 1952, el hispanista Vicente Borregón Ribes, alentaba la instrucción del emigrante para que jugara una misión importante como vehículo de la difusión y el fortalecimiento de un espacio hispánico en el continente, por lo que afirmaba: “*Y siendo preciso matizar el patriotismo de la emigración con los tintes de la Hispanidad, creemos que no existe mejor camino para ello que instruir al emigrante sobre la historia, presente y futuro de las más destacados espacios hispánicos.*”²¹³⁷

De hecho, durante la Guerra Civil Española, las colonias españolas fueron muy activas y participaron intensamente en la lucha ideológica y propagandística. En particular, la comunidad española en Bogotá simbolizó este radicalismo, puesto que rápidamente se escindió en dos tendencias, cada una con su centro político: los republicanos se reunían en el Ateneo Republicano creado en Bogotá el 29 de diciembre de 1937 y los nacionalistas inauguraron su Círculo Nacionalista el 29 de enero de 1938, con la presencia de numerosas figuras conservadoras como Laureano Gómez y dirigida por el falangista Antonio Valverde Gil.²¹³⁸ Era tan importante el emigrante en América para Serrano Súñer que, junto al ministro del Trabajo, coincidieron con que no se debía fomentar la repatriación de españoles, porque las corrientes de emigración “*debían ser sostenidas con ahínco al servicio de una buena política de Hispanidad*”.²¹³⁹ El historiador Eduardo González Calleja expresa que, con la ayuda de agentes diplomáticos y consulares pro-franquistas, se emprendió la tarea de nacionalizar las comunidades de expatriados, para convertirlas en instrumento de combate.²¹⁴⁰ Así pues, con el inicio de su política exterior agresiva, los servicios extranjeros falangistas pusieron su empeño y su propaganda al servicio de la política de atracción del emigrante, para fomentar su militancia activa.²¹⁴¹ Sin embargo, esta politización del migrante había empezado anteriormente. Desde la época de José del Castaño Cardona al mando²¹⁴², ya se había impuesto a la emigración española en América una férrea disciplina y jerarquía. De ahí que, el 24 de mayo de 1938, se redactó un reglamento de la Falange Exterior, en el cual se determinaba que serían considerados como parte de FET y de las JONS, aquellos que

²¹³⁶BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 4.

²¹³⁷ Borregón Ribes Vicente, *La emigración española a América*. Vigo: Editorial Faro de Vigo, 1952, p. 325.

²¹³⁸Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 79.

²¹³⁹ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, p. 206.

²¹⁴⁰Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 290.

²¹⁴¹ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco el imperio...*, p. 43.

²¹⁴²Delegado Nacional del Servicio Exterior de Falange entre 1937-1939, sucedido en el puesto por Rafael Sánchez Mazas.

mantenían el culto y participen de la mística del *Estado Nuevo*, distinguiendo entre militantes activistas y adheridos, estos últimos empleados en “funciones accesorias de apoyo”.²¹⁴³

En consecuencia, la creación de espacios públicos proclives a las ideas falangista fue un dispositivo eficaz en la conquista ideológica de Colombia. Por ello, durante el discurso de inauguración del Círculo Nacionalista español pronunciado el 29 de enero de 1938, el jefe falangista en Colombia, Antonio Valverde Gil, aseguró que:

Y aunque ya en la España nacional conocen cual es el grado de fervor y entusiasmo que reina entre la mayor parte de la colonia española en Colombia, el señor Albareda puede también llevar al caudillo la seguridad de encontrarnos en cuadrados dentro de la disciplina de las Falanges Tradicionalistas y de las JONS, como máquina perfecta que estructura, organiza y funciona con el impulso arrollador que existe la restauración de la grandeza y del poderío del naciente Imperio español.²¹⁴⁴

Años más tarde, con la reelección del liberal reformista López Pumarejo a la presidencia en 1942, la Legación española expresó su preocupación que fuera a apoyar a los connacionales republicanos, porque la gran mayoría de la colonia española en Colombia, era falangista y “adicta” al régimen franquista.²¹⁴⁵

Sin duda, en el clima de radicalización política, la comunidad española se convirtió en un vector de la agitación política. En realidad, el antagonismo entre los dos bandos españoles, surgió antes del inicio de la Guerra Civil, con la multiplicación de varios incidentes de orden político registrados en el seno de la colonia española en Colombia, reflejo de la polarización existente en España. Por ejemplo, el 31 de marzo de 1933, desde Cali se le comunicó a la Legación española de Bogotá que, en el espacio de tres años, por tercera vez, un grupo de españoles habían recogido firmas para solicitar la destitución de José Sacasas, vicecónsul en Cali, por su origen catalán y republicano.²¹⁴⁶ Sin embargo, la militancia y efervescencia de la colonia española en Colombia fue realmente azuzada por la Guerra Civil Española que propició de inmediato una multiplicación de los enfrentamientos, en varios escenarios como bares, calles y restaurantes. En los archivos de Alcalá de Henares se encuentran numerosos informes sobre todo tipo de incidentes de esta naturaleza entre españoles, en las principales

²¹⁴³Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 292.

²¹⁴⁴«Discurso del Dr. Antonio Valverde Gil en el Círculo Nacionalista Español», *El Siglo*, Bogotá, 3 de febrero de 1938, p. 5.

²¹⁴⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03124, Bogotá, 6 de mayo de 1942, *op.cit.*

²¹⁴⁶ AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Cali, 31 de marzo de 1933. Telegrama del Vicecónsul en Cali a la Embajada de España en Bogotá.

ciudades colombianas.²¹⁴⁷ Como el 23 de junio de 1937, con motivo del IV centenario de la ciudad de Cali, cuando el secretario del Comité Pro-Defensa de la República de Española en Cali pidió al encargado de negocios de España en Colombia, Climent Nolla, intervenir sobre el asunto de las banderas facciosas que se exhibieron en Cali, en el lugar de inauguración de una estatua de Sebastián Belalcázar, considerando estas manifestaciones como provocantes y favorecidas por el secretario del gobernador local, pretextando que tenía que ser la bandera rojigualda porque esta había sido la que ostentó Belalcázar cuando fundó la ciudad.²¹⁴⁸ Igualmente, el mismo comité de Cali había solicitado, días antes, la intermediación del encargado de negocios de España, porque se iba a inaugurar un puente, ofrecido sin reivindicaciones políticas antes de la Guerra Civil por la colonia española de la ciudad, pero la junta encargada de este proyecto, de mayoría nacionalista, pretendió presentar la donación como obsequio de la colonia “nacionalista.”²¹⁴⁹

Este fulgor estimuló la proliferación de organizaciones políticas y el proselitismo creciente de ambos bandos, cada uno con la voluntad de controlar la comunidad española a su favor. Inclusive, el propio Climent Nolla reconoció que su actividad como encargado de negocios se volvió netamente ideológica.²¹⁵⁰ En efecto, el bando republicano en Colombia también estuvo muy politizado y activo. En tal sentido, el 12 de octubre de 1937, para el día de la fiesta de la raza, Juan Climent Nolla, anunció, con entusiasmo, el recibimiento en la Legación de España en Bogotá, de numerosos y valiosos elementos antifascistas tanto españoles como colombianos y de otros países hispanoamericanos, como el ministro Plenipotenciario de México en Colombia -general don Domingo Ramírez Garrido-.²¹⁵¹ De hecho, ese día se decidió la fundación del Ateneo Republicano, con la voluntad expresa de contrarrestar la campaña de propaganda de unos “malos” españoles reunidos en un “club nacionalista” de la capital, conformado en su mayoría por colombianos adeptos de los métodos fascistas.²¹⁵² Asimismo, el 14 de octubre 1937, el secretario del Comité Pro-Defensa de República española de Cali se alegró de la venida de Marcelino Domingo a Cali para

²¹⁴⁷ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia, op.cit.*, p. 80.

²¹⁴⁸ AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Cali, 23 de junio de 1937, del secretario del Comité pro defensa república española de Cali al encargado de los asuntos consulares de España en Bogotá.

²¹⁴⁹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Cali, 18 de junio de 1937, del secretario del Comité pro defensa república española de Cali al encargado de los asuntos consulares de España en Bogotá.

²¹⁵⁰ AGA. Fondo 15, Caja 54/3083. Bogotá, 27 de diciembre 1937, de Juan Climent Nolla (encargado de negocios de España en Colombia) al Ministerio de Estado, p. 5.

²¹⁵¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/3083. Bogotá, 16 de octubre 1937, de Juan Climent Nolla (encargado de negocios de España en Colombia) al Ministerio de Estado. Asunto celebración de la Fiesta de la Raza, p. 1.

²¹⁵² *Ibid.*

impulsar el proselitismo republicano.²¹⁵³También, en septiembre de 1938 se registró la resonante visita del socialista Indalecio Prieto en Cali, que generó protestas de algunos medios reaccionarios.²¹⁵⁴

Por ende, en todas las ciudades del país, así como pulularon las organizaciones falangistas, también proliferaron los comités de amigos de la República. Climent Nolla confirmó que los círculos españoles republicanos en Colombia se multiplicaban, presentes no solo en la capital sino también en Barranquilla, Cali, Santa Marta y Girardot.²¹⁵⁵Incluso, en tierra conservadora como Cartagena, a pesar de ser un bastión reaccionario, el 28 de diciembre de 1937 se formó un Comité de Defensa de la República.²¹⁵⁶Sin embargo, el 16 de junio de 1938, el Comité Pro-Defensa de la República Española de la ciudad de Cali alertó al encargado de negocios, sobre la necesidad de invertir más en propaganda para paliar la dinámica labor militante de sectores reaccionarios, que fundaron una Falange Española que competía con ellos.²¹⁵⁷ En el mismo sentido, Rafael Ureña y Sanz, ministro de España en Colombia, se lamentó el 16 de agosto de 1938 de que no había podido contar con una cantidad suficiente para subvencionar la actividad de propaganda de los comités de defensa republicanos, dependiendo en gran parte de los periódicos locales partidarios, que contribuían a la causa gratuitamente.²¹⁵⁸

En verdad, todos estos tejidos republicanos, como las redes falangistas, contribuyeron a recaudar algunos fondos para la batalla en la península. En la práctica, mediante el decreto de la Presidencia del Consejo de ministros de fecha de 19 de abril de 1938, se creó el Comité de Ayuda a España, que permitió a la Legación española recibir dotes, víveres y donaciones para la causa republicana.²¹⁵⁹ Al respecto, el 20 de septiembre de 1938, el señor Felipe Botaya Sirvent, miembro del Comité de Amigos de la República Española, remitió al embajador una circular dirigida a españoles y colombianos simpatizantes con la causa del pueblo español

²¹⁵³AGA. Fondo 15, Caja 54/03110. Cali, el 14 de octubre de 1937, del secretario Comité pro defensa República española al encargado de los asuntos consulares de España en Bogotá. Asunto: defensa de la República, n°2.

²¹⁵⁴AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 22 de septiembre de 1938. Telegrama sobre pasaporte en Cali del señor Indalecio Prieto y cumplimiento de instrucciones, n°41.

²¹⁵⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03083. Bogotá 27 de diciembre 1937, *op.cit.*, p. 5.

²¹⁵⁶AGA. Fondo 15 Caja 54/0311. Bogotá 28 de diciembre de 1937, de Juan Climent Nolla al Ministerio de Estado en España. Defensa de la República, Sección propaganda, n° 104.

²¹⁵⁷AGA. Fondo 15 Caja 54/03110.Cali, 16 de junio de 1938, del Comité pro defensa República española al encargado de negocios de España. Defensa de la República, n° 1.

AGA. Fondo 15 Carpeta 54/03110. Bogotá el 30 de diciembre de 1937. El presidente del comité Amado M. de Plasencia al encargado de negocios de España. Defensa de la República, Ateneo Republicano Español.

²¹⁵⁸AGA. Fondo 15 Caja 54/03110. Bogotá, 16 de agosto de 1938, de Rafael Ureña (ministro de España en Colombia) al ministro de Estado. Informe sobre el modo de realizarse la a propaganda a favor de la República.

²¹⁵⁹AGA. Fondo 15, Caja 54/03098. Archivo del Representante Rojo, 19 de abril de 1938. Decreto de la Presidencia sobre Ayuda a España.

republicano, para que colaboraran con una suscripción o una cuota mensual.²¹⁶⁰ En los archivos de contabilidad de la Legación española, correspondiente al mes de febrero de 1939,²¹⁶¹ se puede observar cómo desde las distintas ciudades colombianas llegaron contribuciones para la causa republicana, sumando un total de 1107 pesos, una ayuda fundamental porque la Legación española se encontraba en una situación crítica, teniendo que utilizar, en algunos casos, los propios haberes de sus funcionarios para cubrir gastos.

Como era de esperar, la fuerte politización y rivalidad entre expatriados, desembocó en una política de persecución y vigilancia entre los dos bandos. Así pues, se empezaron a listar y catalogar a los españoles residentes en Colombia según sus afinidades políticas. En el periódico *La Falange* de Barranquilla se podía leer, el primero de agosto de 1937, la publicación de una lista completa de los españoles residentes en esta ciudad adictos a la causa nacionalista del *Generalísimo* Franco y una lista “roja” para todos los partidarios de la República y los indecisos.²¹⁶² En esa publicación, a los nacionalistas se les denominó como “españoles partidarios de la justa y sana causa de la civilización que acaudilla el *Generalísimo* Franco.”²¹⁶³ Una semana después, el mismo periódico, contó con ironía sobre el pánico “rojo” que provocó en los sectores republicanos de la ciudad, al saber que se iban a divulgar los nombres de “los rojos” en Barranquilla.²¹⁶⁴

Del lado republicano se respondió con los mismos métodos. En Medellín, el 19 de octubre de 1937, el encargado interino de los Asuntos Consulares de España hizo una lista de españoles desafectos al gobierno legítimo de la República, clasificándolos entre religiosos y no religiosos.²¹⁶⁵ De su lado, el Comité de Amigos de la República Española de Bogotá, trasladó a la Embajada española el 23 de julio de 1937, una lista de los españoles miembros del Comité de la capital.²¹⁶⁶ En todo caso, en todas las ciudades de Colombia, los viceconsulados republicanos empezaron a escrutar e informar sobre las actividades y afinidades políticas de sus ciudadanos españoles. El Viceconsulado de la República en Cali, el

²¹⁶⁰AGA. Fondo 15, Caja 54/03098. Archivo del representante rojo. Bogotá, 20 de septiembre de 1938. Del Señor Don Felipe Botaya Sirvent a la Legación de España en Colombia. Asunto: Ayuda a España, n° 341.

²¹⁶¹AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Correspondencia del representante Rojo. Bogotá, 17 de febrero de 1939. Contabilidad. Asunto: Da cuenta de envió de fondos para ayudar España, n° 16.

²¹⁶²AGA. Fondo 15, Caja 54/03118, Carpeta Vice consulado barranquilla (1937). Recorte del periódico *La Falange* de Barranquilla, 1 de agosto de 1937, n°1.

²¹⁶³*Ibíd.*

²¹⁶⁴AGA. Fondo 15, Caja 54/03118. Carpeta Viceconsulado Barranquilla 1937, recorte del periódico *LA Falange* de Barranquilla 8 de agosto de 1937, n°2.

²¹⁶⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Medellín, 19 de octubre de 1937, lista de españoles desafectos al legítimo gobierno de la República..

²¹⁶⁶AGA. Fondo 15, 54/03115. Bogotá, 23 de julio de 1937, lista de españoles miembros del Comité de amigos de la República española.

20 de septiembre 1937, expuso los nombres de los elementos fascistas, que más se destacaron en la campaña de propaganda a favor de los facciosos.²¹⁶⁷ El 29 de septiembre de 1937, el Viceconsulado de Barranquilla envió una lista de los principales militantes falangistas de la ciudad, distinguiendo entre activos en la propaganda y pasivos -que siendo fascistas no contribuían con aportes-.²¹⁶⁸ En el mismo sentido, el 10 de octubre de 1938, el Comité Pro-Defensa de la República Española de Cali entregó al señor ministro de España en Colombia, Rafael Ureña y Sanz, una lista de los españoles fascistas residentes en esta ciudad.²¹⁶⁹ De igual manera, el Viceconsulado de España en Buenaventura proporcionó una lista detallada de españoles que no ocultaban sus simpatías por los rebeldes.²¹⁷⁰

Después del triunfo nacionalista en la contienda española, las colonias españolas fueron el blanco estratégico de las acciones diplomáticas, porque había un afán de tener portavoces que difundieran la verdad nacionalsindicalista.²¹⁷¹ Los emigrantes en América Latina fueron el centro de reflexiones de los funcionarios de la *Nueva España*. Por ello, en una entrevista dada a un medio colombiano, el Generalísimo declaró la necesidad de crear en el extranjero instituciones de cultura y trabajo, donde los emigrados pudiesen encontrar una serie de beneficios, siempre y cuando, decía, “*sean liberados del veneno de sus doctrinas e inclinaciones nefastas*”.²¹⁷² De hecho, cuando los agentes falangistas se hicieron dueños de la estructura diplomática española en Colombia, se intensificó el impulso de vigilancia y discriminación institucional. Mediante la circular 31 del 12 de diciembre de 1937, se estipularon las normas precisas para la inscripción de ciudadanos residentes en el extranjero, siendo considerados afiliados los que mantenían el culto a la patria y apoyaban sin ambages al *Nuevo Estado*; el documento distinguía entre militantes activistas y adheridos -empleados en funciones accesorias-.²¹⁷³ Más explícitamente, en la circular 114 del 16 de agosto de 1939, se percibió el sesgo del tratamiento de los españoles del extranjero, ya que precisaba que las distintas conductas observadas hacia al Estado franquista serían tenidas en cuenta para el

²¹⁶⁷ AGA. Fondo 15, 54/03115. Cali 20 de septiembre de 1937, del vice consulado de la República en Cali a la Legación de España en Bogotá.

²¹⁶⁸ AGA. Fondo 15, 54/03115. Barranquilla, 29 de septiembre de 1937, del Viceconsulado de Barranquilla al encargado de negocio de España en Colombia.

²¹⁶⁹ AGA. Fondo 15, 54/03115. Cali, 10 de octubre de 1938, del comité pro defensa de la República Española de Cali a Rafael Ureña y Sanz (ministro de España en Colombia).

²¹⁷⁰ AGA. Fondo 15, 54/03115. Buenaventura, 27 de agosto de 1937, del Viceconsulado de España en Buenaventura al encargado de negocios de España en Bogotá.

²¹⁷¹ González Calleja, E. (2007). El hispanismo autoritario español y el movimiento nacionalista argentino: balance de medio siglo de relaciones políticas e intelectuales (1898-1946). *Hispania*, 67(226), p. 627. <https://doi.org/10.3989/hispania.2007.v67.i226.55>. Consultado el 23/09/2021.

²¹⁷² «Entrevista de dos horas con Franco caudillo de España», *op.cit.*, p. 1235.

²¹⁷³ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 293.

desempeño de funciones de orden público o la de expedir pasaportes.²¹⁷⁴ En el mismo sentido, la circular ordenó el llamamiento a un censo general de todos los súbditos que se radicaron en la demarcación consular, estructurándolos en dos categorías: los españoles afectos o indiferentes, por un lado, y los españoles culpables de hechos sancionados por ley de responsabilidades políticas, o autores de delitos castigados por leyes penales, comunes o castrenses por el otro.²¹⁷⁵

Por este motivo, en los archivos de Alcalá de Henares se encuentran varios expedientes sobre vigilancia de refugiados españoles en Colombia. Estos documentos prueban que la Embajada española, bajo el timón nacionalista, escrutó escrupulosamente las tendencias políticas de los ciudadanos españoles en Colombia. A menudo, la Legación española repudió y vigiló las visitas en suelo colombiano de eminentes figuras republicanas. Por tal razón, el 1 de julio de 1943, el MAE envió un telegrama a la diplomacia española, ordenando la vigilancia de la celebración de una Junta Republicana en Bogotá, preparada por unos refugiados españoles, siendo invitados antiguos políticos e intelectuales residentes en países suramericanos.²¹⁷⁶ Ante eso, Gonzalo de Ojeda y Brooke respondió que, según fuentes fidedignas, el exiliado republicano Martínez Barrios reconoció confidencialmente que le fue imposible coordinar a los refugiados en Suramérica para la proyectada asamblea en Bogotá.²¹⁷⁷ Del mismo modo, el 17 de septiembre de 1941, se pidió vigilar la venida del profesor de ciencias políticas de la Universidad de Columbia, Fernando de los Ríos²¹⁷⁸, y el 2 de julio se alertó sobre la llegada de José Antonio de Aguirre, líder nacionalista vasco, presidente del gobierno autónomo de Euskadi en exilio, fiel a la República.²¹⁷⁹

En todo caso, la politización de los emigrantes españoles en Colombia, desencadenó una política discriminatoria en el trato según las afinidades políticas, favoreciendo a los falangistas en detrimento de los expatriados republicanos, mediante las condiciones de honorabilidad. En efecto, los permisos de salida hacia España eran condicionados por criterios

²¹⁷⁴AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Circular 114 del 16 de agosto de 1939, del MAE, sobre “Trato que ha de dispensar a los españoles en el extranjero.”

²¹⁷⁵*Ibíd.*

²¹⁷⁶AGA. Fondo 15 03095. Telegrama, Madrid, 1 de julio de 1943, del MAE al ministro de España en Bogotá. Correspondencia cablegráfica con el MAE sobre proyectada junta de exiliados republicanos españoles a celebrarse en Bogotá, Julio-Agosto (1943).

²¹⁷⁷AGA. Fondo 15 03095. Telegrama. Bogotá 27 de Julio 1943, de Gonzalo de Ojeda y Brooke responde al MAE.

²¹⁷⁸AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 19 de septiembre de 1941, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Asunto llegada de Fernando de los Ríos a Bogotá, nota n°165.

²¹⁷⁹AGA. Fondo 15, Caja 54/03139. Madrid, 2 de julio de 1942, del MAE, boletín semanal de noticias para las embajadas, legaciones y consulados en la República. Documento n°412.

de honorabilidad y moralidad. Por ejemplo, en Bogotá 26 de marzo de 1942, Artur Raju secretario de la Embajada solicitó a Luís Esguerra Camargo, jefe de la Sección de Extranjeros de la Policía Nacional de Colombia, un permiso de salida para Ernesto Gómez Polop que deseaba viajar a Pamplona, atestando que fue uno de los mejores elementos de la colonia, tanto en lo que se refería a moralidad como por su actuación durante su estadía en la República de Colombia.²¹⁸⁰ A su vez, el 29 de diciembre de 1941, el ministro de España en Colombia, recomendó un permiso de salida para Salvador Sánchez López, mostrándose garante de su honorabilidad y solvencia.²¹⁸¹ Un ejemplo claro e ilustrativo que permitía comprender como funcionaba el favorecimiento, aconteció en Bogotá 13 de noviembre de 1941, cuando la presidencia del gobierno solicitó un informe sobre un ciudadano español llamado Sandalio Tejada Sarabia que vivía en Chicora -Tolima-, para saber si este había hecho campaña en contra del gobierno. Por lo que tres ciudadanos españoles, entre los cuales se encontraba el padre Máximo de San José -padre superior de los Carmelitas Descalzos-, certificaron de la honorabilidad de Sandalio Tejada Sarabia, presentándolo como un cristiano y católico ejemplar recomendable en todos los sentidos, a lo que se le agregó el testimonio favorable del arzobispo de Bogotá Monseñor Ismael Perdomo.²¹⁸² Por cierto, es necesario precisar, que los republicanos también instrumentalizaron la Embajada cuando la dirigían, puesto que, en el momento de tramitar pasaportes a los expatriados, preguntaban previamente si eran republicanos, y si habían llegado antes del 18 de julio de 1936.²¹⁸³

En definitivas, a partir de 1943, la comunidad de españoles afines al régimen franquista se encontraba dominante, bien estructura y organizada. Tanto así que el día de los funerales de Alfonso XIII, el 16 de marzo de 1943, el diplomático español Gonzalo de Ojeda y Brooke, se declaró sorprendido por la fuerte afluencia de españoles favorables a Franco, sobre todo teniendo en cuenta el contexto de psicosis fascistas de la época, porque al venir corrían el riesgo de ser acusados de quintacolumnistas e incluidos en las listas negras.²¹⁸⁴ Por ende, la comunidad española falangista era un claro agente de la difusión de sus postulados en todos los sentidos: fraternizando con sectores políticos colombianos, colaborando con el

²¹⁸⁰ AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Bogotá, 26 de marzo de 1942, de Arturo Raju (secretario de la Legación de Colombia en España) a Luis Esguerra Camargo (jefe de la sección de extranjeros de la Policía nacional de Colombia). Solicitudes permiso de salida españoles. 1941-1942

²¹⁸¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Bogotá, 29 de diciembre de 1941, Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España) solicita permiso de salida de Salvador Sánchez López. Solicitudes permiso de salida españoles. 1941-1942.

²¹⁸² AGA. Fondo 15, Caja 54/03088. Bogotá, 13 de noviembre de 1941 de la presidencia de gobierno a la Legación española. Expedientes obre refugiados españoles en Colombia (1939-1941).

²¹⁸³ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 80.

²¹⁸⁴ AGA. Fondo 15 54/03123, Bogotá, 16 de marzo de 1943, *op.cit.*

proselitismo con su contribución en periódicos colombianos de corte fascista y falangista, y siendo protagonistas en riñas y escaramuzas callejeras, contra republicanos y comunistas.

9.2.3. Los tentáculos del Servicio Exterior de la Falange en Colombia.

Los españoles presentes en las comunidades religiosas y las colonias, leales al ideario falangista, fueron instrumentos indispensables para las ambiciones falangistas en Colombia. Pero estos no hubieran sido eficaces sin la acción coordinadora de una organización oficial estructurada y centralizada, que consolidó una extensa red de núcleos falangistas activos y dinámicos en todo el país.

Desde su inicio, el Servicio Exterior de la Falange, aplicó la estrategia ideada por José Antonio Primo de Rivera en 1936, que había bosquejado la constitución de un organismo -llamado Falange Exterior-, que debía coordinar los trabajos falangistas fuera de España.²¹⁸⁵ Como bien lo mencionó Allan Chase, ya existían organizaciones falangistas en los países latinoamericanos, antes de que el régimen pudiera enviar a agentes y organizarse oficialmente en secciones de la Falange Exterior.²¹⁸⁶ En efecto, en los albores de la Guerra Civil, surgieron enclaves falangistas en Latinoamérica, pero sin coordinación oficial. Fue solo a partir de principios de 1937 cuando empezó a organizarse formalmente el Servicio Exterior de la Falange, que devino en el verano de 1937, un organismo perteneciente a la estructura del Partido único FET y de las JONS. Con esto, el Servicio Exterior de Falange -o Falange Exterior, como se le conocía-, intentó desarrollar en el extranjero secciones del “flamante” partido único, -FET y de las JONS-, para convertirlo en el zócalo de todos los emigrantes españoles, con el fin de moldear en las colonias una sola identidad política de tipo falangista, que tuviera la suficiente fuerza para cooperar como grupo de presión y como instrumento movilizador a favor de la causa franquista.²¹⁸⁷

Evidentemente, el ministro de Asuntos Exteriores falangista, Ramón Serrano Súñer, creía firmemente en las fuerzas de los españoles de ultramar, por eso envió de manera constante a agentes especiales para reorganizar las Falanges locales: como en Bogotá, en donde fue enviado Manuelo Oños de Plandolit, con la misión de reorganizar la Falange panameña y colombiana.²¹⁸⁸ A decir verdad, desde 1939, el embajador colombiano en Madrid, Francisco Umaña Bernal, expresó su presentimiento del lanzamiento de una intensa y

²¹⁸⁵Cuenca Tovar, R. E., & Beltrán Ramírez, J. P. (2018), *op.cit.*, p. 113.

²¹⁸⁶ Chase Allan, *op.cit.*, p. 201.

²¹⁸⁷ Pardo Sanz Rosa. *Con Franco hacia el imperio...*, p. 70.

²¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 204.

peligrosa actividad de la Falange en América Latina. Por ello, en reiteradas ocasiones, advirtió al presidente y al canciller, de los peligros que suponían las actividades de la Sección Exterior de la Falange, que poseía filiales en todas las capitales y ciudades importantes de América Latina²¹⁸⁹, unas filiales que tenían:

El propósito conocido que ellas tienen es el de agrupar alrededor de estos núcleos a los nacionales de cada país que simpatizan con las ideas totalitarias, favoreciendo su acción para lograr la constitución en ellos de una serie de gobiernos afines. De esta manera esperan realizar paulatinamente sus “designios imperiales” si provocar mayores resistencias.²¹⁹⁰

Además, como bien lo recordó *El Siglo*:

Los centros y los círculos de los nacionalistas se multiplican en América para afianzar el orden, para apuntalar las ideas que no periclitán, para sacudir de su marasmo a quienes más aman la comodidad que la difícil gloria, para defender el ideario y los actos del generalísimo y de sus huestes intelectuales y castrenses.²¹⁹¹

Por su lado, *El Tiempo* alertó sobre el peligro propagandístico:

(...) los esfuerzos del falangismo español por penetrar en América y contribuir por su parte a la propaganda totalitaria en el Nuevo Mundo, sede y baluarte de la opinión libre del mundo todo. El precario triunfo falangista en la Península ha animado precipitadamente a sus gestores a intentar su difusión en América, donde se sabe bien a qué atenerse sobre las palabras y sobre los hechos del brote totalitario que actualmente trata de enraizarse en el ensangrentado territorio de España.²¹⁹²

Entonces, para canalizar, centralizar, disciplinar y organizar los distintos focos falangistas, se favoreció la creación de órganos de centralización nacionalistas en las ciudades importantes de los países latinoamericanos. En Argentina el Centro de Acción Española y la Casa de España impulsaron la creación de Juntas Nacionalistas, en Chile y Perú hubo el Círculo español, en Cuba se creó un Comité Nacionalista Español, en Estados Unidos se fundó un Comité Nacionalista Español de Ayuda, en Guayaquil Ecuador surgió un Centro Nacionalista Español, en Brasil se fundó una Comisión Nacionalista, en Panamá se apoyó un Comité Pro-España Nacionalista en la capital y se instituyó una Junta Nacionalista en Colon.²¹⁹³ En Colombia fue inaugurado el Círculo Nacionalista de Bogotá el 29 de enero de

²¹⁸⁹AGN. Caja, 284, Carpeta 35, Folio 109. Madrid, 30 de noviembre de 1939, *op.cit.*, p. 3.

²¹⁹⁰*Ibid.*

²¹⁹¹«El centro nacionalista», *El Siglo*, Bogotá, 29 de enero de 1938, p. 5.

²¹⁹²«La Falange en América», *El Tiempo*, Bogotá, 3 de noviembre de 1941, p. 5.

²¹⁹³Eduardo González Calleja, *El Servicio Exterior de Falange...*, *op.cit.*, p. 297.

1938. Pero el Servicio Exterior de la Falange, no solo se ocupó del desarrollo, del control político y doctrinal de las organizaciones falangistas en el extranjero, también vigilaba y coordinaba todas las actuaciones exteriores de interés para el falangismo, sobre todo con respecto a sus relaciones con agrupaciones de ideología similar en otros países, para alcanzar a los sectores sociales y políticos locales más receptivos con los idearios falangistas.²¹⁹⁴

Por otro lado, durante la Guerra Civil, como lo hicieron los republicanos, los falangistas estructuraron centros de apoyo y recaudación a la causa nacionalista que proliferaron en todos los países donde había emigrantes españoles y más en América Latina. En Colombia, en el transcurso de 1938, a pesar de que la República Liberal no reconoció el bando nacionalista, las ayudas empezaron a organizarse al interior del país, sin que el gobierno liberal interviniera. Prueba de ello, en un documento del Archivo de la Administración de Alcalá de Henares, se pueden ver el estado de cuenta de la Falange bogotana de 1938 y los aportes decisivos que recibían desde los cuatro rincones del país, para la causa nacionalista.²¹⁹⁵ Un símbolo del entramado recaudador falangista en Colombia, fue la colecta para la radiodifusora de Salamanca, por la cual se había delegado a las jefaturas provinciales de Falange la misión de recolectar fondos.²¹⁹⁶ Mientras en Bogotá, el Círculo Nacionalista en cooperación activa con *El Siglo*, fungía como plataforma publicitaria para esta recolección.²¹⁹⁷ Por algo, en el discurso de inauguración del Círculo Nacionalista de Bogotá, su jefe Antonio Valverde Gil, declaró que un círculo no podía funcionar sin ayuda oficial, ni subvenciones; por eso alentó y elogió la generosidad de los patriotas en la colonia y de los colombianos afines, por sus donativos a la causa nacionalista.²¹⁹⁸ También, según un exiliado republicano, frecuentemente se recolectaba fondo mediante los eventos del “Plato único”²¹⁹⁹, que eran banquetes en los cuales se vendían los platos con un sobrecoste para mandar a España.²²⁰⁰

De hecho, hay que destacar que la Embajada de España en Bogotá, también era un eslabón clave de la acción falangista, teniendo un rol activo en la extensa red para la difusión

²¹⁹⁴*Ibid.*, p.290.

²¹⁹⁵Ver documento disponible en: Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, pp. 97-99.

²¹⁹⁶ «Radio española para América», *El Siglo*, Bogotá, 24 de octubre de 1938, p. 5.

²¹⁹⁷ *Ibid.*

²¹⁹⁸«Discurso del Dr. Antonio Valverde Gil...», *op.cit.*, p. 5.

²¹⁹⁹ Durante la Guerra Civil Española, el bando nacionalista mediante una circular también utilizó ese concepto del plato único, según el cual los restaurantes y hoteles se veían obligados los días 1 y 15 de cada mes a servir platos únicos pero que cobraban como completo, mandando el sobrante para la beneficencia.

²²⁰⁰Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 56.

ideológica del pensamiento falangista y del Movimiento Nacional. Sobre eso, en julio de 1942, debido a la exitosa repartición de los libros de propaganda del “Glorioso Movimiento Nacional”, Gonzalo de Ojeda y Brooke solicitó la recepción de más cajas de libros, con el objetivo de contrarrestar “la odiosa” propaganda que divulgaron ciertos medios sobre la *Nueva España*.²²⁰¹ Además, la Legación, era la intermediaria privilegiada con los simpatizantes colombianos falangistas, puesto que hacia ella acudían a pedir ayuda de todo tipo. Por ejemplo, el 27 de noviembre de 1940, el periódico *La justicia* le pedía auxilio para seguir publicando y avivar aún más: “*el ardor antidemocrático de nuestro pueblo, que gracias a Dios, ya está dando muestras de despertar en el nuevo orden*”.²²⁰²

Desde luego, estas redes, eran completadas por los flujos de agentes y personalidades importantes del falangismo que lideraban intensas labores de propaganda y proselitismo. Es más, las giras propagandísticas de los enviados de la dictadura se multiplicaron a finales de los años treinta. Como toda una demostración, el 19 de septiembre de 1937, ocurrió la importante gira de Ginés de Albardea por Colombia, que culminó con un discurso y una cena ofrecida en Barranquilla para la colonia española de la ciudad.²²⁰³ Sobre el particular, la labor de proselitismo de Ginés de Albareda no se reducía a visitas y giras, también consistió en el envío de libros de escritores falangistas. Sobre este punto, el 7 enero de 1939, *El Siglo* relató que, en Cúcuta, se recibieron ejemplares de la doctrina falangista enviados por Ginés de Albareda, entre los cuales figuraban: *El Estado Nacional* por Onésimo Redondo y *Discurso de las juventudes de España* de Ramiro Ledesma Ramos.²²⁰⁴ Otras actividades más inquietantes aún, fueron las ventas de armas: el 28 de enero de 1939 *el Liberal* de Popayán denunciaba que, durante una gira, Ginés de Albareda ofreció armas a los “godos”²²⁰⁵ a cambio de propaganda.²²⁰⁶ Por cierto, hay que aclarar que esta labor de propaganda y proselitismo no fue solo impulsada por eminentes personalidades políticas como Ginés de Albareda, o de ilustres intelectuales como Eugenio Montes, Giménez Caballero y otros. Por supuesto, que figuras de segundo plano también contribuyeron, a su manera, con la acción propagandística

²²⁰¹AGA. Fondo 15, Caja 54/03125. Bogotá, 30 de julio de 1942, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Correspondencia con el MAE sobre recibimiento de una caja de libros referentes al Movimiento Nacional con destino a diversas instituciones culturales, 1942-1943. Documento n°127.

²²⁰²AGA. Fondo 15 54/03136. Cúcuta, 27 noviembre de 1940. Carta de Tomás Quiñones Uribe (jefe del comando nacional M.S.C.C dios, patria, justicia social) al ministro de España en Colombia. Correspondencia variada sobre diversas solicitudes de súbditos colombianos (1940-1942).

²²⁰³ Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo, « Arriba España... », *La Tradición, op.cit.*, p.632.

²²⁰⁴«Ginés de Albareda en Caracas», *El Siglo*, Bogotá, 7 de enero de 1939, p. 5.

²²⁰⁵ Termino con el que se designaba a los conservadores en la época.

²²⁰⁶«Ginés de Albareda ofreció armas a los godos a cambio de propaganda», *El Liberal*, Popayán, 28 de enero 1939, p. 1.

general. Por ejemplo, en septiembre de 1937, se desarrolló la gira por Cali y Bogotá de un escritor falangista, Alfonso Vidal y Planas, del cual *El Siglo* reconocía que, si bien no era un autor a la altura de Eugenio Montes o Giménez Caballero, y aunque su obra era más bien de “arrabal”; sin embargo, merecía unas líneas en el periódico.²²⁰⁷

Para estructurar el todo, con José del Castaño al mando de la Delegación del Servicio exterior de FET y de las JONS, se organizó un verdadero entramado territorial en el exterior, mediante un reglamento promulgado el 24 de agosto de 1938, en el cual habían señalado las distintas instancias de ejecución del partido y su despliegue territorial.²²⁰⁸ Entonces, de acuerdo con Eduardo González Calleja, se vertebró un rígido entramado jerarquizado y detallado que organizaba las falanges del exterior, desde las localidades con menos de 20 afiliados a las grandes capitales, obedeciendo al siguiente esquema en orden creciente: grupos de Falanges en las localidades con menos de 20 afiliados, Falanges locales en las localidades con más de 20 afiliados, Falanges comarcales conformadas por agrupación de varias Falanges locales, y por encima de estas se situaban las jefaturas provinciales que dirigía la organización y representaba el partido en el país, éstas a su vez obedecía órdenes desde de Madrid.²²⁰⁹

Este impulso inicial se vio reforzado a partir del verano 1942 con una centralización aún más profunda de la acción falangista en el continente. Genaro Riestra- secretario nacional del Servicio Exterior de FET y de las JONS-, aseguró que, en adelante, el único organismo autorizado por los Estatutos de FET y de las JONS para controlar y encuadrar a los españoles residentes en exterior era la Delegación Nacional de La Falange Exterior.²²¹⁰ Entre otras cosas, esta Delegación Nacional del Servicio Exterior les entregó a los extranjeros militantes el estatus del simpatizante.²²¹¹ En todo caso, cada país tenía una estructura de jerarquía piramidal con filiales de diferentes rangos que obedecían a la Jefatura Provincial, y esta a su vez a la Delegación Nacional de la Falange Exterior.

Adicionalmente, en su afán por disciplinar y estructurar también la acción exterior, el régimen franquista inició una falangización del cuerpo diplomático. Para lograrlo, FET y de las JONS incitó a su personal diplomático -embajadores, cónsules, cancilleres, vicecancilleres, agregados, secretarios o simples empleados- a inscribirse en el partido y

²²⁰⁷ «El hombre de la camisa azul», *El Siglo*, 7 de septiembre de 1937, p. 5.

²²⁰⁸ Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 292.

²²⁰⁹ *Ibid.*

²²¹⁰ *Ibid.*, p. 281.

²²¹¹ *Ibid.*, p. 293.

seguir un periodo de adoctrinamiento nacionalsindicalista.²²¹²Prueba de ello, el 23 de febrero de 1942, Umaña Bernal López alertó sobre la llegada a Colombia de un nuevo agregado cultural español, José Blanes Zabala, hombre conocido en los círculos sociales de Madrid, como un entusiasta, ajeno a toda actividad cultural y que había, según comentaba, que seguir de cerca.²²¹³

Durante esta investigación vislumbramos que esta cadena de mando vertical se aplicó en territorio colombiano. El centro neurálgico de las redes falangistas fue el Círculo Nacionalista de Bogotá. En enero de 1938 fue inaugurada, con una ceremonia pomposa, en la cual Ginés de Albardea designó a Antonio Valverde Gil como delegado provincial, que dependía y recibía órdenes de la Jefatura Nacional de Salamanca. Recordemos que Ginés de Albareda participó en la inauguración del Círculo Nacionalista de Bogotá por directrices de la Delegación Nacional del Servicio Exterior de FET y de las JONS, que alentó el fomento de este tipo de asociaciones entre los emigrados, con el objetivo de unificar los asuntos patrióticos de los residentes en esos países.²²¹⁴Muy pronto, se estipuló claramente que, de esta jefatura de la Falange en Bogotá, dependían todas las delegaciones locales, en sus actividades políticas, administrativas y comerciales.²²¹⁵Por algo, fue el Círculo el que decidió apoyar conjuntamente tanto al Partido Conservador Colombiano, como a los jóvenes grupos de derechas nacionalistas.²²¹⁶Al respecto, Umaña Bernal advirtió a López de Mesa que las filiales del Servicio Exterior de la Falange en Latinoamérica, tenían el objetivo de agruparse en torno a estos núcleos nacionalistas, simpatizantes con las ideas totalitarias, para propiciar con ellos acciones que posibilitaran el advenimiento de regímenes políticos afines con el modelo franquista.²²¹⁷Lo cierto fue que con su inauguración, el Círculo Nacionalista de Bogotá, devino el epicentro de los encuentros de simpatizantes falangistas y franquistas. Regularmente, se realizaron ceremonias en las que asistían camisas azules tanto españoles como colombianos, y en donde se entonaba frecuentemente con fervor el himno Cara al Sol.²²¹⁸Por ende, en los múltiples banquetes del Círculo Nacionalista, como el que se ofreció

²²¹²*Ibíd.*, p. 291.

²²¹³AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 23 de febrero de 1942, de Francisco Umaña Bernal (Legación de Colombia) a López de Mesa Señor (MRE). Sobre Nomenclamiento de un agregado cultural en la Legación de España en Bogotá.

²²¹⁴Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 112.

²²¹⁵«Antonio Valverde Gil ha sido nombrado jefe de la falange española de Bogotá», *op.cit.*, p. 5.

²²¹⁶ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 86-87.

²²¹⁷AGN. Caja, 284, carpeta 35, folio 109. Madrid, 30 de noviembre de 1939, *op.cit.*, p. 3.

²²¹⁸Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 94.

el 17 de julio de 1938, se promovían los valores y las grandes temáticas falangistas: imperio, Madre Patria, revolución nacionalsindicalista, legado espiritual, hispanismo, etc.²²¹⁹

En consecuencia, rastreamos que el Círculo Nacionalista encabezó una malla de centros falangistas españoles que cubrieron el extenso territorio colombiano y que obedecían al mando vertical del Servicio Exterior de Falange por intermedio del Centro Nacionalista de Bogotá. Con esto, el jefe de la Falange Colombiana, Valverde Gil, coordinaba las distintas sedes falangistas que proliferaron en todo el país. En este orden de ideas, el 17 enero 1937 se creó la Falange Tradicionalista de Barranquilla que tuvo mucha fuerza en su ciudad.²²²⁰ Después, en Cali fue inaugurada el 18 de junio de 1938 una Falange Española Tradicionalista, acto en el cual el caudillo conservador Primitivo Crespo afirmó, con orgullo, que en esa Falange local imperaba el credo de “José Antonio” retomado por Franco.²²²¹ En Medellín existió la Falange Española Tradicionalistas de Medellín dirigida por Pedro Rodríguez Cuesta y como secretario a José Góngora.²²²² Igualmente, por la prensa supimos que en Santander actuó una Falange Española de Bucaramanga que junto a miembros de la colonia italiana y alemana organizaron una fiesta para celebrar el triunfo de Franco el 4 de abril 1939.²²²³ Junto con las sedes falangistas también se multiplicaron los centros nacionalistas españoles regionales en las principales ciudades de Colombia -como Cali, Medellín, Barranquilla, Manizales- que obedecían al Círculo Nacionalista de Bogotá. Estos núcleos coordinaban acciones conjuntas con los movimientos autóctonos afines con el régimen franquista. Por ejemplo, el día del traslado de los restos de José Antonio Primo de Rivera a El Escorial, el 19 de noviembre de 1939, asistieron varios representantes de organizaciones falangistas de Colombia, sobre todo de Cali.²²²⁴

Pero no todo era armonía en la estructura falangista, sufriendo tensiones internas y valoraciones desiguales. El 18 de noviembre de 1940, el jefe provincial de la Falange en Colombia en Bogotá, Darío Cuadrado, diagnosticó amargamente que las falanges en Colombia, tanto las provinciales como las locales, estaban en estado de languidez por causa de la indiferencia y frialdad que se había apoderado de los asociados.²²²⁵ Analizaba este hecho por la confluencia de múltiples factores como el indecoroso manejo de las recaudaciones de

²²¹⁹*Ibíd.*

²²²⁰AGA. Caja 54/03121. Expediente Alias Turino, secretario de la Falange en Barranquilla.

²²²¹Crespo Primitivo, «La resurrección de España», *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 117.

²²²²«La festividad falangista del domingo», *El Colombiano*, Manizales, 4 de febrero de 1939, p. 2.

²²²³«Fiesta en honor de Franco en Bucaramanga», *El Siglo*, Bogotá, 4 de abril 1939, p. 9.

²²²⁴AGN. Caja, 284, carpeta 35, folio 109. Madrid, 30 de noviembre de 1939, *op.cit.*, p. 3.

²²²⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03132. Bogotá, 18 de noviembre de 1940. Del jefe de la Falange en Colombia Darío Cuadrado a la Delegación del Servicio Exterior de la FET y de las JONS.

fondos que hicieron los jefes provinciales anteriores -Antonio Valverde Gil y Luis Roldán-, cuyas rendiciones de cuentas -como la del 12 de agosto de 1939-, no satisficieron a los asociados. Asimismo, culpó la prohibición de actuación política de los extranjeros, y por último alegaba una falta de prerrogativas de órdenes de la Delegación Nacional.²²²⁶

Finalmente, un ingrediente importante, para el fortalecimiento de la dinámica exterior falangista, fueron las repetidas y numerosas visitas o giras de los intelectuales falangista, que a veces venían por cuenta propia, otras veces revestidos de representación oficial. Beneficiando del aura particular que gozaban en el seno de las elites colombianas, su labor de difusión de ideas y doctrinas, se acompañó con la orientación propagandística que impulsaba el Servicio Exterior falangista. Al respecto, El 5 de marzo de 1954, ante una crítica de Ismael Herraiz Crespo -director de *Arriba*- que aseveró que los estudiantes colombianos no sabían castellano, Eduardo Carranza le contestó que los numerosos falangistas y personalidades allegadas al régimen de Franco que fueron a Colombia, testimoniaron de todo lo contrario.²²²⁷ Como prueba de ello enumeraba a los viajeros insignes que habían viajado a Colombia recientemente, entre los cuales se encontraban varias figuras falangistas:

De que esta tradición se conserva viva y alerta, han dado testimonio recientes viajeros españoles de tanta calidad y autoridad como Joaquín Ruiz Giménez, Pilar Primo de Rivera, Eugenio Montes, Leopoldo Panero, Luis Rosales, Agustín de Foxá, Antonio de Zubiaurre, Alfredo Sánchez Bella, Camilo José Cela, Ernesto Giménez Caballero, Dámaso Alonso, Francisco Sintés Obrador, Urbano González de la Calle, Salvador de Madariaga, Américo Castro, David García Baca, León Felipe, Julián María, Pedro Salinas, Victorio Macho,, Rafael García Serrano y Federico de Onís.²²²⁸

9.3. Los reflectores colombianos del falangismo.

Para reforzar su eficacia, la acción exterior falangista contó con la colaboración de personalidades y enclaves hispanoamericanos que fueron asideros fundamentales. Al respecto esto decía el embajador colombiano al MRE el 10 de octubre de 1940:

Y es interesante tener en cuenta que existen aquí algunas personalidades hispanoamericanas que contribuyeron a fomentar estos planes y aspiraciones, como existen también ya en casi todos nuestros países personajes y grupos políticos que coinciden con esta orientación y que han entrado ya en contacto y mantienen activa

²²²⁶*Ibid.*

²²²⁷ BNC. Fondo Carranza, archivo nº3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 5 de marzo de 1954, de Eduardo Carranza a Ismael Herraiz director de *Arriba*.

²²²⁸*Ibid.*

correspondencia con los dirigentes de la Falange.²²²⁹

Sin lugar a dudas, la causa nacionalista en el marco de la Guerra Civil Española, había conquistado las simpatías de los cuadros conservadores y grupos nacionalistas colombianos. Por algo, en una entrevista dada el 11 de diciembre de 1937, Ginés de Albareda declaró su asombro por la magnitud de las manifestaciones de apoyo recibida en todas partes de Colombia durante su estancia, incluso de personalidades liberales.²²³⁰ Debido a esta realidad, el senador liberal Armando Solano, deploró que el fascismo empezaba a cosechar sus “envenenados frutos”.²²³¹ Esto favoreció la multiplicación de grupos, de centros, de asociaciones y de publicaciones falangistas colombianas, que contaron con el apoyo de la diplomacia española y con los núcleos falangistas en Colombia. En consecuencia, estos núcleos del “falangismo criollo” encuadraron y favorecieron la eclosión de adhesiones en todas las ciudades colombianas. De hecho, el jueves 2 de septiembre 1937, el antiguo embajador franquista de Cuba, Luciano López Ferrer, afirmó a *El Siglo* que, con toda seguridad, “el pueblo colombiano acompañó con emoción la reconquista española”, y que su presencia en territorio colombiano, se debía a la necesidad de “*contrarrestar la falsa propaganda que el comunismo internacional venía realizando contra la nacionalidad española*”.²²³² Sin sorpresa, desde todos los rincones del territorio, la Embajada española recibía muestras de apoyo y de admiración. Por ejemplo, un abogado de Medellín, Hernando Reyes Hernández, en honor al cuarto aniversario del inicio de la sublevación, celebrado el 18 de julio de 1940, mandaba una carta a la Legación en la que expresaba con entusiasmo su fervor por el bando nacionalista exclamando:

En este glorioso cuarto aniversario que nos recuerda el grito inmortal de “España Una, Grande y Libre” que hendió el ámbito de la Madre Patria como trasunto restaurador de sus glorias, me permito presentar a su excelencia mi saludo de sincera adhesión a las doctrinas preconizadas por el Mártir de Alicante y mi fe en el glorioso caudillo que con manos seguras enruta los destinos del inmortal imperio. Hoy he izado en mi casa, como demostración de homenaje sincero y emocionado, la querida consigna de la Madre Patria a la cual amo con todo fervor.²²³³

²²²⁹BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejó. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, *op.cit.*, p. 6.

²²³⁰ Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo, « Arriba España... », *La Tradición, op.cit.*, p.633.

²²³¹ Solano Armando, «El fascismo colombiano » *Acción Liberal*, n° 52, Enero 1938, p.41.

²²³²«López Ferrer, diplomático del general Franco, habla desde Barranquilla», *El Siglo*, Bogotá, 2 de septiembre de 1937, p. 1.

²²³³AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Medellín, 18 de julio 1940, carta de Hernando Reyes Hernández a Luis Avilés y Tiscar (Legación de España en Colombia). Asunto: Fiesta Nacional.

Todo ello conduce, en este capítulo, a centraremos en el análisis de los focos colombianos introductores y vectores del falangismo. Aquí volvemos a utilizar para distinguir los grados de compromiso, la distinción conceptual que hicimos en esta investigación entre “emuladores” e “impregnados”. Con el primero se cobija la extensa red de núcleos falangistas criollos, compuesta en su gran mayoría por grupúsculos diversos de imitadores del fascismo y del falangismo, que, sin profundidad cultural e intelectual, aspiraron a la implementación mimética de modelos europeos en Colombia. Con el segundo analizaremos el rol fundamental del Partido Conservador, quien contaba en su seno con una mayoría de “impregnados”, es decir: admiradores del falangismo, pero que no pretendieron aplicar una simple imitación, sino más bien impulsar una renovación completa y profunda, de las doctrinas, programas y prácticas de poder, partiendo eso sí, de la inspiración de los idearios falangistas. Respecto a los aliados de circunstancia que encontramos en una franja minoritaria de los conservadores moderados y en el seno del liberalismo elitista, no se les puede calificar de reflectores del falangismo, dado que, si bien posteriormente pactaron y se fueron derechizando, influenciados por la falangización de las derechas, y aunque compartían ciertos aspectos doctrinarios, no fueron divulgadores de la doctrina falangista.

9.3.1. Una extensa red de núcleos falangistas en Colombia.

En el transcurso de la década de los treinta, coincidiendo con el apogeo de los regímenes totalitarios y dictaduras autoritarias en Europa, proliferaron en Colombia movimientos juveniles de corte fascista y falangista.²²³⁴ *La Patria* confirmó que el triunfo de Franco desbrozó el panorama del nacionalismo en América Latina, abriendo posibilidades ilimitadas para los movimientos nacionalistas, facilitando con esto: la multiplicación de núcleos de admiradores falangistas en todo el continente, quienes con “el brazo en alto” saludaron el triunfo nacionalista en España.²²³⁵

En sus planes estratégicos, las diferentes falanges en el exterior, respetaron la legislación y el régimen político de cada país. Pero a pesar de su neutralidad aparente en materia de asuntos internos, en realidad ejercieron una intensa actividad ideológica, aliándose con organizaciones autóctonas de tendencias fascistas o ultranacionalistas, para optimizar las acciones de proselitismo.²²³⁶ Para ilustrar, el 10 de septiembre 1937, llegó Ginés de Albareda en Barranquilla, siendo calurosamente recibido y orientado por las organizaciones de derechas

²²³⁴Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 43.

²²³⁵«Aire de España», *La Patria*, Manizales, 14 de enero de 1939, p. 9.

²²³⁶Calleja, E.G. (1994). «El servicio exterior de Falange...», *op.cit.*, p. 283.

nacionalistas que lo ayudaron a planificar su viaje propagandístico por el país.²²³⁷ Para *El Siglo*, un paso clave en la organización de la propaganda falangista, fue la creación del Círculo Nacionalista de Bogotá:

Y servirá este centro para robustecer las relaciones entre la verdadera España y la Colombia verdadera. No importa que de acuerdo con el protocolo y la complicidad izquierdista la República Liberal se adhiera al desgobierno de Azaña.²²³⁸

Es más, el día de la inauguración del Círculo Nacionalista, en las afueras del recinto, una multitud agolpada de muchachos, gritaba: “*viva Franco, viva Hitler, viva Mussolini*”.²²³⁹

A decir verdad, estos movimientos nacionalistas generalmente podían situarse en el coto de lo que llamamos los emuladores, porque retomaron y absorbieron los grandes contornos ideológicos del falangismo como sus símbolos y métodos, imitando sus gestos y sus lemas. Por ejemplo, el movimiento nacionalista de Antioquia terminaba los eventos saludando con el brazo en alto y exclamando: “*¡Arriba Colombia!*”.²²⁴⁰ Para algunos, estos núcleos no eran más que pequeños grupúsculos de jóvenes aficionados. José de la Vega recordó que el propio canciller Gabriel Turbay negó el peligro fascista por considerar que los afiliados a esos grupos políticos no pasaban de un centenar de jóvenes.²²⁴¹

Sin embargo, una búsqueda profundizada de los centros derechistas colombianos, falangistas o nacionalistas, demostró que proliferaron con intensidad durante los años treinta y cuarenta, en toda Colombia. Así pues, a través de la prensa, de archivos diversos, y de una búsqueda bibliográfica, hemos recopilado a título demostrativo -sin lograr una lista taxativa-, una compilación de las principales organizaciones falangizadas en Colombia. A pesar de que no hemos podido rastrear todas las organizaciones de este tipo, consideramos que la lista establecida es bastante reveladora. Hay que precisar que unas adoptaban el término de Falange en su rótulo, otras preferían las etiquetas de centros derechistas o nacionalistas. Pero más allá del nombre, todas reconocían el legado del falangismo y en menor medida del fascismo. A decir verdad, estas organizaciones falangistas criollas, debían su existencia, más que todo, a iniciativas propias y generalmente obedecían a alguna organización central

²²³⁷ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 279.

²²³⁸ «El centro nacionalista», *El Siglo*, Bogotá, 29 de enero de 1938, p. 5.

²²³⁹ «Laureano Gómez defiende la democracia conservadora y Ginés de Albareda la dictadura del fascismo en España. La inauguración del Círculo Nacionalista Español» *La Razón*, 30 enero de 1938.

²²⁴⁰ «Nuevos órganos nacionalistas», *La Tradición*, *op.cit.*, p. 47.

²²⁴¹ De la Vega José «Los precursores del fascismo», *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 35.

colombiana de mayor importancia, como la Acción Nacional Derechista de Bogotá o la Acción Nacionalista Popular de Medellín.

Siendo así, bosquejamos la siguiente compilación. En Boyacá en octubre 1936, surgió una Falange Nacionalista de Boyacá y la Falange Derechista de Sopo, dirigidas por Daniel Granados con el fin de organizar las distintas fuerzas tradicionalistas que operaban en la región.²²⁴² En Tolima se desarrolló la Falange Derechista de Tolima que fue creada el 15 de noviembre de 1936.²²⁴³ En Antioquia, también existía la Falange Derechista de Sansón.²²⁴⁴ El jueves 3 de diciembre de 1936 el Comando de la Acción Nacional Derechista validó la creación de nuevas falanges derechistas: la Falange Derechista de la Mesa -Cundinamarca-, la Falange Derechista de San Antonio de Tena -Cundinamarca-, la Falange Derechista de la Esperanza -Norte de Santander-.²²⁴⁵ En Bucaramanga se tenía registro del auge de la “legión de extrema derecha de Santander”²²⁴⁶, y el 13 de octubre 1936 se fundó la Falange de Bucaramanga.²²⁴⁷ Asimismo, en el Norte de Santander existía la Falange Derechista de Gramalote.²²⁴⁸ El 12 de noviembre de 1936 en Bogotá, con la aprobación de la Acción Nacional Derechista, se dio una solemne inauguración a la Falange Derechista “Julio Arboleda”.²²⁴⁹ En Antioquia, en enero de 1937, *el Haz Godo* se definía como una organización falangista y fascista²²⁵⁰, y se expandía con fuerza en la región a tal punto que *El Colombiano* sentenció que esas regiones demostraron “una fervor por ponerse la camisa azul” y participar de las organizaciones falangistas.²²⁵¹ El 29 de octubre de 1938, en Cartagena, para celebrar la fiesta de la raza y honrar a Colon, se manifestó con fuerza la Falange Goda de Cartagena, con sus camisas azules dirigidas por el caudillo local Bustillo Franco.²²⁵² Inaugurada en diciembre de 1937, esta Falange Goda era una fuerza de choque, y aunque fue disuelta por la suprema junta directiva un año después, su espíritu quedó vigente en las columnas de *La Patria Nueva*

²²⁴² «La Falange Nacionalista de Boyacá quedó instalada el domingo pasado y también la fundación de la Falange Derechista de Sopo», *Derechas*, Bogotá, 14 de octubre de 1936, p. 1.

²²⁴³ Cortés Ortiz Braulio, «Instalada Falange Derechista en el Departamento del Tolima», *Derechas*, Bogotá, 19 de noviembre de 1936, p. 1.

²²⁴⁴ «Actividades derechistas en todo el país, subordinados a la Acción Nacional Derechista», *Derechas*, Bogotá, 3 de diciembre de 1936, p. 4.

²²⁴⁵ *Ibíd.*

²²⁴⁶ «Fundada la Falange en Bucaramanga», *Derechas*, Bogotá, 14 de octubre de 1936, p. 1.

²²⁴⁷ Pinzón Alfonso, «En Santander las derechas cobran fuerza arrolladora», *Derechas*, Bogotá, 25 de febrero de 1937, p. 1.

²²⁴⁸ 27 de noviembre de 1936, «Fervorosa manifestación de Camisas Negras en Gramalote», *Derechas*, p. 2.

²²⁴⁹ «Instalada la Falange Derechista “Julio Arboleda”», *Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 1.

²²⁵⁰ Naranjo Villegas Rafael, «El “Haz Godo” representa hoy la primera fuerza de Antioquia», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 5.

²²⁵¹ «Últimas actividades del Haz Godo», *El Colombiano*, Medellín, 27 de noviembre de 1936, p. 3.

²²⁵² Raymundo Lara Jorge, «Los mártires se imponen» *La Patria Nueva*, Cartagena, 29 de octubre de 1938, p. 2.

de Cartagena.²²⁵³ Igualmente, en 1938, emergieron las Juventudes Falangistas de Ibagué.²²⁵⁴ El miércoles 12 de abril de 1939 *El Colombiano* reveló que surgieron varias falanges bolivarianas caldenses.²²⁵⁵ Finalmente el 23 de julio de 1939 se inauguró el Congreso de Jóvenes Tradicionalistas Boyacenses.²²⁵⁶

En concreto, varias de las organizaciones anteriormente citadas obedecieron al comando de Acción Nacional Derechista en Bogotá y el periódico *Derechas*,²²⁵⁷ cuyo secretario era el líder conservador Efraín Fandiño Silva.²²⁵⁸ En efecto, estos grupúsculos generalmente rendían cuentas y pedían permiso a un órgano centralizador superior. Como ejemplo de ello, el 26 de octubre de 1936, Jorge Martínez, secretario de la Juventud Fascista de Cali, le informó al secretario general de Acción Nacional Derechista, Francisco Fandiño Silva, sobre la creación en Bogotá de un nuevo centro derechista llamado Juventud Fascista que había adoptado las bases políticas y las insignias de la Acción Nacional Derechista.²²⁵⁹ Sin embargo, no todas las organizaciones afines con el falangismo necesariamente se sometieron a la Acción Nacional Derechista. En Medellín, creció la poderosa Acción Nacionalista Popular, influyente organización, que resumía su doctrina como la síntesis de la esencia católica, social y nacionalista.²²⁶⁰ Hay que precisar que comúnmente a la Acción Nacionalista Popular se le conoció como Falange Colombiana.²²⁶¹ Como bien lo aseveró el líder nacionalista caldense, Silvio Villegas, los distintos grupos de Acción Nacionalista Popular se llamaban falanges o legiones.²²⁶² Con el tiempo, esta organización intentó ser el partido político del nacionalismo derechista colombiano, y también contribuyó a la creación de múltiples organizaciones que sin tomar el nombre de Falange se reclamaban de su ideario y del fascismo. De ahí que, en Medellín, funcionó un centro de agitación nacionalista que recibía órdenes de la Acción Nacionalista Popular y la *Revista Tradición*.²²⁶³ Como prueba del dinamismo del movimiento, el 20 de abril de 1938, en la *Revista Tradición*, la Acción

²²⁵³ «Un año», *La Patria Nueva*, Cartagena, 10 de diciembre de 1938.

²²⁵⁴ «La Falange derechista y la candidatura de Ospina Pérez», *La Razón*, Bogotá, 5 de febrero de 1938, p. 7.

²²⁵⁵ «Nosotros frente al nacionalismo», *El Colombiano*, Medellín, 12 de abril de 1939, p. 5.

²²⁵⁶ Fray Eugenio Ayape, «Elogio de la tradición», *Revista Javeriana*. Tomo XII, Bogotá, julio-noviembre 1939, p. 62.

²²⁵⁷ Cortés Ortiz Braulio, «Instalada Falange Derechista en el Departamento del Tolima», *Derechas*, Bogotá, 19 de noviembre de 1936, p. 1.

²²⁵⁸ «Juventud Fascista», *Derechas*, Bogotá, 29 de octubre de 1936, p. 1.

²²⁵⁹ *Ibíd.*

²²⁶⁰ «El alto comando de la Acción Nacionalista Popular nos felicita», *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 5 de febrero de 1938, n°32, p. 635.

²²⁶¹ «Falangistas!», *La Patria Nueva*, 12 de febrero de 1938, p. 1.

²²⁶² Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

²²⁶³ «Creación de un Centro de Agitación Nacionalista», *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 23 de abril de 1938, n°34, p. 767.

Nacionalista Popular destacó la creación de varios órganos nacionalistas por todo el país como en Bogotá, Medellín, Cali, Caldas.²²⁶⁴

Del mismo modo, el periódico *el Fascista* de Bogotá intentó imantar alrededor suyo un núcleo de grupúsculos falangistas criollos. Por esta razón, en Boyacá apoyó la Universidad de Boyacá la “Unec” -Unión Nacional de estudiantes colombianos-, quien había creado su Comité Seccional de Juventudes Conservadoras Boyacenses.²²⁶⁵ Del mismo modo, en Bogotá apoyó el Haz del Fuego, organización creada el 9 de enero de 1937, y que ambicionó con unificar los movimientos bolivarianos y anticomunistas de la región.²²⁶⁶ Asimismo, actuaban en la capital, las Cruces de Hierro, que pertenecían al Centro Derechista José Antonio Primo de Rivera.²²⁶⁷

Por consiguiente, abundaron en el país, organizaciones emuladoras del falangismo. También se encontraron organizaciones y grupúsculos dispersos que, sin denominarse como falangistas, profesaban fidelidad por sus idearios. El 28 de febrero 1936, se creó en el Valle del Cauca el Centro Derechista de Buga.²²⁶⁸ Además, con la afluencia de muchos campesinos se fundó el 25 de octubre de 1936 el Centro Derechista en la Calera.²²⁶⁹ En Neiva sobresalía en noviembre de 1936, la organización fascista Juventud Católica de Nieva.²²⁷⁰ En Cundinamarca, el 25 de noviembre de 1936, surgió el Centro Nacional Derechista en Medina -Cundinamarca-.²²⁷¹ El 27 de noviembre de 1936, en Calarcá -Quindío-, se fundó el Centro “Ramírez Moreno”, que pregonaba un derechismo integral: aunando los principios de Bolívar, del catolicismo y de la Acción Nacional Derechista.²²⁷² El 27 de noviembre de 1936 en el barrio Girardot de Bucaramanga por iniciativa de la Legión de Extrema Derecha de Bucaramanga, se instaló el Comité del Barrio Obrero de Girardot, que se autodenominó como el primer centro obrero derechista.²²⁷³ Asimismo, el 3 de diciembre 1936, nació un nuevo

²²⁶⁴ «Nuevos órganos nacionalistas», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, 20 julio 1938, n°37, p. 47.

²²⁶⁵ *El Fascista*, Bogotá, 9 de enero de 1937, p. 1.

²²⁶⁶ «Carta del secretario de “Haz del Fuego” al director del Fascista», *El Fascista*, Bogotá, 9 de enero de 1937, p. 5.

²²⁶⁷ «El presidente y los demás miembros del Centro derechista José Antonio Primo de Rivera (Cruces de Hierro)», *El Fascista*, Bogotá, 16 de enero de 1937, p. 4.

²²⁶⁸ «Se funda el centro derechista en Buga», *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936.

²²⁶⁹ «Centro derechista en la Calera», *Derechas*, Bogotá, 29 de octubre de 1936, p. 1.

²²⁷⁰ «El fascismo», *Derechas*, Bogotá, 29 de octubre de 1936, p. 1.

²²⁷¹ «Actividades derechistas en todo el país, subordinados a la Acción Nacional Derechista», *Derechas*, Bogotá, 3 de diciembre de 1936, p. 4.

²²⁷² «En nombre de 1000 derechistas del Quindío levantó mi brazo por Cristo y por Bolívar», *Derechas*, Bogotá, 27 de noviembre de 1936, p. 1.

²²⁷³ «Primer centro obrero Derechista» *Derechas*, Bogotá, 27 de noviembre de 1936, p. 1.

Centro Derechista en Cajicá, Cundinamarca.²²⁷⁴ En el eje cafetero, en enero de 1937, surgieron el Centro Derechista de Armero y el Centro Derechista de Girardot.²²⁷⁵ A su vez, en febrero de 1937, predominaba la poderosa Acción Nacional del Norte de Caldas.²²⁷⁶ De la misma manera, en febrero de 1938, andaba activó un importante grupo de Godos requetés en Caldas.²²⁷⁷

Otro punto interesante es que se rastrearon también organizaciones femeninas falangizadas por todo el país. Estas se comunicaron frecuentemente con el embajador franquista. Por esto, el 24 de julio de 1940, Graciela Escobar Moreno, jefa de la Sección Femenina de Antioquia escribió al ministro de España en Colombia Luis Avilés y Tiscar, solicitando su intervención para dirimir un incidente provocado por un republicano el día de la celebración del aniversario de Bolívar:

Lo saludo brazo izado, y con el grito patriótico “Gibraltar para España”. Por varios inconvenientes, tanto de ausencia, como la salud, no había escrito a su Excelencia, después del inicuo descaro, y acción roja del miliciano, quien descaradamente se obsequia el nombre de representante bolivariano, el ultraje hecho a su Excelencia, bien merece el desprecio de tal bandido, pero, nuestra sangre hierve, nuestra sangre española, y pura, ante la afrenta de este antipatrída.²²⁷⁸

En el mismo departamento actuó el centro “Simona Duque” de Antioquia quien era claramente de tendencia falangista, puesto que, en una carta de apoyo al embajador del 10 de agosto de 1940, inició la misiva con “*lo saludo brazo izado*” y terminó con “*un saludo nacionalsindicalista*”.²²⁷⁹ Del mismo modo, en Antioquia, el Haz Godo que tenía como presidente al pensador reaccionario Juan Roca Lemus, poseía su Haz femenina, que, en noviembre de 1936, en una oración de homenaje a José Antonio Primo de Rivera, acordó el uso de la blusa azul como símbolo del Haz.²²⁸⁰

Naturalmente, hubo tentativas infructuosas de unificar a nivel nacional todo ese aluvión de grupúsculos colombianos de extrema derecha que se reivindicaban del falangismo.

²²⁷⁴«Actividades derechistas en todo el país, subordinados a la Acción Nacional Derechista», *Derechas*, Bogotá, 3 de diciembre de 1936, p. 4.

²²⁷⁵«Nuevos centros derechistas», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 5.

²²⁷⁶«Fueron designados los comandos de la Acción Nacional en el Norte de Caldas», *Derechas*, Bogotá, 18 de Febrero de 1937, p. 6.

²²⁷⁷Yagari Luis, «Juremos!», *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

²²⁷⁸AGA. Fondo 15, caja 54/03090. 24 de julio de 1940, de la camarada Graciela Escobar Moreno jefe sección femenina de Antioquia a Luis Avilés y Tiscar (ministro de España en Colombia).

²²⁷⁹AGA. Fondo 15, Caja 54/03090. Medellín, 12 de agosto de 1940, del Centro “Simona Duque” a Luis Avilés y Tiscar (ministro de España en Colombia).

²²⁸⁰«Ultimas actividades del Haz Godo», *El Colombiano*, Medellín, 27 de noviembre de 1936, p. 3.

Siendo así, el 16 de enero de 1937 los directivos de las Cruces de Hierro del Centro Derechista José Antonio Primo de Rivera, se felicitaron de la designación del Comando Acción Nacionalista Derechista de Bogotá, con la meta de unificar el movimiento falangista en Colombia.²²⁸¹ Lo cierto era que había un acervo doctrinario común, que compartían estas numerosas agrupaciones nacionalistas falangizadas, y por eso mantuvieron contacto y relaciones fraternas entre ellas. Como ejemplo de ello, podemos mencionar que, el 5 de febrero de 1938, la Falange Derechista de Tolima, mandó “saludos afectuosos” a diversos medios y organizaciones derechistas del país como *La Patria* de Manizales, las altas directivas de la Acción Nacionalista Popular (A.N.P), a diferentes caudillos nacionalistas como Silvio Villegas, Augusto Ramírez Moreno y al general derechista Amadeo Rodríguez.²²⁸² Por ende, aunque dispersas y sin estructura rígida a nivel nacional, por tener similitudes, englobamos todos esos núcleos falangistas, bajo el término de “falangismo criollo o colombiano”. Es más, en la prensa liberal de la época se hablaba, sin rodeos, de falangismo criollo: *El Liberal* de Popayán, el 29 de enero de 1939, se refería a “las brigadas de choque de los falangistas criollos” para calificar a todos esos grupos de extrema derecha.²²⁸³

En resumidas cuentas, aunque unos se denominaron claramente como falanges, otros como centros derechistas y otros como círculos o centros nacionalistas, en últimas, todos fueron manifestaciones de un nacionalismo de extrema derecha que se expandió por todo el país y que se inspiró de las ideas autoritarias, radicales y nacionalistas de José Antonio Primo de Rivera. Como lo admitió *La Patria Nueva*, estos grupos tenían como referencia el discurso del Teatro de la Comedia, cuando José Antonio Primo de Rivera empezó a socavar el viejo edificios de partidos para construir la unidad española por encima de todo.²²⁸⁴ A estos movimientos nacionalistas se les acusó de ser simples imitadores o “sucursales” de los regímenes totalitarios fascistas. Empero, los voceros del nacionalismo replicaron que, si bien no eran indiferentes a estos idearios, no se consideraban como una simple sucursal, afirmando, por el contrario, creer en la colombianidad y los valores propios.²²⁸⁵

Finalmente, en el transcurso de los años cuarenta, estos grupos fueron fagocitados por el poderoso Partido Conservador Colombiano. Sus líderes -que en gran parte provenían del Partido Conservador colombiano-, no desaparecieron, sino que fueron readmitidos o

²²⁸¹ « El presidente y los demás miembros del Centro derechista José Antonio Primo de Rivera...», *El Fascista*, *op.cit.*, p. 4.

²²⁸² 5 de febrero de 1938, «La Falange derechista y la candidatura de Ospina Pérez» *La Razón*, p. 7.

²²⁸³ «Los teorizantes de la violencia», *El Liberal*, Popayán, 29 de enero de 1939, p. 3.

²²⁸⁴ «Nacionalismo» *La Patria Nueva*, Cartagena, 26 de febrero de 1938, p. 3.

²²⁸⁵ «Nuestra posición», *La Patria*, Manizales, 26 de noviembre de 1938, p. 3.

reciclados por el conservatismo, después de una tentativa fallida de disidencia nacionalista a finales de los años treinta. Por lo tanto, sus figuras descollantes, después de moderar su radicalidad, pero sin perder el sustrato del modernismo reaccionario hispánico, fueron figuras que brillaron en la alta función pública y la vida política colombiana, influyendo de manera decisiva en los designios autoritarios del país caribeño en los años cincuenta y sesenta. Basta con citar algunos nombres como Silvio Villegas, Álzate Avendaño, Fernando Londoño y Londoño, Miguel Jiménez López y otros, que marcaron la historia política colombiana del siglo XX.

9.3.2. El Partido Conservador Colombiano como catalizador de la infiltración de las ideas falangistas.

En 1930, el Partido Conservador Colombiano entró en crisis después de perder el poder acaparado durante décadas. Ante la necesidad de renovar sus doctrinas, sus postulados, sus métodos, sus programas políticos y sus prácticas de poder, una gran mayoría de sus afiliados fue atraída por el falangismo y el experimento franquista, por sus tonalidades autoritarias, elitistas, católicas y el discurso hispánico. En este aspecto, se puede decir que el Partido Conservador incubó en su ala de extrema derecha una vertiente nacionalista, con residuos de los idearios falangistas.²²⁸⁶ Con esto, se puede afirmar que las doctrinas y las prácticas del partido fueron revitalizadas por el influjo falangista.

Sobre la filiación y la cercanía entre falangismo y el Partido Conservador, la inauguración del Círculo Nacionalista de Bogotá fue particularmente reveladora. En ella, Ginés de Albareda advirtió a los conservadores que frente a los extremos que polarizaban el mundo -fascismo y comunismo-, siempre se debía preferir el fascismo:

Y como obligadamente todas las colectividades militantes del mundo moderno, por un criterio universalizado, se ven en el caso de simpatizar con uno de los extremos aludidos, el conservatismo colombiano, tienen que simpatizar con aquel extremo que más le asegure a la humanidad la victoria sobre esa monstruosidad política que fomenta bajo su baja levadura en los charcos de sangre del Soviet.²²⁸⁷

Siendo así, agregaba que los conservadores, sean ingleses o colombianos, jamás podían dudar entre esos dos extremos:

²²⁸⁶ Echeverri Herrera Carlos, «Fascismo y el Partido Conservador», *La Patria*, Manizales, 21 de noviembre de 1936 p. 3.

²²⁸⁷ «Café colombiano para la España Nacionalista», *El Siglo*, Bogotá, 4 de febrero de 1938, p 9

Entre fascismo y comunismo, que hoy polarizan los extremos ideológicos del mundo, un partido eminentemente nacionalista y tradicional como es el partido conservador, en Inglaterra como en nuestro país no puede aliarse con el último para irse contra el primero.²²⁸⁸

En ese mismo evento, el jefe del conservatismo colombiano, Laureano Gómez, estableciendo un falso paralelo, alegó que los conservadores, al congeniar con Franco, hacían lo mismo que los liberales que abrazaron el comunismo.²²⁸⁹

De ahí que, en Colombia se empezó a hablar de un fascismo criollo en sectores conservadores y corrientes derechistas. Algunas franjas del liberalismo encabezadas por el senador José Mar diagnosticaron la “Fascistización” del Partido Conservador.²²⁹⁰ Incluso, algunos grupos nacionalistas veían con malos ojos este barniz falangista del Partido Conservador porque lo consideraban indigno del pensamiento de José Antonio Primo de Rivera. Al respecto, el 18 de febrero de 1938, el Centro de Acción Nacionalista precisó que era una insensatez el intentar vestir el Partido Conservador con un ropaje falangista porque “*La Falange Española es lo opuesto al pensamiento partidista y sectario. No es de derecha ni izquierda, sino patria a secas.*”²²⁹¹

De todos modos, es fundamental tener presente la veta falangista al interior del Partido Conservador, porque en ella se encontraba la fuente de lo que llamamos los impregnados: grandes figuras de renombre con amplio bagaje cultural que lograron con éxito absorber, transformar, infiltrar y acoplar al contexto singular colombiano el ideario falangista, sin calcar o realizar una simple imitación de sus doctrinas, y por eso lograron perdurar en el tiempo. Es necesario mencionar que las organizaciones fascistas y falangistas que enumeramos anteriormente, tuvieron jefes conservadores nacionales o locales de importancia. Los principales caudillos del nacionalismo falangizado, provenían del Partido Conservador y en su mayoría regresaron a él cuando amainó el movimiento nacionalista. Por ejemplo, en Cali los jefes de la Acción Nacional Derechista del Valle, fueron figuras conservadoras de renombre como Ignacio Rengifo, Primitivo Crespo, Álvaro Calero Tejada.²²⁹² En el mismo sentido, la organización falangista *Haz Goda* de Antioquia era guiada por prominentes conservadores en su Consejo Supremo: Juan Roca Lemus, Víctor Carvajal Ortega, José Mejía Mejía, Abel

²²⁸⁸*Ibid.*

²²⁸⁹*Ibid.*

²²⁹⁰ «Fascismo criollo», *La Razón*, Bogotá, 24 de febrero de 1938, p. 5.

²²⁹¹ Centro de Acción Nacionalista, «Máscaras y partidos», *La Patria*, Manizales, 18 de febrero de 1938, p. 5.

²²⁹² «Los jefes del valle los felicitaban», *Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 1.

García Valencia, Gabriel Aramburo, Jorge Luis Arango Jaramillo, Abel Naranjo Villegas y Jorge Ortiz Rodríguez.²²⁹³ Asimismo, *La Patria* explicó que “circulaban unos 50000 godos requetés en Caldas”, pero que estos obedecían a las trompetas de carismáticos líderes conservadores del ala nacionalista como Silvio Villegas, Fernando Londoño y Londoño, Rango Uribe, Álvarez Restrepo o Álzate Avendaño.²²⁹⁴

De hecho, esta permeabilidad entre caudillos conservadores y núcleos falangistas era palpable en todo el país. Como el caso del importante intelectual conservador y posterior ministro de Educación, Rafael Azula Barrera, que fue el gran capitán de la Falange Nacionalista de Boyacá²²⁹⁵, contando con el apoyo del Partido Conservador departamental.²²⁹⁶ De la misma manera, a partir de 1936, en las regiones de Caldas y Antioquia, desde orillas conservadoras, eminentes figuras como Esteban Jaramillo y Pedro María Carreño trabajaron en la formación de un grupo de camisas azules.²²⁹⁷ Sin olvidar, el Caudillo caleño conservador Primitivo Crespo, quien dio su apoyo en un discurso entusiasta en la inauguración de la casa de la Falange Española Tradicionalista en Cali el 18 de junio de 1938.²²⁹⁸ Como todo un emblema, el 3 de febrero de 1938 se realizó un acto simbólico de homenaje en la tumba del fundador de Bogotá Gonzalo Jiménez de Quesada, encabezado por Ginés de Albareda y en el que participaron conocidos líderes del Partido Conservador entre los cuales se encontraban: Víctor G Ricardo -jefe de redacción de *El Siglo-*, Álvaro Ortiz Lozano, Álvaro Gómez Hurtado, Guillermo Camacho Montoya, Francisco Fandiño Silva, Jorge Gálvez Mejía, Francisco Plata Bermúdez, Lorenzo Apruso, Hilario Ranjul, Ladislao Acebedes.²²⁹⁹

Por tanto, hay que saber que los círculos y espacios nacionalistas españoles, no eran únicamente sitios de encuentros para nativos entre ellos, también interactuaron con conservadores y nacionalistas colombianos, que eran defensores de las tesis falangistas. Por eso, no era sorprendente que los grupúsculos falangistas, tuvieran en su origen jefes Conservadores o que provenían del Partido Conservador. De este modo, las falanges nacionalistas colombianas, como españolas, estuvieron en permanente contacto e interacción con los caudillos nacionalistas del Partido Conservador. Por ejemplo, el 7 de marzo de 1939, destacados líderes nacionalistas como Silvio Villegas y Gilberto Álzate Avendaño, miembros

²²⁹³ «Últimas actividades del Haz Godo», *El Colombiano*, *op.cit.*, p. 3.

²²⁹⁴ Yagari Luis, «Juremos!», *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

²²⁹⁵ Piñeros Suárez, Ignacio, «Dos místicas enfrentadas», *Derechas*, Bogotá, 12 de 1936, p. 2.

²²⁹⁶ «La Falange Nacionalista de Boyacá...», *Derechas*, *op.cit.*, p. 1.

²²⁹⁷ «Camisas azules», *Colombia nacionalista*, Bogotá, 1 de agosto de 1936, p. 2.

²²⁹⁸ Crespo Primitivo, La resurrección de España». *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 113.

²²⁹⁹ «El Homenaje a Gonzalo de Jiménez de Quesada de Ginés de Albareda», *El Siglo*, Bogotá, 3 de febrero de 1938, p. 5.

del Partido Conservador, viajaron a Medellín con urgencia, solicitados por las falanges nacionalistas de Antioquia para resolver una crisis local.²³⁰⁰

Sin embargo, a pesar de las afinidades ideológicas, culturales y espirituales del conservadurismo con el falangismo, algunos conservadores mantuvieron la distancia para no ser relacionados con el fascismo criollo. Desde luego, otros no tuvieron el mismo recelo y se afiliaron políticamente en las falanges seccionales o en los grupúsculos nacionalistas de extrema derecha, sin pena alguna. Sobre esto, el 22 de febrero de 1938, el encargado de negocios de España en Colombia, comunicó al MAE que los dirigentes del Partido Conservador colombiano prestaban la máxima asistencia a Ginés de Albareda en sus giras por Colombia.²³⁰¹ Pero sobre todo alertó con preocupación, sobre la inauguración del Círculo Nacionalista Español en Bogotá, en la que Laureano Gómez se declaró abiertamente falangista y el diario *El Siglo* confirmó su apoyo a favor de los nacionalistas.²³⁰² De su lado, en octubre de 1937, *El Tiempo* subrayó la denuncia en la Cámara de Representantes que hizo el comunista Gilberto Vieira, acerca de la acogida calurosa que se le dio al enviado de Franco en Barranquilla, por iniciativa del Partido Conservador.²³⁰³

Ciertamente, todo el panorama político colombiano era consciente de esta fascistización o falangización. Desde 1936, algunas figuras como el eminente profesor de derecho conservador, Rodrigo Jiménez Mejía, analizaron que la República Liberal estaba llevando a Colombia hacia el fascismo, porque sus políticas de izquierdas, como en España, provocarían la unión y reacción de las derechas y los militares.²³⁰⁴ Por lo que, con temor, la prensa liberal veía como de las entrañas conservadoras salían las “*tropillas de camisas negras*”.²³⁰⁵ Un hecho simbólico de esta impregnación fue el homenaje que se le dio a Franco y Ginés de Albareda en febrero de 1938, en el célebre Jockey Club -famoso espacio de encuentro de la elite colombiana-, al cual acudieron importantes figuras del Partido Conservador como Carlos Echeverri Cortes, Hernando Uribe Cualla, Camilo De Brigard, Ignacio Escobar López, Esteban Jaramillo, Laureano Gómez, Mariano Ospina Pérez, los generales Víctor Manuel Salazar, Luis Felipe Camargo, Guillermo Camacho Montoya.²³⁰⁶

²³⁰⁰ «Un cartel de derechas», *La Patria*, Manizales, 7 de marzo de 1939, p. 1.

²³⁰¹ AGA. Fondo 15 54/03115. Bogotá 22 de febrero de 1938, de Juan Climent Nolla al MAE. Asunto Propaganda fascista en Colombia, n°21

²³⁰² *Ibid.*

²³⁰³ «El debate sobre las actuaciones de Ginés de Albareda siguió ayer», *El Tiempo*, 2 de octubre de 1937, p. 7.

²³⁰⁴ «Hacia el fascismo colombiano», *Derechas*, Bogotá, 20 de agosto de 1936, p. 1.

²³⁰⁵ «Los teorizantes de la violencia», *El Liberal*, Popayán, 29 de enero de 1939, p. 3.

²³⁰⁶ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 113.

Por consiguiente, para muchos no había ninguna duda sobre la falangización del Partido Conservador. En una entrevista con el historiador José Ángel Hernández, Enrique Gómez -otro hijo de Laureano Gómez-, reconoció que en esa época todos los conservadores eran franquistas.²³⁰⁷ Del mismo modo, en un informe de política de 1939, el encargado de negocios de España en Colombia, mencionó que el Partido Conservador era partidario acérrimo de los facciosos.²³⁰⁸ De su lado, Luis Yagari, partícipe de la Convención Conservadora en abril 1938, aseguró que el nombre de Franco caminó por los discursos como “un ser familiar”, símbolo de la penetración de las ideas falangistas en las áreas políticas conservadoras.²³⁰⁹ De manera más explícita, el conservador, Ricardo Silva, en agosto de 1938, durante una conferencia titulada *La juventud conservadora deben imitar a los Falangista ibéricos*, dada en Bucaramanga, alentó:

La juventud conservadora debe imitar en la gallardía y en el espíritu de sacrificio a los inmortales falangistas españoles; no queremos una juventud engominada en una civilización enclenque, sino una juventud enamorada de la violencia dentro del orden, que crea en el derecho natural y no en las leyes de la casta dominante que envilece la república.²³¹⁰

Paralelamente, en la prensa y la radio conservadora también se verificaba esta penetración falangista. Las figuras notables del periodismo conservador, como Francisco Fandiño Silva, Guillermo Camacho Montoya de *El Siglo* y Cipriano Ríos Hoyos, director de la emisora *La Voz Colombia*, eran notables activistas nacionalistas que defendieron enérgicamente los postulados y la causa falangista en el país. Es más, el periódico *Derechas*, eminentemente proclive a las ideas fascistas y falangistas, era dirigido por importantes líderes conservadores como Guillermo Camacho Montoya, Juan Roca Lemus y Francisco Fandiño Silva. Por algo, el jefe de la Falange de Bogotá, en su discurso de inauguración del Círculo Nacionalista Español, pronunciado el 29 de enero de 1938, emitió profundos agradecimientos a dos conservadores colombianos: al director de la Voz Colombia, Cipriano Ríos Hoyos, y a el jefe del Partido Conservador Laureano Gómez.²³¹¹ De igual forma, como advertido anteriormente, la prensa conservadora colaboraba frecuentemente con figuras falangistas españolas, promoviendo contantemente sus idearios. De ahí que, el 31 de agosto de 1953, los

²³⁰⁷ *Ibid.*, p. 52.

²³⁰⁸ AGA. Fondo 15, Caja 54/03119. Bogotá, 25 de enero de 1939, *op.cit.*, p. 3.

²³⁰⁹ Yagari Luis, «Juremos!», *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

²³¹⁰ Silva Ricardo, «La juventud conservadora deben imitar a los falangista ibéricos», *El Siglo*, Bogotá, 2 de agosto de 1938, p. 8.

²³¹¹ «Discurso del Dr. Antonio Valverde Gil... », *El Siglo*, *op.cit.*, p. 5.

falangistas Pedro Laín Entralgo y Dionisio Ridruejo enviaron sus colaboraciones *al Diario de Colombia*, dirigido por Marco Álzate Avendaño, por pedido expreso de Eduardo Carranza.²³¹²

De este modo, una figura icónica de esta impregnación falangista del Partido Conservador fue Laureano Gómez, del cual Camacho Montoya decía que había escuchado a José Antonio Primo de Rivera en un colegio de abogados y había quedado impresionado con su oratoria.²³¹³ Para *El Colombiano* el discurso de Laureano Gómez en la inauguración del Círculo Nacionalista español fue un claro ejemplo del rejuvenecimiento de un bagaje intelectual conservador:

En época todavía oportuna el doctor Laureano Gómez bucea la historia contemporánea y rejuvenece su magnífico equipaje intelectual con el oxígeno de los nuevos principios nacionalistas que imperan en los pueblos europeos empeñados en algún destino o en alguna función positiva.²³¹⁴

Siendo así, el 19 de julio de 1940 la Embajada española envió a Laureano Gómez, unas felicitaciones a él y su diario *El Siglo*, por sus posiciones sobre política internacional, proponiéndole su ayuda para robustecer las opiniones del diario.²³¹⁵ Es cierto, que Laureano Gómez, en todo momento, defendió la figura de José Antonio Primo de Rivera al que consideraba como un mártir, inspirándose de él para nutrir su pensamiento, con los conceptos de la Hispanidad, del imperio y de la mística nacionalista.²³¹⁶ Más grave fueron las acusaciones de Allan Chase, quien afirmó que Laureano Gómez buscó la forma de dirigirse personalmente a Franco pidiéndole ayuda para derrocar el Gobierno de Colombia. Según esta versión, Franco contestó con una promesa definitiva de ayuda militar después de la victoria, lo que provocó que Gómez trabajara más activamente por el triunfo de la Falange en España.²³¹⁷ Sin embargo, *El Siglo* rechazó las acusaciones en contra del Partido Conservador, sobre la posible connivencia con el régimen franquista, para planear con su ayuda una subversión en Colombia.²³¹⁸

²³¹²BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 31 de agosto de 1953, de Eduardo Carranza a Marco Álzate Avendaño.

²³¹³ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 48.

²³¹⁴ «Laureano Gómez en el Círculo fascista español», *El Colombiano*, Medellín, 1 de febrero de 1938, p. 5.

²³¹⁵ AGA. Fondo 15, caja 54/03090. Bogotá 19 de julio de 1940, de Luis Avilés y Tiscar (ministro de España en Colombia) a Laureano Gómez.

²³¹⁶ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, *op.cit.*, p. 44.

²³¹⁷ Chase Allan, *op.cit.*, p. 204.

²³¹⁸ Uribe Masas Alfonso, «El conservatismo colombiano y la Hispanidad», *El Siglo*, Bogotá, 16 de marzo de 1944, p.4.

En definitivas, la impronta falangista era notable en el seno del partido Conservador, tanto en el campo de las ideas como en los métodos utilizados. Numerosos caudillos conservadores, en paralelo a su militancia tradicional, intentaron fomentar organizaciones y grupúsculos falangistas, y estas agrupaciones de extrema derecha progresivamente fueron fagocitadas por el Partido Conservador. Por ejemplo, en las presidenciales de 1938, estas agrupaciones se sometieron y apoyaron figuras conservadoras, como la Falange Derechista de Tolima quien defendió la candidatura de Mariano Ospina.²³¹⁹

²³¹⁹«La Falange derechista y la candidatura de Ospina Pérez», *La Razón*, Bogotá, 5 de febrero de 1938, p. 7.

Conclusiones Parte III.

Después de haber visto el profundo interés de las derechas colombianas por la historia y las doctrinas falangistas. En esta tercera parte rastreamos cómo y mediante qué agentes y flujos, transitaron con intensidad las ideas falangistas en Colombia. En tal sentido, se vio que la circulación de los postulados falangistas, dependió de la política internacional del régimen franquista, de las relaciones diplomáticas dinámicas y fluctuantes entre ambos países, y debido a la existencia de focos activos del falangismo en Colombia.

En particular, fue notoria la ambivalencia general de la política exterior falangista tanto hacia Hispanoamérica como en Europa durante la Segunda Guerra Mundial. Ciertamente, este contexto internacional cambiante condicionó las relaciones diplomáticas en España y Colombia. Asimismo, esta diplomacia bilateral evolucionó al compás de los cambios de la política interior de ambos países que experimentaron alteraciones abruptas de su panorama político: el uno como el otro, pasaron de regímenes republicanos democráticos a modelos autoritarios. Por este motivo, en este lapso de tiempo, se observa el paso de relaciones ambiguas con la dictadura española durante los gobiernos liberales a un acercamiento intenso después de la toma de poder de los conservadores en 1946, consolidando relaciones estrechas y dinámicas entre ambos países, facilitando con esto la difusión de los postulados falangistas en Colombia.

Igualmente, se determinó que las ideas falangistas circularon en Colombia por el intermedio de conducto precisos, que se pueden estructurar en tres grandes grupos: las comunidades religiosas en Colombia, bisagra reaccionaria entre ambos países; los agentes y representantes españoles -del Servicio Exterior de la Falange, diplomáticos e intelectuales prestigiosos- y la comunidad de residentes españoles en Colombia; por último, los reflectores colombianos, es decir los colaboradores locales como los grupúsculos nacionalistas falangizados y el Partido Conservador Colombiano. Estos contribuyeron activamente a la Propagación de las ideas falangistas. Por tanto, demostramos que el falangismo no solo impactó las franjas más extremas de la derecha colombiana, sino que impregnó el corazón de la vida política colombiana, influenciando de manera decisiva el Partido Conservador Colombiano, una de las dos colectividades históricas, que retomó el poder a partir de 1946 para aplicar elementos del falangismo.

Parte IV. La vertiginosa incubación de las ideas falangistas en Colombia (1934-1946).

Ante el declive del modelo de desarrollo imperante con la crisis del 29 y frente a la amenaza creciente de los idearios revolucionarios de inspiración comunista, las elites colombianas se sentían huérfanas de un sistema ideológico que orientara el sentido del discurrir nacional, encontrándose a la expectativa de un modelo alternativo regenerador. En esa coyuntura, proliferaron con fuerzas en los años treinta las ideas autoritarias de las derechas europeas, que permearon con facilidad en el seno de unas elites colombianas sedientas de un aliento novador. En particular, por las afinidades culturales, históricas y lingüísticas, fueron las ideas falangistas las que más cautivaron y las que mejor se acomodaron al espíritu de las derechas colombianas, beneficiando de la obsesión que generó la Guerra Civil Española en Colombia.

Como consecuencia de esto, el influjo falangista e hispánico, después de un proceso de aclimatación por el tamiz de la singularidad colombiana, modificó, azuzó y transformó los idearios, las doctrinas, los programas y los métodos, de las derechas colombianas. Con esto, favorecieron el advenimiento de un modernismo reaccionario colombiano de cepa nacionalista, católica, hispánica y autoritaria. Por lo tanto, en este apartado, es preciso analizar en detalle, cómo la impronta falangista, modificó los pensamientos y los idearios de las derechas colombianas, entregándoles valiosas armas conceptuales, ideológicas y argumentativas. Evidentemente, este fenómeno contribuyó, de manera decisiva, con el desliz progresivo de las derechas colombianas: de perspectivas republicanas elitistas y censitarias hacia postulados autoritarios con justificaciones de la violencia y la represión. Por ende, postulamos que previamente al advenimiento de los regímenes autoritarios conservadores a partir de 1949, existió de 1936 a 1946, un ciclo de incubación de los idearios falangistas.

Capítulo 10. Entre la estrella polar norteamericana y el fantasma comunista: el advenimiento de la estela falangista.

El historiador Olivier Compagnon en su libro, *América Latina y la Gran Guerra: El Adiós a Europa (Argentina y Brasil, 1914-1915)*, expone la idea que la barbarie y trauma de la Primera Guerra Mundial tuvieron ecos y efectos considerables en los imaginarios de América Latina, puesto que provocó una desilusión generalizada de las elites latinoamericanas hacia el modelo de civilización y progreso de la modernidad europea del Siglo XIX que tanto los había influenciado y que ya no era visto como el centro civilizatorio del mundo a imitar. De ahí que en los años veinte y siguientes, surgía una búsqueda de modelos alternativos como fue el ejemplo norteamericano y la ebullición de los nacionalismos latinoamericanos en torno a la indagación de la identidad propia como la argentinidad, la mexicanidad, la colombianidad etc. Sin embargo, observamos que en los años treinta se debilita, el arquetipo norteamericano debido a las ondas de crisis del 29, que ponían en entredicho las bondades del modelo desarrollo imperante después de la Gran Guerra, cuando Estados Unidos y su imperialismo económico remplazaron en parte a Europa en el continente. Por eso, en paralelo de la crisis del orden político oligárquico heredado del bipartidismo, germinó en Colombia una contestación contra las influencias extranjeras, tanto contra el dominio norteamericano que se había intensificado en los años veinte, como contra la infiltración de modelos de estirpe comunista o socialista.

Mientras tanto, a finales de los años veinte, pero sobre todo en los años treinta, Europa volvía a ser el centro de atención de gran parte de las derechas colombianas, porque en el viejo continente surgía con fuerza el fenómeno de los fascismos europeos como alternativa renovadora al capitalismo norteamericano y el comunismo. A su vez reaccionarios y revolucionarios, fascistas como falangistas congeniaban con la visión de una Europa decadente, postulando otro camino hacia la modernidad, diferente al emprendido durante el siglo XIX. En efecto, como las elites latinoamericanas después de la Primera Guerra Mundial, los fascismos también fulminaron esa Europa de la modernidad liberal, hija del iluminismo y de la Revolución Francesa, que habían causado, según ellos, “el caos” materialista encarnado por las derivas liberales y comunistas. Por el contrario, como en el caso español, se idealizaba el pasado medieval y los tiempos “gloriosos” del imperio católico español que precedieron esa época de “decadencia”. No obstante, sin ser un simple regreso al pasado, conformista y tradicional, los fascismos con pretensiones revolucionarias postularon otro camino renovador

hacia la modernidad. Por ende, si bien las derechas colombianas dijeron adiós a la Europa del siglo XIX después del Gran Guerra, en el periodo agitado de entreguerras daban la bienvenida a la nueva Europa, en la cual los fascismos pretendían fomentar un nuevo orden. De esta manera, en el entreguerras, la alternativa más atrayente a la democracia liberal capitalista y el colectivismo soviético, era una u otra forma de fascismo. En Colombia, sin duda, fue la estela falangista quien enseñó la ruta alternativa no liberal hacia otra modernidad. Por algo falangistas como el régimen Franco no cesaba de hablar de *Nuevo Orden*, *Nueva España*, *Nuevo Estado*, etc.

En consecuencia, las elites políticas colombianas atenazadas por la disyuntiva comunismo-capitalismo, rechazaron rotundamente la primera, y fueron muy críticos con los efectos de la segunda que profundizó, según ellos, la postración colombiana. En *La Patria*, Carlos Echeverri Herrera, escribió en 1936, que Colombia se encontraba ante “*el doble peligro del imperialismo económico del norte y del imperialismo ideológico de Moscú.*”²³²⁰ En estas condiciones, penetraron con más fuerzas, las ideas reaccionarias europeas, -sobre todo las de corte falangista e hispánica-, azuzadas por el advenimiento de la Guerra Civil Española, que fue un catalizador trascendental del remozamiento de los idearios reaccionarios españoles en Colombia.

10.1. Unas elites en búsqueda de un nuevo modelo político e ideológico regenerador.

Indubitablemente, los dos modelos dominantes generaron crispaciones y tensiones en tierras colombianas. El modelo comunista era más influyente en el seno de las clases populares, siendo rechazado y repudiado de forma cuasi unánime por las elites. Del otro lado, la crítica al dominio norteamericano después de la Gran depresión, fue una realidad palpable. A raíz de esto, se puede decir que las elites colombianas, de cierta manera, se sintieron huérfanas de una brújula extranjera rectora. En medio de esa crisis ideológica y existencial, frente al nubarrón político, surgieron las experiencias reaccionarias europeas. Entre ellas, sobresalió el ejemplo falangista, cuyos militantes se destacaron en el conflicto fratricida español, siendo un ejemplo atractivo y exitoso para las derechas colombianas.

Entonces, en esa época turbulenta surgió en el panorama político colombiano, la competencia enconada y la colisión ideológica de tres modelos extranjeros: el capitalismo

²³²⁰ Echeverri Herrera Carlos, «Fascismo y el Partido Conservador», *La Patria*, *op.cit.*, p. 3.

norteamericano, los proyectos de izquierda-socialistas y comunistas-, y los postulados reaccionarios nacionalistas, sobre todo de cuño falangista.

10.1.1. El nacionalismo cosmopolita y la tendencia a la importación de modelos occidentales.

El gesto de recurrir a modelos políticos, económicos e ideológicos extranjeros, para consolidar la legitimación del poder en el orden interno, no era un rasgo distintivo de esta época, sino más bien una constante en la historia contemporánea colombiana desde la Independencia. En su libro, *El nacionalismo cosmopolita. La referencia europea en la construcción nacional en Colombia (1845-1900)*, Frédéric Martínez, explica cómo durante la segunda mitad del siglo XIX, la construcción de la identidad nacional colombiana se realizó mediante la aportación y adaptación de las innovaciones ideológicas y doctrinarias europeas. En pocas palabras, el bipartidismo colombiano siempre bebió de las fuentes occidentales, intentando con frecuencia acomodar en Colombia ciertos aspectos de esos modelos.

En la práctica, esta tendencia imitadora siempre provocó un desfase temporal entre el periodo del surgimiento de las ideas europeas, con su posterior importación a América Latina. Irónicamente, decía el comunista Ignacio Torres Giraldo que las mentes avanzadas de Colombia se enfrentaron al siglo XX dilucidando todavía los grandes episodios de la Revolución Francesa de 1789.²³²¹ Los sectores reaccionarios también fueron conscientes de este desajuste, como lo resumió *La Patria* en 1938: “Somos fatalmente satélites de Europa. Hasta ahora, las corrientes occidentales nos habían llegado con varias décadas de atraso.”²³²²

Por otra parte, esta tendencia a la importación ideológica generó cierto desdén por la realidad colombiana, por parte de unas elites que viajaban con frecuencia a Europa, y cuando llegaban a tierras colombianas atrasadas, quedaban desazonadas al comprender el abismo civilizatorio entre los dos lados del Atlántico. Sobre esto, Enrique Santos declaró que “era un sello común de numerosos colombianos que llegan del extranjero a encontrarlo aquí todo abominable.”²³²³

Sin embargo, a pesar de esa propensión mimética, en ciertas franjas -como la nueva derecha nacionalista-, empezó a verse con malos ojos el hecho de ser simples emuladores,

²³²¹Torres Giraldo Ignacio. *Los Inconformes...*, op.cit., p. 93.

²³²²«El triple Significado de llamamiento nuestra revolución», *La Patria*, Manizales, 4 de abril de 1938, p. 2.

²³²³ Santos Montejo Enrique. *Calibán Danza de las Horas y otros escritos*, op.cit., p 233.

poniendo de manifiesto la sumisión cultural que suponía: “*Nosotros hemos sido siempre respecto a Europa como los peces que cortejan al barco esperando los desperdicios que les arrojen de él.*”²³²⁴ Una de las figuras más resonantes del nacionalismo reaccionario colombiano, Augusto Moreno Ramírez, adujo que, si bien Colombia no tenía ni una cultura, ni una técnica que la amparaba contra el cosmopolitismo invasor, era apremiante encontrar el límite exacto, entre la entrega completa y el decoro nacionalista.²³²⁵ Emanó entonces, una vertiente de las franjas derechistas, que, sin negar la importancia de las doctrinas extranjeras, pidieron una adecuación de estos idearios con la singularidad colombiana, evitando la emulación estéril.

En todo caso, en el transcurso de los años treinta, las derechas colombianas consideraban que las experiencias reaccionarias europeas habían traído, en esta época, una revolución mundial de un tipo nuevo, que también trastocaría el panorama colombiano. Por lo tanto, se produjo un vendaval ideológico, que no era solo destinado a un reducto elitista o unas minorías intelectuales.²³²⁶

10.1.2. Omnipresencia de la influencia norteamericana.

Desde la doctrina Monroe en 1823, complementada luego con el corolario Roosevelt en 1904, se impuso con fuerza, la supremacía norteamericana en América Latina. Pero en el caso colombiano, esta sumisión se tornó en doctrina con la célebre teoría de la *estrella polar*, esbozada por Marco Fidel Suárez, presidente conservador -1918-1921- y uno de los protagonistas de la renuncia oficial colombiana a Panamá. A grandes rasgos, el término de *estrella polar* era utilizado en el sentido de mirar hacia el norte y los Estados Unidos. En concreto, esto significó la orientación constante de la política exterior colombiana, adecuándola con los designios del líder hemisférico indiscutible y aliado por excelencia.²³²⁷ En resumidas cuentas, era una sumisión hacia el señorío norteamericano y el modelo de desarrollo subyacente. Por eso, Gerardo Molina lo presentó como un estado semicolonial, tanto en lo económico, como en lo político, anhelando salir del subdesarrollo a base de financiación externa.²³²⁸

²³²⁴ «El triple Significado de llamamiento nuestra revolución», *La Patria, op.cit.*, p. 2.

²³²⁵ Villegas Silvio, Eliseo Arango, Ramírez Moreno Augusto, Fidalgo Hermida Joaquin, «La República conservadora», *Diario El Debate*, Bogotá, Febrero 1930. En: Ramírez Moreno Augusto, *op.cit.*, p. 78.

²³²⁶ «El triple Significado de llamamiento nuestra revolución», *La Patria, op.cit.*, p. 2.

²³²⁷ Palacios Roza Marco, *op.cit.*, p. 105.

²³²⁸ Molina Gerardo. *Las ideas liberales en Colombia, (1915-1934), op.cit.*, p. 35.

En realidad, el proceso de sumisión y dependencia económica había iniciado a finales de los años diez y acelerado en los años veinte. Para Gerardo Molina, un año clave para Colombia fue 1918, fecha a partir de la cual acaecían tres grandes eventos:

(...) el de la terminación de la guerra mundial, el del comienzo de nuestra inserción en la órbita norteamericana y el de la iniciación del tránsito, aun inconcluso, del estado agrícola al estado industrial.²³²⁹

De ahí que, según cuenta el historiador colombiano Marco Palacios Rozo, un diplomático británico comentaba en 1918 que el petróleo que se estaba convirtiendo en un pilar del desarrollo colombiano “quedaría en manos norteamericanas”.²³³⁰ Efectivamente, como concluye el historiador Marco Palacios Rozo:

En 1926, una vez que las empresas concluyeron las fases de intrigas, sobornos y escaramuzas leguleyas por las concesiones, únicamente dos poseían campos petrolíferos: la Tropical subsidiaria de la Standard Oil of New Jersey y la Colombia Petroleum Co., subsidiaria de la South American Gulfoil.²³³¹

En verdad, el proceso de sumisión y dependencia económica, se aceleró en los años veinte. De hecho, el flujo de capitales e inversiones norteamericanas en la década de los veinte, se le se le designo como *la danza de los millones*. El sociólogo Daniel Pécaut explicó que *la danza de los millones* se intensificó a partir de 1925, con la indemnización pagada por la pérdida de Panamá -25 millones de dólares- y el flujo de capitales extranjeros mediante los empréstitos colombianos en la bolsa de Nueva York que llegaron a los 235 millones entre (1920-1928).²³³² Por eso, el conservador y futuro presidente Roberto Urdaneta, deploraba que, a partir de los años veinte, el capital extranjero se hizo con las riquezas colombianas: “*La Tropical Oil Company y otras compañías extranjeras iniciaron la extracción de nuestro petróleo y la United Fruit Co, entró de lleno a aprovecharse en la Costa Atlántica de la riqueza bananera.*”²³³³

Este proceso implicó una pérdida de soberanía, con un poder político interno supeditado a los requerimientos norteamericanos. Esto se vio reflejado en varios acontecimientos que se desarrollaron en esos años. El más significativo fue la misión

²³²⁹ *Ibid.*, p. 22.

²³³⁰ Palacios Rozo Marco, *op.cit.*, p. 125.

²³³¹ *Ibid.*

²³³² Pécaut Daniel. *Política y sindicalismo en Colombia, op.cit.*, p. 74.

²³³³ Urdaneta Arbeláez Roberto. *El materialismo contra la dignidad del hombre: su impacto en la vida colombiana*. Bogotá: Edición Lucros, 1960, p. 279.

Kemmerer, mediante la cual un grupo de expertos norteamericanos moldearon los sistemas bancarios y fiscales, en varios países andinos, Colombia siendo uno de los principales. La misión Kemmerer contratada bajo el gobierno de Pedro Nel Ospina, culminó con la constitución de un banco central de emisión, dirigido por una junta directiva compuesta por 7 extranjeros y 3 representantes del Estado colombiano.²³³⁴

En todo caso, esto conllevó a hábitos nocivos de acudir a los préstamos extranjeros, ocasionando un endeudamiento preocupante. Gerardo Molina nos entregó cifras que demuestran el grado de dependencia comercial de Colombia hacia Estados Unidos, aseverando que “entre 1913 y 1926 la parte de los Estados Unidos pasó del 27% al 48% en lo que se refiere a importaciones, y del 44.5% al 86% en lo que respecta exportaciones”.²³³⁵ En el mismo sentido, en 1933, debido a la voluntad de aumentar los débitos comerciales entre Colombia y España, el encargado de negocios de Colombia en Madrid recordó que Estados Unidos concentraba el 60 % de las exportaciones colombianas.²³³⁶ Por su parte, Bushnell enunció que, con la República Liberal y la presidencia de Olaya Herrera entre 1930 y 1934, se acentuó la dependencia con los intereses norteamericanos, a expensas de los programas domésticos y los salarios de los empleados del gobierno: incluso, llegando a resolver las controversias con compañías norteamericanas en Colombia, bajo las condiciones que ellas imponían.²³³⁷

Pero esta aparente prosperidad y abundancia de recursos fue un espejismo desnudado por la crisis económica mundial, cuando Estados Unidos empezó a limitar los préstamos y las inversiones. En 1932, ante el abandono de la financiación extranjera y la crisis general del modelo, el encargado de negocios de España en Colombia resaltó “la triste situación financiera”.²³³⁸ A finales de los treinta, la coyuntura se agravó porque el 14 de octubre de 1939, la Legación española en Colombia comunicó al MAE que la situación económica del país no solo empeoraba por la crisis desatada por la Segunda Guerra Mundial -que aumentaba los precios-, sino también por las restricciones de crédito de los Estados Unidos.²³³⁹

²³³⁴Pécaut Daniel. *Política y sindicalismo en Colombia*, op.cit., p. 74.

²³³⁵Molina Gerardo. *Las ideas liberales en Colombia, (1915-1934)*, op.cit., p. 28.

²³³⁶AGN. Caja 282, carpeta 21, folio 263. Bogotá, 17 de enero de 1933, del MRE a Manuel Marulanda (encargado de negocios de Colombia en Madrid).

²³³⁷Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, op.cit., p. 255.

²³³⁸AGA. Fondo 15, Caja 54/03104. Bogotá, el 7 de enero de 1932, del encargado de negocios de España en Bogotá al Ministerio de Estado.

²³³⁹AGA. Fondo 15, caja 54/03136. Bogotá, 14 de octubre de 1939, de Luis Avilés y Tiscar al MAE. Informe sobre situación política.

10.1.3. *El desencanto hacia la estrella polar.*

La crisis del 29 puso en jaque el modelo agroexportador de materias primas colombiano, puesto que la demanda se redujo considerablemente. Además, *la danza de los millones* había finiquitado, los millones de la inversión norteamericana se redujeron dejando enormes deudas sin que se concretizaran en resultados satisfactorios, puesto que se había malgastado el dinero y agravado un desarrollo desigual. Por lo tanto, el optimismo de los años veinte se debilitó, y una parte de la población empezó a juzgar con severidad la influencia norteamericana. Sin embargo, el privilegio norteamericano nunca desapareció, siguió muy fuerte en las franjas moderadas de ambos partidos. Eduardo Santos, que recibió el apoyo de los hombres de negocios durante su presidencia (1934-1938), insistió que Colombia no podía darse el lujo de contrariar a “*su único proveedor extranjero de consideración, que era a la vez su único mercado durante la crisis internacional*”.²³⁴⁰

A pesar de ello, era indudable que *la estrella polar* había perdido de su brillo. De hecho, la Gran Depresión resquebrajó ese modelo de desarrollo, generando un vacío y un sentimiento de decadencia. Agravó el malestar social, provocando en los años treinta, brotes de contestación nacionalistas-tanto en la izquierda como la derecha-. En efecto, los sectores nacionalistas de ambos polos, levantaron la voz para denunciar la entrega de sectores económicos claves: el subsuelo y su petróleo, la aviación, las infraestructuras ferroviarias, y otros sectores cruciales, explotados en su mayoría por compañías extranjeras norteamericanas. Por algo, el diplomático norteamericano, John C Campbell, declaró en la revista *Foreign Affairs*, en abril de 1942, que existía un fuerte sentimiento antiamericano entre los nacionalistas colombianos que denunciaban sin descanso la opresión de los intereses extranjero en Colombia.²³⁴¹

Progresivamente, con el empeoramiento de la crisis y sus efectos, se multiplicaron las voces virulentas y agresivas contra la hegemonía norteamericana. *El Fascista* de Bogotá escribió: “*Pedimos fronteras delimitadas, porque no queremos ser una sucursal de un gobierno extranjero. Vamos contra el imperialismo yanqui, ruso o de cualquier clase que sea.*”²³⁴² Más explícitamente, los nacionalistas del diario *La Patria*, arremetieron contra el peligro yanqui en 1938: “*Estamos en la línea vital del imperialismo yanqui como ninguna otra nación de la tierra. (...) Eso lo sabe el “Buen Vecino” que a causa de su gran amistad*

²³⁴⁰ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 132.

²³⁴¹ «No hay contradicción», *El Siglo*, Bogotá, 6 de julio de 1942, p. 4.

²³⁴² «Mensaje a los obreros, Haz de fuego», *El Fascista*, Bogotá, 16 de enero de 1937, p. 1.

con nosotros quiere instalarse en nuestra casa.”²³⁴³ En la Cámara de Representantes, el 9 de septiembre 1940, en un discurso punzante, Silvio Villegas denunció que la política del *Buen Vecino*, no era más que un nuevo avatar del discurrir histórico general de la política internacional de los Estados Unidos: primero la penetración en los territorios, más tarde la ocupación violenta, y después el sojuzgamiento económico.²³⁴⁴

En contrapartida, se culparon a los gobiernos colombianos de ser cómplices de la pérdida de soberanía, por haberse sometido sin rechistar a un imperialismo económico. Desde 1930, los *Leopardos* previnieron que, el deslizamiento hacia un imperialismo económico solo aceleraba la pérdida de soberanía nacional.²³⁴⁵ Por ello, en un manifiesto político nacionalista de 1932, las figuras claves de las derechas reaccionarias en Colombia, lamentaron la entrega de la patria con una administración débil sometida a Estados Unidos.²³⁴⁶ En *No hay enemigos a la derecha*, Silvio Villegas atacó frontalmente a las elites liberales, describiendo al presidente Olaya Herrera como “un procónsul norteamericano”.²³⁴⁷

Por cierto, hasta el Partido Conservador, que durante la hegemonía conservadora colaboró en la profundización de esta subordinación, se volvió más crítico sobre la política de servilismo y docilidad. En 1934, en el Senado con hombres como Laureano Gómez y Julio Holguín, y en la Cámara de Representantes con figuras como Luis Rueda Concha y José Antonio Montosalvo, se denunció la adjudicación acelerada -el 6 de agosto de 1934-, poco antes de la posesión del presidente López Pumarejo de ciento cincuenta mil hectáreas de terrenos reputados baldíos a la South America Gulf Oil.²³⁴⁸ A su vez, el 5 de febrero de 1936, el diario conservador *El Siglo*, inculpó al gobierno de sellar un tratado comercial antipatriótico con Estado Unidos, alegando que: “*Nos esclaviza a las fluctuaciones y pretensiones de los capitalistas de Wall street.*”²³⁴⁹ Con la misma vehemencia se deploró la postración de la presidencia de Eduardo Santos, cuando este solicitó un préstamo de treinta millones de dólares a Estados Unidos.²³⁵⁰

²³⁴³ «La opinión del porvenir», *La Patria*, Manizales, 30 de noviembre de 1938.

²³⁴⁴ «El debate internacional», *El Siglo*, Bogotá, 10 de septiembre de 1940, p. 10.

²³⁴⁵ Villegas Silvio, Eliseo Arango, Ramírez Moreno Augusto, Fidalgo Hermida Joaquín, «La República conservadora», *op.cit.*, p. 78.

²³⁴⁶ Manifiesto político de Silvio Villegas y Augusto Ramírez Moreno, Bogotá, 18 de febrero de 1932. En: Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, *op.cit.*, p. 240.

²³⁴⁷ Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, *op.cit.*, p. 80.

²³⁴⁸ Quincena XXXV, septiembre 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas*, *op.cit.*, p. 118.

²³⁴⁹ «Un pacto antipatriótico», *El Siglo*, Bogotá, 7 de febrero de 1936, p. 3.

²³⁵⁰ Bushnell David. *Eduardo Santos y la política del Buen Vecino*, *op.cit.*, p. 52.

En consecuencia, esta embestida contra la dominación norteamericana, conllevó a un repudio hacia los proyectos continentales, como la política del *Buen Vecino* o el panamericanismo. Para Hugo Velasco, el servilismo de las naciones latinoamericanas rayaba la abyección, siendo notorio en algunos congresos interamericanos.²³⁵¹ En la *Revista Colombiana*, también, Francisco Fandiño Silva, se quejó de ese vasallaje continental cínico: “Hispanoamérica, tierra de vasallaje! Cada día se aprieta más el dogal saxoamericano en la garganta de la América Española. Unas veces es de hierro, duro y cruel. Otras de seda suave y pérfida.”²³⁵²

En estas condiciones, la política exterior falangista aprovechó ese recelo progresivo, para alentar su contraataque contra la influencia norteamericana. En un informe de 1940, la Legación colombiana en Madrid avisó de las intenciones de la *Nueva España* de influir en la política internacional, proyectando excitar una reacción en el continente contra Estados Unidos y la política panamericana.²³⁵³ Sobre esto, el historiador español Lorenzo Delgado Gómez-Escalonilla, encontró en los Archivos del Ministerio de Asuntos Exteriores, una carta de Manuel Halcón a Serrano Súñer, en la cual se describía la batalla crucial que se libraba en Hispanoamérica entre dos concepciones que se disputaban la primacía universal, recomendando que España debía manejar todos los resortes posibles, para mover la opinión pública a su favor y asegurar su triunfo.²³⁵⁴ Con este fin, Manuel Halcón se aprovechó del revulsivo que causaba en el seno de las elites latinoamericanas, la alianza de Estados Unidos e Inglaterra con la Unión Soviética, durante la Segunda Guerra Mundial.²³⁵⁵

10.2. La amenaza de la infiltración socialista y comunista.

Como alternativa a la desilusión de *la danza de los millones* y *la estrella polar*, surgieron con fuerza, en el seno de las masas populares, las propuestas comunistas y socialistas, que preocuparon profundamente a las elites colombianas. Por supuesto, no hubo en la historia de colombiana un punto de encuentro más unificador para las derechas -tanto nacionalistas, como conservadoras, como liberales-, que el miedo a la infiltración comunista. A partir de esa época, se le empezó a designar como el enemigo principal, por encima de

²³⁵¹ Velasco Hugo, *op.cit.*, p. 73.

²³⁵² Fandiño Silva, Francisco, «España, origen y futuro de América», *Revista Colombiana*, Vol. XII., Bogotá, noviembre de 1940, n°137, p. 121

²³⁵³ Archivo Eduardo Santos Biblioteca Luis Ángel Arango, Fondo Ministerio Relaciones Exteriores 046, Caja 0008. Madrid, 14 de diciembre de 1940, *op.cit.*, p. 5

²³⁵⁴ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 73.

²³⁵⁵ *Ibid.*, p. 71.

todos los otros, y todos los grandes hombres políticos de las derechas colombianas, en algún momento, unos más que otros, denunciaron la amenaza comunista en Colombia.

Sin embargo, si bien como en todos los países del mundo, existieron corrientes comunistas en ciertos sectores populares como en algunos políticos e intelectuales de izquierda, es necesario preguntarnos si el espectro de una revolución violenta comunista era una perspectiva realista en Colombia.

10.2.1. El repudio unánime al comunismo.

Se puede afirmar con seguridad que, en el seno del bipartidismo colombiano, salvo algunas personalidades en la izquierda del Partido Liberal, predominó un repudio uniforme hacia el comunismo. Los ecos del “peligro” comunista permearon con recurrencia los discursos, la prensa, los congresos y las conferencias, tanto de las elites liberales como de los conservadores y de los nacionalistas.

Por ende, el comunismo se convirtió en la amenaza prioritaria que había que domeñar a toda costa. Con este fin, el 19 de febrero de 1938, *el Obrero Católico* declaró que el comunismo era el enemigo más temible de Colombia.²³⁵⁶ De forma similar, el 4 de enero de 1939, el Comando Nacional de Caldas, expuso sus tesis nacionalistas en *La Patria*, dejando claro que el verdadero enemigo era el comunismo y que debía ser combatido desde el Estado como encarnación jurídica de la nación.²³⁵⁷ Augusto Ramírez, de su lado, en su libro *Dialéctica anti-comunista*, realizó un estudio sistemático del marxismo, mediante el cual atacó frontalmente los peligros del comunismo.²³⁵⁸ Asimismo, en 1944, el obispo de Santa Rosa de los Osos, Miguel Ángel Builes, enumeró las múltiples actividades comunistas en el país, prueba de que era la amenaza principal.²³⁵⁹

Por supuesto, la gran mayoría del Partido Liberal compartió ese malestar, participando del auge del discurso anticomunista. Al respecto, en los archivos de Eduardo Santos, encontramos un cuartel de propaganda programático liberal en contra de la reelección de López Pumarejo, que ilustraba la idea de salvar Colombia del comunismo, como se había

²³⁵⁶«El comunismo es el enemigo más temible de Colombia», *El Obrero Católico*, Medellín, 19 de febrero de 1938, p. 5.

²³⁵⁷ «Tesis nacionalistas», *La Patria*, 4 de enero de 1939.

²³⁵⁸ Ver para profundizar: Ramírez Moreno, Augusto. *Dialéctica anticomunista*. Bogotá: Ediciones Tercer Mundo. 1973.

²³⁵⁹«El enemigo: el comunismo», *El Obrero Católico*, Medellín, 16 de agosto de 1944, p. 9.

hecho cuatro años atrás con la victoria de Eduardo Santos.²³⁶⁰ Su hermano, Enrique Santos, manifestó que durante la guerra en Europa, el pacto germano-soviético y la traición de Hitler con Stalin, fue la confirmación de que el comunismo era “el enemigo más grande de la humanidad”.²³⁶¹ Por su parte, Abel Carbonell escribió en su Quincena política, que liberales y conservadores coincidieron sobre la necesidad de apoyarse para defender el orden social frente al comunismo.²³⁶² Del mismo modo, en las líneas de *El Colombiano*, Silvio Villegas en nombre del nacionalismo colombiano, reclamó la unión: “*Si el peligro no nos unifica, es porque tenemos vocación para el suicidio*”.²³⁶³

En esta lucha frontal contra el comunismo, la Iglesia católica desempeñó un papel protagónico. El 22 de enero de 1937, monseñor Perdomo en una carta pastoral vehemente, lanzó una alerta sobre la penetración de “la plaga comunista”, advirtiéndoles a los católicos “*los males que acarrea esta secta sin familia, sin Dios y sin Patria*”.²³⁶⁴ Además, el arzobispo Primado de Colombia, recordó que el marxismo ateo había sido condenado por la Iglesia católica.²³⁶⁵ La condena del Vaticano se oficializó con la encíclica de Pío XI del 19 de marzo de 1937 *Divina Redemptoris*, en la cual se responsabilizó el comunismo ateo de pretender: “*derrumbar radicalmente el orden social y socavar fundamentos mismos de la civilización cristiana*”.²³⁶⁶ En el mismo sentido, por su saña y actitud combativa, monseñor Miguel Ángel Builes fue una de las grandes figuras anticomunista en Colombia, siendo blanco por ello, de numerosos ataques de diarios comunistas. Por esta razón, el *Diario Popular*, el miércoles 13 de septiembre 1944, espetó: “*Será desenmascarado el falangista de Santa Rosa Señor Miguel Ángel Builes*.”²³⁶⁷

Por ende, las derechas colombianas incubaron una verdadera obsesión contra el comunismo, que devino un chivo expiatorio, al que se le acusaba de ser el principal responsable del desastre y del caos general. Como vimos, las elites sin pruebas le endosaron la muerte de Gaitán, el 3 de mayo de 1948, motivo por el que Colombia rompió los nexos con la

²³⁶⁰BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2, folio 21. Un cartel programático de febrero de 1942. Documento n °Mss/563/5/1/23

²³⁶¹ «El peor enemigo», octubre de 1939, *El Tiempo*. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 487.

²³⁶²Quincena LXXX, 15 de septiembre de 1936. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 238.

²³⁶³ Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

²³⁶⁴«El Primado lanzó enérgica pastoral contra el comunismo», *La Patria*, Manizales, 23 de enero de 1937, p.1.

²³⁶⁵ Pastoral del arzobispo Primado de Colombia. «El comunismo contra Dios, la Patria, la Familia el Trabajo, la Propiedad y el Orden Social», *Derechas*, Bogotá, 28 Enero de 1937, p. 4.

²³⁶⁶ Pío XI, Encíclica *Divina Redemptoris*, 19 de marzo de 1937, disponible : https://www.vatican.va/content/pius-xi/es/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_19370319_divini-redemptoris.html

²³⁶⁷«Violentos ataques al catolicismo diatriba comunista contra el obispo Mons. Builes», *El Siglo*, Bogotá, 14 de septiembre 1944, p. 1.

Unión soviética²³⁶⁸, unas relaciones diplomáticas que habían sido entabladas en junio de 1935, con el reconocimiento de la Unión Soviética por parte de Colombia.

Siendo así, cualquier reforma que trastocara el orden imperante, era considerada como instigación de los “rojos”. En ese orden de ideas, las tentativas de laicizar y rendir obligatoria la educación, fueron interpretadas como las huellas de los dictados del comunismo.²³⁶⁹ Asimismo, el nombramiento en abril de 1936 de Gerardo Molina en el Consejo directivo de la Universidad Nacional junto a la presencia de Jorge Eliécer Gaitán, fue considerado como la demostración de una soviétización y de una descatoización de la educación superior.²³⁷⁰ Efectivamente, para las derechas el comunismo era capaz de “corromper”, con fuerza, las mentes manipulables de los jóvenes, y como prueba de ello, el 6 de abril 1936, el conservador Carlos López García, criticó a las juventudes que se habían proclamado revolucionarias y antirreaccionarias:

La juventud revolucionaria de Bogotá acaba de declararse izquierda y por una apenas factible paradoja, antirreaccionaria y en frente único contra el conservatismo y el clero. Es decir, se manifiesta de acuerdo con las aspiraciones reformistas del gobierno y extrema sus impulsos de ataque a las instituciones tradicionales de la patria.²³⁷¹

Por supuesto, obviamente la denuncia de la penetración comunista tomó, en muchos casos, aires de exageración pomposa. Siendo así, en primera plana, el 4 de enero de 1938, *El Siglo* exclamó: “Peligro!; Peligro!; Peligro!”, para alertar sobre una minoría fanática comunista, supuestamente dispuesta a todos los medios para tomar el control del país.²³⁷² Incluso, un conservador tradicional como Aquilino Villegas, llegó a equiparar a Colombia como el paraíso de Lenin, para insistir en la “bolchevización” del país bajo el timón liberal de la *Revolución en Marcha*.²³⁷³ Sardónicamente, Enrique Santos declaró de su lado que el comunismo en Colombia sería una catástrofe, puesto que en un país atrasado no había nada por repartir.²³⁷⁴

Como consecuencia de este anticomunismo ferviente, empezó a predominar la teoría de una conjura masónica-comunista. Desde 1932, la figura central del nacionalismo católico

²³⁶⁸ Sáenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p. 179.

²³⁶⁹ «Entre Méjico y Rusia», *El Siglo*, Bogotá, 14 de febrero 1936.

²³⁷⁰ «El comunismo en la universidad», *El Siglo*, Bogotá, 7 de abril 1936, p. 5.

²³⁷¹ López García Carlos, «Juventud cómplice», *El Siglo*, Bogotá, el 26 de abril de 1936, p. 5.

²³⁷² «Peligro! Peligro! Peligro!», *El Siglo*, Bogotá, 4 de enero de 1938, p. 1.

²³⁷³ Villegas Aquilino, «El paraíso de Lenin», *El Siglo*, Bogotá, 23 de abril de 1936, p. 5.

²³⁷⁴ «La moda socialista», *El Tiempo*, 13 de junio de 1932. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p 197.

en Colombia, Lucio Pabón, denunció con frecuencia esa conspiración masónica-comunista.²³⁷⁵ Por su parte, *El Fascista de Bogotá* en enero de 1937 expresó:

Y entre vosotros esos agentes de las fuerzas disolventes del comunismo y la masonería realizan su campaña más tenaz y decidida, resueltos a que Colombia sea la víctima sumisa y resignada de las monstruosas experiencias de sus doctrinas.²³⁷⁶

En paralelo, retomando algunas ideas reaccionarias europeas de asimilar judaísmo y bolchevismo, se puso en tela de juicio un supuesto complot judío-comunista en tierras colombianas, y el 4 de abril de 1936, *El Siglo* denunciaba: “*los camaradas agentes del bolchevismo judío de publicar en las esquinas de las ciudades panfletos exigiendo la liquidación de los centros reaccionarios*”.²³⁷⁷

Por otra parte, las elites bipartidistas explicaron sin cesar que el comunismo no germinó naturalmente en Colombia, porque era un fruto introducido por manos extranjeras. *El Siglo* evocó que el Partido Comunista Colombiano, por un acuerdo del 20 de agosto 1935, se incorporó a la Internacional Comunista en su VII Congreso.²³⁷⁸ De ahí que, el 7 de diciembre 1939, el propio presidente Santos alertó los consulados que expedían visados, sobre un posible flujo de agentes soviéticos:

Corren rumores con incierto fundamento sobre posible venida agentes soviéticos destinados a fomentar campaña agitación. Sírvanse dar instrucciones terminantes a consulados para que pongan máximo cuidado en visación de pasaportes con el fin de concederlas sino a personas insospechables.²³⁷⁹

Más explícito, en una conferencia, monseñor Miguel Ángel Builes, inculpó el Komintern de haber dado instrucciones de “sovietizar” a Colombia, como primer paso hacia la conquista de América.²³⁸⁰ Igualmente, las derechas denunciaron que lopistas y comunistas, organizaban colectas públicas para ayudar a las tropas rusas mediante comités de ayudas a la Unión soviética, como el que se realizó durante el festival en el Olimpia en febrero de

²³⁷⁵ Meléndez Sanchez Jorge, *op.cit.*, p. 73.

²³⁷⁶ «Mensaje a los obreros, Haz de fuego», *El Fascista*, Bogotá, 16 de enero de 1937, p. 1.

²³⁷⁷ «Una equivocación comunista», *El Siglo*, 4 de abril de 1936, p. 1.

²³⁷⁸ Vergara y Vergara Adalberto, «Colombia bajo la internacional comunista», *El Siglo*, Bogotá, 16 de julio de 1936, p.5.

²³⁷⁹ BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 7 de diciembre de 1939, *op.cit.*

²³⁸⁰ Builes Miguel Ángel, Conferencia en nuestra Señora de la Candelaria «El comunismo», 2 de febrero de 1938. En: Builes Miguel Ángel, *op.cit.*, p. 278.

1942.²³⁸¹De su lado, Roberto Blanco, aseguró que Colombia estaba bajo la órbita rusa, y que el ministro Darío Echandía era “el emisario de la sucursal soviética.”²³⁸²En este sentido, para el incendiario fray Mora Díaz:

El corazón de Colombia católica sangre en silencio al ver el vandalaje de un puñado de masones, turcos y comunistas, hecho sobre las creencias de nuestros padres en la fe. (...) Es un crimen de alta de traición hacer pasar a Colombia ante el mundo entero como la primera república comunista después de Méjico.²³⁸³

Pero no solo se denunció la influencia soviética, también se designó la amenaza de la infiltración comunista mexicana o española. El 4 de febrero de 1938, el senador Gabriel Venegas insinuó que, durante el Congreso Sindical de Cali a principios de año, los marxistas de México, habían ofrecido dos millones para la financiación de una revolución social en Colombia.²³⁸⁴En particular, la venida de doña Enriqueta Sèculi Bastida, una republicana catalana, para regentar uno de los establecimientos educativos más prestigios de Antioquia, fue presentada como “el emblema de una educación colombiana en manos de los rojos españoles”.²³⁸⁵Por otra parte, *El Siglo*, culpó al gobierno liberal de propiciar oficialmente la penetración comunista, alegando que el 3 de abril 1938 se contrataron a agentes mexicanos para que visitaran la zona bananera.²³⁸⁶

Incluso, para demostrar la penetración extranjera “roja”, se podía llegar hasta la falsificación de documentos, como lo demostró el episodio de la carta del Komintern que apareció el 5 de noviembre de 1937. En esa carta, el Komintern felicitaba al Partido Comunista Colombiano por su exitosa labor en Colombia. Pero varios historiadores especialistas del comunismo colombiano dudaron y no encontraron pruebas de la autenticidad del documento. A pesar de su posible falsedad, el episodio de la carta fue empuñado por las derechas colombianas como prueba reina de la infiltración comunista.²³⁸⁷

Cada día más, se difundía la visión de una Colombia como tierra propicia para la germinación del comunismo, lo que condujo el expresidente, Carlos Eugenio Restrepo, a escribir varios artículos denunciando las causas que hicieron de Colombia, “una tierra

²³⁸¹«Los comunistas coronan a López en el Olympia», *El Siglo*, 23 de febrero de 1942, p. 1.

²³⁸² Blanco Roberto, «El comunismo en Colombia », *El Siglo*, Bogotá, 3 de abril de 1936, p. 5.

²³⁸³ F. Mora Díaz, «La política y al religión», *La Patria Nueva*, Cartagena, 5 de noviembre de 1938, p. 5.

²³⁸⁴«Las sensacionales revelaciones en Senado sobre el Congreso Comunista», *El Siglo*, Bogotá, 4 de febrero de 1938, p. 1.

²³⁸⁵«Ecos de España», *El Siglo*, Bogotá, 1 de junio de 1937, p. 5.

²³⁸⁶«El gobierno contrata a dos mexicanos para que visiten a la zona bananera», *El Siglo*, Bogotá, 3 de abril de 1938, p. 1.

²³⁸⁷ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 297.

proclive al socialismo soviético”.²³⁸⁸ Es más, el 5 de febrero de 1936, *El Siglo* tituló “*El comunismo ha triunfado*”.²³⁸⁹ Todavía en 1944, en una carta dirigida al antiguo presidente liberal Eduardo Santos, el conservador Roberto Urdaneta sentenciaba que:

Tendremos que afrontar por otra parte las nuevas ideologías, algunas de ellas triunfantes, que surgirán después de la guerra con renovador vigor. El comunismo está ya en marcha entre nosotros dirigidos por hombres inteligentes, jóvenes de mentalidad moderna, que cuenta con una organización férrea científicamente preparada y que ya se hace sentir por todas partes, inclusive en las esferas gubernamentales.²³⁹⁰

10.2.2. ¿Un fantasma comunista recorre Colombia?

Si bien, era incuestionable que las ideas comunistas penetraron ciertas franjas de las clases populares y algunos dirigentes de izquierda, sin embargo, una revolución proletaria en Colombia no era un horizonte realista. Indudablemente, el comunismo en Colombia no era una fuerza capaz de tomar el poder por sí solo, y solo jugó un papel político de segundo plano.

En concreto, las derechas colombianas exageraron el poder real del Partido Comunista, sugiriendo que gobernaban de facto. En efecto, aseveraron que el liberalismo dirigía en apariencia, pero que, en realidad, eran los comunistas quienes mandaban, respetando con esto el plan general del Komintern de hacerles creer a los liberales que tenían el poder.²³⁹¹ El influyente jesuita Félix Restrepo explicó en julio de 1936, que, si bien los comunistas eran una minoría, su dinamismo y activismo se explicaba por haberse infiltrado con facilidad en los otros partidos de izquierda.²³⁹² Además, *La Patria*, agregó que, en su combate contra el liberalismo, el comunismo llevaba la ventaja por su disciplina, mientras “los liberales eran sumamente ondulantes”.²³⁹³ En cambio, en un informe del 15 de noviembre 1944, el embajador franquista describió un liberalismo que no solo fue un “peldaño pasivo” del auge comunista, sino que lo ayudaba voluntariamente.²³⁹⁴ Al fin y al cabo, Roberto Urdaneta Arbeláez refutó, en 1944, que el Partido Comunista no tuviera más de 12000

²³⁸⁸Torres Giraldo Ignacio. *Los Inconformes...*, *op.cit.*, p. 139.

²³⁸⁹«El triunfo del comunismo», *El Siglo*, Bogotá, 5 de febrero de 1936, p. 3.

²³⁹⁰Carta de Roberto Urdaneta al doctor Eduardo Santos sobre el Problema comunista, Bogotá, 1 de septiembre de 1944. En: Urdaneta Arbeláez Roberto. *Escritos y discursos*, *op.cit.*, p. 242.

²³⁹¹ Domingo Rojas José, «La red del komintern», *El Siglo*, Bogotá, 2 de septiembre de 1936, p. 1.

²³⁹²Restrepo Félix, «El frente popular», *La Patria*, Manizales, 22 de julio de 1936, p. 3.

²³⁹³«Un argumento invulnerable», *La Patria*, Manizales, 3 febrero de 1938, p. 5.

²³⁹⁴AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 15 de noviembre de 1944 de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. El embajador alerta sobre “una corriente hacia el comunismo en Colombia”.

afiliados, estimado que con tener tres representantes en la Cámara y uno en el Senado, necesariamente había sido capaz de movilizar a más cien mil sufragantes.²³⁹⁵

A pesar de estas creencias, la representación de un liberalismo totalmente sometido al comunismo era desmesurada, siendo más adecuado invertir las relaciones de dominio.²³⁹⁶ *La Patria* reconoció que, con la muerte de Luis Vidales, gran figura comunista de los años veinte, comenzó un proceso de instrumentalización del comunismo por parte del Partido Liberal, mediante el cual el Partido Comunista fue perdiendo su mística y su ímpetu mesiánico.²³⁹⁷ Sobre esto, el diplomático norteamericano John C. Campbell declaró en la revista *Foreign Affairs*, en abril de 1942, que en Colombia no hubo movimientos socialistas importantes, porque el Partido Liberal había tenido fuertes facciones izquierdistas, que le permitieron fagocitar a los elementos socialistas.²³⁹⁸ En el mismo sentido, Juan Carlos Vázquez subrayó que el liberalismo había drenado los cuadros políticos entre los obreros, al tomar las banderas de los trabajadores con el sindicato CTC, restándole protagonismo y base electoral al Partido Comunista.²³⁹⁹ De su lado, el historiador Christopher Abel, explicó que el supuesto desafío comunista era un espejismo, ya que la existencia del Partido Comunista dependía de la tolerancia liberal.²⁴⁰⁰ Hasta tal punto que Daniel Pécaut concluye que no es exagerado afirmar que el Partido Comunista, en esta época, fue una tendencia en el Partido Liberal.²⁴⁰¹

Por otra parte, fueron numerosos los desaires de los liberales hacia los comunistas, sobre todo nunca se formalizaron ni pactos, ni acuerdos. En efecto, aunque el comunismo colombiano sintió cierta afinidad con el proyecto social de López Pumarejo, esto en ningún momento se tradujo en un acuerdo oficial programático o electoral a nivel nacional. Por ejemplo, si bien los comunistas le dieron un apoyo a los liberales reformistas durante la presidencia de López Pumarejo, esto fue sin obtener dádivas y sin acuerdo entre ambos partidos. No hubo ni frentes populares, ni carteles de izquierda, excepto en algunos reductos regionales en los cuales sindicalistas, comunistas y liberales se presentaron juntos.²⁴⁰² Un comunicado del Partido Liberal el 31 de enero de 1938, dejó en evidencia este repudio:

²³⁹⁵Carta de Roberto Urdaneta al doctor Eduardo Santos..., *op.cit.*, p. 243.

²³⁹⁶Daniel Pécaut, *Política y sindicalismo en Colombia*, *op.cit.*, p. 199.

²³⁹⁷«El tráfico clandestino y oportunista», *La Patria*, Manizales, 19 de enero de 1939, p. 3.

²³⁹⁸«No hay contradicción», *El Siglo*, Bogotá, 6 de julio de 1942, p. 4.

²³⁹⁹ Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 212.

²⁴⁰⁰ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 140.

²⁴⁰¹ Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo en Colombia*, *op.cit.*, p. 199.

²⁴⁰²Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española en Colombia...*, *op.cit.*, p. 66.

El liberalismo no tiene ninguna afinidad ideológica con el comunismo, condena la lucha de clases y todo instrumento político que actúe fuera del sistema republicano que inspira las instituciones de la Nación o que tienda a menoscabar las instituciones del Estado.²⁴⁰³

En el mismo sentido, en febrero de 1938, desde la tribuna del Senado el liberal Felipe Lleras Camargo, expresaba:

Porque ya es ocasión de sentar el principio de que el Partido Liberal es simplemente el Partido Liberal, y el Partido Comunista forme aparte, como Partido Comunista; y que el Partido Liberal, de acuerdo con su ideología, se oponga a que el Partido Comunista intervenga en los destinos de la República.²⁴⁰⁴

Además, en abril de 1945, el propio candidato presidencial Gabriel Turbay mencionó la necesidad de amojonar las fronteras políticas del partido, tanto a la izquierda, como a la derecha, prohibiendo sufragar por candidatos socialistas; proclamándose al final del discurso, como el candidato opuesto a *“La lucha de clases, la dictadura del proletariado, el internacionalismo político que anula la soberanía de las naciones comunista (...)”*.²⁴⁰⁵

Por otro lado, surgieron varias trabas estructurales para el auge del comunismo en Colombia, como las pretensiones ateístas en un país fervorosamente católico. El 12 de octubre de 1944, el propio episcopado colombiano rechazó categóricamente las elucubraciones de la prensa extranjera, que presentaba a Colombia como uno de los países latinoamericanos compatibles con el comunismo, alegando que, por el contrario, esa ideología iba en contra del sentir colombiano.²⁴⁰⁶

Otro obstáculo mayor, fue su ortodoxia rígida, que lo conllevó a calcar las teorías marxistas del proletariado, en un país todavía mayoritariamente rural, ocasionándole grandes errores tácticos. Entre ellos, en un informe de política general de la Legación española en 1944, Gonzalo de Ojeda y Brooke, esbozó que el Partido Comunista no apoyó al candidato de

²⁴⁰³ «El directorio liberal nacional ratifica su posición ante el problema social y el comunismo», *El Tiempo*, 1 de febrero de 1938, p. 1.

²⁴⁰⁴ «Discurso del Senador Felipe Lleras Camargo, para sustentar su proyecto de ley sobre extranjería», *Anales del Senado*, *op.cit.*, p. 1449.

²⁴⁰⁵ «Declaraciones hechas por el doctor Gabriel Turbay a *El Tiempo* de Bogotá, el día 17 de abril de 1945». En: Turbay Gabriel, *op.cit.*, p. 81

²⁴⁰⁶ Conferencia Episcopado de la República de Colombia, Pastoral «Por el Episcopado español», Bogotá, 12 de octubre de 1936.

las masas Jorge Eliécer Gaitán.²⁴⁰⁷ De hecho, en abril 1946, el Partido Comunista privilegió al candidato de la elite liberal, por encima del candidato popular Jorge Eliécer Gaitán. En efecto, como marxistas ortodoxos dedujeron que, para provocar la emergencia del proletariado, era necesaria una época previa de acumulación primitiva capitalista, con el desarrollo de una burguesía, que con el tiempo estimularía la industrialización, abonando el terreno para el advenimiento de un proletariado fuerte. Sobre este punto, el liberal de izquierda Diego Montaña Cuéllar remarcó que el comunismo cometió el desacierto de considerar el liberalismo colombiano como progresista y como adalid de la revolución democrática.²⁴⁰⁸

En otro orden de ideas, es necesario explicar que el Partido Comunista fue atravesado por tendencias revisionistas que lo transformaron en un movimiento conciliador con las elites. En una entrevista, el famoso líder comunista Gilberto Vieira evocó una desviación derechista del Partido Comunista Colombiano entre 1943 y 1947 con el llamado browderismo: periodo en el cual el partido incluso llegó a cambiar su nombre al de Partido Socialista Democrático.²⁴⁰⁹ A grandes rasgos, el browderismo fue una corriente ideológica del marxismo influenciada por Earl Browder líder del Partido Comunista de Estados Unidos, quien había postulado la necesidad para el comunismo internacional de conciliar con los Estados Unidos, en su lucha común contra el fascismo, puesto que de esa colaboración entre capitalismo y socialismo se intensificaría la ayuda al desarrollo hacia los países atrasados, y que esa alianza antifascista frenaría la rapiña imperialista.²⁴¹⁰ Para Gilberto Vieira, el haber aceptado la tesis revisionista de Browder y del Partido Comunista de Cuba, fue una de las grandes equivocaciones del comunismo.²⁴¹¹ Según él, la influencia del browderismo en Colombia fue encarnada por el comunista Augusto Durán, quien transformó el partido en “un aprendiz de la burguesía”, realizando varios errores fatales durante el periodo revisionista, como el apoyo de Turbay contra Gaitán.²⁴¹² Daniel Pécaut, por su lado, agregó que, esta corriente del comunismo partidaria de las tesis de la burguesía nacional, influenciada bajo hombres como Augusto Duran, llevó al partido, en varias ocasiones, a defender los intereses patronales.²⁴¹³

Al fin y al cabo, varias voces liberales reconocieron que la teoría del triunfo del comunismo en Colombia era un embeleco. En un discurso en el salón Olimpia de 1941, el

²⁴⁰⁷AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 11 de abril de 1944, *op.cit.*

²⁴⁰⁸Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, *op.cit.*, p. 155.

²⁴⁰⁹Harnecker, Martha. *Combinación de todas las formas de lucha...*, p. 89.

²⁴¹⁰Medina Medófilo, *op.cit.*, p. 446.

²⁴¹¹Harnecker, Martha. *Combinación de todas las formas de lucha...*, p. 65.

²⁴¹²*Ibid.*, p. 67.

²⁴¹³Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo en Colombia*, *op.cit.*, p. 201.

presidente Alfonso López Pumarejo, desestimó la exageración sobre el comunismo, que, para él, no era más que una fuerza debilitada que mermaba “día a día”.²⁴¹⁴ De igual modo, un anticomunista ferviente como Enrique Santos, alias Calibán, admitió que en realidad no existía un peligro comunista en Colombia, ni la más remota posibilidad que una “revolución roja” se adueñara del poder.²⁴¹⁵ Muchos liberales, empezaban a poner de manifiesto que el peligro verdadero venía de orillas conservadoras y no de la extrema izquierda. El candidato liberal a la presidencia Gabriel Turbay, en un discurso, el 22 de julio de 1945, sentenció que: “La izquierda, por sus escasos contingentes humanos, no constituye peligro alguno para el régimen.”²⁴¹⁶

10.2.3. Un Partido Comunista Colombiano respetuoso de las formas institucionales y democráticas.

Por todo lo anterior, es decisivo, examinar si ¿Respetaba el Partido Comunista Colombiano las instituciones imperantes sometiéndose al juego democrático, como lo hacían algunos partidos comunistas europeos, o, por el contrario, se encontraba entre sus planes el proyecto de provocar una revolución violenta en Colombia, como acusaron las derechas colombianas para justificar una reacción salvadora?

En realidad, desde las filas comunistas, siempre se afirmó el sometimiento a las reglas institucionales, excluyendo o postergando la posibilidad de una revolución. Incluso, Gilberto Vieira, se proclamó como el representante de un comunismo criollo alejado de la Internacional y de la Unión Soviética.²⁴¹⁷ De manera más oficial, Gilberto Vieira en la tribuna de la Cámara de Representantes, el 1 de septiembre de 1943, garantizó que el Partido Comunista todavía no aspiraba al poder, reconoció que el liberalismo modernizó el Estado y que aún podía hacerlo más.²⁴¹⁸ En una carta interesante del 17 de febrero de 1949, dirigida al comunista Ignacio Torres Giraldo, el liberal de izquierda Carlos Pareja admitió que el realismo le indicaba los límites de un proyecto revolucionario en Colombia, justificando su

²⁴¹⁴ «Discurso en el salón Olimpia», 3 de septiembre de 1941. En: López Pumarejo Alfonso. *Obras selectas: segunda parte, op.cit.*, p. 397.

²⁴¹⁵ «Calibán frente al comunismo», *El Siglo*, Bogotá, 6 de enero 1938, p. 5.

²⁴¹⁶ «Discurso pronunciado al instalar la Convención Nacional del liberalismo reunida en Bogotá el 22 de julio de 1945». En: Turbay Gabriel, *op.cit.*, p. 247.

²⁴¹⁷ «España y Rusia», *El Siglo*, Bogotá, 2 de octubre de 1937, p. 5.

²⁴¹⁸ «Vieira concluyó ayer sus denuncias respecto espionaje», *El Tiempo*, Bogotá, 2 de septiembre de 1943, p.7.

apoyo a una revolución burguesa democrática: “(...)solo puede hacerse una revolución democrática-burguesa, y este es el objetivo inmediato de mi esfuerzo futuro.”²⁴¹⁹

Además, los comunistas y socialistas colombianos eran seguidores de Jean Jaurès. Como lo reconoció el líder comunista, Ignacio Torres Giraldo, durante la Primera Guerra Mundial, numerosos lectores de periódicos liberales de izquierda y socialistas, fueron sensibles a las posturas pacíficas y humanistas de Jean Jaurès, proclamándose como “yoreistas”.²⁴²⁰ Por consiguiente, el comunismo colombiano retuvo de Jaurès su síntesis entre socialismo y republicanismo, entendida como una crítica enérgica en contra del capitalismo, pero defendiendo las reglas de juego de los sistemas democráticos parlamentarios. Es decir, eran partidarios del respeto y la defensa del sistema republicano, junto con la protección incuestionable de la clase obrera y popular. Esta síntesis fue encarnada por el proyecto de Jorge Eliécer Gaitán, quien se proclamaba socialista en lo económico y lo social, pero liberal en lo político.²⁴²¹

Sobre esto, en enero de 1938, un reconocido senador liberal Armando Solano -crítico contra el comunismo colombiano-, admitió que, si bien el comunismo criollo había cometido errores y faltas, lo consideraba como un partido demócrata; por eso, alertó que “la artimaña de la lucha anticomunista” había sido la excusa en muchos países para la destrucción de las libertades públicas y la implementación de la dictadura fascista.²⁴²² El propio Enrique Santos aceptó que Gaitán, al que se le acusaba de socialista o comunista, en realidad no era partidario de la aplicación del socialismo sino de: “una revolución democrática, que vaya desde la organización jurídica del Estado al funcionamiento de la propiedad territorial, a la educación, etc.”²⁴²³ En todo caso, más allá de los testimonios y discursos, en la práctica era claro que el Partido Comunista participó del juego democrático cuando pudo. Desde muy temprano, compitió en las elecciones presidenciales de 1934, con el indígena Eutiquio Timoté como candidato, logrando escasos resultados en las urnas.

Igualmente, hay que resaltar, que el PCC, de cierta manera, respetó el sistema oligárquico bipartidista, porque en muchas ocasiones su modo de tener peso en la vida política, fue apoyando a algún candidato o proyecto liberal, o promoviendo un frente

²⁴¹⁹ Fondo Ignacio Torres, Universidad del Valle, Correspondencia. Carta de Pareja Carlos. H a Ignacio Torres Giraldo. Bogotá, 17 de febrero de 1949.

²⁴²⁰ Torres Giraldo Ignacio. *Los Inconformes...*, op.cit., p. 95.

²⁴²¹ Gaitán Jorge Eliécer. *Las ideas socialistas en Colombia*. Bogotá: editorial Retina, 1988, p. 10.

²⁴²² Solano Armando, « El fascismo colombiano », *Acción Liberal*, op.cit., p. 41.

²⁴²³ «Revolución chiquita», *El Tiempo*, 2 de julio de 1932. En: Santos Montejo Enrique, op.cit., p. 222

antifascista. Prueba de ello, en 1938, el buró político del PCC, manifestó su lealtad a López Pumarejo y apoyó a la candidatura de Santos, y en 1946 le daba un espaldarazo a Gabriel Turbay -el candidato de la elite liberal contra Gaitán-.

Asimismo, fue un partido que en varias ocasiones promovió la movilización popular en defensa de la democracia. Durante el cuartelazo de Pasto en 1944, el PCC, junto a la protesta popular, fueron grandes protagonistas de la salvaguarda de la democracia colombiana.²⁴²⁴ Del mismo modo, en el Segundo Congreso del PCC, mostró su voluntad de alejarse de la ortodoxia comunista y su atracción hacia la socialdemocracia, aprobando por mayoría un cambio de nombre revelador “Partido Socialista democrático”, saludado por *El Tiempo*, como un cambio de orientación positivo.²⁴²⁵ Por eso, este análisis global nos permite decantarnos por la representación de un comunismo que respetaba el marco institucional y que no tenía intenciones de fomentar una revolución en Colombia.

Sin embargo, en la época, las derechas no creían en el respeto de la institucionalidad por el PCC. Lo veían como una nueva táctica política, para disimular los desastres de las revoluciones violentas en el mundo. En ese sentido, la *Revista Javeriana* recordó que un periodista influyente como Calibán aseguró que las experiencias comunistas de la Unión Soviética y España enseñaron al comunismo internacional que sus métodos sangrientos espantaban a la gente y que, por eso, de manera más sutil, pretendían infiltrarse en Colombia por otros métodos más suaves que el asesinato, la privación de libertades y la miseria en general.²⁴²⁶ Por consiguiente, desde los sectores reaccionarios colombiano, se defendió la tesis de la necesidad de una reacción violenta y virulenta para afrontar “la ola roja que avanza”.²⁴²⁷ Por ello, elogiaron en el caso español la ayuda italiana y alemana, analizando y destacando que fueron indispensables para contrarrestar la ayuda internacional soviética al Frente Popular.²⁴²⁸

10.3. La importación de la Guerra Civil Española en Colombia.

Más allá de los combates armados, la Guerra Civil Española fue un laboratorio de ideas trasplantadas e importadas en Colombia, tanto del lado republicano español hacia las izquierdas colombianas, como en el caso de las derechas colombianas que fueron el

²⁴²⁴Medina Medófilo, *op.cit.*, p. 435.

²⁴²⁵*Ibid.*, p. 436.

²⁴²⁶*Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, n°52, p. 71.

²⁴²⁷ «La ola roja avanza», *El Siglo*, Bogotá, 4 de julio de 1942, p. 4.

²⁴²⁸ Fray Mora Díaz, «Franco Victorioso», *La Patria Nueva*, Cartagena, 22 de octubre de 1938, p. 2.

receptáculo de un vendaval de idearios reaccionarios, de corte hispánica, nacionalista y falangista.

El falangismo ya había atraído el interés de las derechas colombianas, previamente al conflicto español. Pero sin lugar a dudas, fue la Guerra Civil Española un aliciente que impulsó la polinización de sus doctrinas, de forma vertiginosa en todo el país. Por consiguiente, este conflicto lejano fue analizado y seguido en Colombia, como ningún otro evento. Se puede afirmar que hubo una verdadera obsesión, con un seguimiento cotidiano que azuzó la radicalización y la polarización en el escenario político colombiano. Poco a poco, en un extraño juego de roles, los colombianos se fueron apropiando ese conflicto, viviéndolo como si fuera en carne propia. Con esto, se fueron asimilando y equiparando a los protagonistas españoles, con figuras y situaciones de la política colombiana. En consecuencia, la Guerra Civil Española, provocó un efecto transcendental, que fue la unificación de los sectores derechista que se identificaron con la causa nacionalista, las supuestas “hazañas” del bando sublevado y lo que se contaba del “heroísmo” de la Falange.

10.3.1. Obsesión por la Guerra Civil Española.

Sin lugar a dudas, el término de obsesión no es exagerado, puesto que prácticamente el enfrentamiento español se vivió como si desarrollase en tierras colombianas. José Ángel Hernández García, quien estudió el impacto de la Guerra Civil Española en Colombia, lo confirma: no hubo jamás un acontecimiento que suscitó tanta atracción en tierras colombianas.²⁴²⁹ Por su parte, el historiador César Ayala Diago, agrega que fue tan intenso el cubrimiento de la Guerra Civil Española en la época, que no se sabía a ciencia cierta, si los titulares de periódicos nacionales, correspondían a hechos de Colombia o España.²⁴³⁰

Apenas inició, afloraron manifestaciones de apoyo fervientes por uno u otro de los dos bandos, a grandes rasgos: la iglesia, los conservadores y los nacionalistas del lado franquista; los sindicatos, las izquierdas, ciertos liberales del lado republicano. Fue, por lo tanto, un hecho histórico que causó pasión y contribuyó con la agudización de los antagonismos latentes en Colombia. Siendo así, los grandes diarios nacionales y regionales, *-El Siglo, El Tiempo, El Colombiano, La Patria, y muchos otros-*, además de las grandes revistas, *-como Revista Javeriana, Revista Colombiana, Revista Tradición-*, difundieron de manera cotidiana, relatos, opiniones e interpretaciones variadas de los acontecimientos españoles. De hecho, el 3

²⁴²⁹ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, op.cit., p. 9.

²⁴³⁰ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, op.cit., p. 237.

de abril de 1939, *El Siglo* en Medellín se enorgullecía de haber agotado la edición, explicándolo por el regocijo e interés que causó la victoria de Franco.²⁴³¹ Para *El Colombiano*, esta atención intensa, era justificada debido a las relaciones entrañables entre España y Colombia.²⁴³² Incluso, diarios liberales, como *La Razón*, resaltaron que esa curiosidad había resucitado en los pueblos suramericanos el sentimiento de solidaridad y pasión con España:

Todo lo que con España se relaciona nos apasiona hoy más que nuestros propios asuntos interiores. Con verdadero amor filial volvemos los ojos a la península ensangrentada para llorar sus derrotas o celebrar sus triunfos.²⁴³³

Está claro, que la contienda española apasionó como nunca a los colombianos, en todo los sentidos. Al respecto, en agosto 1936 la Legación española en Colombia, explicó que fue tal la intensidad que despertó en Colombia el interés por la Guerra Civil Española, que el mismo embajador fue blanco de las pasiones, atacado o elogiado en múltiples ocasiones: “*Las pasiones se han desatado a tal punto que solo por el cargo que ocupó y por mi modesta gestión, en la prensa, me llenan de improperios unos diarios, poniéndome otros poco menos que por las nubes*”.²⁴³⁴ Por esta razón, el embajador español habló del “eco insospechado” que los acontecimientos españoles tuvieron en Colombia.²⁴³⁵ Días después, la Embajada de España insistió que en Colombia solo se debatía de los sucesos de España:

(...) la prensa y las gentes de aquí no hablan de otra cosa que de la Guerra Civil Española. (...) Ya no se discuten los asuntos interiores de mi país, derechistas y Frente popular toman posiciones y no tienen otra conversación que los sucesos de España y sus probables consecuencias.²⁴³⁶

Para ilustrar la magnitud de la atracción, tomamos la edición de *El Siglo* del día 9 de noviembre de 1936, en la cual predominaban informaciones sobre España: la página tercera retoma el lema de los golpistas titulando un artículo “*Arriba España!*”²⁴³⁷; su página cinco ofrecía una sección “Crónicas de la contienda española”, en la cual se comentaba la cobardía

²⁴³¹ «Nuestra edición sobre España se agotó integralmente en Medellín», *El Siglo*, Bogotá, 3 de abril de 1939, p. 7.

²⁴³² «España y Colombia», *El Colombiano*, Medellín, 28 de julio de 1936, p. 3.

²⁴³³ «Algo sobre España », *La Razón*, Bogotá, 21 de septiembre de 1936, p. 6.

²⁴³⁴ AGA. Fondo 15, Caja 54/03108. Bogotá, 8 de agosto de 1936, de Legación de España en Bogotá al ministro de Estado. Informe sobre interés despertado en Bogotá con los acontecimientos españoles. Documento, n° 162

²⁴³⁵ *Ibid.*

²⁴³⁶ AGA. Fondo 15, Caja 03108. Bogotá, 25 de julio de 1936, del ministro de España en Bogotá al ministro de Estado. Informe sobre interés con que se siguen los sucesos de España. Documento n°143.

²⁴³⁷ «Arriba España!», *El Siglo*, Bogotá, 9 de noviembre 1936, p. 3.

del Frente Popular²⁴³⁸; en su página novena figuraba un artículo sobre “El triunfo de la insurrección en España” y una biografía de los diferentes jefes nacionalistas²⁴³⁹; en la página diez se anunciaba que: “La barbarie del Frente Popular inunda de sangre la Madre Patria”²⁴⁴⁰, y en la cual también se publicó un discurso de J.M Pemán que dio en Navarra.²⁴⁴¹

Este interés politizado, obviamente, favoreció una transmisión sesgada, según la perspectiva o el color ideológico del periódico que lo publicaba, provocando una instrumentalización de los hechos narrados. De esta manera, Antonio Rivas, el encargado interino de los asuntos consulares de España, se quejó al encargado de negocios de España en Bogotá, sobre el sesgo de la prensa reaccionaria en Barranquilla, denunciando, el 9 de junio de 1937, que “la prensa barranquillera no informaba acorde con la realidad”²⁴⁴²; y el 11 de junio de 1937, arremetió nuevamente contra esos medios, porque intentaban hacer pasar el gobierno republicano legítimo, como “un farsante criminal”, culpable por la muerte del cónsul colombiano en Bilbao.²⁴⁴³

En el polo opuesto, *El Colombiano* criticó el tratamiento de la información de la prensa liberal, que a veces falsificaba noticias, tratando la sublevación española como de segunda importancia.²⁴⁴⁴ *La Patria Nueva* fustigó contra una prensa liberal mentirosa, que protegía los horrores comunistas, fingiendo ignorar la verdad.²⁴⁴⁵ De su lado, *El Siglo* interpeló frontalmente *El Tiempo* por tratar de manera parcial y politizada los relatos de España.²⁴⁴⁶ Después del triunfo de los rebeldes, la prensa conservadora y nacionalista, enfatizó de forma unánime, que la prensa liberal intentó escamotear o aminorar la importancia del triunfo de Franco.²⁴⁴⁷

Otra estrategia de los diarios nacionalistas para contrarrestar las interpretaciones favorables a los republicanos fue la difusión de testimonios de periodistas internacionales

²⁴³⁸ «Crónicas de la contienda española. La cobardía del Frente Popular», *El Siglo*, Bogotá, 9 de noviembre 1936, p. 5.

²⁴³⁹ «El triunfo de la insurrección en España. Biografía de los jefes nacionales», *El Siglo*, Bogotá, 9 de noviembre 1936, p. 9.

²⁴⁴⁰ «La barbarie del Frente Popular inunda de sangre de la madre patria», *El Siglo*, Bogotá, 9 de noviembre 1936, p. 10.

²⁴⁴¹ «un discurso de J.M Pemán que dio en el diario de Navarra », *El Siglo*, Bogotá, 9 de noviembre 1936, p. 10.

²⁴⁴² AGA. Fondo 15, Caja 54/03110. Barranquilla, 9 de junio de 1937, de Antonio Rivas (encargado interino de los asuntos consulares de España) al encargado de negocios de España en Bogotá. Defensa de la República.

²⁴⁴³ AGA. Fondo 15, Caja 54/03110. Barranquilla, 11 de junio de 1937, de Antonio Rivas el encargado interino de los asuntos consulares de España al encargado de negocios en España en Bogotá.

²⁴⁴⁴ «El liberalismo palidece con España», *El Colombiano*, Medellín, 24 de julio de 1936, p. 5.

²⁴⁴⁵ De Paredes Julián, «La verdadera España», *La Patria Nueva*, Cartagena, 21 de noviembre de 1939, p. 6.

²⁴⁴⁶ «“El Tiempo” y España», *El Siglo*, Bogotá, 8 de junio de 1936, p. 5.

²⁴⁴⁷ «Franco en la prensa liberal», *El Siglo*, Bogotá, 2 de marzo de 1939, p. 5.

como Julián De Paredes o la periodista norteamericana Jane Anderson, que según *La Patria Nueva*, exponían otras perspectivas de los acontecimientos españoles.²⁴⁴⁸ Igualmente, la prensa conservadora daba la palabra con frecuencia a figuras falangistas prestigiosas, como Serrano Súñer quien, el miércoles 29 de marzo de 1939 en *El Siglo*, rindió un homenaje a “los mártires y caídos por España”, los españoles muertos defendiendo la causa de los nacionales.²⁴⁴⁹ Por su lado, los medios liberales usaron la misma estrategia, otorgándoles visibilidad a republicanos españoles reconocidos como Diego Martínez Barrio que testificaba en julio de 1943 de la crueldad de Franco y de los nacionalistas.²⁴⁵⁰

En todo caso, era verdad que en muchas ocasiones, se distorsionó la información por motivos ideológicos. Un caso notorio fue el de la muerte de García Lorca. En efecto, *La Patria Nueva* de Cartagena refutó su asesinato por nacionalistas, por el contrario mencionaba un poema encontrado en su casa denominado *Canción del falangista asesinado*, que demostraba -según ellos-, que el poeta sentía compasión por “los mártires y falangista”, siendo una prueba de que no era del bando republicano.²⁴⁵¹ En complemento, Ginés de Albareda aseguró:

Estoy seguro de que si viviera, estas horas estaría con nosotros. Entre él y Falange había un natural acercamiento. Su romance “Thamar y Amnón” que figura en su “Romancero Gitano”, está dedicado a Alfonso García Valdecasas, uno de los fundadores de Falange y uno de nuestros máximos valores intelectuales.²⁴⁵²

Este tratamiento militante de la información moldeó interpretaciones maniqueas del conflicto. Lejos del estilo objetivo, los hechos eran narrados con dramaturgia. Por este motivo, se instaló rápidamente en el panorama periodístico reaccionario colombiano, una dicotomía “entre civilización y barbarie”. Así lo confirmó el enviado de Franco en el Caribe, Ginés de Albareda, en el prestigioso Jockey Club de Bogotá, en el que realizó una “admirable exégesis del movimiento revolucionario y redentor de España” para justificar la contienda “de España en defensa de la civilización contra barbarie”.²⁴⁵³ Un radicalismo trágico, que confortó

²⁴⁴⁸ Paredes Julián, «La verdadera España», *La Patria Nueva*, Cartagena, 21 de noviembre de 1939, p. 6.

²⁴⁴⁹ Súñer Serrano Ramón, «Honor a los caídos por salvar España», *El Siglo*, Bogotá, 29 de marzo de 1939, p. 11.

²⁴⁵⁰ «Un régimen que se dé en España será acatado por todos los republicanos», *La Razón*, Bogotá, 25 de julio de 1943, p. 1.

²⁴⁵¹ «Federico García Lorca», *La Patria Nueva*, Cartagena, 2 de febrero 1939, p. 6.

²⁴⁵² Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo, « Arriba España. El grito de Franco es el nuestro », *La Tradición*, op.cit., p.636.

²⁴⁵³ «La contienda de España en defensa de la civilización contra barbarie», *El Siglo*, Bogotá, 26 de febrero de 1938, p. 1.

el esquema del bien y del mal, o como sintetizó *El Obrero Católico*: “del espíritu religioso contra el infierno.”²⁴⁵⁴

Los sectores derechistas interpretaban, con razón, el conflicto español no como una simple lucha militar, sino como el combate de ideales y doctrinas supremas: “*Nacionales y rojos no se baten entre sí por el afán de batirse, sino porque detrás del combate aspiran al triunfo de unos ideales, de unas doctrinas, de un sistema político, económico y social.*”²⁴⁵⁵ De ahí que se acentuaba la heroicidad de sus héroes y la maldad de sus contrincantes. Para ilustrarlo, en *Las hojas parroquial* se leía el 4 de julio 1937, que mientras “la heroica” María del Pilar de Franco -hermana del Generalísimo- se sacó cúbicos de sangre para un soldado, del otro lado los “bárbaros rojos” saquearon una parroquia.²⁴⁵⁶ Sin sorpresa, Franco era comparado con el legendario Cid batallando contra fuerzas internacionales.²⁴⁵⁷ En el mismo sentido, Ginés Albardea en la *Revista Tradición*, destacó el coraje del bando nacional, “digno del Cid y de Don Pelayo”.²⁴⁵⁸ Por todo ello, *La Patria Nueva* de Barranquilla, resumió que en España se estaba jugando una batalla por la humanidad de trascendencia nacional.²⁴⁵⁹

Por otro lado, el liberalismo y las izquierdas, también defendieron una representación antagónica de los hechos, para *Acción Liberal*: “*Esa España roja de libertad y de justicia que ya iluminaba el mundo en la lumbre heroica de su grandeza, ha caído en la traidora celada de los ignaros espadones vendidos al fascismo internacional.*”²⁴⁶⁰

En definitivas, el antagonismo español, agravó la polarización en Colombia. El estadista conservador, Rafael Azula Barrera, aseguró que la Revolución española, había profundizado las diferencias ideológicas en Colombia, acentuando la radicalización.²⁴⁶¹ De la misma manera, el político de izquierda, Diego Montaña Cuéllar, confirmaba que la Guerra Civil Española había ahondado las enemistades en Colombia, en todas sus instancias:

²⁴⁵⁴ «Gran diferencia entre las dos Españas», *el Obrero Católico*, Medellín, 3 de septiembre de 1938, p. 7.

²⁴⁵⁵ «La victoria en la guerra y la victoria en la paz», *El Siglo*, Bogotá, 2 de marzo de 1938, p. 3.

²⁴⁵⁶ «Cartas de España», *La hoja Parroquial*, Santa Marta, 4 de julio de 1937, p. 8.

²⁴⁵⁷ «De los escombros del Alcázar saldrá otra historia de España», *El Siglo*, Bogotá, 1 de octubre de 1936, p. 1.

²⁴⁵⁸ Entrevista de Ginés de Albardea con Benigno Acosta Polo, «Arriba España. El grito de Franco es el nuestro», *La Tradición*, *op.cit.*, p.636.

²⁴⁵⁹ Sainz Rodríguez Pedro, «Mensaje del Instituto Español a la América Española», *La Patria Nueva*, Cartagena, 14 de abril de 1939, p. 7.

²⁴⁶⁰ Samper Darío, «España!», *Acción Liberal*, Bogotá, mayo de 1937, n°46, p. 46.

²⁴⁶¹ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 131.

A la sazón la Guerra Civil Española había polarizado a los colombianos: la prensa, el parlamento, los partidos políticos, las organizaciones sindicales, los centros agrarios y literarios, tomaron partido en la causa española.²⁴⁶²

Esta pasión o animadversión, por uno u otro bando, no solo fue palpable en los escritos, también se expresó en las manifestaciones públicas de los diplomáticos españoles. Por ejemplo, según la diplomacia española, en 1938, la llegada a Cali del nuevo ministro republicano de España en Colombia -Rafael Ureña y Sanz-, fue rodeada “*de delirantes manifestaciones de adhesión*”, y más de tres mil personas congregadas en el hotel, no cesaron de vitorear con gritos de alientos: “*al presidente Azaña, al General Miaja, al presidente Negrín, al glorioso ejército popular y a las instituciones republicanas y democráticas de España, con gritos contra los generales traidores y los regímenes totalitarios*”.²⁴⁶³ Esto confirmaba que también existió un fuerte apoyo al bando republicano en Colombia. A grandes rasgos, como lo confirmó Diego Montaña Cuéllar, la izquierda apoyaba unánimemente la República, y la postura del liberalismo de centro y de elite era más bien ambivalente.²⁴⁶⁴ La revista *Acción Liberal* lideró el apoyo a los republicanos, considerando que ese espaldarazo era vital para salvar a toda la América española.²⁴⁶⁵

10.3.2. La colombianización de la Guerra Civil Española.

De manera singular, o simplemente para hacerlos más asequibles, más acordes con la cultura del lector, en los relatos colombianos, los protagonistas de la Guerra Civil Española fueron asimilados a figuras políticas colombianas. En pocas palabras, los protagonistas españoles encontraron, de cierta manera, sus alter egos colombianos. En consecuencia, progresivamente se instaló un juego de espejos entre los acontecimientos de ambos países. Por ejemplo, se asemejaron los acontecimientos y las personas: la restauración monárquica era la equivalente de la Regeneración Conservadora; la República Liberal fue comparada con la Segunda república; la *Revolución en Marcha* se asemejaba al reformismo de Manuel Azaña durante el primer bienio; Alfonso López Pumarejo era descrito como el Azaña colombiano; el bando reaccionario colombiano se creía con el deber de sublevarse como el bando nacionalista español lo hizo; el apoyo de los sindicatos y comunismo a López Pumarejo era

²⁴⁶²Montaña Cuéllar Diego. *Memorias, op.cit.*, p. 183.

²⁴⁶³ AGA. Fondo 15, Caja 54/03114. Bogotá, 14 de Julio de 1938, de la Legación española en Bogotá al Ministerio de Estado. Asunto: Informa sobre llegada a Colombia del nuevo ministro de España Rafael de Ureña y Sanz.

²⁴⁶⁴Montaña Cuéllar Diego. *Memorias, op.cit.*, p. 185.

²⁴⁶⁵Guizado Rafael. «De España a América», *Acción Liberal*, Bogotá, Enero 1938, n° 52, p. 61.

percibido como un Frente Popular colombiano; y así sucesivamente se asentó una reciprocidad mental, entre el contexto español y la coyuntura colombiana.

En particular, los sectores derechistas multiplicaron los paralelismos entre Manuel Azaña con López Pumarejo y su *Revolución en Marcha*. De igual modo, como lo recuerda el historiador Juan Carlos Ruiz Vásquez, la Iglesia colombiana, de manera constante, realizó analogías entre la política religiosa de Azaña y las tentativas de laicización del reformismo lopistas.²⁴⁶⁶ Por tal razón, *La Patria*, el 12 de noviembre de 1936, comparó “la demagogia similar” de Azaña y de López Pumarejo:

El engreído señor Azaña dejó prosperar el caos, imaginándose, como don Alfonso López y los diaristas liberales, que la ruda faena del gobierno es un simple ejercicio retórico. Las elecciones se convirtieron en auténticas carnicerías. Toda manifestación de las derechas era disuelta, como hoy en Colombia, a piedra y bala. Las turbas fueron ocupando los vacíos que iban dejando las autoridades.²⁴⁶⁷

Igualmente, el 22 de enero de 1937, *La Patria* equiparó lo que presentaba como la estafa republicana española con la República Liberal en Colombia:

La República española ha sido una de las estafas políticas más escandalosas del mundo moderno. En Madrid algunos intelectuales vanidosos se propusieron cambiar el curso de la historia, como lo ha hecho en Colombia don Alfonso López, por medio de mensajes y discursos.²⁴⁶⁸

Para *El Siglo*, los congresistas y políticos liberales colombianos usaron el mismo arte de disimulación que los de Azaña, porque no se declaraban abiertamente marxista o socialista, pretendiendo, decía el periódico, “ser liberales hipócritamente.”²⁴⁶⁹

Se observa pues que, durante todo el conflicto español, las comparaciones eran moneda corriente para todo tipo de situaciones. Entre ellas, el paralelismo constante entre comunismo español y efervescencia social en Colombia fue recurrente. *El Colombiano* afirmó que la pugna entre la izquierda y la derecha, entre blancos y rojos, era visible tanto en España como en Colombia.²⁴⁷⁰ A su vez, el Consejo municipal de Barranquilla, el 18 de agosto de 1936, relacionó “las masas trabajadoras en Colombia con todos los excesos del comunismo en

²⁴⁶⁶ Ruiz Vásquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 108.

²⁴⁶⁷ «La dictadura militar», *La Patria*, Manizales, 12 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁴⁶⁸ «Aire de España», *La Patria*, Manizales, 22 de enero de 1937.

²⁴⁶⁹ «El ejemplo de España», *El Siglo*, Bogotá, 23 de febrero de 1938, p. 5.

²⁴⁷⁰ «Derechas e izquierdas», *El Colombiano*, Medellín, 18 de julio de 1936, p. 8.

España.”²⁴⁷¹Y *El Siglo*, en abril de 1936, criticó “las malas pasiones de las muchedumbres izquierdistas”, palpables tanto en España como en Colombia.²⁴⁷²

Corolario con esto, los acontecimientos españoles fueron utilizados como premoniciones del oscuro porvenir colombiano que se avecinaba. En realidad, antes del inicio de la conflagración española, ya se proyectaban los sucesos de la península como anunciadores de los destinos colombianos. Prueba de ello, en octubre de 1934, con la Revolución de Asturias, la Embajada colombiana en Madrid aconsejó que el liberalismo colombiano debía tomar ejemplo de los sucesos de España para evitar los extremos tanto de las reacciones ultranacionalistas, como comunistas.²⁴⁷³Especialmente, las elecciones de febrero de 1936 en las que ganó el Frente Popular español, fueron una sorpresa y un oscuro presagio que preocupó a las elites colombianas.²⁴⁷⁴También, en julio de 1936, Abel Carbonell analizó la caída de Alcalá-Zamora, considerándola como un mal augurio para Colombia:

Como la política es ciencia experimental, no estaría de sobra que nuestros liberales moderados observaran el proceso revolucionario de la Madre Patria, a fin de percibir a la República, y aperebirse ellos, para las tempestades que hemos de cosechar, tras los vientos que se están sembrando. La caída de Alcalá Zamora es el principio de una serie de eliminaciones que España presenciara, en cumplimiento de una ley propia de las victorias de izquierdistas: los espíritus contemporizadores, no obstante sus repugnancias, ceden gradualmente, a la presión de la demagogia; y secundan los planes de ésta, sin que ello evite que sean a la postre en castigo de su tibieza.²⁴⁷⁵

Definitivamente, el desencadenamiento de la Guerra Civil Española agudizó esta tendencia de interpretar los hechos colombianos a la luz de los acontecimientos españoles. El 3 de agosto 1936, *el Siglo* pidió mirar hacia España, porque decía, allá como en la República Liberal, el liberalismo había traicionado sus principios:

El mayor delito del actual régimen radica en el engaño al liberalismo. Invoca la doctrina liberal y en su nombre destroza sus principios para virar hacia el crudo materialismo de México o España; para hacer de Colombia una colonia rusa, del premier un Lenin, del presidente un Stalin y del capitolio un Kremlin.²⁴⁷⁶

²⁴⁷¹«El concejo protesta por los asesinatos de España», *El Siglo*, Bogotá, 18 de agosto 1936, p. 7.

²⁴⁷²«Paralelo entre Colombia y España», *El Siglo*, Bogotá, 28 de abril de 1936.

²⁴⁷³AGN. Caja 282, carpeta 22, folio 252. Madrid, 10 de octubre de 1934, *op.cit.*, p. 4.

²⁴⁷⁴«La emoción por España», *El Siglo*, Bogotá, 17 de febrero 1936

²⁴⁷⁵Quincena LXXVI, 1 de julio de 1936. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 217.

²⁴⁷⁶«Volvamos los ojos a España», *El Siglo*, Bogotá, 3 de agosto 1936, p. 5.

El jueves 20 de agosto de 1936, el mismo diario analizó las huellas de España en Colombia, resaltando de nuevo la similitud entre lo que ocurría en España y Colombia.²⁴⁷⁷ Por ende, los hechos de España devinieron como una especie de oráculo de premoniciones de lo que iba a ocurrir en Colombia. Por ello, *El Colombiano* de Medellín, pidió tomar nota de lo que sucedió en España, porque según él, un experimento socialista podía ocurrir en tierras colombianas: “*El ensayo socialista y comunista que allá se estuvo realizando fue pernicioso, y de resultados sangrientos, e igual cosa puede ocurrir en nuestra patria*”.²⁴⁷⁸ Finalmente, la victoria franquista en Barcelona fue celebrada en la radio nacionalista de Manizales, por oradores como Gilberto Álzate Avendaño y Silvio Villegas, como la profecía de un triunfo cercano del nacionalismo en Colombia.²⁴⁷⁹

Desde luego, varias proyecciones, se tornaron en predicciones trágicas para el futuro, siendo retratada la catástrofe española como un mostrador del horizonte ensombrecido para Colombia. *El Siglo* insistió, en varias ocasiones, en que Colombia estaba tallando el mismo camino que España y Rusia.²⁴⁸⁰ Por su parte, *La Patria* de Manizales aseguró en noviembre de 1936, que la situación en Colombia se asemejaba, cada día más, a la de España en vísperas de la Guerra Civil.²⁴⁸¹ De su lado, *El Colombiano* advirtió que ante los abusos de la República Liberal: “*(...) fatalmente llegará un día en que el horizonte de la oposición sea el que recorren ahora en la Península los legionarios de Marruecos.*”²⁴⁸² Con todo, el influyente Miguel Ángel Builes, sentenció que las consecuencias en Colombia serían más graves que en Rusia, España y México.²⁴⁸³

En todo caso, era claro que “la lección española” dejaba muchas enseñanzas para el discurrir político colombiano. Los sectores reaccionarios pedían encarecidamente que se aprendiera de ella. Abel Naranjo Villegas deseaba: “*Quiera Dios que la lección de estos inmortales caudillos sirva un día para nutrir el coraje de quienes en Colombia estamos viviendo bajo el infame gobierno de los milicianos rojos.*”²⁴⁸⁴ Para la *Razón* el aprendizaje

²⁴⁷⁷ «Las huellas de España», *El Siglo*, Bogotá, 20 de agosto de 1936, p. 3.

²⁴⁷⁸ «Roma y Moscú», *El Colombiano*, Medellín, 21 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁴⁷⁹ «Un retozo Nacionalista», *El Liberal*, Popayán, 29 de enero de 1939, p. 3.

²⁴⁸⁰ «Colombia recorre ya el mismo peligroso camino por el cual han rodado México y España», *El Siglo*, Bogotá, 17 de octubre de 1936, p. 1.

²⁴⁸¹ «La dictadura militar», *La Patria*, Manizales, 12 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁴⁸² «El liberalismo palidece con España», *El Colombiano*, Medellín, 24 de julio de 1936, p. 5.

²⁴⁸³ Builes Miguel Ángel, Conferencia en nuestra Señora de la Candelaria, «El comunismo», 2 de febrero de 1938, *op.cit.*, p. 278.

²⁴⁸⁴ Naranjo Villegas Abel «Generalísimo Franco», *La Tradición*, *op.cit.*, p. 226.

mayor de la experiencia española fue tomar consciencia del desastre que generaba la lucha entre dos formas de opresión:

Para nosotros los colombianos, republicanos, liberales y demócratas la lucha que Moscú y Roma sostuvieron en la desgarrada tierra de España, no debe tener otro interés que el de una lección consternadora. Dos formas de opresión, dos despotismos, dos maneras de Estado totalitario, feroz poseedor de la verdad absoluta, se disputan el dominio del mundo.²⁴⁸⁵

10.3.3. Un catalizador de las ideas falangistas para las derechas de Colombia.

El seguimiento obnubilado por la Guerra Civil Española, progresivamente logró unificar un bando derechista colombiano en plena tensión interna -entre nacionalista y conservadores tradicionales-, juntándolos en torno a una causa común. Sin duda nacionalistas y civilistas, concordaron en el apoyo incondicional con la causa nacionalista española. Por lo tanto, la Guerra Civil Española, por el interés profundo que generó, y por el intercambio ideológico que provocó, popularizó las ideas del bando nacionalista español, y sobre todo las del falangismo. Desde entonces, esos idearios ocuparon un lugar prominente en el espectro de las derechas colombianas. Fue tal la magnitud de la atracción de las derechas colombianas, que hasta el propio enviado de Franco, Ginés de Albareda, en una entrevista a *la Revista Tradición*, confirmó:

Es sorprendente el número de manifestaciones que he recibido de todas partes de Colombia, desde el día de mi llegada a esta tierra generosa y hermana. Se cuentan por centenares los telegramas que he recibido: inclusive de elementos marcadamente liberales he recibido manifestaciones de simpatía. De modo que puedo decir orgulloso que desde que llegué a Colombia he visto crecer las simpatías de los colombianos por las fuerzas españolas que combaten el mando del Generalísimo Franco, defensor de la hispanidad.²⁴⁸⁶

En el mismo sentido, Diego Montaña Cuéllar analizó que, si la táctica de abstención conservadora no unió al Partido Conservador, sí lo logró la Guerra Civil Española, puesto que las derechas conservadoras se compactaron en defensa de la rebelión militar y en contra de la República.²⁴⁸⁷Evidentemente, la Guerra Civil Española evitó a las derechas seguir

²⁴⁸⁵«Sobre la dictadura », *La Razón*, 8 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁴⁸⁶ Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo, «Arriba España. El grito de Franco es el nuestro», *La Tradición*, *op.cit.*, p.633.

²⁴⁸⁷Montaña Cuéllar Diego.*Memorias*, *op.cit.*, p. 183.

desgarrándose, y aclaró el panorama político colombiano. Por eso, con *La Patria* pedía la clarificación de un escenario político maniqueo, con dos bloques antagónicos:

La política colombiana no se puede “balcanizar”, como lo quiere “El Tiempo” hay que aceptarla en su verdadero sentido: derechas e izquierdas, con la primera victoria apuntada a las falanges. Nuestro ejemplo político no está en los “Balcanes” sino en Franco y Largo Caballero.²⁴⁸⁸

Por consiguiente, sin sorpresa, desde el inicio de la guerra, la sublevación militar española generó mucho entusiasmo para las derechas colombianas, como lo confirmó *El Colombiano* de Medellín, el 28 de julio 1936: “Desde este país, también arruinado y mediatizado por las izquierdas, seguimos los avances del derechismo español con emoción y esperanza.”²⁴⁸⁹ Para *El Siglo*, era incuestionable que “la Colombia real y verdadera”, estaba del lado de la España nacionalista:

Pero la España nacionalista sabe que la Colombia real, estuvo siempre con ella, en verdad y espíritu, que la acompañó en su viacrucis, en el accidentado y trágico camino de su redención y que hoy vibra de entusiasmo al contemplarla libertada y gloriosa. ¡Arriba España!²⁴⁹⁰

A su vez, *El Siglo* resumió:

En Colombia el triunfo de Franco es de innegable significación; la opinión nacional siguió en todos sus detalles el movimiento restaurador de los auténticos españoles y día a día la suerte de la gran contienda hispana despertaba un mayor interés en nuestro público.²⁴⁹¹

Por tanto, la España nacionalista se volvió la guía ideológica de las derechas de Colombia. De esta manera, *La Patria* de Manizales subrayó la importancia de la España nacionalista, para los pueblos como el colombiano: “La terrible vitalidad de su raza conmoviendo a los países letárgicos como el nuestro con su activa angustia de salvación. La insurrección española, que consolida hoy su victoria en la Puerta del Sol, es un pregón y un ejemplo”.²⁴⁹² De todos modos, esta filiación y afinidad era natural, porque para los sectores reaccionarios colombianos, no había país más cercano a Colombia que España, esperando con ansias su influjo intelectual:

²⁴⁸⁸«La balcanización de la política», *La Patria*, Manizales, 17 de febrero de 1937, p. 5.

²⁴⁸⁹«España y Colombia», *El Colombiano*, Medellín, 28 de julio de 1936, p. 3.

²⁴⁹⁰«Salve, madre España!», *El Siglo*, Bogotá, 29 de marzo de 1939, p. 4.

²⁴⁹¹«El pensamiento colombiano y el triunfo del Generalísimo Franco», *El Siglo*, 2 de abril de 1939, p. 13.

²⁴⁹²«La España resurrecta», *La Patria*, Manizales, 5 de noviembre de 1936, p. 3.

En ningún pueblo europeo podemos encontrar amistad y relaciones más cordiales y útiles para estos países que en la Madre Patria. De allí vendrá en un futuro inmediato la nueva obra intelectual, surgida de la revolución: las orientaciones futuras de esta parte del continente estarán influenciadas decisivamente por España.²⁴⁹³

De hecho, para las derechas colombianas, los ideales del bando sublevado, eran los mismos que los que compartían los nacionalistas colombianos²⁴⁹⁴, y lo reivindicaban:

Toda vez que los ideales de Franco y de sus legionarios son los mismos que nosotros llevamos cosidos a nuestra bandera, no importa que sobre el haz de la tierra colombiana una que otra enseña impostora diga ahora al mundo que son otros los postulados de la abatida patria.²⁴⁹⁵

Por este motivo, los retratos idealizados y elogiosos de la gesta nacionalista inundaron la prensa derechista de la época. *El Colombiano* afirmó en julio de 1936, que había una admiración, sin reservas, por la sedición de las derechas españolas.²⁴⁹⁶ Incluso, *La Patria* de Manizales, clamó que Colombia necesitaba de un Primo de Rivera: “*Entre nosotros, la oposición tiene valores superiores a Alcalá o a Gil Robles. En cambio, nos falta malamente un táctico áspero como Primo de Rivera.*”²⁴⁹⁷

En consecuencia, el triunfo del nacionalismo español era considerado como una victoria del nacionalismo colombiano.²⁴⁹⁸ En abril de 1939, los anuncios del triunfo franquista definitivo generaron manifestaciones uniformes de alegría y alborozo, en el seno de las derechas. El domingo 2 de abril 1939, *El Siglo* publicó las declaraciones de eminentes personajes de las derechas colombianas que daban su opinión sobre Franco y el triunfo de la España nacionalista. Entre ellos, monseñor Ismael Perdomo definió a Franco como “*Hombre Providencial para defender los fueros de la persona*”; Luis Andrade Valderrama destacó que fue “*la victoria más heroica en los últimos tiempos de los ideales de virtud, orden, libertad religiosa y dignidad individual y nacional sobre los enemigos de la humanidad: la irreligión, el comunismo*”; Guillermo Valencia expresó su admiración por la epopeya de Franco “*Admiramos a Franco, glorificamos a Franco, amamos a Franco*”; Jorge Vélez declaraba:

²⁴⁹³ «La paz en España», *La Patria*, Manizales, 26 de marzo de 1939, p. 9.

²⁴⁹⁴ «La España Resurrecta», *La Patria*, op.cit., p. 3.

²⁴⁹⁵ «Teruel nacionalista», *La Patria*, Manizales, 22 de febrero de 1938, p. 5.

²⁴⁹⁶ «El liberalismo palidece con España», *El Colombiano*, Medellín, 24 de julio de 1936, p. 5.

²⁴⁹⁷ Ramírez Moreno Augusto, «Nación y ejército, socialismo y antipatria», *La Patria*, Manizales, 27 de julio de 1936, p. 3.

²⁴⁹⁸ «Nacionalismo español», *La Patria*, Manizales, 29 de marzo de 1939, p. 3.

Para nosotros que formamos parte de la gran confederación de pueblos hispánicos, el triunfo del general Franco representa la restauración de la herencia cristiana, heroica, hidalga y caballerosa de la España de Fernando e Isabel, de Gonzalo Fernández de Córdoba, de Calderón y de Cervantes.²⁴⁹⁹

De su lado, Aquilino Villegas resaltó:

El triunfo de Franco es significativa de la reacción triunfante de las fuerzas conservadoras tradicionales contra la revolución marxista, soviética, mongoloide, bárbara, totalmente extranjera a nuestra civilización ibero-latina, católica, mesurada, respetuosa de la vida y de los derechos inmanentes de los seres humanos hijos de Dios.²⁵⁰⁰

En el mismo sentido, Pedro Elías Novoa sentenció: “*El alma colombiana vibra con vivísimo ritmo de alegría al unísono con la genuina alma española y palpita de entusiasmo al contemplar la realidad del triunfo integral del generalísimo Franco (...)*”²⁵⁰¹

Fue tal el regocijo que se consideró el día del triunfo franquista, como una fecha clave para la humanidad y la civilización, como la culminación gloriosa de una “admirable” revolución española iniciada por José Antonio Primo de Rivera y la Falange, que debía ser celebrada al son del “himno de la Falange”, cada año como un hito en la historia.²⁵⁰² Incluso, el sector nacionalista presentó el 1 de abril 1939 como una fecha conmemorativa para Colombia y el nacionalismo en general:

El 1 de abril es una fecha clave en la historia de Colombia, y se hizo una sola sustancia corpórea con su vida futura. La contrarrevolución abrió las dos aletas de sus labios, y lanzó sus clarinadas sonoras y congregantes sobre los ribazos de la Patria.²⁵⁰³

Por el contrario, a diferencia de lo que ocurrió con las derechas, la prensa liberal lamentó la caída de la Segunda República. Sobre esto, *El Siglo* ironizó: “*La prensa liberal, en forma unánime, gime y llora ante la agonía de la Segunda República española. Jamás, antes de ahora habíamos contemplado un dolor más hondo y más tierno.*”²⁵⁰⁴

²⁴⁹⁹ «El pensamiento colombiano y el triunfo del Generalísimo Franco», *El Siglo*, Bogotá, 2 de abril de 1939, p. 13.

²⁵⁰⁰ *Ibid.*

²⁵⁰¹ «El pensamiento colombiano y el triunfo del generalísimo Franco», *El Siglo*, *op.cit.*, p. 13

²⁵⁰² «El 18 de julio», *El Siglo*, 18 de julio de 1942, p. 4.

²⁵⁰³ «1 año cara al sol», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1939.

²⁵⁰⁴ «Las plañideras de la España roja», *El Siglo*, Bogotá, 28 de febrero de 1939, p. 4.

Capítulo 11. Los idearios falangistas como instrumentos de combate en la vida política colombiana (1934-1946).

Ciertamente, la penetración de las ideas falangistas en Colombia fue acelerada por el seguimiento cotidiano de la Guerra Civil Española. Desde entonces, circularon con profusión las perspectivas falangistas, que, trasladadas a territorio colombiano, entregaron a las elites locales un andamiaje doctrinario, ideológico, y métodos para combatir la República Liberal y la experiencia democrática en proceso de modernización. Poco a poco, el espíritu del falangismo irradió los discursos y los textos derechistas, que utilizaban a menudo los argumentos y los análisis falangistas, que fueron extrapolados al contexto peculiar de la realidad colombiana.

Por lo tanto, la impregnación falangista dejó sus residuos alterando el acervo ideológico de las derechas colombianas, particularmente visible en tres grandes ejes: la guerra al sistema democrático liberal, la exaltación de una minoría elitista vanguardista encargada de llevar a cabo la regeneración nacional, y, por último, una propuesta ideológica y económica afin con el nacionalsindicalismo que ofrecía una alternativa corporativista para resolver la cuestión y moldeaba una nueva forma de hacer política.

11.1. Vendaval antiparlamentario contra la democracia colombiana.

Sin lugar a dudas, el falangismo fue uno de los grandes artífices y catalizadores del ataque a la democracia liberal y el parlamentarismo en España. Con la Guerra Civil Española y el auge de los idearios reaccionarios en Europa, este antiparlamentarismo fluyó en el seno de las corrientes conservadoras colombianas, contribuyendo decisivamente al fortalecimiento de una derecha antidemocrática en Colombia.

Particularmente, los textos de la época, revelaron una embestida constante contra la democracia de cepa liberal y sus contornos parlamentarios y representativos, concretizándose en Colombia un verdadero asalto total hacia la República Liberal, sobre todo en tiempos de gobierno de Alfonso López Pumarejo. Este fenómeno es crucial para rastrear y comprender la génesis del cambio de postura y la progresiva inclinación del partido Conservador hacia posturas represivas y autoritarias, en detrimento de un republicanismo oligárquico con sufragio censitario y capacitario, que había sido el modelo seguido hasta entonces.

11.1.1. La satanización del modelo democrático de corte liberal.

La pérdida del poder y el advenimiento de proyectos reformistas durante la *Revolución en Marcha*, generaron una pérdida de fe de las derechas colombianas por el modelo democrático en general. Por tal razón, la diplomacia española en Colombia, declaró en 1941: “*se revela en todos los sectores del país un menor celo y fe en la decantada institución democrática*”.²⁵⁰⁵ De ahí que el senador liberal Armando Solano, alertó a la tribuna del Senado en 1938, que el declive de la fe y tradición democrática, eran la puerta para la infiltración del peligro fascista.²⁵⁰⁶

Indudablemente, la popularidad de los candidatos demócratas y reformistas -como López Pumarejo y Gaitán-, el fortalecimiento del proceso de cedulaación y la consagración del sufragio universal, profundizaron el hecho de que los conservadores se volvieron minoritarios, siendo derrotados ampliamente en las contiendas electorales, como en las manifestaciones de apoyo popular. De todas formas, los liberales eran conscientes de ser mayoría en la opinión pública; de hecho, en la Convención del liberalismo de 1945, Gabriel Turbay explicó: “(*...*) *que el liberalismo unido, con sus propias doctrinas, cuenta con efectivos dos veces superiores a los del Partido Conservador y treinta veces mayores a los del socialismo*”.²⁵⁰⁷

Entonces, el eco de las voces reaccionarias españolas, que teorizaron el peligro democrático para justificar la sublevación nacional, reprodujo en Colombia una satanización virulenta del modelo democrático de corte liberal. Por lo cual, *La Patria* en 1939 acusó la democracia de ser el peor régimen de la historia: “*La historia de la humanidad no había contemplado un sistema político tan sonado, pero tan zalamero, falso e ignorado como este de Democracia*”.²⁵⁰⁸ Además, no dudo en afirmar que en Colombia, la bandera de la democracia fue la coartada de “los fraudes, los prevaricatos y el ultraje a la religión”.²⁵⁰⁹ Para el conservador Guillermo Camacho Montoya, las democracias occidentales habían fracasado, llevando las naciones “al caos y la ruina”.²⁵¹⁰ Así pues, *El Colombiano* pidió el 13 de abril de 1939, se desistiera de la obsesión por la democracia:

Por más abarrote retórico que se despilfarró sobre la inmortalidad de la democracia colombiana, nuestro país tiene inexorablemente que someterse al ritmo de la historia

²⁵⁰⁵AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá 24 de enero 1941, de Legación de España en Colombia a MAE. Informe político n°18

²⁵⁰⁶Solano Armando, «El fascismo colombiano», *Acción Liberal*, *op.cit.*, p. 39.

²⁵⁰⁷Discurso pronunciado al instalar la Convención Nacional del Liberalismo..., *op.cit.*, p. 242.

²⁵⁰⁸«Las doctrinas políticas del día y el nacionalismo», *La Patria*, Manizales, 11 de enero de 1939, p. 9.

²⁵⁰⁹*Ibid.*

²⁵¹⁰ Camacho Montoya Guillermo, «La democracia organizada», *Derechas*, Bogotá, 28 Enero de 1937, p. 3.

universal. La democracia trajina en el tiempo presente en el minuto más crítico, nebuloso y decisivo de su existencia.²⁵¹¹

En términos generales, caricaturada y desprestigiada, la democracia fue retratada como un sistema decadente, corrompido y que precipitó el ocaso nacional. Para Silvio Villegas, la democracia presuponía condiciones que ya no eran válidas, por eso pregonó que: “*Las derechas en todos los países del mundo han tenido que renunciar a sus métodos democráticos de lucha y buscar procedimientos más eficaces de acción*”²⁵¹²

Más que todo, defensoras de un régimen autoritario, conservador y nacionalista, las derechas arremetieron frontalmente contra el modelo democrático, promoviendo un dique contra lo que consideraban el “*despotismo democrático*”.²⁵¹³ Sin ambages, Rafael Azula Barrera, ministro de educación a principios de los cincuenta, proclamó en un artículo de *Derechas*: “*La democracia he ahí el enemigo*”, en el cual fustigó contra un sistema visto como perverso:

La democracia en efecto, es un sistema que no se consolida sino sobre el engaño colectivo, sobre el reparto de las presillas burocráticas, sobre las trapisondas electorales y a trueque de convertir a la nación en un mercado abierto donde tienen entrada libra todos los bucaneros políticos.²⁵¹⁴

De su lado, Laureano Gómez jefe del conservatismo, dictaminó “*La Bancarrota de la democracia*”, por su incapacidad a ofrecerles a los asociados el bienestar y seguridad anhelados.²⁵¹⁵ En el mismo sentido, Félix Ángel Vallejo habló de la “*sin razón de la democracia*”, porque negaba la necesidad social de jerarquía y de orden, confiando en la mansedumbre y en la bondad natural humana, sin ningún recelo.²⁵¹⁶

Dicho sea de paso, esta diagnóstico del retroceso de la democracia no fue únicamente el monopolio de los conservadores. El liberal elitista Abelardo Forero Benavides escribió en *Acción Liberal*, un artículo luminoso llamado “*la quiebra de la democracia*”, en el que reconoció el auge de los caudillos fuertes “encumbrados como semidioses” que provocaba un retroceso de los valores democráticos:

²⁵¹¹ «Nosotros frente al nacionalismo», *El Colombiano*, Medellín, 12 de abril de 1939, p. 5.

²⁵¹² Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*. *op.cit.*, p. 112.

²⁵¹³ Silvio Villegas, Eliseo Arango, Augusto Ramírez Moreno, Joaquín Fidalgo Hermida, «La República conservadora», *Diario el debate*, Bogotá, febrero 1930. En: Ramírez Moreno Augusto, *op.cit.*, p. 78.

²⁵¹⁴ Azula Barrera Rafael, «La democracia he ahí el enemigo», *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936

²⁵¹⁵ Gómez Laureano, «La bancarrota de la democracia» *Derechas*, Bogotá, 12 de junio de 1936, p. 1.

²⁵¹⁶ Vallejo Félix Ángel, «La sinrazón de la democracia» *La Tradición*, *op.cit.*, p. 233.

El principio democrático comienza a languidecer, a evaporarse y a extinguirse en las naciones europeas que buscan para la propia solución de sus problemas interiores, el recurso de la violencia, ejecutada en nombre del orden o como consecuencia de la lucha de clase.²⁵¹⁷

Pero repetimos que, más allá, de una crítica hacia la democracia en general, lo que se criticaba en particular era la democracia de tipo liberal, y sus visos representativos, pluralistas y parlamentarios. Sobre el pluralismo, las derechas colombianas en general, pusieron de relieve el caos y la falta de coherencia que decían generaba:

La democracia colombiana está mostrando en esta ocasión todas sus vergüenzas. Ni el partido de gobierno, ni el partido de oposición, ni de los de la izquierda, ni de la derecha muestran sus cuadros cohesionados y rígidos, con la disciplina consciente que da el fervoroso seguimiento de una idea.²⁵¹⁸

Por eso, Silvio Villegas enunció que el auge de las dictaduras fue el vendaje para las democracias enfermas, que abocaron a los pueblos en la encrucijada decisiva entre: el caos del bolchevismo o el orden de las dictaduras de derechas.²⁵¹⁹ Por su parte, *El Siglo*, retomó y difundió los análisis de Spengler sobre la ordinariedad del parlamentarismo, acomodándolos al contexto colombiano.²⁵²⁰ Por lo tanto, progresivamente se desacreditó la institución parlamentaria, Rafael Azula Barrera dijo de ella que era: “(...) *una institución anacrónica, con más vicios que virtudes donde unos cuantos explotadores se encaraman sobre la angustia pública.*”²⁵²¹ Según esta perspectiva, el reformismo constitucional ejecutado “de manera expeditiva e irrespetuosa” por el Senado liberal durante la era de López Pumarejo, habría sido la prueba de la decadencia y de la amenaza institucional que suponía la democracia.²⁵²²

Por otra parte, para las derechas colombianas, la democracia liberal parlamentaria no era representativa del pueblo entero como lo pretendía sino una minoría atacante en beneficio propio. *La Patria* adujo que, ante el “celestinaje” del sistema representativo, solo se legislaba para intereses de unos pocos, provocando un amplio desinterés y profunda indiferencia de la

²⁵¹⁷ Forero Benavides. Abelardo, «La quiebra de la democracia», *Acción Liberal*, Bogotá, Mayo 1937, n°46, p. 35.

²⁵¹⁸ «La mentirosa democracia», *La Patria*, Manizales, 20 de febrero de 1939, p. 3.

²⁵¹⁹ Silvio Villegas, «Cartel», *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 5 de febrero de 1938, n° 32, p. 642.

²⁵²⁰ «Dos síntomas», *EL Siglo*, Bogotá, 12 de febrero 1936.

²⁵²¹ Azula Barrera, Rafael, «La democracia he ahí el enemigo», *Derechas*, 28 de febrero de 1936.

²⁵²² «Dos síntomas», *El Siglo*, *op.cit.*

población por los congresos y las asambleas representativas.²⁵²³ Según ellos, el problema fundamental de la democracia liberal era que corrompía a los políticos:

En el fondo lo que sucede es que las instituciones parlamentarias son corruptoras. Individualmente algunos de sus miembros son honorables, pero al convertirse en multitud pierden el sentido de la responsabilidad.²⁵²⁴

Con todo, los alegatos antiparlamentarios se multiplicaron en la prensa de derecha a favor del nacionalismo autoritario. En este orden de ideas, el 11 de enero de 1939, *La Patria* publicó un manifiesto para poner fin al régimen parlamentario de partido:

Nosotros somos ajenos a esta tempestad de mentira y de odio. Aspiramos, como quería el Libertador, a que cesen los partidos políticos para convertir a todos los ciudadanos en obreros de la patria. El nacionalismo es la nacionalidad que renace después de un siglo de errores y de sacrificios. La unión nacional es nuestra divisa.²⁵²⁵

Sin embargo, sobre este punto, existió un fuerte debate entre las fuerzas nacionalistas juveniles antiparlamentarias y los últimos reductos del republicanismo elitista tradicional. Aunque una amplia franja se había inclinado hacia los idearios antidemocráticos, no toda la derecha se había vuelto antiparlamentaria, permanecieron pocos defensores del modelo democrático, lo que generó álgidos enfrentamientos. En noviembre de 1936, dos figuras descolantes del Partido Conservador, Gonzalo Restrepo Jaramillo y Laureano Gómez, se opusieron en una célebre querrela. Si bien ambos concordaron en que las prácticas del régimen liberal habían provocado una quiebra con el verdadero sistema democrático en Colombia; no obstante, a diferencia de Laureano Gómez, Gonzalo Restrepo Jaramillo no sucumbió al pesimismo ni al abandono de la conciencia democrática, advirtiendo que la falta del espíritu democrático engendraba más caos y menos libertad.²⁵²⁶ A decir verdad, en julio 1944, para calmar las acusaciones de participación conservadora en el cuartelazo fallido contra el presidente López Pumarejo, el directorio del Partido Conservador comunicó al embajador franquista, que a pesar de todo, seguía respetando el orden constitucional y la solución del sufragio:

Para concluir declaramos una vez más, que el conservatismo es un partido constitucional, de orientaciones definidamente democráticas, que a pesar de las

²⁵²³«Una crisis del sistema», *La Patria*, Manizales, 21 de abril de 1939.

²⁵²⁴«La convivencia corruptora», *La Patria*, Manizales, 23 de mayo de 1939.

²⁵²⁵«Un sentido de la lucha» *La Patria*, Manizales, 11 de enero de 1939, p. 3.

²⁵²⁶Carta del doctor Gonzalo Restrepo Jaramillo al Dr. Laureano Gómez «Democracia o violencia», *El Siglo*, Bogotá, 3 de noviembre de 1936, p. 3.

soluciones y de violencia que es víctima, confía el porvenir de sus ideas a las soluciones del sufragio.²⁵²⁷

Sin embargo, la gran mayoría las derechas seguían pensado, como en España, que la democracia liberal parlamentaria impedía la unidad nacional. En efecto, importantes intelectuales falangistas españoles habían denunciado que era indispensable superar la obsesión democrática si se quería consolidar la armonía nacional. A su vez, acorde con la crítica falangista y fascista, la derecha nacionalista colombiana esgrimía la urgencia de superar los antagonismos creados por los partidos. Este escepticismo hacia la democracia se concretó en el recelo manifiesto hacia la participación democrática. En 1939, los nacionalistas colombianos afirmaron que, al igual que José Antonio Primo de Rivera en el pasado, ellos también se presentaban a las urnas sin convicciones porque sabían que su verdad no iba a sobresalir en ese “*sucio festín*”.²⁵²⁸

Por otra parte, esta desconfianza hacia la democracia, se manifestó en un impulso constante por desprestigiar sus instituciones. En 1943, Laureano Gómez justificó que había dejado el Congreso porque “*estaba dañado y corrompido hasta el tuétano*”.²⁵²⁹ Del mismo modo, grandes figuras del liberalismo, como el hermano del presidente Eduardo Santos, alias Calibán, en octubre de 1937, se declaró partidario de la política conservadora de abstención, alegando que él tampoco votó en las últimas elecciones, y que el abstencionismo era el síntoma natural del escepticismo y desilusión hacia las elecciones.²⁵³⁰ En 1947, el propio presidente de la República, Mariano Ospina, renegó de las actuaciones del poder electoral en su derrota en las parlamentarias de 1947, acusándolo de haber sido instrumentalizado. Dicho sea de paso, un año antes, había sido elegido presidente bajo las mismas instituciones.²⁵³¹ En todo caso, una figura moderada y republicana del conservatismo como Abel Carbonell se preocupó, en un artículo de *La Patria*, por el escepticismo democrático y el desprestigio de las instituciones representativas.²⁵³² Para *La Patria* era tal la crisis del parlamentarismo mundial,

²⁵²⁷ AGA. Fondo 15 Caja 54/03141. Bogotá, 29 de julio de 1944, del directorio nacional del Partido Conservador (Alfonso Uribe Misas, Silvio Villegas, Juan Uribe Cualla) a Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España en Colombia), p. 7.

²⁵²⁸ «La mentirosa democracia», *La Patria*, Manizales, 20 de febrero de 1939, p. 3.

²⁵²⁹ «Dejo el Congreso porque está dañado y corrompido hasta el tuétano», *El Siglo*, Bogotá, 1 de julio de 1943, p. 3.

²⁵³⁰ «Calibán abstencionista», *El Siglo*, 7 de octubre de 1937, p. 4.

²⁵³¹ «Los sagrados intereses de la Patria son permanentes», mensaje del presidente de la República, doctor Mariano Ospina Pérez, al instalar las sesiones del Congreso Nacional de 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 338.

²⁵³² «Una crisis del sistema», *La Patria*, Manizales, 21 de abril de 1939.

que hasta en la cuna clásica del parlamentarismo-Inglaterra-, se había tenido que acudir a los ejecutivos fuertes con Chamberlain.²⁵³³

Por consiguiente, poco a poco, iba declinando el espíritu democrático y pacífico de la vida política colombiana, ladeándose hacia prácticas violentas y concepciones autoritarias de poder, azuzadas por el influjo reaccionario falangista y por el ejemplo triunfante del bando sublevado español. Ya para marzo de 1938, se veía en los programas de Acción Nacionalista Popular, como se había integrado esa savia reaccionaria, asumiendo plenamente la voluntad de desintegrar el sistema político de partidos en Colombia.²⁵³⁴

11.2.2. El asalto de la República Liberal.

Más allá de los debates teóricos sobre la democracia, esta vitalidad antiparlamentaria, concentró su arremetida contra la República Liberal, que encarnó todo lo que las derechas aborrecían, así como la Segunda República lo era en España para los falangistas. Por ello, la República Liberal se convirtió en un chivo expiatorio del descontento de las derechas, sobre todo en la época de *la Revolución en Marcha*, padeciendo una embestida virulenta y agresiva de los sectores reaccionarios, por medio de diatribas, amenazas y actos de violencia concretos. En definitivas, como la Segunda República en España, la República Liberal fue víctima de un embate constante. Para Diego Montaña Cuéllar: “*La respuesta de las clases reaccionarias: el capitalismo, el militarismo, el burocratismo, y el clericalismo, fue el cerco y el asedio de la República.*”²⁵³⁵

Sobre todo, a partir de 1934, los conservadores y los nacionalistas, desprestigiaron de forma impetuosa y permanente la primera presidencia de Alfonso López Pumarejo (1934-1938). Por lo que la Convención Conservadora de 1935 proclamó la consigna “*de hacer invisible la República liberal*”.²⁵³⁶ Esta saña continuó bajo el segundo mandato de López Pumarejo (1942-1945). Sobre esto, en un informe de política general de 1943, el embajador franquista confirmó que:

En estos últimos tiempos la situación política interna colombiana ha sido muy inquieta. El partido liberal, que está en el Gobierno, ha sufrido fuertes azotes debido a algunos

²⁵³³ *Ibid.*

²⁵³⁴ «Acción Nacionalista Popular», *La Patria Nueva*, Cartagena, 19 marzo de 1938, p. 3.

²⁵³⁵ Montaña Cuéllar Diego. *Memorias, op.cit.*, p. 220.

²⁵³⁶ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 213.

escándalos que han sido explotados por el Partido Conservador, que se halla en la penumbra desde hace muchos años, para combatir a aquel de modo violento.²⁵³⁷

Con este fin, las derechas le negaron el carácter nacional a la República Liberal, siendo presentada como un engendro extranjero, un régimen antinacional, producto de influencias y actores extranjeros, la resultante de un complot internacional. Con esto, Fray Mora Díaz denunció la República “masónica” con visos foráneos, lo que consideraba visible por su penetración en la educación y otras esferas públicas.²⁵³⁸ De su lado, el influyente teórico y político conservador, Rafael Jiménez Bernal, distinguía entre la República Liberal y la República de Colombia, para arrebatárle la legitimidad nacional a la primera.²⁵³⁹ Constantemente, se sugería que, lejos de ser un gobierno liberal como su nombre lo indicaba, era un régimen gobernado por un partido socialista radical con ribetes leninistas.²⁵⁴⁰ Para las derechas era tal el grado de nocividad de las influencias extranjeras que lograron pervertir hasta a hombres ilustres del liberalismo, que en un principio pretendieron combatir esta infiltración.²⁵⁴¹

Pero ante todo, la República Liberal fue acusada de ser la imitadora de la Segunda República española. Al respecto, Fray Mora Díaz fustigó contra “el imperio del bandalaje” español que se quería imitar en Colombia, alegando:

Sueñan con ríos de sangre los admiradores de Azaña y Largo Caballero ¡Qué vergüenza para una nación el tener por prototipo a los más corrompidos enemigos de aquella! La salvación de Colombia está precisamente en rechazar los principios moscovitas que han hecho de España un campo de batalla.²⁵⁴²

A su vez, *El Siglo* aseguró que los partidarios de la República Liberal en Colombia querían continuar con la obra abortada en España:

Y, es a esos anarcosindicalistas, a esos ideólogos hipócritas, a esas fieras humanas, a las que se quiere llamar a Colombia para que continúen en terreno previamente abonado la obra criminal que les interrumpió la espada invicta de Franco. Esa, “la

²⁵³⁷ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá 3 de Noviembre de 1943, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Informe política extranjera, n° 144

²⁵³⁸ Mora Díaz Fray. *Chispas del Yunque*, op.cit., p. 131.

²⁵³⁹ Bernal Jiménez Rafael, «De la República de Colombia a la República Liberal», *El Siglo*, Bogotá, 28 de febrero de 1936, p. 3.

²⁵⁴⁰ Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

²⁵⁴¹ Botero Arias Arturo, «Un aliado fatal», *El Colombiano*, Medellín, 3 de junio de 1944, p. 3.

²⁵⁴² Mora Díaz Fray. *Chispas del Yunque*, op.cit., p. 198.

invasión ideológica” por la que suspiran los tan dolidos deudos de la República española.²⁵⁴³

Por otro lado, para los sectores derechistas era claro que la República Liberal no era el triunfo de la democracia. Por el contrario, insistieron en que el régimen liberal vendía espejismo e ilusiones democráticas, pero que en realidad era el peor de los regímenes, porque ilusionaba a la oposición con el voto para luego masacrarla en las urnas.²⁵⁴⁴ Para el conservador, Azula Barrera, el hecho que los conservadores hubieran obtenido solo un tercio de los puestos de representación nacional era debido a un injusto proceso de cedulação, a la presión del sistema de violencia liberal que instauró “un sistema de terror” y a la abstención durante años.²⁵⁴⁵ Del mismo modo, para las derechas el liberalismo traicionó la democracia colombiana, aprovechando la nobleza conservadora que le entregó el mando pacíficamente, para luego desatar una persecución de los opositores, concluyendo que: “*Las elecciones colombianas de los últimos años se han caracterizado por la coacción oficial, la violencia despiadada y el fraude.*”²⁵⁴⁶ Con esta justificación, todas las elecciones fueron cuestionadas, inclusive llegando al exabrupto de interpretar el resultado de las elecciones presidenciales de 1942 como un fraude, a sabiendas de que el candidato de las elites liberales y conservadores, Carlos Arango Vélez, era apoyado por el presidente saliente Eduardo Santos, contra un López Pumarejo aislado, que venció por el apoyo popular.²⁵⁴⁷ Para ellos, lejos de representar la voluntad popular, la República Liberal era un gobierno que administró con una minoría frágil intelectualmente, que solo atentaba contra la esencia de la mayoría católica.²⁵⁴⁸

Asimismo, se le adosaba a la República Liberal el reproche de ser un régimen de caos y anarquía. Para *El Colombiano*, el régimen liberal permitió la formación de un marco enrarecido, que fue envenenando el panorama político colombiano, azuzando la lucha de clases.²⁵⁴⁹ En el mismo sentido, se le recriminó el supuesto “cinismo” de mantener la agitación sindicalista por cuestiones electorales, demostrando así su sensibilidad socialista ante las masas.²⁵⁵⁰ Por su parte, el 23 de septiembre de 1942, *El Siglo* incriminó su voluntad

²⁵⁴³ «La plañideras de la España roja», *El Siglo*, 28 de febrero de 1939, p. 4.

²⁵⁴⁴ Villegas Silvio, Razones para una dictadura franca», *El Colombiano*, Medellín 1 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁵⁴⁵ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 115.

²⁵⁴⁶ «La democracia en Colombia», *El Siglo*, Bogotá, 12 de agosto de 1942, p. 4.

²⁵⁴⁷ *Ibid.*

²⁵⁴⁸ «Ahora afuera con ellos!», *El Siglo*, Bogotá, 7 de febrero de 1936, p. 3.

²⁵⁴⁹ «Unas clases contra otras», *El Colombiano*, Medellín, 18 de febrero 1936, p. 3.

²⁵⁵⁰ «Política socializante», *El Siglo*, Bogotá, 2 de julio de 1942, p. 4.

revolucionaria de cambiar el orden existente desde el poder, ocasionando con esto una crisis profunda de la moralidad en Colombia y un desorden total.²⁵⁵¹

Igualmente, con frecuencia, la República Liberal, fue menospreciada como totalmente incompetente, carente de unidad doctrinaria, sin fuerza ideológica, y que habría permitido el reino de la mediocridad socavando las bases primordiales de la organización del Estado.²⁵⁵² Por ende se propagó la visión de un gobierno totalmente perdido, sin rumbo fijo, ni metas definidas, que demostraba una continua confusión: “*Es un partido que gobierna sin ideales, que es católico o anticatólico, comunista o anticomunista, nazista o antinazista, dictatorial o libertario, según la oportunidad case con sus conveniencias para sostenerse en el mando.*”²⁵⁵³

Corolario con esto, los periódicos derechistas, a menudo, divulgaron la imagen de un régimen gobernado por hampones, ladrones y corruptos. En noviembre de 1941, *El Siglo* nombró el gobierno liberal como el “régimen inmoral”, que facilitó la confusión de los negocios con la política.²⁵⁵⁴ En consecuencia, el regreso de López Pumarejo en 1942, fue percibido como el retorno del nepotismo del círculo familiar del presidente, puesto que López “sabía” ser retributivo con sus familiares y amigos.²⁵⁵⁵ Es cierto que la repetición de escándalos familiares y de círculos cercanos al presidente López Pumarejo no le ayudaron. Esto solo acrecentó el nivel de violencia de los ataques, como se percibió en el caso Handel, cuando una empresa alemana pasó bajo administración colombiana por el bloqueo aliado, generando un escándalo en el que estuvo involucrado el hijo del presidente.²⁵⁵⁶ En definitivas, había una clara voluntad de vilipendiar el régimen aprovechando sus errores. En un informe de 1943, el embajador franquista en puesto, notó la tentativa constante de desprestigiar al gobierno de López Pumarejo con los escándalos:

Los casos del espía alemán Schwartau, el asesinato del boxeador Francisco A. Pérez, alias “Mamatoco” y el negocio llamado “de la Handel”, han sido, principalmente, los sucesos que han conmovido la política interna durante esta última temporada

²⁵⁵¹ «Decadencia de la probidad», *El Siglo*, Bogotá, 23 de septiembre 1942, p. 4.

²⁵⁵² «El Directorio Nacional Conservador se dirige a los copartidarios», *El Siglo*, Bogotá, 4 de febrero de 1936, p. 1.

²⁵⁵³ «Cortina de Humo», *El Siglo*, Bogotá, 25 de julio de 1942, p. 4.

²⁵⁵⁴ «Régimen inmoral», *El Siglo*, Bogotá, 18 de noviembre de 1941, p. 4.

²⁵⁵⁵ «Círculo de familia», *El Siglo*, Bogotá, 2 de septiembre de 1942, p. 4.

²⁵⁵⁶ «Se descubre escandalosa maniobra de Lleras Restrepo en el informe de la gigantesca especulación Handel», *El Siglo*, Bogotá, 15 de septiembre de 1943, p. 1.

amenazando con desprestigiar al presidente, a su gobierno y en general, al Partido Liberal.²⁵⁵⁷

Pero los ataques más graves, culpaban la República Liberal de ser un Estado asesino y represivo que coartaba las libertades individuales. En noviembre de 1936, *El Colombiano* denunció un Estado sin garantías para la oposición, con una justicia al servicio de los bandoleros políticos, y con una instrumentalización de las fuerzas públicas para reprimir y eliminar sus adversarios políticos.²⁵⁵⁸ En el mismo sentido, *El Siglo*, el 22 de noviembre de 1937, evocó la utilización de una policía política, sugiriendo que la policía nacional se había convertido en gendarmería del Partido Liberal.²⁵⁵⁹ Poco a poco, se empezó a imponer la imagen de un régimen despiadado y sanguinario donde los asesinos quedaban impunes.²⁵⁶⁰ En enero de 1939, *La Patria* describió una República que amparaba a los asesinos.²⁵⁶¹ Para las derechas, el gobierno “*frente populista criminal*” de López Pumarejo, era el responsable de las muertes de miles de conservadores.²⁵⁶² Inclusive, el 13 de agosto de 1936, se rumoreó sobre una conjura para expulsar el conservatismo de la vida política, negándole la cédula y por medio de la violencia.²⁵⁶³ En definitivas, para el periodista conservador Nicasio Anzola, el régimen liberal bajo López Pumarejo, gobernó como los jacobinos oprimían a los parisienses en 1793, es decir, bajo la “*despótica presión de los clubes*”.²⁵⁶⁴

En conclusión, para las derechas colombianas, lejos de vivir en democracia, Colombia era gobernada por un déspota que abusaba de los estados de excepción y de las instituciones.²⁵⁶⁵ Referente a eso, en julio de 1944, el directorio del Partido Conservador colombiano les remitió a todas las embajadas y legaciones acreditadas en la República un informe sobre la situación política del país, en el cual acusó al régimen de López Pumarejo de utilizar el episodio del golpe de Pasto en julio de 1944 para perennizar el estado de sitio y las prácticas autoritarias y represivas:

El directorio nacional del conservatismo colombiano, teniendo en cuenta que el Congreso de la República está clausurado, que está suspendido el periódico *El Siglo*, y

²⁵⁵⁷AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 3 de noviembre de 1943, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Informe política extranjera n° 144.

²⁵⁵⁸*El Colombiano*, Medellín, 1 de noviembre de 1936, p. 1.

²⁵⁵⁹«La policía política», *El Siglo*, Bogotá, 22 de noviembre de 1937, p. 5.

²⁵⁶⁰«Los asesinos permanecen impunes», *El Siglo*, Bogotá, 11 de enero de 1939, p. 1.

²⁵⁶¹«Cosas de la convivencia», *La Patria*, Manizales, 6 de enero de 1939, p. 5.

²⁵⁶²«La conciencia conservadora», *El Siglo*, Bogotá, 18 de septiembre de 1941, p. 4.

²⁵⁶³«La conjura contra el conservatismo», *El Siglo*, 13 de agosto de 1936, p. 1.

²⁵⁶⁴Anzola Nicasio, «El liberalismo de Colombia y la democracia», *El Siglo*, Bogotá, 12 de noviembre de 1939, p. 4.

²⁵⁶⁵«La democracia que vivimos», *El Siglo*, Bogotá, 6 de septiembre de 1944, p. 4.

que el gobierno controla de manera absoluta todos los órganos de propaganda se cree el deber de precisar los siguientes hechos(...).Restablecido el orden público el Gobierno, en vez de proceder a levantar el estado de sitio, ha venido tomando una serie de medidas que alteran profundamente nuestra organización democrática y está ejerciendo violentas represalias contra el Partido Conservador, que fue totalmente ajeno al movimiento.²⁵⁶⁶

Por otra parte, si bien López Pumarejo era el blanco liberal privilegiado, todos los gobiernos liberales tarde o temprano fueron atacados. Tampoco, Eduardo Santos, que era bien visto por los conservadores, escapó de la embestida. Confiados por la concordia con Eduardo Santos, los conservadores regresaron a las urnas en 1939, pero la masacre de Gacheta 1939 enturbió nuevamente las relaciones.²⁵⁶⁷

11.2. La regeneración nacional desde arriba.

Si bien el falangismo hablaba de “revolución nacional”, sus epígonos colombianos preferían utilizar el término de “regeneración nacional”. Esto obedecía a diferencias entre la situación de ambos grupos. Mientras los falangistas anhelaban la conquista del poder, en Colombia los conservadores tradicionalistas y los nacionalistas -ambos pertenecientes al Partido Conservador-, ya estaban en las altas esferas del mismo, ejerciendo como congresistas, ministros o funcionarios importantes. Por lo tanto, eran miembros de uno de los dos partidos hegemónicos, y tenían bastante visibilidad política. Por eso, más bien, le temieron a la idea de un cambio abrupto del orden existente. Al respecto, *La Patria* recordó el espanto que generaba en Colombia esa palabra de “revolución.”²⁵⁶⁸

Por ende, más que un revolcón de la vida nacional, las derechas aspiraron a una regeneración dirigida por la elite dominante, después de un proceso de revitalización de sus doctrinas. Debido a esto, en ciertas franjas juveniles nacionalistas, de la mano de elementos como Gilberto Álzate Avendaño y Augusto Ramírez, se propuso una reinterpretación del término de revolución, que según decían, había sido “adulterado” desde la Revolución francesa por las izquierdas. Para estas corrientes, la palabra revolución fue profanada por ideales anarquizantes, sugiriendo otra comprensión del término con connotaciones casi positivas.²⁵⁶⁹

²⁵⁶⁶ AGA. Fondo 15, Caja 54/03141, Bogotá, 29 de julio de 1944, *op.cit.*, p. 7.

²⁵⁶⁷ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 115.

²⁵⁶⁸ Asamblea Nacionalista Popular, «El triple significado de llamamiento nuestra revolución», *La Patria*, Manizales, 4 de abril de 1938, p. 2.

²⁵⁶⁹ *Ibid.*

Al fin de cuentas, regeneración o revolución nacional, lo importante fue que posicionó un cuestionamiento en el seno de las derechas tradicionales, sobre la necesidad de cortejar a las masas populares, que habían sido abandonadas al socialismo y el liberalismo. Por eso, *Derechas* aconsejó que el conservatismo colombiano ya no debía cortejar a la burguesía sino a los obreros y campesinos:

Los partidos conservadores deben orientarse política, social y económicamente hacia un antiliberalismo integral. Para eso, busquemos al obrero, al campesino y enseñémosle los desastres del sistema liberal, pero, no perdamos el tiempo adulando a la burguesía.²⁵⁷⁰

Sin embargo, el tener en cuenta a las masas, no significaba entregarles el poder político. Por ende, esta regeneración nacional no debía tomar el camino de la dictadura del proletariado o el caos, tenía que ser jerárquica, rígida y guiada por una minoría rectora considerada única capacitada. Porque si bien las derechas tomaron conciencia de la cuestión social, no por ello dejaron de sentir un espanto pronunciado por la revolución social y un claro desdén por las clases populares, cuando estas pretendían actuar políticamente, recusando las estructuras tradicionales necesarias para la paz general. Más bien, como lo formuló el agregado cultural colombiano en Madrid -Eduardo Carranza-, era mejor reconciliar a los sectores populares con la oligarquía, acompasándolos en un proyecto de unidad nacional, para que fueran “como las dos alas de un mismo vuelo”.²⁵⁷¹ Al respecto, las élites liberales y conservadoras, a grandes rasgos, concordaron sobre la cuestión social y la necesidad del elitismo político. De ahí que ambas, cada una a su manera, contribuyeron a la satanización de la efervescencia social, reduciendo las opciones políticas a la disyuntiva entre el orden o el caos.

11.2.1. El espanto hacia la revolución social.

Bajo estímulo nacionalista, que a su vez se inspiraba en los análisis falangistas y fascistas, las derechas colombianas tomaron conciencia de que no lograrían una regeneración y unión nacional sin las masas, que eran el protagonismo clave de la política contemporánea. Así lo dejó claro *La Patria*: “Una política nacional en Colombia debe contar necesariamente

²⁵⁷⁰«La derrota derechista en España», *Derechas*, Bogotá, 13 de marzo de 1936, p. 1.

²⁵⁷¹BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 13 de diciembre de 1951, de Eduardo Carranza a Carlos Urdaneta Holguín, p. 2.

con la adhesión de las masas obreras y campesinas del país”.²⁵⁷²Entonces, se consolidó un consenso de las derechas, sobre la obligación de promover un nuevo tipo de militancia estimulando la conquista de la calle y dejando el desdén hacia lo popular.²⁵⁷³Con este fin, una de las grandes figura del nacionalismo, Álzate Avendaño, en su famoso “alegato por los de abajo”, pidió a las elites bajarse de las nubes abstractas de los discursos, para ponerse a la altura de la dura realidad de los humildes, sentenciando que la irrupción de las masas en política era inevitable: “Hoy el acento de la política recae sobre lo social. Las masas han llegado al escenario. Ese hecho no puede ser evadido. Cualquier partido que lo subestime navega hacia el fracaso final.”²⁵⁷⁴

Pese a todo, en ningún momento, la integración de la cuestión social al pensamiento derechista, implicaba la aceptación de la politización de las masas, ni la justificación de las turbulencias sociales. En este sentido, los textos, discursos y periódicos de la época, denotaban, en su mayoría, un neto temor hacia la efervescencia y la agitación social. Un pánico respaldado por la interpretación de los acontecimientos, al prisma de los postulados de “la Rebelión de las masas” de Ortega y Gasset. Sobre este punto, *El Siglo* en febrero 1936, reconoció el legado e influencia de *La Rebelión de las masas* de Ortega y Gasset, cuyas perspectivas orientaron los análisis sobre el gobierno de masas en Colombia.²⁵⁷⁵

En consecuencia, este escepticismo hacia la politización de las masas, desembocó en la certidumbre de que una democracia representativa elegida por las masas conllevaba a la demagogia opresiva o una tiranía de las mayorías. El periodista conservador, Roberto Blanco, advirtió que no había nada peor que el peligro de la tiranía popular: “Pero no hay nada más temible que la tiranía popular, sedienta de vindicta y de mando”.²⁵⁷⁶ Por otro lado, *El Siglo* alegó que la palabra democracia era una celada para electrizar a las masas “ignorantes y zafias” que “se dejaban embaucar por parlanchines”.²⁵⁷⁷ Agregó que en “las famosas democracias”, no eran las masas que elegían sino un sanedrín de aristócratas, que manipulaban a las masas con su maquinaria política:

²⁵⁷² Lema Echeverri Rafael, «Acción Nacionalista Popular», *La Patria*, Manizales, 14 de febrero de 1938.

²⁵⁷³ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, op.cit., p. 189.

²⁵⁷⁴ «Alegato por los de Abajo», *Diario de Colombia* 1953. En: Álzate Avendaño; *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño*, op.cit., p. 78.

²⁵⁷⁵ «Gobierno de masas», *El Siglo*, Bogotá, 28 de febrero de 1936, p. 3.

²⁵⁷⁶ Blanco Roberto, «El comunismo en Colombia », *El Siglo*, Bogotá, 3 de abril de 1936, p. 5.

²⁵⁷⁷ «Democracia», *El Siglo*, Bogotá, 7 de octubre de 1937, p. 7.

Es una comedia, una linda comedia hábilmente representada por una oligarquía plutócrata o aristócrata, por un grupo de político vividores que mueven las cuerdas del tinglado detrás de las cortinas de la democracia.²⁵⁷⁸

De igual manera, la amenaza del caos social estaba presente en los escritos de ambos partidos políticos durante todo el periodo estudiado. En julio de 1934, el importante estadista liberal, Esteban Jaramillo, planteó que la revolución social era una de las tres grandes amenazas que enfrentó el gobierno de Olaya.²⁵⁷⁹ De su lado, Guillermo Valencia avisó que el comunismo atacaría en Colombia, tarde o temprano, como ocurrió en España, actuando de momento como “larva sigilosa”.²⁵⁸⁰ Por eso, ante el espectro de una revolución social, los diarios reaccionarios colombiano imploraron recordar los ríos de sangre y las destrucciones que sufría España, cuando las masas se salieron de control.²⁵⁸¹ Por otro lado, *El Colombiano* criticó la tendencia del liberalismo de volcar las masas hacia la politización, favoreciendo con eso la eclosión de movimientos cívicos, rebeldes y anarquistas:

Desgraciadamente el partido liberal solo se ha preocupado de estimular la violencia de las masas, seguro de que en ellas estaba su fuerza. Con imprevisión criminal las lanzó a la plaza pública, impunes y ensordecidas, abriéndoles ancho cauce al delito y a la depredación. En el último lustro las turbas han gobernado, han impuesto sus hombres, han hecho y deshecho figuras políticas, han sometido al hambre, a la tortura o a la muerte a miles de ciudadanos.²⁵⁸²

Por esta razón se condenó la pretensión de López Pumarejo de gobernar junto a las masas, ya que esto se juzgaba como la muestra del triunfo trágico de la violencia destructora popular: “*El actual es un gobierno de masas. El plebeyismo ha triunfado en Colombia, convirtiéndose en un verdadero tirano (...). Es la invasión de la plebe en el reino del espíritu; el eclipse de lo selecto y lo exquisito.*”²⁵⁸³

Finalmente, el estallido de violencia social conocido como *el Bogotazo* en 1948, fue interpretado por las elites colombianas, como el punto culminante del peligro de una revolución social de las masas. Para el presidente Mariano Ospina Pérez, la violencia que sucedió después de la muerte de Gaitán, el 9 de abril de 1948, era la prueba del intento de

²⁵⁷⁸ «Democracia», *El Siglo*, Bogotá, 7 de octubre de 1937, p. 7.

²⁵⁷⁹ «La situación financiera y política del país», *El Espectador*, 13 de julio de 1934. En: Jaramillo Esteban. *Estudios y Antología tomo I*. Bogotá: Pensadores colombianos cámara de representantes, 1988, p. 396.

²⁵⁸⁰ Valencia. Guillermo, «Cartel», *Derechas*, Bogotá, 27 de noviembre de 1936.

²⁵⁸¹ «El ejemplo de España», *El Siglo*, Bogotá, 23 de febrero de 1938, p. 5.

²⁵⁸² «El gobierno y las masas», *El Colombiano*, Medellín, 18 de febrero de 1936, p. 3.

²⁵⁸³ «Gobierno de masas», *El Siglo*, Bogotá, 28 de febrero de 1936, p. 3.

golpe premeditado para fomentar una revolución social.²⁵⁸⁴El *Bogotazo* causó un profundo espanto en las elites, sin parangón en la historia de Colombia, siendo presentado como el arquetípico del desastre que podía ocurrir con una revolución social violenta.²⁵⁸⁵Azula Barrera, encarecía que, ni en la tragedia española se vieron caos y destrucción como durante el *Bogotazo*: “Ni Guernica, ni Irún, ni Toledo, ni el centro mismo universitario de Madrid, tan implacablemente castigado por la aviación de Franco, presentaron una visión más dantesca, de desolación y de ruina, como Bogotá.”²⁵⁸⁶

11.2.2. El desprecio del hombre masa.

En realidad, el espanto por la efervescencia social de los años treinta, exudó a la superficie un desprecio más o menos latente por la masa y la plebe. En efecto, en el imaginario hispánico las elites eran los descendientes de los criollos, y en ellos debía reposar los designios de la nación. Citando a Ortega y Gasset, Silvio Villegas argumentó que el advenimiento del hombre medio, provocó el salto de una época a otra, hacia un mundo nuevo y enigmático.²⁵⁸⁷Ante este panorama, Augusto Ramírez Moreno, dejó muy claro que, si bien había que tomar en cuenta las necesidades de las masas, el gran hombre jamás se rebajaba al nivel de la muchedumbre:

Si es un tribuno, no rebaja su gusto literario al nivel de la muchedumbre, sino que la eleva hasta él y si fuere reacia, escoge la impopularidad fecunda en vez del momentáneo triunfo. Entre una actitud que lo repugna y el cadalso, prefiere el cadalso. Irascible y tenaz ante el obstáculo, lo increpa y lo golpea al mismo tiempo, hasta que cede o lo aplasta.²⁵⁸⁸

Este desprecio por las masas se verificó en el vocabulario peyorativo utilizado para referirse a las clases populares, empleando en abundancia los sinónimos: chusma, turba, plebe y otras palabras despectivas. En este sentido, el político y estadista liberal moderado, Carlos Lozano Lozano, en una conferencia de marzo 1943, lamentó este desprecio del Partido Conservador por las masas, tratándolas desairadamente “de chusma, de plebe, de turba o de canalla”.²⁵⁸⁹Como todo un emblema, el aclamado poeta y político conservador, Guillermo Valencia, para desprestigiar un acto político sindical, describió en tono despectivo, que en el

²⁵⁸⁴ «De pie sobre las ruinas, yo creo en Colombia y tengo fe en vosotros», histórica proclama del presidente de la República, Mariano Ospina Pérez, 11 de abril de 1948. En: Ospina Pérez, Mariano, *op.cit.*, p. 488.

²⁵⁸⁵*Ibid.*

²⁵⁸⁶Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 377.

²⁵⁸⁷ Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

²⁵⁸⁸ Fragmentos “el político”. En: Ramírez Moreno Augusto. *Obras selectas, primera parte*, *op.cit.*, p. 116.

²⁵⁸⁹«Perennidad del liberalismo» Conferencia pronunciada en el Teatro Municipal de Bogotá marzo de 1943. En: Lozano y Lozano Carlos. *Escritos políticos*, *op.cit.*, p. 108.

Congreso Sindical de Cali de febrero de 1938, acudió una: “masa amorfa, apática, ignorante, sentimental.”²⁵⁹⁰ Además, estaban convencidos de que el pueblo podía dejarse engañar por el primer populista que se le atravesara. Para Calibán, un ejemplo de ello fue el entusiasmo del pueblo por las promesas y discursos virulentos de Gaitán.²⁵⁹¹ A decir verdad, en numerosos textos, los intelectuales derechistas describieron un pueblo ignorante y analfabeto, totalmente incapaz y fácilmente manipulable en las elecciones:

Las masas cándidas y sin luces- qué van a tenerlas en un país de analfabetas! -acaban por creerse autoras del invento, descubridoras del candidato, y como mansos corderos van a votar por su ídolo, hechura y creación de unos cuantos políticos más o menos interesados en la farsa.²⁵⁹²

Con todo, gobernarán o no, las masas en acción eran fuente de caos y anarquía. A menudo se utilizaba la España del Frente Popular y la Colombia de López Pumarejo, como modelo tipos del desorden trágico de los países gobernados por “*turbas irresponsables*”.²⁵⁹³ Efectivamente, se consideró al gobierno de López Pumarejo como “*un régimen de chusma*”.²⁵⁹⁴ Para el célebre político y teórico reaccionario Silvio Villegas, en 1930, con el advenimiento de la República Liberal, se rompieron los diques del orden, se permitió que las masas jacobinas llegaran a gobernar:

En 1930 se rompieron los diques que sostenían el orden y conservaban la disciplina. Un sufragio vertiginoso y violento llevó al poder a las masas rebeldes, que remplazaron entonces a los gobiernos legítimos. Las normas eternas del derecho, escritas para gobernar a la familia humana, fueron destruidas por la intrepidez ignorante de los jacobinos. La plebe en acción aniquiló la república.²⁵⁹⁵

En consecuencia, las masas inofensivas podían tornarse peligrosas cuando se les entregaba la posibilidad de gobernar. Peor aún, “*una turba con armas*” se volvía una amenaza latente, como lo demostraron los grupos enfurecidos desatados en el *Bogotazo*.²⁵⁹⁶

De manera que, frente a la politización de las masas y a la efervescencia social, muchos sectores derechistas pedían una represión con puño de acero. Entre estos, *El*

²⁵⁹⁰ Valencia Guillermo, «El Congreso Sindical de Cali», *La Patria*, Manizales, 1 de febrero de 1938, p. 3.

²⁵⁹¹ «Los arrebatos demagógicos», *El Tiempo*, 19 de diciembre de 1947. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 599.

²⁵⁹² «Democracia», *El Siglo*, Bogotá, 7 de octubre de 1937, p. 7.

²⁵⁹³ Villegas Silvio, Razones para un dictadura franca», *El Colombiano*, Medellín, 1 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁵⁹⁴ «La democracia en Colombia», *El Siglo*, Bogotá, 12 de agosto de 1942, p. 4.

²⁵⁹⁵ Villegas Silvio, *op.cit.*, p. 95.

²⁵⁹⁶ «Testimonio de Joaquín Estrada Monsalve desde ministerio de educación», *La Patria*, Manizales, 9 de abril 1953, p. 5.

Colombiano en 1936, imploró mano dura frente al antojo de las muchedumbres: “*Porque democracia no es complicidad con las agitaciones, no es debilidad ante el momento, no es sometimiento a las taras o al capricho de las muchedumbres.*”²⁵⁹⁷ Incluso, algunos sectores conservadores clamaron, sin ambages, por la instauración de un régimen fascista, bajo una disciplina férrea y el puño de un caudillo imperioso, para luchar contra: “*La dictadura de los bajos fondos sociales de la impreparación y la ignorancia (...)*”.²⁵⁹⁸

11.2.3. La exaltación de una minoría voluntarista, vanguardista y culta.

En contraposición con la politización de las masas, las derechas exaltaron la actuación de las minorías rectoras, vanguardistas y regeneradoras. La regeneración nacional que pregonaron, era necesariamente jerárquica, vertical y encuadrada por una elite directora supuestamente competente y patriota, encargada de salvaguardar las tradiciones esenciales colombianas, dinamizándolas con un talento visionario para lograr una actualización y revitalización necesaria, en una época cambiante. Igualmente, tomaron en cuenta la cuestión social y la irrupción de las masas, pero sin atribuirles ningún rol preponderante en el proyecto de unidad nacional.

Sobre esta característica, el falangismo creado por un “señorito culto” como José Antonio Primo de Rivera y difundido por intelectuales de renombre, se distinguía de movimientos como el fascismo y nazismo, en los cuales el hombre medio tuvo un mayor protagonismo. Pero incluso en Alemania e Italia, la contrarrevolución se gestó con las masas pero encuadradas y dirigidas por unos jefes:

Estas caudalosas manifestaciones, en el seno de la propia capital de la república, están pregonando que la contrarrevolución tendrá aquí, como en todos los países del mundo, masas obreras para luchar contra el comunismo. La marcha hacia Roma de Mussolini fue, en el fondo, un movimiento de trabajadores y Hitler reclutó obreros alemanes para sus victoriosas legiones. En todas partes la reacción tiene ideas, tiene jefes y tiene masas.²⁵⁹⁹

Así pues, en diversos textos de la época, escritos por falangistas reconocidos y promovidos en Colombia, se percibía este elogio de la elite rectora. El político español

²⁵⁹⁷«El gobierno y las masas», *El Colombiano*, op.cit., p. 3.

²⁵⁹⁸Azula Barrera Rafael, «La rebelión de los “de abajo”», *Derechas*, Bogotá, 14 de octubre de 1936, p. 3.

²⁵⁹⁹«Como nace una contrarrevolución», *La Patria*, op.cit.

falangista, Dionisos Ridruejo, fue ferviente defensor de que solo una minoría -compuesta de jefes falangistas-, preparada e inmune al desaliento podía salvar la revolución falangista.²⁶⁰⁰

Pero el elitismo propuesto no era el que prevaleció con el espíritu aristocrático de las elites tradicionales y conservadoras de las épocas anteriores. En tal sentido, en 1952, el falangista Raimundo Fernández Cuesta, en un discurso determinó que era indispensable luchar contra el señoritismo y la plebeyez, que eran una deformación de lo auténticamente noble y de lo genuinamente popular.²⁶⁰¹ El propio Franco había recordado en marzo de 1943, que la decadencia de España siempre fue causada por su clase rectora cuando se rendía ante la decadencia moral y política.²⁶⁰² Por eso, Franco afirmó en 1953 que la Falange debía ser la vanguardia de la nación, y para eso tenía que ser un modelo de superación y ejemplaridad:

En esta tarea de servicio a los intereses fundamentales de la Patria, la Falange ha de caminar siempre en vanguardia. Hemos de ser los mejores. El modo de vencer ha de ser por superación y ejemplaridad, no por imposición o injusta mediocridad. No en vano la Falange no es sólo un modo de pensar, sino también manera de ser.²⁶⁰³

Por consiguiente, los discursos que encumbraron la necesidad de una elite vanguardista, permearon rápidamente los círculos políticos colombianos reaccionarios. Por esta razón, el conservador Félix Ángel Vallejo elogió a la minoría valiente, sabedora del bien común, que era capaz de dirigir por encima de “los caprichos del pueblo y de la neblina de las pasiones”.²⁶⁰⁴ En este orden de ideas, en un artículo luminoso, el conservador Gonzalo Restrepo Jaramillo explicó que nunca fueron las muchedumbres las que moldearon a las naciones:

Hubo siempre a su cabeza una inteligencia superior, una voluntad dominadora que plasmaba y organizaba la historia. Y ahí radica el problema del sufragio universal y la igualdad de voto, la democracia ya no se adaptaba a los grandes hombres (...).²⁶⁰⁵

²⁶⁰⁰ Ridruejo Dionisio. *De la Falange a la oposición*. Madrid: Ediciones Taurus, 1976, p. 25.

²⁶⁰¹ «Alocución pronunciado ante los micrófonos de Radio Nacional de España», en Madrid, el 29 de octubre de 1952 durante el XIX aniversario de la Fundación de la Falange y día de los caídos En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, op.cit., p. 57.

²⁶⁰² Discurso pronunciado en la sesión inaugural del día 17 de marzo de 1943. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes de S.E...*, op.cit., p. 10.

²⁶⁰³ Discurso ante la concentración falangista en Chamartín, 29 de octubre de 1953. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*, op.cit., p. 419.

²⁶⁰⁴ Vallejo Félix Ángel, «La sinrazón de la democracia» *La Tradición*, op.cit., p. 233.

²⁶⁰⁵ Restrepo Jaramillo Gonzalo, «La crisis democrática» *La Patria*, Manizales, 4 de enero de 1937, p. 3.

Sin embargo, a pesar de los visos renovadores, las derechas no pregonaron un revolcón general del orden imperante. A diferencia del socialismo, el elitismo advertía que no se debía invertir la pirámide. Incluso, justificaron que la desigualdad era necesaria e inevitable, así lo expresó Enrique Santos:

Sin duda, la organización actual del mundo no es equitativa. ¿Pero hay algo que tenga bajo el sol el signo de la equidad? En vano tratarán los hombres de establecer un rasero común para todos. Las desigualdades son inevitables y eternas.²⁶⁰⁶

Por eso, después de un regreso de Italia en 1948, el diplomático colombiano Eduardo Caballero Calderón aconsejó al MRE que había que dejarles claro a las masas que el desplome de las elites virtuosas era un retroceso decisivo:

Existe el temor de llamar por su nombre a las cosas y de decir a las muchedumbres que significa un regreso en la evolución política y cultural de la humanidad la eliminación de las minorías, la reversión de las jerarquías intelectuales y lo superior del concepto del individuo frente al hecho del sindicato y de la clase.²⁶⁰⁷

Por ende, para legitimar a las jerarquías y la elite vanguardista, se reinterpreto el pasado, con una apología marcada por las repúblicas aristocráticas de la Antigüedad y la Edad Media, como ideales de gobiernos. Sobre esto, Azula Barrera comparó la República de Colombia anterior a 1930 con las repúblicas aristocráticas del pasado:

Colombia llegó a ser, algo así, como una especie de república aristocrática al estilo de Roma, de Venecia o de la Atenas de Pericles, un patriciado responsable, formado con el concurso de familias espirituales preponderantes, cuyos intereses propios se confundían con el interés general del Estado, produciendo la salud de la patria.²⁶⁰⁸

Por lo que las derechas le reprochaban al liberalismo haber transformado esa república oligárquica de orden en “una república jacobina, multitudinaria y enferma.”²⁶⁰⁹ Así pues, en 1937, Silvio Villegas consideró que la debacle de Colombia se debía al olvido del gobierno de los hombres ejemplares:

Durante medio siglo mantuvo el partido nacional en Colombia una oligarquía de letrados y jurisperitos, ejemplar por su respeto a las leyes, por el culto de la libertad

²⁶⁰⁶« la moda socialista», *El Tiempo*, 13 de junio de 1932. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 181.

²⁶⁰⁷AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 10 de julio de 1948, de Eduardo Caballero Calderón al MRE. Documento n°59, p. 2.

²⁶⁰⁸Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 490.

²⁶⁰⁹*Ibid.*

y la justicia. En sus últimos veinte años de gobierno nuestra patria fue un islote perdido en medio de la barbarie.²⁶¹⁰

Por lo tanto, en el espectro nacionalista triunfaron los conceptos elitistas de poder que legitimaban la necesidad del gobierno de los capaces. Estos, por su supuesta cultura y sabiduría, eran guardianes de los valores esenciales de la patria y estaban convencidos de ser los más indicados para afianzar una sociedad armónica, en la cual rigieran la jerarquía, el orden y la disciplina, los tres elementos claves del nacionalismo colombiano.²⁶¹¹

11.3. Los residuos del nacionalsindicalismo y el contagio de las nuevas formas de acción política.

Numerosos grupúsculos, tanto nacionalistas como corrientes del Partido Conservador Colombiano, admitieron su afinidad falangista, y muchos de ellos se autodefinieron como nacionalsindicalista. Por ejemplo, en marzo de 1938, el importante partido Acción Nacionalista Popular, reconoció el legado de los idearios falangistas, autoproclamándose con orgullo como nacionalsindicalista:

Somos sindicalistas. Pero no a secas. Nuestro sindicalismo va precedido por la idea de Patria. Por eso nos llamamos nacional-sindicalistas. La concepción política del sindicalismo no tiene cabida en nuestro idearium, porque el bien del Estado no se mira, en nuestro sentir, con la miopía sectaria de los intereses.²⁶¹²

En consecuencia, al extrapolar los dogmas nacionalsindicalistas, las derechas colombianas retomaron tres elementos claves que renovaron por completo las formas de llevar a cabo la acción política que fueron: la nacionalización de las masas siguiendo los lineamientos de un corporativismo de corte hispánico; la apología de la violencia regeneradora y la acción directa que chocó contra la política protocolaria de “caballeros”; y por último, la estetización de la política, con el uso de la fuerza simbólica y de la exaltación de las pasiones.

11.3.1. El corporativismo y la nacionalización de la cuestión social.

El proyecto falangista de José Antonio Primo de Rivera anhelaba armonizar la unidad nacional con la cuestión social. Es decir, partía del reconocimiento de que el capitalismo posibilitó una situación objetiva de injusticia, comprendiendo de cierta manera el malestar y la aparición de las doctrinas socialistas. Pero si bien compartía ciertos diagnósticos de las

²⁶¹⁰Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, op.cit., p. 91.

²⁶¹¹«Antioquia nacionalista», *La Patria*, Manizales, 11 de marzo de 1939, p. 3.

²⁶¹²«Acción Nacionalista Popular», *La Patria Nueva*, Cartagena, 19 de marzo de 1938, p. 3.

interpretaciones comunistas, rechazaba el método, los fines de la revolución proletaria, y el paradigma de la lucha de clases. Como lo recordó el falangista, Raimundo Fernández Cuesta, “José Antonio” había querido unir la justicia social que era monopolizada por la izquierda con las temáticas nacionalistas y espirituales que predominaban en el espectro de las derechas:

Para esta unidad nació la Falange y por esta unidad ha luchado; no por el exterminio, ni por el eclecticismo ni la tolerancia, sino por la fusión de las dos mitades en que estaba partida el alma de España, según la frase José antoniana; porque el afán de justicia social dejase de ser un monopolio de las izquierdas y la defensa de los valores nacionales espirituales y tradicionales dejase de ser un monopolio de las derechas.²⁶¹³

Por consiguiente, el nacionalsindicalismo ofreció propuestas innovadoras para solucionar los problemas inherentes a la cuestión social, pretendiendo favorecer una nacionalización y despolitización de las masas para desviarlas del sendero comunista, encaminándolas por el rumbo de la unidad nacional, un ideal nacionalista, que pretendió estructurar el corpus social en corporaciones esenciales, formando una sociedad orgánica para superar la sociedad individualista. De forma similar, las derechas colombianas, retomaron y acomodaron los análisis falangistas sobre la nacionalización de las masas, para luchar en el orden interno contra lo que consideraban como las influencias socialistas y los peligros contemporáneos. En efecto, como dentro del falangismo y los demás movimientos reaccionarios europeos, en Colombia también se acusó la ideología liberal y su explotación de los humildes de ser la responsable del malestar general y de la aparición del comunismo.²⁶¹⁴ Por este motivo, las derechas colombianas encontraron en el acervo doctrinario falangista, con su veta corporativista de cepa hispánica y católica, un camino alternativo para sobrellevar a ese “flagelo”.

No obstante, a pesar de sus pretensiones revolucionarias y renovadoras, el falangismo español respetaba y exaltaba la tradición católica, inspirándose en los análisis del *Rerum Novarum* sobre la cuestión social, que León XIII había promulgado en el siglo XIX. En Colombia, los sectores derechistas también mantenían un respeto primordial por las concepciones papales. Ya en 1939, el conservador moderado, Abel Carbonell, había declarado que ni el socialismo ni el liberalismo podían responder con profundidad a la cuestión social, solo el *Rerum Novarum*.²⁶¹⁵ Inclusive, en 1941, el conservador Mariano Ospina Pérez pedía la aplicación de las doctrinas de León XIII en Colombia, para evitar “*la catástrofe*

²⁶¹³ Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista...*, *op.cit.*, p. 19.

²⁶¹⁴ «De Manchester a Moscú», *El Siglo*, Bogotá, 24 de septiembre de 1942, p. 4.

²⁶¹⁵ «Por la doctrina» *Diario del Comercio*, Barranquilla 1929. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 58.

social”.²⁶¹⁶Una de las voces religiosas más escuchadas, el jesuita Félix Restrepo, destacó que la doctrina social de León XIII se había complementado con la encíclica “*Quadragesimo Anno*” de Pío XI, en el cual se alentó el corporativismo de inspiración cristiana, para enmendar los problemas de la lucha de clases causados por el abandono de la organización social corporativa medieval.²⁶¹⁷

Sin lugar a dudas, durante el periodo de entreguerras, el corporativismo estaba de moda y se consolidó en Europa con el surgimiento de diferentes dictaduras o regímenes autoritarios de derecha. Era la época en que Mijaíl Manoilescu teorizaba sobre *El siglo del corporativismo*.²⁶¹⁸En Colombia, Félix Restrepo gran conocedor del corporativismo, se abrevó tanto en las interpretaciones españolas, como de las concepciones de Mijaíl Manoilescu. De este último, aprendió la teoría de los tres espacios económicos: el liberal, el comunista y el corporativo.²⁶¹⁹Mientras el liberal se inspiraba en la libertad económica absoluta, y el comunista se regía por la opresión económica absoluta, bajo el espacio corporativo se permitía la libertad económica y se respetaba la propiedad privada, pero introduciendo el control de la sociedad y el Estado en nombre del interés nacional.²⁶²⁰

Siendo así, el modelo corporativista que más influenció a las elites colombianas, fue el que se experimentó en España, bajo el impulso teórico falangista, en el marco del régimen franquista. Para ellos, la experiencia franquista demostró formas eficaces de desviar el sindicalismo revolucionario y de regimentar las diferentes componentes de la sociedad. Por eso, en los periódicos derechistas, frecuentemente se engrandecía la acción social falangista. *La Patria Nueva* de Barranquilla, hablaba en febrero de 1938, de “*La grandiosa obra social de la Falange*”.²⁶²¹

Por este motivo, el corporativismo se volvió una perspectiva ineludible en el panorama político colombiano. Efectivamente, en el espectro de las derechas, desde el liberalismo de elite, pasando por los intelectuales religiosos, como en el seno de los sectores conservadores y nacionalistas, se resaltó de manera constante el corporativismo como un modelo interesante para importar y adaptar. Sobre esto, revistas derechistas, como la *Revista Javeriana*, la

²⁶¹⁶ «El pensamiento político y social de León XIII», Bogotá, mayo 1941. En: Ospina Pérez Mariano. *Obras selectas...*, op.cit., p. 188.

²⁶¹⁷ Restrepo Félix, «Corporativismo y democracia», *Revista colombiana*, Vol. X, 1 de diciembre de 1938, n°115, p. 200-203.

²⁶¹⁸ Ver para profundizar: Manoilescu Mihail, *Le siècle du corporativisme, Doctrine du corporatisme intégral et pur*. Paris: Librairie Félix Alcan, 1934, 376 p.

²⁶¹⁹ Restrepo Félix. «Corporativismo y democracia», *Revista colombiana*, op.cit., p. 200.

²⁶²⁰ *Ibid.*, p. 201.

²⁶²¹ «La grandiosa obra social de la Falange Española», *La Patria Nueva*, Cartagena, 12 de febrero de 1938, p. 4.

Revista Tradición y la *Revista Colombiana*, empezaron a dedicar amplios espacios para los análisis corporativistas, de la mano de figuras intelectuales jesuitas, como José Uría y Félix Restrepo, que siempre mantuvieron nexos fuertes y constantes con España.²⁶²²

De hecho, el corporativismo generó entusiasmo en Colombia, porque fue percibido como un instrumento fiable para realizar la nacionalización de la patria. El 2 diciembre de 1938, Félix Restrepo expuso que el corporativismo ponía fin a la lucha de partidos, consolidando la unidad de la patria por encima de las divisiones políticas o de clases.²⁶²³ En el mismo sentido, en 1937 Álzate Avendaño alentó la consagración de una organización corporativa de la economía como alternativa al marxismo:

Al dogma marxista de la lucha de clases, la contrarrevolución opone una colaboración de clase al servicio del interés nacional. En vez de consentir los sindicatos proliferados anárquicamente al margen del Estado, los inserta en los cuadros legales, dentro de una organización corporativa de la economía.²⁶²⁴

De su lado, la *Revista Colombiana* insistió que, para lograr una democracia orgánica cristiana, era fundamental instaurar el corporativismo que permitía la concreción de la justicia social tan pregonada por el cristianismo.²⁶²⁵ En junio de 1941, Gonzalo Restrepo Jaramillo apuntó que el corporativismo era la solución a la crisis contemporánea.²⁶²⁶

Para las derechas colombianas, el corporativismo tenía como finalidad la reconciliación y cooperación fructuosa entre patrón y obrero. Mariano Ospina, retomando el legado corporativista, afirmó en un discurso de mayo 1941, su voluntad de lograr, como fuera, la armonía entre patronos y obreros, y reconciliar las diferentes componentes de la sociedad.²⁶²⁷ Sobre el particular, en su declaración de principios, la organización falangista de la capital, Haz de fuego, adoptó el corporativismo proclamando la “*Armonía de intereses patronales y obreros. Predicamos la cooperación, no la lucha de clases.*”²⁶²⁸ A su vez, Silvio Villegas defendió el nacionalismo colombiano y su veta corporativista, diciendo que facilitaba una armonía entre clases: “*En tanto que la demagogia izquierdista habla un lenguaje político*

²⁶²² Uría José M. S.J, «En torno a la idea corporativa». *Revista Javeriana*, *op.cit.*, p. 356.

²⁶²³ Restrepo Félix, «Corporativismo y democracia», *Revista colombiana*, *op.cit.*, p. 204.

²⁶²⁴ «La candidatura de Ospina Pérez», 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas pensamiento político*, *op.cit.*, p. 76.

²⁶²⁵ «Las nuevas formas de democracia», *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 223.

²⁶²⁶ «La crisis contemporánea», *El Siglo*, Bogotá, 28 de junio de 1941, p. 5.

²⁶²⁷ «El pensamiento político y social de León XIII», Bogotá, mayo 1941. En: Ospina Pérez Mariano. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 185.

²⁶²⁸ «declaración de principios Haz de Fuego», *El Fascista*, Bogotá, 16 de enero de 1937, p. 1

de exaltación de clases, nosotros aconsejamos la cooperación y equilibrio de todas las clases, con un vocabulario de arquitectura social y nacional.”²⁶²⁹ Igualmente, *El Fascista* de Bogotá, elogió el “atractivo” panorama del corporativismo como una alternativa al capitalismo y marxismo, que propiciaba la concordia entre patronos y obreros.²⁶³⁰ Asimismo, Francisco Cajiao en la *Revista Colombiana*, complementó que el corporativismo permitía el entendimiento social como un todo: “el Corporativismo no considera ya la sociedad como un complejo de entidades extrañas, sino como un conjunto de partes homogéneas”.²⁶³¹

Por otra parte, para las derechas colombianas, además de sus cualidades unificadoras y reconciliadoras, el corporativismo apareció como un instrumento de combate eficaz, para competir en el campo del sindicalismo contra las corrientes comunistas y socialistas. Con este fin, el diario *Derechas* en febrero de 1937, lo promovió para hacerles sombra a los sindicatos comunistas.²⁶³² Así, lo dejó claro el comando nacionalista de Caldas el 4 de enero de 1939:

Ante el sindicalismo revolucionario proponemos un régimen corporativo, que debe ser la armadura de las nuevas instituciones patrias. La lucha de clases debe desaparecer por medio de una acción enérgica del Estado. Como el gran fenómeno nacional es la producción, hay que eliminar todo lo que tienda a disminuirla o perturbarla. Por eso mismo, aseguradas todas las leyes que amparan a obreros y campesinos, el derecho de huelga debe desaparecer.²⁶³³

Por lo tanto, el corporativismo fue introducido en Colombia, primero por los sectores religiosos, luego por los políticos conservadores y nacionalistas que azuzaron su promoción. El 5 de julio de 1936, el futuro candidato presidencial conservador, Jorge Leyva, pidió que, tal como en Europa, se implementara en Colombia de manera urgente el corporativismo.²⁶³⁴ A su vez, los sectores moderados del Partido Conservador, también se entusiasmaron. Para Abel Carbonell, aunque estuviera de moda en regímenes totalitarios y autoritarios, el corporativismo era compatible con el régimen republicano, siendo el Partido Conservador la fuerza imprescindible para implementarlo en Colombia.²⁶³⁵

²⁶²⁹ Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

²⁶³⁰ «Mensaje a los obreros. Haz de fuego», *El Fascista*, *op.cit.*, p. 1.

²⁶³¹ Cajiao Francisco, «Orientación Corporativa del Estado», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, octubre 1942, n°156, p. 860.

²⁶³² «El centrismo», *Derechas*, Bogotá, 5 de febrero de 1937, p. 3.

²⁶³³ El comando nacional de Caldas, «Tesis nacionalistas», *La Patria*, Manizales, 4 enero de 1939.

²⁶³⁴ Leyva Jorge, «Corporativismo», *El Siglo*, Bogotá, 5 de julio de 1936.

²⁶³⁵ Abel Carbonell, «Conservatismo y corporativismo», *El Siglo*, Bogotá, 12 septiembre 1938, p. 4.

11.3.2. *Elogio de la violencia regeneradora y de la acción directa.*

Indiscutiblemente, las concepciones sorelianas sobre la violencia, y sus versiones falangistas y fascistas, influenciaron a los políticos colombianos. En un contexto generalizado de asalto a la modernidad y los valores pluralistas, se alzaron la violencia y la acción directa como instrumentos legítimos para lograr la regeneración y la unidad nacional. En España, los falangistas fueron las figuras descollantes como promotores de nuevas interpretaciones sobre la violencia, a las que históricamente se les habían sido asignadas connotaciones negativas. Distanciándose de esas consideraciones, defendieron que la violencia podía ser necesaria, útil y justificada, cuando no era gratuita, y obedecía a fines superiores preestablecidos. Ya en 1931, Onésimo Redondo, aseguraba que los enemigos no dudaban en utilizar la violencia con destreza y entusiasmo, por eso, para él, no había que desecharla.²⁶³⁶ El político y escritor falangista, Julián de Pemartín, cuya voz llegó a tierras colombianas, justificaba el uso de la violencia en la moral falangista:

La moral del falangista, por último se basa en una peculiar actitud ante el empleo de la violencia: “cuando se ofenda a la Justicia o a la Patria no hay mas dialéctica admisible que la de la violencia”, es decir, que el falangista que desde luego sabe que la violencia en ocasiones-“cuando se emplea por un ideal que la justifique”-es un recurso lícito, debe creer además que hay casos en que la violencia es obligatoria.(...) Por lo tanto, el falangista no solo no debe sentir hacia la violencia aquella repugnancia neutral de los fingidos respetos liberales, sino que debe abrigar la convicción de que, a veces, la defensa o la realización de altos ideales exige ineludiblemente el empleo de la violencia(...)²⁶³⁷

En el transcurso de los años treinta, los primeros embriones nacionalistas colombianos aumentaron en agresividad, clamando abiertamente por la violencia. Los *Leopardos* pidieron el fin de las conciliaciones y las transacciones, que debían ser remplazadas por la acción juzgada valiente e intrépida, aduciendo que: “*El republicanismo es la parálisis de la acción, el cansancio de las ideas. La patria no puede construirse sino sobre aquellas doctrinas a nombre de las cuales se puede morir.*”²⁶³⁸ De su lado, Silvio Villegas prorrumpió: “*Predicamos la intransigencia que se impone mediante la palabra y la acción y si necesario fuera con la violencia*”²⁶³⁹ Pero sobre todo, fue en la Convención conservadora de 1937

²⁶³⁶«El monopolio de la violencia», Libertad, n° 20 de octubre de 1931. En: Redondo Onésimo. *Textos políticos*, op.cit., p. 107.

²⁶³⁷ Pemartín Julián. *Teoría de la Falange*, op.cit., p. 31.

²⁶³⁸Silvio Villegas, Eliseo Arango, Augusto Ramírez Moreno, Joaquín Fidalgo Hermida, «La República conservadora», op.cit., p. 79.

²⁶³⁹Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*. op.cit., p. 77.

cuando el conservatismo empezó a aceptar los métodos violentos y la acción directa, bajo la presión de las juventudes derechistas, orientando al Partido Conservador hacia idearios y métodos fascistas.²⁶⁴⁰

Por tal motivo, las derechas colombianas justificaron los cambios de métodos, debido al nuevo contexto mundial en el cual ya no prevalecía la palabra sino la fuerza. Al respecto, el 21 de enero de 1937, *Derechas* razonó que:

En el mundo moderno las patrias se defienden como se ha defendido Italia, como se ha defendido Alemania, como se ha defendido Portugal, como se está defendiendo España. Estamos viviendo una nueva época histórica, influida por la fuerza. Y como la fuerza desconoce la democracia, la democracia sufre sus consecuencias.²⁶⁴¹

Siendo así, Silvio Villegas ironizó que el Partido Conservador Colombiano era el único movimiento conservador en el mundo que mantenía aún la creencia en acciones civiles y democráticas, cuando en todas partes al fracasar la acción civil, se impuso la acción militar; como lo demostró el caso español: las derechas después de intentar la acción civil, resolvieron seguir a Franco en una sublevación armada.²⁶⁴²

En Colombia, también se argumentó que ante la violencia de izquierdas había que oponerle la violencia de derechas, y este elemento vital debía integrarse con urgencia en el ideario derechista para no perecer:

Fracasados en Colombia los métodos democráticos, las derechas tienen que infundirles a las masas un Estado de alma prócer si aspiraba tener vigencia histórica. (...) A la violencia de las izquierdas hay que oponerles la violencia de las derechas.²⁶⁴³

En pocas palabras, para los nacionalistas, el pacifismo y el quietismo, solo favorecían los actos violentos de los antifascistas.²⁶⁴⁴ Para ellos, en definitivas, frente a la barbarie y una ofensiva brutal, solo se podía responder con una contrarrevolución virulenta.²⁶⁴⁵

A grandes trazos, la prensa derechista fue consciente y expuso en sus artículos el cambio de época que encumbró la era de la violencia. Así lo demostró la línea editorial de *Derechas*. En enero de 1936, el periódico concluyó que ya no era una época para la

²⁶⁴⁰ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 236.

²⁶⁴¹ «Es una táctica Enrique Ramiro refuta a Aquilino Villegas», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 4.

²⁶⁴² Villegas Silvio, «No hay enemigos a la derecha», *La Patria*, diciembre de 1936. En: Villegas Silvio, *op.cit.*, p. 249.

²⁶⁴³ *Ibid.*, p. 215.

²⁶⁴⁴ Cortés Ortiz Braulio, «Nuestro nacionalismo», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 4.

²⁶⁴⁵ «Es una táctica Enrique Ramiro refuta a Aquilino Villegas», *Derechas*, *op.cit.*, p. 4.

deliberación.²⁶⁴⁶El 10 de septiembre de 1936, sentenció que: “*La violencia es el mandamiento de este siglo. Ella es sagrada y noble porque va a librar la dignidad de una patria martirizada.*”²⁶⁴⁷El 21 enero de 1937, se burló del conservador Aquilino Villegas y sus veleidades democráticas consideradas anacrónicas e ingenuas, mientras “*el enemigo comunista*” no dudaba en imponer sus ideologías de manera violenta.²⁶⁴⁸

En consecuencia, desde 1936, se empezó a justificar la desobediencia civil contra el régimen legal liberal, con motivo de salvar el patrimonio moral, intelectual y material de Colombia.²⁶⁴⁹ Recordemos que luego de perder las elecciones en 1930, Guillermo Valencia había esbozado la teoría del péndulo, entendido como la alternación natural en el poder entre liberales y conservadores, postulando que los conservadores debían esperar la vuelta del péndulo. Pero los nacionalistas como Gilberto Álzate Avendaño refutaron esta teoría, por el contrario, argumentaron que el péndulo ya no vendría, y era una utopía obsoleta esperarlo: “*El péndulo no vendrá es preciso ir a rescatarlo, en una expedición punitiva contra el régimen.*”²⁶⁵⁰De ahí que en febrero de 1937, *Derechas* pidió a las fuerzas derechistas y nacionalistas, prepararse para el final del quietismo y el inicio de la gran lucha a muerte contra el marxismo:

La Acción Nacional Derechista, y en general todas las organizaciones derechistas del país deben prepararse para adoctrinar, organizar y dirigir a las masas conservadoras, el contingente más numeroso y decidido en la integración del Frente Nacional que al amparo de la bandera verde y negra, con la Cruz redentora y con Bolívar por guías entrará en lucha a muerte contra las fuerzas anticolombianas de la revolución marxista (...).²⁶⁵¹

Por ende, para los jóvenes nacionalistas, las viejas generaciones conservadoras no debían desautorizarlos, por escoger el heroísmo y el camino de la lucha enérgica.²⁶⁵²En efecto, el cambio generacional cristalizó una confrontación sobre los métodos de lucha contra el régimen liberal. Azula Barrera, sintetizó que la generación del centenario, estaba convencida del combate por la pluma y no de tomar el poder de forma violenta.²⁶⁵³Pese a

²⁶⁴⁶«Democracia y dictadura en Europa», *Derechas*, Bogotá, 31 de enero de 1936, p. 1.

²⁶⁴⁷Salazar García Elías, «Roma sí, Moscú, nó!», *Derechas*, Bogotá, 10 de septiembre de 1936, p. 1.

²⁶⁴⁸«Es una táctica Enrique Ramiro refuta a Aquilino Villegas», *Derechas, op.cit.*, p. 4.

²⁶⁴⁹Cortes José, «El derecho a la desobediencia civil», *El Siglo*, Bogotá, 1 de abril de 1936, p.3.

²⁶⁵⁰«La candidatura de Ospina Pérez», 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas pensamiento político, op.cit.*, p. 67.

²⁶⁵¹«Las derechas frente único», *Derechas*, Bogotá, 5 de febrero de 1937, p. 3.

²⁶⁵²«Es una táctica Enrique Ramiro refuta a Aquilino Villegas», *Derechas, op.cit.*, p. 4.

²⁶⁵³Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 314.

todo, el clima de radicalización política, inclinó a las derechas colombianas hacia la agresividad y la violencia.

En concreto, la masacre de Gacheta ocurrida el 8 de enero de 1939, caldeó los ánimos y los conservadores se quejaron de una violencia recurrente hacia sus partidarios. Entonces, el Partido Conservador puso fin a la *Convivencia Nacional* con Eduardo Santos, proponiendo en su lugar la postura de la “legítima defensa”, oficializada en la Convención Conservadora de Cundinamarca en febrero de 1939, cambiando la línea de conducta del partido.²⁶⁵⁴ Esta legítima defensa supuso una advertencia y una sobrepuja guerrerista. *La Patria Nueva* de Barranquilla, confirmó que con el derecho de defensa aprobado en la Convención de Cundinamarca, el partido advirtió al régimen Liberal que los conservadores se estaban preparando para los mayores sacrificios.²⁶⁵⁵ Sin sorpresa, *El Liberal* de Popayán, alertó que en la Convención de Cundinamarca sobresalieron los teorizantes de la violencia, cuyos consejos fueron aprobados por el Partido Conservador.²⁶⁵⁶ Al respecto, los diplomáticos españoles informaron al MAE, que, como consecuencia del incidente de Gacheta en enero de 1939, Laureano Gómez y el Partido Conservador llamaron a todos sus copartidarios a la violencia y la acción directa en una clara deslegitimación del gobierno.²⁶⁵⁷ En este aspecto, Anzola Nicasio en *El Siglo*, el 3 de enero de 1939, ratificó que había llegado la hora de la acción patriótica del Partido Conservador, que se encontraba listo para el combate contra la “pérfida” *Revolución en Marcha*.²⁶⁵⁸

En el transcurso de 1939, se acentuó esta sobrepuja belicosa: las derechas colombianas pasaron del lema de “la legítima defensa” a la táctica de la “acción intrépida”, evidenciando una intensificación en la agresividad derechista. Por algo Enrique Santos deploró en su crónica “Danza de las Horas” en *El Tiempo*, que la acción intrépida legitimaba el atentado personal y la guerra civil como métodos válidos de enfrentamiento.²⁶⁵⁹ De su lado, en febrero de 1939, los nacionalistas se felicitaron por el surgimiento de la táctica de la acción intrépida, que ponía fin al “letargo de la cordura” que había sido establecido con el general Pedro Berrío en su momento.²⁶⁶⁰

²⁶⁵⁴«La convención», *El Siglo*, Bogotá, 4 de febrero 1939, p. 4.

²⁶⁵⁵«El derecho de defensa» *La Patria Nueva*, Cartagena, 25 de enero de 1939, p. 5.

²⁶⁵⁶«Los teorizantes de la violencia», *El Liberal*, Popayán, 29 de enero de 1939, p. 3.

²⁶⁵⁷AGA. Fondo 15, Caja 54/03119. Bogotá 25 de enero de 1939, *op.cit.*, p. 3.

²⁶⁵⁸Anzola Nicasio, «De la organización de la acción», *El Siglo*, Bogotá, 3 de enero de 1939, p. 4.

²⁶⁵⁹Calibán, «Danza de las Horas», *El Tiempo*, Bogotá, 29 de septiembre de 1940, p. 3.

²⁶⁶⁰«Acción intrépida y acción decrepita», *El Colombiano*, Medellín, 19 de febrero de 1939.

Desde entonces, se le dio rienda suelta a un tono cada vez más amenazante. En concreto, el 25 de septiembre de 1940, en la primera plana de *El Siglo*, se comentaba el discurso que profirió Laureano Gómez en el Senado el día anterior, en el que explícitamente amenazó que: “*La nueva presidencia de Alfonso López llevaría a la declaración de la guerra civil en Colombia.*”²⁶⁶¹Sobre este punto, según el historiador David Fernando Varela, el diplomático de la Embajada norteamericana -Spruille Braden-, avisó sobre las inclinaciones peligrosas de Laureano Gómez y del Partido Conservador, que habían desencadenado una violenta campaña contra la reelección de López Pumarejo en 1942.²⁶⁶² Incluso, se llegó a amenazar con el asesinato del presidente y el estallido de una Guerra Civil, que el Partido Conservador pretendía desatar con el apoyo de potencias extranjeras como las del Eje.²⁶⁶³Entonces, los jefes conservadores ya no escondieron cierta admiración por la eficacia de la acción de los fascismos. Así pues, el 2 de enero de 1937, Rafael Bernal Jiménez elogió la acción fascista: “*Esta rapidez de acción y eficacia en la acción es una característica del fascismo y también una de sus grandes superioridades sobre la democracia delirante, complicada y morosa.*”²⁶⁶⁴Como veremos en la parte V, la agresividad discursiva se iba a tornar en una violencia generalizada en lo cotidiano: la lógica “de los puños y de las pistolas” se iba apoderar de las calles colombianas.

11.3.3. La estetización de la política colombiana.

Los modernismos reaccionarios europeos moldearon una nueva concepción de la política reorientándola hacia la exaltación de las pasiones y las emociones. Para desatar los ardores de las masas, se instrumentalizaron los elementos estéticos y tecnológicos, al servicio de una propaganda política, en la cual la imagen era un componente crucial. Indudablemente, el falangismo impulsó una estética política en todos los niveles: tanto en la oratoria, en los símbolos, y los gestos, siendo un arquetipo en la materia en tierras colombianas.

Sin lograr la eficacia de los falangistas en tierras españolas, los epígonos colombianos introdujeron esa nueva forma de hacer política, visible en múltiples manifestaciones. A la postre, esto provocó una modificación de la manera aseptizada, sobria y elitista de la acción política tradicional. En contraposición, emergió una política de las emociones, de las pasiones, de los fuertes antagonismos vehementes, alentados por los jóvenes nacionalistas y

²⁶⁶¹ «La nueva presidencia de Alfonso López llevaría a la declaración de la guerra civil en Colombia», *El Siglo*, Bogotá, 25 de septiembre 1940, p. 1.

²⁶⁶² Varela Fernando David, *op.cit.*, p. 25.

²⁶⁶³ *Ibid.*

²⁶⁶⁴ Bernal Jiménez Rafael, «Por un orden social cristiano», *La Patria*, Manizales, 2 de enero de 1937, p. 3.

los sectores radicales. En efecto, desde 1937, las fuerzas nacionalistas eran conscientes de su nuevo rol, proclamándose como las fuerzas instintivas del Partido Conservador Colombiano.²⁶⁶⁵ En concreto, en una declaración importante, el 23 de marzo de 1939, las grandes figuras nacionalistas como Silvio Villegas, Gilberto Álzate Avendaño, Fernando Londoño Londoño, Joaquín Estrada Monsalve, fijaron la ruta nacionalista, afirmándose como un movimiento que se alimentaba “de mitos vivos, de fuerzas pujantes y de un afán creador y totalitario”.²⁶⁶⁶

Ya en su momento, el reconocido ideólogo y político falangista, Julián Permartín, lo había advertido de forma clara, la Falange, más que una doctrina, era una moral y una perspectiva de conducta:

Por eso es un Movimiento que, si bien está fundamentado e informado por una Doctrina, por una ideología, posee también con carácter sustantivo e ineludible una moral, una perspectiva de conducta según la cual ha de cumplirse aquella doctrina, aquel ideario.²⁶⁶⁷

Estas interpretaciones del falangismo como modo y estilo de vida se propagaron en Colombia, y así lo acomodó Silvio Villegas en el marco del nacionalismo colombiano: “*El nacionalismo, más que un programa, es un estilo de vida. Nuestro afán es devolverle a Colombia su fe en sí misma, y darle una línea clara y enérgica de vida en común.*”²⁶⁶⁸ Por lo tanto, los adeptos falangistas en Colombia, intentaron emular el falangismo con la exaltación de la mística y la estética en su accionar y su conducta política.

En consecuencia, esta nueva forma de hacer política desembocó en un nuevo paradigma de hombre político ideal, que no solo sobresalía por sus cualidades intelectuales o por su abolengo. Augusto Ramírez describió al nuevo político, que debía tener las siguientes cualidades: “*el temperamento reflexivo y la imaginación deslumbrante, la energía práctica, la voluntad compulsiva, la iniciativa temeraria.*”²⁶⁶⁹ Esta glorificación del gran hombre enérgico se acompañó de un culto enérgico a los mártires, cuando perecían “los héroes” en la lucha. Hay que recordar al respecto que, para la prensa colombiana, a imagen de la prensa falangista española, José Antonio Primo de Rivera era el mártir por antonomasia. Por eso, en

²⁶⁶⁵ «Es una táctica Enrique Ramiro refuta a Aquilino Villegas», *Derechas, op.cit.*, p. 4.

²⁶⁶⁶ Silvio Villegas, Álzate Avendaño, Fernando Londoño Londoño, Joaquín Estrada Monsalve, «La ruta nacionalista», 29 de marzo de 1939, *La Patria*.

²⁶⁶⁷ Permartín Julián, *op.cit.*, p. 7.

²⁶⁶⁸ Villegas Silvio, «El espectador», 1 de febrero de 1939. En: Vida Nacional, *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, febrero-junio de 1939, n° 52, p. 64.

²⁶⁶⁹ Fragmentos “el político”. En: Ramírez Moreno Augusto. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 115.

general, así como se honró a los caídos nacionalistas en la Guerra Civil Española, también en Colombia se elevó al rango de mártires las víctimas conservadoras de las tensiones políticas internas: como el boxeador conservador asesinado -Francisco Anastasio Pérez, alias Mamatoco- o las víctimas de la masacre de Gacheta en 1939. De ahí que, para mantener una movilización enérgica de sus filas, se configuró lo que el historiador colombiano César Ayala Diago, llamó el “ritual de muerte”, mediante el cual se retrató un conservatismo mártir de la violencia estatal liberal.²⁶⁷⁰

Estos nuevos modos de ser y místicas tenían que ser inculcados a los jóvenes mediante un encuadramiento de las juventudes. En el seno de las derechas, a imitación de los fascismos europeos, hubo una clara voluntad de regimentar a las juventudes en organizaciones especializadas. Fue incluso un motivo de querrela y competencia entre conservadores y nacionalistas: en el transcurso de los años treinta, bajo el timón de Luis Ignacio Andrade y el Partido Conservador, se creó la Unión Nacional de Estudiantes Conservadores Colombianos el 13 de junio de 1936, para neutralizar las organizaciones juveniles nacionalista.²⁶⁷¹ Por su parte, la Acción Católica Colombiana también politizó a las juventudes, como lo demostró su imponente desfile juvenil del 13 de agosto de 1938, con motivo del Primer Congreso Nacional de la Juventud Obrera Católica.²⁶⁷² Por otra parte, las agrupaciones nacionalistas falangizadas trataron de jerarquizarse y disciplinarse, recordando los mandatos de Ledesma Ramos quien, en 1931 exclamó: “*Nada haremos sin disciplina férrea en nuestros cuadros, sin un misticismo de la unidad, de la jerarquía y de la eficacia.*”²⁶⁷³ Por ejemplo, el 5 de febrero de 1938, las juventudes derechistas del Tolima, nombraron a cuadros falangistas que los prepararon bajo una férula disciplina.²⁶⁷⁴ También, en Boyacá, en octubre de 1936, se fundaron la Falange Nacionalista de Boyacá y la Falange Derechista de Sopo, estructuradas bajo un elaborado y estricto plan de formación de escuadras y encuadramiento de inspiración falangista.²⁶⁷⁵

En verdad, este espíritu falangista fomentó una nueva forma de hacer política combativa y guerrera. Por algo, el 18 de marzo de 1939, los nacionalistas admitieron

²⁶⁷⁰ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, op.cit., p. 221.

²⁶⁷¹ *Ibid.*, p. 220.

²⁶⁷² Bidegain Ana María, *Iglesia Pueblo y política. Un caso de conflictos de intereses (Colombia, 1930-1955)*. Bogotá: Universidad Javeriana, 1985, p. 145.

²⁶⁷³ Ledesma Ramos Ramiro. *Escritos políticos Jons (1933-1934)*, op.cit., p. 124.

²⁶⁷⁴ «La Falange derechista y la candidatura de Ospina Pérez», *La Razón*, Bogotá, 5 de febrero de 1938, p. 7.

²⁶⁷⁵. «La Falange Nacionalista de Boyacá quedó instalada el domingo pasado», *Derechas*, Bogotá, 14 de octubre de 1936, p. 1.

claramente su admiración por el valor falangista miliciano como un modelo para las juventudes:

Queda, como en Colombia, un liberalismo convertido en burocracia o un conservatismo tornado en rebaño. Lo contrario a la milicia, a la falange, a esos movimientos modernos que mueven y queman los corazones de las juventudes actuales del mundo.²⁶⁷⁶

Este voluntarismo dinamizó a las derechas del letargo político, puesto que los nacionalistas temían la falta de pasión en las filas conservadoras, considerándola como una desventaja en la lucha política moderna: “*La falta de un gran motor sentimental en la política es la gran tragedia de nuestros adversarios de la derecha.*”²⁶⁷⁷

Pero esta transformación estética y el enardecimiento de las pasiones no hubiera sido posible sin la ayuda de las nuevas tecnologías que revolucionaron la política. Estos nuevos instrumentos llegaron a Colombia desde los años veinte, modernizando el panorama político y consagrando la era de la radio, de la fotografía, de los micrófonos perfeccionados, y nuevas estéticas de las revistas. Así pues, la radio pasó de tener un papel marginal hasta 1930 a ser un medio de movilización indispensable²⁶⁷⁸ En particular, los nacionalistas colombianos usaron con profusión los nuevos medios tecnológicos, teniendo varias radios a su servicio. Oficialmente, el jefe del Partido Conservador Laureano Gómez decidió en 1938, la renovación del aparato conservador fomentado: la actividad local, la prensa como la *Revista Colombiana*, y la intensificación del uso de la radio para propósitos políticos.²⁶⁷⁹ A su vez, los sectores religiosos también intentaron actualizarse en el uso de la radio. Tanto así, que, en 1953, monseñor Joaquín García, arzobispo de Medellín, publicó una circular para fortalecer el apoyo de escuelas radiofónicas religiosas.²⁶⁸⁰

Pero por encima de todo, la gran novedad por la cual descollaron el falangismo y los fascismos en general, fue en la destreza simbólica de envolver su modo de ser particular en un tejido de lemas, imágenes y mitos. Ciertamente, las derechas colombianas fueron permeadas por esta cualidad estética y simbólica. En concreto, pulularon las manifestaciones públicas estéticas, coloridas y que generaban mucho ruido e impacto. Por ejemplo, para celebrar las llegadas de las tropas franquistas a Madrid, la Falange Derechista de Gramalote -Norte de

²⁶⁷⁶«Unos partidos sin fe», *La Patria*, Manizales, 18 de marzo de 1939.

²⁶⁷⁷ *Ibid.*

²⁶⁷⁸ Palacios Roza Marco, *op.cit.*, p. 149.

²⁶⁷⁹ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 115.

²⁶⁸⁰«Tenemos que apoyar las escuelas radiofónicas», *El Obrero católico*, Medellín, 10 de octubre de 1953 p. 1.

Santander-, realizó un desfile imponente que generó polémica.²⁶⁸¹El 6 de noviembre de 1936, se organizó en Bogotá un vistoso cortejo de camisas negras, que juraron por Cristo y Bolívar, “*salvar a Colombia del comunismo ateo*”.²⁶⁸²Los sectores católicos también participaron de la estetización de la política con manifestaciones retumbantes, como el desfile del 14 de agosto de 1938, en el cual cinco mil yocistas de la Acción Católica en Bogotá desfilaron con fulgor y entusiasmo.²⁶⁸³

Por supuesto, muchos nacionalistas colombianos, como la Acción Nacional Derechista, adoptaron la simbología falangista y fascista.²⁶⁸⁴De hecho, en varias partes el país hubo sonadas manifestaciones de camisas azules, en las que se cantaba el “Cara al sol”. Incluso, hasta los curas se ponían la camisa azul como se podía leer en *El Siglo*, el 9 de enero de 1938: “*Y yo, con mi sotana de sacerdote y mi camisa azul de falangista, tengo que decir que desde el nacer, fue la Falange esencialmente católica*”.²⁶⁸⁵ Igualmente, el 21 de enero de 1937, los derechistas y falangistas de Haz Godo, se agolparon con símbolos falangistas y fascistas: “*Todos llegaban al poblado con el brazo en alto y avivando a los capitanes mundiales de la restauración espiritualista: Mussolini, Franco, Hitler.*”²⁶⁸⁶De su lado, el comando nacionalista de Bogotá obligó a sus miembros a comprar las camisas negras para asistir a sus actos.²⁶⁸⁷De forma semejante, el 18 de febrero de 1937, *Derechas* conminó a los nacionalistas: “*Dirigirse a la oficina haz fuego para obtener camisa negra, escudo de la Acción Nacionalista derechista y material de propaganda, y dirigirse a la biblioteca de Haz fuego para saber más sobre el movimiento de derechas.*”²⁶⁸⁸Por su parte, *La Patria Nueva* promovió en noviembre de 1937, la venta de botones con las insignias de La Falange colombiana para identificarse como pertenecientes a la Acción Nacionalista Popular.²⁶⁸⁹

Por otra parte, se les acordaron una importancia particular a los juramentos sobre valores eternos y supremos. En el acto de fundación de La Falange Derechista de Tolima, se realizó el siguiente juramento de fidelidad: “*Todos los falangistas juraron por Cristo y por*

²⁶⁸¹«Fervorosa manifestación de Camisas Negras en Gramalote», *Derechas*, Bogotá, 27 de noviembre de 1936, p. 1.

²⁶⁸²«Cien camisas Negras juran por Cristo y por Bolívar salvar a Colombia del comunismo ateo», *Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 1.

²⁶⁸³«Los milicianos en acción», *La Patria Nueva*, Cartagena, 20 de agosto de 1938, p. 3.

²⁶⁸⁴Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, op.cit., p. 206.

²⁶⁸⁵«La Falange es católica», *El Siglo*, Bogotá, 9 de enero de 1938, p. 8.

²⁶⁸⁶Naranjo Villegas Rafael, «El Haz Godo representa hoy la primera fuerza de Antioquia», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 5.

²⁶⁸⁷*Derechas*, Bogotá, 10 de septiembre de 1936, p. 1.

²⁶⁸⁸«Ordenes a los derechistas del país», *Derechas*, Bogotá, 18 de febrero de 1937, p. 6.

²⁶⁸⁹«Falangistas!», *La Patria Nueva*, Cartagena, 12 de febrero de 1938, p. 1.

Bolívar defender a Colombia y la Iglesia católica.”²⁶⁹⁰El Centro Derechista de Macanal - Boyacá- juró: “*Con ustedes levantamos el brazo listo a combatir por Colombia contra Moscú.*”²⁶⁹¹En el mismo sentido, los godos requetés en Manizales, con entusiasmo y emoción, clamaron el siguiente juramento con el brazo en alto:

Por Cristo, por Colombia, por Bolívar, ¡juramos guerra a muerte a los partidos políticos y prometemos servir al nacionalismo hasta hacer de la patria nuestra el más egregio país de América! ¡Godos requetés, saludemos brazo en alto la aurora boreal de la patria!²⁶⁹²

Más impresionante, el 6 de noviembre de 1936, en el primer aniversario del periódico Derechas, centenares de camisas negras proclamaron “*por Cristo y Colombia salvar a Colombia de los enemigos bárbaros*”.²⁶⁹³Igualmente, en noviembre de 1936, Acción Nacional Derechista aprobó la formación de *La Falange Derechista Julio Arboleda*, tomándole a cada falangista el juramento reglamentario.²⁶⁹⁴Mientras tanto, la Falange derechista del Departamento del Tolima juró por Cristo y Bolívar defender a Colombia y la Iglesia Colombiana.²⁶⁹⁵

A esto, se le sumó la fascinación por las proclamas y los lemas falangizados. En el Círculo Nacionalista de Bogotá, se saludaba con el brazo en alto y el grito “Arriba España”. Pronto los impregnados del falangismo empezaron a colombianizar los lemas. El 20 de julio de 1938, *La Revista Tradición* contó que los nuevos movimientos nacionalistas en Cali, brindaron con el brazo izado y gritando “¡Arriba Colombia!”.²⁶⁹⁶

Por último, el más representativo símbolo de la falangización de las derechas colombianas, era el uso recurrente del saludo a la romana en las manifestaciones políticas. El saludo fascista con el brazo en alto, devino moneda corriente en las concentraciones nacionalistas y conservadoras. Por lo que, el 24 de julio de 1937, en la gran Convención Nacionalista, se determinó que los delegados de todo el país llegarían con camisas negras

²⁶⁹⁰ Cortés Ortiz Braulio, «Instalada Falange Derechista en el departamento del Tolima», *Derechas*, Bogotá, 19 de noviembre de 1936, p.1.

²⁶⁹¹ «Actividades derechistas en todo el país, subordinados a la Acción Nacional Derechista», Bogotá, *Derechas*, 3 de diciembre de 1936, p. 4.

²⁶⁹² Yagari Luis, «Juremos!», *La Patria*, Manizales, 18 de abril de 1938, p. 3.

²⁶⁹³ «Cien camisas Negras juran por Cristo y por Bolívar salvar a Colombia del comunismo ateo»*Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 1.

²⁶⁹⁴ «Instalada la Fa se dio solemne instalación a la Falange Derechista “Julio Arboleda.”», *Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 1.

²⁶⁹⁵ Cortés Ortiz Braulio, «Instalada Falange Derechista», *Derechas*, *op.cit.*, p. 1.

²⁶⁹⁶ «Nuevos órganos nacionalistas», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín, 20 julio 1938, n° 37, p. 47.

saludando el busto de Bolívar con el brazo en alto.²⁶⁹⁷ De igual forma, el 25 de noviembre de 1936, en el comunicado de formación del Centro Nacional Derechista de Medina en Cundinamarca, se decía que numerosos militantes juraron con el brazo en alto por Cristo y Bolívar.²⁶⁹⁸ Según Abel Naranjo Villegas, en noviembre 1936, las juventudes derechistas de Colombia honraron a Franco y sus legionarios con el brazo izado.²⁶⁹⁹ También, en enero de 1937, el semanario *El Fascista* de Bogotá, recibió el saludo fascista del Comité Seccional de Juventudes Conservadores de la “Unec”.²⁷⁰⁰

Era tal la tendencia a la emulación de los ritos y símbolos importados de los fascismos europeos, que brotó en ciertas franjas derechistas, una reacción de rechazo por la imitación pura. Braulio Cortés Ortiz contó en *La Patria* que algunos derechistas rechazaron el uso de las camisas negras y azules, y los “*símbolos fantoques que nuestro pueblo no comprende*”.²⁷⁰¹ Pese a todo, el saludo romano, se volvió una solemnidad en toda creación de grupos nacionalista o falangista en el país.

Como todo un símbolo de esta estetización, en la inauguración del Círculo Nacionalista de Bogotá, el 29 de enero de 1938, se concluyó la ceremonia con el saludo a Franco y un “Arriba España”. Además, sonó el himno de la Falange ante figuras importantes del Partido Conservador y de la Iglesia que lo escucharon con el brazo en alto y en posición marcial.²⁷⁰² El trasfondo del salón general, estaba adornado con un óleo del general Franco situado entre las banderas de Colombia y España.²⁷⁰³ Del mismo modo, el 15 de junio de 1938, la *Revista Colombiana* revelaba que una conferencia del conservador Primitivo terminó con el grito “Arriba España” y el siguiente canto legionario:

Legionario, legionario,
De bravura sin igual,
Si en la guerra hallas la muerte
Tendrás siempre por sudario,
Legionario, la bandera nacional.
¡Arriba España! ¡Viva Franco!²⁷⁰⁴

²⁶⁹⁷ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 290.

²⁶⁹⁸ «Actividades derechistas en todo el país...», *Derechas*, Bogotá, 3 de diciembre de 1936, p. 4.

²⁶⁹⁹ Naranjo Villegas Abel «Generalísimo Franco», *La Tradición*, *op.cit.*, p. 226.

²⁷⁰⁰ *El Fascista*, Bogotá, 9 de enero de 1937, p. 1.

²⁷⁰¹ Cortés Ortiz Braulio, «Nuestro nacionalismo», *Derechas*, *op.cit.*, p. 4.

²⁷⁰² «Ayer se abrió en Bogotá la casa nacionalista española», *El Tiempo*, 30 enero de 1938, p. 3.

²⁷⁰³ *Ibíd.*

²⁷⁰⁴ Crespo Primitivo, «La resurrección de España », *Revista Colombiana*, *op.cit.*, p. 118.

Capítulo 12. ¿El advenimiento de un modernismo reaccionario colombiano?

En su libro *El Modernismo Reaccionario: Tecnología, cultura y política en Weimar y el Tercer Reich*, Jeffrey Herf acuñó el término de “modernismo reaccionario”. Este concepto se acomoda a la realidad de los movimientos fascistas europeos del periodo de entreguerras, que, si bien por un lado profesaban discursos renovadores y ambiciosos aceptando el avance tecnológico y científico, por otro lado, rechazaban las ideas de la Ilustración y de la modernidad liberal en general -democracia, parlamentarismo, racionalización de la política-. A su manera, el falangismo, retuvo esa dualidad implícita, marcada por una glorificación del pasado y negación de la modernidad liberal, combinado con pretensiones renovadoras y revolucionarias. Es decir, asumía la idealización hacia un pasado suntuoso -imperialismo, catolicismo, Hispanidad-, sin limitarse a ser un simple regreso o contrarrevolución, postulando otro camino renovado y alternativo hacia otra modernidad no liberal.

Por ende, a diferencia de la vieja casta burguesa “decadente”, los movimientos, como el falangismo, reivindicaron con fuerza una voluntad de revolución nacional. Con este fin, las elites cultas, místicas y voluntaristas debían guiar a la nación hacia una regeneración y reorientación de la modernidad. De ahí que las soluciones falangistas no ofrecieron únicamente respuestas contrarrevolucionarias, sino que propusieron un proyecto novedoso, místico y regenerador, que pretendió bosquejar otra modernidad: con tiñes nacionalista, vitalista y en el cual se exaltaban las pasiones por encima de la razón. En definitivas, sin perder el respeto por un pasado imperial y la traición católica e hispánica, junto con visos de revitalización, pronto el falangismo se convirtió en un conjunto atractivo para las derechas colombianas.

Progresivamente, los residuos programáticos, culturales y filosóficos falangistas, fueron aderezando un modernismo reaccionario colombiano. En efecto, esta influencia hispana después de un proceso de adaptación a la singularidad colombiana, impulsó un modernismo reaccionario propiamente criollo, que no buscó ser una simple imitación europea. En su momento, ya Silvio Villegas advirtió sobre la necesidad de tomar los ejemplos europeos

con pinzas: “*De estos grandes movimientos europeos no pueden aprovecharse sino algunas doctrinas, cuidadosamente revisada, y su táctica.*”²⁷⁰⁵

Este modernismo reaccionario colombiano, en gestación, retomaba esa duplicidad paradójica, de asociar postulados renovadores junto con la tradición colombiana, católica e hispana. Entonces, se fue configurando un modelo ideológico y cultural que, como el dios Jano, miraba a la vez hacia el futuro y el pasado. Este impulso novador propició en Colombia elucubraciones de nuevas formas autoritarias de poder nacionalistas y con pretensiones de democracia orgánica, junto con una exaltación y apego a la vieja tradición hispánica. Es decir, el modernismo reaccionario colombiano asimiló ese reajuste de la tradición a los nuevos hechos sociales, sin destruir los valores inmutables del pasado.

Sin dudas las derechas colombianas defendieron en todos los soportes posibles esta necesidad de revitalización de los valores y de los dogmas, sin cortar con el pasado. Gilberto Álzate Avendaño, en un discurso en el cual citó a José Antonio Primo de Rivera, reconoció esta necesidad de actualización de los valores:

Así pues el frente nacional no es reaccionario, sino contrarrevolucionario. Representa un orden nuevo, no un desorden tradicional. Desde luego esto no significa ruptura con los antiguos valores, en cuanto tiene de inmutables, sino reajuste formal ante los nuevos hechos sociales.²⁷⁰⁶

En su libro *El pensamiento Conservador*, Gonzalo Restrepo Jaramillo confirmó la importancia del pasado y la tradición para proyectarse hacia el progreso y el futuro: “*Tratamos de mostrar cómo el amor al pasado y el arraigo a las tumbas son condiciones necesarias del progreso mismo.*”²⁷⁰⁷ Por su parte, Augusto Ramírez Moreno teorizó esta dualidad bajo el concepto de tradicionalismo revolucionario que comprendía tres grandes pilares: “*Las derechas colombianas son nacionalistas, bolivarianas y católicas. En esa nomenclatura se compendian las grandes tradiciones congruentes y vivas, en cuyas matrices se puede plasmar la historia nueva.*”²⁷⁰⁸

En todo caso, los diferentes grupúsculos falangistas y nacionalistas absorbieron esos pilares del modernismo reaccionario colombiano. Por ejemplo, en su declaración de principio,

²⁷⁰⁵Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, op.cit., p. 110.

²⁷⁰⁶«La candidatura de Ospina Pérez», 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, op.cit., p. 76.

²⁷⁰⁷Restrepo Jaramillo Gonzalo, op.cit., p. 257.

²⁷⁰⁸La revolución a la derecha en el “eco nacional.” 1946. En: Álzate Avendaño. *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño*, op.cit., p. 63.

el Haz de Fuego de Bogotá, adoptó los cinco ejes de su doctrina: catolicismo, nacionalismo, corporativismo, jerarquía nacional, bolivarianismo.²⁷⁰⁹ De su lado, la Falange derechista de Sonsón decretó sus cuatro principios básicos: 1) incorporar el sentido católico y tradicional de Colombia; 2) la restauración del orden mediante el establecimiento de un gobierno fuerte; 3) una oposición de defensa de sus postulados y sus personas afiliadas, con la “militarización de sus masas civiles”; 4) llevar al poder las nuevas ideas beligerantes que agitaban la vida política.²⁷¹⁰

Así pues, permeó con fuerza en el seno de las derechas colombianas, lo que John Martz llamó la trinidad del falangismo: “Hispanidad, autoritarismo militar y catolicismo dogmático.”²⁷¹¹ De este modo, progresivamente se puede observar en el acervo doctrinario de las derechas colombianas que aparecieron los tres ejes fundamentales del modernismo reaccionario colombiano, que podemos sintetizar como la adaptación de las ideas renovadoras autoritarias de Europa con las ideas de Bolívar, la exaltación de un mito y un pasado idealizado con la instrumentalización de la tradición hispánica y católica, y el advenimiento fulgurante de un nacionalismo agresivo y excluyente.

12.1. La revitalización doctrinaria y la tentación autoritaria.

En Colombia, sobre todo los jóvenes nacionalistas reaccionarios de los años treinta manifestaron la necesidad de renovación de las doctrinas conservadoras, criticando una generación antigua más tradicional, apegada a los logros y los recuerdos de la hegemonía conservadora y la constitución de 1886. Entonces, como lo resumió Álzate Avendaño, surgió:

(...) un movimiento de derechas que salió de los claustros universitarios hacia la plaza pública, portando como oriflomas los nombres de Cristo y Bolívar. (...) Su designio era revitalizar el pensamiento conservador, interpretar verídicamente la realidad colombiana, enjuiciar al encuentro de los tiempos nuevos.²⁷¹²

Antes de la penetración falangista y fascista, estas pretensiones renovadoras eran todavía incipientes y no tenían un rumbo, ni un contenido ideológico coherente y claramente definido. Indudablemente, la penetración falangista irradió el pensamiento político de las derechas colombianas, influyendo decisivamente en esta búsqueda de renovación. Puesto que,

²⁷⁰⁹ «Declaración de principios Haz de Fuego», *El Fascista*, Bogotá, 16 de enero de 1937, p. 1.

²⁷¹⁰ «Actividades derechistas en todo el país», *Derechas*, *op.cit.*, p. 4.

²⁷¹¹ Martz John. *Colombia un estudio de política contemporánea*. Bogotá: Universidad Nacional, 1969, p. 192.

²⁷¹² «Mayo 18 de 1953», *Diario Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, *op.cit.*, p. 259.

como lo afirmó el falangista Raimundo Fernández Cuesta, en un discurso el 19 de octubre 1952, el falangismo no era solo reacción, ni contrarrevolución, ni dictadura transitoria, sino un régimen nuevo, instaurado por la revolución nacional.²⁷¹³ Por eso, las derechas consideraron el falangismo como todo lo opuesto a un pensamiento partidista y sectario. De ahí que *La Patria* en febrero de 1938, se ofuscó del ultraje al espíritu falangista que encarnaban algunos reaccionarios colombianos, que se bautizaban como falangistas sin serlo, conservando los hábitos de los partidos tradicionales.²⁷¹⁴

En todo caso, en tierras colombianas, esta voluntad de revitalización de las derechas era manifiesta en los textos nacionalistas de la época. En un artículo luminoso de una de las plataformas de divulgación del nacionalismo colombiano, el diario *La Patria*, el 12 de abril de 1939, escribió:

Sobre todo las trasmutaciones del contorno político le imponían a la colectividad conservadora una presurosa actualización que la capacitara para la lucha presente y futura de un estado histórico muy diverso al que protagonizaron nuestros abuelos y tatarabuelos espirituales.²⁷¹⁵

Como lo reconoció Alfredo Vázquez Carrizosa, ante esta presión nacionalista, el Partido Conservador modificó paulatinamente sus programas y sus tácticas.²⁷¹⁶ A consecuencia, las derechas colombianas -tanto tradicionales como nacionalistas-, fueron inclinándose hacia la defensa de posturas autoritarias y represivas de poder, que culminó con la apología de la democracia orgánica como el modelo político ideal, inspirado en el ideario falangista y la experiencia del Nuevo Estado franquista.

12.1.1. Las pretensiones revolucionarias y renovadoras de las derechas colombianas.

Los intelectuales falangistas en diversas ocasiones explicaron que su movimiento era la antítesis del quietismo.²⁷¹⁷ Por ello, la figura colombiana nacionalista, Álzate Avendaño, reivindicó la enseñanza de José Antonio Primo de Rivera, que la tradición “fluye”, es decir, no era un “estado” sino un “proceso” y no podía permanecer intacta:

²⁷¹³ «Discurso pronunciado en el Alto de los Leones de Castilla», 19 de octubre de 1952. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, op.cit., p. 49.

²⁷¹⁴ C. A de acción nacionalista, «Máscaras y partidos», *La Patria*, op.cit., p. 5.

²⁷¹⁵ «Nosotros frente al nacionalismo», *El Colombiano*, Medellín, 12 de abril de 1939, p. 5.

²⁷¹⁶ Vázquez Carrizosa Alfredo, «La pendiente liberal radical marxista», *El Siglo*, Bogotá, 31 de enero de 1939, p. 4.

²⁷¹⁷ «Discurso en la conmemoración del X aniversario de la Junta política», Gredos, 18 de junio de 1945. En: Arrese José Luis. *Nuevos escritos y discurso*, op.cit., p. 232.

Hay que conservar del pasado las esencias pero no ese aluvión de palabras e imágenes muertas que se depositan en el cauce de la historia. La tradición también fluye. Primo de Rivera advertía que ella no es un “estado” sino un “proceso”. Yo invito a las juventudes de derecha, con quienes tengo una absoluta solidaridad ante el porvenir a que se ponga al frente del pueblo en esta emergencia histórica. No pueden permanecer estáticas, rumiando sus sueños²⁷¹⁸

Desde luego, las juventudes derechistas y godas bebieron del impulso renovador falangista, pretendiendo insuflar nuevas energías a las derechas colombianas.²⁷¹⁹ Para el político e ideólogo conservador Rafael Bernal Jiménez el nuevo orden social cristiano que se proyectó, no era una regresión al pasado inmediato, sino un orden nuevo.²⁷²⁰ En concreto, la joven generación nacionalista propuso realizar una vivificación de los viejos partidos políticos, pero en orden:

Pero de pie en Colombia está la juventud nacionalista. Tenemos también un orden de cosas que cambiar, sentimos la decrepitud de los viejos partidos y por eso nos proclamamos “Revolucionarios”. (...) Pero nuestra revolución es una revolución de orden, que dignifica la palabra para darle un sentido restaurador de renovación de nuestra tierra a base de catolicismo, nacionalismo y justicia social.²⁷²¹

Esto conllevó un movimiento dentro de las derechas para renovar el viejo Partido Conservador, sin trastocar su esencia inmutable. En este orden de ideas, Silvio Villegas, colegió la necesidad de ductilidad y adaptación, para poder inyectar savia nueva a las tradiciones conservadoras, no para destruirlas, decía, sino para reforzarlas.²⁷²² A tal respecto, desde 1936, el político e intelectual conservador Gonzalo Restrepo Jaramillo, argumentaba que la trascendencia del Partido Conservador no implicaba inmovilidad política, porque como “un organismo vivo” era sujeto a una renovación permanente.²⁷²³ Con este propósito, los nacionalistas más radicales, reinterpretaron la palabra “revolución” que había sido -según ellos- “bastardeada” por las experiencias revolucionarias de izquierda. Entre ellos, Álzate Avendaño reinterpretó la noción de revolución depurándola de sus connotaciones negativas:

²⁷¹⁸ «La candidatura de Ospina Pérez », 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, op.cit., p. 76.

²⁷¹⁹ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, op.cit., p. 220.

²⁷²⁰ Bernal Jiménez Rafael, «Por un orden social Cristiano», *La Patria*, Manizales, 2 de enero de 1937, p. 3.

²⁷²¹ «El triple Significado de llamamiento nuestra revolución», *La Patria*, op.cit., p. 2.

²⁷²² Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

²⁷²³ Restrepo Jaramillo Gonzalo, op.cit., p. 235.

“No siempre la revolución tiene un compás catastrófico. Puede ser en ocasiones la vehemente sacudida hacia un orden nuevo, más humano y más justo.”²⁷²⁴

A pesar del dinamismo renovador deseado, no hubo unanimidad acerca de la revitalización de las doctrinas y programas conservadores. Es cierto que algunas franjas permanecieron reticentes a la modernización del Partido Conservador, por su apego la fijeza de la doctrina conservadora. *La Revista Colombiana* afirmó al propósito que la doctrina y el credo conservador eran invariables como la moral, la jerarquía, el orden y el deber, y que no aceptaban agregaciones ni alteraciones.²⁷²⁵

Sin embargo, un salto moderno del partido hacia delante devenía inevitable. El importante teórico conservador, Gonzalo Restrepo Jaramillo, lo advirtió: “*Más no se crea que nuestra ideología política descansa inmóvil en la contemplación del pasado: en él nos afirmamos como el atleta que se afinca en la tierra para dar con mayor impulso el salto hacia delante.*”²⁷²⁶ Por algo, la vanguardia nacionalista se autodenominó como el “ala móvil” del conservatismo, ufanándose de ser la que impulsaría la revitalización conservadora contra el anquilosamiento de la vieja guardia, avisando que: “*Nuestra empresa política la vamos a emprender en cero. En la sangre y en las almas bullen.*”²⁷²⁷ Por ello, *El Colombiano* se felicitó que apareciera una joven generación atraída por las nuevas formas políticas, que buscaba superar los vetustos contornos conservadores: escogiendo el camino del fascismo y dejando atrás la democracia,²⁷²⁸ ya que no había nada más alejado del fascismo “creador” que el conservatismo colombiano.²⁷²⁹

Para ser más exactos, oficialmente, desde la Convención Conservadora de 1931 de la mano de hombres de la talla de Mariano Ospina Pérez y Estaban Jaramillo, inició la tarea progresiva de adaptación de la doctrina conservadora al nuevo contexto mundial, incluyendo ideas reaccionarias. Este proceso culminó con el nuevo programa conservador el 27 de abril de 1931, siendo el primero publicado en el siglo XX.²⁷³⁰ Sin embargo, este proceso de renovación llegó realmente a plenitud con el proceso de falangización de las derechas colombianas, que se aceleró con el aluvión ideológico de la Guerra Civil Española. En efecto,

²⁷²⁴La revolución a la derecha en el “eco nacional.”1946. En: Álzate Avendaño. *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño*, op.cit., p. 62.

²⁷²⁵«La unidad conservadora», *Revista Colombiana*, Vol. X, Bogotá, 1 enero de 1939 n° 117, p. 257.

²⁷²⁶Restrepo Jaramillo Gonzalo, op.cit., p. 264.

²⁷²⁷«Cara al sol con la camisa afuera», *La Patria*, Manizales, 27 de febrero de 1939, p. 3.

²⁷²⁸«El dilema “fascismo o democracia”», *El Colombiano*, 1 de marzo de 1939, p. 5.

²⁷²⁹ C. A de acción nacionalista, «Máscaras y partidos», *La Patria*, Manizales, 18 de febrero de 1938, p. 5.

²⁷³⁰Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, op.cit, p. 138.

la radicalización de la atmósfera política interna, por un lado, y la atracción por los modelos fascistas europeos, del otro, provocaron que las peticiones regeneradoras presionaran cada vez más. Según Carlos Echeverri Herrera, en Colombia, abundaban las condiciones objetivas para la revitalización fascista: “*Pues en Colombia abundan los motivos para el fascismo, esto es para una dictadura nacionalista ordenada, educadora y responsable.*”²⁷³¹

Con el tiempo, el Partido Conservador absorbió a los sectores nacionalistas falangizados, aclimatando y acomodando los nuevos métodos y doctrinas que profesaban con los programas conservadores. Siendo así, en su discurso de toma de posesión a la presidencia ante el Congreso en 1946, el presidente conservador, Mariano Ospina, citando las conclusiones de la última Convención Conservadora, admitió que los tiempos agitados y turbulentos de posguerra ameritaban nuevos métodos, orientaciones y sistema:

La Convención se da perfecta cuenta de que este momento, uno de los más trágicos de la historia del mundo, en el que se contempla una profunda revolución en el campo espiritual, social, político y económico de los pueblos, requiere para el gobierno de ellos nuevos métodos, nuevos sistemas y nuevas orientaciones, para seguirle el paso a la cambiante movilidad de situaciones y de problemas que crea esta época llena de confusión e incertidumbre.²⁷³²

12.1.2. Alegatos para la instauración por la fuerza de un Estado fuerte y autoritario.

Estas peticiones de revitalización de las doctrinas, de los programas, de los métodos, de las derechas colombianas, desembocaron en una desviación política: de la relativa aceptación del republicanismo democrático hacia la consagración de postulados autoritarios y represivos de poder. En consecuencia, ante la pérdida de fe en el sufragio y el éxito de las dictaduras de derecha en Europa, se multiplicaron en Colombia los alegatos a favor de la instauración de un Estado fuerte, autoritario que no escatimara en represión. Ya para 1942, el propio presidente López Pumarejo, previno que el Partido Conservador había sido permeado por las ideas antidemocráticas.²⁷³³

Para legitimar este cambio de postura política, las franjas derechistas colombianas desterraron del pasado aquellas experiencias, que, para ellos, habían ilustrado arquetipos de

²⁷³¹ Echeverri Herrera Carlos, «Fascismo y el Partido Conservador», *La Patria*, Manizales, 21 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁷³² «libertad», Discurso al tomar posesión de la presidencia de la República, el 7 de agosto 1946. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 248.

²⁷³³ «El totalitarismo conservador», *El Siglo*, Bogotá, 29 de agosto de 1942, p. 4.

gobierno encomiables. Con ello, así como lo hicieron con el tomismo de la Edad Media, reinterpretaron la experiencia de las viejas repúblicas aristocráticas del pasado, presentadas como modelos insuperables. En tal sentido, Silvio Villegas expresó su elogio de las antiguas repúblicas aristocráticas: “*Siempre he considerado como la mejor forma de gobierno la república aristocrática o el patriciado romano, que tanto amaba Augusto Comte.*”²⁷³⁴A su vez, en su libro *No hay enemigos a la derecha*, Silvio Villegas distinguió entre República y democracia, cimentando una justificación teórica del autoritarismo, como lo resumió *La Patria*:

El distingo entre democracia y república es un argumento formidable en nuestro favor. La expresión de la necesidad de un gobierno autoritario y paternal, en nuestro país, no es un libro, una tesis vana, sino respaldada por fuertes hechos históricos, por recuerdo de Roma y Grecia por citas de Spengler y del Libertador.²⁷³⁵

También, las ideas del pensador venezolano del cesarismo democrático, Lorenzo Vallenilla Lanz, contribuyeron a la progresión de las ideas autoritarias en el pensamiento político de las derechas colombianas. *La Patria* evocó que el venezolano había enseñado que el cesarismo apareció en Roma justamente después de la creación de la figura del tribuno de la plebe, puesto que había anulado el poder de la aristocracia.²⁷³⁶

Para las derechas colombianas, la concreción natural de esos regímenes republicanos aristocráticos del pasado era el régimen autoritario de Bolívar, que, en el discurso del Congreso de Angostura, se comparó con los sistemas de Atenas y Esparta.²⁷³⁷Por este motivo, la exaltación de la figura de Bolívar como efigie del autoritarismo, era palpable en numerosos textos de la época. *La Revista Colombiana* aseveró que con Bolívar y con la constitución de 1886, la autoridad había sido uno de los pilares de las luchas conservadoras posindependencia.²⁷³⁸En verdad, la utilización constante de la figura de Bolívar y su pensamiento autoritario fue un instrumento eficaz de las derechas para justificar el gobierno

²⁷³⁴Villegas Silvio, *op.cit.*, p. 89.

²⁷³⁵«Ideario de Derechas», *La Patria*, 13 de febrero de 1938, p. 5.

²⁷³⁶«Un paradigma equivocado», *La Patria*, 27 de enero de 1937, p. 2.

²⁷³⁷Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, *op.cit.*, p. 90.

²⁷³⁸ Escobar Camargo Antonio, «Autoridad y anarquía», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, julio 1942, n°154, p. 774.

fuerte frente a la anarquía.²⁷³⁹ Por ejemplo, el nacionalista, Francisco Puyana Menéndez, recordó con insistencia que Bolívar no era un demócrata.²⁷⁴⁰

Asimismo, numerosos políticos conservadores, destacaron los resultados y la eficacia de los regímenes autoritarios europeos, como el español. En las líneas de *La Patria* de Manizales, se informó del crecimiento en el seno del Partido Conservador de un ala fascista que divulgaba las ideas dictatoriales de España e Italia: “*A medida que crece la injusticia del régimen se multiplica el ala fascista y violenta del partido conservador. Nuestras masas desencantadas no piensan hoy sino en Mussolini y en Franco, no por odio a la democracia y a la libertad, sino como sistema único de defensa.*”²⁷⁴¹ Sobre todo, se resaltaba de estos regímenes que habían recobrado la tan anhelada autoridad. En este sentido, el político conservador, Joaquín Estrada Monsalve ensalzó en 1936 el Estado totalitario fascista, quien había conquistado el poder con métodos cesaristas y logrado la tan anhelada unidad italiana, tanto material como moralmente, consolidando un solo cuerpo nacional.²⁷⁴²

Estas influencias de ideales autoritarios, alentaron los pedidos insistentes de múltiples personalidades derechistas para la instauración a la fuerza de un gobierno fuerte en tierras colombianas. En el semanario *Derechas*, Enrique Ramiro, refutando a Aquilino Villegas, aseguró que la restauración conservadora implicaba necesariamente métodos antidemocráticos, como era el caso en todas las situaciones de combate.²⁷⁴³ Para Silvio Villegas era claro que el cesarismo y la dictadura eran la consecuencia natural de los gobiernos democráticos, después de un periodo “de desarreglos cívicos”, ya que el rasgo esencial de la democracia era “devorarse a sí misma”.²⁷⁴⁴

A pesar del auge de las ideas autoritarias, subsistieron discordancias sobre la forma de gobierno que debía instaurarse. Unos de forma explícita pidieron una dictadura, otros como Gonzalo Restrepo Jaramillo apelaron más bien a la consagración de un ejecutivo fuerte.²⁷⁴⁵ Lo cierto era que el uso de la fuerza y el camino dictatorial generaron arduos debates en el seno del conservatismo. Claramente algunos moderados se opusieron a esa opción. Al respecto, Gonzalo Restrepo Jaramillo confirmó en *El Siglo* en febrero de 1937, que los métodos para

²⁷³⁹ Roca Lemus Juan, «La Fe en Bolívar y el amor a la patria abrirán camino a la galera en donde remamos, mirando hacia la cruz latina», *Derechas*, Bogotá, 29 de mayo de 1936.

²⁷⁴⁰ «Francisco Puyana declara que partido en Santander es derechista», *Derechas*, 6 de enero de 1936.

²⁷⁴¹ «La dictadura militar», *La Patria*, Manizales, 12 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁷⁴² Estrada Monsalve Joaquín, «En torno del fascismo», *La Patria*, Manizales, 23 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁷⁴³ «Es una táctica Enrique Ramiro refuta a Aquilino Villegas», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 4.

²⁷⁴⁴ Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, op.cit., p. 91.

²⁷⁴⁵ Restrepo Jaramillo Gonzalo, «La crisis democrática», *La Patria*, Manizales, 4 de enero de 1937, p. 3.

implementar el derechismo y combatir la barbarie comunista generaron discordia acerca de cómo lógralo: entre los que aceptaban la dictadura y los que no; siendo mayoritarios los que eran partidarios de una dictadura provisional, sin considerarlo como una forma deseable de gobierno.²⁷⁴⁶Incluso, Silvio Villegas precisó que un régimen republicano era preferible siempre y cuando permitiera un régimen de libertad y justicia, pero en caso de imposibilidad, los romanos sabiamente habían creado la institución jurídica de la dictadura para ocasiones especiales.²⁷⁴⁷

No obstante, todos concordaron, aunque con grados de intensidad diferentes, en la necesidad del debilitamiento del parlamento en favor de un ejecutivo fuerte y el aniquilamiento de la anarquía. Sobre este punto, el Comando Nacionalista de Caldas declaró de forma explícita su creencia en que, el porvenir de la historia activa del país lo harán “*los caudillos eficaces y no de los parlamentos vocingleros*”.²⁷⁴⁸En todo caso, la voluntad de instaurar un régimen fuerte o dictatorial, tenía como objetivo primordial recuperar el papel principal del Partido Conservador a lo largo de la historia como guardián de la autoridad. Por ello, la *Revista Colombiana* propuso una interpretación dialéctica de autoridad contra anarquía, para comprender la historia colombiana: siendo la autoridad encarnada por el Partido Conservador y la anarquía por el Partido Liberal.²⁷⁴⁹

Frente a la propagación de las ideas autoritarias, en los círculos liberales se acrecentó la preocupación por la amenaza seria de un golpe autoritario y represivo. En abril de 1936, el liberalismo de izquierda expresó su angustia ante una reacción antidemocrática, avisando que: “*La reacción destruye la democracia en sus bases fundamentales y establece el autoritarismo sordo y ciego, agresivo, conculcador y sangriento.*”²⁷⁵⁰Igualmente, en febrero de 1938, en un artículo del senador liberal José Mar, se acusó a las fuerzas derechistas -que sin ser fascistas-, pretendían tumbar el gobierno como en España:

Pero existen en España, como existen en Colombia y en todos los países, un conjunto de fuerzas de derecha, no fascistas, que en determinado momento, cuando es posible darles un golpe a los regímenes democráticos, se compactan instintivamente.²⁷⁵¹

²⁷⁴⁶ Restrepo Jaramillo Gonzalo, «Derechismo y democracia», *El Siglo*, Bogotá, 1 de febrero de 1937, p. 19.

²⁷⁴⁷ Villegas Silvio, «Razones para un dictadura franca», *El Colombiano*, Medellín 1 de noviembre de 1936, p. 3.

²⁷⁴⁸ El comando nacional de Caldas, «Tesis nacionalistas», *La Patria*, Manizales, 4 enero de 1939.

²⁷⁴⁹ Escobar Camargo Antonio, «Autoridad y anarquía», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, julio 1942, n°154, p. 774.

²⁷⁵⁰ «Manifiesto del Frente liberal popular a su copartidarios», *El Siglo*, Bogotá, 12 de abril de 1936, p. 2.

²⁷⁵¹ Mar José, «Colombia ante el fascismo», *Acción Liberal*, Bogotá, febrero 1938, n°53, p. 28.

En complemento, su colega el senador liberal Armando Solano, alertó sobre la creencia ciega de que Colombia era una tierra estéril para dictadores:

Aquella vieja frase, dicha por un filósofo autoritario, de que Colombia es tierra estéril para las dictaduras, ha consolado a las gentes amigas de la tranquilidad y ha robustecido el natural optimismo de las clases dóciles bien alimentadas.²⁷⁵²

12.1.3. Apología de la democracia orgánica cristiana.

Como vimos las derechas colombianas, de manera constante, embistieron contra el modelo democrático liberal. Del falangismo retuvieron la voluntad manifiesta de superar el sistema parlamentario de partidos. Recordemos que, en un primer momento, el falangismo originario propuso la instauración de un Estado de tipo totalitario pero, con el tiempo, fue predominando un falangismo pragmático, que dejaba de lado los radicalismos totalitarios de los inicios, a favor de concepciones de poder más flexibles, como fue el caso de la llamada “democracia orgánica”. Varias veces, el propio Franco aseguró que la democracia tenía muchas modalidades, y el *Nuevo Estado* que construyó encarnó lo que era en su opinión la “verdadera democracia”, supuestamente “alejada de la tiranía y del egoísmo de los partidos”.²⁷⁵³ Acorde con esto, la *Revista Colombiana* analizó que existieron varias concepciones de democracia, pero entre ellas, la más acorde con su esencia era la democracia católica.²⁷⁵⁴

Sin lugar a dudas, la preeminencia católica fue uno de los elementos esenciales que hizo que las derechas colombianas tuvieran más tolerancia y atracción por las dictaduras de Salazar y de Franco por encima del nazismo y el fascismo. El propio Franco, cuyos discursos fueron muy seguidos en Colombia, dijo en mayo de 1946, que una gran diferencia entre el régimen nazista y el suyo, era el racismo y sentido espiritual católico.²⁷⁵⁵ En particular, la democracia orgánica y católica, supuso un modelo que entendía la sociedad “como un organismo vivo, en el cual las partes y el todo convergían armoniosamente”, superando con esto el desmembramiento atomista de la sociedad individualista que “destruye el todo en pro del individuo”, y la enemistad permanente que provocaba la lucha de clases que “destruye al

²⁷⁵² Solano Armando, «El fascismo colombiano», *Acción Liberal*, Bogotá, enero 1938, n°52, p.39.

²⁷⁵³ Discurso pronunciado en la sesión inaugural del día 16 de mayo de 1952. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes de S.E. el Jefe de Estado a las cortes españolas (1943-1961)*, op.cit., p. 107.

²⁷⁵⁴ La Unidad conservadora», *Revista Colombiana*, Vol. X, 1 enero de 1939, n°117, p. 255.

²⁷⁵⁵ Discurso pronunciado en la sesión inaugural del día 14 de mayo de 1946. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes de S.E. el Jefe de Estado a las cortes españolas (1943-1961)*, op.cit., p. 26.

individuo por el todo”²⁷⁵⁶En el mismo sentido, *La Patria* subrayaba que: “*La concepción social del orden cristiano es orgánica y no atomística; esto quiere decir, que el individuo es parte integrante del organismo social y no un elemento aislado y desarticulado de dicho organismo*”.²⁷⁵⁷

Por consiguiente, como en España, las derechas colombianas reinterpretaron la noción de democracia, aclarando que no eran enemigos de la democracia en general, sino de la democracia liberal, por lo que había que cambiar de paradigma democrático.²⁷⁵⁸En pocas palabras, era necesario encontrar un modelo político que integrara catolicismo, Hispanidad y corporativismo, y que, a su vez, fuera garante de la autoridad, de la jerarquía y del orden. Evidentemente, aunque había grupúsculos emuladores partidarios de la implementación de un Estado fascista totalitario, en su mayoría, las derechas colombianas se inclinaron por un régimen autoritario, elitista y católico. De hecho, la Embajada española en 1940 evocó la aversión en Colombia por el totalitarismo.²⁷⁵⁹

Por lo tanto, progresivamente, franjas importantes de las derechas colombianas intentaron forjar y moldear un nuevo modelo político, compatible con lo que consideraban como los rasgos esenciales colombianos. Es decir, un régimen conciliable con las ideas de Bolívar, el catolicismo y sin ser necesariamente una dictadura fascista totalitaria. De la indagación progresiva sobre un régimen político estable que fuera una alternativa creíble a la democracia liberal, a las dictaduras totalitarias y a la dictadura del proletariado, surgió con fuerza, la opción de la democracia orgánica cristiana de corte corporativista. Para las derechas colombianas, la democracia orgánica representó una simbiosis del régimen autoritario fuerte, con concepciones corporativistas, que además garantizaba un lugar privilegiado para la religión católica y la tradición hispánica. Por eso, esta forma de gobierno se acercaba al ideal de una república oligárquica atemperada que Silvio Villegas defendió, insistiendo que era la mejor solución frente a “la demagogia democrática y la anarquía”.²⁷⁶⁰

No cabe duda de que para las derechas colombianas, el Estado franquista fue un arquetipo de democracia orgánica. De España resonaron los elogios constantes de Franco por,

²⁷⁵⁶ Estrada Monsalve Jesús, «El catolicismo social», *Revista Colombiana*, Volumen XIII, enero de 1942, Bogotá, n° 149, p. 621.

²⁷⁵⁷ Bernal Jiménez Rafael, «Por un orden social cristiano», *La Patria*, Manizales, 2 de enero de 1937, p. 3.

²⁷⁵⁸ «Un paradigma equivocado», *La Patria*, Manizales, 27 de enero de 1937, p. 2.

²⁷⁵⁹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 11 de junio de 1940, de Luis Avilés y Tiscar a MAE. Informe política general. Asunto: sucesos en Bogotá por entrada de Italia en Guerra.

²⁷⁶⁰ Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, op.cit., p. 113.

justamente, su democracia orgánica, estructurada, según él, en cuerpos legítimos fielmente “representativos de los sectores y entidades que constituyen naturalmente la comunidad”, a diferencia de las representaciones en el sistema de partidos políticos que eran “completamente artificiales” siendo el resultado del “(...) *mecanismo turbio, ciego y pasional de la representación montada sobre la multiplicidad de los partidos y al esterilidad del sufragio universal inorgánico*”.²⁷⁶¹ En particular, el falangista Luis Arrese precisó que esta democracia orgánica, católica y corporativa se estructuró con tres niveles esenciales de expresión: el municipio, la familia y el sindicato.²⁷⁶² Por otra parte, para la promoción de la democracia orgánica cristiana, el falangista español Eugenio D’Ors desempeñó un papel importante, inspirando a los políticos colombianos con su “política de misión”.²⁷⁶³

A decir verdad, la idea de una democracia orgánica cristiana generó una gran aceptación en Colombia, porque enalteció el catolicismo y la tradición en un modelo político con sabor a novedad. Para ellos, este arquetipo político integraba la justicia social cristiana con los valores conservadores -el trabajo, la religión, la patria y el orden-, siendo para *El Siglo* la gran enseñanza de FET y de las JONS.²⁷⁶⁴ Igualmente, para ellos la democracia orgánica cumplía el anhelo de los conservadores católicos colombianos de ajustar las opiniones políticas, económicas y sociales, “con los principios eternos de la doctrina social”.²⁷⁶⁵

Por otra parte, como en España, la promoción de este modelo político, fomentó la idealización de la Edad Media. En efecto, Bernal Jiménez exaltó un orden social cristiano, con una organización corporativa del Estado, recordando que fue el éxito de la Edad Media.²⁷⁶⁶ Por su parte, Guillermo Camacho Montoya declaró que se necesitaba una democracia orgánica cristiana para la restauración efectiva de “los valores eternos” como en “*tiempos medievales, donde el hombre tenía conciencia viva de su propia personalidad*”.²⁷⁶⁷ En definitiva, este modelo político era fiel a los postulados de Santo Tomás y de la Escolástica, favoreciendo un ordenamiento racional hacia el bien común.²⁷⁶⁸

²⁷⁶¹Discurso pronunciado en la sesión inaugural del día 17 de mayo de 1958. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes de S.E. el Jefe de Estado a las cortes españolas (1943-1961)*, op.cit., p. 156.

²⁷⁶²«El Movimiento Nacional como sistema político», Lección pronunciada en la academia Nacional de Mandos, Madrid, 5 de julio de 1945. En: Arrese José Luis. *Nuevos escritos y discurso*, op.cit., p. 267.

²⁷⁶³Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, op.cit., p. 437.

²⁷⁶⁴«Porque soy Falangista», *El Siglo*, Bogotá, 12 de mayo de 1938, p. 5.

²⁷⁶⁵ Botero Arias Arturo, «La democracia cristiana», *El Colombiano*, Medellín, 28 de enero de 1939, p. 3.

²⁷⁶⁶ Bernal Jiménez Rafael, «Por un orden social cristiano», *La Patria*, Manizales, 2 de enero de 1937, p. 3.

²⁷⁶⁷ Camacho Montoya Guillermo, «La democracia organizada», *Derechas*, Bogotá, 28 Enero de 1937, p. 3.

²⁷⁶⁸ De La Vega Fernando, «La revolución francesa y la doctrina católica», *El Siglo*, Bogotá, 19 de agosto de 1939, p. 4.

Rápidamente, como solución a los problemas modernos, este modelo político se impuso con entusiasmo en el Partido Conservador. Como lo decía *El Siglo*, para muchos conservadores la democracia orgánica fue la solución porque: “*Ella no endiosa al individuo como lo hace el liberalismo, ni a una clase social como el comunismo, ni a una raza o a un partido como el nazismo y el fascismo.*”²⁷⁶⁹ Para Álzate Avendaño, la democracia cristiana, con el influjo de la doctrina social de la Iglesia, tenía el mérito de atemperar la lucha de clases, y por eso fue incorporado solemnemente por el Partido conservador en sus programas políticos.²⁷⁷⁰ Realmente, la promoción de la democracia orgánica o funcional inundó la prensa derechista. Por ejemplo, en noviembre de 1938 *La Patria* defendió un régimen corporativo y una democracia funcional para superar la demagogia, el individualismo y el sindicalismo revolucionario: “*Ante el sindicalismo revolucionario proponemos un régimen corporativo, que deben ser la nueva armadura de las instituciones de la patria.*”²⁷⁷¹ A su vez, el político conservador, Francisco Fandiño, manifestó en enero 1938, que frente al colapso del Estado liberal surgían solo dos caminos: “*el Estado Corporativo y el Estado colectivista.*”²⁷⁷² De su lado, en enero, de 1939, *La Patria* 1939, se declaraba favorable a “*la democracia funcional, que no es individualista y demagógica sino corporativa y técnica.*”²⁷⁷³

De hecho, el término genérico de democracia orgánica, incluía las nociones de democracia cristiana y concepciones corporativistas. En realidad, la democracia orgánica consagró el corporativismo que estuvo tan de moda en la época. Al respecto, el jesuita Félix Restrepo mencionó que, si bien en Europa el corporativismo fue implementado por regímenes dictatoriales, no era el único camino para consagrarlo. Por el contrario, aseguró que el corporativismo era compatible con todas las formas de gobierno, incluso con cierta democracia.²⁷⁷⁴ Asimismo, *El Siglo* agregó que el corporativismo era lo que permitía cristalizar el éxito de una democracia cristiana.²⁷⁷⁵

En concreto, en la Convención Nacional del Partido Conservador de febrero 1939, se adoptó formalmente en sus programas el objetivo de implementación de un nuevo orden

²⁷⁶⁹ Dávalos Marino, «La democracia que deseamos», *El Siglo*, Bogotá, 17 de junio de 1941, p. 5.

²⁷⁷⁰ «Alegato por los de Abajo», *Diario de Colombia* 1953. En: Álzate Avendaño. *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño, op.cit.*, p. 78.

²⁷⁷¹ «Del programa nacionalista, régimen corporativo y democracia funcional», *La Patria*, Manizales, 23 de noviembre 1938.

²⁷⁷² Fandiño Silva Francisco, «Liberalismo de ayer, corporativismo de hoy», *El Siglo*, Bogotá, 25 de enero de 1938, p. 5.

²⁷⁷³ El comando nacional de Caldas, «Tesis nacionalistas», *La Patria*, Manizales, 4 enero de 1939.

²⁷⁷⁴ Restrepo Félix, «Corporativismo y democracia », *Revista Colombiana, op.cit.*, p. 202.

²⁷⁷⁵ Dávalos Marino, «La democracia que deseamos», *El Siglo*, Bogotá, 17 de junio de 1941, p. 5.

social -cristiano y corporativo-, con los artículos VII y XI de la declaración.²⁷⁷⁶ En consonancia con esto, *El Siglo* el 9 de febrero de 1939, elogió que la plataforma social, económica y cultural del conservatismo, tomara ese rumbo de querer establecer un sistema de corporaciones en Colombia.²⁷⁷⁷ Sin lugar a dudas, la abolición del sistema parlamentario de partidos por un congreso de corporaciones fue una de las soluciones pregonadas con insistencia por las derechas en los años treinta y cuarenta, como lo confirmó *La Patria* en 1939: “Por esto nosotros aspiramos a la abolición de los parlamentos políticos, para remplazarlos por congresos de corporaciones, formados por verdaderos técnicos que representan los grandes intereses nacionales y no las pasiones de un día.”²⁷⁷⁸

Con este fin, los nacionalistas empezaron a expresar, sin tapujos, su ambición de conquistar el poder para cambiar el Parlamento por un consejo general de corporaciones, en el cual estuvieran representados los diferentes estamentos económicos.²⁷⁷⁹ En 1951, estas teorías llegaban a su cúspide con la publicación del libro de Rafael Bernal Jiménez, *Hacia una democracia orgánica*, en donde el descollante doctrinario conservador defendió este tipo de organización política, aseverando que esta forma de gobierno era una gran solución para atemperar los problemas que aquejaban los países latinoamericanos.²⁷⁸⁰

Sin embargo, las derechas no tuvieron una interpretación monolítica de cómo implementar esa democracia orgánica corporativa. En realidad, como lo desarrolló el jesuita Félix Restrepo, el sistema corporativo de organización política ofrecía un gran abanico de posibilidades y variedades para su aplicación práctica: unas proponían una cámara única corporativa; otras defendían una cámara mixta en las que intervinieran tanto los representantes de los partidos políticos como de las corporaciones; otras aún promovían el sistema de dos cámaras, la una política la otra corporativa.²⁷⁸¹ En el escenario político colombiano, esto se concretizó en un debate álgido entre Gilberto Álzate Avendaño y Rafael Bernal Jiménez, sobre el nivel de corporativismo que debería implementarse en un país con

²⁷⁷⁶*Ibid.*

²⁷⁷⁷«Hacia un nuevo orden social-cristiano en Colombia», *El Siglo*, Bogotá, 9 de febrero de 1939, p. 8.

²⁷⁷⁸«Una crisis del sistema», *La Patria*, 21 de abril de 1939.

²⁷⁷⁹«El parasitismo democrático», *La Patria*, 14 de marzo de 1939.

²⁷⁸⁰Bernal Jiménez Rafael, *Hacia una democracia orgánica*. Madrid: Afrodísio Aguado, 1951, p. 10.

²⁷⁸¹ Félix Restrepo S. J., «El corporativismo al alcance de todos», *Revista Javeriana*, Tomo XI, marzo de 1939, n° 52, p. 83.

una industrialización tan incipiente. Álzate Avendaño fue partidario de un corporativismo mixto, mientras Bernal Jiménez de un corporativismo más puro.²⁷⁸²

En todo caso, los cimientos doctrinarios quedaron establecidos para la implementación efectiva de una democracia orgánica en Colombia. Pero el uso del término “democracia”, no debe prestarse para equívocos. Este modelo político era elitista y autoritario, pretendía socavar el pluralismo y el sufragio universal, remplazando la representatividad electoral por un sistema corporativo, que consagraba la unidad nacional, quebrantando las disensiones y las discordias internas.

12.2. La instrumentalización de una tradición hispánica en Colombia.

Anteriormente, se resaltó la dualidad implícita del modernismo reaccionario criollo que pretendió renovar, pero respetando, la tradición, creando con esto un puente entre pasado y futuro. En efecto, a pesar de proponer visiones y perspectivas nuevas en lo político, económico y social, las derechas colombianas mantuvieron vivas en lo moral la exaltación de un pasado reinterpretado e idealizado. De ahí que, en Colombia y en general en América Latina, el abolengo tradicional defendido por las elites reaccionarias de los años treinta fue eminentemente católico e hispánica.

En su momento, Eric Hobsbawm y Terence Ranger en su libro *La invención de la tradición*, sugirieron la idea de que en tiempos de crisis o de renovación, ciertas tradiciones que se pretendían antiguas, eran en realidad inventadas o utilizadas en el presente, para legitimar ciertos caminos políticos, doctrinarios o culturales, y estabilizar las sociedades. En el caso colombiano, si bien no hubo invención de una tradición, porque el pasado español, imperial y católica fue parte efectiva de la historia del continente, si se notó una instrumentalización de ese pasado en los años treinta, en el marco de una propagación intensa de la Hispanidad desde perspectivas reaccionarias. Efectivamente, como consecuencia del contacto con el falangismo, regresó con fuerza el influjo de la tradición hispánica, después de décadas en que se le había marginalizado en detrimento de otras influencias extranjeras -como la francesa y norteamericana-. El propio Augusto Ramírez Moreno ironizó sobre el embeleco

²⁷⁸²Jácome, J. (2015). *Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959*, op.cit., p. 116.

de la tradición hispánica, porque antes de su resurgencia había sido aminorada por mucho tiempo, superada por otras influencias extranjeras.²⁷⁸³

Entonces, después de un periodo de relativa ausencia en los discursos y textos de las elites colombianas, un nacionalismo de corte hispánico se reavivó en la coyuntura convulsa de los años treinta. Así pues, unas derechas colombianas arrinconadas exhumaron de su historia, una tradición legitimadora que les permitiera confrontar las influencias materialistas extranjeras. Con este fin, reinterpretaron de manera segada el pasado acorde con los fines políticos del momento, confeccionando un retrato hispánico, católico e imperial idealizado. Por este motivo, el intelectual colombiano Hugo Velasco, vocero de la Hispanidad, utilizó la metáfora de la bella durmiente, insinuando que la Hispanidad yacía latente en el inconsciente colectivo colombiano, que necesitaba ser despertada por un príncipe azul.²⁷⁸⁴

Por consiguiente, para justificar un nacionalismo que sacralizó el pasado hispánico y católico, las elites colombianas retomaron los análisis y postulados falangistas sesgados. En efecto, los jonsistas y los falangistas, en su reapropiación del pasado, participaban de la creación de un mito hispánico e imperial desde perspectivas reaccionarias. Ya en 1931, Ramiro Ledesma Ramos explicó en su libro *Hay que hacer la revolución hispánica*, que España tenía que ser más que un país amigo con la América hispánica proclamando: “*Nosotros somos ellos, y ellos serán siempre nosotros*”.²⁷⁸⁵

En Colombia, un ejemplo de este giro hispanófilo fue Laureano Gómez, quien cambió de postura: en 1928 criticó abiertamente la cultura española como extática, pero luego del inicio de la Guerra Civil Española empezó a exaltar con pasión las raíces hispánicas nuevamente.²⁷⁸⁶ *El Tiempo* de Bogotá, el 30 de enero de 1938, ironizaba sobre el discurso elogioso que hizo Laureano Gómez sobre España para la inauguración del Círculo Nacionalista, hablando de una “*rectificación radical a sus ideas políticas para adoptar lo que propugna la Falange Española*”.²⁷⁸⁷ Porque como bien lo recalaba el diario capitalino, en el pasado Laureano Gómez no fue tan lisonjero con España, para desnudar ese cambio de actitud, *El Tiempo* publicó apartados de lo que decía Laureano Gómez en una Conferencia en el teatro municipal en 1928:

²⁷⁸³ Ramírez Moreno Augusto, «Nación y ejército, socialismo y antipatria», *La Patria*, Manizales, 27 de julio de 1936, p. 3.

²⁷⁸⁴ Velasco Hugo, *op.cit.*, p. 13.

²⁷⁸⁵ Ledesma Ramos Ramiro. *¡Hay que hacer la revolución hispánica, carta al comandante Franco!* Madrid: Editorial Albero, 1931, p. 52.

²⁷⁸⁶ Sierra Mejía Rubén. *La restauración conservadora 1946-1957*. Bogotá: Universidad Nacional, 2012, p. 111

²⁷⁸⁷ «La Marcha real española», *El Tiempo*, Bogotá, 30 de enero de 1938, p. 4.

El alma española es extática. Santa Teresa y Don Quijote son expresiones de esa fe transfigurada y rectilínea que menosprecia la realidad y prescinde del raciocinio y la experimentación. La presencia de España en el estadio de la civilización podría reducirse a Cervantes y sus pintores. En el campo de la filosofía, del análisis matemático, en física, en química, en biología, el aporte de España a la cultura universal es casi nulo. En tierra española no se ha levantado ninguno de esos lugartenientes excelsos que guían el espíritu humano y señalan nueva rutas para la conquista de la sabiduría.²⁷⁸⁸

12.2.1 Una regeneración nacional, mística y espiritual.

Insistimos, en la primera parte, sobre la importancia de la dimensión intelectual y mística del proyecto falangista, que no quiso ser simplemente una fuerza de choque, y mucho menos un proyecto materialista. Para las elites colombianas, esta dimensión mística era totalmente compatible con el falangismo puesto que para las derechas colombianas la Falange era “entrañable y medularmente católica”, como lo recordaba *El Siglo*, con un artículo titulado “La Falange es Católica”.²⁷⁸⁹ Esto es importante porque las elites colombianas, fervorosamente católicas, reiteraron con insistencia, la necesidad de una regeneración moral, espiritual, y mística. Para ellas, en la lucha maniquea de izquierda contra derecha, más que ideologías o postulados económicos, en realidad batallaban dos espíritus.²⁷⁹⁰ Por tal razón, en diversas ocasiones, los nacionalistas colombianos resaltaron que su nacionalismo era eminentemente místico.²⁷⁹¹ En este sentido, Silvio Villegas esbozó que uno de los elementos distintivos y esenciales de la derecha era su dimensión espiritual:

Llamo movimientos de derechas a todos los que aceptan una base idealista, espiritual o religiosa, a los que creen en un orden moral que supera y gobierna el orden político. La izquierda es la negación de esta jerarquía de valores sobrepuestos, causa y origen de todos los errores sociales y políticos.²⁷⁹²

Incluso, en otra ocasión, Silvio Villegas aseguró que la mística era más importante que la política: “*Las grandes empresas triunfan por la mística y no por la política. Y el nacionalismo es mística en el sentido sagrado y profano de la palabra*”.²⁷⁹³ Igualmente, el presidente conservador Mariano Ospina Pérez, el 25 de marzo de 1946, declaró pertenecer “a

²⁷⁸⁸ *Ibid.*

²⁷⁸⁹ « La Falange es católica », *El Siglo*, Bogotá, 9 de enero de 1938, p. 8.

²⁷⁹⁰ Piñeros Suárez Ignacio, « Dos místicas enfrentadas », *Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 2.

²⁷⁹¹ « Nacionalismo » *La Patria Nueva*, Cartagena, 26 de febrero de 1938, p. 3.

²⁷⁹² Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, *op.cit.*, p. 202.

²⁷⁹³ Villegas Silvio, « Nacionalismo colombiano », *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

un credo del más puro espiritualismo”.²⁷⁹⁴De hecho en 1941, el propio Mariano Ospina había presentado el *Rerum Novarum* como un tratado de política, de sociología, de derecho, de economía y de técnica, indispensable para las elites colombianas católicas.²⁷⁹⁵

Este amor por la mística católica no era privativo de los conservadores; a su vez, grandes figuras del liberalismo de derecha fueron fervientes defensores de la Iglesia y de la espiritualidad cristiana. Al respecto, el estadista liberal López de Mesa, consideró a la Iglesia y la religión católica, como el símbolo más alto de la espiritualidad humana.²⁷⁹⁶Otra figura descollante del liberalismo elitista, Juan Lozano Lozano, realizó una apología resonante de la mística, en un discurso revelador de 1944, titulado “*Elogio de la mística*”.²⁷⁹⁷Con todo, Mariano Ospina Pérez precisó en 1939 que, a diferencia del Partido Conservador que era “adicto” al catolicismo, el liberalismo en general no era antirreligioso, sino más bien anticlerical, queriendo mantener a raya a los ministros y jefes de la Iglesia en los asuntos públicos.²⁷⁹⁸En definitivas, para el conservador Abel Carbonell, los tiempos viejos del siglo XIX en los que el liberalismo y la Iglesia eran enemigos habían terminado.²⁷⁹⁹

En consecuencia, las derechas colombianas encontraron en la Hispanidad, católica e imperial, una fuente doctrinaria de gran ayuda, en la búsqueda de soluciones espirituales y místicas. Por eso, frente a la política de laicización del liberalismo reformista de la *Revolución en Marcha*, *El Colombiano* apeló a “una cruzada” por la educación católica en defensa de la esencia del pueblo colombiano, puesto que: “(...) *si hay algo espontáneo, libre de cálculo y de egoísmo, de origen genuinamente popular, es esta decisión inquebrantable de mantener la enseñanza bajo la dirección y la tutela de la Iglesia*”.²⁸⁰⁰

Gradualmente, las reflexiones espirituales de los grandes voceros falangistas alimentaron las teorías y los discursos en Colombia, sobre todo en la temática del surgimiento de un nuevo hombre. A menudo, se calificó a las derechas colombianas de antiliberales porque atacaron el liberalismo doctrinario. Pero para ser más precisos, en realidad aspiraban a

²⁷⁹⁴«El programa de Unión Nacional», discurso de aceptación de la candidatura presidencial, el 25 de marzo de 1946. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 202.

²⁷⁹⁵«El pensamiento político y social de León XIII», Bogotá, mayo 1941. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 181.

²⁷⁹⁶Quincena política XXXV septiembre 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 113.

²⁷⁹⁷«Elogio de la mística», Discurso de clausura estudios en la Universidad del Cauca, 1944. En: Lozano Lozano Juan. *Obras escogidas*. Bogotá: Colseguro, 1998, p. 198-206.

²⁷⁹⁸«Reivindicación histórica de la obra del régimen conservador», discurso del doctor Mariano Ospina al abrir la campaña electoral de Antioquia el 26 de enero de 1939. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 154.

²⁷⁹⁹Quincena LXXXVI julio 1 de 1936. En: Carbonell Abel. *Obras selectas, op.cit.*, p. 213.

²⁸⁰⁰«Católicos y colombianos», *El Colombiano*, Medellín, 18 de febrero 1936, p. 3.

cimentar otro concepto de libertad. Según estas corrientes, tanto comunismo como capitalismo encadenaban al hombre a realidades concretas, negando la dimensión “más bella” del ser humano: la elevación espiritual. Es decir, según ellos, tanto el liberalismo doctrinario como las ideas emancipadoras comunistas, en realidad negaban la libertad: el uno bajo un individualismo exacerbado que desarraigaba al hombre de su pasado y su tradición; el otro dominado por un colectivismo impersonal que diluía la singularidad en una masa amorfa; lo que conducía a las derechas a concluir que tanto el mito de la libertad económica como el de la libertad revolucionaria, escondían en realidad una cosificación opresiva de la existencia: el hombre preso de una sociedad de consumo o el hombre preso de la colectivización.

Como alternativa, las derechas colombianas, al igual que los pensadores españoles del falangismo, propusieron un retorno al concepto de persona de la escolástica tomista que implicaba una armonía entre una singularidad necesaria con el lazo tradicional, comunitario y natural, de una estructura orgánica de la sociedad. Por eso, en enero de 1942, Jesús Estrada Monsalve encumbró la concepción tomista de persona, que favorecía según él la armonía y correlación entre individuo y conjunto, a diferencia del sistema liberal que destruía el todo en favor del individuo, y del sistema socialista que oprimía al individuo por el todo.²⁸⁰¹ De su lado, Álzate Avendaño recordó que, en la concepción cristiana del Estado y la sociedad civil, el bien común y la persona eran los pivotes del pensamiento católico de la política.²⁸⁰² En estas concepciones, la moral cristiana era superior a las leyes, por lo que “*el individuo tiene derechos anteriores y superiores a los contenidos en las legaciones positivas.*”²⁸⁰³

Así pues, en contraposición con los tiempos materialistas de *la danza de los millones*, surgieron reinterpretaciones de la libertad alejada de las concepciones materialistas e individualistas. En adelante, el “muere la libertad”²⁸⁰⁴ de Onésimo Redondo y el “individuo ha muerto”²⁸⁰⁵ de Ledesma Ramos, resonaron más que nunca en Colombia. De ahí que, en 1944, *El Siglo*, dictaminó el “ocaso de la libertad” no solo en Colombia, sino en toda América Latina.²⁸⁰⁶ También, hay que recordar que, en 1945, el falangista español, José Luis Arrese,

²⁸⁰¹ Estrada Monsalve Jesús, «El catolicismo social», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, enero de 1942, n° 149, p. 622.

²⁸⁰² «La libertad sindical», *Diario de Colombia*, 29 de abril de 1954. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas pensamiento político*, *op.cit.*, p. 387.

²⁸⁰³ Estrada Monsalve Jesús, «El catolicismo social», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, enero de 1942, n° 149, p. 622.

²⁸⁰⁴ Hacia una nueva política, La restauración del Estado Nacional, *Igualdad* n° 8, 2 de enero de 1933. En: Redondo Onésimo. *Textos políticos*, *op.cit.*, p. 236.

²⁸⁰⁵ Ledesma Ramos Ramiro. *Escritos políticos Jons (1933-1934)*, *op.cit.*, p. 142.

²⁸⁰⁶ «El ocaso de una libertad», *El Siglo*, Bogotá, 17 de octubre de 1944, p. 4.

recalcó el punto 7 del programa de la Falange que consignaba la libertad y dignidad humana dentro del orden y la disciplina, para evitar el libertinaje y la anarquía.²⁸⁰⁷ En consonancia con lo anterior, *El Siglo* escribió un artículo esclarecedor en marzo 1942, titulado “La libertad y el orden contra el libertinaje.”²⁸⁰⁸ Por consiguiente, era palpable que, siguiendo la estela falangista, en Colombia se consolidó la voluntad de superar lo que *La Patria* llamaba la adoración del “yo”:

Todos los sistemas políticos liberales se basan en la adoración del “yo”, y no tienen otro fin que el egoísta. La Falange no, la Falange es ascética; quiere la perfección del individuo en la perfección del Estado; quiere que el Estado sea para el ciudadano medio para alcanzar la felicidad. Felicidad que estriba en el deber cumplido. No la hay superior a esta. Por ello la Falange pone el deber sobre los derechos.²⁸⁰⁹

12.2.2. La génesis de la decadencia: el olvido de la tradición.

Contagiadas por el pesimismo y la idea de decadencia, las derechas colombianas se apropiaron a menudo los conceptos de Spengler, quien comprendió las naciones como las plantas, sujetas a un ciclo orgánico: de crecimiento, desarrollo y destrucción.²⁸¹⁰ Prueba de ello, en los textos colombianos de los años treinta y cuarenta, se encontraron una multitud de interpretaciones elaboradas sobre la génesis de la decadencia colombiana. A grandes rasgos, estas perspectivas concordaban en que las raíces del mal empezaron con un desvío en el discurrir histórico natural: Colombia se apartó del abolengo histórico de la tradición hispánica y católica.

En concreto, como los falangistas españoles, las derechas colombianas rastrearon el origen de la decadencia, con el advenimiento de la Revolución francesa y la modernidad liberal del siglo XIX. Incluso, Laureano Gómez insistió en que, del edicto de Milán a la Revolución francesa, se vivió en paz.²⁸¹¹ Siendo más radical, el conservador Gonzalo Restrepo Jaramillo infirió que las razones del malestar contemporáneo germinaron desde la reforma protestante, agudizándose posteriormente con la crisis de autoridad que azuzó la Revolución

²⁸⁰⁷ «El Movimiento Nacional como sistema político», Lección pronunciada en la Academia Nacional de Mandos e instructores José Antonio, Madrid, 5 de julio de 1945. En: Arrese José Luis. *Nuevos escritos y discursos*, *op.cit.*, p. 257.

²⁸⁰⁸ «La libertad y el orden contra el libertinaje», *El Siglo*, Manizales, 3 de marzo de 1942, p. 5.

²⁸⁰⁹ «Votos de la Falange Española», *La Patria*, Manizales, 14 de enero de 1937.

²⁸¹⁰ «Las profecías de Spengler», Julio 27 de 1954, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, *op.cit.*, p. 416.

²⁸¹¹ «La opresión del mundo moderno», Conferencia pronunciada el 24 de noviembre de 1938 en la Convención Conservador de Nariño. En Gómez Laureano. *Obras selectas: primera parte*, *op.cit.*, p. 811.

francesa.²⁸¹² Por algo, las derechas colombianas no cesaron de fustigar contra uno de los pensadores del iluminismo francés, Juan Jacobo Rousseau, considerándolo como el padre espiritual de la tiranía de las mayorías según la cual “*el salvaje y el ignorante deberían prevalecer sobre el hombre civilizado*”.²⁸¹³ De esta manera, su obra *El Contrato Social* era responsable de la decadencia moral y espiritual de la patria:

El Contrato Social ha causado más estragos que la fiebre burocrática y se ha tornado más irremediable que el cáncer. A él le debemos el que esta patria se haya pervertido hasta el punto de negar todos los valores espirituales en el orden moral, y de precipitarse a marchas forzadas hacia el paraíso artificial del izquierdismo.²⁸¹⁴

Por lo tanto, este “pecado original” había orientado el país hacia la dominación anglosajona y francesa, en detrimento de la tradición e hispánica, facilitando con esto la penetración en Colombia del ateísmo, del individualismo o sea de los “pecados materialistas”. Sin duda, para las derechas colombianas, el liberalismo colombiano retomó los errores del liberalismo clásico y de la modernidad liberal que, en su concepto, había apartado al hombre de Cristo y desintegrado la que consideraban la armonía social. Sobre esto, el conservador Francisco Silva Fandiño espetó:

La revolución al proclamar la libertad del trabajo y la libertad de industria, aniquilando las antiguas corporaciones que tan espléndidos frutos dieran en el Medioevo, arrojó al hombre en lucha brutal contra el hombre, abandonando el débil, el incapaz al mal dotado, como víctima inevitable de la minoría prepotente.²⁸¹⁵

De esta manera, una vez desbaratadas las empalizadas católicas protectoras, la civilización se había encontrado indefensa y a la merced de las embestidas materialistas, fueran capitalistas o comunistas. Siendo así, las derechas colombianas consideraban que la modernidad liberal y sus “engendros” materialistas eran los responsables de la decadencia espiritual y moral de Colombia. De hecho, en 1944, *El Colombiano* afirmó que el origen de la crisis espiritual, se debía a que habían sido suplantadas las normas de la moral cristiana por un credo materialista.²⁸¹⁶ Para Augusto Ramírez, el maquinismo capitalista, era el causante de una

²⁸¹² Restrepo Jaramillo Gonzalo, «La crisis contemporánea», *El Siglo*, Bogotá, 28 de junio de 1941, p. 5.

²⁸¹³ Azula Barrera, Rafael, «La democracia he ahí el enemigo», *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936.

²⁸¹⁴ *Ibid.*

²⁸¹⁵ Fandiño Silva Francisco, «Liberalismo de ayer, corporativismo de hoy», *El Siglo*, 25 de enero de 1938, p. 5.

²⁸¹⁶ «El origen actual de la crisis ha sido la suplantación de las normas de la moral cristiana por un crudo materialismo», *El Colombiano*, Medellín, 3 de agosto de 1944, p. 1.

progresiva decadencia moral e intelectual.²⁸¹⁷ De su lado, la *Revista Colombiana* analizaba que el materialismo era la fuente de todos los enemigos de la moral cristiana, destacando que había un materialismo de izquierda como de derecha.²⁸¹⁸ Igualmente, *La Patria Nueva* clamaba que las derechas se negaban y rechazaban rotundamente cualquier interpretación materialista de la historia.²⁸¹⁹

Estos diagnósticos desalentadores y moralizantes, impregnaron los análisis de la época con una profunda nostalgia. Entre estos, Rafael Azula Barrera expresó su añoranza por un pasado reinventado, o sea sin democracias pervertidas, sin revueltas sociales, tal vez menos espléndido en lo material, pero más enriquecido de una ética redentora.²⁸²⁰ Por ende, la tonalidad de trágica decadencia y de melancolía anegó la atmósfera colombiana de la época, siendo visible en la utilización de un sinfín de títulos dramáticos en los artículos periodísticos: “Síntomas de decadencia”²⁸²¹, “Perspectivas oscuras”²⁸²², “La crisis del espíritu”²⁸²³.

12.2.3. La exaltación de las raíces hispanas.

Para un gran número de nacionalistas y conservadores, el fin de la hegemonía conservadora en 1930, se debió a la falta de voluntad de dominación y a la ausencia de mitos eficaces.²⁸²⁴ Las derechas colombianas estaban pues en búsqueda de un mito fundador para revitalizar su movimiento, y vieron en el concepto de la Hispanidad una fuente de legitimación rica espiritual y culturalmente.

El historiador Celestino Arenal analizó que, si bien la palabra “hispanidad” emergía desde orillas conceptuales liberales con Unamuno, posteriormente fue desviada por sectores reaccionarios que la interpretaron desde una óptica tradicional-conservadora, adosándole pretensiones ambiciosas de misión histórica y espiritual.²⁸²⁵ De esta manera, la interacción permanente entre tradicionalismo catolicismo, fascismo e hispanismo mesiánico, fue moldeando una concepción conservadora fascista de la encomienda histórica hispánica.²⁸²⁶ Por

²⁸¹⁷ Manifiesto a las derechas nacionalistas de Silvio Villegas y Augusto Ramírez Moreno. Bogotá, 18 de febrero de 1932. En: Ramírez Moreno Augusto. *Obras selectas...*, op.cit., p. 81.

²⁸¹⁸ «Materialismo de izquierda y de derechas», *Revista Colombiana*, Vol. X, Bogotá, 1 de febrero 1939, n°119, p. 321.

²⁸¹⁹ «El gobierno y la propaganda derechista», *La Patria Nueva*, Cartagena, 18 de junio de 1938, p. 3.

²⁸²⁰ Azula Barrera, Rafael, «La democracia he ahí el enemigo», *Derechas*, Bogotá, 28 de febrero de 1936

²⁸²¹ «Síntomas de decadencia», *El Siglo*, Bogotá, 5 de noviembre de 1940, p. 4.

²⁸²² «Perspectiva oscuras», *El Siglo*, Bogotá, 3 de enero de 1944, p. 4.

²⁸²³ «Crisis del espíritu», *La Patria*, 12 de febrero de 1937, p. 3.

²⁸²⁴ «La candidatura de Ospina Pérez», 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, op.cit., p. 68.

²⁸²⁵ Del Arenal Celestino. *Política exterior de España...*, op.cit., p. 31.

²⁸²⁶ *ibid.*, p. 33.

todo esto, los textos de Ramiro Maeztu, Giménez Caballero, Ramiro Ledesma Ramos, los discursos de José Antonio Primo de Rivera y de otros intelectuales falangistas, sirvieron de modelos y de fuentes interpretativas para la exaltación de los valores hispanos e imperiales en Colombia.

Indudablemente, este entusiasmo por la tradición hispánica provocó la instrumentalización de sus valores que fueron idealizados y edulcorados, con tonalidades líricas y grandilocuentes. En la mayoría de los textos nacionalistas, se reinterpreto el pasado colonial como una época grandiosa, y se ensalzaban la “raza” y la cultura hispana como vectores del nacionalismo colombiano. Como en todas las construcciones memoriales sesgadas, se seleccionaban los hechos, omitiendo datos y enalteciendo ciertos aspectos en función de fines deseados. Por ejemplo, en todos los textos se omitió la violencia sobre los indígenas y los esclavos negros, o se justificó alegando causas superiores supuestas.

Para catalizar el renacer nacional, se reorientó, pues, el proyecto cultural hacia la Hispanidad, con lo que, las elites colombianas admitían la superioridad moral de la Madre Patria, invocando un regreso a la unidad imperial -entendida sobre todo como un proyecto cultural y no como una dominación violenta-, como condición para recobrar la grandeza. Por eso, las ideas imperialistas del falangismo, lejos de chocar contra el nacionalismo colombiano, se armonizaron a la perfección con las ideas de Bolívar, tiñendo de hispanismo el nacionalismo criollo colombiano. Claro está que, en oposición con este nacionalismo hispánico, surgió en América Latina el realismo social y el indigenismo en la literatura y la cultura, que criticaron esta versión idealizada del pasado hispánico, ocasionando en los años treinta una colisión de visiones e interpretaciones contrapuestas del pasado. *La Patria* concluía que los desafíos modernos despertaban la herencia hispánica e india.²⁸²⁷

Retomando la idea de Carlos Tur Donatti, en su libro, *La utopía del regreso. La cultura del nacionalismo hispanista en América Latina*, se puede afirmar que la nostalgia y el sentimiento de decadencia se tornaron en una utopía del regreso hispanista e imperial. Es decir, con el objetivo de la reconstrucción de la identidad nacional, se exaltó el pasado hispano y los elementos constitutivos de su identidad en una concepción conservadurista: la lengua, el imperio, la religión católica. Al respecto, se observa numerosos epígonos del falangismo en Colombia alentaron a la conformación de una comunidad hispana de naciones dirigida desde España. Según estos postulados, España tenía que volver a ser el faro de la

²⁸²⁷ Rojas Gerardo, «1 año cara al sol», *La Patria*, Manizales, 16 de abril de 1939.

civilización en América Latina. Por algo, los nacionalistas colombianos se ufanaban de restaurar las ideas de autoridad y orden, retomando la herencia espiritual de Atenas, Roma y París, transmitida al nuevo mundo por la catolicidad española.²⁸²⁸

De hecho, ya en 1941, Fray Eugenio Ayape, recordaba que el tema de la Hispanidad se encontraba en el centro de las preocupaciones de las élites intelectuales colombianas.²⁸²⁹ Se nota por lo demás que se elogiaban estas raíces hispánicas por todos los medios y de todas las formas posibles. Por ejemplo, el reconocido poeta y político conservador, Guillermo Valencia, le dedicó un poema “himno a la raza”, en el cual esgrimió un canto poético para la Hispanidad y la Madre Patria.²⁸³⁰ A su vez, una figura conservadora importante, como Francisco Fandiño Silva expresó con entusiasmo:

Y volveremos a España. Las cinco Flechas de Fernando e Isabel, símbolo de la unidad en la catolicidad. En torno a él se irán congregando las juventudes heroicas de nuestro continente, porque si España fue el origen de América, en ella está escrito su futuro por la mano inescrutable de la Providencia.²⁸³¹

De su lado, *El Colombiano* de Medellín, afirmó con orgullo que no había pueblo en el mundo con el que Colombia tenga más afinidades que con España: “*Tenemos con España comunidad de ambiente, de civilización y de ideales que no tenemos con ningún otro pueblo.*”²⁸³² En el mismo sentido, el jefe de la diplomacia española en Colombia, Luis de Avilés y Tiscar, declaró en 1939:

Las analogías de esta República, en la época difícil por la que atraviesa, con la España de la primera mitad de 1936, son excepcionalmente grandes, pues existe más que en ninguna otra de las naciones hispanoamericanas, la tradición católica, la extraordinaria influencia eclesíástica, muy arraigada en la Gobernación del país hasta advenimiento del partido liberal.²⁸³³

Se ve cómo este responsable político español se aprovechaba la oportunidad de la efervescencia en torno a la Hispanidad para actualizar la comparación mostrando una comunidad de valores y experiencia histórica entre España y Colombia no solo en tiempos de

²⁸²⁸ Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, op.cit, p. 79.

²⁸²⁹ Fray Eugenio Ayape, «Pilares de la Hispanidad», *Revista Colombiana*, Vol. XII, Bogotá, enero 1941, n°139, p. 19.

²⁸³⁰ «El Himno a la raza por Guillermo Valencia», *El Siglo*, Bogotá, 29 de abril de 1938, p. 1.

²⁸³¹ Fandiño Silva Francisco, «España, origen y futuro de América», *Revista Colombiana*, Vol. XII, Bogotá, noviembre de 1940, n°137, p. 122.

²⁸³² «España y Colombia», *El Colombiano*, Medellín, 28 de julio de 1936, p. 3.

²⁸³³ AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 11 de julio de 1939, de Luis de Avilés y Tiscar a MAE. Informe política sobre próxima apertura del parlamento y situación política.

la colonización sino en los años treinta, comunidad que sólo podía llevar a la conclusión de la necesaria dependencia espiritual e ideológica de Colombia

Por consiguiente, se vislumbró a partir de los años treinta una glorificación intensa y constante de las raíces hispánicas. El Partido Conservador Colombiano, que se presentaba como garante de los factores integrantes de la patria, aseguró en 1936 que jamás abjuraría de las tradiciones hispánicas²⁸³⁴, en la *Revista Colombiana*, Álvaro Uribe Misas se indignó preguntando cómo era posible: “(...) *abjurar de España, si por nuestras venas corre, mezclada o no, la sangre bullidora de sus mártires, de sus guerreros, de sus pensadores*”.²⁸³⁵ Asimismo, el semanario *la Avanzada* proclamó en 1948: “*Creemos que es necesario volver hacia España, y más aún al sentido español de la vida.*”²⁸³⁶ Es más, Lucio Pabón, el gran teórico del nacionalismo católico colombiano y defensor virulento de la Hispanidad, declaró que la historia de las naciones latinoamericanas no empezó en 1810 con las independencias, sino en tiempos coloniales al contacto con la tradición hispánica.²⁸³⁷ Por su parte, Fray Eugenio Ayape, en enero 1941, recalcó la labor de varios intelectuales conservadores de importancia²⁸³⁸, que difundían y explicaban por todo el país “la trascendencia del legado de la Hispanidad”.²⁸³⁹ Por todo ello, *El Siglo*, no vacilaba en afirmar que Colombia siempre había salvaguardado el legado hispánico: “*En la medida de lo posible hemos sido celosos guardianes del idioma que recibimos de los conquistadores y en grado máximo del tesoro de la fe religiosa que nos entregaron como preciosa ofrenda*”.²⁸⁴⁰ Adicionalmente agregaba: “*De entre todas las antiguas colonias de la Madre Patria, constituidas hoy en naciones independientes, es Colombia, antiguo virreinato de la Nueva Granada, la que conserva las más salientes analogías con España*”.²⁸⁴¹

Era tal la omnipresencia de la Hispanidad en Colombia que el propio enviado de Franco, Ginés de Albareda, agradeció a esa Colombia hispánica y tan orgullosa de serlo:

²⁸³⁴ Uribe Misas Alfonso, «El conservatismo colombiano y la Hispanidad», *El Siglo*, Bogotá, 16 de marzo de 1944, p. 4.

²⁸³⁵ Uribe Misas Alfonso, «España y su herencia en América», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, noviembre 1942, n °157, p. 918.

²⁸³⁶ 9 de octubre de 1948, «Nuestra herencia», *Avanzada*, p13.

²⁸³⁷ Pabón Lucio, «El gobierno salvará a los autores intelectuales del horrible asesinato. Afirmó el representante», *El Siglo*, Bogotá, 10 de septiembre 1942, p. 7.

²⁸³⁸ Carlos Restrepo Canal, Francisco Fandiño Silva, Guillermo Camacho Montoya, Álvaro Ortiz Lozano, Francisco Plata Bermúdez, Gustavo Salazar García y Álvaro Gómez Hurtado.

²⁸³⁹ Fray Eugenio Ayape, «Pilares de la Hispanidad» *Revista Colombiana, op.cit.*, p. 199.

²⁸⁴⁰ «Mirando a España », *El Siglo*, Bogotá, 1 de agosto de 1936, p. 3.

²⁸⁴¹ *Ibid.*

De esta Colombia prócer que ha sabido pregonar su adhesión y tomar armas de la fe hispana, en el glorioso movimiento restaurador de nuestro destino; de esta Colombia que se ha sumado, pecho al aire, al resurgimiento de la Madre Patria; de esta Colombia española de perfil y de frente, por dondequiera que se la mire, pues que lleva en la cara y en la médula, en el modo, en la palabra y en el nombre, el aliento vivo, la expresión augusta de su linaje y de su casta (...)²⁸⁴²

En general, los historiadores colombianos reconocen la predominancia hispánica en esa época. César Ayala Diago, recordó que existían unas elites hispanófilas, sobre todo del lado conservador, pero también del lado liberal.²⁸⁴³ Helwar Hernando Figueroa Salamanca puso de manifiesto la omnipresencia del hispanismo en Colombia, resaltando que las figuras falangistas y franquistas saturaron la prensa colombiana, ayudando así a consolidar una matriz ideológica coherente de derecha en torno a los pilares: hispanismo, tradicionalismo, corporativismo.²⁸⁴⁴

Pese a todo, algunos nacionalistas que, si bien reconocían la herencia española como incuestionable, por otro lado, rechazaban una sumisión total que negara la singularidad de la historia colombiana y sus grandes hombres, ya que “*la entraña material de Colombia era una única y gloriosa*”.²⁸⁴⁵ Por eso, ante esta reafirmación de un mito hispánico, las elites derechistas intentaron reconciliar la figura icónica de las derechas, Bolívar, con la Hispanidad. En 1942, Álvaro Gómez Hurtado, figura conservadora clave del siglo XX, criticó la supuesta disyuntiva entre Bolívar o España: “*A los que tenemos orgullo insolente de nuestra raigambre hispánica, a los que nos embriagamos voluntariamente en la contemplación de la grandeza del Libertador, se nos ha sometido con pretensiones de desafío un dilema trivial Bolívar o España.*”²⁸⁴⁶ Lejos de esta tesis, para las derechas Bolívar fue un gobernante hispánico, quien quiso consolidar un bloque de países hispánicos: “*Bolívar fue el primer teorizante de la Nueva Hispanidad; no llegó a ser su realizador porque el mundo no supo comprenderlo.*”²⁸⁴⁷

²⁸⁴²«Discurso Ginés de Albareda», *Revista Colombiana*, Vol. IX, Bogotá, 1 de febrero de 1938, n°105, p. 263.

²⁸⁴³Ayala Diago, C. A. Trazos y trozos ..., *op.cit.*, p. 131.

²⁸⁴⁴Figueroa Salamanca Helwar Hernando, *op.cit.*, p. 128-129

²⁸⁴⁵Ramírez Moreno Augusto, « Nación y ejército, socialismo y antipatria», *La Patria*, Manizales, 27 de julio de 1936, p. 3.

²⁸⁴⁶Gómez Hurtado Álvaro, « Bolívar y La Hispanidad», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, agosto 1942, n°155, p. 820.

²⁸⁴⁷*Ibid.*, p. 822.

12.3. La consolidación de un nacionalismo reaccionario criollo.

Del falangismo, las derechas absorbieron el afán por la unidad nacional a toda costa: por encima de los partidos, de las clases y de los regionalismos. Buscando esa nacionalización de “las masas” para apartarlas del individualismo liberal y de las ideologías revolucionarias, fue germinando en el seno de las derechas colombianas un nacionalismo reaccionario, agresivo, voluntarista e identitario, que se oponía al cosmopolitismo y a la modernidad liberal en general. A diferencia de los universalistas, esta veta nacionalista defendió las singularidades de los pueblos como la lengua, la raza, la cultura, la religión y las costumbres, llegando a tener tiñes románticos. Además, enaltecó la jerarquía y la autoridad, y sus corolarios, el orden, la estratificación.

Por ende, como el falangismo, el nacionalismo reaccionario colombiano consagró la unidad nacional como su objetivo máspreciado. En consonancia con esto, *La Patria Nueva* de Cartagena comentó que José Antonio Primo de Rivera había sido el impulsor del resurgimiento español socavando el viejo edificio de partidos, garantizando por encima de todo la unidad española. Claramente, los nacionalistas colombianos retomaron estos postulados, como se puede verificar en sus declaraciones, el 26 de febrero de 1938, en *La Patria Nueva*: “*Porque, nosotros queremos hacer una Patria, donde no haya divisiones intestinas, que la disgreguen, que la debiliten y que la pierden. Por eso, la supresión de los partidos políticos es nuestro mayor anhelo*”.²⁸⁴⁸

El historiador español Ismael Saz Campos²⁸⁴⁹ estudió cómo en la dictadura nacionalista franquista, cohabitaron dos nacionalismos con culturas políticas diferentes, una de origen fascista y otra con preeminencia del nacionalcatolicismo; que, si bien discreparon entre sí en varios aspectos, también fueron capaces de converger en torno a un mínimo denominador común, marcado por la preeminencia del catolicismo y la tradición, y la designación de enemigos comunes: el liberalismo, la democracia parlamentaria y el comunismo. En Colombia, guardando las distancias propias a cada país, los nacionalistas radicales y los tradicionalistas conservadores, que también tuvieron sus puntos de desencuentro, progresivamente fueron confluyendo hacia un nacionalismo reaccionario católico, que consagró el catolicismo y la tradición hispánica, como principales vectores nacionalistas.

²⁸⁴⁸«Nacionalismo», *La Patria Nueva*, Cartagena, 26 Febrero de 1938, p. 3.

²⁸⁴⁹Ver: Saz Ismael. *España contra España, los nacionalismos franquistas*. Madrid, Marcial Pons, 2003, 441p.

Por lo tanto, se gestaron en Colombia los gérmenes de un nacionalismo agresivo y en reconquista. Este nacionalismo, admitió la inspiración falangista, pero se rehusó a ser una simple imitación, aspirando más bien a fomentar un movimiento auténticamente colombiano. En este sentido, el agregado cultural en Madrid, Eduardo Carranza, declaró en 1951: “Desde luego no soy un falangista español. Soy un nacionalista colombiano, gran colombiano, suramericano, hispánico. Que naturalmente simpatiza con los movimientos afines. La gesta de Franco es asombrosa.”.²⁸⁵⁰ De su lado, en 1939, el Comando Nacionalista de Caldas admitió la paternidad fascista y falangista, pero reivindicando su singularidad a través de la noción de colombianidad:

No somos una sucursal mestiza del fascismo italiano, el nazismo alemán, ni siquiera de la falange española. Creemos en la colombianidad y en sus valores propios, vernáculos, creados en este confín ecuatorial por el aluvión de las generaciones sucesivas.²⁸⁵¹

Igualmente, en *El Colombiano*, en 1938, Silvio Villegas refutó las acusaciones en contra del movimiento nacionalista de ser una imitación fascista, exaltando por el contrario un nacionalismo típicamente colombiano: “Nosotros vamos hacia un nacionalismo colombiano, nuestro, autóctono, terrígeno, raizal, andino mestizo, como el bloque humano que puebla nuestras faldas, valles y costa.”²⁸⁵²

Así pues, se configuró, poco a poco, un nacionalismo genuinamente colombiano, agresivo y con ánimos de reconquista nacional. Lejos de ser un movimiento monolítico visible por las múltiples discrepancias internas, podemos, sin embargo, observar sus grandes contornos esbozados en enero de 1939, por José Restrepo Jaramillo quien, en una emisión radial, delimitó los perímetros de este nacionalismo caracterizado por : la defensa de la concepción cristiana del universo, la aceptación de una república autoritaria, la exaltación del orden antes que la libertad, la invocación de los caudillos, la defensa de un Estado corporativo, y la búsqueda de justicia social.²⁸⁵³

12.3.1. La nacionalización de las derechas colombianas.

Previamente a la Guerra Civil Española, ya existían propuestas nacionalistas en Colombia, como lo desmostaron grupos como los *Leopardos*, y ciertos acontecimientos movilizadores -

²⁸⁵⁰BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 13 de diciembre de 1951, *op.cit.*, p. 1.

²⁸⁵¹ El comando nacional de Caldas, «Tesis nacionalistas», *La Patria*, Manizales, 4 de enero de 1939.

²⁸⁵² Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

²⁸⁵³«De acuerdo, Doctor», *La Patria*, Manizales, 29 de enero de 1939, p. 5.

como la pérdida definitiva de Panamá y la guerra contra Perú en 1932-, que provocaron en su momento irrupciones nacionalistas.²⁸⁵⁴ Pero en el transcurso de los años treinta, surgió un nacionalismo de un tipo nuevo. A decir verdad, el nacionalismo anterior carecía de unos contornos ideológicos y doctrinarios claros, que el influjo falangista ayudó a complementar, agregándole tonalidades identitarias, hispanófilas, místicas, ideológicas, combativas y renovadoras.

En concreto, el nacionalismo reaccionario criollo inició en grupos reducidos de fervientes militantes extremistas, dirigidos por importantes figuras del conservatismo, partidarios de las tácticas de la vanguardia o de la minoría activa, y que se encargaron de esparcirlo por toda Colombia. En este aspecto, estos reductos nacionalistas colombianos se compararon con el discurrir histórico del falangismo de José Antonio Primo de Rivera, que también fue minoritario y menospreciado en su inicio, antes de expandirse:

En este día, que es uno de los misterios gozosos de la hispanidad, evoquemos la figura de José Antonio Primo de Rivera, precursor y protomártir. En sus comienzos el nacionalismo español fue, como el nuestro, una simple agitación de intelectuales, estudiantes y obreros. Rudamente fueron combatidos en la derecha, como fascistas y socializantes, por viejos reumáticos o por la plutocracia previsora, empeñada en defender todos sus privilegios.²⁸⁵⁵

Inspirándose en la experiencia española, los nacionalistas colombianos, planearon congregar las fuerzas reaccionarias dispersas en un frente derechista, utilizando el nacionalismo como un tejedor eficaz de lazos. Además, había un terreno propicio, puesto que como lo aseguró *El Siglo*, Colombia era, de manera indiscutible, una tierra por esencia conservadora y nacionalista.²⁸⁵⁶ De su lado, *Derechas* aseguró que la avanzada del nacionalismo por encima de las lógicas de partidos, era una realidad.²⁸⁵⁷ Entonces, azuzados por el lema nacionalista *No hay enemigos a la derecha*, intentaron por todos los medios superar el obstáculo de las divisiones internas de las derechas. Progresivamente, se empezaron a hilvanar puentes ideológicos entre varias corrientes de las derechas, y la cuestión del nacionalismo inundó el panorama político nacional. Desde 1936, el conservador Carlos Echeverri Herrera llamó a la unión de las derechas en torno al nacionalismo reaccionario colombiano pidiendo la conformación de un gran frente nacional: “*Ninguna falange, ni*

²⁸⁵⁴ Manifiesto a las derechas nacionalistas de Silvio Villegas y Augusto Ramírez Moreno, Bogotá, 18 de febrero de 1932. En: Ramírez Moreno Augusto. *Obras selectas...*, op.cit., p. 79.

²⁸⁵⁵ «Nacionalismo español», *La Patria Nueva*, 29 de marzo de 1939, p. 3.

²⁸⁵⁶ «Mirando a España », *El Siglo*, 1 de agosto de 1936, p. 3.

²⁸⁵⁷ «Las derechas frente único», *Derechas*, 5 de febrero de 1937, p. 3.

persona al servicio del orden, encontrará adversario en nosotros. Aspiramos a un Frente nacional y contrarrevolucionario.”²⁸⁵⁸

Del lado de sus opositores políticos, la propagación nacionalista fue asimilada como una fascistización o falangización de las derechas colombianas. De hecho, en febrero de 1938, el tema del fascismo criollo se tomó el Congreso cuando el senador José Mar denunció enérgicamente en la tribuna del Senado la “Fascistización” del Partido Conservador.²⁸⁵⁹ Incluso, el senador liberal llegó a utilizar el término de “infección fascista” en el Partido Conservador:

Y ha llegado hasta tal punto esa especie de infección fascista en el seno del viejo partido democrático, del partido del señor Concha, del señor Ospina y del señor Suárez, que el propio doctor Esteban Jaramillo no vacila en aceptar el honor de ofrecerle un banquete el enviado directo del señor Franco en Colombia, señor Ginés de Albareda.²⁸⁶⁰

Asimismo, el senador liberal Armando Solano alertó en enero de 1938, que, sobre la descomposición del Partido Conservador, habían aflorado brotes indisciplinados con tendencias fascistas.²⁸⁶¹ A pesar de la creencia en una supuesta inmunidad colombiana contra el fascismo, algunas corrientes del liberalismo empezaron a preocuparse por la multiplicación de los embriones nacionalistas en Colombia que, si bien en un principio eran núcleos reducidos, podían expandirse en cualquier momento como lo hizo la Falange Española:

Es necesario, para contestar esta pregunta, advertir que para que un golpe fascista se produzca no es absolutamente indispensable que haya un movimiento nacional fascista organizado ni que ese movimiento sea la mayoría, ni que se a una fuerza extraordinariamente respetable. El caso de España es ejemplar. La Falange Española, que es la fuerza fascista en España, fundada por Primo de Rivera, no tenía más de 30 mil adherentes a tiempo de producirse la revuelta militar de Marruecos.²⁸⁶²

Sin embargo, a ojos de algunas franjas del elitismo liberal, la expansión de un movimiento extremista -nazi, fascista o nacionalista- seguía siendo imposible en Colombia debido a la tradición liberal y democrática histórica de la nación: “*En estas condiciones y con precedentes tan definidos en la República sería ingenuo suponer que un movimiento fascista*

²⁸⁵⁸ Echeverri Herrera Carlos, «Fascismo y el Partido Conservador», *La Patria*, *op.cit.*, p. 3.

²⁸⁵⁹ «Fascismo criollo», *La Razón*, Bogotá, 24 de febrero de 1938, p 5.

²⁸⁶⁰ Mar José, « Colombia ante el fascismo, *Acción Liberal*, Bogotá, febrero 1938, n°53, p. 29.

²⁸⁶¹ Solano Armando, «El fascismo colombiano» *Acción Liberal*, Bogotá, enero 1938, n° 52 p. 41.

²⁸⁶² Mar José, « Colombia ante el fascismo, *Acción liberal*, febrero 1938n°53, p. 28.

puede tomar incremento.”²⁸⁶³De la misma manera, *El Liberal* de Popayán, resaltó que, aunque el nacionalismo colombiano o los “retozos fascistas” se sostenían con figuras descollantes como Silvio Villegas, carecían del empuje de una base social.²⁸⁶⁴

Pero a pesar de la campaña en su contra, las grandes figuras del nacionalismo colombiano, se percataron con optimismo del cambio de tonalidad nacionalista en el seno de las derechas colombianas. Sobre esto, *El Siglo* atestiguó en 1941 que se notaba un cambio de actitud en las derechas, porque ya no les daba vergüenza afirmar que eran conservadores:

(...) antes de que las tesis de Maurras y Mussolini triunfaran, la posición de la juventud de derechas era desairada: en Colombia a los jóvenes les daba pena decir que eran conservadores y no revolucionarios. Pero ahora al reaccionar de manera franca contra las demasías de la democracia es el timbre de orgullo de los mozos godos.²⁸⁶⁵

En definitivas, para las derechas colombianas, el nacionalismo reaccionario fue un viraje fascista que encarnó las aspiraciones y las esperanzas de la nación.²⁸⁶⁶ Ya en 1938, *El Siglo* había dictaminado el giro hacia la derecha del mundo, debido a las dolorosas o decepcionantes experiencias de “la izquierda, del centrismo mansurrón y decadente”, y “del liberalismo como epicentro de la demagogia y del libertinaje anglosajón”.²⁸⁶⁷ Por eso, una de las voces más activas del fascismo en Colombia, Rodrigo Jiménez Mejía, adujo que, pese la ceguedad del gobierno liberal, el destino de Colombia sería semejante al español, porque el surgimiento de un fascismo colombiano era inevitable: “*No se quiere dar cuenta de que en España la guerra contra las izquierdas la están haciendo los militares apoyados por todas las fuerzas de derechas. Hacia allá va Colombia a pasos vertiginosos, llevada por el gobierno actual.*”²⁸⁶⁸ Por su parte, Rafael Bernal Jiménez, confirmó que ardía una impaciencia fascista en las juventudes colombianas: “*Yo sé que una parte y quizá la más valiosa y batalladora de nuestra juventud de derechas, ante la presente miseria de la patria, siente hervir en su sangre un ímpetu semejante al que agita los “fascios”, sobre las legiones organizadas de la nueva*

²⁸⁶³*Ibíd.*

²⁸⁶⁴«Un retozo nacionalista», *El Liberal*, Popayán, 29 de enero de 1939, p. 3.

²⁸⁶⁵«La crisis contemporánea», *El Siglo*, Bogotá, 28 de junio de 1941, p. 5.

²⁸⁶⁶«En nombre de 1000 derechistas del Quindío levanto mi Brazo por Cristo y por Bolívar ante el comando», *Derechas*, Bogotá, 27 de noviembre de 1936, p. 1.

²⁸⁶⁷«hacia la derecha», *El Siglo*, Bogotá, 25 de febrero de 1938, p. 5.

²⁸⁶⁸«Hacia el fascismo Colombiano», *Derechas*, Bogotá, 20 de agosto de 1936, p. 1.

Italia.²⁸⁶⁹ Ya desde 1936 *Derechas* avisaba que todas las juventudes se encaminaban hacia las derechas nacionalistas.²⁸⁷⁰

Bajo este estímulo nacionalista, miembros importantes del Partido Conservador, como Álzate Avendaño, Roca Lemus, Mejía Mejía, Piñeros Suárez, Evaristo Sourdis, se activaron para consolidar el predominio nacionalista dentro de las derechas y sus juventudes, asumiendo su postura a la extrema derecha: “Somos el ala fascista de las derechas colombianas. La extrema derecha. Rechazamos de plano la contienda programática con las directivas tradicionalistas.”²⁸⁷¹ Desde luego, grandes oradores y figuras respetadas de la política nacional lideraron la “cruzada nacionalista”. El nacionalista, Alfonso Muñoz Botero, en una carta dirigida a Silvio Villegas en diciembre de 1938, lo felicitó por ser uno de los conductores de esta campaña nacionalista.²⁸⁷²

En concreto, a partir de la Convención Conservadora de 1935, destacados nacionalistas como Gilberto Álzate Avendaño y Silvio Villegas se lanzaron a la conquista de la dirección del Partido Conservador.²⁸⁷³ En 1937, en la Convención Conservadora, el avance nacionalista era notorio. *Derechas* analizó que la inclinación nacionalista del partido, significó un desplazamiento de fondo del conservatismo, desde una postura centrista hacia la extrema derecha, prueba del triunfo de la juventud derechista en acción.²⁸⁷⁴ Sin embargo, a pesar de este crecimiento exponencial, algunos miembros del conservatismo mantuvieron reticencias en declararse abiertamente nacionalistas, por su miedo a ser asimilados como fascistas. Al respecto, el nacionalista Carlos Ariel Gutiérrez confirmó que numerosos conservadores estaban ideológicamente de su lado, compartiendo las ideas de unidad nacional, las tesis autoritarias y bolivarianas, y la defensa de un Estado corporativo, pero que por cuestiones de táctica militaban en “otras aguas”.²⁸⁷⁵

En todo caso, lo cierto era que en los años treinta y cuarenta, se propagó un nacionalismo activo y dinámico que pretendía consolidar un frente unido de derechas en un espacio amplio, más allá de los militantes conservadores, tendiendo la mano a los liberales de

²⁸⁶⁹Bernal Jiménez Rafael, «Por un orden social cristiano», *La Patria*, Manizales, 2 de enero de 1937, p. 3.

²⁸⁷⁰Piñeros Suárez Ignacio, «Dos místicas enfrentadas», *Derechas*, Bogotá, 12 de noviembre de 1936, p. 2.

²⁸⁷¹Echeverri Herrera Carlos, «Fascismo y el partido conservador», *La Patria*, *op.cit.*, p. 3.

²⁸⁷²Carta de Alfonso Muñoz Botero a Silvio Villegas, «En el nacionalismo habrá lugar para gentes puras», *La Patria*, Manizales, 13 de diciembre de 1938

²⁸⁷³Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 213.

²⁸⁷⁴«Las derechas frente único», *Derechas*, Bogotá, 5 de febrero de 1937, p. 3.

²⁸⁷⁵«La razón de nuestro triunfo», *La Patria*, Manizales, 15 de marzo de 1939.

derecha, como lo aseguró Silvio Villegas en *El Colombiano*.²⁸⁷⁶ De ahí en adelante, el nacionalismo colombiano, religioso y reaccionario, se convirtió en la columna vertebral y el arma conceptual predilecta de las derechas para enfrentar los peligros contemporáneos. *La Patria* sentenciaba que:

El nacionalismo aparecía con la armadura ideológica de los nuevos tiempos y la fe antigua de nuestros padres. A veces redoblaban algunas flechas contra el liberalismo, contra los conservadores, pero todo el blindaje estaba hecho para la acometida mortal al comunismo, el enemigo de la patria, los destructores de la cristiandad, del ideal hispánico.²⁸⁷⁷

12.3.2. El contraataque nacionalista: un nacionalismo agresivo con voluntad de reconquista.

En los años treinta, las elites políticas conservadoras y nacionalistas, eran conscientes de que habían perdido terreno en los últimos años, en el campo de las ideas. Pero paralelamente existía una clara voluntad de reaccionar. Alentadas con el auge de modelos ideológicos radicales de derechas como el falangismo, percibieron alicientes para desencadenar una contraofensiva en tierras colombianas. Por eso, como los fascismos, el nacionalismo colombiano adoptó una actitud conquistadora, combativa y voluntarista.

Esta voluntad de contraataque se exteriorizó con un nacionalismo agresivo y belicoso, que fue presentado como la reacción natural de defensa frente a enemigos internos: “*El nacionalismo que nosotros venimos predicando no es un partido político, sino la reacción natural de un pueblo contra sus enemigos de dentro y fuera; Colombia para los colombianos, es nuestra divisa*”.²⁸⁷⁸ Para fortalecer la acción, los nacionalistas llamaron a sus militantes a prepararse a la lucha: “*A los derechistas, como buenos católicos y patriotas, nos compete la obligación ineludible de formar un vigoroso frente nacionalista para conservar nuestras sacrosantas tradiciones y librarnos de inmisericorde explotación extranjera*”.²⁸⁷⁹

Sin sorpresa, un lenguaje guerrerista de cruzada y de reconquista empapó los textos de la época. Por algo, en 1937, *El Fascista* de Bogotá condenó el pacifismo y la renuncia cobarde, según su opinión, a la lucha.²⁸⁸⁰ De hecho, en 1938, el político conservador y antiguo

²⁸⁷⁶ Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

²⁸⁷⁷ Yagari Luis, «Juremos!», *La Patria*, 18 de abril de 1938, p. 3.

²⁸⁷⁸ «Colombia para los colombianos», *La Patria*, Manizales, 3 de diciembre de 1938, p. 9.

²⁸⁷⁹ «El fascismo», *Derechas*, Bogotá, 29 de octubre de 1936, p. 1.

²⁸⁸⁰ «Doctrina política y social fascista», *El Fascista*, Bogotá, 23 de enero de 1937, p. 1.

leopardo, José Camacho Carreño, empujó a los conservadores a optar por la acción y la violencia: “*Los conservadores tenemos que convencernos de que no somos una colección de majaderos sino una legión sinnúmero de próceres, con fuerza muscular fuerza mística, fuerza guerrera, fuerza doctrinaria y fuerza histórica.*”²⁸⁸¹ En paralelo, *La Patria Nueva* incitó a amplificar las filas del nacionalismo con hombres combativos de espíritu militar:

Nosotros no pretendemos engrosar nuestras filas, con desengañados, sino con hombres convencidos. No con los de vida cómoda, sino con el espíritu militar, dispuestos a la lucha fiera y al combate continuo. No con pusilánimes, sino con temperamentos de mártir.²⁸⁸²

De su lado, Laureano Gómez, en el discurso de la Convención Conservadora de 1938, retomando el maniqueísmo de la lucha contra el anticristo del escritor reaccionario español José María Pemán, alentó a “una gesta a muerte contra la bestia”.²⁸⁸³

Progresivamente, en el proyecto nacionalista se empezó a vislumbrar seriamente la posibilidad de una conquista violenta del Estado justificada por la supuesta necesidad de poner orden: “*Anticomunista y antiliberales, los nacionalistas buscan en la fuerza autoritaria del gobierno la ordenación de las instituciones patrias, y huyen del conservatismo tímido y desorientado para crear sobre el vetusto caserón una arquitectura atrevida y moderna.*”²⁸⁸⁴ Desde 1936, *Derechas* amenazó con que la Acción Nacional Derechista y sus escuadras, se iban aprestando a entablar una “cruzada” por aquella “república de nuestros abuelos”.²⁸⁸⁵ Inclusive, en agosto 1936, en la prensa liberal se acusó el nacionalismo de infiltrar las fuerzas armadas queriendo acabar con su neutralidad política.²⁸⁸⁶ En tono desafiante, en 1936, *El Siglo* advirtió que, a la espera de un ataque se estaban organizando las falanges de la Acción Católica Colombiana: “*La acción católica, a cuya cabeza van las demás de Colombia, labora en todas partes con el entusiasmo digno de una cruzada. Silenciosamente, las muchedumbres de Cristo-rey, van formando y organizando sus falanges en espera de la culminación del ataque oficial.*”²⁸⁸⁷ Asimismo, la Falange Nacionalista de Boyacá evocó con entusiasmo que, en su departamento, reinaba un ambiente adecuado para emprender allí “una cruzada a favor

²⁸⁸¹ Camacho Carreño José, «En Alto los brazos», *El Siglo*, Bogotá, 18 de febrero de 1938, p. 4.

²⁸⁸² «Nacionalismo», *La Patria Nueva*, Cartagena, 26 de febrero de 1938, p. 3.

²⁸⁸³ «La posición conservadora», Conferencia pronunciada el 5 de diciembre de 1938 en la Convención Conservadora de Santa Marta. En: Gómez Laureano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 824.

²⁸⁸⁴ «El nacionalismo», *La Patria*, Manizales, 26 de febrero de 1939, p. 3.

²⁸⁸⁵ . Salazar García Elías, «Roma sí, Moscú, nó!», *Derechas*, Bogotá, 10 de septiembre de 1936, p. 1.

²⁸⁸⁶ «Una fuerza nacionalista», *El Siglo*, Bogotá, 20 de agosto de 1936, p. 5.

²⁸⁸⁷ «La futura cruzada», *El Siglo*, Bogotá, 5 de mayo 1936, p. 5

de las ideas de orden y jerarquía”.²⁸⁸⁸ Por todo ello, no quedaba duda de que para los sectores más duros del nacionalismo colombiano, que coqueteaban con el nazismo y el fascismo, era indispensable un nacionalismo más agresivo y combativo:

Los pacifistas proclaman un nacionalismo a base de cálculo y timideces. Nosotros proclamamos un fascismo nacionalista, porque no somos pacifistas, porque nos gustan los gobiernos fuertes como el de Hitler y Mussolini; porque nos agrada el humo de las trincheras y nos seduce el estallido de las ametralladoras; porque solo en la lucha del hombre por el hombre, salvaremos nuestro pueblo; porque solo así opondremos a las milicias rojas el vade-retro a sus instintos sanguinarios.²⁸⁸⁹

Por otra parte, hay que mencionar que el catolicismo colombiano, catalizador crucial del nacionalismo, a menudo rebasaba sus funciones religiosas y teológicas. Por esta razón, en el crisol del nacionalismo colombiano, se fundían las ideas católicas, con las ideas autoritarias de las derechas reaccionarias españolas, adaptándolas a la realidad colombiana. Sin sorpresa, *El Fascista* de Bogotá dejó claro que su nacionalismo totalitario era eminentemente católico: “*Nuestras ideas son: catolicidad, nacionalismo y Estado totalitario.*”²⁸⁹⁰ En su libro *No hay enemigos a la derecha*, Silvio Villegas reafirmaba que en América Latina nacionalismo y catolicismo avanzaban unidos:

En nuestra América, catolicismo y nacionalismo se confunden. El misionero fue adelante del conquistador y del colono. En la época de la conquista el clero fue el adalid del derecho; en los días de la colonia el adalid de la cultura. Los únicos que crearon algo intelectual y moralmente en el continente fueron los religiosos.²⁸⁹¹

En consecuencia, el nacionalismo reaccionario colombiano no actuó únicamente con sus miembros seculares, también participaron de este contraataque nacionalista las jerarquías, el personal y las congregaciones religiosas católicas, que no cesaron de difundir posturas agresivas, reavivando así un catolicismo militante. No por nada, Fray Morada Díaz defendió enérgicamente la intervención del clero en política: “*Afirman los diarios anticlericales que los párrocos están interviniendo en política eleccionaria. No es un crimen, es un deber.*”²⁸⁹² Asimismo, los defensores de la doctrina social católica y de un nacionalismo

²⁸⁸⁸ «La Falange Nacionalista de Boyacá quedó instalada el domingo pasado», *Derechas*, Bogotá, 14 de octubre de 1936, p. 1.

²⁸⁸⁹ Cortés Ortiz Braulio, «Nuestro nacionalismo», *Derechas*, Bogotá, 21 de enero de 1937, p. 4.

²⁸⁹⁰ «Mensaje a los obreros. Haz de fuego», *El Fascista*, Bogotá, 16 de enero de 1937, p. 1

²⁸⁹¹ Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, op.cit., p. 179.

²⁸⁹² F.Mora Díaz, «La política y al religión. », *La Patria Nueva*, Cartagena, 5 de noviembre de 1938, p. 5.

reaccionario formaron sus milicias privadas llamadas “yocista”, agresivas y grandilocuentes, quienes llevaron a cabo grandes manifestaciones políticas.

Paulatinamente, como un grito de guerra, se formó la trinidad del nacionalismo colombiano que era simbolizado por el lema que se pronunciaba en toda manifestación política nacionalista: “*Creemos en Dios, en Bolívar y en la Patria.*”²⁸⁹³ Por ello, el nuevo Centro Derechista en Cajicá –Cundinamarca-, que se denominó abiertamente como falangista y nacionalista, definió en diciembre de 1936, los ideales de la extrema derecha como la confluencia del cristianismo, del nacionalismo en el marco de un Estado totalitario en el sentido ético cristiano del término.²⁸⁹⁴

12.3.3. Un nacionalismo excluyente.

Producto del mestizaje germinó en Colombia una nación multiétnica y multicultural: con blancos, con indígenas, con afrocolombianos y mestizos. La sociedad colonial colombiana resultó sumamente estratificada y jerarquizada según el color de piel: cuanto más blanco se era, más consideración social se tenía. En las primeras décadas del siglo XX, la sociedad colombiana heredaba un racismo no siempre latente, con unas elites que se percibían como los descendientes de los criollos de la independencia, y lo eran en general. Por eso, recogiendo ciertos prejuicios tradicionales, el nacionalismo colombiano de los años treinta fue sumamente excluyente: se exaltaba lo hispano en detrimento del multiculturalismo y de las identidades de las minorías.

Como consecuencia, se despreciaron y estigmatizaron a las minorías afrocolombianos e indígenas, consideradas por el liberal Luis López de Mesa como los factores principales del atraso del país.²⁸⁹⁵ Igualmente, aludiendo a ellas, según Gerardo Molina, el reconocido médico del Partido Conservador, Miguel Jiménez López, hablaba en los años veinte, sin tapujos, de la “degeneración colectiva” provocada por “una miseria orgánica y mental de los sectores bajos.”²⁸⁹⁶ A modo de respuesta, en la literatura y en la cultura surgió con fuerza la corriente del indigenismo, que denunciaba la marginalización de los grupos excluidos y despreciados. Sin embargo, en 1944, el jesuita monseñor Vicente Andrade, profesor de sociología en la

²⁸⁹³ El comando nacional de Caldas, «Tesis nacionalistas», *La Patria*, Manizales, 4 enero de 1939.

²⁸⁹⁴ «Actividades derechistas en todo el país», *Derechas*, *op.cit.*, p. 4.

²⁸⁹⁵ «Ideario político de la generación del centenario», 1927. En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas. Colección pensadores colombianos*. Bogotá, Cámara de representantes, 1981, p. 49.

²⁸⁹⁶ Molina Gerardo. *Las ideas liberales en Colombia 1915-1934*, *op.cit.*, p. 41.

Universidad Nacional, no vaciló en fustigar, él también, que el auge del indigenismo en América Latina, era un síntoma más de decadencia, propio de los pueblos atrasados.²⁸⁹⁷

Por el contrario, a diferencia de las demás minorías, la inmigración de estirpe europea en general, no era considerada como una amenaza. De modo opuesto, las elites colombianas deploraban que no hubiera una inmigración blanca más importante. Sobre el tema, Mariano Ospina Pérez lamentó en 1930, la débil inmigración europea que, según él, fue un factor decisivo de progreso de otros países del continente como Argentina, Uruguay y Chile.²⁸⁹⁸ En el mismo sentido, López de Mesa había sostenido en 1927: “*El grupo racial que ocupa este país necesita mezclarse activamente con inmigración del norte europeo; ingleses, escandinavos, alemanes, cuya sangre corrija algunos defectos (...)*”.²⁸⁹⁹

Sin sorpresa, el nacionalismo colombiano retomó este abolengo excluyente, notorio en sus aspiraciones de purificación contra quienes consideraba los enemigos étnicos, religiosos y políticos de la patria. Como todo un emblema, el 26 de febrero de 1938, *El Obrero Católico*, diario oficial de la Acción Católica Colombiana, publicó una caricatura, en la cual se representaba positivamente a Franco desinfectando España, sugiriendo las purgas que se hicieron a partir del alzamiento militar, justificadas en el discurso por “la necesidad de eliminar la gangrena republicana comunista”.²⁹⁰⁰ Evidentemente, el nacionalismo colombiano excluyente se apropió esa idea de limpiar la patria de los enemigos internos y de los elementos antinacionales, radicalizándola con un ultranacionalismo intransigente que, con el tiempo fue negando las expresiones políticas, sociales, religiosas y culturales diferentes del tradicionalismo católico e hispánico.²⁹⁰¹

Otro dato de importancia, de ese nacionalismo excluyente, emulando las temáticas europeas, fue germinando un antisemitismo notorio durante los años treinta y cuarenta. A raíz de esto, las derechas nacionalistas difundieron la idea según la cual la infiltración y la inmigración judía era una amenaza para la nacionalidad colombiana. *El Siglo*, en 1936, anunció que había unos 19000 judíos en Colombia, destacando que ese número se acrecentaba

²⁸⁹⁷Vicente Andrade. S.J, «A propósito del indigenismo». *Revista Javeriana*, Tomo XXII, Bogotá, julio-noviembre 1944, p. 7.

²⁸⁹⁸«El predominio conservador», *El Colombiano*, enero 1930. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 135.

²⁸⁹⁹«Ideario político de la generación del centenario». Introducción a la historia de la cultura en Colombia. Bogotá, imprenta Nacional, 1927. En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas...*, *op.cit.*, p. 49.

²⁹⁰⁰«La desinfección de España», *El Obrero Católico*, 26 de febrero de 1938, p. 1.

²⁹⁰¹Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). El Estado corporativo colombiano..., *op.cit.*, p. 102.

con la persecución en Alemania.²⁹⁰² A consecuencia, en 1938, el mismo diario expresó con preocupación: “*El problema es cada día más serio y de gravedad mayor. La infiltración judía amenaza los cimientos de la nacionalidad colombiana.*”²⁹⁰³ Era claro que, para las derechas colombianas, la situación empeoraba cada día más, con los fuertes flujos de inmigración que autorizaba el gobierno nacional, generando un verdadero “problema judío” en Colombia.²⁹⁰⁴ Por eso, los nacionalistas retomaban los tópicos del antisemitismo europeo y criticaban la imposición a Colombia de unas cuotas de inmigración judía, decretadas por Roosevelt y Daladier en el marco general de denuncia de la existencia de un “imperio mundial judío”.²⁹⁰⁵ Por otra parte, aseguraban que el imperialismo “yanky” era dominado por el capital “semita”, cuyos medios de comunicación eran, decían, controlados por judíos, que lanzaron en Colombia una campaña de propaganda en contra de los países del Eje.²⁹⁰⁶

Siguiendo la misma línea antisemita, la inmigración judía fue presentada como una amenaza para la industria y el comercio. Silvio Villegas, resaltó como un deber el proteger las industrias y el comercio colombianos de la “invasión judía”.²⁹⁰⁷ En el mismo sentido, *El Siglo* se quejó de la inmigración judía abordándola como un verdadero problema económico²⁹⁰⁸, espetando que:

Estos judíos -que ostentan variadísimas nacionalidades- no vienen al país a mejorar su industria, a labrar la tierra o cualquier otro oficio que se traduzca en ventajas para nosotros. Gentes sin profesión, se dedican unos a sucios negocios y otros a la competencia con los pequeños comerciantes nacionales.²⁹⁰⁹

En consecuencia, desde orillas nacionalistas se clamó por una clara política de marginación de los judíos. El 16 de enero de 1937, *El Fascista* publicó anuncios discriminatorios que solicitaban “*no compre en los almacenes judíos*”.²⁹¹⁰ El 4 de diciembre de 1938, el mismo diario pidió luchar contra la inmigración judía procedente de Italia, Alemania y el resto del mundo alegando: “*No es justo que nuestros conciudadanos se arruinen en provecho exclusivo de la insaciable codicia de los hijos de Israel.*”²⁹¹¹ En definitivas, “el Judío” devino un chivo expiatorio al que se le acusó de todo, incluso de

²⁹⁰²César Garrido, «Judaísmo y comunismo», *El Siglo*, Bogotá, 19 de julio de 1936, p. 5.

²⁹⁰³«El judaísmo en la instrucción pública del régimen», *El Siglo*, Bogotá, 7 de abril de 1938.

²⁹⁰⁴«La lucha contra el judaísmo», *El Siglo*, Bogotá, 24 de mayo de 1938, p. 5.

²⁹⁰⁵«Colombia para los colombianos», *La Patria*, Manizales, 3 de diciembre de 1938, p. 9.

²⁹⁰⁶«El inhumano racismo yanky», *La Patria*, Manizales, 12 de diciembre de 1938, p. 5.

²⁹⁰⁷ Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano». *El Colombiano*, Medellín, 12 de marzo de 1938, p. 5.

²⁹⁰⁸«La inmigración judía, un problema económico», *El Siglo*, Bogotá, 7 de noviembre de 1938, p. 7.

²⁹⁰⁹«El judaísmo en la instrucción pública del régimen», *El Siglo*, Bogotá, 7 de abril de 1938

²⁹¹⁰«Anuncio “no compre en almacenes judíos.”», *El Fascista*, Bogotá, 16 de enero de 1937, p. 2.

²⁹¹¹«Extranjeros indeseables», *La Patria*, Manizales, 4 de diciembre de 1938, p. 3.

promover propaganda inmoral, en el cine, en el teatro, en la prensa “pornográfica” y, peor aún, de favorecer la trata de blancas.²⁹¹² A decir verdad, con esa sobrepuja antisemita, el nacionalismo colombiano vehiculaba clichés europeos, como la imagen del Judío Errante:

La raza judía parece que se extendiera por todas partes como una sombra. Ya puede decirse que no hay país del mundo que no haya hollado la sandalia rabina, aventurera, codiciosa, persistente y disimulada. Si los relatos sobre El Judío Errante no pasan de ser mera leyenda, es una leyenda significativa que bien merece haber tenido origen verdadero en la vida del divino carpintero de Nazaret.²⁹¹³

También, a menudo las derechas colombianas exigieron batallar contra otro de los tópicos del discurso antisemita internacional, un supuesto complot judaico-burgués.²⁹¹⁴

No obstante, hay que precisar que este antisemitismo, no fue solo el sello de grupúsculos extremistas, también fue encarnado por figuras importantes del Partido Conservador y por algunos liberales de derecha como Luis López de Mesa. Es más, el 11 de agosto de 1942, Laureano Gómez, en pleno Senado, expuso un discurso violento y excluyente con tñes racistas, designando el peligro de la masonería y del comunismo, presentándolos como unos “engendros judíos”.²⁹¹⁵ Por su parte, Mariano Ospina Pérez, en discurso de campaña electoral de 1939, alegó que el judaísmo internacional acechaba Latinoamérica.²⁹¹⁶ En el mismo sentido, el senador intelectual conservador Guillermo Salamanca, expresaba que “*la barbarie de los cosacos prendió la hoguera que había preparado con paciente inteligencia el judío Marx*”.²⁹¹⁷

No obstante, el antisemitismo no fue únicamente dirigido contra la minoría judía, sino en contra de todos los ciudadanos de raíces semitas. Por eso, sobresalió también una xenofobia contra la inmigración originaria de medio oriente. De ahí que, la Embajada española en Bogotá, en enero de 1946, informó que el candidato presidencial Turbay sufría un desprestigio constante de índole racista, por ser descendiente de padres sirios.²⁹¹⁸

²⁹¹²«Raza y espíritu», *El Siglo*, Bogotá, 23 de 1939, p. 4.

²⁹¹³César Garrido, «Judaísmo y comunismo», *El Siglo*, Bogotá, 19 de julio de 1936, p. 5.

²⁹¹⁴«España redimida», *El Colombiano*, Medellín, 28 de enero de 1939, p. 5.

²⁹¹⁵«La masonería y su Historia», Discurso pronunciado el día 11 de agosto de 1942. En: Gómez Laureano. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 682.

²⁹¹⁶«Reivindicación histórica de la obra del régimen conservador», discurso del doctor Mariano Ospina al abrir la campaña electoral de Antioquia el 26 de enero de 1939. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas...*, *op.cit.*, p. 154.

²⁹¹⁷Salamanca Guillermo. *Los partidos en Colombia*. Bogotá: El Voto Nacional, 1961, p. 262.

²⁹¹⁸AGA. Fondo 15 Caja 54/03092. Bogotá, 9 de enero de 1946, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Situación Política, n° 31.

Al fin y al cabo, el nacionalismo reaccionario colombiano no solo fue excluyente por su racismo o antisemitismo, en verdad combatió cualquier minoría que encarnara una expresión cultural, religiosa o política diferente. Siguiendo la influencia de Charles Maurras este nacionalismo agresivo adaptó la teoría de “los cuatro estados confederados”, señalando los cuatro enemigos internos de Colombia: comunismo, masonería, protestantismo y judaísmo. Así lo confirmó en agosto 1942, el famoso discurso ante el Senado de Laureano Gómez, en el cual había designado a los enemigos interiores, citando a los Judíos, los comunistas y los masones; aprovechando la ocasión para presentar un proyecto de ley que buscaba prohibir la personería jurídica a las logias masónicas.²⁹¹⁹

De hecho, las logias masónicas también se convirtieron en un blanco privilegiado del nacionalismo colombiano, porque según las representaciones derechistas, se había infiltrado en todas las esferas públicas, incluso en la educación.²⁹²⁰No por nada, la concesión de personerías a logias masónicas en septiembre de 1944, fue unánimemente repudiada por las derechas como una afrenta a la moral cristiana.²⁹²¹De inmediato, Monseñor Miguel Ángel Builes explicó que católico y masón eran dos términos que se excluían.²⁹²²Asimismo, es necesario subrayar que, en esta campaña contra los masones, también participaron ciertos sectores liberales, incluso personalidades que se decían progresistas, Darío Echandía, por ejemplo, que, en agosto de 1942 en el Senado, arguyó que no se podía ser masón y católico a la vez.²⁹²³

Asimismo, el protestantismo también padeció las embestidas nacionalistas, que veían en la penetración protestante en Colombia un peligro mayor. Sobre esto, Alfonso Uribe Masas protestó: “*No deseamos, por lo demás, la implantación entre los colombianos de las múltiples y funestas disidencias protestantes, pues que la unidad nacional de Colombia se basa principalmente en la unidad de nuestras creencias*”.²⁹²⁴De su lado, Silvio Villegas disertaba sobre los fuertes antagonismos entre un catolicismo colombiano y un protestantismo típico de América del Norte: “*Somos colombianos porque somos católicos, de la propia manera que los americanos del norte son protestantes. Fomentar el protestantismo y el ateísmo en estos pueblos amenazados por la vigilante codicia de los Estados Unidos es desgarnecer la*

²⁹¹⁹ «Los grandes y verdaderos enemigos de la patria están adentro», *El Siglo*, Bogotá, 12 de agosto de 1942, p. 1.

²⁹²⁰ «Judaísmo y masonería», *El Siglo*, 6 abril de 1941, p. 4.

²⁹²¹ «Apoyo del gobierno a la masonería», *El Obrero Católico*, Medellín, 4 de septiembre de 1944, p. 1.

²⁹²² «Católico y masón son términos que se excluye, dice Monseñor Builes», *El Siglo*, 20 de marzo de 1943, p. 3.

²⁹²³ «Echandía sostiene que no se puede ser masón y católico a la vez», *El Siglo*, Bogotá, 27 de agosto 1942, p. 1.

²⁹²⁴ Uribe Masas Alfonso, «El conservatismo colombiano y la Hispanidad» *El Siglo, op.cit.*, p. 4.

frontera”.²⁹²⁵ Era tal el miedo a la invasión protestante que *El Obrero Católico* publicó una carta de monseñor José Eusebio Ricaurte al embajador norteamericano, señor Arthur Bliss Lane, el 8 de diciembre de 1943, deplorando el malestar que provocaba el activismo de las misiones protestantes en Colombia.²⁹²⁶

Por fin, como vimos anteriormente el enemigo principal de las derechas fue el comunismo. Pero esta aversión exacerbada desbordó los límites de una confrontación política e ideológica. De hecho, los sectores reaccionarios intentaron apartar a los comunistas de todos los ámbitos de la vida nacional. Por ejemplo, simbólicamente mediante una circular del 21 de noviembre de 1944, monseñor Miguel Ángel Builes, decretó la privación de los sacramentos para los comunistas.²⁹²⁷ Dicho sea de paso, el episcopado colombiano también emprendió su “cruzada” contra el liberalismo. Poco a poco, fue presionando a las mayorías liberales, obligándolas de cierta manera a escoger entre liberalismo y catolicismo, ejerciendo una coacción constante en todos los ámbitos.²⁹²⁸ Entre otros, el 29 de septiembre de 1942, por decreto número 25, monseñor Juan Manuel González Arbeláez arzobispo de Popayán, prohibía el diario liberal *El tiempo*.²⁹²⁹

²⁹²⁵Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, op.cit., p. 182.

²⁹²⁶«Colombia Ante los Estados Unidos», *El Obrero Católico, Medellín*, 22 de enero de 1944, p. 1.

²⁹²⁷«Fuertes sanciones a los comunistas privados de los sacramentos», *El Siglo*, 22 de noviembre de 1944, p. 5.

²⁹²⁸«El liberalismo condenado por el episcopado colombiano», *El Siglo*, Bogotá, 10 de febrero de 1943, p. 1.

²⁹²⁹«El texto del decreto de Monseñor Gómez prohibiendo “El tiempo”», *El Siglo*, Bogotá, de 7 de octubre de 1942, p. 5.

Conclusiones Parte IV

Antes de interesarnos por los efectos prácticos del falangismo en Colombia, que se concretizaron en la experimentación de regímenes autoritarios, excluyentes y represivos a partir de finales de los años cuarenta y en la década de los cincuenta, era necesario, en un primer momento, interesarnos por el periodo previo, que describimos como una fase de incubación del influjo falangista entre 1934 y 1946, en el cual los idearios falangistas permearon el acervo doctrinario e ideológico de las derechas colombianas modificando sus perspectivas, doctrinas y programas.

Frente al declive de la influencia norteamericana que fue fuertemente cuestionada, y ante la amenaza del peligro comunista, la Guerra Civil Española abrió nuevas perspectivas para unas derechas colombianas ahogadas por los sentimientos de pesimismo y decadencia, sumisas en una crisis existencial. En efecto, la conflagración española, que fue seguida y vivida de forma obsesiva en Colombia, fue un potente catalizador para las ideas reaccionarias españolas, entre las cuales sobresalió por encima de todas la estela falangista.

Este movimiento ideológico, con su ejemplo, por sus doctrinas y sus postulados interpretados como renovadores, preconizaba un modernismo reaccionario que aunaba tradición y revitalización, pasado y futuro, siendo un faro de esperanza y de luz para las derechas colombianas. Estas últimas absorbieron los contornos de su doctrina, y mediante un proceso de colombianización, la adaptaron teniendo en cuenta la singularidad local. Pronto las perspectivas y postulados falangista sirvieron de armas ideológicas, políticas y culturales para el combate contra el orden existente y las influencias extranjeras materialistas.

Esta impronta dejó sus frutos, ya que las derechas colombianas adoptaron puntos esenciales del falangismo, provocando gradualmente una transformación de sus programas, de sus modalidades de acción, de sus prácticas y en general de su manera de hacer política. Con el tiempo, este empapamiento fue configurando un modernismo reaccionario colombiano propio que, sin romper con los modelos europeos, sí reivindicaba su singularidad. En particular, este modernismo reaccionario criollo se destacó por la aceptación de las ideas autoritarias hispánicas, acompasándolas con el pensamiento de Bolívar; la defensa de la democracia orgánica con características corporativistas, hispánicas y católicas; y por último, el advenimiento de un nacionalismo reaccionario, combativo y excluyente que encarnó el voluntarismo falangista de lograr la unidad nacional a toda costa.

A la postre, esta impronta dejó un ingrediente crucial para la historia colombiana, que fue preparar los espíritus y las mentes a un cambio trascendental, al giro decisivo hacia las prácticas autoritarias y represivas de poder. De unas derechas que previamente eran tradicionales, moderadas, republicanas y defensoras de un régimen oligárquico con cierta competitividad democrática con el sufragio censitario, se pasó a unas derechas virulentas, agresivas que exaltaban un gobierno fuerte y la consagración del orden, dispuestas a utilizar si necesario, la dictadura y prácticas de poder altamente represivas y autoritarias.

A partir de finales de los años cuarenta y sobre todo en la década de los cincuenta, este influjo ideológico, se concretó en la experimentación de dictaduras represivas con ecos falangistas, rompiendo con la tradición democrática elitista. En resumen, este periodo previo de incubación había abonado y fertilizado el terreno colombiano para la germinación posterior de regímenes autoritarios y violentos.

Parte V. La sedimentación de las ideas falangista en prácticas autoritarias y violentas de poder (1946-1958).

Los postulados de los idearios falangistas que permearon en los años treinta y principios de los cuarenta fueron acoplados y fundidos en el crisol de las singularidades colombianas, provocando, como se ha dicho, por un lado, el advenimiento de un modernismo reaccionario colombiano, y del otro la inclinación progresiva de las derechas colombianas hacia posturas autoritarias de poder, desviándolas del cauce republicano democrático censitario. En consecuencia, esta interacción transformó y renovó la armadura ideológica de las derechas colombianas, desembocando, en la década siguiente, en la consolidación de prácticas autoritarias y violentas de poder. En efecto, el impacto del falangismo no se redujo a una influencia abstracta, mística y cultural. En verdad, sus innovaciones ideológicas fueron interiorizadas por las derechas colombianas, apartándolas del camino institucional democrático que se había cimentado durante la República Liberal, legitimando así el giro autoritario.

Ese influjo hispánico no fue monolítico, ni uniforme, ni fue acogido con la misma intensidad en el ámbito las derechas colombianas. No todos recibieron el mismo nivel de infiltración, siendo necesario distinguir entre tres grandes tipos de culturas políticas en el seno de las derechas colombianas: los emuladores, sector conformado por grupúsculos fanatizados que postulaban una imitación fascista o falangista sin voluntad creativa, ni anhelos de transformación política propia; los impregnados -nacionalistas y conservadores reaccionarios-, eran el grueso de las derechas, más flexibles y creativos, encomiaron y se apropiaron una serie de conceptos e ideas falangistas, de los cuales partían como aliciente para renovar los idearios y prácticas, en el marco de un nacionalismo ferviente, desechando la simple imitación; por último, los aliados de circunstancia -sobre todo liberales de derecha y conservadores moderados-, que si bien no se reconocieron en los postulados radicales falangistas salvo algunos aspectos- como el anticomunismo, el elitismo, cierto nacionalismo y el respeto al catolicismo-, debido al proceso de radicalización y el sentimiento de amenaza creciente frente al espectro de una revolución social, se decantaron finalmente por la condescendencia y la tolerancia frente un movimiento que consideraron como un mal menor, preferible a las opciones reformistas y socializantes; terminando a la postre, por derechizarse al contacto y conciliación con los sectores radicales de las derechas.

Por consiguiente, estas culturas políticas falangizadas -unas más activas, explícitas y violentas, que otras-, fueron moldeando una reacción conservadora, que precedió y preparó la experimentación pragmática de una parte de esos lineamientos, en métodos autoritarios de poder. En los países europeos, generalmente una reacción ideológica o revolución conservadora precedió el surgimiento de los fascismos. Por ejemplo, en Alemania, la revolución conservadora intelectual antecedió el nazismo, como lo han sugerido los estudios culturales. En España, con antelación a la Guerra Civil Española, el falangismo tuvo un rol protagónico en la renovación ideológica de los idearios de derechas, y posteriormente Franco, pese a la indefinición doctrinal de los golpistas y “la Unificación” con la que amaestró a los Camisas viejas, no vacilaba en recordar en 1953 que: *“Sin una doctrina política clara y definida nuestra Revolución nacional hubiera sido totalmente estéril.”*²⁹³⁰

En el panorama colombiano, el sustrato ideológico incubado y difundido antes de la Segunda Guerra Mundial se concretizó en los gobiernos autoritarios y represivos que se sucedieron en el poder entre 1946-1958. Sobre todo, a partir de 1949, se turnaron diferentes modelos autoritarios de gobierno -dictaduras civiles, dictadura populista y un autoritarismo civil denominado Frente Nacional- que recogieron a grandes rasgos, unas más que otras, elementos del falangismo y del franquismo, luego de un proceso de colombianización.

Para la comprensión de esta década de surgimiento de gobiernos autoritarios múltiples, se dividió el ciclo en tres grandes ejes temáticos y temporales. En un primer momento, subrayamos cómo los discursos y los métodos de violencia y acción, dieron como resultado una brutalización generalizada de la sociedad colombiana a lo largo de los cuarenta: tanto desde abajo con “la dialéctica de los puños y de las pistolas”, como desde arriba con unas elites políticas que empezaron a agredirse entre ellas, culminado este proceso a finales de la década con un clima de cuasi guerra civil conocido como la *Violencia*. Luego analizamos el ciclo entre 1949 y 1958, que ofreció una paleta interesante de diferentes experiencias autoritarias con sabores falangistas, cada una con sus gamas y singularidades propias. Por último, después de la experiencia disgregadora de regímenes autoritarios neofalangistas radicales que, por sus excesos y querellas constantes, pusieron en riesgo la continuidad oligárquica se verá que las elites conciliaron un receso y moldearon nuevo pacto mediante la conformación del Frente Nacional, un régimen autoritario con pluralismo limitado más

²⁹³⁰Discurso ante la concentración falangista en Chamartín, 29 de octubre de 1953. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*, op.cit., p. 412.

moderado y pragmático, menos ideológico y extremista. Asimilaron con ello, las enseñanzas del modelo franquista, que en el contexto español tuvo capacidad de evolución y mutación, después de un proceso de desfascistización y desideologización, lo que no significa democratización.

Capítulo 13. Las consecuencias de la brutalización de la vida política colombiana (1936-1949).

Los nacionalistas y los tradicionalistas radicales colombianos absorbieron la retórica de la violencia del falangismo. Inspirándonos con prudencia, en la idea de brutalización de George L. Mosse²⁹³¹, la extrapolamos para interpretar en el contexto de Colombia un fenómeno general de brutalización de la sociedad y de la vida política que, después de una fase de interiorización de las representaciones discursivas e ideológicas violentas y agresivas, desembocó en una proliferación de agresiones físicas y atentados políticos en todo el país.

Precisa pues, en un primer momento, analizar esta violencia multidimensional que se apoderó de todos los escenarios de la sociedad colombiana, tanto en los sectores populares, “las masas”, “los de abajo”, con la lógica, como se ha dicho, de los puños y de las pistolas, como en las elites, “los de arriba”, con el fin de la política entre caballero y el surgimiento de una violencia física entre conservadores y liberales, en un clima de polarización creciente en el que los políticos moderados de ambos lados, se vieron presos y conminados a tomar partido.

13.1. La sociedad colombiana presa de una violencia multidimensional.

Sin lugar a dudas, tal como sus homólogos europeos, el proyecto falangista sacralizó entre sus postulados fundamentales una revalorización de la violencia, el culto a la fuerza y la acción directa, como instrumentos políticos legítimos. Estos elementos que traspasaron al ámbito político colombiano con la Guerra Civil Española, intensificaron una agresividad verbal y discursiva, que desembocó con la proliferación de comportamientos violentos en lo cotidiano.

13.1.1. La dialéctica “de los puños y de las pistolas” en Colombia (1936-1942).

El desplome vertiginoso hacia la violencia fue alentado por la agresividad discursiva de las elites políticas colombianas, provocando a diario una intensa proliferación de riñas, asesinatos políticos, de atentados, tanto en los arrabales de las grandes urbes como en el campo. En definitiva, la ruralidad y las calles colombianas devinieron el escenario real en el cual se concretizó la apología de la violencia y “la lógica de los puños y las pistolas”. Esto era

²⁹³¹George L. Mosse en su libro *De la Gran Guerra al totalitarismo. La brutalización de las sociedades europeas* (1990), esbozaba la idea que la violencia de la Primera Guerra Mundial había sido interiorizada en las sociedades europeas y luego había contaminado el periodo de entreguerras provocando irrupciones constantes de violencia.

particularmente visible en la prensa de la época, en la cual se reportaba a diario múltiples incidentes callejeros y episodios trágicos como asesinatos y masacres políticas. Sin embargo, para matizar, se podría decir, que las reyertas cotidianas entre “rojos y negros” tan presente en tiempos del nazismo, del fascismo y del falangismo también, se dieron en Colombia, pero con una intensidad menor. Sobre la base de recursos bibliográficos, periódicos y archivos, compilamos a continuación algunos de ellos para ilustrar esta deriva sangrienta.

Para Roberto Urdaneta a partir de 1930 comenzó a esbozarse la violencia en Colombia.²⁹³² De su lado, el político conservador Abel Carbonell alertó en 1934 sobre islotes de violencia, según su análisis, en las cuales peligraba la vida de los conservadores.²⁹³³ No obstante, la agresividad física como fenómeno general y constante se acrecentó posteriormente. Fue realmente después de 1936 y el influjo progresivo de la Guerra Civil Española, que se notó una multiplicación de los hechos sangrientos. Los diarios conservadores y reaccionarios, describían de manera constante el aumento de esta violencia. En abril de 1936, *El Siglo* mencionó que la ciudadanía debía acomodarse a una realidad brutal, marcada por los asaltos perpetrados por “las turbas liberales”, designada pues como responsables, en la capital.²⁹³⁴ El 24 de abril de 1936, daba cuenta de que unos jóvenes conservadores habían sido brutalmente atropellados en la capital.²⁹³⁵ El 5 de mayo de 1936, el mismo diario denunciaba los ataques constantes a establecimientos católicos y diarios conservadores en todo el país, como lo confirmaron los atropellos contra los periódicos *La Patria*, *El País* y *El Siglo*, a principios de 1936.²⁹³⁶ El año concluyó con más incidentes contra religiosos, como el 8 de diciembre de 1936, jornada durante la cual varias casas de conservadores y de liberales fueron asaltadas, por motivo de haber ostentado ese día gallardetes de la Virgen.²⁹³⁷

En todo caso, desde 1936 reinó en el país una atmósfera de guerra civil y las derechas se iban preparando para ello. Desde abril, el directorio nacional conservador en Barranquilla, se declaró listo para defender los principios de la patria, y durante una manifestación multitudinaria, amenazó con que sus militantes estaban dispuestos a morir por la fe.²⁹³⁸ Por su

²⁹³² Urdaneta Arbeláez Roberto. *El materialismo...*, *op.cit.*, p. 286.

²⁹³³ Quincena XXXIII, 1 Agosto 1934. En: Carbonell Abel. *Obras selectas*, *op.cit.*, p. 109.

²⁹³⁴ «Una conmoción ha producido en la ciudad los asaltos perpetrados por las turbas liberales en la capital», *El Siglo*, Bogotá, 26 de abril de 1936, p. 7.

²⁹³⁵ *El Siglo*, Bogotá, 26 de abril de 1936, p. 5.

²⁹³⁶ «La futura cruzada», *El Siglo*, Bogotá, 5 de mayo 1936, p. 5.

²⁹³⁷ «Ante la oligarquía», *El Siglo*, Bogotá, 4 de enero de 1937, p. 4.

²⁹³⁸ «El conservatismo del Atlántico en pie, dispuesto para defender a la religión y la nacionalidad», *El Siglo*, Bogotá, 1 de abril de 1936, p. 7.

parte, *el leopardo*, Fernando Londoño Londoño, evocó que, frente a la política pasiva de abstención pregonada por Laureano Gómez, había germinado un grupo radical liderado por Primitivo Crespo y Augusto Ramírez que clamaba por “*la política de la guerra civil*” y del “*atentado personal*”.²⁹³⁹

A partir del año 1937, se incrementaron los hechos de violencia. El historiador Daniel Pécaut, demuestra que las masacres entre ambos partidos eran cada vez más frecuentes.²⁹⁴⁰ Desde entonces, la prensa derechista y conservadora no cesó de informar sobre hechos sangrientos. Prueba de ello, el 13 de febrero 1937 sucedió un fuerte enfrentamientos entre izquierdas y derechas originado por el decreto 425 de 1936, emitido por el alcalde de la capital Jorge Eliécer Gaitán, tras lo cual los comunistas manifestaron su apoyo a Gaitán, declarando que la alcaldía sería “una trinchera de combate contra las derechas”.²⁹⁴¹ Asimismo, el domingo 11 de abril de 1937, ocurrió la masacre de Santana, entre liberales y conservadores, provocando tres muertos y siete heridos.²⁹⁴² Por su parte, *El Siglo* deploró el “terror” comunista en Huila, debido a unos ataques comunista en enero de 1937.²⁹⁴³ Igualmente, el 30 de enero 1937, un conservador fue asesinado a disparos en Ocaña, víctima de la “furia” de la policía liberal, decía el periódico.²⁹⁴⁴ Fue tal el grado de violencia que el 7 de julio de 1938, *El Siglo* mencionó una carta del directorio del Partido Conservador dirigida al presidente Santos, en la cual los conservadores estimaron a seis mil víctimas el número de víctimas de sus partidarios por hechos violentos.²⁹⁴⁵

De su lado, las izquierdas, también alertaron sobre una violencia desatada por militantes conservadores. En concreto, en un mensaje en 1937, Gaitán declaró que desde todos los rincones del país se recibían mensajes que demostraban la violencia desatada “por oscuros elementos del conservatismo”, agregando que la escala del atropello iba, “*desde la apasionada hostilidad sectaria hasta el asesinato realizado con las más monstruosas características*”.²⁹⁴⁶

²⁹³⁹ Londoño Londoño Fernando, «lo mejor: de la historia», *La Patria*, Manizales, 14 de abril de 1953.

²⁹⁴⁰ Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo en Colombia*, op.cit., p. 191.

²⁹⁴¹ «Como nace una contrarrevolución», *La Patria*, Manizales, 16 de febrero de 1937.

²⁹⁴² Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, op.cit., p. 248.

²⁹⁴³ «El terror rojo es implantado en el departamento del Huila», *El Siglo*, Bogotá, 18 de enero de 1937, p. 1.

²⁹⁴⁴ «Otro conservador ha caído en Ocaña víctima de las furias de la policía liberal, que le dio muerte a tiros», *El Siglo*, Bogotá, 30 de enero de 1937, p. 3.

²⁹⁴⁵ 7 de julio de 1938, *El Siglo*. Citado en: Guerrero Barrón Javier, op.cit., p. 378.

²⁹⁴⁶ Mensaje de agravios al presidente Ospina Pérez, Bogotá, 11 abril de 1937. En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: parte primera*, op.cit., p. 307.

Lo cierto era que los enfrentamientos entre izquierdas y derechas en las calles colombianas se politizaron cada vez más. El 1 de marzo de 1938, el obrero comunista Jorge Enrique Palacios, disparó con su revólver contra el administrador del ferrocarril del Pacífico.²⁹⁴⁷ El 24 de julio de 1939, ante la Convención Nacionalista, se enfrentaron ambos bandos a piedra y garrote, debido a una manifestación comunista que había empapelado las paredes de Bogotá el día anterior con tractos denunciando la propagación fascista.²⁹⁴⁸ Más grave fue el asesinato el día 14 de julio de 1943, del director de la “Voz del pueblo”, señor Francisco A. Pérez, que apareció muerto con diez puñaladas, en uno de los barrios centrales de Bogotá, siendo el comandante policía nacional Carlos Hernández Soler y el teniente Santiago Silva los autores materiales.²⁹⁴⁹

Fue tal el clima de tensión, que incluso se desataron enfrentamientos entre copartidarios políticos. En efecto, las escaramuzas fueron frecuentes entre liberales, lopistas y olayistas. Por ejemplo, en la Convención Liberal del Valle, los olayistas asaltaron el lugar de reunión destruyendo muebles y quemando el retrato de López Pumarejo.²⁹⁵⁰ También el 8 julio 1936, en un hotel de Cali se presentó una fuerte riña entre liberales, que necesitó de la intervención de 60 unidades de policía.²⁹⁵¹ Entre tanto, *El Siglo* narró que el 13 de abril de 1937, los liberales santistas habían asesinado en Moniquira a un izquierdista liberal.²⁹⁵²

De la misma manera, en el seno de las derechas, se presentaron ciertos altercados internos. El 2 de febrero de 1939, los laureanistas de Cali, por orden de las directivas de su partido, intentaron sabotear una conferencia de Silvio Villegas en la ciudad.²⁹⁵³ En febrero de 1939, Augusto Moreno Ramírez para oficializar su resurrección política iba a realizar un mitin, pero fue boicoteado e impedido en Gacheta, mediante presiones amenazantes del conservador Amadeo Rodríguez.²⁹⁵⁴ En octubre de 1938, el diario falangista y reaccionario *La Patria Nueva*, criticó la virulencia de los nacionalistas *Leopardos* contra el candidato conservador local Bustillo Franco.²⁹⁵⁵

²⁹⁴⁷ «El administrador del ferrocarril el Pacífico fue agredido ayer en Cali por un comunista», *El Siglo*, Bogotá, 1 de marzo de 1938, p. 1.

²⁹⁴⁸ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 291.

²⁹⁴⁹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03141. Bogotá, 29 de julio de 1944, *op.cit.*, p. 4.

²⁹⁵⁰ «Graves desordenes liberales en Cali», *El Siglo*, Bogotá, 13 de julio de 1936, p. 1.

²⁹⁵¹ *El Siglo*, 8 de julio de 1936.

²⁹⁵² «Los santistas asesinaron en Moniquirá a un izquierdista para celebrar el triunfo», *El Siglo*, Bogotá, 13 de abril de 1937, p. 1.

²⁹⁵³ «Silvio Villegas rompió en Cali Sabotaje preparado», *La Patria*, Manizales, 2 de febrero de 1939, p. 1.

²⁹⁵⁴ «Amadeo Rodríguez le hace boicoteo al Dr. Ramírez Moreno», *La Patria*, Manizales, 10 de febrero de 1939, p. 1.

²⁹⁵⁵ Raymundo Lara Jorge, «Los mártires se imponen», *La Patria Nueva*, Cartagena, 29 de octubre de 1938, p. 2.

No obstante, en medio de esta retahíla de hechos sanguinarios, fue la masacre de Gacheta de 1939 un punto de inflexión crucial, porque puso fin a la *Convivencia Nacional* de Eduardo Santos. Según los conservadores, el incidente ocurrió por los disparos de militares liberales en una concentración política conservadora, causando además una gran controversia sobre el origen de los disparos. En todo caso, fue una masacre que probó la intensificación de la radicalización, dejando el saldo de catorce muertos.²⁹⁵⁶ El directorio del Partido Conservador de Cundinamarca, en una manifestación grave y trágica, veló toda la noche en memoria de los muertos de su grupo.²⁹⁵⁷ Al respecto, *La Patria* declaró que los sucesos mortíferos de Guaca y Gacheta eran premonitorios de una sobrepuja violenta de ambos lados: “*Los sucesos de guaca y gacheta no constituyen sino el prólogo del tormentoso calvario que va a padecer la república en las próximas elecciones.*”²⁹⁵⁸ Ante esta situación, *El Siglo*, el 10 de febrero de 1939, con un titular explícito, exclamó “Basta Ya!”, increpando al ejército y la “chusma” de izquierda por propiciar un contexto similar al de España: “*Pero como la infame matanza de gacheta exhibe en toda su horrible desnudez a quienes quieren precipitar el país en el abismo donde agoniza España(...)*”.²⁹⁵⁹ Ante el vendaval de Violencia, un grupo de conservadores mediante un manifiesto, pedían rectificar los llamamientos violentos peligrosos de la Convención de Cundinamarca de 1939 -que había proclamado la legítima defensa y la acción intrépida-, porque era, según ellos, oponerle a la violencia más violencia.²⁹⁶⁰ Con todo, ante la gravedad de la coyuntura, el presidente Eduardo Santos, en una alocución el 1 de diciembre de 1939, pregonó la necesidad de una cruzada contra “*la ola de violencia que como una maldición no merecida azotaba el país por el reinado de la impunidad*”.²⁹⁶¹ -

Pero nada cambió, a pesar de la toma de conciencia siguió la deriva sanguinaria. Por eso, *El Tiempo* se alarmaba en 1941 del clima de beligerancia que reinaba en todo el país, que conllevó a la comisión de atentados criminales y “la normalización del matonismo”.²⁹⁶² Ante el sentimiento de inseguridad, la carencia de acción de las fuerzas armadas y la atmósfera de radicalización permanente, proliferaron en muchos municipios la aparición de “policías

²⁹⁵⁶ «Vida nacional, del 15 octubre 1938 al 15 de enero 1939», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Bogotá, n° 52, marzo de 1939, p. 2.

²⁹⁵⁷ «El conservatismo masacrado cobardemente en Gacheta por las hordas liberales ante la inacción del Alcalde», *El Siglo*, Bogotá, 9 de enero de 1939, p. 1.

²⁹⁵⁸ «Un sentido de la lucha», *La Patria*, Manizales, 11 de enero de 1939, p. 3.

²⁹⁵⁹ «Basta ya!», *El Siglo*, Bogotá, 10 de enero de 1939, p. 4.

²⁹⁶⁰ «Manifiesto Conservador. El partido debe rectificar la política de violencia», *La Patria*, Manizales, 1 de febrero de 1939, p. 3.

²⁹⁶¹ «la violencia», *El Siglo*, Bogotá, 2 de enero de 1939, p. 4.

²⁹⁶² «La violencia política en Colombia», *El Tiempo*, 13 de noviembre de 1941, p. 5.

cívicas”²⁹⁶³, que pronto se enfrentaron con la población local que no aceptó sus abusos.²⁹⁶⁴ En 1942, *El Siglo* describía un país totalmente asaltado por la violencia, destacando la complacencia del presidente López Pumarejo con esta situación:

El país vive una era de incertidumbre y de zozobra por culpa de un gobierno que, incapaz de ser leal a la república, se entregó a los grupos violentos en busca de un perdón que no habrán de otorgarle a la hora de la revancha.²⁹⁶⁵

Siendo así, en 1943, el poeta y político conservador Guillermo Valencia rogó por la concordia en tiempos agitados, resaltando que la culpa de esa violencia era de los dos partidos tradicionales que instrumentalizaron “unas masas proclives a la brutalidad”.²⁹⁶⁶ Sin embargo, para las derechas era un objetivo crucial el controlar a las fuerzas armadas, y por eso promovieron la conquista del ejército como fuera, para prepararse a la lucha armada: “*Debemos ganarnos, conquistarnos el ejército, por medio de una paciente tarea de atracción, rodeándolo de respeto, votando y aumentando los presupuestos de guerra. Bolívar no fue un civilista de casaca.*”²⁹⁶⁷

Con el cambio de gobierno y el regreso de los conservadores al poder con Mariano Ospina en 1946, continuó la violencia endémica. Pero los mismos que denunciaron la impunidad bajo la presidencia liberal, pedían no inculpar a la policía por los crímenes cometidos bajo timón conservador. Así como ocurrió en el caso de los hechos de violencia en Moniquirá en agosto de 1947, sobre los cuales Mariano Ospina afirmó que fueron casos aislados que no podían tomarse como síntoma de una generalización de la violencia en el país, imputable a la Policía Nacional o para juzgar las autoridades.²⁹⁶⁸

Finalmente, como todo un símbolo, en un discurso del 7 de febrero de 1948, conocido como “La Marcha del Silencio”, Jorge Eliécer Gaitán, en nombre propio y ante una plaza abarrotada de gente, imploró solemnemente al presidente se responsabilizara de la situación y le devolviera al país la tranquilidad pública, gangrenada por una violencia a todos los niveles:

²⁹⁶³ Cuerpos armados de carácter civil que se formaban, unas de manera espontáneamente, otras contaban con la autorización y beneplácito de las autoridades, demostrando que en Colombia las autoridades no controlaban de forma plena el monopolio de la violencia legítima. Este fenómeno de grupos armados civiles llegará a su plenitud en el transcurso de la segunda mitad del siglo XX con el fenómeno conocido como “paramilitarismo”.

²⁹⁶⁴ Guerrero Barrón Javier, *op.cit.*, p. 73.

²⁹⁶⁵ «Revolución», *El Siglo*, Bogotá, 28 de mayo de 1942, p. 4.

²⁹⁶⁶ *El Siglo*, Bogotá, 2 de julio de 1943.

²⁹⁶⁷ Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, *op.cit.*, p. 224.

²⁹⁶⁸ Ospina Pérez Mariano «El derrotero de la Unión Nacional», conferencia a los colombianos el 28 de agosto 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte*, *op.cit.*, p. 397.

Señor Presidente: serenamente, tranquilamente, con la emoción que atraviesa el espíritu de los ciudadanos que llenan esta plaza, os pedimos que ejerzáis vuestro mandato, el mismo que os ha dado el pueblo, para devolver al país la tranquilidad pública.²⁹⁶⁹

13.1.2. No era tiempo para moderados.

Evidentemente, la polarización debilitó las posturas moderadas de todas las tendencias. Se empezó a estigmatizar al moderado y, poco a poco, las voces de ponderación y mesura se tornaron inaudibles en el barullo generalizado de la confrontación agresiva. Frente a la exaltación de la acción y la violencia, la figura del moderado era caricaturada como símbolo de cobardía y renunciamento.

Sobre esto, gran influencia tuvo un intelectual reaccionario francés Abel Bonnard y su libro *Los moderados: el drama del presente*. Sobre el particular, *El Siglo* elogió el retrato que Bonnard esbozó sobre el moderado:

Con sutil penetración psicológica estudia ese tipo de hombres modernos que, en la formidable lucha ideológica de esta época entre el orden y el desorden, se coloca en medio de los contendores para ir cediendo posiciones a la revolución a cambio de merecer el dictado de moderados transigentes.²⁹⁷⁰

El Siglo precisó que en Colombia no escaseaba esa “funesta” clase de políticos, en ambos partidos tradicionales.²⁹⁷¹ Por esta razón, se culpó al espíritu tibio y moderado, de ser la causa de los grandes males del presente. Era claro que, en esos tiempos de radicalización, la figura del moderado, era vilipendiada como lo peor:

El moderado, el tibio, el contemporizador, el epiceno son una misma persona. Caracterízalo la indecisión, el temor de agraviar con su negativa a cualquier de las partes, el deseo de pasar siempre por sujeto sereno, juicioso, de modales infinitamente suaves.²⁹⁷²

Igualmente, en un artículo luminoso, *El Siglo* aseguró que la crisis contemporánea era la consecuencia de un clima de falta de compromiso espiritual en el cual se pactó con “el Mal”, sentenciando: “*El clima espiritual de nuestra patria se caracteriza hoy en día por la*

²⁹⁶⁹«Oración por la paz», febrero de 1948, discurso pronunciado en la Manifestación del Silencio el 7 de febrero de 1948. En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas: parte primera, op.cit.*, p. 318.

²⁹⁷⁰«Un moderado típico», *El Siglo*, Bogotá, 28 de junio de 1941, p. 4.

²⁹⁷¹*Ibid.*

²⁹⁷²«El moderado», *El Siglo*, Bogotá, 25 de noviembre de 1937, p. 5.

tibieza.²⁹⁷³ De su lado, Silvio Villegas criticó “los embelecros románticos” de la conciliación y la colaboración, y de forma irónica tomó el ejemplo de Ghandi como paradigma de la ingenuidad, llamándolo “el adalid de los brazos cruzados” que era “espiritualmente muy bello, pero históricamente falso”.²⁹⁷⁴ En el mismo sentido, en un discurso relevante en la Convención Conservadora de Barranquilla, el 7 de diciembre de 1938, Laureano Gómez atacó la figura del moderado presentándolo como el peor de los enemigos ante el peligro de la dictadura comunista.²⁹⁷⁵ En esa ocasión, Laureano Gómez entregó esta evocación esclarecedora:

Toda la escala de moderados tiene rasgos comunes. Ante todo, la debilidad. El moderado está listo a abandonar la postura provisional escogida bajo el estímulo de lo que creyó su conveniencia, si cualquier suceso de la política le sugiere que debe adoptar otra. El moderado no concibe la resistencia moral ante la desgracia; no comprende la entereza de la adversidad. El moderado está listo para claudicar, a esconderse, a tomar fuga. Quiere ser grato al que manda o al que detenta el poder. Él es sumiso, flexible, no crea complicaciones. Todo le es diferente siempre que lo dejen en calma. No es partidario jamás de las soluciones totales. Ante todo busca la transacción, aunque la contraparte sea el diablo.²⁹⁷⁶

Ciertamente, los políticos colombianos de la época se percataron de que la nación se encaminaba hacia tiempos turbulentos, que requerían otros métodos y valores. Hasta un hombre mesurado como el estadista conservador Esteban Jaramillo declaró en febrero de 1938, que en casos como la Guerra Civil Española no se podía ser neutral, y “todos debían ser beligerantes”.²⁹⁷⁷ A su vez, Alfredo Vázquez Carrizosa aclaró que la forma de ser “moderada” era posible entre 1910-1930, pero no después de 1930, resultaba desfasada: “*Los moderados olvidan que de 1930 para acá han surgido nuevas realidades políticas, y entre todas, la más importante, es la de que el país cambió la forma específica de su sensibilidad social.*”²⁹⁷⁸ Con este mismo fin, el caudillo reaccionario, Primitivo Crespo, sentenció con desprecio que los tiempos violentos no eran para cobardes: “*De estos hombres de pordiosera fe y de enteca*

²⁹⁷³ «La tibieza: he ahí el enemigo», *El Siglo*, Bogotá, 9 de julio 1942, p. 4.

²⁹⁷⁴ Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, op.cit., p. 214.

²⁹⁷⁵ Gómez Laureano, «El peor enemigo el moderado», 7 de diciembre de 1938, Convención conservadora de Barranquilla. En: Gómez Laureano. *Obras selectas primera parte*, op.cit., p. 830.

²⁹⁷⁶ *Ibid.*, p. 829.

²⁹⁷⁷ *El Tiempo*, 25 de febrero de 1938. Citado en Hernández García José Ángel. *La Guerra civil Española y Colombia...*, op.cit., p. 114.

²⁹⁷⁸ Vázquez Carrizosa Alfredo, «La pendiente liberal radical marxista», *El Siglo*, op.cit., p. 4.

voluntad poco necesitamos. Con gusto los condenamos a los rebaños resignados de la señora cobardía, en cuyos predios pastan por igual los desolados, los indolentes y los insípidos.”²⁹⁷⁹

Lógicos corolarios de semejante situación, estallaron purgas internas en el seno de las derechas, para depurar sus filas de los moderados y timoratos. De ahí que, el 14 de abril de 1953, el conservador nacionalista, Fernando Londoño Londoño, fustigó contra el sector de los conservadores tibios del “ala liberalizante del partido conservador”, que desde el año 1931 fomentaban obstáculos a la política de oposición de Laureano Gómez, colaborando con gobiernos liberales.²⁹⁸⁰ En el mismo sentido, el líder liberal y futuro presidente en el Frente Nacional, Carlos Lleras Restrepo, afirmó en 1947, que los elementos radicales del conservatismo habían perseguido a los hombres moderados y de paz de su partido.²⁹⁸¹

Al fin y al cabo, la polarización y el auge de los extremismos bosquejaron dos grandes bandos irreconciliables ante los cuales no se podía permanecer neutral sin generar sospechas y condenas. En efecto, *La Patria* en 1937, después de tomar nota de la radicalización en el Congreso, propuso la dialéctica de “No hay enemigos a la izquierda” contra “No hay enemigo a la derecha”:

Yo propusiera para las izquierdas una fórmula idéntica a la magistral fórmula inventada por Silvio Villegas: “No hay enemigos a la Derecha”; y así, podríamos decir, “no hay enemigos a la izquierda” porque en este país no puede haber más que dos fuerzas políticas que se disputan el poder.²⁹⁸²

Según esta lógica maniquea, ante el avance de dos fuerzas virulentas, la moderación devenía imposible:

Por los callados caminos del porvenir, dos fuerzas avanzan izquierdista y derechistas. Las primeras traen en sus estandartes la efigie de Lenin. Las otras avanzan con la imagen de Jesucristo. Sus batallones arrastran lo que encuentran. A nadie le es permitido hacerse a un lado. (...)No queda más recurso que decidirse. No hay más dilema que Roma o Moscú, Lenin o Jesucristo. Derechas o izquierdas. Dios o diablo.²⁹⁸³

²⁹⁷⁹«Discurso del Doctor Primitivo Crespo en la manifestación del en la ciudad de Cali», *El Siglo*, Bogotá, 30 de julio de 1936.

²⁹⁸⁰ Londoño Londoño Fernando, « lo mejor: de la historia», *La Patria*, Manizales, 14 de abril de 1953.

²⁹⁸¹«La posición de los partidos políticos frente a los problemas colombianos», discurso pronunciado en nombre de los asistentes al banquete ofrecido a los miembros de la dirección nacional,(doctores Eduardo Santos, Darío Echandía y Adán Andrade), al abrirse la campaña de 1947. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos, op.cit.*, p. 97.

²⁹⁸²«La borrascosa sesión», *La Patria*, Manizales, 18 de febrero de 1937.

²⁹⁸³«Cara al sol con la camisa afuera», *La Patria*, Manizales, 27 de febrero de 1939, p. 3.

De todas formas, el político conservador Aquilino Villegas explicó que en realidad no existían los moderados. Tomó el ejemplo de Manuel Azaña, al cual se presentó como moderado, pero que había sido en su opinión, un esclavo de los extremistas de izquierda y revolucionarios.²⁹⁸⁴ De igual manera, en Colombia, Guillermo Camacho Montoya se mofó del supuesto centrismo de Santos, recordando que todos los centristas, tarde o temprano, fueron influenciados por los extremos:

Colocado el señor Santos en centro está llamado a vivir “el drama del presente”, de que habla Abel Bonnard en su apasionante libro *Los Moderados*. Por regla fatal de mecánica política, los moderados están siempre sometidos a la influencia de los extremos. Bien hacia la izquierda o hacia la derecha.²⁹⁸⁵

En definitivas, esta satanización del moderado acarrió un efecto práctico importante en la realidad política colombiana que fue la inclinación de numerosos políticos moderados hacia el bloque de las fuerzas del orden, provocando a la postre, la derechización de muchas figuras políticas liberales, como conservadores, que en un inicio eran conciliadoras y ponderadas.

13.1.3. El fin de la conversación entre caballero: la emergencia de la violencia política.

La violencia y brutalización de la sociedad colombiana, no fue solo un estigma de “los de abajo”. Por el contrario, alteró también al mundo reducido y tranquilo, de las elites colombianas, que empezaron a violentarse entre ellas. Esto perturbó las lógicas de cordialidad y de mesura que imperaban desde 1910, provocando la desestabilización de la convivencia y del consenso elitista. En resumidas cuentas, significó el fin de lo que el historiador Alexander Wilde llamó “conversaciones de caballeros”. Efectivamente, *El Tiempo*, lamentaba el fin de las comunicaciones cordiales entre hombres distinguidos, porque esto favorecía el regreso de la violencia proscrita algún tiempo:

El perjuicio que esto se ocasiona al país es inconmensurable, porque instintivamente renacen los odios y porque la repetición del escándalo va popularizando, por decirlo así, actitudes que hace tiempo estaban proscritas de nuestras costumbres políticas y afrentan nuestra enorgullecedora condición de democracia pacífica y organizada.²⁹⁸⁶

²⁹⁸⁴«Las higueras, las ortigas y el basilisco», *La Patria*, 6 de julio de 1936. En: Villegas Aquilino. *40 años de opinión...*, *op.cit.*, p. 90.

²⁹⁸⁵ Camacho Montoya Guillermo, «Eduardo Santos o la tragedia de los moderados», *El Siglo*, Bogotá, 16 de marzo de 1937, p. 4.

²⁹⁸⁶«La violencia política en Colombia», *El Tiempo*, Bogotá, 13 de noviembre de 1941, p. 5.

De hecho, en el seno mismo del Congreso, se verificó este cambio de época y el agravamiento de la belicosidad en las relaciones políticas. La violencia verbal se apoderó el parlamento, y pronto se transformó en violencia física. En septiembre 1947, durante un debate con Gaitán sobre, justamente, el origen de la violencia, Roberto Urdaneta acusó los discursos incendiarios en el Congreso y la sobrepuja verbal, de ser el origen de la multiplicación de los atropellos físicos advirtiendo: “*La violencia entre los dirigentes políticos, aun cuando sea verbal es mortífera. Las palabras dichas aquí son escuchadas y muchas veces malinterpretadas y peor aplicadas.*”²⁹⁸⁷

Efectivamente, a lo largo de los años cuarenta, se presentaron una serie de incidentes probatorios de esta hostilidad que iba subiendo paulatinamente en el Congreso a donde por lo visto algunos diputados acudían armados. En agosto de 1942, en la Cámara de Representantes, dos representantes de Bolívar- en realidad el representante Efraín Del Valle y su suplente Carlos Arturo Parejo-, se agredieron en plena sesión, provocando en medio de fuegos cruzados, la lesión por disparo del representante de Cundinamarca Manuel Castro.²⁹⁸⁸ Asimismo, en enero 1943, el vicepresidente de la Cámara de representantes se vio obligado a huir bajo guardia, ante la virulenta protesta conservadora.²⁹⁸⁹ Igualmente, durante una sesión del Senado el 21 de octubre de 1943, Guillermo León Valencia, denunció con vigor que se quería silenciar, con amenazas y presiones, en el recinto del Congreso a la minoría conservadora, para acallar las revelaciones sobre graves hechos de violencia y corrupción.²⁹⁹⁰ Y la lista se puede alargar con el ejemplo de julio de 1949, cuando Álvaro Gómez distribuyó pitos para impedir que los liberales hablaran provocando una bronca generalizada.²⁹⁹¹ Pese a todo, el 8 de septiembre de 1949 sucedió el episodio hito, símbolo del paroxismo de la violencia en el parlamento: la muerte a balazos del político liberal de Sogamoso Gustavo Jiménez y el representante por Boyacá Carlos Restrepo, debido a un cruce de palabras intensas, que degeneró en una balacera generalizada en la cual murió también el parlamentario Gustavo Jiménez y fue herido Jorge Soto del Corral.²⁹⁹²

²⁹⁸⁷ «Debate con el Doctor Jorge Eliécer Gaitán en la sesión del Senado del 23 de septiembre de 1947», *El Siglo*. En: Urdaneta Arbeláez Roberto. *Escritos y discursos, op.cit.*, p. 277.

²⁹⁸⁸ «A bala culminó el debate en la Cámara de Representantes », *El Siglo*, Bogotá, 28 de agosto de 1942, p. 1.

²⁹⁸⁹ «Firme protesta conservadora en la sesión de la cámara, ayer», *El Siglo, Bogotá*, 22 de enero de 1943.

²⁹⁹⁰ «El conservatismo no teme a las amenazas del gobierno, dice Guillermo L. Valencia», *El Siglo*, Bogotá, 22 de octubre de 1943, p. 7.

²⁹⁹¹ Arciniegas Germán. *Entre la Libertad y el miedo, op.cit.*, p. 237.

²⁹⁹² «Sangre en la Cámara la muerte de Gustavo Jiménez». En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo V: memorias, op.cit.*, p. 671.

Por supuesto, la agresiva oposición del Partido Conservador bajo timón de Laureano Gómez, contribuyó ampliamente a la agravación de las agresiones físicas y verbales en el país. En octubre de 1940 Alberto Lleras se quejó a Alfonso López Pumarejo: “*El Partido Conservador con una oposición agresiva, violenta, que no tiene en miras sino crearle dificultades al gobierno sin presentar una sola iniciativa para remediar o siquiera aliviar las circunstancias difíciles de la patria.*”²⁹⁹³ De ahí que, en una carta del 4 diciembre 1940 para Alberto Lleras, Alfonso López Pumarejo retrató a Laureano Gómez como un político incendiario, peligroso y agresivo:

Laureano ha logrado que el país le reconozca el privilegio de atentar contra la vida, la reputación y la tranquilidad de los colombianos, impunemente, sin que sobre él ejerza ninguna sanción. Cansado de difamar sin buen éxito a los presidentes liberales, ha creído que puede preconizar la guerra civil, la acción intrépida y el asesinato político, en el Palacio de la Carrera, en la Convención Conservadora, en el Senado de la República y librarse de la responsabilidad moral y penal consiguiente, asumiendo oportunamente actitud de profeta.²⁹⁹⁴

De hecho, la enemistad virulenta la padecieron todas las grandes figuras políticas de ambos partidos, no solo el presidente Alfonso López Pumarejo. Por ejemplo, en julio 1942, desde la Cámara de Representantes, con vehemencia, se pedía llevar a juicio al presidente Santos;²⁹⁹⁵ y en el verano de 1944, las oficinas de *El Siglo* y la casa de Laureano Gómez fueron aprehendidas y custodiadas por las fuerzas públicas.²⁹⁹⁶

En definitiva, las últimas tentativas de conciliación se resquebrajaron en 1946. El gobierno de *Unión Nacional*, propuesto por Mariano Ospina en su presidencia, se hizo pedazos con la crisis ministerial de 1946 en la que renunciaron cinco ministros liberales. En concreto, el 14 de noviembre 1946, las mayorías liberales del congreso censuraron la presencia de ministros de ese partido en el gabinete de *Unión Nacional*, culminando con la renuncia de los ministros liberales bajo presión. El presidente Mariano Ospina deploró las decisiones tomadas por las mayorías liberales parlamentarias de privar el gobierno de *Unión Nacional* de cinco ministros liberales porque:

²⁹⁹³BLAA. Documentos y colecciones especiales, Archivo Alberto Lleras Camargo, Carpeta 4, carta del 12 de octubre de 1940, de Alberto Lleras Camargo (Bogotá) a Alfonso López Pumarejo (Nueva York), p. 3.

²⁹⁹⁴BLAA. Documentos y colecciones especiales, Archivo Alberto Lleras Camargo, Carpeta 5, Carta del 4 de diciembre de 1940, de Alfonso López Pumarejo(Nueva York) a Alberto Lleras Camargo(Bogotá), p. 1.

²⁹⁹⁵«Como reo debe ser conducido Santos a la barra del senado», *El Siglo*, Bogotá, 30 de julio de 1942, p. 3.

²⁹⁹⁶ «Dr. Laureano Gómez y todo personal de *El Siglo* fueron aprehendidos y retenidos ayer», *El Colombiano*, Medellín, 12 de Julio de 1944, p. 1.

La política de unión nacional, en cuya eficacia y bondad para el país he creído y sigo creyendo, no puede estar sujeta a los vaivenes de la política partidista, que, por su naturaleza, es tornadiza y no suele interpretar las necesidades y urgencias permanentes de la Patria.²⁹⁹⁷

En verdad, esto era la resultante natural de las elecciones de 1946, que pusieron en tensión un liberalismo que era mayoría a pesar de las divisiones internas, y un Partido Conservador que había logrado obtener la presidencia con dificultad. El político liberal Hernán Agudelo sintetizó que fue: “*El conflicto político entre un ejecutivo conservador, precariamente ganado, y las mayorías que mantenían el control del parlamento, derivó en violencia contra el liberalismo.*”²⁹⁹⁸

13.2. Inclinación progresiva hacia prácticas autoritarias y represivas en tiempos liberales (1938-1946).

En realidad, fue en los últimos tiempos de la República Liberal cuando se organizó de manera oficial la represión frente a la efervescencia social. Si bien la izquierda liberal progresó en las franjas populares de todo el país, en cambio en los cuadros políticos del Partido dominó un liberalismo que se había derechizado y tenía bastante afinidad con los lineamientos conservadores: en materia social, sobre el orden y en su repudio anticomunista. Por ende, bajo mandato de ese liberalismo de derecha que se había impuesto progresivamente en la cúspide del Partido Liberal, inició una inclinación progresiva hacia prácticas autoritarias de poder, caracterizadas por el uso frecuente a los estados de excepción, por la represión de la protesta social, y la mano dura contra las alternativas de izquierdas y progresistas.

13.2.1. El debilitamiento y represión de la movilización social.

Las reflexiones sobre el sindicalismo y la cuestión social ocuparon una parte importante de las reflexiones del falangismo español, manifestando con recurrencia una preocupación por los obreros sindicalizados que se habían volcado hacia el anarquismo y las corrientes revolucionarias de izquierda. Para revertir esta realidad, según ellos, era fundamental lanzar la nacionalización de las masas: es decir, impulsar temas de identidad - nación, religión, patria- para adormecer las veleidades emancipadoras y aunar bajo un mismo proyecto nacionalista clases populares y elites. Sin duda, existió una estrategia del falangismo

²⁹⁹⁷ Declaración del presidente, 14 de noviembre 1946. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 273.

²⁹⁹⁸ «Tiene vigencia el liberalismo como Partido de Izquierda», *Acción Liberal*, Agosto 1966, n°1. En: Toro Agudelo Hernán. *Obras selectas, op.cit.*, p. 104.

para la canalización de las reivindicaciones de los sectores populares, reorientándoles hacia un proyecto de unidad nacional, lejos de la lucha de clases o antagonismos políticos.

En Colombia, indiscutiblemente, en los años treinta los sindicatos fueron permeados por fuerzas de izquierda -socialistas, comunistas-. Además, los sindicatos colombianos tuvieron un protagonismo político de primer plano, por ser el baluarte de *la Revolución en Marcha* de López Pumarejo. Desde entonces, los conservadores, nacionalistas, y el liberalismo elitista, tuvieron como blanco la despolitización de los sindicatos como primer paso para la neutralización de las masas. Es cierto que, la efervescencia social y el auge del sindicalismo ocasionaron un desbordamiento del orden tradicional, radicalizando en respuesta la reacción elitista. Sobre el particular, Alfredo Vásquez Carrizosa, sostuvo que el proyecto lopista y el auge del gaitanismo pusieron a tambalear el orden tradicional.²⁹⁹⁹ Para el historiador, Eduardo Sáenz Rovner, entre 1945 y 1950, surgió el proceso interrelacionado de reestructuración capitalista, de represión del sindicalismo de izquierda y del surgimiento de la Guerra Fría.³⁰⁰⁰

Lo cierto fue que este asalto al sindicalismo político colombiano empezó bajo mandato liberal. El historiador, Mauricio Archila Neira, mencionó que el debilitamiento del movimiento sindical se hizo con complicidad de la dirección del Partido Liberal.³⁰⁰¹ En el mismo sentido, el nacionalista, Álzate Avendaño, aseguró que fue bajo gobierno liberal, mediante el decreto 2513 de 1946, cuando se prohibieron varias confederaciones del trabajo: “Nosotros estuvimos en beligerante desacuerdo con el decreto 2113 de 1946 que prohibía la existencia de varias confederaciones del trabajo.”³⁰⁰² En consonancia con esto, la injerencia de Estados Unidos y su voluntad de controlar los movimientos sindicales agudizó la represión laboral y sindical iniciada por los liberales, congregando un consenso entre los altos mandos de ambos partidos tradicionales, para debilitar el poderío de un sindicalismo político y socializante.³⁰⁰³

Más exactamente, fue a partir de 1938 cuando el liberalismo empezó a luchar por un sindicalismo apolítico, para que no fuera apresado por comunistas o fascistas, como lo dejó claro en febrero 1938 el directorio nacional del Partido Liberal:

²⁹⁹⁹ Vásquez Carrizosa Alfredo. *Historia crítica del Frente Nacional*, op.cit., p. 63.

³⁰⁰⁰ Sáenz Rovner Eduardo. op.cit., p. 13.

³⁰⁰¹ Archila Neira, M. (1995). Protestas sociales en Colombia 1946-1958. *Historia Crítica*, 1(11), p. 67. <https://doi.org/10.7440/histcrit11.1995.03> (consultado 03/12/2021).

³⁰⁰² «La libertad sindical», *Diario de Colombia*, 28 de abril de 1954, en Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas pensamiento político*, op.cit., p. 399.

³⁰⁰³ Sáenz Rovner Eduardo, op.cit., p. 216.

Asimismo estima que no puede ser indiferente a los sindicalizados liberales la organización democrática de Colombia, contra la cual conspiran los agitadores que tratan de utilizar las organizaciones obreras, para convertirlas en partido de carácter internacional, así sean fascistas, comunistas, o de cualquier otra índole antidemocrática.³⁰⁰⁴

De hecho, en un informe de la Cámara de Representantes el 11 de febrero de 1938, los liberales se declaraban adversos a toda intervención política de sindicatos gremiales y profesionales en la política militante.³⁰⁰⁵ Sin embargo, para más confusión, en septiembre de 1944, en una entrevista del ministro del Trabajo, Higiene y Previsión social, Adán Arriaga Andrade, este se declaró partidario de una sindicalización en Colombia organizada como un instrumento de paz, con el apoyo del Partido Comunista y las izquierdas.³⁰⁰⁶ Esta afirmación fue para los sectores reaccionarios la prueba de que el ministro y el liberalismo, habían entregado los sindicatos a los comunistas.³⁰⁰⁷

En todo caso, la represión laboral violenta, con el uso de las fuerzas militares, empezó formalmente bajo la presidencia de Alberto Lleras, que había tomado el mando, después de la renuncia de López Pumarejo en de julio de 1945.³⁰⁰⁸ Aunque hay que precisar que la confrontación contra los movimientos sociales había empezado antes, durante el segundo mandato de Alfonso López Pumarejo. En efecto, al frenar el proyecto reformista prometido en campaña, surgió el descontento social duramente reprimido. Sobre este punto, en junio 1945, la Embajada española en Bogotá informó que se había declarado el estado de sitio en la capital para contener las irrupciones de protesta contra una política social decepcionante.³⁰⁰⁹ Evidentemente, esta tendencia a la represión laboral se intensificó con la llegada de Alberto Lleras, un liberal de tendencia conservadora, que tenía el objetivo de retrotraer algunos logros sindicales adquiridos. Siendo así, estalló una huelga general en noviembre de 1945, que generó una ola de coacción sobre el movimiento sindical.³⁰¹⁰ Sobre esto, la historiografía norteamericana sobre Colombia, también apunta que fue durante el gobierno liberal interino de Alberto Lleras cuando se quebrantó la unión sindical y se debilitó la CTC.³⁰¹¹

³⁰⁰⁴ «El directorio liberal nacional ratifica su Posición Ante el Problema social y el comunismo», *El Tiempo*, Bogotá, 1 de febrero de 1938, p. 1.

³⁰⁰⁵ «Los sindicatos no podrán tener ninguna influencia en política», *El Siglo*, Bogotá, 11 de febrero de 1938, p.1.

³⁰⁰⁶ «Una campaña peligrosa », *El Colombiano*, Medellín, 7 de septiembre de 1944, p. 3.

³⁰⁰⁷ *Ibid.*

³⁰⁰⁸ Sáenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p. 216.

³⁰⁰⁹ AGA. Fondo 15, caja 54/03092. Bogotá, 26 de junio de 1945, de Gonzalo de Ojeda al MAE. Informe situación política, n°136.

³⁰¹⁰ Medina Medófilo, *op.cit.*, p. 518.

³⁰¹¹ Hartlyn Jonathan, Chapter Seven, *op.cit.*, p. 303.

Por lo tanto, en los últimos tiempos de López Pumarejo y bajo el interinato de Alberto Lleras, fue manifiesta la derechización de la elite del Partido Liberal, provocando un reflujo reaccionario en el proyecto social y popular de *la Revolución en Marcha*. El diplomático conservador colombiano, Alfredo Vázquez Carrizosa, confirmó que con Alberto Lleras Camargo se encaminó la derechización del liberalismo y no la continuación de los proyectos sociales de 1936.³⁰¹² En realidad, Alberto Lleras fue una opción aceptable para las derechas, por su estilo conciliador y por escuchar los reclamos conservadores.³⁰¹³ En definitivas, el liberalismo de derecha compartió con las fuerzas del orden, perspectivas similares con respecto a la agitación popular. Entonces, se asentó el triunfo de un liberalismo de derecha, caracterizado por ser eminentemente liberal en lo económico, pero autoritario y elitista en lo político.

Indiscutiblemente, el conservador Mariano Ospina, quien triunfó en 1946, prosiguió con esa acción de despolitización de los sindicatos. En un discurso de campaña de marzo de 1946, aclaró que quería dignificar la situación de los obreros mediante la unión de empresarios y trabajadores, siendo crucial para eso la despolitización de los sindicatos, buscando con esto, decía: “*el perfeccionamiento de la organización sindical como elemento de defensa de la clase obrera, independizándola de la política militante*”³⁰¹⁴ Por otra parte, a pesar de perder el poder en 1946, el liberalismo de derecha siguió apoyando una política represiva hacia los movimientos sociales. Por eso, los ministros liberales en 1946, manifestaron su solidaridad con la actuación del gobierno quien enfrentó una situación emergencia social, calificando las protestas en Cali y Bogotá de 1946, como movimientos subversivos.³⁰¹⁵

Por otro lado, esta acción liberal y conservadora contra el sindicalismo militante, fue acompañada de una campaña agresiva de la Iglesia. En septiembre de 1944, el sulfuroso monseñor Builes, una de las grandes figuras anticomunistas en Colombia, quien promovió,

³⁰¹² Vázquez Carrizosa Alfredo. *Historia crítica del Frente Nacional*, op.cit., p. 63.

³⁰¹³ Meléndez Sánchez Jorge, *Lucio Pabón El nacionalismo católico en Colombia*, op.cit., p. 91.

³⁰¹⁴ «El programa de Unión Nacional». Discurso de aceptación de la candidatura presidencial, el 25 de marzo de 1946. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas. Primera parte*, op.cit., p. 203.

³⁰¹⁵ Texto de la renuncia de los ministros liberales y respuesta del señor presidente de la República, en que les pide el retiro de ella. Bogotá, 14 de noviembre de 1946, (Francisco Umaña Bernal, Luis Tamayo, Blas Herrera Anzoátegui, Antonio María Pradilla, Luis Buenahora). En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas. Primera parte*, op.cit., p. 274.

como se ha visto, la filiación y la formación de sindicatos católicos, prohibió a los católicos la participación a la Federación de Trabajadores de Antioquia (FEDETA).³⁰¹⁶

Como consecuencia de esta campaña en contra del sindicalismo colombiano, predominó la amalgama entre movilización y protesta social, con el comunismo. Sobre este punto, desde 1933, Jorge Eliécer Gaitán ya advertía acerca de esta estrategia propagandística de estigmatización de las alternativas de izquierda asimilándolas al comunismo, como lo padeció su partido alternativo la UNIR.³⁰¹⁷ A decir verdad, bajo la difusa y nebulosa etiqueta comunista, se trituraron y aglutinaron todas las alternativas militantes, desde líderes de la sociedad civil a guerrilleros, pasando por liberales progresistas o socialdemócratas. Socialismo, social, comunismo devenían sinónimos en los labios de las derechas. Bajo el rótulo “rojo”, se satanizaron todas las críticas al régimen, siendo un sello distintivo de la estrategia de las elites colombianas a lo largo de la segunda mitad del siglo XX, alentadas posteriormente por la aparición de la Doctrina de la Seguridad Nacional en América Latina.

13.2.2. Los últimos estertores de un ejército republicano, neutral y no deliberante.

A partir de los años cuarenta, ambos partidos hegemónicos intentaron conquistar y domeñar el ejército y la fuerza pública, rompiendo con el objetivo de neutralidad y la despolitización de las fuerzas armadas, iniciado en las décadas anteriores. El 2 de abril de 1943, *El Siglo* acusó a López Pumarejo de querer someter el ejército a los designios partidistas, quebrantando la neutralidad de la fuerza pública y la noción de ejército republicano que se habían establecido bajo el régimen del general Rafael Reyes en los años veinte.³⁰¹⁸ En efecto, como lo evocó Rafael Azula Barrera, desde Rafael Reyes se había gestado la idea de un ejército nacional por encima de los intereses de los partidos.³⁰¹⁹ El propio Mariano Ospina en 1947, enunció la defensa de un ejército imparcial: “*Ni el Ejército ni la Policía son cuerpos deliberantes. Privados del derecho de voto, precisamente para garantizar más su neutralidad en la lucha de los partidos (...)*”.³⁰²⁰

Sin embargo, a pesar de estas declaraciones de principios, en la práctica, el ejército se inclinó de forma notoria hacia las ideas conservadoras. El historiador David Bushnell aseveró

³⁰¹⁶«Violentos ataques al catolicismo diatriba comunista contra el obispo Mons. Builes», *El Siglo*, Bogotá, 14 de septiembre 1944, p. 1.

³⁰¹⁷Manifiesto del Unirismo 1933. En: Gaitán Jorge Eliécer. *Obras selectas, primera parte, op.cit.*, p. 138.

³⁰¹⁸«López y el ejército», *El Siglo*, Bogotá, 2 de abril de 1943, p. 4.

³⁰¹⁹Azula Barrera Rafael, *De la Revolución al orden nuevo...*, *op.cit.*, p. 84.

³⁰²⁰El Debate electoral de 1947, alocución del presidente de la República, el 16 de marzo de 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 305.

que pese a su neutralidad política oficial, existió una afinidad y simpatía entre militares y conservadores.³⁰²¹ Esta inclinación empeoró con el reformismo de Alfonso López Pumarejo. De hecho, en 1943, el nuevo embajador norteamericano comunicó que López Pumarejo no era muy popular entre los oficiales por sus retoques al ejército.³⁰²² Por ende, con el regreso de los conservadores en el poder en 1946, se verificó esta propensión ideológica de los militares. Al respecto, Carlos Lleras Restrepo en 1949, denunció los síntomas alarmantes de una instrumentalización del ejército, para politizarlo y arrebatarse su independencia republicana.³⁰²³

Más allá de las verborreas republicanas y apolíticas sobre el ejército, la violencia política desembocó en tentativas de golpes de Estado y desestabilización por parte de sectores reaccionarios, con el apoyo de algunos militares.³⁰²⁴ Así pues, en 1936, se revelaron los rumores de una conspiración inspirada por el general Amadeo Rodríguez, quien fue herido por su resistencia al arresto; el hecho había causado la detención de figuras conservadoras como los dirigentes Primitivo Crespo, del Valle, y Arcesio López, de Popayán.³⁰²⁵ Este episodio fortaleció a las derechas que apoyaron en bloque al general Amadeo Rodríguez.³⁰²⁶ Ello no impidió que siguiera presente la tentación de un golpe violento que recrudeció a principios de los cuarenta, como lo demuestra el archivo de la Embajada norteamericana, que menciona que, en agosto de 1941, se escucharon los murmullos de conspiración de un grupo de oficiales de mediano rango, influenciados por el Eje y alentados por los discursos amenazadores de Laureano Gómez, para impedir mediante la fuerza la reelección de López Pumarejo en las presidenciales de 1942.³⁰²⁷

Hay que decir que la presión norteamericana para evitar una Quinta columna durante la Segunda Guerra Mundial, no amainó las intenciones de golpe de Estado, al contrario, las conspiraciones se multiplicaron. En el verano de 1943, se esparció el runrún que Silvio Villegas y la Acción Nacional Militar Católica planeaban un golpe de Estado militar.³⁰²⁸ En el mismo sentido, en julio de 1943, los informes norteamericanos del FBI, consideraron que la

³⁰²¹ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 268.

³⁰²² Atehortua Cruz, Adolfo León, *op.cit.*, p. 150.

³⁰²³ «En vísperas de las elecciones presidenciales», Conferencia pronunciada en el Teatro municipal, Bogotá, octubre de 1949. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos, op.cit.*, p. 145.

³⁰²⁴ Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 174.

³⁰²⁵ Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado...*, *op.cit.*, p. 194.

³⁰²⁶ *Ibid.*, p. 195.

³⁰²⁷ Varela Fernando David, *op.cit.*, p. 27.

³⁰²⁸ Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 174.

posibilidad de un golpe de Estado planeado por el Partido Conservador contra el presidente era inminente, con el fin de crear un Estado similar al de Franco en Colombia.³⁰²⁹

En concreto, en julio de 1944, la amenaza militar latente se hizo concreta con una tentativa violenta y agresiva de cuartelazo militar contra el presidente Alfonso López en Pasto, quien fue salvado por la lealtad de ciertos militares republicanos, y por el apoyo popular. Sobre este acontecimiento, Alberto Lleras Camargo destacó en un comunicado que fue gracias a una inmensa manifestación popular en apoyo al presidente como se evitó el golpe.³⁰³⁰ De su lado, el embajador de España precisó al MAE que, en contra del golpe, de inmediato habían estallado manifestaciones de la ciudadanía en varias ciudades apoyando al presidente López, en las cuales con frecuencia se escucharon gritos de protesta e insultos contra la Falange.³⁰³¹

En verdad, ante el fracaso, la mayoría de los diarios derechistas condenaron el golpe de Estado, resaltando que en Colombia primaba la tradición civil, la vida republicana, el imperio de la ley. Según *la Patria*, el cuartelazo de Pasto era una traición a la tradición y a la cultura política de Colombia: “*La prisión del presidente López ocurrida ayer en la ciudad de Pasto rompe súbitamente una de las más nobles tradiciones colombianas y agrega a nuestra historia un capítulo melancólico.*”³⁰³² *El Siglo* también subrayó que el alzamiento fue condenado por el directorio nacional Conservador y su prensa.³⁰³³ Incluso, los sectores de derechas argumentaron que tales hechos eran repudiados por la doctrina conservadora, notablemente apegada a la legalidad contra la vía de hecho.³⁰³⁴

Pese a todo, el cuartelazo de Pasto fue crucial porque desde entonces arreció el recelo entre ambos partidos políticos. Para una amplia franja del liberalismo era indubitable que la rebelión había estado estimulada y auspiciada por miembros del conservatismo. Incluso, se inició un juicio contra Laureano Gómez en agosto de 1944 culpado por esos hechos.³⁰³⁵ Para la Embajada española, ese pronunciamiento a pesar de fracasado, fue una advertencia clara e inquietante en relación al futuro político de Colombia:

³⁰²⁹ Hoover al Departamento de Estado, 22 julio y 19 agosto de 1943. NA. 821.00/1510/1520, RG 59. Citado en Atehortua Cruz, Adolfo León, *op.cit.*, p. 154

³⁰³⁰ «El presidente López es libertado», *La Patria*, Manizales, 12 de julio de 1944.

³⁰³¹ AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 17 de julio de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España) para el MAE. Da cuenta del levantamiento militar contra presidente, nota n° 159, p. 2.

³⁰³² «La prisión del presidente López», *La Patria*, 11 de julio de 1944, p. 2.

³⁰³³ «El caso de Pasto», *El Siglo*, Bogotá, 6 de noviembre de 1944, p. 4.

³⁰³⁴ «lo que enseña la doctrina conservadora», *El Colombiano*, Medellín, 12 de Julio de 1944, p. 3.

³⁰³⁵ «Juicio criminal el juez que apreso al Dr. Laureano Gómez», *El Siglo*, Bogotá, 22 agosto de 1944, p. 1.

Es cierto que este débil pronunciamiento militar ha sido un tanto ridículo y poco serio; pero es grave y sintomático si miramos al futuro. Supone, en efecto, la existencia de un peligroso descontento latente en el Ejército y que tiene origen en la falta de confianza que desde un principio le ha demostrado el presidente.³⁰³⁶

En resumidas cuentas, fue tal el miedo inspirado por el Golpe de Pasto que, hasta los liberales de derecha anticomunistas fervientes, como Eduardo Santos, propusieron un frente de izquierdas para oponerle a las fuerzas reaccionarias, pero estos últimos habían sido rechazados por Santos anteriormente, y desecharon la propuesta, lo que condujo *El Colombiano* a sostener que: “Al doctor Santos, por el solo hecho de ser un liberal doctrinario, los impetuosos líderes comunistas le han echado la caballería, lo han tiznado de “reaccionario”, de contemporizador y débil con los elementos de la derecha”.³⁰³⁷

En cualquier caso, después del estado de sitio que siguió el golpe fallido y la dimisión posterior de López Pumarejo, siguieron las conspiraciones contra la más alta magistratura. En efecto, en un comunicado oficial el 10 de marzo de 1945, surgió el escándalo de la “Conspiración del órgano”, consecuencia del almacenamiento de bombas en la Catedral Primada de Bogotá, en donde después de una inspección se encontraron centenares de artefactos explosivos de mano y armamento, prueba, si fuera necesario, del alto grado de involucración de la Iglesia en los asuntos políticos.³⁰³⁸ Como consecuencia de ese desmantelamiento, se arrestaron varias personas entre militares, políticos y religiosos sobre un total de más de 50 personas quienes participaron en la conspiración, entre ellas: varios conservadores, tres religiosos aprehendidos, el vocero del nacionalcatolicismo en Colombia, Lucio Pabón, y la organización nazi “la legión colombiana”.³⁰³⁹ Sobre el caso, la Embajada de España, el 26 de junio de 1945, concluyó que la serie de intentonas y conspiraciones que padecía el régimen liberal arraigaba en el descontento creciente, agregando que los autores del golpe de Estado de Pasto, intentaron posteriormente un motín desde la Cárcel Modelo.³⁰⁴⁰

Así pues, además de su responsabilidad en el debilitamiento de la fuerza sindical, el liberalísimo inició el uso predominante y constante de los estados de excepción, que en principio debían ser transitorios y por motivos excepcionales y, en realidad, iban acompasando la instrumentalización del ejército. En diciembre 1944, *El Siglo* apuntó que el

³⁰³⁶AGA. Fondo 15, Caja 54/03197. Bogotá, 17 de julio de 1944, *op.cit.*, p. 2.

³⁰³⁷«El idilio Liberal-comunista», *El Colombiano*, Medellín, 20 de agosto de 1944, p. 5.

³⁰³⁸Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo V: memorias, op.cit.*, p. 589.

³⁰³⁹ Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 91.

³⁰⁴⁰AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 26 de junio de 1945, de Gonzalo de Ojeda a MAE. Informe situación política, n° 136.

argumento del golpe de Pasto en julio de 1944 sirvió para que el gobierno declarara turbado el orden público, aprovechándose de la situación para gobernar amparado por un estado de excepción, que suspendió las garantías constitucionales y abusó de la ley marcial.³⁰⁴¹ Por primera vez en cuarenta años el Congreso colombiano no pudo reunirse.³⁰⁴²

13.3. La tragedia de “la Violencia” y el triunfo de las fuerzas del orden (1948).

El periodo conocido como la *Violencia* fue la cúspide de la brutalización de la sociedad colombiana y la consecuencia natural del *Bogotazo* que se había desatado posteriormente al asesinato de Gaitán. Como bien lo resumió el historiador Marco Palacios Rozo, la *Violencia* fue: “una trágica bisagra entre una época de reformas parciales, movilizaciones y esperanza populistas y el compromiso de estabilidad por arriba que las cancela”.³⁰⁴³ Este episodio sangriento fue fundamental, no solo por lo traumático, sino porque propició el quiebre definitivo de la democracia colombiana dándole su última estocada.

13.2.1. Unos impulsos violentos desatados.

El 9 de abril 1948, el asesinato de Jorge Eliécer Gaitán sepultó la última esperanza de las masas populares de obtener cambios y reformas mediante el caudal democrático e institucional. Ese día, la furia popular tomó la capital, expandiéndose luego por todas las regiones. La *Violencia* (1948-1953) fue uno de los periodos más sangrientos de la historia de Colombia: con más de trescientos mil muertos según los políticos liberales de la época y dejando a cincuenta mil huérfanos.³⁰⁴⁴ Inclusive, en febrero de 1952, durante un encuentro en el Hotel Granda, los liberales confirmaron que la violencia inusitada entre ambos partidos durante la *Violencia* llegó a niveles de atrocidad sin precedentes hasta en la historia criminal del país, tanto por parte de las guerrillas liberales, como de las fuerzas armadas.³⁰⁴⁵ Al respecto, el liberal Carlos Lozano Lozano, evocó, con innegable y justo pesimismo, un evento digno de las “*épocas de tristes memorias abolidas por la civilización*”.³⁰⁴⁶

³⁰⁴¹ «Estado de sitio», *El Siglo*, Bogotá, 11 de diciembre 1944, p. 4.

³⁰⁴² «Por primera vez en cuarenta años de orden y de paz en Colombia no se instala hoy el Congreso Nacional», *El Colombiano*, Medellín, 20 de julio de 1944, p. 1

³⁰⁴³ Palacios Rozo Marco, *Entre la legitimidad y la violencia...*, *op.cit.*, p. 20.

³⁰⁴⁴ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, caja 1, carpeta 1. Carta 11 de junio de 1953, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (París), p. 3.

³⁰⁴⁵ «Una política liberal para la nación», Presentación hecha de la dirección liberal nacional en la reunión celebrada en el Hotel Granada el día 1 de febrero de 1952. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos*, *op.cit.*, p. 178.

³⁰⁴⁶ «Autoridad y libertad», Conferencia pronunciada en el instituto Benjamín Herrera en Bogotá, mayo de 1949. En Lozano y Lozano Carlos. *Escritos políticos*, *op.cit.*, p. 381.

En realidad, fue tal la histeria colectiva y el trauma que las derechas no admitieron que fueran crímenes ideados y cometidos por colombianos, razón por la cual a los días del *Bogotazo*, Mariano Ospina reiteró con insistencia las tesis del complot soviético denegando toda responsabilidad colombiana:

No fue el pueblo de Colombia, no fueron almas colombianas; no fueron corazones de Colombia; no fueron brazos de compatriotas los que prendieron el fuego a los edificios históricos, a los almacenes, a los colegios, a los templos, a los hogares, a los modestos talleres. Fue un espíritu ajeno a nosotros el que se aproximó, en un momento nefando, a oscurecer la diafanidad de nuestro destino, en forma cobarde.³⁰⁴⁷

En el mismo sentido, en 1951, la Legación colombiana en Madrid informó que los diarios españoles -que publicaron intensos comentarios sobre el *Bogotazo*-, confirmaron la hipótesis que esos brotes “comunistas” formaban parte de un fenómeno más amplio, de escala continental.³⁰⁴⁸ En apoyo a esta versión, el ministro de Guerra colombiano exhibió un documento firmado por el secretario general del Partido Comunista, que hablaba de Colombia como lugar estratégico para las ambiciones soviéticas.³⁰⁴⁹ Igualmente, el diplomático colombiano en Madrid, Eduardo Caballero Calderón, después de un viaje por Italia, reveló que, con el embajador colombiano en Italia, habían compartido que la barbarie que se vislumbró el nueve de abril daba prueba del peligro comunista que acechaba Colombia.³⁰⁵⁰ Así pues, también ante la prensa española en 1952, el embajador colombiano en Madrid, Roberto Urdaneta Arbeláez, se rehusó a aceptar el término y la realidad de guerra civil para calificar el periodo de *la Violencia*, prefiriendo enterrar la cabeza en la arena con la tesis de uno “*grupos y bandidos que están sembrando el terror y la muerte por algunas zonas alejadas*”.³⁰⁵¹

En todo caso, el nexos entre discursos brutales y violencia física fue confirmado con los acontecimientos crueles de la *Violencia*, lo que justificaba las palabras de, Carlos Lleras Restrepo quien aseguró el 28 de octubre 1949, que la violencia de los periódicos se estaba

³⁰⁴⁷ «De pie sobre las ruinas, yo creo en Colombia y tengo fe en vosotros», proclama del presidente de la República, doctor Mariano Ospina Pérez, 11 de abril de 1948. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 290.

³⁰⁴⁸ AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 19 de mayo de 1948, de Eduardo Caballero Calderón al MRE. Informe n °38, p.1.

³⁰⁴⁹ Conferencia del ministro de Guerra, 26 de julio de 1951, *El Siglo*. En: Urdaneta Arbeláez Roberto. *Escritos y discursos, op.cit.*, p. 308.

³⁰⁵⁰ AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 10 de julio de 1948, Eduardo Caballero Calderón (Legación de Colombia en España) al MRE. Documento n°59, p. 2.

³⁰⁵¹ *ABC*, Madrid, 28 de agosto de 1952, p. 12.

traduciendo en “tremendas” masacres, en destrucción y destierros.³⁰⁵² De hecho, los antagonismos violentos entre guerrillas y fuerzas armadas no eran el único azote, porque solo abrieron la caja de Pandora de una violencia multidimensional. Por ejemplo, este fenómeno, entre otros, potenció la eclosión del bandolerismo que se desarrolló en ciertas regiones después de los horrores del 9 de abril.³⁰⁵³

13.2.2. El consenso de la elite frente la revolución social: los cimientos del Frente Nacional.

El miedo a la revolución social y la lucha en contra del “complot comunista” permitieron progresivamente una reconciliación transitoria del elitismo colombiano después del *Bogotazo*, avivando unos deseos latentes de arreglo entre ambas franjas del espectro político. El liberal Enrique Santos, ya desde 1942, clamaba por una unión saludable con los elementos razonables del conservatismo.³⁰⁵⁴ En 1944, a su vez, Roberto Urdaneta lanzó una cruzada anticomunista para unir a conservadores y liberales de derecha.³⁰⁵⁵ Pero en realidad, este acercamiento entre el ala derechista del partido liberal y los conservadores se concretizó a partir del interinato de Alberto Lleras Restrepo en 1945, agilizándose con la *Unión Nacional* de Mariano Ospina en 1946.

Generalmente, se consideró a la *Unión Nacional* como un antecedente del Frente Nacional. Desde su campaña para las elecciones de 1946, Mariano Ospina Pérez había empuñado la bandera de la *Unión Nacional*, decretando el fin del gobierno de partidos,³⁰⁵⁶ y la repartición de los ministerios por igual proporción entre liberales y conservadores.³⁰⁵⁷ A menudo el presidente conservador, recordó que, para lograr el consenso, contribuyeron activamente protagonistas liberales como López Pumarejo, Alberto Lleras Camargo y Carlos Lleras Restrepo.³⁰⁵⁸ En realidad, gran parte de la prensa liberal fue benevolente en un inicio

³⁰⁵² «La abstención electoral del liberalismo», discurso pronunciado en el Senado de la República en la sesión del 28 de octubre de 1949. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos, op.cit.*, p. 170.

³⁰⁵³ Conferencia del ministro de Guerra, 26 de julio de 1951, *El Siglo*. En: Urdaneta Arbeláez Roberto. *Escritos y discursos, op.cit.*, p. 304.

³⁰⁵⁴ «Unión saludable», 7 de marzo de 1942, *El Tiempo*. En: Santos Montejo Enrique, Calibán..., *op.cit.*, p. 531.

³⁰⁵⁵ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 140.

³⁰⁵⁶ «La democracia en Colombia», Conferencia del doctor Mariano Ospina Pérez, el 28 de abril 1946, desde los micrófonos de “la Voz de Colombia”. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 228.

³⁰⁵⁷ «Los sagrados intereses de la Patria son permanentes», mensaje del presidente de la república, doctor Mariano Ospina Pérez, al instalar las sesiones del Congreso Nacional de 1947. En: Ospina Pérez Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 332.

³⁰⁵⁸ «El programa de Unión Nacional» Discurso de aceptación de la candidatura presidencial, el 25 de marzo de 1946. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 208.

con Mariano Ospina, quien en reciprocidad les agradecía en los mítines políticos.³⁰⁵⁹Incluso en varias ocasiones, Mariano Ospina prorrumpió en halagos a intención de Alberto Lleras “*cuya gestión había merecido, -decía- “el aplauso de la nación entera”*.”³⁰⁶⁰Es más, en agosto de 1947, Mariano Ospina reconoció en una conferencia que franjas importantes del liberalismo habían apoyado y encomiado la política de la *Unión Nacional*.³⁰⁶¹Ante las críticas por tanta condescendencia, Enrique Santos salió a refutar las acusaciones de Jorge Eliécer Gaitán, quien denunció a las elites liberales como plutócratas aliados con el Partido Conservador para impedir el triunfo liberal.³⁰⁶²

Obvia decir que el *Bogotazo* precipitó este proceso de acercamiento. En una entrevista posterior, el comunista Gilberto Vieira declaró que sobre la sangre de Gaitán se habían reconciliado el bipartidismo:

Aplastado el levantamiento, el presidente Ospina Pérez llamó a colaborar a los liberales con su gobierno. Entonces, sobre la sangre de Gaitán y de las víctimas del 9 de abril, se pactó la unión de liberales y conservadores, con lo que se reforzó el régimen.³⁰⁶³

El propio presidente Mariano Ospina, en una alocución el 11 de abril de 1948, confirmó que, frente a los trágicos sucesos, había recibido el apoyo de los principales jefes de ambos partidos, desempolvando nuevamente la *Unión Nacional* desmontada cuando Gaitán era jefe del liberalismo en 1947.³⁰⁶⁴ Inclusive, en una Carta desde Nueva York del 15 de abril de 1948, López Pumarejo expresó su solidaridad incondicional, destacando el apoyo de una amplia franja del liberalismo a Mariano Ospina.³⁰⁶⁵De su lado, el 6 de junio de 1948, el diplomático Eduardo Calderón Caballero ante la prensa madrileña, anunció la conformación de un nuevo gobierno de *Unión Nacional* presidido por Mariano Ospina, con participación de

³⁰⁵⁹ La democracia en Colombia», Conferencia del doctor Mariano Ospina Pérez, el 28 de abril 1946, desde los micrófonos de “la Voz de Colombia”. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 234
³⁰⁶⁰*Ibid.*, p. 228.

³⁰⁶¹«El Derrotero de la Unión Nacional», El presidente de la República, doctor Mariano Ospina Pérez en conferencia el 28 de agosto 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 402.

³⁰⁶² «Al oído del jefe», 9 diciembre 9 de 1947, *El Tiempo*. En: Santos Montejo Enrique, *op.cit.*, p. 595.

³⁰⁶³ Harnecker Martha. *Combinación de todas las formas de lucha. Entrevista a Gilberto Vieira, op.cit.*, p. 9.

³⁰⁶⁴«De pie sobre las ruinas, yo creo en Colombia y tengo fe en vosotros», proclama del presidente de la República, Mariano Ospina Pérez, 11 de abril de 1948. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 487.

³⁰⁶⁵ Mensaje del doctor Alfonso López desde Nueva York a Mariano Ospina, 15 de abril de 1948. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas, primera parte, op.cit.*, p. 492.

los miembros “más prestantes” del liberalismo y del conservadurismo para enfrentar la *Violencia*.³⁰⁶⁶

Ello significa que, en tiempos de anarquía, los liberales aceptaron formar parte de nuevo de un gobierno bipartidista. Oficialmente, el 10 de abril 1948, el Partido Liberal asumió el volver a la coalición y participar en el gobierno de Ospina.³⁰⁶⁷ El gobierno que se formó de inmediato tuvo una amplia participación de importantes figuras liberales,³⁰⁶⁸ como Darío Echandía quien accedió ser ministro de Gobierno.³⁰⁶⁹

Perla conciliación no resistió mucho, porque ni Ospina ni Echandía controlaban a sus partidos en todo el territorio y no se pudo mantener un clima de respeto; la situación empeoró por la acentuación de la *Violencia* a nivel nacional.³⁰⁷⁰ Diego Montaña Cuéllar resumió que sobre los escombros del 9 de abril se fijó una nueva unión nacional oligárquica, que fue destruida cuando el liberalismo ganó las elecciones de junio 1949.³⁰⁷¹

13.2.3. El triunfo de las ideas represivas y de la vía autoritaria.

Con el tiempo, la atmósfera de caos y anarquía, provocadas por el *Bogotazo* y la *Violencia*, facilitaron el triunfo de las fuerzas del orden tradicionales y el avance victorioso de las posturas autoritarias. En 1949, Roberto Urdaneta, activando siempre los mismos mecanismos propagandísticos, sostuvo nuevamente que Colombia no estaba inmunizada contra el comunismo, y, por lo tanto, las fuerzas del orden tenían que hacer frente “para derrocar los agentes del Kominform y del imperialismo eslavo”.³⁰⁷²

Así pues, desde 1947, Mariano Ospina se presentó como “el restaurador de la autoridad” y el garante “de la tradición colombiana de sujeción a la ley”, salvando la patria del “vaivén de las agitaciones políticas”.³⁰⁷³ Pero fue luego del *Bogotazo*, que se percibió de forma clara, un cambio hacia una tonalidad más belicosa y agresiva. El 11 de abril de 1948, el presidente conservador amenazó con aplastar como fuera el movimiento:

³⁰⁶⁶ AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 6 de junio de 1948, de Eduardo Caballero Calderón al MRE.

³⁰⁶⁷ Bushnell David. Colombia una nación a pesar de sí misma, *op.cit.*, p. 279.

³⁰⁶⁸ Estrada Monsalve Joaquín, Así fue la Revolución, del 9 al 27 de noviembre. 2ª ed. Bogotá: Editorial Iqueima, 1950, p. 9.

³⁰⁶⁹ Sáenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p. 166.

³⁰⁷⁰ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 157.

³⁰⁷¹ Montaña Cuéllar Diego. *Memorias*, *op.cit.*, p. 244.

³⁰⁷² Discurso en el restaurante Temel en marzo de 1949, *El Siglo*. En: Urdaneta Arbeláez Roberto. *Escritos y discursos*, *op.cit.*, p. 297.

³⁰⁷³ «El Derrotero de la Unión Nacional», el presidente de la República, Mariano Ospina Pérez, conferencia el 28 de agosto 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte*, *op.cit.*, p. 402.

En medio de esta hora de locuras, el Gobierno no puede permitir que la anarquía nos devore y que el caos destruya la grandeza y gloria de Colombia. Pensando solo en el interés de la Patria, con serenidad, pero también con máxima energía, este Gobierno está dispuesto a aplastar, como sea necesario, el movimiento subversivo que amenaza hundir el país en una definitiva y acaso irreparable catástrofe.³⁰⁷⁴

Con esto, en nombre de la restauración del orden, el presidente confirmó la declaratoria del estado de sitio por considerar el orden turbado, advirtiendo que: “*Cualquier falla u omisión en el cumplimiento del deber será un acto de traición a la Patria que habrá de ser severamente sancionado*”.³⁰⁷⁵ En opinión del conservador Joaquín Estrada Monsalve, la proclamación del régimen de emergencia era indispensable y salvó la patria, permitiendo su estabilización bajo el dominio de la ley marcial.³⁰⁷⁶ En consecuencia, *El Bogotazo* y *La Violencia*, fueron reprimidos con vigor por las fuerzas armadas dejando un baño de sangre en todo el país. Merece ser mencionado que esta actuación represiva de Mariano Ospina fue elogiada por la prensa española franquista.³⁰⁷⁷ Sin embargo, los resultados de la represión no se juzgaron suficientes para garantizar una dominación perenne de la sociedad, y el 27 de abril de 1948, en una alocución presidencial, Mariano Ospina anunció que si bien la subversión había sido domada, el peligro subsistía y había que continuar con el recurso a la fuerza:

Dominado el brote subversivo, gracias a la decisión del Gobierno valerosa y colaboración del Ejército, la opinión apenas si está saliendo de su estupor inicial para formar juicio tranquilo acerca de la magnitud de la catástrofe. El peligro no ha desaparecido del todo, pues no resulta fácil extirpar de un solo golpe un movimiento de visibles conexiones internacionales (...).³⁰⁷⁸

No cabe duda, que con Mariano Ospina las fuerzas militares recobraron un protagonismo de primer plano, no solo en el ámbito represivo. El 11 de abril de 1948, Ospina anunció justificándola la creación de tribunales militares para enjuiciar los artífices del *Bogotazo*:

³⁰⁷⁴«De pie sobre las ruinas, yo creo en Colombia y tengo fe en vosotros», proclama del presidente de la República, doctor Mariano Ospina Pérez, 11 de abril de 1948. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 486.

³⁰⁷⁵*Ibid.*, p. 487.

³⁰⁷⁶Estrada Monsalve Joaquín, *Así fue la Revolución...*, *op.cit.*, p. 133.

³⁰⁷⁷ AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 19 de mayo de 1948, de Eduardo Caballero Calderón al MRE. Informe n.º 38, p. 1.

³⁰⁷⁸«En el brillo de vuestras armas resplandece intacta la dignidad de la nación», alocución del presidente de la República, Mariano Ospina Pérez, el 27 de abril de 1948, *op.cit.*, p. 496.

Estamos ante un movimiento de inspiración y prácticas comunistas en la cual vienen interviniendo indeseables elementos extranjeros, algunos de los cuales han caído en manos de las fuerzas leales al Gobierno y serán juzgados por los Tribunales Militares.³⁰⁷⁹

Igualmente, en la alocución presidencial de 1948, destacó el nuevo papel prominente de las fuerzas armadas, a las que felicitó por su labor frente a las “hordas” subversivas.³⁰⁸⁰ A su vez, en paralelo con esta militarización de la vida política, aparecieron embriones paramilitares llamados “Chulavitas” que con la complicidad del gobierno y con armamento oficial, eliminaban y perseguían a los campesinos liberales.³⁰⁸¹

En particular, lo esencial fue que, en torno a este discurso represivo del orden, se congregó una franja alargada de las elites colombianas. O sea que, al discurso de cruzada moral contra los enemigos de la patria, adhirieron un frente amplio conformado por la Iglesia conservadora, los conservadores y el liberalismo de derecha.³⁰⁸² Así lo confirmó Mariano Ospina afirmando que las elites políticas y militares del país apoyaban sin ambages su jefatura:

A mi lado se encuentran ilustres personalidades, de todos los partidos, y me rodean con decisión heroica prestigiosos jefes, oficiales, soldados del ya glorioso Ejército Nacional que acudieron, desde los primeros instantes, a defender las instituciones amenazadas, expresándome su lealtad irrestricta como jefe Supremo que soy de las Fuerzas Armadas de la República y brindándome su respaldo absoluto en la tarea de restaurar en la Nación el imperio de la autoridad y el orden.³⁰⁸³

Ante esta realidad, algunas voces críticas de la izquierda se elevaron para denunciar los numerosos liberales que pactaron con conservadores. En respuesta, Enrique Santos replicó que se sentía orgulloso de ser designado con el apelativo de “reaccionario”, con el cual se

³⁰⁷⁹ «De pie sobre las ruinas, yo creo en Colombia y tengo fe en vosotros», proclama del presidente de la República, Mariano Ospina Pérez, 11 de abril de 1948. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 488.

³⁰⁸⁰ «En el brillo de vuestras armas resplandece intacta la dignidad de la nación», alocución del presidente de la República, Mariano Ospina Pérez, 27 de abril de 1948. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 497.

³⁰⁸¹ Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L. (2015). *Constitución y franquismo jurídico...*, *op.cit.*, p. 76.

³⁰⁸² Lodoño Botero Rocío, “El anticomunismo en Colombia”. En Sierra Mejía Rubén. *La restauración conservadora 1946-1957*. Bogotá: Universidad Nacional, 2012, p. 424.

³⁰⁸³ «De pie sobre las ruinas, yo creo en Colombia y tengo fe en vosotros», proclama del presidente de la República, doctor Mariano Ospina Pérez, 11 de abril de 1948, *op.cit.*, p. 485.

desacreditaba “a todo patriota y ciudadano de bien”, que no pactaba “con el crimen, ni con el comunismo”.³⁰⁸⁴

Al fin de cuentas, en este contexto singular, empuñando el discurso del orden, Mariano Ospina consolidó dos prácticas que se perennizaron el resto del siglo XX: el uso frecuente de los estados de excepción y la legitimación de la violencia estatal -tanto de las fuerzas armadas como la delegación institucional de la violencia a milicias civiles-. Por este motivo, los discursos del orden devinieron la coartada para justificar la violencia institucional y la represión del Estado y de elementos civiles dejados intencionalmente sin control. El liberal de izquierda Diego Montaña Cuéllar afirmó que esa violencia reaccionaria de los años cincuenta, comparable con la Guerra Civil Española, generó una de las peores tragedias del país.³⁰⁸⁵

³⁰⁸⁴*El Tiempo*, Bogotá, 11 de abril de 1948, p. 4.

³⁰⁸⁵Montaña Cuéllar Diego. *Memorias, op.cit.*, p. 242.

Capítulo 14. La experimentación de regímenes autoritarios radicales con visos neofalangistas (1949-1957).

A partir de 1949, la absorción e incubación de los postulados falangistas, propiciaron la sucesión de una serie de regímenes dictatoriales y represivos en Colombia.³⁰⁸⁶ A pesar de las diferencias entre ellos, tenían en común el hecho de que cada uno, a su manera, adoptó modalidades de gobiernos autoritarios con cierto eco falangista de trasfondo. En efecto, el falangismo -entendido en sentido amplio- fue un movimiento abstracto que desembocó en múltiples tonalidades, interpretaciones y aplicaciones, unas más radicales que otras. Como en el caso del fascismo hay que distinguir entre el movimiento, la ideología y el régimen. En España, esto condujo a varias tensiones entre diversas corrientes falangistas, que partían de un acervo ideológico común pero que en la práctica privilegiaban ciertos aspectos de la doctrina falangista en detrimento de otros, acarreando que unas franjas fueron más drásticas que otras.

Por otra parte, el historiador español Ismael Saz evocó en el caso del franquismo que, a pesar de la diversidad de los apoyos al régimen -conservadores, tradicionalistas, autoritarios, capitalistas y propietarios, o fascistas-, no evitó la dinámica general del proceso de fascistización de las derechas españolas.³⁰⁸⁷ Obviamente, esta fascistización no se infiltró con la misma intensidad ya que, según las facciones, había niveles distintos de influencia: unas corrientes siendo penetradas con mayor profundidad que otras. Algo parecido ocurrió en Colombia, en donde las derechas nacionalistas, las conservadoras, y las liberales elitistas, según sus peculiaridades, fueron impactadas por un proceso general de falangización, con diferentes matices.

En el caso colombiano, las dos dictaduras civiles de corte autoritaria, orgánica y mística³⁰⁸⁸, por un lado, y la dictadura militar nacional populista de Gustavo Rojas Pinilla (1953-1957), cada una a su manera, moldearon regímenes autocráticos que asimilaron ciertos rasgos tanto de los idearios falangistas, como del modelo franquista en evolución. Siendo así, con Mariano Ospina y sobre todo bajo el régimen de Laureano Gómez, se vislumbró un neofalangismo³⁰⁸⁹ más elitista, tradicional, católico y místico; mientras que durante el régimen

³⁰⁸⁶ La dictadura de Rojas Pinilla depuso a la dictadura civil de Laureano Gómez.

³⁰⁸⁷ Saz Campos Ismael. *Fascismo y franquismo*, op.cit., p. 83.

³⁰⁸⁸ La dictadura consolidada por Mariano Ospina a final de su mandato (1949-1950) y la de Laureano Gómez y su interino Roberto Urdaneta (1950-1953).

³⁰⁸⁹ Utilizamos la palabra “neofalangismo” para designar regímenes singulares inspirados en el falangismo pero sin ser simples emulaciones.

del general Rojas Pinilla traslució un neofalangismo más militarista, nacionalista, y populista con fuertes ecos sociales, además de ciertas imitaciones del experimento franquista.

En todo caso, a pesar de los antagonismos, tensiones y diferencias, permaneció un hilo conductor entre los diferentes regímenes autoritarios que se sucedieron en la década de los cincuenta en Colombia. Para algunos como el historiador Mauricio Archila Neira, esta continuidad con gradaciones entre los regímenes de Ospina, Laureano Gómez y de Rojas Pinilla entre 1950 y 1957, significó el cierre de la democracia y el receso de la lucha social.³⁰⁹⁰ Para otros como el historiador Alexander Wilde, Laureano Gómez y Gustavo Rojas Pinilla, cada uno con su carácter propio, intentaron crear nuevas alternativas corporativistas al sistema de democracia oligárquica.³⁰⁹¹ En nuestro enfoque, el elemento de enlazamiento fue la influencia falangista, aplicada de manera diferente, según las características predominantes en cada uno de esas tentativas dictatoriales.

14.1. La dictadura civil y la inclinación autoritaria (1946-1949).

En 1946 regresaron los conservadores al poder con Mariano Ospina que al principio intentó encaminar la restauración de una democracia oligárquica. Pero pronto, ante el descontento social, el auge de la figura de Gaitán y la rebelión del *Bogotazo*, se inclinó hacia un régimen autoritario y represivo. Con él, inició el fin de la experiencia democrática con sufragio universal masculino que se había establecido bajo la República Liberal. En sustitución, se formateó una dictadura civil en la cual los epígonos del falangismo tomaron el poder progresivamente.

14.1.1 ¿Epígonos del falangismo en el poder?

Indudablemente, los emuladores e impregnados por el falangismo en los años treinta y cuarenta, fueron los artífices de las prácticas autoritarias neofalangistas que se experimentaron en Colombia en la década de los cincuenta. Los altos dirigentes como los jefes de estos regímenes habían sido, de lejos o de cerca, epígonos del falangismo o admiradores de la dictadura franquista.³⁰⁹²

Cierto es que, a finales de los años cuarenta, el interés y cierta atracción por las ideas reaccionarias falangistas no habían desaparecido. Al respecto, Carlos Lleras Restrepo aseveró

³⁰⁹⁰ Archila Neira, M. (1995). Protestas sociales en Colombia 1946-1958, *op.cit.*, p. 68.

³⁰⁹¹ Wilde Alexander, *op.cit.*, p. 108.

³⁰⁹² Entendido epígono en el sentido de la Real academia: «Persona que sigue el pensamiento, las ideas o el estilo de otra». Disponible: <https://dle.rae.es/ep%C3%ADgono>. (Consultado 30/12/2021)

que el instinto de la reacción seguía pendiente del caso español: apoyando al régimen franquista, como precedentemente lo había hecho con el bando sublevado durante la Guerra Civil Española.³⁰⁹³No obstante, después de la desfascistización del continente durante la Segunda Guerra Mundial, los grupúsculos emuladores nacionalistas disminuyeron, pero sin desaparecer del todo.³⁰⁹⁴En cambio esto no fue el caso de a quienes denominamos los “impregnados”, es decir de aquellos políticos cercanos e inspirados por el falangismo, no en una lógica de imitación, sino tomándolo como acicate para revitalizar las doctrinas de las derechas colombianas y como brújula inspiradora para la orientación de los gobiernos autoritarios locales. En realidad, estos elementos falangizados, con el regreso de los conservadores al poder, no permanecieron en la oposición, sino que se adueñaron del poder. Para el historiador Vernon Lee Fluharty, el movimiento conservador-falangista que existía a principios de los años cuarenta en Colombia, encarnado por importantes apóstoles de la política colombiana -como Laureano Gómez, Guillermo León Valencia, José de la Vega, Guillermo Camacho Montoya y otros-, fue una veta falangista fundamental que le siguió dando impulso al curso de la contrarrevolución cuando esta asumió el poder.³⁰⁹⁵Es decir, esta impregnación reaccionaria influyó en las tentativas radicales neofalangistas posteriores, encabezadas por hombres que pretendían ser los salvadores de la patria. Por ello, desde España, el diplomático Eduardo Caballero Calderón, en julio de 1948, alentó en Colombia la acción de esos hombres fuertes “para frenar el ímpetu de las muchedumbres” y consolidar “diques contra el comunismo”, como el régimen de Franco que era “una garantía” para Europa:

Es claro que, a medida que se complica la situación europea, la posición del gobierno de Franco se afirma porque representa, al menos, la garantía de que en la frontera con Francia habría en cualquier momento dos millones de hombres dispuestos a detener una invasión.³⁰⁹⁶

En todo caso, durante el periodo de las dictaduras civiles (1949-1953), los tres presidentes de turno, con diferentes grados de intensidad, fueron influenciados, atraídos, y estuvieron en contacto con el falangismo. Unos de manera más visible y tácita, como

³⁰⁹³«La posición de los partidos políticos frente a los problemas colombianos...». En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos, op.cit.*, p. 95.

³⁰⁹⁴ En efecto, en 1949 Ignacio Torres informaba que además de Boyacá y Nariño, la violencia era intensa en Antioquia, en la cual reinaba “el terror inquisidor de lo godo falangistas y de los clérigos pistoleros”. En: Fondo Ignacio Torres, Universidad del Valle, Correspondencia. Carta de Ignacio Torres Giraldo (Bogotá) a Rubén Uribe Arcila (Medellín), 22 de junio de 1949.

³⁰⁹⁵Fluharty Vernon Lee. *op.cit.*, p. 80.

³⁰⁹⁶AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, julio 10 de 1948, *op.cit.*, p. 2.

Laureano Gómez, otros de manera más sutil como Mariano Ospina. Lo cierto es que hubo evidencias concretas que estos presidentes fueron sensibles a las ideas falangistas y que, unos más activos que otros, contribuyeron a su difusión, intentando más adelante asimilar o implementar uno que otro aspecto del falangismo durante su gobierno.

Entonces, sin pretender deducir que estos eran fanáticos que querían implementar el proyecto totalitario falangista español en Colombia, sí podemos destacar como integraron ciertos postulados del falangismo, que se reflejarían en sus mandatos. Este influjo se percibía tanto en sus escritos, sus discursos, sus actos políticos y diplomáticos, como en ciertas prácticas autoritarias de poder. Por ejemplo, podemos recordar que varios de ellos estuvieron el día de la pomposa inauguración del Círculo Nacionalista en 1938, donde se cantó el *Cara al sol* y hasta se gritó el lema “Arriba España”. Además, en diversas ocasiones, acompañaron y patrocinaron con entusiasmo las visitas a Colombia de Ginés de Albareda, y de grandes intelectuales y jerarcas falangistas.

Por lo tanto, la mayoría de los admiradores colombianos del falangismo no fueron depurados ni alejados de las altas esferas de la administración pública, sino que, al contrario, participaron a todos los niveles del ejercicio del poder, consolidando cuotas importantes de mando: consejeros e ideólogos, altos funcionarios y hasta ministros. De hecho, el historiador César Ayala Diago, recalcó el gran número de ministros fascistas que tuvieron esos regímenes: Mariano Ospina tuvo sus ministros falangistas como Manuel Mosquera Garcés en la educación, Rojas Pinilla los nombró masivamente y Laureano Gómez fue secundado por hombres como Joaquín Estrada Monsalve, Rafael Azula Barrera y otros.³⁰⁹⁷ En consecuencia, gran parte de la administración y dirigentes de estos regímenes, fueron aduladores, seguidores o simpatizantes del falangismo y del franquismo.

Siendo así, no cabe duda de que la impregnación falangista superó los linderos de los círculos nacionalistas y los grupúsculos falangistas, a los cuales se les suele reducir. Desde luego, esta impregnación permeó figuras cruciales de la vida nacional que dirigieron los destinos de Colombia a partir de 1949. Por ende, no fue una influencia al margen o a la periferia política, sino al centro del bipartidismo y de las culturas políticas falangizadas de las derechas colombianas.

³⁰⁹⁷ Ayala Diago César (2011). Trazos y trozos..., *op.cit.*, p. 174.

14.1.2. Los visos falangistas del gobierno de Mariano Ospina Pérez.

Algunos historiadores opinan que Mariano Ospina y Laureano Gómez, como máximos jefes del Partido Conservador Colombiano, fueron destacados representantes de la ideología franquista.³⁰⁹⁸ En realidad, Mariano Ospina Pérez no fue un falangista fanático, no era totalitario, pero sí tuvo destellos de ser un nacionalista católico reaccionario. Por eso, como muchos conservadores colombianos, sintió atracción e interés por ciertos aspectos de la doctrina falangista, siendo un simpatizante convencido de la cruzada nacionalista y del franquismo. Sin lugar a dudas, aunque menos que otros, siguió con interés y cercanía lo que sucedió en la península ibérica, dejando una impronta que se reflejaría en su gobierno. Por todo ello, el diplomático español franquista en 1946, elogió a la figura de Mariano Ospina y reveló que en sus conversaciones con él pudo darse cuenta de su simpatía por el régimen español:

El Dr. Ospina Pérez es persona afable y ecuánime. El país en general le estima y su reputación como político y como hombre es excelente. He tenido oportunidad de tratarle frecuentemente en soledad y en mis conversaciones con él he comprobado que se da cuenta cabal del momento político de España y que, por tanto, simpatiza con nuestro Régimen.³⁰⁹⁹

Por algo, Mariano Ospina siempre contó con el apoyo de los nacionalistas colombianos falangizados. En su primera candidatura presidencial abortada para las elecciones de 1938³¹⁰⁰, obtuvo el apoyo de los más fervientes nacionalistas -como Gilberto Álzate Avendaño-, y también el de los principales movimientos colombianos que se autodenominaban como falangistas. Por ejemplo, el 4 de febrero de 1938, recibió el espaldarazo de la Falange Derechista de Tolima que adhería a su campaña.³¹⁰¹

Esta cercanía con los sectores falangizados, repercutió en su forma de gobernar, asimilando ciertas características del ideario falangista y del nacionalcatolicismo. Por eso, en consonancia con algunos textos falangistas y reaccionarios españoles, promovió la nacionalización de la política y de las masas. Al respecto, desde el inicio de su presidencia con la Convención Conservadora de 1946, consagró la *Unión Nacional* y proscribió los

³⁰⁹⁸Cuenca Tovar, R. E., & Beltrán Ramírez, J. P. (2018), *op.cit.*, p. 122.

³⁰⁹⁹AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 9 de enero de 1946, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Situación Política, n° 31.

³¹⁰⁰ Finalmente, el Directorio Conservador negó su participación en la contienda electoral, alegando la falta de garantías, siendo la segunda vez que los conservadores no participaban en una elección presidencial.

³¹⁰¹ «Las Derechas del Tolima adhieren a Ospina Pérez», *La Patria*, Manizales, 4 de febrero de 1938, p. 1.

gobiernos de partidos.³¹⁰² Pauta que él confirmó el 13 de agosto de 1946, dando instrucciones a funcionarios oficiales sobre su férrea voluntad de consolidar la unidad nacional por encima de los partidos.³¹⁰³ Por otra parte, en su alocución presidencial del 16 de marzo 1947, titulada “La Patria está por encima de los partidos”, no dejó dudas sobre su proyecto nacionalista, advirtiendo sobre la pronta nacionalización del gobierno: “*Pero hay algo más, que ha ganado el país en el avance creciente de su democracia: el carácter eminentemente nacional de sus Gobiernos, inspirados en móviles patrióticos por encima de las urgencias banderizas.*”³¹⁰⁴

Por otra parte, gran defensor de la Doctrina Social de la Iglesia, fue un promotor de la democracia cristiana orgánica y de los idearios corporativistas. Al respecto, con Mariano Ospina en la presidencia en 1946, los conservadores exaltaron con intensidad las nociones de democracia cristiana.³¹⁰⁵ En definitivas, como el falangismo, Mariano Ospina pretendió la superación de los elementos disgregadores internos, promoviendo la reconciliación entre clases con trasfondo corporativista:

Si hacemos imposible cualquier inteligencia entre asalariados y patronos, entre la autoridad y los ciudadanos, y en fin entre los integrantes de nuestras colectividades históricas, habremos creado un obstáculo insalvable para la defensa de los intereses que tanto en el orden económico como en lo social nos son comunes.³¹⁰⁶

A decir verdad, en un inicio, el gobierno de Mariano Ospina se presentó como un conciliador de la nación. En el discurso de nuevo año 1947, exaltó la cruzada por la concordia nacional queriendo continuar con el breve periodo del liberal Alberto Lleras Restrepo.³¹⁰⁷ Incluso, Mariano Ospina se alegró de que *El Tiempo*, en agosto de 1947, reconociera que mantuvo una posición equidistante entre ambas fuerzas políticas.³¹⁰⁸ En realidad, fue prudente debido a que se enfrentó a una oposición que dominaba todos los entes representativos: tanto el parlamento, como las asambleas departamentales, como los concejos municipales, eran de mayoría liberal; hecho que se fue agravando con la victoria arrasadora de

³¹⁰² Discurso de posesión ante el congreso nacional, Mariano Ospina Pérez, Libertad, el 7 de agosto 1946. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 248.

³¹⁰³ «Instrucciones a funcionarios oficiales», Libertad, Bogotá, 13 de agosto de 1946. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 265.

³¹⁰⁴ «La patria está por encima de los partidos», alocución del presidente de la República, doctor Mariano Ospina Pérez, Bogotá, 18 de marzo 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 322.

³¹⁰⁵ «El debate electoral de 1947», alocución del presidente de la República, Mariano Ospina Pérez. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 302.

³¹⁰⁶ «El derrotero de la Unión Nacional», conferencia el 28 de agosto 1947 del presidente Mariano Ospina Pérez. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 401.

³¹⁰⁷ «Soy un modesto obrero de la democracia, mensaje de Año Nuevo 1947, desde Cali, presidente de la República Mariano Ospina Pérez. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 291.

³¹⁰⁸ «El derrotero de la Unión Nacional», *op.cit.*, p. 402.

Gaitán en las legislativas de 1947, que lo conminó a juzgárselas por los gobiernos de *Unión Nacional* nuevamente.³¹⁰⁹

Sin embargo, su aparente tono apaciguador pronto fue desvirtuado por las oposiciones. El comunista Gilberto Vieira denunció la ambivalencia de Mariano Ospina, acusándolo de ser un hombre que se presentó como moderado y pragmático, pero que en realidad abrió el campo al despotismo cuando se dio cuenta de que no contaba con las mayorías; generando a la postre una guerra civil no declarada, que se caracterizó por una política de atentados y de verdadero “genocidio” contra el Partido Liberal, el movimiento obrero y el Partido Comunista.³¹¹⁰

Efectivamente, fue la violencia y la represión contra la efervescencia social lo que le entregó el reconocimiento de las elites, siendo apreciado por ellas como un pacificador de Colombia. En un acto político, Laureano Gómez elogió la obra ospinista sobre todo por haber sabido: “*encauzar las fuerzas militares en busca del restablecimiento de la paz en todo el territorio de la República.*”³¹¹¹ Asimismo, en 1952, en el *Diario de Colombia*, el nacionalista radical Gilberto Álzate Avendaño, lo elogió como “el salvador de la Patria y del caos” del nueve de abril afirmando: “*Los colombianos no podrán olvidar el nueve de abril, cuando el presidente Ospina Pérez salvó al régimen, la legitimidad del poder y las instituciones nacionales con solitario desnudo.*”³¹¹²

En todo caso, a finales de 1949, las medidas inflexibles de Mariano Ospina lo volvieron un presidente impopular que era acogido con hostilidad por las multitudes, siendo silbado y abucheado en actos públicos en varias ocasiones.³¹¹³ Por lo tanto, no le quedó otra opción para retomar el control y consolidar la hegemonía conservadora, que desviar la República hacia un modelo autocrático y represivo.

14.1.3. El inicio de la dictadura civil a partir de 1949.

Sin lugar a dudas, a partir de 1949, durante la presidencia de Mariano Ospina, comenzó una desviación autoritaria. El liberal Germán Arciniegas afirmó que, desde entonces, Mariano Ospina se entregó voluntariamente a un grupo reaccionario de corte

³¹⁰⁹ Arciniegas Germán. *Entre la Libertad y el miedo*, op.cit., p. 231.

³¹¹⁰ Harnecker Martha. *Combinación de todas las formas de lucha. Entrevista a Gilberto Vieira*, op.cit., p. 7.

³¹¹¹ «Laureano Gómez declara “Ospina Pérez es el único presidente comparable a Bolívar”», *La Patria*, Manizales, 1 de julio de 1950.

³¹¹² «El candidato del partido», *Diario de Colombia*, 2 de septiembre de 1952. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, op.cit., p. 157.

³¹¹³ Martz John. *Colombia un estudio de política contemporánea*, op.cit., p. 138.

neofascista.³¹¹⁴ Sin embargo, para el alto funcionario conservador Azula Barrera, el advenimiento de un gobierno de orden era la consecuencia natural del 9 de abril 1948, para salvar la patria de “los movimientos anárquicos” y “de las fuerzas destructoras del caos”.³¹¹⁵

En términos generales, numerosos historiadores concuerdan que con Mariano Ospina Pérez inició la conservatización de la República con contornos autoritarios. Uno de ellos, Mauricio Archila Neira, contó que a partir de 1949 empezó la instauración del estado de sitio y el ahogamiento de las libertades individuales.³¹¹⁶ Para Ana María Bidegain, al asumir el poder con el respaldo de tan solo el 41 % de los votos permitidos y con la participación del 30 % de la capacidad electoral, Ospina ya no podía gobernar en el marco del Estado liberal de derecho, sino que debía inclinarse por formas autoritarias de poder: estado de sitio, suspensión de las garantías constitucionales y legalidad marcial.³¹¹⁷ Por consiguiente, desde 1949 se manifestaron los síntomas de una crisis democrática, porque el Estado ya no era el garante del orden público, ni de un Estado de derecho.³¹¹⁸ Lo cierto era que con Mariano Ospina y luego Laureano Gómez, se cambió el modelo democrático de la República Liberal con tendencia al intervencionismo económico, por el absolutismo político con predominancia de un liberalismo económico.³¹¹⁹ De modo que la política reaccionaria conservadora que predicaba autoritarismo, confesionalismo y antiliberalismo, se impuso en los últimos años del gobierno de Ospina. Carlos Lleras Restrepo sentenció que desde entonces: “*La desconfianza en la libertad, la repugnancia por la democracia social, el apego a las formas más severas del autoritarismo político fueron los supuestos intelectuales de la actitud conservadora.*”³¹²⁰

En consecuencia, con Mariano Ospina inició lo que algunos denominaron como las “dictaduras civiles”³¹²¹, entendidas: como una forma particular de autoritarismo institucional dominado por el Partido Conservador, que no tenía ni la legitimidad castrense de un golpe de Estado, ni se asentaban en la voluntad popular.³¹²² Para Germán Arciniegas, con esto se arruinó la “mejor” democracia del continente: en pocos meses, una nación con autoridad

³¹¹⁴ Arciniegas Germán. *Entre la libertad y el miedo*, op.cit., p. 227.

³¹¹⁵ Azula Barrera Rafael. *De la Revolución al orden nuevo*, op.cit., p. 491.

³¹¹⁶ Archila Neira Mauricio. *Protestas sociales en Colombia*, op.cit., p. 66.

³¹¹⁷ Bidegain Ana María. *Iglesia Pueblo y política...*, op.cit., p. 173.

³¹¹⁸ Diamont Larry, Linz Juan José, Lipset Seymour Martin. *Democracy in developing country...*, op.cit., p. 28.

³¹¹⁹ Bidegain Ana María. *Iglesia Pueblo y política...*, op.cit., p. 173.

³¹²⁰ «La posición de los partidos políticos frente a los problemas colombianos...». En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos*, op.cit., p. 95.

³¹²¹ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma*, op.cit., p. 290.

³¹²² Mariano Ospina no tenía la mayoría en 1946, y Laureano fue elegido siendo único candidato, con una oposición amordazada.

democrática ensombrecía en la dictadura conservadora, caracterizada por el terror y la violencia.³¹²³

En los hechos, después de tentativas de colaboración al inicio del mandato, rápidamente la relación con los liberales se deterioró, los gobiernos y coaliciones de *Unión Nacional* fracasaron, y los parlamentarios liberales anunciaron la voluntad de acusar a Mariano Ospina Pérez ante el Senado, por los hechos del 9 de abril de 1948.³¹²⁴ Como respuesta, surgió una reacción conservadora desde los altos mandos del Estado. Desde luego, Ospina cedió a las franjas radicales laureanistas, nombrando al extremista y belicoso Luis Ignacio Andrade como ministro de Gobierno.³¹²⁵

De inmediato, empezaron las prácticas autoritarias a desatarse y extenderse con presteza. En abril 1949, Mariano Ospina destituyó a los gobernadores liberales de los departamentos, también los empleados oficiales menores, y nombró solo a funcionarios conservadores en el gabinete ministerial y en la administración.³¹²⁶ Igualmente, el 9 de noviembre de 1949, mediante el decreto 03518, Mariano Ospina dictó el estado de sitio para mantener el orden público, preceptuando la militarización de la nación. El giro autoritario se agravó el 10 de noviembre de 1949, cuando Ospina disolvió el Congreso de mayoría liberal de manera indefinida y suspendió las asambleas departamentales y consejos municipales, entregando poderes especiales a los gobernadores que se convirtieron en “pequeños dictadores regionales”.³¹²⁷ Además, se censuraron la prensa y la radio, se suprimió la libertad de reunión y de manifestación públicas, iniciando una gran ola de represión y con decenas de presos políticos.³¹²⁸ El clima se enrareció y se agudizaron la violencia y los enfrentamientos en todo el país: entre guerrillas que recusaban la autoridad del Estado y los escuadrones de la muerte paraestatales.³¹²⁹ Por todo ello, en 1949, el estadista liberal, Carlos Lozano Lozano, lamentó la situación, alegando que si bien bajo el liberalismo se había respetado el proceso democrático y las garantías electorales -incluso entregando la presidencia en 1946-, de su lado los

³¹²³ Arciniegas German. *Entre la libertad y el miedo*, *op.cit.*, p. 226.

³¹²⁴ Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). *El estado corporativo colombiano...*, *op.cit.*, p. 143.

³¹²⁵ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 158.

³¹²⁶ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 133.

³¹²⁷ *Ibid.*, p. 137.

³¹²⁸ Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L, *op.cit.*, p. 78.

³¹²⁹ Jácome, J. (2015). El impacto de la Revolución y la Contrarrevolución en los poderes de emergencia circa 1959-1978. En: *Estados de excepción y democracia liberal en América del Sur...*, *op.cit.*, p. 113.

conservadores activaban la represión y medidas autoritarias, generando un flujo de exiliados hacia los países vecinos.³¹³⁰

Otro aspecto importante de la deriva autoritaria del mandato de Mariano Ospina, fue la consolidación del uso de los estados de excepción de forma perenne, gobernando mediante decretos. Con este objetivo se instrumentalizó el poder judicial para evitar los controles restrictivos. Al respecto, Germán Arciniegas reveló un cambio fundamental en la estructura del Consejo de Estado, que era el encargado de controlar los estados de excepción: antes sus miembros eran elegidos por el Congreso, pero Mariano Ospina aumentó el número de consejeros designados por el ejecutivo para evitar el control, haciendo lo mismo con el Contralor General de la República quien vigilaba el presupuesto.³¹³¹ Igualmente, se realizó un cambio de jurisprudencia, entre 1948 y 1953, los constitucionalistas colombianos interpretaron que los estados de excepción no se reducían al ámbito de la defensa del régimen constitucional, sino que también servían para evitar la desintegración social. Es decir, habilitaron esta modalidad excepcional para ámbitos sociales, tolerando con esto que algunos decretos que atacaban las causas socioeconómicas de una conmoción interior, siguieran vigentes después de levantado el estado de sitio.³¹³²

Asimismo, el final del gobierno de Ospina se tornó eminentemente represivo contra los movimientos populares, acentuando un receso en la lucha social. A través de un cuadro comparativo, Mauricio Archila Neira, demostró cómo se redujo el volumen de las protestas sociales durante el periodo 1946-1957, en contraste con el protagonismo obrero notable bajo la República Liberal.³¹³³

En concordancia con esto, se hicieron notorias las afinidades de los conservadores con el sindicalismo corporativo.³¹³⁴ Efectivamente, durante el gobierno de Ospina se reconoció el sindicato confesional de la Unión de Trabajadores de Colombia (UTC), mientras se agravó el debilitamiento de la C.T.C.³¹³⁵ La UTC, que tenía el apoyo de la Iglesia católica colombiana, celebró en su V congreso el 27 de marzo de 1954, la exitosa labor realizada desde

³¹³⁰«Autoridad y libertad», Conferencia pronunciada en el instituto Benjamín Herrera en Bogotá, en mayo de 1949. En: Lozano y Lozano Carlos. *Escritos políticos*, op.cit., p. 381.

³¹³¹ Arciniegas Germán. *Entre la Libertad y el miedo*, op.cit., p. 243.

³¹³² Jácome, J. (2015). Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959, op.cit., p. 125.

³¹³³ Archila Neira Mauricio. *Protestas sociales en Colombia...*, op.cit., p. 65.

³¹³⁴ Salamanca Guillermo. *Los partidos en Colombia*, op.cit., p. 289.

³¹³⁵ Daniel Pécaut, *Política y sindicalismo en Colombia*, op.cit., p. 218.

1945.³¹³⁶Fue una gran victoria en la estrategia conservadora porque, como mencionaba Daniel Pécaut, en realidad la UTC lejos de ser apolítica, se solidarizó y se comprometió con los regímenes conservadores.³¹³⁷ Igualmente, en julio de 1950, el sindicalismo confesional y corporativo obtuvo una gran victoria con el importante fallo del Consejo de Estado, con el magistrado Álvaro Pineda de Castro como ponente, quien anuló la unidad sindical que le había otorgado a la CTC el monopolio de la representación obrera.³¹³⁸

En complemento, Mariano Ospina fue moldeando una armadura jurídica sólida que legitimaba el régimen autoritario en gestación: desde 1949 se intensificó la expedición de una multiplicidad de decretos autoritarios y represivos, los cuales institucionalizaron: la censura, la exclusión y la represión estatal.³¹³⁹En este punto, el gobierno ospinista, se inspiró en el modelo franquista que había consolidado un nuevo orden cimentando un entramado institucional y jurídico complejo.³¹⁴⁰De esta manera, las elites dejaban claro que el regreso al régimen democrático de los años treinta y cuarenta sería peligroso, como lo advertía Azula Barrera: “A la legalidad existente antes, antes de la revolución del 9 de abril no podrá regresarse, sin correr el riesgo de desatar de nuevo las fuerzas destructoras del caos”.³¹⁴¹

De todos modos, ante la perspectiva del final de mandato de Ospina, el giro autoritario se agravó y, bajo presiones y amenazas se desarrollaron las elecciones presidenciales de 1949. Era tal el clima de tensión, que se denunció que las fuerzas armadas obligaban los campesinos a entregar sus certificados de registro e inscribirse como conservadores.³¹⁴²En esta atmósfera enrarecida, fue elegido Laureano Gómez el 27 de noviembre de 1949, siendo el único

³¹³⁶«Entre las victorias de la UTC no podemos menos de recordar de la libertad sindical, llamada también pluralidad sindical, lograda después de años de lucha con la Confederación de Trabajadores de Colombia, entonces de tipo marxista y totalitario, y con los gobiernos que le amparaban y colocaban en el privilegio de única agrupación legítima de los trabajadores colombianos». En: «El V congreso de la UTC», *El Obrero Católico*, Medellín, 27 de marzo de 1954, p. 4.

³¹³⁷Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo en Colombia*, op.cit., p. 250.

³¹³⁸«La libertad sindical», *La Patria*, Manizales, 26 de julio de 1950.

³¹³⁹ Se expedían una serie de decretos autoritarios entre los que se encontraba: El Decreto 03520 por el cual se suspendieron las sesiones del Congreso Nacional, de las Asambleas Departamentales y de los Consejos Municipales; el Decreto 3521 por el cual se estableció la censura de la prensa y de la radiodifusión; el Decreto 03522, por el cual se prohibieron las manifestaciones públicas; el Decreto 03523 por el cual se autorizó a los gobernadores de los departamentos a destruir y crear empleos sin sujetarse a las ordenanzas vigentes; el Decreto 03526 por el cual se designaron los censores para la prensa escrita; el Decreto 3519 por el cual se suspendieron las facultades de control que ejercía la Corte Suprema de Justicia sobre las medidas del ejecutivo durante el estado de sitio; el Decreto 03562, por el cual se convocaron los consejos verbales de guerra para juzgar a civiles. En: Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L., op.cit., p. 79.

³¹⁴⁰El nuevo Estado se consolidaba mediante siete leyes fundamentales: la Ley del Fuero del Trabajo de 1938, Ley Orgánica del Estado de 1967, Ley de Cortes de 1942, Ley de Fuero de los Españoles de 1945, Ley de Referéndum de 1945, Ley de Sucesión a la Jefatura del Estado de 1947 y Ley de Principios del Movimiento Nacional de 1958. En: Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L., op.cit., p. 79.

³¹⁴¹ Azula Barrera Rafael. *De la Revolución al orden nuevo*, op.cit., p. 491

³¹⁴²Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L., op.cit., p. 77.

candidato que se presentó.³¹⁴³ Este proceso hacia el autoritarismo no era una sorpresa para sus opositores. Carlos Lleras Restrepo espetó que la actitud conservadora de los últimos dieciocho años, se había caracterizado por ser difícilmente conciliable con la democracia.³¹⁴⁴

14.2. La tentativa de consagrar un proyecto radical de Estado corporativo, hispanófilo y confesional (1950-1953).

Elegido el 27 de noviembre de 1949, Laureano Gómez tomó posesión el 7 agosto de 1950. Con él, llegó a la máxima jefatura del Estado un conservador reaccionario, radical y gran admirador falangista.³¹⁴⁵ De hecho, Laureano Gómez acababa de regresar a Colombia después de un exilio en España con su hijo Enrique Gómez, en donde fue un observador privilegiado de las estructuras franquistas, reforzando sus afinidades con las ideas falangistas que le habían interesado desde los años treinta. En efecto, para muchos su discurso durante la inauguración del Círculo Nacionalista español de Bogotá en 1938, fue una profesión de fe hacia la revolución nacional española.³¹⁴⁶ Sobre esto, el diario liberal *El Tiempo*, aseguró que la postura que tomó Laureano Gómez en el Círculo Nacionalista español fue un síntoma claro de su cambio abrupto de posición: de abominación por el fascismo a volverse un seguidor de la Falange Española con un programa político definido por la doctrina nacionalsindicalista.³¹⁴⁷

Sin sorpresa, múltiples historiadores admiten la veta falangista de la tentativa reaccionaria laureanista en los cincuenta. John J. Boiley habló del interludio cuasi-falangista de Laureano Gómez.³¹⁴⁸ De su lado, James Malloy interpretó el proyecto laureanista como un intento hispánica y corporativista, con una tendencia hacia un presidente fuerte, una Iglesia establecida y una legislatura organizada corporativamente.³¹⁴⁹

En todo caso, con respecto al final del periodo de Mariano Ospina, Laureano Gómez implicó un aumento en radicalidad de los sectores derechistas del país, con él se fortaleció una dictadura civil.³¹⁵⁰ Por eso, Vernon Lee Fluharty apodó a Laureano Gómez el “presidente

³¹⁴³ Alegando falta de garantías y presiones, los liberales no se presentaron en las presidenciales.

³¹⁴⁴ «En vísperas de las elecciones presidenciales», Conferencia pronunciada en el Teatro municipal, Bogotá, octubre de 1949. En Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos, op.cit.*, p. 145.

³¹⁴⁵ Arciniega Germán. *Entre la Libertad y el miedo, op.cit.*, p. 234.

³¹⁴⁶ «Laureano Gómez en el Círculo fascista español», *El Colombiano*, Medellín, 1 de febrero de 1938, p. 5.

³¹⁴⁷ «La Marcha real española», *El Tiempo*, Bogotá, 30 de enero de 1938, p. 4.

³¹⁴⁸ John J Boiley, Capítulo 9. Pluralist and corporalist dimension of interest representation in Colombia. En: Malloy James, *Authoritarianism and corporatism in Latin America*.Pitsburg.University of Pittsburgh press.United states 1977, p. 266.

³¹⁴⁹ Malloy James. *Authoritarianism and corporatism in Latin America, op.cit.*, p. 271.

³¹⁵⁰ Arciniegas Germán, *Entre la Libertad y el miedo, op.cit.*, p. 240.

Dictador”.³¹⁵¹Rápidamente, Laureano Gómez asentó las bases de lo que iba a ser su proyecto ambicioso de renovación total. Pocos meses después de su posesión, ya había sometido el Congreso, la Corte Suprema de Justicia, el Consejo de Estado, la Confederación de Trabajadores. Además, mediante la planificación de una asamblea constituyente, se impulsó la voluntad de crear un corporativismo confesional con visos falangistas, que ambicionó con la consagración de: “*un Estado autoritario, corporativo y de corte fascista, impregnado de hispanismo y bajo la hegemonía de la corriente de la intransigencia católica*”.³¹⁵² No cabe duda, el proyecto laureanista fue un claro ejemplo de modernismo reaccionario que acompasó elementos contrarrevolucionarios y reaccionarios con pretensiones renovadoras y desarrollistas.

14.2.1. La falangización de la República.

El gobierno de Mariano Ospina había abonado el terreno para la dictadura de Laureano Gómez, pero la represión y la inclinación hacia al autoritarismo se tornó más agresiva con el segundo. Este quiso implantar rápidamente en Colombia un Estado inspirado en el modelo franquista para dismantelar el Estado Liberal.³¹⁵³En concreto, Laureano Gómez pretendió instaurar un autoritarismo dominado por una oligarquía capacitada, siguiendo las enseñanzas de Bolívar, según las cuales un gobierno de elites permitía evitar “el drama de las repúblicas” que habrían sido las elecciones.³¹⁵⁴

Con él, el Partido Conservador estuvo totalmente bajo el dominio de un tradicionalismo fuertemente reaccionario, producto de una simbiosis entre hispanismo, bolivarianismo, nacionalcatolicismo y falangismo. Con Laureano Gómez se acentuó la conservatización de la República, prosiguiendo con más ímpetu la depuración de los funcionarios liberales en las diferentes administraciones, para remplazarlos por simpatizantes del régimen.³¹⁵⁵Pero más que una conservatización, es preciso hablar de falangización para significar un grado de intensidad superior, puesto que los elementos falangizados radicales de las derechas se adueñaron del poder con Laureano Gómez. Está claro que estas derechas renovadas y revitalizadas ya no eran las antiguas elites conservadoras de la Hegemonía Conservadora antes de 1930. Siendo así, a partir de 1950, la jefatura del Estado fue ocupada

³¹⁵¹Fluharty Vernon Lee. *op.cit.*, p. 9.

³¹⁵²Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). El estado corporativo colombiano..., *op.cit.*, p. 147.

³¹⁵³ Meléndez Sánchez Jorge, *op.cit.*, p. 76.

³¹⁵⁴Martz John. *Colombia un estudio de política contemporánea*, *op.cit.*, p. 194.

³¹⁵⁵Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L, *op.cit.*, p. 76.

por dos políticos –Laureano Gómez y Roberto Urdaneta- que fueron permeados por ciertos rasgos falangistas y que manifestaron atracción o complacencia por el régimen franquista.

Sin lugar a dudas, Laureano Gómez fue una de las voces más potentes de las ideas falangistas e hispánicas en Colombia. Los indicios fueron legión, unos más sugestivos que otros. No por nada el liberal de izquierda, Diego Montaña Cuéllar, lo apodó como “el caudillo del falangismo”.³¹⁵⁶ Así pues, el periodista nacionalizado español Andrés Révész que hizo en el pasado un retrato elogioso de José Antonio Primo de Rivera en 1933, hizo lo mismo con Laureano Gómez, al que llamó “el benemérito de la Hispanidad”, subrayando “su amor absoluto por España”.³¹⁵⁷ En verdad, según el historiador José Ángel Hernández, fue en Madrid en un colegio de abogados, en donde Laureano Gómez pudo escuchar a José Antonio Primo de Rivera en sus inicios, quedando fascinado por el líder falangista.³¹⁵⁸ Igualmente, el historiador Javier Guerrero Barrón quien destacó varias facetas y evoluciones de Laureano Gómez, formuló la existencia de tres periodos en la vida de política del caudillo conservador, considerando su segunda etapa a partir de 1938, como la fase cuando se notó su inclinación por la España franquista.³¹⁵⁹ En el mismo sentido, el historiador David Bushnell recalcó que Laureano Gómez, y con él, la gran mayoría de los conservadores en el poder, apoyaron el régimen franquista.³¹⁶⁰ Oficialmente, se puede decir que durante el discurso del Círculo Nacionalista, Laureano Gómez se proclamó falangista, explícitamente en ese acto dijo: “*En sus falanges nos inscribimos con indescriptible regocijo*”.³¹⁶¹ Asimismo, Laureano Gómez estuvo muy cercano con el enviado de Franco -Ginés de Albareda-, condecorándolo con la Cruz de Boyacá, y siendo recibido con afecto por el diplomático español en sus múltiples visitas a España.³¹⁶² Por último, cuando regresó a Colombia después de su exilio en España el 24 de junio de 1949, al bajarse del avión se dirigió a los que lo esperaban, con un saludo fascista y gritando el lema falangista: “¡Presente!”³¹⁶³

Por su parte, Roberto Urdaneta Arbeláez quien le sucedió en la presidencia durante su vacante por problemas de salud -del 9 de junio 1951 al 13 de junio de 1953-, aunque más moderado también tuvo cierta afinidad y acercamientos con falangistas y el franquismo. Recordemos que fue uno de los artífices como delegado colombiano ante las Naciones Unidas, para abogar

³¹⁵⁶ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia: país formal, país real, op.cit.*, p 166

³¹⁵⁷ ABC, Madrid, 5 de septiembre de 1965, p. 9.

³¹⁵⁸ Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, op.cit., p. 48.

³¹⁵⁹ Guerrero Barrón Javier, op.cit., p. 263.

³¹⁶⁰ Bushnell David. *Eduardo Santos y la política del Buen Vecino, op.cit.*, p. 38.

³¹⁶¹ «Ayer se abrió en Bogotá la casa nacionalista española», *El Tiempo*, Bogotá, 30 enero de 1938, p. 3.

³¹⁶² Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia...*, op.cit., p. 115.

³¹⁶³ Fluharty Vernon Lee, op.cit., p. 134.

por el regreso de España en la organización, después de haber sido proscrita. En un discurso de 1947, intercedió por la causa de España aduciendo que ya no era una amenaza para la paz mundial.³¹⁶⁴ Por eso, la prensa derechista española se alegró de su nombramiento el 3 de febrero de 1950 como embajador en Madrid, destacando que cuando fungía como diplomático especial ante las Naciones Unidas, junto con la Delegación brasileña, encabezó la defensa de España en la ONU.³¹⁶⁵ Al respecto, el 11 de marzo 1950, ante la prensa española, Roberto Urdaneta declaró que la decisión de varios países como Colombia de enviar embajador a España, confirmó la tesis que defendió con Colombia ante la ONU: la no intromisión en los asuntos de España y la favorabilidad para la normalización de las relaciones con este país.³¹⁶⁶

Por otra parte, esta falangización del Estado, se divisó en todas las esferas del poder y de la administración pública, que fueron gradualmente ocupadas por políticos epígonos del falangismo y del franquismo. De ahí que notables baluartes del Partido Conservador que estuvieron en la inauguración del Círculo Nacionalista en 1938, empezaron a gozar de importante visibilidad bajo el régimen laureanista.³¹⁶⁷ Asimismo, se consolidó el protagonismo de las plataformas de divulgación falangista como *El Siglo*, que en 1941 fue citado por un periodista falangista –Francisco de S. Larcegui-, como uno de los diarios útiles para la Falange.³¹⁶⁸ Para Germán Arciniegas era claro que con Laureano Gómez a la cabeza del Estado, se había consolidado el proceso de fascistización:

El nuevo gobernante entregó voluntariamente sus destinos a un grupo reaccionario de corte neofascista. Organizó la policía como fuerza de choque y convirtió al ejército nacional en tropa de partido. Formó un estado mayor militar beligerante.³¹⁶⁹

Es cierto que, durante este periodo, el Partido Conservador se inclinó hacia una línea política e ideológica más radical. Incluso, el líder liberal Carlos Lleras Restrepo denunció en 1949, que una vanguardia falangista daba consignas en el Partido Conservador.³¹⁷⁰ En concreto, en la Convención Conservadora de Medellín (1950), se nombró a un falangista

³¹⁶⁴El ministro habla sobre la política de Unión Nacional, 1 de febrero de 1947, *El Siglo*. En: Urdaneta Arbeláez Roberto. *Escritos y discursos*, op.cit., p. 258.

³¹⁶⁵ABC, Madrid, 3 de febrero de 1950, p.13.

³¹⁶⁶ABC, Madrid, 11 de marzo 1950, p. 8.

³¹⁶⁷*El Tiempo* enumeraba conservadores como Hernando Uribe Cualla, Guillermo Camacho Montoya, Francisco Fandiño Silva, Álvaro Gómez Hurtado, Rafael Naranjo Villegas. En: «Ayer se abrió en Bogotá la casa nacionalista española», *El Tiempo*, 30 enero de 1938, p. 3.

³¹⁶⁸«La Falange Española en América», *El Tiempo*, Bogotá, 12 de noviembre de 1941, p. 4.

³¹⁶⁹ Arciniegas Germán. *Entre la Libertad y el miedo*, op.cit., p. 227.

³¹⁷⁰«El rompimiento del gobierno de Unión Nacional», discurso pronunciado en nombre de la dirección nacional del liberalismo, Hotel Granda, Bogotá, 8 de mayo de 1949. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos*, op.cit., p. 117.

ferviente, Gilberto Álzate Avendaño, como jefe del Partido Conservador, produciendo un claro viraje radical del partido, adoptando al final de la Convención una proclama falangista, el grito franquista, y el himno falangista que todos los copartidarios entonaron.³¹⁷¹ Al respecto el historiador Christopher Abel reveló que el himno falangista fue colombianizado, apropiándose y popularizando ciertas estrofas como “! *Un solo grito! ¡Arriba Colombia!*”.³¹⁷²

Por lo tanto, después de la Convención de Antioquia, el viernes 27 de octubre de 1950, resurgió con virulencia el aliento falangista de las derechas y de la juventud conservadora que expresó el deseo de crear una “*junta falangista nacional*”.³¹⁷³ Prueba de ello, por instigación de la fuerza de choque de Bogotá “*legión azul*”, se creó un comité falangista en la prestigiosa Universidad Javeriana.³¹⁷⁴ En el mismo sentido se empezó a promover una gran reunión del falangismo en Colombia. En concreto, el nacionalista Juan Roca Lemus suscitó un encuentro entre los jefes falangistas, y se habló del combativo monseñor Miguel Ángel Builes, como embajador oficial del falangismo colombiano ante el gobierno español.³¹⁷⁵ Igualmente, se promocionó la estrategia de los comandos paramilitares con la figura de Eduardo Kronfly,³¹⁷⁶ quien había creado un grupúsculo derechista falangizado, fiel seguidor de Álzate Avendaño y confeso admirador de Franco, de Antonio Salazar y José Calvo Sotelo.³¹⁷⁷ Este movimiento agresivo, se organizó en varias fuerzas de choque que cubrían la capital, generando desorden y destacándose con pomposas manifestaciones de fuerza.³¹⁷⁸

Sin embargo, este proceso de falangización no fue homogéneo, ni generó aceptación unánime. Subsistieron disensos y tensiones entre la franja tradicionalista y las corrientes más extremistas como la de Álzate Avendaño. Con esto, Laureano Gómez tuvo que enfrentar la reticencia y la oposición de las corrientes ospinistas y alzistas.³¹⁷⁹ Específicamente, Gilberto Álzate Avendaño denunció el escándalo de la Convención Conservadora de 1951, en la cual se negó la voluntad de la mayoría conservadora que quería la designación de Álzate Avendaño como sucesor de Laureano Gómez, y se escogió a Roberto Urdaneta.³¹⁸⁰ Por este

³¹⁷¹ Abel Christopher. *Política, Iglesia y Partidos en Colombia...*, op.cit., p. 162.

³¹⁷² *Ibid.*

³¹⁷³ Ayala Diago César Augusto. *Democracia bendita seas: Gilberto Álzate Avendaño liberado 1950-1960*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, 2013.p. 63.

³¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 64.

³¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 63.

³¹⁷⁶ Militante conservador y editor interino del semanario *La Nación*.

³¹⁷⁷ Abel Christopher, op.cit., p. 162.

³¹⁷⁸ *Ibid.*

³¹⁷⁹ Vázquez Carrizosa Alfredo. *Historia crítica del Frente Nacional*, op.cit., p. 77.

³¹⁸⁰ «La Convención Conservadora», *Diario de Colombia*, 8 enero de 1955. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, op.cit., p. 422.

motivo, el ministro de Gobierno reaccionario, Luis Ignacio Andrade, decretó una censura total, inclusive contra conservadores como Álzate Avendaño.³¹⁸¹ Por otra parte, el radicalismo del kronflismo puso en alerta las elites del partido, el propio directorio departamental del partido Conservador de Cundinamarca que, en un primer momento, apoyó la estrategia de los comandos, se opuso finalmente a los métodos de Kronfly. Ante estas hostilidades internas, el 2 de febrero de 1952, el agregado cultural colombiano en Madrid -Eduardo Carranza-, deploró que esas luchas intestinas alejaban los sueños juveniles de “*una revolución alegre y justiciera*”.³¹⁸²

Sin embargo, para ciertos liberales como Eduardo Santos las supuestas oposiciones conservadoras eran de apariencia débiles: “*Lo que quedó de alzatismo en el Senado es fácilmente aplanchable. Álzate ha tenido conferencias con Andrade, dizques cordiales. Ospina quiere ser presidente y lo traga todo.*”³¹⁸³ En el mismo sentido, en diciembre de 1952, Silvio Villegas aclaró que la disidencia que quería la elección de Álzate Avendaño era minúscula.³¹⁸⁴ Asimismo, Carlos Lleras reveló que, más allá de las pequeñas querellas, en realidad los conservadores, sin importar sus tendencias, estaban ligados por un pacto de sangre: “*Como todos los otros están ligado por el pacto de sangre y no puede romper la complicidad que lo une a Andrade y Gómez.*”³¹⁸⁵

Finalmente, el 6 de noviembre de 1952, el directorio nacional Conservador en un trascendental manifiesto, ratificó el apoyo a Roberto Urdaneta, y confirmó la jefatura suprema de Laureano Gómez, respaldando una candidatura única con el objetivo primordial de consolidar el régimen conservador, evitando los vicios que perturbaron su permanencia en el poder.³¹⁸⁶ De su lado, Mariano Ospina refutó públicamente las acusaciones de promover disensiones internas, respaldando sin tapujos al presidente Roberto Urdaneta.³¹⁸⁷ En consonancia con este espíritu de unión, en 1953, Álzate Avendaño reconoció que, a pesar de

³¹⁸¹Martz John. *Colombia un estudio de política contemporánea, op.cit*, p. 180.

³¹⁸²BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 2 de febrero de 1952, de Eduardo Carranza (España) a Víctor Emilio Jara (Nueva York), p. 1.

³¹⁸³BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 9 de enero de 1953, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (México), p. 3.

³¹⁸⁴«Soluciones finales», *La Patria*, Manizales, 6 de diciembre de 1952, p. 4.

³¹⁸⁵BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 19 de febrero de 1953, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris), p. 1.

³¹⁸⁶«La moral política y doctrinaria del conservatismo tiene que ser superior a las fuerzas disolventes», *La Patria*, Manizales, 6 de noviembre de 1952, p. 1.

³¹⁸⁷«Mariano Ospina refuta las acusaciones de ser promotor de discordias internas en el seno del Partido Conservador», *La Patria*, Manizales, 15 de abril de 1953, p. 9.

las turbulencias, siete años después de su regreso, la República Conservadora se había consolidado:

La República se vio en el vórtice del caos, sacudida por un temporal revolucionario. Pero a la postre, con un partido unificado como sólido sostén del Gobierno, el régimen conservador sobrevivió a la tormenta y obtuvo su predominio en todos los órganos del Estado.³¹⁸⁸

Por consiguiente, a pesar de pequeñas querellas internas, con los vientos en popa por la coyuntura favorable, los sectores falangizados no escondían sus ambiciones. De ahí que a finales de noviembre de 1952, *La Patria* difundió los anhelos de los sectores nacionalistas, que exigieron entre otras cosas: una expansión doctrinaria, la perfección de su sistema de organización interna, intensificar la movilización cívica y la propaganda psicológica, el encuadramiento de sus bases populares, y la exaltación de la energía y la fuerza para realzar la prestancia nacional acorde con la historia en marcha.³¹⁸⁹ Por ello, el 18 de mayo de 1953, Álzate Avendaño ironizó con satisfacción, que los postulados nacionalistas repudiados en el pasado se habían convertido en la ortodoxia oficial del partido.³¹⁹⁰

14.2.2. La perspectiva de un Estado confesional reaccionario.

En realidad, con Mariano Ospina, con ocasión del mensaje de Año Nuevo de 1947, ya se podía atisbar los designios conservadores de instaurar una república cristiana, con una fuerte carga de nacionalismo católico.³¹⁹¹ Pero con Laureano Gómez se profundizó esta veta clerical, como lo destacaron los liberales de izquierda además de utilizar “instrumentos técnicos del fascismo” fue “el hombre que sometió al país al “Juicio de Dios, de 1950 a 1953”.³¹⁹² Por algo, la Acción Católica en 1950, se felicitó del rumbo de la República bajo el timón de un católico patriota.³¹⁹³ Desde siempre, Laureano Gómez se había proclamado y destacado como el defensor de los intereses y supremacía de la Iglesia. Por ejemplo, en noviembre 1942 se había elevado enérgicamente en el Senado contra la tentativa de reforma

³¹⁸⁸ «Siete Años después», *Diario de Colombia*, 5 de marzo de 1953. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 255.

³¹⁸⁹Rafael Azuero Joaquín, «La moral política y doctrinaria. directorio conservador», *La Patria*, Manizales, 6 de noviembre de 1952, p. 1.

³¹⁹⁰«Mayo 18 de 1953», *Diario Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 261.

³¹⁹¹ «Soy un modesto obrero de la democracia», desde Cali, el presidente de la República, Mariano Ospina Pérez, mensaje de Año Nuevo 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 289.

³¹⁹²Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 191.

³¹⁹³«El presidente de Colombia», *El Obrero Católico*, Medellín, 12 de agosto de 1950, p. 3.

del concordato.³¹⁹⁴ En ese entonces, los católicos le habían agradecido en 1942, por “su valiente defensa” de la religión.

Posteriormente, como presidente, trabajó enérgicamente para consolidar el predominio católico en la República.³¹⁹⁵ En agosto de 1950, en su discurso de posesión, Laureano Gómez invocó que la ley moral y el derecho natural estaban por encima del derecho positivo, advirtiendo la deslegitimación de las normas que contrariaban, en su opinión, los dictados de la moral católica.³¹⁹⁶ Como sentenció el diario *La Patria*, esto significó el encuadramiento de la legislación positiva en el marco general de la ley moral y las orientaciones filosóficas cristianas.³¹⁹⁷ Carlos Lleras Restrepo al respecto condenó la voluntad de Gómez de explotar el sentimiento religioso por intereses políticos, como lo demostró su voluntad de reincorporar “el nombre de dios” en la constitución.³¹⁹⁸ Con esto, se produjo un cambio radical con respecto a la República Liberal, porque a diferencia de la *Revolución en Marcha* de López Pumarejo, ya no se fijaba la legitimidad del poder en la autodeterminación del pueblo, sino en el ideal de bien común y la autoridad superior de dios.³¹⁹⁹

En todo caso, esta savia reaccionaria desembocó en la tentativa de consagrar un Estado corporativo y confesional inspirada por la Doctrina Social de la Iglesia, en el cual se exaltó el pasado hispánico y el catolicismo como vector nacionalista. De hecho, con la muerte en 1950 de monseñor Ismael Perdomo, triunfó el ala reaccionaria de la Iglesia católica colombiana, que acentuó la influencia religiosa en la sociedad y la república.³²⁰⁰ Esto se acompañó con el resurgimiento de los Jesuitas que habían sido presionados bajo el régimen liberal, pero que regresaron al primer plano de la vida política con Laureano Gómez: orientando y aconsejando, de manera decisiva, la acción política del régimen.³²⁰¹ Sobre esto, Germán Arciniegas describió que precisamente el país fue gobernado por antiguos alumnos jesuitas como Laureano Gómez, su hijo Álvaro Gómez, Jorge Leyva, Urdaneta Arbeláez y, en la sombra con figuras, como el padre jesuita Félix Restrepo, rector de la prestigiosa Universidad

³¹⁹⁴ «El catolicismo colombiano se levanta contra la reforma del actual Concordato o con la Santa Sede», *El Siglo*, Bogotá, 1 de noviembre de 1942, p. 1.

³¹⁹⁵ «Los católicos felicitan al doctor Laureano Gómez por la valiente y generosa campaña por la religión», *El Siglo*, Bogotá, 3 de noviembre de 1942, p. 1.

³¹⁹⁶ «La ley Moral», *La Patria*, Manizales, 11 de agosto de 1950, p. 4.

³¹⁹⁷ *Ibid.*

³¹⁹⁸ «La política conservadora». En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo V: memorias, op.cit.*, p. 449.

³¹⁹⁹ Barrero Tomás, «Laureano Gómez y la democracia». En: Sierra Mejía Rubén. *La restauración conservadora 1946-1957, op.cit.*, p. 123.

³²⁰⁰ Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 12.

³²⁰¹ «La expulsión de los jesuitas de Bucaramanga», *El Siglo*, Bogotá, 8 de junio de 1936, p. 5.

Javeriana.³²⁰² Igualmente, Lucio Pabón gran teórico del nacionalcatolicismo y elemento de continuidad entre los regímenes de Ospina, Gómez y Rojas Pinilla, fue también jesuita y tuvo un papel protagónico durante esos gobiernos autocráticos.³²⁰³

Por lo tanto, con este impulso religioso se aceleraron los designios de consolidar una República cristiana. A la manera de un Tomás Moro, en una conferencia de 1951, Félix Restrepo imaginó una isla ficticia llamada Cristilandia, con la que diseñó metafóricamente los contornos de la polis ideal. En ella sus habitantes reconocían a Cristo como hijo de Dios y maestro supremo de la humanidad, consagrando el ideal evangélico del amor fraterno.³²⁰⁴ Además, Cristilandia sería gobernada por un Estado fuerte, encargado de consolidar el bienestar general caracterizado: por la unidad nacional, una autoridad fuerte, libertad justa, seguridad y paz, estabilidad social, difusión y promoción de la cultura.³²⁰⁵

Pronto, los anhelos de Félix Restrepo fructificaron durante el régimen laureanista: sobre todo porque el poder religioso retomó su rol preponderante como principal fuente de control sobre la sociedad. Por cierto, a partir de 1951, la Acción Católica y la Conferencia Episcopal de Colombia, pretendió fortalecer su dominio total, consolidando la compenetración de tres instrumentos: la acción social, la justicia social y la caridad cristiana.³²⁰⁶ Asimismo, como en Estado Unidos, la Acción Católica Colombiana tuvo la aspiración de crear una liga de la decencia para que velara: “*por la moralidad de los espectáculos públicos y detenga la avalancha de pornografía e inmoralidad, hoy peligrosamente invasoras en los teatros y en la prensa.*”³²⁰⁷ En complemento, las autoridades católicas impulsaron la necesidad de reforzar la educación cristiana para regenerar la sociedad y luchar contra los flagelos modernos, como lo atestiguó el discurso de Monseñor Fabio Sánchez Cardona en noviembre de 1952 en Santa Rosa Cabal.³²⁰⁸ Finalmente, en diciembre de 1952, la designación por el papado de monseñor Crisanto Luque como primer cardenal colombiano, fue celebrada en los sectores católicos colombianos como el reconocimiento y

³²⁰² Arciniegas Germán. *Entre la Libertad y el miedo*, op.cit., p. 25.

³²⁰³ Meléndez Sánchez Jorge, op.cit., p. 67.

³²⁰⁴ «La nueva senda», Conferencias dictadas en la radiodifusora nacional, mes de junio y julio 1951. En: Restrepo Félix. *Colombia en la encrucijada*, op.cit., p. 105.

³²⁰⁵ *Ibid.*, p. 107.

³²⁰⁶ «La conferencia episcopal de 1951 y la acción Social Católica», *El Obrero Católico*, Medellín, 22 de marzo de 1952, p. 3.

³²⁰⁷ «La liga de la decencia», *El Obrero Católico*, Medellín, 16 de febrero de 1952, p. 3.

³²⁰⁸ «Educar mirando a Cristo», *La Patria*, Manizales, 24 de noviembre de 1952, p. 4.

homenaje al catolicismo colombiano por su gran labor, destacando el ejemplo de un hombre ejemplar cuya vida se ajustó a los preceptos evangélicos.³²⁰⁹

En consecuencia, con el estímulo de este influjo reaccionario se agravaron el fanatismo y la persecución religiosa. Por este motivo, en los informes de la Confederación evangélica de Colombia, entre diciembre 1951 y enero 1952, se presentaron 23 casos de persecución religiosa- asalto a templos y asesinatos- contra protestantes.³²¹⁰ También, en 1953, el *Obrero Católico* denunció que, sin duda alguna, los misioneros protestantes en Colombia eran aliados del comunismo en el continente.³²¹¹ Adicionalmente, en 1952, con clara voluntad de censura, se acusó *El Tiempo* de defender el protestantismo, puesto que publicaba los escritos de Luis A. Quiroga, secretario de la Confederación evangélica de Colombia.³²¹²

En paralelo, se radicalizó con fervor el anticomunismo durante este periodo. En un discurso del 15 de noviembre de 1950, en honor al arzobispo Primado Monseñor Crisanto Luque, Laureano Gómez advirtió que el olvido de los preceptos tradicionales, entregaba la patria en manos del peligro comunista.³²¹³ Por ende, con el régimen laureanista se siguió negando el pluralismo político, con la estigmatización constante de políticos comunistas y socialistas, y el debilitamiento de la CTC.³²¹⁴ Oficialmente, el directorio del Partido Conservador designó en 1952 el comunismo no solo como un enemigo conservador, sino nacional.³²¹⁵ Por ello, el político y diplomático conservador -Alfredo Carrizosa Vázquez-, concluyó que, sin la república cristiana de Laureano Gómez, seguramente se hubiera remplazado el orden católico por el orden marxista.³²¹⁶

Más tarde, como presidente interino, Roberto Urdaneta Arbeláez continuó con la acción reaccionaria de Laureano Gómez, defendiendo una política social inspirada en León XIII y la lucha enérgica para contener el peligro comunista.³²¹⁷ El 21 de abril de 1953, Roberto Urdaneta expresó claramente que la misión del Partido Conservador era de impregnar la carta

³²⁰⁹ «Exaltación espiritual de Colombia», *La Patria*, Manizales, 6 diciembre 6 de 1952, p. 4.

³²¹⁰ Arciniegas Germán. *Entre la Libertad y el miedo*, *op.cit.*, p. 257.

³²¹¹ «Misioneros protestantes aliados con el Comunismo», *El Obrero Católico*, Medellín, 23 de mayo de 1953, p. 3.

³²¹² «Muy peligrosa la orientación herética que ha tomado “El tiempo” de Bogotá», *El Obrero Católico*, Medellín, 22 de marzo de 1952, p. 1.

³²¹³ «Que la locura del progreso no haga olvidar nuestros deberes cristianos», *El Obrero Católico*, Medellín, 18 de noviembre de 1950, p. 1.

³²¹⁴ Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). El estado corporativo colombiano..., *op.cit.*, p. 142.

³²¹⁵ Rafael Azuero Joaquín, «La moral política y doctrinaria», *La Patria*, noviembre 6 de 1952, p. 1.

³²¹⁶ Vázquez Carrizosa Alfredo, «La pendiente liberal radical marxista», *El Siglo*, *op.cit.*, p. 4.

³²¹⁷ «Discurso en la colocación de la primera piedra del centro urbano Antonio Nariño», el día 7 de junio de 1952, *El Siglo*. En: Urdaneta Arbeláez Roberto. *Escritos y discursos*, *op.cit.*, p. 342.

constitucional con la mentalidad cristiana.³²¹⁸ Por algo, bajo su gobierno se premió al religioso reaccionario defensor del falangismo, monseñor Miguel Ángel Builes, con la máxima condecoración nacional: la Cruz de Boyacá.³²¹⁹

En la práctica, para legitimar esta confesionalización de la República y para moldear un Estado teocrático y corporativo, se ideó la convocación de una asamblea constituyente con el fin de elaborar una nueva constitución. Sobre esto, Eduardo Santos aseguró a Carlos Lleras Restrepo, en mayo de 1953, que el proyecto de reforma constitucional laureanista era eminentemente ultra clerical y conminaba a los partidos a someterse a la ideología y métodos de la democracia cristiana.³²²⁰ Por eso, sin sorpresa, numerosos liberales como Carlos Lleras denunciaron un proyecto de constitución “reaccionaria”.³²²¹

Del otro lado del espectro político, las derechas se regodearon por la voluntad de reforma constituyente. Así pues, *La Patria* se felicitó de la conformación de una asamblea dominada por conservadores antiliberales, a los que llamó “*eminentes patricios*”.³²²² Asimismo, el 1 de noviembre de 1952, uno de los defensores más virulentos del falangismo en Colombia, el senador Joaquín Estrada Monsalve, desde la tribuna del Senado abogó con ahínco por la constituyente.³²²³

Previamente al proceso constituyente, se nombró una Comisión de Estudios Constitucionales (CEC) encargada de estudiar los proyectos de constitución. Inmediatamente, Carlos Lleras Restrepo despreció esa institución denominándola como una comisión de comedia, por haber sido redactado el proyecto por Laureano Gómez con antelación.³²²⁴ De su lado, *El Tiempo*, acusó a Félix Restrepo, al que etiquetaban como el doctrinario del “nuevo orden”, de tener un rol preponderante en la CEC.³²²⁵ Por su puesto, fue notoria la influencia de la Iglesia católica colombiana sobre el proceso de estudios constitucionales. Así, en una pastoral, *Derechos de la Iglesia*, de enero de 1951, el episcopado colombiano sugirió varias

³²¹⁸ « Sobre Roberto Urdaneta», *La Patria Nueva*, Cartagena, 22 de abril de 1953, p. 4.

³²¹⁹ «La cruz de Boyacá para Mons. Builes», *El Obrero Católico*, Medellín, 5 de julio de 1952, p. 1.

³²²⁰ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 12 de mayo de 1953, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (México), p. 2.

³²²¹ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 18 de diciembre de 1952, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris), p. 3.

³²²² «Soluciones finales», *La Patria*, Manizales, 6 de diciembre de 1952, p. 4.

³²²³ «Defensa de la Constituyente», *La Patria*, Manizales, 1 de noviembre de 1952, p. 5.

³²²⁴ BLAA. Carta del 18 de diciembre de 1952, *op.cit.*, p. 3.

³²²⁵ «Democracia y corporativismo», *El Tiempo*, Bogotá, 2 de agosto de 1951, p. 5.

reformas reaccionarias que debían incorporarse a la nueva Constitución.³²²⁶ A final de año, en otra pastoral del 28 de noviembre de 1951, otra vez el episcopado colombiano, insatisfecho con un gran número de leyes y decretos-leyes en vigencia y pronunciados bajo la República Liberal, que consideraba como perjudiciales para la Iglesia y sus derechos, presentó a los legisladores una lista detallada de normas, solicitando su derogación o modificación.³²²⁷ De todos modos, durante los debates entre el 12 de agosto 1952 y 10 de febrero 1953, uno de los documentos de estudio que sobresalió en la CEC, fue el proyecto de reforma de constitución elaborado por el Primado arzobispo de Colombia Crisanto Luque.³²²⁸ Igualmente, Eduardo Santos espetó que el propio gobierno confirmó que el proyecto de constitución era obra de Lucio Pabón, de Uribe Holguín, de los jóvenes turcos, de Andrade, todos “bajo la inspiración del altísimo”.³²²⁹

Por lo tanto, el proceso constituyente en un principio fue un triunfo rotundo para los conservadores y los valores de la constitución de 1886, antes de ser alterados por las reformas de la República Liberal. De esta manera, Álzate Avendaño declaró que hasta grandes figuras liberales como Darío Echandía, Carlos Arango, López de Mesa -que eran deliberantes en la nueva Comisión de Estudios Constitucionales-, hicieron un informe lacónico reconociendo que, si se aplicaba lealmente la Constitución del 86, podía servir para el buen gobierno de la república.³²³⁰

14.2.3. La experimentación de un régimen autoritario con residuos de democracia orgánica.

El historiador norteamericano James Malloy aseguró que las opciones estructurales del régimen franquista en España influenciaron en 1953 las propuestas corporativistas-autoritarias del conservador Laureano Gómez.³²³¹ Seguramente, el jefe conservador, que regresó del exilio español en 1949, había sido un observador de primer plano de la experiencia franquista. Muchas de las innovaciones que intentó con su proyecto autoritario, reaccionario y clerical tuvieron un trasfondo falangista. Por ejemplo, según Bushnell una novedad que tomó de su

³²²⁶ Conferencia episcopal de la República de Colombia, Pastoral «Derechos de la Iglesia», Bogotá, 1 de enero de 1951, p. 1.

³²²⁷ Conferencia episcopal de la República de Colombia, Pastoral «Leyes nocivas para la Iglesia», Bogotá, 28 de noviembre de 1951.

³²²⁸ Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). El estado corporativo colombiano..., *op.cit.*, p. 141.

³²²⁹ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, caja 1, carpeta 1. Carta del 10 de junio de 1953, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (México), p. 7.

³²³⁰ «La carta del 86, Estatuto nacional», *Diario Colombia*, 10 de julio de 1953. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 310.

³²³¹ Malloy James, *op.cit.*, p. 270.

exilio en España fue la votación de la mujer cabeza de familia en las elecciones municipales.³²³² Igualmente, se inspiró de la dictadura franquista, para impulsar su proyecto de consagrar una democracia cristiana y orgánica en Colombia.

No fue casual que los lineamientos de la democracia orgánica predominaran, de forma apabullante, en el pensamiento conservador y reaccionario colombiano, durante el régimen laurenista. Desde marzo de 1950, en el diario *Semana*, Silvio Villegas propuso un sistema corporativo para Colombia.³²³³ Asimismo, en su descripción del Estado ideal en Cristilandia, Félix Restrepo alentó la implementación de una verdadera democracia orgánica, con un sistema mixto - una cámara política y la otra gremial-, y con un país estructurado en órganos sociales esenciales como la familia, los municipios y las organizaciones culturales y profesionales.³²³⁴ En el mismo sentido, el ministro de Educación de Laureano Gómez, Rafael Azula Barrera, en su libro *De la Revolución al orden nuevo, proceso y drama de un pueblo*, recordando el pasado defendió una forma de democracia cristiana orgánica, dirigida por unas elites rectoras que gobernarán con el trípode: “gobierno, clero y partido”.³²³⁵ El 6 de noviembre de 1952, el directorio conservador abogaba por dar el “último paso en el accidentado proceso de la consolidación orgánica de la república.”³²³⁶ En 1953, Álzate Avendaño confirmó que, si bien las tesis sobre democracia cristiana y pensamiento de Bolívar fueron proscritas y excomulgadas anteriormente, con el tiempo terminaron siendo elementos centrales de la doctrina oficial conservadora.³²³⁷

Por ende, no fue coincidencia que la CEC fuera conformada en su gran mayoría por antiliberales y corporativistas. Estos retomaron las nociones de democracia orgánica y los ideales de una organización armónica de la sociedad estructurada por sindicatos, gremios, universidades, industrias, entre otras.³²³⁸ En concreto, en el Artículo 1 del Acto Legislativo 1 del 9 de diciembre 1952, se proyectó un espacio claramente corporativo en la Asamblea

³²³² Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 291.

³²³³ Martz John. *Colombia un estudio de política contemporánea*, *op.cit.*, p. 137.

³²³⁴ «Estado cristiano y democracia orgánica», Conferencias dictadas en la radiodifusora nacional, mes junio y julio 1951. En: Restrepo Félix. *Colombia en la encrucijada*, *op.cit.*, p. 124.

³²³⁵ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p 489-490.

³²³⁶ Rafael Azuero Joaquín, «La moral política y doctrinaria. Directorio conservador», *La Patria.*, Manizales, 6 de noviembre de 1952, p. 1.

³²³⁷ «Doctrina social católica y pensamiento bolivariano», *Diario de Colombia* 1953. En: Álzate Avendaño. *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño*, *op.cit.*, p. 86.

³²³⁸ Jácome, J. (2015). Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959, *op.cit.*, p. 115.

Constituyente.³²³⁹ Corolario con esto, la propuesta de reforma constitucional de 1953, buscó configurar un Senado sin participación popular y encabezado por los patricios más preparados, representados por los sectores medios, las academias y los gremios económicos.³²⁴⁰ Por su parte, Álzate Avendaño propuso ante la CEC, una enmienda con la propuesta de un Senado mixto: “*con representación política de las regiones y representación funcional de los estamentos nacionales, órdenes morales, instituciones culturales y fuerzas económicas.*”³²⁴¹ Esto desató debates sobre si había que consagrar un Senado corporativo puro o mixto. Finalmente, se privilegió la opción de un Senado mixto: con una cámara con elección indirecta para departamentos, y otra elegida corporativamente por sectores productivos.³²⁴² También inspirados por el modelo franquista, se proyectó desequilibrar el sufragio entregándoles a los hombres cabeza de familia doble voto, claro está en el marco de un sistema político orgánico, antidemocrático y sin pluralismo.³²⁴³ Para *La Patria*, la reforma constitucional dio el último paso para la readaptación orgánica de las doctrinas tradicionales actualizadas acorde con la evolución histórica.³²⁴⁴ El mismo diario, defendió el proyecto de constituyente de las acusaciones de extremismo y totalitarismo, arguyendo que las concepciones de la democracia cristiana garantizaban la libertad dentro del orden.³²⁴⁵

Pero estas pretensiones de democracia orgánica no deben confundirnos sobre la naturaleza del régimen que era eminentemente autoritario, excluyente y represivo a imagen del franquismo. Los lineamientos del proyecto de reforma buscaron fortalecer el ejecutivo, garantizando que no fuera responsable ante el parlamento, para eludir los conflictos entre parlamento y ejecutivo.³²⁴⁶ Esto encajó con el pensamiento de Félix Restrepo, que en su Cristilandia teorizó cierta división de poderes, pero en el cual predominaba y sobresalía

³²³⁹ Conformado de la siguiente manera: « diez miembros, representantes cada uno de las siguientes entidades y elegidos por ellas en la forma que el Gobierno reglamente: Sociedad de Agricultores de Colombia; Asociación Colombiana de Ganaderos; Asociación Bancaria; Asociación Nacional de Industriales; Federación Nacional de Cafeteros; Federación Nacional de Comerciantes; Federación Nacional de Cooperativas; Organismos Nacionales de Sindicatos; La prensa hablada y escrita del país; y, Las Universidades o Institutos docentes de enseñanza profesional, autorizados por la ley para expedir títulos académicos, representados conjuntamente por sus rectores o directores, para elegir el delegatario que les corresponda». En: Artículo 1, Acto Legislativo 1 del 9 de diciembre de 1952 Diario oficial. Año LXXIX. N. 28075. 12, diciembre, 1952, p. 1.

³²⁴⁰ Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). El estado corporativo colombiano..., *op.cit.*, p. 145.

³²⁴¹ «Senado mixto», 11 de marzo 1954, *Diario Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*. Bogotá: Cámara de representantes, 1984, p. 351.

³²⁴² Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). El estado corporativo colombiano ..., *op.cit.*, p. 145

³²⁴³ *Ibid.*

³²⁴⁴ Rafael Azuero Joaquín, «La moral política y doctrinaria...», *La Patria*, *op.cit.*, p. 1.

³²⁴⁵ «El proyecto de Reforma», *La Patria*, Manizales, 11 de Junio 1953, p. 4.

³²⁴⁶ Martz John. *Colombia un estudio de política contemporánea*, *op.cit.*, p. 198.

claramente un ejecutivo fuerte.³²⁴⁷ Por esto, *El Tiempo* criticó a Félix Restrepo que, con su defensa del corporativismo y de la democracia orgánica, preparó el terreno al totalitarismo, como en Italia y Alemania, y en las dictaduras de España y Portugal.³²⁴⁸ El teólogo jesuita replicó que este tipo de organización política era lo contrario a una puerta de entrada al totalitarismo, porque la democracia cristiana permitía alejarse de esos “flagelos”, puesto que no había que confundir corporativismo y totalitarismo.³²⁴⁹

En los hechos, Laureano Gómez convirtió su modelo en un “presidencialismo absolutista”, en el cual se destruía el equilibrio de poderes.³²⁵⁰ Con este fin, se coartó el sufragio universal para la máxima elección, y aunque se conservó la elección directa para presidente, se rehabilitó el obstáculo censitario.³²⁵¹ Por otro lado, como en España, la obsesión por la unidad nacional se concretizó en un fuerte centralismo, debilitando el gobierno municipal y transformando las asambleas departamentales en simples comités.³²⁵² Además, la censura, que había iniciado bajo el estado de sitio de Mariano Ospina, se endureció bajo el régimen de Laureano Gómez y Roberto Urdaneta. Mediante un decreto de abril de 1951, se negó a los locutores de radio el derecho a transmitir comentarios o editoriales orales.³²⁵³ Incluso, Carlos Lleras Restrepo denunció que bajo la dictadura se perdían a menudo cartas de informes políticos, expedidos desde Colombia para los exiliados liberales en el extranjero.³²⁵⁴

Frente el impulso radical, los sectores liberales fustigaron sin cesar contra la peligrosa inclinación autoritaria latente. Según ellos, la democracia no necesitaba un ejecutivo fuerte, por el contrario, requería de una organización parlamentaria representativa, deliberativa y partidista.³²⁵⁵ Para Eduardo Santos, el plan de Laureano Gómez era moldear una cámara totalmente a su medida, fijando el periodo de los senadores corporativistas a seis años, para gozar de unos cuatro años de impunidad.³²⁵⁶ En últimas, el directorio nacional del liberalismo, en 1953, acusó el nuevo orden laureanista de haber puesto la República en situación de

³²⁴⁷ «La nueva senda», Conferencias dictadas en la radiodifusora nacional, mes de junio y julio 1951. En: Restrepo Félix. *Colombia en la encrucijada*, *op.cit.*, p. 105-107.

³²⁴⁸ «Democracia y corporativismo», *El Tiempo*, Bogotá, 2 de agosto de 1951, p. 5.

³²⁴⁹ «Carta Calibán », 1 de agosto de 1951. En: Restrepo Félix. *Colombia en la encrucijada*, *op.cit.*, p. 139.

³²⁵⁰ Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). *El estado corporativo colombiano...*, *op.cit.*, p. 143.

³²⁵¹ Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 233.

³²⁵² Martz John. *Colombia un estudio de política contemporánea*, *op.cit.*, p. 198.

³²⁵³ *Ibid.*, p. 179.

³²⁵⁴ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Carta del 18 de diciembre de 1952, *op.cit.*, p. 3.

³²⁵⁵ «Democracia y corporativismo», *El Tiempo*, Bogotá, 2 de agosto de 1951, p. 5.

³²⁵⁶ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 9 de enero de 1953, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (México), p. 2.

interinidad en todas sus componentes: interinidad de la justicia, puesto que fueron nombrados en interinato los magistrados de la Corte Suprema por el gobierno; interinidad de la Presidencia porque desde hacía varios meses ejercía Roberto Urdaneta Arbeláez en remplazo de Laureano Gómez; por último, interinato de la legislación, porque las materias más trascendentales eran regidas por el estado de sitio.³²⁵⁷

Al polo opuesto, los sectores reaccionarios admiradores de Franco y Salazar, encomiaron este gobierno autoritario con un ejecutivo fuerte. Lucio Pabón, quien tuvo influencia notable, era un apologista notorio del giro autoritario.³²⁵⁸ Álzate Avendaño, una de las figuras más importantes y radicales del Partido Conservador y del nacionalismo, aclamó sin ambages en septiembre de 1952, el sentido autoritario que tomó el régimen en detrimento de la separación de poderes, situando la reforma constitucional de Laureano Gómez en la estela de Bolívar que había sido el ideólogo de un gobierno presidencial fuerte.³²⁵⁹ Asimismo, el ministro de Educación, Rafael Azula Barrera, justificó la dictadura para enderezar transitoriamente la situación, comparando a Laureano Gómez con el hombre de la antigüedad romana Cincinnati quien había abandonado su huerto familiar para poner orden en Roma y luego de cumplir su misión regresó a su hogar.³²⁶⁰

Ciertamente, este carácter represivo le permitió a la dictadura, durante cierto tiempo, tener controlado y dominado el país. En concreto, había logrado domeñar el sindicalismo teniendo bajo su férula el nuevo sindicato católico, la UTC, con el control de su Comité Ejecutivo.³²⁶¹ Por otra parte, los liberales estaban exiliados o callados. Incluso, en marzo de 1953 *El Diario de Colombia* anunció la defunción del liberalismo como fuerza política, pronosticando que las masas liberales vacantes iban a ser un aluvión electoral para el gobierno.³²⁶²

Evidentemente, en un primer momento, Laureano Gómez generó cierto entusiasmo y adhesión. Para el historiador Eduardo Sáenz Rovner quien estudió los archivos de la ANDI,

³²⁵⁷ «Una política liberal para la nación», la dirección libertad nacional, en la reunión celebrada en el Hotel Granada el día 1 de febrero de 1952. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos, op.cit.*, p. 183.

³²⁵⁸ Meléndez Sánchez Jorge, *op.cit.*, p. 105.

³²⁵⁹ «El régimen presidencial», 12 de septiembre de 1952, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas pensamiento político, op.cit.*, p. 169.

³²⁶⁰ Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 124.

³²⁶¹ «La U.T.C dirigió mensaje adhesión el Dr. Laureano Gómez», *La Patria*, Manizales, 25 de agosto de 1950, p. 5.

³²⁶² «La supervivencia de los partidos», 18 de marzo de 1953, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 248.

los industriales estaban satisfechos por el “paraíso” capitalista que había moldeado la dictadura de Laureano Gómez con mercados cautivos, un movimiento laboral perseguido y debilitado, y la represión policial en todo el país.³²⁶³ Igualmente, los católicos como las elites económicas confiaron en Laureano Gómez, para restaurar la concordia y la tranquilidad nacional.³²⁶⁴ También, pudo beneficiar de cierta complacencia norteamericana. Eduardo Sáenz Rovner evocó el giro de 180 grados de la actitud agresiva de Laureano Gómez hacia Estados Unidos, sobre todo porque después de la guerra, los norteamericanos fueron los principales inversionistas y el principal mercado de las exportaciones agrícola y materias primas colombianas.³²⁶⁵ En consonancia con esas buenas relaciones renovadas, Colombia fue el único país del continente que participó en la Guerra de Corea.³²⁶⁶ En general, sus promesas de favorecer los negocios de las inversiones y el capital, le permitieron obtener el apoyo de la oligarquía que pensó que un gobierno fuerte podía favorecerlos.³²⁶⁷

Sin embargo, este autoritarismo desembocó en una represión violenta de las alternativas. Para Carlos Lleras Restrepo, el aplastamiento salvaje de cualquier reacción era la norma invariable del gobierno.³²⁶⁸ El historiador John D. Martz opinaba que la represión de Laureano Gómez y ciertos de sus métodos fueron un aprendizaje de la Guerra Civil Española.³²⁶⁹ De hecho, los liberales lo acusaron de gobernar “mediante los fusiles y con pistoleros asesinos”.³²⁷⁰ El propio Álzate Avendaño informó el 6 de septiembre de 1952 que se atentó contra *El Espectador* y *El tiempo* que fueron incendiados, y contra la sede de la dirección liberal y las residencias de Alfonso López y Carlos Lleras Restrepo.³²⁷¹ A grandes rasgos, su presidencia se caracterizó por una violencia generalizada que jamás logró controlarse. Tanto así que, el 21 de julio de 1951, se difundió una pastoral colectiva de 26 arzobispos, obispos y prefectos apostólicos de Colombia, en la cual exhortaron la restauración

³²⁶³ Saenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p. 216.

³²⁶⁴ Martz John, *op.cit.*, p. 181.

³²⁶⁵ Saenz Rovner Eduardo, *op.cit.*, p. 216.

³²⁶⁶ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 288.

³²⁶⁷ Martz John, *op.cit.*, p. 145.

³²⁶⁸ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 3 de enero de 1953, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (París), p. 2.

³²⁶⁹ Martz John, *op.cit.*, p. 194.

³²⁷⁰ «La abstención electoral del liberalismo», discurso pronunciado en el Senado de la República, en la sesión del 28 de octubre de 1949. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos*, *op.cit.*, p. 171.

³²⁷¹ Nuestra protesta, 7 de septiembre de 1952, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, *op.cit.*, p. 165.

urgente de la paz en todos los ámbitos, y la obediencia a la autoridad legítima encarnada por Laureano Gómez.³²⁷²

Pero la violencia siguió acrecentándose, entre guerrillas liberales y agentes del Estado comandados por el gobierno, lo que facilitó la proliferación de grupos de choque como los “chulavitas” y los “pájaros” que cometían asesinatos y asaltos en serie.³²⁷³ Por ello, Eduardo Santos calificó el régimen de monstruosidad y de infamia.³²⁷⁴ De su lado, *El Tiempo* describió a uno de los regímenes “más funesto de la historia”.³²⁷⁵ Por lo tanto, las promesas de “revolución del orden” se tornaron en desorden exponencial, que fue ocasionando la desconfianza creciente de las elites sobre la capacidad y autoridad del régimen.³²⁷⁶

Por otra parte, la radicalidad de Laureano Gómez, le valió la oposición de liberales de derecha y amplias corrientes conservadoras.³²⁷⁷ En efecto, con la ANAC el régimen laureanista intentó realmente cambiar el orden tradicional por un orden corporativista, lo que asustó a las elites.³²⁷⁸ Por eso, el extremismo corporativista que amenazó con trastocar el orden imperante, acentuó la oposición de los conservadores anti-laureanista como Mariano Ospina.³²⁷⁹ En 1953, el otro gran opositor en el seno del Partido Conservador, Gilberto Álzate Avendaño, ya sin el optimismo de antaño, criticó con dureza el desastre de la experiencia laureanista alegando que “*Jamás se ha despilfarrado tan jactanciosa y estúpidamente un ingente capital político.*”³²⁸⁰ En realidad, las elites colombianas no estaban preparadas para un cambio total de orden político, puesto que esto puso en tensión el elitismo colombiano en vez de estabilizar su hegemonía. Ciertamente, las derechas colombianas preferían un gobierno autoritario a imagen del de Salazar o de la dictadura franquista cuando decide despojarse de todo lo que pudiera relacionarla con su tentación fascista de principios.

Finalmente, en 1953, se ponía fin al proyecto radical de Laureano Gómez. En marzo 1952 se creó La Comisión de Estudios Constitucionales y, el 10 de febrero de 1953, se

³²⁷² «Por el deshonor y el crimen, al civilización y se desordena la patria», *El Obrero Católico*, Medellín, 21 de julio de 1951, p. 1.

³²⁷³ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, op.cit., p. 280.

³²⁷⁴ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, caja 1, carpeta 1. Carta del 9 de enero de 1953, de Eduardo Santos (París) a Carlos Lleras Restrepo (México), p. 1.

³²⁷⁵ *Después de cuatro meses*, *El Tiempo*, Bogotá, 14 de octubre de 1953, p. 4.

³²⁷⁶ Abel Christopher, op.cit., p. 171.

³²⁷⁷ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, op.cit., p. 291.

³²⁷⁸ Wilde Alexander, op.cit., p. 11.

³²⁷⁹ *Ibid.*

³²⁸⁰ «La restauración nacional», 15 de junio de 1953, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, op.cit., p. 293.

sometieron sus reformas a la ANAC, pero el golpe de Estado de Rojas Pinilla depuso a Roberto Urdaneta y abortó el impulso de la nueva carta política corporativa.³²⁸¹

14.3. Un neofalangismo populista y nacionalista bajo la dictadura militar del general Rojas Pinilla (1953-1957).

El 14 de junio de 1953, desde el suelo español, el diario *ABC* informó sobre el derrocamiento del mandatario colombiano, resultado de un complot de los conservadores moderados y liberales, en contra del ala derechista laureanista del Partido Conservador dirigida por el presidente interino Roberto Urdaneta.³²⁸² El propio Roberto Urdaneta acusó a algunos elementos conservadores como Lucio Pabón, de haberlo traicionado.³²⁸³ En concreto, el elemento desencadenante fue porque Laureano Gómez manifestó su voluntad de enviar al general Gustavo Rojas Pinilla en exilio diplomático y de destituirle de la jefatura del Estado Mayor.³²⁸⁴ Pero finalmente Rojas Pinilla se le adelantó y lo depuso.³²⁸⁵ Sin embargo, todos estos rumores de intriga, reflejaron un importante descontento nacional de las diferentes fuerzas políticas. Hasta la clerecía tan alabadora de Laureano Gómez en un primer momento, le había quitado su apoyo a favor del general Rojas Pinilla.³²⁸⁶ Por ello, el historiador Christopher Abel, explicó que el golpe de Estado y la intervención militar se habían realizado con el apoyo de las elites liberales porque la experiencia laureanista había roto el consenso de la clase alta.³²⁸⁷ Por su parte, Gilberto Álzate Avendaño, quien conspiró a favor del cambio de régimen, alegó que la toma de Rojas Pinilla del 13 de junio de 1953, no fue una conjura palatina, ni un simple pronunciamiento castrense, sino una solución fuerte para enfrentar una profunda crisis institucional, que hizo estallar a la superficie los problemas del Estado.³²⁸⁸

En todo caso, el golpe de Estado fue legalizado y legitimado por las instituciones vigentes. El 15 de junio de 1953, se aprobó un acto legislativo por medio del cual se reconocía la vacancia presidencial y el nombramiento del general Rojas Pinilla para terminar el periodo constitucional.³²⁸⁹ Por lo cual, el presidente de la ANAC, Mariano Ospina, anunció que Rojas Pinilla había sido investido como presidente por la asamblea constituyente con 53 votos

³²⁸¹Ruiz Vázquez Juan Carlos, *op.cit.*, p. 232.

³²⁸²*ABC*, Madrid, 14 de junio de 1953, p. 37.

³²⁸³Meléndez Sánchez Jorge, *op.cit.*, p. 119.

³²⁸⁴*ABC*, Madrid, 11 de mayo de 1975, p. 40.

³²⁸⁵Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 291.

³²⁸⁶Salamanca, Helwar & Alarcón, Carlos. (2005). *El estado corporativo colombiano ...*, *op.cit.*, p. 135.

³²⁸⁷Abel Christopher, *op.cit.*, p. 171.

³²⁸⁸«Cese el equívoco», *Diario de Colombia*, 9 de abril de 1954. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, *op.cit.*, p. 379.

³²⁸⁹Meléndez Sánchez Jorge, *op.cit.*, p. 123.

conservadores y trece liberales y, el sábado 7 de agosto 1954, se juramentó el nuevo jefe de Estado delante de la constituyente.³²⁹⁰ Sin duda, detrás del advenimiento del general Rojas Pinilla, pujaron intereses y estrategias encontradas: mientras el Partido Conservador se entusiasmó visualizándolo como una manera de consolidar la hegemonía conservadora, el liberalismo lo analizó como una posibilidad de regreso a la vida política, expectantes que el régimen militar debilitara el Partido Conservador.³²⁹¹

De este modo, se puede afirmar que en su inicio, el régimen gozó de un consenso nacional mayoritario. Incluso, algunos hablaron de una adulación hacia el régimen, tanto de ciudadanos como de políticos.³²⁹² *El Tiempo*, resaltó que las fuerzas armadas habían derrocado el régimen de Laureano Gómez en cinco minutos, siendo remplazado con un fervor delirante sin paralelo.³²⁹³ Es cierto que los liberales apoyaron decididamente el golpe e incluso se entusiasmaron por el nuevo régimen al comienzo. Por ello, López de Mesa insistió en que no fue un golpe de Estado: “*Y así, el derrocamiento del régimen oficial no constituía golpe de Estado destructor sino un acto de redención jurídica, conforme lo ha dicho el excelentísimo señor presidente Rojas Pinilla con el plebiscito alborozado de la opinión nacional*”.³²⁹⁴ Igualmente, el liberal Abelardo Forero Benavides encomió el discurso de Rojas Pinilla del 13 de junio de 1953: “*Teníamos sobradas razones para estar seguros de la milagrosa capacidad de recuperación del país. Una señal invisible nos estaba diciendo que a través de la nube negra, regresaría la sensatez nacional*”.³²⁹⁵ De su lado, el 17 diciembre 1953, Eduardo Santos admitió en una carta, que los liberales percibieron la presidencia de Rojas Pinilla como el único camino para el retorno institucional, creyendo en la buena fe del presidente.³²⁹⁶ En efecto, los liberales confiaron en las promesas de Rojas Pinilla, quien les ofreció garantías para el regreso de los liberales exiliados.³²⁹⁷

³²⁹⁰ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea, op.cit.*, p. 234-235.

³²⁹¹ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, caja 1, carpeta 1. Carta 12 de agosto de 1953 de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris), p. 1.

³²⁹² Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea, op.cit.*, p. 221.

³²⁹³ «El Movimiento del señor Pabón Nuñez», *El Tiempo*, Bogotá, 13 de enero de 1955, p. 4.

³²⁹⁴ «Actual actitud del liberalismo», 1953 copia mecanografiada, Archivo López de Mesa, biblioteca de Antioquia. En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas, op.cit.*, p. 70.

³²⁹⁵ «Discurso ante la constituyente», 15 de junio de 1953. En: Forero Benavides Abelardo. *Por la conciliación nacional...*, *op.cit.*, p. 108.

³²⁹⁶ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, caja 1, carpeta 1. Carta de 17 de diciembre de 1953, de Eduardo Santos (Bogotá) a Carlos Lleras Restrepo (México), p. 1.

³²⁹⁷ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, caja 1, carpeta 1. Carta del 23 de junio de 1953, de Carros Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris), p. 1.

A grandes rasgos, la dictadura de Rojas Pinilla fue un autoritarismo complejo que difícilmente encaja en los patrones históricos y en los esquemas de la época tanto por su origen, por sus políticas, como por su valoración. De hecho, este régimen excluyente, autoritario y represivo, fue a la vez nacionalista, pero también tuvo una fuerte tonalidad populista marcada por una preocupación manifiesta por la cuestión social, multiplicando la realización de reformas sociales que le valieron cierto apoyo popular.

Seguramente, el general Rojas Pinilla, conservador de origen, fue un receptor de las ideas falangistas y este influjo se materializó en los contornos de su gobierno. Así pues, en un discurso de agosto de 1954, el general reivindicó la preeminencia hispánica de la nación, reclamando de la necesidad que Colombia fuera una nación conductora en la América hispana.³²⁹⁸ Asimismo, indiscutiblemente, configuró un modelo autoritario inspirándose en el experimento español, que a grandes rasgos: mantuvo unos mínimos de institucionalidad representativa con la ANAC; propuso una tercera fuerza como vía alternativa; proclamó un enérgico nacionalismo católico con la exaltación de la unidad nacional y del orden; azuzó un anticomunismo ferviente; moldeó propuestas progresistas como el voto de la mujer; y demostró tonalidades desarrollistas con el impulso de grandes infraestructuras e instituciones novadoras -como el aeropuerto El Dorado de Bogotá y el Servicio Nacional de Aprendizaje(SENA)-. En pocas palabras, los contornos del régimen de Roja Pinilla concretizaron los ecos del franquismo y de un falangismo más populista y social, menos intelectualista, elitista y clerical que el modelo laureanista anterior.

14.3.1. Las tentativas de concreción de una Tercera fuerza.

Sin lugar a duda, la tercera fuerza que pretendió encarnar el general Rojas Pinilla recogió el influjo de las ideas fascistas de los años treinta, sobre todo por la ambición de ofrecer una alternativa a las dos hegemonías mundiales –capitalista-comunista-, como a los antagonismos bipartidistas en el orden interno. Además, la impregnación hispánica irradió un proyecto radical, atípico, autoritario, populista y nacionalista que pretendía superar las enemistades de la sociedad colombiana, tanto de los partidos, de las clases, como de las ideologías dominantes.

Como las dictaduras civiles anteriores, Rojas Pinilla también se rodeó de hombres que fueron notables seguidores del falangismo y del régimen franquista. Entre ellos, Lucio Pabón,

³²⁹⁸ Discurso del 7 de agosto de 1954, « Discurso de posesión ante la Asamblea Constituyente», p. 14 Disponible: <https://www.senalmemoria.co/la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla>; (consultado el 25/03/2021).

el ideólogo del nacionalcatolicismo colombiano, fue el ministro de Gobierno y el teórico del régimen. Igualmente, fueron nombrados numerosos políticos falangizados en todas las esferas del poder, como lo demostró la designación del *leopardo* Fernando Londoño Londoño como gobernador del Caldas.³²⁹⁹ Por otra parte, el poder de los jesuitas cercanos a España, siguió teniendo un rol preponderante en el Estado. Estos eran fervientes defensores de que Colombia debía tomar la delantera en América Latina, para ofrecer una tercera vía guiada por la Doctrina Social de la Iglesia.³³⁰⁰

En concreto, este anhelo de tercera vía fue una constante durante el régimen de Rojas Pinilla. Esto se verificó en las diversas tentativas de configurar una tercera fuerza como partido político alternativo. Así los atestiguaron los intentos fallidos sucesivos del Movimiento de Acción Nacional (MAN) en 1955 y la Tercera Fuerza en 1956. Con más precisión, en diciembre de 1954 un grupo de liberales y conservadores desilusionados³³⁰¹, se reunieron con Rojas Pinilla para proponerle la creación de una tercera fuerza que devino el Movimiento de Acción Nacional.³³⁰² El 9 de enero de 1955, Lucio Pabón informó públicamente de la formación del nuevo MAN, que *El Tiempo* llamó despectivamente “El movimiento del señor Pabón”, resaltando también que era un movimiento que se reivindicaba del franquismo.³³⁰³ De hecho, el MAN se vinculó de inmediato con la recién creada Confederación Nacional del Trabajo (CNT)³³⁰⁴, para darle una base popular al nuevo movimiento. El propio ministro de Gobierno, Lucio Pabón, estableció que el nuevo partido no debía surgir por decretos, ni por el prestigio de un hombre, sino por la voluntad de las masas.³³⁰⁵

Pero este movimiento desde sus comienzos fue atacado por el bipartidismo, que sintió el peligro de tales iniciativas para su hegemonía política. Así pues, las elites liberales y conservadoras resaltaron el fracaso en todas partes de este tipo de movimiento. Sobre esto, *El Tiempo* mencionó el ejemplo fallido del dictador Miguel Primo de Rivera en España con su partido la Unión Patriótica, sentenciando que en todas partes los partidos nuevos habían

³²⁹⁹ «Caldas con el presidente Rojas Pinilla y con Ospina», *La Patria*, Manizales, 20 de junio de 1953, p. 3.

³³⁰⁰ «El destino de Colombia», conferencias dictadas en la radiodifusora nacional, mes de junio y julio 1951. En: Restrepo Félix. *Colombia en la encrucijada*, *op.cit.*, p. 101.

³³⁰¹ Entre los cuales figuraban políticos importantes como el conservador Félix Ángel Vallejo, Carlos Mario Londoño y liberales de la talla de Abelardo Forero Benavides y José Umaña Bernal. En: Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea*, *op.cit.*, p. 244.

³³⁰² *Ibid.*

³³⁰³ «El Movimiento del señor Pabón Nuñez », *El Tiempo*, Bogotá, 13 de enero de 1955, p. 4.

³³⁰⁴ Fundada en 1953 por los partidarios de Rojas Pinilla.

³³⁰⁵ «La conferencia del ministro de gobierno», 20 enero de 1955, *Diario nacional*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, *op.cit.*, p. 429.

fracasado.³³⁰⁶Rápidamente, el movimiento fue abandonado por Rojas Pinilla ante la presión que recibió de todos los horizontes, perdiendo progresivamente las bases populares, y quedándose únicamente con el respaldo del ejército.³³⁰⁷Además, la oligárquica liberal-conservadora presionó la Iglesia para que proscibiera el MAN, como un movimiento contrario a las doctrinas y la moral cristiana.³³⁰⁸

Un año después de ese primer intento fallido, el régimen no había abandonado su voluntad de creación de un movimiento alternativo. El 30 de mayo de 1956, después de haber estudiado el modelo peronista, se anunció la creación de una *Tercera Fuerza*.³³⁰⁹Efectivamente, el 13 de junio de 1956, en honor al cumpleaños de la toma del poder de Rojas Pinilla, se organizó, con Lucio Pabón a la cabeza, el lanzamiento del movimiento en la Plaza de Bolívar, ante la presencia del ejército y la fuerza pública.³³¹⁰Entonces, en medio de desfiles, juramentos y discursos religiosos, nació el partido *Tercera Fuerza*. Los estandartes y los símbolos escogidos eran reveladores de los ecos falangistas del movimiento: los banderines y carteles de promoción mostraban como emblema del partido una pala cruzada con un fusil, símbolo del lema escogido: “*pueblo-ejército-Tercera Fuerza*”.³³¹¹Igualmente, durante el acto, el presidente juró por Jesucristo y Bolívar, teniendo de fondo en la fachada del palacio presidencial un epígrafe escrito con letras de tres pies que decía “*El País por encima de los partidos*”.³³¹²Ciertamente, Rojas pinilla quería asentar su poder con el soporte de la Iglesia, el Ejército Nacional y un movimiento político, imitando con esto lo que Indalecio Prieto designó como el “*el trípode franquista: Falange, Iglesia, Ejército.*”³³¹³

Por consiguiente, la *Tercera Fuerza*, que tuvo como pilares a los militares y los trabajadores, anheló aunar en torno suyo a los descontentos del bipartidismo.³³¹⁴Por ello, asumió la voluntad de crear un *Nuevo Orden* que sería la concreción de los planes de un manifiesto de 1942, hecho por jóvenes conservadores que se titulaba “*Doctrina del Estado Nacional*”.³³¹⁵Sobre esto, Alberto Lleras recalcó irónicamente que, a pesar de sus pretensiones

³³⁰⁶ «El Movimiento del señor Pabón Nuñez », *El Tiempo*, Bogotá, 13 de enero de 1955, p. 4.

³³⁰⁷Bidegain Ana María. *Iglesia Pueblo y política...*, *op.cit.*, p. 190.

³³⁰⁸*Ibid.*

³³⁰⁹ Martz John. *Colombia un Estudio de Política contemporánea*, *op.cit.*, p. 271.

³³¹⁰*Ibid.*

³³¹¹*Ibid.*, p.272.

³³¹²*Ibid.*

³³¹³ Prieto Indalecio, «El trípode franquista. Falange, Iglesia y Ejército », *El Socialista*, Toulouse, 11 de octubre de 1956.

³³¹⁴ Meléndez Sánchez Jorge, *op.cit.*, p. 133.

³³¹⁵*Ibid.*, p. 135.

renovadoras y de querer superar los partidos tradicionales, la *Tercera Fuerza* fue integrada también por conservadores y liberales miembros de la constituyente.³³¹⁶

Pese a todo, a pesar de una inauguración despampanante, al igual que sucedió con el MAN, la Tercera Fuerza había muerto antes de nacer, condenada de forma unánime por las elites conservadoras, liberales y la jerarquía católica. En concreto, el Cardenal Luque, en una carta del 16 de junio 1953, dirigida al presidente, denunció cualquier tentativa de tercera fuerza como un peligro.³³¹⁷ Siendo así, Alberto Lleras espetó que la *Tercera Fuerza* era una entelequia, que implicaba un riesgo con la incorporación de las fuerzas armadas a un partido o grupo de acción política.³³¹⁸ De hecho, el socialista español Indalecio Prieto, exiliado en Francia, en un artículo titulado “*Semejanzas. España y Colombia*” comparó las dictaduras militares de Franco y de Rojas Pinillas insistiendo en la importancia del apoyo militar para esos regímenes:

Rojas Pinilla despertó ciertas esperanzas, ya desvanecidas, como Franco hubo de despertarlas-nunca en el pueblo-en capas sociales que hoy le son adversas. Los dos dictadores se apoyan exclusivamente en la adhesión de las fuerzas armadas.³³¹⁹

En todo caso, Rojas Pinilla asustó a las elites con su voluntad de apartar el bipartidismo del poder, mediante la propuesta de crear un mecanismo alternativo de eslabonamiento entre el pueblo y fuerzas armadas.³³²⁰

De todas formas, como lo recordó Gilberto Álzate Avendaño en marzo 1953, los partidos tradicionales, en su afán de supervivencia, devoraban todo intento de establecer una fuerza alternativa, recalando que todos los intentos fracasaron desde 1910: tanto el Partido Republicano que se pretendía de centro, como el Unirismo de Gaitán, o aún el movimiento nacionalista que profesó tesis bolivariana y católicas, pero que tuvo el error de salirse del “solariego alero del Partido Conservador”.³³²¹

³³¹⁶«La Tercera Fuerza» circular n°13, 13 de julio de 1956. En. Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el Político*. Bogotá: Villegas editores, 2006, p. 155.

³³¹⁷ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea*, op.cit., p. 273.

³³¹⁸«La Tercera Fuerza» circular n°13 el 13 de julio de 1956, op.cit., p. 154.

³³¹⁹ Prieto Indalecio, «*Semejanzas. España y Colombia*», *El Socialista*, Toulouse, 13 de septiembre de 1956.

³³²⁰Wilde Alexander, op.cit., p. 111.

³³²¹«La supervivencia de los partidos», 18 de marzo de 1953, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, op.cit., p. 250.

14.3.2. ¿Una revolución nacional militarista en Colombia?

Desde su llegada al poder, el general Rojas Pinilla hizo del orden y de la unidad nacional casi una obsesión. La veta nacionalista de su dictadura era la prueba de un anhelo enérgico de regeneración nacional total, en todos los aspectos. En sus inicios, Rojas Pinilla fue representado como el pacificador que iba a lograr la unidad y concordia nacional después de meses de zozobra. Por encima de todo, Rojas Pinilla deseaba obtener la subordinación de los partidos a los intereses nacionales: para lograrlo, estaba dispuesto a la represión y el recurso de la violencia, pero también a actos conciliatorios. Por ejemplo, promovió una desmovilización guerrillera, ofreciendo unas amnistías para los subversivos que entregaran las armas, obteniendo con esto buenos resultados.³³²²

En un inicio, las elites políticas estuvieron satisfechas con la pacificación del país. Por eso, *El Tiempo*, el 14 de octubre de 1953, destacó que el jefe del Estado adquirió la concordia nacional, devolviéndole al país confianza en sí mismo.³³²³ También el directorio del Partido Liberal en octubre 1953, manifestó su apoyo a las fuerzas armadas y a la acción pacificadora de Rojas Pinilla.³³²⁴ En especial, el Partido Liberal reveló un encuentro el 2 septiembre 1953, entre el presidente Rojas Pinilla y una delegación del Partido Liberal, tras la cual reafirmaron su apoyo y colaboración moral con el régimen.³³²⁵ De su lado, Álzate Avendaño narró con júbilo el cambio de timón con la llegada del general Rojas Pinilla:

Con alivio y júbilo el país ha recibido el relevo de gobierno; esta tierra sabe otra vez a patria. El más alto jefe de las fuerzas armadas, tan conspicuo por su alto rango como por su celo patriótico, ha sumido la grave tarea de tutelar el orden público y restaurar el orden moral, el imperio de valores que parecían abolidos.³³²⁶

El caudillo nacionalista agregaba que Roja Pinilla fue el resultado de: “(...) una revolución pacífica, en que el teniente general Rojas Pinilla era el personero de la voluntad nacional y de los haberes ideales de la república, frente a los extravíos de una camarilla doméstica, embriaga en la saturnal del poder (...).”³³²⁷

³³²² Bushnell David. Colombia una nación a pesar de sí misma..., *op.cit.*, p. 292.

³³²³ «Después de cuatro meses», *El Tiempo*, Bogotá, 14 de octubre de 1953, p. 4.

³³²⁴ *El Tiempo*, Bogotá, 16 Octubre 1953, p. 1.

³³²⁵ Informe liberal 1953, 3 de septiembre de 1953, Copia mecanografiada. Archivo López de Mesa. Biblioteca general, Universidad de Antioquia. En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas*, *op.cit.*, p. 69.

³³²⁶ «La restauración nacional», 15 de junio de 1953, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas pensamiento político*, *op.cit.*, p. 293.

³³²⁷ «Cese el equívoco», *Diario de Colombia*, 9 de abril de 1954. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, *op.cit.*, p. 380.

Sin caer en determinismos rígidos y teniendo en cuenta el contacto de Rojas Pinilla con las ideas autoritarias europeas -sobre todo del falangismo-, se pueden atisbar algunos residuos de esta huella en su proyecto político nacionalista. Hay que mencionar que el general tuvo un canal directo y cercano de intercambio con la España franquista, puesto que su propio hermano, Carlos Rojas Pinilla,³³²⁸ vivía en Madrid fungiendo primero como encargado de negocios en España y luego como embajador extraordinario y visitador de las misiones colombianas en Europa.³³²⁹ Como en el proyecto falangista, Rojas Pinilla, a su manera, pretendió aunar el problema de la unidad nacional con el de la cuestión social, en el marco de un Estado autoritario y nacionalista. Esta voluntad recurrente de realizar la unidad nacional por encima de los elementos disgregadores fue una constante. Por esta razón, el encargado de negocios colombiano en Madrid, Gabriel Serrano Mantilla, en un discurso por motivo de la celebración de la fiesta nacional, elogió a Rojas Pinilla por devolver la paz social al país y por simbolizar: “*la superación cristiana nacional frente al odio sectario*”³³³⁰

Pero este nacionalismo era eminente reaccionario. Lejos de evacuar a los elementos falangizados del régimen anterior, Rojas Pinilla mantuvo cercanía y contacto con hombres claves de los regímenes autoritarios precedentes, como Lucio Pabón, Félix Restrepo, y también con el sulfuroso monseñor Miguel Ángel Builes.³³³¹ En particular, Lucio Pabón el gran teórico del nacionalcatolicismo en Colombia, fue un elemento clave para cierta continuidad ideológica entre los regímenes autoritarios sucesivos.³³³² En concreto, Lucio Pabón fue partícipe del golpe pacífico y se convirtió en la eminencia gris del régimen de Rojas Pinilla, siendo el artífice de las tentativas de Tercera Fuerza como ministro de Gobierno.³³³³ Otro eslabón importante de continuidad, fue el jesuita Félix Restrepo nombrado en 1955 presidente de la Academia de Lengua.³³³⁴ Además, uno de los jóvenes abogados derechistas más virulentos, Daniel Valois Arce, quien había escrito una tesis de grado titulada

³³²⁸ Es el padre de un famoso escritor español de novelas históricas Carlos Rojo Vila.

³³²⁹ BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 22 de enero de 1954, de Eduardo Carranza a su madre Mercedes de Carranza (Bogotá), p. 1.

³³³⁰ AGN. Caja 286, carpeta 55, folio 166. Palabras pronunciadas por Gabriel Serrano Mantilla (encargado de negocios de la Embajada de Colombia en España), con motivo de la celebración de la Fiesta Nacional del 20 de Julio 1954, p. 2.

³³³¹ Olano García María Dolly. *Monseñor Builes el hombre el apóstol el místico*. Cali: Arquidiócesis de Cali, 1978, p. 443.

³³³² Primero apoyó a Mariano Ospina Pérez defendiéndolo de los ataques de Gaitán el 20 de noviembre de 1947; posteriormente como admirador ferviente de Laureano Gómez fue un parlamentario y ministro plenipotenciario en el Portugal de Salazar fiel al caudillo; luego siguió leal al interinato de Roberto Urdaneta siendo ministro de Guerra. En: Meléndez Sánchez Jorge, *op.cit.*, p. 95 y 133.

³³³³ *Ibid.*, p. 119-127.

³³³⁴ *Ibid.*, p. 64.

*Fascismo y espiritualismo*³³³⁵, fue un hombre cercano a Rojas Pinilla siendo su abogado durante el proceso legal que se le realizó durante el Frente Nacional.

A grandes rasgos, de esta influencia el general Roja Pinilla retomó los tres pilares del nacionalismo reaccionario colombiano: Hispanidad, catolicismo y bolivarianismo. En su discurso después del golpe, garantizó la implementación de un gobierno guiado por los cánones primordiales de Cristo y del libertador Simón Bolívar.³³³⁶ Según *el Diario Nacional* en 1954, tanto Rojas Pinilla, como Mariano Ospina Pérez y el Partido Conservador se congregaron en torno a las dos fuentes imprescindibles de la nación: las doctrinas del Cristo y el pensamiento del Libertador.³³³⁷ Defensor del nacionalcatolicismo, el general exaltó la voluntad de moldear “una democracia auténtica” que respetara “el sentido cristiano de la vida”.³³³⁸ Por ello, en su discurso de posesión el 7 de agosto de 1954, atacó el individualismo reconociendo el sentido social del hombre y la superioridad de la moral cristiana, y desechando los conceptos materialistas del hombre.³³³⁹

Como sus predecesores lanzó “una cruzada contra los enemigos de la patria y la esencia católica del país”. De ahí que, el 3 de septiembre de 1953, ordenó a gobernadores departamentales frenar las actividades no católicas en dieciocho departamentos del país.³³⁴⁰ También, emprendió “una cruzada contra los credos enemigos de la civilización católica”:

Está comprobado que en Colombia están siendo aprovechadas arteramente por los enemigos de la civilización cristiana, para arrojar en sus brazos a campesinos ingenuos e ignorantes que, al perder sus creencias religiosas, se entregan indefensos al servicio de los credos internacionales.³³⁴¹

³³³⁵ «Daniel Valois Arce», *La Patria*, Manizales, 14 de enero de 1937.

³³³⁶ «Discurso por el golpe de Estado a Laureano Gómez», Rojas Pinilla, Discurso 13 de junio de 1953.

Disponible: <https://www.senalmemoria.co/la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla> (consultado el 22/03/2021).

³³³⁷ «Doctrina Social católica y pensamiento bolivariano», *Diario de Colombia*, 9 de marzo de 1954. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 346.

³³³⁸ «Aspiramos a que Colombia vuelva a ser una democracia autentica», Gustavo Rojas Pinilla, Discurso del 7 de agosto de 1953, p. 2. Disponible: <https://www.senalmemoria.co/la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla> (consultado el 25/03/2021).

³³³⁹ «Discurso de posesión ante la Asamblea Constituyente», Gustavo Rojas Pinilla, Discurso del 7 de agosto de 1954, p. 1-2. Disponible: <https://www.senalmemoria.co/la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla> (consultado el 25/03/2021).

³³⁴⁰ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea, op.cit.*, p. 265.

³³⁴¹ Discurso de posesión ante la Asamblea Constituyente», Gustavo Rojas Pinilla, Discurso del 7 de agosto de 1954, p. 11. Disponible: <https://www.senalmemoria.co/la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla>; (consultado el 25/03/2021).

A modo de ejemplo, en un discurso de agosto 1954, Gustavo Rojas Pinilla reafirmó su preocupación por “la propaganda protestante” que no era conveniente, para una nación católica como Colombia:

Somos católicos, así como otros pueblos son budistas o mahometanos. La propaganda protestante no es conveniente para los intereses de una nación como Colombia, sólidamente organizada y constituida sobre las bases de la cultura cristiana, que aprecia en todo su valor la política de buena vecindad y ve en esas campañas proselitistas el mayor peligro para la unidad nacional y para la solidaridad americana en su lucha contra el comunismo internacional.³³⁴²

Por este motivo, en 1955, en un memorial del reverendo Henry H. Savage de la asociación bautiza, se resaltó a Colombia y Ecuador como los dos peores países en términos de persecución política. Por todo ello, a partir de 1956, Rojas Pinilla aumentó la presión contra colegios protestantes, prueba de su voluntad de luchar frontalmente contra el protestantismo.³³⁴³

Al mismo tiempo, con Rojas Pinilla se azuzó aún más la lucha contra el enemigo comunista. Para ello, se inspiró en los métodos del *Nuevo Estado* franquista que se ufana de “haber logrado vencer el enemigo rojo”. Por eso, en una declaración de Rojas Pinilla ante el escritor José Camilo Cela, alabó a España como “*el baluarte más avanzado y decisivo en nuestra lucha contra la amenaza roja*”.³³⁴⁴ Por ende, Rojas Pinilla estimuló una retórica guerrerista, incluso explicó estar dispuesto a enviar fuerzas armadas a Europa para luchar contra el comunismo.³³⁴⁵ Declaraciones que no eran del todo descabelladas ya que, como vimos anteriormente, con Laureano Gómez Colombia había enviado fuerzas armadas a Corea, también con la justificación de la lucha contra el comunismo internacional. Asimismo, en su alocución del 20 de julio de 1954, amenazó con desterrar el materialismo de la Universidad Nacional, depurándola de los marxistas que ocupaban altas funciones directivas.³³⁴⁶ Como en tiempos anteriores, al enemigo comunista se le siguió acusando de todo. En este sentido, Lucio Pabón responsabilizó al comunismo de la agitación estudiantil en junio de 1954, en la cual 200 personas fueron arrestadas, entre los cuales figuraban: Gilberto Vieira secretario general del Partido Comunista, Gerardo Molina ex rector de la Universidad Nacional, y el

³³⁴² *Ibid.*

³³⁴³ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea*, op.cit., p. 276.

³³⁴⁴ «Colombia Estaría dispuesta a enviar fuerzas a Europa para defenderla de una invasión comunista: Rojas Pinilla», *La Patria*, Manizales, 28 de junio de 1953, p. 1.

³³⁴⁵ *Ibid.*

³³⁴⁶ «El materialismo en la universidad», *El Obrero Católico*, Manizales, 31 de julio de 1954, p. 4.

socialista Antonio García.³³⁴⁷Más grave, fueron los disturbios estudiantiles en la Ciudad Universitaria del 8 y 9 junio de 1954, que dejaron 11 estudiantes muertos y 41 heridos.³³⁴⁸ En concreto, el 8 de junio de 1954 después de un acto conmemorativo estudiantil en la tumba del estudiante Gonzalo Pérez Bravo -asesinado el 7 de junio de 1929-, murió el estudiante Uriel Gutiérrez Restrepo por tiros de la policía. Como consecuencia, el 9 de septiembre, surgió una manifestación estudiantil importante conformada por varias universidades de la capital, pero la jornada fue una tragedia por la muerte de 10 estudiantes a manos del ejército. Como siempre, el gobierno y en particular el brigadier general Arturo Duarte Blum, acusaron a los saboteadores comunistas y laureanistas de ser los responsables de los sucesos, puesto que “trabajaban en la sombra para el derrocamiento del gobierno”.³³⁴⁹En realidad el origen de la tragedia fue haberle encargado el control de la manifestación al batallón Colombia -unidad militar compuestas por antiguos combatiente en Corea- que, como lo admitió después el ministro de Gobierno Lucio Pabon “*estaban acostumbrados a echar bala*”.³³⁵⁰Sin sorpresa las elites liberales y conservadores en un comunicado conjunto de ambos directorios nacionales, manifestaban su apoyo al gobierno y a las fuerzas armadas, condenado cualquier sabotaje o aprovechamiento político de los sucesos.³³⁵¹Una de las consecuencias, fue el nombramiento de un militar, el coronel José Manuel Agudelo, como rector de la Universidad Nacional el 13 de julio de 1954.³³⁵²Finalmente, el 7 de septiembre 1955, el ministro de Gobierno presentó a la ANAC, el proyecto de prohibición del comunismo en Colombia, que fue aprobado por treinta seis votos contra nueve, quedando prohibido el Partido Comunista Colombiano.³³⁵³

Cuando el régimen se afianzó en el poder, dio rienda suelta a su cariz autoritario. A raíz de esto, desde el exilio Indalecio Prieto aseguraba que como lo la dictadura de Franco, Rojas pinilla utilizaba “la mordaza y el terror”, sentenciando que: “*El terror es arma igualmente blandida por Rojas Pinilla y Franco*”.³³⁵⁴Al igual que la dictadura franquista, intentó revestir de legalidad su poder. Rápidamente, instrumentalizó los estados de sitio y la

³³⁴⁷ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea, op.cit.* , p. 237.

³³⁴⁸ «Diez estudiantes muertos y seis soldados heridos», *El Tiempo*, Bogotá, 10 de septiembre de 1954, p. 1.

³³⁴⁹ «Se disparó desde un balcón contra la patrulla militar», *El Tiempo*, Bogotá, 10 de junio de 1954, p. 1.

³³⁵⁰ «La decisión fatal que causó la masacre estudiantil de 1954», *El Tiempo*, Bogotá, 7 de junio de 2019. Disponible en: <https://www.eltiempo.com/bogota/la-decision-fatal-que-causo-la-masacre-estudiantil-de-1954-372694> . (consultado 25/05/2022).

³³⁵¹ «Nuevo llamamiento a la paz hacen los directorios políticos», *El Tiempo*, Bogotá, 10 de septiembre de 1954, p. 1.

³³⁵² « El rector de la U. cita a los decanos y a los profesores», *El Tiempo*, Bogotá, 14 de julio de 1954, p. 1.

³³⁵³ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea, op.cit.*, p. 235.

³³⁵⁴ «Semejanzas. España y Colombia», *El Socialista*, Toulouse, 13 de septiembre de 1956

Asamblea Nacional Constituyente. De ahí que el acto legislativo 1 del 9 de diciembre de 1952 había establecido explícitamente en su artículo 7, que la ANAC no podía tener funciones legislativas, sin embargo, Rojas Pinilla le reasignó tales afectaciones.³³⁵⁵ También, mediante el Acto legislativo n°1 de 18 de junio de 1953, se atribuyeron a la ANAC las funciones de Senado conferidas por el artículo 125 de la Constitución Nacional.³³⁵⁶ En consonancia con esto, un grupo de juristas bipartidistas se encargó de legitimar el nuevo poder, redactando en septiembre 1953 un documento llamado “la juridicidad del Nuevo Estado”.³³⁵⁷ Con esto, la ANAC quedó sometida a la dictadura de Rojas Pinilla que la utilizó a su antojo. Por ello, el 20 de julio de 1955, se impidió la reunión del cuerpo legislativo, excusándose por la situación de orden público.³³⁵⁸ Después de julio de 1955, las asambleas departamentales y municipales fueron remplazadas por pequeños concejos administrativos que se componían de diez a doce miembros.³³⁵⁹ Ante esta situación, el 24 de octubre de 1956, en un discurso ante la ANAC, el desilusionado Alberto Lleras, lamentó las promesas rotas de Rojas Pinilla sobre la pronta restauración institucional, destacando que el régimen seguía prolongando voluntariamente el estado de sitio y la parálisis de las instituciones.³³⁶⁰

Paralelamente, el régimen empezó a arremeter con ahínco contra la prensa. El decreto 3000 del 15 de octubre de 1954 formuló un esquema de las limitaciones bajo las cuales podía operar la prensa, siendo la Oficina de Información y Propaganda, con la ayuda del Servicio de Inteligencia Colombiana (SIC), las encargadas de controlar la censura.³³⁶¹ Con el mismo fin, en agosto de 1956, el régimen puso en circulación su periódico *El Diario Oficial*, una publicación subsidiada por el gobierno, que fue una versión reorganizada del Boletín Oficial, cuidadosamente controlada y preparada.³³⁶² Por todo ello, en 1955, en un artículo de la *Vanguardia de Barcelona*, se podía leer que Rojas Pinilla restableció la censura decretada en noviembre de 1949 por Mariano Opina.³³⁶³ Ante esta coyuntura, desde España Laureano Gómez acusaba la dictadura de conformar una verdadera censura monopolística:

³³⁵⁵ Artículo 7 Acto Legislativo 1 del 9 de diciembre de 1952. Diario Oficial. Año LXXIX. N. 28075, 12 de diciembre de 1952, p. 1.

³³⁵⁶ Acto legislativo 1, del 18 de junio de 1953. Diario Oficial. Año XC. N. 28329, 24 de octubre de 1953, p. 1.

³³⁵⁷ Calle Meza, M. L., Lacasta Zabalza, J. I., & Rojas Reyes, A. L., *op.cit.*, p. 81.

³³⁵⁸ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea, op.cit.*, p. 253.

³³⁵⁹ *Ibid.*, p. 235.

³³⁶⁰ «Las tradiciones y los destinos de Colombia. Discurso en la asamblea constituyente, 24 de octubre de 1956. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el Político, op.cit.*, p. 191.

³³⁶¹ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea, op.cit.*, p. 281.

³³⁶² *Ibid.*, p. 263.

³³⁶³ AGN. Caja 287, Carpeta 58, Folio 225. Recorte de prensa, *La Vanguardia*, Barcelona. Reacción airada del presidente Rojas Pinilla contra el bandolerismo y ciertas interpretaciones de la Prensa.

El abusivo monopolio de todos los medios de expresión de la opinión pública, impuesto por la tiranía, trató de dar impresión de que nuestra generación había desertado en masa de la tradición institucional de la patria.³³⁶⁴

Incluso, Eduardo Santos alertó sobre el peligro de seguir los pasos de la España franquista, que logró moldear una prensa dirigida e instrumentalizada por la Dirección de Prensa y Propaganda, destacando que:

En España la prensa que aceptó esa imposición se convirtió en el elemento de corrupción de la conciencias, de perturbación del espíritu público, de apoyo efectivo al régimen.(...)Esta prensa sometida y dirigida es la que ha creado el ambiente mortal que reina en España y que tanto seduce a algunos de nuestros compatriotas.³³⁶⁵

En verdad, las cosas empeoraron en agosto de 1955 con el cierre de *El Siglo* y *El Tiempo*. De inmediato, Alberto Lleras se alzó contra la censura del diario capitalino, deplorando que los destinos de un país que fue un ejemplo continental, fuera decidido por un gobierno de forma arbitraria.³³⁶⁶

Otro aspecto importante que compartió el régimen de Rojas Pinilla con el modelo franquista, fue una especie de culto a la personalidad, orquestado por la Oficina de Prensa y Propaganda del Estado (ODIPE), que se encargó de estimular una intensa propaganda de sacralización de la figura de Rojas Pinilla, presentándolo como el segundo libertador.³³⁶⁷ En paralelo, Lucio Pabón intentó darle al régimen una ideología para darle una base teórica, en la cual se glorificaba la figura de Rojas Pinilla.³³⁶⁸

Sin embargo, pronto el malestar de las elites fue creciendo generando tensión. El 26 de enero de 1956, en la plaza de toros de Bogotá, durante la primera corrida del año, mientras Alberto Lleras fuera recibido con vítores, la hija del general, María Eugenia Rojas, y funcionarios del régimen, fueran abucheados con silbidos, por lo cual tuvieron que retirarse estrepitosamente bajo las protestas del público.³³⁶⁹ Así lo narró Indalecio Prieto:

³³⁶⁴BLAA. Archivo Alberto Lleras Camargo, documentos y colecciones especiales, carpeta 36. El 20 de septiembre de 1956, carta de Laureano Gómez (Benidorm) a Alberto Lleras Camargo, p. 1.

³³⁶⁵BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 "Documentos varios"3, caja 1, carpeta 1. Carta del 20 de marzo de 1956 de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (Bogotá), p.1-2.

³³⁶⁶«Contra la dictadura», Bogotá, hotel Tequendama, 23 de septiembre de 1955. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el Político*, op.cit., p. 25.

³³⁶⁷Ayala Diago César Augusto. *La explosión del populismo en Colombia...*, op.cit., p. 20.

³³⁶⁸Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea*, op.cit., p. 267.

³³⁶⁹*Ibid.*, p. 277.

Una tarde de corrida, el público que llenaba la plaza de Bogotá dedicó estruendosas ovaciones a personas desafectadas al régimen, propinando tremenda pita a la hija del dictador. En la corrida siguiente la policía infestó el graderío y, apenas se iniciaron manifestaciones idénticas aporreó despiadadamente a los manifestantes.³³⁷⁰

Igualmente, el 5 de febrero 1956, un enfrentamiento entre rojista y opositores dejó a ocho muertos en la plaza Santamaría.³³⁷¹ Progresivamente numerosos dirigentes, conservadores como liberales, fueron dejando el país. Entre ellos, López de Mesa recordó que bajo este gobierno se intensificó el exilio de los principales jefes del liberalismo: Eduardo Santos, Carlos Lleras Restrepo, Alfonso López Pumarejo.³³⁷² En 1955, un Alberto Lleras, arrepentido sugirió que el país sufría un castigo providencial por haber aplaudido el golpe de Estado de 1953, y haber abandonado el sufragio.³³⁷³

14.3.3. La dimensión populista y social de la dictadura.

El historiador español, Eduardo González Calleja explicó que la crisis de representatividad y de legitimidad de los viejos modelos de organizaciones tradicionales, provocó en América Latina el surgimiento de cuatro alternativas para la sociedad de masas: el camino planificador socializante inspirado en la vía soviética, la democracia liberal-parlamentaria inspirada en Estados Unidos, el camino autoritario acompañado de un nacionalismo radical como en los fascismos y las dictaduras de derecha europeas, y el populismo que abarcó una legión de movimientos eclécticos.³³⁷⁴ En particular, Octavio Ianni destacó que el populismo representó una etapa fundamental de la historia latinoamericana, sin la cual no se pueden comprender hechos y fenómenos como el peronismo, el varguismo, el cardenismo, aprismo, velasquismo, gaitanismo, Perezjimenismo, populismo militar y otros.³³⁷⁵ Así pues, el populismo, en términos generales, fue un mecanismo para reformar las viejas estructuras tradicionales. Si bien en Europa con ciertas variantes y diferencias, la pauta del reformismo fue realizada: primero por partidos liberales basados en clases medias y luego por movimientos obreros centrados en el sindicato, en las zonas subdesarrolladas como

³³⁷⁰ Prieto Indalecio, «Semejanzas. España y Colombia», *El Socialista*, Toulouse, 13 de septiembre de 1956.

³³⁷¹ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea*, op.cit., p. 278.

³³⁷² Discurso ante la comisión política del liberalismo (1954). En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas*, op.cit., p. 73.

³³⁷³ «La carta de Barcelona», 20 de diciembre de 1955. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el político* op.cit., p. 91.

³³⁷⁴ González Calleja E. (1994). La derecha latinoamericana en busca de un modelo fascista: la limitada influencia del falangismo en el Perú (1936 - 1945). *Revista Complutense de Historia de América*, 20, p. 229. Disponible: <https://revistas.ucm.es/index.php/RCHA/article/view/RCHA9494110229A>. (consultado 29/03/2021).

³³⁷⁵ Ianni Octavio, "introducción". En: Germani Gino, Di Tella Torcuato, Ianni Octavio. *Populismo y contradicciones de clase en América Latina*. 1ª ed. México D.F: Serie Popular Era, 1973, p. 9.

América Latina, en lugar del obrerismo y liberalismo, fueron los movimientos populistas quienes lanzaron las reformas.³³⁷⁶

Ciertamente, el general Gustavo Rojas Pinilla, perteneció a esa estela del nacional populismo. Más precisamente, Torcuato di Tella clasificó su régimen en la modalidad de populismo de partidos militares reformistas.³³⁷⁷ Para nosotros, el régimen de Rojas Pinilla fue una adaptación colombianizada del influjo falangista y franquista, con sello autoritario, populista y militar, que retomó el modernismo reaccionario colombiano en gestación, pero dándole una preocupación central a la cuestión social y el bienestar de las masas populares.

Por lo tanto, no es sorprendente que rápidamente el régimen de Rojas Pinilla fuera comparado con el peronismo. Para el conservador Alfredo Vázquez Carrizosa, Rojas Pinilla no era más que una caricatura, “entre lo trágico y lo ridículo”, del peronismo o del nuevo orden de Salazar.³³⁷⁸ Desde agosto de 1953, Carlos Lleras Restrepo, a pesar del apoyo liberal inicial a Rojas Pinilla, no descartaba el peligro de un desvío peronista.³³⁷⁹ Para David Bushnell, existió un claro intento de Rojas Pinilla, de cimentar la autoridad de su régimen en las fuerzas armadas, pero también en la organización de trabajadores, con cierta similitud con el populismo autoritario de Perón.³³⁸⁰

Por una parte, las analogías con el peronismo eran múltiples y se verificaron en varios aspectos: militarismo, culto de la personalidad, anticomunismo, pretensiones de tercera vía, acción social dinámica, nacionalismo y proteccionismo económico, afinidades con el franquismo, oficinas de propaganda -como la ODIPE y la secretaría de la Presidencia de la Nación-. Sin embargo, subsistieron grandes diferencias como el hecho que Rojas Pinilla no tuvo las tensiones con la Iglesia católica que experimentó Perón a partir de 1954. Asimismo, Rojas Pinilla nunca logró consolidar un movimiento que ameritó un neologismo terminado en “ismo”, porque en su origen el régimen de Rojas Pinilla fue posibilitado por la voluntad de las elites colombianas y jamás contó con la fuerza popular de Perón. El propio Lucio Pabón, a

³³⁷⁶ Di Tella Torcuato, “Populismo y reformismo”. En: Germani Gino, Di Tella Torcuato, Ianni Octavio, *op.cit.*, p. 38-39.

³³⁷⁷ *Ibid.*, p. 68.

³³⁷⁸ Vázquez Carrizosa Alfredo. *Historia crítica del Frente Nacional*, *op.cit.*, p. 87.

³³⁷⁹ BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta 12 de agosto de 1953 de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos(Paris), p. 2.

³³⁸⁰ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 297.

finales de 1954, con el anuncio de la creación del MAN, rechazó las comparaciones con Perón.³³⁸¹

De igual manera, aunque guardando las distancias, eran notorios los vestigios del nacionalsindicalismo en el régimen. A semejanza del sindicalismo vertical español, Rojas Pinilla intentó formatear un sindicalismo de Estado único, como forma de reconciliar a las clases. Esta tentativa, se concretizó con la creación en 1953 de la Confederación Nacional del Trabajo (CNT) que quería apartar definitivamente a los otros sindicalismos, como la UTC religiosa y la CTC de izquierda. La CNT era un claro ejemplo de unión entre el sindicalismo y el Estado, tanto así, que fue el ministerio de Trabajo quien redactó el proyecto de sus objetivos doctrinales, y en 1954 obtuvo sus estatus jurídicos.³³⁸² A decir verdad, la CNT fue considerada como una organización de inspiración peronista con tendencias justicialistas, como lo sugirió su afiliación a la Agrupación de Trabajadores Latinoamericanos sindicalizados (ATLAS).³³⁸³ Sobre este punto el historiador David Bushnell aduce que el financiamiento peronista del ATLAS fue el síntoma de que la CNT tomó una línea justicialista, con pretensiones de tercera vía entre capitalismo y comunismo.³³⁸⁴

Debemos recordar que el falangismo originario, influenciado por el jonsismo y el sindicalismo revolucionario, en sus programas, concedía gran importancia a la cuestión social. Al respecto, el periodista reaccionario español Andrés Révész, en ABC, comentó que el programa económico y social de la Falange Española se ladeaba mucho más a la izquierda, que el de los partidos liberales, demócratas y progresista.³³⁸⁵ Siendo así, la promoción de un programa social y económico avanzado, que chocó con las estructuras tradicionales colombianas, sugiere que el régimen de Rojas Pinilla adoptó un neofalangismo más cercano a ese populismo social del falangismo originario. De hecho, la tonalidad social del régimen estuvo presente desde su toma del poder. Prueba de ello, en un discurso de agosto de 1954 le otorgó, de forma clara, preeminencia a la paz social sobre la paz política: *“Inspirado en estos principios, mi gobierno no sólo ha buscado la paz política, sino la paz social más importante*

³³⁸¹ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea, op.cit.*, p. 244.

³³⁸² *Ibid.*, p. 245.

³³⁸³ *Ibid.*

³³⁸⁴ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 298.

³³⁸⁵ Révész Andrés, « Algo del fascismo », *ABC*, Madrid, 03/11 /33. Citado en Pierre-Paul Grégorio, « 1933-1936 : Falange Española dans *ABC* de Madrid », *Cahiers d'études romanes* [En ligne], 4 | 2000, mis en ligne le 15 janvier 2013, consulté le 05 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesromanes/3547> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesromanes.3547>

aún que la primera, tratando ante todo de mejorar las condiciones de vida del pueblo.”³³⁸⁶ A pesar de esto, viendo los recelos que generó su proyecto, en agosto de 1955 aclaró que su política social se iba a desarrollar con mesura: “sin afanes demagógicos; sin vulnerar ningún derecho legítimamente adquirido; sin auspiciar la lucha de clases; sin ocasionar trastornos en el desarrollo económico del país (...).”³³⁸⁷

Rápidamente, la dictadura impulsó una política social dinámica. Un punto importante fue la creación en septiembre de 1954 de la Secretaría Nacional de Asistencia Social (SENDAS), dirigida por su hija María Eugenia de Moreno, que fusionó todas las actividades de asistencia social en una sola oficina.³³⁸⁸ En concreto, el objetivo de SENDAS fue ayudar a los refugiados, trabajadores y campesinos, y para ello se creó una oficina de rehabilitación para la realización de informes sobre problemas sociales.³³⁸⁹ Así pues, a través de SENDAS, el gobierno de Rojas Pinilla entregó préstamos a pequeños campesinos y propietarios.³³⁹⁰ Con este fin, en 1955, destinó 15 millones para que el Ministerio de Trabajo financiara varios programas en beneficio de los trabajadores.³³⁹¹ Igualmente, esta intención de mejorar la vida de las clases populares se verificó en agosto de 1955, con el anuncio de reformas agrarias. Con este objetivo se creó el Instituto de Colonización, que ya había iniciado la compra de inmensos terrenos, para lograr técnicamente que la nación aprovechara sus riquezas y que los campesinos fueran recompensados con el estímulo de la parcela propia, anhelando con esto dignificar la vida en el campo.³³⁹²

Indudablemente, la veta social de su régimen le valió una popularidad importante. En 1954, el propio López de Mesa admitió que: las Fuerzas Armadas lo apoyaban, el pueblo lo quería y el liberalismo lo aplaudía.³³⁹³ En el mismo sentido, en un artículo de *Semana* en enero de 1955, se reveló que, hasta los líderes de la UTC y la CNT, reconocían que la buena

³³⁸⁶ Rojas Pinilla Discurso del 7 de agosto de 1954, « Discurso de posesión ante la Asamblea Constituyente», p. 2. <https://www.senalmemoria.co/la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla>; (consultado el 25/03/2021).

³³⁸⁷ Rojas Pinilla, Discurso 13 de agosto de 1955, «El pueblo y el gobierno », discurso pronunciado ante la gran manifestación popular de desagravio al jefe de Estado, p. 3. <https://www.senalmemoria.co/la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla>; (consultado el 25/03/2021).

³³⁸⁸ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 288.

³³⁸⁹ Martz John. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea, op.cit.*, p. 248.

³³⁹⁰ En enero 1955 había entregado un total de 9000 préstamos a pequeños propietarios y campesinos en los llanos y en otras zonas había dado préstamos a más 11.700 personas. En: Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 290.

³³⁹¹ *Ibid.*, p. 288.

³³⁹² Rojas Pinilla, Discurso 13 de agosto de 1955, «El pueblo y el gobierno », *op.cit.*, p. 3.

³³⁹³ Discurso ante la comisión política del liberalismo (1954). En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas, op.cit.*, p. 76.

disposición del gobierno hacia la clase trabajadora era innegable.³³⁹⁴Inclusive, después de su caída, la base popular siguió simpatizando con él.³³⁹⁵

Pese a todo, estas tonalidades sociales y populistas, le gangrenaron ciertas tensiones con la Iglesia católica en Colombia. En efecto, el 18 de febrero de 1955, la Conferencia del Episcopado de Colombia, encabezada por el Cardenal Luque, condenó la CNT porque dependía del influjo justicialista peronista, siendo este último rechazado por su totalitarismo, por ser contrario a la doctrina y la moral cristiana, por promover bloques multitudinarios, y porque fue inspirado en el socialismo.³³⁹⁶ Estas presiones provocaron la disolución de la CNT en 1955 por sus mismos dirigentes.

Por otra parte, su política económica le engendró la oposición frontal de las elites políticas y económicas. En efecto, un nacionalismo y proteccionismo económico reformista, aunado con la voluntad redistributiva del Estado, acrecentaron las hostilidades contra Rojas Pinilla. Fue clara la tendencia del régimen hacia un capitalismo de Estado y una política social de distribución del ingreso, por medio de tributación de los salarios, de los precios y de los servicios, que facilitó cierta redistribución del ingreso a las clases medias.³³⁹⁷ En este sentido, hizo una serie de reformas económicas que trastocaron el orden económico tradicional.³³⁹⁸ Esto le suscitó la hostilidad de los gremios económicos, como la ANDI, la Asociación bancaria, la Asociación Colombiana de Compañía de Seguros y la Federación Nacional de comerciantes.³³⁹⁹ Sobre esto, Rojas Pinilla denunció desde 1953, las presiones abusivas de estos sectores económicos dominantes.³⁴⁰⁰ Por lo tanto, de 1953 a 1956, se desarrolló un choque económico de clase, debido a sus reformas populistas, que implicaron más impuestos para las oligarquías y una retribución forzosa, generando más tributos para invertir en

³³⁹⁴ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 288.

³³⁹⁵ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 301.

³³⁹⁶ «“El catolicismo” comenta la pastoral del episcopado», *El Tiempo*, Bogotá, 19 de febrero de 1955, p. 2.

³³⁹⁷ Bidegain Ana María. *Iglesia Pueblo y política...*, *op.cit.*, p. 189.

³³⁹⁸ Entre las que destacaban: una reforma de impuesto mínimo para los ingresos superiores a 12000 pesos; la controversial reforma de gravámenes de ingresos de acciones y bonos de empresas, rompiendo con la tradición que dejaban gran parte de esas entradas libres de impuestos; el decreto 058 de enero 1955 que suspendió leyes que obligaban los bancos y compañía de seguros, a pagar únicamente impuestos nacionales directos recolectados por el gobierno nacional, autorizando los gobiernos locales a fijar impuestos a las sucursales de bancos y compañías de seguros. En: Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 275-276.

³³⁹⁹ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 277.

³⁴⁰⁰ Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo en Colombia*, *op.cit.*, p. 252.

servicios y beneficios sociales.³⁴⁰¹ Para la historiadora, Ana María Bidegain, una vez más el poder económico se enfrentó al político, que representaba las aspiraciones populares.³⁴⁰²

Sin embargo, esta política social y ciertas aspiraciones progresistas contrastaron con la predominancia de principios y valores reaccionarios vehiculados por el régimen. Como estigma del modernismo reaccionario latente en las derechas colombianas, el régimen de Rojas Pinilla acompañó a su vez un sello tradicional y católico con elementos renovadores con trasfondo desarrollista. Por eso, mientras intensificó la censura y el autoritarismo, por otro lado, solicitó a la ANAC el derecho a la mujer de elegir y ser elegida.³⁴⁰³ Además, con pretensiones de desarrollo y progreso, el gobierno emprendió varios proyectos ambiciosos de obras públicas, que incluyeron la construcción de carreteras, trabajos en el ferrocarril del Atlántico, la construcción de hoteles turísticos y del aeropuerto El Dorado.³⁴⁰⁴ Su política reformista se inscribió en un novedoso paradigma económico, “El desarrollismo”, que se expandió por América Latina y se basaba en la teoría de la dependencia. Según la cual el esquema de desarrollo centro-periferia impuesto por occidente, a largo plazo empobrecía la periferia, como ocurría en América Latina condenada a ser simple proveedora de materias primas sin valor agregado. Recogiendo este influjo se aceleró la industrialización por sustitución de importaciones para fortalecer una industria nacional, chocando muchas veces con los intereses de las elites económicas.

Prontamente, la “luna de miel” inicial con las elites bipartidistas, se desmoronó cuando Rojas Pinilla reveló su programa de reforma social y económica, y con el regreso de la violencia.³⁴⁰⁵ En este orden de ideas, si bien se pensó que Rojas Pinilla iba a ser el restaurador de la hegemonía elitista tradicional, este con su radicalismo renovador y populista, se excedió y empezó a desarrollar nuevas líneas políticas en contraposición con los anhelos de las oligarquías.³⁴⁰⁶ Al verse acosado y criticado por el bipartidismo, Rojas Pinilla acentuó el discurso de la crítica contra las elites, denunciado que:

Al margen de nuestra Constitución y de nuestras leyes; paralelamente a nuestras instituciones, que conciben un Poder Ejecutivo y un presidente de la República, la

³⁴⁰¹ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 275.

³⁴⁰² Bidegain Ana María. *Iglesia Pueblo y política...*, *op.cit.*, p. 190.

³⁴⁰³ Rojas Pinilla, 25 de agosto de 1955, «El presidente y la mujeres », Discurso pronunciado ante la manifestación femenina de desagravio al jefe de Estado, p. 2. Disponible: <https://www.senalmemoria.co/la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla>; (consultado el 25/03/2021).

³⁴⁰⁴ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 297.

³⁴⁰⁵ *Ibid.*, p. 293.

³⁴⁰⁶ Di Tella Torcuato, “Populismo y reformismo”. En: Germani Gino, Di tella Torcueto, Ianni Octavio, *op.cit.*, p. 68.

maléfica y continuada habilidad periodística de un reducido grupo había logrado crear un superestado con otro presidente oculto y otro poder ejecutivo soterrado, que, obedeciendo a un escepticismo disolvente y a un resentimiento anarquista, entorpecían hasta los programas más recta y patrióticamente inspirados.³⁴⁰⁷

De hecho, en mayo de 1957, Alberto Lleras confirmó que todos los grandes sectores colombianos se habían enemistado contra de Rojas Pinilla, tanto los partidos tradicionales, como la Iglesia, la industria, la banca, el comercio, la clase media, la clase obrera organizada y la universidad.³⁴⁰⁸ Por ende, estos sectores planearon en mayo de 1957 una gran huelga general para deponer al jefe de Estado. Al respecto, Bushnell destacó el rol protagónico de los sectores empresariales y profesionales, que encabezaron la huelga general de 1957, que no era popular, sino un paro forzoso de oficina y fábricas que cerraron sus puertas.³⁴⁰⁹ En el mismo sentido, Daniel Pécaut subrayó que fue ante todo una huelga de los sectores dominantes: la huelga de comerciantes inició el 7 de mayo de 1957, poco después la ANDI planificó la paralización total de sus actividades, y el 10 de mayo de 1957 Rojas Pinilla renunció.³⁴¹⁰

Después de huir hacia las Bermudas, Rojas Pinilla, mediante cablegrama el 11 de mayo de 1957, solicitó al gobierno español la autorización para poder embarcar con su familia hacia tierras ibéricas.³⁴¹¹ Finalmente, junto con sus colaboradores y su familia, llegó el 13 de julio de 1957 a la España franquista que le concedió asilo político, declarando a su llegada al diario *ABC* de España, que había dejado el poder para evitar un derramamiento de sangre.³⁴¹²

³⁴⁰⁷ Rojas Pinilla, discurso 13 de agosto de 1955, «El pueblo y el gobierno », discurso pronunciado ante la gran manifestación popular de desagravio al jefe de Estado, p. 1. Disponible: <https://www.senalmemoria.co/la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla>; (consultado el 22/03/2021).

³⁴⁰⁸ Alocución de Alberto Lleras a los colombianos, mayo 1957. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el político*, *op.cit.*, p. 270.

³⁴⁰⁹ Bushnell David. *Colombia una nación a pesar de sí misma...*, *op.cit.*, p. 301.

³⁴¹⁰ Daniel Pécaut. *Política y sindicalismo en Colombia*, *op.cit.*, p. 256.

³⁴¹¹ AGN. Caja 288, Carpeta 65, folio 174. Cablegrama. Bogotá, 11 de mayo de 1957, de Carlos Sanz de Santamaría (MRE) a Embajada de Colombia en Madrid.

³⁴¹² *ABC*, Madrid, 14 de mayo de 1957, p. 41.

Capítulo 15. El Frente Nacional y el triunfo de un régimen autoritario moderado y pragmático a partir de 1958.

Los regímenes autoritarios que se sucedieron a partir de 1949, al contrario de lo deseado, desgarraron aún más la estabilidad elitista, por culpa de proyectos con ambiciones drásticas. En efecto, en las décadas de los años cincuenta, miembros del elitismo provenientes de las filas conservadoras -tanto Mariano Ospina, como Laureano Gómez, como Rojas Pinilla- pretendieron restaurar “el orden tradicional contra la anarquía”, provocando el efecto inverso con la agudización de sus fisuras y las tensiones intestinas. Ciertamente, cada uno de ellos a su manera, con perspectivas ideológicas impregnadas de ciertos aspectos del falangismo, probaron modelos renovadores que se excedieron y amenazaron el statu quo elitista.

Después de esas experiencias autoritarias extremistas, las elites liberales y conservadoras comprendiendo que estaba en juego su supervivencia funcional, decidieron limar asperezas y buscaron una conciliación bipartidista, que se concretizó con el acuerdo del Frente Nacional. Desde 1956, en suelo español, las elites de ambos partidos se acercaron para negociar los grandes ejes de ese nuevo pacto elitista.

El Frente Nacional generó arduos debates historiográficos: para un sector condescendiente con el bipartidismo, el Frente Nacional salvó y restauró la democracia de la dictadura de Rojas Pinilla, pero para otras corrientes críticas, el Frente Nacional fue la prolongación de la dictadura, ya no militar sino civil.³⁴¹³ En esta tesis, se opta por interpretar esa reconciliación elitista, no como el triunfo de la democracia, sino como la culminación madura del giro autoritario emprendido en 1949. Percibimos, pues, el Frente Nacional como un autoritarismo civil refinado, que aprendió de los experimentos autocráticos anteriores, adaptándose a las nuevas coyunturas mundiales. Retomando nociones de Juan José Linz, podemos afirmar que el Frente Nacional encajaba con la categoría de “régimen autoritario con pluralismo limitado”, y no con los modelos democráticos liberales. Por consiguiente, sin ser la restauración de la democracia que pretendió, fue más bien una moderación y perfeccionamiento de los autoritarismos anteriores.

³⁴¹³Mesa García, E. (2009). El Frente Nacional y su naturaleza antidemocrática. *Revista De La Facultad De Derecho y Ciencias Políticas*, 39(110), p 159. Disponible en <https://revistas.upb.edu.co/index.php/derecho/article/view/3868>; (consultado 28/03/2022).

Con esto, se consolidó un nuevo modelo político, depurado de los lineamientos radicales anteriores que fueron fuentes de tensión entre elites, como ocurrió con las tentativas de formatear un Estado corporativista y confesional bajo Laureano Gómez, o la voluntad de cimentar una dictadura populista con anhelos de tercera fuerza con Rojas Pinilla. En su lugar, se propuso un régimen autoritario institucional, inspirado en ciertos aspectos del franquismo desarrollista, que, salvaguardando lo realmente fundamental, consagró una restauración oligárquica renovada. En consecuencia, como se proclamó en la Declaración de Benidorm el 24 de julio de 1956, el Frente Nacional significó un regreso al patrimonio histórico del bipartidismo.³⁴¹⁴

15.1. El triunfo del elitismo bipartidista.

El sello populista y autoritario del régimen de Rojas Pinilla, había preocupado a las elites políticas colombianas, cuyas principales figuras se encontraban en exilio. De inmediato, en la lejanía del destierro español, se hilvanó una gran conjuración contra su gobierno, que provocó el fin del régimen el 10 de mayo de 1957. Al respecto, Guillermo Hernández Rodríguez sentenció que del caos de la dictadura germinó “la gran coalición”.³⁴¹⁵ De su lado, el historiador Alexander Wilde precisó que entre 1950 y 1956, los partidos elitistas reconocieron que tenían intereses en común, que requerían para su preservación de una democracia oligárquica estable.³⁴¹⁶ Por lo tanto, se reconstituyó un frente oligárquico, que frenó la experiencia populista que amenazaba la supervivencia de un orden tradicional bipartidista.

Al propósito, el historiador Vernon Lee Fluharty explicó que, en Colombia, siempre que aparecieron fuerzas revolucionarias y alternativas, enseguida estas fueron combatidas por un frente oligárquico compuesto por liberales y conservadores, que ante la amenaza del statu quo, limaron asperezas descartando las diferencias, para frenar reformas sociales o progresistas.³⁴¹⁷ Para el historiador Jorge Jácome, después de Rojas Pinilla, dos vías se abrieron en el panorama político colombiano: el camino del populismo radicalizado o la vía de la coalición bipartidista.³⁴¹⁸

³⁴¹⁴«Declaración de Benidorm», Texto hecho por los señores Laureano Gómez y Alberto Lleras sobre la política colombiana, 24 de julio de 1956. En: Lleras Alberto. *Antología Tomo III: el Político, op.cit.*, p. 169.

³⁴¹⁵Hernández Rodríguez Guillermo, *op.cit.*, p. 86.

³⁴¹⁶Wilde Alexander, *op.cit.*, p. 111.

³⁴¹⁷ Fluharty Vernon Lee, *op.cit.*, p. 11.

³⁴¹⁸Jácome, J. (2015). Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959, *op.cit.*, p. 107.

En estas condiciones, emergió el Frente Nacional que supuso el triunfo de la opción elitista. Pero este pacto oligárquico no consistió simplemente en una restauración del orden tradicional bipartidista anterior a las experiencias radicales de los años cincuenta. Más que eso, significó la instauración de un orden político novedoso basado en el gobierno compartido y la alternación predeterminada en el poder de los dos partidos históricos. Con esto, a pesar de las apariencias, ambas colectividades devinieron en los hechos un partido único de facto. No cabe duda que las fronteras ideológicas habían sido borradas en el marco de un régimen autoritario institucional con pluralismo limitado, que a diferencia de los vecinos latinoamericanos, no requirió de un caudillo o dictador militar para encarnar el poder.

15.1.1. La conspiración de las elites.

El populismo, el autoritarismo, y las reformas sociales y económicas de Rojas Pinilla, propiciaron un acercamiento conspirativo entre las grandes figuras del bipartidismo colombiano. El propio Carlos Lleras Restrepo admitió el rol activo y preponderante de las elites durante el derrumbe de la dictadura de Rojas Pinilla: *“Reconozco que en la etapa más próxima de la lucha contra la dictadura los grupos directivos jugaron papel importantísimo y cumplieron con su deber de forma admirable (...)”*.³⁴¹⁹ Si bien las tentativas de acercamiento se iniciaron anteriormente, fue en el exilio español con el pacto de Benidorm, el 24 julio de 1956, cuando se dio un paso determinante. Diego Montana Cuéllar, narró que en España en julio de 1956, no tuvieron dificultad en ponerse de acuerdo Alberto Lleras y el jefe falangista -Laureano Gómez-.³⁴²⁰ Al respecto, el diario español *YA*, informó que en tierras españolas se desarrollaban conversaciones de gran importancia políticas entre el liberal Alberto Lleras y el conservador Laureano Gómez:

Las conversaciones transcurrieron dentro de la mayor cordialidad. Los señores Lleras y Gómez examinaron detenidamente la situación actual de la política colombiana, y todo parece indicar que ha habido un éxito inicial desde el punto de vista de los negociadores ya que de esta conferencia podría salir un frente liberal conservador.³⁴²¹

En concreto, más allá de la declaración de principios sobre la necesidad de restaurar la democracia y fomentar el fin de la dictadura, en la declaración de Benidorm se estableció

³⁴¹⁹«El liberalismo y el Frente Nacional», Conferencia transmitida por la radiodifusora del periódico “Orientación”, 27 de mayo de 1957. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas Tomo III: escritos políticos*, *op.cit.*, p. 265.

³⁴²⁰Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, *op.cit.*, p. 188.

³⁴²¹AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Recortes de prensa sobre reunión de Lleras Camargo y Laureano Gómez en Benidorm. Madrid, diario *Ya*, 27 Julio de 1956.

explícitamente que los partidos debían formar una coalición sin competitividad en el poder, hasta que no existiera el riesgo institucional de golpe de Estado.³⁴²² Posteriormente, de forma oficial en marzo de 1957, las elites liberales y conservadores elaboraron un manifiesto denominado “el pacto de marzo”, contra la continuación de Rojas Pinilla, pacto que fue propuesto a las fuerzas armadas y firmado tanto por la dirección nacional del Partido Liberal,³⁴²³ como por el directorio nacional del Partido Conservador.³⁴²⁴

En consonancia con estos acuerdos políticos, las elites económicas fomentaron en Colombia un paro cívico nacional el 10 de mayo de 1957, que obligó al general Rojas Pinilla a dimitir. Los diarios de ambos partidos, con entusiasmo, hablaban de un paro cívico de casi quinientas mil personas, en el que se había aglomerado un pueblo entero en las calles, sin distinción de condición social o color político.³⁴²⁵ También *El Intermedio* insistió en que fue un paro nacional general, que superó las lógicas de clases y de partidos, conformando un movimiento de opinión amplio, compuesto por:

(...) fuerzas espirituales, como las de la Iglesia; económicas, como las de la industria, el comercio y la banca; intelectuales, como las de las Universidades y la prensa; sociales, como las de los clubes y los sindicatos; valerosas, como las constituyeron las mujeres y los estudiantes de opinión que no tuvo más instrumento de expresión que el callado pero auténtico y firme coraje de la nación entera.³⁴²⁶

Finalmente, después de la caída de la dictadura en julio de 1957, se pactó el acuerdo de Sitges, el día de la fiesta nacional, el 20 de julio de 1957. En esa ocasión, Alberto Lleras y Laureano Gómez, en suelo español, emitieron declaraciones conjuntas contra “la opresión”, “el deshonor” de la república y el necesario entendimiento de los partidos con el fin de recuperar “*la libertad y los derechos cívicos perdidos.*”³⁴²⁷ Desde España, con optimismo, el diario *ABC* destacó un acuerdo sensacional, que había consagrado una moratoria y una tregua en las luchas partidistas en Colombia, reconociendo que un pueblo no podía ser gobernado por partidos en constante lucha.³⁴²⁸ En Colombia el jolgorio fue unánime en ambas

³⁴²²BLAA Documentos y colecciones especiales, Archivo Alberto Lleras Camargo. Carpeta 36. Declaración de los señores Laureano Gómez y Alberto Lleras Camargo sobre la política colombiana, hecha en Benidorm (España), el 24 de julio de 1956, p. 1.

³⁴²³Presidida por Alberto Lleras con el concurso de Eduardo Santos, Darío Echandía y Carlos Lleras Restrepo. En: Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 189

³⁴²⁴Presidida por Guillermo León Valencia, Juan Uribe Cualla, Francisco de Paula Pérez, y otros jefes que habían participado en las diferentes dictaduras. En: Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 189.

³⁴²⁵«Cayó Rojas Pinilla» 10 de mayo de 1957, *El Intermedio*, p. 1.

³⁴²⁶10 de mayo de 1957, *El intermedio*, p. 3.

³⁴²⁷Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 191.

³⁴²⁸*ABC*, Madrid, 31 de agosto de 1957, p. 21.

colectividades del bipartidismo. Incluso, un gran crítico de los gobiernos de coalición, Gilberto Álzate Avendaño, elogió el acuerdo de Sitges alentando que: “*El apaciguamiento de las pasiones es y debe ser el resultado del entendimiento de los partidos, la base previa de cualquier gestión.*”³⁴²⁹ De su lado, Eduardo Santos encomió el magnífico paso de Benidorm: “*El viaje a Benidorm fue un paso valeroso, audaz, inteligente y su resultado magnífico.*”³⁴³⁰

Así pues, continuando con ese proceso, a finales de julio de 1957, se concertó la convocación de elecciones para el Congreso el 23 de noviembre de 1957, y las presidenciales para el 4 de mayo de 1958, pero sobre todo se disolvió la ANAC el 26 de julio de 1957. Por último, el 22 de noviembre de 1957, se firmó el pacto de San Carlos, mediante el cual ambos partidos, de forma oficial, llamaron a votar a favor del plebiscito que consagró constitucionalmente el Frente Nacional.³⁴³¹ Efectivamente después de una intensa campaña política bajo el lema de “la restauración democrática”, en un plebiscito nacional el 1 de diciembre de 1957, fue aprobado por mayoría el proyecto del Frente Nacional, aceptando que los partidos se repartieran los puestos legislativos y administrativos y la alternancia en la presidencia.

Con lo cual, para el historiador Alexander Wilde se consolidó la supremacía del bipartidismo mediante una versión remozada de la democracia oligárquica.³⁴³² A pesar de algunas tentativas de desestabilización y de golpe de Estado como el del 2 de mayo de 1958³⁴³³, finalmente se consagró el Frente Nacional, que interpretamos no como la restauración de la democracia, sino como la implementación de un autoritarismo institucional con pluralismo limitado, más cercano al franquismo desarrollista.

15.1.2. El triunfo del bipartidismo y el fin de las fronteras ideológicas.

A decir verdad, se puede insertar el Frente Nacional en la larga historia de las coaliciones bipartidistas en Colombia, que permitieron la preservación y la continuidad del grupo dominante en el poder, en momentos de crisis.³⁴³⁴ Por eso, ante un panorama sombrío en

³⁴²⁹ «Lo popular en la política», Conferencia dictada por Gilberto Álzate Avendaño el 15 de noviembre de 1957, por la radiodifusora la voz Colombia de Bogotá. En: Álzate Avendaño. *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño*, *op.cit.*, p. 100.

³⁴³⁰ BLAA. Documentos y colecciones especiales, Archivos Carlos Lleras Restrepo, Fondo 7 “Documentos varios” 3, caja 1, carpeta 1. Carta del 3 de septiembre de 1956, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (Bogotá), p. 2.

³⁴³¹ «firmado anoche acuerdo nacional», *El Tiempo*, 23 de noviembre de 1957, p. 1.

³⁴³² Wilde Alexander, *op.cit.*, p. 108.

³⁴³³ De manera sincronizada el 2 de mayo de 1958, la policía militar apresó en la madrugada a 4 generales y Alberto Lleras Camargo. En: *El Tiempo*, 3 de mayo de 1958, p. 1.

³⁴³⁴ Cordi Galat J, Castellanos Álvarez O. Del fascismo al neofascismo..., *op.cit.*, p. 110.

1956, Alberto Lleras Camargo anheló la necesidad de un movimiento nacional bipartidista para recobrar la normalidad, el imperio de las instituciones jurídicas y la convivencia pacífica de los colombianos.³⁴³⁵ Entonces, el Frente Nacional surgió prometiendo el fin de la polarización y de la dinámica de antagonismos destructivos de los últimos años.³⁴³⁶

Con rapidez, los viejos enemigos acérrimos se reconciliaron. Algunos críticos recalcaron con ironía, que los antiguos villanos devinieron héroes, como el “temido” Laureano Gómez, quien después de perseguir sin piedad el liberalismo, fue erigido en uno de los pilares del Frente Nacional.³⁴³⁷ En el mismo sentido, en 1956, el propio Eduardo Santos en una carta a Carlos Lleras Restrepo, con cierto sarcasmo, ironizó sobre el cambio repentino de valoración que gozaban antiguos “monstruos” conservadores como Luis Ignacio Andrade, Jorge Leyva y Laureano Gómez:

Apenas han pasado tres años y ya para muchos esos tres monstruos van tomando perfiles de ángeles y Laureano, que desde 1931, con pasiones demoníacas, ha creado el drama colombiano y es su autor y editor, empieza a tomar perfil de apóstol republicano.³⁴³⁸

Ciertamente, el elemento clave para apaciguar la animadversión política, fue la consagración del fin de los límites ideológicos entre ambas colectividades históricas. En este orden de ideas, el Frente Nacional fue posible porque no permanecieron diferencias ideológicas sustanciales entre ambos partidos. Por este motivo, Carlos Lleras asumió que las fronteras ideológicas de ambos partidos se habían desdibujado.³⁴³⁹ Para Diego Montaña Cuéllar, los partidos perdieron su radicalidad y sus posturas históricas.³⁴⁴⁰ Por ende, en el marco del Frente Nacional se diluyó el liberalismo y el conservatismo, haciéndolos ver como dos corrientes del mismo partido.³⁴⁴¹ Al respecto, Rafael Azula Barrera justificó que, para la reconstrucción estable de la nación colombiana, era inevitable la formación de un solo partido que controlara el Estado, y por esta carencia los gobiernos de unión nacional anteriores fueron

³⁴³⁵«Necesidad de un periodo de gobiernos auténticamente nacionales», 2 de febrero de 1956. En: Lleras Alberto. *Antología Tomo III: el Político*, op.cit., p. 115.

³⁴³⁶«Exegesis de la novísima Reforma constitucional colombiana» (1957), copia mecanografiada, Archivo López de Mesa; Biblioteca General, U de Antioquia. En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas*, op.cit., p. 147.

³⁴³⁷Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, op.cit., p. 188.

³⁴³⁸BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta 21 de marzo de 1956, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (Bogotá), p. 3.

³⁴³⁹Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas Tomo V: memoria*, op.cit., p. 486.

³⁴⁴⁰Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, op.cit., p. 194

³⁴⁴¹Roll David, op.cit., p. 13.

soluciones insuficientes y efímeras.³⁴⁴² Por su parte, el historiador Christopher Abel, sentenció que con el Frente Nacional se proyectó la formación de un partido único, como en México.³⁴⁴³

En particular, un símbolo de este derrumbe de los linderos ideológicos, fue la actitud de Alfonso López Pumarejo. Sacudido por el proceso de derechización del Partido Liberal, el antiguo estandarte del reformismo progresista de la *Revolución en Marcha*, se volvió uno de los artífices del Frente Nacional y de la restauración oligárquica. En este sentido, hubo múltiples indicios del rol protagónico del antiguo presidente. Por eso, el diplomático español Gonzalo de Ojeda, subrayó que López Pumarejo fue uno de los grandes inventores del Frente Nacional:

(...) la solución propuesta por el Señor Alfonso López, ex-presidente de esta república, quien ha sugerido que ambos partidos se pongan de acuerdo para formar un “Frente Nacional” a quien incumbiría la tarea de designar un nuevo candidato mixto.³⁴⁴⁴

Ya desde 1946, Mariano Ospina ratificó, en su cierre de campaña, que López Pumarejo impulsaba negociaciones para la conformación de un Frente Nacional.³⁴⁴⁵ Asimismo, en marzo de 1956, ante la Comisión de Acción Política Liberal reunida en Medellín, López Pumarejo insistió sobre la urgencia de un acuerdo nacional entre partidos tradicionales.³⁴⁴⁶

Al fin y al cabo, el Frente Nacional selló la progresiva pérdida de identidad ideológica de ambos partidos.³⁴⁴⁷ Esto confirmó que en realidad ya no existía realmente diferencias doctrinarias mayores entre las elites de ambos partidos, mientras si eran varios los puntos de encuentro. Para algunos, el Frente Nacional: “*es el reconocimiento de que no puede seguir subsistiendo separadamente porque nada las diferencia, todo las unifica, salvo la lucha por la burocracia que ahora se reparten igualitariamente*”.³⁴⁴⁸

Por lo tanto, concebimos las dos colectividades históricas en el marco del Frente Nacional como un nuevo partido único “de facto” que conservó un bipartidismo de

³⁴⁴²Azula Barrera Rafael, *op.cit.*, p. 491.

³⁴⁴³ Abel Christopher, *op.cit.*, p. 123.

³⁴⁴⁴AGA. Fondo 15, caja 54/03092. Bogotá, 9 de enero de 1946. Situación Política n° 31, de Gonzalo de Ojeda al MAE.

³⁴⁴⁵«La democracia en Colombia», Conferencia sobre la democracia colombiana, cierre de campaña electoral el 28 de abril 1946, desde los micrófonos de “la Voz de Colombia”. En: Ospina Pérez Mariano. *Obras selectas. Primera parte, op.cit.*, p. 226.

³⁴⁴⁶Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 187.

³⁴⁴⁷Roll David, *op.cit.*, p. 13.

³⁴⁴⁸Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 194.

apariencia. Esto era evidente, a pesar de que algunos miembros de los dos partidos históricos intentaron oponerse a esta realidad. Entre ellos, el liberal Hernán Toro Agudelo argumentó que el Frente Nacional no era un nuevo partido, ni la muerte de ambos partidos, sino un armisticio temporal.³⁴⁴⁹ En consecuencia, a partir de 1958, aparecieron candidaturas presidenciales disidentes como la del conservador Jorge Leyva quien obtuvo casi el 20 % en las presidenciales de 1958.³⁴⁵⁰ Pero estas candidaturas fueron encarnadas por miembros de ambas colectividades históricas y toleradas por el sistema al no ser peligrosas.

15.1.3. La propaganda de la restauración de la democracia.

El 1 de diciembre de 1957, mediante un plebiscito, obteniendo más del 90 % de los votos, se aprobó el acuerdo bipartidista. Sin embargo, no fue tan fácil domeñar una opinión pública y unas masas que habían adherido, en el pasado reciente, a las propuestas reformistas y la esperanza de cambio con los proyectos de López Pumarejo y Gaitán. Por eso, para legitimar su regreso, las elites liberales y conservadoras, intensificaron, mediante una propaganda enérgica y el uso de sus maquinarias políticas, la presentación del Frente Nacional como la restauración de la democracia y la libertad. Los grandes voceros de ambos partidos promovieron la idea que el Frente Nacional restableció la democracia representativa después de su interrupción por *Rojas Pinilla*.³⁴⁵¹ De hecho, el día del paro nacional de mayo de 1957, los grandes diarios como *El Intermedio* destacaban la “restauración democrática y moral de Colombia”.³⁴⁵² En consecuencia, como lo escribió el historiador César Ayala Diago, se fomentó una desacralización de Rojas Pinilla para glorificar una sacralización del Frente Nacional.³⁴⁵³ De su lado, Diego Montaña Cuéllar aseguró que para lograr esa reconciliación, se fueron borrando los crímenes cometidos desde 1946, acusando a Rojas Pinilla de todos los males, pero omitiendo que antes del golpe legal ya había empezado el proceso autocrático.³⁴⁵⁴ El propio Alberto Lleras insistió sobre la necesidad de reconstruir la totalidad del régimen institucional, desbaratado por casi diez años de estado de sitio.³⁴⁵⁵

³⁴⁴⁹«Tiene vigencia el liberalismo como partido de izquierda», *Acción Liberal*, agosto 1966, Bogotá, n°1. En Toro Agudelo Hernan. *Obras selectas, op.cit.*, p. 105.

³⁴⁵⁰«Mas allá del romanismo», 7 de marzo de 1958, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 462.

³⁴⁵¹Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas Tomo V: memorias, op.cit.*, p. 611.

³⁴⁵²«Esta es Colombia», *El Intermedio*, Bogotá, 10 de mayo de 1957, p. 3.

³⁴⁵³Ayala Diago César Augusto. *La explosión del populismo en Colombia...*, *op.cit.*, p. 20.

³⁴⁵⁴Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real, op.cit.*, p. 190.

³⁴⁵⁵«Ante todo al constitución», el domingo 27 de abril de 1958. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el Político, op.cit.*, p. 334.

Por lo tanto, de manera maniquea las elites ofrecieron la disyuntiva: o libertad democrática o dictadura opresiva. El 15 de marzo de 1958, Alberto Lleras Restrepo se dirigió por radio al país sentenciando que solo había dos caminos: o el Frente Nacional y la paz o la dictadura y la violencia.³⁴⁵⁶ También, el 20 de abril 1958, fungiendo como primer presidente del Frente Nacional, Alberto Lleras reafirmó ese dilema de vida o muerte: “*El Frente Nacional ofrece la ocasión incomparable y única para que la nación se exprese para siempre entre la alternativa de vivir y morir oscuramente, sujetos a la violencia, o ensayar la paz.*”³⁴⁵⁷

En todo caso, el proyecto del Frente nacional, era confuso y no fue bien comprendido por las masas populares y los políticos regionales. Al respecto, Alberto Lleras manifestó su irritación burlándose con ironía de esa clase política acostumbrada al misterio y a las prácticas políticas capciosas, puesto que el acuerdo Benidorm fue incomprendido debido a que múltiples sectores le pedían aclaraciones.³⁴⁵⁸

Lo cierto fue que, para justificar la implementación de un régimen oligárquico, se presentó esta coalición de partidos como una vía provisional hasta que se consolidaran las condiciones necesarias para volver al camino electoral y la reconquista del patrimonio cívico común.³⁴⁵⁹ De igual manera, el manifiesto conservador de 1959, hecho por Mariano Ospina y Álzate Avendaño, designó ese régimen constitucional transitorio como el “interregno democrático” mientras se restauraba la paz en la República “convaleciente de sus lesiones”.³⁴⁶⁰ Igualmente, el adalid del liberalismo de derecha, López de Mesa, defendió que el Frente Nacional era una solución fundamental para la evolución democrática.³⁴⁶¹ Incluso, la noche del 10 mayo 1957, en una declaración conjunta los dos partidos tradicionales ya habían advertido sutilmente sobre lo que serían en realidad las elecciones en el marco del Frente Nacional:

³⁴⁵⁶«La división conservadora», *El Tiempo*, 16 de noviembre de 1957. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el Político, op.cit.*, p. 319.

³⁴⁵⁷«El imperio del decálogo», Medellín, el 20 de abril de 1958. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el Político, op.cit.*, p. 329.

³⁴⁵⁸«Acerca de la Declaración de Benidorm», circular n°20, 28 de septiembre de 1956 a los señores miembro del directorio liberal departamental. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el Político, op.cit.*, p. 207.

³⁴⁵⁹«Declaración de Benidorm», texto hecho por los señores Laureano Gómez y Alberto Lleras sobre la política colombiana, Benidorm (España), 24 de julio de 1956. En: Lleras Alberto. *Antología Tomo III: el Político, op.cit.*, p. 170.

³⁴⁶⁰Manifiesto de noviembre de 1959, esbozado por Mariano Ospina y Gilberto Álzate miembros del directorio nacional de conservador, *La República*, 15 de noviembre de 1959. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 117.

³⁴⁶¹ Exégesis de la novísima Reforma constitucional colombiana» (1957), copia mecanografiada, Archivo López de Mesa, Biblioteca General, Universidad de Antioquia. En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas, op.cit.*, p. 147.

Este acuerdo fundamental de los partidos requiere, ante todo, que se regrese al orden constitucional por el único camino que restaura la fuente del poder, cegada por la dictadura. Ese camino es la elección popular del presidente de la República, y la única disculpa que se da para que ella no se efectúe-y se da precisamente para quien aspira a continuar en el mando, contra la Constitución-, es la que los partidos se destrozarían en una elección popular, abierta y libre. Por eso decimos hoy a la República que es inexacta esa afirmación, y que nos comprometemos a que los dos partidos vayan a una elección con todos los requisitos indispensables de discusión y propaganda públicas, con un solo programa, con un solo candidato, escogido por procedimientos que ya hemos acordado, como comprobación plena de nuestro entendimiento.³⁴⁶²

Más allá de la retórica y de las argucias jurídicas, para describir el Frente Nacional, es más realista hablar de “espejismos democráticos”, concepto más cercano al término de pseudodemocracia, que utilizaron algunos académicos, para calificar aquellos regímenes que tenían instituciones políticas formalmente democráticas para solapar la realidad de una dominación autoritaria.³⁴⁶³ Si bien la estabilidad de dos partidos históricos que se alternaban en el poder, como en Estados Unidos, podía ser el cimiento de una democracia estable, en el caso colombiano los partidos habían abandonado los elementos esenciales de competencia y elección sin obstáculos.³⁴⁶⁴ En cuanto a eso, es necesario recordar que la alternación en el poder no estuvo presente en el texto del plebiscito originario. Fue con posterioridad al plebiscito como se incorporó, mediante una enmienda a la Constitución, con el acto legislativo 1 del 15 de septiembre de 1959. Con esto se rompió el tejido democrático de la constitución y se abusó de la capacidad de reforma parlamentaria, restringiéndole al pueblo el derecho decisorio para escoger al presidente de la República y sus representantes.³⁴⁶⁵

Por estas discordancias, los opositores alegaron que la pretensión democrática del Frente Nacional no era más que la imposición del partido único de la burguesía, con una organización vertical para impedir la organización horizontal de la clase obrera, de los campesinos y de las clases populares.³⁴⁶⁶ Sobre este punto, Guillermo Hernández Rodríguez, recordó que ni siquiera en el siglo XIX, se había osado imponer una sucesión interrumpida de presidentes como durante el Frente Nacional.³⁴⁶⁷ Por su parte, Jorge Jácome concluyó que, bajo el argumento de la democracia, el bipartidismo implementó una “democracia

³⁴⁶² «Manifiesto de los dos partidos», *El Intermedio*, Bogotá, 10 de mayo de 1957, p. 2.

³⁴⁶³ Diamont Larry, Linz Juan José, Lipset Seymour Martin, *op.cit.*, prefacio, p. XVIII.

³⁴⁶⁴ *Ibid.*, p. 24.

³⁴⁶⁵ Hernández Rodríguez Guillermo, *op.cit.*, p. 116-118.

³⁴⁶⁶ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, *op.cit.*, p. 195.

³⁴⁶⁷ Hernández Rodríguez Guillermo, *op.cit.*, p. 116.

restringida”.³⁴⁶⁸ Ante las críticas y la emergencia de pequeños núcleos disidentes, Carlos Lleras Restrepo imploró no caer en la trampa de ciertos conservadores descontentos para debilitar el consenso.³⁴⁶⁹

Después de todo, una vez esfumados los efectos de la propaganda mediática, fue emergiendo el desencanto progresivo, y el proyecto empezó ser cuestionado por varios frentes. Ante la contestación, Alberto Lleras se vio obligado a pronunciar un discurso a principios de 1958, para calmar a las masas desilusionadas con las promesas incumplidas del frente civil.³⁴⁷⁰ Sin tapujos, Álzate Avendaño resaltó el fracaso del Frente Nacional, que en diez meses no había resuelto los problemas sociales, excusándose con el cómodo expediente de echarle la culpa a la dictadura anterior de haber dilapidado la riqueza pública y la moral colectiva.³⁴⁷¹ Por eso, el apoyo popular hacia el Frente Nacional se evaporó rápidamente, acarreado desidia política. Esto se vislumbró en las elecciones presidenciales de 1962, en donde la abstención fue del 52 % y en 1966 casi del 60 %.³⁴⁷²

15. 2. Un autoritarismo civil perfeccionado: la optimización del régimen autoritario tecnocrático y desideologizado.

En verdad, con el Frente Nacional se compaginó lo que Charles Wright denominó la “Tríada del poder”, entendida como una compenetración de las elites económicas, políticas y militares como dueños del poder nacional.³⁴⁷³ Así pues, esta gran coalición significó una continuación con el autoritarismo, pero de manera desviada, pragmática y perfeccionada. En efecto, mediante este régimen político novedoso, no solo se preservaron los rasgos autoritarios y elitistas, sino que fueron agudizados: instrumentalizando un molde institucional con contornos legales, lo que permitió legitimar la represión y la exclusión política. También se desideologizaron los radicalismos, remplazando la ausencia de ideología por la jerga tecnocrática y el discurso en torno al progreso librecambista de influencia norteamericana. Por último, se consolidó un terrorismo de Estado que permitió el aniquilamiento de las alternativas.

³⁴⁶⁸Jácome, J. (2015). El impacto de la Revolución y la Contrarrevolución en los poderes de emergencia circa 1959-1978, *op.cit.*, p. 207.

³⁴⁶⁹«Análisis de una política», mensaje a los parlamentarios del liberalismo. Bogotá, 20 de marzo de 1959. En: Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas Tomo III: escritos políticos*, *op.cit.*, p. 273.

³⁴⁷⁰«El entrometido», *Diario Colombia*, 14 de febrero de 1958. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*, *op.cit.*, p. 455.

³⁴⁷¹*Ibid.*

³⁴⁷²Jácome, J. G. (2015). El impacto de la Revolución y la Contrarrevolución en los poderes de emergencia circa 1959-1978. En: *Estados de excepción y democracia liberal en América del Sur...*, *op.cit.*, p. 210.

³⁴⁷³Wright Mills Charles. *La elite del poder*, *op.cit.*, p. 15.

15.2.1. La apariencia institucional y la constitucionalización de un pluralismo limitado.

El esmero por cubrirse con un barniz jurídico y constitucional no fue una novedad. El régimen franquista cercano a las elites colombianas, también había intentado una legitimación exterior forjando una fachada institucional con cambios cosméticos.³⁴⁷⁴ En 1946, Franco negó que su régimen fuera una dictadura, considerando que lejos de gobernar despóticamente, su poder se enmarcaba en un orden jurídico con sujeción a leyes y jueces.³⁴⁷⁵ Esta pretensión jurídica e institucional para maquillar prácticas autoritarias, inspiró a las elites colombianas, observadoras atentas y privilegiadas de la experiencia española.

En efecto, uno de los elementos singulares de los autoritarismos en Colombia fue el cuidado constante por salvaguardar la apariencia institucional. Pero con el Frente Nacional se dio un paso adelante en el afán de mantener una democracia aparente y una institucionalidad formal, que disimulaban mecanismos autoritarios de poder. Por ejemplo, se conservó el uso de los estados de excepción de forma permanente para justificar acciones represivas y excluyentes. Asimismo, se legitimó el gobierno bajo decretos en el marco de estados de excepción constantes. También si se mantuvo el ritual de las elecciones, fue de manera restrictiva y excluyente.

En su momento, Charles Wright Mills aseveró que el poder sostenido en el manejo de las instituciones era el único que podía ser duradero.³⁴⁷⁶ Con este fin, las elites colombianas bipartidista comprendieron la fuerza del ropaje institucional, para consolidarse en el orden interno y ser bien vistas a ojos de la comunidad internacional. El Frente Nacional fue una jugada sutil para perpetuarse mediante el poder institucional, por eso López de Mesa exaltó el noble pacto institucional.³⁴⁷⁷ Del mismo modo, Alexander Wilde subrayó que, con el Frente Nacional, se institucionalizaron prácticas políticas que en tiempos anteriores dependían de las relaciones a nivel personal.³⁴⁷⁸

En realidad, estos rasgos se sustentaban en una tradición jurídica arraigada en el país. En efecto, desde la época de la Gran Colombia y los primeros debates jurídicos y políticos entre centralistas y federalistas, surgió una forma de creencia mesiánica en el poder de las

³⁴⁷⁴ Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo. *Diplomacia franquista...*, *op.cit.*, p. 8.

³⁴⁷⁵ Discurso pronunciado en la sesión inaugural del día 14 de mayo de 1946. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes de S.E. el Jefe de Estado a las cortes españolas (1943-1961)*, *op.cit.*, p. 22.

³⁴⁷⁶ Wright Mills Charles, *op.cit.*, p. 17.

³⁴⁷⁷ «Exégesis de la novísima Reforma constitucional colombiana» (1957), copia mecanografiada, Archivo López de Mesa; Biblioteca General, U de Antioquia. En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas*, *op.cit.*, p. 149.

³⁴⁷⁸ Wilde Alexander, *op.cit.*, p. 113.

leyes.³⁴⁷⁹ Al respecto, Álzate Avendaño diagnosticó una “hipertrofia” legislativa congénita en Colombia, para calificar esa creencia endémica en que todos los problemas se resuelven con estatutos y formas jurídicas, llenando los archivos de una infinidad de normas sin utilidad:

Lo que nos falta no son propiamente estatutos y formas jurídicas. El país sufre de una verdadera hipertrofia legislativa. En los archivos nacionales se arraciman y se empolvan montañas de papel impreso, preceptos en desuetud, leyes que no cumplen ninguna función ortopédica para que el país avance, ni tiene fuerza de suscitación y porvenir. Son estatutos formalmente perfectos, pero sin vida.³⁴⁸⁰

Este conllevó a profundizar el abismo entre el deber ser de las normas y el ser de la realidad política y social. Es decir, se consagraban entramados complejos jurídicos que no eran aplicados, que eran desviados de su espíritu original, o por el contrario que devenían instrumentos legales de represión y opresión al servicio de la elite en el poder. Así pues, podemos dar algunos ejemplos, como el hecho que si bien la constitución consagraba la igualdad política en realidad mediante disposiciones normativas sutiles se restringían los derechos políticos y colectivos; igualmente se aprovechaban de la figura de los estados de excepción apartándolos de su razón de ser, utilizándolos como instrumento de gobierno permanente; también se elaboraron alambicadas leyes y decretos para institucionalizar la delegación del uso de la violencia legítima a civiles como ocurrió con “el paramilitarismo” que tuvo un marco legal elaborado. En otros términos, el Frente Nacional era el ejemplo de cómo un régimen con un semblante formal democrático y republicano, podía ocultar un régimen autoritario represivo y excluyente en el ejercicio del poder. Rasgo distintivo que conservó a lo largo del siglo XX.

De hecho, podemos notar la preeminencia de abogados en el seno de las oligarquías dirigentes³⁴⁸¹ de la época que puede explicar esa tendencia. Efectivamente, en noviembre de 1948, el profesor de economía y político, Pablo Enrique Cárdenas, confirmó en una carta dirigida al decano de la facultad de derecho de la Universidad Nacional, que la mayoría de los dirigentes en la administración y la política nacional, pertenecían a las promociones de

³⁴⁷⁹ Uribe Vargas Diego. *Estructura constitucional para el cambio*. Bogotá: Editorial Temis, 1986, p. 14.

³⁴⁸⁰ «Modistería ideológica», 10 septiembre de 1952, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 167.

³⁴⁸¹ Una gran mayoría de los políticos que vimos en esta tesis, que ocuparon la presidencia, ministerios, o puestos de poder claves, fueron abogados o estudiaron derecho, podemos citar los siguientes: Gilberto Álzate Avendaño, José Camacho Carreño, Silvio Villegas, Augusto Ramírez Moreno, Roberto Urdaneta Arbeláez, los hijos de Laureano Gómez -Álvaro y Enrique-, Eduardo Santos, Alfonso López Michelsen -hijo de López Pumarejo-, Guillermo León Valencia, Carlos Lleras Restrepo, Alberto Lleras Camargo, Carlos Arango Vélez, Darío Echandía, Agustín Nieto Caballero, Lucio Pabón, Daniel Valois Arce, Aquilino Villegas, Fernando Londoño Londoño, y otros.

abogados.³⁴⁸²Por lo tanto, el régimen era manejado por expertos en derecho, que controlaban a la perfección el poder de las leyes que podían manipular para desviar y orientar las leyes y las instituciones a su favor. Esto tiene su importancia porque es una de las razones que explican porque Colombia no tomó el rumbo de los dictadores militares o de los caudillos autócratas de sus vecinos, prefiriendo el camino del autoritarismo institucional impersonal más sutil, eficaz y difícil de combatir para la oposición.

No por nada, en esa época las elites colombianas distinguían a menudo entre democracia y república, imponiéndose el anhelo de una república oligárquica censitaria guardiana de las leyes e instituciones, pero que no necesariamente tenía que ser democrática. Por eso, el nacionalista Silvio Villegas pidió no confundir ambas palabras:

Uno de los errores más frecuente en los escritores de nuestro tiempo es confundir los términos “república” y “democracia”. Se trata, principalmente, de una falta completa de las disciplinas clásicas. La república hace relación a las leyes; según Marco Tulio es la nación asociada en el consentimiento del derecho.³⁴⁸³

En todo caso, lejos de las prácticas verdaderamente democráticas que se experimentaron durante la República Liberal, el Frente Nacional les cerró el espacio democrático a las alternativas políticas, limitando el reparto del poder entre los dos partidos tradicionales. Las enmiendas plebiscitarias y constitucionales eliminaron el régimen representativo basado en el sufragio universal sin trabas.³⁴⁸⁴Por ende, después del plebiscito de 1957, se estableció un régimen de paridad bipartidista en todos los ámbitos: en los cuerpos legislativos, en los ministerios, en el Consejo de Estado, en la Corte Suprema de Justicia, en las gobernaciones y alcaldías, y en todo el aparato administrativo de la rama ejecutiva.³⁴⁸⁵Así pues, este plebiscito, más que una reforma, implicó “de facto” una nueva carta fundamenta basada en nuevos principios de manejo e integración del poder político.³⁴⁸⁶De hecho, el texto del plebiscito fue complejo y técnico, y propuso términos que la ciudadanía común no comprendió, como las reglas de la repartición del poder burocrático, o la fijación de la regla de los dos tercios de los votos en las corporaciones para la legislación ordinaria.³⁴⁸⁷

³⁴⁸² BLAA. Documentos y colecciones especiales, Archivo Pablo Enrique Cárdenas, correspondencia, carpeta 1. Bogotá, carta del 14 de noviembre de 1948, de Pablo Enrique Cárdenas (Profesor de economía universidad nacional) a Antonio Rocha (decano de la Facultad de derecho), p. 2.

³⁴⁸³ Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*, op.cit., p. 89.

³⁴⁸⁴ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, op.cit., p. 194.

³⁴⁸⁵ Wilde Alexander, op.cit., p. 113.

³⁴⁸⁶ Vázquez Carrizosa Alfredo. *Historia crítica del Frente Nacional*, op.cit., p. 137.

³⁴⁸⁷ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, op.cit., p. 193.

El sociólogo español, Juan José Linz, aseguró que los regímenes autoritarios con pluralismo limitado, a menudo tomaban la decisión de restringir las alternativas de forma legal o de facto.³⁴⁸⁸ Incluso, podía ocurrir que algunos regímenes institucionalizaran el pluralismo limitado, permitiendo la existencia de algunos grupos independientes, siempre y cuando los gobernantes tuvieran la potestad de definir en última instancia, los grupos que eran permitidos y bajo qué condiciones.³⁴⁸⁹

Sin dudas, el Frente Nacional compartió esos rasgos de un pluralismo limitado pero constitucionalizado. En Colombia, estos cambios constitucionales se realizaron eligiendo una asamblea constituyente sin elecciones populares, y mediante un procedimiento expeditivo al abrigo de todo debate popular.³⁴⁹⁰ A grandes rasgos, mediante este proyecto se elevó a rango constitucional el pluralismo limitado, consagrando la exclusión política y el aniquilamiento el poder constituyente originario. En efecto, por mandato de la Constitución, se consagraba que, en las múltiples contiendas electorales, solo podían ser elegidos candidatos del bipartidismo, impidiéndoles a las fuerzas políticas alternativas la participación.

Un punto interesante fue la composición de la Comisión Paritaria de Reajuste Institucional creada por el decreto n° 1198 de 1957, el 11 de junio de 1957, a la que se le confió la elaboración del proyecto de reforma constitucional y el estudio de medidas concretas para el restablecimiento del orden jurídico.³⁴⁹¹ En ella participaron los grandes líderes de ambos partidos, pero sobre todo sobresalieron hombres claves de la derecha radical partícipes de los regímenes autoritarios precedentes. En efecto, lejos de ser apartarlos de las altas esferas del poder, se les entregó la responsabilidad de guiar los designios de la nación y la autoridad para bosquejar el nuevo régimen jurídico y político.³⁴⁹² Con esto, las grandes figuras que fueron influenciadas por el falangismo dejaron de lado su radicalismo y se integraron a la nueva estructura de un autoritarismo civil, como los falangistas moderados o pragmáticos

³⁴⁸⁸ Linz Juan.J. *Totalitarian and authoritarian regimes*, *op.cit.*, p. 161.

³⁴⁸⁹ *Ibid.*

³⁴⁹⁰ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, *op.cit.*, p. 193.

³⁴⁹¹ Art 1. Decreto 1198 de 1957, del 11 de junio de 1957, por el cual se crea una Comisión Paritaria de reajuste institucional. Diario oficial. Año XCIV. N. 29438. 21 de Julio 1957. p. 2.

³⁴⁹² La Comisión Paritaria de reajuste institucional era integrada por: Alfonso López Pumarejo, Mariano Ospina Pérez, Eduardo Santos, Laureano Gómez, Darío Echandía, Roberto Urdaneta Arbeláez y Alberto Lleras Camargo y por los doctores Guillermo León Valencia, Luis López de Mesa, Francisco de Paula Pérez, Carlos Lleras Restrepo, José Antonio Montalvo, Ricardo Uribe Escobar, Guillermo Salamanca. Antonio Rocha, Gilberto Álzate Avendaño. Germán Zea, Eduardo Zuleta, Alfonso López Michelsen, Belisario Betancur, Álvaro Copete Lizarralde, Eleuterio Sema, Martín del Corral. Emilio Robledo Uribe, Silvio Villegas, Gonzalo Vargas Rubiano, Juan Uribe Cualla y Jorge Gartner. En: Art 2. Decreto 1198 de 1957, del 11 de junio de 1957, por el cual se crea una Comisión Paritaria de reajuste institucional. Diario oficial. Año XCIV. N. 29438. 21 de Julio 1957, p. 2.

españoles, que para perdurar se aclimataron al Estado franquista y sus evoluciones. En consecuencia, las elites colombianas falangizadas, mantuvieron importantes cuotas de poder y esferas de influencias, en el marco de la estructura administrativa institucional, influyendo de manera decisiva en el discurrir del país.

Pronto, surgieron voces críticas en contra del nuevo régimen. Ante los reproches de autoritarismo, destacados voceros del bipartidismo como Luis López de Mesa argumentaron que el Frente Nacional no destruyó la dialéctica social, y por el contrario permitió disfrutar de las bonanzas de la rotación obligatoria de los partidos.³⁴⁹³ Pero lo cierto, era que el Frente Nacional pronto ahogó el impulso democrático que tuvo su cenit durante la República Liberal. Esto conminó un sinnúmero de ciudadanos, a optar por la vía subversiva de las guerrillas, como forma alternativa de manifestación política, puesto que los canales democráticos fueron clausurados y se oprimía cualquier disidencia. A modo de ejemplo, podemos recordar que en 1964 surgieron las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia –FARC- como respuesta al asalto y ataque brutal del Ejército Nacional de Colombia a comunidades autónomas y de autogestión campesinas. De hecho, desde la época de Laureano Gomez y Rojas Pinilla se reprimía con frecuencia a los campesinos incluso llegando a bombardear regiones rurales con armas químicas como el Napalm.

Teniendo en cuenta lo anterior, hay que resaltar que las polémicas acerca del Frente Nacional, se insertaron en los debates sobre la historia democrática colombiana. Algunos colombianos,³⁴⁹⁴ se regodearon que Colombia había sido la más vieja y sólida democracia del continente, otros manifestaron con frialdad que gran parte de la historia de Colombia fue dominada por una democracia aparente o de papel.³⁴⁹⁵ Por su lado, en 1996, Noam Chomsky retomó en *el Mundo Diplomático* el argumento que Colombia era un caso de escuela, porque moldeó un Estado que tenía una fachada de régimen constitucional que ocultaba una sociedad militarizada.³⁴⁹⁶ En cuanto al historiador Jonathan Hartlyn aseveró que en 1958 se consolidó “una democracia restrictiva”, porque si bien mantuvo un régimen constitucional y elecciones, estas fueron limitadas por un acuerdo político excluyente.³⁴⁹⁷ Asimismo, el reconocido constitucionalista Mauricio García Villegas sintetizó desde su perspectiva, el fenómeno de la

³⁴⁹³ «Exégesis de la novísima Reforma constitucional colombiana» (1957), copia mecanografiada, Archivo Lopez de Mesa; Biblioteca General, U de Antioquia. En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas, op.cit.*, p. 149.

³⁴⁹⁴ «Colombia responde a críticas de columnista del diario *El País* de España», Caracol Radio, 15 de octubre de 2009.

³⁴⁹⁵ Avella Aída. « Colombia vive en una democracia de papel », *El Universal*, 18 de febrero de 2014.

³⁴⁹⁶ Chomsky Noam, « Double jeu américain en Colombie », *Le Monde diplomatique*, août 1996, p. 3.

³⁴⁹⁷ Hartlyn Jonathan Chapter seven, Colombia : the politics of Violence and Accomodation. En : Diamont Larry, Linz Juan José, Lipset Seymour Martin, *op.cit.* , p. 291.

paradoja colombiana: “una extraordinaria estabilidad institucional y democrática con una violencia casi endémica, una notable debilidad de los movimientos sociales y una marcada desigualdad social”.³⁴⁹⁸ Desde nuestro punto de vista, no se puede denominar como democrático al Frente Nacional, puesto que fue la culminación del giro autoritario iniciado en los años cuarenta para desviar Colombia del cauce democrático emprendido en los años treinta. Efectivamente, los colombianos habían experimentado en los años treinta y principios de los cuarenta lo que realmente era una democracia con sufragio universal, por lo tanto si las elites colombianas querían “una restauración democrática” como lo aseguraban, solo tenían que regresar a la situación previa al giro autoritario.

15.2.2. La desideologización de la política: el discurso tecnocrático y desarrollista como instrumento de dominación.

La absorción de ideologías radicales como el falangismo habían influenciado intensamente las derechas colombianas. A la inversa de lo esperado, sus pretensiones revolucionarias y renovadoras extremas de fundar nuevos órdenes políticos y sociales que regenerarían la patria, debilitaron aún más las oligarquías. Si bien, la mayoría de las elites colombianas promovieron un régimen elitista autoritario de orden, esto no significó que estaban dispuestas a aceptar revoluciones excesivos. Ante esta realidad, las elites colombianas comprendieron que la fuerte ideologización de las derechas en los años anteriores, había sido la cuna de los antagonismos que posibilitaron proyectos radicales peligrosos para la hegemonía oligárquica.

Por eso, en el marco del Frente Nacional, con el objetivo de lograr la convivencia bipartidista, el primer objetivo fue neutralizar y depurar la vida política de estas ideologías radicales. Un poco como pasó con el régimen franquista, durante la época de progresiva apertura y la fase desarrollista, en Colombia a partir de 1957 se impuso una clara voluntad por calmar los ardores ideológicos, místicos y revolucionarios. En su lugar, privilegiaron, más bien, canalizar esas energías hacia proyectos pragmáticos, tecnocráticos y económicos. Así pues, apaciguados los arrebatos ideológicos, se empezaron a privilegiar los puntos de acuerdo en el seno del bipartidismo, tales como la cuestión social para evitar las reformas sociales, la protección del capital y de los terratenientes, y el elitismo político para contener cualquier democratización de la vida política.

³⁴⁹⁸García Villegas, M. (2014). Derecho a la falta democracia: la juridización del régimen político colombiano. *Análisis Político*, 27(82), p. 168.

De hecho, la fluctuación del contexto internacional influyó en esta variación. Después de la Segunda Guerra Mundial, con el auge de la Guerra Fría, Estados Unidos había intensificado su control hacia su zona “natural” de dominio, América Latina. Realmente, el regreso de una hegemonía norteamericana fuerte fue visible en la Conferencia Chacapultec, el 8 de marzo de 1945, que marcó el fin de los experimentos alternativos al libre mercado y librecambio en el continente. En efecto, en Chacapultec, Estados Unidos advirtió que el continente debía volcarse hacia el libre mercado, marginalizando el intervencionismo económico del estatismo y las experiencias corporativistas. En concreto, el subsecretario de Estado, Will Clayton, en Chapultepec conminó a los países latinoamericanos que pusieran su fe en el libre comercio y el capitalismo privado de libre empresa, evitando los escollos del intervencionismo estatal.³⁴⁹⁹ Entre tanto, en contraposición Raúl Prebisch expuso la teoría de la dependencia durante la Conferencia de Petrópolis (1954), según la cual el capital extranjero en vez de desarrollarlas, drenaba las economías de los países latinoamericanos.³⁵⁰⁰ Finalmente, en la Conferencia de Buenos Aires (1957), Estados Unidos regresó a la carga, defendiendo los efectos virtuosos de su inversión en América Latina.³⁵⁰¹

Después de todo, en plena Guerra Fría, al integrarse al bando occidental, las oligarquías colombianas tuvieron que aclimatarse a la era de la desideologización,³⁵⁰² comprendiendo que ya no había espacios para proyectos ideológicos radicales, pero sí para regímenes autoritarios desarrollistas que se sometían al librecambio y la influencia norteamericana. Como lo había dicho Álzate Avendaño en el pasado: “*las doctrinas expiran en el umbral de los hechos*”.³⁵⁰³

En consecuencia, el Frente Nacional aceptó sin tapujos la hegemonía norteamericana, desechando las vías de desarrollo que no fueran compatibles con sus designios. En consonancia con esto, los sectores nacionalistas y reaccionarios, críticos con el imperialismo norteamericano en los años treinta y cuarenta, cambiaron rotundamente sus posturas. Siendo

³⁴⁹⁹Pike, Fredrick B. “Corporatism and Latin American-United States Relations.” *The Review of Politics*, vol. 36, no. 1, 1974, p150.

³⁵⁰⁰*Ibíd.*, p. 154.

³⁵⁰¹*Ibíd.*

³⁵⁰² El reconocido intelectual franquista Gonzalo Fernández de la Mora en *El crepúsculo de la ideologías*, describía el advenimiento de un pensamiento único en el bloque occidental, que sintetizaba las perspectivas social demócratas, liberales y conservadoras moderadas, que concordaban en un denominador común que tenía como núcleo: un anticomunismo ferviente, el discurso tecnocrática del progreso y la apología del capitalismo y del libre mercado. Ver Fernández de la Mora Gonzalo. *El crepúsculo de la ideologías*, Madrid, Ediciones Rialp, 1965, 170 p.

³⁵⁰³ «La candidatura de Ospina Pérez», 7 de noviembre de 1937. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 87.

así, los sectores colombianos nacionalistas y falangizados, que habían exaltado en el pasado la herencia hispánica por encima del panamericanismo, y que habían sido opositores virulentos de la dominación anglosajona,³⁵⁰⁴ abandonaron las posturas críticas hacia Estados Unidos. Sobre esto, el historiador David Varela apuntó que la actitud voluble hacia el capital y dominación extranjera como la de Laureano Gómez, fue común en los líderes colombianos versátiles de la época, líderes que marchaban al compás de los vientos coyunturales, incluso llegando a sorprender al embajador norteamericano por sus cambios repentinos.³⁵⁰⁵ En cualquier caso, esta inclinación y sumisión al bloque occidental liderado por Estados Unidos después de la Guerra Fría, contribuyó decisivamente a la desideologización y tecnocratización de la vida política colombiana.

Desde entonces para el Frente Nacional, esto significó el fin de los proyectos ideológicos radicales, que fueron remplazados por discursos tecnocráticos de desarrollo económico y de progreso técnico. Con ello, se retomó una voluntad tecnocrática latente en el seno de las élites políticas colombianas desde hacía varios años. En efecto, en 1945, Luis López de Mesa ya hablaba de tecnificar la democracia, para hacerla más pragmática.³⁵⁰⁶ En el mismo sentido, en 1947, Mariano Ospina, expresó la necesidad de la despolitización y de crear una administración apolítica.³⁵⁰⁷ Pero fue realmente a partir del Frente Nacional, después de los sustos de los gobiernos autoritarios drásticos, cuando se intensificó la voluntad de desideologización de la política y del bipartidismo. Así pues, Carlos Lleras, en mayo de 1957, recalcó la urgencia de la neutralidad burocrática como clave para evitar los recelos dialógicos y sectarios.³⁵⁰⁸

En definitivas, esto implicó un cambio cualitativo en el seno de las élites políticas colombianas, que devinieron más tecnocráticas y especializadas, como en la España del desarrollismo, en donde los tecnócratas -del Opus Dei- fueron los agentes importantes de modernización económica del Estado español. Del mismo modo, en Colombia progresivamente se consolidó un proceso de tecnocratización de la vida política. Al respecto, el historiador Marco Palacio Roza adujo que, desde el mandato de Mariano Ospina, se había iniciado la transformación de la elite tradicional en una elite plutocrática más heterogénea de

³⁵⁰⁴ Manifiesto de Silvio Villegas y Augusto Ramírez Moreno a las derechas nacionalista, Bogotá, 18 de febrero de 1932. En: Ramírez Moreno Augusto. *Obras selectas: primera parte, op.cit.*, p. 80.

³⁵⁰⁵ Varela Fernando David, *op.cit.*, p. 29.

³⁵⁰⁶ «Sentido y tareas de la democracia» (1945). En: López de Mesa Luis. *Obras selectas, op.cit.*, p. 60.

³⁵⁰⁷ «El debate electoral de 1947», alocución del presidente de la República, doctor Mariano Ospina Pérez, 16 de marzo 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: Primera parte, op.cit.*, p. 306.

³⁵⁰⁸ Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas Tomo II: escritos políticos, op.cit.*, p. 260.

textileros, banqueros, cafeteros, ganaderos, urbanizadores, importadores, que compartían la misma postura sobre la cuestión social.³⁵⁰⁹ De la misma manera, el político nacionalista Álzate Avendaño, admitía que, con el advenimiento de un frente civil, se impuso su filosofía plutocrática, en donde los dogmas hedonistas y económicos predominaron.³⁵¹⁰

No obstante, esto no implicó el abandono de la tradición y de una influencia clerical omnipresente, como los tecnócratas españoles del Opus Dei que eran pronunciadamente reaccionarios en el plano moral, social y político. Por lo tanto, en Colombia se conservó la estructura del modernismo reaccionario, pero evolucionada. Es decir, subsistió la mezcolanza de valores tradicionales y reaccionarios, con elementos renovadores y modernizantes. Solo que se remplazaron los postulados renovadores ideológicos y políticos -como el corporativismo y la voluntad de implementar regímenes autoritarios radicales-, por la jerga del progreso económico y el discurso tecnocrático. Como bien lo recordó *El Colombiano* en octubre de 1957, el respeto por la tradición y el legado hispánico no significaba el desprecio por el progreso y la técnica.³⁵¹¹ Más bien, como lo dijo Álzate Avendaño en 1954, el centro de gravedad de la política simplemente se trasladó hacia problemas económico-sociales.³⁵¹²

En todo caso, con el tiempo, este proceso de tecnocratización y de burocratización, que favoreció la compenetración entre las elites políticas, económicas y militares, propició a largo plazo, que se tejieran extensas y poderosas redes de clientelismo y corrupción como un instrumento eficaz de poder, fenómeno agravado con la ausencia de una oposición que pudiera denunciarlos. Sobre esto, García Villegas argumentó que, durante el Frente Nacional, se profundizó el desarraigo social de los partidos tradicionales creando una burocracia moderna que moldeó un clientelismo corporativo.³⁵¹³

15.2.3. La germinación de los cimientos del Terrorismo de Estado.

Más que una democratización de la sociedad colombiana, con el Frente Nacional asistimos a un reforzamiento del elitismo que fue excluyendo de forma eficaz, sutil y legal todas las alternativas. En vez de consagrar “la restauración democrática”, el Frente Nacional en realidad permitió estigmatizar cualquier crítica o alternativa como un atentado a la libertad,

³⁵⁰⁹ Palacios Rozo Marco, *op.cit.*, p. 178.

³⁵¹⁰ «En vísperas del caos», *Diario de Colombia*, 5 de febrero de 1958. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 449.

³⁵¹¹ «Día de la Hispanidad», *El Colombiano*, Medellín, 12 de octubre de 1957, p. 3.

³⁵¹² «Revolución y tradición», *Diario Colombia*, 4 de marzo de 1954. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 339.

³⁵¹³ Gacia Villegas Mauricio. *Estado, derecho y crisis en Colombia*, (2000) Estudios políticos, n°17, p. 14.

la nación y a la democracia. En consecuencia, en defensa de la “democracia” oligárquica, se tejió una red institucional elaborada y eficaz que resguardó con hermetismo el poder político. Este acordonamiento de los canales institucionales y políticos provocó con el tiempo el desencanto democrático de las masas populares que buscaron otras vías de acción. Al no poder participar en política mediante la vía democrática y ante la intensificación de la represión, numerosos grupos optaron por la vía insurreccional.

Por ende, si bien el Frente Nacional prometió erradicar la violencia y si bien puso fin a las riñas entre elites y las escaramuzas bipartidistas, por otra parte, provocó la proliferación de una violencia de otro tipo: la insurreccional. Por eso, el 5 de febrero de 1958, Álzate Avendaño en *el Diario Nacional* entregó un retrato pesimista de una nación presa de una violencia multidimensional, en la cual todos los días crecían los niveles de sangre vertida por causas: políticas, económicas y morales.³⁵¹⁴

Por lo tanto, en un contexto de radicalización externa e interna, se consagró la designación del enemigo comunista como principal amenaza nacional y continental. Desde la décima Conferencia Panamericana de Caracas, en 1954, se manifestó a escala continental, la voluntad de formar un frente de lucha conjunta para enfrentar la penetración comunista.³⁵¹⁵ La situación empeoró con los años, por eventos como la Revolución cubana y la Doctrina de la Seguridad Nacional,³⁵¹⁶ que acentuaron los antagonismos de la Guerra Fría. En este orden de ideas, durante los años sesenta, en el marco continental de la Doctrina de la Seguridad Nacional, se fortalecieron los acuerdos de defensa entre Colombia y los Estados Unidos, como el plan Lazo³⁵¹⁷, que reforzaron y perfeccionaron la capacidad represiva del Estado colombiano: con progresos militares, apoyo logístico como bombardeos aéreos, y el entrenamiento de las milicias civiles armadas. A tal propósito llegaron a Colombia generales norteamericanos como William Yarborough, para perfeccionar las tácticas de lucha y la estrategia de contrainsurgencia, favoreciendo con esto la eclosión de embriones paramilitares.³⁵¹⁸

³⁵¹⁴ «En vísperas del caos», *Diario de Colombia*, 5 de febrero de 1958. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selecta: pensamiento político, op.cit.*, p. 449.

³⁵¹⁵ «El frente anticomunista», *Diario de Colombia*, marzo 5 de 1954. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 339.

³⁵¹⁶

³⁵¹⁷ Plan Lazo (Latin America Security Operation), acuerdo militar con los Estados Unidos, que a partir de 1962 puso en marcha la estrategia contrainsurgente en Colombia durante el gobierno de Guillermo León Valencia y su ministro de defensa el general Alberto Ruiz Novoa.

³⁵¹⁸ «Colombia para los americanos», *El Espectador*, 18 de julio de 2009.

Por cierto, esta lucha declarada generó satisfacción en el seno de las elites políticas colombianas, donde predominaba, de forma abrumadora, un anticomunismo ferviente, que se acentuó en los años cincuenta. Así pues, desde 1953, el liberalismo cortó definitivamente los lazos con cualquier comunista o izquierdista socializante. Así lo dejó claro Carlos Lleras a Eduardo Santos, en una carta de 1953:

No creo en la eficacia de los frentes populares y eludo sin excepción alguna, todo contacto con los comunistas y con los izquierdistas indefinidos. La experiencia de todos estos años me ha demostrado que en el fondo ninguno de ellos ama al partido liberal y que muchos lo destetan.³⁵¹⁹

Igualmente, es inevitable resaltar que Colombia fue el único país del continente en participar en la guerra en Corea, sin mayores reticencias internas. Incluso, Roberto Urdaneta la justificó como una acción necesaria para la defensa de la civilización:

Colombia ha tomado partido en esta lucha ecuménica contra el comunismo, en defensa de nuestra civilización puesta a prueba. En la medida de sus posibilidades contribuye a la expedición punitiva contra la sombría avalancha que trata de destruir el arduo trabajo del hombre occidental, para construir un mundo aproximadamente a su medida.³⁵²⁰

Como era de esperar, este lenguaje guerrerista en el orden interno facilitó una intensificación de la represión estatal, que utilizó la coartada de la lucha contra las guerrillas y la influencia comunista, para reprimir en su conjunto a la sociedad civil contestataria. Con este fin, se estigmatizó y persiguió toda alternativa o vertiente críticas, incluso las más moderadas. En últimas, el discurso del orden y del enemigo interno, fue uno de los instrumentos más eficaces para la justificación de prácticas autoritarias y la institucionalización de la violencia estatal.

Con esta meta, para fortalecer la acción represiva dándole una dimensión legal, se perfeccionó el manejo de los estados de excepción que fueron usados de manera constante por los gobernantes colombianos. A través de este uso recurrente se dieron importantes facultades a las fuerzas militares. Por ejemplo, se les facilitó la conducción de juicios penales o civiles

³⁵¹⁹BLAA. Documentos y colecciones especiales. Archivos Carlos Lleras Restrepo, Fondo 7 “Documentos varios”3, caja 1, carpeta 1. Carta del 19 de febrero de 1953, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (París), p. 4.

³⁵²⁰ «Discurso para dar posesión de la presidencia a Urdaneta Arbeláez», 5 de noviembre de 1951. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 102.

por la justicia militar.³⁵²¹ En esta atmósfera, las fuerzas armadas recobraron un rol fundamental en la República, como lo reconoció Alberto Lleras en un discurso de mayo de 1957.³⁵²² Por consiguiente, aprovechando los estados de excepción se fue confeccionando un armazón jurídico, -decretos, reglamentos, decisiones jurídicas, doctrinas de las fuerzas armadas-, que justificó y reglamentó la violencia estatal. Inclusive, con el Frente Nacional se empezó a normativizar la delegación de la violencia legítima a milicias civiles bajo auspicios y control de las Fuerzas Armadas, milicias que fueron los antecedentes del paramilitarismo en Colombia, consagrando con esto la estrategia contrainsurgente como una política de Estado.³⁵²³ En consecuencia, un instrumento que debía ser de excepción y de duración transitoria, conforme a lo preceptuado por el artículo 121 de la Carta de 1886, en la práctica se convirtió en un elemento normal y cotidiano del ejercicio del poder político, con lo cual el régimen constitucional se desfiguró.

De hecho, el Frente Nacional solo afinó unas prácticas que ya eran usadas anteriormente. Como lo mencionó *El Siglo*, fueron los dirigentes de la República Liberal los que inauguraron el uso recurrente de los estados de excepción.³⁵²⁴ Asimismo, Mariano Ospina y Álzate Avendaño, evocaron, en un manifiesto de 1959, que desde 1944 se había utilizado, de manera extensiva y con exceso, el artículo 121 que regulaba la declaratoria del estado de sitio por causa de guerra exterior o conmoción interna.³⁵²⁵ Sobre este fenómeno, el constitucionalista Carlos Peláez, dictaminó una crisis constitucional permanente desde 1948, caracterizada por el uso inapropiado de los estados de excepción.³⁵²⁶ Entonces con el Frente Nacional, se continuó con la instrumentalización del estado de excepción, desdibujando esa herramienta constitucional. En consecuencia, el reconocido jurista Mauricio García Villegas

³⁵²¹Jácome, J. (2015). El impacto de la Revolución y la Contrarrevolución en los poderes de emergencia circa 1959-1978, *op.cit.*, p. 206.

³⁵²²«La máquina de la dictadura tiene que desmontarse y sus instituciones tienen que desaparecer», alocución de Alberto Lleras a los colombianos, mayo 1957. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el político, op.cit.*, p. 270.

³⁵²³En los años sesenta bajo gobiernos del Frente Nacional se consolidaba los fundamentos jurídicos para la conformación de grupos autodefensas bajo el control de las Fuerzas Armadas: Decreto 3398 de 1965, la ley 48 de 1968. En Velásquez Rivera Edgar de Jesús. Historia del paramilitarismo en Colombia. *Historia*. Vol. 26(1), p. 137.

³⁵²⁴ «La inquina contra el congreso», *El Siglo*, Bogotá, 26 de noviembre de 1941, p. 4.

³⁵²⁵«Manifiesto de noviembre de 1959», esbozado por Mariano Ospina y Gilberto Álzate miembros del directorio nacional conservador. *La República*, 15 de noviembre de 1959. En: Álzate Avendaño. *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño, op.cit.*, p. 119.

³⁵²⁶Jácome, J. (2015). Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959, *op.cit.*, p. 126.

analizó que Colombia había vivido en estado de excepcionalidad jurídica permanente.³⁵²⁷ Efectivamente, se utilizaron los estados de excepción en las cuatro presidencias que se sucedieron durante el Frente Nacional: 4 meses durante la presidencia de Alberto Lleras (1958-1962), 14,5 meses bajo la de Guillermo León Valencia (1962-1966), 30 meses bajo Carlos Lleras Restrepo (1966-1970) y 39 meses bajo Misael Pastrana (1970-1974); es decir, un total de 87,5 meses (7 años y 3 meses) de los 16 años que duró el Frente Nacional.³⁵²⁸ La tendencia continuó y se acrecentó después de 1974, cuando oficialmente cesaba el Frente Nacional, pero con el mismo bipartidismo en las esferas del gobierno.³⁵²⁹

Se confirmó, pues, el miedo que había manifestado en 1955 Alberto Lleras, sobre el peligro que el gobierno por estado de sitio se volviera duradero.³⁵³⁰ Así fue como con el advenimiento del Frente nacional se cimentaron los grandes pilares del terrorismo de Estado que rigió en Colombia en las décadas posteriores.

15.3. Las Semejanzas del Frente Nacional con el segundo franquismo.

Es bien sabido que el régimen franquista tuvo una capacidad de adaptación a los nuevos desafíos que le lanzaron las coyunturas internacionales cambiantes. Para ello tuvo que refinar sus aspiraciones originales, conservando ciertos aspectos y abandonando otros. Por eso, el falangista Raimundo Fernández Cuesta aseguró en 1952, que la Falange miraba hacia el futuro, adecuándose al discurrir histórico, sin abandonar lo permanente:

Por encima de lo pequeño, lo transitorio y anecdótico, la Falange dirige siempre su mirada al futuro y su voluntad hacia lo permanente para dar al Movimiento una solidez que garantice su continuidad a pesar de los cambios inevitables del tiempo y de la vida. Continuidad en su doctrina e instituciones, en el entendimiento de España y sus problemas; continuidad en lo bueno y no continuidad en lo malo que aún puede existir.³⁵³¹

³⁵²⁷ García Villegas M, Uprimmy Yepes Rodrigo, el control judicial a los estados de excepción en democracia, justicia y sociedad: Diez años de investigación. En: Dejusticia /coord. por Mauricio García Villegas, María Adelaida Ceballos Bedoya, 2016, ISBN 978-958-59496-6-9, p.422-423.

³⁵²⁸ García Villegas M, Uprimmy Yepes Rodrigo, el control judicial a los estados de excepción, *op.cit.*, p.428.

³⁵²⁹ 34 meses bajo el gobierno del liberal Alfonso López Michelsen (1974-1978) -hijo de Alfonso López Pumarejo-, 47 meses bajo el liberal julio César Turbay (1978-1982), 27 meses bajo el conservador Belisario Betancur (1982-1986), 48 meses bajo el liberal Virgilio Barco (1986-1990); es decir un total de 156 meses, o más bien 13 años de 16 años de gobierno. En: García Villegas M, Uprimmy Yepes Rodrigo, el control judicial a los estados de excepción, *op.cit.*, p.428.

³⁵³⁰ «Estilo de Estado de sitio», 9 de diciembre de 1955. En: Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el Político*, *op.cit.*, p. 78.

³⁵³¹ Alocución pronunciado ante los micrófonos de Radio Nacional de España, en Madrid, el 29 de octubre de 1952. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas*, *op.cit.*, p. 58.

Después de múltiples tensiones y riñas entre falangistas radicales y otros más acomodaticios, o bien, como algunos, ante la violencia de la Unificación, con el tiempo, se fue asentando en el régimen español una vertiente del falangismo moderada y conciliadora, que fue apaciguando, o abandonando su radicalismo originario y ciertas pretensiones revolucionarias abruptas. Esto les permitió conservar importantes cuotas de poder y de prestigio en la estructura del régimen, donde mantuvo cierta influencia moral y política. Como lo afirmó Franco en un discurso de 1953:

Por eso es por lo que la Falange está por encima de las contingencias: porque se constituye a sí misma en ciudadela y guardia fidelísima de los intereses fundamentales de la Patria, dentro de la vida civil, flanqueando y respaldando la fuerza constituyente de nuestro Ejército, garantía de nuestra gloriosa tradición y de todos los demás elementos de la continuidad y de estabilidad histórica de España.³⁵³²

De manera similar, en el contexto colombiano, durante el Frente Nacional, lejos de expulsar a los políticos colombianos sensibles al falangismo -la ultraderecha nacionalista, conservadores tradicionales, y ciertas franjas del liberalismo elitista y autoritario-, estos fueron reciclados en las nuevas estructuras de la administración, en donde permanecieron y siguieron ejerciendo el poder, desde esferas influyentes de la vida nacional. Es decir, si bien los proyectos radicales de los años cincuenta no triunfaron, sus protagonistas sí que siguieron ejerciendo el poder desde puestos claves del Estado. Con esto, aclimatados a las nuevas coyunturas, los epígonos falangistas colombianos siguieron ejerciendo influencia y presión durante los gobiernos liberales y conservadores del Frente Nacional.

En realidad, después del acuerdo con Estados Unidos de 1953, y de forma más notoria durante la época desarrollista, la dictadura franquista continuó alejando los extremismos ideológicos, siendo un modelo a seguir para los regímenes autoritarios de derecha en Latinoamérica. Por ende, la dictadura franquista significó para ellos un paradigma, cercano y exitoso, de un régimen autoritario con pluralismo limitado compatible con el capitalismo librecambista. Por esto, el politólogo Guillermo O'donnell afirmó que los regímenes burocráticos-autoritarios que surgieron en el continente en los sesenta, debían ser puestos en relación con experiencias políticas como el régimen franquista o la dictadura griega, salvaguardando sus diferencias.³⁵³³

³⁵³²«Discurso ante la concentración falangista en Chamartín», 29 de octubre de 1953. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*, op.cit., p. 419.

³⁵³³O'Donnell Guillermo. *Modernización y autoritarismo*, op.cit., p. 104.

Por consiguiente, en Colombia, el Frente Nacional significó el advenimiento de un régimen autoritario institucional novedoso, que permitió la preservación de los intereses oligárquicos, asepticando los debates ideológicos y querellas bipartidistas. De ahí que en el experimento colombiano, se vislumbra un nuevo subtipo de gobierno autoritario, cercano del modelo español, prueba de que la sombra española siguió influenciando de manera decisiva.

15.3.1. ¿El modelo franquista pragmático y desarrollista como inspiración del Frente Nacional?

A la luz de las comparaciones con los fascismos, se desarrollaron fuertes debates historiográficos acerca de la naturaleza de los regímenes autoritarios latinoamericanos de la segunda mitad del siglo XX, discutiendo sobre los posibles vestigios fascistas de esas dictaduras.³⁵³⁴ Como consecuencia de lo anterior, se aminoró una veta interpretativa fundamental: que estas dictaduras latinoamericanas fueron, en gran parte, y sobre todo, influenciadas por los ejemplos portugueses y españoles de posguerra, que con el tiempo devinieron modelos estables de regímenes autoritarios, a su manera atemperados, pragmáticos y flexibles, en parte compatibles con los lineamientos del bloque occidental. Es decir, la gran mayoría de regímenes autoritarios latinoamericanos que surgieron en tiempos de Guerra Fría, no habrían tenido como principal modelo de inspiración ni los fascismos, ni el falangismo originario radical que sí impactaron en los años treinta y cuarenta, sino el régimen franquista dúctil que supo abandonar a tiempo sus veleidades totalitarias para integrarse al bloque liderado por Estados Unidos en el contexto de un mundo bipolar. De esta manera, para las dictaduras latinoamericanas que proliferaron en los años sesenta, el régimen franquista desarrollista y en menor medida el portugués, fueron arquetipos exitosos de regímenes autoritarios “moderados” que superaron los escollos históricos y que salvaguardaron lo esencial de un modernismo reaccionario hispánico adaptado al nuevo contexto, acoplando: un anticomunismo virulento, la preeminencia de la tradición católica y elementos reaccionarios, con ecos modernos que se concretaron con las pretensiones tecnocráticas de progreso económico y técnico.

En los años setenta los crímenes brutales de las dictaduras del Cono Sur provocaron un retorno en las ciencias sociales de los análisis fascistas para comprender la naturaleza de las dictaduras militares latinoamericanas, poniendo en tela de juicio *“la corriente que se había inspirado en la distinción clásica entre autoritarismo y fascismo, desarrollada por Juan Linz*

³⁵³⁴ Para profundizar ver: Trindade Helgio, *op.cit.*, p. 114-126.

a partir del caso español”³⁵³⁵. No obstante, privilegiamos la óptica del régimen autoritario, ya que las dictaduras latinoamericanas tenían dos grandes fuentes de legitimidad, una material otra espiritual y política. Por un lado, recibió el apoyo material de los Estados Unidos con acuerdos militares y la compenetración económica entre intereses norteamericanos y de las elites locales, pero en el plano ideológico y político el modelo de los regímenes autoritarios latinoamericanas no fue la democracia norteamericana sino la dictadura franquista desarrollista que les enseñó el camino autoritario, antidemocrático y antiliberal hacia el “progreso”, sin abandonar los valores tradicionales y católicos. De hecho, en 2015 en Argentina se desarrolló un importante coloquio denominado “*La España del Desarrollismo, América Latina y la Argentina. ¿Un modelo de exportación?*”, que reflexionaba sobre la posible influencia del modelo desarrollista franquista en el continente.³⁵³⁶ Sin embargo, este tema ha sido poco investigado, por eso indudablemente requiere de más indagaciones.

Así pues, la evolución del régimen franquista, de dictadura fascistizada y con pretensiones radicales durante el primer franquismo, hacia un molde de régimen autoritario con pluralismo limitado en tiempos desarrollistas, terminó por devenir el arquetipo inspirador en el continente, sobre todo después de los años sesenta. Por eso, los jefes falangistas españoles no cesaron de poner de relieve la necesidad evolutiva de su movimiento. El falangista José Antonio Giménez Arnau, recordó que una minoría dentro del partido debía asegurarse de la renovación permanente, para evitar la osificación.³⁵³⁷ Incluso, Francisco Franco, en 1953, adujo que la Falange, lejos de imponer estructuras inamovibles, vivificaba permanentemente el Estado.³⁵³⁸ Por ende, debido a esa actitud pragmática y maleable, la dictadura franquista obtuvo la complacencia de la gran mayoría de los sectores derechistas latinoamericanos, alérgicos al totalitarismo y a los revolcones abruptos. Con los cambios y la perspectiva aperturista progresiva, el régimen franquista y los falangistas moderados se ganaron en Colombia, como en el resto del continente, la deferencia de las oligarquías locales. Incluso, de aquellas que, en un principio, no sintieron afinidad por los planteamientos radicales del falangismo originario y del régimen franquista fascistizado. Ya en una carta de noviembre de 1938, el presbítero Carlos Romero y el político conservador Carlos Holguín,

³⁵³⁵ *Ibid.*, p. 114-115.

³⁵³⁶ Realizado por el Instituto de Historia de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales de la Universidad Católica de Argentina. Los avances de este coloquio fueron consignados en un libro: Figallo Beatriz (ed.). *Desarrollismo, franquismo y neohispanidad. Historias conectadas entre España, América Latina y Argentina*. Buenos Aires: Teseo, 2018, 454 p.

³⁵³⁷ Ridruejo Dionisio, Giménez Arnau José Antonio. *29 de octubre consignas políticas, op.cit.*, p. 40.

³⁵³⁸ Discurso ante la concentración falangista en Chamartín, 29 de octubre de 1953. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954), op.cit.*, p. 416.

declaraban desear el triunfo franquista y falangista en la Guerra Civil, solo si este movimiento repudiaba las ideas totalitarias y consagraba los principios cristianos.³⁵³⁹

Con el tiempo, en Colombia, la experiencia turbulenta de los regímenes autoritarios radicales de los años cincuenta azuzó el recelo de las elites colombianas por los proyectos maximalistas, que pusieran en peligro el elitismo, desatando enfrentamientos virulentos entre liberales y conservadores. Pero a tiempo, el Frente Nacional, que era una variante novedosa de régimen autoritario con pluralismo limitado, permitió la reconciliación elitista, en torno a un mínimo denominador común, que congregó, tanto los antiguos derechistas y conservadores falangizados, como a los aliados liberales de circunstancia que percibieron con benevolencia o como un mal menor la formación de un régimen autoritario, con cierto pluralismo bipartidista y pretensiones de progreso.

Por todo eso, en Colombia algunos historiadores e investigadores, conceptualizaron una “positivización del franquismo” en Colombia, a partir del plebiscito de 1957.³⁵⁴⁰ En concreto, destacaron que el Frente Nacional institucionalizó las ideas claves del franquismo, sobre todo las de la segunda etapa del franquismo, perdurando en Colombia hasta la constituyente de 1991.³⁵⁴¹ Retomando esta línea investigativa, aducimos que si bien los regímenes autoritarios de los años cincuenta, fueron adaptaciones colombianizadas de una impregnación falangista radical absorbida antes de la Segunda Guerra mundial, por su parte, el Frente Nacional fue el advenimiento de un régimen autoritario depurado de las aspiraciones ideológicas radicales, que se asemejó al segundo franquismo desarrollista. Gracias a este nuevo modelo político pudo acoplarse al bloque occidental, en el cual los experimentos totalitarios ya no eran tolerados, pero sí los autoritarismos “moderados” que defendían cierto liberalismo económico.

15.3.2. Dos variantes de regímenes autoritarios con pluralismo limitado.

Para enriquecer y diversificar las investigaciones sobre la naturaleza de los regímenes de posguerra que oscilaban entre regímenes totalitarios y democracias, surgieron con fuerza los estudios sobre los regímenes autoritarios. Esto posibilitó una amplia paleta de gamas, que se diversificó en una pluralidad de subconjuntos y de prototipos de modelos

³⁵³⁹ Luis Rueda Concha y Carlos Holguín «Catolicismo y derechas», *Revista Colombiana*, Vol.X, 1 de diciembre de 1938, n° 115, p. 210.

³⁵⁴⁰ Cuenca Tovar, R. E., & Beltrán Ramírez, J. P. (2018), *op.cit.*, p. 126.

³⁵⁴¹ Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015), *op.cit.*, p. 86.

autoritarios.³⁵⁴²Por ejemplo, Guillermo O'Donnell o Philippe Schmitter, distinguieron según el nivel de tolerancia del régimen, entre dictablandas, autocracias liberalizadas y dictaduras, siendo estas últimas las más duras y rígidas.³⁵⁴³Entre esas variedades, dos conceptos de regímenes autoritarios sobresalen para la comprensión del devenir del régimen franquista y del Frente Nacional colombiano el concepto de régimen autoritario con pluralismo limitado de Juan José Linz, que debe ser complementado con la noción de régimen burocrático-autoritario de Guillermo O'Donnell.

El primero, esbozado por Juan José Linz, fue pensado con la observación de las transformaciones del régimen franquista. De ahí se conceptualizó la categoría de “régimen autoritario con pluralismo limitado” como un modelo político sui generis alternativo al totalitarismo y a la democracia; distinguiéndose de estos, en tres aspectos cruciales: un pluralismo limitado y no responsable, la desmovilización política de gran parte de la población, salvo algunas excepciones, y la carencia de una ideología predeterminedada y rígida, substituía por “una mentalidad” general, amplia y amorfa.³⁵⁴⁴La segunda, fue bosquejada por Guillermo O'donnell que teorizó “los regímenes burocráticos-autoritarios”, categoría que facilitó la comprensión de las dictaduras latinoamericanas surgidas a partir de los años sesenta, en países con altos niveles de modernización y desarrollo, como Brasil y Argentina.³⁵⁴⁵De lo anterior, es importante retener que los regímenes burocráticos-autoritarios se desmarcaron de los regímenes totalitarios nazi y fascista, por la falta de contenido ideológico comparable y la carencia de movilización de masas.³⁵⁴⁶Aunque hay que precisar que sí bien ya no contenían los radicalismo ideológicos con pretensiones de renovación total de la sociedad y del Estado, si conservaron una ideología ultra reaccionaria en torno al nacionalcatolicismo que acoplaba un nacionalismo orgánico y catolicismo integrista como principales instrumentos de control de la sociedad, de la educación y de la cultura.

De todos modos, ambos modelos políticos permitieron sugerir que, el prisma del fascismo no era el más adecuado para comprender los regímenes autoritarios de derecha que surgieron en Latinoamérica en el contexto de Guerra Fría; siendo más adecuado el de régimen autoritario, que encaja mejor con la realidad de la dictadura franquista desfascistizada y

³⁵⁴² Diamont Larry, Linz Juan José, Lipset Seymour Martin, *op.cit.*, prefacio, p. XVIII.

³⁵⁴³ *Ibid.*

³⁵⁴⁴ Linz Juan.J. *Totalitarian and authoritarian regimes*, *op.cit.*, p. 159.

³⁵⁴⁵ O'Donnell Guillermo. *Modernización y autoritarismo*, *op.cit.*, p. 104.

³⁵⁴⁶ *Ibid.*

desarrollista, y con las experiencias autoritarias latinoamericanas en tiempos de la Doctrina de la Seguridad Nacional.

Por todo esto, la dictadura franquista desarrollista fue el arquetipo más adecuado para pensar los regímenes autoritarios que pulularon en América Latina a finales de los cincuenta y en las décadas posteriores. Estos regímenes autoritarios latinoamericanos adoptaron, a grandes rasgos, el molde general del autoritarismo a su vez moderno y reaccionario, producto de una simbiosis entre: el elitismo autoritario en lo político con exclusión de las masas, una preeminencia de los valores católicos en la sociedad, junto con la aceptación de las teorías librecambista y de la modernización en lo económico.

Es decir, cada uno a su manera, y con diferencias y matices entre países, adoptó un modelo compatible con lo permitido por el bloque occidental durante la Guerra Fría; aspecto fundamental, porque, dicho sea de paso, en América Latina, se puso en entredicho la teoría de la modernización, que establecía que, en países con una industrialización avanzada, se favorecía la eclosión de la democracia y la igualdad.³⁵⁴⁷ También se desvirtuó el postulado de Seymour Lipset que teorizó que la adopción previa del capitalismo facilitaba posteriormente la implementación de gobiernos democráticos.³⁵⁴⁸ Por el contrario, los golpes de Estado en Brasil (1964) y Argentina (1966), significaron la aparición de dictaduras modernas en los países más prósperos e industrialmente avanzados del continente.³⁵⁴⁹ En pocas palabras, en América Latina se desacreditó, de cierta manera, la teoría de una relación causal necesaria entre capitalismo y democracia, porque el desarrollo y el progreso capitalista en esos países, no conllevó a la extinción de regímenes autoritarios, todo lo contrario.³⁵⁵⁰

Por supuesto que El Frente Nacional colombiano perteneció a estas tendencias continentales. En 1958, Colombia no tenía un alto nivel de modernización, como otros países del continente. Por eso consideramos que el régimen del Frente Nacional, fue más un subtipo de régimen autoritario, que de un régimen burocrático-autoritario. Por lo tanto, compartió con el régimen autoritario franquista ciertos rasgos esenciales: un pluralismo limitado, un espacio público controlado con censura y represión, una despolitización de las masas para anestesiar la movilización popular, y una fachada institucional para conservar unos mínimos de racionalización. Por eso, Jorge Enrique Cárdenas concluyó que el Frente Nacional fue

³⁵⁴⁷ Collier David (compilador). *El nuevo autoritarismo en América Latina*. México: Fondo de cultura económica mexicana, 1985, p. 10.

³⁵⁴⁸ Diamont Larry, Linz Juan José, Lipset Seymour Martin, *op.cit.*, prefacio, p. XXI.

³⁵⁴⁹ *Ibid.*, p. 9.

³⁵⁵⁰ *Ibid.*

entonces un punto medio entre un estado totalitario de un solo partido y un régimen democrático pleno.³⁵⁵¹ Sobre el Frente Nacional, se podía leer en la Revista española *Blanco y negro* en 1958 que si lograba perdurar de manera exitosa, sería una nueva prueba exitosa contra el Estado demoliberal.³⁵⁵²

Sin embargo, el tener similitudes en ciertos aspectos, no implicó una imitación exacta entre el Frente Nacional y el franquismo. Estos se distinguieron en múltiples aspectos, como la estructura organizativa, las fuentes de legitimación, y la personificación del poder encarnada por un hombre en el franquismo y por una casta política en el Frente Nacional. Pero ambos si compartieron, de manera diferente, la estructura abstracta de los regímenes autoritarios con pluralismo limitado, siendo, en nuestra perspectiva, dos variantes distintas de este tipo de modelo político.

En particular, la singularidad del Frente Nacional en Colombia radicó en su capacidad de institucionalizar y legitimar un régimen autoritario detrás de una fachada democrática, por eso preferimos hablar de régimen autoritario institucional, en el cual, el poder de la ley y las normas no fueron un simple estribo o formalidad como en el franquismo, sino que eran el meollo y la fuente del poder autoritario oligárquico. Por ejemplo, si bien según las normas en apariencia participaban dos partidos en la vida política, en los hechos estos fungieron como un partido único de facto. En consecuencia, ambos partidos tradicionales, compuestos en su mayoría por abogados expertos en leyes, lograron labrar un orden jurídico sutil y complejo que les permitió simultáneamente: consolidar sus prácticas autoritarias y excluyentes de poder, sin ser condenados por los países del bloque occidental.

En definitivas, el Frente Nacional fue la demostración de la fuerza política del bipartidismo colombiano, que logró vencer todos los escollos históricos salvaguardando el poder elitista y sus estructuras económicas y sociales, evitando con esto, la necesidad de un caudillo militar restaurador, como en otros países del continente o en España.

15.3.3. Un consenso en torno a un mínimo denominador común.

Antes que todo, es necesario recordar que, en realidad, el falangismo originario y radical, nunca se aplicó a cabalidad ni en España, ni en Colombia. Como en el caso del fascismo, es preciso distinguir entre el movimiento, la ideología y el régimen: una cosa eran

³⁵⁵¹ Cárdenas García Jorge. *El Frente Nacional y los partidos políticos*. Tunja: Imprenta Departamental, 1959, p. 208.

³⁵⁵² *Blanco y Negro*, 30 de agosto de 1958, p. 25

los postulados teóricos ambiciosos, otra lo que efectivamente se pudo aplicar y realizarse, una vez confrontados al principio de realidad del poder. Por ejemplo, en el caso colombiano, el liberal López de Mesa resaltó el doble lenguaje de los conservadores, subrayando el desfase entre los valores que pregonaban con ahínco en la oposición, y la actitud que asumían una vez en el poder.³⁵⁵³ De este modo, por más ambiciones ideológicas que se tuvieran era indispensable ponderarlas y actualizarlas, para poder gobernar.

En España, el régimen franquista supo evolucionar superando los desafíos de los anhelos revolucionarios y las nostalgias del pasado. En los años cincuenta, un falangista de la vieja guardia, Raimundo Fernández Cuesta, aceptó que el movimiento no podía solo vivir del pasado y de recuerdos.³⁵⁵⁴ Como tal, el modernismo reaccionario español, en renovación, siguió salvaguardando la tradición y los valores católicos, su visión autoritaria del poder, pero revisó sus pretensiones renovadoras, reduciéndolas al progreso económico y ambiciones desarrollistas. En un discurso de 1955, Francisco Franco declaró que era necesario realizar una revolución responsable que fomentara el progreso económico para ampliar las posibilidades de justicia social.³⁵⁵⁵

De forma similar, en Colombia, el Frente Nacional también retomó la estructura del modernismo reaccionario colombiano que germinó en las décadas precedentes, sustituyendo las aspiraciones ideológicas radicales, por el discurso del desarrollo económico y del progreso técnico. Como sostuvo Juan José Linz en los regímenes autoritarios con pluralismo limitado, a falta de contenido ideológico riguroso, con una carencia de movilización de las masas, y con la voluntad de neutralizar las oposiciones, cooptando una gran variedad de corrientes, estos regímenes preferían fomentar un utopismo limitado: caracterizado por discursos flexibles y genéricos que alentaban el patriotismo, el desarrollo económico, el orden y la justicia social.³⁵⁵⁶ Con esto, a diferencia de la radicalidad ideológica, la vaguedad de “la mentalidad” permitía a los regímenes autoritarios atenuar las líneas de división en la coalición, reteniendo la fidelidad de elementos dispares.³⁵⁵⁷

³⁵⁵³ Carta pública para Jorge Gartner (1954) de López de Mesa. En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas, op.cit.*, p. 89.

³⁵⁵⁴ Palabras pronunciadas en la Secretaría General del Movimiento a la junta Nacional de la Vieja Guardia, Madrid, el 26 de febrero de 1953. En: Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Viejas y nuevas consignas, op.cit.*, p. 99.

³⁵⁵⁵ Discurso pronunciado en la sesión inaugural del día 16 de mayo de 1955. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes de S.E. el Jefe de Estado a las cortes españolas (1943-1961), op.cit.*, p. 149.

³⁵⁵⁶ Linz Juan.J. *Totalitarian and authoritarian regimes, op.cit.*, p. 164.

³⁵⁵⁷ *Ibid.*

Después de todo, las elites políticas colombianas comprendieron que, para la perduración del régimen del Frente Nacional, debían abandonar los extremismos para neutralizar los antagonismos latentes. Estas rivalidades, según Álzate Avendaño, fueron la causa de la caída de la hegemonía conservadora como de la República Liberal porque “*los regímenes políticos no perecen de muerte natural, sino que se suicidan*”.³⁵⁵⁸ En el mismo sentido, uno de los cerebros del Frente Nacional, Alberto Lleras Camargo, reconoció que, para la pervivencia hegemónica de ambas colectividades, estas debían redoblar de esfuerzos, dejando atrás ciertas posturas divisoras.³⁵⁵⁹

Como consecuencia, ambos partidos históricos consintieron en cimentar un nuevo consenso elitista, en torno a un mínimo denominador común, que fuese a su vez: flexible, moderado y lo bastante amplio, para asentar la legitimidad del nuevo régimen y la congregación de amplias corrientes políticas, como lo pedían desde hacía varios años. En efecto, desde 1937, algunos sectores derechistas abogaron por una política conservadora abierta a todos los caminos del horizonte nacional, acoplando una diversidad de matices dentro de la unidad de fines.³⁵⁶⁰ De igual modo, en 1953, el liberal Abelardo Forero Benavides, manifestó el deseo que el conservatismo y el liberalismo pudiesen lograr unas bases mínimas de acuerdo.³⁵⁶¹

Lo cierto fue que este consenso significó esfuerzos de ambas partes, estimulando por un lado, una moderación de las derechas que abandonaron los radicalismos ideológicos, y del otro, la aceleración de la derechización del liberalismo que cortó definitivamente sus nexos con las izquierdas y las reivindicaciones populares. Con esto, el ajedrez político se movió hacia la derecha. En este sentido, el político y diplomático conservador, Alfredo Vázquez Carrizosa, reconoció en 1957 que, para lograr el consenso con Laureano Gómez y Mariano Ospina Pérez, el Partido Liberal se conservatizó.³⁵⁶² De esta manera, la preeminencia conservadora se vio reflejada en el hecho de que muchos de sus valores privilegiados dejaron de ser el monopolio del pensamiento conservador, pasando a espacios de reflexión liberales.³⁵⁶³ Con esta derechización del panorama político colombiano, se retomó el tríptico

³⁵⁵⁸ «La Unidad, del Partido», *Diario de Colombia*, 1953. En: Álzate Avendaño. *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño, op.cit.*, p. 75.

³⁵⁵⁹ «Necesidad de un periodo de gobiernos auténticamente nacionales», 2 de febrero de 1956. En: Lleras Alberto. *Antología Tomo III: el político, op.cit.*, p. 115.

³⁵⁶⁰ «Las derechas valen por las ideas que hoy representan», *La Patria*, 27 de enero de 1937, p. 2.

³⁵⁶¹ «Contra la violencia y la Barbarie», 17 enero de 1953. En: Forero Benavides Abelardo. *Por la conciliación nacional un testimonio contra la barbarie política, op.cit.*, p. 93.

³⁵⁶² Vázquez Carrizosa Alfredo. *Historia crítica del Frente Nacional, op.cit.*, p. 122.

³⁵⁶³ Ayala Diago, C. A. (2011). *Trazos y trozos...*, *op.cit.*, p. 147.

esencial de las derechas colombianas –nacionalismo, catolicismo, bolivarianismo–, cada uno de ellos, actualizados y sin la virulencia de los años anteriores. Por lo que estos postulados y valores conservadores fueron depurados de los componentes ideológicos drásticos.³⁵⁶⁴ Siendo así, se abandonó el ultranacionalismo agresivo, dejando la crítica hacia la influencia norteamericana. Igualmente, se conservaron las ideas de autoridad de Bolívar, pero dejando la promoción de modelos cesaristas o de dictaduras vitalicias, privilegiando la defensa de un autoritarismo oligárquico civil. Por último, se consagró un nacionalismo católico colombiano que reafirmó la preeminencia católica en la sociedad, no solo en su dimensión espiritual y tradicional, sino como vector nacionalista.

Por esta razón, como en el franquismo se logró bosquejar un mínimo denominador común que entrelazó las diferentes corrientes de derecha. En efecto, el modelo franquista se había asentado en torno a las cuatro unidades fundamentales del Movimiento Nacional protegidas por la “democracia” orgánica que fueron: la unidad política, la unidad religiosa, la unidad nacional y la unidad social.³⁵⁶⁵ En Colombia el sustrato del nuevo denominador común se consolidó en torno a la consagración del predominio del catolicismo en la sociedad, la pretensión de impulsar proyectos modernos de progreso económico y técnico, la consolidación del elitismo y de un autoritarismo oligárquico para gobernar, y la designación del enemigo comunista como amenaza principal.

De este modo, con el Frente nacional se restauró la hegemonía católica aceptada por ambos partidos, después de varias décadas de tensión. Por eso, el proyecto del Frente Nacional fue recibido sin reticencias por el Episcopado colombiano, que el 30 de noviembre de 1957, invitó a votar favorablemente por el plebiscito para poner fin a la crisis moral.³⁵⁶⁶ Además, el liberal López de Mesa expresó con elogio la importancia de la catolicidad colombiana, recordando que era una nación profundamente religiosa: “*Todos en Colombia amamos la religión de nuestros mayores y estamos orgullosos de su clero.*”³⁵⁶⁷ Para Diego Uribe, con el Frente Nacional, se buscó una reconfiguración de los elementos del Estado

³⁵⁶⁴ «Revolución y tradición», *Diario Colombia*, 4 de marzo de 1954. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político, op.cit.*, p. 339.

³⁵⁶⁵ Discurso pronunciado en la sesión inaugural del día 17 de mayo de 1958. En: Franco Francisco. *Discursos y mensajes de S.E. el Jefe de Estado a las cortes españolas (1943-1961), op.cit.*, p. 157.

³⁵⁶⁶ Manifiesto de noviembre de 1959, esbozado por Marino Ospina y Gilberto Álzate miembros del directorio nacional conservador, *La República*, 15 de noviembre de 1959. En: Álzate Avendaño. *El pensamiento vivo de Álzate Avendaño, op.cit.*, p. 120.

³⁵⁶⁷ «Artículo 53 La religión y el Estado» (1954). En: López de Mesa Luis. *Obras Selectas, op.cit.*, p. 145.

confesional que fueron debilitados con el impulso reformista de los liberales.³⁵⁶⁸ Igualmente, algunas líneas fundamentales del proyecto de Estado confesional laureanista permanecieron en los acuerdos en Sitges y Benidorm, y fueron la base de régimen del Frente Nacional vigente durante casi toda la segunda mitad del siglo XX.³⁵⁶⁹ En mayo de 1957, *El Intermedio*, concluyó que a la Iglesia católica se le reconoció su importancia fundamental en la Constitución, el Concordato y la conciencia del pueblo colombiano.³⁵⁷⁰

Por otro lado, este modernismo reaccionario renovado fue forjado por la consolidación de valores conservadores y tradicionales, acompasados con las pretensiones de progreso económico y técnico. En la coyuntura de la Guerra fría, se impusieron las teorías librecambistas y la concepción de unas elites capacitadas para llevar a cabo el progreso. En este sentido, Alberto Lleras justificó las restricciones democráticas del Frente Nacional para facilitar la eficacia en el desarrollo de la política económica e industrial.³⁵⁷¹ En efecto, como guardianes de los valores tradicionales, de la paz y del progreso, se le entregó el poder a una elite que pretendió guiar a la nación para cumplir con estos objetivos.

Por eso, permanecieron vestigios de las nociones de “revolución desde arriba” del falangismo, siendo la defensa de una minoría rectora un punto de acuerdo crucial del elitismo colombiano, que salvaguardó ese gran anhelo de las décadas anteriores. Efectivamente, desde 1947, Mariano Ospina Pérez aseguró que la regeneración que se pretendía, debía realizarse desde arriba por los hombres eminentes de ambas colectividades.³⁵⁷² Sobre eso, en 1952, uno de los grandes pensadores del Partido Conservador, Esteban Jaramillo, argumentó que una verdadera democracia necesitaba imperativamente de una clase selecta formada en altas disciplinas, y que tuviera un rol preponderante en la república y en la tarea de capitanear el conglomerado social.³⁵⁷³ Para Azula Barrera, el elitismo era necesario, por el abismo entre la elite rectora y las masas -urbanas y rurales-, que carecían de la más elemental educación:

La tragedia consistió en la tremenda desproporción que existe entre la alta clase rectora y la gran masa de población urbana y rural que la rodea. La inmensa mayoría de

³⁵⁶⁸ Uribe, D. (1985). *Las constituciones de Colombia*. Vol. III. Citado en Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015), *op.cit.*, p. 84.

³⁵⁶⁹ Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015), *op.cit.*, p. 81.

³⁵⁷⁰ *El Intermedio*, Bogotá, 10 de mayo de 1957, p. 2.

³⁵⁷¹ Jácome, J. (2015). El impacto de la Revolución y la Contrarrevolución en los poderes de emergencia circa 1959-1978. En: *Estados de excepción y democracia liberal en América del Sur...*, *op.cit.*, p. 209.

³⁵⁷² Respuesta del excelentísimo señor presidente de la República a los ministros liberales, Bogotá, 21 de marzo de 1947. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte*, *op.cit.*, p. 328.

³⁵⁷³ Las elites intelectuales, conferencia pronunciada por Estaba Jaramillo al recibir el título de profesor honorario de la Universidad de Antioquia 1952. En: Jaramillo Estaban, *Estudios y Antología Tomo I*, Bogotá, *op.cit.*, p. 136.

nuestras gentes, en pueblo, campos y ciudades carece de la más elemental educación. La misma capital de la república ofrece, no sólo índices alarmantes de analfabetismo, sino que aglomera en su seno distintas etapas de desarrollo humano, sin conexión alguna, con profundas contradicciones sociales que cavan un abismo de resentimiento y de odio, donde fácilmente prospera la violencia.³⁵⁷⁴

Por su parte, Gilberto Álzate Avendaño exaltó que el Partido Conservador siempre contó con un elenco de “patricios” salvadores:

Siempre, a través de la historia, el partido conservador ha tenido una especie de estamento de próceres, una como cámara moral, una plana mayor de claros varones, un colegio de árbitros, que en las grandes crisis políticas comparecen para mantener la vigencia de los principios tutelares y ajustar a ellos el rumbo. Les está confiando el depósito de la doctrina. Su eminencia deriva de unas vidas nobles y austeras, al servicio de la República.³⁵⁷⁵

En verdad, los liberales no eludieron esa apología del elitismo, todo lo contrario. Entre ellos, Luis López de Mesa destacó que las elites bipartidistas tenían la capacidad de gobernar, no con base en la opinión pública, sino elevando el espíritu general desde arriba, concluyendo que el régimen del Frente Nacional puso al mando un gobierno de consenso “*de entera pulcritud y eximias dotes intelectuales y claro civismo.*”³⁵⁷⁶ De su lado, Abelardo Forero Benavides alertó que existía una diferencia entre las convicciones del pueblo y sus necesidades reales, y por eso las elites no debían escuchar lo que el pueblo decía, sino pensar lo que este necesitaba.³⁵⁷⁷ Incluso, la figura de la *Revolución en Marcha*, López Pumarejo, quién se había derechizado con los años, devino un vocero de la defensa del elitismo, partidario de una clase de notables gobernantes.³⁵⁷⁸

Para completar el cuadro general del mínimo denominador común acordado, recordamos el aliciente unificador que fue la designación del enemigo comunista. *El Obrero Católico* transcribió el 12 de octubre de 1957, las palabras del Papa Pío XII que había advertido sobre los cuatro peligros que eran el protestantismo, la secularización de la vida pública, el

³⁵⁷⁴ Azula Barrera Rafael. *De la Revolución al orden nuevo*, op.cit., p. 495.

³⁵⁷⁵ «La decadencia de los notables», febrero 10 de 1953, *Diario de Colombia*. En: Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas pensamiento político*, op.cit., p. 233.

³⁵⁷⁶ «Democracia de Instituciones» (1960), Discurso pronunciado el 8 de octubre de 1960 en la sesión de clausura del Congreso Colombiano de Productividad y Normas Técnica. En: López de Mesa Luis. *Obras selectas*, op.cit., p. 109.

³⁵⁷⁷ Discurso a la Convención liberal, 23 de junio de 1951. En: Forero Benavides Abelardo. *Por la conciliación nacional un testimonio contra la barbarie política*, op.cit., p. 41

³⁵⁷⁸ Montaña Cuéllar Diego. *Colombia país formal y país real*, op.cit., p. 195.

marxismo y el espiritismo.³⁵⁷⁹ Si bien en Colombia siguió un recelo hacia el protestantismo, sin lugar a dudas con el Frente Nacional, el enemigo principal fue el comunismo de lejos. Por algo, el peligro “rojo” continuó siendo la gran coartada, en el marco de la Doctrina de la Seguridad Nacional, para justificar las prácticas represivas y excluyentes durante las décadas siguientes.

³⁵⁷⁹«Cuatro peligros mortales amenazan América Latina», *El Obrero Católico*, Medellín, 12 de octubre de 1957, p. 1.

Conclusiones Parte V.

Después de una fase de incubación de las ideas falangistas en los años treinta y cuarenta, el influjo reaccionario hispánico se concretizó en la realidad colombiana, favoreciendo la eclosión de prácticas políticas violentas y agresivas, con el surgimiento de regímenes autoritarios. El sustrato del falangismo contribuyó de manera decisiva en el giro autoritario y la derrota democrática. Efectivamente, sus idearios agresivos y violentos absorbidos en los años treinta, azuzaron la brutalización de la vida política colombiana, contribuyendo con la intensificación de una violencia multidimensional y generalizada -tanto en el seno de las elites, como en las calles colombianas-, visible a diario y de manera constante por los múltiples hechos de violencia de toda clase- riñas, masacres, asesinato político, conspiraciones-. Todo esto, posibilitó un clima de anarquía que justificó el advenimiento de las fuerzas del orden que aprovecharon la ocasión para asestar el golpe definitivo a la democracia consolidada bajo República Liberal, desviándola hacia modelos autoritarios, represivos y violentos de poder.

Como consecuencia, en la década de los cincuenta, Colombia experimentó diferentes regímenes autoritarios que tenían ecos falangistas, unos más que otros. Así pues, tanto las dictaduras civiles de Mariano Ospina, de Laureano Gómez y de Roberto Urdaneta Arbeláez entre (1949 -1953), como la dictadura populista y militar de Gustavo Rojas Pinilla (1953-1957), tuvieron en común el contornar el sufragio universal, frenar la politización de las masas, instrumentalizar el sindicalismo, reconquistar la sociedad con la preeminencia católica, renovar el sistema político e institucional y moldear regímenes autoritarios con anhelos de democracia orgánica cristiana. Todos a su manera, se justificaron por una atmósfera de violencia y caos, y se proclamaron como los hombres providenciales para socavar la anarquía, el espectro de revolución y el enemigo comunista. Sin embargo, cada uno animado por postulados y alientos radicales, en vez de estabilizar una república oligárquica elitista y autoritaria, que garantizara el orden tradicional y los intereses de la elite, por su extremismo, a la inversa de lo deseado, agudizó el desorden, debilitando la hegemonía elitista.

Por eso, para terminar con los experimentos radicales que la pusieron en peligro, la elite política colombiana bipartidista se reconcilió a tiempo, pactando y conspirando contra el régimen de Rojas Pinilla. Para ello, amainados los radicalismos ideológicos, se congregaron en torno a un mínimo denominador común que pudiese sostener y legitimar el nuevo orden consolidado por el Frente Nacional. De esto, resultó la actualización de un modernismo

reaccionario flexible y amplio, sin el extremismo de antaño, al cual adhirieron ambas franjas políticas. Por ende, con el Frente Nacional, el elitismo contentó a las oligarquías nacionales y los aliados internacionales, porque significó la consolidación de un régimen autoritario fuerte, elitista y excluyente, que salvaguardaba los intereses y valores esenciales para ellos, con cierta innovación política, pero sin desviarse en experimentos excesivos que pusieran en tensión el panorama político colombiano. De esta manera, como el régimen franquista que devino un régimen autoritario pragmático y desarrollista, en Colombia los experimentos radicales neo falangistas de los años cincuenta fueron remplazados por un autoritarismo institucional.

Conclusiones Generales.

Este estudio se dio como objetivo analizar y evaluar el impacto del falangismo en el seno de las elites políticas colombianas entre 1930-1958. Arranca de la observación que si la Falange Española como partido nació oficialmente en 1933, desde principios de los años treinta se germinaron en Colombia las condiciones coyunturales de posibilidad de la penetración falangista. En efecto, el orden bipartidista que había regido los destinos de Colombia desde las independencias se había empezado a tambalearse por una serie de crisis tanto en el orden interno con el proceso de democratización y politización de las masas, como en el orden externo con la debacle del modelo de desarrollo mono exportador dependiente de la demanda y del financiamiento extranjero.

Sobre todo, fueron los proyectos democráticos reformistas encarnados por la *Revolución en Marcha* de López Pumarejo o por el liberalismo social de Jorge Eliécer Gaitán los que, como ninguno, hicieron que los cimientos del elitismo político y el régimen oligárquico se sintieron amenazados. En particular, el peso político de las masas, con su politización creciente mediante sindicatos y partidos políticos alternativos, era la confirmación concreta de los peores temores que habían presentado las elites políticas desde los años veinte con el auge progresivo de las incipientes movilizaciones sociales. Ya para principios de la década de los treinta, estos embriones de agitación popular estaban mejor organizados y estructurados en las grandes ciudades y en el campo, arreciando la presión popular. Entonces estos movimientos, estimulados por las ideologías socialistas y revolucionarias, expresaron con insistencia sus deseos de cambios en todos los aspectos, como lo demuestran su apoyo decisivo a los proyectos reformistas del ala social del Partido Liberal Colombiano, lo que acentuó el malestar y la preocupación del elitismo tradicional por una “rebelión de las masas”.

En efecto, este estudio recuerda y era importante subrayarlo, que tanto en España como en América Latina se esparcieron velozmente por el mundo intelectual, las teorías filosóficas del aclamado pensador madrileño, José Ortega y Gasset. Aunque no era ni falangista ni reaccionario, sino más bien un liberal conservador, sus postulados impregnaron e influenciaron los círculos conservadores y reaccionarios españoles como colombianos. Una de sus obras claves, *La Rebelión de las masas*, moldeó las perspectivas interpretativas y las percepciones de las derechas colombianas ante la amenaza de la movilización popular cada

vez más fuerte. En sustancia, el pensador español entregó una singular explicación de la rebelión de las masas como principio causal de la decadencia occidental, aseverando que estos desencadenaron “*la más grave crisis que a pueblos, naciones, culturas, cabe padecer.*”³⁵⁸⁰ Esta tonalidad pesimista de peligro de las masas sintonizó estrechamente con el sentimiento de preocupación, nostalgia y decadencia que expresaban los textos de los políticos colombianos la época. Pero lejos de las caricaturas de unas masas al borde de la revolución, en realidad los sectores populares respetaban los canales democráticos y republicanos sin tener intenciones de desbordar el marco institucional vigente. Es decir, en ningún momento hubo pretensiones serias de revolución violenta como lo presentó la prensa reaccionaria y conservadora de entonces. Sin duda, varios hechos empíricos demuestran que a partir de los años treinta y cuarenta, las mayorías apoyaron el reformismo institucional y democrático, no un proyecto revolucionario.

Por eso, para ahondar nos pareció interesante extrapolar el concepto de rebelión de las elites de Christopher Lasch en su libro *La rebelión de las elites y la traición de la democracia*, publicado en 1996, en el que, este historiador y sociólogo norteamericano habla del malestar democrático y reevalúa la perspectiva de Ortega y Gasset según la cual era “la rebelión de las masas” la que amenazaba el orden social y la tradición civilizadora de la cultura occidental. Al contrario, Lasch asevera “*en nuestra época la principal amenaza no parece proceder de las masas sino de los que se encuentran en la cúspide de la jerarquía social*”³⁵⁸¹. Aunque Lasch analizó un fenómeno posterior al periodo estudiado y en la coyuntura de un país distinto, decidimos extrapolar su idea general al contexto colombiano para describir unas elites políticas que se rebelaron contra la voluntad de las mayorías colombianas. En definitivas, las elites hegemónicas, no aceptaron las transformaciones, los cambios ni las peticiones de la mayoría de los colombianos que solicitaban mayor democratización política, reformas económicas y sociales, justicia social. Por todo ello, las derechas, tanto nacionalistas y conservadora, como sectores del elitismo liberal, fomentaron una reacción conservadora de contención social.

Con respecto a la cronología, la historiografía colombiana difiere sobre la fecha de inicio de esta reacción conservadora. La mayoría coincide con que empezó con el regreso

³⁵⁸⁰Ortega y Gasset José. *La rebelión de las masas*. Santiago de Chile: Editorial Andrés Bello, 1989, p. 9.

³⁵⁸¹Lasch Christopher. *La rebelión de las elites y la traición a la democracia*. Barcelona: Ediciones Paidós Ibérica, 1996, p. 31.

formal de los conservadores al poder en 1946.³⁵⁸² Para otros inicia con la presidencia del liberal moderado Eduardo Santos 1938.³⁵⁸³ Consideramos adecuada esta segunda periodización porque supera la división dominante de un antagonismo entre liberales y conservadores, y pone en perspectiva la derechización de las elites del Partido Liberal que contribuyeron decisivamente a frenar el proyecto iniciado desde las filas de su propio partido por López Pumarejo. Efectivamente, con el auge del gobierno de Eduardo Santos en 1938, la clase alta de ambos partidos se congregó en torno a su presidencia y se entorpeció la experiencia democrática. Así pues, en palabras del historiador Abel Christopher, con este cambio de tonalidad del Partido Liberal quedó listo el terreno “*para que conservadores y contra-revolucionarios tomaran la iniciativa.*”³⁵⁸⁴

Por otra parte, se ha visto que, entre tanto, las fuerzas oligárquicas colombianas sabían que ya no podían alentar una simple contrarrevolución tradicional, y que las derechas colombianas tomaron consciencia de la necesidad de remozar y revitalizar sus doctrinas, métodos y programas. Queda claro, en esta tarea, que fueron alentados por la ola renovadora de los fascismos europeos que tenían el viento en popa durante el periodo de entreguerras. En medio de esas interacciones con postulados fascistas y perspectivas autoritarias, fue la influencia del falangismo en particular la que caló con más fuerza en el imaginario colectivo colombiano. Por lo tanto, el falangismo español tuvo más impacto por motivos estructurales - lengua, afinidad cultural, pasado común-, y coyunturales -con el auge de los fascismos y los ecos de la Guerra Civil Española que azuzó la penetración de las doctrinas falangista en Colombia-. Por todo eso, desde 1936 el falangismo aportó a las derechas colombianas en crisis, una ideología global, argumentos doctrinarios y discursivos como instrumentos de combate para combatir un régimen republicano, y una praxis histórica exitosa que superó el escollo de la Guerra Civil y la derrota de los países del Eje después de la Segunda Guerra Mundial, puesto que con un gran pragmatismo y maleabilidad este movimiento supo aclimatarse a los tiempos cambiantes.

1. La singularidad y especificidad del movimiento falangista.

Cuando empezamos a definir el tema de investigación y las hipótesis, surgió una duda, respecto si utilizar el término *falangismo* o *fascismo español*. Si bien los dos serían válidos,

³⁵⁸²Sierra Mejía Rubén. *La restauración conservadora*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, facultad ciencias humanas, 2012, p. 7.

³⁵⁸³ Abel Christopher. *Política, Iglesia y Partidos en Colombia*. Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 1987, p. 129.

³⁵⁸⁴ *Ibíd.*

finalmente nos decantamos hacia el uso de *falangismo* por tres razones primordiales: porque esta tesis parte de una interpretación del falangismo en sentido amplio; para poner de relieve la especificidad fundamental del falangismo que explica su exitosa penetración en las estructuras mentales colombianas a diferencia de otros fascismos; y, por último, por una lógica comprensiva para ser fiel con las mentalidades de las elites políticas colombianas de la época, para quienes el falangismo a pesar de su evolución necesaria, triunfó adaptándose al flujo evolutivo del discurrir histórico, logrando a la postre moldear las estructuras del régimen de Franco, tanto al inicio de la dictadura como en el franquismo posterior.

De hecho, vimos que el falangismo fue un movimiento que se inscribió en la atmósfera particular del periodo de entreguerras propicia para los fascismos. Sin embargo, la corriente falangista poseía sus pruritos de originalidad. Al respecto, Ricardo Chueca expresa que demasiados investigadores consideraron el fascismo español como una imitación del italiano.³⁵⁸⁵ A pesar de ello, poco a poco, después de haber sido analizado como parte del espectro de los fascismos genéricos europeos, fue surgiendo otra interpretación que partía de la peculiaridad nacional falangista. Recordemos que en sus inicios numerosas voces y distinguidas figuras del movimiento falangista, empezando por el propio José Antonio Primo de Rivera, manifestaron su demarcación de los demás fascismos a pesar de la afinidad evidente. Por ejemplo, Luis Arrese, uno de los falangistas radicales antes del decreto de Unificación de 1937, pero que después supo acomodarse a la dominación franquista, decía que el nacionalsindicalismo era una tercera vía española distinta del fascismo, aunque no negaba su parentesco y simpatía por el fascismo. Incluso, para ejemplificar aquello, utilizó la metáfora de los hermanos, hijos de una misma madre, pero no siameses.³⁵⁸⁶

Por otra parte, hay que subrayar que en Latinoamérica también se privilegió el estudio del falangismo como manifestación del fascismo genérico, eludiendo la especificidad y la singularidad del movimiento español. Efectivamente, la mayoría de los análisis sobre fascismo latinoamericano insisten en que existían en el continente precondiciones favorables a la eclosión de estos movimientos de inspiración fascista.³⁵⁸⁷ No obstante, nos apartamos de estas perspectivas, porque en medio del abanico plural de regímenes fascistas o fascistizados que se difundían por la Europa de entreguerras, los postulados falangistas impactaron y calaron más hondo que los demás en el espectro político y cultural colombiano, no por

³⁵⁸⁵Chueca Ricardo. *El fascismo en los comienzos del régimen de Franco. Un estudio sobre FET-JONS*. Madrid, Centro de Investigaciones sociológicas, 1983, p. 22.

³⁵⁸⁶Arrese José Luis. *La revolución social del Nacional-Sindicalismo*. Madrid: Editora Nacional, 1940. p. 35.

³⁵⁸⁷Trindade Helgio, *op.cit.*, p. 111.

cuestiones accesorias o superficiales, sino porque sus rasgos singulares se adecuaron mejor a las estructuras mentales de las oligarquías colombianas, intensamente católicas, espirituales, intelectualistas y elitistas. De hecho, esta filiación no era fortuita, fueron afines con cierta naturalidad y cercanía, tanto por los rasgos comunes que España y Colombia compartían históricamente, como por la originalidad de la propuesta falangista que poseía atributos peculiares que la distinguía del fascismo y del nazismo, y que fueron determinantes en su aceptación generalizada en un amplio sector del elitismo colombiano, puesto que reiteramos que el fascismo y el nazismo no tuvieron la misma penetración.

Por lo tanto, impulsados por las corrientes fascistas en Europa, surgieron en Colombia en el transcurso de los años treinta, sectores nacionalistas en el seno del mismo Partido Conservador: como los *Leopardos*, el grupo Jerarquía, la Acción Nacionalista Popular, grupúsculos falangistas locales. Estos vigorizaron un nacionalismo exacerbado, agresivo, que se pretendía palingenésico. En Colombia, este fulgor reaccionario desembocó en un llamamiento a la violencia, mediante intentos de asalto a la República Liberal y la exaltación de configurar un nuevo orden mediante la fuerza y la represión. Incluso, en 1940, el Partido conservador votó en un congreso partidista a favor de la acción intrépida, de la legítima defensa, del atentado personal y clamando la muerte de la República.³⁵⁸⁸

2. La Guerra Civil Española, detonante de una expansión falangista.

Aunque en las fuentes periodísticas examinadas encontramos un interés en Colombia por el movimiento falangista desde 1933, advertimos que realmente fue la Guerra Civil Española el detonante que azuzó su infusión en Colombia. De hecho, pudimos observar que la contienda española fue informada obsesivamente por los grandes diarios colombianos, incluso dejando de lado los acontecimientos nacionales.³⁵⁸⁹ Su seguimiento intenso contribuyó a la radicalización y polarización de la vida política colombiana, y los lectores veían en la experiencia española premoniciones para el panorama colombiano. A grandes rasgos, en el imaginario colombiano, España se escindió en dos bloques antagónicos, reflejos de la interpretación de “las dos Españas”: la España que libraba una lucha por la civilización cristiana digna de la “cruzada” frente a la “horda roja” piloteada por los soviéticos. Pero por encima de todo, se destacaba el rol activo y dinámico durante la Guerra Civil Española de los militantes falangistas en el bando de la “cruzada nacional”, entregándoles a los rebeldes un

³⁵⁸⁸ Atehortúa Cruz, A. L. (2009). El Cuartelazo de Pasto. *Historia Crítica*, 1(37), p. 150. <https://doi.org/10.7440/historit.37.2009.08> (consultado 21/12/201).

³⁵⁸⁹ Ver Ayala Diago, C. A. (2011). Trazos y trozos..., *op.cit.*, p. 115.

aura mística y legendaria que repercutió fuertemente en Colombia. Esto no significaba que para los colombianos no existieran matices y heterogeneidades en ambos bandos, lo que sugerimos es que desde entonces en el imaginario colectivo colombiano el falangismo fue la base de la España sublevada y el fundamento de la dictadura posterior.

Asimismo, hay que mencionar que el advenimiento de la Guerra Civil Española - mediatizada con profusión diariamente- apasionó el espectro político colombiano provocando una radicalización y polarización del escenario ideológico. Por eso, la infiltración de los postulados falangistas en el espacio de la reacción conservadora, permitió ir conformando una matriz ideológica coherente entre diferentes derechas, en torno a valores compartidos como el hispanismo, el tradicionalismo y el corporativismo que vinieron a ser referentes obligatorios para la construcción ideológica del programa del Partido Conservador.³⁵⁹⁰

Para más claridad interpretativa, esquematizamos el desarrollo de la penetración falangista en Colombia en dos fases: un periodo de incubación y de difusión de los idearios falangistas en el seno de las derechas colombianas (1934-1946) y una segunda etapa de sedimentación de esta veta doctrinaria en prácticas autoritarias de poder (1946-1958). En definitivas, podemos asegurar que la absorción de las ideas autoritarias falangistas fue la fase previa a la implementación de regímenes autoritarios o dictatoriales en los años cincuenta.

Indudablemente beneficiando de un contexto favorable, las ideas falangistas transitaron con rapidez y fervor durante los años treinta y cuarenta, sobre todo después la Guerra Civil Española. A este propósito, en esa importante labor difusora, la prensa colombiana conservadora y de derechas de todos los tamaños fueron unos conductos de divulgación fundamentales. Tanto los grandes diarios como *El Siglo*, *El Colombiano*, *La Patria*, como diarios menores como *La Falange de Barranquilla*, *Derechas*, *El fascista* de Bogotá y otros, transcribían y difundían las ideas falangistas con perspectivas alabadoras y sin tamiz.

Igualmente significativo, desde el punto de vista religioso, fue el papel de la Iglesia católica que fungió como una bisagra reaccionaria entre ambos lados del Atlántico, formando un puente que favoreció la circulación de las ideas autoritarias, con un dinamismo cultural y religioso intenso y un contacto constante y permanente. Por este motivo, figuras religiosas prominentes colombianas como Félix Restrepo, Miguel Ángel Builes, González Arbeláez, Fray Mora Díaz y otros, hicieron eco de las doctrinas falangistas y reaccionarias españolas, a

³⁵⁹⁰Figuerola Salamanca Helwar Hernando. *Tradicionalismo hispanismo y corporativismo...*, op.cit., p. 129.

través de sus diarios o revistas, escribiendo libros o mediante circulares y pastorales. Por último, hemos puesto de manifiesto la extensa red organizativa de los focos falangistas en Colombia, integrada tanto por los tentáculos del Servicio Exterior de la Falange repartida en todo el territorio, como por una multiplicidad de colaboradores locales, tanto de grupos radicales nacionalistas como de eminentes figuras del Partido Conservador.

Por otra parte la impronta falangista no solo dejó rastros ideológicos, espirituales e intelectuales, también generó hechos concretos, verificables, de los que existen huellas y pruebas. Así pues, también pusimos en evidencia que, rápidamente, la agresividad discursiva y doctrinaria estimuló la multiplicación de comportamientos violentos en todo el territorio colombiano y a todos los niveles, tanto en los callejones de las grandes ciudades, como en el espacio rural, y hasta en el mismísimo congreso. Así pues, este proceso de brutalización generalizado de la vida colombiana culminó con el surgimiento de distintos regímenes autoritarios que se sucedieron a partir de 1949: las dictaduras civiles (1949-1953), la dictadura militar y populista de Rojas Pinilla (1953-1957) y el Frente Nacional a partir de 1958. Por lo tanto, el influjo doctrinario previo facilitó luego en los años cincuenta la eclosión y experimentación de regímenes autoritarios con proyectos radicales de inspiración falangista como fueron la tentativa de Laureano Gómez de moldear un estado corporativista confesional, y el proyecto dictatorial militar de tercera vía populista encarnado por Gustavo Rojas Pinilla. Finalmente, al término del periodo estudiado, la inspiración española dejaría su sello, con un Frente Nacional inspirado en el modelo de régimen autoritario con pluralismo limitado franquista, periodo en el cual algunos historiadores hablan de positivación constitucional del franquismo colombiano.³⁵⁹¹ Desde luego, era claro, que con el Frente Nacional la inspiración ya no era el falangismo originario y radical sino la dictadura franquista tecnocrática y desarrollista que desde 1953 con el plan de estabilización con los Estados Unidos buscaba ser aceptada por el bando occidental en el contexto de la Guerra Fría.

Sin embargo, los elementos de las elites colombianas más radicalizadas y afines con el falangismo, lejos de ser apartados y retirados del poder después de la Segunda Guerra Mundial, supieron acomodarse e integrarse a la perfección con pragmatismo, manteniendo puestos de primer nivel más allá del periodo estudiado. Al igual que en España, la mayoría de los epígonos del falangismo en Colombia moderaron sus posturas por la fuerza del contexto,

³⁵⁹¹Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015), *op.cit.*, p. 84.

pero conservando residuos de la impronta del fascismo español que posteriormente repercutió en las prácticas de poder a lo largo de la segunda mitad del siglo XX.

3. Influencia multidimensional y escalonada del falangismo en Colombia.

Como lo demostró el historiador español, Manuel Tuñón de Lara, la influencia puede ser espiritual, material o ambas.³⁵⁹² Lo cierto es que, en este estudio, presenciamos un influjo multidimensional; por eso, tratamos de demostrar cómo el influjo falangista se verificó en varias dimensiones de la vida en Colombia, es decir tanto en el campo de lo político, como en lo ideológico, en lo religioso, en lo económico y lo social. Por ello, para retratar cabalmente esa aura multidimensional, optamos por el uso de fuentes cruzadas y la consulta de varios soportes de fuentes primarias- archivos diplomáticos, archivos privados, correspondencia, periódicos, textos doctrinarios, discursos políticos, audios de la época-.

Indiscutiblemente por todo lo anterior, se puede asegurar que el falangismo impactó de manera decisiva la vida política colombiana, eso sí, con ciertos contrastes y con resultados desiguales en segmentos diferentes de la sociedad colombiana. En términos generales, se puede afirmar que en Colombia hubo una impregnación nacionalista autoritaria con tonalidad falangista, que dejó un sello significativo sobre el pensar y el actuar las elites políticas colombianas. Aunque no se materializó en la creación de un gran partido de corte fascista o falangista, y no dio como resultado la concreción en un Estado de corte fascista y totalitario, esto no significó que esta veta falangista haya sido insignificante.

Por el contrario, sostenemos que la influencia falangista tuvo una profunda penetración intelectual, cultural y espiritual, que fue aminorada o eludida en la historiografía sobre Colombia. A pesar de ser un hecho manifiesto, verificable por muchos indicios, como por ejemplo el impacto notable de los influyentes pensadores falangistas españoles en la prensa colombiana, en la cual se divulgaban con profusión textos, entrevistas, discursos, homenajes a distintas personalidades falangistas. De ahí que reconocidas figuras falangistas como Ramiro Maeztu, Giménez Caballero, José Antonio Primo de Rivera, Ledesma Ramos, Eugenio Montes, José María Pemán, Rafael Sánchez Mazas, José María Permartín, Luis Arrese, Serrano Súñer, Francisco Franco, Dionisio Ridruejo, Pedro Laín Entralgo y otros, irradiaron con profusión el espectro político colombiano, impregnando la reacción

³⁵⁹² Tuñón de Lara Manuel. *Historia y realidad del poder (el poder y las elites en el primer tercio de la España del siglo XX)*. Madrid: Editorial cuadernos para el dialogo, 1967, p. 16.

conservadora contra la República Liberal. Así pues, vimos que los postulados e intelectuales falangistas alimentaron con fuerza, en los años treinta y cuarenta, los debates ideológicos de las derechas, revitalizando sus doctrinas, sus discursos, sus métodos y sus programas.

En el plano internacional, la intensa diplomacia falangista derivó en Colombia en la concretización de relaciones diplomáticas activas y fluctuantes: ambivalentes durante el periodo liberal (1936-1942), complejas durante la desfascistización del continente (1942-1945), finalmente estrechas y dinámicas después del regreso de los conservadores al poder a partir de 1946. En realidad, desde 1936, José Antonio Primo de Rivera había fundado un organismo encargado de coordinar los trabajos falangistas fuera de España, llamado Falange Exterior.³⁵⁹³ Este sería el antecedente de la Delegación del Servicio Exterior de Falange, que desde 1937 fue un andamiaje importante en la política exterior franquista, base a partir de la cual se fue estructurando una extensa red muy activa por el mundo. Sin embargo, esa acción diplomática no siempre tuvo las mismas perspectivas ni tonalidades, pasando por posturas agresivas hasta 1942, para luego focalizarse en una acción ideológica, cultural y económica después de la Segunda Guerra Mundial. En particular, en el contexto colombiano, este dinamismo fue fomentado y azuzado con la ayuda de focos falangistas y círculos nacionalistas, conformados por emigrantes españoles o partidarios colombianos, que promovieron resonantes actividades políticas y un enérgico proselitismo ideológico.

También dejamos expuesto que este peso falangista afectó a la sociedad civil contribuyendo a su polarización y al auge de la violencia diaria. Al respecto, demostramos que el falangismo incentivó la pululación de movimientos políticos que radicalizaron la vida política, favoreciendo con sus postulados el activismo de una población simpatizante, incluso logrando recaudar fondos para el bando sublevado durante la Guerra Civil. Por otra parte, centenares de reclutas conformaron pequeños regimientos de colombianos que fueron a luchar a España del lado reaccionario y luego contribuyeron al enfrentamiento sangriento de la “Violencia” (1948-1953), como lo denunció en su momento el prominente historiador liberal Germán Arciniega.³⁵⁹⁴

En paralelo, en clara oposición contra esa presencia falangista, subrayamos que emergió una reacción antifascista de parte de los sindicatos, de la sociedad civil, de los

³⁵⁹³Cuenca Tovar, R. E., & Beltrán Ramírez, J. P. (2018), *op.cit.*, p. 113.

³⁵⁹⁴Arciniegas Germán. *Entre la libertad y el miedo*. Bogotá, Planeta, 1996, p. 226. Acusa a los falangistas españoles de haber organizado y promovido el sangriento conflicto fratricida conocido como la *Violencia* en 1948, dice: “La manera sistemática, elaborada, como se organizó y se desató la violencia no se explica sino por la ayuda de elementos extraños, seguramente falangistas españoles.”

comunistas, de ciertos liberales moderados, y de los liberales de izquierda como Gaitán, que, en su programa de candidatura de 1945, clamó en su punto XI: “*El liberalismo luchará contra las fuerzas de regresión que traten de imponer una política fascista o falangista en nuestro país*”.³⁵⁹⁵

En resumen, la influencia falangista en Colombia, lejos de ser uniforme, fue desigual y escalonada, con distintas gamas de intensidad entre los diferentes sectores del área reaccionaria colombiana conformada por nacionalistas, conservadores, tradicionalistas y moderados, y liberales de derecha. Por lo tanto, no tuvo el mismo impacto y no produjo los mismos efectos en todas las corrientes, unas claramente más proclives que otras. En tal sentido, con la voluntad de esquematizar e ilustrar las diferentes graduaciones de las influencias falangistas, hemos optado por dividirla en tres grandes tonalidades que llamaremos: la emulación falangista, la impregnación falangista y la afinidad circunstancial. Precisamos de antemano, que son ideales tipos³⁵⁹⁶, es decir conceptos arquetípicos generalizados que no abarcan todos los matices de la realidad que fue más compleja, pero que son esenciales para una mayor comprensión. Un ejemplo típico de esta complejidad, fue la Acción Nacionalista popular, que podría estar en varias de esas categorías. Efectivamente, este partido nacionalista reivindicaba la influencia de los movimientos fascistas europeos, pero con la voluntad creativa de insertarla en la singularidad colombiana para desarrollar un auténtico movimiento nacionalista colombiano. De ahí que, en su manifiesto, el comando de la Acción Nacionalista Popular en 1939 abogó por el fortalecimiento de una nación cristiana, la apología por una república autoritaria con democracia funcional y orgánica, la designación del enemigo principal comunista, una tonalidad social declarándose a favor de la justicia social, la apología de una solución corporativista y, sobre todo, la reafirmación de su colombianidad.³⁵⁹⁷

Después de las precisiones anteriores, podemos finalmente aseverar que a grandes rasgos los emuladores fueron los grupúsculos y personalidades claramente favorables al fascismo y el falangismo, tanto en sus presupuestos ideológicos como en sus métodos de acción. Estos, sin tapujos, ni disimulo, afirmaron su voluntad de importar los idearios de esos movimientos. Así fue como contribuyeron a bosquejar una tendencia falangista y fascista

³⁵⁹⁵ Gaitán Jorge Eliécer. Discurso de candidatura presidencial 1945. En: Sánchez Ricardo. *Democracia Radical en Colombia*. Bogotá: Fica, 2003, p. 54.

³⁵⁹⁶ En el sentido weberiano, entendido como un instrumento conceptual que permite interpretar la realidad generalizado sus contornos, sin perder de vista que la realidad es siempre más diversa y compleja.

³⁵⁹⁷ «Tesis nacionalistas», *La Patria*, Manizales, 4 de enero de 1939.

radical en Colombia, buscando implementar un proyecto totalitario a imitación de los europeos. Esta característica emuladora se verificó por la adopción de los símbolos, de la estética, de los grandes lemas, y de la promoción de un *Estado Nuevo* totalitario en Colombia. Estos fanáticos, admiradores sin tamiz, se multiplicaron sobre todo en los años treinta y cuarenta. En particular, 1936 fue un año propicio para la multiplicación de los grupos falangistas en territorio colombiano.³⁵⁹⁸ Sustancialmente, estos movimientos fueron acompañados de una prensa de calidad baja y con poco o mediano auditorio, que servían de plataformas propagandísticas para las ideas radicales de la falange y de los demás fascismos, como fue el diario *El Fascista* de Bogotá, que circuló algunos años. Pese a todo, estos grupúsculos compuestos en su generalidad por jóvenes fanáticos, aunque hacían mucho ruido con acciones violentas y manifestaciones estrambóticas, tuvieron poco peso en la vida política nacional y, excepto algunos, no lograron producir o tener figuras prominentes duraderas en el tiempo.

Cosa distinta ocurrió con los impregnados, términos que tomamos de la historiografía francesa. Efectivamente en Francia, para describir la atmósfera fascista del periodo de entreguerras, pero sin que se concretizara en un movimiento de masas como en los fascismos, varios historiadores describieron una impregnación fascista o “Badigeon” de fascismo.³⁵⁹⁹ En concreto, Raoul Girardet afirmó que durante el entreguerras más que un fascismo francés se manifestó más bien una impregnación fascista.³⁶⁰⁰ Por lo tanto, Girardet utilizó esa expresión, para distinguir entre los movimientos fascistas o fascistizados y aquella tonalidad y resonancia nueva que fue impregnando el nacionalismo francés al contacto del espíritu fascista. Por tal motivo, el fascismo más que una doctrina fue entendido como una revolución del espíritu contra la decadencia burguesa, el parlamentarismo y el peligro comunista. En el mismo sentido, en España, el proceso de fascistización no se concretizó en fascismo manifiesto, sino en una impregnación generalizada de todas las culturas políticas de derechas.

Salvaguardando las diferencias con Francia y España, es posible confirmar que un aire impregnado de falangismo se respiró claramente en el escenario político colombiano durante el periodo estudiado, principalmente en las franjas reaccionarias del Partido Conservador, como sus derivados nacionalistas o *Leopardos* y en trozos elitistas del Partido Liberal. Sin duda, los impregnados fueron el grueso de esta investigación, constituyen el núcleo de la

³⁵⁹⁸ Gaitán Bohórquez, J., & Malagón Pinzón, M. (2009), *op.cit.*, p. 304.

³⁵⁹⁹ Girardet Raoul. Notes sur l'esprit d'un fascisme français, 1934-1939. En: *Revue française de science politique*, 5^e année, n°3, 1955. p. 530.

³⁶⁰⁰ *Ibid.*

influencia falangista decisiva en Colombia. Es necesario precisar que el concepto de impregnación no es un marco hermético ni monolítico, hay diferentes gamas, unas más impregnadas que otras. Lo cierto fue que estos personajes políticos que consideramos como impregnados se impusieron con el tiempo, y lejos ser apartados del poder, fueron integrados a las estructuras del poder tanto durante las diferentes dictaduras de los años cincuenta como durante el Frente Nacional. Por supuesto, esta impregnación fue crucial porque se propagó con intensidad en el seno del poderoso Partido Conservador y de las derechas colombianas, alterando a la postre sus doctrinas conservadoras y reaccionarias, sus métodos de acción, como su defensa de un poder autoritario fuerte. A fin de cuentas, a diferencia de los emuladores, estos impregnados no buscaban organizarse en partido de masas, ni proyectaban la instauración de un Estado de corte fascista en Colombia. Sin embargo, tanto ideológicamente, como culturalmente padecieron una infusión falangista y esto se materializó cuando regresaron al poder en prácticas autoritarias inspiradas en el modernismo reaccionario español, pero aclimatadas a la realidad política colombiana.

Podemos, pues, llegar a la conclusión de que los impregnados fueron aquellos políticos permeables, favorables y afines al espíritu falangista y sus idearios, pero de manera selectiva, fundiéndolos en el crisol ideológico colombiano y creando un modernismo reaccionario propio y colombianizado. Para ellos, el falangismo, más que un partido, fue el símbolo de la rebelión reaccionaria que se concentró en la España del bando sublevado. Así pues, se alimentaron de la corriente del falangismo, no para imitarlo, sino para crear y azuzar un nacionalismo colombiano y una renovación de los postulados tradicionales y conservadores. Aunque algunos lo hicieron de manera disimulada o discreta, todos admiraron y alabaron el combate, el coraje y el heroísmo de las acciones, promoviendo y defendiendo las ideas y doctrinas falangistas.

Por último, están lo que denominamos “los aliados de circunstancia”, cuyo rol en el advenimiento y triunfo de los fascismos es subvalorado. De hecho, el historiador italiano especialista del fascismo italiano, Renzo de Felice aseguró que el movimiento fascista lejos de ser monolítico fue un fenómeno en mutación constante por la lucha intensa en el seno de la coalición dirigente entre fascista intransigente y “compañeros de ruta”, es decir aquellos colaboradores externos al fascismo pero que participaron activamente en la dictadura.³⁶⁰¹ En el mismo sentido, en *El nacimiento del fascismo*, Ángelo Tasca describió las ambivalencias y

³⁶⁰¹ Musiedlak, D. (1989). Renzo De Felice et l'histoire du fascisme. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 21, p. 93. <https://doi.org/10.3406/xxs.1989.2091>. (Consultado 15/12/2021).

la ambigüedad del fascismo, entre su doctrina radical y su pragmatismo en la *realpolitik*, ya que pesa a sus críticas de las derechas tradicionales y burguesas, para conquistar el poder Mussolini supo coquetear con los sectores económicos y con las derechas tradicionales o liberales, pactando entre otros con Giolitti³⁶⁰² por intereses electorales.³⁶⁰³ Algo análogo pasó con la Falange Española quien obtuvo en inicio resultados insignificantes electoralmente y no fue hasta cuando se alió en el conglomerado reaccionario y tradicionalista del bando sublevado como obtuvo realmente un fuerte protagonismo. De hecho, todo movimiento fascista no desemboca necesariamente en un régimen fascista puro depurado de las viejas maquinarias políticas. Por eso, Theotonio Santos esbozó el concepto del “fascismo concreto”, según el cual en América latina los movimientos inspirados por el fascismo no buscaban realizar los ideales confusos europeos, sino conciliaron entre esos ideales y el choque de la realidad objetiva.³⁶⁰⁴ Como era lógico, una de las realidades objetivas fue que, a pesar de pretender ser revolucionarios en sus propuestas, requerían de las maquinarias políticas de los partidos tradicionales para surgir. Por eso, generalmente todos esos fascismos terminaron en coaliciones autoritarias, aliados con sectores menos radicales y dispuestos al compromiso autoritario con sus doctrinas.

Por lo tanto, los que llamamos “los aliados de circunstancia” son políticos que, sin ser adeptos de las posturas falangistas, inclusive podían temerlas en ciertos aspectos; empero en un contexto de radicalización, ante el miedo revolucionario, de caos o de anarquía, defensores inquebrantables del orden, terminaron por acordarse con los extremistas en torno a un mínimo denominador común, como puede ser la designación de un enemigo y el acuerdo sobre unos pilares comunes reducidos. Estos aliados de circunstancia al contacto de las franjas radicales inevitablemente rechazaron sus posturas, pero también moderaron las veleidades revolucionarias de los sectores más extremistas, contribuyendo a la desideologización general.

En Colombia, con el tiempo está claro que ciertos conservadores moderados, pero sobre todo el liberalismo de elite, desempeñó el papel clave de “aliado de circunstancia” cuyo parangón más significativo es el pacto de elite que se consolidó durante el Frente Nacional. De hecho, a medida que nos adentramos en la investigación, vimos aparecer dentro de los partidos distintos matices de pensamiento, y hasta líneas políticas antagónicas, como en el

³⁶⁰² Giovanni Giolitti (1842-1928), hombre de Estado italiano presidente del Consejo de ministros de Italia en varias ocasiones. Era miembro del Partido Liberal Italiano cuando en 1922 pactó con Mussolini contribuyendo a su acceso al poder.

³⁶⁰³ Tasca Ángel. *El nacimiento del fascismo*. Barcelona: Crítica, 2000, p. 95.

³⁶⁰⁴ Trindade Helgio, *op.cit.*, p. 119.

caso del Partido Liberal. Un presidente Conservador, Mariano Ospina, espetaba sobre el liberalismo, que sus distintas corrientes compartían en común sino el nombre, puesto que en realidad era un movimiento atravesado por fuerzas centrífugas con ideologías y sectores claramente diferenciados entre el individualismo manchesteriano, el izquierdismo liberal y matices de un liberalismo ondulante y transnacional.³⁶⁰⁵

De todas maneras, los aliados de circunstancia junto con la mayoría de los impregnados formarían, al fin y al cabo, el núcleo de la restauración oligárquica durante el Frente Nacional. Así pues, sin ser devotos de las ideologías radicales y los extremismos, pero ante un contexto candente y turbulento de polarización como la atmósfera política colombiana entre 1930 y 1958, y compartiendo ciertos supuestos y premisas con los sectores radicales se fueron aliando con estos últimos, derechizando sus posturas y su accionar, porque en el fondo, estaban de acuerdo con ciertos rasgos del falangismo: el elitismo, el autoritarismo oligárquico, el anticomunismo y el catolicismo como pilar de la sociedad. Sin lugar a dudas, al aceptar tal alianza “los aliados de circunstancia” fueron aceptando progresivamente las prácticas autoritarias, excluyentes y represivas de los radicales. Con todo, fueron un peso clave para el giro autoritario, ya que cuando la democracia colombiana daba sus primeros pasos hacia la modernización, en vez de apoyar a sus copartidarios liberales reformistas, fueron en muchos aspectos sus primeros opositores y contribuyeron decisivamente a entorpecer el camino democrático.

En esta tesis, el principal objetivo era validar o invalidar la hipótesis de inicio que establecía un nexo causal entre la infiltración falangista y el giro autoritario en Colombia. En efecto, a finales de los años cuarenta y en el transcurso de los cincuenta, se impusieron distintos regímenes autoritarios que ponían fin a la experiencia democrática que había logrado modernizarse y progresar en los años treinta, sobre todo con la *Revolución en Marcha* de Alfonso López Pumarejo. Por ello, presentamos cada uno de esos regímenes autoritarios, unos de manera más explícita que otros, como la consagración del influjo falangista absorbido en los años treinta y cuarenta. Así pues, durante las dictaduras civiles con los gobiernos de Laureano Gómez y Roberto Urdaneta pudimos ver la puesta en marcha de un neofalangismo más místico, teocrático y con visos corporativistas y orgánicos. Bajo la dictadura de Rojas Pinilla se instaló una autocracia militar y más populista con cierta resonancia del sindicalismo

³⁶⁰⁵ Reivindicación histórica de la obra del régimen conservador, discurso del doctor Mariano Ospina al abrir la campaña electoral de Antioquia, el 26 de enero de 1939. En: Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte*. Bogotá: Colección pensadores colombianos, Cámara de representantes, 1982, p. 151.

revolucionario que recuerda el peronismo con ecos jonsistas. Por último, al proponernos retratar la instauración del Frente Nacional, los fondos consultados nos condujeron lejos de la restauración democrática como se presentaba en la época, y finalmente se impuso la realidad del triunfo de un régimen autoritario con pluralismo limitado que se inspiró más bien en la dictadura franquista en proceso de moderación relativa cuando buscó acomodarse al bando occidental en el contexto de Guerra Fría. Con todo, a pesar de las diferencias y tensiones entre estos regímenes autoritarios diferentes, todos fueron concreciones del espíritu falangista absorbido previamente. Por ello, en todos ellos, los políticos colombianos afines con el falangismo siguieron ocupando importantes cuotas de poder y de mando pese a los cambios de regímenes.

A fin de cuentas, curiosamente fue en su periodo de mayor democratización y participación de las masas en política, cuando con más fuerza se esparcieron los idearios fascistas y falangistas. Esto ocasionó lo que podemos designar como una paradójica democrática, entendida como la aceleración en tiempos de consolidación democrática de los idearios falangistas eminentemente antiliberales, antidemocráticos y represivos, en el seno de aquellos sectores que buscaron sabotear y desprestigiar el modelo democrático incipiente. Recordemos que las derechas devinieron con el sufragio universal una minoría política y electoral, en detrimento de los proyectos reformistas y socializantes del liberalismo. Ante este panorama político adverso, las derechas no podían simplemente realizar un pronunciamiento o golpe militar. Para derrocar la República Liberal y fortalecer la reacción conservadora, necesitaron preparar las conciencias para legitimar la necesidad de un giro autoritario. Por eso, de suma importancia fue el periodo preliminar de incubación de las ideas falangistas, en la que se preparó el panorama colombiano -en proceso de democratización- al surgimiento de prácticas autoritarias y represivas de poder. Indudablemente, para el éxito de la estrategia de las derechas de estropear y combatir la República Liberal, fue crucial el aporte de los idearios y argumentos falangistas profundamente antiliberales, anticomunistas y antidemocráticos, que fueron eficaces instrumentos de combate en el escenario político colombiano. Además, el falangismo le ofreció un modelo ideológico completo que proporcionaba alternativas y enseñanzas en todos los aspectos de la sociedad y del Estado: en lo social con el sindicalismo vertical, en lo económico con el corporativismo, en lo político con la democracia orgánica, en la acción con la estetización de la política y de la violencia regeneradora, en lo espiritual con la glorificación de la veta católica, en lo histórico con una exaltación de un pasado idealizado, y en lo cultural con la difusión de un nacionalismo hispánico, orgánico, voluntarista y

excluyente. Todos estos lineamientos fueron aprehendidos y utilizados en el contexto colombiano, tanto para desprestigiar el régimen democrático y derrocarlo, como para enaltecer la vía autoritaria y su puesta en práctica.

A la postre, esto desencadenó una espiral de la violencia que permite comprender la génesis de la tragedia colombiana en la segunda mitad del siglo XX, que padeció una espantosa violencia multidimensional: terrorismo de estado, paramilitarismo, guerrillas, narcotráfico, violencia política, delincuencia común, que convirtieron en Colombia en uno de los países más violentos del mundo. En efecto, la obstrucción del canal democrático y la fuerte represión, volcó los opositores colombianos al exilio, la tumba, el monte guerrillero o la sumisión apática, mientras que las elites para mantenerse y salvaguardar su poder tuvieron que aumentar y perfeccionar los instrumentos de opresión y dominación.

4. Un fenómeno central y crucial de la historia colombiana.

Cuando se analiza la presencia de un movimiento ideológico en un país y en una época determinada, lo interesante no es tanto rastrear su presencia sino más bien la magnitud de su impacto, es decir determinar si fue crucial o marginal para la historia de ese país. En efecto, si solo se trata de ubicar las huellas de un movimiento, se puede decir que todos los fascismos y movimientos ideológicos del periodo de entreguerras se encuentran en Colombia en la época estudiada. Por tal motivo, se detectan fácilmente rastros de una influencia nazi, comunista, fascista y hasta del nacionalismo integral de Charles Maurras. No obstante, estos movimientos no fueron determinantes ni impactaron en profundidad y de manera decisiva el discurrir histórico colombiano.

Cosa distinta ocurre con el influjo falangista, que fue sin lugar a dudas un fenómeno trascendental de la historia colombiana, por múltiples razones. Como vimos, fue un aliado fundamental que alimentó la reacción conservadora para inclinar el panorama político hacia regímenes autoritarios de inspiración falangista y franquista. Es decir que no fue evento transitorio, accidental o causal como se le suele considerar, sino más bien fue un elemento que perduró en el tiempo, teniendo implicaciones duraderas indispensables para comprender el fracaso democrático y el discurrir represivo y autoritario que padeció la política colombiana a lo largo del siglo XX. Además, no fue un evento marginal que solo se manifestó en grupúsculos extremistas fascistizados que se esfumaron con la caída de los fascismos al finalizar la Segunda Guerra Mundial. Aunque sí existieron esos grupúsculos extremistas emuladores, no fueron los únicos impactados, puesto que el falangismo penetró el grueso del

Partido Conservador, uno de los dos partidos más poderosos, o sea que impactó a una colectividad central de la historia colombiana. Además, no fue un evento transitorio o accidental en el tiempo, lejos de ser derrotados y apartados de los centros de mando, atravesaron en altos cargos los distintos regímenes autoritarios; incluso durante el Frente Nacional -si bien moderó los radicalismos ideológicos- estos políticos se mantuvieron en los centros de mando conservando en sus lineamientos, vestigios de las doctrinas falangistas y del franquismo en evolución. En pocas palabras, los políticos falangizados colombianos triunfaron en la batalla política.

Al final del periodo estudiado, analizamos la instauración del Frente Nacional que lejos de ser la restauración democrática, fue la salvaguarda del dominio de las elites tradicionales bajo un nuevo régimen inspirado más bien en el régimen autoritario con pluralismo limitado de la dictadura franquista tras su evolución desarrollista. En definitivas, en ambos países, aunque concretizándose de formas diferentes, se percibe una trayectoria similar en la evolución histórica que podríamos sintetizar de la manera siguiente: una fase previa de incubación exaltada y vertiginosa de las ideas autoritarias radicales en los tiempos favorables del entreguerras, que se materializaron en la voluntad de estructurar regímenes autoritarios con fuertes ambiciones ideológicas; un segundo ciclo en el transcurso de los años cincuenta marcados por el triunfo de la hegemonía norteamericana, por lo cual en ambos países triunfó un autoritarismo tecnocrático y burocrático, adecuados a la nueva configuración bipolar de la Guerra Fría. Todo ello nos llevó, pues, a afirmar que en Colombia se sintió la inspiración falangista, tanto en los ardores radicales de sus inicios, como en su moderación y desideologización posterior, cuando el falangismo se acomodó con la evolución burocrática, tecnocrática y desarrollista de la dictadura franquista hasta convertirse después de las tentativas fascistas, en un régimen autoritario con pluralismo limitado.³⁶⁰⁶

Por lo tanto, en los tiempos del “crepúsculo de las ideologías” que describió el antiguo falangista González Fernández de la Mora,³⁶⁰⁷ tanto la dictadura franquista desarrollista como el Frente Nacional, se desideologizaron por la necesidad de aclimatarse a los lineamientos del bando occidental, en el cual ya no había posibilidades de experimentos políticos y económicos de tercera vía, ni para radicalismos ideológicos. Para perdurar, las coaliciones oligárquicas de ambos países comprendieron que debían amainar los debates ideológicos radicales y sus derivados políticos, que creaban tensiones entre ellos mismos. Reduciendo sus

³⁶⁰⁶ Linz Juan José. *Totalitarian and authoritarian regimes*, op.cit., p.160.

³⁶⁰⁷ Ver Fernández de la Mora Gonzalo. *El crepúsculo de las ideologías*. Madrid: Ediciones Rialp, 1965, p. 170.

pretensiones drásticas y exaltadas del pasado, convergieron en torno a un mínimo denominador común, sobre el cual se pudiera construir un proyecto de un consenso fuerte. De esta manera, de los dos lados del Atlántico, las elites dirigentes se congregaron en general sobre cuatro pilares: autoritarismo elitista, catolicismo preponderante, anticomunismo recalcitrante, y promoción del discurso tecnocrático y desarrollista del progreso económico. En ambos, el espanto anticomunista y el discurso tecnocrático fueron potentes instrumentos de cohesión oligárquica y poderosas herramientas de dominación, para apaciguar los ánimos caldeados y socavar los debates ideológicos, culturales y sociales. A pesar de las mutaciones de estos regímenes autoritarios, siguieron latentes los antagonismos propios de los modernismos reaccionarios entre pasado y futuro, solo que se remplazaron las ambiciones ideológicas radicales por discursos económicos y técnicos de progreso, conservando las tensiones entre valores retrógrados de estirpe católicos, rasgos autoritarios y represivos, junto con aspiraciones modernas desarrollistas.

Con todo, sostenemos que la dictadura franquista que amainó su radicalismo ideológico con pretensiones desarrollistas, fue realmente el modelo histórico de las dictaduras militares y regímenes autoritarios latinoamericanos que se impusieron después de los años sesenta y no el fascismo como se ha estudiado generalmente. Sin duda, el modernismo reaccionario hispánico provocó un punto trascendental para la historia de las ideas en América Latina en la Segunda mitad del siglo XX, fue el señalar un posible camino autoritario antidemocrático hacia el progreso, alternativo al modelo político liberal, pero compatible con la nueva configuración del mundo de Guerra Fría. Desde entonces, los regímenes autoritarios latinoamericanos, cada uno a su manera, empuñaron el nuevo sustrato de legitimidad, presentándose a la vez como los garantes contra la invasión comunista, los guardianes del pasado con sus valores tradicionales y católicos, pero también los impulsores de un “supuesto” progreso económico y técnico, integrándose a las lógicas económicas, mercantiles y geopolíticas del bando capitalista.

Fuentes Primarias

I. Fuentes primarias en Archivos y Bibliotecas

1. Archivo General de la Nación (AGN), Bogotá. Ministerio de Relaciones Exteriores: Legación de Colombia en España.

- 1933

AGN. Caja 282, carpeta 21, folio 263. Madrid, 9 de enero de 1933, de Manuel Marulanda (encargado de negocios de Colombia en Madrid) al ministro de Relaciones Exteriores de Colombia. Confidencial n° 1197.

AGN. Caja 282, carpeta 21, folio 263. Bogotá, 17 de enero de 1933, del MRE a Manuel Marulanda (encargado de negocios de Colombia en Madrid).

- 1934

AGN. Caja, carpeta 22, folio 252. Madrid, 25 de septiembre de 1934, palabras que pronunció ante el micrófono de Unión Radio el ministro de Colombia en España.

AGN. Caja 282, carpeta 22, folio 252. Madrid, 4 octubre de 1934. Palabras pronunciadas por Manuel Marulanda (ministro de Colombia en España) ante el micrófono de Transradio Española. Documento n°188

AGN. Caja 282, carpeta 22, folio 252. Madrid, 10 de octubre de 1934, de la Legación de Colombia en España, Manuel Marulanda (ministro de Colombia en España) al MRE. Documento n°1904.

AGN. Caja 282, carpeta 22, folio 252. Madrid, 27 de octubre de 1934, de Manuel Marulanda al MRE, Documento n° 1925

- 1935

AGN. Caja 282, carpeta 22, folio 252. Madrid, 5 de febrero de 1935, de Manuel Marulanda (encargado de negocios en Colombia) al ministro de Relaciones Exteriores. Informe política general, documento n°1567

AGN. Caja 282, carpeta 23, folio 235. Madrid, 7 de marzo de 1935, de Manuel Marulanda (encargado de negocios en Colombia) al MRE. Documento n° 2144.

AGN. Caja 282, carpeta 23, folio 235. Madrid, 23 de mayo de 1935, de Manuel Marulanda al MRE. Documento 2310.

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Recortes de prensa de los diarios *ABC*, *Arriba* y *“Ya”* (1935).

- 1936.

AGN. Caja 292, carpeta 105, folio 97. Bogotá, 22 de abril de 1936, de la Legación de España en Colombia a Jorge Soto del Corral (MRE), nota n°22.

AGN. Caja 292, carpeta 105, folio 97. Madrid, 31 de julio de 1936, de la Legación de España en Bogotá a Jorge Soto del Corral (MRE).

AGN. Caja 283, carpeta 25, folio 244. Madrid, 9 de agosto de 1936, de la Legación de Colombia en España al MRE. Cablegrama, documento n° 96.

AGN. Caja 283, carpeta 25, folio 244. Madrid, 27 de septiembre de 1936, de la Legación de Colombia en España al MRE. Documento n° 154.

AGN. Caja 283, carpeta 25, folio 244. Madrid, 10 de agosto de 1936, de la Legación de Colombia en España al MRE. Documento n°97.

AGN. Caja 283, carpeta 26, folio 224. Madrid, 9 de diciembre de 1936, de Gabriel Melguizo Gutiérrez (encargado de Negocios de Colombia en España) a Jorge Soto del Corral (MRE). Documento n° 223

- 1937.

AGN. Caja 314, Cablegrama 25 enero de 1937 dirigida desde Consulado de Valencia al Ministerio de Relaciones Exteriores.

AGN. Caja 283, carpeta 27, folio 272. Madrid, 20 de abril de 1937, de Legación de Colombia en España al ministro de Relaciones Exteriores. Asunto: Memoria general.

AGN. Caja 283, carpeta 27, folio 272. Madrid, 11 de junio de 1937, de Legación de Colombia en España al ministro de Relaciones Exteriores. Recorte de prensa: *El Diario Nacional*.

AGN. Caja 283, carpeta 27, folio 272. Bogotá, 12 septiembre 1937, del ministro de Relaciones Exteriores de Colombia Gabriel Turbay al ministro de Relaciones Exteriores de la República Oriental del Uruguay.

AGN. Caja 283, carpeta 27, folio 272. Madrid, 25 septiembre de 1937, Gabriel melguizo Gutiérrez (encargado de negocios) al MRE. Documento n° 154.

AGN. Caja 283, carpeta 29, folio 190. Recortes de prensa. El periódico *Castilla Libre*, 6 de octubre de 1937.

- 1938.

AGN. Caja 283, carpeta 30, folio 172. Recorte de prensa, 2 de febrero de 1938.

- 1939

AGN. Caja 314. Bogotá, 28 de marzo de 1939. Cablegrama del presidente y MRE a la Embajada de Colombia en Washington. Documento n° 95.

AGN. Caja 284, carpeta 35, folio 109. Madrid, 3 de noviembre de 1939, de Francisco Umaña Bernal a Luis López de Mesa (ministro de relaciones exteriores). Documento n° 535

AGN. Caja, 284, carpeta 35, folio 109. Madrid, 30 de noviembre de 1939, Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Nota n°561,

AGN. Caja 314. Tokio, 4 marzo de 1939, de Alfredo Michelsen (Legación de Colombia en Japón) para Luis López de Mesa (MRE). Nota n°7.

AGN; Caja 314. Bogotá, 7 de marzo 1939. Telegrama de presidente y MRE a Legación de Colombia Santiago de Chile.

AGN. Caja 314. Bogotá, 7 de marzo de 1939. Telegrama del presidente y MRE a la Legación de Colombia en Santiago de Chile.

- 1940

AGN. Caja 285, carpeta 39, folio 176. Madrid, 7 de diciembre de 1940, de la Legación de Colombia en Madrid a López de Mesa ministro de Relaciones Exteriores. Confidencial No.1172/40/M.162, p. 1.

- 1941

AGN. Caja 285, carpeta 38, folio 231. Madrid, 5 de marzo de 1941, Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Nota n°230

AGN. Caja 285, carpeta 39, folio 176. Madrid, 15 de julio de 1941, de la Legación de Colombia en España a Luis López de Mesa (MRE). Nota, n°674/41/M114

AGN. Caja 285, carpeta 39, folio 176. Madrid, 3 de junio de 1941, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Nota, n° 509/41/M.86

AGN. Caja 285, carpeta 39, folio 176. Madrid, 3 de junio de 1941, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Nota confidencial, n°510/41/M.87

- 1942

AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 21 de enero de 1942. Boletín Informativo de la Delegación Nacional del Servicio Exterior de F.E.T y de las J.O.N.S., n° 34, «Hispanidad y la conferencia de Rio de Janeiro».

AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 28 enero de 1942. Del Boletín Informativo de la Delegación Nacional del Servicio Exterior de FET de las JONS, n°35, «La quiebra del Panamericanismos».

AGN. Caja, 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 10 febrero de 1942, de la Legación de Colombia en España al doctor Luis López de Mesa. Informe sobre la política Exterior de España en lo referente a la Guerra Mundial durante el segundo semestre de 1941 y primera semana del año 1942. Nota n°122/42/m.12

AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 23 de febrero de 1942, de Umaña Bernal a López de Mesa. Sobre nombramiento de un agregado cultural en la Legación de España en Bogotá.

AGN. Caja 285, carpeta 41, folio 184. Madrid, 26 de febrero de 1942, de Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa Señor (MRE). Asunto: la política exterior de España en lo que se refiere a las relaciones con los países de Hispanoamérica, durante el último semestre de 1941 y primera semana de 1942. Nota, n°178/42/m.17

- 1943

AGN. Caja 286, carpeta 48, folio 232. Madrid, 23 de mayo 1943 de Fidel Peláez Trujillo (encargado de negocios de Colombia en España) para Ministerio Relaciones Exteriores. Documento n°176/45/E.20.

AGN. Caja 285, carpeta 45, folio 178. Madrid, 2 de junio de 1943, de la Legación de Colombia en Madrid para Gabriel Turbay (MRE). Asunto: La política internacional de España hacia los países de Hispanoamérica. Nota n°396/43/M96

AGN. Caja 285, carpeta 45, folio 178. Madrid, 21 de julio de 1943, de Francisco Umaña Bernal Legación de Colombia para MRE. Envió de recortes relacionados con la evolución de la política interior de España.

AGN. Caja 285, carpeta 45, folio 178. Madrid, 29 de julio de 1943, de Francisco Umaña Bernal Legación de Colombia para el señor Gabriel Turbay (ministro de Relaciones Exteriores). Informe sobre la política interior y exterior de España en los meses de junio y julio 1943

- 1944

AGN. Caja 286, carpeta 48, folio 232. Madrid, 23 de marzo de 1944, de Francisco Umaña Bernal Legación de Colombia a Carlos Lozano Lozano (ministro de Relaciones Exteriores). Sobre política interior de España. Confidencial n° 293/44/M.38

AGN. Caja 286, carpeta 48, folio 232. Madrid, 19 de septiembre 1944, de Fidel Peláez (encargado de negocios de Colombia en España) Trujillo a Carlos Lozano Lozano (ministro de Relaciones Exteriores). Confidencia n°565/44/M.81.

AGN. Caja, 286, carpeta 41, folio 184. Madrid 28 de marzo de 1944, de Umaña Bernal (Legación de Colombia) para Carlos Lozano Lozano (ministro de Relaciones Exteriores).

- 1945

AGN. Caja 286, carpeta 49, folio 126. Madrid, 7 de mayo de 1945, de Fidel Peláez Trujillo (Legación de Colombia) a Carlos Lozano Lozano (MRE), Confidencial n°158/45/M.25

AGN. Caja 286, carpeta 49, folio 128. Madrid, 12 de julio de 1945, de la Legación de Colombia en España a MRE. Asunto: Visita a España del periodista colombiano don Fernando Gómez Martínez. Nota n°266/45/M 41.

AGN. Caja 286, carpeta 49, folio 128. Madrid, 26 de Julio de 1945, de Legación de Colombia en España al MRE, nota n°283/43/M.47.

- 1947

AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 10 de febrero de 1947, de Gabriel Carreño Mallarino (encargado de negocios de Colombia) al MRE

- 1948

AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 7 de abril de 1948, de Eduardo Caballero Calderón (Legación) al MRE, Nota n°30

AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 19 mayo de 1948, de Eduardo Caballero Calderón al MRE. Informe n °38

AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Martes, 6 junio de 1948, de Eduardo Caballero Calderón al MRE.

AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 10 julio de 1948, de Eduardo Caballero Calderón al MRE. Documento n°59

- 1949

AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 1 de febrero de 1949, de Gabriel Carreño Mallarino (encargado de negocios de Colombia) al MRE. Informe, n°16

AGN. Caja 286, carpeta 52, folio 198. Madrid, 10 febrero de 1949, de Gabriel Carreño Mallarino (encargado de negocios de Colombia) al MRE, nota n°16.

- 1953

AGN. Caja 286, carpeta 54, folio 286. Madrid, 26 de noviembre de 1953, de Carlos Rojas Pinilla (encargado de negocios en Madrid) a don Evaristo Sourdis (MRE). Envío de recortes de prensa sobre la reciente celebración de un Concordato entre España y la Santa Sede.

AGN. Caja 286, carpeta 54, folio 286. Madrid, 12 de noviembre de 1953. De la Embajada de Colombia en España a Evaristo Sourdis (MRE). Convenio entre los gobierno de Estados Unidos y España.

- 1954

AGN. Caja 286, carpeta 55, folio 166. Madrid, 22 de enero de 1954, de Álvaro Pineda de Castro (encargado de negocios de la Embajada) a Evaristo Sourdis (MRE). Extravió de condecoración. Documento n°2.

AGN. Caja 286, carpeta 55, folio 166. Madrid, 9 de julio de 1954, de Eduardo Carranza (agregado cultural) a Evaristo Sourdis (MRE).

AGN. Caja 286, carpeta 55, folio 166. Madrid, 9 de julio de 1954, de Eduardo Carranza (agregado cultural) a Evaristo Sourdis (MRE).

AGN. Caja 286, carpeta 55, folio 166. Palabras pronunciadas por Gabriel Serrano Mantilla(encargado de negocios de la Embajada de Colombia en España), con motivo de la celebración de la Fiesta Nacional del 20 de Julio 1954.

- 1955

AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Madrid, 23 de febrero de 1955, de Legación de Colombia en Madrid al MRE. Relaciones de las actividades sociales de la Embajada de Colombia en España durante los meses de diciembre de 1954, enero y febrero de 1955.

AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 23 de febrero de 1955, de Jaime Madriñan Díaz (encargado de negocios) al MRE. Informe diplomático.

AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. De Eduardo Carranza (agregado cultural) al MRE. Sobre algunas actividades que el consejero cultural de la Embajada de Colombia en España, ha desarrollado en relación con su cargo durante los meses de febrero y marzo de 1955.

AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 14 de abril de 1955, de Jaime Madriñan Díaz (encargado de negocios) al MRE. Informe diplomático actividades de la Embajada de Colombia en España

AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 20 de mayo de 1955, del Embajador Álzate Avendaño para el MRE. Asunto: Visita a Colombia de Javier Martín Artajo.

AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 25 de mayo de 1955, del Embajador Álzate Avendaño para MRE. Asunto: envío de detectives para especializarse en la Escuela General de Policía y contrato de especialistas en técnicas policial.

AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 7 de junio de 1955, del embajador Álzate Avendaño para MRE. Informe general.

AGN. Caja 287, carpeta 57, folio 198. Madrid, 18 de mayo de 1955, de Jaime Madriñan Díaz (ministro consejero Embajada de Colombia en Madrid) al MRE. Nota n°39.

AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Embajada de Colombia en España. Actividades sociales de Colombia y ceremonias protocolarias, Junio 1955.

AGN. Caja 286, carpeta 49, folio 128. Madrid, 12 de julio de 1945, de la Legación de Colombia en España a MRE. Asunto: Visita a España del periodista colombiano don Fernando Gómez Martínez, Nota n°266/45/M 41.

AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Madrid, 10 de septiembre de 1955, de Embajada de Colombia en España al MRE. Informe de las actividades culturales de la Embajada de Colombia en el mes de agosto de 1955. Condecoración a Pío Baroja

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Asunto: extravío de una condecoración. De MRE a Gabriel Serrano Mantilla (consejero comercial), 6 de agosto de 1955.

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 23 de julio de 1955, de Embajada de Colombia en España al MRE. Recorte de prensa, *ABC*.

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 12 de septiembre de 1955, del embajador Gilberto Álzate Avendaño al MRE, Asunto Tratado sobre nacionalidades con España.

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225, Madrid, 31 de octubre de 1955, de Eduardo Carranza (agregado cultural Embajada Eduardo) al MRE. Actividades Culturales de la Embajada de Colombia durante el mes de octubre de 1955

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 14 de septiembre de 1955, de embajador Gilberto Álzate Avendaño al MRE. Asunto: informe sobre las actividades culturales de la Embajada durante el mes de septiembre 1955.

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 20 de octubre de 1955, del embajador Álzate Avendaño al MRE. Asunto: Declaraciones del embajador Urrutia Holguín. Madrid,

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 20 de octubre de 1955, del embajador Álzate Avendaño al MRE. Asunto: discurso del ministro de Asuntos Exteriores de España con ocasión del día de la Raza.

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 31 de octubre de 1955, de Eduardo Carranza (agregado cultural Embajada Eduardo) al MRE. Actividades Culturales de la Embajada de Colombia durante el mes de octubre de 1955.

AGN. Caja 287, Carpeta 58, folio 225. Madrid, 5 de noviembre de 1955, carta de condolencias del embajador de Colombia en Madrid Gilberto Álzate Avendaño a la viuda de Ortega y Gasset, Rosa Spottorno Topete e hijos.

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. Madrid, 17 de noviembre de 1955, del Embajador Álzate Avendaño para el MRE. Asunto: Ciclo de conferencias y cursillos universitarios a los escritores José María Pemán y Dionisio Ridruejo.

AGN. Caja 287, carpeta 58, folio 225. De Eduardo Carranza agregado cultural al MRE, sobre las actividades de actividades culturales de la Embajada. Informe mes de octubre 1955.

- 1956

AGN. Caja 287, Folio 276, carpeta 59. Madrid 18 febrero de 1956, de Jaime Madriñan Díaz, Encargado de Negocios al MRE. Asunto: remoción de los ministros de Educación Nacional y Secretario General del Movimiento. Nota nº 41

AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Recortes de prensa, Madrid, diario “*Ya*”, Julio 27 de 1956. Sobre reunión de Lleras y Laureano Gómez en Benidorm.

- 1957.

AGN. Caja 288, carpeta 65, folio 174. Madrid, 11 de mayo de 1957, Cablegrama de Carlos Sanz de Santamaría ministro de Relaciones Exteriores a la Embajada de Colombia en Madrid.

AGN. Caja 288, carpeta 69, folio 195. Madrid, 21 de agosto de 1957, del embajador Gilberto Álzate Avendaño al MRE, Asunto: viaje a Colombia del Director del Instituto de Cultura Hispánica.

AGN. Caja 288, carpeta 69, folio 195. Recorte de prensa diario “Madrid”, 1 de noviembre de 1957.

AGN. Caja 288, carpeta 69, folio 195. Embajada de Colombia en Madrid Informa Cultural, Agosto-Diciembre 1957.

2. Archivo General de la Administración (AGA). Alcalá de Henares. Fondo 15: Legación de España en Bogotá.

- 1931

AGA. Fondo 15, Caja 54/03087. Bogotá, 11 de Octubre 1931, de la Embajada de España en Colombia informa a varias remitentes en Cuba, Costa Rica, Gran Bretaña. Informes a españoles que deseen emigrar a Colombia.

AGA Fondo 15, Caja 54/03087. Bogotá, 12 octubre de 1931, de Legación de España en Colombia a don Miguel Cámara Liria (Almería). Informes a españoles que deseen emigrar a Colombia.,

AGA. Fondo 15, Caja 54/03087. Bogotá, 31 de agosto de 1931, del MAE a la Legación de España en Bogotá.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03101. Bogotá, 20 de junio de 1931, de la Legación de España en Colombia al MAE. Correspondencia variada sobre proclamación de de la República española y situación política en España.

- 1932

AGA. Fondo 15, Caja 54/03104. Bogotá, el 7 de enero de 1932, del encargado de negocios de España en Bogotá al Ministerio de Estado.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03087. Bogotá, 29 de abril de 1932, del encargado de negocios en Colombia al MAE. Sobre “la conveniencia de cambiar los periódicos colombianos a que está suscrito el Ministerio”.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03085. Bogotá, el 14 de noviembre 1932, del padre procurador de los PP. Agustinos Recoletos al encargado de negocios de España en Colombia.

AGA Fondo 15, Caja 54/03104, Recortes de prensa de 1932. *Tierra*, primer diario del Partido comunista de Colombia.

- 1933

AGA. Fondo 15, Caja 54/03087. Bogotá, 8 de junio de 1933. Estadísticas sobre españoles residentes y estadísticas para el inventario general de intereses españoles en el extranjero.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Cali, 31 marzo de 1933. Telegrama del Vicecónsul en Cali a la Embajada de España en Bogotá.

- 1934

AGA. Fondo 15, Caja 54/03107. De la Embajada española en Colombia al MAE Informe semestral n°1 de enero a junio 1934.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03107, Bogotá 1 de marzo de 1935, del ministro de España en Colombia al Ministerio de Estado. Remite informe n°35 semestral julio-diciembre 1934.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03090, Expediente del IV Centenario de la Fundación de Cartagena, Marzo de 1934.

- 1936

AGA; Fondo 15, Caja 54/03084. Bogotá, 14 enero de 1936, del Ministerio de Educación Nacional de Colombia a Juan Climent Nolla (encargado de negocios).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03084. Bogotá, el 23 de abril de 1936, la Legación española contesta a la petición del Ministerio de Industrias y Trabajo de Colombia sobre una compilación de las disposiciones constitucionales, legales y reglamentarias sobre legislación del trabajo en España.

AGA. Fondo 15 Caja 54/03107. Bogotá, abril 16 de 1936, de la secretaría del Senado a Juan Climent Nolla (encargado de negocios de España en Colombia). Expediente relativo a celebraciones de aniversario de la República española, (1934-1936).

AGA. Fondo, Caja 15/03108. Bogotá, 24 de julio de 1936, de Embajada de España a MAE. Nota n°42. Sobre "Proposiciones simpatía Gobierno español parlamento Colombiano".

AGA. Fondo 15, Caja 54/03108. Bogotá, 29 de julio de 1936, de Legación de España."Pretendido ataque a legación colombiana en Madrid," nota n° 146.

AGA. Fondo 15 Caja 54/03108. Bogotá, 1 de agosto de 1936, de Legación de España en Colombia al Ministerio de Estado. Recortes que dan cuenta de protestas contra el gobierno español, nota n°152.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03108. Bogotá, 8 de agosto de 1936, de Legación de España a Ministerio de Estado. Informe sobre interés despertado en Bogotá con los acontecimientos españoles, documento n°162

AGA. Fondo 15, Caja 54/03108, Bogotá 12 de agosto de 1936. De legación de España en Bogotá al Ministerio de Estado. Traslado acuerdo II Congreso Sindical de Medellín, nota n°167.

AGA Fondo 15, Caja 54/03112, Bogotá, 13 de octubre de 1936, De Rafael Ureña y Sanz (ministro de España en Colombia) al Ministerio de Estado. Sobre la sesión celebrada en la Academia de Historia con motivo de la conmemoración del 12 de octubre, nota n°174

AGA. Fondo 15, Caja 54/03118, Bogotá ,23 de Octubre de 1936, de Embajada de España en Bogotá al señor Ángel Decorpas .Correspondencia sobre condición de emigración a Colombia. Carta n° 358.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03084. Bogotá, 8 de noviembre de 1936, de la Legación de España en Colombia al señor ministro de Estado.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03085. Invitaciones a Congresos y conferencias celebradas en España, (1935-1936.).

- 1937

AGA. Fondo 15, Caja 54/03110, Barranquilla, 11 de junio de 1937. Antonio Rivas (el encargado interino de los asuntos consulares de España en Barranquilla) al encargado de negocios de España en Bogotá. Defensa de la República 1937, nota n°1.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115.Cali, 23 de junio de 1937, del secretario del Comité Pro Defensa República española de Cali al encargado de los asuntos consulares de España en Bogotá.

AGA Fondo 15 Caja 54/03115. Bogotá 23 de julio de 1937, lista de españoles miembros del Comité de amigos de la República española de Bogotá para la legación de España en Colombia.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03118, Carpeta Viceconsulado barranquilla (1937). Recorte del periódico *La Falange* de Barranquilla, 1 de agosto de 1937, n°1.

AGA. Fondo 15, 54/03115. Buenaventura, 27 de agosto de 1937, del Viceconsulado de España en Buenaventura al encargado de negocios de España en Bogotá.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Barranquilla, 11 de septiembre de 1937, del Viceconsulado de España en Barranquilla a Juan Climent Nolla (encargado de negocios en Bogotá).

AGA. Fondo 15, 54/03115. Cali 20 de septiembre de 1937, del vice consulado de la República en Cali a la Legación de España en Bogotá.

AGA. Fondo 15, 54/03115. Barranquilla, 29 de septiembre de 1937, del viceconsulado de Barranquilla al encargado de negocios de España en Colombia.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03110. Cali, el 14 de octubre de 1937, del secretario Comité Pro Defensa República española al encargado de los asuntos consulares de España en Bogotá. Asunto: defensa de la República, n°2.

AGA. Fondo 15, Caja 54/3083, Bogotá 16 de octubre 1937, de Juan Climent Nolla (encargado de negocios de España en Colombia) al Ministerio de Estado. Asunto celebración de la Fiesta de la Raza.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Medellín, 19 de octubre de 1937, del encargado interino de los asuntos consulares de España a Ministerio de Estado. Lista de españoles desafectados al legítimo gobierno de la República.

AGA. Fondo 15, caja 54/03083. Bogotá 26 de noviembre de 1937, de Juan Climent Nolla (encargado de negocios de España en Colombia) al Ministerio de Estado. Asunto negociación para la compra de destroyers colombiano.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03083. Bogotá, 27 de diciembre de 1937, de Juan Climent Nolla (encargado de negocios en Colombia) al ministro de Estado.

AGA. Fondo 15 Caja 54/0311. Bogotá 28 de diciembre de 1937, de Juan Climent Nolla al Ministerio de Estado en España. Defensa de la República. Sección propaganda, n° 104.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Cali, 23 de junio de 1937, del secretario del Comité Pro Defensa República Española de Cali al encargado de los asuntos consulares de España en Bogotá.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115, Cali 18 de junio de 1937, del secretario del Comité Pro Defensa República Española de Cali al encargado de los asuntos consulares de España en Bogotá.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03083. Bogotá, 27 de diciembre de 1937, de Juan Climent Nolla (encargado de negocios en Colombia) al ministro de Estado.

AGA. Fondo 15 Caja 54/03111. Documentos sobre el esfuerzo y la movilización militar de residentes españoles en Colombia, (1937).

- 1938

AGA. Fondo 15 Caja 54/03098 Archivo del Representante Rojo. Bogotá, 17 de febrero de 1939 del ministro de España en Bogotá a Porfirio Villaquirán (presidente del sindicato de empleados y obreros de las Empresas municipales de Cali). Defensa de la República, nota n° 76.

AGA. Fondo 15 54/03115. Bogotá, 22 de febrero de 1938, de Juan Climent Nolla al MAE. Asunto: propaganda fascista en Colombia, n°21.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03113. Bogotá, 25 de febrero de 1938, Juan Climent Nolla (encargado de negocios de España) al Ministerio de Estado. Nota n°23.

AGA. Fondo 15 Caja 54/03113. Bogotá, 24 de febrero de 1938, de Legación de Colombia en Madrid a Gabriel Turbay (MRE). Nota n°4.

AGA. Fondo 15 54/03115. Bogotá, 24 de marzo de 1938, de Climent Nolla al Ministerio de Estado, Información política general 1938.

AGA Fondo 15 Caja 54/03098. Archivo del Representante Rojo, Decreto de la Presidencia del Consejo de ministros del 19 de abril de 1938, Ayuda a España.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 5 de Mayo de 1938, de JuanCliment Nolla a MAE. Información política general 1938.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá 10 de mayo de 1938, de Juan Climent Nolla, (encargado de negocios de España en Colombia) al Ministerio de Estado. Asunto: Elección del nuevo presidente de la República de Colombia. Nota n° 67

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 31 de mayo de 1938, de Juan Climent Nolla encargado de negocios de España en Colombia al ministro de Estado. Asunto: Da cuenta de la situación política de Colombia, nota n°73.

AGA. Fondo 15 Caja 54/03110.Cali, 16 de junio de 1938, del Comité Pro Defensa República Española al encargado de negocios de España. Defensa de la República, n° 1.

AGA Fondo 15, Caja 54/03114. Bogotá, 14 de Julio de 1938, de la Legación española en Bogotá al Ministerio de Estado. Asunto: Informa sobre llegada a Colombia del nuevo ministro de España Rafael de Ureña y Sanz.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 31 de Julio de 1938, de Rafael Ureña y Sanz al ministro de Estado en Barcelona. Asunto: remite mensaje presidencial al Congreso de Colombia el 20 de Julio de 1938, p. 4.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03110. Bogotá, 16 de agosto de 1938, de Rafael Ureña y Sanz (ministro de España en Colombia) al Ministerio de Estado. Informe sobre el modo de realizar la propaganda a favor de la República.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03098. Archivo del representante rojo. Bogotá, 20 de septiembre de 1938. De Felipe Botaya Sirvent a la Legación de España en Colombia. Asunto: Ayuda a España, n° 341.

Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 20 de septiembre de 1938, de Rafael Ureña y Sanz al ministro de Estado en Barcelona. Asunto: informe sobre orientación política interior del gabinete Santos.

AGA. Fondo 15, 54/03115. Cali, 10 de octubre de 1938, del Comité Pro Defensa de la República Española de Cali a Rafael Ureña y Sanz (ministro de España en Colombia).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 22 de octubre de 1938, del ministro de España al ministro de Estado en Barcelona. Remite discurso del Dr. Gabriel Turbay líder del liberalismo.

AGA. Fondo 15, caja 54/03137. Bogotá, 26 de octubre de 1938, del ministro de España en Colombia al ministro de Estado en Barcelona. Remite texto oración pronuncia por el Excmo. Señor presidente de la República.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 22 de octubre de 1938, Rafael Ureña y Sanz (ministro de España en Colombia) a ministro de Estado en Barcelona. Remite discurso del dr. Gabriel Turbay líder del liberalismo.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 24 de noviembre de 1938, de Rafael Ureña y Sanz (ministro de España en Colombia) al ministro de Estado en Barcelona. Sobre incidente del retiro de la representación diplomática de Colombia en Berlín.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 12 de diciembre 1938, de Rafael Ureña y Sanz ministro de España en Colombia al Ministerio de Estado en Barcelona. Ayuda a España, nota n° 341.

- 1939

AGA. Fondo 15, Caja 54/03098. Bogotá 16 de enero de 1939, del ministro de España a los distintos vicecónsules y encargados en toda Colombia informándole de las operaciones militares en la Guerra Civil. Circular n°16.

AGA. Fondo 15, caja 54/03119. Bogotá, 25 de enero de 1939, de la Legación de España en Colombia al MAE. Asunto: Informe sobre actual situación política de Colombia, p. 1.

AGA. Fondo 15 Caja 54/03098. Archivo del Representante Rojo. Bogotá, 3 de febrero de 1939, del ministro de España en Colombia a Nicolás Oliver (Sídney Australia). Carta n°39.

AGA Fondo 15, Caja 54/03098 Archivo del Representante Rojo. Bogotá, 4 de febrero de 1939, del ministro de España a Luis Naranjo Duque (presidente del Comité Ayuda a España de Tuluá). Nota n°50.

AGA. Fondo15, Caja 54/03136, Correspondencia del representante Rojo. Bogotá, 17 de febrero de 1939. Contabilidad. Asunto: Da cuenta de envió de fondos para ayudar España, n° 16.

AGA. Fondo 15, Caja54/03136. Bucaramanga, el 5 de marzo de 1939, de la Federación Santandereana del Trabajo de Bucaramanga con la Legación española.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 11 de julio de 1939, de Luis de Avilés y Tiscar a MAE. Informe política sobre próxima apertura del parlamento y situación política.

AGA Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá 19 de septiembre de 1939, del secretario interdiocesano de educación católica Arturo Santana de la Arquidiócesis Primada de Bogotá al ministro de España en Colombia Luis Avilés y Tiscar. Correspondencia acerca de la situación de los Hermanos de las Escuelas Cristianas

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 14 de octubre de 1939, de Luis Avilés y Tiscar al MAE. Informe sobre situación política.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Circular 114 del 16 de Agosto de 1939, del Ministerio de Asuntos Exteriores, sobre “Trato que ha de dispensar a los españoles en el extranjero”.

AGA. Fondo 15 Caja 54/03110. Bogotá, 16 de agosto de 1938, de Rafael Ureña y Sanz (ministro de España en Colombia) al ministro de Estado. Informe sobre el modo de realizarse la propaganda a favor de la República.

- 1940

AGA Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 15 febrero de 1940 de los hermanos españoles Pablo Jose Puignero e Inocencio Valderrabano responden a Luis Avilés y Tiscar. Correspondencia acerca de la situación de los Hermanos de las Escuelas Cristianas.

AGA Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá 23 de febrero de 1940. Correspondencia acerca de la situación de los hermanos de las Escuelas Cristianas. Nota n°15

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136, Bogotá, 22 de mayo de 1940, de Luis de Avilés y Tiscar a MAE. Informe sobre política colombiana. Documento n°53.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 11 de Junio de 1940, de Luis Avilés y Tiscar a MAE. Informe política general. Asunto: sucesos en Bogotá por entrada de Italia en Guerra.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03132. Bogotá, 19 de junio de 1940, de Luis Avilés y Tiscar al MAE. Cumplimento orden circular n° 137 de 2 de febrero, sobre el trato que se da a españoles en esta república. Documento n°64.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 12 de julio de 1940, de la Legación de España en Colombia a Luis López de Mesa (MRE). Invitación Fiesta Nacional del 18 de julio 1940. Documento n°20

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 15 de julio de 1940, de Luis López de Mesa (MRE) a la Legación de España en Colombia. Invitación Fiesta nacional del 18 de julio 1940.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, el 17 de julio de 1940. De la Congregación de la misión San Vicente de Paul a Luis a de Avilés y Tiscar (Legación de España). Fiesta nacional del 18 de julio 1940.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Medellín, 18 de julio 1940, carta de Hernando Reyes Hernández a Luis Avilés y Tiscar (Legación de España en Colombia). Asunto: Fiesta Nacional.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03090. Bogotá, 19 de julio de 1940, de Luis Avilés y Tiscar (ministro de España en Colombia) a Laureano Gómez.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03090. 24 de julio de 1940, de la camarada Graciela Escobar Moreno jefe sección femenina de Antioquia a Luis Avilés y Tiscar (ministro de España en Colombia).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03090. Medellín, 12 de agosto de 1940, del Centro “Simona Duque” a Luis Avilés y Tiscar (ministro de España en Colombia).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 12 de septiembre de 1940, de Luis Avilés y Tiscar al MAE. Asunto: Informe sobre debate internacional. Nota n°98.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03132. Bogotá, 18 de noviembre de 1940. Del jefe de la Falange en Colombia Darío Cuadrado a la Delegación del Servicio Exterior de la FET y de las JONS.

AGA. Fondo 15 54/03136. Cúcuta, 27 noviembre de 1940. Carta de Tomas Quiñones Uribe (jefe del comando nacional M.S.C.C dios, patria, justicia social) al ministro de España en Colombia. Correspondencia variada sobre diversas solicitudes de súbditos colombianos (1940-1942).

- 1941

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 24 de enero 1941, de Legación de España en Colombia a MAE. Informe político n°18.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03137. Bogotá, 19 de septiembre de 1941, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Asunto llegada de Fernando de los Ríos a Bogotá. Nota n°165.

AGA Fondo 15, caja 54/03136, Bogotá, 6 octubre de 1941, de Legación de España a MAE. Asunto: da cuenta de elecciones municipales. Nota n°, 176

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 6 de noviembre de 1941, de Gonzalo de Ojeda y Brooke informa el MAE. Correspondencia variada sobre diversas solicitudes de súbditos colombianos (1940-1942). Nota n°164.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03088. Bogotá, 13 de noviembre de 1941 de la presidencia de gobierno a la Legación española. Expedientes obre refugiados españoles en Colombia (1939-1941).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Bogotá, 29 de diciembre de 1941, Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España) solicita permiso de salida de Salvador Sánchez López. Solicitudes permiso de salida españoles (1941-1942).

- 1942

AGA. Fondo 15 54/03127. Bogotá, 9 de Febrero de 1942, de Gonzalo de Ojeda y Brooke a Luis López de Mesa (ministro Relaciones Exteriores de Colombia). Documento n° 24.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03091. Madrid, el 11 de marzo de 1942. Correspondencia con el Ministerio de Estado, Autoridades españolas y extranjeras, Consulados y Viceconsulados de España y Particulares, (1938-1945). Invitación del canciller del Consejo de la Hispanidad a Víctor Caro de Narváez para viaje a España.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03089. Bogotá, 26 de marzo de 1942, de Arturo Raju (secretario de la Legación de Colombia en España) a Luis Esguerra Camargo (jefe de la sección de extranjeros de la Policía Nacional de Colombia). Solicitudes permiso de salida españoles, (1941-1942).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03124. Bogotá, 6 de mayo de 1942, de Legación de España en Colombia MAE. Asunto: reelección de Alfonso López como presidente República. Nota n°66.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03136. Bogotá, 14 de mayo de 1942, de Armando Jaramillo (director del Colegio salesiano de León XIII de Bogotá) a Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España en Colombia).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03139. Bogotá, 15 junio de 1942, carta de Luis López de Mesa a Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España en Colombia).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03139. Bogotá, 2 de julio de 1942, MRE boletín semanal de noticias para las embajadas, legaciones y consulados. Documento n°412.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá 22 Julio de 1942, del embajador Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Informe n° 115, “Destitucion de ministro Colombia en Méjico”.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03125. Bogotá, 30 julio de 1942, del embajador Gonzalo de Ojeda y Brooke embajador al MAE. Correspondencia sobre recepción de una caja de libros referentes al Movimiento Nacional con destino a diversas instituciones culturales, (1942-1943). Documentos n°127

AGA. Fondo 15 54/03121, Carpeta Correspondencia con consulados españoles y particulares acerca de españoles incluidos en lista negra publicadas por los Estados Unidos y sobre visado de pasaporte a otros países de súbditos españoles, 1942.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03091. Correspondencia con autoridades españolas y extranjeras sobre medidas persecutorias de la Policía Colombiana, 1942.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03121. Orden 494, nota verbal de la Embajada de Alemania en España agradeciendo las gestiones a favor de los intereses alemanes en Colombia (1942).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03116, Carpeta protección intereses italiano en Colombia, (1942)

AGA. Fondo 15, Caja 54/03120, Carpeta protección intereses alemanes en Colombia, (1942)

AGA. Fondo 15, Caja 54/03121, Carpeta protección de intereses japoneses en Colombia, (1942).

- 1943

AGA. Fondo 15, Caja 54/03129. Bogotá, 12 de marzo 1943, de Gonzalo Ojeda a MAE. Sobre canje de alemanes residentes en Colombia por colombianos residentes en Alemania.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03123. Bogotá, 16 de marzo de 1943, de Gonzalo de Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Asunto: Celebración del funeral por eterno descanso su magostad Don Alfonso XIII. Documento, n°26.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03115. Bogotá, 10 de mayo de 1938. Bogotá, 10 de mayo de 1938, del Encargado de Negocios de España en Colombia Juan Climent Nolla al Ministerio de Estado. Asunto: elección del nuevo presidente de la República de Colombia.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03097. Bogotá 4 de junio de 1943, de Gonzalo Ojeda y Brooke a MAE. Asunto: persecución españoles por Policías colombiana. Documento n° 77.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03124. Bogotá, 7 de junio de 1943, el director *El Liberal* pide al embajador de España fotografías y biografías de personajes de España.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03097. Bogotá, 11 de mayo de 1943, de Gonzalo Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Correspondencia con el Ministerio de Estado sobre actitud del Gobierno Colombiano ante la visita de los Sres. Martínez Barrios y Miaja. Telegrama n°77.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03142. Bogotá, 26 de mayo de 1943, carta de Gonzalo de Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Documento n°71.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03097. Bogotá, 26 de mayo de 1943. Gonzalo Ojeda y Brooke dirigido al MAE. Sobre actitud del Gobierno Colombiano ante la visita de los Sres. Martínez Barrios y Miaja Telegrama n°89.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03097. Bogotá, 29 de junio de 1943, de Gonzalo de Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Correspondencia sobre actitud del Gobierno Colombiano ante la visita de los Sres. Martínez Barrios y Miaja. Telegrama n° 114.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03095. Telegrama, Madrid, de 1 de julio de 1943, del MAE al ministro de España en Bogotá. Correspondencia cablegráfica con el MAE sobre proyectada junta de exiliados republicanos españoles a celebrarse en Bogotá, julio-agosto (1943).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03095. Cartagena, 5 julio de 1943. Carta del padre Amadeo Álvarez al ministro de España en Colombia.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03095. Telegrama, Bogotá, 27 de Julio 1943, de Gonzalo de Ojeda y Brooke responde al MAE.

AGA Fondo 15, Caja 54/03091. Bogotá, 2 de agosto 1943, Gonzalo de Ojeda y Brooke (embajador) informa sobre el paradero sra Hilde Hugentobler e hija.

AGA Fondo 15, Caja 54/03091. Bogotá, 30 de agosto de 1943, Gonzalo de Ojeda y Brooke (embajador) da información sobre los súbditos almenan Helmuth Bothe y señora Margaret.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 2 de noviembre de 1943, de Gonzalo de Ojeda ministro de España al MAE. Asunto: Unión Continental Suramericana.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 3 de Noviembre de 1943, de Gonzalo de Ojeda y Brooke (embajador) al MAE. Ambiente político en Colombia derivado de sucesos públicos. Informe n° 144 política extranjera.

- 1944

AGA. Fondo 15, Caja 54/03127, carpeta 408. Madrid, 18 de marzo de 1944 del MAE al ministro de España Bogotá.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03127, carpeta 408. Bogotá, 2 de marzo de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Telegrama n°20.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03127, carpeta 408. Bogotá, 8 de marzo de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Telegrama n° 21.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03127, Carpeta 408. Bogotá, el 27 marzo de 1944, De MAE a Gonzalo de Ojeda. Telegrama n°13.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 11 de Abril de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Informe política general. Asunto: próximas elecciones a la Presidencia. Nota n° 72.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 17 de julio de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke (ministro de España) para MAE. Da cuenta del levantamiento militar contra presidente, nota n° 159.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03197. Bogotá, 17 de julio de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Asunto: da cuenta del levantamiento militar contra presidente, nota n°139, p. 1.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03127, carpeta 408. Bogotá, 21 de julio de 1944, de Gonzalo de Ojeda y Brooke (Embajada de España) al MAE. Asunto: Informe sobre situación súbditos alemanes en Colombia, n°152.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03141 Bogotá, 29 Julio de 1944. Del directorio nacional del Partido Conservador (Alfonso Uribe Misas, Silvio Villegas, Juan Uribe Cualla) a Gonzalo de Ojeda y Brooke (embajador).

AGA. Fondo 15, Caja 54/03127, Carpeta 757 A. 9 de agosto de 1944, albergue Alemán Cachipay. Del súbdito alemán Rudolf Rabitz, a Domingo Espinel (ministro de Guerra colombiano).

AGA Fondo 15, caja 54/03092. Bogotá, el 8 de septiembre 1944 de Gonzalo de Ojeda y Brooke (embajador) al MAE. Telegrama sobre el proyecto de nombramiento del hermano del presidente Enrique Santos como ministro en España.

. AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 15 de noviembre de 1944 de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. El embajador alerta sobre “una corriente hacia el comunismo en Colombia”.

- 1945

AGA. Fondo 15, Caja 54/03197. Bogotá, 16 de abril de 1945, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Asunto: nombramiento ministerios alemanes conservadores,

AGA. Fondo 15, Caja 54/03197. Bogotá, 7 de mayo de 1945, de Gonzalo de Ojeda y Brooke a MAE. Asunto: información sobre campaña electoral presidencia,

AGA. Fondo 15, Caja 54/03141. Telegrama de Madrid el 20 de septiembre de 1945, de MAE al ministro de España en Bogotá.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03197. Bogotá, 29 de octubre de 1945, de Legación española en Colombia a MAE Da cuenta de actos celebrados el día 12 de octubre. Nota n° 194.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03092, Bogotá 14 de noviembre de 1945. Asunto informe sobre candidatos presidenciales de de Gonzalo de Ojeda al MAE. Informe n°203.

- 1946.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 9 de enero de 1946, de Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE. Situación Política. Nota. n° 31.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 8 de agosto de 1946. Cablegrama del embajador Gonzalo de Ojeda y Brooke al MAE.

AGA. Fondo 15, Caja 54/03092. Bogotá, 27 de mayo de 1946, de Gonzalo de Ojeda al MAE. Consecuencia política de la posición del ex candidato a presidencia Señor Gaitán, Informe n° 100.

3. Biblioteca Luis Ángel Arango (BLAA). Documentos y colecciones especiales.

Archivo Eduardo Santos Montejos. Documentos y colecciones especiales BLAA.

- 1938

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 10 de septiembre de 1938, de presidente Eduardo Santos a la Legación de Colombia en Madrid. Documento, n° Mss/563/1/9/3.

- 1939

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Paris, 13 de febrero de 1939, Legación de Colombia en Francia al presidente Santos. Documento n° Mss/563/1/8/590

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Paris, 16 de febrero de 1939, Legación de Colombia en Francia al presidente Santos. Documento n° Mss/563/1/8/591.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Londres, 27 febrero de 1939, de Legación de Colombia en Londres al presidente de la República. Documento Mss/563/1/8/596.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. 048, Caja 0009. Madrid, 14 de marzo de 1939, de Legación de Colombia en Madrid al presidente y MRE. Nota n° Mss/563/1/9/12.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Bogotá, 9 de marzo de 1939, del presidente de la República a la Embajada de Colombia en Paris. Documento n° Mss/563/1/8/606.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Paris, 11 de marzo de 1939, de Legación de Colombia en Paris al presidente. Documento n° Mss/563/1/8/611.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 047, Caja 0008. Paris, 1 de abril de 1939, de Luis López de Mesa (ministro de Relaciones exteriores de Colombia) a general Conde Jordana (ministro de Estado de Esapaña). Mss/563/1/8/637.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 3 de abril de 1939. De Gabriel Melguizo (Legación) al presidente y MRE. Nota n° Mss/563/1/9/17.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 23 de abril de 1939, de presidente Eduardo Santos a Legación de Colombia en España. Documento n° Mss/563/1/9/23.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 7 de diciembre de 1939, de Legación de Colombia en Madrid al presidente Santos. Documento n° Mss/563/1/9/106.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 23 de abril de 1939, de presidente Eduardo Santos a Legación de Colombia en España. Documento n° Mss/563/1/9/23.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. San Sebastián, 4 de julio de 1939, de Legación de Colombia al presidente y MRE. Nota n° Mss/563/1/9/54.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 9 de diciembre de 1939, de Legación de Colombia en Madrid a presidente Santos. Documento n° Mss/563/1/9/106.

- 1940

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejos. Documentos y colecciones especiales. Fondo 046, MRE, Caja 0008. Madrid, 11 de enero de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación de Colombia en España) al Señor López de Mesa ministro de Relaciones Exteriores. Documento n° Mss/563/1/8/501.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 15 de enero de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Nota confidencial n° Mss/563/1/8/503.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 28 de febrero de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Sobre ciudadanos presos en Barcelona. Documento n° Mss/563/1/8/506.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 de marzo de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). La política exterior de España durante los meses de enero y febrero de 1940. Documento ° Mss/563/1/8/512.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 30 de abril de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE) Fundación en Madrid de la “Asociación Cultural Hispano-Americana”. Documento, n° Mss/563/1/8/522.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, el 4 de mayo de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al presidente y MRE, Documento, n° Mss/563/1/9/124.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 4 de mayo de 1940, de Legación de Colombia en Madrid al presidente de la República y MRE. Documento n° Mss/563/1/9/123.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 6 de mayo de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). La Política exterior de España durante los meses

de marzo y abril de 1940. Documento, n° Mss/563/1/8/523.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales Fondo 046, Caja 0008. MRE; Madrid, 8 de mayo de 1940, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa ministro de Relaciones Exteriores. La Política exterior de España durante los meses de marzo y abril de 1940. Documento n° Mss/563/1/8/524

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid 23 de mayo de 1940, de presidente a legación colombiana en Madrid, Documento, n° Mss/563/1/9/126.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 10 de junio de 1940, de Francisco Umaña Bernal a López de Mesa (MRE). Sobre Asociación cultural hispano Americana de Madrid. Nota confidencial n° Mss/563/1/8/528.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales Fondo MRE 046, Caja 0008. MRE. Madrid, 10 de junio de 1940, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Informe sobre la política interior de España en el mes de mayo 1940. Documento Mss/563/1/8/532

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 10 de junio de 1940, de Francisco Umaña Bernal a Don Daniel García Mansilla presidente de la Junta Patronal de la Asociación Cultural Hispanoamericana de Madrid. Documento n° Mss/563/1/8/530.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 24 de junio de 1940, del consulado de Colombia en Lisboa a la Legación de Colombia en Madrid. Documento, n° Mss/563/1/8/534.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. San Sebastián, el 10 de agosto de 1940, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa (MRE). La Política interior de España durante los meses de junio y julio de 1940. Documento, n° Mss/563/1/8/537.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). Informe de política exterior de España en el mes de agosto y septiembre de 1940, Relaciones con los países hispanoamericanos. Documento, n° Mss/563/1/8/539.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 5 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Informe de política Interior de España en el mes de agosto y septiembre de 1940. Documento Mss/563/1/8/543

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales,

Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid el 5 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). Informe de política exterior de España en el mes de agosto y septiembre de 1940. Documento, n° Mss/563/1/8/544

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008, Madrid, el 10 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). Informe de política exterior de España en el mes de agosto y septiembre de 1940, Relaciones con los países hispanoamericanos. Documento, n° Mss/563/1/8/539

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 23 de octubre de 1940, del presidente a la Legación de Colombia en Madrid. Documento n° Mss/563/1/9/204.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 6 de diciembre de 1940, de Legación de Colombia en Madrid al presidente y MRE. Documento, n° Mss/563/1/9/233.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 12 de diciembre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Informe de política exterior de España en el mes de octubre y noviembre de 1940. La actitud de España ante el conflicto europeo. Documento, n° Mss/563/1/8/558

BLAA, Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de diciembre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) al Señor López de Mesa (MRE). Informe de política exterior de España. Documento n° Mss/563/1/8/561.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 23 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Sobre ciudadanos presos en Barcelona. Documento n° Mss/563/1/8/547

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 23 de octubre de 1940, del presidente a la Legación de Colombia en Madrid. Documento n° Mss/563/1/9/204.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 5 de octubre de 1940, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa (ministro de Relaciones Exteriores). Informe de política Interior de España en el mes de agosto y septiembre de 1940. Documento Mss/563/1/8/543

- 1941

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 8 de mayo de 1941, de la Legación de Colombia en Madrid al presidente de la República y MRE. Documento n° Mss/563/1/9/269.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 14 de abril de 1941, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa (MRE). Nota confidencial n° Mss/563/1/8/567.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, el 23 de mayo de 1941, de Francisco Umaña Bernal(Legación) al presidente y MRE. Documento, n° Mss/563/1/9/275

BLAA, Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 3 de junio de 1941, De Francisco Umaña Bernal (Legación) a Luis López de Mesa (MRE). Sobre política exterior de España en lo que respecta a países hispanoamericanos. Documento n° Mss/563/1/8/569

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 3 de julio de 1941, de Legación de Colombia en Madrid al presidente y ministro de Relaciones Exteriores. Documento Mss/563/1/9/281

BLAA, Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 15 de julio de 1941, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). La política exterior de España ante el conflicto europeo. Documento, n° Mss/563/1/8/575

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, el 22 de julio de 1941, de Francisco Umaña Bernal (Legación) a López de Mesa (MRE). Documento, n° Mss/563/1/8/576

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 046, Caja 0008. Bogotá, 21 de octubre de 1941, Caja 0009 de presidente Eduardo Santos a Legación de Colombia en Madrid. Documento n° Mss/563/1/9/307.

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo MRE 048, Caja 0009. Madrid, 22 de diciembre de 1941, de Legación de Colombia en Madrid a presidente de la República y Ministerio de Relaciones Exteriores. Documento n° Mss/563/1/9/326.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 23 de octubre de 1941, de la Legación de Colombia a presidente y MRE. Documento n° Mss/563/1/9/308

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Bogotá, 25 de octubre de 1941, de presidente Santos a Legación de Colombia en Madrid. Documento Mss/563/1/9/310.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 10 de diciembre de 1941, de presidente Santos a Legación de Colombia. Documento n° Mss/563/1/9/317.

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2. Madrid, 19 de diciembre de 1941, de presidente y MRE a Legación de Colombia. Documento n° Mss/563/1/9/324.

- 1942

BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejos. Documentos y colecciones especiales. Fondo MRE 046, Caja 0008. Madrid, 2 febrero de 1942, de Francisco Umaña Bernal al Señor López de Mesa ministro de Relaciones Exteriores. Informe sobre la política interior de España en el segundo semestre de 1941 y primer semestre de 1942. Documento n° Mss/563/1/8/586

BLAA. Archivos Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Correspondencias, Caja 1, carpeta 2, folio 21. Documento n °Mss/563/5/1/23. Un cartel programático de febrero de 1942.

Archivo Alberto lleras Camargo, Documento y colecciones especiales BLAA.

BLAA, Documentos y colecciones especiales, Archivo Alberto Lleras Camargo, Carpeta 5. Carta del 4 de diciembre de 1940, de Alfonso López Pumarejo(Nueva York) a Alberto Lleras Camargo(Bogotá).

BLAA, Documentos y colecciones especiales, Archivo Alberto Lleras Camargo, Carpeta 4. Carta del 12 de octubre de 1940, de Alberto Lleras Camargo (Bogotá) a Alfonso López Pumarejo (Nueva York).

BLAA Documentos y colecciones especiales, Archivo Alberto Lleras Camargo, Carpeta 36. Declaración de los señores Laureano Gómez y Alberto Lleras Camargo sobre la política colombiana, hecha en Benidorm (España), el 24 de julio de 1956.

BLAA. Documentos y colecciones especiales, Archivo Alberto Lleras Camargo, Carpeta 36. El 20 de septiembre de 1956, carta de Laureano Gómez (Benidorm) a Alberto Lleras Camargo.

Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales BLAA.

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 20 de mayo de 1952, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (México).

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 18 de diciembre de 1952, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris).

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 3 de enero de 1953, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris),

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 9 de enero de 1953, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (México),

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 19 de febrero de 1953, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris),

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 12 de mayo de 1953, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos lleras Restrepo (México).

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 20 de mayo de 1952, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (México).

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 10 de junio de 1953, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (México).

BLAA, Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta 11 de junio de 1953, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris).

BLAA, Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 23 de junio de 1953, de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris).

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta 12 de agosto de 1953 de Carlos Lleras Restrepo (México) a Eduardo Santos (Paris),

BLAA, Archivos Carlos Lleras Restrepo, colecciones especiales, fondo 7 “Documentos varios”3, caja 1, carpeta 1. Carta de 17 diciembre de 1953, de Eduardo Santos (Bogotá) a Carlos Lleras Restrepo (México).

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta del 20 de marzo de 1956 de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (Bogotá).

BLAA. Archivos Carlos Lleras Restrepo. Documentos y colecciones especiales Fondo 7 “Documentos varios”3, Caja 1, Carpeta 1. Carta 21 de marzo de 1956, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (Bogotá),

BLAA. Documentos y colecciones especiales, Archivos Carlos Lleras Restrepo, Fondo 7 “Documentos varios” 3, caja 1, carpeta 1. Carta del 3 de septiembre de 1956, de Eduardo Santos (Paris) a Carlos Lleras Restrepo (Bogotá).

Archivo Pablo Enrique Cárdenas, Documentos y colecciones especiales BLAA.

BLAA Documentos y colecciones especiales, Archivo Pablo Enrique Cárdenas, Correspondencia, carpeta 1. Bogotá, carta del 14 de noviembre de 1948, de Pablo Enrique

Cárdenas (Profesor de economía universidad nacional) a Antonio Rocha (decano de la Facultad de derecho),

4. Biblioteca Nacional de España. Archivo Giménez Caballero.

BNE. Archivo Giménez Caballero Arch GC/32/16. Guadalquivir, 2 de agosto de 1951, de Ernesto Giménez Caballero a Guillermo León Valencia.

BNE. Archivo Giménez Caballero Arch GC/32/16. Correspondencia con Guillermo León Valencia. Asunción, 2 de mayo de 1962

5. Archivos Digitales.

Fondo documental Ignacio Torres Giraldo, Universidad del Valle (CALI)

Fondo Ignacio Torres, Universidad del Valle, Correspondencia. 22 de junio de 1949, carta de Ignacio Torres Giraldo (Bogotá) a Rubén Uribe Arcila (Medellín).

Fondo Ignacio Torres, Universidad del Valle, Correspondencia. 17 Febrero de 1949, carta de Pareja Carlos. H a Ignacio Torres Giraldo. Bogotá.

Archivo Eduardo Carranza Biblioteca Nacional de Colombia (Bogotá). Disponible biblioteca digital de la Biblioteca Nacional de Colombia.

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 13 de diciembre de 1951, de Eduardo Carranza a Carlos Urdaneta Holguín

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 2 de febrero de 1952, de Eduardo Carranza (España) a Víctor Emilio Jara (Nueva York).

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 9 de enero de 1953, de Eduardo Carranza a Jorge Luis Arango (Bogotá).

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 22 de enero de 1954, de Eduardo Carranza a su madre Mercedes de Carranza (Bogotá),

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 23 de febrero de 1954, carta de Eduardo Carranza a Rafael Serrano García.

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 8 de abril de 1953, de Eduardo Carranza a Víctor Emilio Jara (Nueva York),

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 28 de agosto de 1953, de Eduardo Carranza a Evaristo Sourdis (Bogotá)

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 31 de agosto de 1953, de Eduardo Carranza a Marco Álzate Avendaño.

BNC. Fondo Carranza, archivo n°8, Correspondencia de varios remitentes y destinatarios. Madrid, 30 de diciembre de 1953, de Eduardo Carranza al señor coronel Carlos Rojas Pinilla ministro de Colombia en España.

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 7 de septiembre de 1954, de Eduardo Carranza a su madre Mercedes de Carranza (Bogotá)

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 13 de septiembre de 1954, de Eduardo Carranza a Ismael Romero (Bogotá).

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 29 de abril de 1954. De Eduardo Carranza a José Vicente Castro Silva (Rector del Colegio Mayor Nuestra Señora del Rosario),

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 7 de septiembre de 1954, de Eduardo Carranza a su madre Mercedes de Carranza (Bogotá).

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, Correspondencia escrita de Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 5 de marzo de 1954, de Eduardo Carranza a Ismael Herraiz (director de *Arriba*).

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 18 de septiembre de 1954, carta de De Eduardo Carranza a Rafael Azul Barrera (Bogotá).

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 27 de septiembre de 1954, de Eduardo Carranza a Silvio Villegas (Bogotá).

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Madrid, 18 de marzo de 1955, de Eduardo Carranza a Leopoldo Panero.

BNC. Fondo Carranza, archivo 57. Recorte de diario ABC. Madrid, 9 de agosto de 1958, « presencia de España en Colombia», ABC.

BNC. Fondo Carranza, archivo n°24. Bogotá, 15 de noviembre de 1979. Palabras pronunciadas por el embajador de España don Emilio Martín, con motivo de la imposición de la Gran Cruz de la Orden de Isabel La Católica al poeta Eduardo Carranza.

BNC. Fondo Carranza, archivo n°3, correspondencia escrita por Eduardo Carranza entre 1951-1956. Bogotá, 30 de agosto de 1983. Palabras del embajador de España don Manuel García - Miranda en honor del maestro don Eduardo Carranza.

Archivo Audio Radio Nacional.

Giménez Caballero Ernesto, Conferencia “el Genio de Madrid”, 24 de agosto de 1953, en el salón de actos de la Biblioteca Nacional de Colombia, Bogotá.

Archivos Señal memoria.

Discursos Gustavo Rojas Pinilla disponible en: <https://www.senalmemoria.co / la-voz-del-poder/gustavo-rojas-pinilla>

Rojas Pinilla Gustavo, «Discurso por el golpe de Estado a Laureano Gómez», 13 de junio de 1953.

-----«Aspiramos a que Colombia vuelva a ser una democracia autentica», Discurso del 7 de agosto de 1953

-----, «Discurso de posesión ante la Asamblea Constituyente», el 7 de agosto de 1954

-----, «El pueblo y el gobierno», Discurso 13 de agosto de 1955 pronunciado ante la gran manifestación popular de desagravio al jefe de Estado

-----, «El presidente y la mujeres», Discurso del 25 de agosto de 1955 pronunciado ante la manifestación femenina de desagravio al jefe de Estado.

-----, «discurso a propósito de las jornadas de mayo de 1957», Discurso 6 de mayo de 1957

II. Periódicos.

1. Prensa Colombiana.

El Siglo de Bogotá.

1936

- «Política española», *El Siglo*, 1 de febrero de 1936.
- «La crisis religiosa en la nueva Alemania», *El Siglo*, 1 de febrero de 1936.
- «Fascismo y socialismo », *El Siglo*, 2 de febrero de 1936.
- «Crisis de autoridad», *El Siglo*, 3 de febrero de 1936.
- «El directorio nacional Conservador se dirige a los copartidarios», *El Siglo*, 4 de febrero de 1936.
- «Un pacto antipatriótico», *El Siglo*, 5 de febrero de 1936.
- Carvajal Alberto, «Factores de pesimismo», *El Siglo*, 5 de febrero de 1936.
- «Una hora de revolución», *El Siglo*, 10 de febrero 1936.
- «Las elecciones españolas», *El Siglo*, 10 de febrero de 1936.
- «Dos síntomas», *El Siglo*, 12 de febrero 1936.
- Camacho Montoya Guillermo, «Una transformación nacional», *El Siglo*, 14 de febrero de 1938.
- «La República Liberal sustituye a la República de Colombia», *El Siglo*, 15 de febrero de 1936.
- «La emoción por España», *El Siglo*, 17 de febrero 1936.
- «Conservatismo y corporativismo», *El Siglo*, 18 de febrero de 1936.
- Bernal Jiménez Rafael, «De la República de Colombia a la República Liberal», *El Siglo*, 28 de febrero de 1936.
- «Entre Méjico y Rusia», *El Siglo*, 14 de Febrero 1936.
- «Las elecciones en España», *El Siglo*, 16 de febrero de 1936.
- «Las elecciones en España», *El Siglo*, 18 de febrero de 1936
- «Graves desordenes en España bajo nuevo régimen», *El Siglo*, 21 de febrero de 1936.
- «Gobierno de masas», *El Siglo*, 28 de febrero de 1936.
- « La república de los Karamazavi», *El Siglo*, 6 de marzo de 1936.
- *El Siglo*, 8 de marzo de 1936.
- «Oliveira Salazar Dictador, un sabio en el poder», *El Siglo*, 12 de marzo de 1936.
- «Los elementos moderados del liberalismo se hallan dominados por el jacobinismo», *El Siglo*, 29 de marzo de 1936.
- Maeztu Ramiro, «También América», *El Siglo*, 1 de Abril de 1936.
- «El conservatismo del Atlántico en pie, dispuesto para defender a la religión y la nacionalidad», *El Siglo*, 1 de Abril de 1936.
- Cortes José, «El derecho a la desobediencia civil», *El Siglo*, 1 de Abril de 1936.
- Roberto Blanco, «El comunismo en Colombia », *El Siglo*, 3 de abril de 1936, p. 5.
- «Una equivocación comunista», *El Siglo*, 4 de abril de 1936.
- «la impopularidad de la reforma constitucional», *El Siglo*, 5 de abril de 1936.
- «El comunismo en la universidad», *El Siglo*, 7 de abril 1936.
- «Hacia el socialismo», *El Siglo*, 8 de abril de 1936.
- «La crisis española», *El Siglo*, 9 de abril 1936.
- Arcila González Antonio, «Bloque nacional», *El Siglo*, 12 de abril de 1936.
- «Manifiesto del frente liberal popular a su copartidarios», *El Siglo*, 12 de abril de 1936.
- *El Siglo*, 15 de abril de 1936.
- *El Siglo*, 16 de abril de 1936.

- «Arresto de fascistas en España», *El Siglo*, 17 de abril de 1936.
- «Días del parlamento Senado», *El Siglo*, 17 de abril de 1936.
- Villegas Aquilino, «El paraíso de Lenin», *El Siglo*, 23 abril de 1936.
- *El Siglo*, 26 de abril de 1936.
- *El Siglo*, 29 de abril 1936.
- Restrepo Echandía Francisco, «El país real y el país legal », *El Siglo*, 23 abril de 1936.
- «Paralelo entre Colombia y España», *El Siglo*, 28 de abril de 1936.
- «Discurso del Doctor Primitivo Crespo en la manifestación del sábado en la ciudad de Cali», - *El Siglo*, 30 de julio de 1936.
- «Calibán contra los izquierdistas», *El Siglo*, 4 de mayo de 1936.
- «La futura cruzada», *El Siglo*, 5 de mayo 1936.
- «Ser o no Ser», *El Siglo*, 17 de mayo de 1936.
- «*El Tiempo* y España», *El Siglo*, 8 de junio de 1936.
- «En Defensa de la libertad», *El Siglo*, 3 de julio de 1936.
- Leyva Jorge, «Corporativismo», *El Siglo*, 5 de julio de 1936.
- «La Oposición liberal», *El Siglo*, 7 de julio de 1936.
- «Un documento irrefutable sobre la farsa de la cedulación bajo el régimen liberal», *El Siglo*, 7 de julio de 1936.
- César Garrido, «Judaísmo y Comunismo», *El Siglo*, 19 de julio de 1936.
- «Graves desordenes liberales en Cali», *El Siglo*, 13 de julio de 1936.
- «La política conservadora», *El Siglo*, 18 de julio de 1936.
- «Un bárbaro crimen del marxismo español. Calvo Sotelo ha sido asesinado», *El Siglo*, 14 de julio de 1936
- «El ultimo reportaje a José Calvo Sotelo. La situación Política en España», *El Siglo*, 14 de julio de 1936
- «J. Antonio Primo de Rivera avanza sobre Madrid con 12.000 fascistas apoyado por fuerzas del General Mola», *El Siglo*, 24 de Julio de 1936.
- «El representante del Frente Popular Español en Colombia acusa de injurias a “El Siglo”», *El Siglo*, 30 de julio de 1936.
- Vergara y Vergara Adalberto, «Colombia bajo la internacional comunista», *El Siglo*, 16 de julio de 1936.
- «Mirando a España », *El Siglo*, 1 de agosto de 1936.
- «Volvamos los ojos a España», *El Siglo*, 3 de agosto 1936.
- «La conjura contra el conservatismo», *El Siglo*, 13 de agosto de 1936.
- «La celestina del frente popular», *El Siglo*, 13 de agosto de 1936.
- «Ocho colombianos asesinados por el Frente Popular español», *El Siglo*, 13 de agosto de 1936.
- «El aplauso del parlamento de Colombia al Frente Popular español», *El Siglo*, 14 de agosto de 1936.
- «Colombia Romperá Relaciones diplomáticas con el régimen de Manuel Azaña », *El Siglo*, 17 de agosto de 1936.
- «El concejo protesta por los asesinatos de España, *El Siglo*, 18 de agosto 1936.
- «La política de abstención», *El Siglo*, 19 de agosto de 1936.
- «Una fuerza nacionalista», *El Siglo*, 20 de agosto de 1936.
- «Las huellas de España», *El Siglo*, 20 de agosto de 1936.
- Domingo Rojas José, «La redes del komintern. », *El Siglo*, 2 de septiembre de 1936.

- «Fue ayer la palacio a ofrecer su apoyo a al presidente del Frente Popular», *El Siglo*, 8 de septiembre de 1936.
- «El principio de autoridad en España», *El Siglo*, 8 de septiembre de 1936.
- Abel Carbonell, «Conservatismo y Corporativismo», *El Siglo*, 12 septiembre 1938.
- «De los escombros del Alcázar saldrá otra historia de España», *El Siglo*, 1 de octubre de 1936.
- «Otro colombiano asesinado por las milicias Rojas en España», *El Siglo*, 4 de Octubre 1936.
- «Colombia recorre ya el mismo peligroso camino por el cual han rodado México y España», *El Siglo*, 17 de octubre de 1936.
- «Una entrevista en Salamanca con Miguel de Unamuno », *El Siglo*, 17 de octubre de 1936.
- «Democracia o violencia, Carta del doctor Gonzalo Restrepo Jaramillo al Dr. Laureano Gómez», *El Siglo*, 3 de noviembre de 1936.
- «Los liberales de centro», *El Siglo*, 5 de noviembre de 1936.
- «América Española», *El Siglo*, 6 de noviembre de 1936.
- «Arriba España!», *El Siglo*, 9 de noviembre 1936.
- «Crónicas de la contienda española. La cobardía del Frente Popular», *El Siglo*, 9 de noviembre 1936.
- «El triunfo de la insurrección en España. Biografía de los jefes nacionales», *El Siglo*, 9 de noviembre 1936.
- «La barbarie del Frente Popular inunda de sangre de la madre patria », *El Siglo*, 9 de noviembre 1936.
- «Un discurso de J.M Pemán que dio en el diario de Navarra », *El Siglo*, 9 de noviembre 1936.
- «Arriba España! », *El Siglo*, 9 de noviembre 1936.
- Baroja Pío, «Los errores de la República Española», *El Siglo*, 12 noviembre de 1936

1937

- «Ante la oligarquía», *El Siglo*, 4 de enero de 1937.
- «El terror rojo es implantado en el departamento del Huila», *El Siglo*, 18 de enero de 1937.
- «La prensa española y la muerte de Luis Crespo», *El Siglo*, 18 de enero de 1937.
- «Franco destierro a Portugal a Manuel Fal Conde, el líder carlistas jefe de los requetés», *El Siglo*, 22 de enero de 1937.
- «Dicen que Primo de Rivera se halla vivo y oculto en Alicante», *El Siglo*, 22 de enero de 1937.
- 30 de enero de 1937, *El Siglo*.
- «El programa conservador», *El Siglo*, 1 de febrero de 1937.
- Restrepo Jaramillo Gonzalo, «Derechismo y democracia», *El Siglo*, 1 de febrero de 1937.
- «Con el presidente López», *El Siglo*, 2 de marzo de 1937.
- Camacho Montoya Guillermo, «Eduardo Santos o la tragedia de los moderados», *El Siglo*, 16 de marzo de 1937.
- «Calibán contra Eduardo Santos», *El Siglo*, 24 de marzo de 1937.
- «Existe complot santista para derrocar al presidente de la República Doctor Alfonso López», 4 de Abril 1937, *El Siglo*.

- «El directorio conservador de Cundinamarca denuncia al presidente los fraudes liberales», *El Siglo*, 9 de abril de 1937.
- *El Siglo*, 13 de abril de 1937.
- «El Peligro Rojo», *El Siglo*, 14 de abril de 1937
- «La Cátedra infalible del Vaticano condena las doctrinas materialistas de Carlos Marx», *El Siglo*, 23 de abril 1937.
- «Las huelgas», *El Siglo*, 9 de junio 1937.
- «La imaginación desbocada», *El Siglo*, 22 de junio de 1937.
- Bernal Jiménez Rafael, «Que venga una convención nacional del partido», *El Siglo*, 22 de junio de 1937.
- Camacho Montoya Guillermo, «La rebelión de la unidad», *El Siglo*, 23 de junio 1937.
- «El danzarín neutral», *El Siglo*, 23 de julio de 1937.
- «Derrotado el izquierdismo en la Convención Liberal Ayer», *El Siglo*, 23 de julio de 1937.
- « El comunismo en España», *El Siglo*, 7 de agosto de 1937
- «El profesor Lope de Mesa critica la orientación marxista del gobierno», *El Siglo*, 28 de agosto de 1937.
- «El cristianismo ante las dictaduras», *El Siglo*, 14 de septiembre de 1937.
- «López Ferrer, diplomático del general Franco, habla desde Barranquilla», *El Siglo*, 2 de septiembre de 1937.
- «El hombre de la camisa azul», *El Siglo*, 7 de septiembre de 1937
- «Eduardo Santos vota a favor del gobierno de Valencia en Ginebra», *El Siglo*, 3 octubre 1937.
- «El nuevo Estado español se reconstruye sobre los programas ideológicos de la Falange Española de Primo de Rivera», *El Siglo*, 5 de octubre de 1937.
- «Calibán Abstencionista», *El Siglo*, 7 de octubre de 1937.
- «Democracia», *El Siglo*, 7 de octubre de 1937.
- «Fernández de la Falange Española», *El Siglo*, 13 de octubre de 1937.
- Lara Carlos, « El nuevo estado corporativo portugués», *El Siglo*, 13 de octubre de 1937.
- Prendes Gregorio, «El movimiento nacionalista español», *El Siglo*, 13 de octubre de 1937.
- «El parlamento liberal», *El Siglo*, 20 octubre de 1937.
- «La verdad sobre España», *El Siglo*, 28 de octubre de 1936.
- Costa Magna Carlos, «Ordenación del estado corporativo », *El Siglo*, 28 de octubre de 1937.
- «AH! Don Juan Lozano», *El Siglo*, 3 de noviembre de 1937
- «Los errores de la República», *El Siglo*, 12 de noviembre de 1936.
- «La policía política», *El Siglo*, 22 de noviembre de 1937.
- «EL moderado», *El Siglo*, 25 de noviembre de 1937.
- «Los tres caos», *El Siglo*, 6 de diciembre de 1937.

1938

- «Una delegación del comunismo mexicano asistirá al congreso sindical de Cali», *El Siglo*, 4 de enero de 1938.
- «El fascismo vencerá a los gobiernos del Frente Popular y la Masonería. », *El Siglo*, 4 de enero de 1938.
- «Calibán frente al comunismo», *El Siglo*, 6 de enero 1938.

- «El balance de un régimen», *El Siglo*, 8 de enero de 1938.
- «La obra de la masonería», *El Siglo*, 8 de enero de 1938.
- «La Falange es Católica », *El Siglo*, 9 de enero de 1938.
- «EL sindicato marxista de braceros provoca un nuevo conflicto en Barranquilla», *El Siglo*, 9 de enero de 1938.
- «El camarada presidente», *El Siglo*, 11 de enero de 1938.
- Silva Fandiño Francisco, «Liberalismo de ayer, corporativismo de hoy», *El Siglo*, 25 de enero de 1938
- «En el Congreso Sindical Marxista de Cali no se aprueba saludo a Santos», *El Siglo*, 21 de enero de 1938.
- «La mascarada de Cali», *El Siglo*, 21 de enero de 1938.
- «La estruendosa derrota del liberalismo en el seno del comité confederal nacional elegido ayer en Cali», *El Siglo*, 26 de enero de 1938.
- «El centro nacionalista», *El Siglo*, 29 de enero de 1938.
- Gómez Laureano, «Decadencia y grandeza de España», *El Siglo*, 30 de enero 1938.
- «Los acuerdos de la convención», *El Siglo*, 2 de febrero de 1939.
- «Discurso del Dr. Antonio Valverde Gil en el Círculo Nacionalista Español», *El Siglo*, 3 de febrero de 1938.
- «El Homenaje a Gonzalo de Jiménez de Ginés de Albareda», *El Siglo*, 3 de febrero de 1938.
- «Las sensacionales revelaciones en Senado sobre el Congreso Comunista», *El Siglo*, 4 de febrero de 1938
- «Gran entusiasmo en todo el país por la apertura del círculo nacionalista», *El Siglo*, 4 de febrero de 1938, p. 9.
- «Café colombiano para la España Nacionalista», *El Siglo*, Bogotá, 4 de febrero de 1938.
- «Antonio Valverde Gil ha sido nombrado jefe de la falange española de Bogotá», *El Siglo*, 3 de febrero 1938.
- «El Senado contra los católicos», *El Siglo*, 5 de febrero de 1936.
- «La suscripción nacional para los soldados de Franco», *El Siglo*, 5 de febrero de 1938.
- «Los sindicatos no podrán tener ninguna influencia en política», *El Siglo*, 11 de febrero de 1938.
- «La ruptura entre los santistas y los izquierdistas en el Senado», *El Siglo*, 11 de febrero de 1938.
- Cambo Francisco, «La cruzada española», *El Siglo*, 11 de febrero de 1938.
- Camacho Carreño José, «En Alto los brazos», *El Siglo*, 18 de febrero de 1938.
- «Los sindicatos católicos», *El Siglo*, 18 de febrero de 1938.
- «Círculo Nacionalista español», *El Siglo*, 21 febrero 1938.
- «La izquierda aplastada», *El Siglo*, 22 de febrero de 1938.
- «La catolicidad de España, esperanza del mundo», *El Siglo*, 22 de febrero de 1938.
- «La mujer en la Falange», *El Siglo*, 23 de febrero de 1938.
- «El ejemplo de España», *El Siglo*, 23 de febrero de 1938.
- «La contienda de España en defensa de la civilización contra barbarie», *El Siglo*, 26 de febrero de 1938.
- «Éxito de la suscripción nacionalista», *El Siglo*, 25 de febrero de 1938.

- «El administrador del ferrocarril el pacifico fue agredido ayer en Cali por un comunista», *El Siglo*, 1 de marzo de 1938
- «Despedida de Ginés de Albareda», *El Siglo*, 2 de marzo de 1938.
- «Dictadura del proletariado, Estado fascista y República liberal», *El Siglo*, 14 de marzo de 1938.
- «La suscripción nacional para los soldados de Franco», *El Siglo*, 17 de marzo de 1938.
- «Portugal y la guerra de España», *El Siglo*, 21 de marzo de 1938.
- «Los sindicatos católicos no son amenaza del orden social», *El Siglo*, 24 de marzo de 1938.
- «Hacia la derecha», *El Siglo*, 25 de febrero de 1938.
- «Amaneció España», *El Siglo*, 2 de abril de 1939.
- «Serrano Suñer define los perfiles del nuevo Estado nacionalista español ayer en Sevilla», *El Siglo*, 3 abril de 1938.
- «un sentimental del liberalismo», *El Siglo*, 4 de abril de 1938.
- «El judaísmo en la instrucción pública del régimen», *El Siglo*, 7 de abril de 1938.
- «El racionalismo contra Cristo », *El Siglo*, 14 de abril de 1938.
- « Cristo en el mundo moderno», *El Siglo*, 14 de abril de 1938.
- «La unificación de la Falange», *El Siglo*, 20 de abril de 1938.
- «El comunismo lanza manifiesto contra la candidatura de Santos», *El Siglo*, 21 Abril de 1938.
- «Falange y la política interna», *El Siglo*, 26 de abril de 1938.
- «Paralelo entre Colombia y España», *El Siglo*, 28 de abril de 1936.
- «El Himno a la raza por Guillermo Valencia», *El Siglo*, 29 de abril de 1938.
- «La gran manifestación estudiantil de ayer ante las cámaras legislativas», *El Siglo*, 10 de mayo de 1938.
- « Por qué soy Falangista», *El Siglo*, 12 de mayo de 1938
- «El Papa y Franco», *El Siglo*, 18 de mayo de 1938.
- «La lucha contra el Judaísmo», *El Siglo*, 24 de mayo de 1938.
- «Olaya fascista?», *El Siglo*, 2 junio de 1936.
- Plata Bermúdez Francisco, «Nacional-Sindicalismo », *El Siglo*, 14 de junio de 1939.
- «Olaya y López», *El Siglo*, 14 de julio de 1938.
- «Hispanidad y Panamericanismo», *El Siglo*, 20 de julio de 1938.
- «Revolución y sinceridad», *El Siglo*, 24 de julio de 1938.
- Silva Ricardo, «La juventud conservadora deben imitar a los Falangista ibéricos», *El Siglo*, 2 de agosto de 1938.
- «El directorio Conservador se dirige al presidente Santos, Carta del 6 de agosto de 1938», *El Siglo*, 7 de agosto de 1938.
- *El Siglo*, 8 de agosto de 1938.
- «La apoteosis de la juventud obrera católica de Colombia», *El Siglo*, 16 de agosto de 1938.
- «Una misión nacionalista viene a los países de América del Sur», *El Siglo*, 28 de agosto de 1938
- «Persecución del catolicismo en Alemania», *El Siglo*, 12 de septiembre de 1938.
- «La América, refugio de la civilización cristiana, en la caótica época actual», *El Siglo*, 1 de octubre de 1939.
- Las Labor social de Franco, *El Siglo*, 2 de octubre de 1937.

- « Onésimo Redondo», *El Siglo*, 19 de octubre de 1938.
- «La inmigración», *El Siglo*, 30 de octubre de 1938.
- «Radio española para América», *El Siglo*, 24 de octubre de 1938.
- «La inmigración judía, un problema económico», *El Siglo*, 7 de noviembre de 1938.
- «Frutos de convivencia», *La Patria*, 30 de noviembre de 1938.
- Carbonell Abel, «Anarquía ideológica», *El Siglo*, 16 de diciembre de 1938.
- «El presidente Santos y Laureano Gómez en el día de ayer tuvieron una conferencia en Bucaramanga», *El Siglo*, 30 de diciembre de 1938.

1939

- «La violencia», *El Siglo*, 2 de enero de 1939.
- «El enemigo interno», *El Siglo*, 3 de enero de 1939.
- Anzola Nicasio, «De la organización de la acción », *El Siglo*, 3 de enero de 1939
- «Que es el Imperio», *El Siglo*, 6 de enero de 1939.
- «Ginés de Albareda en Caracas», *El Siglo*, 7 enero de 1939.
- «El conservatismo masacrado cobardemente en Gacheta por las hordas liberales ante la inacción del Alcalde», *El Siglo*, 9 de enero de 1939.
- «Basta ya!», *El Siglo*, 10 de Enero de 1939.
- «Los asesinos permanecen impunes», *El Siglo*, 11 de enero de 1939.
- «Que son los sindicatos verticales», *El Siglo*, 20 de enero de 1939.
- «Sangre y más sangre», *El Siglo*, 21 de enero de 1939.
- «La hora de España», *El Siglo*, 21 de enero de 1939.
- «Crisis de autoridad», *El Siglo*, 22 de enero 1939.
- «Indalecio Prieto. », *La Patria Nueva*, 28 de enero de 1939.
- Vázquez Carrizosa Alfredo, «La pendiente liberal radical marxista», *El Siglo*, 31 de enero de 1939.
- «Manifiesto Conservador. El partido debe rectificar la política de violencia», *La Patria*, 1 de febrero de 1939.
- Camacho Montoya Camacho Montoya, «Corporativismo versus liberalismo», *El Siglo*, 2 de febrero de 1939.
- «La convención», *El Siglo*, 4 de febrero 1939
- Camacho Montoya Guillermo, «Legítima defensa y tiranicidio», *El Siglo*, 13 de febrero de 1939.
- «Ni anarquistas ni comunistas», *El Siglo*, 24 de febrero de 1939.
- «La plañideras de la España roja», *El Siglo*, 28 de febrero de 1939.
- «Se planea el saqueo de la legación de España por Ureña y Martínez Dorrien», *El Siglo*, 1 de marzo de 1939.
- «Laureano Gómez y la legítima defensa», *El Siglo*, 10 de marzo de 1939.
- Suñer Serrano Ramón, «Honor a los caído por salvar España», *El Siglo*, 29 de marzo de 1939.
- « Colombia suspende relaciones con el gobierno republicano español», *El Siglo*, 10 de marzo de 1939.
- «Al fin!», *El Siglo*, 10 de marzo de 1939.
- Américo Latino, « Colombia y España », *El Siglo*, 11 de marzo de 1939.
- «Salve, Madre España!», *El Siglo*, 29 de marzo de 1939.
- Camacho Montoya Guillermo, «El fin de la guerra», *El Siglo*, 2 abril de 1939.
- «El pensamiento colombiano y el triunfo del generalísimo Franco», *El Siglo*, 2 abril 1939.

- «Fernández Cuesta va en busca de los restos de Primo de Rivera», *El Siglo*, 2 de abril de 1939.
- «Discurso nacionalista de Franco », *El Siglo*, 2 de abril de 1939.
- Camacho Montoya Guillermo, « El fin de la guerra », *El Siglo*, 2 abril de 1939.
- «Nuestra edición sobre España se agoto integralmente en Medellín», *El Siglo*, 3 de abril de 1939.
- «Fiesta en honor de Franco en Bucaramanga», *El Siglo*, 4 de abril 1939.
- «Mensaje de S.S Pio XII al pueblo español», *El Siglo*, 17 de abril 1939.
- «Inmigración indeseable», *El Siglo*, 17 de abril 1939.
- «Que hay con España?», *El Siglo*, 18 de abril de 1939
- «Oración gratulatoria por el triunfo del Gral. Franco», *El Siglo*, 24 de abril de 1939.
- «En forma solemne los falangistas celebraran el triunfo de Franco», *El Siglo*, 26 de abril de 1939.
- Primo de Rivera Miguel, «Miguel Primo de Rivera habla sobre la acogida que tuvo en Alemania», *El Siglo*, 1 de mayo de 1939.
- «La España grande», *El Siglo*, 1 de junio de 1939.
- « La mujer española», *El Siglo*, 1 de junio de 1939.
- «Panorama de contradicción y de confusión», *El Siglo*, 3 de junio de 1939, p. 4
- Ospina Rodríguez Ernesto, « La Reforma de 1939». *El Siglo*, 5 de junio de 1939.
- 12 de junio 1939, *El Siglo*, p. 1
- Plata Bermúdez Francisco, « Nacional-Sindicalismo», *El Siglo*, 14 de junio de 1939.
- «Dos tesis: la de Colombia y la de López», *El Siglo*, 26 de junio de 1939.
- «Los refugiados españoles», *El Siglo*, 7 de julio de 1939.
- «La función social», *El Siglo*, 11 de agosto de 1939.
- De La Vega Fernando, «La revolución francesa y la doctrina católica», *El Siglo*, 19 de agosto de 1939.
- Anzola Nicasio, «El liberalismo de Colombia y la democracia», *El Siglo*, 12 de noviembre de 1939.
- « Una marcha triunfal será el traslado de los restos de Primo de Rivera hasta el Escorial», *El Siglo*, 20 de noviembre de 1939.
- Plata Bermúdez Francisco, «Concesiones doctrinarias», *El Siglo*, 29 de noviembre de 1939.
- «La zona de seguridad americana», *El Siglo*, 19 de diciembre de 1939.

1940

- *El Siglo*, 24 de marzo de 1940.
- Gonzalo Restrepo Jaramillo, « Lo que paga Europa, *El Siglo*, 1 de mayo de 1940.
- «Los mártires de España», *El Siglo*, 3 de mayo de 1940.
- *El Siglo*, 7 de mayo de 1940.
- Villegas Aquilino, «Por un primero de mayo La tiranía Bolchevique en Rusia», *El Siglo*, 12 de mayo de 1940.
- Gustavo Salazar García Domingo, «Libros españoles “El viajero y su sombra”», *El Siglo*, 12 de mayo de 1940.
- «La “Quinta columna.”», *El Siglo*, 22 de mayo de 1940.
- «Neutralidad sin adjetivos », *El Siglo*, 24 de mayo de 1940.
- «Nuestra posición internacional», *El Siglo*, 31 de mayo de 1940.

- «No hay división en el conservatismo. Discurso pronunciado por el Doctor Laureano Gómez en el Senado de la República», *El Siglo*, 17 de septiembre de 1940.
- Anzola Nicasio, «Hacia el Frente popular», *El Siglo*, 11 de agosto de 1940
- «Era de represalias», *El Siglo*, 21 de agosto de 1941.
- «Lopistas y antilopistas ahondan sus rencores», *El Siglo*, 31 de agosto 1940.
- «El presidente Eduardo Santos veta candidatura del SR. Alfonzo López», *El Siglo*, 22 de septiembre de 1940.
- Gómez Laureano, «La nueva presidencia de Alfonso López Llevaría a la declaración de la guerra civil en Colombia», *El Siglo*, 26 de septiembre de 1940.
- «Síntomas de decadencia», *El Siglo*, 5 de noviembre de 1940.
- «El materialismo es la esclavitud de la cultura», *El Siglo*, 14 de noviembre de 1939.
- «Póstuma condecoración se dio al fundador de la Falange, José Antonio», *El Siglo*, 21 de noviembre de 1940.
- «La otra Quinta Columna», *El Siglo*, 21 de noviembre 1940.
- «Cosas el régimen», *El Siglo*, 22 de noviembre 1940.
- «El senador Jiménez López inicia el debate sobre la Quinta columna», *El Siglo*, 22 de noviembre 1940.

1941

- Montes Eugenio, «Juventudes de Hispanoamérica», *El Siglo*, 20 de enero de 1941.
- «Más sobre la Hispanidad», *El Siglo*, 14 de marzo de 1941.
- Lombana Victor, «El sentimiento de un pueblo», *El Siglo*, 14 de marzo de 1941.
- «Toda disidencia es una deslealtad a la causa, dice el directorio Nacional», *El Siglo*, 14 de marzo de 1941.
- «Judaísmo y masonería», *El Siglo*, abril 6 de 1941.
- «La cuestión social», *El Siglo*, 7 de mayo de 1941
- «Nueva intriga de los rojos españoles», *El Siglo*, 30 de mayo de 1941.
- Dávalos Marino, «La democracia que deseamos», *El Siglo*, 17 de junio de 1941.
- «Exterminar a los conservadores y aumentar adeptos quiere López», *El Siglo*, 28 de junio de 1941.
- «Un moderado típico», *El Siglo*, 28 de junio de 1941.
- Restrepo Jaramillo Gonzalo, «La crisis contemporánea», *El Siglo*, 28 de junio de 1941.
- «La neutralidad de Colombia», *El Siglo*, 19 de julio de 1941,.
- Perico Ramírez Rafael, «La Quinta columna en el parlamento», *El Siglo*, 15 de agosto de 1941.
- «Los indeseables», *El Siglo*, 18 de agosto de 1941.
- «Veleidades lopistas», *El Siglo*, 21 de agosto de 1941.
- «El caos Liberal», *El Siglo*, 14 de agosto de 1941.
- Dávalos Martino, «Portugal, un ejemplo», *El Siglo*, 28 de agosto de 1941.
- Viernes 29 de agosto de 1941, «La conferencia de Arango Vélez», *El Siglo*, p 5.
- Pabón Nuñez Lucio, «Salazar, catedrático del mundo», *El Siglo*, 27 de septiembre de 1941.
- «Régimen inmoral» *El Siglo*, 18 de Noviembre de 1941.
- Salazar García Gustavo, «José Antonio Primo de Rivera fundador de la falange española», *El Siglo*, 20 de noviembre de 1941.

- «No habrá paz ni unión en el liberalismo mientras López no retire su candidatura», *El Siglo*, 20 de noviembre de 1941.
- «Las listas negras», *El Siglo*, 20 de noviembre de 1941.
- «La unión en marcha», *El Siglo*, 23 de Noviembre de 1941.
- «La inquina contra el congreso», *El Siglo*, 26 de noviembre de 1941.

1942

- «Los comunistas coronan a López en el Olympia», *El Siglo*, 23 de febrero de 1942.
- «La libertad y el orden contra el libertinaje», *El Siglo*, 3 de marzo de 1942.
- *El Siglo*, 3 de mayo de 1942.
- «Una jornada afrentosa» *El Siglo*, 4 de mayo de 1942.
- «Revolución», *El Siglo*, 28 de mayo de 1942.
- *El Siglo*, 2 de julio de 1942.
- «La ola roja avanza», *El Siglo*, Bogotá, 4 de julio de 1942.
- «No hay contradicción», *El Siglo*, 6 de julio de 1942.
- «La tibieza: he ahí el enemigo», *El Siglo*, 9 de julio 1942
- «El sacrificio de Calvo Sotelo», *El Siglo*, 13 de julio de 1942.
- «Franco anuncio la formación de las Cortes Corporativas», *El Siglo*, 18 julio de 1942.
- «Apóstoles de la mentira», *El Siglo*, 18 julio de 1942.
- «El 18 de julio», *El Siglo*, 18 julio de 1942.
- «Laureano Gómez adalid de la patria y la religión», *El Siglo*, 23 de julio de 1942.
- Pemán José María, «Mensaje a la América española », *El Siglo*, 30 de julio de 1942.
- «Como reo debe ser conducido Santos a la barra del senado», *El Siglo*, 30 de julio de 1942.
- «La democracia en Colombia», *El Siglo*, 12 de agosto de 1942.
- «Los grandes y verdaderos enemigos de la patria están adentro», *El Siglo*, 12 de agosto de 1942.
- «Echandía sostiene que no se puede ser masón y católico a la vez», *El Siglo*, 27 de agosto 1942.
- «A bala culmino el debate en la Cámara de Representantes, ayer», *El Siglo*, 28 de agosto de 1942.
- «EL totalitarismo conservador», *El Siglo*, 29 de agosto de 1942.
- «Círculo de familia», *El Siglo*, 2 de septiembre de 1942.
- «El presidente considera ya Santos enemigos del gobierno», *El Siglo*, 4 de septiembre de 1942.
- «Favorable a las democracias del nuevo gabinete de España», *El Siglo*, 4 de septiembre de 1942.
- Pabón Lucio, «EL gobierno salvara a los autores intelectuales del horrible asesinato», *El Siglo*, 10 de septiembre 1942.
- «La crisis del parlamento», *El Siglo*, 18 de septiembre 1942.
- «Decadencia de la probidad», *El Siglo*, 23 de septiembre 1942.
- «Régimen totalitario», *El Siglo*, 7 de octubre de 1942.
- «El texto del decreto de Monseñor Gómez prohibiendo *El tiempo*», *El Siglo*, 7 de octubre de 1942.
- «Genuina sentido de la Hispanidad. Por Carlos Restrepo Canal», *El Siglo*, 10 de octubre de 1942.

- Gómez Laureano, «El tomismo y la crisis de la cultura. Fragmento del discurso del senador Laureano Gómez en la sesión 28 de octubre de 1942», *El Siglo*. 31 de octubre de 1942.
- «El catolicismo colombiano se levante contra la reforma del actual Concordato o con la Santa Sede», *El Siglo*, 1 de noviembre de 1942.
- «España protesta por los cargos que hacen a sus diplomáticos», *El Siglo*, 3 de noviembre de 1942.
- «Los católicos felicitan al doctor Laureano Gómez por la valiente y generosa campaña por la religión», *El Siglo*, 3 de noviembre de 1942.
- «Las listas negras en el senado», *El Siglo*, 9 de noviembre de 1942.
- «El directorio Conservador de Boyacá condena el romanismo», *El Siglo*, 1 de diciembre de 1942.
- «España y Portugal formaran bloque para mantener absoluta neutralidad», *El Siglo*, 18 de diciembre de 1942.

1943

- «Firme protesta conservadora en la sesión de la cámara, ayer», *El Siglo*, 22 de enero de 1943.
- «Naranjo Villegas expulsado del conservatismo por su traición», *El Siglo*, 24 de enero de 1943
- «Tuvo entrevista con Churchill y Roosevelt», *El Siglo*, 30 de enero de 1943.
- «El liberalismo está condenado por el episcopado colombiano», *El Siglo*, 10 de febrero de 1943.
- Fray Mora Díaz, « Santo Tomas de Aquino », *El Siglo*, 7 de marzo 1943.
- «El Dr. Laureano Gómez rechaza y condena cualquier disidencia», *El Siglo*, 16 de marzo de 1943.
- «Católico y masón son términos que se excluye, dice Monseñor Builes», *El Siglo*, 20 de marzo de 1943
- «López y el ejercito», *El Siglo*, 2 de abril de 1943.
- «El “defensor” de Madrid», *El Siglo*, 25 de junio de 1943.
- «Dejo el congreso porque está dañado y corrompido hasta el tuétano», *El Siglo*, 1 de julio de 1943.
- Junco Alfonso, «Verdad de España», *El Siglo*, 3 de julio de 1943.
- Pabón Nuñez Lucio, «Oliveira Salazar o el Modelo de Estadista Cristiana », *El Siglo*, 3 de julio de 1943.
- «La lección de Italia», *El Siglo*, 27 de julio de 1943.
- «Se descubre escandalosa maniobra de Lleras Restrepo en el informe de la gigantesca especulación Handel», 15 de septiembre de 1943, *El Siglo*.
- «Nueva crisis ministerial tiene que resolver López», *El Siglo*, 7 de octubre de 1943.
- «El conservatismo no teme a las amenazas del gobierno, dice Guillermo L. Valencia», *El Siglo*, 22 de octubre de 1943.
- «Varios liberales intentaron declarar la guerra. Como soluciona la crisis del liberalismo», *El Siglo*, 27 de noviembre de 1943.
- «Los privilegiados», *El Siglo*, 20 de diciembre 1943.
- «Que opinaba Laureano Gómez desde 1935 sobre los totalitarismos, el fascismo y la conquista de pueblos débiles e indefensos», *El Siglo*, 21 de diciembre 1943.
- « La Falange será privada de su poder y se robustecerá el de las Cortes Españolas», *El Siglo*, 21 de diciembre 1943

- «Libertad de prensa y supresión de organismos de la falange española», *El Siglo*, 21 de diciembre 1943.

1944

- «Perspectiva oscuras», *El Siglo*, 3 de enero de 1944.
- «EL Sr. Alfonso López no regresara a la presidencia, pide a Lleras Camargo notificara el país de su irrevocable», *El Siglo*, 9 de enero de 1944.
- «Venceremos a las camarillas que temen la elección directa del pueblo, dice Gaitán», *El Siglo*, 15 de marzo de 1944.
- Uribe Masas Alfonso, «El conservatismo colombiano y la Hispanidad», *El Siglo*, 16 de marzo de 1944.
- «En España no existe posibilidad próxima de un cambio de régimen », *El Siglo*, 4 de mayo de 1944.
- «Choques en Pasto entre la policía y el ejército», *El Siglo*, 10 de julio de 1944.
- «Laureano Gómez habla del golpe de Pasto», *El Siglo*, 7 de agosto de 1944.
- «Juicio criminal el juez que apreso al Dr. Laureano Gómez», *El Siglo*, 22 agosto de 1944.
- «La democracia que vivimos», *El Siglo*, 6 de septiembre de 1944.
- «La libertad se ha hecho conservadora», *El Siglo*, 8 de septiembre 1944.
- «Violentos ataques al catolicismo diatriba comunista contra el obispo Mons. Builes», *El Siglo*, 14 de septiembre 1944
- Uribe Misas. Alfonso, *El Siglo*, 24 septiembre de 1944.
- «Son dictatoriales los decretos-leyes dictados por López desde el 10 de julio, Dice el Sr. Eduardo Santos al abandonar la jefatura», *El Siglo*, 24 septiembre de 1944.
- «Se acentúa la diferencia de Franco con la Falange», *El Siglo*, 4 de octubre de 1944.
- «El golpe de Pasto ha afectado la seguridad internacional del país», *El Siglo*, 9 de octubre de 1944
- «Eduardo Santos conferencia en Méjico sobre cooperación », *El Siglo*, 9 de octubre de 1944.
- «E general Eduardo Bonitto es retirado definitivamente del ejército por López», *El Siglo*, 15 de octubre de 1944.
- «El ocaso una libertad», *El Siglo*, 17 de octubre de 1944.
- «El caso de Pasto», *El Siglo*, 6 de noviembre de 1944.
- «Fuertes sanciones a los comunistas privados de los sacramentos, *El Siglo*, 22 de noviembre de 1944.
- «Violencia crítica liberal por la situación actual», *El Siglo*, 30 de noviembre de 1944.
- «La restauración nacional», *El Siglo*, 11 de diciembre 1944.
- «Manifiesto del Directorio Nacional», *El Siglo*, 31 de diciembre de 1944.

El Tiempo de Bogotá.

- «La Gira triunfal del Dr. Olaya a lo largo de todo el país», *El Tiempo*, 24 de enero de 1934, p. 12.

- «El debate sobre las actuaciones de Ginés de Albareda siguió ayer», *El Tiempo*, 2 de octubre de 1937
- «Ayer se abrió en Bogotá la casa nacionalista española», *El Tiempo*, 30 enero de 1938.
- «La Marcha real española», *El Tiempo*, 30 de enero de 1938.
- «Un agente del comunismo expulsado del país por disposición del gobierno», *El Tiempo*, Bogotá, 30 de enero de de 1938.
- «El directorio liberal nacional ratifica su Posición Ante el Problema social y el comunismo», *El Tiempo*, 1 de febrero de 1938.
- «Senado», *El Tiempo*, Bogotá, 2 de febrero de 1938.
- «La violencia política en Colombia», *El Tiempo*, 13 de noviembre de 1941.
- «La Falange en América », *El Tiempo*, 13 de noviembre de 1941.
- «La Falange Española en América », *El Tiempo*, 12 de noviembre de 1941.
- «Vieira concluyó ayer sus denuncias respecto espionaje», *El Tiempo*, 2 de septiembre de 1943.
- «Danzas de la Horas», *El Tiempo*, 11 de abril de 1948
- «Democracia y corporativismo», *El Tiempo*, 2 de agosto de 1951.
- «Después de cuatro meses», *El Tiempo*, Bogotá, 14 Octubre de 1953.
- *El Tiempo*, 16 Octubre 1953.
- «El Movimiento del señor Pabón Nuñez », *El Tiempo*, 13 de enero de 1955.
- «El catolicismo” comenta la pastoral del episcopado», *El Tiempo*, Bogotá, 19 de febrero de 1955.
- «El gobierno convoca a elecciones y disuelve la ANAC», *El Tiempo*, 27 de julio de 1957.
- «Firmado anoche acuerdo nacional», *El Tiempo*, 23 de noviembre de 1957.
- «Completa calma en el país después de ser debelado el golpe subversivo», *El Tiempo*, 3 de mayo de 1958.

Derechas de Bogotá

- «Francisco Puyana declara que partido en Santander es derechista», *Derechas*, 6 de enero de 1936.
- Carranza Eduardo, «Las derechas en Popayán», *Derechas*, 24 de enero de 1936
- «No hay enemigos a la derecha; el enemigo está en la izquierda!», *Derechas*, 28 Enero de 1937.
- «Democracia y Dictadura en Europa», *Derechas*, 31 de enero de 1936
- «Figuras de la Nueva España: Primo de Rivera», *Derechas*, 7 de febrero de 1936.
- Azula Barrera Rafael, «La democracia he ahí el enemigo», *Derechas*, 28 de febrero de 1936.
- «Se funda el centro derechista en Buga», *Derechas*, 28 de febrero de 1936.
- «Santiago y cierra, España», *Derechas*, 28 de febrero de 1936.
- Jara Víctor Emilia, «Hacia el corporativismo», *Derechas*, 28 de febrero de 1936.
- «La derrota derechista en España», *Derechas*, 13 marzo de 1936.
- Villegas Silvio, «Silvio Villegas repudia el fascismo y el nazismo», *Derechas*, 13 de marzo de 1936.
- Primo de Rivera José Antonio, «EL fascismo», *Derechas*, 20 de marzo de 1936.
- «Dios y la Patria por encima de los partidos», *Derechas*, 20 de marzo de 1936.

- «El fascismo, Por José Antonio Primo de Rivera », *Derechas*, 26 de marzo de 1936.
- «Primo de Rivera enemigo del voto femenino», *Derechas*, 3 de abril de 1936.
- P.L. Belmonte, «La situación de España», *Derechas*, 17 de abril de 1936.
- «Gil Robles explica porque no conquistaron mayoría absoluta», *Derechas*, 24 de abril de 1936.
- Robles Gil, «saluda a la juventud derechista», *Derechas*, 24 de abril 1936.
- Juan Roca Lemus, «La Fe en Bolívar y el amor a la patria abrirán camino a la galera en donde remamos, mirando hacia la cruz latina», *Derechas*, 29 de mayo de 1936.
- Gómez Laureano, «La bancarrota de la democracia», *Derechas*, 29 de mayo de 1936.
- «El Centro “Ramírez Moreno”», *Derechas*, 19 junio de 1936.
- «Hacia el fascismo Colombiano», *Derechas*, 20 de agosto de 1936.
- Restrepo Félix, «Frente popular», *Derechas*, 20 de agosto de 1936.
- Primo de Rivera José Antonio, «Programa del fascismo española», *Derechas*, 27 de agosto de 1936.
- Cardona Jaramillo Alberto, «España Contemporánea», *Derechas*, 20 de agosto de 1936.
- «Unamuno apoya a los fascistas españoles», *Derechas*, 3 de septiembre de 1936.
- «¡Arriba España!», *Derechas*, 3 de septiembre de 1936.
- Salazar García Elías, «Roma sí, Moscú, nó!», *Derechas*, 10 de septiembre de 1936.
- *Derechas*, 10 de septiembre de 1936.
- Salazar García Elías, «Roma sí, Moscú, nó!», *Derechas*, 10 de septiembre de 1936.
- «La Falange Nacionalista de Boyacá quedó instalada el domingo pasado», *Derechas*, 14 de octubre de 1936.
- «La Falange Nacionalista de Boyacá quedó instalada el domingo pasado Y también la fundación de la Falange Derechista de Sopo», *Derechas*, 14 de octubre de 1936.
- «La Falange Nacionalista de Boyacá quedó instalada el domingo pasado», *Derechas*, 14 de octubre de 1936.
- «Fundada la Falange en Bucaramanga», *Derechas*, 14 de octubre de 1936.
- «Fundación de la “Falange derechista” en Sopo», *Derechas*, 14 de octubre de 1936.
- «La nueva España», *Derechas*, 22 de octubre de 1936.
- «Centro derechista en la Calera», *Derechas*, 29 de octubre de 1936.
- «Juventud Fascista», *Derechas*, 29 de octubre de 1936.
- «El fascismo », *Derechas*, 29 de octubre de 1936.
- Piñeros Suárez Ignacio, «Dos místicas enfrentadas», *Derechas*, 12 de noviembre de 1936.
- « Colombia envía armas a España», *Derechas*, 17 de septiembre de 1936.
- «Epístolas del Falangista», *Derechas*, 12 Noviembre de 1936.
- «Cien camisas Negras juran por Cristo y por Bolívar salvar a Colombia del comunismo ateo», *Derechas*, 12 Noviembre de 1936.
- Piñeros Suárez, Ignacio, «Dos místicas enfrentadas», *Derechas*, 12 Noviembre de 1936.
- «Los jefes del valle los felicitaban», *Derechas*, 12 de noviembre de 1936.
- «Se dio solemne instalación a la Falange Derechista “Julio Arboleda.”»*Derechas*, 12 de noviembre de 1936.
- Cortés Ortiz Braulio, «Instalada Falange Derechista en el Departamento del Tolima», *Derechas*, 19 de noviembre de 1936.
- « Primo de Rivera ha sido condenado a muerte», *Derechas*, 19 de noviembre de 1936.
- «Primo de Rivera ha sido condenado a muerte», *Derechas*, 19 de noviembre de 1936.

- Valencia. Guillermo, «Cartel», *Derechas*, 27 de noviembre de 1936.
- «En nombre de 1000 derechistas del Quindío levanto mi Brazo por Cristo y por Bolívar ante el comando», *Derechas*, 27 de noviembre de 1936.
- Discurso Cárdenas Silva, *Derechas*, «Fervorosa manifestación de Camisas Negras en Gramalote», 27 de noviembre de 1936.
- «Primer centro obrero Derechista», *Derechas*, 27 de noviembre de 1936.
- «Oliveira Salazar y el Comunismo», *Derechas*, 27 de noviembre de 1936.
- «Fervorosa manifestación de Camisas Negras en Gramalote», *Derechas*, 27 de noviembre de 1936.
- «Actividades derechistas en todo el país, subordinados a la Acción Nacional Derechista», *Derechas*, 3 de diciembre de 1936.
- Primo de Rivera José Antonio, «El credo de falange española», *Derechas*, 10 diciembre de 1936.
- Villegas Silvio, «La consigna salvadora», *Derechas*, 21 de enero de 1937.
- «Nuevos centros derechistas», *Derechas*, 21 de enero de 1937.
- Cortés Ortiz Braulio, «Nuestro nacionalismo», *Derechas*, 21 de enero de 1937.
- Villegas Silvio, «La consigna salvadora», *Derechas*, 21 de enero de 1937.
- Naranjo Villegas Rafael, «El Haz Godo representa hoy la primera fuerza de Antioquia», *Derechas*, 21 de enero de 1937.
- «Es una táctica Enrique Ramiro refuta a Aquilino Villegas», *Derechas*, 21 de enero de 1937.
- Pastoral del arzobispo Primado de Colombia, «El comunismo contra Dios, la Patria, la Familia el Trabajo, la Propiedad y el Orden Social», *Derechas*, 28 Enero de 1937.
- Cortés Ortiz Braulio, «Nuestro nacionalismo», *Derechas*, 21 de enero de 1937.
- Camacho Montoya Guillermo, «La democracia organizada», *Derechas*, 28 de enero de 1937.
- «Juramento de Falange española», *Derechas*, 28 de enero de 1937.
- «Manuel Hedilla», *Derechas*, 5 de febrero de 1937.
- «El Centrismo», *Derechas*, 5 de febrero de 1937.
- «Las derechas frente único», *Derechas*, 5 de febrero de 1937.
- Pinzón Alfonso, «La bancarrota de las izquierdas como sistema de gobierno», *Derechas*, 5 de febrero de 1937.
- «Fueron designados los comandos de la Acción Nacional en el Norte de Caldas», *Derechas*, 18 de febrero de 1937
- «Ordenes a los derechistas del país», *Derechas*, 18 de febrero de 1937.
- «España bajo la hoz comunista. Horripilantes relato de la abominaciones cometidas por rojos en la península», *Derechas*, 25 de febrero de 1937.

La Razón de Bogotá.

- «La experiencia de España», *La Razón*, 21 de septiembre de 1936.
- «Algo sobre España», *La Razón*, 21 de septiembre de 1936.
- «Sobre la Dictadura», *La Razón*, 8 de noviembre de 1936.
- «Sobre la dictadura», *La Razón*, 8 noviembre de 1936.
- «Las verdaderas causas de la revolución española», *La Razón*, 9 de noviembre de 1936.

- «El general Francisco Franco, jefe supremo de la rebelión española», *La Razón*, 24 diciembre de 1936.
- «El general Francisco Franco, jefe supremo de la rebelión española», *La Razón*, 2 diciembre de 1936.
- «La Falange derechista y la candidatura de Ospina Pérez», *La Razón*, 5 de febrero de 1938.
- «Laureano Gómez defiende la democracia conservadora y Ginés de Albareda la dictadura del fascismo en España. La inauguración del Círculo Nacionalista Español», *La Razón*, 30 enero de 1938.
- «EL “Fantasma comunista” en América», *La Razón*, 16 de febrero de 1938.
- «Fascismo criollo», *La Razón*, 24 de febrero de 1938.
- «La angustia de los dictadores», *La Razón*, 13 de febrero de 1941.
- «Panamericanismo de Carlos Lozano Lozano», *La Razón*, 11 de octubre de 1941.
- «La civilización panamericana», *La Razón*, 11 de octubre de 1941.
- «Un régimen que se dé en España será acatado por todos los republicanos», *La Razón*, 25 de julio de 1943.

Avanzada De Bogotá

- Pinzón Vargas Luis, «La Hispanidad en América», *Avanzada*, 8 de octubre de 1948.
- Namen William, «España ante la ONU», *Avanzada*, 9 de octubre de 1948.
- «Nuestra herencia», *Avanzada*, 9 de octubre de 1948.
- «España y América», *Avanzada*, 9 de octubre de 1948.
- Gutiérrez Fael, «José Ortega y Gasset», *Avanzada*, 16 de octubre de 1948.

Colombia Nacionalista de Bogotá.

- «Camisas azules», *Colombia Nacionalista*, 1 de agosto de 1936.
- «Colombia bajo los Nazis», *Colombia Nacionalista*, 18 de agosto de 1939, p 2.

El Fascista de Bogotá.

- *El Fascista*, 9 de enero de 1937
- «Carta del secretario de “Haz del Fuego” al director del Fascista», *El Fascista*, 9 de enero de 1937.
- «Anuncio “no compre en almacenes judíos.”», *El Fascista*, 16 de enero de 1937.
- «El presidente y los demás miembros del Centro derechista José Antonio Primo de Rivera (Cruces de Hierro)», *El Fascista*, 16 de enero de 1937.
- «Mensaje a los obreros. Haz de fuego», *El Fascista*, 16 de enero de 1937.
- «Declaración de principios Haz de Fuego», *El Fascista*, 16 de enero de 1937.
- «Doctrina política y social fascista», *El Fascista*, 23 de enero de 1937.

El Intermedio de Bogotá.

- «Cayó Rojas Pninilla» 10 de mayo de 1957, *El Intermedio*, p. 1
- «Esta es Colombia», *El Intermedio*, Bogotá, 10 de mayo de 1957, p. 3.
- «Manifiesto de los dos partidos», *El Intermedio*, Bogotá, 10 de mayo de 1957, p. 2.

El Colombiano de Medellín.

- «Una clases contra otras», *El Colombiano*, 18 de febrero 1936.
- «El gobierno y las masas», *El Colombiano*, 18 de febrero de 1936.
- «Católicos y colombianos», *EL Colombiano*, 18 de febrero 1936.
- «La constitución roja», *El Colombiano*, 23 de febrero de 1936.
- Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, 12 de marzo de 1938.
- «Nosotros frente al nacionalismo», *El Colombiano*, 12 de abril de 1939.
- «Conmemoración del triunfo de la España católica en Medellín», *El Colombiano*, 20 de mayo de 1939.
- «El ministro de España protesta contra una caricatura de Azaña», *El Colombiano*, 3 de julio de 1936.
- «Táctica comunista », *El Siglo*, 11 de julio de 1936.
- «Derechas e izquierdas», *El Colombiano*, 18 de julio de 1936.
- «El liberalismo palidece con España», *El Colombiano*, 24 de julio de 1936.
- «España y Colombia», *El Colombiano*, 28 de julio de 1936.
- Restrepo Félix, «Frente Popular», *El Colombiano*, 28 de julio de 1936.
- «Renuncia el Cónsul de Cali en España», *El Colombiano*, 3 de julio de 1936.
- « España y Colombia», *El Colombiano*, 28 de julio de 1936.
- «El Conservatismo voila l'ennemi», *El Siglo*, 3 de agosto 1936.
- «Cristianismo y Comunismo», *El Colombiano*, 21 de agosto de 1936.
- Irazábal Quinito, «España es grande hasta en sus tragedias », *El Colombiano*, 22 de agosto de 1936.
- Villegas Silvio, «Razones para un dictadura franca», *El Colombiano*, 1 de noviembre de 1936.
- *El Colombiano*, 1 de noviembre de 1936.
- «Madrid, Roma y Berlín», *El Colombiano*, 9 de noviembre de 1936.
- «Indignación mundial por la muerte de Primo de Rivera », *El Colombiano*, 21 de noviembre de 1936.
- «Roma y Moscú», *El Colombiano*, 21 de noviembre de 1936.
- Roca Lemus Juan “Rubayata”, «Guía de venganzas », *El Colombiano*, 21 de noviembre de 1936.
- «Ultimas actividades del Haz Godo», *El Colombiano*, 27 de noviembre de 1936.
- «Laureano Gómez en el Circuló fascista español», *El Colombiano*, 1 de febrero de 1938.
- «Los rojos españoles invocan hoy la “legalidad” y la “democracia”», *El Colombiano*, 14 de febrero de 1938.
- Villegas Silvio, «Nacionalismo colombiano», *El Colombiano*, 12 de marzo de 1938.
- «España redimida», *El Colombiano*, 28 de enero de 1939.
- Botero Arias Arturo, «La democracia cristiana», *El Colombiano*, 28 de enero de 1939.

- «La festividad falangista del domingo», *El Colombiano*, 4 de febrero de 1939.
- Roca Lemus Juan, «Santiago y abre España, Franco y cierra España!», *El Colombiano*, 6 de febrero de 1939.
- «El dilema “fascismo o democracia”», *El Colombiano*, 1 de marzo de 1939.
- «España en Europa», *El Colombiano*, 30 de marzo de 1939.
- Roca Lemus Juan, «La Nuevas España», *El Colombiano*, 30 de marzo de 1939.
- «Nosotros frente al nacionalismo», *El Colombiano*, 12 de abril de 1939.
- «Franco suscribe el pacto anticomunista», *El Colombiano*, 9 de abril de 1939.
- Gutiérrez Carlos Ariel, « Orígenes de la Falange española», *El Colombiano*, 13 de abril de 1939.
- «José Antonio Primo de Rivera en la cárcel. El fundador de Falange Española llevó su disciplina hasta su propia prisión, (Entrevista con Raimundo Fernández Cuesta)», *El Colombiano*, 14 de abril de 1939.
- «España es una potencia militar de primer orden y posee las llaves del mediterráneo», *El Colombiano*, 17 de abril de 1939.
- Roca Lemus Juan (Rubayata), «Una España Grande Libre!», *El Colombiano*, 16 de mayo de 1939.
- «El legionario», *El Colombiano*, 19 de mayo 1939.
- Botero Arias Arturo, «Invasión de agitadores y maleantes», *El Colombiano*, 20 de mayo de 1939.
- «El “Pachito Franco” de la asamblea departamental», *El Colombiano*, 22 de mayo de 1939.
- «La marcha de la victoria. Más de dos millones de personas presenciaron el desfile de la victoria», *El Colombiano*, 19 de mayo de 1939.
- «En tanto Franco, desde el comienzo de la guerra, dominó la política del país», *El Colombiano*, 14 junio 1939.
- «El santo padre recibió ayer a tres mil soldados españoles», *El Colombiano*, 22 de junio de 1939.
- «Cuestión de Principios», *El Colombiano*, 11 de julio de 1944.
- «Dr. Laureano Gómez y todo personal de El Siglo fueron aprehendidos y retenidos ayer», *El Colombiano*, 12 de Julio de 1944.
- «Por primera vez en cuarenta años de orden y de paz en Colombia no se instala hoy el Congreso Nacional», *El Colombiano*, 20 de julio de 1944.
- «El origen actual de la crisis ha sido la suplantación de las normas de la moral cristiana por un crudo materialismo», *El Colombiano*, 3 de agosto de 1944.
- «EL manifiesto del Directorio Conservador», *El Colombiano*, 19 de agosto 1944.
- «EL idilio Liberal-comunista», *El Colombiano*, 20 de agosto de 1944.
- «Comunismo en marcha», *El Colombiano*, 1 de septiembre de 1944.
- «Prohibidos a los Católicos formar parte de la “Fedeta”», *El Colombiano*, 15 de septiembre 1944.
- «Una campaña peligrosa », *El Colombiano*, 7 de septiembre de 1944.
- «Causa hilaridad el pliego de cargos de la Fedeta contra Monseñor Builes y la prensa Democrática de Medellín», *El Colombiano*, 13 de septiembre de 1944.
- Roca Lemus Juan, «El pueblo español repitió su voluntad inquebrantable contra el bolchevismo.(discurso de Franco el 11 de abril 1949)», *El Colombiano*, 13 de abril de 1949.
- «La cuestión española es un caso típico europeo», *El Colombiano*, 7 de mayo de 1949.

- «Foto saludo Franco con director de relaciones internacionales de la Casa Internacional de Nueva Orleans», *El Colombiano*, 27 de mayo de 1954.
- «Interesantes conferencias realizan 50 intelectuales católicos en España», *El Colombiano*, 8 de Septiembre de 1957.
- «Día de la Hispanidad», *El Colombiano*, 12 de octubre de 1957.

El Obrero Católico de Medellín.

- «El comunismo es el enemigo más temible de Colombia», *El Obrero Católico*, 19 de febrero de 1938
- «La desinfección de España», *El Obrero Católico*, 26 de febrero de 1938.
- «Gran diferencia entre las dos Españas», *El Obrero Católico*, 3 septiembre de 1938.
- «Colombia Ante los Estados Unidos», *El Obrero Católico*, 22 de enero de 1944.
- «Salarios del hambre », *El Obrero Católico*, 11 de marzo de 1944.
- «Como defendernos del comunismo?», *El Obrero Católico*, 22 de abril de 1944.
- «Apoyo del gobierno a la masonería», *El Obrero Católico*, 4 de septiembre de 1944
- «Condena de la Fedeta», *El Obrero Católico*, 16 de septiembre de 1944.
- «El enemigo: el comunismo», *El Obrero Católico*, 16 de agosto de 1944.
- «Mensaje del Excmo. Sr. Arzobispo de Medellín», *El Obrero Católico*, 21 de octubre de 1944.
- «Catolicismo y comunismo», *El Obrero Católico*, 11 de noviembre de 1944.
- «El presidente de Colombia», *El Obrero Católico*, 12 de agosto de 1950.
- «Por el deshonor y el crimen, al civilización y se desordena la patria», *El Obrero Católico*, 21 julio de 1951.
- La liga de la decencia, *El Obrero Católico*, 16 de febrero de 1952.
- «La conferencia episcopal de 1951 y la acción Social Católica», *El Obrero Católico*, 22 de marzo de 1952.
- « Muy peligrosa la orientación herética que ha tomado “El tiempo” de Bogotá», *El Obrero Católico*, 22 de marzo de 1952.
- «La Cruz de Boyacá para Mons. Builes», *El Obrero Católico*, 5 de julio de 1952.
- «Misioneros protestantes aliados con el Comunismo», *El Obrero Católico*, 23 de mayo de 1953.
- «Tenemos que apoyar las escuelas radiofónicas», *El Obrero Católico*, 10 de octubre de 1953.
- «Miles de agentes comunistas prepara Rusia para evitar a Latinoamérica», *El Obrero Católico*, 24 de octubre de 1953.
- « EL V congreso de la UTC», *El Obrero Católico*, 27 de marzo de 1954.
- «EL Materialismo en la universidad», *El Obrero Católico*, 31 de julio de 1954.
- «Cuatro peligros mortales amenazan América Latina», *El Obrero Católico*, 12 de octubre de 1957.
- «Por el bien de la Iglesia y Colombia», *El Obrero Católico*, 30 de noviembre de 1957.

La Patria de Manizales.

- «La España resurrecta», *La Patria*, 5 de febrero de 1936.

- «La Contra-Revolución», *La Patria*, 18 de julio de 1936.
- «José Calvo Sotelo: un caudillo», *La Patria*, 20 de julio de 1936.
- «Defensa de la Hispanidad», *La Patria*, 22 de julio de 1936.
- Restrepo Félix, «El Frente popular», *La Patria*, 22 de julio de 1936.
- Augusto Ramírez Moreno, «Nación y ejército, socialismo y antipatria», *La Patria*, 27 de julio de 1936.
- «La acción en la calle», *La Patria*, 28 de julio de 1936.
- «El capitán Luis Crespo Guzmán», *La Patria*, 11 de septiembre de 1936.
- «La España Resurrecta», *La Patria*, 5 de noviembre de 1936.
- «La dictadura militar», *La Patria*, 12 de noviembre de 1936.
- Echeverri Herrera Carlos, «Fascismo y el Partido Conservador», *La Patria*, 21 de noviembre de 1936.
- «El Credo de la Falange», *La Patria*, 22 de noviembre de 1936.
- Estrada Monsalve Joaquín, «En torno del fascismo», *La Patria*, 23 de noviembre de 1936.
- Bernal Jiménez Rafael, «Por un orden social cristiano», *La Patria*, 2 de enero de 1937.
- Restrepo Jaramillo Gonzalo, «La crisis democrática», *La Patria*, 4 de enero de 1937.
- «Daniel Valois Arce», *La Patria*, Jueves 14 de enero de 1937.
- «Votos de la Falange Española», *La Patria*, 14 de de enero de 1937.
- «Aire de España», *La Patria*, 22 de enero de 1937.
- «Pugna entre Olayista e izquierdistas», *La Patria*, 23 de enero de 1937.
- «Una Carta de Uribe Echeverri a Uribe Márquez», *La Patria*, 23 de enero de 1937.
- «El Primado lanzo enérgica pastoral contra el comunismo», *La Patria*, 23 de enero de 1937.
- «Las derechas valen por las ideas que hoy representan», *La Patria*, 27 de enero de 1937.
- «Un paradigma equivocado», *La Patria*, 27 de enero de 1937.
- «Roma o Moscú», *La Patria*, 10 de febrero de 1937.
- «Némesis», *La Patria*, 12 de febrero de 1937.
- «Crisis del espíritu», *La Patria*, 12 de febrero de 1937.
- «Como nace una contrarrevolución», *La Patria*, 16 de febrero de 1937.
- «Se inicio con un grito de muera Gaitán el asesino», *La Patria*, 17 de febrero de 1937
- «Enorme agitación reina hoy en la capital de la república», *La Patria*, 17 de febrero de 1937.
- «La borrascosas sesión», *La Patria*, 18 de febrero de 1937.
- «Franco el reconstructor», *La Patria*, 1 de febrero de 1938.
- Valencia Guillermo, «EL Congreso Sindical de Cali», *La Patria*, 1 de febrero de 1938.
- Valencia Guillermo, «El Congreso Sindical de Cali», *La Patria*, 1 de febrero de 1938.
- «Un argumento invulnerable», *La Patria*, 3 febrero de 1938.
- Giraldo García Gregorio, «El comercio judío», *La Patria*, 3 de febrero de 1938.
- Tulio López Marco, «Sindicalismo Católico», *La Patria*, 3 de febrero de 1938.
- «Las Derechas del Tolima adhieren a Ospina Pérez», *La Patria*, 4 de febrero de 1938.
- «Ideario de Derechas, sobre una carta de Carlos Echeverri a Silvio Villegas», *La Patria*, 13 de febrero de 1938.
- Lema Echeverri Rafael, «De la acción nacionalista popular», *La Patria*, 14 de febrero de 1938.
- «Servicios y recompensas», *La Patria*, 22 de febrero de 1938.
- «EL Senado condenaría el congreso sindicalista», *La Patria*, 18 de febrero de 1938.

- Centro de Acción Nacionalista, «Máscaras y partidos», *La Patria*, 18 de febrero de 1938.
- C. A de acción nacionalista, «Máscaras y partidos», *La Patria*, 18 de febrero de 1938.
- Varela Fabio, «Elogio a Acción española y ciertas figuras», *La Patria*, 1 de abril de 1938.
- «Una biografía de la Falange», *La Patria*, 2 de Abril 1938.
- «El Cartel. Discurso de José Antonio Primo de Rivera», *La Patria*, 2 de abril de 1938.
- Asamblea nacional popular, «El triple Significado de llamamiento nuestra revolución», *La Patria.*, 4 de abril de 1938.
- «El triple Significado de llamamiento nuestra revolución», *La Patria*, 4 de abril de 1938.
- Carranza Eduardo, «José Antonio», *La Patria*, 16 de abril de 1938.
- Salazar García Gustavo, « Falange y España», *La Patria*, 16 de abril de 1938.
- «Historia de la “Falange”», *La Patria*, 16 de abril de 1938.
- «A la memoria de José Antonio Primo de Rivera “El Ausente”», *La Patria*, 16 de abril de 1938.
- «Discurso de José Antonio Primo de Rivera en el teatro de la comedia de Madrid, el 29 de octubre de 1933», *La Patria*, 16 de abril de 1938.
- Cardona Jaramillo Arturo, «Un evangelio de Grandeza », *La Patria*, 18 de abril de 1938.
- Yagari Luis, «Juremos!», *La Patria*, 18 de abril de 1938.
- «Fue derrotado en Lima el plan de defensa mutua de EE.UU», *La Patria*, 13 de septiembre de 1938.
- Marañón Moya Gregorio, «La bancarrota de los sistemas liberales», *La Patria*, 2 de octubre de 1938.
- «Las izquierdas y la antipatria», *La Patria*, 2 de octubre de 1938.
- «La victoria del Ebro», *La Patria*, 17 de noviembre de 1938.
- «Del programa nacionalista, régimen corporativo y democracia funcional», *La Patria*, 23 de noviembre 1938.
- «Mitin de marxistas », *La Patria*, 23 de noviembre de 1938.
- «Nuestra posición», *La Patria*, 26 de noviembre de 1938.
- «El escabroso camino de Lima», *La Patria*, 27 noviembre de 1938.
- «La opinión del porvenir», *La Patria*, 30 de noviembre de 1938
- «Colombia para los colombianos», *La Patria*, 3 de diciembre de 1938.
- «Extranjeros indeseables», *La Patria*, 4 de diciembre de 1938.
- Carta de Alfonso Muñoz Botero a Silvio Villegas, «En el nacionalismo habrá lugar para gentes puras», *La Patria*, 13 de diciembre de 1938.
- «El inhumano racismo yanqui», *La Patria*, 12 de diciembre de 1938.
- De Montemar Félix, «Sobre la originalidad y el estilo de la Falange», *La Patria*, 4 de enero de 1939.
- El comando nacional de Caldas, «Tesis nacionalistas», *La Patria*, 4 enero de 1939.
- «Cosas de la convivencia», *La Patria*, 6 de enero de 1939.
- «Hay conservadores sin permiso “El Siglo”», *La Patria*, 7 de enero de 1939.
- «Desarmando la convivencia», *La Patria*, 7 de enero de 1939.
- Aznar Manuel, «La imposible mediación», *La Patria*, 9 de enero de 1939.
- «Un sentido de la lucha», *La Patria*, 11 de enero de 1939.
- «Las doctrinas políticas del día y el nacionalismo», *La Patria*, 11 de enero de 1939.
- «Un sentido de la lucha», *La Patria*, 11 de enero de 1939.

- «La democracia liberal», *La Patria*, 12 de enero de 1939.
- «Aire de España», *La Patria*, 14 de enero de 1939.
- «El tráfico clandestino y oportunista», *La Patria*, 19 de enero de 1939.
- «El Espejo Roto», *La Patria*, 23 de enero de 1939.
- «Cayó Barcelona, Arriba España!», *La Patria*, 29 de enero de 1939.
- «Emociones petrificadas», *La Patria*, 23 enero de 1939.
- «De acuerdo, Doctor», *La Patria*, 29 de enero de 1939.
- Minguijón Salvador, «Un movimiento espiritualista y religioso », *La Patria*, 1 febrero de 1939.
- «Fue de gran éxito la jira nacionalista en occidente», *La Patria*, 2 de febrero de 1939.
- «La Quinta columna», *La Patria*, 1 de febrero de 1939.
- «Silvio Villegas rompió en Cali Sabotaje preparado», *La Patria*, 2 febrero de 1939.
- Gutiérrez Carlos Ariel, «Falange española y el pueblo», *La Patria*, 3 de febrero de 1938.
- « Camino de Salvación», *La Patria*, 6 de febrero de 1939.
- «Una historia oportuna», *La Patria*, 6 de febrero de 1939.
- «Conferencia por radio Dr. Fernando Londoño Londoño», *La Patria*, 10 de febrero de 1939, p. 1.
- «Amadeo Rodríguez le hace boicoteo al Dr. Ramírez Moreno», *La Patria*, 10 de febrero de 1939.
- «El Conservatismo de la “acción intrépida”», *La Patria*, 12 de febrero de 1939.
- Gutiérrez Carlos Ariel, « Rafael Sánchez Mazas», *La Patria*, 12 de febrero de 1939.
- «Argentina invito a Colombia a reconocer el gobierno de Franco», *La Patria*, 19 de febrero de 1939.
- «El nacionalismo en Andes», *La Patria*, 26 de febrero de 1939.
- «Cara al sol con la camisa afuera», *La Patria*, 27 de febrero de 1939.
- « Cara al sol con la camisa afuera», *La Patria*, 27 de febrero de 1939.
- «Un cartel de derechas», *La Patria*, 7 de marzo de 1939.
- «Antioquia nacionalista», *La Patria*, 11 de marzo de 1939.
- «El balance del 19 de marzo», *La Patria*, 11 de marzo de 1939.
- « El parasitismo democrático», *La Patria*, 14 de marzo de 1939.
- «La razón de nuestro triunfo», *La Patria*, 15 de marzo de 1939.
- Rojas Gerardo, «1 ano cara al sol», *La Patria*, 16 de abril de 1939.
- «Unos partidos sin fe», *La Patria*, 18 de marzo de 1939.
- «La ruta nacionalista». En una declaración del 23 de marzo de 1939 de Silvio Villegas, Álzate Avendaño, Fernando Londoño Londoño. Joaquín Estrada Monsalve», *La Patria*, 29 de marzo de 1939.
- «De nuevo a la lucha», *La Patria*, 24 de marzo de 1939.
- «A. López hablo sobre la caída del conservatismo», *La Patria*, 25 de marzo de 1939.
- «La paz en España», *La Patria*, 26 de marzo de 1939.
- Nacionalismo español, *La Patria*, 29 de marzo de 1939.
- «Nacionalismo español», *La Patria*, 29 de marzo de 1939.
- «Crear, obedecer, luchar», *La Patria*, 29 de marzo de 1939.
- «Madrid libertada tributo ayer al ejercito Franco la más grande recepción de l’historia española», 29 de marzo de 1939, *La Patria*.
- Camacho Montoya Guillermo, «El fin de la guerra», *La Patria*, 2 de abril de 1939.
- «López de Mesa recibió al jefe de la Falange». *La Patria*, 2 abril de 1939.
- Rijas bueno Gerardo, «1 año cara al sol», *La Patria*, 16 de abril de 1939.

- «Una crisis del sistema», *La Patria*, 21 de abril de 1939.
- «La misión del cristianismo», *La Patria*, 24 de abril de 1939.
- «Santos y López», *La Patria*, 26 de abril de 1939.
- «Como ve el futuro del movimiento nacionalista», *La Patria*, 6 de mayo 1939.
- «La convivencia corruptora», *La Patria*, 23 de mayo de 1939.
- «El presidente López es libertado», *La Patria*, 12 de julio de 1944.
- «El Doctor Eduardo Vázquez Zafra habla del descalabro», *La Patria*, 13 de julio de 1944.
- «Eduardo Santos Renuncio la dirección Nacional Liberal», *La Patria*, 11 de septiembre de 1944.
- «Acontecimiento favorable a la Reconciliación Nacional es esperado», *La Patria*, 1 de julio de 1950.
- «Laureano Gómez declara “Ospina Pérez es el único presidente comparable a Bolívar”», *La Patria*, 1 de julio de 1950.
- «La Hora de España», *La Patria*, 18 de julio de 1950.
- Londoño Bernardo, «Un peregrino a bordo “España por dentro”», *La Patria*, 25 de julio de 1950.
- «La ley Moral», *La Patria*, 11 de agosto de 1950.
- «La U.T.C dirigió Mensaje adhesión el Dr. Laureano Gómez», *La Patria*, 25 de agosto de 1950.
- «Defensa de la Constituyente», *La Patria*, 1 Noviembre de 1952.
- Rafael Azuero Joaquín, «La moral política y doctrinaria. Directorio conservador», *La Patria*, 6 Noviembre de 1952.
- «La moral política y doctrinaria del conservatismo tiene que ser superior a las fuerzas disolventes», *La Patria*, 6 de noviembre de 1952.
- Naranjo Villegas Abel, «Charles Maurras», *La Patria*, 20 noviembre de 1952.
- «España aceptada como miembro de la Unesco», *La Patria*, 20 de noviembre de 1952
- «Forero Benavides explicara al país sus gestiones en pro del entendimiento nacional», *La Patria*, 24 de noviembre de 1952.
- «Educar mirando a Cristo», *La Patria*, 24 Noviembre de 1952.
- «El teniente General Rojas Pinilla», *La Patria*, 2 Diciembre de 1952.
- «El gobierno partidario», *La Patria*, 6 de diciembre de 1952.
- «Soluciones finales», *La Patria*, 6 diciembre de 1952.
- «Exaltación espiritual de Colombia», *La Patria*, 6 diciembre de 1952.
- «Transcripción Mensaje del Dr. Laureano Gómez sobre el 9 de abril», *La Patria*, 9 de abril 1953.
- «Testimonio de Joaquín Estrada Monsalve desde Ministerio de Educación», *La Patria*, 9 de abril 1953.
- Londoño Londoño Fernando, «lo mejor: de la historia», *La Patria*, 14 de abril de 1953.
- «Mariano Ospina refutaba la acusaciones de ser promotor de discordias internas en el seno del Partido Conservador», *La Patria*, 15 de abril de 1953.
- «La crisis Liberal», *La Patria*, 2 de junio de 1953.
- «El proyecto de Reforma», *La Patria*, 11 de Junio 1953.
- «Caldas con el Presidente Rojas Pinilla y con Ospina», *La Patria*, 20 de junio de 1953.
- «Colombia estaría dispuesta a enviar fuerzas a Europa para defenderla de una invasión comunista: Rojas Pinilla», *La Patria*, 28 de junio de 1953.

- «Llegada Camilo José Cela a acompañado de Otto Morales Benítez», *La Patria*, 29 de junio de 1953.

La Patria Nueva de Cartagena

- Pinilla Antonio, «Historia himno de la Falange Española», *La Patria Nueva*, 5 febrero de 1938.
- «Falangistas!», *La Patria Nueva*, 12 de febrero de 1938.
- «La grandiosa obra social de la Falange Española», *La Patria Nueva*, 12 de febrero de 1938.
- Lema Echeverri Rafael, «Acción Nacional Popular», *La Patria*, 14 de febrero de 1938.
- Lema Echeverri, «Democracia Y Falange», *La Patria Nueva*, 12 de marzo de 1938.
- «Acción Nacionalista Popular», *La Patria Nueva*, 19 marzo de 1938.
- Acción Nacionalista Popular, *La Patria Nueva*, 19 marzo de 1938.
- «Nacionalismo», *La Patria Nueva*, 26 Febrero de 1938.
- «El gobierno y la propaganda Derechista», *La Patria Nueva*, 18 junio de 1938.
- Fray Mora Díaz, «La iglesia y Mussolini», *La Patria Nueva*, 18 de junio 1938.
- «Cancillería colombiana», *La Patria Nueva*, 30 julio de 1938.
- «Los milicianos en acción», *La Patria Nueva*, 20 de agosto de 1938.
- «Como morirán los hijos de la España autentica», *La Patria Nueva*, 3 de septiembre de 1938
- «La táctica de los soviets para instalarse en España, como explicación de la guerra presente», *La Patria Nueva*, 24 de septiembre de 1938.
- Fray Mora Díaz, «Franco Victorioso», *La Patria Nueva*, 22 de octubre de 1938.
- Raymundo Lara Jorge, «Los mártires se imponen», *La Patria Nueva*, 29 de octubre de 1938.
- F.Mora Díaz, «La política y al religión», *La Patria Nueva*, 5 de noviembre de 1938.
- «Un año», *La Patria Nueva*, 10 de diciembre de 1938.
- Fray Mora Díaz, «Panamericanismo», *La Patria Nueva*, 10 de diciembre de 1938.
- «Un año», *La Patria Nueva*, 10 de diciembre de 1938.
- «La intensificación del terror en la España Roja», *La Patria Nueva*, 24 de enero de 1939.
- «El derecho de defensa», *La Patria Nueva*, 25 de enero de 1939.
- «Colonización vasca», *La Patria Nueva*, 1 de febrero de 1939.
- «La grandiosa obra social de la Falange Española», *La Patria Nueva*, 12 de febrero de 1938.
- «Nacionalismo español», *La Patria Nueva*, 29 de marzo de 1939.
- Sainz Rodríguez Pedro, «Mensaje del Instituto Español a la América Española», *La Patria Nueva*, 14 de abril de 1939.
- Elizalde Octavio, «Los culpables de la tragedia española», *La Patria Nueva*, 28 de marzo de 1939.
- «La plenitud del héroe », *La Patria Nueva*, 14 de abril de 1939.
- «Antología de José Antonio», *La Patria Nueva*, 13 de abril de 1939.
- «Sobre Roberto Urdaneta», *La Patria Nueva*, 22 de abril de 1953.
- De Paredes Julián, «La verdadera España», *La Patria Nueva*, 21 de noviembre de 1939.

El Liberal de Popayán.

- «Ginés de Albareda ofreció armas a los godos a cambio de propaganda», *El Liberal*, 28 de enero 1939.
- «El dictador Adolfo Hitler felicita al general Franco», *El Liberal*, 28 de enero de 1939
- «Un retozo Nacionalista», *El Liberal*, 29 de enero de 1939
- «Los teorizantes de la violencia», *El Liberal*, 29 de enero de 1939.
- «Hitler, Mussolini y Franco », *El Liberal*, 19 de junio de 1940.

La Hoja parroquial de Santa Marta

- Cartas de España, «*La hoja Parroquial*», 4 de julio de 1937.

2. Revistas colombianas de la época.

Acción Liberal de Bogotá

- Samper Darío, «España!», *Acción Liberal*, Bogotá, mayo de 1937, n°46
- Forero Benavides. Abelardo, «La quiebra de la democracia», *Acción Liberal*, Bogotá, Mayo 1937, n°46
- Solano Armando, «*El Fascismo colombiano*», *Acción Liberal*, Enero 1938, n°52.
- Guizado Rafael, «De España a América», *Acción Liberal*, n° 52, Enero 1938.
- Mar José, «Colombia ante el fascismo. José mar. Discurso pronunciado en el Senado de la República y reconstruido especialmente para Acción liberal », *Acción Liberal*, febrero 1938, n°53.
- «Jorge E Gaitán contra el fascismo», *Acción liberal*, Bogotá, febrero 1939, n°58
- Samper Darío, «Democracia y fascismo en América», *Acción Liberal*, marzo de 1939, n° 59.
- Ávila Francisco, «Democracia o fascismo», *Acción Liberal*, Abril y mayo de 1939, n° 60

Revista Colombiana de Bogotá.

- Allais Pierre, «La revolución española», *Revista Colombiana*, Vol. IV, Bogotá, 15 de octubre 1934, n°38,

- «Génesis de la Guerra civil », *Revista Colombiana*, Vol. VIII, Bogotá, 15 de marzo de 1937, n°89 y 90.
- « Génesis de la Guerra Civil española», *Revista Colombiana*, Vol. VIII, abril de 1937, n°91
- Gil Robles José María, «La República española. Desde febrero de 1936 hasta julio de 1936», *Revista Colombiana*, Vol. IX, 1 diciembre de 1937, n°103.
- Gil Robles José María, « La República Española y su futura forma política. », *Revista Colombiana*, 15 de diciembre de 1937, Vol. IX, n°104.
- Gómez Laureano, «Grandeza y Decadencia de España», *Revista Colombiana*, Vol. IX, 1 de febrero de 1938, n°105
- ¹«Discurso de Ginés de Albareda», *Revista Colombiana*, Vol. IX, 1 de febrero de 1938, n°105.
- «Materialismo de izquierda y de derechas», 1 de febrero 1939, *Revista Colombiana*, Vol. X, n° 119.
- Junco Alfonso, «La Hispanidad» *Revista Colombiana*, Vol. XII, noviembre 1940, n°137, p. 119.
- De la Vega José« Los precursores del fascismo », *Revista Colombiana*, Vol. X. Mayo 15 de 1938,n °110.
- Crespo Primitivo, «La resurrección de España », *Revista Colombiana*, Volumen X, n°111 junio 15 de 1938
- Gómez Hurtado Álvaro,« La afirmación de Portugal?», *Revista Colombiana*, Vol. X, 15 de diciembre de 1938, n°116
- «Las nuevas formas de democracia», *Revista Colombiana*, Vol. X, 15 de diciembre de 1938, n° 116.
- Restrepo Félix, « Corporativismo y democracia » *Revista Colombiana*, Vol. X, 1 de diciembre de 1938, n° 115
- Luis Rueda Concha y Carlos Holguín «Catolicismo y derechas», *Revista Colombiana*, Vol.X , 1 diciembre de 1938, n° 115
- «La Unidad conservadora», *Revista Colombiana*, Bogotá, Vol. X, n°117, 1 enero de 1939
- Sánchez Álvaro, «Los escritores españoles y su influencia en la revolución», *Revista Colombiana*, Vol.XII, diciembre 1940, n°138.
- Fandiño Silva Francisco, «España, origen y futuro de América. », *Revista Colombiana*, Vol. XII, Bogotá, noviembre de 1940, n°137.
- Junco Alfonso, «La Hispanidad» *Revista Colombiana*, Vol. XII, Bogotá, noviembre 1940, n°137.
- Fray Eugenio Ayape, «Pilares de la Hispanidad», *Revista Colombiana*, Vol. XII, Bogotá, enero 1941, n°139.
- Fandiño Silva Francisco, «Bolívar y la Hispanidad. Replica al señor J.E. Casariego», *Revista Colombiana*, Vol.XII, Bogotá, marzo de 1941, n°141.
- «De Madrid a Santa Fe de Bogotá», Carta del director de “El Alcázar”, J.E. Casariego, sobre Hispanidad y Misión de las juventudes de ahora a Guillermo Salamanca desde Madrid, agosto 1941. *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, diciembre de 1941, n°148.
- Montes Eugenio, «El profeta del imperio», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, diciembre de 1941,n°148.

- Halcón Manuel, José Antonio o la nobleza heredada y transmitida», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, diciembre de 1941, n°148
- Camacho Montoya Guillermo, «Antiguo hispanismo, nuevo hispanismo», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, enero de 1942, n° 149
- Cuadra pablo Antonio, « España para ejemplo de América», *Revista Colombiana*, Volumen XIII, enero de 1942, n° 149.
- Rodríguez Garavito, A, «Azorín, falangista», *Revista Colombiana*. Vol. XIII, enero de 1942, n° 149.
- Estrada Monsalve Jesús, *Revista Colombiana*, «El catolicismo social», Vol. XIII, enero de 1942, n° 149.
- Carreño Mallarino Gabriel, «Consecuencias del individualísimo liberal», *Revista Colombiana*, Vol.XIII, Febrero de 1942, n°150.
- Monseñor Roberto J Tavella, «Primer congreso de la Hispanidad», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, marzo 1942, n°181.
- Escobar Camargo Antonio, «Autoridad y anarquía», *Revista Colombiana*, Vol.XIII. Julio 1942, n° 154
- Gómez Hurtado Álvaro, «Bolívar y La Hispanidad», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, agosto 1942, n° 155
- Álvaro Gómez Hurtado, « *Razón cristiana de nueva Hispanidad*», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, Bogotá, agosto 1942, n°155
- Gómez Hurtado Álvaro, «La Hispanidad panamericanismo o un disfraz mediocre», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, octubre 1942, n°156.
- Cajiao Francisco, «Orientación Corporativa del Estado», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, octubre 1942, n°156
- Uribe Misas Alfonso, «España y su herencia en América», *Revista Colombiana*, Vol. XIII, noviembre 1942, n°157.
- Misas Uribe Alfonso,« España y su herencia en América » *Revista Colombiana*, Vol. XIII, noviembre 1942, n °157.
- «Desagravio a España», *Revista Colombiana*, Vol. XIV, mayo 1943, n° 160.

Revista Javeriana de Bogotá.

- S Sarasola, «Crónica de España», *Revista Javeriana*, Tomo III, Bogotá, 11 febrero de 1935
- Ospina Eduardo, «El clero extranjero », *Revista Javeriana*, Tomo III, junio 1935, n°15.
- Restrepo Mejía Félix, «Condenamos a Italia?», *Revista Javeriana*. Tomo V, febrero de 1936, n°21.
- Restrepo Félix.S.J. .«El Frente Popular», *Revista Javeriana*, Tomo VI julio-noviembre 1936, n°26.
- Uría José María S.J, «la organización social », *Revista Javeriana*, Tomo VI, julio-noviembre 1936.
- « Cartas de España», *Revista Javeriana*, Tomo VI, julio-noviembre de 1936.

- Restrepo Félix, España mártir en el primer aniversario de la revolución», *Revista javeriana*. Tomo VIII, julio-noviembre 1937.
- Félix Restrepo, S.J, «España mártir en el primer aniversario de la revolución», *Revista Javeriana*, Tomo VIII, julio-noviembre 1937.
- Monseñor el papa pio XI, «La iglesia y el nazismo» *Revista Javeriana*. Tomo VIII, julio-noviembre 1937.
- Lara Carlos, « El nuevo estado corporativo portugués», *Revista Javeriana*. Tomo VIII. Julio-noviembre 1937.
- « Cartas de España», *Revista javeriana*, Tomo VIII, Julio-noviembre 1937.
- Bravo Martínez Francisco, «La canción de guerra y amor de la falange», *Revista Javeriana*, Tomo IX, febrero-junio 1938.
- «La España libertada. Declaraciones de Franco a Ricardo Sáenz Hayer, representante de “La Prensa” de Buenos Aires», *Revista Javeriana*, Tomo IX, febrero-junio 1938.
- Narbona Francisco, «JONS y FE en hermandad», *Revista Javeriana*. Tomo IX, febrero-junio 1938.
- « La España libertada. Declaraciones de Franco a Ricardo Sáenz Hayer, representante de “La Prensa” de Buenos Aires », *Revista Javeriana*, Tomo IX, febrero-junio 1938.
- R.S. Lamadrid, «La España libertada, un año de legislación », *Revista Javeriana*, Tomo IX, febrero-junio 1938.
- « Fragmentos del discurso del general Millán-Astray», *Revista Javeriana*, Tomo IX, febrero-junio 1938.
- «Pemán José María «La Falange Española Tradicionalista y de la JONS», *Revista Javeriana*, Bogotá, Tomo XI, febrero-junio de 1939.
- Figuera Guillermo, «Humanismo y cristianismo», *Revista Javeriana*, Tomo IX, febrero-junio 1938.
- Pacheco Juan Manuel S.J, «Libros sobre España», *Revista Javeriana*, Tomo IX, febrero-junio 1938.
- «La España libertada» Declaraciones de Franco a Ricardo Sáenz Hayer, representante de “La Prensa” de Buenos Aires, *Revista Javeriana*, Tomo IX, febrero-junio 1938.
- «El régimen de subsidio familiar .Comunicado de la secretaria general de intercambio y propaganda exterior», *Revista Javeriana*, Tomo XI, febrero-Junio de 1939, n° 52.
- Yzurdiaga Lorca Fermín « Falange y Raza», *Revista Javeriana*, Tomo XI, febrero-Junio de 1939.
- « Alocución a España», *Revista Javeriana*, Tomo XI, febrero-Junio de 1939, n°52.
- Cosas de España «El testamento hológrafo de José Antonio Primo de Rivera», *Revista Javeriana*, Tomo XI, febrero-Junio de 1939
- «Vida nacional, del 15 octubre 1938 al 15 de enero 1939», *Revista Javeriana*, Tomo XI, Febrero-Junio de 1939.
- Cuesta Fernández Raimundo, «Sindicalismo vertical», *Revista Javeriana*, Tomo XI, febrero-junio de 1939.
- González Francisco José S.J, « A nuestro amigos de España», *Revista Javeriana*, Tomo XII, julio-noviembre 1939.
- Vida nacional, *Revista Javeriana*, Tomo XI, febrero-junio de 1939, n° 52.
- Félix Restrepo S. J., «El corporativismo al alcance de todos», *Revista Javeriana*, Tomo XI, marzo de 1939, N°52.
- Uría José M. S.J, «En torno a la idea corporativa». *Revista Javeriana*, tomo VII, febrero-junio de 1937.

- Peman José María «Discurso de un reconocido escritor falangista en las hojas de la javeriana», *Revista Javeriana*, Tomo XI, febrero-junio de 1939.
- J.Pabón, «Oliveira Salazar: Un profesor», *Revista Javeriana*, Tomo XII, julio-noviembre 1939.
- González Francisco José S.J, «A nuestros amigos de España» *Revista Javeriana*, Tomo XII. Julio-noviembre 1939.
- Fray Eugenio Ayape, «Elogio de la tradición» *Revista Javeriana*, Tomo XII, julio-noviembre 1939.
- Andrade Vicente, « Nazismo y comunismo, el totalitarismo negro y rojo», *Revista Javeriana* XIII, febrero-junio 1940.
- «La Hispanidad y los Estados-Unidos. Carta de un católico norteamericano al director de The Commonwealth Nueva York», *Revista Javeriana*, Tomo XV, febrero-junio en 1941.
- Orientaciones, «El católico ante el problema del mundo actual», *Revista Javeriana*, Tomo XIX, febrero-junio.1943.
- Pattée Ricardo, «El catolicismo y la mentalidad norteamericana», *Revista Javeriana*, Tomo XXI, Febrero-junio 1944.
- Vicente Andrade. S.J, «A propósito del indigenismo», *Revista Javeriana*, Tomo XXII, julio- noviembre, 1944.
- Andrade Vicente S.J, « Democracia, demagogia Totalitarismo. Pueblo y masa», *Revista Javeriana*, Tomo XXIII, febrero-junio 1945.
- Pattée Ricardo, «La cuestión española y el libro del ex embajador Hayes», *Revista Javeriana*, Tomo XXV, febrero a junio 1946.

Revista *La Tradición* de Medellín

- Naranjo Villegas Abel, «Generalísimo Franco», *La Tradición*, Vol. II, 29 de noviembre de 1936, n°20.
- Naranjo Villegas Abel, «José Antonio Primo de Rivera», *La Tradición*, Vol. II, Medellín 29 de noviembre de 1936, n° 20.
- Vallejo Félix Ángel, «La sinrazón de la democracia», *La Tradición*, Vol. II, 29 de noviembre de 1936 n° 20.
- Giménez Caballero Eduardo, « El Héroe», Vol. II, *La Tradición*, 29 de noviembre de 1936.
- «Homenaje a Primo de Rivera», *La Tradición*, Vol. III, 10 agosto de 1937, n°27.
- Camacho Montoya Guillermo, «Primo de Rivera precursor», *La Tradición*, Vol. III, 10 agosto de 1937.
- Vallejo Félix Ángel, «Religión y patria», *La Tradición*, Vol. III, 11 de diciembre de 1937.
- Entrevista de Ginés de Albareda con Benigno Acosta Polo « Arriba España. El grito de Franco es el nuestro », *La Tradición*, Vol. III. Medellín, 11 de diciembre de 1937. n° 31
- De la Riva Agüero José. « Origen, Desarrollo e Influencia del Fascismo », *La Tradición*, Vol. III, 5 de febrero de 1938.
- «Una noche Roja en Madrid», *La Tradición*, Volumen III, 21 de mayo de 1938, n°35.
- Naranjo Villegas Abel, «Semblanza mística de Ramiro Maeztu», *La Tradición*, Vol. III, 18 de junio de 1938, n°36.

- «Nuevos órganos nacionalistas», *La Tradición*, Vol. IV, 20 de julio de 1938, nº37.
- Calvo Sotelo José, «Yo me declaro fascista», *La Tradición*, Vol. IV, agosto de 1938, nº38.
- Silvio Villegas, «Cartel», *La Tradición*, Vol. III, 5 de febrero de 1938, nº32.
- «El alto comando de la Acción Nacional Popular nos felicita», *La Tradición*, Vol. III, Medellín 5 de febrero de 1938, nº32.
- «Círculo Nacionalista de Bogotá», *La Tradición*, Vol. III, 5 de febrero de 1938, nº32.
- «Creación de un centro de agitación nacionalista», *La Tradición*, Vol. III, 23 de abril de 1938, nº34.
- Giménez Caballero Ernesto «Franco y Falange: España!», *La Tradición*, Vol. IV, abril 1939, nº44.
- «Entrevista de dos horas con Franco caudillo de España», *La Tradición*, Vol. IV, abril 1939.
- «Centro Simona Duque y revista acción femenina», *La Tradición*, Vol. IV, Mayo 1939, nº 45.
- «Un párrafo escrito por José Antonio Primo de Rivera», *La Tradición*, Vol. III, 21 de mayo de 1938, nº 35.
- «Anecdotario de los últimos días de Don Miguel de Unamuno», *La Tradición*, Vol. III, 21 de mayo de 1938, nº35.
- «Una noche Roja en Madrid», *La Tradición*, Vol. III, 21 de mayo de 1938, nº35.
- Henao Mejía Gabriel, «España y su guerra», *La Tradición*, Vol. IV, agosto 1938.
- Giménez Caballero Ernesto, «Los hombres representativos de España Nacionalista», *La Tradición*, Vol. IV, Noviembre 1938, nº41.
- Primo de Rivera Pilar, «La mujer en la Nueva España», *La Tradición*, Vol. IV, Medellín 20 de julio de 1938, nº 37.
- «Francisco Franco Bahamonde», *La Tradición*, Vol. IV, noviembre 1938, nº41.
- Fernández Cuesta Raimundo entrevistado, «José Antonio en la Cárcel la modelo. Testimonio de su secretario», *La Tradición*, Vol. IV, 25 de marzo 1939, nº 43.
- «El paso del Mártir», *La Tradición*, Vol. IV, abril 1939, nº 44,
- Bustillo García Leonardo «La historia de las JONS de guillén de Zelaya », *La Tradición*, Vol. IV, Mayo 1939.

3. Prensa Española

Semanario de la Falange de Madrid.

- De Alda Julio Ruiz, «Unas palabras de Julio Ruiz de Alda», *Semanario de la Falange*, Editorial Nacional, 7 de diciembre de 1933.
- Révész Andrés, «Italia se transforma en Estado Corporativo», *Semanario de la Falange*, 11 de enero de 1934.
- «Ni capitalismo ni marxismo», *Semanario de la Falange*, 18 de enero de 1934.
- «El hecho y el espíritu de la Falange Española», *Semanario de la Falange*, 22 de febrero de 1934.
- «FE y JONS», *Semanario de La Falange*, Editorial Nacional, 22 de febrero de 1934.

ABC de Madrid

- *ABC*, 7 de mayo de 1946.
- *ABC*, 3 de febrero de 1950.
- *ABC*, 11 de marzo 1950.
- *ABC*, 11 de mayo de 1957.
- *ABC*, 14 de mayo de 1957.
- Piñar Blas, «Hipócritas», *ABC*, 19 de enero de 1962.
- *ABC*, 28 de agosto de 1952.
- *ABC* Madrid, 5 de septiembre de 1965.
- *ABC* Madrid, 31 de agosto de 1957.

Blanco y Negro, Madrid

- *Blanco y Negro*, 30 de agosto de 1958.

ARRIBA, Madrid

- «Ni comunismo ni fascismo», *Arriba*, 13 de enero de 1944
- *Arriba*, 6 de julio de 1945.

El Fascio, Madrid

- «El fascismo no es un régimen corporativo», *El Fascio*, 16 de marzo 1933.
- Primo de Rivera José Antonio, «Hacia un nuevo Estado», *El Fascio*, 16 de marzo de 1933.

El Socialista, Toulouse

- Prieto Indalecio, «Semejanzas. España y Colombia», *El Socialista*, Toulouse, 13 de septiembre de 1956.
- Prieto Indalecio, «El trípode franquista. Falange, Iglesia y Ejército », *El Socialista*, Toulouse, 11 de octubre de 1956.

III. Fuentes impresas de la época.

1. Discursos y textos políticos colombianos, obras selectas, antologías y compilaciones.

Álzate Avendaño Gilberto. *Obras selectas: pensamiento político*. Bogotá: Banco de la República, 1984.

-----*El pensamiento vivo de Álzate Avendaño*. Bogotá: Fondo Nacional Conservador, 1969.

Builes Miguel Ángel. *Cartas pastorales*. Medellín: Editorial Bedout, 1958.

Carbonell Abel. *Obras selectas*. Bogotá: Colección Pensadores Políticos Colombianos-Cámara de Representantes, Imprenta Nacional 1981.

Forero Benavides Abelardo. *Por la conciliación nacional. Un testimonio contra la barbarie política*. Bogotá: Editorial los Andes, 1953, 127 p.

Gaitán Jorge Eliecer. *Obras selectas: primera parte*. Bogotá: Cámara de Representantes, 1979.

Gómez Laureano. *Obras selectas: primera parte*. Bogotá: Cámara de Representantes, 1981.

Jaramillo Estaban. *Estudios y Antología, Tomo I*. Bogotá, Colección Pensadores Políticos Colombianos-Cámara de Representantes, 1988.

López Alejandro. *Obras selectas*. Bogotá: Imprenta nacional, 1983.

Lozano y Lozano Carlos. *Escritos políticos*. Bogotá: Instituto Colombiano de Cultura, 1980.

Lozano Lozano Juan. *Obras escogidas*. Bogotá: Colseguros, 1998.

Lleras Camargo Alberto. *Antología, Tomo II: El periodista*. Bogotá: Villegas editores, 2006.

Lleras Alberto. *Antología, Tomo III: el Político*. Bogotá: Villegas editores, 2006.

Lleras Restrepo Carlos. *Obras selectas, Tomo III: escritos políticos*. Bogotá: Escuela Superior de administración pública, 2008.

------. *Obras selectas. Tomo V: memorias*. Bogotá: Escuela Superior de administración pública, 2008.

Nieto Arteta Luis Eduardo. *Obras selectas*. Bogotá: Colección Pensadores Políticos Colombianos-Cámara de Representantes, 1983.

Ospina Pérez, Mariano. *Obras selectas: primera parte*. Bogotá: Colección pensadores colombianos, Cámara de representantes. 1982.

Pumarejo López Alfonso. *Obras selectas: segunda parte*. Bogotá: Cámara de representantes, 1980.

Ramírez Moreno Augusto. *Obras selectas*. Bogotá: Cámara de Representantes, 1984.

Santos Molano Enrique. *Danza de las Horas y otros escritos*. 1ª ed. Bogotá: Compañía Editorial Club de Lectores, 1969.

Toro Agudelo Hernán. *Obras selectas*. Bogotá: Imprenta Nacional, 1982.

Turbay Gabriel. *Las ideas políticas*. Bogotá: Editorial Minerva, 1946.

Villegas Aquilino. *Obras escogidas*. Manizales: Biblioteca de escritores caldenses, 1961.

-----, *40 años de opinión. Escritos políticos*. Manizales: Renacimiento, 1961.

Urdaneta Arbeláez Roberto. *Escritos y discursos*. Bogotá: pensadores políticos colombianos, Cámara de representantes, 1985.

2. Libros teóricos e ideológicos de pensadores y políticos colombianos de la época.

Azula Barrera Rafael. *De la Revolución al orden nuevo: proceso y drama de un pueblo*. Bogotá: Editorial Kelly, 1956.

Cárdenas García Jorge. *El Frente Nacional y los partidos políticos*. Tunja: Imprenta Departamental, 1959.

Estrada Monsalve Joaquín. *El 9 de abril en Palacio: horario de un golpe*. Bogotá: Tercera Edición, 1987.

-----, *Así fue la Revolución, del 9 al 27 de noviembre*. 2ª ed. Bogotá: Editorial Iqueima, 1950.

Gómez Laureano, *El cuadrilátero Mussolini-Hitler-Stalin-Gandhi*. Bogotá: Librería colombiana Camacho Roldán, 1935.

Mora Díaz Fray. *Chispas del Yunque*. Tunja: Editorial el Cruzado. 1942.

Ramírez Moreno, Augusto. *Dialéctica anticomunista*. Bogotá. Ediciones Tercer Mundo. 1973.

Restrepo Jaramillo Gonzalo. *El pensamiento conservador: ensayos políticos*. Medellín: Editorial Tipografía Bedout, 1936.

Restrepo Félix. *Colombia en la encrucijada*. Bogotá: Biblioteca popular de cultura colombiana, 1951.

-----, *España anárquica*. Bogotá, Ediciones de la Revista Javeriana, 1930.

Santos Molano Enrique. *Calibán Danza de las Horas y otros escritos*. Bogotá, Editorial Club de lectores, 1969.

Torres Giraldo Ignacio, *Los Inconformes historia de la rebeldía de las masas en Colombia*. V 3. Bogotá: Editorial Margen Izquierdo, 1974.

Valois Arce, Daniel. *Espiritualismo y fascismo*. Bogotá: Tipografía Voto Nacional, 1935.

Velasco Hugo. *Retorno a la Hispanidad*. Bogotá: Editorial Cosmos, Instituto Colombiano de Cultura, Hispánica, 1953.

Villegas Silvio. *No hay enemigos a la derecha*. Manizales: Editorial Arturo Zapata, 1937.

Vieira Gilberto. *Frente amplio contra el despotismo*. Bogotá: Fondo editorial suramericana, 1979.

Urdaneta Arbeláez Roberto. *El materialismo contra la dignidad del hombre: su impacto en la vida colombiana*. Bogotá: Edición Lucros, 1960.

3. Discursos y escritos de falangistas españoles.

Arrese José Luis. *Capitalismo, comunismo, cristianismo*. Madrid: ediciones Radar, 1947.

-----, *Nuevos escritos y discurso*. Madrid: Ediciones de la Vicesecretaria de Educación Popular, Madrid 1945.

Fernández Cuesta Raimundo. *Afirmación falangista. Vieja y nuevas consignas*. Madrid: Ediciones del Movimiento, 1953.

-----, Montes Eugenio. *29 de octubre consignas políticas*, Madrid: Ediciones Arriba, 1939.

Franco Francisco. *Discursos y mensajes jefe del Estado (1951-1954)*. Madrid: Edición cronológica, 1955.

-----, *Discursos y mensajes de S.E. el Jefe de Estado a las cortes españolas (1943-1961)*. Madrid: Sucesores de Rivadeneyra, 1961.

Giménez Caballero Ernesto, *Genio de España*. 4ª ed. Zaragoza: Ediciones Jerarquía, 1938, 288 p.

Ledesma Ramos Ramiro. *¡Hay que hacer la revolución hispánica, carta al comandante Franco*; Madrid: Editorial Albero, 1931.

Ledesma Ramos Ramiro. *Escritos políticos JONS (1933-1934)*. Madrid: Rivadeneyra, 1985.

Onésimo Redondo. *El Estado Nacional*. Madrid: Editora Nacional, 1943.

Pemartín Julián. *Teoría de la Falange*, Madrid: Editorial Nacional, 1942.

Primo de Rivera José Antonio. *Discursos y escritos: 1922-1936: obras completas*; recopilación y prólogo de Agustín del Río Cisneros. Madrid: Instituto de estudios políticos, 1976, Vol. 1.

Primo de Rivera José Antonio. *Discursos y escritos: 1922-1936: obras completas*; recopilación y prólogo de Agustín del Río Cisneros. Madrid: Instituto de estudios políticos, 1976, Vol. 2.

Primo de Rivera José Antonio. *Obras completas. Discursos y escritos (1922-1936)*, Tomo I. Madrid: Institutos de Estudios Políticos, 1976.

Redondo Onésimo. *Textos políticos*, Madrid: Doncel, 1975.

Ridruejo Dionisio. *De la Falange a la oposición*. Madrid: Ediciones taurus, 1976.

----- Giménez-Arnau José Antonio. *29 de octubre consignas políticas*. Madrid: Ediciones Arriba, 1939.

Saña Heleno. *El franquismo sin mitos conversaciones con Serrano Suñer*. Barcelona: Ediciones Grijalbo, S.A., 1982.

Serrano Suñer Ramón. *Memorias*. Barcelona: editorial Planeta, 1977.

IV. Fuentes diversas.

1. Normas jurídicas colombianas.

Ley 31 de 1929. El Congreso de Colombia. “Por la cual se reforma el Código electoral”. Art 6. Diario Oficial. Año. LXV. N. 21242. 15 de noviembre de 1929, p. 2.

Ley 72 de 1930. El Congreso de Colombia “En desarrollo del artículo 168 de la Constitución Nacional”. Diario Oficial. Año. LXVI. N. 21572. 20 de diciembre de 1930, p. 1.

Ley 7 de 1934. El Congreso de Colombia “Por el cual se dictan algunas disposiciones sobre elecciones y cedula de ciudadanía.” Art 5. Diario Oficial. Año LXX. N. 22732. 30 de abril, de 1934, p. 1.

Acto legislativo 1, 5 de agosto de 1936. El Congreso de Colombia “Reformatorio de la Constitución”. Diario Oficial. Año LXXII. N. 23263. 22 de agosto de 1936.p. 5.

Decreto 1738 de 1938, 23 de septiembre de 1938. Del Presidencia de la República de Colombia, “Por el cual se adicionan y reforman las disposiciones vigentes sobre inmigración y extranjería. Diario Oficial N°23893 del 5 de octubre de 1938, p. 2.

Decreto ley 2643, 30 de diciembre de 1943. El presidente de la República “Por el cual se dictan algunas medidas sobre control e internamiento de extranjeros.” Diario Oficial. LXXIX. N. 25435. 3 de enero de 1944, p. 4.

Acto Legislativo 1 del 9 de diciembre de 1952. El Congreso de Colombia “sobre convocatoria de Asamblea Nacional Constituyente y regulación de su funcionamiento. Diario Oficial. Año LXXIX. N. 28075, 12 de diciembre de 1952, p. 1.

Acto Legislativo 1, 18 de junio de 1953. Asamblea Constituyente, “Por el cual se reforma algunas disposiciones de la Constitución Nacional y el Acto legislativo nº1 de 1952”. Diario Oficial. Año XC. N. 28329. 24 de octubre de 1953, p. 1.

Decreto 1198 de 1957, 11 de junio de 1957. De la Junta militar de Gobierno, “Por el cual se crea una Comisión Paritaria de Reajuste Institucional”. Diario Oficial. AÑO XCIV. N. 29438. 21 de julio de 1957, p. 2.

2. Normas jurídicas españolas.

Boletín Oficial del Estado, Núm. 312, Jefatura del Estado, Ley de 2 de noviembre de 1940 por la que se crea el Consejo de la Hispanidad, p. 7649. Disponible: <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1940/312/A07649-07649.pdf>

3. Documentos de la Asamblea de la ONU.

- Sesión Plenaria de la Asamblea de la ONU, Jueves 12 de diciembre de 1946, A/PV.59. Disponible: <https://undocs.org/es/A/PV.59> (consultado 07/06/2021)
- Sesión Plenaria de la Asamblea de la ONU, 14 de diciembre de 1949, A/PV.555. Disponible: <https://undocs.org/es/A/PV.555> (consultado 08/06/2021)
- Resolución A/RES/39(I) del jueves 16 de diciembre de 1946. Disponible: [https://undocs.org/es/A/RES/39\(I\)](https://undocs.org/es/A/RES/39(I)) (consultado 10/06/2021)
- Resolución 386 del 4 de noviembre de 1950, Asamblea de la ONU.

4. Pastorales del Episcopado de Colombia.

- Conferencia episcopal de la República de Colombia, Pastoral «Por el Episcopado español», Bogotá, 12 de octubre de 1936.
- Conferencia Episcopal de la República de Colombia, Pastoral «Sobre auxilio para la restauración del culto Divino de España », Bogotá, 11 de abril de 1940.
- Conferencia episcopal de la República de Colombia, Pastoral « Derechos de la Iglesia», Bogotá, 1 de enero de 1951.
- Conferencia episcopal de la República de Colombia, Pastoral «Leyes nocivas para la Iglesia», Bogotá, 28 de noviembre de 1951.
- Conferencia episcopal de la República de Colombia, Pastoral «Declaración de los metropolitanos sobre sindicato», Bogotá, 19 de mayo de 1954.

5. Anales del Senado.

- Discurso del Senador Felipe Ileras Camargo, para sustentar su proyecto de ley sobre extranjería, Anales del Senado, Relaciones de debates del día 1 de febrero de 1938, Hemeroteca Cámara de Representantes, n°0309, p. 1449.
- Anales del Senado, «Discurso del senador Alirio Gómez Picos sobre el Congreso Sindical», Bogotá, 9 febrero de 1938, p. 1588.

6. Anales de la Cámara de Representantes.

- «Mensaje del presidente al Senado 31 de mayo de 1937». Anales de la Cámara de Representantes, sesiones extraordinarias, Bogotá, 1 de junio de 1937, Serie 2, n° 82. Mensaje del presidente al Senado 31 de mayo de 1937, p. 835.

7. Encíclica papal.

Pio XI, Encíclica *Divina Redemptoris*, 19 de marzo de 1937, disponible: https://www.vatican.va/content/pius-xi/es/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_19370319_divini-redemptoris.html (Consultado 22/05/2022)

Bibliografía.

I.Libros.

1. Sobre las derechas colombianas.

Arias Trujillo Ricardo. *Los Leopardos: una historia intelectual de los años 1920*. Bogotá: Universidad de los Andes, Ediciones Uniandes, 2007.

Ayala Diago César Augusto. *El porvenir del pasado: Gilberto Álzate Avendaño sensibilidad leoparda y democracia: La derecha Colombia en los años treinta*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, 2007.

-----*La explosión del populismo en Colombia: Anapo y la participación política durante el Frente Nacional*. 1ª ed. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, 2011.

Bidegain Ana María. *Iglesia Pueblo y política. Un caso de conflictos de intereses: Colombia, 1930-1955*. Bogotá: Universidad Javeriana, 1985.

Castellanos Álvarez Octavio, *Del fascismo al neofascismo: Colombia y la experiencia laureanista (1930-1953)*. Bogotá: Pontificia Universidad Javeriana, 1985.

Figuroa Salamanca Helwar Hernando. *Tradicionalismo hispanismo y corporativismo: una aproximación a las relaciones non sanctas entre religión y política en Colombia*. 1ª ed. Bogotá: Universidad de San Buenaventura, 2009.

Galvis, Silvia, Donadío Alberto. *Colombia nazi, 1939-1945: espionaje alemán; la cacería del FBI; Santos, López y los pactos secretos*. Bogotá: Planeta, 1986.

Guerrero Barrón Javier. *El proceso político de las derechas en Colombia y los imaginarios sobre las guerras internacionales (1930-1945)*. Tunja: Universidad Pedagógica y Tecnológica de Colombia, 2014.

Hernández García José Ángel. *La Guerra Civil Española y Colombia: influencia del principal conflicto mundial de entreguerras en Colombia*. 1ª ed. Bogotá: Editorial carrera 7a, 2006.

Meléndez Sánchez Jorge. *Lucio Pabón: el nacionalismo católico en Colombia*. Bogotá Editorial el Búho, 2004.

Olano García María Dolly. *Monseñor Builes el hombre el apóstol el místico*. Cali: Arquidiócesis de Cali, 1978.

Ruiz Vázquez Juan Carlos. *Leopardos y Tempestades. Historia del Fascismo en Colombia*. Bogotá: Javegraf, 2004.

2. Las elites políticas colombianas.

Bushnell David. *Eduardo Santos y la política del Buen Vecino*. Bogotá: Ancora editores, Segunda edición 1984.

-----, *Colombia una nación a pesar de sí misma, de los tiempos precolombinos a nuestros días*. Bogotá: Editorial Planeta, 1994.

Calvo Opsina Hernando, *Colombia, laboratorio de embrujos: democracia y terrorismo de Estado*, Madrid: Foca Ediciones, 2008.

Fluharty Vernon Lee. *La danza de los millones: régimen militar y revolución en Colombia (1930-1956)*. 4ª ed. Bogotá: Editora El Ancora, 1981.

Gallón Gustavo. *Quince años de estado de sitio en Colombia (1958-1978)*. Bogotá: Librería y Editorial América Latina, 1979.

Molina Gerardo, *Las ideas liberales en Colombia: (1849-1959)*. Tomo III. 5ª ed. Bogotá: Universidad Libre, 2006.

-----, *Las ideas liberales en Colombia (1849-1959)*. Bogotá: Universidad Libre, Quinta edición 2006.

-----, *Las ideas liberales en Colombia: (1915-1934)*. 1ª ed. Bogotá: Ediciones Tercer Mundo, 1974.

Posada Jaime, *La República Liberal (1930-1946)*. 2ª ed. Bogotá: Ediciones Universidad de América, 2008.

Roll David. *Rojo difuso y Azul Pálido. Los partidos tradicionales en Colombia: entre el debilitamiento y la persistencia*. Bogotá, Universidad Nacional, 2002.

Tirado Mejía Álvaro, *Aspectos políticos del primer gobierno de Alfonso López Pumarejo, 1934-1938*. Bogotá: Procultura, 1981. Vol. 1.

-----, *Aspectos políticos del primer gobierno de Alfonso López Pumarejo: 1934-1938*. 4ª ed. Bogotá: Universidad Nacional, 2018.

Urrego Ardila Miguel Ángel. *La crisis del Estado Nacional en Colombia*. 1ª ed. Morelia: Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, 2004.

-----, *Intelectuales, Estado y Nación en Colombia: de la Guerra de los Mil días a la Constitución de 1991*. Bogotá: Universidad Central, Departamento de investigaciones: Siglo del Hombre Editores, 2002.

Varela Fernando David. *Documentos de la Embajada: 10 años de historia colombiana según diplomáticos norteamericanos (1943-1953)*. 1ª ed. Bogotá: Editorial Planeta, 1998.

Villegas García M y Ceballos Bedoya Maria Adelaida. *Democracia, justicia y sociedad. Diez años de investigación en Dejusticia*. Bogotá: Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Dejusticia, 2016.

Wilde Alexander. *Conversaciones de caballeros: la quiebra de la democracia en Colombia*. Bogotá: Ediciones Tercer Mundo.

1. Historia social, cultural y política de Colombia.

Abel Christopher, *Política, Iglesia y Partidos en Colombia: 1886-1953*. 2ª ed. Bogotá: FAES, Universidad Nacional de Colombia, 1987.

Arciniegas Germán. *Entre la libertad y el miedo*. 1ª ed. Bogotá: Planeta, 1996.

Harnecker, Martha. *Combinación de todas las formas de lucha. Entrevista a Gilberto Vieira*. Bogotá: Ediciones Suramericanas, 1988.

Hernández Rodríguez Guillermo. *La Alternación ante el pueblo como constituyente primario*. Bogotá: Editorial América Libre, 1962.

Martz Jhon. *Colombia un Estudio de Política Contemporánea*. Bogotá: Universidad Nacional, 1969.

Medina Medófilo. *Historia del Partido comunista de Colombia, Tomo I*. Bogotá: Editorial Colombia Nueva 1980.

Montaña Cuéllar Diego. *Colombia social: el proceso de formación de las clases en Colombia*. 1ª ed. Bogotá: Universidad Nacional, 1998.

----- . *Memorias*. Bogotá: Ediciones de la Universidad Nacional de Colombia, 1996.

----- . *Colombia país formal y país real*. 3ª ed. Bogotá: Editorial Latina, 1977.

Palacios Rozo Marco. *Entre la legitimidad y la violencia: Colombia (1875-1994)*. 2ª ed. Bogotá: Grupo Editorial Norma, 2003.

Pécaut Daniel. *Política y sindicalismo en Colombia*. Bogotá: Editorial La Carreta, 1973.

----- . *Orden y Violencia: evolución socio-política de Colombia entre 1930-1953*. Bogotá: Editorial Norma, Bogotá, 2001.

Sáenz Rovner Eduardo. *La ofensiva empresarial: industriales, políticos y violencia en los años 40*. 2ª ed. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Ciencias Humanas, Centro de Estudios Sociales (CES), 2007.

Sánchez Ricardo. *Democracia Radical en Colombia*. Bogotá: Fica, 2003.

Sierra Mejía Rubén. *La restauración conservadora 1946-1957*. Bogotá: Universidad Nacional, 2012.

Uribe Vargas Diego. *Estructura constitucional para el cambio*. Bogotá: Editorial Temis, 1986.

Vázquez Carrizosa Alfredo. *Historia crítica del Frente Nacional*. Bogotá: Foro Nacional por Colombia, 1992.

4. Sobre falangismo y franquismo en España.

Cobo Francisco, Ortega María Teresa. *La extrema derecha en la España contemporánea*. Madrid: Marcial Pons, Ediciones de Historia, 2008.

Chueca Ricardo. *El fascismo en los comienzos del régimen de Franco. Un estudio sobre FET-JONS*. Madrid: Centro de Investigación Sociológica, 1983.

De Brocà Salvador. *Falange y filosofía*. Tarragona: Editorial Universitaria europea, 1976.

Ellwood Sheelagh. *Historia de la Falange Española*. Barcelona: Edición crítica, 2001.

Figallo Beatriz (ed.). *Desarrollismo, franquismo y neohispanidad. Historias conectadas entre España, América Latina y Argentina*. Buenos Aires: Teseo, 2018.

Fontana Josep. *España bajo el franquismo*. Barcelona: Editorial Crítica, 1986.

Gallego Ferran. *El evangelio fascista: la formación de la cultura política del franquismo (1930-1950)*. Barcelona Editorial Crítica, 2014.

Gil Pecharromán Julio. *José Antonio Primo de Rivera. Retrato de un visionario*. Madrid: Temas de Hoy, 1996.

González Calleja Eduardo. *Contrarrevolucionarios: radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*. Madrid: Alianza Editorial, 2011.

Hillers Sigfredo de Luque. *Falange y Fascismo. Dos doctrinas diferentes. Dos modos distintos de entender la vida y la muerte*. 3ª ed. Madrid: Galland, 2012.

Jensen Geoffrey. *Irrational Triumph: Cultural Despair, Military Nationalism, and the Ideological Origins of Franco's Spain*. Reno: University of Nevada press, 2001.

Lazo Díaz Alfonso. *La Iglesia, la Falange y el fascismo: (un estudio sobre la prensa española)*. Sevilla: universidad de Sevilla, 1999.

Payne Stanley. *Falange, Historia del fascismo español*. Madrid: Sarpe, 1985.

------. *Franco y José Antonio el extraño caso del fascismo español*. Barcelona: editorial Planeta, 1997.

------. *El régimen de Franco 1936-1975*. Madrid, Alianza, 1987.

Rodríguez Jiménez José Luis. *La extrema derecha española en El Siglo XX*. Madrid: Alianza editorial, 1997.

------. *Historia de Falange Española de las JONS*. Madrid: Alianza, 2000.

Ruiz Carnicer Miguel Ángel (coord.), *Falange, las culturas políticas del fascismo en la España de Franco (1936-1975, vol 1*. Zaragoza, Instituto Fernando El Católico, CSIC, 2013.

Saz Campos Ismael. *España contra España los nacionalismos franquistas*. Madrid: Marcial Pons, 2003.

------. *Fascismo y franquismo, Barcelona*. Valencia: Universitat de Valencia, 2004.

Thomas Joan María. *La Falange de Franco. El proyecto fascista del Régimen*. Barcelona: Plaza y Janés, 2001.

Tuñón de Lara Manuel. *Historia y realidad del poder (el poder y las elites en el primer tercio de la España del Siglo XX)*. Madrid, Editorial Cuadernos para el Diálogo, 1967.

5. Política exterior española y falangismo en América Latina.

Abellán José Luis, Moclús Antonio. *El pensamiento español contemporáneo y la idea de América II: el pensamiento del exilio*. Barcelona: Editorial Antrophos, 1989.

Borregón Ribes Vicente. *La emigración española a América*. Vigo: Editorial Faro de Vigo, 1952.

Chase Allan, Falange. *El ejército secreto del eje en América*. La Habana: Editorial Caribe, 1943.

Del Arenal Celestino. *Política exterior de España y relaciones con América Latina: Iberoamericanidad, europeización y atlantismo en la política exterior española*. Madrid: Siglo XXI de España Editores, 2011.

Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo, *Diplomacia franquista y política cultural hacia iberoamerica.1939-1953*. Madrid: Consejo superior de investigaciones científicas centro de estudio histórico departamento de historia Contemporánea, 1988.

----- *Imperio de papel: acción cultural y política exterior durante el primer franquismo*. Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1992.

Espada Burgos Manuel. *Franquismo y política exterior*. Madrid: Rialp, 1987.

Federik pike. *Hispanismo, 1898-1936: Spanish Conservatives and Liberals and Their Relations with Spanish America*. Indiana: University of Notre Dame Press, 1971.

Figallo Beatriz (ed.). *Desarrollismo, franquismo y neohispanidad. Historias conectadas entre España, América Latina y Argentina*. Buenos Aires: Teseo, 2018.

Galkin Alejandro. *Fascismo, Falangismo, Nazismo*. Buenos Aires: Editorial Cartago, 1965.

González Calleja Eduardo. *La Hispanidad como instrumento de combate, Raza e imperio en la prensa franquista durante la Guerra Civil española*. Madrid: CSIC Centro de estudios históricos, 1998.

Pardo Sanz Rosa. *Con Franco Hacia el imperio: la política exterior española en América Latina 1939-1945*. Madrid: Editorial UNED, 1994.

Sacarnazella Eugenia. *Fascistas en América del sur*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 2007.

Vives Pedro, Vega Pepa, Oyambúru Jesus, (coords.). *Historia general de la emigración española a Iberoamérica*. Madrid: historia 16, 1992.

6. Referencias conceptuales y teóricas sobre fascismos y regímenes autoritarios.

Breuer Stefan. *Anatomie de la Revolution cosnervatrice*. Paris : Maison des Sciences de l'Homme, 1996.

Collier David (compilador). *El nuevo autoritarismo en América Latina*. México: Fondo de cultura económica mexico, 1985.

Dahl Robert. *La poliarquía participación y oposición*. Madrid: Tecnos, 1989.

Diamont Larry, Linz Juan José, Lipset Seymour Martin. *Democracy in developing country, Vol 4 Latin America*. Boulder Colorado: Lynne Rienne Publishers, 1989.

Germani Gino, Di tella Torcuato, Ianni Octavio. *Populismo y contradicciones de clase en América Latina*. 1ª ed. México D.F: Serie Popular Era, 1973.

Gorge L. Mosse. *De la grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*. Paris : Hachette, 1999.

Ferran Gallego Margaleff. *De Munich a Auschwitz, una historia del nazismo, 1919-1945*, Barcelona, Debolsillo 2001.

Linz Juan.J. *Totalirian and authoritarian regimes* .Boulder : Lynne Rienner Publisher, 2000.

Malloy James. *Authoritarianism and corporatism in Latin America*. Pitsburg: University of Pittsburgh press, 1977.

O'Donnel Guillermo. *Modernización y autoritarismo*. Buenos Aires, Editorial Paidos, 1972.

Walter Laqueur (ed.). *Fascism: A Reader Guide*. Berkeley and Los Ángeles University of California Press, 1976.

7. Referencias filosóficas generales variadas.

Adorno Theodor. *Dialéctica negativa, la jerga de la autenticidad*. Madrid: Editorial Akal, 2005.

Arendt Hanah, *La crise de la culture*. Paris: Gallimard, 1972.

Donatti Carlos Tur. *La utopía del regreso. La cultura del nacionalismo hispanista en América Latina*. Mexico: INAH, 2006.

Fernández de la Mora Gonzalo. *El crepúsculo de la ideologías*, Madrid, Ediciones Rialp, 1965.

Herf Jeffrey. *El modernismo reaccionario, tecnología, cultural y política en la república de Weimar y el tercer Reich*. Mexico D.F: Fondo de Cultura Económica, 1990.

Lasch Christopher. *La rebelión de las elites y la traiciona la democracia*. Barcelona: Ediciones Paidós Iberica, 1996.

Luebbert Gregory. *Liberalismo, fascismo o socialdemocracia. Clases sociales y orígenes políticos de los regímenes de la Europa de entreguerras*. Zaragoza: Prensas Universitarias, 1997.

Lukacks Georg. *El asalto a la razón*. 2ª ed. Barcelona, Ediciones Grijalbo, 1968.

Maeztu Ramiro. *Defensa de la Hispanidad*. 5ª ed Madrid: Ediciones Rialp, 2017.

Nolte Ernst, Furet François. *Fascismo y comunismo*. Buenos Aires: Fondo de Cultura económica, 1998.

Ortega y Gasset José. *La rebelión de las masas*. Santiago de Chile: Editorial Andrés Bello, 1989.

Sorel George. *Reflexiones sobre la violencia*. trad. al español par Ruiz Luis Alberto, 8ª ed. Buenos Aires: La Pléyade, 1978.

Tasca Angelo. *El nacimiento del fascismo*. Barcelona: Crítica: 2000.

Vallenilla Lanz Laureano. *Cesarismo democrático y otros textos*. Caracas: Biblioteca Ayacucho, 1991.

Wright MILLS Charles. *La Elite del poder*. México: Fondo de cultura económica, 1957.

1. Revistas académicas y científicas

Archila Neira, M. (1995). Protestas sociales en Colombia 1946-1958. *Historia Crítica*, 1(11), 63–78. <https://doi.org/10.7440/histcrit11.1995.03> (Consultado 24/01/2021)

Atehortúa Cruz, Adolfo León. (2009). El cuartelazo de pasto. *Historia Crítica*, (37), 148-169.

Disponible:http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S012116172009000100010&lng=en&tlng=es(consultado 21/06/2021)

Ayala Diago, C. A. (2007). La conquista de la calle y la resistencia conservadora a las reformas liberales del año 1936. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, (34), 207–246. <https://revistas.unal.edu.co/index.php/achsc/article/view/8245> (consultado 18/03/2021)

Ayala Diago, C. A. (2011). Trazos y trozos sobre el uso y abuso de la Guerra Civil Española en Colombia. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 38(2), 111-152. Recuperado a partir de <https://revistas.unal.edu.co/index.php/achsc/article/view/28086>

Borón, A. (2010). *El fascismo como categoría histórica: En torno al problema de las dictaduras en América Latina*. CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales. Disponible:<http://biblioteca.clacso.edu.ar/gsd/collect/clacso/index/assoc/D778.dir/3capituloI.pdf> (consultado 16/04/2021).

Calle Meza, M., Lacasta Zabalza, J., & Rojas Reyes, A. (2015). Constitución y franquismo jurídico en la Colombia del siglo XX. *Verba Luris*, (34), Disponible: <https://doi.org/10.18041/0121-3474/verbaiuris.34.19> (consultado 23/12/2021).

Cerrano, Carolina. "El Filo-Peronismo Falangista 1955-1956." *Ayer*, no. 96, [Asociación de Historia Contemporánea, Marcial Pons Ediciones de Historia], 2014, pp. 131-54, disponible: <https://revistaayer.com/articulo/294> (consultado 18/04/2022)

Cordi Galat J, Castellanos Alvarez O. Del facismo al neofacismo: colombia y la experiencia laureanista 1930 - 1953. *Universitas Humanística*, Vol. 24 Núm. 24 (2004) ,p120 <https://revistas.javeriana.edu.co/index.php/univhumanistica/article/view/10237>(consultado 23/03/2022)

Cuenca Tovar, R. E., & Beltrán Ramírez, J. P. (2018). El fascismo español y su sombra en Colombia. *ojas ablas*, (16), 113-128. <https://doi.org/10.29151/hojasyhablas.n16a8> (consultado 21/02/2020)

Gaitán-Bohórquez, Julio, & Malagón-Pinzón, Miguel. (2009). Fascismo y autoritarismo en Colombia. *Vniversitas*, (118), 293-316. Retrieved May 08, 2023, from http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0041-90602009000100013&lng=en&tlng=es.

García Villegas, M. (2014). Derecho a falta de democracia: la juridización del régimen político colombiano. *Análisis Político*, 27(82), 167-195. <https://doi.org/10.15446/anpol.v27n82.49413>

García Villegas Mauricio. Estado, derecho y crisis en Colombia, (2000) Estudios políticos, n°17, ISSN 0121-5167, ISSN-e 2462-8433, p11-44 Disponible: <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5263885>

Garnelo Morán Iván, « El Servicio Exterior de Falange y la diplomacia franquista después de 1945. Bases para una investigación », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, p.2.[En ligne], 54 | 2020, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 18 avril 2022. URL :<http://journals.openedition.org/bhce/2783> ; DOI :<https://doi.org/10.4000/bhce.2783>

Girardet Raoul. Notes sur l'esprit d'un fascisme français, 1934-1939. In: *Revue française de science politique*, 5^e année, n°3, 1955. pp. 529-546. DOI : <https://doi.org/10.3406/rfsp.1955.402622> (consultado 22/03/2020)

Glicerio Sánchez Recio, « Dictadura franquista e historiografía del franquismo », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en

ligne le 09 octobre 2018, consulté le 08 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/308> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bhce.308>

González Calleja E. (1994). La derecha latinoamericana en busca de un modelo fascista: la limitada influencia del falangismo en el Perú (1936 - 1945). *Revista Complutense de Historia de América*, 20, p. 229. Disponible: <https://revistas.ucm.es/index.php/RCHA/article/view/RCHA9494110229A>. (Consultado 29/03/2021).

González Calleja Eduardo, «El Servicio Exterior de Falange y la política exterior del primer franquismo: Consideraciones previas para su investigación», *Hispania*, LIV/1, n° 186, 1994, p. 279-307

González Calleja, E. (2007). El hispanismo autoritario español y el movimiento nacionalista argentino: balance de medio siglo de relaciones políticas e intelectuales (1898-1946). *Hispania*, 67(226), 599–642. <https://doi.org/10.3989/hispania.2007.v67.1226.55> (consultado 21/01/2021)

Henderson, J. D. (1986). El proyecto de reforma constitucional conservadora de 1953 en Colombia. Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura, (13-14), 261-279. Recuperado a partir de <https://revistas.unal.edu.co/index.php/achsc/article/view/36153> (consultado 12/014/2022)

Hernández J. Ángel. (2000). Los Leopardos y el fascismo en Colombia. *Historia y Comunicación Social*, 5, 221. <https://revistas.ucm.es/index.php/HICS/article/view/HICS0000110221A> (consultado 22/03/2021)

Jácome, J. G. (2015). Los estados de excepción y el auge del presidencialismo para enfrentar la cuestión social circa 1930-1959. En: *Estados de excepción y democracia liberal en América del Sur: Argentina, Chile y Colombia (1930-1990)* (1st ed., pp. 35–128). Pontificia Universidad Javeriana. <https://doi.org/10.2307/j.ctv893hg4.5>

Martínez Herrera, Ó. F. (julio-diciembre, 2013). Colombia, el paradigma de la transformación política de 1930 a 1946. La política inconclusa de “la revolución en marcha” en la República Liberal. *Revista Colombiana de Ciencias Sociales*, 4(2), 336-347.

Mesa García, E. (2009). El Frente Nacional y su naturaleza antidemocrática. *Revista De La Facultad De Derecho Y Ciencias Políticas*, 39(110), p 159. Disponible en <https://revistas.upb.edu.co/index.php/derecho/article/view/3868> (Consultado 28/03/2022.)

Musiedlak, D. (1989). Renzo De Felice et l’histoire du fascisme. *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, 21, 91–100. <https://doi.org/10.2307/3768897>(consultado 23/02/2021)

Oviedo Hernández, Álvaro A. (2014). Ideología política y sindicalismo en Colombia, 1944-1946. *Memoria Y Sociedad*, 12(25), 11–131. Recuperado a partir de <https://revistas.javeriana.edu.co/index.php/memoysociedad/article/view/8188> (consultado 23/10/2022)

Pike, F.B. (1974). Corporatism and Latin American-United States Relations. *The Review of Politics*, 36, 132 - 170.

Roberts Stephen.G.H. "Hispanidad": el desarrollo de una polémica noción en la obra de Miguel de Unamuno. : Cuadernos de la Cátedra Miguel de Unamuno, ISSN 0210-

749X, N° 39, 2004, págs. 61-80. Disponible: <https://revistas.usal.es/dos/index.php/0210-749X/article/view/1551/1615> (consultado 13/06/2022)

SEVILLANO CALERO, F.: «Consenso y violencia en el Nuevo Estado franquista: historia de las actitudes cotidianas», *Historia Social*, 46 (2003), pp. 159-171.

Simón Arce R. Ángel. (2021). Falange Exterior (1936-1945): Estado de la cuestión y líneas de investigación. *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 43, 351-374. Disponible: <https://doi.org/10.5209/chco.78184> (consultado 23/03/2022).

Sola Ayape, Carlos. (2015). América Latina ante la Spanish question: el régimen franquista como eje de la discordia en la onu (1945-1950). *Latinoamérica. Revista de Estudios Latinoamericanos*. pp65-95. Disponible: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1665857415000307> (consultado 20/02/2021)

Trindade Héglio, la cuestión del fascismo en América latina. *Revista de Estudios Políticos (Nueva Época)* Núm. 30, Noviembre-Diciembre 1982. pp 111-141

Tuta Alarcón, C. y Figueroa Salamanca, H. (2005). El estado corporativo colombiano: una propuesta de derechas. 1930-1953. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, (32), 99-148. <https://revistas.unal.edu.co/index.php/achsc/article/view/8191> (consultado 14/01/2020)

Velasco Martínez Luis (2019). Falangistas y Franquistas en América (1936-1975): Un Estado de la cuestión. *Historia* 369, Valparaíso, Número Especial, p. 1-18. Disponible: <http://www.historia396.cl/index.php/historia396/article/view/338> (consultado 21/03/2022)

Anexo 2. «El Nuevo Estado español se reconstruye sobre los programas ideológicos de la Falange Española de Primo de Rivera», *El Siglo*, 5 de octubre de 1937.

tielpan en la lucha contra los... que están prisioneros dentro de la cárcel de un aislamiento AMÉRICO LATINO. del gobierno...

EL NUEVO ESTADO ESPAÑOL SE RECONSTRUYE SOBRE LOS PROGRAMAS IDEOLÓGICOS DE LA FALANGE ESPAÑOLA DE PRIMO DE RIVERA

Las actividades bélicas ocupan todas las energías de los círculos oficiales nacionalistas, relegándose a segundo plano la cuestión meramente política.—Quiénes forman la plataforma ministerial del gobierno del Generalísimo.—La fusión de todas las corrientes de derecha en un gran partido único.—Resumen político de la España nacionalista en 1937.



FRONTERA FRANCO-ESPAÑOLA.—(Del corresponsal Juan Burgos).— Este es un resumen de la situación política de España en el año de 1937.

Empezó el año de 1937 en la España Nacionalista con la impresión política de que no pasarían muchas semanas sin que se formara un gobierno regular que habría de sustituir al de las Juntas Técnicas del Estado, instaladas en la ciudad de Burgos y que asumiera integralmente toda la responsabilidad política y administrativa en el territorio nacionalista.

Con la misma impresión finalizó el mes de diciembre.

Diversas razones todas ellas relacionadas con la política interior, aplazaron la formación de tal gobierno, y lo curioso de destacar es el hecho de que las listas de ministros de Franco dadas a la publicidad en los probables en enero de 1937 son casi las mismas que circulaban en estos momentos. En conjunto podrían distribuirse las carteras de la siguiente manera:

Presidencia del consejo de ministros, general Jordani, ex alto comisario en Marruecos y actual presidente de las Juntas Técnicas de Burgos.

Interior, general Martínez Anido, ex ministro de la gobernación bajo la dictadura de Primo de Rivera y actual jefe de policía y orden público.

Guerra general Queipo de Llano, actual general en jefe del ejército de Andalucía.

Marina, vice almirante Juan Cervera, actual jefe de la flota nacionalista.

Hacienda, Andrés Amado, actual presidente de la Junta Económica.

Justicia, conde Rodero, uno de los más destacados jefes carlistas.

Agricultura, Raimundo Fernández Cuesta, actual jefe seccional de las Falanges.

Cultura, Pedro Sainz Rodríguez, catedrático de la Universidad de Madrid, actual delegado en el departamento de educación del Estado.

Trabajo, Eduardo Aunós, ex ministro del mismo ramo bajo la dictadura de Primo de Rivera.

Varias veces se ha dicho como inminente la constitución de tal gobierno.

La cartera que habría de encomendarse al conde Cuadaluco, ex ministro de obras públicas de Primo de Rivera, es la misma que desempeñó durante la dictadura; pero se asegura que hay que esperar a que acepte definitivamente el ofrecimiento que se le ha hecho, pues actualmente se halla en la Argentina.

Cuando empezó el año de 1937 las fuerzas políticas de la España franquista se dividían en tres partidos: Falange española, cuyo jefe era Manuel Hedilla; tradicionalistas-carlistas, bajo el mando de Manuel Falcondo; y renovación española, partido XIII, que tenía a su frente a Antonio Golcochea, ex ministro de la monarquía.

La actitud de excesiva independencia que tomaron los jefes de los primeros partidos, obligó al Generalísimo a tomar decisiones muy importantes.

Falcondo fue deserrado a Portugal mientras que Manuel Hedilla acusado de un complot en unión de otros jefes subalternos fue arrestado y después de la condena respectiva de los tribunales, deserrado a las islas Canarias en donde sigue todavía.

Finalmente Franco tomó la decisión de fundir los tres partidos citados en uno solo llamado "falange tradicionalista y de requetés". Hoy único partido del Estado nacionalista.

El programa del partido único es el primitivo de la falange, con Franco como jefe máximo y teniendo el mando por cincuenta asesores formados por cincuenta consejeros.

La unificación de esas fuerzas tropezó con grandes resistencias por parte de los antiguos directores y hasta este momento, aunque la unión se mantiene muy estrecha gracias a la adhesión incondicional que ellos tienen para con Franco, cuyo papel de caudillo se confirmó en alto y el año de 1937, sin embargo en el mundo oficial se pueden apreciar todavía las diferencias de criterio en cuanto a la doctrina misma.

La aparición de dos personalidades políticas en la España franquista, el Estado, dando el desarrollo de esas dos personas se encuentran presas en Madrid en enero de 1937. Se trata de Ramón Serrano Suñer caudillo de Franco y considerado hoy día como su principal y más influyente consejero, y Raimundo Fernández Cuesta que llegó hace pocos meses a Salamanca, recobran de inmediatamente su puesto de secretario general de la falange.

La intervención de Serrano Suñer determinó un notable eclipse del hermano del Generalísimo, Nicolás Franco que hace un año era el principal consejero del cuartel general.

Terminó, pues, el año de 1937 con el sello de la preponderancia casi total de la falange española tradicionalista, la cual se caracteriza por su afirmación de un Estado fuerte militar y por la aplicación de reformas sociales que han ido hasta más allá de las que formulan los mismos socialistas, armonizándolas eso sí con el concepto rigurosamente nacionalista.

Los tradicionalistas-carlistas cedieron terreno.

La restauración monárquica parece ahora encontrar una actitud mucho más escéptica y más crítica en el cuartel general.

Y sigue afirmandose la tendencia de fijar en la persona de Franco el porvenir de la jefatura suprema del Estado Español, una vez restablecida la paz lo cual cuenta con el apoyo de la masa popular de la falange española tradicionalista.

Esa tendencia se manifiesta en el orden internacional por una inclinación muy clara hacia los sistemas políticos y económicos de Alemania y de Italia, con marcada preponderancia por el sistema alemán.

Todo esto se mueve, claro está, en estos momentos en un terreno de libertad y sería imprudente pronosticar acerca del sistema definitivo que España habrá de elegir. Es un sentimiento de la libertad nacional e internacional está siendo encarnado por la exigua minoría monárquica.

Franco consiguió el reconocimiento de su gobierno por Inglaterra, mediante el nombramiento de agentes diplomáticos, como lo han reconocido también los gobiernos de San Salvador, Uruguay, Guatemala, Irán, Grecia, Austria, Hungría, Yugoslavia y Polonia.

El ejército se mantiene por ahora en general demerstrando prácticas operaciones de guerra que se les en... De manera general cabe decir...

José Antonio Primo de Rivera, Fundador y mártir de Falange Española.

LA PATRIA—Manizales

SABADO, 16 DE ABRIL DE 1938

PAGINA NUEVE

A la memoria de José Antonio Primo de Rivera -El Ausente-

fundador de Falange Española, fusilado en Alicante por los enemigos de la hispanidad, el cristianismo y el Imperio.

El Discurso-Programa, los 26 puntos de Falange. Su Himno. Historia del movimiento.

FALANGE ESPAÑOLA DE LAS
26 PUNTOS FUNDACIONALES

NACIONAL, UNIDAD, IMPERIO

1. Creemos en la superioridad moral del pueblo español. Consideramos al pueblo como un organismo vivo, que debe ser educado y perfeccionado. A la realización de esta tarea habrá de seguirse un movimiento de regeneración de las instituciones, de los grupos y de las clases.

2. España es una unidad de destino en su historia. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

3. La Constitución vigente es una obra de la historia y de la geografía, que debe ser respetada y mejorada. Pero sus reformas no serán más que reformas.

4. Tal como estamos en España, no podemos ser más que españoles. No aceptamos la división internacional de la soberanía ni la desmembración territorial.

5. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

6. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

7. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

8. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

9. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

10. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

11. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

12. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

13. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

14. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

15. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

16. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

17. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

18. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

19. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

20. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

21. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

22. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

23. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

24. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

25. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

26. España es una patria de destino. Toda organización política, económica o social que no responda a esta unidad es un error que no perdurará.

- JOSE ANTONIO -

Ningún movimiento político ha estado tan cerca de nuestra corazón como la Falange Española. En julio de 1933 un grupo de muchachos colombianos, románticos, desvotos y fervorosos, alzamos la bandera nacionalista en una patria trancada por los odios sectarios, por la avidez de los cleros y la gula de los politiqueros.

El 29 de octubre de 1933 fundamos José Antonio Primo de Rivera la Falange con un memorable discurso que hoy es el evangelio de quienes caminamos en España por las ruinas de la cultura cristiana y occidental. Un hos juvenal y sediento de la regeneración española, una generación metafísica de la mediodía ambiente en la Península, una patrulla política y militar redas al joven hero y reivindicó uno de los más asombrosos momentos de la historia contemporánea. Fueron en un principio unos pocos entes tenaces de obreros, universitarios e intelectuales que se abrieron paso con el corazón, con el cuerpo, con el alma y con el puro dinamismo de un pueblo, entre el ambiente envenenado de políticos mercenarios y espasos de corrupción gubernamental. Los perseguían a través del desenfreno marxista en los años anteriores, a la guerra, las calumnias y deformas y ridiculizó el sector de las derechas populistas y conservadoras. José Antonio, en su sectorio cruzado de voluntades patriotas, lirio de sobria rigurosidad católica, frugalidad y agéncia, en el sentido unanímemente del pueblo, abrió

el prodigio. Y España se puso nuevamente en pie sobre su cuadrada pávra.

Ahora José Antonio es el Genial Ausente de la Nueva España; el invisible arquitecto de su glorioso destino, el ardiente vigía sobre su lucero, el timonero del corazón español, el invisible capitán que, sentido a la diestra del Cid, hace flamar las banderas y sopla el viento en cuya cima vuelan los himnos. Yo creo que José Antonio tiene su lugar en la gran mitología española, al lado del Cardenal Cisneros y don Juan de Austria, el que pedía vigilia y abstinencia y una paciencia vertical ante la vida —porque los ángeles están de pie y con espada, en la puerta del paraíso— debe estar viendo su sueño a punto de realizarse en la España que amanece. El que clausura: "a los pueblos no les han merecido nunca más que los poetas, y ¡ay del que no sepa levantar frente a la poesía que destruye, la poesía que procrea!", debe sentir, sobre que se ya cuerpo de luz imperceptible, pulso de estrella y voz embalsamadora de inaudible aranga que desciende desde su cielo de espaldas azules, debe sentir la sangre de su antiguo cuerpo vivificado por el joven cuerpo de la España resurreta, y el pulso de su antiguo corazón matado en el toralido motor de la grandera española y la poesía oral de sus prolongadas bajo un aire lírico de aguas y campanas.

Eduardo Carranza
(Pasa a la 404)

esta de clases, por cuanto todos los que aspiran a la gran vida deben salirse de ella para ir a la gran vida.

10. El Estado reconocerá la propiedad privada como modo legítimo de cumplimiento de los fines individuales, familiares y sociales, y la protegerá contra los abusos del gran capital financiero, de los especuladores y de los prestamistas.

11. Defendamos la propiedad a la nacionalización del servicio de agua y saneamiento las corporaciones a la de los grandes servicios públicos.

12. Todos los españoles tienen derecho al trabajo. La explotación humana es un crimen que no se tolera en Falange.

13. Mientras se siga a la tierra se seguirá siendo un crimen el que se le atribuya a la tierra. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

14. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

15. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

16. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

17. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

18. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

19. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

20. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

21. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

22. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

23. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

24. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

25. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

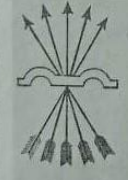
26. El Estado garantizará el trabajo a todos los españoles que lo deseen, y los que no lo deseen, se les dará el trabajo que deseen.

Sentido Histórico la Falange Española

¿Qué sentido histórico tiene el movimiento falangista? ¿Qué sentido histórico tiene el movimiento falangista? ¿Qué sentido histórico tiene el movimiento falangista?

- 17 de Noviembre - Un gran discurso de José Antonio Primo de Rivera

El discurso de José Antonio Primo de Rivera en el estadio de fútbol de Madrid el día 17 de noviembre de 1936. El discurso de José Antonio Primo de Rivera en el estadio de fútbol de Madrid el día 17 de noviembre de 1936.



El discurso de José Antonio Primo de Rivera en el estadio de fútbol de Madrid el día 17 de noviembre de 1936. El discurso de José Antonio Primo de Rivera en el estadio de fútbol de Madrid el día 17 de noviembre de 1936.

Sobre la Originalidad y el Estilo de la Falange

¿Qué es la originalidad? ¿Qué es el estilo? ¿Qué es la originalidad y el estilo de la Falange? ¿Qué es la originalidad y el estilo de la Falange?

El sentido histórico del movimiento falangista. El sentido histórico del movimiento falangista. El sentido histórico del movimiento falangista.

Contra la DIARREA TABLETAS de Eldoformo igualmente bueno para niños y adultos. FOT. Armenia. bot. de 10 tabletas \$ 0.30

LA EMISORA VOICES de la CIUDAD DISEÑA PARA SU HOGAR UN VENTURERO AÑO NUEVO. MÓDULO general para el Quilo. Almacén de José J. Velasco. El mejor modo del mundo.

EL COMPUESTO EN QUE LAS MUJERES CONFÍAN. Las mujeres se fiaron siempre en el amor. Las mujeres se fiaron siempre en el amor. Las mujeres se fiaron siempre en el amor.

LA EMISORA VOICES de la CIUDAD DISEÑA PARA SU HOGAR UN VENTURERO AÑO NUEVO. MÓDULO general para el Quilo. Almacén de José J. Velasco. El mejor modo del mundo.

II. El despertar nacionalista

Anexo 7. Derechas, Bogotá, 9 de noviembre de 1935, p. 1.

NUMERO 50

DERECHAS

Dirección:
GUILLEMO CAMACHO MONTOYA
FRANCISCO FANDINO SILVA
G. E. R. N. S. Y.
TOMASO FISEROS SUAREZ
OFFICINAS:
 Edificio Hernandez No. 283
 Teléfono: 71 15
 Apartado Postal 26 83

BOGOTÁ, VIERNES 27 DE NOVIEMBRE DE 1935.
 (Registrado para curso libre de porte en el servicio postal. Licencia N.º 370 de 9 de noviembre de 1935.)

EN NOMBRE DE 10.000 DERECHISTAS DEL QUINDÍO LAVANTO MI BRAZO POR CRISTO Y BOLIVAR ANTE EL COMANDO

ABIEROTOS ESTAN PARA NOSOTROS LOS CAMINOS DE LA VICTORIA, NOS DECLARA ARTURO CARDONA JARAMILLO

Arturo Cardona Jaramillo, uno de los antedichos más prominentes con que cuentan las derechas en el Quindío, firma copias de sus proclamas nacionalistas de Calera, nos ha entregado para DERECHAS las siguientes declaraciones:

"Tengo a mis hijos y en mis brazos el saludo devoto de los diez mil derechistas del Quindío que crean y profesan las doctrinas nacionalistas, sangre y espíritu, raza fundadora de la patria nueva. Una sola voluntad, un solo corazón, un solo ideal congregado son las alanzas robustas de esa tierra marítima. Allí no se habla de las inquietas, el grito es: no hay evanagio ni la derecha. Ellos, hombres todos, machos y estragados, machos de sangre pura y quimbaya, campesinos analfabetos, intelectuales intrascendentes ante el dique despierto, jefes ilustres, tienen la conciencia arraigada de que la democracia es un rotulo lujoso, reclaman las fomentadas garantías y entran a los escuadrones bolivarianos a jugar a la villa para reducir a la república. En nombre de ellos levanto mi brazo ante el Comando Nacional y Juro por Dios y por Bolívar cumplir los estatutos regidos de las derechas.

Las derechas como mística
 Avanzaba la zozobra en el cuerpo místico de la educación conservadora. Los funcionarios políticos servían, unas veces para avivar el entusiasmo, otras para requebrarlo brevemente. Los horizontes placíanse en el trasero esa mística indiferencia mortal. No aparecía señal de vida. Pero llegó el era de que una generación vigorosa con un manantial histórico que cumple también levantado decididamente a salvar su responsabilidad política. El entusiasmo desbordó porque el deseo vehemente de lucha estrometosa furiosamente en las artes. El derechismo —viraje fascista— lloraba la libertad de las aspiraciones. Los hombres se vistieron a la nueva doctrina con una saucos en los labios y el brazo derecho erguido señalando el horizonte de la historia. Con una salutación de espaldas fueron saludadas las banderas de la era latina. El pensamiento político de las derechas, su total ideología, su posición ante el conservatismo, se interpretó de la misma manera que el escribiera Carlos Bolívar Herrera en su formidable artículo "El fascismo y el partido conservador". Como mística son inseparables. Corrigen, convienen, grandifícen y estructuran las multitudes de mis conseras.

El problema político del Quindío
 Igualante exacto que en cualquiera de los ochocientos municipios del país el régimen asqueroso del barón López lleva los colores de su corbata en el maldito del canchero o en el revolver asiendo del básculo. Destapan el coraje convulso y convierte azarosa la vida. Pasa la verdad, corrige la justicia, gullitina los derechos civiles. El problema político del Quindío es de evanagio o emulación. En el ramo electoral ejerce un latido predominio arbitrario. Del fraude no habla para no perder un plebiscito. Los sobornos que se destacan por su vilipendio son puestos a ridículo del señor asiendo, "coronel", estigado de la individualidad. Los ideales saucos del cogollo demagógico. Todo es una institución al asesinato en los ojos y en las rasas banderas de los agentes beneméritos del poder nos contra. Si allá no ha habido una revolución es porque la faltado sencillamente un hombre.

Nos vengaremos de nuestros verdugos
 Pero tenemos la firme intención de vengarnos de nuestros verdugos. Díjose que esta coligada la etapa de la iniquidad. Le roló, una fuerza interior imperativa que empuja a la venganza. La sangre inocente clama justicia. Resalta sangre conservadora vertida sobre las calles públicas al momento relámpago de los granos. Resalta sangre que ha bautizado la república liberal con el color de su hervor. Resalta sangre gloriosa que fuiste tapete granito del musculo festivo. Te vengaremos haciendo los soldados de hoyos con la misma repugnante honrilla de los legionarios españoles. Agradad, políticos asesinos, esperad el día, provee uno sancionamiento, que yo conozco las banderas y su una la consecuencia de las acciones. No me vengaremos

PRIMER CENTRO OBRERO DERECHISTA EN BUMANGA.

Lucaramanga, noviembre 20 1935.
 DERECHAS—Bogotá.

La Legión de Extrema Derecha continúa su labor de organización con actividad y eficacia. En el curso de los últimos días han ingresado a la Legión nuevos miembros.

El sábado último se llevó a cabo por disposición del Comité la instalación del Centro obrero del Barrio obrero de Girardot. Al acto que se llevó a cabo a las siete y media de la noche, concurrieron treinta leonarios encabezados por el Comandante Estavieron presentes además otros tantos obreros de dicho barrio.

Uno de los miembros del Comando explicó brevemente los fines de la organización derechista, sus orientaciones y sus deberes. En seguida el señor Luis Alvarado de la Legión para organizar el movimiento obrero de disciplina de que debe ser el fundamento de la vida obrera. En seguida el señor Luis Alvarado de la Legión para organizar el movimiento obrero de disciplina de que debe ser el fundamento de la vida obrera.

En seguida el señor Luis Alvarado de la Legión para organizar el movimiento obrero de disciplina de que debe ser el fundamento de la vida obrera.

En seguida el señor Luis Alvarado de la Legión para organizar el movimiento obrero de disciplina de que debe ser el fundamento de la vida obrera.

LIBRO SELECCIONADO PARA TODA PERSONA CULTA

ANOS DE DECISION.

por Oswald Spengler. Los problemas actuales, una lección en forma vigorosa por un hombre libre de prejuicios. \$ 1.20

La Revolución Mundial y la responsabilidad del espíritu, por H. De Keyserling. Pueden los intelectuales ser indiferentes a los problemas sociales y políticos del momento? \$ 1.00

Mozart, por Marcia Ilavovort. Emblématique la rememoranza de la coita y patética existencia de este músico famoso. \$ 1.80

Los problemas de la cultura, por Desire Roustan. Comandado guía de lectura, de método de selección y de asimilación, para el intelectual. \$ 1.20

Alfarras al Mundo actual, por Paul Valéry. No por ser de un poeta, y no menos, por ser de profundas estas apreciaciones sobre las grandes corrientes de la hora. \$ 1.20

Elonora Duse, por E. A. Reinhardt. Biografía escrita con capacidad y sensibilidad sobre esta famosa actriz, rival de Sarah Bernhardt. \$ 2.00

Las Nuevas Fronteras, por H. A. Walla. Problemas sociales y económicos de nuestro tiempo, abordado con amplitud de visión por un experto. \$ 2.00

Fundamentos Reales de la Sociología, por Georg E. Meier. Por qué y cómo se organizan los hombres en sociedad? ¿Puede crearse una moral social, bases permanentes sociológicas? \$ 1.50

El pensamiento y la muerte, por Henri Bergson. La medida misma del pensamiento del primer filósofo contemporáneo. \$ 1.50

REALIZACION DE SALDOS DE FIN DE AÑO

en el

ALMACEN MORALES

con motivo del inventario

ARTICULOS PARA HOMBRE	Desde:	Hasta:
Bañador	\$ 2.00	12.00
Batas de baño	1.50	1.00
Camisetas varias tipos	1.00	1.50
Cochales para el cuello	1.00	1.50
Sacos de pañama finísimo	1.50	2.00
Cochales para afetar, paño	0.50	1.00
Pañuelos para bolsillos	0.10	0.50
Toucas para las manos	0.50	1.00
Perros de lana ingleses	1.00	1.50
Gorros de cuero de marroquí	2.00	3.00
Paraguas buena calidad	3.00	4.00
Boxes interiores de francés, cajalones	2.00	3.00
Boxes interiores de punto de seda	2.00	3.00
Sapatones buena calidad	2.00	3.00
Sapatones de cacho, extra	2.00	3.00
Sobretodos impermeables	3.00	4.00
Sweaters de lana ingleses	3.00	4.00
Camisas de lana finísima para levantar	2.00	3.00
Medias hilo de esocia	0.50	1.00
Camisas, lindas pintas	2.00	3.00
Pañuelos finos tela algodón	0.50	1.00
ARTICULOS PARA SEÑORA		
Medias de algodón, para	0.10	0.50
Pelotas elásticas, última moda	0.10	0.50
Polvos finísimos	1.00	1.50
Cuerpo de cacho para baño	0.50	1.00
Collares de fantasía	0.50	1.00
Botanitas de lana	0.50	1.00
Blusas de seda	0.50	1.00
Botas bonitas y capita	0.50	1.00
Yentes finísimos de seda y algodón	1.00	1.50
Botones de seda y algodón	0.50	1.00

ARTICULOS PARA NIÑOS

Suavetes Bylee	0.50	1.00
Vestidos blancos de seda	0.50	1.00
Sobretodos de punto	0.50	1.00
Camisas de Bolívar	0.50	1.00

Anexo 9. Portada simbolica, el El brazo izado y la cruz, *La Tradición*, Vol. III, Medellín, 23 de abril de 1938, nº34.



III Documentos. Las ambivalencias liberales frente a la Guerra Civil Española.

Annexo 10. BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales, Fondo Ministerio Relaciones Exteriores 048, Caja 0009. Madrid 10 de septiembre de 1938, de presidente Eduardo Santos a la Legación de Colombia en Madrid. N°Mss/563/1/9/3

Bogotá, 10 de septiembre de 1938.

LECOLOMBIA,
Madrid.-

2.- Encarézcole proceder con la mayor actividad a dar instrucciones terminantes a todos los Cónsules para que se abstengan de visar pasaportes a inmigrantes judíos mientras no reciban instrucciones precisas que están elaborándose, agregandoles que deben consultar a las Legaciones cada caso dudoso que se presente y poner el mayor esmero en este asunto.- Existe aquí intensa alarma por noticias publicarse y aunque personalmente duéleme infinito situación existe, considero imprescindible tomar medidas de defensa que eviten aquí situaciones desagradables y perjuicios.- Como las noticias que llegan son impresionantes respecto probabilidad inmigraciones cuantiosas, suplícole activar estas gestiones procurando que ningún consulado colombiano en Europa deje de recibirlas.- Ruégole entenderse especialmente con Amsterdam y Rotterdam, e informarme cuanto vaya sabiendo sobre esto.-

PRESIDENTE SANTOS

MSS-563/1/9/3

7

Anexo 11. BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales Fondo Ministerio Relaciones Exteriores, Fondo 046, Caja 0009. Madrid 9 de diciembre de 1939, De Legación de Colombia en Madrid a Presidente Santos. Documento Mss/563/1/9/106.

42

MSS-563/1/9/106

TRADUCCION

Madrid, 9 de diciembre 1939.

PRESIDENTE,
Bogotá.

80. Su 31. Doy instrucciones Cónsules. Estimo rumores tienen fundamento, pues sábase Koumintern ha resuelto intensificar propaganda todas partes gastando ingentes sumas. Este respecto permitome llamar respetuosamente atención vuestra necesidad vigilar, controlar actividades refugiados españoles y alemanes, aún judíos, que en Francia han resultado comprometidos espionaje propaganda comunista nazi.

LECOLOMBIA.

BOGOTÁ
COLOMBIA
1939

Anexo 12. BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo Ministerio Relaciones Exteriores, Fondo 046, Caja 0009. Madrid 7 de diciembre de 1939, De Legación de Colombia en Madrid a presidente Santos. Documento Mss/563/1/9/106.

MSS-563/1/9/106

Bogotá, 7 diciembre de 1939.

LECOLOMBIA,
Madrid.

31. Corren rumores con incierto fundamento sobre posible venida agentes soviéticos destinados fomentar campaña agitación. Sírvanse dar instrucciones terminantes consulados para que pongan máximo cuidado en visación pasaportes fin no concederla sino a personas insospechables y sobre datos comprobados, e informarme cualquier cosa sospechosa.

PRESIDENTE.

Anexo 13. BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo Ministerio Relaciones Exteriores 047, Caja 0008. Paris 1 de abril de 1939, de Luis López de Mesa Ministro de Relaciones exteriores de Colombia al general Conde Jordana ministro de Estado. Mss/563/1/8/637.

71

Bogotá, 1 de abril de 1939.

EXCELENTISIMO SEÑOR GENERAL CONDE DE JORDANA,
Ministro de Estado,
Burgos (España)

Tengo el honor de manifestar a
Vuestra Excelencia que el Gobierno de Colom-
bia reconoce que el Gobierno presidido por
el Excelentísimo Señor General Francisco Fran-
co tiene la representación internacional del
Estado Español. Mi Gobierno está dispuesto a
acreditar un representante de Colombia ante el
Gobierno de Vuestra Excelencia, inspirándose
en el espíritu que ha animado siempre al pue-
blo y Gobierno de Colombia respecto de España.
Aprovecho la oportunidad para presentar a Vues-
tra Excelencia la seguridad de mi más alta y
distinguida consideración.

LUIS LOPEZ DE MESA,
Ministro de Relaciones Exteriores de Colombia.

Mss 563/1/8/637

Anexo 14. BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo Ministerio Relaciones Exteriores 046, Caja 0009. Madrid, 3 de abril de 1939. De Gabriel Melguizo (Legación de Colombia en Madrid al presidente y MRE. Nota n°Mss/563/1/9/17.

MSS-563/1/9/17

4/1

Madrid, 3 de abril de 1939.

PRESIDENTE,
Bogotá.

Recibí su radio del treinta. Muy satisfecho sus disposiciones sobre normalización de las cordiales relaciones, siempre sostenidas con nuestra madre patria. Espero sus órdenes. Afectísimo,

GABRIEL MELGUIZO - LECOLOMBIA.-

Anexo 15. BLAA. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales. Fondo Ministerio Relaciones Exteriores 046, Caja 0009. Madrid, 14 de marzo de 1939. De Legación de Colombia en Madrid al presidente y MRE. Nota n°Mss/563/1/9/12.

T/6/T/991 m.1

72

TRADUCCION.-

Madrid, 14 de marzo de 1939.

PRESIDENTE,
Bogotá.

5. Terminada rebelión comunista. Junta libertó presas políticas de Gobiernos anteriores, también muchos hombres, Hijo nuestro Cónsul Vigo estaba preso Valencia libertado. Junta quiere acelerar paz.

LECOLOMBIA.-

IV Franco y el entusiasmo por la victoria nacionalista.

Anexo 16. El Siglo, Bogotá, 29 de marzo de 1939.

EL SIGLO
 Edición para la tarifa reducida al servicio postal — Lit. N.º 4.
 BOGOTÁ — COLOMBIA, MIÉRCOLES 29 DE MARZO DE 1939
 EDICIÓN DE 12 PAGINAS — NUMERO 1137

NO IV — DIARIO DE LA MAÑANA —

ARRIBA ESPAÑA, VIVA FRANCO!!

REDIMIDA AYER LA CAPITAL ESPAÑOLA

Nuestras lágrimas y nuestros sacrificios han sido fecundos: acabamos de reconquistar el corazón de España y se lo hemos arrancado para siempre de las voraces fauces del comunismo internacional', dijo José María Pemán

DESDE LOS DETALLES DE LA ENTRADA DE LOS NACIONALISTAS EN MADRID—LA ALEGRÍA ES EFERVESCENTE EN TODA LA CIUDAD — HAY UNA VERDADERA LOCURA — LA MARCHA REAL, EL LEÓN NACIONALISTA Y LAS ACLAMACIONES A FRANCO Y A ESPAÑA RESUEÑAN POR TODOS LOS AMBITOS DE MADRID LIBERTADA.

Un día de la mañana se inició la ocupación por la Ciudad Universitaria cuyas tropas fueron las primeras en izar bandera blanca — El capitán Viel saltó herido de la trincheira y tendiendo la mano al primer nacionalista dijo, conmovido: "Esto se acaba". — La primera bandera nacionalista se izó en la Puerta del Sol — Inmediatamente la ciudad se cubrió de Rojo y Gualda — Hombres y mujeres cubren de besos a los héroes de Franco.

“MADRID, LA LLAMADA TUMBA DEL FASCISMO, SE CONVIRTIÓ EN LA TUMBA DEL MARXISMO Y EN LA CUNA DE UNA GRAN RESTAURACION DE LA HISPANIDAD EN EL MUNDO”



AL CARO DE 12 MESES DE GUERRA — Vista tomada de una tribuna elevada de la ciudad — Por ende, se gana un millón de habitantes y se recupera el corazón de España.

LOS PRIMEROS DETALLES — Madrid, marzo 28. (Herald)— En el momento en que ingresaron las tropas de Franco y reconquistó los saldos de Madrid, los nacionalistas, auxiliados en los momentos críticos por España y el ejército, gritaban Viva España y Viva Franco.

REPOSICION DE LA INFANTA ISABELIA — A este respecto se destacan las siguientes declaraciones que la Infanta Isabelia, hija de Alfonso XIII, hizo con espontaneidad para la prensa.

LA UNICA EN FERIA — París, marzo 28. (Herald)— La noticia de la liberación de Madrid causó un gran entusiasmo en los círculos diplomáticos de París.



El nuevo gobierno de España

Presentación en este momento las participaciones fundadoras del nuevo gobierno de España que se instalará de entre de breves días en Madrid. Arriba en la izquierda Alfonso Peña, Ministro de Industrias; Andrés Amalade, de Fomento; González, de Asistencia y el Conde de Fernán, de Trabajo. Al centro Juan Antonio Suárez, Secretario de Estado; y Generalísimo Francisco Franco, jefe del gobierno. En la parte inferior, el Generalísimo, el Conde de Fernán, el Generalísimo, el Conde de Fernán, el Generalísimo, el Conde de Fernán.

Va directamente a su corazón!!

Fije sus ojos en el carro **RADIO-PATRULLA**



El ex-presidente cubano Carlos Manuel Céspedes falleció en la Habana

LAS RENTAS DE BOGOTÁ NO GUARDAN PROPORCION CON EL INCREMENTO ECONOMICO

El crecimiento de Bogotá, en los últimos años, ha presentado proporciones extraordinarias, tanto en lo que se refiere al aumento de las construcciones urbanas como a la expansión de su comercio.

Pero la vida fiscal, no guarda proporciones con el crecimiento económico y esto hecho justifica la revisión del sistema tributario. Ya que el desarrollo mismo de la ciudad ha determinado un aumento enorme en los gastos públicos.

Bogotá está obligada a satisfacer las grandes necesidades de una labor completa de asistencia social, y otras que son las responsabilidades que corresponden a su categoría de Capital de la República.

Para cumplir con todas sus obligaciones de ciudad Bogotá necesita un catastro moderno.

LA MAÑANA por el (Herald) El ex-presidente Carlos Manuel Céspedes

EL SIGLO

El fiero capitán de las recientes epopeyas, desde el sumo pedestal con la espada vengadora en lo alto, parece gritar a pulmón lleno: Arriba España! Vano será agregar: Arriba Franco! Porque no se puede ir más allá. El héroe llegó ya donde comienza el reino de los inmortales.

GUILLERMO VALENCIA.

EDICIÓN
LAURIANO GOMEZ
JOSE DE LA VEGA
Director
LEO IGNACIO ANDRADE

AÑO IV — DIARIO DE LA MAÑANA BOGOTÁ — COLOMBIA, DOMINGO 2 DE ABRIL DE 1939 EDICIÓN DE 16 PAGINAS — NUMERO 1141

Amaneció en España!

La guerra ha terminado

Burgos, abril 1. (Havas). — La guerra ha terminado hoy con la caída de la ciudad de Burgos. El ejército de Franco, al comprometerse a la rendición, ha aceptado el armisticio. Desde entonces que las tropas de Franco ocuparon de nuevo por completo el 23 de enero con la caída de la ciudad de Burgos. El resto del ejército vanguardista de las comunistas no fue en su totalidad con una marcha en el desmoronamiento de las últimas unidades en Burgos. En Burgos, se cree que la noticia que el Generalísimo dará que otras unidades salgan para por razones o finalidades que son incógnitas que se desconocen.

(Pasa a la página quince)

Los EE. UU. reconocen a Franco

Ayer tarde decidieron tal medida Roosevelt y el secretario Hull

WASHINGTON, abril 1. (Havas). — Ayer por la tarde el gobierno del presidente Roosevelt reconoció al gobierno del general Francisco Franco. (Nota de EL SIGLO) Hemos salido verdaderos en nuestro propósito de que el gobierno de Colombia se suavicie en ese sentido, como después de la caída de la ciudad de Burgos por las tropas de Franco.

Se cree en la ciudad de Washington que Calderón, el agente franquista en las Estados Unidos, será el nuevo embajador de España. La decisión de reconocer a Franco a la página quince)

El último comunicado militar de España

Un privilegio especial concede Su Santidad Pío XII al pueblo español

Burgos, abril 1. (Havas). — Todas las estaciones de radio de España, hoy a las 23 y 15, después del himno de la Palan que, disten lectura al siguiente comunicado oficial del Gran Cuartel General de Salamanca:

"Hoy después de haber hecho miles de prisioneros y haber desarmado íntegramente a las fuerzas rojas, las tropas nacionalistas de España alcanzaron el último objetivo militar que se habían propuesto desde hace dos años y medio.

LA GUERRA HA TERMINADO OFICIALMENTE EL DIA PRIMERO DE ABRIL DE MIL NOVECIENTOS TREINTA Y NUEVE. (FIRMADO, GENERALÍSIMO FRANCISCO FRANCO).

En seguida la estación informará: "Todos los sábados y días de fiesta a la media noche los radios transmitirán la Santa Misa, en virtud de licencia especial concedida por Su Santidad, y destinada la transmisión a todos los españoles de la zona oprimida, y para que así pudieran cumplir con sus deberes religiosos. ESTE PRIVILEGIO EXTRAORDINARIO NO SE HABIA CONCEDIDO NUNCA A NINGUNA NACION.

La última misa que se dirá en virtud de tal licencia y que será retransmitida por la radio será la de esta noche a las doce. Desde mañana en toda España quedará restaurado el culto público de la Santa Religión Católica, Apostólica y Romana".



Fernández Cuesta va en busca de los restos de Primo de Rivera

Burgos, abril 1. (Havas). — Poco a poco se va reuniendo una comisión que va en busca de los restos de José Antonio Primo de Rivera. El ministro de agricultura, se ocupará del movimiento funerario y para antes de regresar de la ciudad de Roma, se ocupará de la ocupación de la Santidad.

Acercándose a comités de la zona, el coronel de la Guardia, el coronel de la Guardia, y el coronel de la Guardia, se ocupará de la ocupación de la Santidad.

Subscribase a "EL SIGLO"

ABRIL 13 — Segunda sorpresa de la LOTERIA DE MARINO

El Gral. Franco pide a Rusia los niños que el Gob. rojo exportó

LONDRES, abril 1. (Havas). — Se sabe en esta ciudad que el general Franco desea que la Gran Bretaña sirva de intermediaria para que los niños españoles que fueron enviados a dicho país, salgan todo cuando la evacuación de los países vecinos por las tropas rojas.

NUESTRA EDICION ESPECIAL DE SEMANA SANTA aparecerá con el más bello material literario y gráfico, el MIERCOLES SANTO

CONFERENCIA El Excmo. Mgr. Juan Manuel González, Arzobispo coadjutor de Bogotá dictará el próximo martes una conferencia desde los micrófonos de "La Voz de Colombia", de 6 a 7 de la tarde.

MAGNIFICAS OFICINAS AMOBLADAS, A \$ 30.00 CADA UNA. Calle 14. N.º 2.38. Tercer piso.

La flota nacionalista entró triunfante ayer al Pto. de Cartagena

Cartagena, abril 1. (Havas). — La escuadra nacionalista entró hoy en el puerto en medio de las aclamaciones populares.

Leche y pan a precios muy bajos se vende en la capital de España

MADRID, abril 1. (Havas). — Desde el día de ayer se vende a precios bajísimos a toda la población leche y pan a discreción. El generalísimo de las tropas, ha ordenado que el Estado de España conceda préstamos a los obreros por cincuenta pesetas, que serán reembolsadas paulatinamente en el curso de veinte días.

TEJIDOS PARA CARGA con motor y sin él. Tejidos para niños, muchos estilos y tonos. Andadores para bebés. — "EL SPORT" — Bogotá — Apartado 1088.

ABRIL 13 — Segunda sorpresa de la LOTERIA DE MARINO

USE TELAS

'Obregón'

EL 10 SE REUNIRAN LOS CONSEJOS ELECTORALES

Bogotá. — El 10 del presente mes se reunirán los consejos electorales de los departamentos para hacer los escrutinios de los votos emitidos en las elecciones pasadas para diputados a las asambleas y representantes a la cámara.

EL OBRERO CATOLICO

ORGANO OFICIAL DE LA ACCION CATOLICA

(Cantilla reducida en el servicio postal interior. Registro No. 73)

AÑO XIV

REPUBLICA DE COLOMBIA. — DEPARTAMENTO DE ANTIQUIA. — MEDELLIN, SABADO, 1o. DE ABRIL DE 1939.

No. 705

SE NOMBRARA POLICIA ESPECIAL PARA EL CATATUMBO

Bogotá. — El gobierno nacional está en la actualidad la creación de una escuela de policía destinada a la región del Catatumbo y que tendrá como fin instruir a los habitantes de su Guaji County contra los ataques de los indios matadores.

VIVA FRANCO, ARRIBA ESPAÑA!!

Los masones y los comunistas tuvieron que entregar a Madrid

El izquierdismo del mundo soporta una tremenda derrota

LA IZQUIERDA SANGUINARIA VA TENIENDO SU CULTURA EN LA ESPAÑA TRADICIONALISTA Y CATOLICA

—El martes de la presente semana, en las primeras horas de la mañana, se rindió incondicionalmente la ciudad de Madrid, capital de la república española, a las fuerzas vencedoras del general Franco y después de un tiempo que duró más de seis años.

INFLUENCIA DE LA ENTRECA

—En todas las círculos sociales, políticos, militares y aun científicos del mundo entero, se viene escuchando con creciente interés la entrada de Madrid y sus consecuencias en las siguientes puntas:

—La guerra civil española va teniendo definitivamente su fin.

—La masonería universal y el bolchevismo soviético han recibido en España, a sangre y fuego, una de las mayores derrotas y uno de los más tremendos castigos que recibió la historia.

—Toda la política de izquierda de los partidos han

La revolución española toca a su fin

—La revolución española que los debe haber en la medida de sus procedimientos, pues la humildad se va haciendo acremente hostil a los principios sanguinarios que e ellos defienden.

—La derrota de los rojos es palpable en todas partes una influencia hasta ahora no sospechada.

LA GRAN OFENSIVA

—El general Franco había iniciado una gran ofensiva sobre Madrid, sin embargo que no se creyeron capaces de resistir los rojos, razón por la cual determinaron entregarse.

LA RENDICION

—Viéndose totalmente perdido, los rojos regularmente des de al lunes izar banderas blancas, y el martes por la mañana iniciaron las tropas vencedoras su entrada triunfal, sin haber un solo disparo.

SE IZA LA BANDERA

—Uno de los primeros actos fue izar en los edificios los pa

EL JUBILO

—Las calles estaban atestado de gentes que gritaban vivas a Franco, a España nacional, a la religión católica y a las fuerzas restauradoras. La emoción era tan grande que se abrazaban unos a otros con gran sentido cristiano. Las mujeres y los niños gozaban unrenovación el ambiente, en el cual resonaba el himno de la falange.

60.000 FASCISTAS

—No menos de sesenta mil soldados fascistas con sabanas blancas dentro de la ciudad la entrada de sus comandantes, empezaron a aglomerarse en las calles y la gritaría se inició en medio de la más entusiasta emoción.



Truifa la España tradicionalista y católica

al principio, se unieron luego al entusiasmo popular.

HUYEN LOS JEFES

—Los jefes rojos que no habían salido hace meses de Madrid se apresuraron ahora a abandonar por caminos distintos que los condaderos al extranjero bien provistos de oro y plata para ir a pasarse una vida regalada mientras el pueblo que hicieron sufrir se ha quedado solo ante los vencedores.

HASTA LOS REPUBLICANOS

—Los mismos republicanos que permanecieron en silencio

NOTICIERO NAL. DE LA SEMANA

NUEVO MINISTRO DE TRABAJOS

Bogotá. — El señor presidente de la república ha nombrado para desempeñar el cargo de ministro de trabajo, higiene y previsión social al Dr. José Joaquín Calzado Castilla. Dicho desusado estaba vacante desde que lo renunció el Dr. Alberto Jaramilla Sánchez.

LA BAVARIA AUMENTA SU CAPITAL

Bogotá. — El conde de Caracciolo "Bavaria" donó en la semana pasada el aumento de su capital de 10 a 20 millones. (Pasa a la 3.)

SERVEL ELECTROLUX
Enfría por calor.
Modelos eléctricos.
Modelos de petróleo.

tipo "No Tira de PULGON"
PRECIO BAJO
Fabricada por PEPALFA

Extraordinario DE \$ 20.000
el Sábado Santo (Faltan 8 Días)
LOTERIA DE MANIZALES

¡Oportunidad!
ESTA SE LA OFRECE LA **AGENCIA FORD**
Tenemos para la venta algunos carros usados, los cuales están en magnífico estado.
—Le ofrecemos precios verdaderamente halagadores.
Si Ud. nos presenta este anuncio Obtendrá también amplias condiciones de pago.
Visite nuestra Agencia y puede estar seguro que encontrará el automóvil que lo hace falta.
AGENCIA FORD
Avenida 17 de Mayo — Teléfono 3.83

Para el campo!
telas estampadas
Coltejer
percas durables de bonitas pintas y colores vivos

Señores Comerciantes de las Poblaciones:
En nuestro DEPARTAMENTO DE POR MAYOR, les ofrecemos:
1o. — Ocho (8) Agencias de Fábricas del País.
2o. — El más hermoso surtido de telas de Fantasía.
3o. — Nuestro sin igual lema: "El mejor tela al más bajo precio".
HIJOS DE RAFAEL A. MESA M. - COMERCIANTES
Parque de Berrio, Costado Sur, Nros. 20.591 - 20.623

SERVEL ELECTROLUX
Enfría por calor.
Puede y debe usarse hoy electricidad.

Servel Electrolux
la nevera sin motor
Servel Electrolux
la única nevera eternamente silenciosa. Sin piezas móviles.

ES SIGNO DE DISTINCION CALZAR SIEMPRE
TRIUNFO UNION
'ATLAS'
El paño inglés insuperable
Unico importadora
SALDARIBAGA, BRAYO & CIA.
Medellin - Bogotá - Cali.

Todos saben que el Chocolate Exquisito No. 1A. es bueno

paños santa fé
pura lana

Artículos del Código de Policía que estamos seguros conocen el Sr. Gobernador y

EL OBRERO CATOLICO

ORGANO OFICIAL DE LA ACCION CATOLICA
(Tarifa reducida en el servicio postal interior. Registro No. 75)

AÑO XIII REPUBLICA DE COLOMBIA.— DEPARTAMENTO DE ANTIOQUIA.— MEDELLIN, SABADO 26 DE FEBRERO DE 1938. No. 652

La desinfección de España

POR EL CEMENTERIO DE SN. PEDRO

—Hace ya algún tiempo se inició la campaña en favor del saneamiento moral del cementerio de San Pedro de esta ciudad. La A. C. trabajó en el año pasado con intensidad en este particular, sin haber obtenido resultados favorables, pero volveremos a la lucha con mayor intensidad. Es cuestión de estética, de cultura, de patriotismo, de sentimientos nobles, de moralidad, de todo.

—Sabemos que la labor se presentará ardua, que los obstáculos van a ser muchos y difíciles de vencer, pero no importa: Medellín lo necesita, el buen nombre de la ciudad lo reclama, la piedad para con los muertos lo impone y por sobre todo es preciso hacerlo.

—Creemos que hay motivos suficientes para que las autoridades puedan intervenir favorablemente: Existe en el barrio una fábrica y es preciso amparar a ella a las obreras que a ella concurren a conseguir el sustento, pues es una injusticia obligarlas a transitar por esas calles, teatro de la más desenfadada inmoralidad; el cementerio es un lugar que todo Medellín visita con frecuencia, diariamente, y que por su belleza van a conocer todos los extraños que llegan a la ciudad, y es una vergüenza tenerlos que conducir

por vías de sonrojo y de baja; hay ya en el cementerio una bella capilla donde mora de día y de noche NUESTRO AMO SACRAMENTADO, y ello sería razón más que suficiente para imponernos el deber de desterrar de sus contornos los motivos de corrupción y de pecado; un sacerdote, en calidad de capellán nombrado por el Prelado, ha fijado su residencia en la esquinilla misma del cementerio para dedicarse a atender a esa parte de la ciudad, bien poblada por cierto, y es digno de todo el respeto, de toda la consideración y de toda la tranquilidad que requiere su sagrado ministerio; el campo eucarístico, de tan gratos recuerdos, está bien cerca del foco principal de los escándalos, y esos santos recuerdos no pueden estar permanentemente mezclados con la inmundicia que cunde en sus contornos.

—Apelamos a la sensibilidad, al patriotismo, al civismo, al honor de los habitantes de Medellín, para que nos ayuden en esta campaña que impone la más elemental noción de dignidad. Pedimos la colaboración de las personas y entidades que tienen alguna preocupación por el engrandecimiento de la capital antioqueña.

—A las autoridades todas, de

(Pasa a la última)

alfredo

EL GIMNASIO MEDELLIN, UN EJEMPLAR

V.Polarizacion vida política colombiana

Anexo 20. El Siglo, Bogotá, 26 de septiembre 1940.

Director: LAUREANO GOMEZ
Gerente: LUIS IGNACIO ANDRADE

EL SIGLO

Registrado para la tarifa reducida del servicio postal. Licencia N.º 4

AÑO V — DIARIO DE LA MAÑANA — VALOR CINCO CENTAVOS BOGOTÁ — COLOMBIA, JUEVES 26 DE SEPTIEMBRE DE 1940.

La nueva presidencia de Alfonso López llevaría a la declaración de la guerra civil en Colombia

(Discurso del senador Laureano Gómez, ayer)

EL DERECHO A LA LEGÍTIMA DEFENSA. — PROCEDIMIENTOS QUE ACONSEJAN LOS FILÓSOFOS CONTRA LOS DESPOTAS ARBITRARIOS. — EXAMEN DEL GOBIERNO VINDICATIVO Y PERSONALISTA DEL EX-PRESIDENTE.

Señor presidente: La suerte ha querido que mis intervenciones sean interrumpidas por los incidentes más variados; pero como no le pongo a ella vanidad personal ni interés ninguno inmediato, me resigno a este curso arbitrario de los sucesos, y espero. Para un orador que anticipara el resultado inmediato de la obsecuencia a sus consideraciones, sería francamente desastroso poner las bases de un razonamiento y que luego sobrevenga la interrupción de la luz eléctrica coincidental y dejen pasar muchas horas y hasta minutos entre esas bases y las conclusiones. Pero yo no tengo esa vanidad en absoluto, no pretendo de hacer una construcción retórica ni literaria, porque nunca he sido literato, y desde tal actividad. He dicho, y excusarme que lo repita, que la que considero mi deber en esta hora no es cosa distinta que formar una conciencia nacional o contribuir a que se forme con la allegada consideraciones y de hechos que la fundamentan, y llegar a todos los extremos del país la convicción que dentro de mí espíritu se alberga, por la circunstancia que la mayoría de los colombianos no conciben aún. De modo que yo no soy sino un transmisor, un repelidor de cosas ciertas y desconocidas, y para ese efecto no tienen importancia las interrupciones ni el curso de los debates, ni la suerte de las proposiciones que se discuten, que pueden ser aprobadas, o improbatas, o modificadas, ya que siempre habrá una oportunidad de decir las cosas que no fueron dichas y de exponer las razones existentes que no dependen de la arbitrariedad de los debates. Esto lo digo para volver sobre algunas citas que me permití hacer en ocasión anterior y que quedaron inexplicadas, acaso como un pöbete y pedantesco alarde de erudición, y que no lo era; me permití precisos hechos anteriores por aquello de que la historia es maestra de la vida; cómo una nación ha sido llegada al extremo de la degradación y la anarquía y la vida era imposible. Y cómo al presentarse a la cacería del Estado una íntima personalidad, subitamente, como dice el cronista, se transformaron el ambiente, las personas y las cosas, y empezó para aquel país no solo la tranquilidad y la normalidad de la vida, sino la grandeza y el prestigio legendario que ha du-

Las baterías antiaéreas formadas por cañones de todo calibre y hasta ametralladoras abrieron un fuego ce-

Un nuevo y prolongado ataque aéreo fue emprendido contra esta capital en las últimas horas de anoche y primeras de hoy por los bombarderos británicos de gran autonomía de vuelo, los que dirigieron sus proyectiles principalmente contra los barrios del norte de Berlín.

Los berlineses debieron permanecer la mayor parte de la noche en los refugios subterráneos, ya que la alarma duró más de cinco horas.

Poco antes de media noche las sirenas de alarma anunciaron la proximidad de las máquinas británicas, las que podían oírse volar a

Los aviones británicos atacaron nuevamente la capital y arrojaron bombas sin dirección en varios puntos poblados de los suburbios. Varias casas y pequeñas residencias verzelegas fueron destruidas además de algunos otros daños sufridos por los explosivos.

Se dió a la publicidad el siguiente comunicado:

Los aviones británicos atacaron nuevamente la capital y arrojaron bombas sin dirección en varios puntos poblados de los suburbios. Varias casas y pequeñas residencias verzelegas fueron destruidas además de algunos otros daños sufridos por los explosivos.

Es esta una sensacional vista de los ataques ingleses a las bases alemanas de Londres con una cámara de larga distancia y desde una eminencia al ángulo de la derecha. Las series de focos blancos en el horizonte son los reflectores que buscan a los aviones atacantes británicos. En la parte superior se reflejan sobre Londres que cesan lentamente para iluminar los objetos

Cinco horas de alarma en Berlín

Los berlineses pasaron la noche en los abrigos

BERLÍN, Sept. 26 (U. P.) — Esta capital sufrió una alarma aérea que duró cinco horas. Algunas bombas cayeron al norte de la ciudad.

Para hoy se espera el acuerdo final sobre las cuotas del café

Anexo 21. Archivo Eduardo Santos Montejo. Documentos y colecciones especiales BLAA. , Correspondencia personajes, Caja 0001, Carpeta 2, folio 21. Documento Mss/563/5/1/23. Un cartel programático de febrero de 1942.

Mss 563/5/1/23

1/1

EL FRENTE LIBERAL ANTIRREELECCIONISTA DE ICONONZO INVITA

a todos los liberales genuinos

fieles a la noble causa de la DEMOCRACIA, amigos del orden, de la justicia e inspiradores de redentoras normas sociales, las cuales se han ido traduciendo en LEYES protectoras del campesinato y en general del TRABAJO, gracias a la sabia orientación, que últimamente le ha sabido dar uno de nuestros más grandes estadistas, el Dr. EDUARDO SANTOS gloria de Colombia y honra de los auténticos liberales que tuvimos el acierto de imponer su inteligencia al servicio de la Patria.

Hoy hace cuatro años que derrotamos la amenaza comunista; ahora OS INVITAMOS A LIBRAR EL CUARTO TRIUNFO PRESIDENCIAL DEL LIBERALISMO EN EL PRESENTE SIGLO. Esta batalla cívica tendrá lugar el próximo domingo 3 de MAYO, en cuyo día no llevaréis como armas sino la CEDULA ELECTORAL y el orgullo de ser LIBERALES. No portando otra bandera que el nombre invicto de nuestro gallardo jefe Dr.

Carlos Arango Vélez

“La libertad es la esencia de la vida-y por la libertad de la conciencia triunfaremos”.

Coopartidarios: apoyando nuestra causa, demostraréis cómo se sirve al liberalismo y a la Patria.

Icononzo, febrero de 1942

EL FASCISTA

NUMERO 4

Bogotá, sábado 16 de enero de 1937

VALOR \$ 0,05

Director:
Simón Pérez y Soto

Gerente
Benjamín Rubio R.

"La vida que concibe el fascista es seria, austera, religiosa; entregada por entero a un mundo sostenido por las fuerzas morales y responsables del espíritu. El fascista menosprecia la vida cómoda".

"Para obrar sobre los hombres, como sobre la naturaleza, es preciso entrar en el proceso de la realidad y hacerse dueño de las fuerzas en acción".

MUSSOLINI

Apartado Postal N° 2061

Editorial "Optima"

Carrera 9ª N° 8-39

MENSAJE A LOS OBREROS

Obreros! Un vendaval de infortunios agita y destroza en nuestra patria las fuerzas sagradas de la unión nacional.

Los políticos no tienen en cuenta al tratar los asuntos de la república, sino los intereses mezquinos y sectarios de los partidos. El concepto de la patria ha desaparecido de la gestión de la cosa pública, para ser suplantado por las menudas exigencias de los intereses del partido o de la secta.

El comunismo predica la lucha de clases como solución a las injusticias de los patronos y propietarios, proclama la lucha sin cuartel contra ellos y se constituye el mayor enemigo de la patria colombiana cuando dice que la patria de los obreros es Rusia.

La masonería trabaja en la sombra contra el más sagrado patrimonio de los colombianos: la religión católica; y en su campaña disociadora no vacila en utilizar desde la calumnia hasta el asesinato.

El gobierno actual inspirado por esas dos fuerzas de innegable potencialidad, precipita a la nación al caos de la anarquía civil y de la ruina económica.

Y entre vosotros esos agentes de las fuerzas disolventes del comunismo y la masonería

ALO! ALO!



HABLA STALIN, DIGALE AL CAMARADA LOPEZ QUE NOS REMITA CUNCHOS DE VICTORIA PARA FORTALECER LA DOCTRINA.

EL CASO DEL TABACO

Don Luis Patiño Galvis, hombre que según parece mastica por entretención colas de alacranes girardoteños, ha llegado a su máximo de neurastenia, por no decir mala educación, y por no expresarnos en malas palabras, al recibir de una manera lamentable a los fabricantes de cigarreros de la capital, quienes se acercaron a él a hacerle el más justo de los reclamos: se trataba de participarle que de no rebajar el impuesto inconsulto y absurdo a la fabricación del tabaco, ellos se verían en la imprescindible necesidad de cerrar sus establecimientos.

El señor Patiño Galvis, consecuente con las ideas progresistas del gobierno y de un todo de acuerdo con los programas de protección a la industria colombiana, tan manoseados en los discursos de su jefe el señor presidente de la república, contestó a uno de los industriales que le visitaron: "si la pequeña industria no se puede sostener por razón del impuesto, se debe cerrar y votar a los empleados". Si el señor Patiño Galvis

DECLARACION DE PRINCIPIOS

EL "HAZ DE FUEGO" INTERPRETANDO LOS IDEALES HOLIVARIANOS DE SUS MIEMBROS DECLARA:

Sus principios, al igual que los de otras agrupaciones nacionalistas del país, son los siguientes:

Catolicismo

Verdad teológica, base y vínculo de la nacionalidad. Lucha contra las asociaciones secretas.

Nacionalismo

La nación es una sucesión de generaciones con fines propios y definidos en el concierto de los pueblos hermanos; buscamos su grandeza, el robustecimiento de su ejército y el cumplimiento de su destino histórico.

Corporativismo

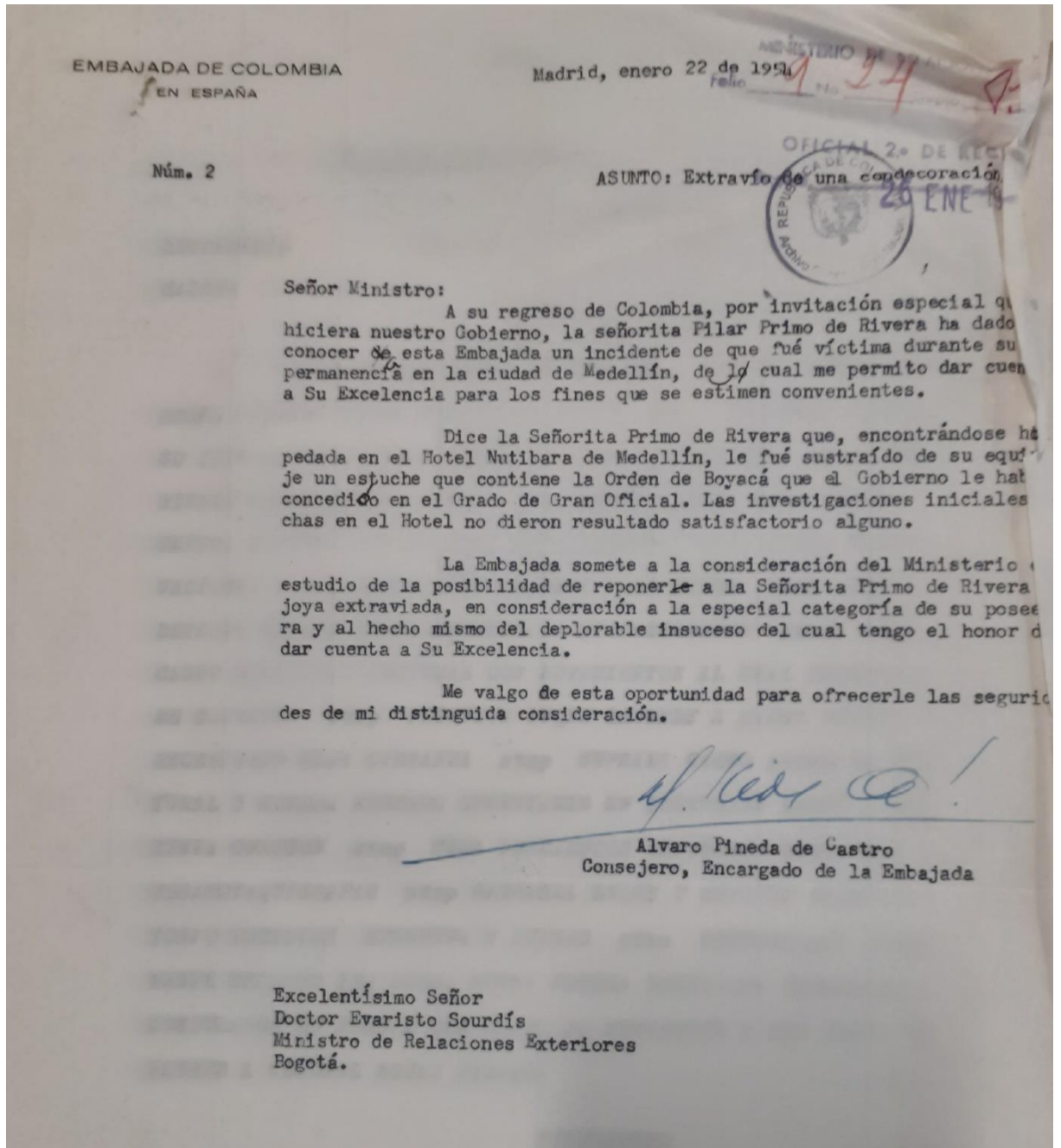
Armonía de intereses patronales y de obreros. Predicamos la cooperación, no la lucha de clases. Sindicalización. Estamos contra los abusos capitalistas y las demasías proletarias. La propiedad tiene una función social. El trabajo es una actividad espiritual y física al servicio de los intereses comunes. Queremos que Colombia produzca lo que consume. Fomentamos el cooperativismo.

Anexo 23. *El Fascista*, Bogotá, 16 de enero de 1937, p. 3.

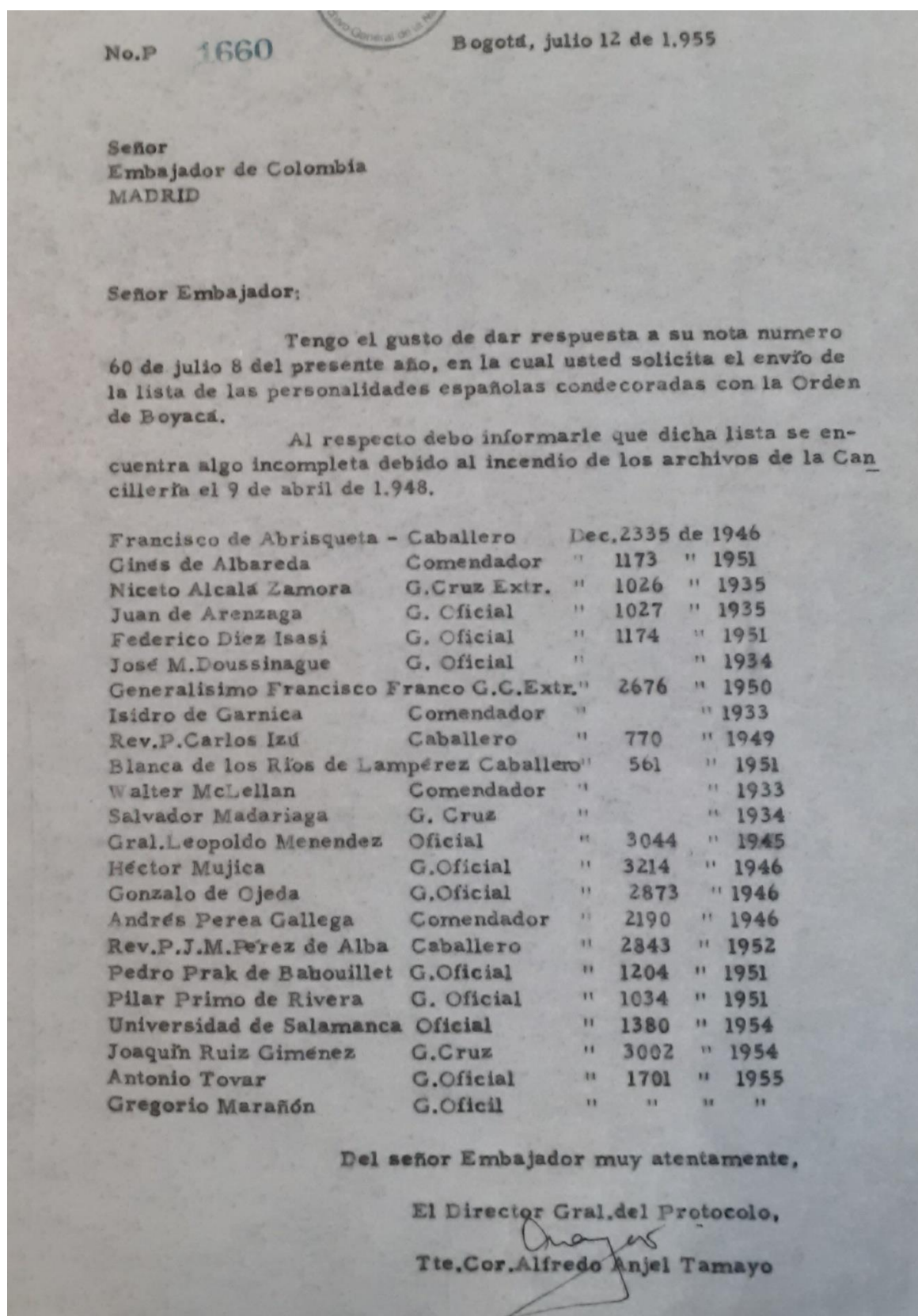


VI. El acercamiento entre falangistas y conservadores después de la Segunda Guerra Mundial

Anexo 24. AGN. Caja 286, Folio 166, carpeta 55. Madrid, 22 de enero de 1954, de Álvaro Pineda de Castro (encargado de negocios de la Embajada) a Evaristo Sourdís (MRE). Extravió de condecoración. Documento nº2.



Anexo 25. AGN. Caja 287, carpeta 59, folio 276. Bogotá, 12 de julio de 1955, del director general del protocolo de la Orden de Boyacá Alfredo Ángel Tamayo al embajador de Colombia en Madrid.



VII. La reconciliación bipartidista preludeo del Frente Nacional

París, marzo 20 de 1956.

Señor doctor don
Carlos Lleras Restrepo,
B o g o t á.

Mi querido Carlos:

Recibí y he leído con la más grande atención su carta del 10 de marzo.

Inmensamente le agradezco que haya aceptado mi suplicia en la Presidencia de la Junta Directiva de la Casa Editorial de EL TIEMPO. Estoy seguro de que sin necesidad de instrucciones usted me interpretará de una manera perfecta. Todo lo que usted me dice en la primera página de su carta me lo demuestra. Como usted "soy partidario de una política prudente que en lo posible salve los periódicos, pero que en ningún momento signifique una claudicación". Y luego "naturalmente todo eso tiene sus límites y habrá que estar atento a no dar por una pendiente de vergonzoso sometimiento". "Este es el mayor problema y nuestra mayor preocupación ahora será situarnos en el justo medio."

Estas palabras tuyas, querido Carlos, sintetizan exactamente mi manera de pensar y de sentir. No tengo en EL TIEMPO, como usted lo sabe, ningún interés material. Tengo sí un inmenso interés moral y espiritual. Creo que conviene la subsistencia de los periódicos, aun sometidos a la censura más severa, porque pueden conservar un criterio liberal y democrático, aunque no sea sino con crónicas extranjeras, con artículos doctrinarios cuidadosamente escogidos y hasta con un ambiente literario de dignidad. Mientras la censura sea meramente negativa eso es posible, aunque será siempre difícil y a veces amargo.

El peligro está en que se quiera pasar de la censura, que hasta gramaticalmente tiene un sentido negativo, a la "dirección de prensa y propaganda"; a la prensa dirigida; que es el caso de España. En España la prensa que aceptó esa imposición se convirtió en el peor elemento de corrupción de las conciencias, de perturbación del espíritu público, de apoyo efectivo del régimen. Muchas gentes saben que los periódicos como A.B.C. no son ni franquistas ni falangistas, pero la realidad es que todos los días proceden como si lo fueran y aceptan humildemente normas estrictas sobre lo que deben publicar o no publicar y artículos que no pueden modificar y deben publicar como suyos sobre todos los asuntos importantes.

Esta prensa sometida y dirigida es la que ha

creado el ambiente mortal que reina en España y que tanto seduce a algunos de nuestros compatriotas. Los estudiantes trataron valerosamente de romperlos, hace algunas semanas y la prensa unánime los condenó, los calumnió, trató de destruir ese esfuerzo, que era y es inmensamente popular, obedeciendo ciegamente a los mandatos de la Dirección de Prensa y Propaganda del Estado. Naturalmente en la prensa
el desprecio por la prensa estatal.

Claro que será imposible llegar allá a tal abyección, pero yo creo que es necesario también librar el combate decididamente contra todas las tendencias a hacer cernos entrar por ese camino. Les digo yo a los de EL TIEMPO que lo necesario no es el coraje al llegar al abismo sino el coraje para detenerse en el camino que a él lleve. No sólo hay que saber morir, sino hay que saber también a que hora se muere, es decir, en qué momento se salva la dignidad esencial y se evita toda mancha grave. Yo a veces le tengo mucho miedo a las pequeñas concesiones que debilitan la propia resistencia y estimulan los abusos y audacias del enemigo.

Les he dicho mucho a los de INTERMEDIO que deben tener un cuidado infinito en los detalles, aun en los pequeños detalles. Hay que proscribir toda frase de elogio, todo adjetivo, aun merecido, todo epíteto aun justificado que no son admisibles cuando la censura no se tolera. Hay que llevar la dignidad a la vida social, a las fotografías, al ambiente general del periódico. A todo esto le concedo yo una grande importancia, quizás porque supongo al público la misma hipersensibilidad que yo tengo. A mí hay detalles que me hacen saltar en la calma de este rincón parisiense, pero creo en realidad que la posición de un periódico como EL TIEMPO o INTERMEDIO en frente a la actual situación y con sus antecedentes exige el cuidadoso esmero a que aludo.

Creo indispensable la solidaridad moral de los periódicos en frente a la censura, solidaridad integral en cuanto a INTERMEDIO y EL INDEPENDIENTE (se refiere y lo más grande posible con los demás. Si uno de esos periódicos tiene que suspenderse porque no acepta una imposición intolerable los otros no pueden agacharse con la tortura esperanza de que a ellos no les llegue su turno. En la defensa solidaria podría haber una posibilidad de salvación. El aislamiento egoísta sería la derrota de todos.

Estando los dos tan de acuerdo en todo esto son inútiles para usted todas las instrucciones. Yo no tengo en esas empresas sino un patrimonio moral que hay que salvar a toda costa. Si llegare un desastre, una suspensión o algo peor, yo lo preferiría mil veces a una claudicación que dejara intactos los bienes, pero perdido el honor y manchado el pasado. En este sentido, mi querido Carlos, no vacile en asumir en mi nombre actitudes drásticas que, por lo demás, cuentan y contarán allí con el apoyo de casi todos. Me atre-

DECLARACION

de los Señores Laureano Gómez y Alberto Lleras sobre
la política colombiana, hecha en Benidorm, España, el

27 de Julio de 1956

Nº 55 Br-52/1

La entrevista de los señores Laureano Gómez y Alberto Lleras en Benidorm dió lugar a largas y cordiales conversaciones en que se revisaron todos los aspectos de la situación actual colombiana. Con viva y recíproca satisfacción se declara que se ha llegado a un pleno acuerdo sobre la necesidad inaplazable de recomendar a los dos partidos históricos una acción conjunta destinada a conseguir el rápido regreso a las formas institucionales de la vida política y a la reconquista de la libertad y las garantías que han sido el mayor orgullo patrimonial de las generaciones colombianas hasta la presente.

Fruto de los esfuerzos y la discusión centenaria de los partidos políticos fue la adquisición de ese patrimonio político. Ha sido destruido sistemática y totalmente. El país se halla ahora reducido a la necesidad de volver a crear la república, buscando la fuente del poder en sus orígenes populares. Del tiempo anterior no subsiste organismo alguno con validez moral ni jurídica, porque, sin excepción, todos fueron utilizados en la ruptura del orden constitucional o con sus actos posteriores han tratado de coonestarla. Sólo un esfuerzo conjunto de los partidos puede restablecer un modo de vivir en que prevaleció el afortunado equilibrio entre los derechos de los ciudadanos y la acción del estado como delegatario de poderes limitados, obligado a dar cuenta de sus actos a los representantes de la nación. El regreso a la normalidad jurídica, vivamente ansiado por todos los partidos, traerá el retorno de las fuerzas armadas a la misión que desempeñaron con honor y satisfacción general en el tiempo inmediatamente pasado, como guardianes de los intereses internacionales y del orden interno y como ejecutores fieles de la autoridad escogida por el pueblo. La situación actual destruye todo equilibrio entre el jefe omnipotente e irresponsable de la clase armada y el resto del pueblo, y aún más todavía, entre tal jefe y el conjunto de la fuerza pública, porque pone a oficiales y soldados al servicio ciego de una sola persona que abrogándose la totalidad del poder desprestigia con sus procedimientos autocráticos a la institución que dice representar y quita a la disciplina militar el nobilísimo carácter que tiene cuando no está dedicada al servicio personal de un hombre, sino a la tutela de las libertades y los derechos de todos los ciudadanos.

Los miembros de la generación que vivió y disfrutó los días limpios y gloriosos de la república, al hallarse bajo un régimen de fuerza que no admite ni tolera discusión de sus actos, ni da informe sobre ellos, dispone y ejecuta sus decisiones sin participación de otros poderes y dispersa los haberes públicos a espaldas de los contribuyentes, sienten la necesidad de resistir a la medida de las posibilidades de cada persona a las amenazas y los halagos, y de demostrar que no es cierto que el silencio impuesto corresponda a adhesión sumisa o conformidad cobarde. Apenas es efecto de la desconcertada sorpresa de quienes pagan la fuerza pública como un servicio para el bien general y se encuentran de improviso inermes y desamparados ante sus desafueros.

La conjunción de los partidos para expresar el inmenso desagrado general por la ruina de la civilidad de la Patria es la urgencia primordial de esta hora. Atenderíase con ella al restablecimiento del considerable acervo de principios comunes, que justamente por ser comunes constituyen la estructura de nuestra república que era comparable a las mejores de la tierra. El reclamo conjunto por la pérdida de garantías indispensables para una digna vida civil, debe sustituir el mutismo ocasionado por la sorpresa.

La consideración de cuanto en el país ocurre impone un orden lógico a la conducta de los partidos. Nadie puede poner en duda que debe empezarse por la reconquista del patrimonio cívico común. Sería insensato reabrir inmediatamente la lucha por el poder entre conservadores y liberales. Se encuentra necesario y enteramente posible crear un gobierno o una sucesión de gobiernos de coalición amplia de los dos partidos, hasta tanto que recreadas las instituciones y afianzadas por el decidido respaldo de los ciudadanos tengan fortaleza bastante para que la lucha cívica se ejercite sin temor a los golpes de estado, o de la intervención de factores extraños a ella, y por medio de un incorruptible sufragio cuyas decisiones sean definitivas e incontestablemente respetadas. Los partidos deben entenderse para constituir un gobierno de tales características que ponga en

vigor las instituciones abolidas, manteniéndose unidos para sostenerlo hasta que el régimen civil esté libre de riesgos.

2
155 821-527/2
N

Sigue en urgencia la exorcización y repudio de la violencia ejercitada por armas y elementos oficiales. Sucesos inolvidables requieren insistente protesta contra la impunidad que los ha cobijado. Porque en la perduración y alarmante avance del bandolerismo, atroz fenómeno de menosprecio de la moral y de las leyes desconocido por las generaciones anteriores, podría verse la pretensión del hombre salvaje de tener igual fuero para sus tropelías contra vidas y bienes ajenos en aldeas y caminos solitarios, al que disfrutaban quienes operan desde la capital y en las alturas.

Por eso es imprescindible condenar también el abandono de las tradicionales prácticas de valentía y humanidad de los funcionarios del estado, que fue la mayor preocupación de nuestra historia. De ninguna manera puede ser posible que esta generación heredera de tradiciones puras las entregue mancilladas y marchitas.

Todo colombiano debe prestar su eficaz cooperación a la grandiosa empresa de reconquista de la dignidad de la vida política colombiana. Libre de la sorpresa por las tremendas experiencias sufridas, si está, un día tras otro, alerta y listo para las acciones posibles y las abstenciones que marquen la valla entre los ciudadanos y la tiranía, quedarán deshechas las falacias de apoyo popular que se fingen con crecidas erogaciones. De las acciones y abstenciones individuales es indudable que resultará un pujante e incontenible movimiento de conjunto que recuperará los bienes perdidos.

La fría y objetiva consideración de todos los aspectos actuales de la patria permite indicar claramente a los colombianos que existe una solución satisfactoria para los males que padecen. Sobre la base del entendimiento amplísimo para la imperiosa reconquista del patrimonio común, los representantes auténticos y genuinos de los partidos oírán la sugestión de los procedimientos que entrecabren esas patrióticas perspectivas. Tales representantes los estudiarán y adoptarán llegado el caso para dar al pueblo no sólo la reconquista de la perdida libertad sino la visión concreta del desenvolvimiento de las posibilidades de la irmensa mayoría de los colombianos para obtener un mejoramiento radical de sus condiciones de vida y para salvar el abismo que se está abriendo entre una corta clase social súbita o ilegítimamente enriquecida y una gran masa que cada día se empobrece más.

La certeza de victoria en la campaña por la recuperación cívica de la Patria descansa en el conocimiento de una constante, pudiera decirse, de una ley histórica, expresada en clásica síntesis inolvidable: "Colombia es una tierra estéril para la dictadura". Es cierto que el sorprendente contubernio de factores extraños ha determinado el actual eclipse de esa ley; pero nadie ignora que tal contubernio está destinado a desmenuzarse y caer hecho polvo. Quedará confirmada una vez más la inmarcesible y gloriosa tradición colombiana.

En Benidorm, Julio 24 de 1956

Laureano Gómez

Alberto Lleras

Anexo 27. BLAA. Archivo Alberto Lleras Camargo, Documentos y colecciones especiales, Carpeta 36, Declaración de Benidorm 24 de julio de 1956.

Anexo 28. Archivo Alberto Lleras Camargo, Documentos y colecciones especiales BLAA, Carpeta 36, el 20 de septiembre de 1956, Carta de Laureano Gómez (Benidorm) a Alberto Lleras Camargo, p. 1.

Benidorm, septiembre 20 de 1956

Señor doctor
Alberto Lleras Camargo
Bogotá, Colombia.

Distinguido amigo:

Determinamos proceder de consuno en el desarrollo del acuerdo de Benidorm, por lo que estimo conveniente relatarle algunas mínimas actuaciones políticas a cuya ejecución me he visto inducido.

Hace algunas semanas, los respetables caballeros a quienes una convención conservadora, tan nutrida como fue posible en las aflictivas condiciones actuales de la república, eligió para formar la Comisión Nacional de Acción Conservadora, se dirigieron a mí ofreciendo ampliamente una oportunidad para la renovación del personal directivo y sugiriéndome que procediera a realizarla. Les contesté inmediatamente que no lo haría, por múltiples razones. La primera de ellas es mi plena satisfacción por la pulcritud, el noble decoro y la abnegación con que han desempeñado la difícil tarea que les fue encomendada. Es imposible imaginar que otros conciudadanos hubieran podido llenar tal cometido con mayor altura y limpieza. Ellos han venido ejerciendo una autoridad derivada de fuente inobjetable: la libre elección de delegados genuinos de nuestra colectividad. No pueden ser remplazados con nombramientos de origen personal, quien quiera que sea quien los hiciera, pues esa modalidad personalista repugna profundamente a la tradicional idiosincrasia conservadora y a mis habituales procedimientos políticos. Hube de responderles, por tanto, que mientras las condiciones impuestas por la dictadura no permitan la reunión de representantes del partido, deben continuar prestando a la patria y a la causa sus valiosos servicios.

Considero conveniente que usted conozca esta opinión mía, muy clara y nítida. Jamás me perdonaría si, apremiado por las actuales urgencias de la libertad, cediera a insinuaciones que me apartaran de mis acostumbrados métodos de acción. Yo no puedo hacer, en mi carácter personal, designaciones de ninguna especie, porque no hay nada atañedor a mi persona que esté en juego. La respetabilidad y grandeza del acuerdo de Benidorm es que de sus motivos determinantes estuvieron excluidos no sólo todos los intereses personales de quienes lo suscribieron, sino aún los peculiares y legítimos de sus respectivos partidos, para no atender sino al patrimonio común de la civilidad colombiana, destruida por el golpe de cuartel y sus desastrosas secuelas. Usted que ha tenido ocasiones repetidas de tratar con los señores miembros de la Comisión Nacional de Acción Conservadora, conoce bien la rectitud y altura de su criterio, la nobleza de sus propósitos y el franciscano desinterés con que sirven a la república.

El abusivo monopolio de todos los medios de expresión de la opinión pública, impuesto por la tiranía, trató de dar la impresión de que nuestra generación había desertado en masa de la tradición institucional de la patria. Para demostrar que ello no pasó de un intento de mistificación, está el hecho humano impresionante de la vitalidad del partido, en torno de los principios de la doctrina, sin aceptar disminución ni mengua de ninguno de ellos y la conducta rectilínea y firmísima de sus legítimos

directores. La existencia de estos dos hechos salva nuestra generación del estigma de desertora de la civilidad. Por tal motivo nada hay más justo que yo rinda un tributo de ferviente admiración a tal partido y a tan ilustres dirigentes.

No es esta la ocasión de examinar las causas del desvío de la opinión despues del golpe de cuartel, aunque cada compatriota hace su propio acervo de explicaciones y de excusas. Vendrá el momento, cuando hecha la decantación, se realice un análisis objetivo. Por lo que atañe al partido conservador, puedo repetir que fue una crisis limitada a una parte del personal dirigente, dejando intacta la masa. A usted pude oírle, cuando me refería sus experiencias recientes sobre el estado de la opinión general, adquiridas en sus viajes por el país: "Fulanismo, cero. Es que no hay tal fulanismo". Eso es un hecho notorio y bien sabido.

El acuerdo de Benidorm es un suceso que puede tener trascendencia, porque es una invitación amplia y desprevenida a la reconquista de inapreciables bienes de libertad y pulcritud, sin los cuales la vida nacional no es decorosa. El movimiento es noble, es digno y es honroso, en cuanto tiene ese objetivo esencial y primordial. No tiene prisas ni urgencias estimuladas por apetencias o intereses personales o de sectarismo político. No es una enseña izada para reclutar gentes ansiosas de aventurar. Es un llamamiento cordial, sin resentimientos, sin vindicta, pero con objetivo muy preciso y definido: esa reconquista de la libertad y de la pulcritud.

Eso implica el que no sea posible utilizar para tan noble empresa el sistema de la picaresca política llamado "barrer para adentro". Sólo sirven en ella los soldados irrevocables de la libertad y de la pulcritud.

Hay una diferencia notoria entre la intransigencia, el resentimiento y el ánimo vindicativo, como móviles de la acción humana, y la abulia frente a los principios de la justicia y de la etica; no cabe, pues, equidistancia entre quienes fueron fieles a tales principios y quienes publica y reiteradamente los violaron. Un movimiento regenerador, como el que en Benidorm tuvo origen, por su altísimo propósito puede y debe descartar todo lo primero; mas no le es dable tolerar lo segundo sin desvirtuarse. Si al lado de esa limpia y neta enseña se erigen otras distintas aunque en alguna forma parecidas, no puede dejar de verse una artimaña de la picaresca. Epocas de asco histórico como la que el país vive, exóticas en la tradición colombiana, aleccionan en las de otros países, donde se aprende que siempre terminaron desastrosamente y que su quiebra es ineludible. Estos a manera de banderines de enganche, que el movimiento de Benidorm ha promovido, aparecen como cautelas de seguro de quienes habiendo elogiado, servido y aprovechado la dictadura, consideran que ya es prudente sacar un pié fuera de ella "por si acaso", dejando dentro el otro, "por si acaso también" listos a recoger, aún a última hora, gajes del déspota que jamás les fueron ofrecidos y que han esperado humildemente. Todo ello son episodios insignificantes y aburridos de la manida comedia de la miseria humana. Lo que tal vez valiera la pena de evitar, es que una cierta prisa innecesaria pudiera desfigurar el generoso movimiento de Benidorm, que es de nítida reconquista de la libertad y de la pulcritud, en un tropel de objetivos confusos.

Por estas razones, y porque estoy convencido de que una nación no puede existir sin la rectoría de poderes morales, rodeados de unánime y merecido respeto; sabedor, además, de que la indiferencia ante los servido-

- 3 -

res de la justicia y de la iniquidad o, ante quienes veneran la pulcritud o quienes la violan, no conduce sino a aumentar la depravación y el infortunio de la republica, envié hace algunos días a los señores miembros de La Comisión Nacional de Acción Conservadora, un exámen de las circunstancias actuales, con instrucciones de que antes de divulgarlo, lo sometieran a su ilustrado juicio. Indícanse allí requisitos, a mi parecer, oportunos para que el asco del presente no contagie el futuro.

Habiendo sido muy grato comunicarle lo anterior, me suscribo su aféctísimo amigo,

Copia a CONACCION

